

ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE NOMINATIVE

**établie par le Service des Archives
de l'Assemblée nationale**

Du 1^{er} janvier 1995 au 30 septembre 1996

10^e législature

| | |
|---|------------------------------------|
| Deuxième session extraordinaire de 1994-1995. | Du 9 au 19 janvier 1995. |
| * Seconde session ordinaire de 1994-1995 | Du 3 avril au 30 juin 1995. |
| Troisième session extraordinaire de 1994-1995.. | Du 4 au 29 juillet 1995. |
| * Session ordinaire de 1995-1996 | Du 2 octobre 1995 au 29 juin 1996. |

* N.-B. – La réforme constitutionnelle du 4 août 1995 a substitué aux deux sessions ordinaires annuelles, la première ouvrant le 2 octobre pour 80 jours et la seconde ouvrant le 2 avril pour 90 jours, une session ordinaire unique, du premier jour ouvrable d'octobre au dernier jour ouvrable de juin.

G

GAILLARD (Claude)*Député de la Meurthe-et-Moselle**(3^e circonscription)*

UDF

Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Franck Borotra (n° 2069) sur les propositions de directives du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final/n° E-211) [7 juin 1995].

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 16 juin 1995] (p. 9246).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Technologies de l'information et Poste) [5 juillet 1995].

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Yves Coussain (n° 2649) sur des propositions de directives et une proposition de décision communautaire relatives au cadre réglementaire des télécommunications (COM [95] 379/n° E-467 et corrigendum n° E-507, COM [95] 545/n° E-535, COM [95] 543/final n° E-560, COM [95] 529/final n° E-542 et COM [95] 612 final/E-573) [26 mars 1996].

Rapporteur du projet de loi de réglementation des télécommunications [26 mars 1996].

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Industrie, poste et télécommunications : poste, télécommunications et espace) [28 mai 1996].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réglementation des télécommunications [J.O. du 8 juin 1996] (p. 8501).

Rapporteur du projet de loi relatif à l'entreprise nationale France Télécom [11 juin 1996].

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réglementation des télécommunications [J.O. du 12 juin 1996] (p. 8757).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 2069) de M. Franck Borotra sur les propositions de directives concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final/n° E-211) (n° 2076) [7 juin 1995].**Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : tome XV : Technologies de l'information et poste (n° 2275) [12 octobre 1995].****Proposition de loi tendant à faciliter la transformation des districts urbains en communautés urbaines (n° 2326) [6 novembre 1995].****Proposition de loi rendant obligatoire l'installation d'un sonomètre dans tous les lieux de diffusion de musique amplifiée et fixant les normes de mesure des niveaux sonores (n° 2733) [25 avril 1996].****Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de réglementation des télécommunications (n° 2750) [30 avril 1996].****Proposition de loi imposant la rédaction manuscrite du mandat établi par chaque candidat à une élection municipale et qui est confié au responsable de liste aux fins d'effectuer les déclarations et démarches utiles à l'enregistrement de la liste (n° 2869) [6 juin 1996].****Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réglementation des télécommunications (n° 2873) [11 juin 1996].****Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 2884), relative à l'entreprise nationale France Télécom (n° 2891) [18 juin 1996].****Proposition de loi interdisant toutes actions de propagande ponctuelles à caractère idéologique, politique ou religieux à la sortie des établissements d'enseignement ou de formation de la jeunesse (n° 2906) [20 juin 1996].**

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Statut de France Télécom : réforme** [19 mars 1996] (p. 1734).

orales sans débat :

- **n° 1107, posée le 28 mai 1996 : alimentation en eau potable des populations du bassin minier lorrain** (p. 3493). Appelée le 4 juin 1996 : financement ; aides de l'Etat (p. 3735).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

- **Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).***Première lecture :**Avant la discussion des articles [7 février 1996] :***Répond au rappel au règlement de : Gremetz (Maxime)** (p. 639).*Discussion des articles [7 février 1996] :***Article 1^{er} (modification des conditions de libération et de répartition de la taxe d'apprentissage) :**- *ses observations* sur l'amendement n° 35 de M. Hervé Novelli (exonération des dépenses exposées par les entreprises employant des apprentis dont la formation en centre de formation des apprentis est supérieure à 400 heures par an) (p. 648, 649).

Assemblée nationale : amendements : reprise.

- **Répond au rappel au règlement de : Jegou (Jean-Jacques)** [5 mars 1996] (p. 1152).- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes, sur la préparation et les perspectives de la conférence intergouvernementale et débat sur cette déclaration (n° 2634).****Répond au rappel au règlement de : Mazeaud (Pierre)** qui regrette les propos du ministre délégué aux affaires européennes affirmant qu'il n'y aurait pas référendum sur la monnaie unique [13 mars 1996] (p. 1589).- **Répond au rappel au règlement de : Glavany (Jean)** [21 mai 1996] (p. 3250).- **Demande une suspension de séance** [28 mai 1996] (p. 3526).- **Déclaration du Gouvernement présentée par MM. Alain Juppé, Premier ministre, Jacques Toubon, garde des sceaux, ministre de la justice et Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, sur la situation en Corse et débat sur cette déclaration (n° 2815).**

Son intervention [28 mai 1996] (p. 3526).

En qualité de député :

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés (n° 1659).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 janvier 1995] :

Bâtiment et travaux publics : obligation de garantie des travaux réalisés pour le compte des particuliers (p. 17).

Clauses abusives (p. 16).

Commerce ambulant (p. 17).

Commerce « multiniveau » : ventes « pyramidales » et protection des vendeurs (p. 17).

Communautés européennes et Union européenne : droit communautaire : transposition en droit français (p. 16).

Produits : marquage communautaire (p. 17).

Travail : offres d'emploi trompeuses (p. 17).

- **Proposition de résolution sur les propositions de directives concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final/n° E-211) (n° 2069).**

Rapporteur de la commission de la production.

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [21 juin 1995] :

Communautés européennes et Union européenne :

- accès des tiers aux réseaux du gaz et de l'électricité (p. 582) ;
- Cour de justice : arrêt du 27 avril 1994 (p. 582).

France :

- contre proposition de « l'acheteur unique » (p. 582) ;
- politique énergétique (p. 582).

Discussion de l'article unique [21 juin 1995] :

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de Mme Janine Jambu (rappels des principes fondamentaux du service public de l'électricité) (p. 600) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 12 de M. Christian Bataille (maintien du statut des personnels) à l'amendement n° 6 de M. Franck Borotra (concertation avec les partenaires sociaux en cas de modification de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 relative à la nationalisation de l'électricité et du gaz) (p. 601) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 4 de Mme Janine Jambu (organisation d'un débat public sur les atouts du service public de l'électricité ainsi que sur les améliorations à lui apporter et réaffirmation de la politique énergétique de la France) (p. 601) ;
- *favorable* à l'amendement n° 8 rectifié de M. Franck Borotra (association du Parlement français à la définition de « l'acheteur unique ») (p. 602) ;
- *favorable* à l'amendement n° 7 de M. Franck Borotra (de suppression partielle) (p. 603) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 5 de Mme Janine Jambu (oblige le Gouvernement à définir clairement sa position) (p. 603).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [19 octobre 1995] :

Article 5 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune et limitation des effets du plafonnement en fonction du revenu) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 307 de M. Jean-Pierre Baligand (majoration de 100 % des taux du barème) (p. 2093).

Deuxième partie :

Technologies de l'information et de la poste. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur pour avis de la commission de la production [27 octobre 1995] (p. 2635) :

France Télécom :

- autoroutes de l'information (p. 2635) ;
- personnel (p. 2636).

La Poste :

- guichets postaux (p. 2635) ;
- pensions (p. 2636) ;
- personnel (p. 2636) ;
- presse : aides à l'acheminement (p. 2635) ;
- services financiers (p. 2635).

- **Projet de loi de réglementation des télécommunications (n° 2698).**

Rapporteur de la commission de la production.

Première lecture :

Avant la discussion des articles [7 et 9 mai 1996] :

Sa présentation du rapport (p. 2879) et *son intervention* sur la motion de renvoi en commission de : *Fabius (Laurent)* (p. 2933).

Principaux thèmes développés :

Collectivités locales (p. 2880).

Organismes et structures : Autorité de régulation des télécommunications (p. 2880).

Parlement national (p. 2880).

Recherche (p. 2880).

Télécommunications :

- France Télécom (p. 2871, 2933) ;
- service public : service universel et péréquation géographique (p. 2880).

Discussion des articles [9 et 10 mai 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- *défavorable* à l'amendement n° 214 de Mme Ségolène Royal (égalité des citoyens devant le service public) (p. 2944) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 215 de Mme Ségolène Royal (continuité du service public) (p. 2945) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 220 de Mme Ségolène Royal (responsabilité dans la gestion du service public) (p. 2948) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 222 de Mme Ségolène Royal (accessibilité au service public) (p. 2949) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 229 de Mme Ségolène Royal (respect du droit des usagers) (p. 2950).

Article 1^{er} (art. L. 32 du code des postes et télécommunications : définitions) :

- *soutient* l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2951) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 232 de Mme Ségolène Royal (définition de l'opérateur) (p. 2952) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 147 de M. Jacques Guyard (notion « d'opérateur historique ») (p. 2953) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 230 rectifié de Mme Ségolène Royal (définition des droits de l'utilisateur) (p. 2954) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 369 de M. Jacques Guyard (définition des « points de terminaison ») (p. 2955).

Article 2 (art. L. 32-1 du code des postes et télécommunications : cadre général) :

- défavorable à l'amendement n° 346 de M. Emile Zuccarelli (réaffirmation de l'autorité du ministre chargé des télécommunications) (p. 2957) ;
- défavorable aux amendements n°s 348 de M. Emile Zuccarelli et 159 de M. Jacques Guyard (réaffirmation de la notion de service public) (p. 2958) ;
- défavorable aux amendements identiques n°s 160 de M. Jacques Guyard et 349 rectifié de M. Emile Zuccarelli (rappel de la conception globale du service public) (p. 2959) ;
- défavorable aux amendements identiques n°s 161 de M. Jacques Guyard et 347 rectifié de M. Emile Zuccarelli (suppression de l'Autorité de régulation des télécommunications) (p. 2959) ;
- défavorable à l'amendement n° 311 de M. Jacques Guyard (réaffirmation du rôle de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications) (p. 2960) ;
- défavorable aux amendements identiques n°s 162 de M. Jacques Guyard et 380 de M. Emile Zuccarelli (rôle de l'Autorité de régulation des télécommunications) (p. 2960) ;
- défavorable à l'amendement n° 258 corrigé de M. Jean Besson (de précision) (p. 2960) ;
- défavorable aux amendements identiques n°s 5 de M. Yvon Bonnot et 327 de M. Jacques Guyard (notion « d'efficacité » au service de l'utilisateur) (p. 2961) ;
- soutient l'amendement n° 31 de la commission (objectif de développement de l'emploi) : adopté (p. 2961) ;
- soutient l'amendement n° 32 de la commission (de précision) (p. 2961) : adopté (p. 2962) ;
- défavorable aux amendements n°s 328 rectifié de M. Jacques Guyard et 6 de M. Yvon Bonnot (développement des offres de services à un public le plus large possible) (p. 2962).

Article 3 (commission supérieure du service public des postes et télécommunications) :

- défavorable à l'amendement n° 163 de M. Jacques Guyard (suppression de la référence au service universel) (p. 2963) ;
- défavorable à l'amendement n° 164 de M. Jacques Guyard (suppression de la référence à l'Autorité de régulation des télécommunications) (p. 2963) ;
- ses observations sur l'amendement n° 312 de M. Jacques Guyard (consultation de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications par les commissions permanentes de l'Assemblée nationale et du Sénat) (p. 2963) ;
- favorable à l'amendement n° 259 deuxième correction de M. Jean Besson (même objet) (p. 2963) ;
- défavorable à l'amendement n° 350 de M. Emile Zuccarelli (suppression de la référence à l'Autorité de régulation) (p. 2964) ;
- favorable à l'amendement n° 260 corrigé de M. Jean Besson (rapport annuel au Parlement) (p. 2965).

Article 4 (recueil d'informations et enquêtes) :

- défavorable aux amendements identiques n°s 165 de M. Jacques Guyard et 351 de M. Emile Zuccarelli (de suppression) (p. 2965) ;
- soutient l'amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) (p. 2965) : adopté (p. 2966).

Après l'article 4 :

- défavorable à l'amendement n° 329 de M. Jacques Guyard (rôle et moyens de France Télécom) (p. 2966).

Article 5 (chapitre II du titre premier du livre II du code des P et T : régime juridique des télécommunications) :**Article L. 33 : champ d'application du code des postes et télécommunications en matière de réseaux de télécommunications :**

- défavorable à l'amendement n° 149 de M. Jacques Guyard (exclusion des infrastructures réalisées par France Télécom de l'accès des tiers au réseau) (p. 2971).

Article L. 33-1 : établissement et exploitation des réseaux ouverts au public :

- défavorable à l'amendement n° 233 de Mme Ségolène Royal (consultation des associations d'utilisateurs et des élus avant la mise en place du régime d'autorisations) (p. 2971) ;
- ses observations sur l'amendement n° 224 de M. Jacques Guyard (consultation des communes ou groupements de communes concernés par les autorisations d'établissement) (p. 2971) ;
- défavorable à l'amendement n° 150 de M. Jacques Guyard (multiplication des possibilités de refuser les autorisations) (p. 2972) ;
- soutient l'amendement n° 35 de la commission (de précision) (p. 2972) : adopté (p. 2973) ;
- défavorable à l'amendement n° 234 de M. Jacques Guyard (possibilité donnée à l'Autorité de régulation de refuser à des prestataires de services publics déjà habilités dans d'autres activités l'autorisation d'opérer dans le secteur des télécommunications) (p. 2973) ;
- soutient l'amendement n° 36 de la commission (motivations des refus de licence) : adopté (p. 2973) ;
- ses observations sur l'amendement n° 252 de M. Bertrand Cousin (allocation des fréquences dans des conditions de concurrence effective) (p. 2973) ;
- défavorable à l'amendement n° 166 de M. Jacques Guyard (consultation des collectivités locales concernées par la mise en place des infrastructures nouvelles) (p. 2974) ;
- défavorable à l'amendement n° 167 de M. Jacques Guyard (interdiction de la fourniture d'un service à une clientèle déterminée) (p. 2974) ;
- défavorable à l'amendement n° 231 de Mme Ségolène Royal (respect du droit des usagers) (p. 2975) ;
- défavorable à l'amendement n° 168 de M. Jacques Guyard (ressources de l'Agence nationale des fréquences) (p. 2976) ;
- défavorable à l'amendement n° 169 de M. Jacques Guyard (suppression de la référence au service universel) (p. 2976) ;
- soutient l'amendement n° 37 de la commission (de précision) : adopté (p. 2976) ;
- soutient l'amendement n° 38 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2976) ;
- favorable à l'amendement n° 261 de M. Jean Besson (rédactionnel) (p. 2976) ;
- soutient l'amendement n° 39 de la commission (de précision) : adopté (p. 2977) ;
- soutient l'amendement n° 40 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2977) ;
- favorable à l'amendement n° 262 de M. Jean Besson (de conséquence) (p. 2977) ;
- soutient l'amendement n° 41 de la commission (durée de l'autorisation) : adopté (p. 2977) ;
- favorable aux amendements identiques n°s 263 de M. Jean Besson et 315 corrigé de M. Jacques Guyard (consultation de la commission supérieure avant publication du décret déterminant le contenu des clauses types du cahier des charges de l'autorisation) (p. 2977) ;
- soutient les amendements n°s 42, 43, 44 et 45 de la commission (de précision) : adoptés (p. 2978) ;
- défavorable à l'amendement n° 237 de Mme Ségolène Royal (contingentement des licences d'autorisation) (p. 2978) ;
- soutient l'amendement n° 46 de la commission (allocation des fréquences en vue d'assurer des conditions de concurrence effective) (p. 2978) : adopté (p. 2979).

Article L. 33-2 : établissement des réseaux indépendants :

- défavorable à l'amendement n° 280 rectifié de M. Laurent Dominati (modalités d'établissement des réseaux indépendants) (p. 2979) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 171 de M. Jacques Guyard (allocation des réseaux indépendants par le ministre chargé des télécommunications) (p. 2980) ;
- *favorable* à l'amendement n° 316 corrigé de M. Jacques Guyard (consultation de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications avant publication du décret) (p. 2980) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 151 de M. Jacques Guyard (cas de refus d'autorisation) (p. 2980) ;
- *soutient* l'amendement n° 47 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2980) ;
- *soutient* l'amendement n° 48 de la commission (nécessité d'une autorisation préalable lorsque l'exploitant d'un réseau indépendant souhaite lui donner le caractère d'un réseau ouvert au public) (p. 2980) : adopté (p. 2981).

Article L. 33-4 : libre publication des annuaires :

- *favorable* à l'amendement n° 238 rectifié de Mme Ségolène Royal (respect de la confidentialité des numéros d'appels) (p. 2981).

Article L. 34-1 : service téléphonique au public :

- *soutient* l'amendement n° 49 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2981) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 152 de M. Jacques Guyard (possibilités de refuser l'autorisation) (p. 2982) ;
- *soutient* l'amendement n° 50 de la commission (possibilité de refuser l'autorisation en cas d'incapacité technique ou d'insuffisance financière de l'opérateur) : adopté (p. 2982) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 240 de M. Jacques Guyard (rejet de l'autorisation lorsque le demandeur n'a pas satisfait aux prescriptions de la délégation de service public dans un autre secteur d'activité) ;
- *soutient* l'amendement n° 51 de la commission (sanctions) : adopté (p. 2982) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 335 de M. Christian Cabal (rédactionnel) (p. 2982) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 239 de Mme Ségolène Royal (consultation des usagers, des PME-PMI, des élus et des représentants du personnel) (p. 2983).

Article L. 34-3 : services de télécommunications utilisant un réseau radioélectrique :

- *soutient* les amendements n° 52, 53, 54 et 55 de la commission (de précision) : adoptés (p. 2983, 2984) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 241 rectifié de Mme Ségolène Royal (consultation des usagers, des représentants du personnel et des associations d'élus locaux) (p. 2984).

Article L. 34-4 : services autres que téléphoniques fournis sur les réseaux câblés :

- *soutient* l'amendement n° 56 de la commission (champ d'application de la loi étendu aux réseaux câblés antérieurs à 1982) : adopté (p. 2984) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 174 corrigé de M. Jacques Guyard (association des collectivités territoriales à la décision d'extension des services) (p. 2985) ;
- *soutient* l'amendement n° 57 de la commission (information des communes et groupements de communes) (p. 2984) : adopté (p. 2985) ;
- *soutient* l'amendement n° 58 de la commission (de précision) : adopté (p. 2985) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 173 de M. Jacques Guyard (suppression de la déclaration à l'Autorité de régulation) (p. 2985) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 175 rectifié de M. Jacques Guyard (consultation des communes et groupements de communes lorsque le service proposé est le service téléphonique au public) (p. 2986) ;

- *soutient* l'amendement n° 59 de la commission (consultation des communes et groupements de communes lorsque le service proposé est le service téléphonique au public) : adopté (p. 2986) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 176 de M. Jacques Guyard (juste rémunération du propriétaire d'un réseau par le fournisseur d'un service de télécommunications) (p. 2986) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 269 de M. Yves Coussain (introduction de la notion « d'équipements utilisés » par le fournisseur de services de télécommunications) (p. 2986) ;

- *soutient* l'amendement n° 60 de la commission (dispositions contenues dans les conventions entre le propriétaire et l'exploitant commercial du réseau câblé) : adopté (p. 2987) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 264 corrigé de M. Jean Besson (dispositions contenues dans les conventions entre le propriétaire et l'exploitant commercial du réseau câblé) (p. 2987).

Article L. 34-5 : commissions consultatives spécialisées :

- *soutient* l'amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2987) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 227 de M. Jacques Guyard (suppression de la référence à l'Autorité de régulation des télécommunications) (p. 2987) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 353 de M. Emile Zuccarelli (même objet) (p. 2987).

Article L. 34-6 : cession, publication, suspension et retrait des licences :

- *soutient* l'amendement n° 62 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2987) ;

- *défavorable* aux amendements identiques n° 177 de M. Jacques Guyard et 354 de M. Emile Zuccarelli (suppression de la référence à l'Autorité de régulation des télécommunications) (p. 2988).

Article L. 34-7 : infrastructures établies sur le domaine public ou pour les besoins du service public :

- *défavorable* aux amendements identiques n° 375 de M. Patrice Martin-Lalande et 302 de M. Renaud Muselier (notion « d'infrastructures » et suppression de la référence aux télécommunications) (p. 2989) ;

- *soutient* l'amendement n° 63 de la commission (utilisation des infrastructures à la condition de ne pas mettre en cause le bon accomplissement des obligations de service public des entités propriétaires ou utilisatrices de ces infrastructures) (p. 2989) : retiré (p. 2990).

Article L. 34-8 : interconnexion :

- *défavorable* aux amendements n° 355 de M. Emile Zuccarelli et 153 de M. Jacques Guyard (interdiction d'une activité limitée à la revente de capacité) (p. 2990) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 154 de M. Jacques Guyard (conditions du refus d'une demande d'interconnexion) (p. 2991) ;

- *soutient* l'amendement n° 64 de la commission (de précision) : adopté (p. 2991) ;

- *favorable* à l'amendement n° 381 de M. Jean Besson (transparence des règles d'interconnexion) (p. 2991) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 155 de M. Jacques Guyard (publication obligatoire des tarifs par tous les opérateurs) (p. 2992) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 8 de M. Yvon Bonnot (fixation des tarifs d'interconnexion par le ministre chargé des télécommunications) (p. 2993) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 179 de M. Jacques Guyard (fixation des tarifs d'interconnexion) (p. 2993) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Yvon Bonnot (prise en compte des investissements lors de l'établissement des tarifs) (p. 2994) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 180 de M. Jacques Guyard (distinction entre les opérateurs et les prestataires de services lors de l'offre technique et tarifaire) (p. 2994) ;
 - *soutient* l'amendement n° 65 de la commission (même objet) : adopté (p. 2995) ;
 - *soutient* l'amendement n° 66 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2995) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 181 de M. Jacques Guyard (liberté laissée à l'exploitant d'un réseau ouvert au public et utilisant le réseau d'un autre exploitant de choisir le point d'interconnexion entre ces deux réseaux) (p. 2995).
- Article L. 34-9 : équipements terminaux :*
- *favorable* à l'amendement n° 386 de M. Yvon Bonnot (liberté de choisir le laboratoire chargé de procéder à l'évaluation de la conformité des équipements terminaux) (p. 2995) ;
 - *soutient* l'amendement n° 67 de la commission (de précision) : adopté (p. 2995).
- Article L. 34-10 : attribution et portabilité des numéros :*
- *soutient* l'amendement n° 68 de la commission (de précision) : adopté (p. 2996) ;
 - *soutient* l'amendement n° 69 de la commission (équivalence des formats de numérotation) : adopté (p. 2996) ;
 - *soutient* l'amendement n° 70 de la commission (attribution aux opérateurs des préfixes de numérotation et contrôle par l'Autorité de régulation) : adopté (p. 2996) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 242 de Mme Ségolène Royal (conditions « simples » d'attribution des numéros ou blocs de numéros) (p. 2997) ;
 - *soutient* les amendements n° 71, 72 et 73 de la commission (de précision) : adoptés (p. 2997) ;
 - *soutient* l'amendement n° 74 de la commission (portabilité des numéros) : adopté (p. 2997) ;
 - *soutient* l'amendement n° 75 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2998) ;
 - *ses observations* sur l'amendement n° 243 de Mme Ségolène Royal (confidentialité des numéros d'appel) (p. 2998) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 378 de M. Patrice Martin-Lalande (allègement des charges des nouveaux opérateurs) (p. 2998).
- Article 6 (chapitres III et IV [nouveaux] du titre premier du livre II du code des P et T : service public et régulation des télécommunications) :**
- Article L. 35 : contenu du service public des télécommunications :*
- *défavorable* aux amendements n° 182 de M. Jacques Guyard et 358 de M. Emile Zuccarelli (définition et fonctions assurées par le service public des télécommunications) (p. 3004) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 183 de M. Jacques Guyard (critères d'adaptation, de neutralité, de participation, de transparence, de responsabilité, de simplicité et d'accessibilité au service public) (p. 3018) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 184 de M. Jacques Guyard (suppression de la référence au service universel et réintroduction de l'ensemble des services de télécommunications à l'intérieur du service public) (p. 3018) ;
 - *soutient* l'amendement n° 76 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3018).
- Article L. 35-1 : contenu du service universel :*
- *défavorable* à l'amendement n° 284 de M. Laurent Dominati (définition du service universel) (p. 3019) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 185 de M. Jacques Guyard (suppression de la référence au service universel et réintroduction de la notion de service public) (p. 3019) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 244 de Mme Ségolène Royal (respect des droits des usagers) ;
- *soutient* l'amendement n° 77 de la commission (de précision) : adopté (p. 3019) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 339 de M. Yves Coussain (intégration du télé-enseignement et de la télé-médecine dans le service universel) (p. 3019) ;
 - *soutient* l'amendement n° 78 de la commission (de précision) : adopté (p. 3020).
- Article L. 35-2 : obligations des opérateurs chargés du service universel :*
- *défavorable* à l'amendement n° 186 de M. Jacques Guyard (réaffirmation de l'unicité du service public) (p. 3020) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 245 de Mme Ségolène Royal (consultation des usagers, du personnel, des PME-PMI et des élus locaux) (p. 3020).
- Article L. 35-3 : financement du service universel :*
- *défavorable* à l'amendement n° 360 de M. Emile Zuccarelli (suppression de la référence à l'Autorité de régulation des télécommunications) (p. 3020) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 188 de M. Jacques Guyard (financement du coût lié aux obligations de péréquation tarifaire et non pas seulement du coût net) (p. 3021) ;
 - *soutient* l'amendement n° 79 de la commission (notion de structure « courante » des tarifs téléphoniques plutôt qu'« actuelle ») : adopté (p. 3021) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 361 de M. Emile Zuccarelli (référence à la structure des tarifs téléphoniques et suppression du qualificatif « actuel ») (p. 3021) ;
 - *soutient* l'amendement n° 80 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3021) ;
 - *soutient* l'amendement n° 81 rectifié de la commission (exemption d'une part de la « rémunération additionnelle » pour les opérateurs de radiocommunications mobiles) : adopté (p. 3022) ;
 - *soutient* l'amendement n° 82 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3023) ;
 - *ses observations* sur les amendements identiques n° 270 de M. Jean Besson et 318 de M. Jacques Guyard (communication à la Commission supérieure du service des postes et télécommunications du montant des contributions nettes versées ou reçues par les opérateurs) (p. 3023) ;
 - *soutient* l'amendement n° 83 de la commission (financement du service universel en cas de défaillance d'un opérateur) (p. 3023) : adopté (p. 3024) ;
 - *défavorable* aux amendements identiques n° 157 de M. Jacques Guyard et 362 de M. Emile Zuccarelli (maintien d'un coût bas pour les abonnements) (p. 3024) ;
 - *ses observations* sur l'amendement n° 158 rectifié de M. Jacques Guyard (conditions de résorption des écarts de tarification) (p. 3025) ;
 - *soutient* l'amendement n° 84 de la commission (même objet) : adopté (p. 3025) ;
 - *soutient* l'amendement n° 85 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3025) ;
 - *favorable* à l'amendement n° 257 de M. Jean Besson (date butoir du 31 décembre 2000 imposée à l'opérateur public pour la résorption des écarts de tarification) (p. 3025) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 226 de M. Jacques Guyard (suppression de la référence à l'Autorité de régulation des télécommunications) (p. 3026) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 15 de M. Patrice Martin-Lalande (pouvoirs de l'Autorité de régulation en matière d'évaluation, de compensation et de partage des coûts nets liés aux obligations de service universel) ;
 - *favorable* aux amendements identiques n° 272 de M. Jean Besson et 320 corrigé de M. Jacques Guyard (consultation de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications lors de chaque décision importante) (p. 3027) ;

- défavorable aux amendements identiques n° 255 corrigé de M. Patrice Martin-Lalande et 310 de M. Renaud Muselier (définition des méthodes de partage des coûts nets du service universel par l'Autorité de régulation des télécommunications) (p. 3027) ;
- défavorable à l'amendement n° 297 de M. Patrice Martin-Lalande (conditions d'exonérations du paiement de la rémunération supplémentaire) (p. 3027) ;
- soutient l'amendement n° 86 de la commission (rapport au Parlement sur le financement du service universel et sur son évolution) : adopté (p. 3028).

Article L. 35-4 : annuaire universel et service universel de renseignements :

- ses observations sur l'amendement n° 11 de M. Yvon Bonnot (organisme chargé d'établir la liste des abonnés et prix de vente des fichiers) (p. 3029) ;
- soutient l'amendement n° 87 de la commission (édition de plusieurs annuaires universels) : devenu sans objet (p. 3030) ;
- favorable à l'amendement n° 273 de M. Jean Besson (même objet) (p. 3030) ;
- soutient l'amendement n° 88 de la commission (cession des fichiers moyennant rémunération) : adopté (p. 3030) ;
- favorable aux amendements identiques n° 274 de M. Jean Besson et 321 corrigé de M. Jacques Guyard (avis de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications) (p. 3030) ;
- soutient l'amendement n° 89 de la commission (de précision) : adopté (p. 3031).

Article L. 35-5 : services obligatoires :

- soutient l'amendement n° 90 de la commission (de précision) : adopté (p. 3031).

Article L. 35-6 : les missions d'intérêt général :

- soutient l'amendement n° 91 de la commission (de précision) : adopté (p. 3031) ;
- ses observations sur l'amendement n° 191 de M. Michel Destot (financement de l'enseignement supérieur des télécommunications) (p. 3031) ;
- favorable à l'amendement n° 322 de M. Jacques Guyard (enseignement supérieur des télécommunications placé sous la tutelle du ministre chargé des télécommunications) (p. 3032) ;
- soutient l'amendement n° 92 de la commission (modalités de financement des missions de recherche publique effectuées pour le compte de l'Etat) : adopté (p. 3032) ;
- favorable à l'amendement n° 192 de M. Michel Destot (réaffirmation du rôle du Centre national d'études des télécommunications) (p. 3033).

Article L. 35-7 : rapport sur le service public :

- défavorable à l'amendement n° 193 de M. Jacques Guyard (rapport au Parlement tous les trois ans) ;
- soutient l'amendement n° 93 de la commission (rapport au Parlement tous les cinq ans) : adopté (p. 3033) ;
- défavorable à l'amendement n° 247 de Mme Ségolène Royal (consultation des usagers, du personnel, des PME-PMI et des élus locaux) (p. 3034) ;
- défavorable à l'amendement n° 195 de M. Jacques Guyard (suppression de la référence à l'Autorité de régulation des télécommunications) (p. 3034) ;
- soutient l'amendement n° 94 de la commission (contenu du rapport en ce qui concerne l'évolution des besoins de la société) : adopté (p. 3034) ;
- défavorable à l'amendement n° 194 de M. Jacques Guyard (suppression de la référence au service universel au profit du service public) (p. 3034) ;
- favorable à l'amendement n° 256 de M. Patrice Martin-Lalande (prise en compte des évolutions technologiques pour la bonne exécution des services obligatoires) (p. 3034).

Article L. 36 : création de l'Autorité de régulation des télécommunications :

- défavorable à l'amendement n° 196 de M. Jacques Guyard (de suppression) (p. 3034).

Article L. 36-1 : composition de l'Autorité de régulation des télécommunications :

- défavorable à l'amendement n° 197 de M. Jacques Guyard (de suppression) (p. 3035) ;
- soutient l'amendement n° 95 de la commission (composition de l'Autorité de régulation et durée du mandat) (p. 3035) : adopté après modifications (p. 3036) ;
- défavorable au sous-amendement n° 275 de M. Jean Besson (qualification des membres de l'Autorité de régulation) à l'amendement n° 95 de la commission (p. 3036) ;
- soutient l'amendement n° 96 de la commission (limites d'âge) : adopté (p. 3036).

Article L. 36-4 : ressources de l'Autorité de régulation des télécommunications :

- soutient l'amendement n° 97 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3036).

Article L. 36-5 : compétences consultatives et rôle dans les relations internationales de l'Autorité de régulation des télécommunications :

- soutient l'amendement n° 98 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3036) ;
- soutient les amendements n° 99 et 100 de la commission (de précision) : adoptés (p. 3037).

Article L. 36-6 : pouvoir réglementaire de l'Autorité de régulation des télécommunications :

- soutient l'amendement n° 101 de la commission (de précision) : adopté (p. 3037) ;
- soutient l'amendement n° 102 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3037) ;
- soutient l'amendement n° 103 de la commission (de précision) : adopté (p. 3037).

Article L. 36-7 : compétences de l'Autorité de régulation des télécommunications :

- soutient l'amendement n° 104 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3037) ;
- soutient l'amendement n° 105 de la commission (de précision) : adopté (p. 3038) ;
- soutient l'amendement n° 106 de la commission (publication de l'avis du Conseil de la concurrence) : adopté (p. 3038) ;
- soutient l'amendement n° 107 de la commission (de précision) : adopté (p. 3038) ;
- soutient l'amendement n° 108 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3038) ;
- défavorable à l'amendement n° 249 de Mme Ségolène Royal (rapport sur les attentes des usagers du service public des télécommunications) (p. 3038).

Après l'article L. 36-7 :

- défavorable à l'amendement n° 20 de M. Bertrand Cousin (autorisations techniques données par l'Autorité de régulation des télécommunications au service des communications audiovisuelles) (p. 3039).

Article L. 36-8 : voies de recours :

- défavorable à l'amendement n° 204 de M. Jacques Guyard (de suppression) (p. 3039) ;
- soutient l'amendement n° 109 de la commission (l'Autorité de régulation entend les parties en cause avant de prononcer une mesure conservatoire) (p. 3039) : adopté (p. 3040) ;
- soutient l'amendement n° 110 de la commission (suppression de la possibilité de recours du ministre de l'économie devant la cour d'appel) : adopté (p. 3040) ;

- favorable à l'amendement n° 382 de M. Jean Besson (limitation des servitudes en invitant les opérateurs à partager les installations existantes) (p. 3040) ;
 - soutient l'amendement n° 111 de la commission (suppression du recours du ministre de l'économie) : adopté (p. 3040).
- Article L. 36-9 : procédure de conciliation :**
- favorable à l'amendement n° 250 de Mme Ségolène Royal (consultation des usagers) (p. 3041).
- Article L. 36-10 : saisine du Conseil de la concurrence et du procureur de la République par l'Autorité de régulation des télécommunications :**
- favorable à l'amendement n° 16 de M. Patrice Martin-Lalande (introduction de la saisine dans le cadre d'une procédure d'urgence) (p. 3041) ;
 - soutient le sous-amendement n° 373 de la commission (décision du Conseil de la concurrence dans les trente jours ouvrables suivant la date de saisine) à l'amendement n° 16 de M. Patrice Martin-Lalande : adopté (p. 3041).
- Article L. 36-11 : pouvoir de sanction de l'Autorité de régulation des télécommunications :**
- soutient l'amendement n° 112 de la commission (saisine de l'Autorité de régulation par les associations agréées d'utilisateurs) : adopté (p. 3041) ;
 - soutient l'amendement n° 113 de la commission (alignement des sanctions sur celles prévues par le Conseil supérieur de l'audiovisuel) : adopté (p. 3041) ;
 - soutient l'amendement n° 114 de la commission (de coordination) (p. 3041) : adopté (p. 3042).
- Article L. 36-14 : rapport, relations avec le Parlement et travaux de l'Autorité de régulation des télécommunications :**
- favorable à l'amendement n° 276 de M. Jean Besson (rapports au Parlement remis par l'Autorité de régulation et par la commission supérieure du service public) (p. 3042) ;
 - soutient l'amendement n° 115 corrigé de la commission (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 3042) ;
 - soutient l'amendement n° 116 de la commission (compétences des commissions permanentes de l'Assemblée nationale et du Sénat pour entendre l'Autorité de régulation et la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications sur toutes les questions de régulation) : adopté (p. 3042).
- Article 7 (chapitre III du titre premier du livre II du code des P et T : dispositions pénales) :**
- soutient l'amendement n° 117 de la commission (de précision) : adopté (p. 3043).
- Article 8 (modification d'intitulé) :**
- soutient l'amendement n° 118 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 3043).
- Article 9 (chapitre premier du titre II du livre II du code des P et T) :**
- soutient l'amendement n° 119 de la Commission (de précision) : adopté (p. 3044).
- Article L. 45-1 : prérogatives et servitudes de l'exploitant public :**
- favorable à l'amendement n° 385 de M. Jean Besson (réseaux installés le long des autoroutes) (p. 3045) ;
 - favorable à l'amendement n° 278 de M. Jean Besson (protection du service public de la SNCF) (p. 3045).
- Article L. 47 : conditions dans lesquelles les opérateurs peuvent être autorisés à occuper le domaine public routier :**
- soutient l'amendement n° 120 de la commission (obligation d'assurer une mission de service public) : rejeté (p. 3045) ;
 - favorable à l'amendement n° 267 de M. Yves Coussain (opérations d'entretien des équipements assumées par l'opérateur autorisé en cas d'installations partagées) (p. 3046) ;
- défavorable à l'amendement n° 384 de M. Jean Besson (même objet) (p. 3046) ;
 - défavorable à l'amendement n° 342 de M. Yves Coussain (entretien des installations par l'opérateur autorisé et versement d'une contribution négociée au propriétaire) (p. 3046) ;
 - défavorable à l'amendement n° 209 de M. Jacques Guyard (compétence du tribunal administratif dans le ressort duquel est située l'installation concernée) (p. 3047) ;
 - soutient l'amendement n° 121 de la commission (saisine de l'Autorité de régulation des télécommunications en cas de litige entre opérateurs) : adopté (p. 3047) ;
 - soutient l'amendement n° 122 de la commission (versement des redevances pour l'occupation du domaine public dans le respect du principe d'égalité entre tous les opérateurs) : adopté (p. 3047) ;
 - défavorable à l'amendement n° 324 de M. Jacques Guyard (avis de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications préalablement à la publication du décret en Conseil d'Etat) (p. 3047).
- Article L. 48 : servitudes pesant sur les propriétés privées :**
- soutient l'amendement n° 123 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3048) ;
 - ses observations sur l'amendement n° 265 de M. Yves Coussain (utilisation de l'installation d'un autre bénéficiaire) (p. 3048) ;
 - favorable au sous-amendement n° 392 du Gouvernement (entretien des infrastructures par les propriétaires) à l'amendement n° 265 de M. Yves Coussain (p. 3048) ;
 - favorable à l'amendement n° 325 de M. Jacques Guyard (avis de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications préalablement à la publication du décret) (p. 3049).
- Article 10 (chapitre II du titre II du livre II du code des P et T : servitudes radioélectriques) :**
- soutient l'amendement n° 124 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3049) ;
 - soutient l'amendement n° 372 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3050).
- Article L. 56-1 : servitudes radioélectriques dont bénéficient les opérateurs autorisés :**
- soutient l'amendement n° 371 de la commission (de précision) : adopté (p. 3050) ;
 - soutient l'amendement n° 370 de la commission (de précision) : adopté (p. 3050).
- Après l'article 10 :**
- soutient l'amendement n° 125 de la commission (abrogation de dispositions relatives à la police des réseaux) : adopté (p. 3050).
- Article 11 (Agence nationale des fréquences radioélectriques) :**
- soutient l'amendement n° 126 de la commission (introduction de l'Agence nationale des fréquences dans le code des postes et télécommunications) : adopté (p. 3051) ;
 - soutient l'amendement n° 127 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3051) ;
 - soutient l'amendement n° 128 de la commission (extension des pouvoirs de l'Agence en ce qui concerne le contrôle de l'utilisation du spectre) : adopté (p. 3051) ;
 - soutient l'amendement n° 129 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3051) ;
 - soutient l'amendement n° 130 de la commission (composition du conseil d'administration) : adopté (p. 3052) ;
 - soutient l'amendement n° 131 de la commission (interdiction faite au président de cumuler sa fonction avec celle de président du CSA ou de président de l'Autorité de régulation des télécommunications) : adopté (p. 3052) ;

- soutient l'amendement n° 132 de la commission (suppression des participations de la liste des ressources de l'agence) : adopté (p. 3052).

Après l'article 11 :

- favorable à l'amendement n° 390 rectifié de M. Bertrand Cousin (attribution à l'Autorité de régulation des fréquences relatives aux liaisons dites de transmission) (p. 3053).

Article 12 (art. 28 de la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 : cryptologie) :

- soutient les amendements n°s 133, 134, 135 et 136 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 3054) ;
- soutient les amendements n°s 137, 138, 139 et 140 de la commission (de précision) (p. 3054) : adoptés (p. 3055).

Article 13 (art. 22 de la loi n° 91-646 du 10 juillet 1991 : obligation d'information du gérant de l'annuaire universel) :

- favorable à l'amendement n° 293 de M. Laurent Dominati (montant de l'amende) (p. 3055).

Après l'article 14 :

- soutient l'amendement n° 141 de la commission (modification de l'article L. 113-4 du code de la voirie routière) : adopté (p. 3056).

Article 15 (coordination des textes de loi relatifs aux réseaux câblés) :

- soutient l'amendement n° 142 de la commission (de précision) : adopté (p. 3056).

Article 16 (entrée en vigueur de la loi et coordination) :

- soutient l'amendement n° 143 de la commission (rédactionnel) (p. 3056) : adopté (p. 3057) ;
- défavorable à l'amendement n° 213 de M. Jacques Guyard (prérogatives et servitudes de France Télécom conservées jusqu'au 1^{er} janvier 1998) (p. 3057) ;
- soutient l'amendement n° 391 de la commission (organisation de l'enseignement supérieur des télécommunications) (p. 3057) : adopté (p. 3058).

Après l'article 16 :

- défavorable à l'amendement n° 225 de M. Jean-Louis Borloo (modification de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications) (p. 3058) ;
- favorable à l'amendement n° 393 du Gouvernement (confidentialité des numéros d'appel) (p. 3060).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [13 juin 1996] :

Organismes et structures :

- Comité supérieur de la télématique (p. 4224) ;
- Commission supérieure du service public des postes et télécommunications (p. 4225).

Secteur public : définition du service public ; statut de France Télécom (p. 4223).

Télécommunications :

- fréquences radioélectriques ;
- réseaux câblés (p. 4223).

Discussion du texte de la commission mixte paritaire [13 juin 1996] :

- soutient l'amendement n° 1 de la commission (maintien de la référence au domaine public des fréquences radioélectriques et possibilité de concession à titre onéreux) : adopté (p. 4243) ;
- favorable à l'amendement n° 2 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 4243).

- Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).

Première lecture :

Discussion des articles [23 mai 1996] :

Article 9 (procédure devant les commissions départementales d'équipement commercial) :

- son amendement n° 199 : non soutenu (p. 3402).

- Projet de loi relatif au contrôle du commerce des produits chimiques précurseurs de stupéfiants ou de substances psychotropes (n° 2014).

Deuxième lecture :

Rapporteur de la commission de la production, suppléant M. François Grosdidier.

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 juin 1996] :

Industrie :

- fourniture d'informations de caractère global : délai (p. 4220) ;
- industrie chimique et pharmaceutique : contrôle des fabrications et du commerce (p. 4220).

Ministère de l'industrie : remise d'un procès-verbal à la personne contrôlée (p. 4221).

- Projet de loi relatif à l'entreprise nationale France Télécom (n° 2884).

Rapporteur de la commission de la production.

Première lecture :

Avant la discussion des articles [24 juin 1996] :

Sa présentation du rapport (p. 4579).

Son intervention sur la motion de renvoi en commission de : Fabius (Laurent) (p. 4814).

Principaux thèmes développés :

Secteur public (p. 4815).

Télécommunications : France Télécom : statut, personnel, retraites (p. 4759).

Discussion des articles [24, 25 et 26 juin 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- défavorable à l'amendement n° 69 de Mme Ségolène Royal (conception du service public) (p. 4817) ;
- défavorable à l'amendement n° 60 de Mme Ségolène Royal (rôle et statut des personnels des télécommunications) (p. 4818) ;
- défavorable à l'amendement n° 61 de Mme Ségolène Royal (droits des usagers des télécommunications) (p. 4819) ;
- défavorable à l'amendement n° 62 de Mme Ségolène Royal (démocratisation grâce aux services publics) (p. 4821) ;
- défavorable à l'amendement n° 72 de Mme Ségolène Royal (droit des usagers) (p. 4821) ;
- défavorable à l'amendement n° 48 de Mme Ségolène Royal (« synonymie » du service public avec le long terme) (p. 4823) ;
- défavorable à l'amendement n° 56 de Mme Ségolène Royal (facteur d'innovation du service public dans le domaine des télécommunications) (p. 4825) ;
- défavorable à l'amendement n° 35 de Mme Ségolène Royal (principes fondamentaux du service public des télécommunications) (p. 4826) ;
- défavorable à l'amendement n° 33 de Mme Ségolène Royal (principes du service public des télécommunications) (p. 4827) ;
- défavorable à l'amendement n° 34 de Mme Ségolène Royal (principes fondamentaux du service public des télécommunications) (p. 4829) ;

- défavorable à l'amendement n° 24 de Mme Ségolène Royal (principe d'égalité du service public des télécommunications) (p. 4830) ;
 - défavorable à l'amendement n° 25 de Mme Ségolène Royal (principe de continuité du service public des télécommunications) (p. 4880) ;
 - défavorable à l'amendement n° 26 de Mme Ségolène Royal (principe d'adaptation du service public des télécommunications) (p. 4880) ;
 - défavorable à l'amendement n° 27 de Mme Ségolène Royal (principe de neutralité du service public des télécommunications) (p. 4881) ;
 - défavorable à l'amendement n° 28 de Mme Ségolène Royal (principe de laïcité) (p. 4881) ;
 - défavorable à l'amendement n° 29 de Mme Ségolène Royal (principe de transparence) (p. 4882) ;
 - défavorable à l'amendement n° 30 de Mme Ségolène Royal (principe de responsabilité) (p. 4883) ;
 - défavorable à l'amendement n° 31 de Mme Ségolène Royal (principe de simplicité) (p. 4883) ;
 - défavorable à l'amendement n° 32 de Mme Ségolène Royal (principe d'accessibilité) (p. 4884) ;
 - défavorable à l'amendement n° 67 de Mme Ségolène Royal (lieu de citoyenneté reconnu au service public des télécommunications) (p. 4885) ;
 - défavorable à l'amendement n° 73 de Mme Ségolène Royal (lieu de citoyenneté reconnu au service public des télécommunications) (p. 4886) ;
 - défavorable à l'amendement n° 57 de Mme Ségolène Royal (lieu de citoyenneté reconnu au service public des télécommunications) (p. 4887) ;
 - défavorable à l'amendement n° 58 de Mme Ségolène Royal (lieu de citoyenneté reconnu au service public des télécommunications) (p. 4887) ;
 - défavorable à l'amendement n° 59 de Mme Ségolène Royal (prise en compte de la déontologie au sein du service public des télécommunications) (p. 4888) ;
 - défavorable à l'amendement n° 18 de Mme Ségolène Royal (objectif de citoyenneté) (p. 4889) ;
 - défavorable à l'amendement n° 17 de Mme Ségolène Royal (objectif de cohésion économique et sociale) (p. 4889) ;
 - défavorable à l'amendement n° 36 de Mme Ségolène Royal (objectif de cohésion économique et sociale) (p. 4890) ;
 - défavorable au sous-amendement n° 562 de M. Michel Grandpierre (rôle de France Télécom) à l'amendement n° 36 de Mme Ségolène Royal (p. 4890) ;
 - défavorable à l'amendement n° 16 de Mme Ségolène Royal (objectif de cohésion économique et sociale) (p. 4891) ;
 - défavorable à l'amendement n° 14 de Mme Ségolène Royal (objectif de cohésion économique et sociale) (p. 4893) ;
 - défavorable à l'amendement n° 15 de Mme Ségolène Royal (objectif de cohésion économique et sociale) (p. 4894) ;
 - défavorable à l'amendement n° 68 de Mme Ségolène Royal (objectif de cohésion économique et sociale) (p. 4895) ;
 - défavorable à l'amendement n° 70 de Mme Ségolène Royal (objectif de cohésion économique et sociale) (p. 4896) ;
 - défavorable à l'amendement n° 64 de Mme Ségolène Royal (contrat social du service public des télécommunications avec le personnel et les usagers) (p. 4899) ;
 - défavorable à l'amendement n° 65 de Mme Ségolène Royal (contrat social du service public des télécommunications avec le personnel et les usagers) (p. 4900) ;
 - défavorable à l'amendement n° 66 de Mme Ségolène Royal (contrat social du service public des télécommunications avec le personnel et les usagers) (p. 4901) ;
 - défavorable à l'amendement n° 49 de Mme Ségolène Royal (objectif d'indépendance économique et industrielle) (p. 4903) ;
 - défavorable à l'amendement n° 50 de Mme Ségolène Royal (indépendance stratégique grâce au service public des télécommunications) (p. 4904) ;
 - défavorable à l'amendement n° 51 de Mme Ségolène Royal (indépendance économique grâce au service public des télécommunications) (p. 4907) ;
 - défavorable à l'amendement n° 52 de Mme Ségolène Royal (indépendance industrielle grâce au service public des télécommunications) (p. 4908) ;
 - défavorable à l'amendement n° 53 de Mme Ségolène Royal (le service public des télécommunications, vecteur de croissance économique) (p. 4919) ;
 - défavorable à l'amendement n° 55 de Mme Ségolène Royal (le service public des télécommunications, vecteur de dynamisme industriel) (p. 4921) ;
 - défavorable à l'amendement n° 37 de Mme Ségolène Royal (garantie de qualité assurée par le service public des télécommunications) (p. 4923) ;
 - défavorable au sous-amendement n° 563 de M. Michel Grandpierre (qualité assurée par France Télécom) à l'amendement n° 37 de Mme Ségolène Royal (p. 4924) ;
 - défavorable à l'amendement n° 38 de Mme Ségolène Royal (garantie de qualité assurée par le service public des télécommunications) (p. 4926) ;
 - défavorable à l'amendement n° 39 de Mme Ségolène Royal (principe d'égalité) (p. 4927) ;
 - défavorable à l'amendement n° 40 de Mme Ségolène Royal (principe de continuité) (p. 4929) ;
 - défavorable à l'amendement n° 41 de Mme Ségolène Royal (principe d'adaptation) (p. 4933) ;
 - défavorable à l'amendement n° 42 de Mme Ségolène Royal (principe de neutralité) (p. 4935) ;
 - défavorable à l'amendement n° 43 de Mme Ségolène Royal (principe de laïcité) (p. 4935) ;
 - défavorable à l'amendement n° 44 de Mme Ségolène Royal (principe de simplicité) (p. 4936) ;
 - défavorable à l'amendement n° 45 de Mme Ségolène Royal (principe d'accessibilité) (p. 4936) ;
 - défavorable à l'amendement n° 46 de Mme Ségolène Royal (principe de transparence) (p. 4940).
- Motion de censure déposée par MM. Laurent Fabius, Alain Bocquet et quatre-vingt-quatorze membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, le 27 juin 1996, sur le projet de loi n° 2884 relatif à l'entreprise nationale de France Télécom (première lecture).**
- Principaux thèmes développés lors de la discussion [29 juin 1996] (p. 5012) :*
- France Télécom : statut.
Secteur public.
- GALIZI (Francis)**
Député des Alpes-de-Haute-Provence
(1^{re} circonscription)
Apparenté UDF
S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).
- NOMINATIONS**
Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).
Rapporteur d'information sur les conséquences sur l'emploi de l'automatisation des procédés de paiement [5 avril 1995].

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'application des accords de Schengen [30 mai 1995].

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le partenariat euro-méditerranéen [4 octobre 1995].

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS

Retrait de sa **proposition de résolution** tendant à créer une commission d'enquête sur les **conséquences en termes d'emplois de procédés tels que le télépéage et le « self-scanning »** (n° 1821) déposée le 15 décembre 1994 [5 avril 1995].

Rapport d'information fait au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'**application des Accords de Schengen** (n° 2095) [21 juin 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **relations** entre l'Union européenne et les **pays tiers méditerranéens** (n° 2367) [15 novembre 1995].

Proposition de loi étendant aux **étudiants le bénéfice du délai de préavis d'un mois accordé à certaines catégories de locataires** (n° 2608) [11 mars 1996].

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/50/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services, la directive 93/36/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures et la directive 93/37/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux et la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications** (n° E-404) (n° 2059).

Avant la discussion de l'article unique [5 octobre 1995] :

Son intervention au nom de la délégation de l'Union européenne en tant que suppléant de : *Pandraud (Robert)* (p. 1694).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : Etats-Unis (p. 1694, 1695).

Commerce extérieur : OMC : accord sur les marchés publics (p. 1694, 1695).

Communautés européennes et Union européenne (p. 1694, 1695).

Services publics de réseaux (p. 1694).

Télécommunications (p. 1694).

Discussion de l'article unique [5 octobre 1995] :

- *soutient* l'amendement n° 1 rectifié de M. Robert Pandraud (limitation des modifications de la directive 93/38 CEE à la stricte transposition de l'accord sur les marchés publics) : adopté (p. 1710) ;

- *soutient* l'amendement n° 2 rectifié de M. Robert Pandraud (opposition à l'extension de la même directive aux télécommunications, transports ferroviaires non urbains, services de recherche et de développement, industries du gaz et du pétrole) (p. 1710) : adopté (p. 1711) ;

- *soutient* l'amendement n° 7 de M. Robert Pandraud (de conséquence) : adopté (p. 1712) ;

- *soutient* l'amendement n° 3 de M. Robert Pandraud (nécessité d'une réserve de réciprocité compte tenu de l'attitude des Etats-Unis) : adopté (p. 1713).

- **Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers** (n° 1952).

Première lecture :

Discussion des articles [29 novembre 1995] :

Après l'article 10 :

- *son* sous-amendement n° 98 (attribution des certifications Iso 9000 aux organismes employant des sapeurs-pompiers volontaires) à l'amendement n° 17 du Gouvernement (convention nationale entre les entreprises d'assurances et les organismes représentant les employeurs de salariés sapeurs-pompiers volontaires relative à la prise en compte par les contrats d'assurance de la prévention des risques résultant de la présence de ces salariés) (p. 4262) : retiré (p. 4264).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 2548).

Première lecture :

Discussion des articles [7 mars 1996] :

Après l'article 52 :

- *son* amendement n° 9 : non soutenu (p. 1410).

GALLAND (Yves)

Ministre de l'industrie

puis ministre délégué aux finances et au commerce extérieur

NOMINATIONS

Est nommé ministre de l'industrie. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

Fin de ses fonctions : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

Est nommé ministre délégué aux finances et au commerce extérieur. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16345).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- **Jambu (Janine) : services publics** : monopole : maintien [31 mai 1995] (p. 391, 392).

- **Durand (Georges) : industrie de la chaussure** : concurrence étrangère [7 juin 1995] (p. 447).

- **Colliard (Daniel) : GEC-Alsthom** : emploi et activité dans la région du Havre [7 juin 1995] (p. 455).

- **Sarre (Georges) : avenir des services publics** : monopole : maintien [14 juin 1995] (p. 484).

- **Braine (Jean-Pierre) : usine Chausson de Creil** : avenir [21 juin 1995] (p. 574).

- **Saumade (Gérard) : COGEMA** : mines d'uranium : emploi et activité : Lodève [21 juin 1995] (p. 580, 581).

- **Kucheida (Jean-Pierre) : pacte charbonnier** : avenir de Charbonnages de France [29 juin 1995] (p. 701).

- **Dupuy (Christian) : SNECMA** : restructuration [29 juin 1995] (p. 705, 706).

- **Novelli (Hervé) : prime à l'achat d'automobile** : prime pour l'achat d'un véhicule neuf : prorogation [4 octobre 1995] (p. 1651).

- **Bignon (Jérôme) : centrale nucléaire de Kosloduy** : Bulgarie : installations nucléaires : risques [11 octobre 1995] (p. 1775, 1776).

- **Couanau (René) : usine Alcatel-Alsthom de Dinard** : fermeture : perspectives [18 octobre 1995] (p. 1962).

- **André (René) : déchets radioactifs** : stockage : immersion en mer ; La Hague [24 octobre 1995] (p. 2358).
 - **Delvaux (Jean-Jacques) : avenir de l'industrie textile** : concurrence étrangère : aides de l'Etat [25 octobre 1995] (p. 2452, 2453).
 - **Piccollet (Auguste) : stations de sport d'hiver** : concurrence déloyale des tour-opérateurs étrangers [12 mars 1996] (p. 1505).
 - **Baumet (Gilbert) : code des marchés publics** : simplification [20 mars 1996] (p. 1844).
 - **Proriot (Jean) : marché de l'automobile** : recul [5 juin 1996] (p. 3855).
 - **Saint-Ellier (Francis) : réforme du système d'appui au commerce extérieur** : aides de l'Etat [12 juin 1996] (p. 4173).
- oraux sans débat de :**
- **Bataille (Christian) (n° 631) : politique communautaire de l'électricité et du gaz** : EDF et GDF - modèle français : maintien [15 juin 1995] (p. 516, 517).
 - **Droicourt (André) (n° 738) : recettes de taxe professionnelle** : fonds collectés : répartition [7 décembre 1995] (p. 4722).
 - **Guyard (Jacques) (n° 767) : gendarmerie du Val-Maubeue dans la commune de Champs-sur-Marne** : fermeture [21 décembre 1995] (p. 5458).
 - **Lamant (Jean-Claude) (n° 772) : fusion d'entreprises d'aérosols** : société Carnaud-Metalbox à Laon [21 décembre 1995] (p. 5455).
 - **Bétaille (Raoul) (n° 775) : amortissement dégressif pour les travaux réalisés dans des hôtels construits avant 1960** : application [21 décembre 1995] (p. 5456).
 - **Auchedé (Rémy) (n° 777) : imposition des Français travaillant en Belgique** : mesures tendant à éviter les doubles impositions [21 décembre 1995] (p. 5457).
 - **Hage (Georges) (n° 831) : banque française du commerce extérieur** : privatisation [8 février 1996] (p. 735).
 - **Bernard (Pierre) (n° 833) : communes engagées dans des opérations de rénovations immobilières avec l'Etat** : difficultés financières [8 février 1996] (p. 737).
 - **Merville (Denis) (n° 887) : dotation globale d'équipement** : conditions d'attribution [22 février 1996] (p. 1086).
 - **Trassy-Pallogues (Alfred) (n° 943) : dépenses des administrations** : contrôle [21 mars 1996] (p. 1913).
 - **Sicre (Henri) (n° 987) : création d'entrepôts fiscaux** : distriport du Boulou [25 avril 1996] (p. 2589).
 - **Voisin (Gérard) (n° 996) : surcapacité hôtelière** : conséquences ; contrôle [25 avril 1996] (p. 2591).
 - **Cornu (Gérard) (n° 1001) : tarifs de la SNCF** : carte d'abonnement de travail [25 avril 1996] (p. 2592).
 - **Salles (Rudy) (n° 1080) : service douanier dans les ports des Alpes-Maritimes** : fonctionnement [28 mai 1996] (p. 3479).
 - **Legras (Philippe) (n° 1092) : représentation des professions libérales au Conseil économique et social** : modalités de désignation [28 mai 1996] (p. 3479).

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution sur les propositions de directives concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final/n° E-211) (n° 2069).**

Ses interventions [21 juin 1995] (p. 584, 598).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique :

Communautés européennes et Union européenne :

- accès des tiers aux réseaux du gaz et de l'électricité (p. 584, 585, 598) ;
- subsidiarité (p. 585).

Electricité : péréquation tarifaire (p. 598).

Energie : énergie nucléaire (p. 598).

France :

- contre proposition de l'acheteur unique (p. 585, 598) ;
- politique énergétique (p. 585).

Secteur public :

- missions de service public (p. 585, 598) ;
- personnels : statut (p. 598).

Discussion de l'article unique [21 juin 1995] :

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de Mme Janine Jambu (rappels des principes fondamentaux du service public de l'électricité) (p. 600) ;
- *favorable* à l'amendement n° 6 de M. Franck Borotra (concertation avec les partenaires sociaux en cas de modification de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 relative à la nationalisation de l'électricité et du gaz) (p. 600) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 12 de M. Christian Bataille (maintien du statut des personnels) à l'amendement n° 6 de M. Franck Borotra (p. 601) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 4 de Mme Janine Jambu (organisation d'un débat public sur les atouts du service public de l'électricité ainsi que sur les améliorations à lui apporter et réaffirmation de la politique énergétique de la France) (p. 602) ;
- *favorable* à l'amendement n° 8 rectifié de M. Franck Borotra (association du Parlement français à la définition de l'acheteur unique) (p. 602) ;
- *favorable* à l'amendement n° 7 de M. Franck Borotra (de suppression partielle) (p. 603) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 5 de Mme Janine Jambu (oblige le Gouvernement à définir clairement sa position) (p. 603).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Industrie et commerce extérieur. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [10 novembre 1995] :

Commerce extérieur :

- balance commerciale française (p. 3372) ;
- Organisation mondiale du commerce (p. 3376, 3377) ;
- services et organismes français de promotion (p. 3377, 3378).

Ministère : crédits du commerce extérieur (p. 3377).

Moyens de paiement : dévaluations compétitives (p. 3376).

Service national : service national en entreprise (p. 3378).

Réponses aux questions :

Commerce extérieur : moyens et services de promotion (MM. Pierre Micaux et Olivier Darrasson) (p. 3391, 3392).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Demande la réserve de la discussion de l'article 55, jusqu'après l'examen des articles et amendements portant articles additionnels non rattachés à un budget (p. 3723).

Article 53 (aménagement du régime fiscal des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions) :

- défavorable à l'amendement n° 388 de M. Didier Migaud (abrogation de l'article 92 B bis du CGI relatif au régime fiscal des plans d'options sur actions) (p. 3730).

Article 54 (révision des seuils d'imposition des plus-values sur cessions de valeurs mobilières et titres assimilés) :

- défavorable à l'amendement n° 389 de M. Didier Migaud (suppression des seuils d'imposition) (p. 3733) ;
- défavorable à l'amendement n° 371 de M. Gilbert Gantier (application d'un seuil d'imposition de 200 000 francs pour les cessions d'actions et de 50 000 francs pour les cessions d'autres valeurs mobilières) (p. 3733) ;
- défavorable à l'amendement n° 254 de M. Jacques Masdeu-Arus (maintien du seuil d'imposition des plus-values sur cessions d'OPCVM de capitalisation) (p. 3734) ;
- favorable à l'amendement n° 265 de la commission (de précision) (p. 3735).

Après l'article 55 :

- défavorable à l'amendement n° 30 de M. Daniel Colliard (institution d'une commission départementale d'examen des dettes fiscales) (p. 3735).

Article 57 (prorogation de la réduction d'impôt pour dépenses de grosses réparations et d'amélioration des logements) :

- défavorable à l'amendement n° 355 de M. Yves Deniaud (abaissement du taux et des plafonds de la réduction d'impôt en contrepartie de son extension à l'ensemble des habitations) (p. 3737) ;
- défavorable à l'amendement n° 393 de M. Didier Migaud (bénéfice de la réduction d'impôt réservé aux contribuables dont le revenu net imposable par part n'excède pas 229 260 francs au titre de 1995) (p. 3737).

Article 59 (institution d'un abattement de taxe professionnelle au profit du secteur de diffusion de la presse écrite) :

- défavorable à l'amendement n° 264 de la commission (de suppression) (p. 3738).

Après l'article 59 :

- ses observations sur l'amendement n° 372 de M. Patrick Devedjian (suppression de l'obligation de recourir à un expert inscrit sur une liste établie par le ministère de la culture en matière de provision pour dépréciation des œuvres d'art) (p. 3740) ;
- ses observations sur l'amendement n° 299 de M. Gilles Carrez (octroi de la qualité de loueur professionnel aux particuliers investissant dans des résidences de tourisme et dont les recettes annuelles sont supérieures à 30 000 francs) (p. 3740) ;
- défavorable à l'amendement n° 387 de M. Augustin Bonrepaux (plafonnement des réductions d'impôt à hauteur de 30 % de la cotisation d'impôt sur le revenu pour les contribuables dont le revenu par part est supérieur à 229 260 francs et de 50 % pour les contribuables dont le revenu par part est supérieur à 87 020 francs et inférieur à 229 260 francs) (p. 3742, 3743).

Ses observations sur le rappel au règlement de : Migaud (Didier) [15 novembre 1995] (p. 3721).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).**

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [21 décembre 1995] :

Son intervention (p. 5474).

Principaux thèmes développés (p. 5474, 5475) :

Impôts et taxes : régime simplifié d'imposition : centres de gestion agréés et habilités.

Loi de finances pour 1996 : réactualisation.

Marchés financiers : nouveau marché.

- **Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [20 et 21 mars 1996] :

Son intervention (p. 1876) et *sa réponse* (p. 1942).

Principaux thèmes développés (p. 1943) :

Administration : Conseil de la concurrence (p. 1943).

Agriculture :

- appellations d'origine contrôlée et labels (p. 1878) ;
- interprofessions (p. 1944).

Commerce et artisanat :

- commerce de détail (p. 1876) ;
- grandes surfaces : généralités (p. 1877) ;
- « paracommercialisme » (p. 1878) ;
- référencement (p. 1877) ;
- refus de vente (p. 1878, 1944) ;
- revente à perte (p. 1877, 1943) ;
- sociétés-écrans et délocalisation de la facturation (p. 1878, 1943).

Commerce extérieur : Organisation mondiale du commerce (p. 1944).

Communautés européennes et Union européenne : Acte unique (p. 1878, 1944).

Consommateurs : Conseil national de la consommation (p. 1878, 1943).

Emploi (p. 1879).

Entreprises : délégations de service public (p. 1879).

Pétrole et dérivés : stations-service (p. 1944).

Politique économique :

- contrôle ou liberté des prix : ordonnance du 1^{er} décembre 1986 (p. 1876, 1944) ;
- inflation (p. 1876) ;
- plan PME pour la France (p. 1942).

Discussion des articles [21 et 28 mars 1996] :

Article 1^{er} (art. 31 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : mention des rabais, remises et ristournes acquis sur les factures) :

- favorable à l'amendement n° 147 de la commission des lois (référence à des « réductions de prix » et appréciation des réductions à la date de délivrance des factures) (p. 1946) ;
- favorable à l'amendement n° 16 rectifié de la commission (appréciation de la réduction des prix à la date de la vente) (p. 1946) ;
- défavorable à l'amendement n° 1 corrigé de M. Pierre Micaut (notion de ristourne « chiffrée ») (p. 1946) ;
- soutient l'amendement n° 102 du Gouvernement (exclusion lors du calcul du seuil de revente à perte des remises obtenues en contrepartie d'un service et des remises conditionnelles) : adopté après rectification (p. 1946) ;
- défavorable à l'amendement n° 37, troisième rectification de la commission (octroi d'un escompte en cas de paiement anticipé ou calcul d'un intérêt en cas de paiement postérieur à la date de règlement) (p. 1948) ;
- défavorable à l'amendement n° 148 de la commission des lois (prise en compte de la date de réalisation du règlement) (p. 1948) ;
- ses observations sur l'amendement n° 166 de M. Jean-Pierre Philibert (dépenalisation des règles de facturation et de revente à perte) (p. 1951, 1955).

Article 2 (art. 32 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : *revente à perte*) :

- favorable à l'amendement n° 17 de la commission (abrogation des dispositions de l'article 1^{er} de la loi de finances rectificative pour 1963) (p. 1958) ;
- ses observations sur les amendements identiques n°s 150 de la commission des lois et 48 de M. Xavier de Roux (interdiction de revendre un produit à un prix inférieur à son coût d'achat effectif) (p. 1959) ;
- défavorable à l'amendement n° 75 de M. Thierry Mariani (redéfinition de la revente à perte) (p. 1963) ;
- favorable à l'amendement n° 18 de la commission (de précision) (p. 1964) ;
- ses observations sur l'amendement n° 131 de M. Ladislas Ponia-towski (prise en compte des charges de commercialisation, de stockage et de transport) (p. 1965) ;
- ses observations sur l'amendement n° 168 corrigé de M. Jean-Pierre Philibert (de suppression partielle) (p. 1965) ;
- favorable à l'amendement n° 21 rectifié de la commission (suppression du droit d'alignement) (p. 1966).

Avant l'article 1^{er} :

- soutient l'amendement n° 178 précédemment réservé du Gouvernement (prohibition des offres de prix de vente abusivement bas et saisine de la commission permanente) (p. 1967) ; rectifié (obligation pour les stations-service d'assurer un service de pompiste) (p. 1972) ; suppression de la rectification : adopté après modifications (p. 1974).

Après l'article 3 :

- défavorable à l'amendement n° 85 de M. Georges Hage (généralisation du contrôle des marges et communication des barèmes) (p. 2172) ;
- ses observations sur l'amendement n° 36, deuxième rectification de la commission (art. 33 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : point de départ du délai de paiement et barème des escomptes) (p. 2173) ;
- favorable au sous-amendement n° 152 rectifié de la commission des lois (non fixation du barème des escomptes) à l'amendement n° 36, deuxième rectification de la commission (p. 2173) ;
- soutient le sous-amendement n° 99, deuxième rectification du Gouvernement (suppression de la référence au taux de l'intérêt légal pour le calcul de l'escompte) à l'amendement n° 36, deuxième rectification de la commission (p. 2172) : adopté (p. 2174) ;
- défavorable à l'amendement n° 163 de la commission (art. 34 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986) (p. 2170) ;
- défavorable à l'amendement n° 54 de la commission des finances (art. 35 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : délais de paiement des produits alimentaires) (p. 2175) ;
- soutient l'amendement n° 100, deuxième rectification du Gouvernement (cas des produits congelés et surgelés) : adopté (p. 2176) ;
- défavorable à l'amendement n° 96 rectifié de M. Jean-Pierre Bastiani (rémunérations du crédit consenti par le producteur) (p. 2177).

Article 4 (art. 36 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : *refus de vente ou de prestation de services, vente ou prestation liée, conditions abusives de référencement, menace de rupture brutale des relations commerciales et rupture brutale des relations commerciales*) :

- défavorable à l'amendement n° 73 de M. Paul Chollet (limitation des délais de paiement à trente jours) (p. 2178) ;
- défavorable à l'amendement n° 28 de la commission (libéralisation du refus de vente) (p. 2179) ;

- défavorable à l'amendement n° 153 corrigé de la commission des lois (même objet) (p. 2179) ;
- défavorable à l'amendement n° 29 corrigé rectifié de la commission (nécessité d'un accord écrit) (p. 2180) ;
- favorable au sous-amendement n° 184 de M. André Fanton (de précision) à l'amendement n° 29 corrigé rectifié de la commission (p. 2181) ;
- favorable à l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) (p. 2182) ;
- défavorable à l'amendement n° 31 de la commission (limitation des avantages accordés par le fournisseur à son client) (p. 2182) ;
- favorable à l'amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) (p. 2185) ;
- favorable à l'amendement n° 33 rectifié de la commission (responsabilité de la personne cherchant à obtenir sous la menace d'une rupture brutale des relations commerciales, des modalités de vente manifestement exorbitantes des usages commerciaux) (p. 2185) ;
- ses observations sur l'amendement n° 34 de la commission (interdiction de fixer des prix abusivement bas par rapport aux coûts de revient du fournisseur ou du producteur) (p. 2185) ;
- défavorable à l'amendement n° 82 de M. Christian Daniel (notification de toute modification par lettre recommandée avec accusé de réception) (p. 2186) ;
- favorable à l'amendement n° 155 de la commission des lois (respect des dispositions contractuelles et de la liberté des parties de convenir d'un préavis) (p. 2186) ;
- ses observations sur l'amendement n° 35 de la commission (préavis minimum lors de la rupture des relations commerciales) (p. 2187) ;
- défavorable à l'amendement n° 70 de M. Paul Chollet (publication, par le producteur, de sa gamme de prix auprès de la direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) (p. 2187) ;
- favorable à l'amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) (p. 2188) ;
- ses observations sur l'amendement n° 156 de la commission des lois (personnes habilitées à introduire l'action) (p. 2188).

Avant l'article 1^{er} :

- défavorable à l'amendement n° 142 précédemment réservé de la commission des lois (art. 2 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : composition du conseil de la concurrence) (p. 2190) ;
- défavorable à l'amendement n° 183 précédemment réservé de M. Jean-Paul Charié (art. 8 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : compétences du conseil de la concurrence en matière d'abus de position dominante) (p. 2191) ;
- ses observations sur les amendements identiques précédemment réservés n°s 144 de la commission des lois et 94 rectifié de M. Jean-Pierre Bastiani (art. 8 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : interdiction d'importer des produits en provenance de pays ne respectant pas les droits de l'homme) (p. 2192) ;
- défavorable aux amendements identiques précédemment réservés n°s 158 rectifié de M. Jean-Pierre Philibert et 50 rectifié de M. Xavier de Roux (définition de l'abus de position dominante pour les entreprises exerçant une mission de service public) (p. 2195) ;
- défavorable à l'amendement n° 160 précédemment réservé de la commission (art. 10 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : entente des petits fournisseurs) (p. 2195) ;
- défavorable à l'amendement n° 51 précédemment réservé de la commission (politique de qualité) (p. 2197) ;
- défavorable à l'amendement n° 39 rectifié précédemment réservé de la commission (respect des dispositions communautaires) (p. 2198) ;

- défavorable aux amendements n° 40 rectifié et 68 précédemment réservés de la commission (diffusion d'informations pour permettre aux petites entreprises d'établir leur prix) (p. 2199) ;
- défavorable aux amendements identiques précédemment réservés n° 146 de la commission des lois et 107 rectifié de M. Raoul Béteille (art. 22 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986) (p. 2200) ;
- défavorable à l'amendement n° 180 précédemment réservé de la commission (montant des amendes) (p. 2201) ;
- défavorable à l'amendement n° 161 précédemment réservé de la commission (consultation du Conseil de la concurrence par les juridictions en cas de pratiques déloyales) (p. 2201) ;
- soutient l'amendement n° 97 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (art. 28 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : publicité, périodicité et durée des promotions) : adopté après modifications (p. 2203) ;
- ses observations sur le sous-amendement n° 171 de M. Marc Le Fur (de précision) à l'amendement n° 97 rectifié du Gouvernement (p. 2203).

Article 5 (art. 37 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : ventes sauvages) :

- favorable à l'amendement n° 38 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 2204).

Après l'article 5 :

- défavorable à l'amendement n° 58 de la commission des finances (limitation de concentrations excessives au sein de la grande distribution) (p. 2205) ;
- défavorable à l'amendement n° 41 rectifié de la commission (art. 56 *ter* de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : action en justice des organisations consulaires et des concurrents) (p. 2206) ;
- défavorable à l'amendement n° 164 rectifié de la commission (art. 228 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : vérification du respect des délais de paiement par les commissaires aux comptes) (p. 2207) ;
- défavorable à l'amendement n° 42 deuxième rectification de la commission (conclusion d'accords de « déontologie commerciale » par les organisations professionnelles) (p. 2207) ;
- défavorable au sous-amendement n° 170 de M. Marc Le Fur (accords de « déontologie commerciale » étendus aux délais de paiement) à l'amendement n° 42, deuxième rectification de la commission (p. 2208) ;
- défavorable à l'amendement n° 93 de M. Marc Le Fur (aide à la reprise des véhicules automobiles de plus de huit ans) (p. 2208) ;
- défavorable à l'amendement n° 140 rectifié de M. Ladislás Poniatowski (service de jour des pompistes pour les points de vente à gros débit) (p. 2209) ;
- favorable à l'amendement n° 43 de la commission (date d'entrée en vigueur) (p. 2209) ;
- favorable à l'amendement n° 165 de la commission (rapport au Parlement) (p. 2209).

Titre :

- ses observations sur l'amendement n° 44 de la commission (titre du projet de loi) (p. 2209) ;
- reprend l'amendement n° 122 de M. Georges Durand (titre du projet de loi) : retiré (p. 2210).

Seconde délibération de l'article 4.

Article 4 (art. 36 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986) :

- favorable à l'amendement n° 1 de la commission (de suppression partielle) (p. 2210).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [28 mai 1996] :

Son intervention (p. 3530) et *sa réponse* (p. 3550).

Principaux thèmes développés :

Agriculture :

- ententes (p. 3530, 3551) ;
- labels (p. 3531, 3551).

Commerce et artisanat :

- facturation : pénalisation (p. 3532, 3551) ;
- grandes surfaces (p. 3530) ;
- référencement (p. 3530) ;
- revente à perte (p. 3530, 3550).

Culture : création musicale française et réseaux de vente de disques (p. 3532, 3550).

Emploi (p. 3533).

Pétrole et dérivés : petites stations-service (p. 3531, 3550).

Politique économique : liberté des prix, stabilité des prix (p. 3530, 3550).

Publicité : publicité télévisuelle (p. 3532).

Transports routiers (p. 3531).

Discussion des articles [29 mai 1996] :

Article 1^{er} C supprimé par le Sénat (art. 10 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : décrets d'exemption de l'article 10) :

- défavorable à l'amendement n° 16 rectifié de la commission (accords sous une même marque ou enseigne) (p. 3553).

Après l'article 1^{er} C :

- ses observations sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Gérard Menuel (accords des secteurs agricole et agroalimentaire) (p. 3556).

Article 1^{er} DA (art. 10 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : autorisation d'exemption pour certains accords) :

- favorable à l'amendement n° 8 de la commission des lois (de suppression) (p. 3556).

Article 1^{er} D (art. 10-1 nouveau de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : offre ou vente aux consommateurs à prix abusivement bas) :

- ses observations (p. 3559) ;
- favorable à l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) (p. 3560) ;
- soutient l'amendement n° 75 du Gouvernement (prise en compte des frais liés à la sécurité des produits dans le calcul des coûts de commercialisation) (p. 3560) : adopté (p. 3561) ;
- soutient l'amendement n° 79 du Gouvernement (cas de la vente des carburants au détail) (p. 3561) : adopté (p. 3564) ;
- défavorable à l'amendement n° 47 de M. Harry Lapp (cas des enregistrements sonores) (p. 3564).

Après l'article 1^{er} EA :

- favorable à l'amendement n° 9 de la commission des lois (information des intéressés avec communication des pièces à charges émises par le Conseil de la concurrence) (p. 3565) ;
- soutient le sous-amendement n° 76 du Gouvernement (griefs du rapporteur) à l'amendement n° 9 de la commission des lois (p. 3564) : adopté (p. 3566) ;
- ses observations sur l'amendement n° 78 de M. Jean-Pierre Philibert (même objet) (p. 3565, 3566).

Article 1^{er} F (art. 28 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : publicité, périodicité, durée des promotions concernant des produits alimentaires périssables) :

- défavorable à l'amendement n° 3 de M. Gérard Menuel (encadrement des promotions par arrêté préfectoral) (p. 3569) ;

— favorable à l'amendement n° 58 de M. Christian Daniel (encadrement des périodes promotionnelles par arrêté interministériel ou à défaut préfectoral) (p. 3569).

Article 1^{er} (art. 31 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : mention des rabais, remises ou ristournes acquis sur les factures) :

— ses observations sur l'amendement n° 20 de la commission (notion de réduction des prix acquise à la date de vente) (p. 3570) ;

— favorable à l'amendement n° 10 de la commission des lois (date de paiement) (p. 3570).

Article 2 (art. 32 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : revente à perte) :

— favorable à l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 3571) ;

— ses observations sur l'amendement n° 24 de la commission (suppression de l'exception concernant les vins de primeurs) (p. 3572) ;

— ses observations sur les amendements identiques n° 26 de la commission, 6 rectifié de M. René Beaumont et 42 corrigé de M. Germain Gengenwin (limitation de la dérogation à l'interdiction de revente à perte aux réapprovisionnements à l'identique) (p. 3572) ;

— favorable aux amendements identiques n° 25 de la commission, 4 deuxième correction de M. Gérard Menuel, 7 rectifié de M. René Beaumont, 39 corrigé de M. Marc Le Fur, 43 corrigé de M. Germain Gengenwin, 46 de M. François Sauvadet et 50 de la commission des finances (suppression du droit d'alignement) (p. 3572).

Article 3 bis (art. 33 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : conditions de vente) :

— ses observations sur l'amendement n° 27 de la commission (précisions relatives au point de départ pour le calcul du délai de paiement et du barème des escomptes) (p. 3573).

Article 3 ter A (art. 34 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : prix imposés) :

— soutient l'amendement n° 77 du Gouvernement (de suppression) (p. 3573) ; adopté (p. 3574).

Article 3 ter B (art. 35 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : délai de paiement pour les achats de produits et animaux de basse cour) :

— ses observations sur l'amendement n° 28 de la commission (de suppression) (p. 3590).

Après l'article 3 ter B :

— défavorable aux amendements identiques n° 40 de M. Marc Le Fur et 51 de la commission des finances (application de l'article 35 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence aux personnes publiques et à leurs établissements) (p. 3591).

Article 3 ter (art. 35 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : délai de paiement pour les achats de viandes congelées ou surgelées et de poissons surgelés)

— ses observations sur l'amendement n° 29 de la commission (de suppression) (p. 3592).

Article 4 (art. 36 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : refus de vente ou de prestation de services, conditions restrictives de référencement et de rupture de relations commerciales) :

— ses observations (p. 3593) ;

— défavorable à l'amendement n° 30 de la commission (prohibition des discriminations tarifaires) (p. 3594) ;

— défavorable à l'amendement n° 11 de la commission des lois (suppression du refus de vente) (p. 3596) ;

— défavorable à l'amendement n° 31 rectifié de la commission (interdiction du refus de vente à une petite entreprise) (p. 3596) ;

— défavorable à l'amendement n° 56 de M. Christian Daniel (suppression du refus de vente à une entreprise qui ne dispose pas de solution équivalente) (p. 3596) ;

— défavorable à l'amendement n° 12 de la commission des lois (conditions de référencement abusives) (p. 3597) ;

— favorable à l'amendement n° 32 de la commission (engagement sur un volume d'achat en contrepartie d'un avantage de référencement) (p. 3597) ;

— défavorable à l'amendement n° 73 de M. Xavier de Roux (prise en compte de l'ensemble des règles régissant les relations commerciales et notamment les conditions générales de vente, d'achat et les usages commerciaux) (p. 3598) ;

— ses observations sur l'amendement n° 71 de M. Xavier de Roux (conditions de résiliation des contrats sans préavis) (p. 3598) ;

— ses observations sur l'amendement n° 72 de M. Xavier de Roux (opposabilité des contrats de distribution aux tiers informés de leur existence) (p. 3599).

Article 5 (art. 37 et 37-1 nouveau de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : ventes sauvages) :

— défavorable à l'amendement n° 13 de la commission des lois (suppression de l'obligation de déposer un rapport au Parlement avant le 1^{er} janvier 1997 sur les activités des associations dans le domaine concurrentiel) (p. 3600) ;

— favorable à l'amendement n° 33 de la commission (dépôt du rapport au 1^{er} mars 1997) (p. 3600).

Article 5 bis (art. 55 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : publication des condamnations et amendes en cas de récidive) :

— favorable aux amendements n° 53 et 54 de la commission (de coordination) (p. 3600).

Après l'article 5 bis :

— défavorable à l'amendement n° 44 corrigé de M. Ladislav Poniarowski (individualisation comptable des activités de distribution de carburants dans les grandes surfaces) (p. 3601).

Article 7 supprimé par le Sénat (art. 228 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 : contrôle des commissaires aux comptes) :

— ses observations sur l'amendement n° 55 de la commission (rétablissement du présent article supprimé par le Sénat) (p. 3603).

Article 10 (art. 121 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 : opposabilité de la clause de réserve de propriété en cas de redressement ou de liquidation judiciaires) :

— favorable à l'amendement n° 14 de la commission des lois (de suppression) (p. 3604).

Article 11 (art. 153-4 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 : coordination) :

— favorable à l'amendement n° 15 de la commission des lois (de précision) (p. 3605).

— Proposition de loi tendant à la mise en place d'une nouvelle politique d'investissement pour moderniser l'appareil productif et restaurer l'emploi (n° 2832).

Débat sur la politique d'investissement telle qu'évoquée par la proposition de loi :

Son intervention [19 juin 1996] (p. 4518).

Principaux thèmes développés :

Action sociale et solidarité nationale (p. 4521).

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 4519).

- Collectivités locales (p. 4520).
 Commerce extérieur (p. 4521).
 Communautés européennes et Union européenne (p. 4520).
 Constitution : article 48, alinéa 3 (p. 4518).
 Démographie (p. 4521).
 Emploi : chômage (p. 4521).
 Entreprises : PME (p. 4519).
 Epargne (p. 4518).
 Finances publiques :
 - déficit budgétaire : dette publique (p. 4520) ;
 - politique budgétaire (p. 4520).
 Logement : logement social (p. 4521).
 Politique économique :
 - conjoncture (p. 4518) ;
 - croissance (p. 4518) ;
 - Fonds de développement économique et social : distribution de prêts (p. 4519) ;
 - investissement (p. 4518) ;
 - mondialisation de l'économie (p. 4521) ;
 - politique monétaire (p. 4518) ;
 - taux d'intérêt (p. 4519).
 Politique économique et sociale (p. 4521).
 Prix et concurrence : inflation (p. 4518).
 Recherche (p. 4520).
 Transports : infrastructures (p. 4521).
 Travail (p. 4522).

- **Observations sur le rappel au règlement de :** *Colliard (Daniel)* qui proteste contre l'attitude du Gouvernement souscrivant au projet de directives communautaires ouvrant le marché français de l'électricité à la concurrence [21 juin 1996] (p. 4695).

- **Projet de loi de modernisation des activités financières** (n° 2650).

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [21 juin 1996] :

Son intervention (p. 4705).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne : directive du 10 mai 1993 sur les services d'investissement (p. 4705).

Marchés financiers :

- Conseil des marchés financiers (p. 4706) ;
- maisons de titres (p. 4706) ;
- organisation : rôle économique (p. 4706).

GALLEY (Robert)

Député de l'Aube

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle : recherche) [5 juillet 1995].

Rapporteur de la proposition de résolution (n° 2209) de M. Jean-Pierre Brard tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement de la centrale de Creys-Malville et sur son coût réel pour les finances publiques [3 octobre 1995].

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Industrie) [9 novembre 1995].

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Robert Pandraud (n° 2380) sur :

- la proposition de règlement (CE) du Conseil portant adoption d'un programme pluriannuel destiné à promouvoir la coopération internationale dans le secteur de l'énergie (COM [95] 197 final/n° E-506) ;
- la proposition de règlement (CE) du Conseil concernant un programme pluriannuel en vue de la promotion de l'efficacité énergétique dans l'Union européenne SAVE II (n° E-511) [13 décembre 1995].

Président de l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 1^{er} février 1996] (p. 1609).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Industrie, poste et télécommunications : industrie) [28 mai 1996].

DEPOTS

Rapport fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur quelques conséquences des nouvelles techniques d'information et de communication pour la vie des hommes : l'homme cybernétique ? (n° 1980) [10 mars 1995].

Avls présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222) : tome VI : **Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle : recherche** (n° 2275) [12 octobre 1995].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 2209) de M. Jean-Pierre Brard tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement de la centrale de Creys-Malville et sur son coût réel pour les finances publiques (n° 2504) [24 janvier 1996].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges,

- sur la proposition de résolution (n° 2380) de M. Robert Pandraud ;
- sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant adoption d'un programme pluriannuel destiné à promouvoir la **coopération internationale dans le secteur de l'énergie**-programme SYNERGY (COM [95] 197 final/n° E-506) ;
- et sur la proposition de règlement (CE) du Conseil concernant un programme pluriannuel en vue de la **promotion de l'efficacité énergétique dans l'Union européenne** SAVE II (n° E-511),

(n° 2505) [24 janvier 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Services publics** : service public à la française : maintien [5 décembre 1995] (p. 4552, 4553).
- **Dévaluations compétitives** : variations monétaires : conséquences dans le secteur : textile et habillement [17 janvier 1996] (p. 85, 86).

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution sur les propositions de directives concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel** (COM [91] 548 final/n° E-211) (n° 2069).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique
[21 juin 1995] :

- Commerce extérieur : exportation d'électricité (p. 586).
- Communautés européennes et Union européenne : subsidiarité (p. 587).
- Electricité : péréquation tarifaire (p. 586).
- Energie : énergie nucléaire (p. 587).
- France :
 - contre proposition de l'acheteur unique (p. 587) ;
 - politique énergétique (p. 586).
- Postes et télécommunications (p. 586, 587).
- Secteur public : missions de service public (p. 586).
- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la sûreté nucléaire (n° 2139).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique
[26 juillet 1995] (p. 1322, 1323) :

- Commerce extérieur : exportation d'électricité par la France.
- Convention sur la sûreté nucléaire : genèse et dispositions ; pays signataires.
- Energie : nucléaire civil : sûreté.
- Environnement : déchets nucléaires.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/50/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services, la directive 93/36/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures et la directive 93/37/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux et la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (n° E-404) (n° 2059).**

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique
[5 octobre 1995] :

- Commerce extérieur : OMC : accord sur les marchés publics (p. 1699, 1700).
- Communautés européennes et Union européenne (p. 1700).
- Services publics de réseaux (p. 1700).

Discussion de l'article unique [5 octobre 1995] :

- son amendement n° 4 (absence de contraintes nouvelles pour les secteurs non visés par l'accord sur les marchés publics) : retiré (p. 1711) ;
 - son amendement n° 5 (de conséquence) : retiré (p. 1712).
- Vote pour du groupe RPR (p. 1700).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale, enseignement supérieur et recherche. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur pour avis de la commission de la production pour la recherche [9 novembre 1995] :

- Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 3281).
- Recherche :
 - fonds de la recherche et de la technologie (FRT) : centres régionaux d'innovation et de transfert de technologie (p. 3281) ;
 - recherche aéronautique et spatiale (p. 3281) ;
 - recherche industrielle : entreprises (p. 3282) ;

- restructuration et crédits : évolution des agrégats : coordination (p. 3281) ;
- situation de la recherche française : brevets : usage de la langue française (p. 3282).

Recherche : établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 3281).

Industrie et commerce extérieur. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur pour avis de la commission de la production pour l'industrie [10 novembre 1995] :

- Commerce extérieur : balance commerciale française (p. 3376).
- Energie :
 - Charbonnages de France (p. 3355) ;
 - Commissariat à l'énergie atomique (p. 3355).
- Impôts et taxes : fiscalité des carburants (p. 3355).
- Ministère : crédits de l'industrie (p. 3355, 3356).
- Moyens de paiement : dévaluations compétitives (p. 3356).
- Politique industrielle : généralités (p. 3356).

Vote des crédits :

Etat B, titre IV :

- **défavorable** aux amendements n° 300 de M. Bernard Carayon et 327 du Gouvernement (réduction de la subvention à Charbonnages de France) (p. 3394).

Etat C, titre VI :

- **défavorable** à l'amendement n° 294 rectifié de M. Bernard Carayon (réduction des crédits au profit des chantiers navals) (p. 3395, 3396).
- **Proposition de résolution sur des propositions de directives communautaires relatives aux services publics :**
- **propositions de directives du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final du 21 février 1992/n° E-211) ;**
- **proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications (COM [95] 379 final du 19 juillet 1995/n° E-467) ;**
- **proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité du service (n° E-474 et E-507) ;**
- **projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission 90/388/CEE et concernant l'ouverture complète du marché des télécommunications à la concurrence (n° E-508) ;**
- **communication de la Commission sur le développement des chemins de fer communautaires. - Application de la directive 91/440/CEE. - Nouvelles mesures pour le développement des chemins de fer et une proposition de directive du Conseil modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement des chemins de fer communautaires. - COM (95) 337 final (n° E-510),**

(n° 2261).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique
[30 novembre 1995] :

- Communautés européennes et Union européenne :
 - directives communautaires (p. 4524) ;
 - institutions et conférence intergouvernementale de 1996 (p. 4525) ;
 - traité de Maastricht : révision (p. 4524).
- France Télécom (p. 4524).
- Electricité de France (p. 4523, 4524).
- Services publics : missions, égalité d'accès, péréquation tarifaire (p. 4524).

Transports : SNCF (p. 4523, 4524).

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).**

Première lecture :

Discussion des articles [9 décembre 1995] :

Avant l'article 1^{er} :

- *défavorable* à l'amendement n° 2885 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives de La Poste) (p. 4930).

GALY-DEJEAN (René)

Député de Paris

(13^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre titulaire de la commission des immunités [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1995 [28 juin 1995].

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances rectificative pour 1994 (n° 2115) (n° 2151) [11 juillet 1995].

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).**

Rapporteur pour avis de la commission de la défense.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 juillet 1995] (p. 1059, 1060) :

Défense :

- commission de la défense nationale : abstention ;
- crédits ;
- loi de programmation militaire ;
- opérations extérieures.

Finances publiques : déficits publics et sociaux.

Industrie : armement.

Lois de finances : projet de loi de finances pour 1996.

Lois de finances rectificatives.

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1995] :

Loi de programmation militaire : nouveau projet de loi (p. 3219).

Ministère : crédits (p. 3219)

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).**

Première lecture :

Ses explications de vote [7 juin 1996] (p. 4040).

Vote pour du groupe RPR.

GANTIER (Gilbert)

Député de Paris

(15^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Vice-président de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Membre du comité de gestion du fonds de péréquation des transports aériens [J.O. du 7 avril 1995] (p. 5561).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 [J.O. du 29 juillet 1995] (p. 11347).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Aménagement du territoire, équipement et transports : transports aériens et météorologie) [5 juillet 1995].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1996 [J.O. du 13 décembre 1995] (p. 18147).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 [J.O. du 21 décembre 1995] (p. 18527).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [J.O. du 27 mars 1996] (p. 4710).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Équipement, logement, transports et tourisme : transports aériens et météorologie) [7 mai 1996].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation des activités financières [J.O. du 6 juin 1996].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété de navires de commerce [J.O. du 25 juin 1996] (p. 9502).

Président de cette commission [J.O. du 26 juin 1996] (p. 9563).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : annexe n° 8 : Aménagement du territoire, équipement et transports : transports aériens et météorologie (n° 2270) [12 octobre 1995].

Proposition de loi abrogeant la loi n° 82-1172 du 31 décembre 1982 relative à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 2610) [11 mars 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Événements de Corse** : retour à l'ordre [16 janvier 1996] (p. 8).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1993** (n° 1842).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 juillet 1995] :

Action sociale et solidarité nationale : revenu minimum d'insertion (p. 800).

Chômage : indemnisation (p. 801).

Cour des comptes (p. 800).

Finances publiques :

- généralités (p. 800) ;
- déficit budgétaire (p. 800, 801) ;
- dépenses : maîtrise (p. 800, 801) ;
- dépenses : niveau et évolution (p. 800) ;
- dette publique (p. 800, 801) ;
- recettes : prévisions, surévaluations, moins-values (p. 800).

Gouvernements précédents (p. 800, 801).

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 801).

Lois :

- loi de finances pour 1993 (p. 800) ;
- loi du 24 janvier 1994 d'orientation quinquennale relative à la maîtrise des finances publiques (p. 801).

Lois de règlement (p. 800).

Marchés financiers : taux d'intérêt (p. 801).

Prévisions et projections économiques (p. 800).

Retraites : généralités (p. 801).

Secteur public : privatisations (p. 801).

Sécurité sociale (p. 801).

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60 % à 20,60 % le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995** (n° 2148).

Première lecture :

Discussion de l'article unique [12 juillet 1995] :

Après l'article unique :

- son amendement n° 35 : non soutenu (p. 1038).
- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995** (n° 2115).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 juillet 1995] (p. 1094, 1095, 1096) :

Action sociale et solidarité nationale : exclusion : fracture sociale. Allemagne.

Emploi : chômage.

Etat : réforme.

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux ;
- dette publique ;
- politique budgétaire : maîtrise des dépenses publiques ;
- prélèvements obligatoires.

Gouvernements socialistes.

Impôts et taxes :

- contribution sociale de solidarité des sociétés (CSSS) ;
- réforme fiscale.

Impôts sur la fortune et sur le patrimoine : impôt de solidarité sur la fortune.

Lois de finances : projet de loi de finances pour 1996.

Marchés financiers.

Politique économique :

- franc ;
- taux d'intérêt.

Politique économique et sociale : réformes.

Secteur public : entreprises publiques.

Sécurité sociale :

- comptes : déficit ;
- protection sociale : assurance maladie.

TVA : taux normal : relèvement.

Discussion des articles [13, 17 juillet 1995] :

Article 3 (*majoration de 10 % de l'impôt de solidarité sur la fortune*) :

- son amendement n° 161 : non soutenu (p. 1130) ;
- son amendement n° 183 (p. 1130) : non soutenu (p. 1131).

Après l'article 4 :

- son amendement n° 195 : non soutenu (p. 1140).

Article 6 (*versement au budget général des crédits de la dotation de développement rural*) :

- son amendement n° 165 (de suppression) (p. 1146) : adopté (p. 1151).

Après l'article 8 :

- *favorable* à l'amendement n° 45 de M. Adrien Zeller (relèvement du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au gazole) (p. 1172).

Après l'article 12 :

- *défavorable* à l'amendement n° 29 de la commission (réduction de 1,65 milliard de francs des crédits d'équipement du ministère de la défense) (p. 1201).

Après l'article 18 :

- son amendement n° 189 (prorogation jusqu'au 30 juin 1996 du dispositif d'exonération des plus-values de cessions d'OPCVM de capitalisation pour l'acquisition d'un immeuble ou pour grosses réparations) (p. 1210) : rejeté (p. 1211) ;
- son amendement n° 202 (abattement de 900 000 francs, majoré de 200 000 francs par personne à charge, sur la valeur de la résidence principale prise en compte dans l'assiette de l'ISF) (p. 1213) : rejeté (p. 1214).

Après l'article 21 :

- son amendement n° 198 (imposition au taux réduit du résultat provenant de la cession de titres de placement détenus depuis plus de cinq ans) (p. 1222) : retiré (p. 1223) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 135 de M. Jean-Pierre Brard (alignement progressif de l'imposition des célibataires vivant en couple et ayant des enfants à charge sur celle des couples mariés ayant le même nombre d'enfants) (p. 1233) ;
- *soutient* l'amendement n° 227 de M. Hervé Mariton (consultation du Conseil national d'aménagement et de développement du territoire sur la délimitation des zones bénéficiaires des aides fiscales prévues par la loi d'orientation du 4 février 1995 pour l'aménagement et le développement du territoire) (p. 1234) : rejeté (p. 1235).

Article 25 (*relèvement du taux et élargissement de l'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés*) :

- *ses observations* (p. 1238) ;
- son amendement n° 164 (de suppression) : retiré (p. 1239) ;
- son amendement oral (relèvement du taux plafond de la contribution de 0,10 à 0,13 %) (p. 1240) : adopté (p. 1241).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [28 juillet 1995] (p. 1520) :

Collectivités locales : relations financières avec l'Etat : ressources.

Emploi : contrats emploi-solidarité : contrats d'emplois consolidés.

Entreprises : chômeurs créateurs d'entreprise.

Impôts et taxes :

- contribution sociale de solidarité des sociétés (CSSS) ;
- réforme fiscale.

Politique économique et sociale : réformes.

TVA : relèvement du taux normal.

Vote pour du groupe UDF (p. 1520).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 octobre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence : monnaie unique (p. 1928).

Emploi : chômage (p. 1929).

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux (p. 1927, 1928) ;
- dette publique (p. 1927, 1928) ;
- dépenses publiques : maîtrise (p. 1928, 1929).

Gouvernement précédent (p. 1928).

Gouvernements socialistes (p. 1927, 1928).

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 1928).

Politique économique :

- croissance (p. 1929) ;
- franc (p. 1928) ;
- taux d'intérêt (p. 1929).

Prix et concurrence : inflation (p. 1927).

Secteur public : entreprises publiques : endettement (p. 1928).

Sécurité sociale : comptes : déficit (p. 1928).

Première partie, discussion des articles [18, 19, 20 et 21 octobre 1995] :

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu) :

- ses observations (p. 1996).

Après l'article 2 :

- ses observations sur l'amendement n° 297 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (rétablissement du régime fiscal prévu par la loi de finances pour 1992 en matière d'investissements réalisés outre-mer) (p. 2045).

Après l'article 4 :

- son amendement n° 277 (instauration d'un abattement de 4 % par année de détention sur le montant des plus-values mobilières réalisées deux ans après l'acquisition des titres) : retiré (p. 2090).

Article 5 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune et limitation des effets du plafonnement en fonction du revenu) :

- son amendement n° 281 (maintien du régime actuel de plafonnement) (p. 2094) : rejeté (p. 2097) ;
- son amendement n° 245 (institution d'un abattement de 900 000 francs sur la résidence principale, majoré de 100 000 francs par personne à charge) (p. 2102) : rejeté (p. 2103).

Après l'article 5 :

- son amendement n° 278 corrigé (prorogation de l'exonération des plus-values de cession des OPCVM de capitalisation réinvestis dans le logement) (p. 2104) : retiré (p. 2106) ;
- défavorable à l'amendement n° 121 de la commission (suppression du régime fiscal des SOFICA) (p. 2111) ;
- défavorable à l'amendement n° 305 de M. Augustin Bonrepaux (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens professionnels dont la valeur totale excède 25 millions de francs) (p. 2114) ;
- défavorable à l'amendement n° 80 de M. Marc Le Fur (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des objets d'antiquité, d'art ou de collection) (p. 2115) ;
- défavorable à l'amendement n° 304 de M. Augustin Bonrepaux (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des objets d'antiquité, d'art ou de collection et des droits de la propriété littéraire et artistique lorsque leur valeur totale est supérieure à 10 millions de francs) (p. 2116).

Article 6 (réforme des transmissions d'entreprises) :

- son amendement n° 260 corrigé (application du dispositif en cas de démembrement de propriété) : retiré (p. 2155) ;
- son amendement n° 259 (alignement des conditions de détention de l'entreprise sur celles prévues en matière d'impôt de solidarité sur la fortune) : retiré (p. 2155) ;
- son amendement n° 263 rectifié (prise en compte des donations antérieures pour l'appréciation du seuil de pleine propriété) : adopté après modifications (suppression du gage) (p. 2155) ;
- ses observations sur l'amendement n° 528 du Gouvernement (extension du dispositif aux mutations par décès lorsque le défunt est âgé de moins de soixante-cinq ans) (p. 2158).

Après l'article 6 :

- soutient l'amendement n° 407 de M. Hervé Mariton (imposition progressive des plus-values réalisées à l'occasion de la cession d'une entreprise agricole à un jeune agriculteur) : rejeté (p. 2160) ;
- soutient l'amendement n° 405 de M. Hervé Mariton (abaissement à 1 % des droits d'enregistrement sur les cessions de parts sociales des sociétés civiles agricoles) : rejeté (p. 2161).

Après l'article 9 :

- soutient l'amendement n° 408 de M. Hervé Mariton (déductibilité des dépenses afférentes aux bâtiments d'élevage des revenus fonciers) : rejeté (p. 2182).

Article 10 (aménagement des modalités de calcul du plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée) :

- ses observations (p. 2186) ;
- son amendement n° 257 (non-reconduction du relèvement des taux de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée) (p. 2186) : retiré (p. 2187) ;
- son amendement n° 416 (abaissement des taux de plafonnement à respectivement 3,7 et 3,9 % pour les impositions établies en 1997) (p. 2187) : retiré (p. 2188) ;
- son amendement n° 261 (reconduction pour la seule année 1996 du dispositif de plafonnement) (p. 2189) : retiré (p. 2191) ;
- son amendement n° 251 (application du nouveau mode de calcul du dégrèvement à compter de 1997) : retiré (p. 2191) ;
- son amendement n° 321 (maintien du plafonnement pour la partie de la cotisation afférente aux frais d'assiette et de recouvrement) : retiré (p. 2192) ;
- son amendement n° 252 (répartition de la charge résultant du gel des taux entre les collectivités locales et les entreprises) (p. 2192) : retiré (p. 2193) ;
- son amendement n° 326 (rapport au Parlement sur les conséquences du gel des taux et sur les procédures à mettre en œuvre pour opérer un partage de la charge entre les collectivités locales et les entreprises) (p. 2193) : adopté après modifications (p. 2194).

Article 11 (cotisation minimum de taxe professionnelle) :

- ses observations sur l'amendement n° 58 de M. Jean-Pierre Brard (cotisation minimum de 2 % et réduction du montant de la cotisation des entreprises ayant une activité à temps réduit) (p. 2200) ;
- son amendement n° 262 (application du dispositif pour la seule année 1996) : retiré (p. 2202) ;
- son amendement n° 255 corrigé (plafonnement à 150 % du supplément d'imposition) : retiré (p. 2205) ;
- son amendement n° 254 (abaissement de 20 à 10 % du taux de la majoration des droits mis à la charge du contribuable en cas de défaut de production de la déclaration, de défaut de paiement ou d'omission et d'inexactitude) : retiré (p. 2208).

Après l'article 11 :

- son amendement n° 253 (limitation à un milliard de francs du dégrèvement maximum pouvant résulter du plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée) : retiré (p. 2209).

Article 14 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et aménagement de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures) :

- soutient l'amendement n° 130 de la commission (abaissement d'un franc par litre du taux de la TIPP applicable au gaz de pétrole liquéfié) (p. 2229) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2231) ;
- son amendement n° 276 (rapport au Parlement sur les conséquences de l'utilisation du gazole sur l'environnement et sur les effets d'une modification du barème de la TIPP afin de favoriser la consommation des carburants les moins polluants) : adopté (p. 2231).

Après l'article 14 :

- son amendement n° 289 (déductibilité de la taxe sur les véhicules des sociétés) (p. 2232) : retiré (p. 2233) ;
- son amendement n° 271 (abaissement des tarifs de la taxe sur les véhicules des sociétés) (p. 2232) : retiré (p. 2233).

Après l'article 15 :

- son amendement n° 279 : non soutenu (p. 2247) ;
- ses observations sur l'amendement n° 282 de M. Laurent Dominati (application du taux normal de la TVA aux plats à emporter réalisés par les débitants de boissons, les restaurateurs, les hôteliers, les pâtisseries et les établissements de restauration rapide) (p. 2257).

Article 19 (suppression de la première part de la dotation globale d'équipement des communes) :

- son sous-amendement n° 543 (référence au potentiel fiscal moyen de l'ensemble des communes de moins de 20 000 habitants) à l'amendement n° 242 corrigé de M. Yves Fréville (répartition de la dotation globale d'équipement entre les communes dont la population n'excède pas 20 000 habitants et dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur à 1,5 fois le potentiel fiscal moyen par habitant pour l'ensemble des départements et entre les groupements de communes dont la population n'excède pas 35 000 habitants) (p. 2293) : adopté (p. 2296) ;
- favorable à l'amendement n° 523 de M. Yves Fréville (de coordination) (p. 2297) ;
- défavorable à l'amendement n° 524 de M. Yves Fréville (attribution aux communes de moins de 2 000 habitants d'une fraction de l'enveloppe départementale au moins égale à leur proportion dans la population des communes bénéficiaires et ne pouvant être supérieure à une fois et demie cette proportion) (p. 2297).

Article 31 et état A (équilibre général du budget) :

- ses observations sur l'amendement n° 152 de la commission (réduction du plafond des dépenses ordinaires civiles de 153 millions de francs correspondant à la suppression d'emplois au ministère de la culture, au titre de la Bibliothèque nationale de France) (p. 2330).

Deuxième partie :**Aménagement du territoire, équipement et transports. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur spécial de la commission des finances pour les transports aériens et la météorologie [25 octobre 1995] :**

- Industrie : industrie aéronautique (p. 2421).
- Organismes et structures : fonds de péréquation des transports aériens (p. 2423).
- Transports aériens :
 - aéroports (p. 2422, 2423) ;
 - compagnies aériennes françaises (p. 2421, 2422) ;
 - crédits (p. 2421, 2422) ;
 - déréglementation (p. 2422).

Vote des crédits [26 octobre 1995] :**Etat B, titre III :**

- favorable à l'amendement n° 104 de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits au titre de l'urbanisme et des services communs) (p. 2529).

Etat C, titre VI :

- favorable aux amendements n° 106 de M. Jean-Pierre Thomas et 75 rectifié de la commission (réduction des crédits au titre des transports aériens) (p. 2532, 2533).

Industrie et commerce extérieur. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [10 novembre 1995] :

- Commerce extérieur : services et organismes français de promotion (p. 3372).
- Impôts et taxes : taxe professionnelle (p. 3372).
- Ministère : crédits de l'industrie (p. 3371).
- Recherche industrielle : Agence nationale pour la valorisation de la recherche (p. 3371).

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. - Questions [12 novembre 1995] :

- Ministère : opérations extérieures : coût et imputation (p. 3463).
- Organisation des Nations Unies : rôle et moyens (p. 3463).

Jeunesse et sports. - Vote des crédits [13 novembre 1995] :**Etat B, titre IV :**

- son amendement n° 130 (réduction des crédits de 184,5 millions de francs) : rejeté (p. 3545).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :**Article 53 (aménagement du régime fiscal des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions) :**

- son amendement n° 368 : non soutenu (p. 3729) ;
- son amendement n° 369 : non soutenu (p. 3731).

Article 54 (révision des seuils d'imposition des plus-values sur cessions de valeurs mobilières et titres assimilés) :

- son amendement n° 371 (application d'un seuil d'imposition de 200 000 francs pour les cessions d'actions et de 50 000 francs pour les cessions d'autres valeurs mobilières) (p. 3732) : retiré (p. 3734).

Après l'article 59 :

- *son* amendement n° 370 (délai de restitution du crédit d'impôt recherche ramené de trois ans à un an) : retiré (p. 3796) ;
- *soutient* l'amendement n° 267 de la commission et *son* amendement n° 367 (exonération du prélèvement sur les bénéfices des entreprises exploitant des gisements d'hydrocarbures pour les gisements mis en exploitation à compter du 1^{er} janvier 1994) (p. 3807) : adoptés après rectification (suppression du gage) (p. 3808) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 175 de M. Charles de Courson (mise en application progressive de la révision des valeurs locatives en ce qui concerne la taxe foncière sur les propriétés non bâties) (p. 3830) ;
- *son* amendement n° 361 : non soutenu (p. 3845).
- **Rappel au règlement** : souhaite connaître, après une lecture attentive du feuillet, les raisons ayant conduit M. Georges Sarre à démissionner du groupe République et Liberté puis à adhérer de nouveau à ce groupe [17 octobre 1995] (p. 1881).
- **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs (n° 2212).**

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 novembre 1995] :

Etat : contrôle : rôle comme actionnaire (p. 3895).

Secteur public : entreprises publiques : dirigeants : responsabilité (p. 3894, 3895).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 décembre 1995] :

Commerce extérieur (p. 4621).

Consommation (p. 4621).

Emploi : chômage (p. 4621).

Finances publiques (p. 4622, 4623) :

- déficits publics et sociaux ;
- dépenses publiques : maîtrise ;
- dette publique ;
- prélèvements obligatoires ;
- recettes : moins-values ;
- recettes non fiscales.

Gouvernements socialistes : héritage (p. 4622, 4623).

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 4622).

Industrie : aéronautique (p. 4621).

Politique économique (p. 4621, 4622) :

- conjoncture ;
- croissance ;
- franc ;
- taux d'intérêt.

Politique économique et sociale : réformes (p. 4622).

Prix et concurrence : inflation (p. 4623).

Retraites : généralités (p. 4623).

Secteur public : entreprises publiques : endettement : situation (p. 4622).

Sécurité sociale : déficit : réforme (p. 4622).

Sports : Stade de France (p. 4623).

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Après l'article 23 :

- *son* amendement n° 80 (neutralisation du régime de l'intégration fiscale en matière de calcul de la participation des salariés) : retiré (p. 4686) ;

- *favorable* à l'amendement n° 5 de M. Jean-Louis Masson (attribution d'une double part aux couples mariés pour le calcul de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 4691).

Après l'article 27 :

- *défavorable* à l'amendement n° 49 de M. Charles de Courson (institution d'une taxe additionnelle sur les contrats d'assurance pour financer les mesures d'encouragement au volontariat des sapeurs-pompiers) (p. 4704).

Ses explications de vote (p. 4712) :

Vote pour le groupe UDF.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 mars 1996] :

Consommation (p. 1178).

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux : dépenses publiques : dette publique (p. 1178) ;
- prélèvements obligatoires (p. 1177) ;
- recettes : moins-values (p. 1178).

Gouvernement : politique : méthode de travail (p. 1177).

Impôts et taxes :

- politique fiscale (p. 1178) ;
- réforme fiscale (p. 1178).

Parlement : rôle (p. 1177).

Politique économique :

- conjoncture (p. 1177, 1179) ;
- soutien de l'activité (p. 1177).

TVA : augmentation du taux normal (p. 1178).

Discussion des articles [6 et 7 mars 1996] :

Après l'article 4 :

- *soutient* l'amendement n° 144 de M. Jean-Pierre Thomas (taux réduit d'imposition des bénéfices des petites et moyennes entreprises en cas de réinvestissement) (p. 1215) : retiré (p. 1216).

Après l'article 8 :

- *ses* amendements n° 177 et 178 (réduction des taux des droits de mutation applicables en ligne directe et entre époux) (p. 1225) : retirés (p. 1226) ;
- *son* amendement n° 179 (relèvement des taux de la réduction de droits applicable aux donations partages) (p. 1225) : adopté (p. 1227).

Article 11 (déblocage anticipé de l'épargne salariale) :

- *son* amendement n° 150 : non soutenu (p. 1257) ;
- *son* amendement n° 149 (déblocage anticipé subordonné à l'achat d'équipements électroménagers ou à la réalisation de travaux dans la résidence principale) : retiré (p. 1258).

Article 12 (retrait anticipé de fonds d'épargne par les titulaires de plans d'épargne populaire) :

- *son* amendement n° 151 (prorogation du dispositif jusqu'au 31 décembre 1996) : retiré (p. 1259).

Article 13 (déblocage anticipé d'une partie des fonds déposés sur certains plans d'épargne-logement) :

- *son* amendement n° 152 (prorogation du dispositif jusqu'au 31 décembre 1996) (p. 1262) : adopté après modifications (prorogation jusqu'au 30 septembre 1996 pour les mesures concernant la consommation et jusqu'au 31 décembre 1996 pour celles concernant l'immobilier) et rectification (suppression du gage) (p. 1263).

Article 16 (*exonération des plus-values de cession de titres d'OPCVM monétaires de capitalisation en cas de réinvestissement dans l'immobilier d'habitation ou l'acquisition d'équipements ménagers*) :

- défavorable à l'amendement n° 265 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 1267) ;
- son amendement n° 153 (prorogation jusqu'au 31 décembre 1996 de la date limite de cession et réinvestissement dans un délai de deux mois) (p. 1267) : retiré (p. 1268).

Article 17 (*dispositions relatives aux pouvoirs des agents des douanes*) :

- son amendement n° 159 soutenu par M. Patrick Devedjian (de suppression) (p. 1325) : rejeté (p. 1327) ;
- son amendement n° 160 (application du dispositif aux seuls prélèvements d'échantillons) (p. 1327) : retiré (p. 1328) ;
- son amendement n° 161 (de conséquence) : retiré (p. 1328).

Article 18 (*obligation d'information sur la constitution des prix des transactions avec les entreprises étrangères*) :

- son amendement n° 162 (de suppression) : retiré (p. 1330).

Article 19 (*prorogation du délai de reprise*) :

- son amendement n° 165 (de suppression) : retiré (p. 1332) ;
- son amendement n° 164 (droit de reprise de l'administration limité à quatre ans) (p. 1332) : retiré (p. 1333).

Article 30 (*dispositions relatives à la taxe sur les titulaires d'ouvrages de prise d'eau, rejet d'eau ou autres ouvrages hydrauliques*) :

- son amendement n° 166 (modalités de calcul de la taxe pour les usages agricoles et les ouvrages hydrauliques) (p. 1358) : retiré (p. 1359) ;
- son amendement n° 167 (modalités de calcul de la taxe pour les ouvrages hydro-électriques et limitation de son montant à 3,5 % du chiffre d'affaires) (p. 1359) : rejeté (p. 1360) ;
- soutient le sous-amendement n° 347 de M. Jean-Pierre Thomas (limitation à 2,5 % du chiffre d'affaires) à son amendement n° 167 : rejeté (p. 1360).

Après l'article 35 :

- soutient l'amendement n° 308 de M. Hervé Mariton (abaissement du quotient prévu à l'article 1630 A du code général des impôts) : retiré (p. 1366) ;
- soutient l'amendement n° 307 de M. Hervé Mariton (application du système du quotient prévu à l'article 1630 A du code général des impôts aux sommes reçues à titre d'avance sur des fermages) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1366).

Après l'article 39 :

- son amendement n° 170 (institution à la Cour des comptes d'un tour extérieur réservé aux membres des chambres régionales des comptes) (p. 1372) : retiré (p. 1373) ;
- son amendement n° 169 (même objet) (p. 1372) : retiré (p. 1373).

Après l'article 49 :

- son amendement n° 174 : non soutenu (p. 1393).

Après l'article 52 :

- son amendement n° 235 (remplacement des administrateurs élus par les salariés des sociétés anonymes ayant mis en place un système de participation) (p. 1408) : adopté (p. 1409).
- Proposition de loi tendant à étendre aux collectivités locales et à leurs groupements l'accès aux prêts distribués à partir des fonds établis par les CODEVI (n° 1956).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 mars 1996] (p. 1207, 1208) :

CODEVI :

- distribution de prêts aux collectivités locales ;
- taux d'intérêt.

Collectivités locales :

- difficultés financières ;
- investissements.

Entreprises : PME.

Lois : projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

Vote pour du groupe UDF (p. 1208).

- Projet de loi de modernisation des activités financières (n° 2650).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 avril 1996] :

Affaires étrangères : Grande-Bretagne (p. 2242).

Communautés européennes et Union européenne :

- construction européenne : marché financier unique : monnaie unique (p. 2240) ;
- directive du 10 mai 1993 sur les services d'investissement (p. 2241).

Épargne : épargne retraite : fonds de pension (p. 2241).

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 2241).

Marchés financiers :

- Commission des opérations de bourse (p. 2240) ;
- Conseil des marchés financiers (p. 2241) ;
- organisation : rôle économique (p. 2240) ;
- protection des investisseurs (p. 2241).

Politique économique (p. 2240).

Discussion des articles [16 et 17 avril 1996] :

Article 12 (*composition du Conseil des marchés financiers*) :

- son amendement n° 138 (mode de désignation des membres du Conseil) (p. 2260) : retiré (p. 2261) ;
- son amendement n° 139 (mode de désignation des représentants des sociétés dont les titres sont admis sur un marché réglementé) : retiré (p. 2261) ;
- son amendement n° 140 (représentation des investisseurs) : retiré (p. 2261).

Article 15 bis (*conflits d'intérêt et secret professionnel*) :

- son amendement n° 141 (définition des conflits d'intérêt et durée de la non-participation aux délibérations du Conseil) (p. 2285) : retiré (p. 2286).

Article 23 (*obligation d'intermédiation et monopole de négociation*) :

- son amendement n° 142 : non soutenu (p. 2294).

Article 24 (*obligation de concentration des transactions sur instruments financiers négociés sur un marché réglementé*) :

- son amendement n° 143 : non soutenu (p. 2296).

Article 60 (*dispositions de coordination avec la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et la loi du 26 juillet 1991 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier*) :

- son amendement n° 144 (rétablissement du pouvoir de réglementation du Comité de la réglementation bancaire sur le marché des titres de créances négociables) : retiré (p. 2341).

Ses explications de vote (p. 2348).

Vote pour du groupe UDF.

- Proposition de loi visant à créer un plan d'épargne entreprise-retraite (n° 741).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [30 mai 1996] :

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par : Sarre (Georges) (p. 3704).

Principaux thèmes développés :

Démographie.

Entreprises : financement.

Finances publiques : prélèvements obligatoires.

Retraites : généralités :

- cotisations : prestations ;
- livre blanc ;
- système par capitalisation : épargne retraite.

- Projet de loi portant règlement définitif du budget 1994 (n° 2453).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 juin 1996] (p. 3764, 3765) :

Cour des comptes.

Finances publiques :

- déficit budgétaire ;
- dépenses publiques ;
- dette publique ;
- recettes.

Gouvernements précédents.

Impôts et taxes : politique fiscale.

Lois de règlement.

Politique économique : croissance.

Prévisions et projections économiques.

Secteur public : entreprises publiques : privatisations.

Vote pour du groupe UDF (p. 3766).

GARMENDIA (Pierre)

Député de la Gironde

(4^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Directeurs d'école : déficit public : réduction [18 juin 1996] (p. 4455).

INTERVENTIONS

- Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun relative à la circulation et au séjour des personnes (n° 1727).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères, suppléant M. Jean-Yves Le Déaut.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [14 février 1996] (p. 856) :

Coopération et développement.

Etrangers : ressortissants du Cameroun : visas, regroupement familial, titre de séjour.

- Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 juin 1996] (p. 3933) :

Industries d'armement : généralités.

Organismes et structures : Délégation générale à l'armement.

- Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 juin 1996] (p. 4567) :

Collectivités locales : dotations.

Politique économique et sociale : zones franches.

GARNIER (Etienne)

Député de la Loire-Atlantique

(8^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 19 octobre 1995] (p. 15270)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 mars 1996] (p. 3970).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 mars 1996] (p. 3970).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Constructions navales : perspectives [14 novembre 1995] (p. 3646, 3647).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 juillet 1995] (p. 1113, 1114) :

Action sociale et solidarité nationale : exclusion : fracture sociale.

Elections et référendums : élection présidentielle.

Emploi :

- généralités ;
- charges sociales : allègement.

Etat : réforme.

Finances publiques : déficits publics et sociaux.

Lois de finances : projet de loi de finances pour 1996.

Politique économique et sociale : réformes.

Discussion des articles [13, 17 juillet 1995] :

Après l'article 1^{er} :

- favorable à l'amendement n° 188 de M. Philippe Mathot (taxe sur le chiffre d'affaires des établissements de vente au détail dont la surface de vente est supérieure à 2 500 mètres carrés et des établissements dont la surface de vente est comprise entre 250 et 2 499 mètres carrés lorsque, pour ces derniers, le ratio de frais de personnel est inférieur à 7 % ou le nombre de conventions de stage est supérieur à 10) (p. 1112).

Après l'article 4 :

- ses observations sur l'amendement n° 200 de M. Jean-Pierre Thomas (exonération, à concurrence de 35 % des droits de mutation à titre gratuit sur les biens professionnels à condition que ces biens restent la propriété de l'héritier pendant cinq ans) (p. 1141).

Article 5 (affectation des recettes de privatisation du secteur public au désendettement de l'Etat) :

- ses observations (p. 1142).

Article 9 et état A (équilibre général) :

- ses observations (p. 1177).

- Proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 juillet 1995] :

- Commissions permanentes : rapporteurs (p. 1268).
- Contrôle parlementaire (p. 1268, 1269).
- Finances publiques (p. 1268).
- Offices parlementaires d'évaluation : politiques publiques : compétences, composition et saisine (p. 1268).

Discussion des articles [18 juillet 1995] :

Article 3 (création de l'office) :

- ses observations sur l'amendement n° 3 de M. Laurent Dominati (substitution à la définition du champ d'intervention de l'office par référence au champ de contrôle de la Cour et des chambres régionales des comptes d'une délimitation par référence aux catégories de collectivités ou organismes publics et de personnes privées faisant appel à des moyens juridiques et financiers spécifiques) (p. 1276) ;
- favorable à l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Delalande (extension du champ d'intervention par référence aux ressources et moyens juridiques mis en œuvre) (p. 1276) ;
- favorable à l'amendement n° 4 de M. Laurent Dominati (études sur les incidences économiques, sociales, budgétaires et financières des lois et règlements) (p. 1277).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés [21 février 1996] (p. 1053) :

- Finances publiques : projet de loi de finances initial : chiffrage.
- Office d'évaluation :
 - capacité d'expertise ;
 - composition.

Troisième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 juin 1996] :

- Office d'évaluation : composition (p. 3901).

- Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173).

Première lecture :

Discussion des articles [27 juillet 1995] :

Avant l'article 1^{er} :

- favorable à l'amendement n° 135 de M. Jean-Michel Fourgous (suspension pendant cinq ans des dispositions du code du travail qui comportent une condition d'effectifs du personnel pour les salariés engagés après le 1^{er} juillet 1995) (p. 1437).

Article 1^{er} (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi) :

Article L. 322-4-2 du code du travail (publics visés et aides) :

- défavorable à l'amendement n° 27 de la commission (possibilité d'enchaîner sur un contrat initiative-emploi conclu avec une entreprise d'insertion ou une entreprise d'interim, à condition d'appartenir lors de la conclusion du premier contrat à l'une des catégories éligibles au contrat initiative-emploi) (p. 1445).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 octobre 1995] :

- Elections et référendums : élection présidentielle (p. 1940).
- Emploi : politique de l'emploi (p. 1940).
- Hôpitaux et cliniques : forfait hospitalier (p. 1940).
- Parlement : Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (p. 1940).
- Politique économique et sociale : réformes (p. 1940, 1941).

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [25 octobre 1995] :

Industrie :

- industrie aéronautique (p. 2467) ;
- industrie navale (p. 2466).

Ports maritimes (p. 2467).

Questions :

Industrie : industrie aéronautique : SNECMA, Aérospatiale (p. 2499).

Transports maritimes : flotte française : Compagnie générale maritime (p. 2499).

Vote des crédits :

Etat C, titre VI :

- défavorable aux amendements n° 106 de M. Jean-Pierre Thomas et 75 rectifié de la commission (réduction des crédits au titre des transports aériens) (p. 2532).

Santé publique et assurance maladie. - Vote des crédits [26 octobre 1995] :

Etat B, titre III :

- défavorable à l'amendement n° 110 rectifié de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de 12 millions de francs) (p. 2592).

Etat B, titre IV :

- défavorable à l'amendement n° 111 rectifié de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de 40 millions de francs) (p. 2594) ;
- défavorable à l'amendement n° 122 de M. Bernard Accoyer (réduction des crédits de 34,2 millions de francs) (p. 2594).

Tourisme. - Vote des crédits [6 novembre 1995] :

Etat B, titre IV :

- favorable à l'amendement n° 228 de M. François Loos (réduction des crédits) (p. 3099).

Défense. – *Questions* [8 novembre 1995] :

Industrie d'armement :

- Aérospatiale (p. 3244) ;
- direction des constructions navales (p. 3244).

Economie et finances : Charges communes. – Services financiers. – Monnaies et médailles (budget annexe). – Comptes spéciaux du Trésor. – Taxes parafiscales. – Questions [14 novembre 1995] :

Loi de finances rectificative pour 1995 : contenu (p. 3686).

*Vote des crédits :***Charges communes :****Etat C, titre VI :**

- défavorable à l'amendement n° 240 de la commission (réduction des autorisations de programme de 129,7 millions de francs et des crédits de paiement de 15 millions de francs) (p. 3691).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).*Principaux thèmes développés* [13 novembre 1995] :

Sécurité sociale :

- déficit et dette : gestion paritaire des caisses : élections ; contrat d'objectifs : subsidiarité : déconcentration et régionalisation (p. 3603) ;
- historique : rôle et principes : comparaisons (p. 3603).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [5 mars 1996] (p. 1184) :

Banques et établissements financiers : Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME).

Consommation.

Défense.

Entreprises :

- PME ;
- transmissions d'entreprises.

Epargne : généralités.

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux : dépenses publiques : dette publique ;
- prélèvements obligatoires.

Gouvernement : politique : méthode de travail.

Impôts locaux : taxe professionnelle.

Politique économique :

- conjoncture ;
- taux d'intérêt.

– Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale (n° 2690).*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [24 avril 1996] : (p. 2632).

Parlement : compétences nouvelles.

– Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).*Deuxième lecture :**Discussion des articles* [2 mai 1996] :**Article 25 supprimé par le Sénat (vente d'alcools dans les enceintes sportives) :**

- défavorable (p. 2805).

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [6 juin 1996] (p. 3934) :

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord.

Armements classiques : avions Rafale.

Industries d'armement :

- généralités ;
- Direction des constructions navales.

– Projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété de navires de commerce (n° 2880).*Première lecture :**Discussion des articles* [21 juin 1996] :**Article 1^{er} (dispositif d'aide à l'investissement dans les copropriétés de navires) :**

- ses observations (p. 4728).

Article 238 bis HN du code général des impôts :

- son amendement n° 45 soutenu par M. Yves Marchand (durée du maintien sous pavillon français) : adopté (p. 4740).

GARREC (René)*Député du Calvados**(6^e circonscription)*

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

GARRIGUE (Daniel)*Député de la Dordogne**(2^e circonscription)*

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur d'information sur la force de réaction rapide [15 novembre 1995].

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 8 décembre 1995] (p. 17937).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 8 décembre 1995] (p. 17937)

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Péricard, améliorant le financement des associations concourant à l'action humanitaire en vue de leur permettre de participer plus efficacement à la lutte contre l'exclusion (n° 2476) [17 janvier 1996].

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques [J.O. du 6 février 1996] (p. 1849).

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [J.O. du 27 mars 1996] (p. 4710).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delalande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation des activités financières [J.O. du 6 juin 1996] (p. 8388).

Membre de l'office d'évaluation de la législation [J.O. du 22 juin 1996] (p. 9381).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de loi (n° 2476) de M. Michel Péricard, améliorant le financement des associations concourant à l'action humanitaire en vue de leur permettre de participer plus efficacement à la lutte contre l'exclusion (n° 2486) [17 janvier 1996].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de loi, adoptée avec modifications par le Sénat (n° 2633), portant diverses mesures en faveur des associations (n° 2705) [16 avril 1996].

Proposition de loi relative à la procédure de déclaration de parcelle en état d'abandon (n° 2900) [20 juin 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Programme Konver** : application [31 octobre 1995] (p. 2853).

- **Élections palestiniennes** : poursuite du processus de paix [23 janvier 1996] (p. 183).

orales sans débat :

- n° 1150, posée le 18 juin 1996 : **surendettement des communes** (p. 4446). Appelée le 26 juin 1996 : procédure de règlement et de restructuration de la dette ; redressement financier (p. 4857).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888)**.

Première lecture :

Discussion des articles [17 janvier 1995] :

Article 38 (dispositions financières transitoires) :

- *favorable* à l'amendement n° 178 de M. Jean Proriol (exclusion, pour le calcul du plancher de contribution, étendue à d'autres crédits exceptionnels d'équipement que les crédits affectés à la création des centres opérationnels départementaux d'incendie et de secours et des centres de traitement de l'alerte) à l'amendement n° 52 de la commission (même calcul excluant les seuls crédits exceptionnels d'équipement affectés à la création des centres opérationnels départementaux d'incendie et de secours et des centres de traitement de l'alerte) (p. 158).

Après l'article 41 :

- *son* amendement n° 2 corrigé (autorisations d'absence des sapeurs-pompier volontaires) (p. 159) ; retiré (p. 160).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)**.

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [18 octobre 1995] :

Article 3 (limitation du champ d'application de la réduction d'impôt accordée au titre des contrats d'assurance-vie) :

- *favorable* (p. 2007).

Deuxième partie :

Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [30 octobre 1995] :

Banques et établissements financiers :

- CODEVI (p. 2796) ;

- Société française pour l'assurance du capital risque (p. 2796).

Entreprises commerciales et artisanales :

- généralités (p. 2796) ;

- plan PME-PMI (p. 2796) ;

- transmission (p. 2796).

Grandes surfaces (p. 2796).

Organismes et structures : Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales (p. 2796).

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. - Questions [12 novembre 1995] :

Irak (p. 3465).

Israël : hommage à M. Yitzhak Rabin, Premier ministre assassiné et processus de paix (p. 3464).

Coopération. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [12 novembre 1995] :

Afrique :

- généralités (p. 3489) ;

- démographie (p. 3489).

Communautés européennes et Union européenne : accords de Lomé (p. 3488).

Organisations non gouvernementales : crédits (p. 3489).

- **Débat sur la reprise, par la France, des essais nucléaires.**

Principaux thèmes développés [13 décembre 1995] :

Armements nucléaires :

- dissuasion nucléaire : doctrine (p. 5127, 5128) ;

- essais nucléaires (p. 5128).

Traités et conventions : traité d'interdiction des essais nucléaires (p. 5127).

- **Proposition de loi améliorant le financement des associations concourant à l'action humanitaire en vue de leur permettre de participer plus efficacement à la lutte contre l'exclusion (n° 2476)**.

Rapporteur de la commission des finances.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 janvier 1996] (p. 276, 277) :

Action sociale et solidarité nationale : exclusion : fracture sociale.

Associations :

- Conseil national de la vie associative ;

- gestion : transparence financière ;

- mesures de soutien ;

- ressources : financement ;

- rôle.

Impôts et taxes :

- amendement Coluche ;
- déduction des dons des entreprises ;
- réductions d'impôt accordées aux particuliers ;
- taxe sur les salaires.

Partis et mouvements politiques : financement.*Discussion des articles [24 janvier 1996] :***Article 1^{er} (amélioration du régime fiscal des dons effectués par les particuliers) :**

- son amendement n° 1 (taux de la réduction d'impôt fixé à 50 % pour les dons faits au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général) : adopté (p. 285) ;
- défavorable à l'amendement n° 16 de M. Jean-Marc Nesme (relèvement du plafond de la réduction d'impôt pour les dons faits au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général) (p. 285) ;
- son amendement n° 18 (maintien du régime actuel pour les dons faits au profit des organisations politiques) : adopté (p. 286) ;
- défavorable à l'amendement n° 17 de M. Jean-Marc Nesme (relèvement du plafond de la réduction d'impôt pour les dons faits au profit des fondations ou des associations reconnues d'utilité publique) (p. 285) ;
- son amendement n° 2 (taux de la réduction d'impôt fixé à 60 % pour les dons faits au profit des organismes qui procèdent à la fourniture gratuite de repas à des personnes en difficulté ou qui contribuent à favoriser leur logement) (p. 286) : adopté (p. 287) ;
- son amendement n° 4 rectifié (application de la réduction d'impôt au taux de 60 % pour les dons faits au profit d'organismes sans but lucratif qui procèdent exclusivement à la fourniture gratuite de soins) : adopté après rectification (suppression du gage) et modifications (p. 288) ;
- son amendement n° 3 (plafond de la réduction d'impôt fixé à 2 000 francs pour les dons faits au profit d'organismes qui distribuent des repas ou fournissent un logement) : adopté (p. 288) ;
- défavorable à l'amendement n° 13 corrigé de M. Charles Josselin (application de la réduction d'impôt au taux de 60 % pour les dons faits au profit d'organismes d'intérêt général concourant à l'action en faveur des personnes en difficulté) (p. 289).

Après l'article 2 :

- son amendement n° 5 (déductibilité des versements effectués par les entreprises au cours d'un exercice qui n'a pas dégagé de bénéfice imposable) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 289) ;
- défavorable à l'amendement n° 12 corrigé de M. Charles Josselin (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations qui procèdent à la fourniture de repas à des personnes en difficulté ou qui contribuent à favoriser leur logement et pour les associations d'intérêt général qui concourent à l'action en faveur des personnes en difficulté) (p. 289) ;
- son amendement n° 6 (relèvement de l'abattement dont bénéficient les associations en matière de taxe sur les salaires) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 290).

Article 3 (compensation des pertes de recettes) :

- favorable à l'amendement n° 19 du Gouvernement (de suppression) (p. 291).

*Deuxième lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 mai 1996] (p. 2753) :***Associations :**

- contrôle : transparence financière ;
- distribution de soins gratuits.

Impôts et taxes :

- amendement Coluche ;
- réductions d'impôt.

*Discussion des articles [2 mai 1996] :***Article 1^{er} (amélioration du régime fiscal des dons effectués par les particuliers) :**

- défavorable à l'amendement n° 8 de M. Alain Madelin (relèvement de la réduction d'impôt pour les dons faits au profit de fondations ou d'associations reconnues d'utilité publique) (p. 2760) ;
- défavorable à l'amendement n° 9 de M. Alain Madelin (application de la réduction d'impôt dite Coluche aux dons faits au profit de tous les organismes sans but lucratif agissant dans le domaine social ou humanitaire et relèvement de son taux) (p. 2762) ;
- défavorable à l'amendement n° 10 de M. Alain Madelin (relèvement du taux de la réduction d'impôt dite Coluche) (p. 2762) ;
- favorable à l'amendement n° 3 de M. Jean-Claude Bois (même objet) (p. 2762) ;
- favorable à l'amendement n° 11 de M. Jean-Marc Nesme (même objet) (p. 2762) ;
- son amendement n° 14 (relèvement du taux et du plafond de la réduction d'impôt dite Coluche) (p. 2761) : adopté (p. 2764) ;
- favorable à l'amendement n° 2 de M. Jean-Claude Bois (application de la réduction d'impôt dite Coluche aux dons faits au profit d'organismes qui procèdent à la fourniture gratuite de soins à l'étranger) (p. 2764) ;
- son amendement n° 13 (même objet) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2764).

Après l'article 1^{er} :

- défavorable à l'amendement n° 4 de M. Jean-Claude Bois (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations qui procèdent à la fourniture gratuite de repas ou de soins à des personnes en difficulté ou qui contribuent à favoriser leur logement) (p. 2765) ;
- défavorable à l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Thomas (application de la réduction d'impôt dite Coluche aux dons faits par des particuliers à la Fondation du patrimoine) (p. 2766).

Article 2^{ter} (relèvement de l'abattement de la taxe sur les salaires) :

- défavorable à l'amendement n° 1 rectifié de M. Daniel Colliard (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations qui procèdent à la fourniture gratuite de repas ou de soins à des personnes en difficulté ou qui contribuent à favoriser leur logement) (p. 2765).

Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 mars 1996] (p. 1171) :*

Commerce et artisanat : urbanisme commercial.

Consommation.

Entreprises :

- investissements ;
- PME ;
- procédures administratives : simplification ;
- transmissions d'entreprises.

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux : dépenses publiques : dette publique ;
- prélèvements obligatoires.

Impôt sur les sociétés.

Impôts et taxes :

- prêts à la consommation : réduction d'impôt ;
- revenus fonciers : imputation des déficits.

Logement et habitat : immeubles locatifs neufs : amortissement.**Politique économique :**

- croissance ;
- soutien de l'activité ;
- taux d'intérêt.

Discussion des articles [6 et 7 mars 1996] :**Après l'article 8 :**

- ses observations sur l'amendement n° 43 de la commission (réforme des transmissions d'entreprises) (p. 1228, 1232).

Après l'article 16 :

- ses observations sur le sous-amendement n° 312 de M. Marc Le Fur (ouverture du livret « jeune » aux moins de douze ans) à l'amendement n° 5 corrigé du Gouvernement (création du livret « jeune ») (p. 1271) ;
- défavorable à l'amendement n° 60 de la commission (plafonnement des réductions d'impôt en fonction du revenu net imposable) (p. 1281).

Article 17 (dispositions relatives aux pouvoirs des agents des douanes) :

- défavorable aux amendements identiques n° 159 de M. Gilbert Gantier et 197 de M. Patrick Devedjian (de suppression) (p. 1326).

Après l'article 22 :

- ses observations sur l'amendement n° 214 de M. Charles de Courson (incorporation des excédents des comptes administratifs dans les budgets primitifs des communes et des départements) (p. 1336).

Après l'article 38 :

- son amendement n° 97 (plan d'apurement du passif des communes surendettées) (p. 1370) : retiré (p. 1371) ;
- son amendement n° 101 (incorporation des excédents des comptes administratifs dans les budgets primitifs des communes) : retiré (p. 1371) ;
- soutient l'amendement n° 107 de M. Eric Duboc (conditions de travail des groupes de délégués des districts de plus de 100 000 habitants) (p. 1371) : retiré (p. 1372).

Article 50 (régime transitoire des ouvertures de surfaces commerciales) :

- défavorable à l'amendement n° 238 de M. Hervé Novelli (annulation des demandes d'autorisations faisant l'objet d'un recours juridictionnel) (p. 1400).

Article 51 (dérogations aux dispositions restrictives transitoires) :

- son amendement n° 102 (non-application de l'article 50 aux zones classées « UA » dans les plans d'occupation des sols) (p. 1402) : retiré après rectification (zones classées « UA » à la date d'entrée en vigueur de la loi) (p. 1403) ;
- son amendement n° 103 (non-application de l'article 50 aux zones classées « UA » dans les plans d'occupation des sols lorsque l'implantation projetée est inférieure à 2 000 mètres carrés) : retiré (p. 1403).

Après l'article 52 :

- soutient l'amendement n° 252 de M. Jean-Marie Geveaux (exclusion des participants aux compétitions automobiles ou motocyclistes du champ d'application de la loi du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation) (p. 1409) : rejeté (p. 1410) ;
- favorable à l'amendement n° 104 du Gouvernement (extension de l'activité des régies assurant la distribution de gaz aux communes connexes non desservies par Gaz de France) (p. 1410) ;

- soutient le sous-amendement n° 324 de M. Jean-Louis Masson (création d'une régie de distribution de gaz sur le territoire d'une commune non desservie par Gaz de France) à l'amendement n° 104 du Gouvernement : retiré (p. 1411).

Ses explications de vote (p. 1421).**Vote pour du groupe RPR.****Commission mixte paritaire :****Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [28 mars 1996] :****Commerce et artisanat :**

- salles de cinéma : ouverture (p. 2147) ;
- urbanisme commercial (p. 2148).

Entreprises : transmissions d'entreprises (p. 2147).**Impôts et taxes : donation-partage (p. 2148).****Logement et habitat : prêts immobiliers : tableaux d'amortissement (p. 2148).****Politique économique : croissance : plan de soutien de l'activité (p. 2147).****Vote pour du groupe RPR (p. 2148).****- Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale (n° 2690).****Première lecture :****Avant la discussion des articles [24 avril 1996] :****Ses explications de vote sur la question préalable opposée par : Fabius (Laurent) : (p. 2560).****Son intervention (p. 2573).****Principaux thèmes développés :****Loi de financement de la sécurité sociale :**

- contenu (p. 2573) ;
- délais d'examen et procédure (p. 2573) ;
- équilibre financier (p. 2573) ;
- recettes (p. 2573).

Discussion des articles [24 avril 1996] :**Article 2 (contenu et procédure d'examen des lois de financement de la sécurité sociale) :****Article L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale :**

- ses observations sur l'amendement n° 6 rectifié de la commission (fixation d'un objectif national applicable aux dépenses d'assurance maladie) (p. 2644) ;
- ses observations sur l'amendement n° 8 de la commission (disjonction des « cavaliers sociaux » et des réductions indicatives de dépenses) (p. 2651).

Article L.O. 111-5 du code de la sécurité sociale :

- ses observations sur l'amendement n° 15 rectifié de la commission (vote sur un plafond des ressources de trésorerie et d'emprunt des régimes de sécurité sociale) (p. 2658).

Après l'article L.O. 111-5 du code de la sécurité sociale :

- défavorable à l'amendement n° 46 corrigé, deuxième rectification de M. Jean-Yves Chamard (suppression de la référence à la notion de « ressources externes à caractère non définitif ») (p. 2664).

Après l'article 3 :

- favorable à l'amendement n° 39, deuxième correction de M. Yves Fréville (limitation annuelle des avances du Trésor aux organismes de sécurité sociale) (p. 2673).

Seconde délibération de l'article 2 :**Article 2 (contenu et procédure d'examen des lois de financement de la sécurité sociale) :**

- favorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (approbation des orientations de la politique de santé et de sécurité sociales) (p. 2676).

Ses explications de vote (p. 2676).

Vote pour du groupe RPR.

– **Proposition de loi visant à créer un plan d'épargne entreprise-retraite (n° 741).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 mai 1996] (p. 3708) :

Entreprises : financement.

Epargne : plan d'épargne retraite.

Impôts et taxes : fiscalité de l'épargne : réforme fiscale.

Retraites : généralités :

- système par capitalisation : épargne retraite ;
- système par répartition.

GASCHER (Pierre)

Député de la Sarthe

(5^e circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à créer une filière de l'animation socio-éducative et socioculturelle de la fonction publique territoriale (n° 1960) [7 mars 1995].

Proposition de loi tendant à autoriser la vente et la distribution des boissons du deuxième groupe à l'occasion de manifestations sportives organisées par des groupements sportifs amateurs (n° 2285) [13 octobre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Commission départementale d'équipement commercial :** composition [5 décembre 1995] (p. 4550, 4551).
- **Essais nucléaires :** désarmement ; défense ; coopération européenne [30 janvier 1996] (p. 396).
- **Contrôle des associations :** financement des associations humanitaires [12 mars 1996] (p. 1503).
- **Logement en milieu rural :** logements locatifs sociaux : accès [14 mai 1996] (p. 3089).
- **Taux de jachère :** révision [22 mai 1996] (p. 3327).
- **Entreprise Moulinex :** restructurations : perspectives ; emploi [25 juin 1996] (p. 4866).

orales sans débat :

- **n° 795,** posée le 17 janvier 1996 : **classement des cantons du nord de la Sarthe en zone aidée** (p. 44). Appelée le 18 janvier 1996 : classement en territoire reconnu de développement prioritaire (p. 142 à 144).
- **n° 832,** posée le 30 janvier 1996 : **implantation en Eure-et-Loir du troisième aéroport international français** (p. 433). Appelée le 8 février 1996 : aéroport international d'Arrou : construction (p. 734).
- **n° 991,** posée le 16 avril 1996 : **exonérations temporaires de l'impôt sur les sociétés :** zones prioritaires. Non appelée (p. 2273).

- **n° 1123,** posée le 3 juin 1996 : **délocalisation des entreprises de main-d'œuvre** (p. 3813). Appelée le 11 juin 1996 : difficultés des entreprises du textile et de l'habillement (p. 4070).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Intégration et lutte contre l'exclusion. – Questions [30 octobre 1995] :

Logement et habitat : logement social : prêts locatifs aidés (p. 2777).

Aménagement du territoire, équipement et transports. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [25 octobre 1995] :

Aides et primes : prime à l'aménagement du territoire (p. 2459).

Régions : Ile-de-France : transports collectifs : organisation et financement (p. 2459).

Services publics : services publics en milieu rural (p. 2459).

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. – Questions [12 novembre 1995] :

Langue française : alliances françaises (p. 3463).

Coopération. – Questions [12 novembre 1995] :

Afrique : zone franc : dévaluation du franc CFA et coopération financière (p. 3493).

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Article 14 (relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition) :

- favorable aux amendements identiques n° 15 de la commission, 3 de M. Arsène Lux, 6 de M. Germain Gengenwin, 72 de M. Charles de Courson, 73 de M. Jean-Jacques Weber, 75 de M. Augustin Bonrepaux et 76 de M. Alain Marsaud (maintien de la compétence des centres de gestion agréés et habilités pour l'ensemble des entreprises relevant du régime simplifié d'imposition) (p. 4674).

– **Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 février 1996] :

Article 1^{er} (modification des conditions de libération et de répartition de la taxe d'apprentissage) :

- favorable (p. 646).

GASTINES (Henri de)

Député de la Mayenne

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

GATA (Kamilo)

Député de Wallis-et-Futuna

(1^{re} circonscription)

Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 26 octobre 1995] (p. 15658).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 octobre 1995] (p. 15658).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 16 novembre 1995] (p. 16826).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 novembre 1995] (p. 16826).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Outre-mer. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [28 octobre 1995] :

Egalité sociale (p. 2716).

Emploi (p. 2716).

Enseignement (p. 2717).

Fonctionnaires et agents publics (p. 2718).

Fonds d'investissements et de développement économique et social (FIDES) (p. 2717).

Handicapés (p. 2717).

Logement et habitat (p. 2716).

Lois : loi n° 95-173 du 20 février 1995 modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer (p. 2718).

Ministère de l'outre-mer : crédits (p. 2716).

Nouvelle-Calédonie (p. 2717).

Plan : contrats de plan (p. 2717).

Santé publique (p. 2717).

Travail : insertion professionnelle : chantiers de développement local (p. 2717).

Wallis-et-Futuna (p. 2716, 2717, 2718).

GATIGNOL (Claude)

Député de la Manche

(4^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Anciens combattants et victimes de guerre) [3 octobre 1995].

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 15 décembre 1995] (p. 18254).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Anciens combattants et victimes de guerre) [7 mai 1996].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : annexe n° 10 : Anciens combattants et victimes de guerre (n° 2270) [12 octobre 1995].

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances [7 novembre 1995] :

Anciens combattants d'Afrique du Nord :

– chômeurs de longue durée (p. 3171) ;

– fonds de solidarité : allocation différentielle et allocation de préparation à la retraite : abaissement de l'âge d'accès (p. 3171) ;

– retraite anticipée : commission tripartite d'évaluation (p. 3172) ;

– retraites de l'Etat : campagnes doubles (p. 3174).

Mémoire et souvenir :

– information historique (p. 3173) ;

– nécropoles (p. 3173) ;

– Première guerre mondiale : Légion d'honneur aux survivants ; commémoration de la victoire de Verdun (p. 3173).

Ministère des anciens combattants et victimes de guerre : maintien et crédits : report des crédits de 1995 (p. 3171).

Office national des anciens combattants : rôle, moyens et effectifs : maisons de retraite : indemnité de sujétion (p. 3172).

Pensions militaires d'invalidité et de retraite :

– décrystallisation et levée de la forclusion : ressortissants des pays de l'ancienne Union française (p. 3172) ;

– revalorisation : rapport constant : définition (p. 3171).

Vote des crédits [12 novembre 1995] :

Etat B, titre IV :

– *favorable* à l'amendement n° 248 du Gouvernement (réduction de 2 millions de francs des crédits affectés aux soins médicaux gratuits et majoration d'un même montant des crédits permettant de financer l'indexation de la retraite mutualiste) (p. 3513) ;

– *favorable* à l'amendement n° 249 du Gouvernement (transfert de 650 000 francs de crédits du ministère des anciens combattants vers celui de la justice afin de financer partiellement la mise en œuvre de la modification du code de la Légion d'honneur et de la médaille militaire) (p. 3514).

Après l'article 64 :

– *favorable* à l'amendement n° 250 du Gouvernement (indexation de la retraite mutualiste sur l'indice des prix à la consommation hors tabac) (p. 3515) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 332 de M. Georges Colombier (introduit dans le code de la mutualité le principe de l'indexation de la retraite mutualiste sur l'indice des prix à la consommation hors taxe) à l'amendement n° 250 du Gouvernement (p. 3515) ;

– *favorable* à l'amendement n° 251 du Gouvernement (instauration d'un plancher pour l'allocation de préparation à la retraite) (p. 3516).

Economie et finances : Charges communes. – **Services financiers.** – **Monnaies et médailles (budget annexe).** – **Comptes spéciaux du Trésor.** – **Taxes parafiscales.** – **Questions** [14 novembre 1995] :

Finances publiques : dette publique et endettement des entreprises publiques (p. 3687).

GAUDIN (Jean-Claude)

Ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration

NOMINATIONS

Est nommé ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

DEPOTS

Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808) [22 mai 1996].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- **Gérin (André) : banlieues : quartiers défavorisés : moyens d'action [15 novembre 1995] (p. 3752).**
- **Fanget (Michel) : associations et lutte contre l'exclusion : développement de l'action associative auprès des plus démunis [15 novembre 1995] (p. 3757).**
- **Landrain (Edouard) : expériences des Pays : moyens financiers ; actions de la DATAR [15 novembre 1995] (p. 3757).**
- **Girard (Claude) : violences dans les cités à Besançon : plan national d'intégration urbaine [14 novembre 1995] (p. 3645).**
- **Delmas (Jean-Jacques) : aménagement des zones rurales : politique et réglementation [22 novembre 1995] (p. 3989).**
- **Soisson (Jean-Pierre) : notion de pays : développement de la Puisaye [12 décembre 1995] (p. 5005).**
- **Janquin (Serge) : plan pour les banlieues : contenu du projet du Gouvernement [17 janvier 1996] (p. 83).**
- **Leccia (Bernard) : pacte pour la ville : modalités de mise en œuvre [23 janvier 1996] (p. 184).**
- **Bédier (Pierre) : quartiers en difficultés : mesure en faveur des jeunes [23 janvier 1996] (p. 185).**
- **Loos (François) : mesures en faveur des associations : financement : aides de l'Etat [24 janvier 1996] (p. 269).**
- **Armand (Gérard) : petites villes et aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale ; ville de Bellegarde [7 février 1996] (p. 668).**
- **Chartoire (Jean-Marc) : zones de revitalisation rurale : délimitation [14 février 1996] (p. 873).**
- **Muller (Alfred) : pacte de relance pour la ville : information sur les engagements de l'Etat [26 mars 1996] (p. 1984).**
- **Bousquet (Dominique) : dotation globale d'équipement et fonds de gestion de l'espace rural : conditions d'attribution [23 avril 1996] (p. 2434).**
- **Saumade (Gérard) : zones aidées dans le cadre de l'aménagement du territoire : simplification [23 avril 1996] (p. 2439).**
- **Hermier (Guy) : zone franche à Marseille : maintien des emplois existants [4 juin 1996] (p. 3755).**
- **Balligand (Jean-Pierre) : contrats de plan : contrats de plan Etat-régions : financement [5 juin 1996] (p. 3854)**

orales sans débat de :

- **Faure (Jacques-Michel) (n° 755) : rôle des entreprises publiques dans l'aménagement du territoire : moyens d'implication [15 décembre 1995] (p. 5155).**
- **Anciaux (Jean-Paul) (n° 849) : pacte de relance pour la ville du Creusot : mise en œuvre [8 février 1996] (p. 738).**
- **Hunault (Michel) (n° 857) : projet d'aéroport international de Notre-Dame-des-Landes : construction [15 février 1996] (p. 918).**
- **Préel (Jean-Luc) (n° 864) : prime à l'aménagement du territoire : conditions d'attribution en Vendée [15 février 1996] (p. 919).**

- **Urbanjak (Jean) (n° 873) : quartiers en difficulté de Courcelles-lès-Lens : pacte de relance [22 février 1996] (p. 1084 à 1086).**
- **Malvy (Martin) (n° 874) : immobilier d'entreprise dans les zones défavorisées : aides et financement [22 février 1996] (p. 1081).**
- **Bonrepaux (Augustin) (n° 875) : activités économiques des zones de revitalisation rurale : mesures exceptionnelles [22 février 1996] (p. 1083).**
- **Duboc (Eric) (n° 905) : équilibre du budget d'assainissement des communes rurales : comptabilité : durée d'amortissement [7 mars 1996] (p. 1307).**
- **Roques (Serge) (n° 906) : zones de revitalisation rurale en Aveyron : délimitation [7 mars 1996] (p. 1308).**
- **Blondeau (Michel) (n° 904) : vie associative et bénévolat : développement [7 mars 1996] (p. 1309).**
- **Arnaud (Henri-Jean) (n° 970) : zones de revitalisation rurale de l'Ardèche : inscription du canton de Lamastre [18 avril 1996] (p. 2361).**
- **Bonrepaux (Augustin) (n° 988) : désenclavement autoroutier de l'Ariège : délai de réalisation [25 avril 1996] (p. 2588).**
- **Decagny (Jean-Claude) (n° 1071) : activité économique dans le bassin de la Sambre : aides de l'Etat [21 mai 1996] (p. 3211).**

INTERVENTIONS

- **Répond à M. Laurent Fabius pour un fait personnel :** affirme que son propos était destiné à être agréable à M. Laurent Fabius et que ce dernier ne doit pas mal l'interpréter [17 janvier 1996] (p. 86, 87).
- **Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 février 1996] :

Après l'article 6 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 51 du Gouvernement (accès direct à un contrat emploi consolidé des jeunes de 18 à 25 ans ayant au plus achevé un second cycle de l'enseignement secondaire et résidant dans des grands ensembles ou dans des quartiers d'habitat dégradé) (p. 686) ;
- *ses observations* sur le sous-amendement n° 78 de M. Pierre Cardo (dispositif réservé aux non-diplômés ayant plus d'un an d'inactivité) à l'amendement n° 51 du Gouvernement (p. 690) ;
- *ses observations* sur le sous-amendement n° 77 de M. Jean Ueberschlag (dispositif réservé aux non-diplômés) à l'amendement n° 51 du Gouvernement (p. 690).
- **Déclaration du Gouvernement présentée par MM. Alain Juppé, Premier ministre, Jacques Toubon, garde des sceaux, ministre de la justice et Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, sur la situation en Corse et débat sur cette déclaration (n° 2815).**

Sa réponse [28 mai 1996] (p. 3527).

Principaux thèmes développés :

Corse : institutions.

Politique économique et sociale : zone franche.

- **Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [18 juin et 20 juin 1996] :

Son intervention (p. 4461).

Son intervention sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par :
Fabius (Laurent) (p. 4476).

Sa réponse (p. 4602).

Principaux thèmes développés :

Associations (p. 4463).

Collectivités locales : dotations (p. 4476).

Emploi (p. 4461, 4606).

Enseignement (p. 4476).

Logement :

- copropriété (p. 4463, 4603) ;
- logement social (p. 4461, 4605).

Police : effectifs (p. 4462, 4476, 4606).

Politique économique et sociale : zones franches (p. 4462, 4603).

Ville :

- banlieues (p. 4461) ;
- comités de quartiers (p. 4463) ;
- établissements publics de restructuration (p. 4463, 4476).

Discussion des articles [20 juin 1996] :

Article 1^{er} (définition de la politique de la ville) :

- favorable à l'amendement n° 144 de M. Gilles Carrez (diversité de l'habitat et mixité sociale) (p. 4611) ;
- défavorable à l'amendement n° 154 de M. Patrick Braouezec (objectif de développement cohérent des communes) (p. 4611).

Article 2 et dispositions annexées (redéfinition des zones urbaines prioritaires) :

- favorable à l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 4620) ;
- soutient l'amendement n° 188 du Gouvernement (détermination des zones urbaines sensibles par décret) : adopté (p. 4620) ;
- favorable aux amendements n° 11, 12 et 13 de la commission (de précision) (p. 4621) ;
- favorable à l'amendement n° 14 de la commission (de précision) (p. 4621) ;
- favorable à l'amendement n° 15 de la commission (rectification d'une référence) (p. 4621) ;
- soutient l'amendement n° 218 du Gouvernement (création d'une zone franche urbaine à Cayenne) : adopté (p. 4621).

Avant l'article 3 :

- favorable à l'amendement n° 212 rectifié de M. Pierre Bédier (de coordination) (p. 4622).

Article 3 (modification du régime d'exonération de taxe professionnelle dans les zones de redynamisation urbaine) :

- favorable à l'amendement n° 16 de la commission (extension de l'exonération en cas de changement d'exploitant) (p. 4623) ;
- favorable à l'amendement n° 17 corrigé de la commission (harmonisation avec les dispositions de la loi du 4 février 1995 sur l'aménagement du territoire) (p. 4623) ;
- défavorable à l'amendement n° 102 de M. Laurent Cathala (exclusion des entreprises ayant licencié en vue de bénéficier du dispositif) (p. 4624).

Article 4 (exonérations fiscales dans les zones franches urbaines) :

- ses observations (p. 4626) ;
- favorable à l'amendement n° 180 de M. Pierre Bédier (conditions d'exonération de l'impôt sur les bénéfices des entreprises de crédit-bail) (p. 4627) ;
- favorable à l'amendement n° 19 de la commission (harmonisation du dispositif d'interdiction de transfert d'entreprises dans les zones franches urbaines) (p. 4627) ;

- favorable à l'amendement n° 20 de la commission (de précision) (p. 4628) ;

- favorable à l'amendement n° 21 de la commission (de précision) (p. 4628) ;

- défavorable à l'amendement n° 132 de M. Rudy Salles (extension des exonérations aux activités situées à l'extérieur des zones franches urbaines) (p. 4628) ;

- favorable à l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 4628) ;

- favorable à l'amendement n° 181 rectifié de M. Pierre Bédier (conditions d'exonération de l'impôt sur les bénéfices des entreprises de crédit-bail) (p. 4628) ;

- favorable à l'amendement n° 23 de la commission (plafonnement du bénéfice exonéré) (p. 4629) ;

- défavorable à l'amendement n° 96 de M. Jean-François Copé (harmonisation du régime des exonérations : obligation d'embauches d'habitants des quartiers en difficulté) (p. 4629) ;

- favorable à l'amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) (p. 4630) ;

- favorable à l'amendement n° 26 de la commission (de coordination) (p. 4630) ;

- défavorable à l'amendement n° 134 de M. Rudy Salles (extension du champ d'application des exonérations) (p. 4630) ;

- défavorable à l'amendement n° 103 de M. Laurent Cathala (non-application de l'exonération de la taxe professionnelle aux entreprises ayant licencié) (G) (p. 4631) ;

- favorable à l'amendement n° 27 de la commission (harmonisation du régime des exonérations de la taxe professionnelle avec les dispositions antérieures) (p. 4632) ;

- favorable à l'amendement n° 28 de la commission (de précision) (p. 4632) ;

- soutient le sous-amendement n° 195 du Gouvernement (de coordination) à l'amendement n° 28 de la commission : adopté (p. 4632) ;

- favorable aux amendements n° 29 rectifié et 30 de la commission (de précision) (p. 4632) ;

- favorable à l'amendement n° 31 de la commission (de coordination) (p. 4633) ;

- favorable à l'amendement n° 174 de M. Pierre Bédier (renouvellement de l'exonération en cas de changement d'exploitant) (p. 4633).

Son intervention à l'issue du vote (p. 4689).

GAULLE (Jean de)

Député de Paris

(8^e circonscription)

RPR

Secrétaire de l'Assemblée nationale

puis vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5405).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Cesse d'être secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 juin 1995] (p. 8789).

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 juin 1995] (p. 8789).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Membre de la mission d'information commune sur la sécurité sociale [J.O. du 27 octobre 1995] (p. 15703).

Rapporteur spécial des crédits de la Culture [17 janvier 1996].

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Vice-président de cette mission [J.O. du 28 mars 1996] (p. 4775).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Culture) [7 mai 1996].

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 1054, posée le 7 mai 1996 : hôpital Rothschild (p. 2906). Appelée le 14 mai 1996 : restructuration (p. 3072).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président.

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [13 juillet 1995] :

Répond au rappel au règlement de : *Bonrepaux (Augustin)* qui s'élève contre l'absence de réponses du ministre de l'économie et des finances à propos des privatisations alors que la liste des entreprises privatisables est parue dans la presse et qui demande une suspension de séance (p. 1115).

- **Répond au rappel au règlement** de : *Migaud (Didier)* : refuse d'accéder à sa demande de réunion du Bureau [19 octobre 1995] (p. 2027).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [19 et 20 octobre 1995] :

Après l'article 2 :

Répond au rappel au règlement de : *Bonrepaux (Augustin)* [19 octobre 1995] (p. 2028).

Répond au rappel au règlement de : *Fanton (André)* : rappelle que, de tradition constante, les rectifications d'amendements sont admises sans condition de délai dès lors qu'elles ne modifient pas fondamentalement l'amendement initial [19 octobre 1995] (p. 2047).

Répond au rappel au règlement de : *Bonrepaux (Augustin)* : indique qu'il n'a fait qu'appliquer le règlement [19 octobre 1995] (p. 2047).

Article 11 (cotisation minimum de taxe professionnelle) :

Répond au rappel au règlement de : *Migaud (Didier)* [20 octobre 1995] (p. 2201).

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports [26 octobre 1995] :

Répond au rappel au règlement de : *Bonrepaux (Augustin)* [20 octobre 1995] (p. 2528).

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA.

Ses observations : regrette qu'à l'occasion de l'examen du budget de l'agriculture, un rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles soit suppléé par un membre d'une commission différente et laisse à la conférence des présidents le soin d'apprécier cette dérogation [2 novembre 1995] (p. 2900, 2901).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Après l'article 59 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 387 de M. Augustin Bonrepaux (plafonnement des réductions d'impôt à hauteur de 30 % de la cotisation d'impôt sur le revenu pour les contribuables dont le revenu par part est supérieur à 229 260 francs et de 50 % pour les contribuables dont le revenu par part est supérieur à 87 020 francs et inférieur à 229 260 francs) (p. 3743, 3745).

Ses observations sur la demande de vérification du quorum de : *Fabius (Laurent)* (p. 3745).

Répond au rappel au règlement de : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3808).

Ses observations en réponse à : *Auclair (Jean)* : indique que le sous-amendement n° 377 est devenu sans objet à la suite de l'adoption de l'amendement n° 395 (p. 3845).

Article 60 précédemment réservé (modification de la contribution des collectivités locales aux frais d'entretien des forêts) :

- *ses observations* sur les amendements identiques nos 38 de M. Alain Ferry, 44 de M. Germain Gengenwin, 52 de M. Pierre Micaut, 84 de M. Rémy Auchedé et 166 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 3855).

- **Répond au rappel au règlement** de : *Migaud (Didier)* [15 novembre 1995] (p. 3722).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 mars 1996] :

Répond au rappel au règlement de : *Fanton (André)* (p. 1365).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales (n° 2560).**

Première lecture :

Discussion des articles [8 mars 1996] :

Article 2 (art. L. 234-9 du code des communes : part de la dotation de solidarité urbaine au sein de la dotation d'aménagement) :

- *ses observations* (p. 1470).

- **Répond au rappel au règlement** de : *Sarre (Georges)* qui déplore les conditions sanitaires des africains en situation irrégulière, parents d'enfants français et faisant la grève de la faim à l'église Saint-Ambroise [21 mars 1996] (p. 1963).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, sur le débat d'orientation budgétaire et débat sur cette déclaration (n° 2768).**

Répond au rappel au règlement de : *Tardito (Jean)* : refuse de suspendre la séance en l'absence de délégation du président du groupe communiste [14 mai 1996] (p. 3118).

Répond au rappel au règlement de : *Migaud (Didier)* : qui exprime son désaccord sur l'organisation des travaux de l'Assemblée nationale [14 mai 1996] (p. 3124).

- **Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).**

Première lecture :

Discussion des articles [14 juin 1996] :

Après l'article 13 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 442 de M. Jacques Vernier (gratuité d'accès aux transports collectifs en cas de dépassement des seuils de pollution et de déclenchement de la procédure d'alerte) (p. 4332).

En qualité de député.

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [18 octobre 1995] :

Article 3 (limitation du champ d'application de la réduction d'impôt accordée au titre des contrats d'assurance-vie) :

- son amendement n° 190 (application, à compter du 20 septembre 1995, de la réduction d'impôt aux seuls contrats souscrits par les membres d'un même foyer fiscal dont le revenu imposable n'excède pas la quatrième tranche du barème de l'impôt sur le revenu) : retiré (p. 2016).

GAYMARD (Hervé)

Député de la Savoie

(2^e circonscription)

RPR

puis secrétaire d'Etat aux finances

puis député de la Savoie

puis secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Se démet de ses fonctions de député [J.O. du 7 juin 1995] (p. 8694).

Réélu député le 16 juillet 1995 [J.O. du 18 juillet 1995] (p. 10662).

Cessation de ses fonctions de député [J.O. du 18 août 1995] (p. 12392).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610) [J.O. du 14 janvier 1995] (p. 737).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre suppléant de la commission des immunités [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Est nommé secrétaire d'Etat aux finances. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

Cesse d'appartenir à la commission des immunités [J.O. du 15 juin 1995] (p. 9160).

Fin de ses fonctions : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

Est nommé secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16345).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- **Pinte (Etienne) : sous-traitants dans les marchés publics :** conditions de paiement [4 octobre 1995] (p. 1655 et 1656).
- **Zeller (Adrien) : associations humanitaires :** financement ; contrôle [16 janvier 1996] (p. 9).
- **Broissia (Louis de) : concertation avec les professions de santé :** maintien des dépenses de santé [17 janvier 1996] (p. 84).
- **Cave (Jean-Pierre) : réforme de la protection sociale :** conditions de consultation des médecins spécialistes [23 janvier 1996] (p. 188, 189).
- **David (Martine) : négociations avec les syndicats de médecins :** maîtrise des dépenses de santé ; protection sociale : réforme [24 janvier 1996] (p. 274).

- **Bardet (Jean) : lutte contre le sida :** traitement par anti-protéases en trithérapie [5 mars 1996] (p. 1143).

- **Depaix (Maurice) : prélèvements sociaux :** RDS [6 mars 1996] (p. 1249).

- **Fanget (Michel) : lutte contre le sida :** mise en place de la trithérapie ; refus du tirage au sort [6 mars 1996] (p. 1249).

- **Mattei (Jean-François) : lois sur la bioéthique :** publication des décrets d'application [12 mars 1996] (p. 1507).

- **Marchais (Georges) : prise en charge de nouveaux médicaments :** sida : trithérapie : financement [19 mars 1996] (p. 1736).

- **Accoyer (Bernard) : politique familiale :** politique du Gouvernement [7 mai 1996] (p. 2869).

- **Cardo (Pierre) : allocation pour jeune enfant :** conditions d'obtention [7 mai 1996] (p. 2873).

- **Le Nay (Jacques) : dons d'organes :** pénurie [15 mai 1996] (p. 3186).

- **Faure (Jacques-Michel) : accueil du public dans les organismes sociaux :** organismes de sécurité sociale : détérioration [29 mai 1996] (p. 3587).

- **Mattei (Jean-François) : adoption sur Internet :** lutte contre l'instauration d'un « marché aux enfants » télématique [5 juin 1996] (p. 3847).

- **Bartolone (Claude) : déficit de la sécurité sociale :** durées des mesures exceptionnelles [11 juin 1996] (p. 4075).

- **Davoine (Bernard) : déficit de la sécurité sociale :** lourdeur des prélèvements [11 juin 1996] (p. 4076).

- **Bocquet (Alain) : déficit de la sécurité sociale :** taxation des profits financiers [11 juin 1996] (p. 4077).

- **Soisson (Jean-Pierre) : autorisation administrative de licenciement :** éventualité du rétablissement de la procédure [11 juin 1996] (p. 4078).

- **Bachelot-Narquin (Roselyne) : déficit de la sécurité sociale :** calendrier de la réforme [11 juin 1996] (p. 4079).

- **Daniel (Christian) : maintien des adultes handicapés en structures spécialisées :** financement [12 juin 1996] (p. 4168).

- **Hellier (Pierre) : mouvement de grève dans les facultés de médecine :** statut des étudiants [12 juin 1996] (p. 4172).

- **Lalanne (Henri) : soutien et réorganisation de la filière bovine :** avenir [18 juin 1996] (p. 4453).

- **Lefort (Jean-Claude) : recherche pharmaceutique :** médicaments contre le cancer [18 juin 1996] (p. 4454).

- **Bouquillon (Emmanuelle) : élevage bovin :** effets de la maladie dite de la « vache folle » [19 juin 1996] (p. 4530).

- **Vannson (François) : transport sanitaire hélicoptère des SAMU :** réglementation [25 juin 1996] (p. 4869).

orales sans débat de :

- **Hage (Georges) (n° 612) : salaires et retraites :** revalorisation : montant ; pouvoir d'achat [8 juin 1995] (p. 465).

- **Myard (Jacques) (n° 617) : soutien aux jeux créateurs d'emplois :** courses ; préservation du secteur [8 juin 1995] (p. 466).

- **Kucheida (Jean-Pierre) (n° 680) : gestion immobilière du patrimoine des houillères du Nord-Pas-de-Calais :** contrôle [13 octobre 1995] (p. 1832 à 1834).

- **Deprez (Léonce) (n° 704) : équipements médicaux et hospitaliers** : rééquilibrage des activités sanitaires entre les régions ; Nord-Pas-de-Calais [23 novembre 1995] (p. 4046 à 4048).
- **Decagny (Jean-Claude) (n° 705) : centre hospitalier de Maubeuge** : fonctionnement ; financement [23 novembre 1995] (p. 4048, 4049).
- **Neiertz (Véronique) (n° 710) : centres d'interruption volontaire de grossesse** : centres d'IVG ; médecins à temps partiel [23 novembre 1995] (p. 4049, 4050).
- **Derosier (Bernard) (n° 732) : formations proposées par l'ANPE** : stages offerts aux chômeurs ; efficacité [7 décembre 1995] (p. 4727).
- **Bois (Jean-Claude) (n° 734) : moyens hospitaliers du Nord-Pas-de-Calais** : carte sanitaire ; conséquences [7 décembre 1995] (p. 4728).
- **Guillaume (François) (n° 743) : expérimentation d'un plan sanitaire dans le Lunévillois** : carte sanitaire ; élaboration [7 décembre 1995] (p. 4726, 4727).
- **Leveau (Edouard) (n° 756) : départementalisation des caisses de sécurité sociale** : perspectives de restructuration [15 décembre 1995] (p. 5150, 5151).
- **Gengenwin (Germain) (n° 762) : difficultés financières des victimes d'accident du travail** : conditions d'indemnisation [15 décembre 1995] (p. 5149).
- **Derosier (Bernard) (n° 766) : centres d'aide par le travail** : capacité d'accueil [21 décembre 1995] (p. 5460).
- **Bignon (Jérôme) (n° 773) : saisie de documents dans les cabinets d'avocat** : pouvoirs des juges d'instruction [21 décembre 1995] (p. 5462).
- **Brard (Jean-Pierre) (n° 778) : praticiens hospitaliers titulaires de diplômes étrangers** : modalités de recrutement [21 décembre 1995] (p. 5459).
- **Deniaud (Yves) (n° 783) : travailleurs saisonniers en fin de contrat** : conditions d'indemnisation [18 janvier 1996] (p. 128).
- **Colombier (Georges) (n° 787) : caisse unique de sécurité sociale dans l'Isère** : réorganisation [18 janvier 1996] (p. 127, 128).
- **Depaix (Maurice) (n° 790) : caisses de sécurité sociale de l'arrondissement de Villefranche-sur-Saône** : réorganisation [18 janvier 1996] (p. 129, 130).
- **Filleul (Jean-Jacques) (n° 792) : service civil des objecteurs de conscience** : frais de gestion ; prise en charge ; organismes d'accueil [18 janvier 1996] (p. 130).
- **Bachelot-Narquin (Roselyne) (n° 828) : réforme du financement de l'apprentissage** : conséquences pour les régions [1^{er} février 1996] (p. 510).
- **Royer (Jean) (n° 818) : représentation des associations de retraités** : caisses ; conseils d'administration ; composition [1^{er} février 1996] (p. 511).
- **Bonrepaux (Augustin) (n° 814) : stations thermales** : difficultés [1^{er} février 1996] (p. 512).
- **Chabot (René) (n° 825) : difficultés des PME dont les salariés sont appelés au service national** : dispense [1^{er} février 1996] (p. 513).
- **Depaix (Maurice) (n° 815) : vote par procuration** : volets de procuration ; transmission aux mairies [1^{er} février 1996] (p. 514).
- **Reymann (Marc) (n° 837) : réserve hospitalière applicable à certains médicaments** : suppression ; délivrance de l'AZT et de la ciclosporine à officine [8 février 1996] (p. 726).
- **Bataille (Christian) (n° 841) : caisses d'allocations familiales et d'assurance maladie de Cambrai et Maubeuge** : réorganisation [8 février 1996] (p. 727).
- **Birraux (Claude) (n° 835) : hôpitaux de Haute-Savoie** : difficultés budgétaires [8 février 1996] (p. 728).
- **Jacquaint (Muguette) (n° 830) : emploi à La Courneuve** : situation d'Eurocopter [8 février 1996] (p. 730).
- **Bardet (Jean) (n° 909) : utilisation de matériels médicaux stériles** : financement [14 mars 1996] (p. 1638).
- **Bousquet (Dominique) (n° 910) : retraités de l'aviation civile** : montant des pensions ; bonification d'annuités ; conditions d'attribution [14 mars 1996] (p. 1640).
- **Pringalle (Claude) (n° 912) : fonds de compensation de la TVA** : éligibilité d'une entreprise de Cambrai [14 mars 1996] (p. 1643).
- **Ligot (Maurice) (n° 914) : emprunts russes** : remboursement [14 mars 1996] (p. 1644).
- **Mathot (Philippe) (n° 918) : médecins du travail** : effectifs [14 mars 1996] (p. 1640).
- **Bataille (Christian) (n° 921) : emploi des jeunes dans le Nord** : difficultés [14 mars 1996] (p. 1642).
- **Ligot (Maurice) (n° 994) : complexités des formalités administratives** : simplification [25 avril 1996] (p. 2602).
- **Brard (Jean-Pierre) (n° 997) : hôpital intercommunal André-Grégoire de Montreuil** : installation d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique [25 avril 1996] (p. 2604).
- **Derosier (Bernard) (n° 986) : situation de l'emploi dans l'Essonne** : menaces dans les secteurs hospitalier et aéronautique [25 avril 1996] (p. 2606).
- **Laffineur (Marc) (n° 1027) : caisse d'allocations familiales de Loire-Atlantique** : construction du siège de la CAF à Nantes [7 mai 1996] (p. 2839).
- **Dupilet (Dominique) (n° 1030) : centres hospitaliers du Pas-de-Calais** : équipements ; financements ; aides de l'Etat [7 mai 1996] (p. 2840).
- **Brard (Jean-Pierre) (n° 1023) : Agence nationale pour l'emploi** : fonctionnement ; financement ; situation à Montreuil et en Seine-Saint-Denis [7 mai 1996] (p. 2841).
- **Roques (Serge) (n° 1078) : installation de scanners dans les hôpitaux** : développement ; situation de Villefranche-de-Rouergue [28 mai 1996] (p. 3486).
- **Le Fur (Marc) (n° 1091) : aide à la création et à la reprise d'entreprises** : conditions d'attributions dans les Côtes-d'Armor [28 mai 1996] (p. 3486).
- **Bêteille (Raoul) (n° 1090) : formalités d'autorisation de prélèvements d'organes** : simplification [28 mai 1996] (p. 3487).
- **Rémond (Pierre) (n° 1094) : hôpital de jour Salneuve** : fonctionnement ; financement (p. 3488).
- **Derosier (Bernard) (n° 1087) : entreprises d'insertion** : aides de l'Etat [28 mai 1996] (p. 3489).
- **Gremetz (Maxime) (n° 1077) : négociations collectives** : accords d'entreprises obligatoires [28 mai 1996] (p. 3490).
- **Urbaniak (Jean) (n° 1103) : lutte contre la toxicomanie dans le Pas-de-Calais** : financement [4 juin 1996] (p. 3725).
- **Fromet (Michel) (n° 1113) : situation de l'emploi en Loir-et-Cher** : compensations aux nouvelles suppressions d'emploi [4 juin 1996] (p. 3726).

- **Bataille (Christian) (n° 1112) : conditions d'attribution de l'allocation chômage dans certains arrondissements du Nord : critères de radiation [4 juin 1996] (p. 3728).**
- **Auchède (Rémy) (n° 1114) : montant des retraites : plafonds de salaires [11 juin 1996] (p. 4062).**
- **Bignon (Jérôme) (n° 1116) : centres de soins pour toxicomanes de la Somme : financement [11 juin 1996] (p. 4056).**
- **Hunault (Michel) (n° 1119) : aides aux malades du sida : personnes contaminées : soins et maintien à domicile [11 juin 1996] (p. 4057).**
- **Boisseau (Marie-Thérèse) (n° 1128) : jeunes adultes handicapés : prise en charge ; « amendement Creton » [11 juin 1996] (p. 4058).**
- **Birraux (Claude) (n° 1129) : équipement en scanographie de l'hôpital intercommunal de Saint-Julien-en-Genevois : installation d'un scanner : perspectives [11 juin 1996] (p. 4059).**
- **Janquin (Serge) (n° 1134) : accidents du travail et maladies professionnelles : déclaration ; indemnisation ; statistiques [11 juin 1996] (p. 4061).**
- **Bur (Yves) (n° 1139) : structures d'accueil des personnes âgées dépendantes : financement [26 juin 1996] (p. 4837).**
- **Murat (Bernard) (n° 1153) : critères d'ouverture de pharmacies : réglementation : rigidité [26 juin 1996] (p. 4834).**
- **Marsaud (Alain) (n° 1152) : hôpital Chastaingt du CHU de Limoges : financement [26 juin 1996] (p. 4835).**
- **Le Fur (Marc) (n° 1151) : accueil des handicapés dans les Côtes-d'Armor : financement ; centres d'aides par le travail (CAT) [26 juin 1996] (p. 4836).**

INTERVENTIONS

En qualité de ministre.

- **Proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 juillet 1995] :

Contrôle parlementaire (p. 1259).

Finances publiques (p. 1260, 1272).

Offices parlementaires d'évaluation : politiques publiques : compétences (p. 1272).

Discussion des articles [18 juillet 1995] :

Article 1^{er} (obligation de déférer aux convocations des commissions) :

- soutient l'amendement n° 25 du Gouvernement (suppression de la sanction pénale) : rejeté (p. 1273).

Après l'article 1^{er} :

- ses observations sur l'amendement n° 2 de M. Laurent Dominati (extension aux rapporteurs pour avis des projets de loi de finances des pouvoirs de contrôle des rapporteurs spéciaux) (p. 1274).

Article 2 (demandes d'enquêtes à la Cour des comptes) :

- défavorable à l'amendement n° 7 de M. Daniel Colliard (extension de ce droit aux présidents de groupe) (p. 1274).

Article 3 (création de l'office) :

- favorable à l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Delalande (extension du champ d'intervention par référence aux ressources et moyens juridiques mis en œuvre) (p. 1276) ;

- défavorable à l'amendement n° 4 de M. Laurent Dominati (études sur les incidences économiques, sociales, budgétaires et financières des lois et règlements) (p. 1277) ;

- défavorable au sous-amendement n° 27 de M. Arthur Paecht (études préalables à l'inscription des textes concernés à l'ordre du jour des assemblées) à l'amendement n° 4 de M. Laurent Dominati (p. 1278) ;

- défavorable à l'amendement n° 9 de M. Maxime Gremetz (études sur les hypothèses économiques du projet de loi de finances) (p. 1279) ;

- défavorable à l'amendement n° 16 de M. Christian Bataille (suppression de l'appartenance de droit des présidents et rapporteurs généraux des commissions des finances) (p. 1279) ;

- ses observations sur l'amendement n° 10 de M. Daniel Colliard (appartenance de droit des présidents des autres commissions permanentes) (p. 1280) ;

- ses observations sur l'amendement n° 15 de M. Hervé Novelli (même objet pour un vice-président de chaque autre commission permanente) (p. 1280) ;

- ses observations sur l'amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Thomas (objet identique pour un membre de chaque autre commission permanente désigné par son bureau) (p. 1280) ;

- ses observations sur l'amendement n° 22 de M. Michel Meylan (objet identique pour un membre de chaque autre commission permanente désigné par elle) (p. 1280) ;

- défavorable à l'amendement n° 18 de M. Christian Bataille (élection du président et du vice-président parmi tous les membres, au début de chaque session, sans qu'ils puissent appartenir à la même assemblée) (p. 1282) ;

- défavorable à l'amendement n° 19 de M. Christian Bataille (choix des membres du conseil scientifique parmi les personnes compétentes en matière d'évaluation dans les domaines économique, social et financier) (p. 1282) ;

- défavorable à l'amendement n° 5 de M. Laurent Dominati (autosaisine de l'office) (p. 1283) ;

- défavorable à l'amendement n° 8 corrigé de M. Maxime Gremetz (variantes de simulations) (p. 1283) ;

- défavorable à l'amendement n° 6 de M. Laurent Dominati (attribution aux membres de l'office des pouvoirs reconnus aux rapporteurs spéciaux de la commission des finances) (p. 1283) ;

- favorable à l'amendement n° 12 rectifié de M. Laurent Dominati (saisine par l'office du Bureau de l'assemblée concernée ou de la commission l'ayant saisi en cas de difficulté à obtenir les renseignements nécessaires à l'exercice de sa mission) (p. 1284) ;

- défavorable à l'amendement n° 1 de M. Arsène Lux (communication des travaux à l'ensemble des parlementaires) (p. 1284) ;

- soutient l'amendement n° 26 du Gouvernement (interdiction de publier les documents de service communiqués à l'office) (p. 1284) : rejeté (p. 1285).

Après l'article 3 :

- défavorable à l'amendement n° 21 de M. Thierry Cornillet (création d'un office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire) (p. 1286).

- **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs (n° 2212).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 octobre 1995] :

Assemblée nationale :

- commission d'enquête sur le Crédit Lyonnais (p. 1618) ;
- proposition de loi relative à la mise en œuvre du plan de redressement du Crédit Lyonnais (p. 1637).

Banques et établissements financiers :

- contrôle : commission bancaire (p. 1622, 1637) ;
- système bancaire français (p. 1637).

Communautés européennes et Union européenne : Commission européenne (p. 1619, 1637, 1638).

Comptoir des Entrepreneurs :

- Etablissement Public de Réalisation de Défaillance (EPRD) (p. 1619, 1620) ;
- missions de service public : interventions dans le secteur immobilier (p. 1618) ;
- pertes (p. 1619) ;
- plans de redressement (p. 1619) ;
- poursuites pénales (p. 1621, 1638).

Crédit Lyonnais :

- commissaires aux comptes (p. 1637) ;
- Consortium de réalisation (p. 1620, 1621) ;
- Etablissement Public Banque Industrie (EPBI) (p. 1619, 1620) ;
- pertes : situation financière (p. 1618) ;
- plans de redressement (p. 1618 à 1620, 1638) ;
- poursuites pénales (p. 1621, 1638) ;
- privatisation (p. 1618).

Etat :

- contrôle : rôle comme actionnaire (p. 1619 à 1622) ;
- dysfonctionnements (p. 1618) ;
- engagements financiers (p. 1619, 1620, 1637, 1638).

Finances publiques : Etat : bilan consolidé (p. 1638).

Gouvernement :

- gouvernement précédent : rôle (p. 1618, 1638) ;
- gouvernements de 1988 à 1993 : responsabilités (p. 1621, 1638).

Lois : loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit : Article 52 (p. 1637).

Parlement : saisine : contrôle : information (p. 1618 à 1620, 1637).

*Discussion des articles [4 octobre 1995] :***Avant l'article 1^{er} :**

- favorable à l'amendement n° 1 corrigé de la commission (intitulé du titre : création de l'Etablissement Public de Financement et de Restructuration du Crédit Lyonnais) (p. 1639) ;
- soutient le sous-amendement oral du Gouvernement (suppression de la référence au Crédit Lyonnais) : adopté (p. 1639).

Article 2 (spécialité de l'EPBI) :

- favorable à l'amendement n° 2 de la commission (plafonnement à 145 milliards de francs du prêt souscrit par l'établissement public auprès du Crédit Lyonnais) (p. 1640) ;
- favorable à l'amendement n° 3 de la commission (apport des titres du Crédit Lyonnais détenus par l'Etat à l'établissement public) (p. 1640) ;
- favorable à l'amendement n° 4 de la commission (obligation pour l'établissement public de sauvegarder les intérêts financiers de l'Etat) (p. 1640).

Article 3 (limitation de la capacité d'endettement de l'EPBI) :

- ses observations sur l'amendement n° 5 de la commission (suppression de la possibilité pour l'établissement public de capitaliser les intérêts dus au titre du prêt accordé par le Crédit Lyonnais) (p. 1641).

Après l'article 3 :

- ses observations sur l'amendement n° 6 de la commission (provisionnement des intérêts courus des obligations du Trésor à coupon zéro souscrites par l'établissement public) (p. 1641).

Article 4 (conseil d'administration de l'EPBI) :

- défavorable à l'amendement n° 21 de M. Jean Tardito (élargissement de la composition du conseil d'administration de l'établissement public) (p. 1642) ;
- défavorable à l'amendement n° 22 de M. Daniel Colliard (représentation au conseil d'administration de l'établissement public du personnel du Crédit Lyonnais et du Conseil économique et social) (p. 1642).

Article 5 (modalités d'application du Titre premier) :

- favorable à l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 1642).

Après l'article 5 :

- défavorable à l'amendement n° 24 de M. Daniel Colliard (rapport au Parlement sur le bilan de la déréglementation bancaire) (p. 1643).

Article 7 (spécialité de l'EPRD) :

- favorable à l'amendement n° 8 de la commission (apport de titres des Assurances générales de France à l'établissement public) (p. 1643).

Article 9 (plafonnement du prêt accordé par l'EPRD) :

- favorable à l'amendement n° 9 de la commission (de précision) (p. 1644).

Article 11 (modalités d'application du Titre III) :

- favorable à l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 1644).

Article 12 (contrôle des sociétés de cantonnement) :

- favorable à l'amendement n° 16 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 1644) ;
- défavorable à l'amendement n° 11 de la commission (de précision) (p. 1645).

Article 14 (modalités d'application du Titre III) :

- favorable à l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) (p. 1645).

Avant l'article 15 :

- défavorable à l'amendement n° 25 de M. Jean-Pierre Brard (création d'un comité de surveillance des activités de l'EPBI et de l'EPRD) (p. 1645).

Article 16 (validation des actes et engagements pris dans le cadre des plans de redressement du Crédit Lyonnais) :

- favorable à l'amendement n° 13 de la commission (de précision) (p. 1646).

Article 17 (validation des actes accomplis et des engagements pris dans le cadre des plans de redressement du Comptoir des Entrepreneurs) :

- favorable à l'amendement n° 14 de la commission (validation de la garantie accordée par l'Etat dans le cadre du premier plan de redressement) (p. 1646).

Après l'article 18 :

- défavorable à l'amendement n° 17 de M. Charles de Courson (plafonnement à 90 milliards de francs de la garantie accordée par l'Etat sur les pertes du consortium de réalisation) (p. 1659) ;
- ses observations sur l'amendement n° 18 de M. Charles de Courson (non-participation de l'Etat au capital d'une société en nom collectif) (p. 1660) ;
- défavorable à l'amendement n° 15 de la commission (introduction de la notion d'actionnaire de référence et affirmation du caractère solidaire du soutien dans l'article 52 de la loi du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit) (p. 1661) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 19 de M. Charles de Courson (contrôle des comptes de l'EPBI et de l'EPRD par des commissaires aux comptes) (p. 1664) ;
 - *favorable* à l'amendement n° 20 rectifié de M. Charles de Courson (responsabilité financière des dirigeants d'entreprises publiques qui ont commis des fautes de gestion ayant entraîné des pertes significatives au regard des fonds propres de l'entreprise) (p. 1665) ;
 - *favorable* au sous-amendement n° 27 de M. Philippe Auberger (application des sanctions prévues par l'article L. 313.1 du code des juridictions financières aux représentants, administrateurs ou agents des organismes soumis au contrôle de la Cour des comptes ou à celui d'une Chambre régionale des comptes) à l'amendement n° 20 rectifié de M. Charles de Courson (p. 1665).
- Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).**
- Première lecture :*
- Avant la discussion des articles [7 décembre 1995] :*
- Son intervention* sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Fabius (Laurent)* (p. 4785).
- Principaux thèmes développés :*
- Constitution : article 38 : ordonnances : loi de ratification : jurisprudence constitutionnelle (p. 4785).
- Famille : politique familiale ; allocations familiales ; fiscalisation ; conditions de ressources (p. 4785).
- Retraites : régimes autonomes et spéciaux : situation : livre blanc : commission Le Vert ; caisse des fonctionnaires : exclusion du champ des ordonnances (p. 4785).
- Sécurité sociale : dette et réforme du financement (p. 4785).
- Discussion des articles [9 décembre 1995] :*
- Avant l'article 1^{er} :**
- *défavorable* à l'amendement n° 1839 de M. Claude Bartolone (affirmation du caractère universel de la protection sociale, notamment pour les jeunes) (p. 4878) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 1840 de M. Claude Bartolone (affirmation du caractère universel de la protection sociale, notamment vis-à-vis des personnes les plus démunies) (p. 4879) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 1832 de M. Claude Bartolone (aménagement et réduction du temps de travail) (p. 4880) ;
 - *défavorable* au sous-amendement n° 5284 de M. Rémy Auchedé (précise que la politique familiale est un « élément fondamental de la solidarité ») à l'amendement n° 1832 de M. Claude Bartolone (p. 4880) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 1834 de M. Claude Bartolone (mutualisation renforcée de la protection sociale face aux risques maladie, vieillesse et chômage) (p. 4882) ;
 - *défavorable* au sous-amendement n° 5285 de M. Rémy Auchedé (ajoute la justice sociale à la protection sociale) à l'amendement n° 1834 de M. Claude Bartolone (p. 4882) ;
 - *défavorable* au sous-amendement n° 5286 de M. Rémy Auchedé (ajoute les risques accidents du travail et maladies professionnelles) à l'amendement n° 1834 de M. Claude Bartolone (p. 4882) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 1835 de M. Claude Bartolone (intangibilité de la démocratie sociale instaurée par les ordonnances de 1945) (p. 4884) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2887 de M. Claude Bartolone (respect du principe de légalité) (p. 4885) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2888 de M. Claude Bartolone (protection de la santé de l'enfant) (p. 4886) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2889 de M. Claude Bartolone (protection de la santé des vieux travailleurs) (p. 4886) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2890 de M. Claude Bartolone (protection de la santé des mères) (p. 4886) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2891 de M. Claude Bartolone (respect des conditions nécessaires au développement de l'individu) (p. 4886) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2892 de M. Claude Bartolone (respect des conditions nécessaires au développement de la famille) (p. 4887) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2893 de M. Claude Bartolone (respect de l'article 1^{er} de la Constitution proclamant le caractère social de la République) (p. 4888) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2894 de M. Claude Bartolone (respect du Préambule de la Constitution de 1946 sur la participation des salariés) (p. 4889) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2895 de M. Claude Bartolone (respect de la devise de la République notamment du principe de fraternité) (p. 4890) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2896 de M. Claude Bartolone (respect de la devise de la République notamment du principe d'égalité) (p. 4891) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2897 de M. Claude Bartolone (respect de la jurisprudence du Conseil constitutionnel) (p. 4891) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2077 de M. Claude Bartolone (respect du principe d'égalité devant les charges publiques) (p. 4892) ;
 - *défavorable* au sous-amendement n° 5287 de M. Rémy Auchedé (précise que les revenus du travail et les revenus financiers doivent contribuer de manière égale aux charges publiques) à l'amendement n° 2077 de M. Claude Bartolone (p. 4892) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2079 de M. Claude Bartolone (respect du principe d'égalité entre les hommes et les femmes) (p. 4893) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2080 de M. Claude Bartolone (prise en compte des difficultés spécifiques des femmes et de leur situation pendant la grossesse) (p. 4893) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2081 de M. Claude Bartolone (respect de la jurisprudence du Conseil constitutionnel faisant du service public de la santé un service public constitutionnel) (p. 4894) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2082 de M. Claude Bartolone (impossibilité de transférer le fonctionnement du service public de la santé au secteur privé) (p. 4894) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2865 de M. Claude Bartolone (non remise en cause du droit à l'indemnisation en cas de maladie) (p. 4896) ;
 - *défavorable* au sous-amendement n° 5288 de M. Rémy Auchedé (ajoute à la maladie, l'accident du travail et le handicap) à l'amendement n° 2865 de M. Claude Bartolone (p. 4896) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2868 de M. Claude Bartolone (droit d'obtenir des moyens convenables d'existence pour les personnes dans l'incapacité de travailler) (p. 4897) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2856 de M. Claude Bartolone (protection du droit à la santé de l'enfant) (p. 4897) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2857 de M. Claude Bartolone (protection du droit à la santé des vieux travailleurs) (p. 4898) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2858 de M. Claude Bartolone (garanties à la famille des conditions nécessaires à son développement) (p. 4899) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2859 de M. Claude Bartolone (garantie à l'individu des conditions nécessaires à son développement) (p. 4899) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2083 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives) (p. 4905) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 2084 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec le mouvement mutualiste) (p. 4905) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2085 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les associations familiales) (p. 4906) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2086 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les organisations de salariés et les organisations patronales représentatives) (p. 4906) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2087 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les organisations humanitaires) (p. 4918) ;
 - *défavorable* au sous-amendement n° 5289 de M. Rémy Auchédé (ajoute les associations caritatives) à l'amendement n° 2087 de M. Claude Bartolone (p. 4918) et ses observations (p. 4920) ;
- Procédure d'examen du texte.
- *défavorable* à l'amendement n° 2088 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les organisations médicales représentatives) (p. 4922) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2089 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les représentants des professions paramédicales) (p. 4923) ;
 - *défavorable* au sous-amendement n° 5290 de M. Rémy Auchédé (consultation des représentants des industries pharmaceutiques) à l'amendement n° 2089 de M. Claude Bartolone (p. 4926) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2883 de M. Claude Bartolone (consultation préalable avec les organisations syndicales représentatives de la SNCF) (p. 4929) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2884 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives de la RATP) (p. 4929) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2885 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives de La Poste) (p. 4930) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2886 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives d'EDF-GDF) (p. 4931) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2075 de M. Claude Bartolone (maintien du niveau actuel de protection sociale) (p. 4931) ;
 - *défavorable* au sous-amendement n° 5291 de M. Rémy Auchédé (la rentabilité financière ne doit pas compromettre le niveau de protection social actuel) à l'amendement n° 2075 de M. Claude Bartolone (p. 4932) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 2076 de M. Claude Bartolone (maintien du niveau actuel de justice sociale) (p. 4933) ;
 - *défavorable* au sous-amendement n° 5292 de M. Rémy Auchédé (la rentabilité financière ne doit pas compromettre le niveau de justice sociale actuel) à l'amendement n° 2076 de M. Claude Bartolone (p. 4933) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 1822 de M. Claude Bartolone (garantie du statut des agents de la fonction publique de l'Etat) (p. 4935) ;
 - *défavorable* au sous-amendement n° 5293 de M. Rémy Auchédé (ajout des agents de la fonction publique territoriale) à l'amendement n° 1822 de M. Claude Bartolone (p. 4935) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 1824 de M. Claude Bartolone (garantie du statut des agents de la fonction publique hospitalière) (p. 4936) ;
 - *défavorable* au sous-amendement n° 5294 de M. Rémy Auchédé (amélioration du statut des agents de la fonction publique hospitalière) à l'amendement n° 1824 de M. Claude Bartolone (p. 4936) ;

Article 1^{er} (définition du domaine d'habilitation de la loi) :

- *défavorable* aux amendements identiques n°s 1811 de M. Rémy Auchédé et 1887 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 4940).

Premier alinéa de l'article 1^{er} (introduction) :

- *défavorable* à l'amendement n° 1805 de M. Daniel Colliard (de suppression) (p. 4945).

Deuxième alinéa de l'article 1^{er} (régimes de base obligatoires de l'assurance vieillesse) :

- *défavorable* aux amendements identiques n°s 1806 de M. Michel Grandpierre et 1888 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 4947).

Troisième alinéa de l'article 1^{er} (mesures relatives à la branche famille) :

- *défavorable* aux amendements identiques n°s 1807 de M. Georges Hage et 1889 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 4950).

Quatrième alinéa de l'article 1^{er} (mesures relatives à la branche maladie) :

- *défavorable* aux amendements identiques n°s 1808 de M. Maxime Gremetz et 1890 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 4953).

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 1995] :

Son intervention sur la question préalable opposée par : Bocquet (Alain) (p. 5313).

- Proposition de loi relative à l'adoption (n° 2251).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [16 janvier 1996] :

Son intervention (p. 17).

Principaux thèmes développés :

Adoption :

- adoption complétive (p. 19) ;
- adoption internationale (p. 18) ;
- agrément des couples (p. 18, 19) ;
- conditions d'âge et de mariage (p. 19) ;
- secret des origines (p. 19).

Enfants :

- généralités (p. 19) ;
- pupilles de l'Etat (p. 18).

Lois :

- loi n° 66-500 du 11 juillet 1966 portant réforme de l'adoption (p. 17) ;
- loi n° 76-1179 du 22 décembre 1976 modifiant certaines dispositions relatives à l'adoption (p. 18) ;
- loi n° 84-422 du 6 juin 1984 relative aux droits des familles dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance, et au statut des pupilles de l'Etat (p. 18) ;
- loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé (p. 18).

Travail : autorisations d'absences en cas d'adoption (p. 19).

Traités et conventions : convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la coopération des Etats en matière d'adoption internationale (p. 18).

Discussion des articles [17 janvier 1996] :

Article 42 (accompagnement de l'intégration des enfants étrangers adoptés) :

- ses observations sur l'amendement n° 50 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (évaluation de l'intégration par les services du conseil général) (p. 111).

Article 46 (*harmonisation de l'allocation d'adoption avec l'allocation pour jeune enfant*) :

- ses observations (p. 112).

Article 47 (*aide aux familles adoptant un enfant étranger*) :

- favorable à l'amendement n° 72 de M. Jean-François Mattei (rédactionnel) (p. 112) ;
- favorable à l'amendement n° 73 rectifié de M. Jean-François Mattei (rédactionnel) (p. 113).

Après l'article 47 :

- favorable à l'amendement n° 74 de M. Jean-François Mattei (de conséquence) (p. 113).

Avant l'article 48 :

- favorable à l'amendement n° 75 de M. Jean-François Mattei (de conséquence) (p. 113).

Article 48 (*extension du droit au congé parental d'éducation en cas d'adoption*) :

- défavorable à l'amendement n° 49 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (alignement du régime du congé parental d'éducation en cas d'adoption sur le régime du congé maternité) (p. 114).

Article 49 (*institution d'un congé non rémunéré avant l'arrivée de l'enfant au foyer*) :

- soutient l'amendement n° 89 du Gouvernement (limites à la période d'ouverture du droit à congé parental) : adopté (p. 114).

Article 50 (*institution dans la fonction publique d'un congé non rémunéré avant l'arrivée de l'enfant au foyer*) :

- soutient l'amendement n° 85 du Gouvernement (de suppression) (p. 115) : rejeté (p. 116).

Après l'article 51 :

- favorable à l'amendement n° 76 de M. Jean-François Mattei (de conséquence) (p. 116).

Article 52 (*date d'entrée en vigueur de la réforme de l'allocation parentale d'éducation*) :

- favorable à l'amendement n° 77 de M. Jean-François Mattei (rédactionnel) (p. 116).

Après l'article 52 :

- ses observations sur l'amendement n° 92 de M. Bruno Bourg-Broc (extension des autorisations d'absence rémunérées à la fonction publique) (p. 117).

Article 54 (*dispositions financières*) :

- soutient l'amendement n° 96 du Gouvernement (de suppression) (p. 117) : adopté (p. 118).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [30 mai 1996] (p. 3637).

Son intervention (p. 3637) et *sa réponse* (p. 3644).

Principaux thèmes développés :

Adoption :

- agrément des couples (p. 3637) ;
- secret des origines (p. 3637).

Procédure civile : conflit de lois (p. 3638).

Traités et conventions : convention de La Haye du 29 mai 1993 (p. 3638).

Discussion des articles [30 mai 1996] :

Article 3 supprimé par le Sénat (*écart d'âge maximal entre les adoptants et les adoptés*) :

- ses observations sur l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement d'un écart d'âge maximal et dérogation) (p. 3645).

Article 4 supprimé par le Sénat (*allongement du délai d'adoption plénière d'un enfant âgé de plus de quinze ans*) :

- ses observations sur l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement de la notion d'adoption complète et conditions de l'adoption plénière) (p. 3647).

Article 5 (*atténuation des restrictions à l'adoption plénière de l'enfant du conjoint*) :

- favorable à l'amendement n° 5 rectifié de la commission (cas exceptionnels de l'adoption plénière) (p. 3647).

Article 6 bis (*consentement à l'adoption avec secret de l'identité*) :

- ses observations sur l'amendement n° 6 de la commission (de suppression) (p. 3648).

Article 7 supprimé par le Sénat (*réduction du délai de rétractation du consentement à l'adoption*) :

- favorable aux amendements identiques n° 7 de la commission et 46 de Mme Muguette Jacquaint (réduction du délai à deux mois) (p. 3648).

Article 10 (*déclaration judiciaire d'abandon*) :

- favorable à l'amendement n° 8 de la commission (faculté pour le juge de prononcer l'abandon) (p. 3649).

Article 11 supprimé par le Sénat (*réduction du délai pendant lequel il ne peut y avoir de placement en vue de l'adoption d'un enfant dont la filiation n'est pas établie*) :

- favorable à l'amendement n° 9 de la commission (de coordination) (p. 3650).

Article 13 (*adoption posthume*) :

- favorable à l'amendement n° 10 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 3650).

Article 14 (*prise en compte de l'agrément administratif par le tribunal prononçant le jugement d'adoption*) :

- favorable à l'amendement n° 61 de la commission (rectification d'une référence) (p. 3650).

Article 15 supprimé par le Sénat (*règle de conflit de lois en matière d'adoption*) :

- défavorable aux amendements identiques n° 11 de la commission et 48 de Mme Véronique Neiertz (p. 3651).

Avant l'article 16 A :

- favorable à l'amendement n° 12 de la commission (coordination avec la nouvelle appellation de l'adoption simple) (p. 3652).

Article 16 A (*possibilité de prononcer une adoption simple même si une adoption plénière a déjà été prononcée*) :

- favorable à l'amendement n° 13 de la commission (limitation de cette possibilité pour motifs graves) (p. 3653).

Article 16 supprimé par le Sénat (*coordination avec la nouvelle appellation de l'adoption simple – dispositions relatives à l'adoption plénière applicables à l'adoption complète*) :

- favorable à l'amendement n° 14 de la commission (de coordination) (p. 3653).

Avant l'article 17 :

- favorable à l'amendement n° 15 de la commission (de coordination) (p. 3653).

Article 17 supprimé par le Sénat (*coordination avec la nouvelle dénomination de l'adoption simple*) :

- favorable à l'amendement n° 16 de la commission (de coordination) (p. 3653).

Après l'article 27 bis :

- *défavorable* à l'amendement n° 58 de M. Charles Ehrmann (information de l'autre parent de la reconnaissance d'un enfant naturel) (p. 3656) ;
- *favorable* à l'amendement n° 2 rectifié de M. Charles Ehrmann (information de l'autre parent de la reconnaissance d'un enfant naturel) (p. 3656) ;
- *soutient* le sous-amendement n° 62 du Gouvernement (suppression d'une disposition inapplicable en cas de reconnaissance prénatale) à l'amendement n° 2 rectifié de M. Charles Ehrmann (p. 3656) : adopté (p. 3659).

Article 27 ter A (possibilité de donner des informations non identifiantes en cas d'accouchement secret) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 17 de la commission (de suppression) (p. 3659).

Article 27 ter B (accès aux informations non identifiantes) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 18 de la commission (de suppression) (p. 3659).

Après l'article 27 ter :

- *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (modification d'une disposition du code pénal relative aux obligations des débiteurs de pensions alimentaires) : adopté (p. 3659).

Article 28 A (accompagnement pour les femmes accouchant secrètement) :

- *favorable* à l'amendement n° 59 de la commission (de précision) (p. 3660).

Article 28 (organisation de la tutelle des pupilles de l'Etat) :

- *favorable* à l'amendement n° 19 de la commission (droits du mineur capable de discernement) (p. 3660) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 50 de Mme Véronique Neiertz (renouvellement des conseils de famille) (p. 3660) ;
- *favorable* à l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) (p. 3660).

Article 29 (réduction du délai de rétractation - nouvelle dénomination de la déchéance de l'autorité parentale) :

- *favorable* à l'amendement n° 21 de la commission (de coordination) (p. 3661) ;
- *favorable* à l'amendement n° 22 de la commission (regroupement de dispositions du code de la famille et de l'aide sociale) (p. 3661).

Article 30 (secret des origines) :

- *favorable* à l'amendement n° 23 de la commission (cas d'obligation de communication de renseignements) (p. 3661) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 51 de Mme Véronique Neiertz (avis conforme de la CNIL) (p. 3661) ;
- *favorable* à l'amendement n° 24 de la commission (régime de la communication à l'enfant de l'identité du demandeur) (p. 3662) ;
- *favorable* à l'amendement n° 25 de la commission (délais de rétractation) (p. 3662).

Article 30 bis (harmonisation avec les termes adoptés dans le cadre de l'article 30) :

- *favorable* à l'amendement n° 26 de la commission (de suppression) (p. 3662).

Article 30 ter (actualisation de la terminologie) :

- *favorable* à l'amendement n° 27 de la commission (de suppression) (p. 3662).

Article 31 (modalités de conservation et de communication des renseignements non identifiants) :

- *défavorable* à l'amendement n° 52 de Mme Véronique Neiertz (compétence du préfet) (p. 3663) ;

- *favorable* à l'amendement n° 28 de la commission (suppression de précisions inutiles) (p. 3664) ;
- *favorable* à l'amendement n° 29 de la commission (suppression des conditions d'âge) (p. 3664).

Article 32 (agrément des candidats à l'adoption des pupilles de l'Etat) :

- *favorable* à l'amendement n° 30 de la commission (suppression de l'agrément tacite) (p. 3665) ;
- *favorable* à l'amendement n° 31 de la commission (suppression d'une précision inutile) (p. 3665) ;
- *favorable* à l'amendement n° 32 de la commission (compétence du ministre chargé de la famille) (p. 3665) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 56 de Mme Frédérique Bredin (extension de la validité de l'agrément) (p. 3665).

Article 33 (projet d'adoption pour les pupilles de l'Etat) :

- *favorable* à l'amendement n° 33 de la commission (de coordination) (p. 3666) ;
- *favorable* à l'amendement n° 34 de la commission (suppression d'une précision inutile) (p. 3666).

Article 34 (autorisations d'absence pour les membres des commissions d'agrément) :

- *favorable* à l'amendement n° 60 de la commission (prise en charge du salaire de certains membres par le conseil général) (p. 3666).

Article 35 supprimé par le Sénat (aide aux familles d'accueil adoptantes) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 36 de la commission (aide du département sous condition de ressources aux adoptants) (p. 3667).

Après l'article 35 :

- *favorable* à l'amendement n° 37 de la commission (actualisation de la terminologie) (p. 3667).

Article 37 (nouvelle dénomination des œuvres d'adoption) :

- *favorable* à l'amendement n° 38 de la commission (de précision) (p. 3667).

Article 38 (conditions d'autorisation des organismes servant d'intermédiaires pour l'adoption) :

- *favorable* à l'amendement n° 39 corrigé de la commission (simplification des démarches administratives) (p. 3668).

Article 40 (aide de l'Etat aux organismes autorisés pour l'adoption) :

- *favorable* à l'amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) (p. 3668).

Article 42 (accompagnement de l'intégration des enfants adoptés ou placés en vue d'adoption) :

- *favorable* à l'amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) (p. 3668).

Article 43 A (parité des droits sociaux attachés à la naissance et à l'adoption) :

- *favorable* à l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) (p. 3669).

Article 44 (extension du droit à l'allocation parentale d'éducation en cas d'adoption ou de placement en vue d'adoption d'un enfant âgé de plus de trois ans) :

- *favorable* à l'amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) (p. 3669).

Article 46 (harmonisation de l'allocation d'adoption avec l'allocation pour jeune enfant) :

- *défavorable* à l'amendement n° 54 de Mme Véronique Neiertz (régime des conditions de ressources) (p. 3670).

Article 47 supprimé par le Sénat (*prêts aux familles adoptant un enfant à l'étranger*) :

- défavorable à l'amendement n° 44 de la commission (rétablissement) (p. 3670).

Article 47 bis (*nouvelle dénomination des œuvres d'adoption*) :

- ses observations (p. 3671).

Article 53 (*rapport au Parlement*) :

- favorable à l'amendement n° 45 de la commission (périodicité et contenu des rapports) (p. 3672).

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [27 juin 1996] :

Son intervention (p. 4983).

Principaux thèmes développés :

Enfants : prestations sociales (p. 4983).

Texte de la commission mixte paritaire [27 juin 1996] :

- soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression d'une prestation familiale destinée à faciliter l'adoption d'enfants étrangers) : adopté (p. 4987).

- **Proposition de loi tendant à assurer une prise en charge adaptée de l'autisme (n° 1924).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [22 février 1996] :

Son intervention (p. 1109).

Principaux thèmes développés :

Handicapés : autisme :

- circulaire du 27 avril 1995 (p. 1109, 1110) ;
- définition : causes : traitement (p. 1109) ;
- plans d'action régionaux (p. 1109 à 1111) ;
- prise en charge (p. 1109 à 1111).

Institutions sociales et médico-sociales (p. 1110).

Lois : propositions de loi tendant à assurer la prise en charge de l'autisme (p. 1109).

Recherche (p. 1110).

Santé publique :

- Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale (ANDEM) (p. 1110) ;
- Inspection générale des affaires sociales (IGAS) (p. 1110).

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 1110).

Discussion des articles [22 février 1996] :

Après l'article 1^{er} :

- défavorable à l'amendement n° 2 de M. Jean-Claude Bois (institution d'un plan régional d'action en faveur des personnes atteintes du syndrome autistique) (p. 1118).

Article 2 (*prise en charge de l'autisme*) :

- favorable à l'amendement n° 1 de M. Christian Kert (rédactionnel) (p. 1119).

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [14 mars 1996] :

Son intervention (p. 1676) et sa réponse (p. 1694).

Principaux thèmes développés :

Administration : validations législatives (p. 1677).

Associations : contrôle (p. 1678).

Hôpitaux et cliniques : fonction publique hospitalière : personnel (p. 1677).

Lois :

- loi n° 93-5 du 4 janvier 1993 relative à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicament (p. 1676) ;
- loi n° 94-653 du 29 juillet 1994 relative au respect du corps humain (p. 1676) ;
- loi n° 95-116 du 4 février 1995 portant diverses dispositions d'ordre social (p. 1676).

Personnes âgées : prestation autonomie (p. 1695).

Pharmacie : médicaments (p. 1676, 1695).

Politique économique et sociale (p. 1695).

Santé publique :

- Inspection générale des affaires sociales (IGAS) (p. 1677) ;
- lutte contre la douleur (p. 1677) ;
- toxicomanie (p. 1677).

Sénat : proposition de loi relative à l'Inspection générale des affaires sociales et aux garanties offertes aux donateurs quant à l'utilisation des fonds collectés grâce à la générosité publique (p. 1677).

Vie, médecine et biologie :

- éléments et produits du corps humain (p. 1676) ;
- empreintes génétiques (p. 1676) ;
- manipulateurs d'électroradiologie médicale (p. 1676, 1695) ;
- médecine de ville : plan de modernisation (p. 1694) ;
- médecins étrangers : recrutement (p. 1676, 1694) ;
- médecins hospitaliers (p. 1695) ;
- transfusion sanguine : financement (p. 1676, 1695).

Discussion des articles [14 et 19 mars 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- favorable à l'amendement n° 50 rectifié de M. Jean-François Mattei (collection d'échantillons biologiques humains) (p. 1696) ;
- ses observations sur l'amendement n° 51 deuxième rectification de M. Jean-Pierre Cave (limitation de la puissance des baladeurs musicaux) (p. 1698) ;
- soutient le sous-amendement n° 101 du Gouvernement (utilisation déconseillée pendant plus d'une heure et au-delà des deux tiers de la puissance) à l'amendement n° 51 deuxième rectification de M. Jean-Pierre Cave (p. 1697) : retiré (p. 1698).

Après l'article 7 quater :

- favorable à l'amendement n° 44 de M. Edouard Landrain (composition de l'Ordre national des chirurgiens-dentistes) (p. 1701) ;
- défavorable à l'amendement n° 55 de M. Bernard Charles (vente de médicaments par les pharmacies à usage intérieur) (p. 1701) ;
- défavorable à l'amendement n° 86 rectifié de M. Bernard Charles (même objet) (p. 1701).

Article 1^{er} (suite) précédemment réservé (*coopération internationale en matière médicale*) :

- favorable à l'amendement n° 4 rectifié de la commission (harmonisation rédactionnelle des dispositions de l'article 3 de la loi du 4 février 1995 ; distinction entre les médecins venant exercer des fonctions d'enseignement et de recherche et les jeunes diplômés venus compléter leur formation) (p. 1707) ;
- défavorable au sous-amendement n° 98 de M. Bernard Murat (avis de l'Ordre des médecins sur la qualité des médecins étrangers) à l'amendement n° 4 rectifié de la commission (p. 1707) ;
- soutient le sous-amendement n° 102 du Gouvernement (exigence d'une expérience hospitalière et universitaire de trois ans) à l'amendement n° 4 rectifié de la commission (p. 1707) : adopté (p. 1708) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 63 de M. Claude Bartolone (recrutement des réfugiés statutaires reconnus par l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides) à l'amendement n° 4 rectifié de la commission (p. 1708) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 48 de M. Maxime Gremetz (réduction des durées d'exercice pour les médecins étrangers ayant obtenu un titre de séjour en France en liaison avec la situation politique de leur pays) à l'amendement n° 4 rectifié de la commission (p. 1709).

Après l'article 1^{er} :

- *défavorable* à l'amendement n° 61 précédemment réservé de M. Bernard Accoyer (limitation du nombre des autorisations individuelles d'exercice) (p. 1709) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 31 précédemment réservé de M. Maxime Gremetz (engagement de négociations avec les représentants des professions médicales afin de définir les recrutements nécessaires) (p. 1709) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 5 précédemment réservé de la commission (remplacements temporaires des infirmières libérales) (p. 1710) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 6 précédemment réservé de la commission (acquisition dans un centre de soins agréé de l'expérience requise pour l'installation des infirmiers libéraux) (p. 1710).

Article 2 précédemment réservé (*manipulateurs d'électroradiologie médicale*) :

- *défavorable* à l'amendement n° 64 de M. Claude Bartolone (régularisation de la situation des manipulateurs non diplômés recrutés dans le secteur privé entre 1984 et 1995) (p. 1711).

Après l'article 2 :

- *favorable* à l'amendement n° 60 rectifié précédemment réservé de M. Bernard Accoyer (situation des manipulateurs non diplômés du secteur privé) (p. 1712) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 33 précédemment réservé de M. Maxime Gremetz (engagement de négociations avec les représentants de la profession afin de pourvoir aux postes vacants) (p. 1713).

Article 3 précédemment réservé (*autorisation de mise sur le marché et autorisation temporaire d'utilisation des médicaments*) :

- *favorable* à l'amendement n° 8 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 1714) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 85 de M. Bernard Charles (établissement par l'Agence du médicament du protocole de surveillance thérapeutique) (p. 1714) ;
- *favorable* à l'amendement n° 74 de M. Jean-Claude Etienne (rédactionnel) (p. 1714).

Article 5 précédemment réservé (*fonds d'orientation de la transfusion sanguine*) :

- *défavorable* à l'amendement n° 34 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 1715).

Article 6 précédemment réservé (*éléments et produits du corps humain*) :

- *favorable* à l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) (p. 1716) ;
- *favorable* à l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 1716).

Après l'article 7 :

- *défavorable* à l'amendement n° 39 rectifié précédemment réservé de M. Maxime Gremetz (titularisation des personnels précaires des hôpitaux) (p. 1716).

Article 7 *ter* précédemment réservé (*pharmacies à usage intérieur des départements*) :

- *favorable* à l'amendement n° 11 de la commission (de suppression) (p. 1717).

Article 7 *quater* précédemment réservé (*lutte contre la douleur*) :

- *favorable* à l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) (p. 1717).

Article 8 (*statut de la fonction publique hospitalière*) :

- *favorable* à l'amendement n° 14 de la commission (composition des conseils de discipline) (p. 1718).

Article 10 (*retraite des personnels de surveillance de l'administration pénitentiaire*) :

- *défavorable* à l'amendement n° 46 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 1718) ;
- *soutient* l'amendement n° 107 du Gouvernement (prise en compte des années de service militaire obligatoire) : adopté (p. 1719).

Article 10 bis (*accès des enseignants non titulaires exerçant dans les établissements scolaires français à l'étranger aux concours internes de l'éducation nationale*) :

- *défavorable* à l'amendement n° 66 de M. Claude Bartolone (application aux enseignants des établissements scolaires placés sous la tutelle des ministères des affaires étrangères et de la coopération) (p. 1720) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 67 de M. Claude Bartolone (même objet) (p. 1720) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 68 de M. Claude Bartolone (application aux enseignants des établissements scolaires du réseau de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger) (p. 1720).

Après l'article 12 :

- *défavorable* à l'amendement n° 45 de M. Charles de Courson (limitation des possibilités de cumuler, pour les personnes âgées de plus de 60 ans, le bénéfice d'une pension de retraite et d'un revenu d'activité lorsque leur somme est supérieure à 2 fois le montant du SMIC) (p. 1721).

Article 13 (*validation du décret portant création de l'établissement public de la Cité de la musique*) :

- *favorable* à l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) (p. 1722).

Après l'article 15 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 77 de M. Jean-Pierre Delalande (régularisation de la situation du personnel sous statut de droit privé de la Caisse des dépôts et consignations) (p. 1723).

Après l'article 18 :

- *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Alain Madalle (instauration d'un abattement sur les cotisations salariales assises sur les bas salaires) (p. 1723).

Article 19 (*création d'une catégorie de contrats à durée déterminée ne pouvant excéder cinq ans*) :

- *favorable* aux amendements identiques n° 71 de M. Dominique Paillé et 80 de M. Jean-Pierre Cave (de suppression) (p. 1724).

Après l'article 19 :

- *défavorable* à l'amendement n° 79 de M. Jean de Lipkowski (utilisation du chèque emploi-service pour la rémunération des salariés occupant des emplois saisonniers dans le secteur de la conchyliculture) (p. 1725).

Article 20 (*procédure d'arrêt de chantier applicable aux opérations de confinement et de retrait de l'amiante*) :

- *ses observations* (p. 1777).

Après l'article 20 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 76 corrigé de M. Bernard Accoyer (fixation des modalités de mise en conformité des équipements de travail par des conventions conclues entre l'Etat et les organisations d'employeurs) (p. 1778) ;

– *favorable* à l'amendement n° 56 de M. Bruno Bourg-Broc (prise en compte des conditions d'admission aux conventions de conversion fixées par l'accord du 20 octobre 1986) (p. 1778).

Article 21 (missions de l'Inspection générale des affaires sociales [IGAS]) :

– *ses observations* (p. 1781) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 41 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 1782) ;

– *favorable* à l'amendement n° 16 de la commission (extension du « droit de suite » de l'IGAS aux concours versés par les organismes bénéficiant d'une aide financière de la Communauté européenne) (p. 1782) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 72 de M. Dominique Paillé (rédactionnel) (p. 1782) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 83 rectifié de M. Claude Malhuret (suppression du contrôle sur les associations faisant appel à la générosité publique) (p. 1783) ;

– *favorable* à l'amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 1783).

Article 22 (répartition des ressources collectées auprès du public en cas de pluralité des organismes organisateurs ou bénéficiaires) :

– *défavorable* aux amendements identiques nos 84 de M. Claude Malhuret et 42 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 1784).

Article 23 (réforme de la tarification des établissements d'hébergement pour personnes âgées) :

– *ses observations* (p. 1786).

Article 24 (titularisation d'agents non titulaires de l'Etat dans des corps de catégorie A) :

– *défavorable* à l'amendement n° 70 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 1787).

Après l'article 24 :

– *défavorable* à l'amendement n° 58 rectifié de M. François Loos (stages d'observation du milieu professionnel effectués par des enfants) (p. 1787) ;

– *défavorable* aux amendements identiques nos 23 rectifié de la commission et 54 de M. Rémy Auchédé (vente d'alcools dans les enceintes sportives) (p. 1790).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [2 mai 1996] :

Son intervention (p. 2788) et *sa réponse* (p. 2802).

Principaux thèmes développés :

Emploi : demandeurs d'emploi : accueil (p. 2789).

Ordonnances (p. 2789).

Pharmacie : comité économique du médicament (p. 2789).

Professions médicales et paramédicales :

– manipulateurs d'électroradiologie médicale (p. 2802) ;

– médecins étrangers : recrutement (p. 2802).

Santé publique : thermalisme (p. 2789).

Vie, médecine et biologique : thérapies génique et cellulaire (p. 2802).

Discussion des articles [2 mai 1996] :**Article 25** supprimé par le Sénat (*vente d'alcools dans les enceintes sportives*) :

– *défavorable* aux amendements identiques nos 22 de la commission, 5 corrigé de M. Bernard Murat, 27 de M. Marcel Roques et 40 de M. Maxime Gremetz (rétablissement de l'article) (p. 2806) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 52 de M. Thierry Mariani (autorisation du maire) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 2808) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 72 de M. Laurent Cathala (avis conforme du maire) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 2808) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 51 de M. Thierry Mariani (consultation des organisations représentatives des professionnels du secteur de la restauration et de l'hôtellerie) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 2809) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 53 de M. Thierry Mariani (autorisation accordée pour vingt manifestations par an) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 2809).

Après l'article 24 ter :

– *défavorable* à l'amendement n° 4 deuxième correction de M. François Guillaume (ouverture de débits de boissons temporaires dans le cadre de manifestations associatives) (p. 2810).

Article 1^{er} A précédemment réservé, supprimé par le Sénat (*collections d'échantillons biologiques*) :

– *favorable* à l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 2810).

Article 1^{er} B précédemment réservé (*lutte contre les nuisances sonores individuelles*) :

– *favorable* à l'amendement n° 8 de la commission (définition de la puissance sonore maximale des baladeurs musicaux) (p. 2811) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 73 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 8 de la commission : adopté (p. 2811) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 74 du Gouvernement (sanctions en cas d'infraction aux dispositions de l'article) à l'amendement n° 8 de la commission : adopté (p. 2811).

Article 1^{er} précédemment réservé (*coopération internationale en matière médicale*) :

– *soutient* l'amendement n° 70 du Gouvernement (exigence d'une expérience hospitalière et universitaire de trois ans) : adopté (p. 2812).

Article 7 ter précédemment réservé (*pharmacies à usage intérieur des départements*) :

– *favorable* à l'amendement n° 10 de la commission (de suppression) (p. 2813).

Article 7 sexies précédemment réservé (*définition et statut des produits de thérapies génique et cellulaire*) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 11 de la commission (de suppression) (p. 2816).

Article 7 septies précédemment réservé (*coordination*) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 12 de la commission (de suppression) (p. 2817).

Article 7 undecies précédemment réservé (*dispensation à domicile des gaz à usage médical*) :

– *favorable* à l'amendement n° 28 de M. Bernard Accoyer (rédactionnel) (p. 2818) ;

– *favorable* à l'amendement n° 29 rectifié de M. Jean-Pierre Foucher (recours à un pharmacien inscrit en section A, E et F) (p. 2819) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 75 du Gouvernement (inscription en section D) à l'amendement n° 29 rectifié de M. Jean-Pierre Foucher : adopté (p. 2819).

Article 12 A précédemment réservé (*thermalisme*) :

- ses observations (p. 2821) ;
- défavorable à l'amendement n° 34 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 2821).

Après l'article 12 A :

- défavorable à l'amendement n° 63 précédemment réservé de M. Claude Bartolone (suppression du versement du forfait hospitalier par les personnes bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés) (p. 2821).

Article 15 bis précédemment réservé (*régularisation de la situation des personnels de droit privé qui contribuent au fonctionnement des services de la Caisse des dépôts et consignations*) :

- défavorable à l'amendement n° 35 de Mme Muguette Jacquaint (statut des personnels de droit privé) (p. 2822).

Après l'article 15 bis :

- favorable à l'amendement n° 67 précédemment réservé de M. Charles de Courson (entrée en vigueur de la majoration de la contribution due par l'employeur en cas de suppression d'un emploi de fonctionnaire territorial) (p. 2822).

Article 21 précédemment réservé (*missions de l'Inspection générale des affaires sociales [IGAS]*) :

- défavorable à l'amendement n° 36 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 2823) ;
- défavorable à l'amendement n° 16 de la commission (suppression du contrôle sur les associations faisant appel à la générosité publique) (p. 2824).

Article 22 précédemment réservé (*répartition des ressources collectées auprès du public en cas de pluralité des organismes organisateurs ou bénéficiaires*) :

- défavorable aux amendements identiques n° 17 de la commission, 3 de M. Claude Malhuret et 37 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 2824).

Article 24 bis précédemment réservé (*accueil et inscription des demandeurs d'emploi dans les ASSEDIC*) :

- favorable aux amendements n° 18 et 19 de la commission (de précision) (p. 2825) ;
- favorable à l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) (p. 2825) ;
- favorable à l'amendement n° 21 de la commission (de précision) (p. 2825).

Après l'article 24 bis :

Sa demande de réserve de la discussion de l'amendement n° 71 (dérogation aux dispositions du statut général de la fonction publique relatives à l'obligation de mobilité) : discussion réservée jusqu'à la fin de l'examen du projet de loi (p. 2825).

Article 26 (*institution d'une cotisation minimale dans le régime d'assurance volontaire maladie maternité des pensionnés des régimes français résidant à l'étranger*) :

- favorable à l'amendement n° 23 de la commission (de précision) (p. 2826).

Article 27 (*maintien des agents généraux d'assurance au régime complémentaire de retraite géré par la CAVAMAC*) :

- favorable à l'amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) (p. 2826).

Après l'article 27 :

- favorable à l'amendement n° 44 de M. Jean-Luc Prél (constitution d'unions d'institutions de prévoyance) (p. 2827) ;
- favorable à l'amendement n° 45 de M. Jean-Luc Prél (correction d'une erreur matérielle) (p. 2827) ;
- favorable à l'amendement n° 46 de M. Jean-Luc Prél (indication des délais de prescription dans les notices d'information relatives aux opérations collectives de prévoyance à adhésion obligatoire) (p. 2827) ;

- favorable à l'amendement n° 47 de M. Jean-Luc Prél (inscription d'un privilège en cas de mise en œuvre d'une couverture de prévoyance complémentaire par un seul organisme assureur dans une branche professionnelle) (p. 2827) ;

- favorable à l'amendement n° 48 de M. Jean-Luc Prél (de précision) (p. 2827) ;

- favorable à l'amendement n° 49 de M. Jean-Luc Prél (sanctions du non-paiement des cotisations afférentes aux opérations collectives à adhésion facultative) (p. 2827) ;

- favorable à l'amendement n° 50 de M. Jean-Luc Prél (souscription par le représentant légal d'un majeur en tutelle d'un contrat d'assurance sur la vie dans le cadre d'une opération collective à adhésion obligatoire ne comportant pas une valeur de rachat) (p. 2827).

Article 28 (*annulation des dettes de cotisation d'assurance vieillesse des membres des professions libérales résidant dans les DOM*) :

- favorable à l'amendement n° 25 de la commission (de précision) (p. 2828).

Après l'article 29 :

- favorable à l'amendement n° 26 de la commission (assouplissement des conditions de mise en œuvre du régime de la tutelle en forme d'administration légale) (p. 2828) ;

- ses observations sur l'amendement n° 60 rectifié de M. Michel Bouvard (gestion des chambres funéraires) (p. 2829) ;

- soutient l'amendement n° 66 rectifié du Gouvernement (simplification de la procédure de fixation du prix des médicaments ; création du comité économique du médicament ; remises au profit de la Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non-salariés des professions non agricoles et de la Caisse centrale de mutualité sociale agricole) (p. 2830) ; adopté (p. 2831).

Commission mixte paritaire :

Son intervention avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [15 mai 1996] (p. 3163).

Sa réponse (p. 3168).

Principaux thèmes développés :

Boissons et alcools : associations sportives : buvettes (p. 3163, 3168).

Pharmacie : comité économique du médicament (p. 3163).

Professions médicales et paramédicales :

- manipulateurs d'électroradiologie médicale (p. 3168) ;
- médecins étrangers : recrutement (p. 3163).

Santé publique :

- Inspection générale des affaires sociales (IGAS) (p. 3164) ;
- thermalisme (p. 3168).

Vie, médecine et biologie : thérapies génique et cellulaire (p. 3163).

- Proposition de loi tendant à faire du 20 novembre une journée nationale des droits de l'enfant (n° 2353).

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [27 mars 1996] :

Son intervention (p. 2021).

Principaux thèmes développés :

Enfants : protection.

Traités et conventions : droits de l'enfant.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale (n° 2690).**

*Première lecture :**Discussion des articles* [24 avril 1996] :**Article 2** (contenu et procédure d'examen des lois de financement de la sécurité sociale) :*Article L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale :*

- défavorable à l'amendement n° 64 de M. Jean-Pierre Delalande (détermination par branche de la part des impositions affectées et des concours de l'Etat) (p. 2642).
- favorable à l'amendement n° 5 de la commission (vote par branche des objectifs de dépense) (p. 2642).

GAYSSOT (Jean-Claude)*Député de la Seine-Saint-Denis**(5^e circonscription)**Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réglementation des télécommunications [J.O. du 8 juin 1996] (p. 8501).

DEPOTS**Proposition de loi relative aux moyens dont disposent les groupes d'élus dans les collectivités territoriales (n° 2001)** [5 avril 1995].**Proposition de résolution** présentée en application de l'article 151-1 du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité de service (n° E-474) (n° 2824) [29 mai 1996].**QUESTIONS****au Gouvernement :**

- **Grève à la SNCF** : SNCF : cahier des charges : modification [24 octobre 1995] (p. 2359, 2360).
- **Mouvements sociaux** : protection sociale : réforme [5 décembre 1995] (p. 4549, 4550).
- **SNCF** : réduction du déficit ; contrat de plan Etat-SNCF [12 mars 1996] (p. 1501).

orales sens débat :

- n° 619, posée le 6 juin 1995 : **contrat de plan Etat-SNCF** (p. 440). Appelée le 15 juin 1995 : avenir de la SNCF (p. 512, 513).
- n° 998, posée le 16 avril 1996 : **protection phonique de cités proches de voies ferrées** (p. 2274). Appelée le 25 avril 1996 (p. 2596).

INTERVENTIONS**- Projet de loi relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi (n° 1828).***Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [11 janvier 1995] :

Autorisations de stationnement : cessibilité et transparence des transactions (p. 60).

Conducteurs locataires (p. 60).

Paris (p. 60).

Discussion des articles [11 janvier 1995] :**Article 2** (conditions d'accès à l'activité de conducteur de taxi) :

- son amendement n° 3 (critères d'accès à la profession) : rejeté (p. 66) ;
- son amendement n° 4 (conditions d'exercice en France des ressortissants de l'Union européenne) : rejeté (p. 66).

Après l'article 2 :

- son amendement n° 5 (gratuité de la formation et organismes habilités à l'assurer) (p. 66) : rejeté (p. 68) ;
- son amendement n° 6 (interdiction du système de location) : rejeté (p. 68).

Article 4 (dispositions particulières relatives aux entreprises de taxis et au cas de décès du titulaire d'une autorisation de stationnement) :

- son amendement n° 8 (de suppression) : devenu sans objet (p. 71).

Article 4 bis (inscription des transactions) :

- son amendement n° 16 (calcul du prix de vente de l'autorisation administrative de stationnement et maintien de cette dernière dans sa catégorie d'origine) : rejeté (p. 72).

Article 5 (conséquences de la délivrance de nouvelles autorisations) :

- son amendement n° 9 rectifié (contrôle quantitatif de la délivrance de nouvelles autorisations) (p. 72) : rejeté (p. 73).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).*Première lecture, deuxième partie :***Industrie et commerce extérieur.** - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [10 novembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : critères de Maastricht (p. 3367).

Energie : Commissariat à l'énergie atomique (p. 3366).

Ministère : crédits de l'industrie (p. 3367).

Politique industrielle : généralités (p. 3367).

Recherche industrielle : Agence nationale pour la valorisation de la recherche (p. 3366).

Secteur public (p. 3368).

Questions :

Industrie : groupe Pechiney (p. 3384).

*Vote des crédits :***Etat B, titre III :**

- défavorable à l'amendement n° 292 de M. Bernard Carayon (réduction des crédits) (p. 3393).

Etat C, titre VI :

- défavorable à l'amendement n° 294 rectifié de M. Bernard Carayon (réduction des crédits au profit des chantiers navals) (p. 3397).

- Projet de loi de réglementation des télécommunications (n° 2698).*Première lecture :**Avant la discussion des articles* [7 mai 1996] :*Soutient* l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Bocquet (Alain)* (p. 2881) : rejetée (p. 2885).*Principaux thèmes développés :*

Informatique et information : inforoutes (p. 2881).

Recherche (p. 2883).

Secteur public (p. 2883).

Télécommunications :

- France Télécom (p. 2881) ;
 - minitel (p. 2882) ;
 - service public : service universel et péréquation géographique (p. 2881).
- **Déclaration du Gouvernement sur la SNCF présentée par Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports et M. Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme (n° 2875).**

Principaux thèmes développés [11 juin 1996] :

Aménagement du territoire (p. 4095).

Communautés européennes et Union européenne (p. 4095).

Environnement (p. 4095).

Etat : rôle (p. 4097).

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 4097).

Transports :

- modes de transports : concurrence (p. 4095) ;
- transport combiné (p. 4097).

Transports ferroviaires :

- généralités (p. 4095) ;
- infrastructures : financement (p. 4096) ;
- régionalisation (p. 4096) ;
- service public ferroviaire (p. 4095) ;
- SNCF : avenir : situation financière (p. 4095) ;
- SNCF : contrat de plan (p. 4097) ;
- SNCF : personnel (p. 4095).

Voirie : réseau autoroutier (p. 4095).

GENEY (Jean)

Député du Doubs

(4^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission d'enquête sur les sectes [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 janvier 1996] (p. 901).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 18 janvier 1996] (p. 901).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).**

Première lecture :

Discussion des articles [16 et 17 janvier 1995] :

Article 2 (compétences et missions des services d'incendie et de secours) :

- son amendement n° 103 (mission de secours aux personnes) (p. 105) : rejeté (p. 106).

Article 9 (gestion des sapeurs-pompiers volontaires officiers) :

- son amendement n° 104 (nomination par le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours après avis des autorités de l'Etat) : devenu sans objet (p. 127).

Article 10 (gestion des sapeurs-pompiers volontaires sous-officiers) :

- son amendement n° 105 (nomination par le président du conseil d'administration du service départemental après avis des autorités de l'Etat et accord du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale) : devenu sans objet (p. 128).

Après l'article 10 :

- son amendement n° 106 (service chargé de la protection, du secours et de l'évacuation d'urgence des personnes au sein du service départemental) (p. 128) : rejeté (p. 129).

Article 26 (composition du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours) :

- son amendement n° 107 corrigé : non soutenu (p. 141).

Article 27 (prérogatives du préfet) :

- son amendement n° 108 (représentation du préfet par un membre du corps préfectoral ou un chef de service du cabinet dans les départements de moins de 300 000 habitants) : retiré (p. 142).

Article 31 (délibération du conseil d'administration) :

- son amendement n° 109 (adoption de toute délibération à la majorité simple) (p. 152) : rejeté (p. 153).

- **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les agissements liberticides de certaines associations dites sectes (n° 1768).**

Débat sur le rapport de la commission d'enquête [8 février 1996] :

Principaux thèmes développés (p. 777, 778) :

Associations : défense des familles et des victimes : utilité publique.

Gouvernement :

- pouvoirs publics : action répressive ;
- Premier ministre : Observatoire des sectes.

Justice : protection des mineurs.

Lois : dispositif applicable aux sectes.

Ordre public : liberté d'association.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 juin 1996] (p. 3965) :

Affaires étrangères : contexte géopolitique.

Armée de terre : professionnalisation.

Service national.

GENGENWIN (Germain)

Député du Bas-Rhin

(5^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610) [J.O. du 14 janvier 1995] (p. 737).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [J.O. du 30 juillet 1995] (p. 11404).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [J.O. du 30 juillet 1995] (p. 11404).

Membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 24 novembre 1995] (p. 17230).

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 25 janvier 1996] (p. 1255).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 janvier 1996] (p. 1255).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Michel Péricard tendant à créer une commission d'enquête chargée d'inventorier les dispositifs actuels d'aide à l'emploi, d'évaluer les effets, et d'en proposer une simplification afin d'en améliorer la connaissance par les demandeurs d'emploi et par les entreprises (n° 2570) [6 mars 1996].

Membre de la commission d'enquête sur les aides à l'emploi [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat [J.O. du 20 juin 1996] (p. 9264).

DEPOTS

Proposition de loi visant à réformer la faillite civile en Alsace-Moselle (n° 2100) [23 juin 1995].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution de M. Michel Péricard (n° 2570) tendant à créer une commission d'enquête chargée d'inventorier les dispositifs actuels d'aide à l'emploi, d'évaluer les effets, et d'en proposer une simplification afin d'en améliorer la connaissance par les demandeurs d'emploi et par les entreprises (n° 2642) [13 mars 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Apprentissage** : centres de formation des apprentis : financement [20 décembre 1995] (p. 5403).

orales sans débat :

- n° 737, posée le 28 novembre 1995 : **accidents du travail** (p. 4182). Non appelée.

- n° 762, posée le 5 décembre 1995 : **difficultés financières des victimes d'accident du travail** (p. 4596). Appellée le 15 décembre 1995 : conditions d'indemnisation (p. 5149).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours** (n° 1888).

Première lecture :

Discussion des articles [16 janvier 1995] :

Article 2 (compétences et missions des services d'incendie et de secours) :

- défavorable aux amendements identiques n° 103 de M. Jean Geney, 112 de M. Michel Berson et 176 de M. Jean-Jacques de Peretti (mission de secours aux personnes) (p. 106) ;

- défavorable à l'amendement n° 4 de M. Alain Madalle (mission de secours aux victimes) : rejeté (p. 106).

Article 5 (composition des corps des sapeurs-pompiers) :

- ses observations (p. 119).

Article 27 (prérogatives du préfet) :

- soutient l'amendement n° 60 de M. Jean-Jacques Weber (suppression de la faculté de demander une seconde délibération) (p. 142) : rejeté (p. 143).

- **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).**

Première lecture :

Discussion des articles [27 et 28 juin 1995] :

Article 2 (amnistie de certains délits) :

- favorable à l'amendement n° 3 de M. Jean Proriol (extension aux délits commis par les maires dans l'exercice de leurs fonctions sauf cas de faute personnelle) (p. 661).

Article 26 (infractions exclues de l'amnistie) :

- ses observations sur l'amendement n° 1 rectifié de M. René Beaumont (mauvais traitements envers les animaux) (p. 719).

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (COM [94] 117 final/n° E-401) (n° 2019).**

Discussion de l'article unique [29 juin 1995] :

- son amendement n° 8 (utilisation des fonds communautaires pour l'information et l'éducation du consommateur) : adopté (p. 773) ;

- son amendement n° 9 (autorisation de dépassement de 10 % du volume du marché national de référence) : rejeté (p. 774) ;

- son amendement n° 10 (de suppression partielle) (p. 774) : retiré (p. 775) ;

- ses observations sur les amendements n° 4 de M. Marcel Roques et 19 de M. Philippe Martin (financement des mesures de compensation des réductions de production par les régions viticoles) (p. 776) ;

- son amendement n° 11 (création de banques régionales pour la gestion des droits de plantation) : rejeté (p. 776) ;

- son amendement n° 12 (de suppression partielle) (p. 777) : rejeté (p. 778).

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60 % à 20,60 % le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995 (n° 2148).**

Première lecture :

Discussion de l'article unique [12 juillet 1995] :

Article unique :

- défavorable aux amendements n° 13 de M. Philippe Auberger et 33 rectifié de M. Jean-Pierre Thomas (abaissement du taux du droit de consommation sur les cigarettes ramené au 31 décembre 1995) (p. 1024) ;

- son amendement n° 15 (extension de l'abaissement du droit de consommation à l'ensemble des produits du tabac) : adopté (p. 1025) ;

- soutient les amendements n° 29 rectifié de M. Arnaud Cazin d'Honinchtun et 42 de M. Jean-Pierre Thomas (extension de l'abaissement du droit de consommation à l'ensemble des produits du tabac) : devenus sans objet (p. 1025).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 juillet 1995] (p. 1106) :

Emploi :

- généralités ;
- charges sociales : allègement ;
- créations d'emplois ;
- formation en alternance.

Entreprises : transmission d'entreprises.

Impôts et taxes : droits de consommation sur les tabacs.

Sécurité sociale : protection sociale : assurance maladie.

Discussion des articles [17 juillet 1995] :

Après l'article 18 :

- son amendement n° 4 (extension à l'ensemble des sociétés du droit d'enregistrement de 1 % applicable aux cessions de droits sociaux dans les limites de 20 000 francs par mutation) : rejeté (p. 1211) ;
- son amendement n° 50 (calcul du plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée par référence à la dernière année précédant celle au titre de laquelle l'imposition est établie) (p. 1214) : retiré (p. 1215) ;
- son amendement n° 48 (prise en compte de la totalité de l'augmentation, pour la part sur les salaires, des bases d'imposition à la taxe professionnelle pour le calcul de la réduction d'impôt pour embauche et investissement) (p. 1215) : retiré (p. 1216).

- Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juillet 1995] :

Administration :

- ANPE (p. 1380) ;
- service public de l'emploi (p. 1380).

Chômage :

- contrat de retour à l'emploi (p. 1379) ;
- contrat emploi solidarité : prolongation sous forme de contrat initiative-emploi (p. 1379).

Entreprises :

- charges sociales (p. 1380) ;
- charte pour l'emploi (p. 1380) ;
- contrat initiative-emploi : prime mensuelle de 2 000 francs (p. 1379) ;
- licenciements économiques (p. 1379) ;
- travail à temps partiel : allègement des cotisations sociales (p. 1380).

Formation professionnelle :

- formation en alternance (p. 1380) ;
- tutorat (p. 1380).

Formation professionnelle : apprentissage :

- contrat d'apprentissage : prorogation et revalorisation des aides (p. 1379) ;
- contrat de qualification (p. 1380) ;
- financement (p. 1380).

Handicapés : contrat initiative-emploi (p. 1379).

Impôts et taxes :

- taxe d'apprentissage (p. 1381) ;
- taxe professionnelle (p. 1379).

Jeunes :

- aide au premier emploi des jeunes (p. 1379) ;
- complément d'accès à l'emploi (p. 1379) ;
- stage d'insertion et de formation à l'emploi (p. 1380).

Lois : loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (p. 1380).

Sécurité sociale : allocations familiales : budgétisation (p. 1380).

Discussion des articles [27 juillet 1995] :

Article 1^{er} (*institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi*) :

Article L. 322-4-2 du code du travail (publics visés et aides) :

- défavorable à l'amendement n° 27 de la commission (possibilité d'enchaîner sur un contrat initiative-emploi conclu avec une entreprise d'insertion ou une entreprise d'intérim, à condition d'appartenir lors de la conclusion du premier contrat à l'une des catégories éligibles au contrat initiative-emploi) (p. 1445) ;
- défavorable au sous-amendement n° 122 de M. Michel Berson (contrats à durée indéterminée) à l'amendement n° 27 de la commission, (p. 1444) ;
- défavorable à l'amendement n° 47 de M. Maxime Gremetz (possibilité d'enchaîner sur un contrat initiative-emploi conclu avec une entreprise d'insertion ou une entreprise d'intérim, à condition d'appartenir lors de la conclusion du premier contrat à l'une des catégories éligibles au contrat initiative-emploi) (p. 1445) ;
- défavorable à l'amendement n° 78 de M. Jean-Paul Anciaux (modalités de formation minimum ou tutorat pour faciliter l'insertion des salariés) (p. 1450).

Article L. 322-4-3 du code du travail (employeurs concernés) :

- soutient l'amendement n° 106 de M. Jean-Pierre Bastiani (ouvre aux associations la possibilité de conclure des contrats initiative-emploi) : retiré (p. 1461) ;
- défavorable à l'amendement n° 30 corrigé de la commission (contrats initiative-emploi à durée indéterminée pour des emplois domestiques avec le seul bénéfice de l'exonération des charges sociales) (p. 1462) ;
- défavorable à l'amendement n° 116 de M. Charles Gheerbrant (pas de convention lorsque l'embauche résulte de la rupture ou du non renouvellement d'un contrat à durée déterminée) (p. 1468) ;
- défavorable à l'amendement n° 34 de la commission (à compter de la date d'effet de la convention pas de licenciement économique durant six mois) (p. 1471).

Article L. 322-4-4 du code du travail (régime juridique) :

- défavorable à l'amendement n° 22 de la commission (les organisations syndicales représentatives qui siègent au sein des comités départementaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi peuvent demander un état des contrats initiative-emploi aux services du ministre chargé de l'emploi) (p. 1476).

Après l'article 6 :

- ses observations sur l'amendement n° 90 de M. Michel Berson (information du CODEF) (p. 1503).

- Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale (n° 2174).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173) [27 juillet 1995].

Discussion des articles [28 juillet 1995] :

Après l'article 1^{er} :

- son amendement n° 51 (extension du champ d'application de la loi n° 89-18 du 13 janvier 1989 permettant l'exonération de charges patronales de sécurité sociale pour l'embauche d'un premier salarié et d'un deuxième salarié) : rejeté (p. 1531).

Après l'article 2 :

- son amendement n° 24 (répartition des fonds de la formation en alternance au niveau des organismes collecteurs ; 50 % au niveau régional ; 50 % au niveau des branches nationales) (p. 1533) : retiré (p. 1535) ;
- soutient l'amendement n° 16 de M. Daniel Mandon (même objet) (p. 1533) : retiré (p. 1535).

– *soutient* l'amendement n° 41 de la commission de la production (réajustement des pourcentages de financement ; baisse de 0,1 % des fonds affectés à la formation en alternance ; hausse de 0,1 % de la taxe d'apprentissage) (p. 1536) : rejeté (p. 1537) ;

– *son* sous-amendement n° 60 corrigé (rédactionnel) à l'amendement n° 48 rectifié de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (rédactionnel) (p. 1535) : adopté (p. 1536).

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [19 et 21 octobre 1995] :

Article 4 (*champ d'application de l'abattement de 8 000 F/16 000 F applicable aux revenus de capitaux mobiliers*) :

– *son* amendement n° 418 : non soutenu (p. 2086) ;

– *son* amendement n° 27 corrigé : non soutenu (p. 2086).

Article 19 (*suppression de la première part de la dotation globale d'équipement des communes*) :

– *son* amendement n° 77 soutenu par M. Yves Fréville (suppression de la première part pour les communes de plus de 10 000 habitants dont le potentiel fiscal par habitant excède 1,5 fois le potentiel fiscal moyen des communes de plus de 10 000 habitants) : retiré ; repris par M. Daniel Colliard (p. 2291) : rejeté (p. 2293).

Deuxième partie :

Travail, dialogue social et participation. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [31 octobre 1995] :

Entreprises : charges sociales et fiscales : allègement : compensation : financement : évaluation (p. 2832).

Formation professionnelle et promotion sociale :

– congé individuel de formation : financement : organismes paritaires agréés (OPACIF) (p. 2833) ;

– crédits : gestion des fonds : réforme : paritarisme : décentralisation (p. 2832) ;

– groupement d'établissements pour la formation continue (GRETA) (p. 2833).

Jeunes : insertion professionnelle et sociale :

– aide au premier emploi des jeunes (APEJ) : complément d'accès à l'emploi (p. 2832) ;

– apprentissage : crédits et développement : rôle des régions (p. 2833) ;

– formation en alternance : stages d'insertion (p. 2832).

Ministère du travail, du dialogue social et de la participation : crédits (p. 2832).

Régions : formation professionnelle : compétences : élargissement (p. 2833).

Questions :

Emploi : préretraites progressives (p. 2862).

Vote des crédits :

Etat B, titre III :

– *défavorable* à l'amendement n° 148 de M. Michel Berson (réduction des crédits de 60 millions de francs) (p. 2869) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 165 de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de 63,16 millions de francs) (p. 2870) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 136 rectifié de la commission (réduction des crédits de 300 millions de francs) (p. 2880).

Agriculture, pêche et alimentation. – **BAPSA.** – *Questions* [2 novembre 1995] :

Exploitants agricoles :

– coopératives frontalières (p. 2948) ;

– producteurs de tabac : revenus et aides (p. 2960).

Exploitations : bâtiments d'élevage (p. 2948).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Après l'article 59 :

– *soutient* l'amendement n° 342 de M. Jean-Marc Nesme (relèvement de 1,25 à 2,25 % du revenu imposable du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre des dons aux œuvres d'intérêt général) : retiré (p. 3804) ;

– *soutient* l'amendement n° 343 de M. Jean-Marc Nesme (relèvement de 5 à 8 % du revenu imposable du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre des dons aux associations reconnues d'utilité publique) : retiré (p. 3804) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 8 de M. Jean-Pierre Brard (relèvement du taux de la participation des employeurs à la formation professionnelle) (p. 3806) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Marc Le Fur (modalités de cotisation des exploitants agricoles à la CSG) (p. 3812) ;

– *son* amendement n° 83 (diminution de la part des salaires dans le calcul de l'assiette de la taxe professionnelle) (p. 3819) : retiré (p. 3820) ;

– *son* amendement n° 81 (diminution de la part des salaires et introduction d'une base valeur ajoutée dans le calcul de l'assiette de la taxe professionnelle) (p. 3819) : retiré (p. 3820) ;

– *son* amendement n° 82 (diminution de la base d'imposition de la taxe professionnelle de 70 000 francs par emploi créé, plafonnée à 400 000 francs par an) : retiré (p. 3820) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 425 de M. Jean-Jacques Weber (réduction du taux de 1,3 à 0,9 %) à l'amendement n° 353 corrigé de M. Yves Deniaud (réduction de 1,30 à 1 % du taux de la taxe forestière pour les entreprises de sciage) : retiré (p. 3825) ;

– *son* amendement n° 344 (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour la part de l'activité d'approvisionnement exercée par les coopératives pour le compte de leurs associés coopérateurs) : devenu sans objet (p. 3843) ;

– *son* amendement n° 116 corrigé (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour la part de chiffre d'affaires des coopératives correspondant aux opérations réalisées avec leurs associés) : devenu sans objet (p. 3843) ;

– *son* sous-amendement n° 347 (extension du dispositif à l'ensemble des coopératives) à l'amendement n° 273 de la commission (neutralisation au titre de la contribution sociale de solidarité des sociétés des opérations de vente des produits effectuées à l'intérieur du secteur coopératif agricole) : devenu sans objet (p. 3843) ;

– *son* sous-amendement n° 348 (neutralisation des facturations sur les opérations internes) (p. 3844) à l'amendement n° 274 de la commission (neutralisation au titre de la contribution sociale de solidarité des sociétés de certaines opérations financières faites au sein des banques coopératives et mutualistes) : rejeté (p. 3845) ;

– *son* amendement n° 115 (neutralisation au titre de la contribution sociale de solidarité des sociétés des facturations sur les opérations internes faites par les banques coopératives et mutualistes) (p. 3844) : devenu sans objet (p. 3845).

Article 55 précédemment réservé (*imputation sur le revenu global des déficits relevant des BIC*) :

– *soutient* l'amendement n° 358 de M. Jean-Jacques Weber (non-application du dispositif aux maisons de retraite médicalisées et aux résidences pour étudiants) : retiré (p. 3850).

Article 60 précédemment réservé (*modification de la contribution des collectivités locales aux frais d'entretien des forêts*) :

– son amendement n° 44 (de suppression) (p. 3853) : rejeté (p. 3856).

– **Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).**

Première lecture :

Discussion des articles [22 et 29 novembre 1995] :

Article 1^{er} (*missions de sécurité civile des sapeurs-pompiers volontaires*) :

– soutient les amendements identiques n°s 49 de M. Marcel Roques et 83 de M. Christian Kert (reconnaissance de la qualité de collaborateurs occasionnels du service public aux sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4017) : rejetés (p. 4019) ;

– soutient les amendements identiques n°s 56 de M. Marcel Roques et 84 de M. Christian Kert (protection des sapeurs-pompiers volontaires dans l'exercice de leurs missions organisée par la collectivité publique dont ils dépendent) : rejetés (p. 4017, 4019).

Article 2 (*demandes d'autorisations d'absence*) :

– ses observations sur l'amendement n° 50 de M. Marcel Roques (obligation pour le salarié d'informer son employeur de son engagement comme sapeur-pompier volontaire) (p. 4021).

Article 4 (*autorisations d'absence*) :

– son amendement n° 3 (suppression des autorisations d'absence de plein droit) : devenu sans objet (p. 4257).

Article 6 (*assimilation des missions opérationnelles et des activités de formation à un travail effectif*) :

– soutient l'amendement n° 52 de M. Marcel Roques (suppression de cette assimilation pour les activités de formation) (p. 4259) : retiré (p. 4260).

Après l'article 9 :

– défavorable à l'amendement n° 58 de Mme Ségolène Royal (réduction des cotisations d'accidents du travail des entreprises employant des salariés sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4262).

Après l'article 10 :

– soutient l'amendement n° 87 de M. Christian Kert (abattement sur les primes d'assurance de l'employeur privé de sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4262).

Article 14 (*financement de l'allocation de vétérance*) :

– soutient l'amendement n° 55 de M. Marcel Roques (prise en compte du nombre de bénéficiaires de l'allocation de vétérance dans le calcul du montant de la dotation forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement) (p. 4287, 4288) : rejeté (p. 4289).

Avant l'article 16 :

– son amendement n° 13 corrigé (exonération du service national actif des jeunes gens exerçant une activité essentielle pour la collectivité : même exonération pour les jeunes sapeurs-pompiers volontaires prenant l'engagement de le demeurer pendant dix ans) : retiré (p. 4270) ;

– soutient l'amendement n° 95 de M. Marcel Roques (fixation à dix ans de la durée d'engagement à demeurer sapeur-pompier volontaire) (p. 4270) : retiré (p. 4271).

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Article 8 et état B (*dépenses ordinaires des services civils – ouvertures*) :

– ses observations sur l'amendement n° 91 du Gouvernement (majoration de 900 millions de francs des crédits de l'industrie, des postes et télécommunications correspondant à la création d'une aide à la reprise des véhicules de plus de huit ans) (p. 4657).

Après l'article 12 :

– défavorable au sous-amendement n° 98 de M. Marc Le Fur (non-application aux territoires ne bénéficiant pas de la diffusion câblée) à l'amendement n° 35 de M. Patrick Devedjian (institution d'une taxe sur les antennes paraboliques) (p. 4665) ;

– défavorable au sous-amendement n° 99 de M. Adrien Zeller (taxe communale facultative d'un montant annuel maximum de 150 francs) à l'amendement n° 35 de M. Patrick Devedjian (p. 4665).

Article 14 (*relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition*) :

– son amendement n° 6 (maintien de la compétence des centres de gestion agréés et habilités pour l'ensemble des entreprises relevant du régime simplifié d'imposition) (p. 4672) : retiré (p. 4673).

Article 18 (*transposition de la directive 95/7/CE du Conseil, du 10 avril 1995, portant nouvelles mesures de simplification en matière de taxe sur la valeur ajoutée*) :

– ses observations (p. 4681).

Après l'article 23 :

– soutient l'amendement n° 74 de M. Jean-Jacques Weber (extension de la réduction d'impôt pour frais d'hospitalisation et de cure à l'hébergement dans une maison de retraite sanitaire) : rejeté (p. 4685).

– **Projet de loi portant création d'un fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi (n° 2346).**

Première lecture :

Discussion des articles [19 décembre 1995] :

Article 1^{er} (*institution d'un fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi*) :

– ses observations (p. 5352) ;

– favorable à l'amendement n° 14 de M. Michel Berson (caractère durable et non aidé des embauches compensatrices) (p. 5356).

– **Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 février 1996] :

Collectivités locales : régions (p. 602).

Emploi :

- chômage des jeunes (p. 600) ;
- insertion professionnelle (p. 600).

Etat : contribution (p. 602).

Formation professionnelle et promotion sociale :

- accord national interprofessionnel (p. 600) ;
- apprentissage : généralités (p. 600, 602) ;
- apprentissage : Alsace-Moselle (p. 600 à 602) ;
- centres de formation d'apprentis : ressources : péréquation (p. 600, 601) ;
- Conseil national de l'apprentissage : création (p. 601, 602) ;
- prime à l'apprentissage (p. 601).

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage (p. 600 à 602).

Lois : loi n° 87-572 du 23 juillet 1987 modifiant le titre premier du livre premier du code du travail et relative à l'apprentissage (p. 600).

Discussion des articles [7 février 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

– ses observations sur l'amendement n° 44 rectifié de M. Jean Ueberschlag (création d'un Conseil national de l'apprentissage au sein du Comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue) (p. 644).

Article 1^{er} (modification des conditions de libération et de répartition de la taxe d'apprentissage) :

- son amendement n° 14 et soutient l'amendement identique n° 27 de M. Jean-Luc Prél (paiement de la taxe d'apprentissage au niveau de chaque établissement d'une même entreprise) (p. 649) : adoptés (p. 650) ;
- son amendement n° 13 (obligation de versement du concours financier, pour les entreprises n'employant pas d'apprenti, à un centre de formation de leur région d'implantation) : retiré ; repris par M. Maxime Gremetz (p. 651) : rejeté après rectification (p. 652) ;
- ses observations sur l'amendement n° 18 de M. Serge Poignant (prise en compte de la totalité des ressources des centres de formation pour la péréquation de la taxe d'apprentissage) (p. 653) ;
- défavorable à l'amendement n° 4 de la commission (fixation du barème de coût par un accord collectif étendu) (p. 654) ;
- son sous-amendement n° 73 (avis du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue) à l'amendement n° 5 de la commission (affectation d'une partie de la taxe d'apprentissage à un fonds de péréquation nationale selon des critères arrêtés sur proposition du Conseil national de l'apprentissage) (p. 654) : rejeté (p. 656) ;
- son amendement n° 36 (affectation d'une partie de la taxe d'apprentissage à un fonds de péréquation nationale selon des critères arrêtés après avis du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue) (p. 655) : devenu sans objet (p. 656) ;
- son amendement n° 12 (même objet) (p. 655) : devenu sans objet (p. 656) ;
- défavorable à l'amendement n° 56 de M. Michel Berson (affectation d'une fraction de la taxe d'apprentissage au financement des formations assurées par les établissements d'enseignement professionnel et d'enseignement technologique) (p. 657).

Article 2 (prime à l'apprentissage) :

- défavorable à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (institution d'une indemnité compensatrice après avis du Conseil national de l'apprentissage) (p. 659) ;
- défavorable au sous-amendement n° 67 de M. Marc Le Fur (non-assujettissement de l'indemnité compensatrice à l'impôt sur les sociétés) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 679) ;
- défavorable au sous-amendement n° 68 rectifié de M. Jean Ueberschlag (même objet) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 679) ;
- son amendement n° 16 (modulation de l'aide forfaitaire en fonction de l'âge de l'apprenti et de l'effort de formation) : devenu sans objet (p. 679).

Article 3 (contrôle financier des organismes collecteurs) :

- défavorable à l'amendement n° 62 de M. Michel Berson (collecte de la taxe d'apprentissage par les organismes collecteurs paritaires agréés) (p. 681).

Après l'article 6 :

- son amendement n° 11 (initiation à l'entreprise des jeunes de moins de seize ans) : retiré (p. 682) ;
- favorable à l'amendement n° 51 du Gouvernement (accès direct à un contrat emploi consolidé des jeunes de 18 à 25 ans ayant au plus achevé un second cycle de l'enseignement secondaire et résidant dans des grands ensembles ou dans des quartiers d'habitat dégradé) (p. 685) ;
- défavorable à l'amendement n° 28 rectifié de M. Jean-Yves Chamard (modification des dispositions relatives au capital de temps de formation) (p. 692) ;

- défavorable à l'amendement n° 63 rectifié de M. Michel Berson (même objet) (p. 692) ;
- son amendement n° 15 corrigé (financement de l'apprentissage en Alsace-Moselle) (p. 694) : rejeté (p. 696) ;
- défavorable à l'amendement n° 49 de M. Jean Ueberschlag (taux de la taxe d'apprentissage applicable en Alsace-Moselle) (p. 695).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 mars 1996] (p. 1757, 1758) :

Entreprises.**Formation professionnelle et promotion sociale :**

- apprentissage : Alsace-Moselle ;
- centres de formation d'apprentis ;
- Conseil national de l'apprentissage : création ;
- prime à l'apprentissage.

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage.

Discussion des articles [19 mars 1996] :

Après l'article 1^{er} A :

- défavorable à l'amendement n° 27 de M. Jean Ueberschlag (création d'un Conseil national de l'apprentissage) (p. 1762).

Article 1^{er} B (augmentation du nombre des membres du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue) :

- défavorable aux amendements identiques n° 28 de M. Jean Ueberschlag et 39 de Mme Simone Rignault (création d'une section de l'apprentissage au sein du comité de coordination) (p. 1762).

Article 1^{er} (réforme des conditions de libération du quota de la taxe d'apprentissage) :

- soutient l'amendement n° 38 de M. Jean-Luc Prél (versement de la taxe d'apprentissage au niveau de chaque établissement d'une même entreprise) : adopté (p. 1764).

Après l'article 1^{er} :

- son amendement n° 1 (financement de l'apprentissage en Alsace-Moselle) (p. 1768) : rejeté (p. 1769) ;
- son amendement n° 2 (taux du quota de la taxe d'apprentissage en Alsace-Moselle) : rejeté (p. 1769).

Après l'article 3 :

- défavorable à l'amendement n° 18 de M. Michel Berson (collecte de la taxe d'apprentissage par les organismes collecteurs paritaires agréés) (p. 1773).

Article 9 (financement des charges de tutorat par les OPCA et les régions) :

- favorable à l'amendement n° 10 de la commission (prise en charge du coût du tutorat par les organismes paritaires collecteurs agréés) (p. 1776).

Article 12 (capital de temps de formation) :

- son amendement n° 3 (de suppression) : retiré (p. 1776).

Troisième lecture :

Discussion des articles [25 avril 1996] :

Article 1^{er} (modification des conditions de libération et de répartition de la taxe d'apprentissage) :

- défavorable à l'amendement n° 1 de M. Gérard Jeffray (déductibilité de la fraction de la taxe affectée aux fonds régionaux du concours financier versé par l'entreprise au centre de formation où est inscrit l'apprenti) (p. 2622).
- Proposition de loi tendant à étendre aux collectivités locales et à leurs groupements l'accès aux prêts distribués à partir des fonds établis par les CODEVI (n° 1956).

*Deuxième lecture :**Discussion des articles [6 mars 1996] :***Article 1^{er}** (*accès des collectivités locales aux prêts distribués à partir des dépôts CODEVI*) :

– ses observations (p. 1210).

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548)**,*Première lecture :**Discussion des articles [6 et 7 mars 1996] :***Article 1^{er}** (*réduction des droits de mutation à titre onéreux*) :

– son amendement n° 95 : non soutenu (p. 1212).

Article 16 (*exonération des plus-values de cession de titres d'OPCVM monétaires de capitalisation en cas de rinvestissement dans l'immobilier d'habitation ou l'acquisition d'équipements ménagers*) :

– ses observations (p. 1265).

Après l'article 42 :

– son amendement n° 96 : non soutenu (p. 1379).

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales (n° 2560)**.*Première lecture :**Discussion des articles [8 mars 1996] :***Article 8 bis** (*art. 103 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : éligibilité à la DGE de l'ensemble des communes de moins de 2 000 habitants*) :

– son amendement n° 80 corrigé : non soutenu (p. 1493).

– **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'inventorier les dispositifs actuels d'aide à l'emploi, d'en évaluer les effets, et d'en proposer une simplification afin d'en améliorer la connaissance par les demandeurs d'emploi et par les entreprises (n° 2570)**.

Rapporteur de la commission des affaires culturelles.

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [19 mars 1996] :

Chômage (p. 1742).

Emploi :

- aides (p. 1742) ;
- charges sociales (p. 1743) ;
- chasseurs de primes (p. 1743) ;
- Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts (p. 1743) ;
- contrat initiative-emploi (p. 1743) ;
- contrats emploi-solidarité (p. 1743).

Finances publiques : dépenses publiques (p. 1742).

Politique économique : croissance (p. 1742).

– **Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749)**.*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 mai 1996] (p. 3333) :*

Artisanat.

Entreprises : plan PME, prêts bonifiés.

Formation professionnelle : apprentissage et qualification professionnelle.

Urbanisme commercial.

*Discussion des articles [22 et 23 mai 1996] :***Article 4** (*critères des décisions d'autorisation et présentation des projets*) :

– favorable à l'amendement n° 208 de M. Jean-Paul Charité (impact des nouveaux projets en termes d'emplois) (p. 3368).

Article 7 (*composition des commissions départementales d'équipement commercial*) :

– soutient l'amendement n° 85 de M. Daniel Soulage (représentation de la profession au sein de la commission départementale) : retiré (p. 3399).

Article 9 (*procédure devant les commissions départementales d'équipement commercial*) :

– son amendement n° 30 corrigé (suppression d'une partie de l'article 32 de la loi « Royer » du 27 décembre 1973) : rejeté (p. 3402) ;

– son amendement n° 2 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (porte d'un à deux ans le délai pendant lequel un projet ne peut pas être présenté à nouveau) : rejeté (p. 3403).

Article 10 (*Commission nationale d'équipement commercial*) :

– soutient l'amendement n° 89 de M. Daniel Soulage (composition de la Commission nationale d'équipement commercial) (p. 3404) : rejeté (p. 3405) ;

– son amendement n° 194 corrigé (composition de la Commission nationale d'équipement commercial) (p. 3404) : rejeté (p. 3405) ;

– son amendement n° 31 (conditions de majorité et vote public de la Commission nationale d'équipement commercial) (p. 3405) : adopté après modifications (p. 3407).

Article 11 (*obligation de qualification professionnelle*) :

– son amendement n° 5 (métiers du bâtiment considérés comme des métiers qualifiés) : adopté (p. 3419) ;

– son amendement n° 6 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (insère les opérations sur les réseaux et les fluides parmi les professions soumises à l'obligation de qualification professionnelle) : retiré (p. 3421) ;

– son amendement n° 7 (qualification professionnelle pour le ramonage et les constructeurs de conduits de fumée) (p. 3421) : adopté (p. 3422) ;

– son amendement n° 8 (référence aux « prothésistes ») : rejeté (p. 3422) ;

– son amendement n° 4 (qualification professionnelle pour l'activité de maréchal-ferrant) : retiré (p. 3424) ;

– son amendement n° 122 (rapport au Parlement) : adopté (p. 3425) ;

– soutient l'amendement n° 152 de M. Pierre Bernard (information du client du pays d'origine et de la composition des prothèses dentaires) : rejeté (p. 3425) ;

– son amendement n° 3 (dans le secteur du bâtiment, suspension d'une activité susceptible d'être interdite par décision préfectorale) (p. 3425) : adopté (p. 3426).

Article 12 (*conditions d'exercice de la profession de coiffeur [art. 3, 3-2 et 5 de la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946]*) :

– son amendement n° 9 corrigé (de précision) (p. 3432) : retiré (p. 3433).

Article 13 (*immatriculation au répertoire des métiers. – Définition de l'artisanat*) :

– son amendement n° 128 (définition de la spécificité artisanale et seuil de quinze salariés) : retiré (p. 3434) ;

– son amendement n° 11 (spécificité de la qualité d'artisan au sein des entreprises relevant des chambres de métiers) : adopté (p. 3434) ;

- son sous-amendement n° 129 (de précision) à l'amendement n° 67 de la commission (stage de « préparation à l'installation ») (p. 3435) : retiré (p. 3437) ;
- son amendement n° 10 (de précision) (p. 3435) : retiré (p. 3437).

Article 14 (protection de la qualité artisanale) :

- son amendement n° 32 : devenu sans objet (p. 3440) ;
- son amendement n° 12 : devenu sans objet (p. 3440) ;
- son amendement n° 13 (extension à toute la France du titre de maître déjà octroyé en Alsace-Moselle) : adopté (p. 3440).

Article 16 (sanctions pénales) :

- son amendement n° 14 (référence aux registres des entreprises tenus par les chambres de métiers d'Alsace-Moselle) (p. 3443) : adopté (p. 3444) ;
- défavorable à l'amendement n° 74 de la commission (sanctions plus légères pour les infractions involontaires) (p. 3444) ;
- son amendement n° 15 corrigé (prise en compte de la qualité de maître) : adopté (p. 3444).
- **Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [29 mai 1996] :

Article 2 (art. 32 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : revente à perte) :

- son amendement n° 42 corrigé soutenu par M. François Loos (limitation de la dérogation à l'interdiction de revente à perte aux réapprovisionnements à l'identique) : adopté (p. 3572) ;
- son amendement n° 43 corrigé soutenu par M. François Loos (suppression du droit d'alignement) : adopté (p. 3573).

Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).

Première lecture :

Discussion des articles [12 et 14 juin 1996] :

Article 1^{er} (objectifs de la loi) :

- ses observations (p. 4211) ;
- son amendement n° 185 (reconnaissance de l'air comme patrimoine commun de la Nation) : devenu sans objet (p. 4214).

Article 20 (prescriptions pouvant être imposées par les autorités administratives) :

- son amendement n° 324 rectifié : non soutenu (p. 4363).

Article 25 supprimé par le Sénat (faculté d'exonération de la « vignette » pour les véhicules électriques ou peu polluants) :

- son sous-amendement n° 262 à l'amendement n° 135 de la commission (rétablissement de l'article avec la faculté pour le conseil général de moduler l'avantage fiscal) : non soutenu (p. 4390).

Article 26 supprimé par le Sénat (faculté d'exonération de la taxe sur les « cartes grises » pour les véhicules électriques ou peu polluants) :

- son sous-amendement n° 263 à l'amendement n° 136 de la commission (rétablissement de l'article avec la faculté pour le conseil régional de moduler l'avantage fiscal) : non soutenu (p. 4393).

Article 27 (extension du dispositif de l'amortissement exceptionnel) :

- son amendement n° 186 : non soutenu (p. 4395).

GENTIEU (André)

Député de la Saône-et-Loire

(5^e circonscription)

non inscrit puis RPR

Devenu député le 8 décembre 1995 en remplacement de M. Dominique Perben, nommé membre du Gouvernement [J.O. du 9 décembre 1995] (p. 17977).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 décembre 1995] (p. 18140).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 décembre 1995] (p. 18205)

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).

Première lecture :

Discussion des articles [7 juin 1996] :

Article 1^{er} précédemment réservé (approbation du rapport annexé) :

- son amendement n° 106 : non soutenu (p. 4033).

GEOFFROY (Aloys)

Député de la Meurthe-et-Moselle

(5^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 29 mars 1996] (p. 4841).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions (n° 2135) [4 juillet 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Financement des projets européens :** TGV transeuropéens [7 février 1996] (p. 673).

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur les Etats généraux de l'Université et débat sur cette déclaration (n° 2795).**

Principaux thèmes développés [21 mai 1996] (p. 3273) :

Cycles universitaires : premier cycle : diplômes : réforme et revalorisation.

Diplômes : baccalauréat.

Enseignement supérieur : orientation universitaire et professionnelle.

Etudiants : représentation ; syndicats.

Universités :

- démographie universitaire : sélection ; « numerus clausus » ;
- gestion : autonomie : évaluation ;
- réforme : concertation : Etats généraux : référendum.

GERIN (André)*Député du Rhône**(14^e circonscription)**Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

DEPOTS**Proposition de résolution** tendant à créer une **commission d'enquête** sur les **délocalisations à l'étranger et l'utilisation des fonds publics par les entreprises du secteur textile-habillement (n° 1955)** [6 mars 1995].**Proposition de résolution** sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant **réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole**. (COM [94] 117 final/n° E-401) (n° 2026) [11 mai 1995].**Proposition de loi** relative à la **procédure pénale (n° 2218)** [20 septembre 1995].**Proposition de loi** modifiant l'article 33 de la loi du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des **handicapés (n° 2539)** [7 février 1996].**QUESTIONS****au Gouvernement :**- **Banlieues** : quartiers défavorisés : moyens d'action [15 novembre 1995] (p. 3752, 3753).- **Renault - Véhicules Industriels** : licenciements irréguliers ; réintégration des salariés [20 mars 1996] (p. 1844).**INTERVENTIONS**- **Projet de loi portant amnistie (n° 2083)**.*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [27 juin 1995] :

Conseil constitutionnel : décision n° 88-244 DC du 20 juillet 1988 (loi portant amnistie) (p. 646).

Délinquance et criminalité :

- abus de biens sociaux (p. 645) ;
- amendes (p. 645) ;
- corruption (p. 645) ;
- peines (p. 645) ;
- proxénétisme (p. 645) ;
- violences (p. 645).

Drogue (p. 645).

Droits de l'homme et libertés publiques : discriminations et racisme (p. 645).

Elections et référendums :

- élections (p. 645) ;
- financement des partis politiques (p. 645).

Enseignement : élèves et étudiants (p. 646).

Etrangers et immigration clandestine (p. 645).

Lois :

- loi n° 81-736 du 4 août 1981 portant amnistie (p. 646) ;
- loi n° 88-828 du 20 juillet 1988 portant amnistie (p. 646) ;
- loi n° 90-615 du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe (p. 645).

Ordre public : terrorisme (p. 645).

Police de la route et circulation routière :

- permis de conduire (p. 645) ;
- sécurité (p. 645).

Système pénitentiaire : prisons (p. 645).

Travail :

- employeurs (p. 645) ;
- hygiène et sécurité (p. 646) ;
- réintégration (p. 645, 646) ;
- représentants syndicaux (p. 645) ;
- sanctions disciplinaires et professionnelles (p. 645) ;
- travail clandestin (p. 645).

Vie, médecine et biologie : entraves à l'interruption volontaire de grossesse (p. 645).

Discussion des articles [27 et 28 juin 1995] :**Article 2 (amnistie de certains délits) :**

- son amendement n° 37 (extension aux délits assortis d'une peine complémentaire) : devenu sans objet (p. 658) ;
- soutient l'amendement n° 42 de M. Daniel Colliard (extension aux délits commis en relation avec des procédures d'expulsion ou de saisie) (p. 661) : rejeté (p. 662).

Article 7 (amnistie des infractions punies de peines d'amende ou de peine d'emprisonnement inférieures à un certain quantum) :

- son amendement n° 58 (extension aux peines d'emprisonnement ferme de quatre mois) (p. 665) : rejeté (p. 666) ;
- ses amendements n° 59 à 63 (extension aux peines de quatre à douze mois d'emprisonnement avec sursis) : rejetés (p. 666).

Après l'article 14 :

- son amendement n° 43 (réintégration des salariés licenciés après autorisation administrative pour faute autre qu'une faute lourde ; application aux titulaires d'un mandat de représentation d'origine conventionnelle de nature différente des mandats de représentation prévus par le code du travail) (p. 675, 676) : rejeté (p. 678).

Article 15 (amnistie des faits retenus ou susceptibles d'être retenus comme motif de sanction par l'employeur) :

- favorable (p. 679).

Après l'article 15 :

- son amendement n° 45 (amnistie des faits commis par les étudiants ou les élèves ayant donné ou pouvant donner lieu à des sanctions disciplinaires ; réintégration dans l'établissement) (p. 682) : rejeté (p. 683).

Article 16 (contestations relatives à l'amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles) :

- son amendement n° 47 corrigé (suppression de la possibilité pour le président du tribunal d'ordonner l'exécution provisoire d'une sanction) (p. 684) : rejeté (p. 685).

Article 17 (effets généraux de l'amnistie) :

- son amendement n° 48 (suppression de l'absence de restitution des points de permis de conduire) : retiré (p. 708).

Article 18 (effets de l'amnistie sur les autorisations administratives et sur certaines peines complémentaires) :

- son amendement n° 49 (remise de l'interdiction du territoire résultant d'un délit amnistié) : rejeté (p. 710).

Article 26 (infractions exclues de l'amnistie) :

- son amendement n° 50 (violation de sépulture et dégradation de monuments commémoratifs) (p. 723) : devenu sans objet (p. 724) ;
- son amendement n° 52 soutenu par M. Maxime Gremetz (infraction à la législation du travail) (p. 726) : rejeté (p. 728) ;

- son amendement n° 53 soutenu par M. Maxime Gremetz (marchandage et pratique illégale du travail temporaire) : rejeté (p. 728) ;
- son amendement n° 54 (constitution de groupes de combat et reconstitution de mouvements dissous) (p. 728) : rejeté (p. 729) ;
- son amendement n° 55 (abus de biens sociaux) : rejeté (p. 729) ;
- son amendement n° 56 (débranchement du limiteur de vitesse des poids lourds et refus de communiquer les documents justifiant du prix d'une opération de transport) : rejeté (p. 729) ;
- son amendement n° 57 soutenu par M. Maxime Gremetz (infractions en matière de repos et de congés, d'hygiène, de sécurité et de médecine du travail) : rejeté (p. 729).

Ses explications de vote (p. 731) :

Abstention du groupe communiste.

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [26 juillet 1995] (p. 1328) :

Délinquance et criminalité :

- abus de biens sociaux ;
- corruption.

Procédure pénale : instruction : secret.

Travail :

- employeurs ;
- réintégration.

Vie, médecine et biologie : interruption volontaire de grossesse.

Vote contre du groupe communiste (p. 1329).

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire** (n° 2120).

Première lecture :

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Après l'article 6 :

- son amendement n° 54 corrigé soutenu par M. Jacques Brunhes (discussion hebdomadaire de propositions de loi ou de résolution choisies proportionnellement aux groupes) (p. 973) : rejeté (p. 975).

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de procéder à un examen approfondi des procédures en vigueur en matière d'entrée des étrangers sur le territoire, de mesurer l'ampleur et l'origine des dysfonctionnements actuels et de proposer les instruments juridiques nécessaires à leur amélioration** (n° 2163).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [11 octobre 1995] :

Clandestins (p. 1766).

Convention de Schengen (p. 1765).

Drogue (p. 1766).

Droit d'asile (p. 1765).

Enseignement (p. 1766).

Immigration (p. 1765).

Lois :

- loi n° 93-1027 du 24 août 1993 relative à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France (p. 1765) ;
- loi n° 94-1136 du 27 décembre 1994 portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (p. 1766).

Nationalité française (p. 1766).

Reconduite à la frontière (p. 1765).

Travail : travail clandestin (p. 1766).

Ville : politique de la ville (p. 1765).

Absention du groupe communiste (p. 1766).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Justice. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [24 octobre 1995] :

Aide juridictionnelle (p. 2381).

Collectivités locales : élus : responsabilité (p. 2382).

Droits de l'homme et libertés publiques : présomption d'innocence et secret de l'instruction (p. 2381).

Greffes (p. 2382).

Jeunes :

- mineurs : délinquance (p. 2381, 2382) ;
- protection judiciaire de la jeunesse (p. 2380, 2381).

Lois :

- loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale (p. 2381) ;
- loi de programme n° 95-9 du 6 janvier 1995 relative à la justice (p. 2380).

Système pénitentiaire :

- détention provisoire et centres de semi-liberté (p. 2381, 2382) ;
- prisons (p. 2381).

Travail : conseils de prud'hommes (p. 2381).

Ville : Vénissieux (p. 2381).

Vote contre du groupe communiste (p. 2382).

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale** (n° 2405).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [7 décembre 1995] :

Rappel au règlement : regrette que, parmi les nouvelles sources de financement de la sécurité sociale, la taxation des revenus financiers des entreprises et des familles n'ait pas été mentionnée par le rapporteur pour avis (p. 4763).

Discussion des articles [9 décembre 1995] :

Article 1^{er} (*définition du domaine d'habilitation de la loi*) :

Troisième alinéa de l'article 1^{er} (*mesures relatives à la branche famille*) :

- *soutient* l'amendement n° 1807 de M. Georges Hage (de suppression) (p. 4948) : rejeté (p. 4950).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime** (n° 2298), projet de loi relatif au trafic de stupéfiants en haute mer et portant adaptation de la législation française à l'article 17 de la convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988 (n° 2299) et projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg le 8 novembre 1990 (n° 2300).

Première lecture :

Discussion commune : principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 février 1996] :

Banques et établissements financiers : signalement (p. 813).

Ordre public :

- coopération internationale : politique maritime (p. 813) ;
- lutte contre le trafic de stupéfiants (p. 812, 813).

Traités et conventions :

- convention des Nations Unies conclue à Vienne le 20 décembre 1988 (p. 811) ;
- convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment conclue à Strasbourg le 8 novembre 1990 (p. 811).

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante (n° 2573).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 mars 1996] (p. 2063, 2064) :

Juridictions :

- assistance éducative ;
- moyens ;
- justice pénale des mineurs.

Lois : ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante.

Procédure pénale : détention.

Ville : politique de la ville.

Discussion des articles [27 mars 1996] :

Article 1^{er} (*convocation par officier de police judiciaire*) :

- défavorable (p. 2079).

Article 4 (*comparution du mineur à délai rapproché*) :

- défavorable (p. 2087).

Ses explications de vote (p. 2091).

Vote contre du groupe communiste.

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 juin 1996] (p. 4479) :

Juridictions :

- moyens ;
- parquet : nouvelles prérogatives.

Procédure pénale : césure du jugement.

Vote contre du groupe communiste (p. 4479).

- **Projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire (n° 2302).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [18 avril 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- son amendement n° 1 : non soutenu (p. 2418).

- **Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 juin 1996] (p. 4564) :

Collectivités locales : dotations.

Emploi.

Logement :

- copropriété ;
- logement social.

Politique économique et sociale : zones franches.

Ville : établissements publics de restructuration.

Discussion des articles [20 juin 1996] :

Article 27 (*création d'un établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux*) :

- soutient l'amendement n° 165 de M. Patrick Braouezec (concertation avec les conseils municipaux des communes concernées) : retiré (p. 4661).

Article 31 (*élaboration de programmes locaux de l'habitat pour les communes comprenant des zones urbaines sensibles*) :

- ses observations sur l'amendement n° 150 de M. Julien Dray (compétence du préfet en cas de carence des communes ou groupements de communes) (p. 4667).

Avant l'article 39 :

- son amendement n° 168 (taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés pour les sociétés ayant délocalisé) : rejeté (p. 4680).

Après l'article 39 :

- soutient les amendements n° 169 et 170 de M. Patrick Braouezec (exonération du paiement de la taxe sur les salaires pour les associations et les régies de quartier) : rejetés (p. 4670).

Ses explications de vote (p. 4688).

Vote contre du groupe communiste.

GEST (Alain)

Député de la Somme

(6^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre suppléant de la commission des immunités [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission d'enquête sur les sectes [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Président de cette commission [J.O. du 12 juillet 1995] (p. 10438).

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16401).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à étendre aux collectivités locales et à leurs groupements l'accès aux prêts distribués à partir des fonds établis par les CODEVI (n° 1956) [8 novembre 1995].

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16401).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 13 décembre 1995] (p. 18141).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 13 décembre 1995] (p. 18141).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 3 février 1996] (p. 1718).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 février 1996] (p. 1718).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 15 mai 1996] (p. 7353).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 mai 1996] (p. 7353).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à étendre aux collectivités locales et à leurs groupements l'accès aux prêts distribués à partir des fonds établis par les CODEVI (n° 1956) [7 mars 1995].

Proposition de loi visant à modifier le mode de scrutin aux élections régionales dans le cadre d'une circonscription régionale (n° 2283) [13 octobre 1995].

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur sa proposition de loi (n° 1956) tendant à étendre aux collectivités locales et à leurs groupements l'accès aux prêts distribués à partir des fonds établis par les CODEVI (n° 2370) [16 novembre 1995].

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, visant à étendre aux collectivités locales et à leurs groupements l'accès aux prêts distribués à partir des fonds déposés sur les comptes pour le développement industriel afin d'accompagner le développement ou l'implantation des petites et moyennes entreprises et à créer une obligation d'information sur l'utilisation de ces fonds (n° 2569) [13 février 1996].

Proposition de loi améliorant l'efficacité de la loi Malraux (n° 2967) [10 juillet 1996].

Proposition de loi constitutionnelle relative au contrôle de constitutionnalité des lois (n° 2981) [5 septembre 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Loi du 4 février 1995 sur l'aménagement du territoire :** application [21 juin 1995] (p. 577, 578).

- **Plan social chez Delsey :** suppression de postes dans les établissements de Montdidier et Vailly-sur-Aisne [6 mars 1996] (p. 1242).

orales sans débat :

- **n° 295,** posée le 12 avril 1994 : **situation des ambulanciers de la Somme** (p. 708). Appelée le 14 avril 1994 : transports sanitaires : ambulanciers de la Somme : revendications (p. 782, 783).

- **n° 326,** posée le 26 avril 1994 : **financement de logements sociaux dans le département de la Somme** (p. 1164). Appelée le 28 avril 1994 : aides et prêts : PLA : crédits : répartition (p. 1261, 1262).

- **n° 416,** posée le 30 mai 1994 : **réforme des lycées** (p. 2464). Appelée le 2 juin 1994 : choix des spécialités par les élèves (p. 2560, 2564).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à étendre aux collectivités locales et à leurs groupements l'accès aux prêts distribués à partir des fonds établis par les CODEVI (n° 1956).**

Rapporteur de la commission des finances.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [23 novembre 1995] :

Assemblée nationale : propositions de loi : examen (p. 4085).

Banques et établissements financiers : Crédit local de France (p. 4085).

Bâtiment et travaux publics (p. 4087).

CODEVI :

- distribution de prêts aux collectivités locales (p. 4085 à 4087) ;
- régime (p. 4085) ;
- ressources : montant : utilisation (p. 4085 à 4087).

Collectivités locales :

- emprunts : régime : taux d'intérêt (p. 4086, 4087) ;
- investissements (p. 4085 à 4087) ;
- situation financière (p. 4086).

Emploi (p. 4086) ;

Entreprises :

- financement (p. 4086) ;
- PME (p. 4087).

Politique économique : taux d'intérêt (p. 4087).

Président de la République : message au Parlement (p. 4085).

Discussion des articles [23 novembre 1995] :

Article 1^{er} (accès des collectivités locales aux prêts distribués à partir des dépôts des CODEVI) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 7 du Gouvernement (application du dispositif jusqu'au 31 décembre 1996) (p. 4093 à 4095) ;
- *son sous-amendement* n° 8 (prorogation jusqu'au 31 décembre 1997) à l'amendement n° 7 du Gouvernement (p. 4093) : retiré (p. 4097) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 10 de M. Yvon Jacob (accès aux prêts réservé aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) à l'amendement n° 7 du Gouvernement (p. 4095) ;
- *son sous-amendement* n° 9 (rédactionnel) à l'amendement n° 7 du Gouvernement (p. 4093) : adopté (p. 4097).

Article 2 : (obligation d'information sur l'utilisation des fonds issus des CODEVI) :

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de Mme Muguette Jacquaint (rapport annuel retraçant le montant des ressources des CODEVI et leur utilisation) (p. 4097).

Après l'article 2 :

- *son amendement* n° 2 (contrôle de l'utilisation des CODEVI par la commission bancaire) : rejeté (p. 4098) ;
- *son amendement* n° 3 (rapport au Parlement sur l'application de la loi) : retiré (p. 4098).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 mars 1996] (p. 1205, 1206) :

CODEVI :

- distribution de prêts aux collectivités locales ;
- taux d'intérêt.

Entreprises : PME.

Discussion des articles [6 mars 1996] :

Article 1^{er} (accès des collectivités locales aux prêts distribués à partir des dépôts CODEVI) :

- *son amendement* n° 4 (suppression de l'appréciation établissement par établissement de la limite des encours pouvant être distribués sous forme de prêts aux collectivités locales) : retiré (p. 1210) ;
- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (application du dispositif jusqu'au 30 juin 1997) : retiré (p. 1210) ;
- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (financement de l'ensemble des dépenses d'équipement réalisées par des PME pour le compte des collectivités locales) (p. 1210) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard : rejeté (p. 1211).

- Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les agissements liberticides de certaines associations dites sectes (n° 1768).

Président de la commission d'enquête.

Débat sur le rapport de la commission d'enquête [8 février 1996] :

Principaux thèmes développés :

Défense : service national : témoins de Jéhovah (p. 761).

Gouvernement : pouvoirs publics : action répressive (p. 760, 761).

Lois :

- dispositif applicable aux sectes (p. 760) ;

- sectes : qualification juridique (p. 760).

Ordre public : liberté d'association (p. 760, 761).

Parlement : commissions d'enquête : nouveau règlement (p. 759).

GEVEAUX (Jean-Marie)

Député de la Sarthe

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, et de M. le ministre délégué à la santé, porte-parole du Gouvernement [J.O. du 21 février 1995] (p. 2777).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Jeunesse et sports) [5 juillet 1995].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire [J.O. du 8 mai 1996] (p. 6955).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à soumettre le transport sanitaire hélicoptéré d'urgence des hôpitaux au même régime de responsabilité que celui applicable aux aéronefs d'Etat (n° 2194) [28 juillet 1995].

Proposition de loi tendant à exclure du bénéfice de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 relative à l'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation les concurrents participant à des compétitions de sport automobile ou motocycliste, à raison des risques inhérents à ce type d'épreuves et tacitement acceptés, ainsi que les officiels (n° 2255) [5 octobre 1995].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)** : tome IX : **Jeunesse et sports (n° 2271)** [12 octobre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Fiscalisation des allocations familiales** : revenus modestes [16 janvier 1996] (p. 6).

- **Aide à la scolarité** : conditions d'attribution des bourses [17 avril 1996] (p. 1552).

orales sans débat :

- n° 1099, posée le 28 mai 1996 : **taxe d'enlèvement des ordures ménagères** (p. 3492). Appelée le 4 juin 1996 : récupération par les bailleurs (p. 3741).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Intégration et lutte contre l'exclusion. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [30 octobre 1995] :

Politique de la ville :

- quartiers en difficulté : contrats d'initiative locales (CIL) : emplois de proximité et d'utilité sociale (p. 2759) ;

- quartiers en difficulté : défiscalisation totale ou partielle des investissements (p. 2759) ;

- quartiers en difficulté : présence des services publics : vie associative : crédits relatifs aux associations (p. 2758) ;

- sous-préfets (p. 2759).

Jeunesse et sports. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles [13 novembre 1995] :

Collectivités locales : équipements sportifs : subventions (p. 3522).

Comptes spéciaux du Trésor :

- Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA) (p. 3522) ;

- Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 3522, 3523).

Impôts et taxes : droits de consommation sur les tabacs (p. 3523).

Jeunes :

- insertion sociale : lutte contre l'exclusion et la toxicomanie (p. 3523) ;

- Offices franco-allemand et franco-québécois pour la jeunesse (p. 3523).

Lois : loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme (loi Evin) (p. 3523).

Ministère de la jeunesse et des sports :

- crédits ; effectifs (p. 3522) ;

- services déconcentrés : centres régionaux d'éducation physique et sportive (CREPS) : crédits (p. 3522).

Sports :

- emplois sportifs : emplois de proximité : plan sport-emploi (p. 3523) ;

- Grand Stade de Saint-Denis : coupe du monde de football (p. 3522) ;

- jeux Olympiques d'Atlanta (p. 3522) ;

- promotion du sport et pratique sportive : actions partenariales pour les loisirs et l'insertion : crédits (p. 3522, 3523) ;

- sports mécaniques (p. 3523).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Après l'article 59 :

- favorable à l'amendement n° 325 de M. Jacques Blanc (prélèvement au profit du Fonds national pour le développement du sport au taux de 3 % sur les sommes mises aux jeux exploités par la Française des jeux) (p. 3838).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).**

Principaux thèmes développés [14 novembre 1995] :

Jeunes : éducation pour la santé : crédits pour les sports (p. 3625).

Santé publique :

- dépenses : maîtrise comptable : obligation de résultats (p. 3625).

- médecine préventive : médecine scolaire et médecine du travail : développement : reconversion d'une partie des médecins (p. 3625).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Article 25 (modification des prélèvements opérés sur les sommes engagées au pari mutuel) :

- son amendement n° 69 (relèvement au profit du Fonds national pour le développement de la vie associative du taux supérieur du prélèvement proportionnel) : retiré (p. 4702).

- Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).

Première lecture :

Discussion des articles [7 mars 1996] :

Après l'article 52 :

- son amendement n° 252 (exclusion des participants aux compétitions automobiles ou motocyclistes du champ d'application de la loi du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation) (p. 1409) : rejeté (p. 1410).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur les Etats généraux de l'Université et débat sur cette déclaration (n° 2795).

Principaux thèmes développés [21 mai 1996] :

Universités : santé universitaire.

- Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).

Première lecture :

Discussion des articles [20 juin 1996] :

Article 27 (création d'un établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux) :

- soutient l'amendement n° 147 de M. Raymond Lamontagne (composition des conseils d'administration) (p. 4661) : retiré (p. 4662).

Article 33 (mesures de sauvegarde visant à restaurer le cadre de vie) :

- soutient l'amendement n° 148 de M. Raymond Lamontagne (participation du ou des députés de la ou des circonscriptions concernées) : retiré (p. 4671).

Article 37 (comités consultatifs de quartiers) :

- favorable (p. 4677).

GHEERBRANT (Charles)

Député du Pas-de-Calais

(2^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur du projet de loi portant création d'un fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi (n° 2346) [23 novembre 1995].

Membre de la commission d'enquête sur les aides à l'emploi [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 28 mars 1996] (p. 4775).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2346) portant création d'un fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi (n° 2417) [6 décembre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Concertation entre Parlement et Gouvernement pour la rédaction des ordonnances : modalités [19 décembre 1995] (p. 5321).

- Réforme fiscale : travaux de la commission de réflexion : calendrier [23 avril 1996] (p. 2437).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juillet 1995] :

Après l'article 8 :

- son amendement n° 43 : non soutenu (p. 1170).

- Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173).

Première lecture :

Discussion des articles [27 juillet 1995] :

Article 1^{er} (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi) :

- ses observations (p. 1441) ;

- soutient l'amendement n° 105 de M. Yves Nicolin (prime mensuelle de 2 000 francs remplacée par le dispositif d'exonération des charges sociales prévu par l'article L. 322-4-6 du code du travail relatif au contrat de retour à l'emploi) (p. 1447) : retiré (p. 1448).

Article L. 322-4-3 du code du travail (employeurs concernés) :

- son amendement n° 116 (pas de convention lorsque l'embauche résulte de la rupture ou du non renouvellement d'un contrat à durée déterminée) (p. 1467) : rejeté au scrutin public (p. 1469).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [18 octobre 1995] :

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de : Malvy (Martin) (p. 1988).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale :

- commission des finances : travaux (p. 1988) ;

- motions de procédure (p. 1988).

Finances publiques : dette publique (p. 1988).

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des contrats d'assurance-vie (p. 1988).

Secteur public : entreprises publiques : endettement (p. 1988).

Sécurité sociale : comptes : déficit (p. 1988).

*Deuxième partie :***Intégration et lutte contre l'exclusion. - Questions** [30 octobre 1995] :

Collectivités locales : dotation de solidarité urbaine : réforme : zone de redynamisation urbaine (ZRU) : critères de classement (p. 2780).

Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat. - Questions [30 octobre 1995] :

Organismes et structures : Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales (p. 2808).

- Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).*Première lecture :*

Discussion des articles [7 février 1996] :

Article 1^{er} (*modification des conditions de libération et de répartition de la taxe d'apprentissage*) :

- son amendement n° 43 : non soutenu (p. 654).

- Projet de loi portant création d'un fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi (n° 2346).

Rapporteur de la commission des affaires culturelles.

*Première lecture :***Principaux thèmes développés avant la discussion des articles** [19 décembre 1995] :**Emploi : chômage :**

- aides aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises (ACCRES) (p. 5342) ;
- UNEDIC : conventions de conversion : activation des dépenses passives de chômage (p. 5342).

Entreprises : embauches en contrepartie des départs anticipés (p. 5341).

Lois :

- code du travail : réforme et simplification (p. 5342) ;
- loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 sur le travail, l'emploi et la formation professionnelle (p. 5341).

Retraites : généralités :

- départ anticipé : ouverture du droit : indemnité : couverture maladie et droit à retraite complémentaire (p. 5341) ;
- Fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (p. 5341).

Syndicats : accord des 5 juillet et 6 septembre 1995 sur les départs en retraites anticipées suivis d'embauches compensatrices (p. 5341).

Discussion des articles [19 décembre 1995] :

Avant l'article 1^{er} :

- soutient l'amendement n° 1 de la commission (non codification des textes concernant le fonds d'intervention) (p. 5350) : adopté après modifications (p. 5352) ;
- favorable au sous-amendement n° 17 du Gouvernement (suppression du caractère expérimental du fonds ainsi que la mention d'une date de fin d'existence) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 5350).

Article 1^{er} (*institution d'un fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi*) :

- soutient l'amendement n° 2 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 5353) ;
- soutient l'amendement n° 3 de la commission (suppression du caractère de compensation des embauches résultant de la cessation d'activité des salariés bénéficiaires du fonds d'intervention) : retiré (p. 5353) ;
- favorable à l'amendement n° 16 du Gouvernement (date d'effet de la rupture du contrat de travail) (p. 5354) ;
- soutient l'amendement n° 4 de la commission (montant de l'indemnité de cessation d'activité) : adopté (p. 5354) ;

- favorable à l'amendement n° 15 du Gouvernement (contrôle de l'inspection du travail dans le cas des salariés protégés) (p. 5354) ;

- soutient le sous-amendement n° 19 de la commission (ajout des conseillers prud'homaux) à l'amendement n° 15 du Gouvernement (p. 5354) : adopté (p. 5355) ;

- soutient l'amendement n° 5 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5355) ;

- défavorable à l'amendement n° 13 de M. Michel Berson (caractère obligatoire des embauches consécutives aux cessations d'activité) (p. 5355) ;

- défavorable à l'amendement n° 14 de M. Michel Berson (caractère durable et non aidé des embauches compensatrices) (p. 5356).

Après l'article 1^{er} :

- soutient l'amendement n° 8 de la commission (activation des dépenses de l'Etat au titre de l'indemnisation des chômeurs en fin de droit) (p. 5356) : retiré ; repris par M. Michel Berson (p. 5357) : rejeté (p. 5358).

Article 2 (*assujettissement à une cotisation d'assurance maladie, maternité, invalidité et décès des allocations financées par le Fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi*) :

- soutient l'amendement n° 10 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 5358).

Article 3 (*droit aux prestations en nature des assurances maladie et maternité du régime général pour les allocataires du fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi*) :

- soutient l'amendement n° 9 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 5358).

Article 4 (*dispositions d'application rétroactive*) :

- soutient l'amendement n° 11 de la commission (application de la loi aux cessations d'activité intervenues depuis le 1^{er} octobre 1995) (p. 5358) : adopté après modifications (p. 5359) ;

- favorable au sous-amendement n° 18 du Gouvernement (rétroactivité portée au 6 septembre 1995, date de l'accord initial) à l'amendement n° 11 de la commission (p. 5359).

- Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).*Première lecture :*

Discussion des articles [20 juin 1996] :

Article 2 et dispositions annexées (*redéfinition des zones urbaines prioritaires*) :

- son amendement n° 173 : non soutenu (p. 4621).

GHYSEL (Michel)

Député du Nord

(7^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Aménagement du territoire, ville et intégration : ville et intégration) [11 juin 1996].

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la **politique des Pays-Bas en matière de toxicomanie (n° 2683)** [26 mars 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Grève des Inspecteurs du permis de conduire** : revendications ; conséquences économiques : situation et statut des auto-écoles [29 novembre 1995] (p. 4235, 4236).

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'application des accords de Schengen.**

Principaux thèmes développés [11 octobre 1995] :

Drogue ; Pays-Bas : législation (p. 1806, 1807).

Etrangers : immigration clandestine (p. 1806).

- **Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 juin 1996] (p. 4569) :

Police : effectifs.

Discussion des articles [20 juin 1996] :

Article 2 et dispositions annexées (redéfinition des zones urbaines prioritaires) :

- son amendement n° 213 : non soutenu (p. 4621).

GIRARD (Claude)

Député du Doubs

(1^{re} circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Intégration et lutte contre l'exclusion) [5 juillet 1995].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au supplément de la loyer de solidarité [J.O. du 22 février 1996] (p. 2895).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales [J.O. du 12 mars 1996] (p. 3832).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delalande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers [J.O. du 4 avril 1996] (p. 5236).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [J.O. du 4 avril 1996] (p. 5236).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Aménagement du territoire, ville et intégration : ville et intégration) [7 mai 1996].

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre délégué au logement [J.O. du 10 mai 1996] (p. 7022).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à autoriser une possibilité de retraite anticipée en vue de favoriser l'emploi des jeunes (n° 2145) [7 juillet 1995].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : annexe n° 22 : intégration et lutte contre l'exclusion (n° 2270) [12 octobre 1995].

Rapport d'information déposé en application de l'article 146 du règlement au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'évolution du revenu minimum d'insertion : bilan, perspectives et propositions (n° 2657) [20 mars 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Politique du logement** : logement social : accession à la propriété [21 juin 1995] (p. 571, 572).

- **Violences dans les cités à Besançon** : plan national d'intégration urbaine [14 novembre 1995] (p. 3645).

- **Contrats emploi-solidarité** : conditions d'attribution [5 juin 1996] (p. 3852).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173).**

Première lecture :

Discussion des articles [27 juillet 1995] :

Article 1^{er} (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi) :

Article L. 322-4-4 du code du travail (régime juridique) :

- son amendement n° 11 (impossibilité de substitution sur un même poste d'un premier contrat initiative-emploi à durée déterminée par un autre) (p. 1473) : adopté (p. 1474).

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale (n° 2174).**

Première lecture :

Discussion des articles [28 juillet 1995] :

Article 2 (reconduction jusqu'au 31 décembre 1995 des aides forfaitaires pour l'embauche de jeunes sous contrat d'apprentissage ou de qualification) :

- ses observations (p. 1532).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Intégration et lutte contre l'exclusion. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur spécial de la commission des finances [30 octobre 1995] :

Action sociale et solidarité nationale :

- centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) : SAMU social (p. 2743, 2744) ;
- revenu minimum d'insertion (p. 2743).

Chômage : contrat initiative-emploi (p. 2744).

Communautés européennes et Union européenne : zones urbaines : intervention des fonds européens (p. 2745).

DOM-TOM : revenu minimum d'insertion et protection sociale (p. 2744, 2745).

Délinquance et criminalité : réduction ; flottage ; rajeunissement de la délinquance (p. 2745).

Départements : Doubs (p. 2744).

Enseignement : illettrisme ; rattrapage scolaire ; zones d'éducation prioritaire (p. 2745).

Entreprises : création ; aide aux chômeurs créateurs d'entreprises (ACCRE) (p. 2744).

Etrangers : immigrés ; intégration (p. 2745).

Jeunes :

- fonds d'aide à la jeunesse (FAJ) (p. 2744) ;
- situation : milieu éducatif ; chômage (p. 2745).

Logement et habitat : logement social (p. 2744).

Lois : n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les DOM, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (p. 2744).

Ministère de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion : création : crédits (p. 2743).

Politique de la ville :

- crédits : gestion : fonds interministériel d'intervention (p. 2745) ;
- moyens et procédures : contrats de ville : grands projets urbains (GPU) (p. 2745) ;
- programmes Ville-vie-vacances et Ecoles ouvertes (p. 2745) ;
- projet de loi contre l'exclusion : programme national d'intégration urbaine (PNIU) (p. 2743, 2745) ;
- quartiers en difficulté : accessibilité ; réhabilitation du logement social (p. 2745) ;
- quartiers en difficulté : présence des services publics ; vie associative : crédits relatifs aux associations (p. 2745).

Vote des crédits :

Etat B, titre IV :

- favorable à l'amendement n° 156 de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de 15 millions de francs) (p. 2786).

Logement. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [6 novembre 1995] :

Aidés :

- prêts PAP ou prêts d'accession à la propriété (p. 3108) ;
- prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (p. 3108, 3109) ;
- prime à l'amélioration de l'habitat (p. 3109).

Logement privé : parc ; propriétaires-bailleurs : fiscalité ; droits de mutation (p. 3109).

Logement social :

- HLM (p. 3108, 3109) ;
- logement des plus démunis ; sans domicile fixe (p. 3109).

Organismes et structures :

- Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (p. 3109) ;
- Agence nationale pour l'information sur le logement et agences départementales d'information sur le logement (p. 3109).

Vote des crédits :

Etat C, titre V :

- son amendement n° 229 (réduction des crédits de paiement) (p. 3137) : adopté (p. 3138).

Etat C, titre VI :

- son amendement n° 230 (réduction des crédits de paiement) : adopté (p. 3138).

- Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 novembre 1995] (p. 3997, 3998) :

Allocation de vétéran.

Départements : Doubs.

Formation.

Lois : projet de loi n° 1888 rectifié relatif aux services d'incendie et de secours.

Sapeurs-pompiers volontaires.

Service national : sapeurs-pompiers auxiliaires.

Services d'incendie et de secours.

Travail : autorisations d'absence et disponibilité.

Deuxième lecture

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 février 1996] (p. 926) :

Formation professionnelle.

- Projet de loi relatif au supplément de loyer de solidarité (n° 2319).

Première lecture :

Discussion des articles [14 décembre 1995] :

Article 1^{er} (conditions d'attribution des logements et plafonds de ressources. - Supplément de loyer de solidarité) :

Article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation :

- son sous-amendement n° 89 (de précision) à l'amendement n° 4 de la commission (modalités de calcul du supplément de loyer de solidarité, dérogations pour les quartiers situés en zones urbaines sensibles) : non soutenu ; repris par M. Joseph Klifa : adopté (p. 5236) ;
- son sous-amendement n° 90 (de précision) à l'amendement n° 4 de la commission : non soutenu ; repris par M. Joseph Klifa : adopté (p. 5236).

- Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [18 juin 1996] :

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : Fabius (Laurent) (p. 4476).

Son intervention (p. 4593).

Principaux thèmes développés :

Associations (p. 4593).

Emploi (p. 4593).

Police : effectifs (p. 4593).

Ville : banlieues (p. 4477).

GIRAUD (Michel)

Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle puis député du Val-de-Marne

(6^e circonscription)

RPR

Elu député le 25 juin 1995 [J.O. du 28 juin 1995] (p. 9678).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 28 juin 1995] (p. 9678).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions : démission du gouvernement de M. Edouard Balladur. Décret du 11 mai 1995 [J.O. du 12 mai 1995] (p. 7976).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 11 juillet 1995] (p. 10383).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 17 octobre 1995] (p. 15111).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 17 octobre 1995] (p. 15111).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la participation à la gestion dans les services publics (n° 2742) [25 avril 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Droit de grève et droit au travail** : grève des transports : conséquences en matière de droit au travail des usagers [29 novembre 1995] (p. 4234, 4235).

GISCARD d'ESTAING (Valéry)

Député du Puy-de-Dôme

(3^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Président de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères, sur la politique européenne de la France à la veille du Conseil européen de Madrid et débat sur cette déclaration (n° 2441).**

Principaux thèmes développés [13 décembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne :

- élargissement (p. 5067, 5068) ;
- institutions et conférence intergouvernementale (p. 5067, 5068) ;
- politique étrangère et de sécurité commune (p. 5068) ;
- subsidiarité (p. 5068) ;
- Union économique et monétaire (p. 5068, 5069).

Finances publiques (p. 5069).

Ex-Yougoslavie (p. 5067).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances sur l'Union économique et monétaire et débat sur cette déclaration (n° 2576).**

Principaux thèmes développés [20 février 1996] (p. 999).

Communautés européennes et Union européenne :

- convergence économique et couple franco-allemand ;
- monnaie unique, Union économique et monétaire.

Finances publiques.

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, sur le débat d'orientation budgétaire et débat sur cette déclaration (n° 2768).**

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères [14 mai 1996] (p. 3106).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence : monnaie unique (p. 3106).

Emploi : généralités (p. 3107).

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux : dette publique (p. 3106) ;
- dépenses publiques (p. 3108) ;
- politique budgétaire (p. 3107).

Gouvernements socialistes : héritage (p. 3106).

Politique économique : croissance (p. 3106).

Prévisions et projections économiques (p. 3107).

GLAVANY (Jean)

Député des Hautes-Pyrénées

(3^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Prestations sociales agricoles) [5 juillet 1995].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au supplément de la loyer de solidarité [J.O. du 22 février 1996] (p. 2895).

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Prestations sociales agricoles) [11 juin 1996].

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : tome XVI : Prestations sociales agricoles (n° 2271) [12 octobre 1995].

Proposition de loi relative aux conditions d'indemnisation des victimes du régime de « Vichy » (n° 2524) [7 février 1996].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application du « nouveau contrat pour l'école » et de la loi n° 95-836 du 13 juillet 1995 de programmation du « nouveau contrat pour l'école » (n° 2758) [3 mai 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Rentrée universitaire** : statut de l'étudiant ; crédits [11 octobre 1995] (p. 1778, 1779).

- **Crise de l'Université** : fonctionnement ; financement [21 novembre 1995] (p. 3927, 3928).

- **Procédures exceptionnelles** : recours aux ordonnances et engagement de responsabilité du Gouvernement [13 décembre 1995] (p. 5094).

- **Événements de Corse** : état de droit [20 février 1996] (p. 988).

- **Réforme du système éducatif** : propositions de la commission Fauroux [16 avril 1996] (p. 2221).

orales sans débat :

- **n° 718**, posée le 22 novembre 1995 : **avenir d'Aérospatiale** (p. 3962). Appelée le 30 novembre 1995 : suppression d'emplois (p. 4286).

- n° 978, posée le 16 avril 1996 : **régiments et industrie d'armement dans l'agglomération tarbaise** (p. 2271). Appelée le 18 avril 1996 : avenir (p. 2363).
- n° 1111, posée le 28 mai 1996 : **application du plan social de GIAT-Industries à Tarbes** (p. 3494). Appelée le 4 juin 1996 : menaces sur l'emploi (p. 3729).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA.

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour le BAPSA suppléé par : *Le Vern (Alain)* [2 novembre 1995].

Education nationale, enseignement supérieur et recherche. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [9 novembre 1995] :

Association périscolaire d'éducation populaire : subventions (p. 3294).

Enseignants :

- formation : instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) (p. 3294) ;
- maîtres auxiliaires (p. 3294).

Enseignement secondaire : collèges : créations de postes : taux de réussite au baccalauréat (p. 3293).

Enseignement technique et professionnel : insertion professionnelle : apprentissage : stages (p. 3294).

Etablissements scolaires : rythmes scolaires (p. 3294).

Ministère de l'éducation nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche : crédits : effectifs (p. 3293).

Politique de l'éducation : contenu : évolution : Nouveau contrat pour l'école : loi de programmation (p. 3293).

Professions médicales et paramédicales : médecins et infirmières scolaires (p. 3293).

Zones d'éducation prioritaire (p. 3293).

Jeunesse et sports. - Vote des crédits [13 novembre 1995] :**Etat B, titre IV :**

- défavorable à l'amendement n° 337 de M. Jean-Yves Haby (réduction des crédits de 33 millions de francs) (p. 3543) ;
- ses observations sur l'amendement n° 130 de M. Gilbert Gantier (réduction des crédits de 184,5 millions de francs) (p. 3545).

- Projet de loi relatif au supplément de loyer de solidarité (n° 2319).

Première lecture :

Discussion des articles [20 décembre 1995] :

Article 3 (validation des suppléments de loyer de la Régie immobilière de la ville de Paris) :

- soutient l'amendement n° 76 de M. Jacques Guyard (de suppression) : rejeté (p. 5382).

Article 5 (validation de certains barèmes de supplément de loyer) :

- soutient l'amendement n° 77 de M. Jacques Guyard (de suppression) : rejeté (p. 5383).

Après l'article 6 :

- soutient l'amendement n° 78 de M. Jacques Guyard (revalorisation des plafonds de ressources avant l'entrée en vigueur de la présente loi) (p. 5385) : rejeté (p. 5386).

Seconde délibération de l'article 1^{er} :

Article 1^{er} (supplément de loyer de solidarité) :

Article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation :

- ses observations sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (liberté accordée aux organismes d'HLM de fixer un surloyer égal à zéro dans certains quartiers difficiles à condition de respecter une moyenne) (p. 5388).

Ses explications de vote (p. 5389).

Vote contre du groupe socialiste.

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 février 1996] :

Aides : prêts locatifs aidés (p. 705).

Impôts et taxes : généralités (p. 704, 705).

Logement social : HLM : loyer et surloyer (p. 705).

Ville : zones urbaines sensibles : liste et remise à jour (p. 705).

Discussion des articles [7 février 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- son amendement n° 5 (abrogation de l'article 14 de la loi de finances pour 1996) : rejeté (p. 707).

Article 1^{er} (supplément de loyer de solidarité) :

- son amendement n° 6 (de suppression) (p. 708) : rejeté (p. 709).

Article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation :

- son amendement n° 7 (dérogation aux plafonds de ressources pour l'attribution des logements dans les quartiers dégradés) (p. 709) : rejeté (p. 710) ;

- son amendement n° 8 (non-application aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans) : rejeté (p. 710) ;

- son amendement n° 10 (dérogations préfectorales pour la non-application du surloyer) (p. 710) : rejeté (p. 711) ;

- son amendement n° 11 (non-application dans les agglomérations où les logements sociaux représentent plus de 30 % des résidences principales) : rejeté (p. 711) ;

- son amendement n° 9 (critères de la révision annuelle des plafonds de ressources) (p. 711) : rejeté (p. 712).

Article L. 441-9 du code de la construction et de l'habitation :

- son amendement n° 12 (fréquence de la communication des avis d'imposition nécessaires à l'établissement du supplément de loyer de solidarité) (p. 712) : rejeté (p. 713) ;

Article L. 441-11 du code de la construction et de l'habitation :

- son amendement n° 13 (suppression du texte proposé pour l'article L. 441-11 du code de la construction et de l'habitation) : rejeté (p. 713).

Article L. 441-15 du code de la construction et de l'habitation :

- son amendement n° 14 (affectation du supplément de loyer de solidarité) : rejeté (p. 713).

Article 1^{er} quater (rapport sur l'occupation des logements HLM et son évolution) :

- son amendement n° 15 (suppression de la pénalité pour non-réponse) : rejeté (p. 714).

Article 2 bis supprimé par le Sénat (imputation des montants de surloyer sur le prix d'achat d'un logement HLM) :

- ses observations sur les amendements n° 2 de la commission et 3 de M. Raoul Béteille (rétablissement de l'article) (p. 714, 715).

Après l'article 6 :

- son amendement n° 16 (réévaluation des plafonds de ressources pour l'attribution des logements HLM avant l'entrée en vigueur de la présente loi) : rejeté (p. 715).

- Projet de loi constitutionnelle instituant la loi d'équilibre de la sécurité sociale (n° 2455).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [23 janvier 1996] :

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 215).

Son intervention (p. 239).

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de : *Fabius (Laurent)* (p. 262).

Principaux thèmes développés :

Constitution : Comité consultatif constitutionnel (p. 240, 262).

Conseil constitutionnel : décision DC n° 87-234 du 7 janvier 1988 (loi organique relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale) (p. 262).

Gouvernement : fixation des taux de cotisation sociale (p. 240).

Loi d'équilibre :

- lois d'équilibre rectificatives (p. 239) ;
- recettes (p. 239).

Lois organiques : complément de la révision constitutionnelle : avant-projet (p. 215, 263).

Parlement : pouvoir d'orientation : dépenses de protection sociale (p. 239).

Santé publique : politique sanitaire (p. 241).

Syndicats : paritarisme : étatisation (p. 215, 239).

Discussion des articles [24 janvier 1996] :

Article 1^{er} (*institution de la loi d'équilibre de la sécurité sociale*) :

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 52 de M. Bruno Bourg-Broc (dispositions législatives nécessaires à la réalisation de l'équilibre) à l'amendement n° 13 rectifié de la commission (nouvelle dénomination des lois de financement, existence de lois rectificatives, vote sur les recettes de la sécurité sociale) (p. 308) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 54 de M. Raoul Béteille (rédactionnel) à l'amendement n° 13 rectifié de la commission (p. 308) ;

- *soutient* l'amendement n° 29 de M. Jacques Floch (définition des objectifs de protection sociale et de santé publique) (p. 302) : devenu sans objet (p. 308).

- **Rappel au règlement** : s'indigne de la mise en cause « mensongère et diffamatoire » d'anciens ministres socialistes par le Garde des sceaux, en réponse à une question posée au Gouvernement sur la situation en Corse et demande une suspension de séance [21 mai 1996] (p. 3250).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur les Etats généraux de l'Université et débat sur cette déclaration** (n° 2795).

Principaux thèmes développés [21 mai 1996] (p. 3260) :

Cycles universitaires : premier cycle : diplômes : réforme et revalorisation.

Enseignements technologique et professionnel : cycles courts : IUT, IUP, BTS et DEUG technologiques.

Etudiants : statut : aides sociales de l'Etat : bourses : allocation logement : couverture sociale.

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche :

- budget ;
- commission Fauroux.

Universités :

- démographie universitaire : sélection ; « numerus clausus » ;
- moyens et financement : créations de postes ;
- plan Université 2000 ;
- réforme : concertation : Etats généraux : référendum.

- Projet de loi relatif à l'entreprise nationale France Télécom (n° 2884).

Première lecture :

Discussion des articles [26 juin 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- *soutient* l'amendement n° 46 de Mme Ségolène Royal (principe de transparence) (p. 4938) ; rejeté (p. 4943).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par MM. Alain Juppé, Premier ministre, Jacques Toubon, garde des sceaux, ministre de la justice et Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, sur la situation en Corse et débat sur cette déclaration** (n° 2815).

Principaux thèmes développés [28 mai 1996] :

Corse : institutions (p. 3519) ;

Gouvernement : gouvernements précédents (p. 3516).

Ordre public :

- crimes et délits (p. 3517) ;
- poursuites judiciaires (p. 3518).

Politique économique et sociale : zone franche (p. 3519).

GOASDUFF (Jean-Louis)

Député du Finistère

(3^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Pêche à pied** : réglementation [6 mars 1996] (p. 1246).

GOASGUEN (Claude)

Député de Paris

(10^e circonscription)

UDF

puis ministre de la réforme d'Etat, de la décentralisation et de la citoyenneté

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Cessation de son mandat de député le 18 juin 1995 [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9343).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Est nommé ministre de la réforme d'Etat, de la décentralisation et de la citoyenneté. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 10 juin 1995] (p. 9014).

Fin de ses fonctions ministérielles : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

DEPOTS

Proposition de loi visant à limiter la création et l'exploitation d'établissements de spectacles ou de commerce à caractère pornographique (n° 1998) [5 avril 1995].

Proposition de loi visant à réglementer les propositions de rencontres entre particuliers présentées par des professionnels (n° 2004) [5 avril 1995].

REponses AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

– **Merville (Denis) : finances locales** : transferts de charges [7 juin 1995] (p. 450, 451).

– **Zeller (Adrien) : dotation globale d'équipement des communes** : montant [3 octobre 1995] (p. 1579 et 1580).

orales sans débat de :

– **Warhouver (Aloÿse) (n° 606) : délit de prise illégale d'intérêts** : champ d'application ; maires agriculteurs ; location d'une parcelle communale [2 juin 1995] (p. 410, 411).

INTERVENTIONS

En qualité de ministre.

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1995] :

Collectivités locales :

- budgets locaux (p. 3046, 3047, 3049) ;
- compétences (p. 3049, 3051) ;
- concours financiers de l'Etat : pacte de stabilité financière (p. 3046, 3047, 3051) ;
- départements : aide sociale et allocation dépendance (p. 3049) ;
- dotation de solidarité urbaine (p. 3049, 3050) ;
- dotation générale de décentralisation (p. 3047, 3049) ;
- dotation globale d'équipement (p. 3047, 3050, 3051) ;
- dotation globale de fonctionnement (p. 3047, 3048, 3050) ;
- dotation régionale d'équipement scolaire et dotation départementale d'équipement des collèges (p. 3047, 3049) ;
- fonds de compensation de la TVA (p. 3047, 3050) ;
- groupements de communes (p. 3050) ;
- pays (p. 3050).

Communes : Paris (p. 3050).

Enseignement supérieur : plan Université 2000 (p. 3048).

Etat : commissariat à la réforme de l'Etat (p. 3051).

Impôts locaux :

- allègements : compensation (p. 3047, 3049, 3050) ;
- évaluations cadastrales : révision (p. 3049) ;
- Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (p. 3047, 3048).

Ville : politique de la ville (p. 3049).

Réponses aux questions :

Collectivités locales :

- compétences et transferts de charges (MM. Jean-Claude Mignon et Jean-Claude Paix) (p. 3058, 3070) ;
- DGF : suppression de la franchise postale (M. Bernard Schreiner) (p. 3058) ;
- élus : préretraite (M. Gilbert Meyer) (p. 3065).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : CNRACL (M. Jean-Pierre Brard) (p. 3055).

Services publics : zones rurales (M. Jean Proriol) (p. 3069).

Villes nouvelles (M. Gérard Jeffray) (p. 3068).

GODARD (Michel)

Député du Morbihan

(5^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. – *Questions* [25 octobre 1995] :

Transports maritimes : ports autonomes ; port de Lorient (p. 2504, 2505).

Agriculture, pêche et alimentation. – **BAPSA.** – *Questions* [2 novembre 1995] :

Pêche : flotte (p. 2944).

Défense. – *Questions* [8 novembre 1995] :

Armée de terre : RICM de Vannes : transfert à Poitiers (p. 3252).

– **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 juin 1996] :

Article 1^{er} précédemment réservé (*approbation du rapport annexé*) :

– *son* amendement n° 115 (extension au matériel naval à l'amendement n° 111 de M. Olivier Darrason (accès aux fonds des CODEVI pour financer les investissements réalisés au profit des petites et moyennes entreprises dans le domaine aéronautique) : devenu sans objet (p. 4034).

GODFRAIN (Jacques)

Député de l'Aveyron

(3^e circonscription)

RPR

Questeur de l'Assemblée nationale

puis ministre délégué à la coopération

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Cessation de son mandat de député le 18 juin 1995 [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9343).

NOMINATIONS

Est nommé questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5405).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Est nommé ministre délégué à la coopération. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

Cesse d'être questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 juin 1995] (p. 8789).

Fin de ses fonctions ministérielles : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

Est nommé ministre délégué à la coopération. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16345).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- **Philibert (Jean-Pierre) : disparus de Casamance : Sénégal : Français disparus : recherche** [21 juin 1995] (p. 576, 577).
 - **Lasueur (André) : Haïtiens de Saint-Martin : aide au retour** [17 octobre 1995] (p. 1879).
 - **Jacquaint (Muguatta) : plan de l'ONU contre le sida : participation française** [15 novembre 1995] (p. 3753).
 - **Malhuret (Claude) : droits de l'homme au Cambodge : arrestation de Norodom Sirivudh : attitude de la France** [28 novembre 1995] (p. 4113).
 - **Jambu (Janine) : condamnation de Sarah Balabagan : Emirats arabes unis : intervention de la France ; perspectives de libération** [29 novembre 1995] (p. 4237, 4238).
 - **Bireau (Jean-Claude) : aide au développement en faveur de l'Afrique : politique de la France** [21 février 1996] (p. 1035).
 - **Cazanava (Richard) : conflit israélo-libanais : bombardements ; attitude de la France** [23 avril 1996] (p. 2433).
 - **Bignon (Jérôme) : sécurité nucléaire : coopération internationale** [23 avril 1996] (p. 2433).
 - **Berson (Michel) : génocide arménien : reconnaissance du génocide de 1915** [23 avril 1996] (p. 2436).
 - **Rochabioine (François) : génocide arménien : reconnaissance du génocide de 1915** [23 avril 1996] (p. 2437).
 - **Aurillac (Martine) : franc et franc CFA : parité ; relations avec les pays d'Afrique** [24 avril 1996] (p. 2539).
 - **Amaline (Nicola) : situation en République centrafricaine : attitude de la France** [21 mai 1996] (p. 3234).
 - **Cazanava (Richard) : sécurité des ressortissants français en République centrafricaine : attitude de la France** [21 mai 1996] (p. 3235).
 - **Hunault (Michel) : la France et la République centrafricaine : mutinerie : attitude de la France** [28 mai 1996] (p. 3502).
 - **Bonnet (Yves) : politique africaine de la France : mutinerie en Centrafrique : attitude de la France** [28 mai 1996] (p. 3504).
 - **Telssier (Guy) : délocalisation de l'ORSTOM à Marseille : modalités : calendrier** [4 juin 1996] (p. 3753).
 - **Charles (Bernard) : Proche-Orient : conflit israélo-arabe : processus de paix** [19 juin 1996] (p. 4531).
- orales sans débat de :**
- **Michal (Jean-Pierre) (n° 712) : prise en compte des périodes d'activités accomplies au sein d'organisations internationales : activités sur le territoire national : annuités liquidables** [23 novembre 1995] (p. 4053 à 4055).
 - **Gayssot (Jean-Claude) (n° 998) : protection phonique de cités proches de voies ferrées : construction d'un mur anti-bruit à Bobigny** [25 avril 1996] (p. 2596).
 - **Urbaniak (Jean) (n° 990) : risques naturels et technologiques majeurs dans le Pas-de-Calais : situation de l'environnement de Lens** [25 avril 1996] (p. 2598).
 - **Courson (Charles de) (n° 995) : barrage réservoir des côtes de Champagne : construction** [25 avril 1996] (p. 2600).

- **Lipkowski (Jean de) (n° 1003) : conséquences du classement de la presqu'île d'Arvert pour l'ostréiculture : révision de la zone de classement** [25 avril 1996] (p. 2601).
- **Janquin (Serge) (n° 1033) : Français de l'étranger : soutien de la présence française à l'étranger** [7 mai 1996] (p. 2849).
- **Meylan (Michel) (n° 1075) : harmonisation communautaire en matière d'utilisation des équipements de travail : coût ; conséquences** [21 mai 1996] (p. 3213).
- **Barety (Jean-Paul) (n° 1061) : contrôle de qualité des produits alimentaires : promotion d'un label de qualité** [21 mai 1996] (p. 3214).
- **Bousquet (Dominique) (n° 1062) : entreprises de travaux forestiers : difficultés** [21 mai 1996] (p. 3215).
- **Bailligand (Jean-Pierre) (n° 1069) : Compagnie française de sucrerie : restructuration** [21 mai 1996] (p. 3216).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987, relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté le 25 novembre 1992 à Copenhague (n° 1798).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 octobre 1995] :

Agriculture : bromure de méthyle : utilisation (p. 1851).

Air : couche d'ozone (p. 1846).

Communautés européennes et Union européenne : Conseil du 2 décembre 1993 (p. 1846).

Industrie : produit de substitution aux CFC (p. 1851).

Pays en voie de développement : production et trafics de CFC (p. 1851, 1852).

Protocole de Montréal du 16 septembre 1987 et amendement de Copenhague du 25 novembre 1992 (p. 1846).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Coopération. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [12 novembre 1995] :

Afrique :

- généralités (p. 3492) ;
- franc CFA : dévaluation (p. 3491, 3492).

Communautés européennes et Union européenne : accords de Lomé (p. 3492).

Coopération financière :

- Caisse française de développement (p. 3489, 3492) ;
- Fonds d'aide et de coopération (p. 3491, 3492).

Ministère :

- aide aux pays hors champ (p. 3492) ;
- crédits (p. 3489 à 3491) ;
- grand ministère (p. 3491).

Organisations non gouvernementales : crédits (p. 3491).

Réponses aux questions :

Afrique : zone franc : dévaluation du franc CFA et coopération financière (MM. Pierre Gascher, Michel Habig) (p. 3493 à 3495).

Communautés européennes et Union européenne : accords de Lomé : signature du huitième FED (Mme Martine Aurillac) (p. 3494).

Organisations non gouvernementales (M. Michel Meylan) (p. 3493).

*Vote des crédits :***Etat B, titre IV :**

- favorable à l'amendement n° 262 rectifié de M. Bernard de Froment (réduction des crédits relatifs aux effectifs de l'assistance technique civile) (p. 3496).

GONNOT (François-Michel)*Député de l'Oise**(6 circonscription)*

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610) [J.O. du 14 janvier 1995] (p. 737).

Vice-président de cette commission [J.O. du 14 janvier 1995] (p. 738).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [J.O. du 19 janvier 1995] (p. 1023).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Président de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Membre du comité de gestion du fonds d'investissement des transports routiers et des voies navigables [J.O. du 7 avril 1995] (p. 5507).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Robert Pandraud (n° 2153) sur la proposition modifiée de directive du Conseil instaurant une taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et sur l'énergie (COM [95] 172 final/E-443) [25 juillet 1995].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réglementation des télécommunications [J.O. du 8 juin 1996] (p. 8501).

Président de cette commission [J.O. du 12 juin 1996] (p. 8757).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales [J.O. du 18 juin 1996] (p. 9094).

Vice-président de cette commission [J.O. du 20 juin 1996] (p. 9264).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat [J.O. du 20 juin 1996] (p. 9264).

Vice-président de cette commission [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9336).

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme le ministre de l'environnement et de M. le ministre délégué aux affaires européennes [J.O. du 24 juillet 1996] (p. 11180).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission de la production et des échanges sur les **perspectives de développement des relations économiques entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la France** (n° 2009) [5 avril 1995].

Proposition de loi tendant à **interdire la publication, la diffusion et le commentaire de tout sondage d'opinion**, trois semaines avant une élection (n° 2036) [16 mai 1995].

Proposition de loi modifiant la loi d'orientation n° 73-1193 du commerce et de l'artisanat (n° 2107) [23 juin 1995].

Proposition de loi visant à **améliorer la circulation routière** (n° 2200) [28 juillet 1995].

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 2153) de M. Robert Pandraud sur la **proposition modifiée de directive du Conseil instaurant une taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et sur l'énergie** (COM [95] 172 final/n° E-443) (n° 2552) [7 février 1996].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission de la production et des échanges sur le **développement économique du Vietnam et ses conséquences en matière d'urbanisation** (n° 2816) [28 mai 1996].

QUESTIONS**au Gouvernement :**

- **Régime statutaire et fiscal des associations** : assujettissement à la TVA [31 octobre 1995] (p. 2856, 2857).

- **Hébergement des sans-abri** : hébergement [6 décembre 1995] (p. 4643, 4644).

- **Projet de loi sur la qualité de l'air** : état d'avancement [7 février 1996] (p. 672).

orales sans débat :

- n° 604, posée le 1^{er} juin 1995 : **fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables**. Appelée le 1^{er} juin 1995 : comité de gestion : compétences (p. 395, 396).

- n° 862, posée le 6 février 1996 : **prévention des inondations** (p. 625). Suppléé par M. Jean-Luc Prétel. Appelée le 15 février 1996 : bilan d'exécution du plan national de prévention (p. 919).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés** (n° 1659).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [10 janvier 1995] :

Son intervention (p. 19).

- **Proposition de résolution sur les propositions de directives concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel** (COM [91] 548 final/n° E-211) (n° 2069).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [21 juin 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : service public européen (p. 592).

France : contre proposition de l'acheteur unique (p. 591).

Secteur public :

- missions de service public (p. 591) ;

- personnels : statut (p. 591).

Discussion de l'article unique [21 juin 1995] :

- favorable à l'amendement n° 6 de M. Franck Borotra (concertation avec les partenaires sociaux en cas de modification de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 relative à la nationalisation de l'électricité et du gaz) (p. 600) ;

- ses observations sur l'amendement n° 4 de Mme Janine Jambu (organisation d'un débat public sur les atouts du service public de l'électricité ainsi que sur les améliorations à lui apporter et réaffirmation de la politique énergétique de la France) (p. 602).

- Projet de loi portant amnistie (n° 2083).

Première lecture :

Discussion des articles [28 juin 1995] :

Article 26 (infractions exclues de l'amnistie) :

- son amendement n° 36 précédemment réservé soutenu par M. Pierre Albertini (violences sur des personnes âgées) : rejeté (p. 717).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [20 et 21 octobre 1995] :

Article 14 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et aménagement de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures) :

- son amendement n° 11 : non soutenu (p. 2230).

Article 16 (institution d'une contribution annuelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction) :

- son amendement n° 6 : non soutenu (p. 2267).

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - Questions [25 octobre 1995] :

Transports fluviaux : Voies navigables de France : crédits (p. 2475).

- Proposition de résolution sur des propositions de directives communautaires relatives aux services publics :

- propositions de directives du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final du 21 février 1992/n° E-211) ;

- proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications (COM [95] 379 final du 19 juillet 1995/n° E-467) ;

- proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité du service (n° E-474 et E-507) ;

- projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission 90/388/CEE et concernant l'ouverture complète du marché des télécommunications à la concurrence (n° E-508) ;

- communication de la Commission sur le développement des chemins de fer communautaires. - Application de la directive 91/440/CEE. - Nouvelles mesures pour le développement des chemins de fer et une proposition de directive du Conseil modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement des chemins de fer communautaires. - COM (95) 337 final (n° E-510),

(n° 2261).

Avant la discussion de l'article unique [30 novembre 1995] :

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 4514).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne :

- accès des tiers au réseau et acheteur unique (p. 4514) ;
- institutions et conférence intergouvernementale de 1996 (p. 4525, 4526).

Services publics : missions, égalité d'accès, péréquation tarifaire (p. 4525, 4526).

Discussion de l'article unique :

- défavorable à l'amendement n° 5 de M. Jacques Vernier (abrogation de l'article 90-3 du traité instituant les Communautés européennes) (p. 4536).

- Projet de loi relatif aux transports (n° 2301).

Première lecture :

Discussion des articles [29 novembre 1995] :

Article 25 (exclusion de Saint-Pierre-et-Miquelon du champ d'application de certaines des nouvelles dispositions du code de l'aviation civile) :

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 4246, 4247).

Police de la route et circulation routière : délit de grand excès de vitesse, drogue au volant, signalisation des voitures.

Après l'article 26 :

- soutient l'amendement n° 38 de M. René Beaumont (accompagnement des enfants de deux à six ans lors du transport scolaire communal) (p. 4250) : retiré (p. 4251) ;

- son amendement n° 43 (obligation du port de la ceinture de sécurité dans les modes de transport collectif interurbain) (p. 4251) : retiré (p. 4252) ;

- son amendement n° 44 (équipement d'un limiteur de vitesse de tout véhicule automobile) : retiré (p. 4252) ;

- son amendement n° 45 (prévention et répression de l'usage de la drogue ou de certains médicaments par les conducteurs) (p. 4252) : retiré (p. 4254) ;

- son amendement n° 46 rectifié (de coordination) : devenu sans objet (p. 4254).

Après l'article 27 :

- soutient l'amendement n° 55 de M. René Beaumont (existence légale des responsabilités assumées par la Compagnie nationale du Rhône en ce qui concerne l'aménagement de la Saône de Laperrière à Lyon) : adopté (p. 4254) ;

- soutient l'amendement n° 39 rectifié de M. René Beaumont (recouvrement de la taxe hydraulique et d'un certain nombre de péages par de nouvelles catégories de personnel de Voies navigables de France) (p. 4255) : adopté (p. 4256).

- **Projet de loi relatif au supplément de loyer de solidarité (n° 2319).**

Première lecture :

Discussion des articles [20 décembre 1995] :

Article 1^{er} (conditions d'attribution des logements et plafonds de ressources. - Supplément du loyer de solidarité) :

Article L. 441-9 du code de la construction et de l'habitation :

- son amendement n° 16 soutenu par M. Joseph Klifa (prise en compte des ressources de l'ensemble des personnes vivant au foyer) : adopté (p. 5373).

- **Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [20 et 21 mars 1996] :

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 1914).

Principaux thèmes développés :

Administration : Conseil de la concurrence.

Commerce et artisanat :

- commerce de détail ;
- grandes surfaces : généralités.

Commerce extérieur : balance commerciale française.

Consommateurs : Conseil national de la consommation.

Politique économique : contrôle ou liberté des prix : ordonnance du 1^{er} décembre 1986.

Deuxième lecture :

Discussion des articles [29 mai 1996] :

Article 1^{er} D (art. 10-1 nouveau de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : offre ou vente aux consommateurs à prix abusivement bas) :

- ses observations (p. 3557) ;
- ses observations sur l'amendement n° 79 du Gouvernement (cas de la vente des carburants au détail) (p. 3561).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, sur la charte d'installation des jeunes agriculteurs et le statut des conjoints et débat sur cette déclaration (n° 2722).

Son intervention en qualité de président de la commission de la production [23 avril 1996] (p. 2455).

Principaux thèmes développés :

Exploitants agricoles :

- conjoints et aides familiaux : statut (p. 2455) ;
- dotation aux jeunes agriculteurs ; charte nationale pour l'installation des jeunes en agriculture (p. 2455) ;
- retraites et préretraites (p. 2456).

Exploitations agricoles : transmission (p. 2456).

Impôts locaux : impôt sur le foncier non bâti (p. 2456).

Lois :

- loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture (p. 2455) ;
- loi d'orientation pour l'agriculture : projet de loi début 1997 (p. 2456).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, sur le débat d'orientation budgétaire et débat sur cette déclaration (n° 2768).

Son intervention en qualité de président de la commission de la production [14 mai 1996] (p. 3112).

Principaux thèmes développés :

Agriculture (p. 3114).

Aménagement du territoire (p. 3113).

Automobiles et cycles (p. 3112).

Commerce extérieur (p. 3113).

Emploi : généralités (p. 3112).

Entreprises (p. 3112).

Finances publiques : dépenses publiques (p. 3112).

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 3112).

Logement et habitat : aides au logement (p. 3113).

Politique économique : investissement (p. 3112).

Recherche (p. 3112).

Transports : infrastructures (p. 3113).

Ville (p. 3113).

- Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [22 mai 1996] :

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 3296).

Principaux thèmes développés :

Artisanat (p. 3297).

Emploi (p. 3296).

Formation professionnelle : apprentissage et qualification professionnelle (p. 3297).

Hôtellerie et restauration (p. 3297).

Impôts et taxes (p. 3298).

Lois : loi Royer n° 73-1193 du 27 décembre 1973 (p. 3296).

Marchés publics (p. 3298).

Prix et concurrence : grandes surfaces et abus de position dominante (p. 3296).

Discussion des articles [23 mai 1996] :

Article 5 (projets soumis à autorisation) :

- son sous-amendement n° 248 (non-application dans les unités urbaines de moins de 20 000 habitants) à l'amendement n° 50 de la commission (autorisation pour la création d'ensembles de salles de spectacles cinématographiques de plus de mille cinq cents places) (p. 3392) : retiré (p. 3395).

- Déclaration du Gouvernement sur la SNCF présentée par Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports et M. Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme (n° 2875).

Son intervention [11 juin 1996] (p. 4098).

Principaux thèmes développés :

Aménagement du territoire (p. 4100).

Environnement (p. 4099).

Lois : loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (p. 4099).

Transports :

- modes de transports : concurrence (p. 4099) ;
- transports aériens (p. 4099).

Transports ferroviaires :

- fret (p. 4100) ;
- infrastructures : financement (p. 4099) ;
- service public ferroviaire (p. 4100) ;
- SNCF : avenir : situation financière (p. 4098) ;
- SNCF : personnel (p. 4100) ;
- TGV (p. 4099).

Transports fluviaux (p. 4099).

Voirie : réseau autoroutier (p. 4099).

- Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [12 juin 1996] :

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 4145).

Principaux thèmes développés :

Air :

- pollution atmosphérique (p. 4145) ;
- réseaux de surveillance (p. 4146).

Energie :

- généralités (p. 4145) ;
- carburants (p. 4146).

Environnement :

- généralités (p. 4145) ;
- circulation automobile (p. 4146).

Impôts et taxes :

- incitations fiscales (p. 4146) ;
- taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 4146).

Lois : loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs (p. 4145).

Santé publique (p. 4145).

Transports : transports collectifs (p. 4146).

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 4145).

Discussion des articles [13 et 14 juin 1996] :

Après l'article 2 :

- ses observations sur l'amendement n° 189 de M. Jean-Jacques Weber (création d'un Conseil national pour la qualité de l'air) (p. 4276) ;
- ses observations sur l'amendement n° 328 de M. Christian Bataille (création d'un Conseil national pour la qualité de l'air) (p. 4276) ;
- ses observations sur l'amendement n° 219 corrigé de M. Pierre Albertini (création d'un Conseil national pour la qualité de l'air) (p. 4276).

Article 7 (modalités d'élaboration et d'adoption du plan régional) :

- soutient l'amendement n° 170 de la commission des affaires culturelles (modalités de consultation du conseil régional) : retiré (p. 4306) ;
- ses observations sur l'amendement n° 81 corrigé de la commission (révision du plan) (p. 4308).

Article 12 (mesures prises dans le cadre de la procédure d'alerte) :

- soutient l'amendement n° 93 de la commission (de conséquence) : retiré (p. 4320) ;
- défavorable à l'amendement n° 382 de Mme Ségolène Royal (restriction à la circulation des véhicules diesel et des véhicules ne transportant qu'un seul passager) (p. 4321).

Après l'article 12 :

Répond aux observations de : *Le Déaut (Jean-Yves)* : précise que l'amendement n° 414 de M. Georges Sarre a été repris par la commission de la production et sera examiné sous le n° 442 après l'article 13 (p. 4331).

Après l'article 13 :

- soutient l'amendement n° 442 de M. Jacques Vernier (gratuité d'accès aux transports collectifs en cas de dépassement des seuils de pollution et de déclenchement de la procédure d'alerte) (p. 4331) : adopté (p. 4332).

Article 14 (modifications des dispositions relatives aux plans de déplacements urbains) :

Article 28 de la loi du 30 décembre 1982 :

- soutient l'amendement n° 175 de la commission des affaires culturelles (prise en compte de la protection de la santé) : adopté (p. 4336).

Article 19 (mesures destinées à réduire la consommation d'énergie et à prévenir les émissions polluantes. - Incorporation d'un taux minimal d'oxygène dans les carburants et combustibles liquides. - Teneur maximale des carburants en divers produits polluants ou toxiques) :

- ses observations sur l'amendement n° 113 deuxième rectification de la commission (incorporation de composants oxygénés dans les carburants avant le 1^{er} janvier 2000) (p. 4358).

Article 22 (objectifs de la fiscalité des énergies fossiles et financement de la surveillance de la qualité de l'air) :

- ses observations sur l'amendement n° 182 de la commission des affaires culturelles (prise en compte de la santé) (p. 4377) ;
- son amendement n° 59 (même objet) : adopté (p. 4377) ;
- favorable à l'amendement n° 233 de M. Philippe Legras (compétence de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie en matière de financement de la surveillance de la qualité de l'air) (p. 4379).

Article 23 (remboursement partiel de la taxe intérieure sur les produits pétroliers en faveur des exploitants de transports publics de voyageurs utilisant des énergies peu polluantes) :

- son amendement n° 296 (relèvement du plafond de remboursement pour les exploitants de réseaux de transports publics en commun de voyageurs) (p. 4383) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard : rejeté (p. 4384) ;
- son amendement n° 295 (relèvement du plafond de remboursement pour les chauffeurs de taxis) (p. 4383) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard : rejeté (p. 4384).

Article 24 (exonération de la taxe sur les véhicules de société pour les véhicules électriques ou peu polluants) :

- ses observations sur l'amendement n° 37 de M. Denis Merville (application de l'exonération aux véhicules fonctionnant exclusivement ou non au moyen du gaz naturel, du gaz de pétrole liquéfié ou de l'énergie électrique) (p. 4388) ;
- son amendement n° 60 (exonération de la moitié de la taxe pour les véhicules fonctionnant alternativement au moyen d'essence et de gaz de pétrole liquéfié) (p. 4388) : retiré (p. 4389).

Article 25 supprimé par le Sénat (faculté d'exonération de la « vignette » pour les véhicules électriques ou peu polluants) :

- ses observations sur l'amendement n° 135 de la commission (rétablissement de l'article avec la faculté pour le conseil général de moduler l'avantage fiscal) (p. 4391).

Article 38 (mesures d'application) :

- soutient l'amendement n° 151 de la commission (extension du champ d'application de la loi aux objets et dispositifs conçus pour l'accomplissement des missions de défense nationale) (p. 4403) : adopté (p. 4404).

Seconde délibération de l'article 13 bis.

Article 13 bis (gratuité d'accès aux transports collectifs en cas de dépassement des seuils de pollution et de déclenchement de la procédure d'alerte) :

- ses observations sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 4408).

GORSE (Georges)

Député des Hauts-de-Seine

(9^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

GOUGY (Jean)

Député des Pyrénées-Atlantiques

(1^{re} circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 19 octobre 1995] (p. 15270)

QUESTIONS

oraux sans débat :

- n° 643, posée le 15 juin 1995 : **liaison autoroutière Bordeaux-Pau** (p. 499) : construction. Non appelée.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 novembre 1995] (p. 4007, 4008) :

Assemblée nationale : commission des lois.

Assurances.

Collectivités et finances locales.

Entreprises.

Sapeurs-pompiers volontaires.

Services d'incendie et de secours.

GOUJON (Philippe)

Député de Paris

(12^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Se démet de son mandat de député [J.O. du 1^{er} juillet 1995] (p. 9912).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi (n° 1828).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 janvier 1995] (p. 64) :

Autorisations de stationnement : cessibilité et transparence des transactions.

Conducteurs locataires.

Formation professionnelle : certificat de capacité professionnelle.

Ordre public : sécurité des chauffeurs de taxis.

Paris.

GOURMELEN (Christian)

Député du Val-d'Oise

(2^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

DEPOTS

Proposition de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (n° 1927) [1^{er} février 1995].

GOURNAY (Marie-Fanny)

Député du Nord

(15^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

GOUYON (Jean-Luc)

Député de l'Orne

(3^e circonscription)

non inscrit

Devenu député le 15 décembre 1995 en remplacement de M. Hubert Bassot, décédé [J.O. du 15 décembre 1995] (p. 18253).

Est déchu de son mandat de député [J.O. du 7 février 1996] (p. 2009).

GRANDPIERRE (Michel)

Député de la Seine-Maritime

(3^e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean-Pierre Brard tendant à la création d'une commission d'enquête sur les éventuels risques pour l'environnement des essais nucléaires en Polynésie française [15 novembre 1995].

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à reconnaître le droit à pension aux déportés dans les camps de concentration nazis, naturalisés français (n° 1926) [1^{er} février 1995].

Proposition de loi tendant à lier le droit à une retraite anticipée pour les anciens combattants d'Afrique du Nord à la création d'emplois (n° 2002) [5 avril 1995].

Proposition de loi organique relative à l'élection du Président de la République (n° 2374) [16 novembre 1995].

Rapport fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de résolution (n° 2316) de M. Jean-Pierre Brard tendant à la création d'une commission d'enquête sur les éventuels risques pour l'environnement des essais nucléaires en Polynésie française (n° 2503) [24 janvier 1996].

Proposition de loi relative à l'attribution du titre d'interné résistant (n° 2674) [25 mars 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Logement social** : financement : aides de l'Etat [21 juin 1995] (p. 568, 569).

- **Université de Rouen** : fonctionnement ; financement [18 octobre 1995] (p. 1965).

- **Traité de Maastricht** : application : conséquences ; manifestations contre la politique sociale du Gouvernement [13 décembre 1995] (p. 5098).

- **Inondations dans l'Hérault** : aides de l'Etat [30 janvier 1996] (p. 395).

- **Plans de licenciement en Haute-Normandie** : lutte contre le chômage [24 avril 1996] (p. 2540).

- **Avenir de la fonction publique** : effectifs [21 mai 1996] (p. 3237).

orales sans débat :

- **n° 678**, posée le 3 octobre 1995 : **contrat de plan Etat-SNCF** (p. 1611). Appelée le 12 octobre 1995 : négociations [13 octobre 1995] (p. 1825, 1826).

- **n° 851**, posée le 6 février 1996 : **établissements scolaires de l'agglomération rouennaise** (p. 623). Appelée le 15 février 1996 : fonctionnement ; effectifs de personnel ; insécurité (p. 902).

- **n° 1059**, posée le 14 mai 1996 : **71^e régiment du génie d'Oise** (p. 3143). Appelée le 21 mai 1996 : avenir (p. 3218).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1993** (n° 1842).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 juillet 1995] (p. 802) :

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique.

Finances publiques :

- généralités ;
- déficit budgétaire ;
- dette publique.

Gouvernements précédents.

Marchés financiers :

- dépendance ;
- taux d'intérêt.

Parlement : contrôle.

Politique économique et sociale.

Prévisions et projections économiques.

TVA : remboursement : suppression du décalage d'un mois.

- **Proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1996** (n° E-422) (n° 2078).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [4 juillet 1995] :

Agriculture : politique agricole commune (p. 822).

Communautés européennes et Union européenne : perturbations monétaires (p. 822, 823).

Communautés européennes et Union européenne : budget :

- dépenses agricoles (p. 823) ;
- discipline budgétaire (p. 822) ;
- Europe centrale et de l'Est : programmes PHARE et TACIS (p. 822) ;
- fonds structurels (p. 822) ;
- fraude (p. 822).

Finances publiques : rigueur budgétaire (p. 822).

GATT (p. 822, 823).

Parlement : rôle (p. 822).

- **Proposition de résolution sur la recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France** (n° E-436) (n° 2109).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [4 juillet 1995] :

Assemblée nationale : examen du projet de recommandation : calendrier (p. 830).

Communautés européennes et Union européenne :

- Commission européenne (p. 830) ;
- indépendance nationale (p. 830, 831) ;
- monnaie unique (p. 830) ;
- traité de Maastricht (p. 830).

Emploi (p. 830).

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux (p. 829, 830) ;
- dette publique (p. 830) ;
- politique budgétaire (p. 830).

Lois :

- ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances : révision (p. 830) ;
- loi du 24 janvier 1994 d'orientation quinquennale relative à la maîtrise des finances publiques (p. 830) ;
- loi de finances pour 1996 (p. 830) ;
- loi de finances rectificative pour 1995 (p. 830).

Politique économique : généralités (p. 830).

Prévisions et projections économiques (p. 830).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Pierre-André Périssol, ministre du logement sur la réforme de l'accès à la propriété et débat sur cette déclaration** (n° 2264).

Principaux thèmes développés [3 octobre 1995] :

Aides :

- prêts d'accès à la propriété : prêt PAP, prêt à 0 %, prêt d'accès sociale (p. 1594) ;
- prêts locatifs aidés, prime à l'amélioration de l'habitat, PALULOS (p. 1594).

Banques et établissements financiers : vente des logements en cas d'insolvabilité de l'emprunteur : réglementation (p. 1594).

Bâtiment et travaux publics : crise et relance (p. 1595).

Logement social : HLM : parc, loyers, plafonds de ressources, acquisition par les locataires (p. 1593, 1594).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987, relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté le 25 novembre 1992 à Copenhague** (n° 1796).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 octobre 1995] :

Agriculture : bromure de méthyle : utilisation (p. 1851).

Air : couche d'ozone (p. 1851).

Pays en voie de développement : production et trafics de CFC (p. 1851).

Protocole de Montréal du 16 septembre 1987 et amendement de Copenhague du 25 novembre 1992 (p. 1850, 1851).

- **Projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. - *Questions* [8 novembre 1995] :

Armée de terre : effectifs (p. 3249).

Vote des crédits :

Article 35 (mesures nouvelles. - *Dépenses ordinaires des services militaires*) :

- *soutient* l'amendement n° 276 de M. Jean-Pierre Brard (réduction des crédits du titre II) : rejeté (p. 3257).

Education nationale, enseignement supérieur et recherche. —

Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [9 novembre 1995] :

Ministère de l'éducation nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche : crédits : effectifs (p. 3304).

Recherche :

- chercheurs : recrutement et mobilité (p. 3304) ;
- ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA) (p. 3304) ;
- recherche industrielle : entreprises (p. 3304) ;
- recherche militaire (p. 3305).

Recherche : établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 3304).

Recherche : établissements publics industriels et commerciaux : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 3304).

Recherche médicale : Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) (p. 3304).

Coopération. — Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [12 novembre 1995] :**Afrique :**

- franc CFA : dévaluation (p. 3483) ;
- Rwanda (p. 3483, 3484).

Coopération financière : Fonds d'aide et de coopération (p. 3483).

Ministère : grand ministère (p. 3483).

Organisation des Nations Unies (p. 3484).

Organisations non gouvernementales : crédits (p. 3483).

– Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).*Première lecture :*

Avant la discussion des articles [8 décembre 1995] :

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 4814).

Principaux thèmes développés (p. 4814) :

Emploi : chômage.

Santé : médecine préventive : médecine du travail.

Sécurité sociale :

- dette et réforme du financement ;
- régime général : charges non compensées par le budget de l'Etat : charges indues : dette de l'Etat.

Discussion des articles [9 décembre 1996] :

Article 1^{er} (définition du domaine d'habilitation de la loi) :**Deuxième alinéa de l'article 1^{er} (régimes de base obligatoires de l'assurance vieillesse) :**

- son amendement n° 1806 soutenu par M. Rémy Auchedé (de suppression) : rejeté (p. 4948).

– Projet de loi relatif au supplément de loyer de solidarité (n° 2319).*Première lecture :*

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 décembre 1995] :

Logement social :

- HLM : loyer et surloyer (p. 5191, 5192) ;
- logement intermédiaire (p. 5191).

Lois de finances : loi de finances pour 1996 : crédits du logement (p. 5191).

Discussion des articles [14 et 20 décembre 1995] :

Article 1^{er} (conditions d'attribution des logements et plafonds de ressources. — Supplément de loyer de solidarité) :

Article L. 441-4 du code de la construction et de l'habitation :

- *soutient* l'amendement n° 87 de Mme Janine Jambu (critère de réactualisation des plafonds de ressources pour l'attribution des logements) : rejeté (p. 5369) ;
- *soutient* l'amendement n° 27 de Mme Janine Jambu (prise en compte du nombre de personnes vivant au foyer et de l'âge des locataires) (p. 5369) : rejeté (p. 5370).

Article L. 441-5 du code de la construction et de l'habitation :

- *soutient* l'amendement n° 38 de Mme Janine Jambu (prise en compte du montant au mètre carré du loyer) : rejeté (p. 5370) ;
- *soutient* l'amendement n° 28 de Mme Janine Jambu (impossibilité de déclenchement du surloyer si l'évolution des revenus est inférieure à 40 %) (p. 5370) : rejeté (p. 5371).

Article L. 441-6 du code de la construction et de l'habitation :

- *soutient* l'amendement n° 88 de Mme Janine Jambu (prise en compte de critères qualitatifs précis) : rejeté (p. 5371).

Article L. 441-7 du code de la construction et de l'habitation :

- *soutient* l'amendement n° 84 de Mme Janine Jambu (de précision) : rejeté (p. 5372) ;
- *soutient* l'amendement n° 83 de Mme Janine Jambu (de précision) : rejeté (p. 5372).

Article L. 441-8 du code de la construction et de l'habitation :

- *soutient* l'amendement n° 80 de M. Léonce Deprez (possibilité de prendre en compte le mètre carré de surface corrigée) : retiré (p. 5372).

Article L. 441-9 du code de la construction et de l'habitation :

- *soutient* l'amendement n° 44 de Mme Janine Jambu (périodicité des enquêtes) : rejeté (p. 5373) ;
- *soutient* l'amendement n° 30 de Mme Janine Jambu (validation de la demande de renseignements par la Commission nationale de l'informatique et des libertés) : rejeté (p. 5374) ;
- *soutient* l'amendement n° 19 de Mme Janine Jambu (plafonnement de l'indemnité pour non transmission des éléments d'évaluation du surloyer) : rejeté (p. 5374).

Article L. 441-10 du code de la construction et de l'habitation :

- *soutient* l'amendement n° 20 de Mme Janine Jambu (de coordination) (p. 5374) : rejeté (p. 5375).

Article L. 441-11 du code de la construction et de l'habitation :

- *soutient* l'amendement n° 21 corrigé de Mme Janine Jambu (de coordination) : rejeté (p. 5375).
- *soutient* l'amendement n° 49 de Mme Janine Jambu (affectation de la pénalité à l'entretien et à la réhabilitation des logements sociaux) : rejeté (p. 5376).

Après l'article 1^{er} :

- *soutient* l'amendement n° 86 de Mme Janine Jambu (souci de faciliter les mutations à l'intérieur d'un même parc HLM) : rejeté (p. 5378).
- *soutient* l'amendement n° 43 de Mme Janine Jambu (blocage des loyers sur l'ensemble du territoire à ce qu'ils étaient en 1995 en Ile-de-France) : rejeté (p. 5379) ;
- *soutient* l'amendement n° 26 de Mme Janine Jambu (affectation du surloyer) : rejeté (p. 5379) ;
- *soutient* l'amendement n° 48 de Mme Janine Jambu (taux de TVA applicable à la construction de logements sociaux) : rejeté (p. 5379).

Après l'article 2 :

- *soutient* l'amendement n° 42 de Mme Janine Jambu (interdiction des expulsions, des saisies, des coupures d'eau, de gaz et d'électricité à l'encontre des personnes de bonne foi) : rejeté (p. 5381).

Article 6 (*entrée en vigueur de la loi*) :

- soutient l'amendement n° 85 de Mme Janine Jambu (revalorisation des plafonds de ressources servant à l'attribution des logements HLM) : rejeté (p. 5384).
- **Projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire (n° 2302).**

*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [20 décembre 1995] :

Etat : autorités publiques : protection des fonctionnaires de la gendarmerie et de la police nationale (p. 5417).

Etrangers : immigration (p. 5416).

Procédure pénale : perquisitions de nuit (p. 5417).

Vote contre du groupe communiste (p. 5417).

- **Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).**

*Deuxième lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [15 février 1996] (p. 924, 925) :

Collectivités locales :

- financement des services d'incendie et de secours ;
- statut des sapeurs-pompiers volontaires.

Formation professionnelle.

Retraites complémentaires : allocation de vétérance.

Travail :

- convention avec les employeurs de sapeurs-pompiers volontaires ;
- primes d'assurance incendie : abattement.

Discussion des articles [15 février 1996] :**Article 3** (*autorisations d'absence*) :

- son amendement n° 1 (suppression de la faculté d'opposition de l'employeur aux absences des sapeurs-pompiers volontaires) : rejeté (p. 928).

Abstention du groupe communiste (p. 933).

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).**

*Deuxième lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [15 février 1996] (p. 947, 948) :

Collectivités locales : financement des services d'incendie.

Fonction publique territoriale : corps départemental des sapeurs-pompiers.

Discussion des articles [15 février 1996] :**Article 1*** (*composition des services d'incendie et de secours*) :

- son amendement n° 4 (suppression de la mention légale d'existence d'un service médical de santé et de secours) : rejeté (p. 953).

Article 2 bis (*remboursement des frais d'intervention des services d'incendie et de secours*) :

- son amendement n° 7 (de suppression) : adopté (p. 955).

Article 3 (*emploi des services d'incendie et de secours*) :

- son amendement n° 8 (pouvoirs du maire ou du préfet) : rejeté (p. 956).

Article 5 (*composition du corps départemental des sapeurs-pompiers*) :

- son amendement n° 9 corrigé (statut des sapeurs-pompiers professionnels) : rejeté (p. 956) ;
- son amendement n° 11 (suppression de l'intégration des sapeurs-pompiers auxiliaires du service de sécurité civile) : rejeté (p. 957).

Article 16 (*mise à disposition de biens à titre gratuit*) :

- son amendement n° 10 (suppression de la mise à disposition à titre gratuit) : rejeté (p. 962).

Vote contre du groupe communiste (p. 947).

- **Proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108).**

*Deuxième lecture :**Principaux thèmes développés* [21 février 1996] (p. 1050) :

Finances publiques :

- prélèvements obligatoires ;
- projet de loi de finances initiale : chiffrage.

Office d'évaluation :

- capacité d'expertise ;
- composition.

Abstention du groupe communiste (p. 1050).

- **Proposition de loi tendant à préciser la portée de l'interdiction faite à un candidat d'être membre de sa propre association de financement électorale (n° 2564).**

*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [21 février 1996] (p. 1061, 1062) :Administration : ministre de l'intérieur : circulaire du 1^{er} février 1995.

Justice : juge administratif : jurisprudence.

Lois :

- loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques : candidat et mandataire financier ;
- loi n° 95-65 du 19 janvier 1995 relative au financement de la vie politique.

Vie publique : mandataire financier : portée de l'incompatibilité.

Vote contre du groupe communiste (p. 1061).

- **Proposition de loi tendant à étendre aux collectivités locales et à leurs groupements l'accès aux prêts distribués à partir des fonds établis par les CODEVI (n° 1956).**

*Deuxième lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [6 mars 1996] (p. 1206, 1207) :

Banques et établissements financiers : Crédit local de France.

CODEVI :

- distribution de prêts aux collectivités locales ;
- taux d'intérêt.

Collectivités locales : difficultés financières.

Entreprises : PME.

Epargne : livret A.

Politique économique : généralités.

Abstention du groupe communiste (p. 1207, 1211).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Charles Millon, ministre de la défense, sur la politique de défense et débat sur cette déclaration (n° 2654).**

Principaux thèmes développés [20 mars 1996] :

Affaires étrangères :

- Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (p. 1817) ;
- Union de l'Europe occidentale (p. 1816).

Armée de terre : format et organisation (p. 1816).

Armements nucléaires : essais nucléaires et simulation : programme PALEN (p. 1817).

Europe : défense européenne, corps européen (p. 1816).

Livre blanc et loi de programmation pour les années 1995-2000 du 23 juin 1994 (p. 1815).

Marine : crédits et flotte (p. 1816).

Service national (p. 1816).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 juin 1996] (p. 3924) :

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord.

Livre blanc sur la défense.

Service national.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise nationale France Télécom (n° 2884).**

Première lecture :

Discussion des articles [25 et 26 juin 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- son sous-amendement n° 562 (rôle de France Télécom) à l'amendement n° 36 de Mme Ségolène Royal (objectif de cohésion économique et sociale) (p. 4889) : rejeté (p. 4891) ;

- son sous-amendement n° 563 soutenu par Mme Janine Jambu (qualité assurée par France Télécom) à l'amendement n° 37 de Mme Ségolène Royal (garantie de qualité assurée par le service public des télécommunications) (p. 4922) : rejeté (p. 4924).

GRAVIER (Jean)

Député de l'Allier

(2^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission d'enquête sur les sectes [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Accession sociale à la propriété :** Prêts à taux zéro : conditions d'attribution [6 mars 1996] (p. 1241).

orales sans débat :

- n° 901, posée le 5 mars 1996 : **professeurs de collège** (p. 1196). Appelée le 7 mars 1996 : intégration dans le corps des professeurs certifiés (p. 1317).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Travail, dialogue social et participation. - *Questions* [31 octobre 1995] :

Emploi : chômage : chômage de longue durée : stages d'insertion : crédits (p. 2865).

GREMETZ (Maxime)

Député de la Somme

(1^{re} circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [J.O. du 30 juillet 1995] (p. 11404).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [J.O. du 30 juillet 1995] (p. 11404).

Membre de la mission d'information commune sur la sécurité sociale [J.O. du 27 octobre 1995] (p. 15703).

Vice-président de cette mission [J.O. du 1^{er} novembre 1995] (p. 15995).

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Secrétaire de cette mission [J.O. du 8 mars 1996] (p. 3643).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à assurer le droit à réparation des anciens combattants et victimes de guerre dans le respect de l'égalité des générations (n° 2029) [19 mars 1996].

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Membre de la commission d'enquête sur les aides à l'emploi [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delalande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 18 avril 1996] (p. 5997).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire [J.O. du 8 mai 1996] (p. 6955).

DEPOTS

Proposition de loi relative au contrôle et à l'utilisation des fonds publics pour l'emploi et à la prévention des licenciements et des difficultés des entreprises (n° 1994) [5 avril 1995].

Proposition de loi relative à la protection de la santé et à l'amélioration des conditions de travail dans les entreprises (n° 1995) [5 avril 1995].

Proposition de loi tendant à assurer le droit à réparation des anciens combattants et victimes de guerre dans le respect de l'égalité des générations (n° 2029) [16 mai 1995].

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice des activités industrielles et commerciales le jour de la fête nationale (n° 2217) [20 septembre 1995].

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 2029) tendant à assurer le droit à réparation des anciens combattants et victimes de guerre dans le respect de l'égalité des générations (n° 2671) [21 mars 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Plans de licenciement** : plan social ; réglementation ; avenir [29 juin 1995] (p. 698, 699).
- **Anciens combattants d'Afrique du Nord** : retraite anticipée [24 octobre 1995] (p. 2360).
- **Services publics du gaz et de l'électricité** : monopole ; maintien ; projets européens [29 novembre 1995] (p. 4236, 4237).
- **Epargne populaire** : livret A [31 janvier 1996] (p. 465).
- **Emploi des jeunes** : contrats emploi-solidarité : conditions d'utilisation [5 mars 1996] (p. 1148).
- **Avenir du groupe Valeo** : mise en vente des parts appartenant au groupe italien De Benedetti [16 avril 1996] (p. 2218).
- **Utilisation des fonds publics** : contrôle ; aides à l'emploi [25 juin 1996] (p. 4870).

orales sans débat :

- **n° 599**, posée le 1^{er} juin 1995 : **fonds publics attribués aux entreprises pour l'emploi et la formation**. Appelée le 1^{er} juin 1995 : aides de l'Etat : utilisation ; contrôle (p. 395).
- **n° 677**, posée le 3 octobre 1995 : **maladies provoquées par l'amiante** (p. 1611). Appelée le 12 octobre 1995 : cancer : lutte et prévention (p. 1822 à 1824).
- **n° 850**, posée le 6 février 1996 : **établissements scolaires de la Somme** (p. 623). Appelée le 15 février 1996 : fonctionnement ; effectifs de personnel ; insécurité (p. 900).
- **n° 889**, posée le 5 mars 1996 : **droits des anciens combattants** (p. 1194). Appelée le 14 mars 1996 : revendications (p. 1634).
- **n° 925**, posée le 12 mars 1996 : **situation de l'emploi** (p. 1529). Appelée le 21 mars 1996 : création d'emplois ; utilisation des fonds publics (p. 1911).
- **n° 1077**, posée le 21 mai 1996 : **négociations collectives** (p. 3283). Appelée le 28 mai 1996 : accords d'entreprises obligatoires (p. 3490).

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** : insiste sur la nécessité d'un débat sur les questions de politique sociale [4 avril 1995] (p. 321).
- **Projet de loi portant amnistie (n° 2083)**.

Première lecture :

Discussion des articles [27 et 28 juin 1995] :

Article 2 (amnistie de certains délits) :

- son amendement n° 38 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (extension aux activités non revendicatives) : retiré (p. 658) ;
- soutient l'amendement n° 39 de M. Georges Hage (extension aux délits commis hors des établissements d'enseignement à l'occasion des conflits relatifs aux problèmes de l'enseignement) (p. 658) : devenu sans objet (p. 659) ;
- favorable à l'amendement n° 42 de M. Daniel Colliard (extension aux délits commis en relation avec des procédures d'expulsion ou de saisie) (p. 662).

Article 13 (amnistie individuelle par décret du Président de la République) :

- ses observations sur l'amendement n° 65 de M. Julien Dray (personnes souffrant d'une maladie incurable) (p. 672) ;
- ses observations sur l'amendement n° 27 de M. Jean-Pierre Michel (malades du sida) (p. 672).

Après l'article 14 :

- son amendement n° 44 (réintégration, sauf cas de force majeure, des salariés licenciés pour des faits en relation avec une fonction de représentant élu du personnel, de représentant syndical au comité d'entreprise ou de délégué syndical) (p. 674, 676) : rejeté au scrutin public (p. 678).

Article 15 (amnistie des faits retenus ou susceptibles d'être retenus comme motif de sanction par l'employeur) :

- favorable (p. 679).

Article 26 (infractions exclues de l'amnistie) :

- ses observations sur les amendements identiques précédemment réservés n° 64 de M. Jacques Limouzy et 99 de M. Christian Vanneste (intimidation envers des personnes exerçant une fonction publique) (p. 717) ;
- favorable à l'amendement n° 75 rectifié précédemment réservé de M. Julien Dray (entraves à la constitution et au fonctionnement des comités d'entreprises et des commissions d'hygiène et de sécurité, à l'exercice du droit syndical et de la mission des conseillers du salarié, des délégués du personnel et des inspecteurs du travail ; discrimination syndicale) (p. 722) ;
- soutient l'amendement n° 52 de M. André Gérin (infraction à la législation du travail) (p. 726) : rejeté (p. 728) ;
- soutient l'amendement n° 53 de M. André Gérin (marchandage et pratique illégale du travail temporaire) : rejeté (p. 728) ;
- soutient l'amendement n° 57 de M. André Gérin (infractions en matière de repos et de congés, d'hygiène, de sécurité et de médecine du travail) : rejeté (p. 729).

- **Rappel au règlement** : s'élève contre l'ouverture de magasins de grande surface le jour de la fête nationale [12 juillet 1995] (p. 1069).

Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [13 juillet 1995] :

- **Rappel au règlement** : se défend d'avoir voulu engager une polémique avec le secrétaire d'Etat au budget et l'interroge sur le maintien de la disposition contenue dans le projet de loi instituant le contrat initiative-emploi permettant au bénéficiaire d'un contrat emploi-solidarité consolidé de prétendre à un contrat initiative-emploi (p. 1118).

Discussion des articles [13, 17 juillet 1995] :

Article 2 (contribution de 10 % assise sur l'impôt sur les sociétés) :

- ses observations (p. 1122) ;
- défavorable à l'amendement n° 56 rectifié de M. Charles de Courson (relèvement de 50 à 57,9 % du taux de l'impôt fiscal) (p. 1126).

Après l'article 2 :

- soutient l'amendement n° 107 corrigé de M. Jean Tardito (relèvement de 19 à 25 % du taux des plus-values à long terme des entreprises) (p. 1127) : rejeté (p. 1128) ;
- soutient l'amendement n° 103 de M. Jean-Pierre Brard (perception d'une cotisation supplémentaire à l'impôt de solidarité sur la fortune correspondant aux dépenses supplémentaires engagées au titre du revenu minimum d'insertion par rapport aux crédits inscrits à ce titre dans la loi de finances initiale de l'année) (p. 1128) : rejeté (p. 1129).

Article 3 (majoration de 10 % de l'impôt de solidarité sur la fortune) :

- ses observations (p. 1129, 1130) ;
- soutient l'amendement n° 120 de M. Jean-Pierre Brard (majoration de 30 % de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 1131) : rejeté (p. 1132).

Article 5 (affectation des recettes de privatisation du secteur public au désendettement de l'Etat) :

– défavorable (p. 1144).

Entreprises publiques : Renault.

Article 8 (suppression de la remise forfaitaire sur les cotisations d'assurance vieillesse à un régime obligatoire) :

– défavorable (p. 1160) ;

– favorable aux amendements n° 44 de M. Adrien Zeller, 113 de M. Louis Pierna et 157 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 1162).

Après l'article 8 :

– son amendement n° 118 (taxe de 15,8 % sur l'ensemble des revenus financiers provenant des valeurs mobilières) : rejeté (p. 1170).

Seconde délibération des articles 1^{er} bis, 6, 7 bis, 9 et de l'état A.

Article 1^{er} bis (taxe sur le chiffre d'affaires des établissements de vente au détail) :

– défavorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 1179).

Article 7 bis (prélèvement exceptionnel sur les fonds des organismes paritaires collecteurs de la participation des employeurs à la formation professionnelle) :

– ses observations sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (de suppression) (p. 1182).

Article 10 et état B (dépenses ordinaires des services civils – ouvertures) :

– ses observations (p. 1194).

Après l'article 12 :

– reprend l'amendement n° 29 de la commission (réduction de 1,65 milliard de francs des crédits d'équipement du ministère de la défense) (p. 1199) : rejeté (p. 1202).

Rappel au règlement : regrette qu'une suspension de séance demandée pour dix minutes puisse durer trois quarts d'heure (p. 1205).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [28 juillet 1995] (p. 1520, 1521) :

Action sociale et solidarité nationale : exclusion : fracture sociale.

Bâtiment et travaux publics.

Emploi :

– chômage de longue durée : contrat initiative-emploi ;

– plan emploi.

Entreprises : allègement des charges.

Finances publiques : dette publique.

Impôts et taxes : justice sociale.

Logement et habitat : logement social.

Politique économique : généralités.

Politique économique et sociale : réformes.

Prix et concurrence : pouvoir d'achat.

TVA : relèvement du taux normal.

Vote contre du groupe communiste (p. 1521).

– Proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 juillet 1995] :

Commissions permanentes : rapporteurs (p. 1267).

Finances publiques (p. 1266).

Lois : lois de finances (p. 1267).

Offices parlementaires d'évaluation :

– choix scientifiques et technologiques (p. 1267) ;

– politiques publiques : compétences, composition et saisine (p. 1266, 1267).

Discussion des articles [18 juillet 1995] :

Article 2 (demandes d'enquêtes à la Cour des comptes) :

– soutient l'amendement n° 7 de M. Daniel Colliard (extension de ce droit aux présidents de groupe) : rejeté (p. 1274).

Article 3 (création de l'office) :

– favorable à l'amendement n° 4 de M. Laurent Dominati (études sur les incidences économiques, sociales, budgétaires et financières des lois et règlements) (p. 1278) ;

– son amendement n° 9 (études sur les hypothèses économiques du projet de loi de finances) : rejeté (p. 1279) ;

– soutient l'amendement n° 10 de M. Daniel Colliard (appartenance de droit des présidents des commissions permanentes autres que les commissions des finances) (p. 1279) : rejeté (p. 1281) ;

– son amendement n° 8 corrigé (variantes de simulations) : rejeté (p. 1283).

Ses explications de vote (p. 1286).

Abstention du groupe communiste.

– **Projet de loi instituant le contrat Initiative-emploi (n° 2173).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juillet 1995] :

Administration : service public de l'emploi (p. 1373).

Chômage : contrat initiative-emploi : coût : dispositif (p. 1373).

Entreprises :

– charte pour l'emploi (p. 1375) ;

– CNPF (p. 1373) ;

– coûts salariaux : abaissement (p. 1374) ;

– délocalisations (p. 1373) ;

– licenciements économiques (p. 1373) ;

– PME-PMI (p. 1373) ;

– privatisations (p. 1373, 1375) ;

– syndicats : CNPF (p. 1373).

Formation professionnelle : apprentissage : Comité départemental pour l'emploi et la formation (p. 1374).

Impôts et taxes :

– contribution sociale généralisée : augmentation (p. 1374) ;

– impôt sur les grandes fortunes (p. 1375) ;

– taxation des revenus du capital (p. 1374).

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 1371).

Politique de l'emploi :

– création d'emplois : services publics (p. 1375) ;

– plans de licenciements : arrêt (p. 1373, 1375).

Politique économique :

– augmentation du pouvoir d'achat (p. 1373) ;

– politique du donnant-donnant (p. 1374).

Président de la République (p. 1373, 1375).

Revenu minimum d'insertion (p. 1376).

Sécurité sociale : assurance vieillesse : financement (p. 1375).

Travail :

- précaire (p. 1373, 1375) ;
- SMIC (p. 1373, 1375) ;
- temps de travail : réduction (p. 1375).

Discussion des articles [27 juillet 1995] :

Avant l'article 1^{er} :

- son amendement n° 41 (limitation du maximum annuel des rémunérations dans une entreprise à dix fois la rémunération annuelle minimale versée à un salarié sous contrat à durée indéterminée) (p. 1430) : rejeté (p. 1431) ;
- son amendement n° 40 (limitation à 35 heures par semaine de la durée légale du travail, sans diminution de la rémunération du personnel ; information et consultation sur la mise en œuvre de la mesure, afin qu'elle se traduise par des créations d'emplois effectives) (p. 1431) : rejeté (p. 1434) ;
- son amendement n° 36 (suppression de l'autorisation de procéder à un licenciement pour motif économique jusqu'au 1^{er} janvier 1996) (p. 1434) : rejeté (p. 1435) ;
- son amendement n° 37 (augmentation du SMIC de 10 % à compter du 1^{er} juillet 1995 et passage à 7 500 francs mensuels avant la fin de l'année) : rejeté (p. 1435) ;
- son amendement n° 35 (saisine du préfet dès l'annonce de licenciements individuels ou collectifs et réunion par celui-ci d'une cellule d'action et de concertation chargée de faire des propositions pour le maintien de l'emploi ; effet suspensif de la saisine) : rejeté (p. 1436) ;
- défavorable à l'amendement n° 135 de M. Jean-Michel Fourgous (suspension pendant 5 ans des dispositions du code du travail qui comportent une condition d'effectifs du personnel pour les salariés engagés après le 1^{er} juillet 1995) (p. 1438).

Article 1^{er} (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi) :

- ses observations (p. 1440).

Article L. 322-4-2 du code du travail (publics visés et aides) :

- son amendement n° 47 (possibilité d'enchaîner sur un contrat initiative-emploi conclu avec une entreprise d'insertion ou une entreprise d'intérim, à condition d'appartenir lors de la conclusion du premier contrat à l'une des catégories éligibles au contrat initiative-emploi) (p. 1445) : devenu sans objet (p. 1446) ;
- son amendement n° 48 (transmission par les comités d'entreprise aux comités départementaux de l'emploi et de la formation professionnelle de la liste des postes de travail qui peuvent être créés dans l'entreprise) : rejeté (p. 1447) ;
- favorable à l'amendement n° 78 de M. Jean-Paul Anciaux (modalités de formation minimum ou tutorat pour faciliter l'insertion des salariés) (p. 1450) ;
- ses observations sur le sous-amendement de M. Yvon Jacob (possibilité substituée à obligation) à l'amendement n° 78 de M. Jean-Paul Anciaux (p. 1452) ;
- son amendement n° 49 (modalités de formation minimum et tutorat dans le cas des salariés les moins qualifiés) (p. 1449) : retiré (p. 1452).

Article L. 322-4-3 du code du travail (employeurs concernés) :

- favorable à l'amendement n° 30 corrigé de la commission (contrats initiative-emploi à durée indéterminée pour des emplois domestiques avec le seul bénéfice de l'exonération des charges sociales) (p. 1463) ;
- favorable à l'amendement n° 31 de la commission (impossibilité de conclure des contrats initiative-emploi dans un établissement dans lequel il a été procédé à un licenciement économique dans les six mois précédant la date d'effet du contrat, ou lorsqu'un contrat à durée déterminée a pris fin dans ces six mois) (p. 1465) ;

- son amendement n° 50 (même objet) (p. 1464) : retiré (p. 1465) ;

- son amendement n° 56 (caractère explicite de l'autorisation de licenciement) : devenu sans objet (p. 1466) ;

- favorable à l'amendement n° 116 de M. Charles Gheerbrant (pas de convention lorsque l'embauche résulte de la rupture ou du non renouvellement d'un contrat à durée déterminée) (p. 1466) ;

- son amendement n° 51 (à compter de la date d'effet de la convention, l'entreprise signataire ne peut procéder à aucun licenciement sans cause réelle ni sérieuse pendant six mois) (p. 1469) : retiré (p. 1470) ;

- favorable à l'amendement n° 34 de la commission (à compter de la date d'effet de la convention pas de licenciement économique durant six mois) (p. 1470) ;

- son amendement n° 52 (l'aide forfaitaire et l'exonération des cotisations patronales soumises à des créations nettes d'emploi) : rejeté (p. 1472).

Article L. 322-4-4 du code du travail (régime juridique) :

- son amendement n° 53 (durée indéterminée des contrats initiative-emploi) (p. 1472) : rejeté au scrutin public (p. 1473).

Article L. 322-4-5 du code du travail (atténuation des effets de seuil d'effectifs) :

- défavorable à l'amendement n° 6 de M. Jean-Michel Fourgous (période pendant laquelle les bénéficiaires des contrats initiative-emploi ne sont pas pris en compte dans le calcul de l'effectif du personnel portée de un à cinq ans) (p. 1480) ;

- défavorable à l'amendement n° 131 de M. Jean-Yves Chamard (période portée à deux ans) (p. 1479) ;

- défavorable aux amendements identiques n° 23 corrigé de la commission et 99 corrigé de M. Yvon Jacob (la durée de un an de gel des seuils sociaux est portée à deux ans) (p. 1480).

Article L. 322-4-6 du code du travail (exonération de charges sociales) :

- son amendement n° 54 (exonération réduite de moitié si le contrat initiative-emploi est à durée déterminée) : rejeté (p. 1481) ;

- son amendement n° 55 (exonération modulée en fonction de la taille de l'entreprise, de la masse salariale et de la nature de son activité) (p. 1483) : rejeté (p. 1484) ;

- défavorable à l'amendement n° 71 de M. Gérard Jeffray (fixation par décret des conditions dans lesquelles s'éteint le droit au RMI dès lors que son bénéficiaire refuse sans motif légitime une offre d'embauche sous contrat initiative-emploi compatible avec sa formation antérieure et sa spécialité) (p. 1485).

Après l'article 1^{er} :

- son amendement n° 42 (information du comité d'entreprise sur l'ensemble des rémunérations et avantages attribués aux membres de la direction et du conseil d'administration) : rejeté (p. 1495).

Article 2 (information du comité d'entreprise) :

- son amendement n° 43 (simplification de la procédure d'information du comité d'entreprise en distinguant les entreprises de moins et de plus de 300 salariés et en considérant les contrats initiative-emploi au même titre que les autres catégories de contrats à durée déterminée ou indéterminée) : rejeté (p. 1497) ;

- son amendement n° 44 (les comités d'entreprise ou d'établissement proposent les embauches qui peuvent être effectuées au titre du contrat initiative-emploi) : rejeté (p. 1497) ;

- son amendement n° 45 (si aucune convention n'a été conclue au 1^{er} janvier 1996 ce point est inscrit de droit à la prochaine réunion du comité d'entreprise ou d'établissement) : rejeté (p. 1498) ;

- son amendement n° 46 (information trimestrielle du comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi du nombre de contrats initiative-emploi conclus dans le département ainsi que la mise en œuvre des chartes de développement de l'emploi ; le comité supérieur de l'emploi est destinataire d'un bilan chiffré semestriel) : rejeté (p. 1498).

Après l'article 2 :

- son amendement n° 62 (consultation des organismes paritaires sur les créations d'emplois nécessaires dans la fonction publique) : rejeté (p. 1499).

Article 4 bis (modification du contrat d'accès à l'emploi dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon, art. L. 832-2 du code du travail) :

- favorable à l'amendement n° 125 de M. Michel Berson (les contrats d'accès à l'emploi ne peuvent être que des contrats à durée indéterminée) (p. 1500).

Après l'article 4 bis :

- son amendement n° 57 (parlementaires du département membres de droit du comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi) : retiré (p. 1501) ;
- son amendement n° 59 (élargissement de la composition des CODEF aux maires-adjoints et conseillers municipaux, ainsi qu'aux représentants des conseils généraux et aux représentants d'organisations syndicales les plus représentatives) : rejeté (p. 1501) ;
- son amendement n° 58 (les CODEF doivent se réunir au moins trois fois par an) : rejeté (p. 1501) ;
- son amendement n° 77 (élargissement du rôle des CODEF et création de deux rapporteurs généraux qui donnent leur avis sur les éléments portés à leur connaissance par le préfet et peuvent formuler des propositions) : rejeté (p. 1502).

Après l'article 6 :

- ses observations sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Michel Fourgous (rapport au Parlement avant le 31 décembre 1995 mesurant les implications en matière d'emploi des effets dit de seuil) (p. 1504).

— Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale (n° 2174).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173) [27 juillet 1995].

Discussion des articles [28 juillet 1995] :

Article 1^{er} (réduction des cotisations sociales patronales sur les bas salaires) :

- favorable à l'amendement n° 39 de la commission de la production (le plafond des gains et rémunérations faisant l'objet d'une réduction de cotisations sociales, porté de 1,2 à 1,5 fois le SMIC) (p. 1511) ;
- défavorable à l'amendement n° 10 de la commission (harmonisation du dispositif d'allègement des cotisations sociales avec celui retenu dans la loi quinquennale sur l'emploi en faveur des entreprises nouvelles permettant l'application de l'exonération des cotisations familiales aux salaires inférieurs ou égaux à 1,5 fois le SMIC) (p. 1511) ;
- son amendement n° 17 (la réduction de cotisations sociales doit s'accompagner de créations d'emploi ; le comité d'entreprise peut saisir le CODEF en cas d'irrégularités constatées) (p. 1506) : rejeté (p. 1513).

Après l'article 1^{er} :

- son amendement n° 18 (à l'exception des livrets d'épargne populaire, des livrets A, livrets bleus et comptes d'épargne logement ainsi que les plans d'épargne populaire pendant une durée de cinq ans, l'ensemble des revenus financiers provenant de titre émis en France sont assujettis à une contribution sociale de 15,8 %) : rejeté (p. 1531) ;

- son amendement n° 19 (réforme du mode de calcul des cotisations patronales de sécurité sociale en fonction de la taille et de l'activité des entreprises) : rejeté (p. 1531).

Après l'article 2 :

- son amendement n° 21 soutenu par M. Rémy Auchédé (accroissement du rôle des comités d'entreprise) : rejeté (p. 1533) ;
- son amendement n° 20 soutenu par M. Rémy Auchédé (information trimestrielle du CODEF sur le montant des aides forfaitaires accordées aux entreprises au titre de l'article 6 de la loi n° 93-953 relative au développement de l'emploi et de l'apprentissage ainsi que sur les modalités de formation et d'insertion mises en œuvre) (p. 1532) : rejeté (p. 1533) ;
- défavorable à l'amendement n° 24 de M. Germain Gengenwin (répartition des fonds de la formation en alternance au niveau des organismes collecteurs ; 50 % au niveau régional ; 50 % au niveau des branches nationales) (p. 1535) ;
- défavorable à l'amendement n° 16 de M. Daniel Mandon (même objet) (p. 1535) ;
- ses observations sur l'amendement n° 41 de la commission de la production (réajustement des pourcentages de financement ; baisse de 0,1 % des fonds affectés à la formation en alternance ; hausse de 0,1 % de la taxe d'apprentissage) (p. 1537).

Article 3 (suppression de la remise forfaitaire sur les cotisations d'assurance vieillesse à un régime obligatoire de base) :

- défavorable (p. 1538) ;
- son amendement n° 22 (de suppression) (p. 1538) : rejeté (p. 1539).

Après l'article 4 :

- son amendement n° 23 (exonérations et aides aux entreprises réservées aux entreprises des branches qui signeront une charte d'engagement formelle sur la création d'emplois) : rejeté (p. 1541).

Seconde délibération d'un article additionnel après l'article 2.

- défavorable à l'amendement n° 1 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (les organismes collecteurs paritaires à compétence nationale et professionnelle reversent 35 % du montant des contributions pour le financement de la formation en alternance aux organismes nationaux ou régionaux interprofessionnels dans le respect de la décision d'attribution des employeurs) (p. 1543).

Vote contre du groupe communiste (p. 1544).

— Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Travail, dialogue social et participation. — Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [31 octobre 1995] :

Chômage : indemnisation : indemnités de chômage : relèvement (p. 2835).

Emploi : emploi et formation professionnelle : rôle des comités départementaux (CODEF) (p. 2834).

Emploi : chômage :

- contrats initiative-emploi ; contrats de retour à l'emploi ; contrats emploi-solidarité ; contrats d'initiative locale (p. 2834) ;

- situation : évolution (p. 2834).

Entreprises :

- charges sociales et fiscales : allègement : compensation : financement : évaluation (p. 2834) ;
- licenciements (p. 2834).

Formation professionnelle et promotion sociale : Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 2835).

Jeunes : insertion professionnelle et sociale : formation en alternance : stages d'insertion (p. 2835).

Ministère du travail, du dialogue social et de la participation : crédits (p. 2834).

Politique économique : relance de la consommation (p. 2834).

Travail : temps de travail : aménagement et réduction : annualisation (p. 2835).

Questions :

Départements : comités départementaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi (CODEF) (p. 2859).

Jeunes : insertion professionnelle et sociale : apprentissage : financement : taux d'insertion des apprentis (p. 2859).

Anciens combattants et victimes de guerre. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [7 novembre 1995] :

Alsace-Moselle : patriotes résistants à l'occupation (p. 3178).

Anciens combattants d'Afrique du Nord :

- carte du combattant (p. 3177) ;
- fonds de solidarité : allocation différentielle et allocation de préparation à la retraite : abaissement de l'âge d'accès (p. 3177) ;
- retraite anticipée : commission tripartite d'évaluation (p. 3177).

Mémoire et souvenir :

- archives d'Arolsen (p. 3178) ;
- camp du Struthof : création d'un musée (p. 3178) ;
- information historique (p. 3178).

Ministère des anciens combattants et victimes de guerre : maintien et crédits : report des crédits de 1995 (p. 3177).

Pensions militaires d'invalidité et de retraite :

- dé cristallisation et levée de la forclusion : ressortissants des pays de l'ancienne Union française (p. 3177) ;
- déplaçonnement et rattrapage (p. 3178) ;
- droit des veuves : pensions de réversion (p. 3178) ;
- droits des déportés et internés d'origine étrangères (p. 3178).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la réforme de la protection sociale ; débat et vote sur cette déclaration (n° 2359).

Principaux thèmes développés [15 novembre 1995] :

Assurance maladie :

- déficit : budget : relèvement de la cotisation des inactifs : charges indues (p. 3771, 3772) ;
- prestations : remboursement : taux : prélèvement forfaitaire sur les feuilles de soins (p. 3772).

Contribution sociale généralisée (p. 3771).

Entreprises : charges patronales (p. 3771).

Familles : allocations familiales : imposition : non revalorisation en 1995 : conditions de ressources (p. 3770, 3773).

Hôpitaux et cliniques :

- forfait hospitalier (p. 3772) ;
- hôpitaux publics : réforme des conseils d'administration : rôle des maires (p. 3771).

Impôts et taxes : taxation du capital et des revenus financiers (p. 3771, 3773).

Personnes âgées : Fonds national de solidarité (p. 3771).

Pharmacie : industrie pharmaceutique : médicaments génériques : conditionnement (p. 3772).

Prestation autonomie (p. 3770, 3773).

Retraites : généralités :

- femmes : retraite à 55 ans (p. 3773) ;
- retraites par capitalisation : épargne-retraite (p. 3773).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : allongement de la durée de cotisation (p. 3770, 3773).

Santé publique :

- codage des actes : références médicalisées : carnet de suivi médical (p. 3772) ;
- égalité d'accès aux soins : qualité des soins (p. 3772) ;
- médecine de ville : maîtrise médicalisée des dépenses : fixation d'un taux annuel de hausse : informatisation des cabinets (p. 3770).

Sécurité sociale :

- branche accidents du travail et maladies professionnelles (p. 3770, 3773) ;
- déficit : montant : création d'une caisse d'amortissement : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 3771) ;
- gestion des caisses nationales et locales : paritarisme : élections ; réorganisation ; réalisation des actifs immobiliers (p. 3770).

- Proposition de loi tendant à favoriser l'expérimentation relative à l'aménagement et à la réduction du temps de travail (n° 2325).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [23 novembre 1995] :

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par : Fabius (Laurent) (p. 4070).

Principaux thèmes développés :

Emploi : situation (p. 4070).

Entreprises : charges sociales (p. 4070).

Formation professionnelle (p. 4071).

Travail : conditions de travail : accidents du travail et maladies professionnelles (p. 4071).

Travail : temps de travail :

- aménagement et réduction : historique : principes et développement : évaluation en termes de création d'emplois (p. 4070, 4071) ;
- diminution : obligation temporaire de maintien du niveau des effectifs (p. 4070).

Discussion des articles [23 novembre 1993] :

Article 1^{er} (exonération de cotisations sociales patronales applicable à la réduction collective du temps de travail) :

- son amendement n° 12 (aides de l'Etat si la convention réduit la durée légale du travail à 35 heures et si elle se traduit par des créations d'emplois à durée indéterminée) (p. 4077) ;
- son amendement n° 13 (suppression des exonérations de cotisations sociales) : rejeté (p. 4078) ;
- son amendement n° 3 (vérification par le comité d'entreprise et le comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi que les exonérations se traduisent par des créations d'emplois) : rejeté (p. 4078) ;
- son amendement n° 4 (non cumul des exonérations) (p. 4080) : rejeté (p. 4081) ;
- son amendement n° 5 (contrôle du nombre des emplois créés) : rejeté (p. 4080) ;
- son amendement n° 6 (présentation au Parlement d'un bilan sur les créations d'emplois) (p. 4080) : rejeté (p. 4081).

Article 2 (cumul de l'allègement de cotisations d'allocations familiales et de la ristourne dégressive de cotisations sociales patronales avec l'exonération applicable à la réduction collective du temps de travail) :

- son amendement n° 7 (suppression du cumul des exonérations sociales) : rejeté (p. 4081).

Article 3 (rapport du Gouvernement au Parlement) :

- défavorable (p. 4081).

Article 4 (financement) :

- son amendement n° 8 (compensation par le budget de l'Etat des exonérations de cotisations sociales) (p. 4081) : rejeté (p. 4082).

Après l'article 4 :

- son amendement n° 9 (nécessite pour les conventions d'être plus favorables aux salariés que les dispositions législatives et conventionnelles en vigueur) : rejeté (p. 4082) ;
- son amendement n° 10 (saisine du préfet et du comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi en cas de licenciement) : rejeté (p. 4082) ;
- son amendement n° 11 (réforme de l'assiette des cotisations sociales patronales) (p. 4082) : rejeté (p. 4083).

Ses explications de vote (p. 4085).

Vote contre du groupe communiste (p. 4085).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 mars 1996] :

Entreprises :

- charges sociales : exonérations : cas des entreprises en difficulté (p. 2123) ;
- licenciements (p. 2122).

Politique économique : Traité de Maastricht : monnaie unique : critères de convergence (p. 2124).

Retraites : généralités (p. 2123).

Salaires : SMIC et bas salaires : augmentation (p. 2123).

Travail : précarité (p. 2122).

Travail : temps de travail : aménagement et réduction : historique : principes et développement (p. 2125).

Discussion des articles [28 mars 1996] :

Article 1^{er} (exonération de cotisations sociales patronales applicable à la réduction collective du temps de travail) :

- ses observations sur l'amendement n° 1 de la commission (réduction d'au moins 15 % de la durée de travail sans condition de réduction de salaire) (p. 2131).

Article 40 de la Constitution : modalités d'application (p. 2131).

- défavorable à l'amendement n° 2 de la commission (exonérations de cotisations sociales patronales) (p. 2132) ;

- ses observations sur l'amendement n° 14 de M. Jean-Yves Chamard (suppression des conditions d'exonérations au-delà de la cinquième année) (p. 2133).

Après l'article 4 :

- ses observations sur l'amendement n° 10 rectifié de M. Jean-Yves Chamard (rétroactivité de la loi portée au 1^{er} janvier 1996 pour les accords en cours de négociation) (p. 2135).

Vote contre du groupe communiste (p. 2136).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Après l'article 23 :

- son amendement n° 57 soutenu par M. Daniel Colliard (relèvement de 5 points du taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 4692) : rejeté (p. 4693).

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).**

Première lecture :

Discussion des articles [9 et 10 décembre 1995] :

Article 1^{er} (définition du domaine d'habilitation de la loi) :**Quatrième alinéa de l'article 1^{er} (mesures relatives à la branche maladie) :**

- son amendement n° 1808 soutenu par M. Rémy Auchédé (de suppression) (p. 4950) : rejeté (p. 4954).

Sixième alinéa de l'article 1^{er} (équipement, financement et gestion des établissements de santé) :

- son amendement n° 1810 soutenu par M. Rémy Auchédé (de suppression) (p. 4963) : rejeté (p. 4969).

Septième alinéa de l'article 1^{er} (organisation et fonctionnement des institutions, régimes et branches de sécurité sociale) :

- son amendement n° 1813 soutenu par M. Daniel Colliard (de suppression) (p. 4969) : rejeté (p. 4973).

Huitième alinéa de l'article 1^{er} (apurement de la dette) :

- son amendement n° 1814 soutenu par M. Daniel Colliard (de suppression) (p. 4973) : rejeté au scrutin public (p. 4985).

- **Projet de loi portant création d'un fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi (n° 2346).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 décembre 1995] :

Emploi : chômage :

- contrats initiative-emploi (CIE) (p. 5348) ;
- UNEDIC : aides financières de l'Etat (p. 5349).

Entreprises : cotisations sociales : modulation et exonérations (p. 5348).

Politique économique :

- monnaie unique : critères de convergence : réduction des déficits publics (p. 5347) ;
- politique de croissance : relance de la consommation (p. 5348).

Syndicats : accord des 5 juillet et 6 septembre 1995 sur les départs en retraites anticipées suivis d'embauches compensatrices (p. 5348).

Travail :

- aménagement et réduction du temps de travail (p. 5348) ;
- précarité (p. 5347).

Discussion des articles [19 décembre 1995] :

Article 1^{er} (institution d'un fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi) :

- défavorable à l'amendement n° 3 de la commission (suppression du caractère de compensation des embauches résultant de la cessation d'activité des salariés bénéficiaires du fonds d'intervention) (p. 5353) ;

- ses observations sur l'amendement n° 13 de M. Michel Berson (caractère obligatoire des embauches consécutives aux cessations d'activité) (p. 5355).

Vote pour du groupe communiste (p. 5359).

- **Projet de loi constitutionnelle instituant la loi d'équilibre de la sécurité sociale (n° 2455).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [23 janvier 1996] :

Communautés européennes et Union européenne : Traité de Maastricht (p. 229).

Constitution :

- Comité consultatif constitutionnel (p. 229) ;
- service public (p. 230).

Loi d'équilibre :

- objectifs de dépense (p. 229) ;
- recettes (p. 229).

Politique économique et sociale : prélèvements obligatoires : assiette des cotisations sociales (p. 230).

Santé publique : maîtrise des coûts (p. 229).

Syndicats : paritarisme : étatisation (p. 229).

Discussion des articles [24 janvier 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- son amendement n° 41 soutenu par M. Jacques Brunhes (constitutionnalisation de l'élection des représentants des assurés sociaux dans les organismes de sécurité sociale) (p. 294) : rejeté (p. 295).

Article 1^{er} (institution de la loi d'équilibre de la sécurité sociale) :

- son amendement n° 42 soutenu par M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 301) : rejeté (p. 302).

Article 3 (procédure de discussion de la loi d'équilibre de la sécurité sociale) :

- son amendement n° 49 soutenu par M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 357) : rejeté (p. 358).

- Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).*Première lecture :*

Avant la discussion des articles [6 et 7 février 1996] :

Son intervention (p. 595) et *son interruption* (p. 605).

Rappel au règlement : s'étonne que M. Hervé Novelli lui reproche de l'avoir mis en cause alors qu'il n'était pas présent dans l'hémicycle au moment de son intervention [6 février 1996] (p. 613).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : Allemagne (p. 595).

Assemblée nationale : commission d'enquête : utilisation des fonds affectés à la formation professionnelle (p. 595).

Collectivités locales : régions (p. 595).

Emploi :

- charges sociales : allègement (p. 596) ;
- chômage des jeunes (p. 595, 597, 598) ;
- contrats emploi-solidarité (p. 596, 597) ;
- création d'emplois (p. 596 à 598) ;
- insertion professionnelle (p. 595, 597).

Entreprises (p. 595, 596).

Etat : contribution (p. 595).

Formation professionnelle et promotion sociale :

- apprentissage : généralités (p. 595, 598, 599) ;
- centres de formation d'apprentis : ressources : péréquation (p. 598) ;
- Conseil national de l'apprentissage : création (p. 597)
- enseignement technique et professionnel (p. 595, 597, 598) ;
- formation en alternance (p. 598) ;
- prime à l'apprentissage (p. 595, 597).

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage (p. 597, 598).

Sécurité sociale : plan de réforme (p. 597).

Travail : inspection du travail (p. 598).

Rappel au règlement : reproche au ministre du travail et des affaires sociales d'avoir éludé les propositions de l'opposition [7 février 1996] (p. 639).

Discussion des articles [7 février 1996] :**Avant l'article 1^{er} :**

- favorable à l'amendement n° 1 de la commission (institution d'une filière de l'apprentissage) (p. 639) ;
- son amendement n° 31 (réforme des lois sur l'apprentissage et l'alternance) (p. 640) : rejeté au scrutin public (p. 642) ;
- défavorable à l'amendement n° 44 rectifié de M. Jean Ueberschlag (création d'un Conseil national de l'apprentissage au sein du Comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue) (p. 644).

Article 1^{er} (modification des conditions de libération et de répartition de la taxe d'apprentissage) :

- défavorable (p. 658) ;
 - défavorable à l'amendement n° 35 de M. Hervé Novelli (exonération des dépenses exposées par les entreprises employant des apprentis dont la formation en centre de formation des apprentis est supérieure à 400 heures par an) (p. 648).
- Assemblée nationale : amendements : reprise (p. 648).

- défavorable à l'amendement n° 33 de M. Hervé Novelli (liberté d'affectation des concours financiers des entreprises) (p. 650) ;

- défavorable aux amendements identiques n° 45 de M. Jean Ueberschlag et 53 corrigé de M. Michel Berson (suppression de l'obligation de versement d'un concours financier au centre de formation pour les entreprises qui affectent tout ou partie de leur taxe d'apprentissage à des écoles d'enseignement technologique et professionnel) (p. 651) ;

- reprend l'amendement n° 13 de M. Germain Gengenwin (obligation de versement du concours financier, pour les entreprises n'employant pas d'apprenti, à un centre de formation de leur région d'implantation) (p. 651) : rejeté après rectification (p. 652) ;

- ses observations sur l'amendement n° 34 de M. Hervé Novelli (affiliation des apprentis au régime de sécurité sociale des étudiants) (p. 656).

Article 2 (prime à l'apprentissage) :

- défavorable à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (institution d'une indemnité compensatrice après avis du Conseil national de l'apprentissage) (p. 659) ;

- ses observations sur le sous-amendement n° 75 rectifié du Gouvernement (modulation de l'indemnité compensatrice en fonction de l'âge de l'apprenti et de la durée de la formation) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 660) ;

- favorable au sous-amendement n° 70 de M. Michel Berson (modulation de l'indemnité compensatrice en fonction du suivi du jeune à l'issue de sa formation pour assurer son embauche) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 660) ;

- favorable au sous-amendement n° 71 de M. Michel Berson (reversement de l'indemnité compensatrice en cas de rupture du contrat de travail) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 661).

- Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).*Première lecture :*

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 mars 1996] :

Administration : validations législatives (p. 1692).

Associations : contrôle (p. 1693).

Entreprises : charges : allègement (p. 1692).

Hôpitaux et cliniques :

- fonction publique hospitalière : personnel (p. 1692) ;
- réforme hospitalière (p. 1692).

Personnes âgées : hébergement (p. 1693).

Santé publique : amiante (p. 1693).

Sécurité sociale : plan de réforme (p. 1693).

Système pénitentiaire : administration pénitentiaire (p. 1693).

Vie, médecine et biologie :

- interruption volontaire de grossesse (p. 1693) ;
- manipulateurs d'électroradiologie médicale (p. 1693) ;
- médecins étrangers : recrutement (p. 1692) ;
- médecins hospitaliers (p. 1692) ;
- transfusion sanguine : financement (p. 1693).

Discussion des articles [14 et 19 mars 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- favorable à l'amendement n° 51 deuxième rectification de M. Jean-Pierre Cave (limitation de la puissance des baladeurs musicaux) (p. 1698) ;
- défavorable au sous-amendement n° 101 du Gouvernement (utilisation déconseillée pendant plus d'une heure et au-delà des deux tiers de la puissance) à l'amendement n° 51 deuxième rectification de M. Jean-Pierre Cave (p. 1698).

Article 1^{er} (coopération internationale en matière médicale) :

- ses observations (p. 1699).
- Amendements : recevabilité financière (p. 1699).

Après l'article 7 quater :

- défavorable à l'amendement n° 82 de Mme Christine Boutin (droit d'ester en justice pour les associations de défense et de promotion du droit à la vie) (p. 1703).

Article 1^{er} (suite) précédemment réservé (coopération internationale en matière médicale) :

- son sous-amendement n° 48 (réduction des durées d'exercice pour les médecins étrangers ayant obtenu un titre de séjour en France en liaison avec la situation politique de leur pays) à l'amendement n° 4 rectifié de la commission (harmonisation rédactionnelle des dispositions de l'article 3 de la loi du 4 février 1995 ; distinction entre les médecins venant exercer des fonctions d'enseignement et de recherche et les jeunes diplômés venus compléter leur formation) : rejeté (p. 1709).

Après l'article 1^{er} :

- son amendement n° 31 précédemment réservé (engagement de négociations avec les représentants des professions médicales afin de définir les recrutements nécessaires) : rejeté (p. 1709).

Article 2 précédemment réservé (manipulateurs d'électroradiologie médicale) :

- ses observations (p. 1711).

Après l'article 2 :

- son amendement n° 33 précédemment réservé (engagement de négociations avec les représentants de la profession afin de pourvoir aux postes vacants) : rejeté (p. 1713).

Article 5 précédemment réservé (fonds d'orientation de la transfusion sanguine) :

- son amendement n° 34 (de suppression) : rejeté (p. 1715).

Après l'article 7 :

- son amendement n° 39 rectifié précédemment réservé (titularisation des personnels précaires des hôpitaux) : rejeté (p. 1716).

Après l'article 12 :

- reprend l'amendement n° 45 de M. Charles de Courson (limitation des possibilités de cumuler, pour les personnes âgées de plus de 60 ans, le bénéfice d'une pension de retraite et d'un revenu d'activité lorsque leur somme est supérieure à 2 fois le montant du SMIC) : rejeté au scrutin public (p. 1721) ;

- son sous-amendement n° 100 (application de la mesure lorsque la somme des pensions et des revenus d'activité dépasse 2,5 fois le montant du SMIC) à l'amendement n° 45 de M. Charles de Courson : rejeté (p. 1721).

Article 19 (création d'une catégorie de contrats à durée déterminée ne pouvant excéder cinq ans) :

- ses observations sur les amendements identiques n°s 71 de M. Dominique Paillé et 80 de M. Jean-Pierre Cave (de suppression) (p. 1724).

Assemblée nationale : demande de suspension de séance : refus (p. 1724).

Article 21 (missions de l'Inspection générale des affaires sociales [IGAS]) :

- son amendement n° 41 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 1781) : rejeté (p. 1782).

Article 22 (répartition des ressources collectées auprès du public en cas de pluralité des organismes organisateurs ou bénéficiaires) :

- son amendement n° 42 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 1784) : adopté (p. 1785).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [2 mai 1996] :

Soutient la question préalable opposée par : Bocquet (Alain) (p. 2791) : rejetée (p. 2796).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique (p. 2795).

Emploi :

- chômage : aides publiques (p. 2792) ;
- demandeurs d'emploi : accueil (p. 2791).

Hôpitaux et cliniques : réforme hospitalière (p. 2794).

Marchés financiers (p. 2792).

Ordonnances (p. 2793).

Politique économique et sociale (p. 2792).

Professions médicales et paramédicales :

- manipulateurs d'électroradiologie médicale (p. 2791) ;
- médecine de ville (p. 2794).

Régions : Picardie (p. 2793).

Retraites : retraites complémentaires (p. 2793).

Salaires (p. 2793).

Sécurité sociale : plan de réforme (p. 2793).

Travail :

- négociation collective (p. 2792) ;
- réduction du temps de travail (p. 2793).

Vie, médecine et biologie : thérapies génique et cellulaire (p. 2791).

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Article 25 supprimé par le Sénat (vente d'alcools dans les enceintes sportives) :

- favorable (p. 2805).

- son amendement n° 40 (rétablissement de l'article) (p. 2805) : adopté après modifications au scrutin public (p. 2809).

Après l'article 24 ter :

- son amendement n° 39 : non soutenu (p. 2810).

Article 1^{er} B précédemment réservé (lutte contre les nuisances sonores individuelles) :

- son amendement n° 33 (définition de la puissance sonore maximale des baladeurs musicaux) : devenu sans objet (p. 2811).

Article 7 sexies précédemment réservé (*définition et statut des produits de thérapies génique et cellulaire*):

- défavorable (p. 2815).

Article 12 A précédemment réservé (*thermalisme*):

- soutient l'amendement n° 34 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression): rejeté (p. 2821).

Article 15 bis précédemment réservé (*régularisation de la situation des personnels de droit privé qui contribuent au fonctionnement des services de la Caisse des dépôts et consignations*):

- soutient l'amendement n° 35 de Mme Muguette Jacquaint (statut des personnels de droit privé): rejeté (p. 2822).

Article 21 précédemment réservé (*missions de l'Inspection générale des affaires sociales [IGAS]*):

- soutient l'amendement n° 36 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression): rejeté (p. 2823).

Article 22 précédemment réservé (*répartition des ressources collectées auprès du public en cas de pluralité des organismes organisateurs ou bénéficiaires*):

- soutient l'amendement n° 37 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression): adopté (p. 2824).

Article 24 ter précédemment réservé (*validation de promotions dans le cadre d'emplois d'administrateur de l'ANPE*):

- son amendement n° 41: non soutenu (p. 2845).

- Proposition de loi tendant à assurer le droit à réparation des anciens combattants et victimes de guerre dans le respect de l'égalité des générations (n° 2029).

Rapporteur de la commission des affaires culturelles.

Première lecture:

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 mars 1996]:

Anciens combattants et victimes de guerre:

- anciens combattants d'Afrique du Nord (p. 2027);
- carte du combattant volontaire de la Résistance (p. 2028);
- ministère: Office national des anciens combattants (p. 2028);
- Union française des associations d'anciens combattants et de victimes de guerre (UFAC) (p. 2027).

Assemblée nationale:

- commission des affaires culturelles: travaux: absence de conclusions (p. 2028);
- proposition de loi tendant à assurer le droit à réparation des anciens combattants et victimes de guerre dans le respect de l'égalité des générations (p. 2027).

Constitution: article 48, alinéa 3 (p. 2027).

Emploi: création d'emplois (p. 2027).

Finances publiques: coût (p. 2027).

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre:

- gel (p. 2027);
- grands invalides de guerre (p. 2027);
- proportionnalité (p. 2027);
- rapport constant (p. 2027);
- retraite anticipée: commission tripartite (p. 2027).

- Projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment et le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime (n° 2298).

Deuxième lecture:

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 mai 1996] (p. 2787):

Drogue: généralités.

- Projet de loi (rectifié) relatif à l'information et à la consultation des salariés dans les entreprises et les groupes d'entreprises de dimension communautaire ainsi qu'au développement de la négociation collective (n° 2701).

Première lecture:

Discussion des articles [4 et 5 juin 1996]:

Article 1^{er} (*périmètre du comité de groupe*):

- son amendement n° 1 corrigé soutenu par M. Rémy Auchedé (création d'un comité d'entreprise européen) (p. 3799): rejeté (p. 3800);
- son amendement n° 2 corrigé soutenu par M. Rémy Auchedé (situation des filiales au sein des comités de groupe): rejeté (p. 3800);
- son amendement n° 3 soutenu par M. Rémy Auchedé (élargissement du périmètre du comité de groupe) (p. 3800): rejeté (p. 3801);
- son amendement n° 4 soutenu par M. Rémy Auchedé (compétence du tribunal de grande instance du siège de la société dominante): rejeté (p. 3801).

Article 3 (*comité d'entreprise européenne ou procédure d'information et de consultation dans les entreprises de dimension communautaire*):

Article L. 439-6 du code du travail (droits des salariés à l'information et à la consultation à l'échelon européen et définitions):

- son amendement n° 5 soutenu par M. Rémy Auchedé (compétence extra-européenne du comité d'entreprise européen): rejeté (p. 3805).

Article L. 439-8 du code du travail (missions et modalités de fonctionnement du groupe spécial de négociation):

- son amendement n° 6 soutenu par M. Rémy Auchedé (remboursement des frais engagés par les membres du groupe spécial de négociation): rejeté (p. 3807);
- son amendement n° 7 soutenu par M. Rémy Auchedé (mise à la disposition du groupe spécial de négociation de la documentation nécessaire): rejeté (p. 3807);
- son amendement n° 8 soutenu par M. Rémy Auchedé (prise en charge par l'entreprise dominante des frais afférents à l'intervention des experts): rejeté (p. 3808).

Article L. 439-9 du code du travail (contenu de l'accord instituant le comité d'entreprise européen):

- son amendement n° 9 soutenu par M. Rémy Auchedé (suppression de la précision relative à la durée des réunions du groupe spécial de négociation): rejeté (p. 3808);
- son amendement n° 10 soutenu par M. Rémy Auchedé (moyens matériels, financiers et humains alloués au comité d'entreprise européen): rejeté (p. 3808).

Article L. 439-10 du code du travail (contenu de l'accord instituant une ou plusieurs procédures d'information et de consultation):

- son amendement n° 11 soutenu par M. Rémy Auchedé (de suppression du premier alinéa): rejeté (p. 3808).

Article L. 439-11 du code du travail (régime des décisions du groupe spécial de négociation):

- son amendement n° 79 soutenu par M. Rémy Auchedé (prise des décisions à l'unanimité avec arbitrage administratif à défaut d'accord): rejeté (p. 3808);
- son amendement n° 12 soutenu par M. Rémy Auchedé (raccourcissement du délai pour la demande de constitution d'un nouveau groupe spécial de négociation) (p. 3808): rejeté (p. 3809).

Article L. 439-12 du code du travail (conditions de mise en place du comité d'entreprise européen):

- son amendement n° 80 soutenu par M. Rémy Auchedé (renforcement des conditions d'institution du comité d'entreprise européen): rejeté (p. 3809);
- son amendement n° 81 soutenu par M. Rémy Auchedé (délais de constitution et de convocation du comité d'entreprise européen): rejeté (p. 3809).

Article L. 439-14 du code du travail (modalités de fonctionnement du comité d'entreprise européen) :

- son amendement n° 13 soutenu par M. Rémy Auchedé (désignation d'un représentant des salariés comme secrétaire du comité d'entreprise européen) (p. 3823) : rejeté (p. 3824) ;
- son amendement n° 14 soutenu par M. Rémy Auchedé (nombre de réunions annuelles du comité d'entreprise européen) : rejeté (p. 3824) ;
- son amendement n° 15 soutenu par M. Rémy Auchedé (rédaction française et traduction du rapport du comité d'entreprise européen) : rejeté (p. 3824) ;
- son amendement n° 16 soutenu par M. Rémy Auchedé (liberté d'information sur la teneur et les résultats des travaux du comité d'entreprise européen) : rejeté (p. 3824) ;
- son amendement n° 17 soutenu par M. Rémy Auchedé (destinataires de l'information sur la teneur et les résultats des travaux du comité d'entreprise européen) : rejeté (p. 3824) ;
- son amendement n° 18 soutenu par M. Rémy Auchedé (information sur la teneur et les résultats des travaux du comité d'entreprise européen donnée aux salariés sur leur temps et leur lieu de travail) (p. 3824) : rejeté (p. 3825) ;
- son amendement n° 19 soutenu par M. Rémy Auchedé (langues utilisées pour la rédaction et la communication de l'ordre du jour du comité d'entreprise européen) : rejeté (p. 3825) ;
- son amendement n° 20 soutenu par M. Rémy Auchedé (inscription à l'ordre du jour des points demandés par le secrétaire du comité d'entreprise européen) : rejeté (p. 3825).

Article L. 439-15 du code du travail (attributions du comité d'entreprise européen) :

- son amendement n° 21 soutenu par M. Rémy Auchedé (augmentation du nombre de réunions du comité d'entreprise européen) : rejeté (p. 3825) ;
- son amendement n° 22 soutenu par M. Rémy Auchedé (examen de la situation sociale de l'entreprise) : rejeté (p. 3825) ;
- son amendement n° 23 soutenu par M. Rémy Auchedé (examen des projets de licenciements collectifs) : rejeté (p. 3825) ;
- + son amendement n° 24 soutenu par M. Rémy Auchedé (de précision) : rejeté (p. 3826) ;
- son amendement n° 25 soutenu par M. Rémy Auchedé (information du comité d'entreprise européen en cas de projet de délocalisation) : rejeté (p. 3826) ;
- son amendement n° 26 soutenu par M. Rémy Auchedé (information préalable et obligatoire du comité d'entreprise européen en cas de circonstances exceptionnelles) : rejeté (p. 3826) ;
- son amendement n° 27 soutenu par M. Rémy Auchedé (rédaction et traduction du rapport établi par le chef d'entreprise) : rejeté (p. 3827) ;
- son amendement n° 28 soutenu par M. Rémy Auchedé (mise à la disposition des représentants des salariés de locaux permettant de se réunir hors la présence des représentants de la direction de l'entreprise) : rejeté (p. 3827).

Article L. 439-16 du code du travail (modalités de fonctionnement du comité d'entreprise européen) :

- son amendement n° 29 soutenu par M. Rémy Auchedé (prise en charge des frais afférents à l'intervention d'experts) (p. 3827) : rejeté (p. 3828) ;
- son amendement n° 30 soutenu par M. Rémy Auchedé (mise à la disposition du comité d'entreprise européen des ressources financières, matérielles et humaines nécessaires à ses missions) (p. 3827) : rejeté (p. 3828) ;
- son amendement n° 31 soutenu par M. Rémy Auchedé (fixation d'un budget de fonctionnement du comité d'entreprise européen) : rejeté (p. 3828) ;
- son amendement n° 32 (frais de séjour et de déplacement des suppléants des membres du comité d'entreprise européen) : rejeté (p. 3828) ;

- son amendement n° 33 soutenu par M. Rémy Auchedé (rémunération du temps passé en réunion par les suppléants comme temps de travail) : rejeté (p. 3828) ;
- son amendement n° 84 soutenu par M. Rémy Auchedé (fixation à 240 heures rémunérées par an du temps nécessaire aux membres du comité d'entreprise européen pour l'exercice de leurs fonctions) (p. 3828) : rejeté (p. 3829) ;
- son amendement n° 34 soutenu par M. Rémy Auchedé (suppression de la mention relative à la saisine de la juridiction compétente en cas de contestation) : rejeté (p. 3829) ;
- son amendement n° 85 soutenu par M. Rémy Auchedé (de conséquence) : rejeté (p. 3829) ;
- son amendement n° 35 soutenu par M. Rémy Auchedé (formation à l'apprentissage des langues financée par l'entreprise) : rejeté (p. 3829).

Article L. 439-18 du code du travail (règles de répartition des sièges) :

- son amendement n° 36 soutenu par M. Rémy Auchedé (représentation de toutes les organisations syndicales françaises) (p. 3829) : rejeté (p. 3830) ;
- son amendement n° 82 soutenu par M. Rémy Auchedé (nombre minimum des représentants du personnel au comité d'entreprise européen) : rejeté (p. 3830) ;
- son amendement n° 37 soutenu par M. Rémy Auchedé (fixation de règles minimales de répartition des sièges) : rejeté (p. 3830).

Article L. 439-19 du code du travail (désignation des représentants des salariés par les organisations syndicales) :

- son amendement n° 83 soutenu par M. Rémy Auchedé (de précision) (p. 3830) : rejeté (p. 3831).

Article L. 439-24 du code du travail (conséquences de la mise en place du comité d'entreprise européen sur le comité de groupe) :

- son amendement n° 86 soutenu par M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 3831) : rejeté (p. 3832).

Article 5 (dispositions transitoires) :

- son amendement n° 88 soutenu par M. Rémy Auchedé (respect de l'ensemble des dispositions prévues par la présente loi) : rejeté (p. 3832) ;
- son amendement n° 87 soutenu par M. Rémy Auchedé (de suppression du dernier alinéa de l'article) : rejeté (p. 3832).

Après l'article 5 :

- son amendement n° 38 soutenu par M. Rémy Auchedé (impossibilité pour les accords et les conventions collectives de revenir sur des droits acquis) (p. 3832) : rejeté (p. 3833).

Article 6 et annexe (dispositions d'application de l'accord national interprofessionnel du 31 octobre 1995 relatif aux négociations collectives) :

- son amendement n° 39 soutenu par M. Rémy Auchedé (de suppression) : rejeté (p. 3838) ;
- son amendement n° 40 (de précision) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 41 (avis de la Commission nationale de la convention collective) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 42 (de précision) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 43 (référence aux dispositions de l'article L. 132-30) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 44 (composition de la commission paritaire de branche) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 45 (validation des décisions prises en application des dispositions du paragraphe 2-3 de l'accord interprofessionnel du 31 octobre 1995) : devenu sans objet (p. 3842) ;

- son amendement n° 46 (conditions de validité des accords) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 47 (présence des organisations syndicales représentatives de la branche) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 48 (choix des salariés mandatés) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 56 (temps accordé aux salariés mandatés pour l'information syndicale) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 57 (affichage sur les lieux de travail des informations relatives aux unions départementales et inter-professionnelles) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 58 (respect des droits en matière d'information syndicale dans l'entreprise) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 49 (consultation de la Commission nationale de la convention collective) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 53 (représentation des salariés dans les entreprises où un délégué syndical ne peut être désigné) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 54 (situation des entreprises de moins de 30 salariés) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 50 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 52 (désignation d'un délégué syndical) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 55 (de suppression du deuxième alinéa) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 51 (choix de la clause la plus favorable aux salariés) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 59 (choix des organisations syndicales représentatives de la branche) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 60 (impossibilité de conclure des accords de branche ou d'entreprise hors du champ d'application de l'accord du 31 octobre 1995) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 61 (de précision) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 62 (protection des salariés mandatés en cas de licenciement) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 63 (fixation du délai après lequel les salariés dont le mandat a expiré peuvent être licenciés) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 64 rectifié (moyens de fonctionnement accordés aux salariés mandatés) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 65 (droit d'information et d'expression des salariés) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 66 (information de l'inspection du travail) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 67 (indépendance du salarié mandaté) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 68 (protection du salarié mandaté, application des articles L.412-1 à L.412-21 du code du travail) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 69 (information préalable par le chef d'entreprise sur la nature des négociations à venir) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 70 (soumission des décisions de la commission paritaire de branche à l'inspection du travail) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 71 (approbation des accords par la majorité des élus du personnel) : devenu sans objet (p. 3842) ;
- son amendement n° 72 (indissociabilité des paragraphes 2-1, 2-2 et 2-3 de l'accord) : devenu sans objet (p. 3842).

GRENET (Jean)*Député des Pyrénées-Atlantiques**(5^e circonscription)**Apparenté RPR**puis non inscrit**puis apparenté RPR*

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Se démet de son mandat de député [J.O. du 14 juillet 1995] (p. 10572).

Redevenu député le 8 décembre 1995 en remplacement de M. Alain Lamassoure, nommé membre du Gouvernement [J.O. du 9 décembre 1995] (p. 17977).

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 14 décembre 1995] (p. 18205).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 14 juillet 1995] (p. 10572).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 décembre 1995] (p. 18253).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 6 février 1996] (p. 1849).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 février 1996] (p. 1849).

GRIGNON (Gérard)*Député de Saint-Pierre-et-Miquelon**UDF*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 10 juin 1995] (p. 9014).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 10 juin 1995] (p. 9014).

Membre titulaire du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon [J.O. du 9 décembre 1995] (p. 17978).

INTERVENTIONS**- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).***Première lecture, deuxième partie :***Aménagement du territoire, équipement et transports. - Questions** [26 octobre 1995] :

DOM-TOM : Saint-Pierre-et-Miquelon : zone de pêche : contrôle (p. 2521).

Outre-mer. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [28 octobre 1995] :

Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 2703, 2704).

Questions :

Impôts et taxes : investissements : défiscalisation (p. 2737).

Lois : loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon : décrets d'application (p. 2736).

- Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 1684).

Première lecture :

Discussion des articles [28 novembre 1995] :

Article 18 (prévention et traitement des difficultés des entreprises) :

- son amendement n° 106 (maintien des dispositions des articles 251-2, 252, 256 du code local des impôts de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4138) : adopté (p. 4139).

Article 32 (adaptation du statut du notariat) :

- son amendement n° 107 (dispositions transitoires) : retiré (p. 4173).

Article 34 (marchés publics) :

- son amendement n° 108 (exclusion de Saint-Pierre-et-Miquelon du champ d'application des dispositions nouvelles relatives aux marchés publics) (p. 4173) : rejeté (p. 4174).

Article 36 (adaptation de certaines dispositions de la loi anticorruption) :

- son amendement n° 109 (exclusion de Saint-Pierre-et-Miquelon du champ d'application des dispositions nouvelles) : retiré (p. 4174).

Article 41 (délai de consultation du conseil général) :

- son amendement n° 110 (réduction du délai à un mois en cas d'urgence) : rejeté (p. 4177).

Après l'article 41 :

- ses observations sur l'amendement n° 104 du Gouvernement (extension à Saint-Pierre-et-Miquelon des dispositions réglementant les conditions d'accès à la profession de coiffeur) (p. 4178).

Vote pour du groupe UDF (p. 4178).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [24 avril 1996] :

Article 34 (application à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon, leurs établissements publics et leurs communes, de principes de publicité et de transparence en matière de marchés publics) :

- ses observations (p. 2524) ;
- défavorable à l'amendement n° 19 de la commission (extension à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 2525).

Article 41 (délai de consultation du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon) :

- ses observations (p. 2526).

Article 41 bis (aide sociale générale et aide médicale à Saint-Pierre-et-Miquelon) :

- défavorable (p. 2527) ;
- son amendement n° 29 (gestion de l'aide sociale par la caisse de prévoyance sociale) : adopté (p. 2528).

GRIMAUULT (Hubert)

Député du Maine-et-Loire

(2^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Allocation de rentrée scolaire** : montant [21 juin 1995] (p. 579).

GRIOTTERAY (Alain)

Député du Val-de-Marne

(8^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Culture : communication) [5 juillet 1995].

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Hervé Novelli tendant à créer une commission d'enquête sur l'évolution et la maîtrise des dépenses publiques (n° 2237) [14 novembre 1995].

Membre du comité pour la commémoration des origines de la Gaule à la France [J.O. du 16 mars 1996] (p. 4115).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Cesse d'appartenir à cette mission [J.O. du 4 avril 1996] (p. 5233).

Membre de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [J.O. du 17 avril 1996] (p. 5925).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Communication) [7 mai 1996].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)** : annexe n° 12 : **Culture : communication (n° 2270)** [12 octobre 1995].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 2237) de M. Hervé Novelli tendant à créer une commission d'enquête sur l'évolution et la maîtrise des dépenses publiques (n° 2442) [13 décembre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Montant de la dette sociale** : comptes de la sécurité sociale : dette : montant [17 janvier 1996] (p. 79, 80).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 juillet 1995] :

Elections et référendums : référendums (p. 886, 887)

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).**

Première lecture :

Discussion des articles [17 juillet 1995] :

Après l'article 22 :

- son amendement n° 87 soutenu par M. Charles de Courson (transfert d'une partie de la contribution acquittée par les entreprises au titre de leur participation à l'effort de construction et consacrée à la construction de logements pour les travailleurs immigrés aux communes afin de financer la construction ou la réhabilitation de logements en faveur des personnes en situation de précarité) : rejeté (p. 1235).

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Communication. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances [6 novembre 1995] :

Audiovisuel : secteur public : ressources :

- dotation budgétaire : homogénéité de l'action gouvernementale (p. 3139) ;
- gestion et évaluation : audit (p. 3139) ;
- redevance : taux : exonérations : recouvrement : fraude (p. 3138) ;
- ressources publicitaires (p. 3139).

Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 3139).

Presse, édition, imprimerie :

- aides de l'Etat : négociation presse-La Poste-Etat : ressources publicitaires : loi Evin (p. 3140) ;
- papier : coût : hausse (p. 3140).

Radiodiffusion :

- Radio France (p. 3139) ;
- radio numérique : procédé DAB (p. 3139).

Télévision :

- Arte et la Cinquième ; rapprochement : groupement d'intérêt économique (p. 3139) ;
- France 2 : animateurs-producteurs : statut et rémunération : coût des retransmissions sportives (p. 3140) ;
- France 2 : ligne éditoriale spécifique : concurrence avec TF 1 : politique de l'audimat (p. 3140) ;
- France 3 : mission régionale (p. 3140) ;
- France Télévision : crédits : construction d'un nouveau siège : financement (p. 3139) ;
- TF 1 (p. 3140).

Vote des crédits :

Article 52 (*approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation du produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle*) :

- soutient l'amendement n° 220 de la commission (réduction de 20 millions de francs de crédits à France 2 et affectation à France 3) (p. 3162) : rejeté (p. 3163) ;
- favorable à l'amendement n° 221 de la commission (versement des crédits affectés à la SEPT-Arte et à la Cinquième à un GIE regroupant les deux sociétés) (p. 3164) ;
- son amendement n° 80 (report d'une partie des crédits de la SEPT-Arte et de la Cinquième à un GIE regroupant les deux sociétés) (p. 3163) : rejeté (p. 3165).

GROSDIDIER (François)

Député de la Moselle

(1^{re} circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 8 juin 1995] (p. 8936).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Premier ministre, [J.O. du 30 août 1995] (p. 12855).

Rapporteur du projet de loi relatif au contrôle du commerce des produits chimiques précurseurs de stupéfiants ou de substances psychotropes (n° 2014 rectifié) [22 novembre 1995].

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Robert Pandraud (n° 2695) sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant application d'un schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 30 juin 1999 à certains produits agricoles originaires de pays en voie de développement (E-605) [24 avril 1996].

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Education nationale, enseignement supérieur et recherche : recherche) [28 mai 1996].

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808) [5 juin 1996].

DEPOTS

Proposition de loi portant amélioration du régime de rémunération de l'artiste-interprète tel que fixé par la loi n° 85-660 du 3 juillet 1985 (n° 2478) [11 janvier 1996].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2014 rectifié), relatif au **contrôle du commerce des produits chimiques précurseurs de stupéfiants ou de substances psychotropes** (n° 2578) [20 février 1996].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 2695) de M. Robert Pandraud sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant application d'un **schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées** pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 30 juin 1999 à certains produits agricoles originaires de pays en voie de développement (E-605) (n° 2788) [14 mai 1996].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2753), relatif au **contrôle de la fabrication et du commerce de certaines substances susceptibles d'être utilisées pour la fabrication illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes** (n° 2796) [21 mai 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Privatisation d'Usinor-Sacilor** : plan social [31 mai 1995] (p. 385, 386).

– **Violence dans les établissements scolaires** : mesures de sécurité [7 février 1996] (p. 667).

– **Privatisation de Renault** : modalités [14 mai 1996] (p. 3097).

INTERVENTIONS

– **Proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1996 (n° E-422) (n° 2078).**

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [4 juillet 1995] :

Agriculture : politique agricole commune (p. 820).

Communautés européennes et Union européenne : élargissement (p. 819, 820).

Communautés européennes et Union européenne : budget :

- dépenses et ressources (p. 820) ;
- dépenses agricoles (p. 820) ;
- discipline budgétaire (p. 820) ;
- fonds structurels (p. 820) ;
- politiques internes (p. 820) ;
- programmation pluriannuelle (p. 820).

Constitution : article 88-4 (p. 819, 820).

Finances publiques : rigueur budgétaire (p. 820).
 France : contribution au budget des communautés européennes (p. 819).
 Parlement : rôle (p. 819).

- Proposition de résolution sur la recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France (n° E-436) (n° 2109).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [4 juillet 1995] :

Assemblée nationale :
 - délégation pour l'Union européenne (p. 829) ;
 - examen du projet de recommandation : calendrier (p. 829).

Communautés européennes et Union européenne :
 - monnaie unique (p. 829) ;
 - traité de Maastricht (p. 829).

Constitution : article 88-4 (p. 829).
 Emploi (p. 829).
 Finances publiques : critères et plans de convergence (p. 829).
 Lois :
 - loi de finances pour 1996 (p. 829) ;
 - loi de finances rectificative pour 1995 (p. 829).

Parlement : prérogatives (p. 829).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture :
Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 octobre 1995] :

Emploi :
 - charges sociales : allègement (p. 1918) ;
 - chômage (p. 1918) ;
 - politique de l'emploi (p. 1918).

Entreprises : transmissions d'entreprises : régime fiscal (p. 1918).

Finances publiques :
 - dette publique (p. 1918) ;
 - politique budgétaire (p. 1918).

Gouvernement précédent (p. 1918).
 Gouvernements socialistes (p. 1918).

Impôts et taxes :
 - politique fiscale (p. 1919) ;
 - réforme fiscale (p. 1918, 1919).

Politique économique : investissement (p. 1919).
 Politique économique et sociale : réformes (p. 1819).
 Sécurité sociale : protection sociale : financement : réforme (p. 1918, 1919).
 TVA : relèvement du taux normal (p. 1918, 1919).

Première partie, discussion des articles [18 octobre 1995] :

Article 3 (limitation du champ d'application de la réduction d'impôt accordée au titre des contrats d'assurance-vie) :
 - favorable (p. 2007, 2008).

Deuxième partie :

Intérieur. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [3 novembre 1995] :

Assemblée nationale : commission des finances : amendements (p. 3028).

Etat : administration territoriale et déconcentration (p. 3027).
 Etrangers (p. 3027).

Lois : loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité (p. 3026).

Ordre public :
 - délinquance (p. 3027) ;
 - terrorisme et plan Vigipirate (p. 3026, 3027, 3028).

Police :
 - crédits (p. 3027) ;
 - informatique et transmissions (p. 3027) ;
 - moyens de fonctionnement et équipement (p. 3027).

Vote pour du groupe RPR (p. 3028).

- Projet de loi relatif au contrôle du commerce des produits chimiques précurseurs de stupéfiants ou de substances psychotropes (n° 2014).

Rapporteur de la commission de la production.

Première lecture :
Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 mars 1996] :

Affaires étrangères :
 - G7 : réunions de Houston du 10 juillet 1990 et de Londres du 15 juillet 1991 (p. 1514) ;
 - Organisation des Nations Unies : convention de Vienne du 19 décembre 1988 (p. 1513).

Communautés européennes et Union européenne : règlements et directives : transposition (p. 1514).

Douanes : avis aux exportateurs et importateurs ; contrôles des agents des douanes (p. 1514).

Industrie : industries chimique et pharmaceutique ; négoce des produits (p. 1513, 1514).

Discussion des articles [12 mars 1996] :

Article 2 (agrément des personnes effectuant certaines opérations sur les produits de première catégorie) :
 - soutient l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1520).

Article 9 (communication d'informations à la demande du ministre de l'industrie) :
 - soutient l'amendement n° 2 de la commission (fixation par décret d'un délai pour la communication des informations) : adopté (p. 1521).

Article 10 (contrôle de l'administration) :
 - soutient l'amendement n° 3 de la commission (de précision) (p. 1521) : adopté (p. 1522).

Article 13 (sanctions du défaut d'agrément) :
 - soutient l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1522) ;
 - soutient l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1522) ;
 - soutient l'amendement n° 6 de la commission (octroi d'un délai d'un mois à la personne concernée) : adopté (p. 1522) ;
 - soutient l'amendement n° 7 de la commission (de précision) (p. 1522) : adopté (p. 1523) ;
 - soutient l'amendement n° 8 de la commission (montant de l'amende) : adopté (p. 1523).

Article 14 (sanctions en cas de manquement à diverses obligations) :
 - soutient l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1523) ;
 - soutient l'amendement n° 10 de la commission (de précision) : adopté (p. 1523) ;
 - soutient l'amendement n° 11 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 1523) ;
 - soutient l'amendement n° 12 de la commission (délai d'un mois accordé à l'industriel pour présenter ses observations) : adopté (p. 1523).

Article 15 (sanctions en cas de retard dans la transmission d'une information au ministre de l'industrie) :

- soutient l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1524) ;
- soutient l'amendement n° 14 de la commission (présentation des observations dans un délai de huit jours) : adopté (p. 1524) ;
- soutient l'amendement n° 15 de la commission (nouveau délai de huit jours éventuellement assorti d'une astreinte journalière) : adopté (p. 1524).

Article 16 (sanctions en cas de refus de se soumettre aux opérations de contrôle) :

- soutient l'amendement n° 16 de la commission (octroi à l'opérateur d'un délai de huit jours pour mettre fin à son opposition à tout contrôle) : adopté (p. 1524).

Titre :

- soutient l'amendement n° 17 de la commission (modification du titre du projet de loi) : adopté (p. 1525).

Deuxième lecture [13 juin 1996] :

Rapporteur de la commission de la production suppléé par : *Gaillard (Claude)*.

- **Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).**

Première lecture :

Discussion des articles [23 mai 1996] :

Après l'article 10 :

- son sous-amendement n° 121 corrigé (possibilité de vendre les armes si la grande surface dispose d'un armurier professionnel diplômé et employé à plein temps) à l'amendement n° 91 de M. Georges Durand (interdiction des ventes d'armes dans les grandes surfaces) (p. 3410) : adopté (p. 3411).

- **Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).**

Rapporteur pour avis de la commission de la production.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 juin 1996] :

Emploi (p. 4468).

Logement :

- copropriété (p. 4470) ;
- logement social (p. 4467, 4469).

Marchés publics : clauses à caractère social (p. 4469).

Politique économique et sociale : zones franches (p. 4468).

Ville :

- comités de quartiers (p. 4648) ;
- établissements publics de restructuration (p. 4469).

Discussion des articles [20 juin 1996] :

Article 4 (exonérations fiscales dans les zones franches urbaines) :

- favorable (p. 4626).

Article 27 (création d'un établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux) :

- soutient l'amendement n° 2 rectifié de la commission de la production (avis des communes ou des groupements de communes concernés) : retiré (p. 4661).

Article 31 (élaboration de programmes locaux de l'habitat pour les communes comprenant des zones urbaines sensibles) :

- favorable à l'amendement n° 150 de M. Julien Dray (compétence du préfet en cas de carence des communes ou groupements de communes) (p. 4666).

Article 32 (création de conférences communales du logement dans les communes comprenant des zones urbaines sensibles) :

- soutient l'amendement n° 5 de la commission de la production (référence aux protocoles d'occupation du patrimoine social) : retiré (p. 4669) ;
- soutient l'amendement n° 6 de la commission de la production (compétence du préfet en l'absence de publication de la charte communale ou intercommunale des attributions) : adopté (p. 4669).

Après l'article 33 :

- soutient l'amendement n° 8 de la commission de la production (financement des grosses réparations dans la copropriété) : retiré (p. 4673).

Article 36 (exonération du droit d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière) :

- soutient l'amendement n° 9 de la commission de la production (extension du dispositif à l'ensemble des zones urbaines sensibles) : rejeté (p. 4675).

GUEDON (Louis)

Député de la Vendée

(3^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Problèmes de sécurité sur le littoral vendéen : renforcement du dispositif policier** [4 octobre 1995] (p. 1654 et 1655).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [2 novembre 1995] :

Pêche :

- commercialisation (p. 2915) ;
- crédits (p. 2915) ;
- flotte (p. 2915) ;
- fonds d'intervention et d'organisation des produits de la mer (p. 2915) ;
- loi d'orientation (p. 2916) ;
- pêche artisanale : comité interministériel de restructuration ; endettement et prêts bonifiés (p. 2915, 2916).

GUELLEC (Ambroise)

Député du Finistère

(7^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [J.O. du 19 janvier 1995] (p. 1023).

- Président de cette commission [J.O. du 19 janvier 1995] (p. 1023).
- Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).
- Secrétaire de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).
- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).
- Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Environnement) [5 juillet 1995].
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au supplément de la loyer de solidarité [J.O. du 22 février 1996] (p. 2895).
- Président de cette commission [J.O. du 22 février 1996] (p. 2895).
- Rapporteur du projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749) [7 mai 1996].
- Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Environnement) [28 mai 1996].
- Membre de la Commission nationale du débat public [J.O. du 7 juin 1996] (p. 8436).
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat [J.O. du 20 juin 1996] (p. 9264).
- Rapporteur de cette commission [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9336).

DEPOTS

- Avis** présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)** : tome VII : **Environnement (n° 2275)** [12 octobre 1995].
- Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission de la production et des échanges sur l'eau (n° 2342) [8 novembre 1995].
- Rapport** fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2749), relatif au **développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2787)** [14 mai 1996].
- Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au **développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2908)** [20 juin 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Conséquences des désordres monétaires sur l'agriculture et sur la pêche** : PAC ; SME ; variations monétaires ; conséquences [7 juin 1995] (p. 448, 449).
- **Surveillance des plages** : effectifs de personnel [31 janvier 1996] (p. 471).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).**

Première lecture :

Discussion des articles [27 juin 1995] :

Article 2 (amnistie de certains délits) :

- son amendement n° 30 : non soutenu (p. 659).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Questions [2 novembre 1995] :

- Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune : (p. 2940).
- Exploitants agricoles : aides : plafonnement (p. 2940).
- Organismes et structures : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (p. 2943).

Environnement. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur pour avis de la commission de la production [10 novembre 1995] :

- Cours d'eau, étangs et lacs : plan Loire (p. 3399).
- Eau : agences de l'eau, loi sur l'eau (p. 3400).
- Lois : lois sur l'environnement : application (p. 3400).
- Ministère : crédits (p. 3400).
- Organismes et structures :
 - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (p. 3400) ;
 - Conservatoire du littoral et des rivages lacustres (p. 3399, 3400).

Parcs et réserves naturelles (p. 3399).

Vote des crédits :

Etat C, titre VI :

- ses observations sur l'amendement n° 335 rectifié de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits) (p. 3419, 3420).

Après l'article 68 :

- ses observations sur l'amendement n° 331 du Gouvernement (paramètres acoustiques de la taxe d'atténuation des nuisances sonores sur les grands aérodromes) (p. 3421).

- **Projet de loi relatif aux transports (n° 2301).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles

 [29 novembre 1995] :

- Environnement : pollution maritime (p. 4200).
- Police de la route et circulation routière : sécurité routière (p. 4202).
- Transports maritimes :
 - pavillon français (p. 4200, 4201) ;
 - pavillon Kerguelen (p. 4200 à 4202) ;
 - signalisation : service technique des phares et balises (p. 4202).

Discussion des articles [29 novembre 1995] :

Après l'article 5 :

- son amendement n° 68 (application de la loi pénale française aux infractions commises au-delà de la mer territoriale) : adopté (p. 4212).

Article 22 (conditions d'immatriculation au registre des TAAF) :

- son amendement n° 32 (définition précise de l'immatriculation dans les ports du Territoire des terres australes et antarctiques françaises) (p. 4219) : retiré (p. 4220) ;
- ses observations sur l'amendement n° 61 de M. Dominique Dupilet (obligation pour les marins étrangers de parler et lire suffisamment la langue française) (p. 4221) ;
- son amendement n° 33 (application des dispositions du code du travail et du code du travail maritime aux navires immatriculés au registre des TAAF) (p. 4221) : retiré ; repris par M. Daniel Colliard : rejeté (p. 4222) ;

- *son* amendement n° 34 (situation juridique des navires immatriculés au registre des TAAF avant l'annulation par le Conseil d'Etat du décret du 20 mars 1987) (p. 4222) : retiré (p. 4223).
- **Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).**
- Rapporteur de la commission de la production.
- Première lecture :*
- Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 mai 1996] :*
- Aménagement du territoire : zones rurales et zones de montagne (p. 3296).
- Artisanat (p. 3293).
- Arts et spectacles : cinémas de plus de 1 500 places ; cinémas itinérants (p. 3294).
- Emploi (p. 3295).
- Entreprises : plan PME, prêts bonifiés (p. 3293).
- Formation professionnelle : apprentissage et qualification professionnelle (p. 3295).
- Hôtellerie et restauration (p. 3294).
- Lois :
 - « loi Royer » n° 73-1193 du 27 décembre 1973 (p. 3293) ;
 - loi n° 90-1260 du 31 décembre 1990 d'actualisation de dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales et artisanales (p. 3294) ;
 - « loi Sapin » n° 93-122 du 29 janvier 1993 (p. 3293) ;
 - loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (p. 3294).
- Prix et concurrence :
 - grandes surfaces et abus de position dominante (p. 3293) ;
 - soldes (p. 3295).
- Urbanisme commercial (p. 3293).
- Discussion des articles [22 et 23 mai 1996] :*
- Article 1^{er}** (*principes d'orientation de l'équipement commercial*) :
 - *soutient* les amendements n°s 33 et 34 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 3365) ;
 - *soutient* l'amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3365) ;
 - *soutient* l'amendement n° 38 de la commission (élaboration du programme national avant le 31 décembre 1996) : adopté (p. 3366).
- Article 4** (*critères des décisions d'autorisation et présentation des projets*) :
 - *soutient* l'amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3367) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 208 de M. Jean-Paul Charié (impact des nouveaux projets en termes d'emplois) (p. 3367) ;
 - *soutient* l'amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3368) ;
 - *favorable* à l'amendement n° 42 de la commission (appréciation de la concurrence au sein de l'ensemble du commerce et de l'artisanat d'une zone) (p. 3368) ;
 - *soutient* l'amendement n° 43 de la commission (prise en compte dès leur publication des dispositions des schémas de développement commercial) (p. 3368) : vote réservé jusqu'après la discussion de l'amendement n° 44, deuxième rectification (p. 3369) ;
 - *ses observations* sur l'amendement n° 153 rectifié de M. Georges Sarre (réalisation des schémas d'équipement commercial à l'échelle départementale) (p. 3369) ;
- *favorable* à l'amendement n° 242 du Gouvernement (préparation des schémas de développement commercial par les observatoires départementaux d'équipement commercial et rapport au Parlement) (p. 3370) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 252 de M. Jean-Paul Charié (référence à des schémas intercommunaux et suppression des observatoires départementaux) à l'amendement n° 242 du Gouvernement (p. 3371) ;
- *soutient* l'amendement n° 44 deuxième rectification de la commission (référence à des schémas intercommunaux et suppression des observatoires départementaux) : retiré (p. 3370) ;
- *soutient* l'amendement n° 43 de la commission précédemment réservé (prise en compte dès leur publication des dispositions contenues dans les schémas de développement commercial) (p. 3373) : retiré (p. 3374) ;
- *son* amendement n° 259 (de conséquence) : adopté (p. 3374) ;
- *soutient* les amendements n°s 45 et 46 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 3374) ;
- *favorable* à l'amendement n° 207 de M. Jean-Paul Charié (soumission à autorisation des entreprises commerciales et artisanales de plus de 300 mètres carrés) (p. 3381) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 154 rectifié de M. Georges Sarre (soumission à enquête publique pour les projets d'une surface de vente de 3 000 mètres carrés à Paris, Lyon et Marseille) (p. 3382).
- Article 5** (*projets soumis à autorisation*) :
 - *défavorable* à l'amendement n° 118 de M. Charles Cova (autorisation pour les surfaces supérieures à 1 500 mètres carrés pour les activités autres qu'alimentaires) (p. 3384) ;
 - *soutient* l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3384) ;
 - *ses observations* sur l'amendement n° 48 de la commission (traitement des installations sur parkings des grandes surfaces) (p. 3384) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 140 de M. Charles Cova (limitation des restrictions d'extension aux seuls commerces à dominante alimentaire) (p. 3384) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 155 de M. Georges Sarre (autorisation lors de tout changement de destination d'un local commercial) (p. 3385) ;
 - *favorable* à l'amendement n° 239 de M. Gérard Voisin (cas des transferts autorisés avant la promulgation de la présente loi) (p. 3385) ;
 - *soutient* l'amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3385) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 114 de M. Jérôme Bignon (délai pour le traitement des problèmes entre bailleurs et preneurs) (p. 3386) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 106 de M. André Fanton (autorisation pour tout projet de changement d'activité dès lors que la surface de vente est supérieure à 300 mètres carrés) (p. 3386) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 107 de M. André Fanton (autorisation pour tout projet de changement de secteur d'activité dès lors que la surface de vente est supérieure à 2 000 mètres carrés ou à 300 mètres carrés en cas d'activité alimentaire) (p. 3387) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 156 de M. Georges Sarre (avis du maire d'arrondissement à Paris, Lyon, Marseille) (p. 3387) ;
 - *favorable* à l'amendement n° 17 de M. Gérard Voisin (autorisation pour les constructions ou les transformations d'immeubles en vue de la création d'établissements hôteliers d'une capacité supérieure à vingt chambres) (p. 3389) ;
 - *défavorable* au sous-amendement n° 233 de M. Patrice Martin-Lalande (autorisation étendue aux résidences de tourisme et aux résidences hôtelières) à l'amendement n° 17 de M. Gérard Voisin (p. 3389) ;

- favorable à l'amendement n° 238 de M. Gérard Voisin (fixe la capacité à cinquante chambres) (p. 3390) ;
- défavorable à l'amendement n° 184 rectifié de M. Thierry Mariani (fixe la capacité à cinquante chambres) (p. 3390) ;
- défavorable à l'amendement n° 109 de M. Marc Le Fur (autorisation pour les restaurants de plus 300 mètres carrés) (p. 3391) ;
- ses observations sur l'amendement n° 256 rectifié du Gouvernement (autorisation pour la création d'ensembles de salles de spectacles cinématographiques de plus de deux mille places) (p. 3394) ;
- défavorable à l'amendement n° 144 de M. Jean-Pierre Kucheida (modulation des seuils déterminée par décret en Conseil d'Etat) (p. 3396) ;
- défavorable à l'amendement n° 113 de M. Jérôme Bignon (pas d'autorisation pour les regroupements de surfaces inférieures à 2 000 mètres carrés ou à 300 mètres carrés dans le cas d'une activité à dominante alimentaire) (p. 3396) ;
- défavorable à l'amendement n° 212 de M. Charles Cova (traitement des ventes de fonds de commerce dans le cadre de la dernière activité) (p. 3396).

Article 7 (composition des commissions départementales d'équipement commercial) :

- défavorable à l'amendement n° 214 de M. Jean-Paul Charié (vérification de la conformité des schémas de développement commercial avec le programme national) (p. 3398) ;
- soutient l'amendement n° 51 de la commission (référence et au programme national et au schéma de développement commercial) : adopté (p. 3398) ;
- défavorable à l'amendement n° 147 de M. Jean-Pierre Kucheida (de suppression partielle) (p. 3398) ;
- défavorable à l'amendement n° 85 de M. Daniel Soulage (représentation de la profession au sein de la commission départementale) (p. 3399) ;
- soutient l'amendement n° 52 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3399) ;
- défavorable à l'amendement n° 102 de M. Alain Madalle (présence du député de la circonscription du lieu d'implantation) (p. 3399) ;
- soutient l'amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3399) ;
- défavorable à l'amendement n° 86 corrigé de M. Daniel Soulage (représentation des unions commerciales locales) ;
- soutient l'amendement n° 54 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3399) ;
- défavorable à l'amendement n° 157 de M. Georges Sarre (respect du pluralisme dans la composition de la commission départementale) (p. 3400) ;
- soutient l'amendement n° 55 de la commission (simplification des formalités pour les surfaces ne dépassant pas 1 000 mètres carrés) : adopté (p. 3400).

Article 8 (modalités de vote au sein des commissions départementales d'équipement commercial) :

- défavorable à l'amendement n° 105 de M. Paul Chollet (vote du maire de la commune la plus peuplée de l'arrondissement) (p. 3401) ;
- défavorable à l'amendement n° 104 de M. Paul Chollet (unanimité des autres membres de la commission départementale en cas de désaccord du maire de la commune la plus peuplée de l'arrondissement) (p. 3401).

Article 9 (procédure devant les commissions départementales d'équipement commercial) :

- défavorable à l'amendement n° 215 corrigé de M. Jean-Paul Charié (la commission départementale statue en se référant aussi aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1973) (p. 3402) ;

- défavorable aux amendements identiques n°s 30 corrigé de M. Germain Gengenwin et 88 de M. Daniel Soulage (suppression d'une partie de l'article 32 de la loi « Royer » du 27 décembre 1973) (p. 3402) ;
- défavorable à l'amendement n° 198 de M. Patrick Hoguet (conditions de saisine de la Commission nationale) (p. 3402) ;
- favorable à l'amendement n° 261 du Gouvernement (même objet) (p. 3403) ;
- défavorable à l'amendement n° 2 de M. Germain Gengenwin (porte d'un à deux ans le délai pendant lequel un projet ne peut pas être présenté à nouveau) (p. 3403).

Article 10 (Commission nationale d'équipement commercial) :

- soutient l'amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3404) ;
- défavorable à l'amendement n° 89 de M. Daniel Soulage (composition de la Commission nationale d'équipement commercial) (p. 3404) ;
- défavorable à l'amendement n° 194 corrigé de M. Germain Gengenwin (composition de la Commission nationale d'équipement commercial) (p. 3404) ;
- soutient les amendements n°s 57 et 58 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 3405) ;
- défavorable aux amendements identiques n°s 31 de M. Germain Gengenwin, 96 de M. Francis Saint-Ellier et 183 de M. Thierry Mariani (conditions de majorité et vote public de la Commission nationale d'équipement) (p. 3406) ;
- son sous-amendement n° 260 (suppression de l'obligation de publicité des votes émis) à l'amendement n° 31 de M. Germain Gengenwin (p. 3406) : adopté (p. 3407).

Après l'article 10 :

- défavorable à l'amendement n° 150 de M. Jean-Pierre Kucheida (rapport au Parlement dans les six mois de la publication de la loi) (p. 3407) ;
- soutient l'amendement n° 59 de la commission (traitement des demandes d'autorisation enregistrées avant la date de publication de la présente loi) (p. 3407) : adopté (p. 3408).
- défavorable à l'amendement n° 164 de M. Georges Sarre (commerces de proximité dans les zones d'aménagement concerté et association des commissions départementales d'équipement commercial) (p. 3408).
- défavorable à l'amendement n° 165 de M. Georges Sarre (opérations d'amélioration de l'habitat et commerces de proximité) (p. 3409) ;
- soutient l'amendement n° 60 de la commission (prorogation de la durée de validité de certains permis de construire) (p. 3409) : retiré (p. 3410) ;
- défavorable à l'amendement n° 91 de M. Georges Durand (interdiction des ventes d'armes dans les grandes surfaces) (p. 3411) ;
- défavorable à l'amendement n° 148 de M. Jean-Pierre Kucheida (rapport au Parlement sur l'aspect architectural des grandes surfaces et l'affichage publicitaire) (p. 3412).

Article 11 (obligation de qualification professionnelle) :

- défavorable à l'amendement n° 28 de M. Pierre Micaux (qualification professionnelle pour les activités susceptibles de mettre en jeu la santé et la sécurité des consommateurs) (p. 3418) ;
- défavorable à l'amendement n° 234 de M. Patrice Martin-Lalande (qualification professionnelle pour les activités susceptibles de mettre en jeu la santé et la sécurité des consommateurs) (p. 3418) ;
- défavorable à l'amendement n° 186 de M. Thierry Mariani (qualification professionnelle pour les activités susceptibles de mettre en jeu la santé et la sécurité des consommateurs) (p. 3418) ;

- *défavorable* aux amendements identiques n° 5 de M. Germain Gengenwin, 130 de M. Alain Ferry et 178 de M. Jean-Paul Fuchs (métiers du bâtiment considérés comme des métiers qualifiés) (p. 3419) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 218 de M. Jean-Paul Charié (qualification professionnelle pour la commercialisation, l'entretien ou la réparation des armes et munitions) (p. 3420) ;
- *soutient* l'amendement n° 61 de la commission (insère les opérations sur les réseaux et les fluides parmi les professions soumises à l'obligation de qualification professionnelle) : adopté (p. 3421) ;
- *favorable* aux amendements identiques n° 7 de M. Germain Gengenwin, 132 de M. Alain Ferry et 179 de M. Jean-Paul Fuchs (qualification professionnelle pour le ramonage et les constructeurs de conduits de fumée) (p. 3422) ;
- *défavorable* aux amendements identiques n° 8 de M. Germain Gengenwin, 133 de M. Alain Ferry et 181 de M. Jean-Paul Fuchs (référence aux « prothésistes ») (p. 3422) ;
- *soutient* l'amendement n° 95 rectifié de la commission (qualification professionnelle obligatoire élargie aux fabricants de glaces alimentaires) (p. 3422) : adopté (p. 3423) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 204 de M. Thierry Mariani (qualification professionnelle pour les préparateurs de plats cuisinés) (p. 3423) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 158 de M. Georges Sarre (qualification professionnelle élargie à la triperie, à la boucherie chevaline et à la charcuterie) (p. 3423) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 220 de M. Jean-Paul Charié (qualification professionnelle élargie à la fabrication et à la vente des aliments et plats cuisinés) (p. 3424) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 219 de M. Jean-Paul Charié (qualification professionnelle pour l'activité de maréchal-ferrant) (p. 3424) ;
- *favorable* à l'amendement n° 122 de M. Germain Gengenwin (rapport au Parlement) (p. 3425) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 152 de M. Pierre Bernard (information du client du pays d'origine et de la composition des prothèses dentaires) (p. 3425) ;
- *favorable* aux amendements identiques n° 3 de M. Germain Gengenwin et 171 de M. Jean-Paul Fuchs (dans le secteur du bâtiment, suspension d'une activité susceptible d'être interdite par décision préfectorale) (p. 3426).

Après l'article 11 :

- *favorable* à l'amendement n° 188 rectifié de M. Thierry Mariani (rapport au Parlement relatif à l'élaboration d'un « statut du restaurateur ») (p. 3426) ;
- *ses observations* sur le sous-amendement oral de M. Thierry Mariani (rapport dans un délai de neuf mois à compter de la date de publication de la présente loi) à l'amendement n° 188 rectifié de M. Thierry Mariani (p. 3427) ;
- *ses observations* sur le sous-amendement oral de M. Jean-Paul Charié (même objet) à l'amendement n° 188 rectifié de M. Thierry Mariani (p. 3427).

Article 12 (conditions d'exercice de la profession de coiffeur [art. 3, 3-2 et 5 de la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946]) :

- *soutient* l'amendement n° 62 rectifié de la commission (conditions d'entrée en vigueur du nouveau dispositif relatif au contrat de gérance technique) (p. 3429) : adopté après modifications (p. 3430) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 160 de M. Georges Sarre (prise en compte d'une expérience de trois années) (p. 3430) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 93 de M. Pierre Hellier (délai de deux ans pour se mettre en conformité dans le cas de la coiffure à domicile) (p. 3430) ;
- *soutient* l'amendement n° 63 de la commission (de précision) (p. 3430) : adopté (p. 3432) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 141 de M. Alain Ferry (traitement égalitaire de la coiffure à domicile et des salons établis) (p. 3432) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 92 de M. Pierre Hellier (traitement égalitaire de la coiffure à domicile et des salons établis) (p. 3432) ;
- *défavorable* aux amendements identiques n° 9 corrigé de M. Germain Gengenwin, 134 corrigé de M. Alain Ferry et 170 corrigé de M. Jean-Paul Fuchs (de précision) (p. 3433).

Après l'article 12 :

- *défavorable* à l'amendement n° 161 de M. Georges Sarre (tarifs minimum dans chaque département) (p. 3433).

Article 13 (immatriculation au répertoire des métiers. - Définition de l'artisanat) :

- *soutient* l'amendement n° 250 de la commission (immatriculation des dirigeants sociaux des personnes morales) : adopté (p. 3434) ;
- *défavorable* aux amendements identiques n° 11 de M. Germain Gengenwin et 174 de M. Jean-Paul Fuchs (spécificité de la qualité d'artisan au sein des entreprises relevant des chambres de métiers) (p. 3434) ;
- *favorable* à l'amendement n° 262 (droit de suite pour permettre aux entreprises déjà inscrites et qui dépassent le seuil de dix salariés de rester membres des chambres de métiers) (p. 3435) ;
- *soutient* l'amendement n° 67 de la commission (stage de « préparation à l'installation ») (p. 3435) : adopté (p. 3437) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 10 de M. Germain Gengenwin (de précision) (p. 3436) ;
- *soutient* l'amendement n° 68 de la commission (suppression de la référence au bulletin n° 2 du casier judiciaire) : rejeté (p. 3438).

Après l'article 13 :

- *favorable* à l'amendement n° 224 de M. Jean-Paul Charié (création de la catégorie spécifique des artisans d'art au sein de chaque chambre de métiers) (p. 3438).

Article 14 (protection de la qualité artisanale) :

- *soutient* l'amendement n° 69 de la commission (conditions d'attribution de la qualité d'artisan et de celle de maître-artisan) (p. 3438) : adopté après modifications (p. 3440) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 225 de M. Jean-Paul Charié (distinction entre la qualité d'artisan et celle d'artisan d'art) à l'amendement n° 69 de la commission (p. 3439) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 266 du Gouvernement (cas des conjoints) à l'amendement n° 69 de la commission (p. 3439) ;
- *favorable* à l'amendement n° 103 de M. Edouard Leveau (honorariat) (p. 3440) ;
- *soutient* l'amendement n° 70 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3440) ;
- *favorable* aux amendements identiques n° 13 de M. Germain Gengenwin et 177 de M. Jean-Paul Fuchs (extension à toute la France du titre de maître déjà octroyé en Alsace-Moselle) (p. 3440) ;
- *favorable* à l'amendement n° 226 de M. Jean-Paul Charié (prise en compte des artisans d'art) (p. 3440) ;
- *soutient* l'amendement n° 71 de la commission (protection accordée aux « dérivés » artisanaux) : adopté (p. 3441) ;
- *favorable* à l'amendement n° 163 de M. Georges Sarre (définition du produit artisanal vendu dans les boulangeries-pâtisseries) (p. 3441).

Article 15 (nantissement du fonds artisanal) :

- *soutient* l'amendement n° 72 de la commission (caractère limitatif donné au nantissement) (p. 3442) : adopté après rectification (p. 3443) ;

— *soutient* l'amendement n° 73 de la commission (compétence de la juridiction civile en ce qui concerne les relations entre le créancier nanti et l'artisan) : adopté (p. 3443).

Article 16 (sanctions pénales) :

- *favorable* aux amendements identiques n° 14 de M. Germain Gengenwin et 172 de M. Jean-Paul Fuchs (référence aux registres des entreprises tenus par les chambres de métiers d'Alsace-Moselle) (p. 3444) ;
- *soutient* l'amendement n° 74 de la commission (sanctions plus légères pour les infractions involontaires) : adopté (p. 3444) ;
- *soutient* l'amendement n° 75 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3444) ;
- *soutient* l'amendement identique n° 76 rectifié de la commission (prise en compte de la qualité de maître) : adopté (p. 3444).

Article 18 (régime des liquidations) :

- *soutient* l'amendement n° 77 de la commission (autorisation des liquidations en cas de suspension saisonnière) : adopté (p. 3445).

Article 19 (ventes au déballage) :

- *soutient* l'amendement n° 78 de la commission (de précision) : adopté après rectification (p. 3446) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 108 rectifié de M. André Fanton (définition des emplacements destinés à la vente des marchandises) (p. 3447) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 228 de M. Jean-Paul Charié (lieu, durée et nature des marchandises lors de la vente au déballage) (p. 3448) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 229 de M. Jean-Paul Charié (consultation des organisations consulaires et professionnelles par le préfet ou le maire) (p. 3448) ;
- *soutient* l'amendement n° 200 de la commission (exclusion des étalages des petits commerces installés sur la voie publique) : adopté (p. 3448).

Article 20 (soldes) :

- *soutient* l'amendement n° 79 de la commission (périodes de soldes calées sur l'année civile) : adopté (p. 3449) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 230 de M. Jean-Paul Charié (fixation des dates de soldes par le ministre chargé du commerce et pour tout le territoire national) (p. 3449).

Après l'article 20 :

- *soutient* l'amendement n° 80 de la commission (réductions de prix) : retiré (p. 3450) ;
- *favorable* aux sous-amendements n° 254 et 255 de M. Jean-Paul Charié (cas des transactions inter-entreprises) à l'amendement n° 244 du Gouvernement (fixation par décret en Conseil d'Etat des critères de l'annonce des réductions de prix) (p. 3451) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 112 de M. Marc Le Fur (limitation de l'usage des mots « faillite », « liquidation » et « dépôt de bilan ») (p. 3451) ;
- *favorable* à l'amendement n° 151 de M. Georges Durand (critères restrictifs de l'utilisation des termes : vente en magasin ou en dépôt d'usine) (p. 3452).

Article 21 (sanctions pénales) :

- *soutient* l'amendement n° 82 de la commission (sanctions en cas d'annonce de réductions de prix sous forme de pourcentages) (p. 3453) : retiré (p. 3454) ;
- *soutient* l'amendement n° 83 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3454).

Article 24 (consultation des organisations professionnelles sur les créations, transferts et suppressions des halles et des marchés [art. L. 2224-18 du code général des collectivités territoriales]) :

- *soutient* l'amendement n° 84 de la commission (délai de réponse d'un mois des organisations consultées) : adopté (p. 3454).

Après l'article 24 :

- *défavorable* à l'amendement n° 231 de M. Patrick Ollier (autorisation du maire pour la vente ambulante ou à domicile) (p. 3455) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 190 rectifié de M. Thierry Mariani (création, transfert ou suppression des halles et marchés communaux) (p. 3456) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 202 de M. Thierry Mariani (cession du droit de place dans les marchés) (p. 3456).

Après l'article 25 :

- *favorable* à l'amendement n° 193 de M. Thierry Mariani (réintroduction de la vente des boissons alcooliques dans les enceintes sportives) (p. 3458) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 192 de M. Thierry Mariani (taux de TVA réduit pour les ventes à consommer sur place) (p. 3458) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 203 de M. Thierry Mariani (taux de TVA pour la vente à emporter lorsqu'il s'agit d'établissements dont l'activité principale est la restauration sur place) (p. 3459) ;
- *favorable* à l'amendement n° 25 de M. Alain Madalle (primes des maîtres d'apprentissage) (p. 3460) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 245 corrigé du Gouvernement (identité de l'artisan et mention de son numéro de répertoire pour toute publicité) (p. 3461) ;
- *favorable* à l'amendement n° 247 corrigé du Gouvernement (sanctions à l'égard du donneur d'ordres dans le domaine du transport routier de marchandises) (p. 3462) ;
- *favorable* à l'amendement n° 246 du Gouvernement (sanctions à l'égard des transporteurs routiers dans le cas d'un service offert à un client n'appartenant pas au secteur des transports) (p. 3464).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [26 juin 1996] (p. 4957) :

Artisanat.

Arts et spectacles : cinémas de plus de 1 500 places.

Formation professionnelle et promotion sociale : apprentissage et qualification professionnelle.

Hôtellerie et restauration.

Prix et concurrence :

- grandes surfaces : création de petits magasins dans les zones de revitalisation rurale ou de redynamisation urbaine ;
- soldes.

Villes : centres villes.

Texte de la commission mixte paritaire [26 juin 1996] :

- *ses amendements* n° 1, 2 et 3 (de précision) : adoptés (p. 4970).

GUICHARD (Olivier)

Député de la Loire-Atlantique

(7^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin aux élections régionales (n° 2206) [28 juillet 1995].

Proposition de loi modifiant le mode d'élection des conseillers régionaux (n° 2479) [11 janvier 1996].

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juillet 1995] :

Après l'article 18 :

- son amendement n° 98 corrigé : non soutenu (p. 1213).

GUICHON (Lucien)

Député de l'Ain

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France [J.O. du 18 octobre 1995] (p. 15198).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. - Questions [13 novembre 1995] :

Sports : jeux Olympiques d'Atlanta : compétitions sportives : sélection des athlètes (p. 3537).

GUILHEM (Evelyne)

Député de la Haute-Vienne

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 24 juin 1995] (p. 9567).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 24 juin 1995] (p. 9567).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 19 octobre 1995] (p. 15270).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

Président de cette mission [J.O. du 27 juin 1996] (p. 9657).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer une date légale de paiement des prestations de vieillesse du régime général (n° 1992) [5 avril 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Élevage bovin** : conséquences des variations monétaires européennes [31 mai 1995] (p. 384, 385).

- **Politique familiale** : prestations familiales : assujettissement [23 janvier 1996] (p. 183).

- **Politique en faveur des droits des femmes** : journée mondiale des femmes du 8 mars 1996 [6 mars 1996] (p. 1245).

- **Crise de la viande bovine** : effets de la maladie dite de la « vache folle » [5 juin 1996] (p. 3851).

GUILLAUME (François)

Député de la Meurthe-et-Moselle

(4^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610) [J.O. du 14 janvier 1995] (p. 737).

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Vice-président de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la proposition de directive modifiant la directive « Télévision sans frontières » (n° E-419) [30 mai 1995].

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1993 sur le cacao (ensemble trois annexes) (n° 1890) [21 juin 1995].

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les bilans et perspectives de la politique agricole commune [4 octobre 1995].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur le café (n° 2308) [31 octobre 1995].

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales [J.O. du 18 juin 1996] (p. 9094).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant modification de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (COM [95] 86 final/n° E-419) (n° 2188) [27 juillet 1995].

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant modification de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 visant à la coordi-

nation de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (COM [95] 86 final/n° E-419) (n° 2189) [27 juillet 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 27 septembre au 24 octobre 1995** (n° E-486 à E-501) et sur l'évolution de la procédure de révision de la directive « Télévision sans frontières » (n° E-419) (n° 2321) [2 novembre 1995].

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1890), autorisant l'approbation de l'accord international de 1993 sur le cacao (ensemble trois annexes) et sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2308), autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur le café (n° 2446) [14 décembre 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les mesures proposées par la Commission européenne dans le contexte de la crise du marché de la viande bovine :

- propositions de règlements (CE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 805/68, portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, et modifiant le règlement (CEE) n° 1765/92 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables et abrogeant le règlement (CEE) n° 1872/94 (COM [96] 422 final) ;
- et proposition de règlement (CE) du Conseil prévoyant la réduction du taux applicable aux importations réalisées en application du contingent tarifaire OMC pour certains animaux bovins vivants (COM [96] 324 final/n° E-676),

(n° 2990) [11 septembre 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Responsabilité pénale des maires** : réglementation [29 novembre 1995] (p. 4236).
- **Quotas de diffusion d'œuvres européennes** : renforcement du dispositif [20 février 1996] (p. 986).
- **Aide aux pays en voie de développement** : marchés internationaux de matières premières : organisation [25 juin 1996] (p. 4867).

orales sans débat :

- n° 743, posée le 28 novembre 1995 : **expérimentation d'un plan sanitaire dans le Lunévillois** (p. 4183). Appelée le 7 décembre 1995, posée par : *Mignon (Jean-Claude)* : carte sanitaire : élaboration (p. 4726).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés** (n° 1659).

Première lecture :

Discussion des articles [10 janvier 1995] :

Article 9 (réglementation du marquage communautaire de conformité) :

- favorable à l'amendement n° 16 de M. Charles Revet (fabrication dans un pays de l'Union européenne des produits marqués CE) (p. 24) ;
- favorable à l'amendement n° 15 de M. Charles Revet (de précision) (p. 24, 25).
- **Déclaration du Gouvernement sur la situation en ex-Yougoslavie et débat sur cette déclaration présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères et M. Charles Millon, ministre de la défense** (n° 2073).

Principaux thèmes développés [6 juin 1995] :

Bosnie : constitution (p. 430).

Europe : attitudes divergentes des Gouvernements européens (p. 429).

France :

- coût de l'intervention en ex-Yougoslavie (p. 431) ;
- hommage aux soldats français en ex-Yougoslavie (p. 429).

Groupe de contact : plan de paix pour l'ex-Yougoslavie (p. 429, 430).

Organisation des Nations Unies :

- Casques bleus pris en otages (p. 431) ;
- FORPRONU : missions ; contingent français ; force de réaction rapide (p. 429 à 431).

Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord : frappes aériennes (p. 430).

Ex-Yougoslavie : guerre civile (p. 429 à 431).

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60 % à 20,60 % le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995** (n° 2148).

Première lecture :

Discussion de l'article unique [12 juillet 1995] :

Après l'article unique :

- son amendement n° 44 (application du taux réduit de TVA à l'ensemble des produits composés de chocolat) (p. 1038) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard et par M. Didier Migaud ; rejeté (p. 1040) ;

- son amendement n° 45 (application du taux réduit à l'ensemble des produits composés de chocolat) : retiré (p. 1040).

Seconde délibération de l'article unique :

- ses observations sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (suppression du paragraphe VI de l'article unique relatif à l'exemption, à titre temporaire, des ventes de bovins mâles) (p. 1048).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995** (n° 2115).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 juillet 1995] (p. 1110, 1111) :

Assemblée nationale : proposition de loi tendant à relever le taux normal de la TVA.

Collectivités locales : dotation de développement rural.

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence : monnaie unique.

Défense : crédits.

Emploi :

- chômage ;
- contrats emploi-solidarité : contrats d'emplois consolidés ;
- plan emploi : financement : coût.

Entreprises : chômeurs créateurs d'entreprise.

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux ;
- dette publique ;
- politique budgétaire : maîtrise des dépenses publiques.

Impôt sur les sociétés.

Politique économique : taux d'intérêt.

Travail : réduction du temps de travail.

TVA :

- chocolat : taux ;
- taux : harmonisation européenne ;
- taux normal : relèvement.

Discussion des articles [17 juillet 1995] :

Article 6 (*reversement au budget général des crédits de la dotation de développement rural*) :

- son amendement n° 94 (p. 1145) (de suppression) : adopté (p. 1151).

Article 24 (*reconfiguration de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise*) :

- son amendement n° 97 (de suppression) (p. 1236) : rejeté (p. 1237).

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi** (n° 2173).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juillet 1995] (p. 1419) :

Communautés européennes et Union européenne : préférence communautaire.

Entreprises :

- cotisations chômage : exonération partielle ;
- travail à temps partiel : développement.

Lois : législation sociale : simplification.

Politique économique : franc fort : conséquences pour le chômage.

Travail : temps de travail : aménagement.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale** (n° 2174).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173) [27 juillet 1995].

- **Projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 octobre 1995] :

Emploi : politique de l'emploi (p. 1950).

Epargne : fiscalité (p. 1951).

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 1950).

Impôt sur le revenu : concubinage (p. 1951).

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 1950).

Sécurité sociale :

- comptes : déficit (p. 1951) ;
- protection sociale : financement : réforme (p. 1950, 1951).

TVA : régime intracommunautaire : harmonisation des taux (p. 1950).

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Questions [2 novembre 1995] :

Commerce extérieur : exportations et importations extracommunautaires (p. 2958).

Défense. - Questions [8 novembre 1995] :

Armements préstratégiques : missile Hadès (p. 3245).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Après l'article 59 :

- favorable aux amendements identiques n° 363 de M. Jean-Pierre Thomas et 395 de M. Didier Migaud (non-assujettissement des coopératives à la contribution sociale de solidarité des sociétés) (p. 3843) ;

- son amendement n° 281 (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour les coopératives agricoles) : devenu sans objet (p. 3843) ;

- son amendement n° 282 (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour les coopératives d'insémination artificielle) : devenu sans objet (p. 3843).

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant modification de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (COM [95] 86 final/n° E-419) (n° 2189).**

Avant la discussion de l'article unique [16 novembre 1995] :

Son intervention au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne (p. 3898).

Principaux thèmes développés :

Commerce international : GATT - OMC : accord général sur le commerce des services : renégociation (p. 3898, 3899).

Communautés européennes et Union européenne : production de biens et services audiovisuels : situation et protection du marché européen : divergences entre Etats (p. 3898, 3899).

Etats-Unis d'Amérique : productions culturelles : pressions commerciales : taux de pénétration sur le marché français (p. 3898).

Politique culturelle : exception culturelle française : protection du marché français : limitation dans le temps : compromis de Luxembourg (p. 3898).

Discussion de l'article unique [16 novembre 1995] :

- son amendement n° 1 (intégration des œuvres musicales parmi les œuvres européennes soumises aux quotas) : adopté (p. 3911) ;

- son amendement n° 3 (opportunité d'un régime de quotas de production pour les chaînes thématiques) : rejeté (p. 3911) ;

- son amendement n° 4 (maintien du régime actuel des quotas et des dérogations) : retiré (p. 3912) ;

- son amendement n° 5 (encadrement du système de dérogations aux règles de quotas) : retiré (p. 3912) ;

- son amendement n° 6 (chronologie des médias) : adopté (p. 3912) ;

- son amendement n° 7 (chronologie des médias) : devenu sans objet (p. 3912) ;

- son amendement n° 8 (maintien du plafonnement des chaînes de télé-achat) : retiré (p. 3913) ;

- son amendement n° 9 (demande au Gouvernement de mettre fin aux discriminations dont souffrent les producteurs français de vins et alcools) (p. 3913) : retiré (p. 3914) ;

- son amendement n° 10 rectifié (maintien du système actuel de financement de l'audiovisuel public) (p. 3914) : adopté (p. 3915) ;

- son amendement n° 11 (invocation du compromis de Luxembourg si la France n'obtient pas gain de cause) (p. 3915) : adopté après modifications (p. 3916) ;

- favorable au sous-amendement n° 12 de M. Louis de Broissia (précise que le précédent de Luxembourg ne pourrait être invoqué que si le nouveau système de quotas était en retrait par rapport à celui de 1989) (p. 3915).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères, sur la politique européenne de la France à la veille du Conseil européen de Madrid et débat sur cette déclaration** (n° 2441).

Principaux thèmes développés [13 décembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne :

- élargissement (p. 5063) ;
- institutions et conférence intergouvernementale (p. 5063, 5064) ;
- Union économique et monétaire (p. 5064).

Défense : défense intégrée (p. 5064).

Parlement : parlements nationaux (p. 5063).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1993 sur le cacao (ensemble trois annexes) (n° 1890), projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur le café (n° 2308).**

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Discussion commune : principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [14 février 1996] :

Commerce extérieur :

- balance commerciale des pays producteurs et des pays importateurs ; termes de l'échange : évolution (p. 842 à 844) ;
- produits de base : plan de gestion de la production (p. 843).

Communautés européennes et Union européenne :

- accords de Lomé (p. 843) ;
- directive relative à la composition du chocolat (p. 844).

Impôts et taxes : TVA sur le chocolat (p. 843, 844).

Organismes et structures : Organisation africaine et malgache du café (p. 843).

- **Proposition de loi relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions (n° 2354).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 février 1996] (p. 1129) :

Loi pénale : responsabilité : appréciation *in concreto*.

Justice :

- compétence du juge administratif ;
- élus : poursuites et condamnation.

Discussion des articles [21 février 1996] :

Article 1^{er} A (art. 121-3 du code pénal : appréciation *in concreto* de la faute d'imprudence ou de négligence) :

- son sous-amendement oral (prise en compte du temps) à l'amendement n° 1 de la commission (cas d'imprudence et de négligence) : rejeté (p. 1131) ;
- son amendement n° 11 (définition des cas d'imprudence et de négligence) : devenu sans objet (p. 1131) ;
- son amendement n° 10 (compétence du juge administratif pour les fautes de service) : retiré (p. 1131).

Après l'article 1^{er} A :

- son amendement n° 12 (art. 122-4 du code pénal : irresponsabilité pénale des élus locaux) (p. 1131) : retiré (p. 1132).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Article 1^{er} (responsabilité des élus) :

- favorable (p. 2783).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Charles Millon, ministre de la défense, sur la politique de défense et débat sur cette déclaration (n° 2654).**

Principaux thèmes développés [20 mars 1996] :

Affaires étrangères :

- contexte géopolitique (p. 1825) ;
- opérations de maintien de la paix : enseignements (p. 1824).

Armée de terre : format et organisation (p. 1825).

Armements nucléaires : dissuasion nucléaire : doctrine ; composantes (p. 1825).

Europe : défense européenne, corps européen (p. 1825).

Industries d'armement :

- généralités, coopération européenne, restructurations (p. 1825) ;
- Groupement industriel des armements terrestres (p. 1826).

- **Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 mars 1996] : (p. 1938) :

Agriculture : interprofessions.

Commerce et artisanat :

- grandes surfaces : généralités ;
- « paracommercialisme » ;
- refus de vente.

Emploi.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Après l'article 24 ter :

- son amendement n° 4 deuxième correction (ouverture de débits de boissons temporaires dans le cadre de manifestations associatives) (p. 2809) : rejeté (p. 2810).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes sur le sommet européen de Florence et débat sur cette déclaration (n° 2889).**

Principaux thèmes développés [18 juin 1996] (p. 4438) :

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord.

Communautés européennes et Union européenne :

- élargissement ;
- institutions : Conférence intergouvernementale ;
- politique étrangère et de sécurité commune.

Défense : défense européenne.

Etrangers : droits des minorités en Europe, convention de Schengen.

Parlements nationaux.

GUILLET (Jean-Jacques)

Député des Hauts-de-Seine

(8^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les **responsabilités des autorités de tutelle et de surveillance dans la situation du Crédit Foncier de France** et les erreurs de gestion commises dans cette institution (n° 2947) [2 juillet 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Crédit Foncier de France** : intérêts des actionnaires [4 juin 1996] (p. 3749).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).**

Première lecture :

Discussion des articles [27 juin 1995] :

Article 2 (amnistie de certains délits) :

- son amendement n° 29 soutenu par M. Christian Dupuy (exclusion des délits en relation avec les élections) (p. 659) : rejeté (p. 660).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège portant sur le transport par gazoduc de gaz du plateau continental norvégien et d'autres secteurs vers la France (n° 2318) et projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 19 décembre 1980 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole et un protocole additionnel), modifiée par l'avenant du 14 novembre 1984 (n° 2317).**

Première lecture :

Discussion commune : principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [26 mars 1996] (p. 1997) :

Energie :

- gaz naturel norvégien : gisements et transport ;
- politique énergétique française.

GUYARD (Jacques)

Député de l'Essonne

(1^{re} circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission d'enquête sur les sectes [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 12 juillet 1995] (p. 10438).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [J.O. du 30 juillet 1995] (p. 11404).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [J.O. du 30 juillet 1995] (p. 11404).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au supplément de la loyer de solidarité [J.O. du 22 février 1996] (p. 2895).

Membre de la commission d'enquête sur les aides à l'emploi [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

DEPOTS

Proposition de loi relative au logement des personnes à faibles ressources (n° 2027) [16 mai 1995].

Proposition de loi relative aux cotisations et charges sociales obligatoires appliquées à la garantie de ressources des travailleurs handicapés (n° 2201) [28 juillet 1995].

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité de service (n° E-474) (n° 2351) [10 novembre 1995].

Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur les sectes (n° 2468) [22 décembre 1995].

Proposition de loi facilitant la lutte contre les sectes et ouvrant à certaines associations le droit de se porter partie civile (n° 2740) [25 avril 1996].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application du « nouveau contrat pour l'école » et de la loi n° 95-836 du 13 juillet 1995 de programmation du « nouveau contrat pour l'école » (n° 2758) [3 mai 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Patrimoine privé de la ville de Paris** : vente d'immeubles [29 juin 1995] (p. 700).

- **Politique du logement** : accession à la propriété [4 octobre 1995] (p. 1658 et 1659).

- **Forfait hospitalier** : montant [17 octobre 1995] (p. 1878).

- **France Télécom** : statut : réforme [5 décembre 1995] (p. 4547, 4548).

- **Logement social** : financement : aides de l'Etat [28 mai 1996] (p. 3503).

orales sans débat :

- n° 636, posée le 15 juin 1995 : **indemnité de première affectation des professeurs des écoles** (p. 497). Appelée le 22 juin 1995 : suppression (p. 613 à 615).

- n° 767, posée le 12 décembre 1995 : **gendarmerie du Val-Maubuée dans la commune de Champs-sur-Marne** (p. 5051). Appelée le 21 décembre 1995 : fermeture (p. 5458).

- n° 1007, posée le 23 avril 1996 : **suppression de postes au parquet d'Evry** (p. 2477). Appelée le 2 mai 1996 : tribunal de grande instance d'Evry : effectifs (p. 2738).

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Pierre-André Périssol, ministre du logement sur la réforme de l'accession à la propriété et débat sur cette déclaration (n° 2264).**

Principaux thèmes développés [3 octobre 1995] (p. 1596, 1597) :

Aides : prêts d'accession à la propriété : prêt PAP, prêt à 0 %, prêt d'accession sociale.

Bâtiment et travaux publics : crise et relance.

Impôts et taxes : TVA sur le foncier ; TVA : taux normal de 20,6 %.

Logement social : HLM : parc, loyers, plafonds de ressources, acquisition par les locataires.

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Technologies de l'information et de la poste. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1995] :

France Télécom : personnel (p. 2638).

La Poste :

- guichets postaux (p. 2638) ;
- presse : aides à l'acheminement (p. 2638).

Vote des crédits :

Etat C, titre VI :

- *ses observations* sur l'amendement n° 129 rectifié de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de paiement du CNES) (p. 2648) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 145 du Gouvernement (réduction de crédits inscrits sur la ligne autoroutes de l'information (p. 2651).

Logement. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [6 novembre 1995] :

Aides :

- allocation de logement social (p. 3111) ;
- prêt à taux zéro (p. 3110, 3111) ;
- prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (p. 3110, 3111).

Logement privé : parc ; propriétaires-bailleurs : fiscalité ; droits de mutation (p. 3111).

Logement social (p. 3110, 3111).

Organismes et structures : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (p. 3111).

Questions :

Aides :

- aide personnalisée au logement (p. 3123) ;
- prime à l'amélioration de l'habitat (p. 3123).

Organismes et structures : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (p. 3123).

Education nationale, enseignement supérieur et recherche. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [9 novembre 1995] :

Action sociale et solidarité nationale : fonds social collégien : aides sociales aux étudiants (p. 3302).

Cycle universitaire : second et troisième cycle (p. 3304).

Enseignants : formation : instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) (p. 3302).

Enseignement secondaire : collèges : créations de postes : taux de réussite au baccalauréat (p. 3301).

Enseignement technique et professionnel : insertion professionnelle : apprentissage : stages (p. 3302).

Etudiants : effectifs : statut social : encadrement : participation (p. 3303).

Politique de l'éducation : lutte contre l'échec scolaire (p. 3301).

Recherche :

- enseignants-chercheurs : attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) (p. 3303) ;
- monitorat (p. 3303).

Zones d'éducation prioritaire (p. 3302).

Questions :

Enseignants : formation : instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) (p. 3331).

Enseignement maternel et primaire : accueil des enfants de moins de trois ans : taux d'encadrement : abaissement de l'effectif moyen par classe (p. 3325).

Vote des crédits :

Etat B, titre III :

- *défavorable* à l'amendement n° 297 rectifié de M. Gilles Carrez (réduction des crédits de l'enseignement scolaire de 55 millions de francs) (p. 3340).

– **Proposition de résolution sur des propositions de directives communautaires relatives aux services publics :**

– **propositions de directives du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final du 21 février 1992/n° E-211) ;**

– **proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications (COM [95] 379 final du 19 juillet 1995/n° E-467) ;**

– **proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité du service (n° E-474 et E-507) ;**

– **projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission 90/388/CEE et concernant l'ouverture complète du marché des télécommunications à la concurrence (n° E-508) ;**

– **communication de la Commission sur le développement des chemins de fer communautaires. – Application de la directive 91/440/CEE. – Nouvelles mesures pour le développement des chemins de fer et une proposition de directive du Conseil modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement des chemins de fer communautaires. – COM (95) 337 final (n° E-510),**

(n° 2261).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [30 novembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : institutions et conférence intergouvernementale de 1996 (p. 4527).

France Télécom (p. 4526, 4527).

La Poste :

- généralités (p. 4527) ;
- courrier en provenance de l'étranger (p. 4527) ;
- publipostage (p. 4527).

Services publics : missions, égalité d'accès, péréquation tarifaire (p. 4527).

Transports : SNCF (p. 4527).

– **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).**

Première lecture :

Discussion des articles [9 et 10 décembre 1995] :

Avant l'article 1^{er} :

– *soutient* l'amendement n° 2883 de M. Claude Bartolone (consultation préalable avec les organisations syndicales représentatives de la SNCF) (p. 4928) : rejeté (p. 4929) ;

– *soutient* l'amendement n° 2885 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives de La Poste) (p. 4928) : rejeté (p. 4930).

Article 1^{er} (définition du domaine d'habilitation de la loi) :

Sixième alinéa de l'article 1^{er} (équipement, financement et gestion des établissements de santé) :

– *ses observations* sur les amendements identiques n° 1810 de M. Maxime Gremetz et 1891 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 4966).

– **Projet de loi relatif au supplément de loyer de solidarité (n° 2319).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 décembre 1995] :

Aides :

- aide personnalisée au logement (p. 5225) ;
- prêt à taux zéro (p. 5224, 5227) ;
- prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif ou à occupation sociale (p. 5225, 5226).

Logement social : HLM : loyer et surloyer (p. 5226, 5227).

Lois de finances : loi de finances pour 1996 : crédits du logement (p. 5226).

Organismes et structures : Caisse de garantie du logement social (p. 5225).

Personnes âgées (p. 5227).

Discussion des articles [14 et 20 décembre 1995] :

Article 1^{er} (*conditions d'attribution des logements et plafonds de ressources. - Supplément de loyer de solidarité*) :

- son amendement n° 58 (de suppression) (p. 5234) : rejeté (p. 5235).
- son amendement n° 59 (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation : mobilité à l'intérieur du parc HLM) : rejeté (p. 5235).

Article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation :

- son sous-amendement n° 93 (prise en compte des baisses de ressources) à l'amendement n° 4 de la commission (modalités de calcul du supplément de loyer de solidarité, dérogations pour les quartiers situés en zones urbaines sensibles) : rejeté (p. 5236) ;

- son sous-amendement n° 94 (non-application aux zones prioritaires d'aménagement du territoire) à l'amendement n° 4 de la commission : rejeté (p. 5236) ;

- ses observations sur le sous-amendement n° 91 du Gouvernement (de suppression partielle) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 5237) ;

- son sous-amendement n° 99 (non-application aux personnes de plus de soixante-cinq ans) à l'amendement n° 4 de la commission : retiré (p. 5239) ;

- son sous-amendement n° 95 (non-application dans les communes de moins de 10 000 habitants) à l'amendement n° 4 de la commission : retiré (p. 5239) ;

- son sous-amendement n° 97 (non-application dans les communes où le logement social représente plus de 30 % de l'ensemble des résidences principales) à l'amendement n° 4 de la commission : retiré (p. 5239) ;

- son sous-amendement n° 98 (non-application dans les territoires ruraux de développement prioritaire) à l'amendement n° 4 de la commission : retiré (p. 5239).

- son sous-amendement n° 100 (dérogation aux plafonds de ressources pour l'attribution des logements dans les cinq ans à venir) à l'amendement n° 4 de la commission : retiré (p. 5239) ;

- son sous-amendement n° 101 (dérogations préfectorales) à l'amendement n° 4 de la commission : retiré (p. 5239) ;

- son sous-amendement n° 96 (critères annuels de révision des plafonds de ressources) (p. 5239) à l'amendement n° 4 de la commission : rejeté (p. 5240) ;

- son amendement n° 60 (de précision) : devenu sans objet (p. 5240) ;

- son amendement n° 61 (non-application dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire) : devenu sans objet (p. 5240) ;

- son amendement n° 62 (non-application dans les communes de moins de 10 000 habitants) : devenu sans objet (p. 5240) ;

- son amendement n° 64 (non-application dans les communes où le logement social représente plus de 30 % de l'ensemble des résidences principales) : devenu sans objet (p. 5240) ;

- son amendement n° 65 (non-application dans les territoires ruraux de développement prioritaire) : devenu sans objet (p. 5240) ;

- son amendement n° 63 (révision annuelle des plafonds de ressources) : devenu sans objet (p. 5240) ;

- son amendement n° 68 (non-application aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans) : devenu sans objet (p. 5240) ;

- son amendements n° 66 (dérogation préfectorale) : devenu sans objet (p. 5240) ;

- son amendement n° 67 (dérogation aux plafonds de ressources pour l'attribution des logements dans les cinq ans à venir) : devenu sans objet (p. 5240).

Article L. 441-6 du code de la construction et de l'habitation :

- son amendement n° 69 soutenu par M. Dominique Dupilet (prise en compte de critères qualitatifs précis) : rejeté (p. 5371) ;

- son amendement n° 70 soutenu par M. Dominique Dupilet (de suppression partielle) (p. 5371) : rejeté (p. 5372).

Article L. 441-8 du code de la construction et de l'habitation :

- son amendement n° 71 soutenu par M. Dominique Dupilet (de suppression) : rejeté (p. 5372).

Article L. 441-9 du code de la construction et de l'habitation :

- son amendement n° 72 soutenu par M. Dominique Dupilet (périodicité des enquêtes) : rejeté (p. 5373).

Article L. 441-11 du code de la construction et de l'habitation :

- son amendement n° 73 soutenu par M. Dominique Dupilet (de suppression) : rejeté (p. 5375).

Après l'article L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation :

- son amendement n° 74 soutenu par M. Dominique Dupilet (affectation du surloyer) : rejeté (p. 5377).

Article 2 (*plafonds de ressources applicables aux ILM 28*) :

- son amendement n° 75 soutenu par M. Dominique Dupilet (de suppression) : rejeté (p. 5380).

Article 3 (*validation des suppléments de loyer de la Régie immobilière de la ville de Paris*) :

- son amendement n° 76 soutenu par M. Jean Glavany (de suppression) : rejeté (p. 5382).

Article 5 (*validation de certains barèmes de supplément de loyer*) :

- son amendement n° 77 soutenu par M. Jean Glavany (de suppression) : rejeté (p. 5383).

Après l'article 6 :

- son amendement n° 78 soutenu par M. Jean Glavany (revalorisation des plafonds de ressources avant l'entrée en vigueur de la présente loi) (p. 5385) : rejeté (p. 5386).

- Projet de loi relatif aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information (n° 2358).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 janvier 1996] (p. 411, 412) :

Audiovisuel :

- Conseil supérieur de l'audiovisuel ;
- télévision interactive ;
- télévision numérique.

Communautés européennes et Union européenne : ouverture du marché au 1^{er} janvier 1998.

Culture : production française et européenne ; propriété littéraire et artistique.

Informatique et information : Internet.

Télécommunications :

- France Télécom ;
- téléports et licences expérimentales.

Vote contre du groupe socialiste (p. 411).

- Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les agissements liberticides de certaines associations dites sectes (n° 1768).

Rapporteur de la commission d'enquête.

Débat sur le rapport de la commission d'enquête [8 février 1996] :

Principaux thèmes développés :

Associations : défense des familles et des victimes : utilité publique (p. 762).

Défense : service national : témoins de Jéhovah (p. 763).

Gouvernement :

- pouvoirs publics : action répressive (p. 762, 763) ;

- Premier ministre : Observatoire des sectes (p. 762).

Justice : action publique (p. 763).

Lois :

- dispositif applicable aux sectes (p. 762) ;

- loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 763) ;

- sectes : qualification juridique (p. 761).

Ordre public : coopération internationale (p. 763).

- Proposition de loi renforçant la protection des personnes surendettées en cas de saisie immobilière de leur résidence principale (n° 2680).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 avril 1996] (p. 2398) :

Consommation :

- code de la consommation : commission de surendettement ;

- prix : garantie en cas de vente sur saisie.

Procédure civile : saisies immobilières.

Discussion des articles [18 avril 1996] :

Article 2 (art. L. 290-5 du code de procédure civile : montant de la mise à prix) :

- son amendement n° 8 (plancher légal du montant de la mise à prix) (p. 2405) : rejeté (p. 2406).

Après l'article 2 :

- son amendement n° 9 (décharge du débiteur en cas de mise à prix supérieure au montant de ses dettes) (p. 2406) : rejeté (p. 2407).

Article 4 (art. L. 331-5 du code de la consommation : suspension des procédures d'exécution sur saisie immobilière) :

- ses amendements n° 10 et 11 (suspension automatique des délais et procédures d'exécution) (p. 2409) : rejetés (p. 2410).

Vote pour du groupe socialiste (p. 2410).

- Projet de loi de réglementation des télécommunications (n° 2698).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 mai 1996] (p. 2899, 2900) :

Communautés européennes et Union européenne : résolution du Conseil du 22 juillet 1993 relative à l'ouverture du marché des télécommunications au 1^{er} janvier 1998.

Organismes et structures : Autorité de régulation des télécommunications.

Recherche.

Télécommunications :

- France Télécom ;

- service public : service universel et péréquation géographique.

Discussion des articles [9 et 10 mai 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- *soutient* l'amendement n° 214 de Mme Ségolène Royal (égalité des citoyens devant le service public) : rejeté (p. 2944) ;

- *soutient* l'amendement n° 215 de Mme Ségolène Royal (continuité du service public) : rejeté (p. 2945) ;

- *soutient* l'amendement n° 216 de Mme Ségolène Royal (adaptation du service public) (p. 2945) : rejeté (p. 2946) ;

- *soutient* l'amendement n° 217 de Mme Ségolène Royal (neutralité du service public) : rejeté (p. 2946) ;

- *soutient* l'amendement n° 220 de Mme Ségolène Royal (responsabilité dans la gestion du service public) (p. 2947) : rejeté (p. 2948).

Article 1^{er} (art. L. 32 du code des postes et télécommunications : définitions) :

- son amendement n° 147 (notion « d'opérateur historique ») : rejeté (p. 2953) ;

- son amendement n° 369 (définition des « points de terminaison ») : rejeté (p. 2955).

Article 2 (art. L. 32-1 du code des postes et télécommunications : cadre général) :

- ses observations sur l'amendement n° 346 de M. Emile Zuccarelli (réaffirmation de l'autorité du ministre chargé des télécommunications) (p. 2957) ;

- son amendement n° 159 (réaffirmation de la notion de service public) (p. 2958) : rejeté (p. 2959) ;

- son amendement n° 160 (rappel de la conception globale du service public) : rejeté (p. 2959) ;

- son amendement n° 161 (suppression de l'Autorité de régulation des télécommunications) : rejeté (p. 2959) ;

- son amendement n° 311 (réaffirmation du rôle de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications) (p. 2959) : rejeté (p. 2960) ;

- son amendement n° 162 (rôle de l'Autorité de régulation des télécommunications) : rejeté (p. 2960) ;

- ses observations sur l'amendement n° 258 corrigé de M. Jean Besson (de précision) (p. 2960) ;

- son amendement n° 327 (notion « d'efficacité » au service de l'utilisateur) : rejeté (p. 2961) ;

- son amendement n° 328 rectifié (développement des offres de services à un public le plus large possible) : rejeté (p. 2962).

Article 3 (commission supérieure du service public des postes et télécommunications) :

- son amendement n° 163 (suppression de la référence au service universel) : rejeté (p. 2963) ;

- son amendement n° 164 (suppression de la référence à l'Autorité de régulation des télécommunications) : rejeté (p. 2963) ;

- son amendement n° 312 (consultation de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications par les commissions permanentes de l'Assemblée nationale et du Sénat) (p. 2963) : retiré (p. 2964) ;

- *soutient* l'amendement n° 350 de M. Emile Zuccarelli (suppression de la référence à l'Autorité de régulation) : rejeté (p. 2964) ;

- son amendement n° 148 (rôle et moyens de la commission) : retiré (p. 2964) ;

- son amendement n° 313 (rapport annuel au Parlement) : retiré (p. 2965).

Article 4 (*recueil d'informations et enquêtes*) :

- son amendement n° 165 (de suppression) : rejeté (p. 2965).

Après l'article 4 :

- son amendement n° 329 (rôle et moyens de France Télécom) : rejeté (p. 2966).

Article 5 (*chapitre II du titre premier du livre II du code des P et T : régime juridique des télécommunications*) :**Article L. 33** : *champ d'application du code des postes et télécommunications en matière de réseaux de télécommunications* :

- son amendement n° 149 (exclusion des infrastructures réalisées par France Télécom de l'accès des tiers au réseau) (p. 2970) : rejeté (p. 2971).

Article L. 33-1 : *établissement et exploitation des réseaux ouverts au public* :

- son amendement n° 224 (consultation des communes ou groupements de communes concernés par les autorisations d'établissement) (p. 2971) : rejeté (p. 2972) ;
- son amendement n° 150 (multiplication des possibilités de refuser les autorisations) : rejeté (p. 2972) ;
- son amendement n° 234 (possibilité donnée à l'Autorité de régulation de refuser à des prestataires de services publics déjà habilités dans d'autres activités l'autorisation d'opérer dans le secteur des télécommunications) : rejeté (p. 2973) ;
- son amendement n° 166 (consultation des collectivités locales concernées par la mise en place des infrastructures nouvelles) : rejeté (p. 2974) ;
- son amendement n° 167 (interdiction de la fourniture d'un service à une clientèle déterminée) (p. 2974) : rejeté (p. 2975) ;
- son amendement n° 168 (ressources de l'Agence nationale des fréquences) (p. 2975) : rejeté (p. 2976) ;
- son amendement n° 169 (suppression de la référence au service universel) : rejeté (p. 2976) ;
- ses amendements n° 170 et 314 : devenus sans objet (p. 2976, 2977) ;
- son amendement n° 315 corrigé (consultation de la commission supérieure avant publication du décret déterminant le contenu des clauses types du cahier des charges de l'autorisation) : adopté (p. 2978) ;
- ses observations sur l'amendement n° 237 de Mme Ségolène Royal (contingentement des licences d'autorisation) (p. 2978).

Article L. 33-2 : *établissement des réseaux indépendants* :

- défavorable à l'amendement n° 280 rectifié de M. Laurent Dominati (modalités d'établissement des réseaux indépendants) (p. 2980) ;
- son amendement n° 171 (allocation des réseaux indépendants par le ministre chargé des télécommunications) : rejeté (p. 2980) ;
- son amendement n° 316 corrigé (consultation de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications avant publication du décret) : adopté (p. 2980) ;
- son amendement n° 151 (cas de refus d'autorisation) : rejeté (p. 2980).

Article L. 33-4 : *libre publication des annuaires* :

- soutient l'amendement n° 238 rectifié de Mme Ségolène Royal (respect de la confidentialité des numéros d'appels) : retiré (p. 2981).

Article L. 34-1 : *service téléphonique au public* :

- son amendement n° 152 (possibilités de refuser l'autorisation) : rejeté (p. 2982) ;
- son amendement n° 240 (rejet de l'autorisation lorsque le demandeur n'a pas satisfait aux prescriptions de la délégation de service public dans un autre secteur d'activité) : rejeté (p. 2982) ;

- son amendement n° 172 corrigé (rédactionnel) : rejeté (p. 2893).

Article L. 34-4 : *services autres que téléphoniques fournis sur les réseaux câblés* :

- son amendement n° 174 corrigé (association des collectivités territoriales à la décision d'extension des services) (p. 2984) : rejeté (p. 2985) ;
- son amendement n° 173 (suppression de la déclaration à l'Autorité de régulation) : rejeté (p. 2985) ;
- son amendement n° 175 rectifié (consultation des communes et groupements de communes lorsque le service proposé est le service téléphonique au public) (p. 2985) : rejeté (p. 2986) ;
- son amendement n° 176 (juste rémunération du propriétaire d'un réseau par le fournisseur d'un service de télécommunications) : rejeté (p. 2986).

Article L. 34-5 : *commissions consultatives spécialisées* :

- son amendement n° 227 (suppression de la référence à l'Autorité de régulation des télécommunications) : rejeté (p. 2987).

Article L. 34-6 : *cession, publication, suspension et retrait des licences* :

- son amendement n° 177 (suppression de la référence à l'Autorité de régulation des télécommunications) (p. 2988) : rejeté (p. 2989).

Article L. 34-7 : *infrastructures établies sur le domaine public ou pour les besoins du service public* :

- son amendement n° 178 (utilisation des infrastructures à la condition de ne pas mettre en cause le bon accomplissement des obligations de service public des entités propriétaires ou utilisatrices de ces infrastructures) : retiré (p. 2990).

Article L. 34-8 : *interconnexion* :

- son amendement n° 153 (interdiction d'une activité limitée à la revente de capacité) (p. 2990) : rejeté (p. 2991) ;
- son amendement n° 154 (conditions du refus d'une demande d'interconnexion) : rejeté (p. 2991) ;
- son amendement n° 155 (publication obligatoire des tarifs par tous les opérateurs) (p. 2991) : rejeté (p. 2992) ;
- ses observations sur l'amendement n° 8 de M. Yvon Bonnot (fixation des tarifs d'interconnexion par le ministre chargé des télécommunications) (p. 2993) ;
- son amendement n° 179 (fixation des tarifs d'interconnexion) : rejeté (p. 2994) ;
- reprend l'amendement n° 9 de M. Yvon Bonnot (prise en compte des investissements lors de l'établissement des tarifs) : rejeté (p. 2994) ;
- son amendement n° 180 (distinction entre les opérateurs et les prestataires de services lors de l'offre technique et tarifaire) : retiré (p. 2994) ;
- son amendement n° 181 (liberté laissée à l'exploitant d'un réseau ouvert au public et utilisant le réseau d'un autre exploitant de choisir le point d'interconnexion entre ces deux réseaux) : retiré (p. 2995).

Article L. 34-10 : *attribution et portabilité des numéros* :

- ses observations sur l'amendement n° 242 de Mme Ségolène Royal (conditions « simples » d'attribution des numéros ou blocs de numéros) (p. 2997) ;
- défavorable à l'amendement n° 378 de M. Patrice Martin-Lalande (allègement des charges des nouveaux opérateurs) (p. 2998).

Article 6 (*chapitres III et IV [nouveaux] du titre premier du livre II du code des P et T : service public et régulation des télécommunications*) :**Article L. 35** : *contenu du service public des télécommunications* :

- son amendement n° 182 (définition et fonctions assurées par le service public des télécommunications) : rejeté (p. 3003) ;

- ses observations sur l'amendement n° 358 de M. Emile Zuccarelli (définition et fonctions assurées par le service public des télécommunications) (p. 3005) ;
- son amendement n° 183 (critères d'adaptation, de neutralité, de participation, de transparence, de responsabilité, de simplicité et d'accessibilité au service public) : rejeté (p. 3018) ;
- son amendement n° 184 (suppression de la référence au service universel et réintroduction de l'ensemble des services de télécommunications à l'intérieur du service public) : rejeté (p. 3018).

Article L. 35-1 : contenu du service universel :

- son amendement n° 185 (suppression de la référence au service universel et réintroduction de la notion de service public) : rejeté (p. 3019).

Article L. 35-2 : obligations des opérateurs chargés du service universel :

- son amendement n° 186 (réaffirmation de l'unicité du service public) : rejeté (p. 3020) ;
- soutient l'amendement n° 245 de Mme Ségolène Royal (consultation des usagers, du personnel, des PME-PMI et des élus locaux) : rejeté (p. 3020).

Article L. 35-3 : financement du service universel :

- soutient l'amendement n° 360 de M. Emile Zuccarelli (suppression de la référence à l'Autorité de régulation des télécommunications) : rejeté (p. 3020) ;
- son amendement n° 188 (financement du coût lié aux obligations de péréquation tarifaire et non pas seulement du coût net) : rejeté (p. 3021) ;
- son amendement n° 156 (notion de structure « courante » des tarifs téléphoniques plutôt qu'« actuelle ») : adopté (p. 3021) ;
- soutient l'amendement n° 246 de Mme Ségolène Royal (respect de l'environnement) : retiré (p. 3021) ;
- son amendement n° 228 (exemption limitée à deux ans) : retiré (p. 3022) ;
- son amendement n° 317 (rédactionnel) : adopté (p. 3023) ;
- son amendement n° 318 (communication à la commission supérieure du service des postes et télécommunications du montant des contributions nettes versées ou reçues par les opérateurs) : retiré (p. 3023) ;
- ses amendements n° 187 et 319 : devenus sans objet (p. 3024) ;
- son amendement n° 157 (maintien d'un coût bas pour les abonnements) : rejeté (p. 3024) ;
- son amendement n° 158 rectifié (conditions de résorption des écarts de tarification) : rejeté (p. 3025) ;
- ses observations sur l'amendement n° 257 de M. Jean Besson (date butoir du 31 décembre 2000 imposée à l'opérateur public pour la résorption des écarts de tarification) (p. 3025) ;
- son amendement n° 226 (suppression de la référence à l'Autorité de régulation des télécommunications) : rejeté (p. 3026) ;
- son amendement n° 320 corrigé (consultation de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications lors de chaque décision importante) (p. 3026) : adopté (p. 3027).

Article L. 35-4 : annuaire universel et service universel de renseignements :

- son amendement n° 330 (organisme chargé d'établir la liste des abonnés et prix de vente des fichiers) : rejeté (p. 3029) ;
- son amendement n° 189 (établissement de l'annuaire universel par l'opérateur public) : retiré (p. 3029) ;
- son amendement n° 321 corrigé (avis de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications) : adopté (p. 3031).

Article L. 35-6 : les missions d'intérêt général :

- soutient l'amendement n° 191 de M. Michel Destot (financement de l'enseignement supérieur des télécommunications) (p. 3031) : adopté après rectification (p. 3032) ;
- son amendement n° 322 (enseignement supérieur des télécommunications placé sous la tutelle du ministre chargé des télécommunications) : adopté (p. 3032) ;
- soutient l'amendement n° 192 de M. Michel Destot (réaffirmation du rôle du Centre national d'études des télécommunications) (p. 3032) : retiré (p. 3033).

Article L. 35-7 : rapport sur le service public :

- son amendement n° 193 (rapport au Parlement tous les trois ans) : retiré (p. 3033) ;
- son amendement n° 323 (rapport au Parlement) : retiré (p. 3033) ;
- soutient l'amendement n° 247 de Mme Ségolène Royal (consultation des usagers, du personnel, des PME-PMI et des élus locaux) (p. 3033) : rejeté (p. 3034) ;
- son amendement n° 195 (suppression de la référence à l'Autorité de régulation des télécommunications) : rejeté (p. 3034) ;
- son amendement n° 194 (suppression de la référence au service universel au profit du service public) : rejeté (p. 3034).

Article L. 36 : création de l'Autorité de régulation des télécommunications :

- son amendement n° 196 (de suppression) : rejeté (p. 3034).

Article L. 36-1 : composition de l'Autorité de régulation des télécommunications :

- son amendement n° 197 (de suppression) (p. 3034) : rejeté (p. 3035) ;
- défavorable à l'amendement n° 95 de la commission (composition de l'Autorité de régulation et durée du mandat) (p. 3035).

Article L. 36-2 : incompatibilités et rémunérations des membres de l'Autorité de régulation des télécommunications :

- son amendement n° 198 (de suppression) : retiré (p. 3036).

Article L. 36-3 : services de l'Autorité de régulation des télécommunications :

- son amendement n° 199 (de suppression) : retiré (p. 3036).

Article L. 36-4 : ressources de l'Autorité de régulation des télécommunications :

- son amendement n° 200 (de suppression) : retiré (p. 3036).

Article L. 36-5 : compétences consultatives et rôle dans les relations internationales de l'Autorité de régulation des télécommunications :

- son amendement n° 201 (de suppression) : retiré (p. 3036).

Article L. 36-6 : pouvoir réglementaire de l'Autorité de régulation des télécommunications :

- son amendement n° 202 (de suppression) : retiré (p. 3037).

Article L. 36-7 : compétences de l'Autorité de régulation des télécommunications :

- son amendement n° 203 (de suppression) : retiré (p. 3037) ;
- soutient l'amendement n° 249 de Mme Ségolène Royal (rapport sur les attentes des usagers du service public des télécommunications) : rejeté (p. 3038).

Article L. 36-8 : voies de recours :

- son amendement n° 204 (de suppression) : rejeté (p. 3039) ;
- ses observations sur l'amendement n° 110 de la commission (suppression de la possibilité de recours du ministre de l'économie devant la cour d'appel) (p. 3040).

Article L. 36-9 : procédure de conciliation :

- son amendement n° 205 (de suppression) (p. 3040) : retiré (p. 3041) ;

- soutient l'amendement n° 250 de Mme Ségolène Royal (consultation des usagers) : adopté (p. 3041).
 - Article L. 36-10 : saisine du Conseil de la concurrence et du procureur de la République par l'Autorité de régulation des télécommunications :**
 - son amendement n° 206 (de suppression) : retiré (p. 3041).
 - Article 7 (chapitre III du titre premier du livre II du code des P et T : dispositions pénales) :**
 - son amendement n° 207 (suppression de la référence à l'Autorité de régulation des télécommunications) : retiré (p. 3043)
 - Article 9 (chapitre premier du titre II du livre II du code des P et T) :**
 - Article L. 47 : conditions dans lesquelles les opérateurs peuvent être autorisés à occuper le domaine public routier :**
 - son amendement n° 208 (obligation d'assurer une mission de service public) : rejeté (p. 3045) ;
 - son amendement n° 209 (compétence du tribunal administratif dans le ressort duquel est située l'installation concernée) : retiré (p. 3047) ;
 - son amendement n° 324 (avis de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications préalablement à la publication du décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 3047).
 - Article L. 48 : servitudes pesant sur les propriétés privées :**
 - son amendement n° 325 (avis de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications préalablement à la publication du décret) : retiré (p. 3049).
 - Article 10 (chapitre II du titre II du livre II du code des P et T : servitudes radioélectriques) :**
 - Article L. 56-1 : servitudes radioélectriques dont bénéficient les opérateurs autorisés :**
 - son amendement n° 210 (suppression de la référence à l'Autorité de régulation) : retiré (p. 3050) ;
 - son amendement n° 326 (avis de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications préalablement à la publication du décret) : retiré (p. 3050).
 - Article 11 (Agence nationale des fréquences radioélectriques) :**
 - son amendement n° 211 (suppression de la référence à l'Autorité de régulation des télécommunications) (p. 3051) : retiré (p. 3052).
 - Article 16 (entrée en vigueur de la loi et coordination) :**
 - son amendement n° 212 (contrôle des autorisations d'établissement des réseaux de la fourniture des services) : retiré (p. 3056) ;
 - son amendement n° 213 (prérogatives et servitudes de France Télécom conservées jusqu'au 1^{er} janvier 1998) : rejeté (p. 3057).
- Après l'article 16 :**
- ses observations sur l'amendement n° 225 de M. Jean-Louis Borloo (modification de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications) (p. 3059, 3060).
- Titre :**
- son amendement n° 251 (modification du titre du projet de loi) : retiré (p. 3060).
- Ses explications de vote* (p. 3060).
- Vote contre du groupe socialiste.
- Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur les Etats généraux de l'Université et débat sur cette déclaration (n° 2795).**
- Principaux thèmes développés* [21 mai 1996] :
- Enseignement supérieur : orientation universitaire et professionnelle (p. 3253).
 - Enseignements technologique et professionnel : cycles courts : IUT, IUP, BTS et DEUG technologiques (p. 3253).
 - Etudiants : statut : aides sociales de l'Etat : bourses : allocation logement : couverture sociale (p. 3253).
 - Impôts et taxes : impôt sur le revenu : autonomie ou rattachement des étudiants (p. 3254).
 - Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) (p. 3253).
 - Lois : loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur (« loi Savary ») (p. 3253).
 - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche : commission Fauroux (p. 3254).
 - Universités :
 - démographie universitaire : sélection ; « numerus clausus » (p. 3252) ;
 - filières universitaires : rééquilibrage : simplification : revalorisation de la filière technologique (p. 3254) ;
 - moyens et financement : créations de postes (p. 3254) ;
 - professionnalisation des filières : stages : rapports avec l'entreprise : formation en alternance (p. 3253) ;
 - réforme : concertation : Etats généraux : référendum (p. 3253).

H

HABIG (Michel)*Député du Haut-Rhin**(7^e circonscription)*

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant (ensemble un échange de lettres) à l'accord du 25 juillet 1977 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Malte tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (n° 1896) [21 juin 1995].

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 1909) [21 juin 1995].

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente et de coopération entre la République française et l'Ukraine [31 octobre 1995].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1909) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 2124) [29 juin 1995].**Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1896) autorisant l'approbation de l'avenant (ensemble un échange de lettres) à l'accord du 25 juillet 1977 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Malte tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (n° 2422) [6 décembre 1995].****Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du traité d'entente et de coopération entre la République française et l'Ukraine (n° 2349) (n° 2423) [6 décembre 1995].****Rapport d'information fait en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires étrangères sur les données du problème kurde (n° 2558) [8 février 1996].**

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).*Première lecture, deuxième partie :***Coopération. - Questions [12 novembre 1995] :**

Afrique : zone franc : dévaluation du franc CFA et coopération financière (p. 3494).

- Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente et de coopération entre la République française et l'Ukraine (n° 2349).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [14 février 1996] (p. 852) :*

Energie : Tchernobyl.

Traité de non-prolifération nucléaire : adhésion de l'Ukraine le 5 décembre 1994.

Ukraine : indépendance, institutions, relations avec la Russie.

HABY (Jean-Yves)*Député des Hauts-de-Seine**(3^e circonscription)*

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

DEPOTS

Proposition de loi favorisant l'achat de véhicules à deux roues (n° 2429) [12 décembre 1995].**Proposition de loi limitant le poids des fournitures transportées par un enfant entre son domicile et son établissement scolaire (n° 2918) [26 juin 1996].**

QUESTIONS

au Gouvernement :**- Lutte contre le chômage :** mesures gouvernementales [7 juin 1995] (p. 445 et 446).**- Violence dans les établissements scolaires :** moyens de surveillance et de sécurité [6 février 1996] (p. 572).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).*Première lecture, deuxième partie :***Education nationale, enseignement supérieur et recherche. - Questions [9 novembre 1995] :**

Enseignement technique et professionnel : enseignement supérieur : filières courtes (p. 3317).

Etablissements scolaires : rythmes scolaires : semaine de cinq jours : information des maires (p. 3322).

Jeunesse et sports. - Questions [13 novembre 1995] :

Enfants : aménagement des rythmes scolaires : coût pour les collectivités locales : sites pilotes (p. 3535).

*Vote des crédits :***Etat B, titre III :****- son amendement n° 336 (réduction des crédits de 5,5 millions de francs) (p. 3542) : adopté (p. 3543).****Etat B, titre IV :****- son amendement n° 337 (réduction des crédits de 33 millions de francs) : adopté (p. 3543).****- Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).***Troisième lecture :**Discussion des articles [25 avril 1996] :***Article 1^{er} (modification des conditions de libération et de répartition de la taxe d'apprentissage) :****- son amendement n° 2 : non soutenu (p. 2622).****- Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur les Etats généraux de l'Université et débat sur cette déclaration (n° 2795).**

Principaux thèmes développés [21 mai 1996] (p. 3271) :

Diplômes : baccalauréat.

Enseignement supérieur : orientation universitaire et professionnelle.

Enseignements technologique et professionnel : cycles courts : IUT, IUP, BTS et DEUG technologiques.

Universités :

- démographie universitaire : sélection ; « numerus clausus » ;
- échec universitaire ;
- filières universitaires : rééquilibrage : simplification : revalorisation de la filière technologique ;
- professionnalisation des filières : stages : rapports avec l'entreprise : formation en alternance.

HAGE (Georges)

Député du Nord

(16^e circonscription)

Communiste

Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales [J.O. du 18 juin 1996] (p. 9094).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat [J.O. du 20 juin 1996] (p. 9264).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la publicité pour l'alcool et le tabac (n° 2054) [16 mai 1995].

Proposition de loi relative à la responsabilité pénale des élus des collectivités territoriales (n° 2249) [5 octobre 1995].

Proposition de loi relative à l'enseignement de l'Espéranto (n° 2289) [13 octobre 1995].

Proposition de loi relative à la taxation des mouvements de capitaux (n° 2474) [11 janvier 1996].

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les activités en France du groupe antiterroriste de libération (GAL) (n° 2673) [25 mars 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Politique envers les salariés** : licenciements : salaires : montant [21 juin 1995] (p. 568).
- **Universités** : fonctionnement ; financement [14 novembre 1995] (p. 3647, 3648).
- **Procès d'Abu Jamal** : révision : action de la France auprès des Etats-Unis [19 décembre 1995] (p. 5325).
- **Déficit de la sécurité sociale** : utilisation des ressources liées à l'augmentation de la CSG [24 janvier 1996] (p. 273).
- **Privatisation de la SFP** : statut ; avenir [13 février 1996] (p. 799).

- **Avenir de la médecine libérale** : réforme de la protection sociale [24 avril 1996] (p. 2539).

- **Régie Renault** : privatisation : conséquences [15 mai 1996] (p. 3187).

- **Maîtres auxiliaires** : statut ; garanties de réemploi [26 juin 1996] (p. 4949).

orales sans débat :

- n° 612, posée le 31 mai 1995 : **salaires et retraites** (p. 397). Appelée le 8 juin 1995 : revalorisation : montant ; pouvoir d'achat (p. 465).

- n° 635, posée le 15 juin 1995 : **pôle universitaire privé Léonard-de-Vinci (Hauts-de-Seine)** (p. 497). Appelée le 22 juin 1995 : intégration au service public d'enseignement supérieur (p. 617, 618).

- n° 831, posée le 30 janvier 1996 : **banque française du commerce extérieur** (p. 433). Appelée le 8 février 1996 : privatisation (p. 735).

- n° 677, posée le 3 octobre 1995 : **maladies provoquées par l'amiante** (p. 1611). Appelée le 12 octobre 1995 : cancer : lutte et prévention (p. 1822 à 1824).

- n° 715, posée le 22 novembre 1995 : **relations entre la Turquie et l'Union européenne** (p. 3961). Appelée le 30 novembre 1995 : union douanière ; droits de l'homme (p. 4289).

- n° 758, posée le 5 décembre 1995 : **taxe d'habitation en Haute-Corse** (p. 4596). Appelée le 15 décembre 1995 : taux : fixation : légalité (p. 5141, 5142).

- n° 780, posée le 17 janvier 1996 : **aide de l'Etat à la presse écrite** (p. 42). Appelée le 18 janvier 1996 : presse quotidienne : pluralisme (p. 139 à 141).

- n° 1022, posée le 30 avril 1996 : **cour d'appel de Douai** (p. 2729). Appelée le 7 mai 1996 : fonctionnement ; effectifs de personnel (p. 2839).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés (n° 1659).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 janvier 1995] :

Clauses abusives (p. 17).

Commerce multiriveau : ventes pyramidales et protection des vendeurs (p. 17, 18).

Démarchage (p. 18).

Produits : marquage communautaire (p. 18).

Discussion des articles [10 janvier 1995] :

Article 1^{er} (protection des consommateurs contre les clauses abusives) :

Article L. 132-1 du code de la consommation :

- son amendement n° 12 rectifié (maintien de la notion d'abus de puissance économique) (p. 20) : rejeté (p. 21) ;

- son amendement n° 13 (institution d'une présomption de caractère abusif à l'encontre de certaines clauses) : rejeté (p. 21).

- **Déclaration du Gouvernement sur la situation en ex-Yougoslavie et débat sur cette déclaration présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères et M. Charles Millon, ministre de la défense (n° 2073).**

Principaux thèmes développés [6 juin 1995] :

Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie (p. 432).

Europe : défense européenne (p. 432, 433).

Etats-Unis : attitude ; levée de l'embargo sur les armes (p. 432).

Organisation des Nations Unies :

– Casques bleus pris en otages (p. 431) ;

– FORPRONU : missions ; contingent français ; force de réaction rapide (p. 432).

Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord : frappes aériennes (p. 431, 432).

Ex-Yougoslavie : guerre civile (p. 432).

– **Déclaration du Gouvernement sur la politique européenne et débat sur cette déclaration par M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères (n° 2086).**

Principaux thèmes développés [20 juin 1995] :

Audiovisuel : exception culturelle (p. 549).

Services publics (p. 549, 550).

– **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).**

Première lecture :

Discussion des articles [27 juin 1995] :

Article 2 (amnistie de certains délits) :

– son amendement n° 39 soutenu par M. Maxime Gremetz (extension aux délits commis hors des établissements d'enseignement à l'occasion des conflits relatifs aux problèmes de l'enseignement) (p. 658) : devenu sans objet (p. 659) ;

– son amendement n° 40 (extension aux infractions concernant les droits des jeunes au travail et à la formation) : retiré (p. 659).

– **Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (COM [94] 117 final/n° E-401) (n° 2019).**

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [29 juin 1995] :

Aménagement du territoire (p. 765).

Commerce extérieur (p. 766).

Communautés européennes et Union européenne :

– organisation commune du marché et vins de qualité pour les régions déterminées (p. 766) ;

– préférence communautaire (p. 766) ;

– productions nationales de référence (p. 766).

Viticulture française : excédents structurels, distillation et arrachages (p. 766).

Discussion de l'article unique [29 juin 1995] :

– soutient l'amendement n° 13 de M. Jean Tardito (respect de la préférence communautaire) : rejeté (p. 773) ;

– soutient l'amendement n° 14 de M. Jean Tardito (transparence de l'expertise et accès à ses résultats) : rejeté (p. 773) ;

– soutient l'amendement n° 15 de M. Jean Tardito (autorisation de dépassement de 10 % du volume du marché national de référence) : rejeté (p. 774) ;

– soutient l'amendement n° 16 de M. Jean Tardito (maintien du maximum d'exploitations) : adopté (p. 774) ;

– soutient l'amendement n° 17 de M. Jean Tardito (maintien du maximum d'exploitations) : rejeté (p. 775).

– **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les agissements liberticides de certaines associations dites sectes (n° 1768).**

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [29 juin 1995] (p. 781, 782) :

Assemblée nationale : septième législature : parlementaire en mission : rapport Vivien.

Cultes.

Enfants.

Entreprises.

Famille.

Sectes.

Vote pour du groupe communiste (p. 781).

– **Projet de loi organique pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui instituent une session parlementaire ordinaire unique (n° 2238).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 octobre 1995] :

Elections et référendums :

– élections législatives (p. 1859) ;

– représentation proportionnelle et scrutin majoritaire (p. 1859).

Lois de finances (p. 1859, 1860).

Session unique (p. 1858, 1859).

– **Projet de loi pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui instituent une session parlementaire ordinaire unique (n° 2239).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique n° 2238 pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui instituent une session parlementaire ordinaire unique [12 octobre 1995].

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité entre les générations. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [27 octobre 1995] :

Famille : Institut de l'enfance et de la famille (IDEF) (p. 2609).

Handicapés :

– allocation pour adultes handicapés : allocation compensatrice (p. 2609) ;

– autisme (p. 2609) ;

– centres d'aide par le travail (CAT) (p. 2609).

Impôts et taxes : taxation des revenus financiers (p. 2609).

Personnes âgées :

– Fonds de solidarité vieillesse : rôle : financement (p. 2609) ;

– hospices : humanisation (p. 2609) ;

– prestation autonomie : gestion et financement (p. 2608, 2609) ;

– prestation autonomie : modalités d'attribution et conditions d'utilisation (p. 2609) ;

– prestation autonomie : travaux préparatoires : calendrier d'application (p. 2609).

Sécurité sociale : protection sociale : coût : dette de l'Etat : dette patronales (p. 2609).

Technologies de l'information et de la poste. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [27 octobre 1995] :

La Poste :

– comptes de chèques postaux et livrets d'épargne (p. 2640) ;

– franchises fiscales (p. 2640) ;

– services financiers (p. 2640).

Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [30 octobre 1995] :

Banques et établissements financiers :

- bonifications d'intérêt (p. 2794) ;
- CODEVI (p. 2794).

Entreprises commerciales et artisanales : plan PME-PMI (p. 2794).

Ministère : crédits (p. 2793).

Organismes et structures : Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales (p. 2794).

Communication. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [6 novembre 1995] :

Audiovisuel : concentrations et regroupement : intégration verticale : accords Alcatel-Havas (p. 3146).

Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 3147).

Presse, édition, imprimerie :

- aides de l'Etat : négociation presse-La Poste-Etat : ressources publicitaires : loi Evin (p. 3147) ;
- papier : coût : hausse (p. 3147).

Radiodiffusion : Radio France (p. 3147).

Télévision :

- France 2 : animateurs-producteurs : statut et rémunération : coût des retransmissions sportives (p. 3148) ;
- France 2 : ligne éditoriale spécifique : concurrence avec TF 1 : politique de l'audimat (p. 3148) ;
- Société française de production (SFP) (p. 3147) ;
- TF 1 (p. 3147).

Education nationale, enseignement supérieur et recherche. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [9 novembre 1995] :

Bourses et allocations d'étude et d'enseignement (p. 3300).

Enseignants : formation : instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) (p. 3300).

Enseignement supérieur : situation, effectifs et crédits : loi de programmation (p. 3300).

Personnel non enseignant : IATOS : création de postes (p. 3300).

Recherche : enseignants-chercheurs : attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) (p. 3300).

Recherche : établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 3300).

Recherche médicale : Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) (p. 3300).

Royaume-Uni : enseignement supérieur : sélection des étudiants : dépense par étudiant (p. 3300, 3315).

Universités : maintenance et sécurité : amiante (p. 3300).

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [12 novembre 1995] :

Algérie (p. 3441).

Communautés européennes et Union européenne :

- budget communautaire, participation française (p. 3442) ;
- monnaie unique (p. 3441, 3442).

Cuba (p. 3442).

Israël : hommage à M. Yitzhak Rabin, Premier ministre assassiné ; processus de paix (p. 3441).

Ministère :

- carte diplomatique (p. 3441) ;
- crédits (p. 3441).

Organisation des Nations Unies : rôle et moyens (p. 3442).

Turquie (p. 3442).

Ex-Yougoslavie (p. 3441).

Jeunesse et sports. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [13 novembre 1995] :

Associations : bénévolat (p. 3525).

Communes :

- Epinal : rythmes scolaires (p. 3525) ;
- Lille : candidature Olympique (p. 3525).

Comptes spéciaux du Trésor : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 3524).

Enfants : aménagement des rythmes scolaires (p. 3524, 3525).

Jeunes : nouvelles pratiques sportives (p. 3525).

Sports :

- Grand Stade de Saint-Denis : coupe du monde de football (p. 3524) ;
- promotion du sport et pratique sportive : actions partenariales pour les loisirs et l'insertion : crédits (p. 3524) ;
- sport de haut niveau (p. 3524).

Economie et finances : Charges communes. – Services financiers. – Monnaies et médailles (budget annexe). – Comptes spéciaux du Trésor. – Taxes parafiscales. – Examen des fascicules, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [14 novembre 1995] (p. 3679) :

Ministère de l'économie et des finances : personnels.

Monnaies et médailles,

- Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant modification de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (COM [95] 86 final/n° E-419) (n° 2189).

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 novembre 1995] :

Audiovisuel :

- industries de programmes : sociétés de production : chiffres d'affaires et emplois : alliances européennes (p. 3905) ;
- secteur public : Société française de production (SFP) (p. 3906).

Cinéma : délai entre la sortie d'un film en salle et sa diffusion télévisée : chronologie des médias (p. 3906).

Commerce international : GATT - OMC : accord général sur le commerce des services : renégociation (p. 3905).

Communautés européennes et Union européenne :

- nouveaux services audiovisuels : Livre vert (p. 3905) ;
- politique audiovisuelle : libéralisme : déréglementations (p. 3905) ;
- programmes communautaires : programmes Média I et II : création d'un fonds européen de garantie de l'audiovisuel (p. 3905).

Etats-Unis d'Amérique : productions culturelles : pressions commerciales : taux de pénétration sur le marché français (p. 3905).

Politique culturelle : exception culturelle française : protection du marché français ; limitation dans le temps : compromis de Luxembourg (p. 3906).

Télécommunications : technologies nouvelles : autoroutes de l'information (p. 3905).

Télévision :

- chaînes thématiques : développement : quotas de production ; définition des programmes (p. 3906) ;

- quotas et obligations de diffusion : obligations d'investissement : maintien du système actuel ; dérogations : définitions (p. 3906) ;
- règles de compétence des Etats sur les opérateurs : contrôle et sanctions : délocalisations (p. 3906).

Abstention du groupe communiste (p. 3916).

- Déclaration du Gouvernement sur la politique méditerranéenne de la France et de l'Union européenne à la veille de la conférence de Barcelone et débat sur cette déclaration (n° 2375).

Principaux thèmes développés [21 novembre 1995] :

Algérie (p. 3948).

Banque mondiale et Fonds monétaire international : prêts et plans d'ajustement structurel (p. 3948).

Commerce extérieur : zone de libre échange euro-méditerranéenne (p. 3948).

Maghreb : accord d'association avec l'Union européenne (p. 3947).

Ex-Yougoslavie : accords de Dayton (p. 3947).

- Proposition de loi tendant à étendre aux collectivités locales et à leurs groupements l'accès aux prêts distribués à partir des fonds établis par les CODEVI (n° 1956).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [23 novembre 1995] :

CODEVI :

- distribution de prêts aux collectivités locales (p. 4089) ;
- ressources : montant : utilisation (p. 4089).

Collectivités locales :

- emprunts : régime : taux d'intérêt (p. 4089) ;
- situation financière (p. 4089) ;

Emploi (p. 4089).

Entreprises : PME (p. 4089).

Finances publiques : réduction des déficits (p. 4089).

Marchés financiers (p. 4089).

Discussion des articles [23 novembre 1995] :

Article 2 (obligation d'information sur l'utilisation des fonds issus des CODEVI) :

- soutient l'amendement n° 1 de Mme Muguette Jacquaint (rapport annuel retraçant le montant des ressources des CODEVI et leur utilisation) : rejeté (p. 4097).

Abstention du groupe communiste (p. 4090).

- Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la protection des Alpes (n° 2307).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [30 novembre 1995] :

Bois et forêts (p. 4302).

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 4302).

Convention sur les Alpes : genèse et contenu (p. 4301, 4302).

Energie : énergie hydro-électrique (p. 4301).

Environnement : protection des zones de montagne (p. 4301).

Transports : ligne TGV sous les Alpes (p. 4301).

- Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [8 décembre 1995] :

Soutient la question préalable opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 4795) : rejetée au scrutin public (p. 4816).

Principaux thèmes développés :

Constitution : article 38 : ordonnances : loi de ratification : jurisprudence constitutionnelle (p. 4795).

Emploi : chômage (p. 4796).

Entreprises : charges sociales ; réforme (p. 4797).

Famille : politique familiale ; allocations familiales ; fiscalisation ; conditions de ressources (p. 4805).

Hôpitaux et cliniques : réforme hospitalière : forfait hospitalier : transformation de lits (p. 4806 à 4808).

Impôts et taxes :

- contribution sociale généralisée : élargissement de l'assiette (p. 4805) ;
- impôt sur la fortune : taxation des revenus financiers (p. 4805) ;
- remboursement de la dette sociale (RDS) : Caisse d'amortissement de la dette sociale (p. 4796).

Politique économique : relance de la consommation (p. 4797).

Président de la République (p. 4805, 4807).

Prestation autonomie (p. 4805).

Professions médicales et paramédicales : médecins : formation et reconversion (p. 4809).

Retraites : généralités :

- fonds de solidarité vieillesse (p. 4805) ;
- répartition ; capitalisation ; durée de cotisation : paritarisme (p. 4804).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : situation : livre blanc : commission Le Vett ; caisse des fonctionnaires : exclusion du champ des ordonnances (p. 4804).

Santé :

- accès aux soins (p. 4809) ;
- médecine de ville : codage des actes et références médicales ; honoraires médicaux : maîtrise médicalisée des dépenses de santé (p. 4809) ;
- médecine préventive : médecine du travail (p. 4810).

Sécurité sociale :

- assurance maladie : remboursement des soins : tiers-payant et 100 % (p. 4796, 4810) ;
- dette et réforme du financement (p. 4796, 4798 à 4803) ;
- ouverture automatique des droits dès 18 ans (p. 4804) ;
- « plan Juppé » : opinion publique : grèves : forums régionaux : dialogue social (p. 4795, 4804) ;
- régime général : charges non compensées par le budget de l'Etat : charges indues : dette de l'Etat (p. 4798).

Discussion des articles [9 décembre 1995] :

Article 1^{er} (définition du domaine d'habilitation de la loi) :

Troisième alinéa de l'article 1^{er} (mesures relatives à la branche famille) :

- son amendement n° 1807 soutenu par M. André Gérin (de suppression) (p. 4948) : rejeté (p. 4950).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères, sur la politique européenne de la France à la veille du Conseil européen de Madrid et débat sur cette déclaration (n° 2441).

Principaux thèmes développés [13 décembre 1995] :

Emploi (p. 5070).

Secteur public (p. 5070).

- Projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer (ensemble neuf annexes) et de l'accord relatif à l'application de la par-

titre XI de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 (ensemble une annexe) (n° 2309).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [14 décembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne (p. 5161).

Convention des Nations Unies sur le droit de la mer : genèse, dispositions et date d'entrée en vigueur (p. 5161).

Mer et littoral :

- fonds marins : protection et exploitation (p. 5160, 5161) ;
- pêche maritime (p. 5161).

Rappel au règlement : proteste contre la décision du Premier ministre d'exclure le représentant de la CGT du conseil d'administration de l'ENA [14 décembre 1995] (p. 5170).

- **Projet de loi complétant la loi n° 66-1008 du 28 décembre 1966 relative aux relations financières avec l'étranger en ce qui concerne les investissements étrangers en France (n° 2347).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [25 janvier 1996] :

Communautés européennes et Union européenne (p. 381 à 383).

Emploi :

- chômage (p. 382) ;
- délocalisations (p. 382).

Finances publiques : dette publique (p. 381).

Industrie :

- armement (p. 382) ;
- politique industrielle (p. 382).

Marchés financiers : généralités (p. 382).

Politique économique :

- croissance (p. 381) ;
- investissements étrangers : poids économique : formalités : contrôle (p. 381) ;
- mondialisation de l'économie (p. 381 à 383) ;
- récession (p. 382).

Vote contre du groupe communiste (p. 383).

- **Projet de loi relatif aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information (n° 2358).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 janvier 1996] (p. 408, 409) :

Informatique et information :

- inforoutes ;
- Internet.

Télécommunications :

- France Télécom ;
- minitel ;
- réseau de fibres optiques ;
- téléports et licences expérimentales.

Discussion des articles [30 janvier 1996] :

Article 2 (les expérimentations dérogeant à la réglementation des télécommunications) :

- son amendement n° 22 (avis du Conseil supérieur de la télématique) : rejeté (p. 426) ;
- son amendement n° 24 (de suppression partielle) : rejeté (p. 427) ;
- son amendement n° 23 (coopération avec France Télécom) (p. 427) : rejeté (p. 428).

Article 3 (les expérimentations dérogeant à la réglementation de la communication audiovisuelle par voie hertzienne) :

- son amendement n° 25 (procédure d'appel à candidatures obligatoire) : rejeté (p. 428).

Après l'article 3 :

- son amendement n° 26 (accord des collectivités locales pour l'élaboration et la mise en œuvre des projets expérimentaux) (p. 430) : rejeté (p. 431).

Après l'article 5 :

- son amendement n° 27 (rapport annuel au Parlement) : rejeté (p. 432).

Vote contre du groupe communiste (p. 409).

- **Proposition de loi relative à la prorogation de la suspension des poursuites engagées à l'encontre des rapatriés réinstallés (n° 2508).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [8 février 1996] (p. 752) :

Départements : commissions départementales d'aide aux rapatriés et commissions départementales du passif des rapatriés (CODAIR et CODEPRA).

Lois :

- loi n° 82-4 du 6 janvier 1982 portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés ;
- loi n° 87-549 du 16 juillet 1987 relative au règlement de l'indemnisation des rapatriés ;
- loi n° 93-121 du 27 janvier 1993 portant diverses mesures d'ordre social.

- **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les agissements liberticides de certaines associations dites sectes (n° 1768).**

Débat sur le rapport de la commission d'enquête [8 février 1996] :

Principaux thèmes développés (p. 776, 777) :

Enseignement : rôle de la prévention.

Gouvernement : pouvoirs publics : action répressive.

Justice :

- action publique ;
- protection des mineurs.

Lois :

- loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat ;
- sectes : qualification juridique.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1993 sur le cacao (ensemble trois annexes) (n° 1890), projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur le café (n° 2308).**

Première lecture :

Discussion commune : principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [14 février 1996] (p. 845, 846) :

Commerce extérieur :

- balance commerciale des pays producteurs et des pays importateurs ; termes de l'échange : évolution ;
- produits de base : plan de gestion de la production.

Communautés européennes et Union européenne : directive relative à la composition du chocolat.

Coopération et développement.

Moyens de paiement : franc CFA.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique du Pakistan en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) (n° 1895).**

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [14 février 1996] :

Soutient la question préalable opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 848) : rejetée (p. 850).

Principaux thèmes développés :

Enfants : travail des enfants ; convention sur le droit des enfants.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun relative à la circulation et au séjour des personnes (n° 1727).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [14 février 1996] (p. 857, 858) :

Communautés européennes et Union européenne : accords de Schengen.

Coopération et développement.

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances sur l'Union économique et monétaire et débat sur cette déclaration (n° 2576).**

Principaux thèmes développés [20 février 1996] (p. 1017) :

Commerce extérieur : GATT : négociations et accords.

Communautés européennes et Union européenne :

- monnaie unique, Union économique et monétaire ;
- politique agricole commune ;
- préférence communautaire.

- **Proposition de loi tendant à créer un Office parlementaire d'évaluation de la législation (n° 2104).**

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [21 février 1996] (p. 1040) :

Lois :

- application ;
- simplification et harmonisation ;
- souveraineté nationale : droit communautaire.

Abstention du groupe communiste (p. 1039).

- **Proposition de loi tendant à assurer une prise en charge adaptée de l'autisme (n° 1924).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 février 1996] :

Associations (p. 1115).

Education nationale : rôle (p. 1115).

Handicapés : autisme :

- allocations (p. 1115) ;
- circulaire du 27 avril 1995 (p. 1115) ;
- définition : causes : traitement (p. 1114, 1115) ;
- insertion professionnelle (p. 1115) ;
- prise en charge (p. 1114 à 1116) ;
- statistiques (p. 1114).

Institutions sociales et médico-sociales (p. 1115).

Recherche (p. 1115).

Santé publique : Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale (ANDEM) (p. 1115).

Vote pour du groupe communiste (p. 1116).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 mars 1996] :

Article 27 (*inscription de la Société française de production sur les listes des entreprises dont la privatisation est autorisée par la loi*) :

- défavorable (p. 1347) ;
- son amendement n° 220 rectifié (application de la procédure de sortie de la convention collective prévue par l'article 68 de la loi du 30 septembre 1986) (p. 1353) : rejeté (p. 1354).

Article 28 (*dispositions relatives au statut de la Société française de production*) :

- défavorable (p. 1354) ;
- son amendement n° 219 (maintien en vigueur de la convention collective) : rejeté (p. 1354) ;
- son amendement n° 205 (garanties accordées aux salariés en cas de licenciement ou de départ à la retraite) à l'amendement n° 240 du Gouvernement (maintien en vigueur de la convention collective jusqu'à la conclusion d'une nouvelle convention et du statut du personnel en fonctions à la date de la perte de la majorité de capital de l'Etat) (p. 1355) : rejeté (p. 1357) ;
- soutient l'amendement n° 221 de M. Jean-Pierre Brard (maintien en vigueur de la convention collective et des accords d'entreprise) (p. 1356) : devenu sans objet (p. 1357).

Après l'article 52 :

- son amendement n° 353 soutenu par M. Patrick Braouezec (application de la mesure subordonnée au maintien de l'emploi et à l'arrêt de toute délocalisation) à l'amendement n° 350 du Gouvernement (allègement des charges sociales dans les secteurs du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure) (p. 1415) : rejeté (p. 1417).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales (n° 2560).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 mars 1996] (p. 1438, 1439) :

Finances publiques :

- dotation de solidarité rurale ;
- dotation de solidarité urbaine ;
- dotation forfaitaire ;
- dotation globale d'équipement ;
- dotation globale de fonctionnement ;
- fonds de solidarité : Ile-de-France.

Fonction publique territoriale : Caisse nationale de retraite.

Impôts et taxes :

- potentiel fiscal ;
- taxe professionnelle ;
- taxe sur la valeur ajoutée : compensation.

Logement et habitat : logement social.

Politique économique et sociale : politique de la ville.

Discussion des articles [8 mars 1996] :

Article 3 (*art. L. 234-12 du code des communes : modalités de répartition de la dotation de solidarité urbaine*) :

- soutient l'amendement n° 68 de M. Gilbert Biessy (prise en compte des HLM appartenant aux communes) (p. 1476) : rejeté (p. 1477) ;
- soutient l'amendement n° 67 de M. Gilbert Biessy (prise en compte des logements universitaires) (p. 1478) : rejeté (p. 1480) ;
- soutient l'amendement n° 71 de M. Gilbert Biessy (modification de la pondération des critères de calcul de l'indice synthétique des ressources et des charges) : rejeté (p. 1481) ;

– soutient l'amendement n° 66 de M. Gilbert Biessy (suppression de la limitation du coefficient affectant l'indice synthétique) (p. 1482) : rejeté (p. 1483) ;

– soutient l'amendement n° 69 de M. Jean Tardito (suppression de la limitation du coefficient affectant l'indice synthétique) : rejeté (p. 1483).

Vote contre du groupe communiste (p. 1438).

– **Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [20 mars 1996] (p. 1922) :

Agroalimentaire.

Commerce et artisanat :

- commerce de détail ;
- grandes surfaces : généralités ;
- revente à perte.

Commerce extérieur.

Communautés européennes et Union européenne : Acte unique.

Politique économique : contrôle ou liberté des prix : ordonnance du 1^{er} décembre 1986.

Discussion des articles [21 et 28 mars 1996] :

Article 2 : (art. 32 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : revente à perte) :

– son amendement n° 83 : non soutenu (p. 1965).

Après l'article 3 :

– son amendement n° 85 (généralisation du contrôle des marges et communication des barèmes) : rejeté (p. 2172).

Avant l'article 1^{er} :

– son amendement n° 141 précédemment réservé : non soutenu (p. 2196).

Article 5 (art. 37 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : ventes sauvages) :

– son amendement n° 86 : non soutenu (p. 2204).

Après l'article 5 :

– son amendement n° 116 corrigé : non soutenu (p. 2206) ;

– son amendement n° 117 : non soutenu (p. 2208).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 mai 1996] (p. 3538, 3539) :

Commerce et artisanat :

- grandes surfaces ;
- refus de vente ;
- revente à perte.

Industrie : délocalisations internationales.

Moyens de paiement : dévaluations compétitives.

Abstention du groupe communiste (p. 3539).

– **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale (n° 2690).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 avril 1996] (p. 2570) :

Constitution : article 40.

Loi de financement de la sécurité sociale : délais d'examen et procédure.

Santé publique : débat d'orientation.

Sécurité sociale :

- déficit ;
- étatisation ;
- paritarisme.

– **Projet de loi de réglementation des télécommunications (n° 2698).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 mai 1996] (p. 2897) :

Informatique et information : inforoutes.

Recherche.

Secteur public.

Télécommunications : France Télécom.

Discussion des articles [9 mai 1996] :

Article 1^{er} (art. L. 32 du code des postes et télécommunications : définitions) :

– défavorable (p. 2951).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [13 juin 1996] :

Informatique et information : inforoutes (p. 4226).

Secteur public : définition du service public ; statut de France Telecom (p. 4225).

– **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 955 du Conseil de sécurité des Nations Unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis en 1994 sur le territoire du Rwanda et s'agissant des citoyens rwandais, sur le territoire d'Etats voisins (n° 2754).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 mai 1996] (p. 3158) :

Juridictions : tribunal international.

Organisation des Nations Unies.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).**

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [15 mai 1996] (p. 3164) :

Boissons et alcools : associations sportives : buvettes.

Emploi : demandeurs d'emploi : accueil.

Santé publique : Inspection générale des affaires sociales (IGAS).

Vie, médecine et biologie : thérapies génique et cellulaire.

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur les Etats généraux de l'Université et débat sur cette déclaration (n° 2795).**

Principaux thèmes développés [21 mai 1996] (p. 3249) :

Aménagement du territoire : aménagement universitaire : schémas régionaux de l'enseignement supérieur.

Communautés européennes et Union européenne : commission sur la formation et l'éducation : Livre blanc.

Diplômes : certificat d'études.

Enseignement secondaire : collèges.

Enseignement supérieur : orientation universitaire et professionnelle.

Enseignements technologique et professionnel : cycles courts : IUT, IUP, BTS et DEUG technologiques.

Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM).

Lois : loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur (« loi Savary »).

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche :

- budget ;
- commission Fauroux.

Recherche.

Universités :

- démographie universitaire : sélection ; « numerus clausus » ;
- personnels : enseignants et IATOS ;
- rayonnement international : maîtrise des langues ;
- recherche universitaire ;
- réforme : concertation : Etats généraux : référendum ;
- travaux pratiques et travaux dirigés.

- **Projet de loi (rectifié) relatif à l'information et à la consultation des salariés dans les entreprises et les groupes d'entreprises de dimension communautaire ainsi qu'au développement de la négociation collective (n° 2701).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 juin 1996] (p. 3787) :

Communautés européennes et Union européenne :

- directive du 22 septembre 1994 ;
- principe de subsidiarité.

Cour de cassation : chambre sociale : jurisprudence.

Entreprises : entreprises européennes : comité européen d'entreprise : information et consultation des salariés.

Travail :

- Commission nationale de la négociation collective ;
- conventions collectives : dérogations : accords de branche : droit d'opposition ;
- droits, information et consultation des salariés ;
- monopole syndical de négociation : dérogations ;
- précarité ;
- salariés protégés : représentants du personnel ; délégués syndicaux ;
- syndicats.

Discussion des articles [5 juin 1996] :

Article 6 et annexe (dispositions d'application de l'accord national interprofessionnel du 31 octobre 1995 relatif aux négociations collectives) :

- ses observations (p. 3837).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République tunisienne, d'autre part (n° 2767).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 juin 1996] (p. 4138).

Communautés européennes et Union européenne : accord d'association avec la Tunisie du 17 juillet 1995.

Droits de l'homme et libertés publiques.

- **Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 juin 1996] (p. 4186) :

Air : pollution atmosphérique.

Automobiles et cycles : véhicules propres.

Environnement : circulation automobile.

Santé publique.

Transports :

- transport combiné ;
- transports collectifs.

Transports fluviaux.

Transports routiers.

Discussion des articles [12 et 14 juin 1996] :

Article 1^{er} (objectifs de la loi) :

- son amendement n° 305 (suppression de l'objectif d'économie d'énergie) : devenu sans objet (p. 4214) ;

- son amendement n° 304 (suppression de la référence au principe du pollueur-payeur) : devenu sans objet (p. 4214).

Article 7 (modalités d'élaboration et d'adoption du plan régional) :

- son amendement n° 306 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (participation des collectivités territoriales) : rejeté (p. 4305) ;

- son amendement n° 309 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (participation des collectivités territoriales) : rejeté (p. 4305) ;

- son amendement n° 308 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (suppression de l'avis des conseils municipaux des communes disposant d'un plan de déplacements urbains) : rejeté (p. 4305) ;

- son amendement n° 310 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (révision du plan) : retiré (p. 4306) ;

- son amendement n° 307 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (compatibilité du plan avec le schéma directeur régional) (p. 4308) : rejeté (p. 4309).

Article 14 (modifications des dispositions relatives aux plans de déplacements urbains) :

Article 28-1 de la loi du 30 décembre 1982 :

- son amendement n° 311 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (interdiction de la création d'axes routiers majeurs à l'intérieur des zones d'aménagement concerté) (p. 4338) : rejeté (p. 4339).

Article 28-2 de la loi du 30 décembre 1982 :

- son amendement n° 312 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (consultation des collectivités territoriales) : rejeté (p. 4340) ;

- son amendement n° 313 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (consultation des collectivités territoriales sur le projet de plan) : rejeté (p. 4342).

Article 28-3 de la loi du 30 décembre 1982 :

- son amendement n° 314 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (révision du plan dans la région Ile-de-France et compatibilité du schéma directeur avec le plan régional de la qualité de l'air et le plan de déplacements urbains) : rejeté (p. 4347).

Article 19 (mesures destinées à réduire la consommation d'énergie et à prévenir les émissions polluantes. - Incorporation d'un taux minimal d'oxygène dans les carburants et combustibles liquides. - Teneur maximale des carburants en divers produits polluants ou toxiques) :

- son amendement n° 275 : non soutenu (p. 4357).

Après l'article 21 :

- son amendement n° 315 : non soutenu (p. 4374).

Article 22 (*objectifs de la fiscalité des énergies fossiles et financement de la surveillance de la qualité de l'air*):

– son amendement n° 276 : non soutenu (p. 4376).

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Michal Barnier, ministre délégué aux affaires européennes sur le sommet européen de Florence et débat sur cette déclaration (n° 2889).**

Principaux thèmes développés [18 juin 1996] (p. 4436):

Agriculture : élevage bovin, importations britanniques.

Santé publique.

– **Proposition de loi relative à l'adoption (n° 2251).**

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [27 juin 1996] (p. 4984):

Enfants : séparation des fratries.

Vote pour du groupe communiste (p. 4984).

– **Projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété de navires de commerce (n° 2880).**

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [27 juin 1996] (p. 4992):

Emploi.

Impôts et taxes : déduction fiscale.

Industrie : construction navale.

Transports maritimes :

- Compagnie générale maritime ;
- flotte de commerce ;
- pavillon français : pavillons de complaisance ;
- quirats : fonds de placement quirataire.

Vote contre du groupe communiste (p. 4993).

HAMEL (Gérard)

Député de l'Eure-et-Loir

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France [J.O. du 18 octobre 1995] (p. 15198).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Embauche d'apprentis dans l'artisanat** : simplification de la procédure [19 mars 1996] (p. 1739).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).**

Première lecture :

Discussion des articles [28 mars 1996] :

Article 4 (art. 36 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : *refus de vente ou de prestation de services, vente ou prestation liée, conditions abusives de référencement, menace de rupture brutale des relations commerciales et rupture brutale des relations commerciales*) :

– son amendement n° 92 : devenu sans objet (p. 2187).

– **Proposition de loi renforçant la protection des personnes surendettées en cas de saisie immobilière de leur résidence principale (n° 2680).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 avril 1996] (p. 2402) :

Consommation : prix : garantie en cas de vente sur saisie.

Lois : loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles.

– **Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).**

Première lecture :

Discussion des articles [20 juin 1996] :

Article 1^{er} (*définition de la politique de la ville*) :

– ses observations (p. 4609).

HANNOUN (Michel)

Député de l'Isère

(9^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Travail, dialogue social et participation : travail et emploi) [5 juillet 1995].

Membre de la mission d'information commune sur la sécurité sociale [J.O. du 27 octobre 1995] (p. 15703).

Vice-président de cette mission [J.O. du 1^{er} novembre 1995] (p. 15995).

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Membre de la commission d'enquête sur les aides à l'emploi [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Vice-président de cette commission [J.O. du 28 mars 1996] (p. 4775).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delalande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Travail et affaires sociales : travail et emploi) [7 mai 1996].

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre des affaires sociales et de M. le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale [J.O. du 26 juin 1996] (p. 9537).

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à l'inscription à l'ordre du jour des assemblées des propositions de loi présentées par au moins les trois cinquièmes des membres de l'Assemblée nationale ou du Sénat (n° 2130) [3 juillet 1995].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : annexe n° 39 : Travail, dialogue social et participation : travail et emploi (n° 2270) [12 octobre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Politique familiale** : incitations à la natalité [31 janvier 1996] (p. 467).
- **Marché de l'électricité** : maintien du monopole de l'EDF [26 juin 1996] (p. 4951).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).**

Première lecture :

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Après l'article 6 :

- son amendement n° 114 : non soutenu (p. 972) ;
- son amendement n° 123 (p. 973) : non soutenu (p. 974).
- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).**

Première lecture :

Discussion des articles [17 juillet 1995] :

Article 24 (reconfiguration de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise) :

- son amendement n° 167 (de suppression) (p. 1236) : rejeté (p. 1237).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [18 et 21 octobre 1995] :

Article 3 (limitation du champ d'application de la réduction d'impôt accordée, au titre des contrats d'assurance-vie) :

- défavorable (p. 2005).

Après l'article 15 :

- son amendement n° 443 soutenu par M. Didier Migaud (application du taux réduit de la TVA à tout produit de chocolaterie préemballé individuellement) (p. 2253) : rejeté (p. 2254).

Deuxième partie :

Travail, dialogue social et participation. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur spécial de la commission des finances pour le travail et l'emploi [31 octobre 1995] :

Emploi : UNEDIC : accord du 9 septembre 1995 : embauche de demandeurs d'emploi en contrepartie de départs en retraite anticipées (p. 2826).

Emploi : chômage :

- contrats initiative-emploi ; contrats de retour à l'emploi ; contrats emploi-solidarité ; contrats d'initiative locale (p. 2824, 2822) ;
- situation : évolution (p. 2824).

Entreprises :

- aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises (ACCRES) (p. 2824) ;
- charges sociales et fiscales : allègement : compensation : financement : évaluation (p. 2824) ;
- licenciements (p. 2825).

Formation professionnelle et promotion sociale : tutorat (p. 2825).

Jeunes : insertion professionnelle et sociale :

- aide au premier emploi des jeunes (APEJ) : complément d'accès à l'emploi des jeunes : complément d'accès à l'emploi (p. 2825) ;

- insertion professionnelle : missions locales et permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) (p. 2826).

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle : article 8 (p. 2826).

Ministère du budget : charges communes (p. 2824).

Ministère du travail, du dialogue social et de la participation : crédits (p. 2825).

Régions : Rhône-Alpes (p. 2826).

Travail :

- salariés à employeurs multiples : statut (p. 2826) ;
- travail à temps partiel : développement : allègement des charges (p. 2826).

Vote des crédits :

Etat B, titre III :

- favorable à l'amendement n° 164 de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de 3 millions de francs) (p. 2867) ;
- défavorable à l'amendement n° 148 de M. Michel Berson (réduction des crédits de 60 millions de francs) (p. 2868) ;
- favorable à l'amendement n° 165 de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de 63,16 millions de francs) (p. 2870, 2873) ;
- ses observations sur l'amendement n° 137 de la commission (réduction des crédits de 50 millions de francs) (p. 2873) ;
- ses observations sur l'amendement n° 136 rectifié de la commission (réduction des crédits de 300 millions de francs) (p. 2876) ;
- défavorable à l'amendement n° 161 de M. Michel Berson (réduction des crédits de 300 millions de francs) (p. 2884).

Article 69 (fusion de la réduction dégressive et de l'exonération de cotisations d'allocations familiales sur les salaires) :

- soutient l'amendement n° 138 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2886) ;
- soutient l'amendement n° 139 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2886) ;
- soutient l'amendement n° 160 de la commission (rédactionnel) (p. 2886) : adopté (p. 2886).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Après l'article 59 :

- son amendement n° 261 soutenu par M. Philippe Auberger (suppression de certaines obligations déclaratives afférentes aux contrats portant sur les bijoux et objets d'art incombant aux compagnies d'assurance) : retiré (p. 3831).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).**

Principaux thèmes développés [13 novembre 1995] :

Famille :

- allocations familiales : imposition : conditions de ressources ; cumul avec le RMI (p. 3600) ;
- familles étrangères en situation irrégulière : polygamie (p. 3600) ;
- politique familiale : budgétisation ; prestations : simplification (p. 3600).

Hôpitaux et cliniques : secteur public : budget global et taux directeur : réforme : programmes de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) : contrats d'objectif (p. 3599).

Parlement : rôle : détermination du budget social de la Nation (p. 3599).

Politique économique : monnaie unique : critères de convergence : traité de Maastricht (p. 3598).

Prestation autonomie (p. 3600).

Professions médicales et paramédicales : médecins libéraux : excédent : *numerus clausus* : reconversion (p. 3600).

Retraites : généralités :

- capitalisation : fonds de pension : épargne retraite (p. 3600) ;
- système par répartition : démographie : cotisations : gestion : paritarisme (p. 3600).

Santé publique :

- codage des actes et dossier médical : références médicales (p. 3600) ;
- dépenses : maîtrise comptable : obligation de résultats (p. 3599, 3600) ;
- médecine de confort : prestations sans nécessité médicale : gaspillages (p. 3599).

Santé publique : réforme : concertation : forums et mission d'information ; partenariat ; législation par ordonnances (p. 3598).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 et 7 mars 1996] :

Article 1^{er} (*réduction des droits de mutation à titre onéreux*) :

- son amendement n° 327 : non soutenu (p. 1212).

Article 4 (*relèvement du plafond du régime d'imposition des micro-entreprises*) :

- son amendement n° 328 (de suppression) : rejeté (p. 1215).

Après l'article 16 :

- son amendement n° 329 (possibilité d'imposition commune pour les personnes vivant en concubinage et ayant ensemble un ou plusieurs enfants) (p. 1272) : non soutenu ; repris par M. Didier Migaud : rejeté (p. 1273).

Article 51 (*dérogations aux dispositions restrictives transitoires*) :

- son amendement n° 332 : non soutenu (p. 1402).

Après l'article 52 :

- son amendement n° 334 : non soutenu (p. 1406) ;
- son amendement n° 333 : non soutenu (p. 1409).
- **Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).**

Première lecture :

Discussion des articles [21 et 28 mars 1996] :

Article 1^{er} (*art. 31 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : mention des rabais, remises et ristournes acquis sur les factures*) :

- son amendement n° 136 corrigé : non soutenu (p. 1947).

Article 2 (*art. 32 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : revente à perte*) :

- son amendement n° 132 : non soutenu (p. 1965) ;
- son sous-amendement n° 133 corrigé à l'amendement n° 21 rectifié de la commission (suppression du droit d'alignement) : non soutenu (p. 1966).

Après l'article 3 :

- son amendement n° 135 : non soutenu (p. 2172) ;
- son amendement n° 137 corrigé : non soutenu (p. 2182).

Article 4 (*art. 36 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : refus de vente ou de prestation de services, vente ou prestation liée, conditions abusives de référencement, menace de rupture brutale des relations commerciales et rupture brutale des relations commerciales*) :

- son sous-amendement n° 134 à l'amendement n° 35 de la commission (préavis minimum lors de la rupture des relations commerciales) : non soutenu (p. 2186).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur les Etats généraux de l'Université et débat sur cette déclaration (n° 2795).**

Principaux thèmes développés [21 mai 1996] (p. 3272) :

Diplômes :

- baccalauréat ;
- certificat d'études.

Emploi : chômage : jeunes diplômés.

Universités :

- filières universitaires : rééquilibrage : simplification : revalorisation de la filière technologique ;
- formation continue : revalorisation et accès ;
- professionnalisation des filières : stages : rapports avec l'entreprise : formation en alternance ;
- tutorat.

HARCOURT (François d')

Député du Calvados

(5^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

DEPÔTS

Proposition de loi tendant à subordonner l'ouverture des grandes surfaces à l'autorisation des élus (n° 2134) [4 juillet 1995].

Proposition de loi permettant un dynamisme de l'artisanat dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (n° 2965) [10 juillet 1996].

Proposition de loi réduisant le délai de prescription de réclamation lors de vente ou location à prix minoré (n° 2966) [10 juillet 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Situation des marins-pêcheurs** : revendications ; concurrence étrangère [29 juin 1995] (p. 698).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Questions [2 novembre 1995] :

Commercialisation (p. 2927).

Communautés européennes et Union européenne : préférence communautaire (p. 2927).

HART (Joël)*Député de la Somme**(4^e circonscription)*

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1995] (p. 5406).**HELLIER (Pierre)***Député de la Sarthe**(1^{re} circonscription)*

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1995] (p. 5406).Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [*J.O.* du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS

Proposition de loi renforçant la protection du mobilier d'art sur le territoire national (n° 2541) [7 février 1996].**Proposition de loi sanctionnant l'inexécution par le particulier surendetté des mesures de redressement rendues exécutoires (n° 2901)** [20 juin 1996].**Proposition de loi renforçant la protection du consommateur-emprunteur adhérent à une assurance de groupe connexe à un prêt à la consommation (n° 2903)** [20 juin 1996].**Proposition de loi assurant à l'emprunteur le libre choix du contrat d'assurance accessoire à un prêt à la consommation (n° 2904)** [20 juin 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Mouvement de grève dans les facultés de médecine** : statut des étudiants [12 juin 1996] (p. 4172).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749)**.*Première lecture :**Discussion des articles* [23 mai 1996] :**Article 12 (conditions d'exercice de la profession de coiffeur : art. 3, 3-2 et 5 de la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946) :**

- son amendement n° 93 (délai de deux ans pour se mettre en conformité dans le cas de la coiffure à domicile) : rejeté (p. 3430) ;

- ses observations sur l'amendement n° 141 de M. Alain Ferry (traitement égalitaire de la coiffure à domicile et des salons établis) (p. 3432) ;

- son amendement n° 92 (traitement égalitaire de la coiffure à domicile et des salons établis) : rejeté (p. 3432).

HERIAUD (Pierre)*Député de la Loire-Atlantique**(9^e circonscription)*

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [*J.O.* du 5 juillet 1995] (p. 10102).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115)**.*Première lecture :**Discussion des articles* [17 juillet 1995] :

Après l'article 7 :

- soutient l'amendement n° 66 de M. Jean-Jacques Jegou (contribution exceptionnelle égale à 10 % des valeurs mobilières de placement inscrites au bilan des organismes paritaires collecteurs de la participation des employeurs à la formation professionnelle) (p. 1159) : adopté (p. 1160).

*Seconde délibération des articles 1^{er} bis, 6, 7 bis, 9 et de l'état A.***Article 7 bis (prélèvement exceptionnel sur les fonds des organismes paritaires collecteurs de la participation des employeurs à la formation professionnelle) :**

- ses observations sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (de suppression) (p. 1182).

- **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs (n° 2212)**.*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [4 octobre 1995] :

Banques et établissements financiers : contrôle : commission bancaire (p. 1636).

Comptoir des Entrepreneurs :

- direction : responsabilités (p. 1636) ;
- plans de redressement (p. 1636).

Crédit Lyonnais :

- direction : responsabilités (p. 1636) ;
- pertes : situation financière (p. 1636) ;
- plans de redressement (p. 1636).

Etat : engagements financiers (p. 1636).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)**.*Première lecture, deuxième partie :***Aménagement du territoire, équipement et transports. - Questions** [25 octobre 1995] :

Transports maritimes : Société nationale de sauvetage en mer (p. 2508).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357)**.*Première lecture :**Discussion des articles* [6 décembre 1995] :**Article 14 (relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition) :**

- ses observations (p. 4672).

- **Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591)**.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
[20 mars 1996] (p. 1939) :

Commerce et artisanat :

- grandes surfaces : généralités ;
- revente à perte.

Politique économique : contrôle ou liberté des prix : ordonnance du 1^{er} décembre 1986.

- **Projet de loi de modernisation des activités financières** (n° 2650).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [29 mai 1996] :

Après l'article 70 :

- son sous-amendement n° 27 (non-application de l'interdiction dans les zones rurales ne disposant pas de services bancaires de proximité) (p. 3629) à l'amendement n° 22 de M. Michel Inchauspé (interdiction de proposer des services d'investissement ou bancaires dans des locaux commerciaux) : devenu sans objet (p. 3630).

HERISSON (Pierre)

Député de la Haute-Savoie

(2^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Se démet de son mandat de député [J.O. du 20 juillet 1995] (p. 10783).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

HERMIER (Guy)

Député des Bouches-du-Rhône

(4^e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à l'indemnisation juste et totale de toutes les personnes qui en sont victimes (n° 1933) [1^{er} février 1995].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action de la Direction de la police judiciaire et du ministère de l'intérieur dans l'affaire dite « Schüller-Maréchal » (n° 1944) [16 février 1995].

QUESTIONS**au Gouvernement :**

- **Crise de l'Université** : fonctionnement ; financement [21 novembre 1995] (p. 3923, 3924).
- **Moyens affectés à la recherche** : CNRS : gestion [26 mars 1996] (p. 1988).
- **Zone franche à Marseille** : maintien des emplois existants [4 juin 1996] (p. 3755).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi (n° 1828).**

Première lecture :

Discussion des articles [11 janvier 1995] :

Article 3 (*généralisation du droit de présenter à titre onéreux un successeur à l'autorité administrative*) :

- ses observations (p. 69, 70) ;
 - son amendement n° 15 (de suppression) (p. 70) : rejeté (p. 71).
- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Culture et francophonie. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1995] :

Bibliothèque nationale de France : mission, crédits et effectifs : date d'ouverture (p. 2668).

Cinéma : aides de l'Etat (p. 2668).

Communes : Orange (p. 2668).

Ministère de la culture et de la francophonie : effectifs et crédits ; élargissement des compétences : transferts budgétaires (p. 2667).

Politique culturelle : définition : rôle dans la réduction de la fracture sociale (p. 2668).

Théâtre : Comédie française et Centre national du théâtre (p. 2668).

*Vote des crédits :***Etat B, titre III :**

- *défavorable* à l'amendement n° 153 du Gouvernement (diminution de 20 millions de francs des crédits affectés aux établissements publics subventionnés et augmentation d'un même montant des crédits affectés au fonctionnement des écoles d'architecture) (p. 2684).

Education nationale, enseignement supérieur et recherche. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [9 novembre 1995] :

Association périscolaire d'éducation populaire : subventions (p. 3292).

Bourses et allocations d'étude et d'enseignement (p. 3292).

Education physique et sportive (p. 3292).

Enseignement secondaire : collèges : créations de postes : taux de réussite au baccalauréat (p. 3292).

Etablissements scolaires : rythmes scolaires (p. 3292).

Ministère de l'éducation nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche : crédits : effectifs (p. 3291).

Personnel non enseignant : ATOS (p. 3292).

Politique de l'éducation : contenu : évolution : Nouveau contrat pour l'école : loi de programmation (p. 3291).

Zones d'éducation prioritaire (p. 3291).

- **Déclaration du Gouvernement sur la politique méditerranéenne de la France et de l'Union européenne à la veille de la conférence de Barcelone et débat sur cette déclaration (n° 2375).**

Principaux thèmes développés [21 novembre 1995] :

Affaires étrangères : désarmement conventionnel et nucléaire de la Méditerranée (p. 3937).

Algérie (p. 3935).

Banque mondiale et Fonds monétaire international : prêts et plans d'ajustement structurel (p. 3937).

Commerce extérieur : zone de libre échange euro-méditerranéenne (p. 3935, 3936).

Communautés européennes et Union européenne : première conférence ministérielle européenne de Barcelone : 27 et 28 novembre 1995 (p. 3934 à 3936).

Energie : approvisionnement à moindre prix (p. 3936).

Etrangers : immigration en provenance des pays du Sud (p. 3935).

Moyen-Orient : processus de paix et établissement de relations normales entre les pays de la région (p. 3935).

Turquie : accord d'association avec l'Union européenne ; droits de l'homme (p. 3935).

HERR (Patrick)

Député de la Seine-Maritime

(1^{re} circonscription)

non inscrit puis UDF

Devenu député le 26 février 1996 en remplacement de Mme Jeanine Bonvoisin, décédée le 25 février 1996 [J.O. du 27 février 1996] (p. 3119).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 9 mars 1996] (p. 3701).

HOARAU (Claude)

Député de la Réunion

(2^e circonscription)

non inscrit puis République et Liberté

Elu député le 15 septembre 1996 [J.O. du 17 septembre 1996] (p. 13872).

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 24 septembre 1996] (p. 14127).

HOEFFEL (Daniel)

Ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, chargé de l'aménagement du territoire et des collectivités locales

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions : démission du gouvernement de M. Edouard Balladur. Décret du 11 mai 1995 [J.O. du 12 mai 1995] (p. 7976).

HOGUET (Patrick)

Député de l'Eure-et-Loir

(3^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la révision à mi-parcours de la Convention de Lomé [30 mars 1995].

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Secrétaire de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 12 juillet 1995] (p. 10439).

Membre de la commission consultative pour la production de carburants de substitution [J.O. du 27 octobre 1995] (p. 15704).

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le système de préférence généralisée applicable du 1^{er} juillet 1996 au 30 juin 1999 à certains produits agricoles originaires de pays en voie de développement (n° E-605) [28 mars 1996].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat [J.O. du 20 juin 1996] (p. 9264).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS

Rapport d'information fait au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la **révision à mi-parcours de la quatrième Convention de Lomé** (n° 2070) [31 mai 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la **XIII^e Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC)**, tenue à Madrid le 8 novembre 1995, et sur la **participation collective des Parlements nationaux à la construction européenne** (n° 2366) [15 novembre 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumis par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 16 novembre 1995 au 6 décembre 1995** (n° E-515 à E-525 et E-527) (n° 2438) [12 décembre 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne :

- sur les **propositions d'actes communautaires soumis par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 24 au 30 avril 1996** (n° E-618 à E-621) ;

- sur la communication de la Commission sur un programme communautaire dans le domaine de la sécurité, de l'hygiène et de la santé sur le lieu du travail (1996-2000) et la proposition de décision du Conseil portant adoption d'un programme de mesures non législatives pour améliorer la sécurité et la santé sur le lieu du travail (n° E-463) ;

- et sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant application d'un schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 30 juin 1999 à certains produits agricoles originaires de pays en voie de développement (n° E-605),

(n° 2751) [30 avril 1996].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'**Organisation mondiale du commerce (OMC)** deux ans après la signature de l'Accord de Marrakech : une entreprise encore inachevée (n° 2948) [2 juillet 1996].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'**association collective des Parlements nationaux à la construction européenne, et sur la XIV^e Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC)**, tenue à Rome les 23 et 24 juin 1996 (n° 2969) [23 juillet 1996].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les mesures proposées par la Commission européenne dans le contexte de la crise du marché de la viande bovine :

- propositions de règlements (CE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 805/68, portant **organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, et modifiant le règlement (CEE) n° 1765/92 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables** et abrogeant le règlement (CEE) n° 1872/94 (COM [96] 422 final) ;

- et proposition de règlement (CE) du Conseil prévoyant la **réduction du taux applicable aux importations réelles en application du contingent tarifaire OMC pour certains animaux bovins vivants** (COM [96] 324 final/n° E-676),

(n° 2990) [11 septembre 1996].

Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CE) du Conseil prévoyant la **réduction du taux applicable aux importations réalisées en application du contingent tarifaire OMC pour certains animaux bovins vivants** (COM [96] 324 final/n° E-676) (n° 2991) [11 septembre 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Production bovine** : SME : variations monétaires : conséquences : soutien du marché [21 juin 1995] (p. 579, 580).
- **Crise de la production bovine** : soutien du marché [31 janvier 1996] (p. 471).
- **Elevage bovin** : effets de la maladie dite de la vache folle [22 mai 1996] (p. 3331).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. - *Questions* [3 novembre 1995] :

Sécurité civile : sapeurs-pompiers volontaires (p. 3061).

- **Proposition de résolution sur des propositions de directives communautaires relatives aux services publics :**
- **propositions de directives du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel** (COM [91] 548 final du 21 février 1992/n° E-211) ;
- **proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications** (COM [95] 379 final du 19 juillet 1995/n° E-467) ;
- **proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité du service** (n° E-474 et E-507) ;
- **projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission 90/388/CEE et concernant l'ouverture complète du marché des télécommunications à la concurrence** (n° E-508) ;
- **communication de la Commission sur le développement des chemins de fer communautaires.** - Application de la directive 91/440/CEE. - **Nouvelles mesures pour le développement des chemins de fer et une proposition de directive du Conseil modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement des chemins de fer communautaires.** - COM (95) 337 final (n° E-510),

(n° 2261).

Discussion de l'article unique [30 novembre 1995] :

- *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. Jacques Vernier (abrogation de l'article 90-3 du traité instituant les Communautés européennes) (p. 4536, 4537).
- *son amendement* n° 10 (de suppression partielle) (p. 4537) : adopté (p. 4538).

Ses explications de vote (p. 4541).

Vote pour du groupe UDF.

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères, sur la politique européenne de la France à la veille du Conseil européen de Madrid et débat sur cette déclaration** (n° 2441).

Principaux thèmes développés [13 décembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne :

- Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (p. 5076) ;

- déficit démocratique (p. 5075, 5076) ;
- institutions et conférence intergouvernementale (p. 5075) ;
- subsidiarité (p. 5076).

Parlement : parlements nationaux (p. 5076).

- **Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat** (n° 2749).

Première lecture :

Discussion des articles [23 mai 1996] :

Article 9 (*procédure devant les commissions départementales d'équipement commercial*) :

- *son amendement* n° 198 (conditions de saisine de la commission nationale) (p. 3402) : retiré (p. 3403) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 261 du Gouvernement (conditions de saisine de la commission nationale) (p. 3403).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes sur le sommet européen de Florence et débat sur cette déclaration** (n° 2889).

Principaux thèmes développés [18 juin 1996] :

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (p. 4423).

Agriculture : élevage bovin, importations britanniques (p. 4421).

Communautés européennes et Union européenne :

- institutions : Conférence intergouvernementale (p. 4421) ;
- politique étrangère et de sécurité commune (p. 4422) ;
- Union économique et monétaire (p. 4422).

Drogue (p. 4421).

Emploi (p. 4422).

Parlements nationaux (p. 4422).

HOSTALIER (Françoise)

Député du Nord

(1^{re} circonscription)

UDF

puis secrétaire d'Etat à l'enseignement scolaire

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Cessation de son mandat de député le 18 juin 1995 [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9343).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Est nommée secrétaire d'Etat à l'enseignement scolaire. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

Fin de ses fonctions : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- **Boisseau (Marie-Thérèse) : rythmes scolaires** : aménagement [11 octobre 1995] (p. 1780, 1781).

- **Martinez (Henriette) : éducation sportive et physique à l'école** : personnel : éducateurs sportifs : agrément [18 octobre 1995] (p. 1957).

orales sans débat de :

- **Lipkowski (Jean de) (n° 609) : centre audiovisuel de Royan pour l'enseignement des langues** : transformation en centre européen : perspectives [2 juin 1995] (p. 412, 413).

- **Carpentier (René) (n° 618) : indemnité de première affectation des professeurs des écoles : conditions d'attribution** [15 juin 1995] (p. 505 à 507).
- **Jacquaint (Muguette) (n° 634) : animateurs de centres de loisirs et de vacances : formation ; diplômes requis** [22 juin 1995] (p. 612, 613).
- **Guyard (Jacques) (n° 636) : indemnité de première affectation des professeurs des écoles : suppression** [22 juin 1995] (p. 613 à 615).
- **Boisseau (Marie-Thérèse) (n° 645) : enseignement des langues étrangères à l'école élémentaire : programmes ; organisation et moyens** [22 juin 1995] (p. 615 à 617).
- **Saint-Sernin (Frédéric de) (n° 660) : scolarité dans le département de la Dordogne : fonctionnement ; effectifs de personnel ; soutien scolaire** [29 juin 1995] (p. 747, 748).

INTERVENTIONS

En qualité de député :

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).**

Première lecture :

Discussion des articles [16 et 17 janvier 1995] :

Article 2 (compétences et missions des services d'incendie et de secours) :

- son amendement n° 145 : non soutenu (p. 105).

Article 23 (non-application aux communautés urbaines des dispositions relatives au transfert de personnels et de biens) :

- son amendement n° 146 rectifié (non-application des dispositions relatives au recrutement et à la gestion des personnels, à l'investissement et à la gestion des biens) : devenu sans objet (p. 136).

Article 37 (financement du service départemental d'incendie et de secours) :

- ses observations (p. 157).

Article 43 (financement des interventions des services départementaux d'incendie et de secours ne se rattachant pas au service public) :

- soutient l'amendement n° 92 de M. Marc-Philippe Daubresse (suppression de la participation financière des bénéficiaires) : rejeté (p. 162).

HOUDOUIN (Henri)

Député de la Mayenne

(1^{re} circonscription)

non inscrit puis RPR

Devenu député le 19 juin 1995 en remplacement de M. François d'Aubert, nommé membre du Gouvernement [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9344).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 24 juin 1995] (p. 9565).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 1995] (p. 9644).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 853, posée le 6 février 1996 : **retraite : salariés des centres de tri postaux** (p. 624). Appelée le 15 février 1996 : maintien de la retraite à 55 ans ; disparités de traitements dues à la réforme de 1990 (p. 905).

HOUILLOIN (Philippe)

Député du Val-d'Oise

(1^{re} circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre titulaire de la commission des immunités [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur du projet de loi portant amnistie (n° 2083) [14 juin 1995].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [J.O. du 21 juillet 1995] (p. 10672).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 25 juillet 1995] (p. 11076).

Membre titulaire de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques [J.O. du 2 février 1996] (p. 1660).

Membre de la commission d'enquête sur les aides à l'emploi [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Rapporteur du projet de loi, déposé au Sénat, relatif à la détention provisoire [22 mai 1996].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire [J.O. du 24 mai 1996] (p. 7779).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2083) portant amnistie (n° 2096) [21 juin 1995].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (n° 2175) [22 juillet 1995].

Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature afin d'instituer une condition d'ancienneté pour l'exercice des fonctions de juge d'instruction (n° 2915) [25 juin 1996].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

1. le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 2830), relatif à la **détention provisoire** ;
2. la proposition de loi (n° 2370) de M. Michel Hunault, relative à la **détention provisoire**, (n° 2916) [25 juin 1996].

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant amnistie (n° 2083).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juin 1995] :

Contraventions (p. 640),

Délinquance et criminalité :

- amendes (p. 640, 641) ;
- corruption (p. 640) ;
- peines (p. 640).

Elections et référendums : financement des partis politiques (p. 640).

Famille : abandon de famille (p. 641).

Finances publiques (p. 640).

Lois :

- loi n° 74-643 du 16 juillet 1974 portant amnistie (p. 640) ;
- loi n° 81-736 du 4 août 1981 portant amnistie (p. 640) ;
- loi n° 88-828 du 20 juillet 1988 portant amnistie (p. 640).

Police de la route et circulation routière :

- permis de conduire (p. 641) ;
- sécurité (p. 640, 641) ;

Président de la République : grâce (p. 640).

Service national (p. 640).

Travail :

- employeurs (p. 640) ;
- sanctions disciplinaires et professionnelles (p. 640, 641).

Discussion des articles [27 et 28 juin 1995] :

Article 1^{er} (amnistie de droit des contraventions de police) :

- défavorable à l'amendement n° 96 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 656).

Article 2 (amnistie de certains délits) :

- soutient l'amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 657) ;
- défavorable à l'amendement n° 38 de M. Maxime Gremetz (extension aux activités non revendicatives) (p. 658) ;
- soutient l'amendement n° 17 de la commission (extension aux délits commis hors des établissements d'enseignement à l'occasion des conflits relatifs aux problèmes de l'enseignement) (p. 658) : adopté (p. 659) ;
- ses observations sur l'amendement n° 39 de M. Georges Hage (même objet) (p. 659) ;
- défavorable à l'amendement n° 41 de M. Jacques Brunhes (extension aux délits en relation avec des conflits liés à l'environnement) (p. 659) ;
- défavorable aux amendements identiques n° 29 de M. Jean-Jacques Guillet et 95 de M. Alain Marsaud (exclusion des délits en relation avec les élections) (p. 660) ;
- défavorable à l'amendement n° 3 de M. Jean Proriol (extension aux délits commis par les maires dans l'exercice de leurs fonctions sauf cas de faute personnelle) (p. 660) ;
- défavorable à l'amendement n° 42 de M. Daniel Colliard (extension aux délits commis en relation avec des procédures d'expulsion ou de saisie) (p. 661, 662).

Article 3 (amnistie de certaines infractions à caractère militaire) :

- défavorable à titre personnel à l'amendement n° 109 de M. Charles Cova (de suppression) (p. 663) ;
- soutient l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 664).

Article 7 (amnistie des infractions punies de peines d'amende ou de peine d'emprisonnement inférieures à un certain quantum) :

- défavorable à l'amendement n° 58 de M. André Gérin (extension aux peines d'emprisonnement ferme de quatre mois) (p. 665) ;
- défavorable aux amendements n° 59 à 63 de M. André Gérin (extension aux peines de quatre à douze mois d'emprisonnement avec sursis) (p. 665).

Article 8 (amnistie des infractions ayant donné lieu à l'application de peines de substitution à l'emprisonnement) :

- soutient l'amendement n° 19 de la commission (de précision) : adopté (p. 667) ;
- soutient l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 667).

Article 11 (conditions du bénéfice de l'amnistie. – Effets sur la condamnation) :

- favorable à titre personnel à l'amendement n° 82 de M. Gilles de Robien (exclusion des récidivistes) (p. 668) ;
- favorable au sous-amendement oral de M. Jean-Jacques Hyst (suppression de la prise en compte des poursuites n'ayant pas abouti à une condamnation) à l'amendement n° 82 de M. Gilles de Robien (p. 669) ;
- soutient l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 669).

Après l'article 11 :

- défavorable à l'amendement n° 107 de M. Aloyse Warhouver (amnistie des infractions à l'obligation de permis de construire pour les surfaces inférieures à 50 mètres carrés) (p. 669).

Article 13 (amnistie individuelle par décret du Président de la République) :

- favorable à l'amendement n° 65 de M. Julien Dray (personnes souffrant d'une maladie incurable) (p. 670) ;
- défavorable à l'amendement n° 66 de M. Julien Dray (étrangers interdits du territoire) (p. 673) ;
- soutient l'amendement n° 22 de la commission (présentation de la demande par l'intéressé) : rejeté (p. 674).

Après l'article 14 :

- défavorable à l'amendement n° 44 de M. Maxime Gremetz (réintégration, sauf cas de force majeure, des salariés licenciés pour des faits en relation avec une fonction de représentant élu du personnel, de représentant syndical au comité d'entreprise ou de délégué syndical) (p. 677) ;
- défavorable à l'amendement n° 43 de M. André Gérin (réintégration des salariés licenciés après autorisation administrative pour faute autre qu'une faute lourde ; application aux titulaires d'un mandat de représentation d'origine conventionnelle de nature différente des mandats de représentation prévus par le code du travail) (p. 677) ;
- défavorable à l'amendement n° 97 rectifié de M. Georges Sarre (réintégration, sauf cas de force majeure, des salariés licenciés pour faute, autre qu'une faute lourde, commise à l'occasion de l'exercice des fonctions de représentant élu du personnel, de représentant syndical au comité d'entreprise ou de délégué syndical) (p. 677) ;
- défavorable à l'amendement n° 67 rectifié de M. Julien Dray (réintégration, sauf cas de force majeure, des salariés licenciés après autorisation administrative pour faute autre qu'une faute lourde ; application aux titulaires d'un mandat de représentation d'origine conventionnelle de nature différente des mandats de représentation prévus par le code du travail) (p. 677).

Article 15 (amnistie des faits retenus ou susceptibles d'être retenus comme motif de sanction par l'employeur) :

- soutient l'amendement n° 6 de la commission (de suppression) : retiré (p. 681).

Après l'article 15 :

- *défavorable* à l'amendement n° 45 de M. André Gérin (amnistie des faits commis par les étudiants ou les élèves ayant donné ou pouvant donner lieu à des sanctions disciplinaires ; réintégration dans l'établissement) (p. 682) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 69 corrigé de M. Julien Dray (amnistie des faits commis par les étudiants ou les élèves ayant donné ou pouvant donner lieu à des sanctions disciplinaires ; réintégration dans l'établissement) (p. 682) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 102 de Mme Nicole Catala (non-recouvrement des majorations de retard et pénalités afférentes aux cotisations sociales impayées des régimes obligatoires de retraite des professions non salariées) (p. 682).

Article 16 (contestations relatives à l'amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles) :

- *défavorable* à l'amendement n° 47 corrigé de M. André Gérin (suppression de la possibilité pour le président du tribunal d'ordonner l'exécution provisoire d'une sanction) (p. 685).

Article 17 (effets généraux de l'amnistie) :

- *défavorable* aux amendements n°s 35 et 81 de M. Charles de Courson (abaissement du plafond des amendes dont le paiement conditionne l'amnistie à respectivement 1 000 francs et 3 000 francs) (p. 707) ;
- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (restitution des points de permis de conduire) (p. 708) ; rejeté (p. 709).

Article 18 (effets de l'amnistie sur les autorisations administratives et sur certaines peines complémentaires) :

- *défavorable* à l'amendement n° 71 corrigé de M. Julien Dray (remise de l'interdiction administrative du territoire) (p. 710) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 72 de M. Julien Dray (remise de l'interdiction du territoire pour les étrangers de moins de vingt et un ans nés en France) (p. 710) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 70 de M. Julien Dray (remise de l'interdiction du territoire résultant d'une infraction amnistiée) (p. 710) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 49 de M. André Gérin (remise de l'interdiction du territoire résultant d'un délit amnistié) (p. 710) ;
- *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (de précision) : adopté (p. 710).

Article 20 (amnistie des faits d'évasion) :

- *favorable* à l'amendement n° 85 de M. Gilles de Robien (de suppression) (p. 711).

Article 21 (effets de l'amnistie en matière professionnelle et de décorations officielles) :

- *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 711).

Article 26 (infractions exclues de l'amnistie) :

- *soutient* l'amendement n° 13 de la commission (délict d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse) (p. 715) : adopté (p. 717) ;
- *favorable* à l'amendement n° 79 rectifié de Mme Véronique Neiertz (délict d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse) (p. 715) : devenu sans objet (p. 717) ;
- *favorable* à l'amendement n° 51 de Mme Muguette Jacquaint (actions tendant à empêcher l'application de la loi du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de grossesse) (p. 715) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 36 précédemment réservé de M. François-Michel Gonnot (violences sur des personnes âgées) (p. 717) ;
- *défavorable* aux amendements identiques précédemment réservés n°s 64 de M. Jacques Limouzy et 99 de M. Christian Vanneste (intimidation envers des personnes exerçant une fonction publique) (p. 717) ;

- *soutient* l'amendement n° 12 précédemment réservé de la commission (abandon de famille) (p. 717) : adopté (p. 718) ;
- *favorable* à l'amendement n° 91 précédemment réservé de M. Léonce Deprez (subornation de témoin par le détenteur d'un mandat électif) (p. 718) ;
- *défavorable* aux amendements identiques n°s 32 de M. Jean-Jacques Weber et 31 de M. Jean-Paul Fuchs (mauvais traitements envers les animaux) (p. 719) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 28 rectifié de M. François Rousset (objet identique) (p. 719) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 33 précédemment réservé de M. Jean-Paul Fuchs (excès de vitesse) (p. 720) ;
- *soutient* l'amendement n° 24 précédemment réservé de la commission (de précision) : adopté (p. 720) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 73 précédemment réservé de M. Julien Dray (extension de l'amnistie au cas de l'aide gratuite à l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers d'un étranger) (p. 720) ;
- *favorable* à l'amendement n° 76 rectifié précédemment réservé de M. Julien Dray (marchandage) (p. 721) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 75 rectifié précédemment réservé de M. Julien Dray (entraves à la constitution et au fonctionnement des comités d'entreprises et des commissions d'hygiène et de sécurité, à l'exercice du droit syndical et de la mission des conseillers du salarié, des délégués du personnel et des inspecteurs du travail ; discrimination syndicale) (p. 722) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 77 précédemment réservé de M. Julien Dray (abus de faiblesse en matière d'hébergement ou de conditions de travail) (p. 723) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 78 précédemment réservé de Mme Véronique Neiertz (proxénétisme) (p. 723) ;
- *favorable* à l'amendement n° 25 de la commission soutenu par M. Alain Marsaud (violation de sépulture et dégradation de monuments commémoratifs) (p. 724) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 50 de M. André Gérin (violation de sépulture et dégradation de monuments commémoratifs) (p. 724) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 80 rectifié de Mme Véronique Neiertz (violation de sépulture) (p. 724) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 100 précédemment réservé de M. Paul-Louis Tenaillon (atteintes au patrimoine archéologique) (p. 724) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 101 précédemment réservé de M. Paul-Louis Tenaillon (provocation aux crimes et délits par voie de presse) (p. 724) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 105 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Philibert (extension de l'amnistie au défaut de facturation des remises accordées par les producteurs) (p. 725) ;
- *soutient* l'amendement n° 26 de la commission (infractions relatives au transport de matières dangereuses) : retiré (p. 725) ;
- *favorable* à l'amendement n° 86 de M. Gilles de Robien (violence aux dépositaires de l'autorité publique) (p. 726) ;
- *favorable* à l'amendement n° 87 de M. Gilles de Robien (outrage envers les personnes chargées d'une mission de service public) (p. 726) ;
- *favorable* à l'amendement n° 88 de M. Gilles de Robien (outrage à magistrat) (p. 726) ;
- *favorable* à l'amendement n° 89 de M. Gilles de Robien (discredit jeté sur une décision de justice) (p. 726) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 90 de M. Gilles de Robien (peines d'emprisonnement inférieures ou égales à trois mois en cas d'évasion ou de tentative d'évasion au cours de leur exécution) (p. 726) ;

- défavorable à l'amendement n° 93 de M. Alain Marsaud (délits en relation avec le financement des campagnes électorales et des partis politiques) (p. 726) ;
- défavorable à l'amendement n° 52 de M. André Gérin (infraction à la législation du travail) (p. 728) ;
- défavorable à l'amendement n° 106 de M. Aloyse Warhouver (délits ayant le même objet imputables aux employeurs) (p. 728) ;
- favorable à l'amendement n° 108 deuxième rectification de M. Jean-Jacques Hyeat (atteintes à la vie ou à l'intégrité de la personne en raison de manquements à la législation du travail) (p. 728) ;
- défavorable aux amendements identiques n° 98 de M. Georges Sarre et 74 rectifié de M. Julien Dray (contraventions en matière de législation du travail punies d'une amende supérieure à 1 300 francs et délits ayant le même objet punis à titre principal d'une amende supérieure à 2 500 francs même en cas d'acquiescement de cette dernière et de condamnation devenue définitive depuis plus de trois ans) (p. 728) ;
- défavorable à l'amendement n° 53 de M. André Gérin (marchandage et pratique illégale du travail temporaire) (p. 728) ;
- défavorable à l'amendement n° 54 de M. André Gérin (constitution de groupes de combat et reconstitution de mouvements dissous) (p. 728) ;
- défavorable à l'amendement n° 55 de M. André Gérin (abus de biens sociaux) (p. 729) ;
- défavorable à l'amendement n° 56 de M. André Gérin (débranchement du limiteur de vitesse des poids lourds et refus de communiquer les documents justifiant du prix d'une opération de transport) (p. 729) ;
- défavorable à l'amendement n° 57 de M. André Gérin (infractions en matière de repos et de congés, d'hygiène, de sécurité et de médecine du travail) (p. 729).

Avant l'article 29 :

- soutient l'amendement n° 14 de la commission (insertion d'un chapitre VII intitulé disposition particulière) : adopté (p. 730).

Article 29 (application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte. - Date de son entrée en vigueur) :

- soutient l'amendement n° 15 de la commission (suppression de la mention de l'entrée en vigueur à la date de publication) : adopté (p. 730).

Seconde délibération de l'article 15 bis :

Article 15 bis (non-recouvrement des majorités de retard et pénalités afférentes aux cotisations sociales impayées des régimes obligatoires de retraite des professions non salariées) :

- favorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 731).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [26 juillet 1995] (p. 1326, 1327) :

Contraventions.

Police de la route et circulation routière : permis de conduire.

Travail : employeurs.

Vie, médecine et biologie : interruption volontaire de grossesse.

Texte de la commission mixte paritaire [26 juillet 1995] :

- défavorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (amnistie des infractions en matière d'interruption volontaire de grossesse autres que le délit d'entrave) (p. 1337).

HOUSSIN (Pierre-Rémy)

Député de la Charente

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Rapporteur du projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888) [9 janvier 1995].

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur du projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952) [4 avril 1995].

Membre de la commission des immunités [J.O. du 15 juin 1995] (p. 9160).

Membre du Conseil national des services publics départementaux et communaux [J.O. du 30 juin 1995] (p. 9828).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers [J.O. du 4 avril 1996] (p. 5236).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [J.O. du 4 avril 1996] (p. 5236).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 18 avril 1996] (p. 6001).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers [J.O. du 18 avril 1996] (p. 6001).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation [J.O. du 10 juillet 1996] (p. 10411).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1888 rectifié) relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1899) [12 janvier 1995].

Proposition de loi relative au transfert aux départements d'une partie des services déconcentrés du ministère de l'équipement (n° 2097) [23 juin 1995].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1952) relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 2117) [28 juin 1995].

Rapport supplémentaire fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1952) relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 2343) [8 novembre 1995].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2128), relatif aux services d'incendie et de secours (n° 2554) [8 février 1996].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2491), relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 2555) [8 février 1996].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement du **volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 2717)** [18 avril 1996].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **services d'incendie et de secours (n° 2718)** [18 avril 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Allocation dépendance** : expérimentation au cours de l'année 1995 : poursuite [24 janvier 1996] (p. 271).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).**

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 janvier 1995] :

Collectivités locales : groupements de communes (p. 84).

Communes :

- Marseille (p. 84) ;
- Paris (p. 94).

Départements : Moselle (p. 83).

Lois :

- loi n° 92-125 du 6 février 1992 d'orientation relative à l'administration territoriale de la République : article 89 (p. 83) ;
- loi n° 93-121 du 27 janvier 1993 portant diverses mesures d'ordre social : article 88 (p. 83) ;
- projet de loi : concertation (p. 84).

Sapeurs-pompiers et sapeurs-pompiers volontaires (p. 83 à 85).

Secours (p. 83, 85).

Services d'incendie et de secours (p. 83, 84).

Discussion des articles [16 et 17 janvier 1995] :

Article 1^{er} (*composition des services d'incendie et de secours*) :

- *soutient* l'amendement n° 11 de la commission (service d'incendie et de secours médical au sein de l'établissement public) (p. 103) : adopté (p. 104).

Article 2 (*compétences et missions des services d'incendie et de secours*) :

- *défavorable* à l'amendement n° 62 de M. Jean Tardito (missions assurées avec les autres services publics) (p. 105) ;
- *défavorable* aux amendements identiques n° 103 de M. Jean Geney, 112 de M. Michel Berson et 176 de M. Jean-Jacques de Peretti (mission de secours aux personnes) (p. 106) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Alain Madalle (mission de secours aux victimes) (p. 106) ;
- *favorable* à titre personnel à l'amendement n° 63 de M. Jean Tardito (mission de secours aux personnes victimes d'accidents de toute nature) (p. 107).

Article 3 (*emploi des services d'incendie et de secours*) :

- *soutient* l'amendement n° 12 de la commission (fixation, par le conseil d'administration du service départemental, des conditions de mise à la disposition du maire ou du préfet des moyens du service) (p. 107, 108) : adopté (p. 109) ;
- *favorable* à l'amendement n° 118 du Gouvernement (mise à la disposition du maire ou du préfet des moyens des centres communaux ou intercommunaux) (p. 109) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 119 du Gouvernement (critères de détermination des moyens du service départemental consacrés à la prévention) (p. 109).

Article 4 (*règlement opérationnel pour l'emploi du service d'incendie et de secours par le maire ou le préfet*) :

- *soutient* les amendements n° 13 et 14 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 117) ;
- *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (avis conforme du conseil d'administration du service départemental) (p. 117) : adopté après rectification (avis obligatoire) (p. 118) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 64 de M. Jean Tardito (élaboration en concertation avec les élus locaux, les syndicats et les associations d'usagers) (p. 118).

Article 5 (*composition des corps des sapeurs-pompiers*) :

- *soutient* et *défavorable* à titre personnel à l'amendement n° 16 de la commission (conditions de l'inclusion des sapeurs-pompiers volontaires dans le corps départemental) (p. 120, 121) : adopté (p. 123) ;
- *défavorable* à titre personnel à l'amendement n° 78 rectifié de M. Marc Le Fur (conditions de l'inclusion des sapeurs-pompiers volontaires dans le corps départemental) (p. 122) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 66 de M. Jean Tardito (rédactionnel) (p. 122) ;
- *soutient* l'amendement n° 17 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 123) ;
- *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 124) ;
- *son* amendement n° 129 (correction d'une erreur matérielle) : devenu sans objet (p. 124).

Article 6 (*organisation et dissolution du corps départemental*) :

- *soutient* l'amendement n° 19 de la commission (organisation par arrêté conjoint du préfet et du président du conseil d'administration après avis de ce dernier) : adopté (p. 124) ;
- *soutient* l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 124).

Article 7 (*schéma départemental d'analyse et de couverture des risques*) :

- *défavorable* à l'amendement n° 59 de M. Jean-Jacques Weber (élaboration après avis du conseil général) (p. 125) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 67 de M. Jean Tardito (élaboration en concertation avec les élus locaux, les associations d'usagers et les syndicats) (p. 125).

Article 8 (*gestion des sapeurs-pompiers professionnels*) :

- *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. Alain Madalle (avis conforme du maire ou du président de l'établissement public intercommunal pour l'affectation des officiers sapeurs-pompiers professionnels dans un centre communal ou intercommunal) (p. 126) ;

Article 9 (*gestion des sapeurs-pompiers volontaires officiers*) :

- *favorable* à l'amendement n° 79 de M. Marc Le Fur (de conséquence) (p. 127) ;
- *son* sous-amendement n° 130 (rédactionnel) à l'amendement n° 79 de M. Marc Le Fur : adopté (p. 127) ;
- *son* sous-amendement n° 131 (exclusion de l'avancement de grade des sous-officiers) à l'amendement n° 79 de M. Marc Le Fur : adopté (p. 127).

Article 10 (*gestion des sapeurs-pompiers volontaires sous-officiers*) :

- *favorable* à l'amendement n° 80 de M. Marc Le Fur (nomination dans les corps communaux ou intercommunaux conjointement par les autorités de l'Etat et le maire ou le président de l'établissement public) (p. 128) ;

- son sous-amendement n° 132 (exclusion de l'avancement de grade des sous-officiers) à l'amendement n° 80 de M. Marc Le Fur (p. 127) : adopté (p. 128).

Après l'article 10 :

- *défavorable* à l'amendement n° 106 de M. Jean Geney (service chargé de la protection, du secours et de l'évacuation d'urgence des personnes au sein du service départemental) (p. 128).

Avant l'article 11 :

- *soutient* l'amendement n° 21 de la commission (intitulé de la section 2 du projet de loi : les biens) : réservé jusqu'à l'examen de l'article 11 (p. 129) : adopté (p. 130).

Article 11 (gestion des matériels) :

- *soutient* l'amendement n° 22 de la commission (extension à l'ensemble des biens du service départemental ; compétence exclusive en ce qui concerne les matériels nécessaires aux missions des centres de secours et d'incendie relevant des communes et de leurs groupements) : adopté (p. 129) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 143 de M. Jean-Marc Chartoire (consultation du maire ou du président de l'établissement public intercommunal sur les matériels mis à disposition des centres de secours et d'incendie des communes et de leurs groupements) (p. 129).

Article 12 (transfert des sapeurs-pompiers professionnels) :

- *défavorable* à l'amendement n° 69 de M. Jean Tardito (rédactionnel) (p. 130) ;
- *favorable* à l'amendement n° 120 du Gouvernement (consultation des instances paritaires sur les modalités du transfert) (p. 130).

Article 13 (transfert des sapeurs-pompiers volontaires) :

- *favorable* à l'amendement n° 81 de M. Marc Le Fur (de conséquence) (p. 130).

Article 14 (rattachement au corps départemental de certains sapeurs-pompiers volontaires) :

- *soutient* l'amendement n° 23 de la commission (de suppression) (p. 130) : adopté (p. 131).

Article 15 (mise à disposition du service départemental d'incendie et de secours de certains agents administratifs, techniques et spécialisés de la fonction publique territoriale n'ayant pas la qualité de sapeurs-pompiers professionnels) :

- *soutient* l'amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 131) ;
- *soutient* l'amendement n° 25 de la commission (de précision) : adopté (p. 131) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 70 de M. Jean Tardito (réintégration dans l'emploi d'origine) (p. 131).

Article 16 (transfert des biens) :

- *soutient* l'amendement n° 26 de la commission (limitation aux biens nécessaires au fonctionnement du service départemental) : adopté (p. 132) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Alain Madalle (changement d'affectation) (p. 133) ;
- son amendement n° 147 (détermination conventionnelle de la prise en charge du remboursement des emprunts contractés pour les biens transférés) : adopté (p. 133).

Article 17 (réalisation par la commune, le groupement ou le département antérieurement compétent de certaines opérations concernant les centres d'incendie ou de secours existant à la date de mise à disposition) :

- *soutient* l'amendement n° 28 de la commission (réalisation facultative) : adopté (p. 133).

Article 19 (avis de la commission consultative départementale : procédure d'arbitrage) :

- *soutient* les amendements n° 29 et 30 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 134) ;
- *soutient* l'amendement n° 31 de la commission (suppression de la proposition par le préfet de la liste des personnes qualifiées comme arbitres) (p. 134) : adopté (p. 135) ;
- *soutient* l'amendement n° 32 de la commission (prise en charge à parts égales de la rémunération de l'arbitre) : adopté (p. 135).

Article 20 (composition de la commission consultative départementale) :

- *soutient* l'amendement n° 33 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 135).

Article 22 (composition de la Commission nationale) :

- *défavorable* à l'amendement n° 71 de M. Jean Tardito (représentation des organisations syndicales) (p. 136) ;
- *soutient* l'amendement n° 34 de la commission (de précision) : adopté (p. 136).

Avant l'article 23 :

- *soutient* l'amendement n° 35 de la commission (suppression de la section 4) : réservé jusqu'après l'examen de l'article 25 (p. 136) : adopté (p. 137).

Article 26 (composition du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours) :

- *défavorable* à l'amendement n° 72 rectifié de M. Jean Tardito (représentation des organisations syndicales et des usagers ; participation avec voix délibérative des représentants des sapeurs-pompiers volontaires) (p. 138) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 128 de M. Marc Le Fur (répartition des sièges au prorata des contributions du conseil général et des communes) (p. 138) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 101 de M. Paul-Louis Tenailon (présidence par le président du conseil général) (p. 139) ;
- *soutient* l'amendement n° 39 de la commission (de précision) : adopté (p. 141) ;
- *soutient* l'amendement n° 40 de la commission (membres suppléants) : adopté (p. 141) ;
- *favorable* aux amendements identiques n° 41 de la commission soutenu par M. Jean-Jacques Hyest et 88 de M. Jean Proriot (participation avec voix consultative du médecin-chef du service de santé et de secours médical des sapeurs-pompiers) (p. 141) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 85 de M. Marc Le Fur (participation avec voix consultative d'un officier des sapeurs-pompiers représentant le service de santé) (p. 141) ;
- *soutient* l'amendement n° 42 de la commission (désignation des représentants des sapeurs-pompiers par les membres de la commission administrative paritaire en son sein) : devenu sans objet (p. 142).

Article 27 (prérogatives du préfet) :

- *défavorable* à l'amendement n° 89 de M. Jean Proriot (représentation du préfet par un membre du corps préfectoral) (p. 142) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 60 de M. Jean-Jacques Weber (suppression de la faculté de demander une seconde délibération) (p. 142).

Article 29 (élection du président et vice-président) :

- *favorable* à l'amendement n° 93 de M. Marc Le Fur (élection du président après chaque renouvellement des conseils municipaux et des conseils généraux) (p. 143) ;
- *soutient* l'amendement n° 43 de la commission (de précision) : adopté (p. 144).

Article 30 (*réunion du conseil d'administration en cas d'urgence*) :

- soutient l'amendement n° 44 de la commission (nombre minimum de réunions dans l'année) : adopté (p. 152).

Article 31 (*délibération du conseil d'administration*) :

- soutient l'amendement n° 45 de la commission (compétences du directeur du service départemental d'incendie et de secours) : adopté (p. 152) ;
- défavorable aux amendements identiques n° 10 de M. Jean Besson, 109 de M. Jean Geney, 138 de M. Jacques Péliissard et 95 de M. Marc Le Fur (adoption de toute délibération à la majorité simple) (p. 153) ;
- soutient l'amendement n° 46 de la commission (règles de calcul de la majorité qualifiée) : retiré (p. 153).

Article 32 (*fonctions du président du conseil d'administration*) :

- favorable à l'amendement n° 122 du Gouvernement (passation des marchés, acceptation des dons, legs et subventions, représentation en justice) (p. 154) ;
- soutient le sous-amendement n° 48 rectifié de la commission (présidence des commissions relatives à la gestion ou l'organisation des moyens des services d'incendie et de secours) à l'amendement n° 122 de Gouvernement : adopté (p. 154).

Article 33 (*institution d'une commission administrative et technique*) :

- défavorable à l'amendement n° 73 de M. Jean Tardito (désignation des représentants des sapeurs-pompiers parmi leurs organisations syndicales) (p. 155) ;
- soutient l'amendement n° 49 de la commission (élection par les sapeurs-pompiers volontaires de leurs représentants) : adopté (p. 155) ;
- soutient l'amendement n° 50 de la commission (avis sur les questions d'ordre technique ou opérationnel) : retiré (p. 155).

Article 35 (*missions du directeur départemental des services d'incendie et de secours sous l'autorité du préfet*) :

- défavorable à l'amendement n° 74 de M. Jean Tardito (rédactionnel) (p. 156).

Article 36 (*missions du directeur départemental sous l'autorité du président du conseil d'administration*) :

- soutient l'amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 156).

Article 38 (*dispositions financières transitoires*) :

- favorable à titre personnel à l'amendement n° 91 de M. Jean Proriot (calcul du plancher de contribution sans prise en compte des crédits exceptionnels d'équipement engagés au cours de la période de référence) (p. 157) ;
- soutient l'amendement n° 52 de la commission (même calcul excluant les crédits exceptionnels d'équipement affectés à la création des centres opérationnels départementaux d'incendie et de secours et des centres de traitement de l'alerte) (p. 157) ;
- favorable à l'amendement n° 123 du Gouvernement (constatation par la commission consultative départementale des crédits pris en compte pour le calcul du plancher de contribution) (p. 158).

Article 39 (*évaluation des crédits consacrés aux corps communaux et intercommunaux de sapeurs-pompiers*) :

- soutient l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) : adopté (p. 158).

Article 40 (*droit à la formation des sapeurs-pompiers volontaires*) :

- défavorable à l'amendement n° 97 de M. Marc Le Fur (fixation des conditions de mise en œuvre par décret en Conseil d'Etat) (p. 159).

Après l'article 41 :

- favorable à l'amendement n° 2 corrigé de M. Daniel Garrigue (autorisations d'absence des sapeurs-pompiers volontaires) (p. 160).

Article 42 (*compétences des instances paritaires*) :

- défavorable à l'amendement n° 75 de M. Jean Tardito (garantie d'exercice des droits syndicaux) (p. 161).

Article 43 (*financement des interventions des services départementaux d'incendie et de secours ne se rattachant pas au service public*) :

- défavorable à l'amendement n° 76 de M. Jean Tardito (suppression de la participation financière des bénéficiaires) (p. 161) ;
- défavorable à l'amendement n° 92 de M. Marc-Philippe Daubresse (objet identique) (p. 162).

Article 45 (*centres opérationnels départementaux d'incendie et de secours et centres de traitement de l'alerte*) :

- soutient l'amendement n° 54 de la commission (report au 31 décembre 1999 de la date limite de mise en place) (p. 162) : adopté après modifications (p. 163) ;
- favorable au sous-amendement n° 126 du Gouvernement (report au 1^{er} janvier 1999) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 163).

Article 46 (*première élection des membres du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours*) :

- soutient l'amendement n° 55 de la commission (détermination des contributions au budget prises en compte pour la répartition des sièges) : adopté (p. 163).

Article 49 (*abrogations*) (p. 163) :

- soutient l'amendement n° 56 de la commission (art. 16 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987) (p. 163) : adopté (p. 164).

Seconde délibération des articles 1^{er} et 3 :

Article 1^{er} (*composition des services d'incendie et de secours*) :

- favorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (classification des centres) (p. 164).

Article 3 (*emploi des services d'incendie et de secours*) :

- favorable à l'amendement n° 2 du Gouvernement (de précision) (p. 164).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 février 1996] (p. 940, 941) :

Collectivités locales :

- centres de secours d'agglomération ;
- financement des services d'incendie.

Départements : établissements publics administratifs d'incendie et de secours.

Fonction publique territoriale : corps départemental des sapeurs-pompiers.

Discussion des articles [15 février 1996] :

Article 1^{er} (*composition des services d'incendie et de secours*) :

- défavorable à l'amendement n° 4 de M. Michel Grandpierre (suppression de la mention légale d'existence d'un service médical de santé et de secours) (p. 953) ;
- soutient les amendements identiques n° 25 de la commission et 37 de M. Bernard Derosier (création de centres de secours d'agglomération) : rejetés (p. 953).

Article 2 bis (*remboursement des frais d'intervention des services d'incendie et de secours*) :

- soutient l'amendement n° 27 de la commission (de suppression) : adopté (p. 955).

Article 3 (emploi des services d'incendie et de secours) :

- défavorable à l'amendement n° 8 de M. Michel Grandpierre (pouvoirs du maire ou du préfet) (p. 956).

Article 5 (composition du corps départemental des sapeurs-pompiers) :

- défavorable à l'amendement n° 9 corrigé de M. Michel Grandpierre (statut des sapeurs-pompiers professionnels) (p. 956) ;
- défavorable à l'amendement n° 60 de M. Charles de Courson (suppression de l'intégration des chefs de centre de première intervention dans le corps départemental) (p. 957) ;
- soutient l'amendement n° 28 de la commission (intégration des sapeurs-pompiers volontaires des centres de première intervention) : adopté (p. 957) ;
- défavorable à l'amendement n° 11 de M. Michel Grandpierre (suppression de l'intégration des sapeurs-pompiers auxiliaires du service de sécurité civile) (p. 957).

Article 7 (schéma départemental d'analyse et de couverture des risques) :

- défavorable à l'amendement n° 40 de M. Bernard Derosier (concertation avec le public et les professionnels concernés) (p. 958) ;
- défavorable à l'amendement n° 53 de M. Marcel Roques (avis du conseil général) (p. 958).

Article 11 (gestion des biens) :

- défavorable à titre personnel à l'amendement n° 69 de M. Jean-Jacques Weber (suppression de la compétence exclusive du service départemental d'incendie et de secours en matière de biens d'équipement) (p. 959).

Article 12 (transfert des sapeurs-pompiers professionnels relevant d'un corps communal ou intercommunal) :

- soutient l'amendement n° 29 rectifié de la commission (report de l'entrée en vigueur des dispositions nouvelles) : adopté (p. 960) ;
- défavorable à l'amendement n° 65 de M. Claude Malhuret (délai de négociation de la convention de transfert) (p. 961).

Article 13 (transfert des sapeurs-pompiers volontaires) :

- soutient l'amendement n° 30 corrigé de la commission (de coordination) : adopté (p. 961).

Article 16 (mise à disposition de biens à titre gratuit) :

- défavorable à l'amendement n° 10 de M. Michel Grandpierre (suppression de la mise à disposition à titre gratuit) (p. 962).

Article 26 (composition du conseil d'administration) :

- favorable à l'amendement n° 12 rectifié du Gouvernement (détermination du nombre de sièges au conseil d'administration en fonction des contributions financières) (p. 964) ;
- défavorable au sous-amendement n° 57 de M. Bernard Derosier (diminution du seuil de population requis par département en vue de garantir la représentation des communes ou de leurs groupements) à l'amendement n° 12 rectifié du Gouvernement (p. 966) ;
- défavorable au sous-amendement n° 56 deuxième rectification de M. Francis Saint-Ellier (même objet) à l'amendement n° 12 rectifié du Gouvernement (p. 966) ;
- défavorable au sous-amendement n° 71 de M. Christian Vanneste (même objet) à l'amendement n° 12 rectifié du Gouvernement (p. 966) ;
- défavorable à l'amendement n° 44 de M. Bernard Derosier (situation des représentants des organisations syndicales) (p. 966).

Article 27 (présence du préfet au conseil d'administration) :

- soutient l'amendement n° 31 de la commission (présence de plein droit du préfet) (p. 966) : adopté (p. 967) ;

- soutient l'amendement n° 32 de la commission (suppression de la faculté pour le préfet de se faire représenter) : adopté (p. 967).

Article 29 (présidence du conseil d'administration) :

- favorable aux amendements identiques n° 13 du Gouvernement et 45 de M. Bernard Derosier (élection du président du conseil d'administration) (p. 968).

Article 33 (institution d'une commission administrative et technique) :

- favorable à l'amendement n° 14 du Gouvernement (de précision) (p. 969).

Article 38 (dispositions financières transitoires) :

- ses observations sur l'amendement n° 72 de M. Yves Fréville (suppression du mode de calcul des cotisations pour les communes en dehors du régime conventionnel) (p. 970).

Après l'article 38 :

- défavorable à l'amendement n° 52 de la commission des finances (faculté de lever certaines impositions pour le conseil d'administration des SDIS) (p. 972).

Après l'article 41 :

- favorable à l'amendement n° 59 corrigé de M. Jean Proriol (contribution du SDIS à la formation des officiers de sapeurs-pompiers volontaires) (p. 975).

Après l'article 42 :

- favorable à l'amendement n° 15 rectifié du Gouvernement (maintien du régime de rémunération des personnels transférés) (p. 975).

Article 43 (financement des interventions des services départementaux d'incendie et de secours et centres de traitement de l'alerte) :

- défavorable à l'amendement n° 46 de M. Bernard Derosier (respect du principe de gratuité des secours) (p. 975).

Article 45 (centres opérationnels départementaux d'incendie et de secours et centres de traitement de l'alerte) :

- favorable à l'amendement n° 67 rectifié de M. Claude Malhuret (délai de mise en place) (p. 976) ;
- ses observations sur l'amendement n° 64 du Gouvernement (coopération en matière de réception des demandes de secours) (p. 976) ;
- soutient l'amendement n° 33 de la commission (même objet) : devenu sans objet (p. 976).

Après l'article 45 :

- favorable à l'amendement n° 16 du Gouvernement (dispositions transitoires visant à préserver la répartition en équipements et en personnels) (p. 977).

Article 46 (régime transitoire pour la première élection du conseil d'administration du SDIS) :

- favorable à l'amendement n° 17 du Gouvernement (de coordination) (p. 977).

Après l'article 47 :

- favorable à l'amendement n° 18 du Gouvernement (correction d'une erreur de rédaction de la loi n° 94-1040 du 2 décembre 1994) (p. 978).

Article 51 (champ d'application territoriale de la loi) :

- soutient l'amendement n° 34 de la commission (de coordination) : adopté (p. 978) ;
- défavorable aux amendements n° 48 de M. Michel Dessaint, 58 de M. Christian Vanneste et 47 de M. Claude Dhinnin (exclusion des communautés urbaines du champ d'application de la loi) (p. 979).

Article 53 (date d'entrée en vigueur de la loi) :

- favorable à l'amendement n° 19 du Gouvernement (de suppression) (p. 979).

Article 54 (financement des groupes politiques dans les conseils des communautés urbaines) :

- soutient l'amendement n° 35 de la commission (de suppression) : adopté (p. 979).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [25 avril 1996] (p. 2613) :

Collectivités locales :

- financement des services d'incendie ;
- maires : responsabilité civile.

Fonction publique territoriale : corps départemental des sapeurs-pompiers.

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. - Questions [24 octobre 1995] :

Départements : Charente : actions éducatives en milieu ouvert (p. 2404).

Aménagement du territoire, équipement et transports. - Questions [25 octobre 1995] :

Voirie : RN 141 (p. 2509).

- Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 novembre 1995] :

Allocation de vétérance (p. 3972 à 3974).

Assemblée nationale : commission des lois (p. 3972, 3973).

Assurances (p. 3973).

Collectivités et finances locales (p. 3972 à 3974).

Entreprises (p. 3972, 3973).

Formation (p. 3971, 3973).

Lois :

- loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service (p. 3972) ;
- projet de loi n° 1888 rectifié relatif aux services d'incendie et de secours (p. 3971) ;
- proposition de loi n° 2227 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (p. 3973).

Sapeurs-pompiers volontaires (p. 3972).

Sécurité sociale : cotisations (p. 3973).

Service national : sapeurs-pompiers auxiliaires (p. 3973).

Services d'incendie et de secours (p. 3971 à 3973).

Travail : autorisations d'absence et disponibilité (p. 3971 à 3973).

Discussion des articles [22 et 29 novembre 1995] :

Article 1^{er} (missions de sécurité civile des sapeurs-pompiers volontaires) :

- défavorable aux amendements identiques n°s 49 de M. Marcel Roques et 83 de M. Christian Kert (reconnaissance de la qualité de collaborateurs occasionnels du service public aux sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4018) ;
- défavorable à l'amendement n° 2 de M. Charles de Courson (même objet) (p. 4018).

Avant l'article 2 :

- soutient l'amendement n° 26 de la commission (suppression de la division par chapitres) : adopté (p. 4020).

Article 2 (demandes d'autorisations d'absence) :

- soutient l'amendement n° 27 de la commission (convention entre l'employeur et le service départemental d'incendie et de secours sur la disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires ; communication à l'employeur de l'organisation de leurs gardes) (p. 4020) ;
- favorable au sous-amendement n° 97 de M. Arnaud Cazin d'Honinchtun (extension aux travailleurs indépendants et membres des professions libérales) à l'amendement 27 de la commission (p. 4020) ;
- favorable à l'amendement n° 89 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 4021) ;
- défavorable à l'amendement n° 71 de M. Arnaud Cazin d'Honinchtun (définition des missions opérationnelles ouvrant droit à autorisation d'absence) (p. 4020).

Avant l'article 3 :

- soutient l'amendement n° 28 de la commission (suppression de la division par chapitres) : adopté (p. 4021).

Article 3 (missions opérationnelles et programmation des gardes) :

- son amendement n° 57 (autorizations d'absence pour formation ; convention entre l'employeur et le service départemental d'incendie et de secours fixant les plafonds d'autorisations d'absence de droit ; compensation financière pour l'entreprise des autorisations d'absence accordées au-delà de ces plafonds ; motivation des refus d'autorisations d'absence en l'absence de la convention précitée) (p. 4022, 4023) : adopté après modifications (p. 4024) ;
- défavorable au sous-amendement n° 90 corrigé du Gouvernement (autorisation d'absence de droit dans la limite des plafonds précités en l'absence de la convention précitée) à son amendement n° 57 (p. 4023).

Avant l'article 4 :

- soutient l'amendement n° 30 de la commission (suppression de la division par chapitres) : adopté (p. 4257).

Article 4 (autorizations d'absence) :

- soutient l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4257).

Article 5 (durée de la formation) :

- défavorable à l'amendement n° 79 de M. Gilbert Meyer (abaissement à dix jours de la durée maximum annuelle de la formation initiale) (p. 4258) ;
- favorable à l'amendement n° 18 de M. Patrice Martin-Lalande (même durée annuelle avec possibilité de cumuler les périodes de formation) (p. 4258) ;
- soutient l'amendement n° 33 de la commission (fixation à cinq jours de la durée minimum annuelle de cette même formation) : adopté (p. 4258) ;
- favorable à l'amendement n° 16 rectifié du Gouvernement (dispense de formation initiale) (p. 4259).

Avant l'article 6 :

- soutient l'amendement n° 34 de la commission (suppression de la division par chapitres) : adopté (p. 4259).

Article 6 (assimilation des missions opérationnelles et des activités de formation à un travail effectif) :

- soutient l'amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) (p. 4259) : adopté (p. 4260).

Article 7 (protection des sapeurs-pompiers volontaires au regard du droit du travail) :

- favorable à l'amendement n° 81 du Gouvernement (suppression de la mention d'une nullité des licenciements ou sanctions pour absences liées aux fonctions de sapeur-pompier volontaire) (p. 4260).

Article 8 (subrogation) :

- défavorable à l'amendement n° 5 de M. Charles de Courson (suppression des cotisations sociales patronales pour les rémunérations maintenues aux salariés sapeurs-pompiers volontaires pendant leurs absences autorisées) (p. 4260).

Article 9 (situation des sapeurs-pompiers volontaires au regard du financement de la formation professionnelle) :

- ses observations sur l'amendement n° 94 de M. Patrice Martin-Lalande (caractère facultatif du maintien de la rémunération pendant les absences autorisées du salarié sapeur-pompier volontaire) (p. 4261) ;
- favorable à l'amendement n° 82 du Gouvernement (prise en charge des frais de formation des sapeurs-pompiers volontaires exerçant une activité non salariée) (p. 4261).

Après l'article 9 :

- favorable à l'amendement n° 58 de Mme Ségolène Royal (réduction des cotisations d'accidents du travail des entreprises employant des salariés sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4261).

Article 10 (conventions entre l'employeur et le service départemental d'incendie et de secours) :

- soutient l'amendement n° 37 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4262).

Après l'article 10 :

- défavorable à l'amendement n° 17 du Gouvernement (convention nationale entre les entreprises d'assurance et les organismes représentant les employeurs de salariés sapeurs-pompiers volontaires relative à la prise en compte par les contrats d'assurance de la prévention des risques résultant de la présence de ces salariés) (p. 4283) ;
- soutient l'amendement n° 38 de la commission (abattement sur les primes d'assurance incendie des organismes employant des sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4263) : adopté après modifications (p. 4264) ;
- favorable au sous-amendement n° 88 corrigé de M. Gilbert Meyer (de précision) à l'amendement n° 38 de la commission (p. 4264) ;
- soutient l'amendement n° 39 de la commission (convention de mise à la disposition du service départemental d'incendie et de secours des personnels des installations classées spécialistes de la lutte contre les risques technologiques majeurs) : adopté après modifications (p. 4265) ;
- favorable au sous-amendement n° 91 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 39 de la commission (p. 4265) ;
- favorable au sous-amendement n° 93 du Gouvernement (mise à disposition des moyens mobiles d'intervention) à l'amendement n° 39 de la commission (p. 4265).

Article 11 (vacations horaires) :

- défavorable à l'amendement n° 6 rectifié de M. Charles de Courson (compétence de la commission administrative et technique du service départemental d'incendie et de secours pour accorder les vacations horaires) (p. 4265).

Article 12 (allocation de vétérance) :

- défavorable à l'amendement n° 23 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression de la part variable de l'allocation) (p. 4266) ;

- défavorable à l'amendement n° 7 de M. Charles de Courson (inaccessibilité et insaisissabilité de l'allocation ; exclusion du champ des lois sur le cumul) (p. 4266) ;

- soutient l'amendement n° 40 de la commission (insaisissabilité et exclusion du champ des lois sur le cumul) (p. 4266) : adopté après rectification (inaccessibilité) (p. 4267).

Article 13 (allocation de vétérance de réversion) :

- soutient l'amendement n° 41 de la commission (insaisissabilité et exclusion du champ des lois sur le cumul) : adopté après rectification (inaccessibilité) (p. 4267).

Article 14 (financement de l'allocation de vétérance) :

- défavorable aux amendements n°s 55 de M. Marcel Roques et 67 de Mme Ségolène Royal (prise en compte du nombre de bénéficiaires de l'allocation de vétérance dans le calcul du montant de la dotation forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement) (p. 4268).

Après l'article 14 :

- soutient l'amendement n° 42 de la commission (coordination entre les collectivités du versement de l'allocation de vétérance des sapeurs-pompiers volontaires ayant effectué vingt ans de service dans différents corps) : retiré (p. 4269).

Avant l'article 16 :

- soutient l'amendement n° 44 de la commission (suppression de la mention de dispositions transitoires dans l'intitulé du titre) : adopté (p. 4270) ;

- défavorable à l'amendement n° 13 corrigé de M. Germain Gengenwin (exonération du service national actif des jeunes gens exerçant une activité essentielle pour la collectivité ; même exonération pour les jeunes sapeurs-pompiers volontaires prenant l'engagement de le demeurer pendant dix ans) (p. 4270) ;

- soutient l'amendement n° 43 de la commission (service national en qualité de sapeur-pompier auxiliaire des jeunes sapeurs-pompiers volontaires s'engageant à le demeurer pendant cinq ans) (p. 4270) : adopté (p. 4271) ;

- ses observations sur le sous-amendement n° 95 de M. Marcel Roques (fixation à dix ans de la durée d'engagement à demeurer sapeur-pompier volontaire) à l'amendement n° 43 de la commission (p. 4271).

Article 16 (bénéfice de l'allocation de vétérance) :

- défavorable à l'amendement n° 10 corrigé de M. Charles de Courson (fixation au 31 décembre 1995 de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle allocation) (p. 4271) ;

- soutient l'amendement n° 45 de la commission (limitation du bénéfice de la nouvelle allocation à sa part forfaitaire pour les sapeurs-pompiers volontaires ayant cessé leur activité avant l'entrée en vigueur de la loi) : adopté (p. 4271) ;

- soutient l'amendement n° 46 de la commission (allocation différentielle pour les bénéficiaires d'une allocation de vétérance supérieure à celle résultant de l'application des nouvelles modalités de calcul) (p. 4271) : adopté après modifications (p. 4272) ;

- ses observations sur le sous-amendement n° 92 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 46 de la commission (p. 4272).

Après l'article 16 :

- soutient l'amendement n° 47 de la commission (entrée en vigueur des dispositions du titre II au 1^{er} janvier 1998) : adopté (p. 4272).

Article 18 (abrogations) :

- favorable à l'amendement n° 100 du Gouvernement (mise en extinction des caisses communales de secours et de retraites) (p. 4273).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 février 1996] (p. 922, 923) :

Collectivités locales :

- financement des services d'incendie et de secours ;
- statut des sapeurs-pompiers volontaires.

Retraites complémentaires : allocation de vétérançe.

Travail :

- convention avec les employeurs de sapeurs-pompiers volontaires ;
- primes d'assurance incendie : abattement.

Discussion des articles [15 février 1996] :

Article 2 (*convention entre les employeurs et les services départementaux d'incendie et de secours*) :

- soutient l'amendement n° 3 de la commission (suppression de l'obligation de communication de la programmation des gardes aux employeurs) : adopté (p. 928).

Article 3 (*autorisations d'absence*) :

- défavorable à l'amendement n° 1 de M. Michel Grandpierre (suppression de la faculté d'opposition de l'employeur aux absences des sapeurs-pompiers volontaires) (p. 928).

Article 8 (*subrogation*) :

- défavorable à l'amendement n° 12 du Gouvernement (suppression de l'exonération fiscale et des cotisations sociales des vacances perçues par les sapeurs-pompiers volontaires) (p. 929).

Article 10 bis (*abattement sur les primes d'assurance incendie dues par les employeurs*) :

- soutient l'amendement n° 4 de la commission (application d'un dispositif légal en cas d'échec ou de carence de la procédure conventionnelle) (p. 930) : adopté (p. 930).

Article 11 (*vacations horaires*) :

- défavorable à l'amendement n° 9 de M. Marcel Roques (compétence de la commission administrative et technique du service départemental d'incendie et de secours) (p. 930).

Article 12 (*allocation de vétérançe*) :

- soutient l'amendement n° 5 de la commission (suppression du principe de plafonnement de la part variable de l'allocation de vétérançe) : adopté (p. 931) ;
- défavorable à l'amendement n° 8 de M. Jean-Jacques Weber (modalités de versement de l'allocation de vétérançe) (p. 931) ;
- défavorable à l'amendement n° 6 de M. Jean-Jacques Weber (contribution de l'Etat) (p. 932).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [25 avril 1996] (p. 2610) :

Travail : employeurs :

- convention avec les employeurs sapeurs-pompiers volontaires ;
- primes d'assurance incendie : abattement.

HUBERT (Elisabeth)

Député de la Loire-Atlantique

(2^e circonscription)

RPR

puis ministre de la santé publique et de l'assurance maladie

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Cessation de son mandat de député le 18 juin 1995 [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9343).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Vice-président de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Membre du Conseil national du sida [J.O. du 9 mars 1995] (p. 3726).

Est nommée ministre de la santé publique et de l'assurance maladie. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

Fin de ses fonctions : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- **Lemoine (Jean-Claude)** : effets toxiques de l'amiante : cancer ; prévention [7 juin 1995] (p. 454, 455).

- **Courson (Charles de)** : réforme de la loi Evin : réglementation de la publicité sur le tabac et l'alcool : conséquences [21 juin 1995] (p. 578, 579).

- **Roques (Serge)** : urgences médicales : restructuration : conséquences [29 juin 1995] (p. 697, 698).

- **Bertrand (Léon)** : sida en Guyane : lutte et prévention [29 juin 1995] (p. 703, 704).

- **Bartolone (Claude)** : augmentation du forfait hospitalier : montant [24 octobre 1995] (p. 2360, 2361).

orales sans débat de :

- **Dray (Julien)** (n° 602) : secteurs psychiatriques en région parisienne : restructuration [2 juin 1995] (p. 414).

- **Neiertz (Véronique)** (n° 603) : conséquences des projets de directive européenne sur les mutuelles : mutuelles : réglementation [2 juin 1995] (p. 415, 416).

- **Bocquet (Alain)** (n° 611) : établissement thermal de Saint-Amand-les-Eaux : fermeture : conséquences [8 juin 1995] (p. 472).

- **Angot (André)** (n° 642) : centre hospitalier de Cornouaille de Quimper : équipements : installation d'une imagerie par résonance magnétique nucléaire [22 juin 1995] (p. 624, 625).

- **Anciaux (Jean-Paul)** (n° 655) : hôpital d'Autun : fonctionnement ; modernisation : financement [29 juin 1995] (p. 742, 743).

- **Chollet (Paul)** (n° 675) : effectifs de pédiatres : avenir de la pédiatrie [5 octobre 1995] (p. 1676, 1677).

INTERVENTIONS

En qualité de ministre :

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Santé publique et assurance maladie. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [26 octobre 1995] :

Femmes : contraception : IVG (p. 2576).

Hôpitaux et cliniques :

- budget global et taux directeur (p. 2573, 2574) ;
- forfait journalier (p. 2574, 2575) ;
- investissements sanitaires : baisse (p. 2572) ;
- politique hospitalière : restructuration (p. 2573) ;
- programme de médicalisation des système d'information (PMSI) (p. 2574) ;
- secteur public et secteur privé : coordination (p. 2573).

Ministère de la santé et de l'assurance maladie :

- crédits (p. 2570, 2571) ;
- nomenclature des actes médicaux (p. 2574, 2576) ;
- restructuration (p. 2572) ;
- services déconcentrés (p. 2571).

Parlement : compétences en matière de sécurité sociale (p. 2570).

Pharmacie : médicaments : codification (p. 2574).

Professions de santé :

- démographie médicale : numerus clausus (p. 2575, 2577) ;
- formation continue (p. 2574) ;
- pharmaciens (p. 2575) ;
- praticiens de nationalité étrangère (p. 2575).

Régions : Pays de la Loire (p. 2571).

Santé publique :

- alcoolisme (p. 2571, 2572) ;
- amiante (p. 2576, 2577) ;
- carnet de santé (p. 2574) ;
- Ecole nationale de santé publique (p. 2571) ;
- hépatite C (p. 2576) ;
- médecine ambulatoire (p. 2576) ;
- observatoires régionaux de santé (p. 2572) ;
- prévention (p. 2557) ;
- sida (p. 2571, 2572, 2575, 2577) ;
- tabagisme (p. 2571, 2572, 2575) ;
- thermalisme (p. 2572) ;
- toxicomanie (p. 2571, 2572).

Réponses aux questions :

DOM-TOM : Martinique : dette des hôpitaux (M. Anicet Turinay).

Droit communautaire : directives n° 92-49 et 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 sur les assurances (M. Jean-Louis Beaumont) (p. 2585).

Hôpitaux et cliniques :

- Assistance publique de Paris (M. Jean-Pierre Brard, Mme Martine Aurillac) (p. 2582) ;
- carte sanitaire : équipements lourds (M. Paul Chollet) (p. 2589) ;
- hôpitaux de proximité (M. Yves Van Haecke) (p. 2583, 2587) ;
- Paris : hôpital Laennec (Mme Martine Aurillac) (p. 2583, 2584) ;
- programme de médicalisation du système d'information : indice synthétique d'activité (MM. Jean-Pierre Brard et Yves Van Haecke) (p. 2582) ;
- schémas régionaux d'organisation sanitaire (M. Yves Van Haecke) (p. 2583, 2587) ;
- secteur public et secteur privé : coopération (M. Paul Chollet) (p. 2587).

Justice : tribunal des affaires de sécurité sociale (M. Jean-Louis Beaumont) (p. 2585).

Lois :

- loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme (loi Evin) : abrogation (M. Yves Rousset-Rouard) (p. 2589) ;
- loi n° 94-5 du 4 janvier 1994 modifiant le codé des assurances (M. Jean-Louis Beaumont) (p. 2585) ;
- loi n° 94-679 du 8 août 1994 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : titre premier relatif aux assurances (M. Jean-Louis Beaumont) (p. 2585).

Pharmacie : médicaments (p. 2586).

Professions médicales et paramédicales : pharmaciens : rémunérations : réactualisations des marges dégressives lissées (M. Dominique Paillet) (p. 2586).

Santé publique :

- alcoolisme : prévention (M. Yves Rousset-Rouard) (p. 2589) ;
- hépatite C (M. Jean-Pierre Brard) (p. 2582) ;
- lutte contre la douleur (p. 2582) ;
- sida (M. Jean-Pierre Brard) (p. 2582) ;
- thermalisme : entente préalable et réforme des tarifs (Mme Simone Rignault) (p. 2584) ;
- toxicomanie (MM. Patrick Braouezec et Michel Dessaint) (p. 2583, 2590).

Sécurité sociale : assurance maladie : maîtrise des dépenses : obligation de résultats (M. Jean-Yves Chamard) (p. 2588).

Vote des crédits :

Etat B, titre III :

- favorable à l'amendement n° 110 rectifié de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de 12 millions de francs) (p. 2591, 2592).

Etat B, titre IV :

- ses observations sur l'amendement n° 111 rectifié de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de 40 millions de francs) (p. 2594) ;
- ses observations sur l'amendement n° 122 de M. Bernard Accoyer (réduction des crédits de 34,2 millions de francs) (p. 2594).

Après l'article 68 :

- défavorable à l'amendement n° 109 de M. Augustin Bonrepaux (création d'une taxe spéciale pour la médecine préventive) (p. 2595).

HUGUENARD (Robert)

Député de la Haute-Garonne

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Clause discriminatoire dans un contrat d'assurance maladie : légalité [17 octobre 1995] (p. 1880).
- Franchise postale : franchise accordée aux communes : suppression [24 janvier 1996] (p. 275).

HUNAUT (Michel)

Député de la Loire-Atlantique

(6^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et tendant à améliorer la lutte contre le trafic de stupéfiants [18 octobre 1995].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat [J.O. du 20 juin 1996] (p. 9264).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin aux élections régionales (n° 2206) [28 juillet 1995].

Proposition de loi sur les droits de la défense (n° 2286) [13 octobre 1995].

Proposition de loi allégeant les cotisations sociales patronales pour l'emploi à temps partiel de salariés débutants (n° 2438) [12 décembre 1995].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2298), adopté par le Sénat, relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime (n° 2518) [1^{er} février 1996].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat (n° 2720), relatif à la lutte contre le blanchiment et le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime (n° 2725) [24 avril 1996].

Proposition de loi relative à la limitation de la détention provisoire (n° 2730) [25 avril 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Mines anti-personnel** : convention sur les armes inhumaines : réexamen ; attitude de la France [3 octobre 1995] (p. 1576).

- **Installation des jeunes agriculteurs** : aides de l'Etat [13 décembre 1995] (p. 5099).

- **La France et la République centrafricaine** : mutinerie : attitude de la France [28 mai 1996] (p. 3502).

- **Filière bovine** : effets de la maladie dite de la « vache folle » [26 juin 1996] (p. 4951).

orales sans débat :

- **n° 648**, posée le 15 juin 1995 : **itinéraire routier entre Laval, Châteaubriant et Saint-Nazaire** (p. 500). Appelée le 22 juin 1995 : RN 171 : réhabilitation : financement (p. 620, 621).

- **n° 724**, posée le 22 novembre 1995 : **jeunes agriculteurs** (p. 3963). Non appelée.

- **n° 857**, posée le 6 février 1996 : **projet d'aéroport international de Notre-Dame-des-Landes** (p. 624). Appelée le 15 février 1996 : construction (p. 918).

- **n° 1039**, posée le 30 avril 1996 : **maladie dite de la « vache folle »** (p. 2732). Appelée le 7 mai 1996 : effets ; crise de la viande bovine (p. 2845).

- **n° 1119**, posée le 3 juin 1996 : **aides aux malades du sida** (p. 3812). Appelée le 11 juin 1996 : personnes contaminées : soins et maintien à domicile (p. 4057).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).**

Première lecture :

Discussion des articles [17 juillet 1995] :

Article 19 (*relèvement de la déduction forfaitaire pour frais en matière de revenus fonciers*) :

- son amendement n° 5 : non soutenu (p. 1216).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Justice. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [24 octobre 1995] :

Cours d'assises (p. 2384).

Délais de jugement (p. 2384).

Greffes (p. 2384).

Lois : loi de programme n° 95-9 du 6 janvier 1995 relative à la justice (p. 2384).

Magistrature : effectifs (p. 2384).

Ministère de la justice : crédits (p. 2384).

Système pénitentiaire :

- administration pénitentiaire (p. 2384) ;

- détention provisoire et centres de semi-liberté (p. 2384) ;

- prisons (p. 2384).

Tribunaux :

- Caen (p. 2384) ;

- Grenoble (p. 2384) ;

- Lyon (p. 2384) ;

- Montpellier (p. 2384) ;

- Nantes (p. 2384).

Défense. - *Questions* [8 novembre 1995] :

Service national (p. 3251).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime (n° 2298).**

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 février 1996] :

Banques et établissements financiers : signalement (p. 810).

Code pénal :

- délit de blanchiment : champ d'application (p. 810, 811) ;

- intentionnalité (p. 811) ;

- mineurs : proxénétisme de la drogue et provocation au trafic (p. 811) ;

- organisation criminelle internationale (p. 811).

Justice : parties civiles : associations de lutte contre la toxicomanie (p. 811).

Lois : loi n° 90-614 du 12 juillet 1990 relative à la participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du trafic des stupéfiants (p. 810).

Ordre public : lutte contre le trafic de stupéfiants (p. 811).

Traités et conventions :

- convention des Nations Unies conclue à Vienne le 20 décembre 1988 (p. 810) ;

- convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment conclue à Strasbourg le 8 novembre 1990 (p. 810, 811).

Discussion des articles [14 février 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- soutient l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 875).

Article 1^{er} (création du délit de blanchiment du produit des crimes et délits) :

- ses observations (p. 882).

Article 324-1 du code pénal :

- soutient l'amendement n° 33 de la commission (restriction du champ d'application du délit de blanchiment) (p. 883) : rejeté (p. 884) ;
- défavorable à l'amendement n° 26 de M. Alain Marsaud (limitation du délit de blanchiment aux cas d'organisation criminelle) (p. 884) ;
- défavorable à l'amendement n° 27 de M. Alain Marsaud (limitation de la répression du délit de blanchiment aux cas de crimes et délits prévus par le code pénal) (p. 885).

Article 324-4 du code pénal :

- soutient l'amendement n° 8 de la commission (de suppression) (p. 885) : rejeté (p. 886).

Article 324-7 du code pénal :

- soutient l'amendement n° 9 de la commission (interdiction d'émettre des chèques pour les auteurs du délit de blanchiment) : adopté (p. 886).

Article 4 (délict douanier de blanchiment) :

- soutient l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 886).

Article 4 bis (possibilité pour TRACFIN de communiquer ses informations à des Etats étrangers) :

- soutient l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 887).

Article 4 ter (renforcement des conditions d'exercice de la profession de changeur manuel) :

- soutient l'amendement n° 13 corrigé de la commission (définition de l'opération de change manuel) : adopté (p. 887) ;
- soutient l'amendement n° 14 de la commission (pouvoir disciplinaire de la commission bancaire) (p. 887) : adopté (p. 888) ;
- soutient l'amendement n° 15 de la commission (grade des agents des douanes investis de mission de contrôle des changeurs manuels) : adopté (p. 888).

Article 4 quater (prérogatives des agents des douanes en matière de contrôle des changeurs manuels) :

- soutient l'amendement n° 16 de la commission (de coordination) : adopté (p. 888) ;
- soutient l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 888) ;
- soutient l'amendement n° 18 de la commission (horaire légal des contrôles) (p. 888) : adopté (p. 889) ;
- soutient l'amendement n° 20 rectifié de la commission (information du procureur de la République) : adopté (p. 889) ;
- soutient l'amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 889) ;
- soutient l'amendement n° 21 de la commission (détermination des peines encourues) : adopté (p. 889).

Article 5 (champ d'application des articles 6 à 12) :

- soutient l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 889) ;
- soutient l'amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 889).

Titre :

- soutient l'amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 891).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 mai 1996] (p. 2786) :

Banques et établissements financiers : opérations de change manuel.

Lois : loi n° 90-614 du 12 juillet 1990 relative à la participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du trafic de stupéfiants.

- **Projet de loi relatif au trafic de stupéfiants en haute mer et portant adaptation de la législation française à l'article 17 de la convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988 (n° 2299).**

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de la loi relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime (n° 2298) [13 février 1996].

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg le 8 novembre 1990 (n° 2300).**

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime (n° 2298) [13 février 1996].

- **Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 mai 1996] (p. 3340) :

Artisanat.

Emploi.

Entreprises : plan PME, prêts bonifiés.

Urbanisme commercial.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 juin 1996] (p. 3962) :

Affaires étrangères :

- contexte géopolitique ;
- opérations extérieures ;
- Union de l'Europe occidentale.

Armements nucléaires stratégiques : dissuasion nucléaire : doctrine et composantes.

Espace : satellites Hélios IB, Hélios II.

Europe : défense européenne, corps européen, Eurofor, Euromarfor.

HYEST (Jean-Jacques)

Député de la Seine-et-Marne

(3^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Elu sénateur le 24 septembre 1995, cesse d'appartenir à l'Assemblée nationale le 2 octobre 1995 [J.O. du 3 octobre 1995] (p. 14445).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 décembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant diverses dispositions relatives aux territoires d'outre-mer (n° 1683) [J.O. du 14 janvier 1995] (p. 737).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (n° 1682) [J.O. du 14 janvier 1995] (p. 737).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Vice-président de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Président de cette commission [J.O. du 7 juillet 1995] (p. 10209).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [J.O. du 21 juillet 1995] (p. 10672).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l'extension aux associations des possibilités offertes par l'article 48 du code des débits de boissons (n° 1929) [1^{er} février 1995].

Proposition de loi relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers volontaires (n° 2227) [20 septembre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Grands travaux européens** : accord de Cannes [29 juin 1995] (p. 695, 696).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 janvier 1995] :

Départements : Seine-et-Marne (p. 85).

Lois :

– loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (p. 85) ;

– loi n° 92-125 du 6 février 1992 d'orientation relative à l'administration territoriale de la République : article 89 (p. 85).

Prévention (p. 86).

Sapeurs-pompiers et sapeurs-pompiers volontaires (p. 85, 86).

Secours (p. 86).

Services d'incendie et de secours (p. 85, 86).

Discussion des articles [16 et 17 janvier 1995] :

Article 4 (règlement opérationnel pour l'emploi du service d'incendie et de secours par le maire ou le préfet) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 15 de la commission (avis conforme du conseil d'administration du service départemental) (p. 117).

Article 5 (composition des corps des sapeurs-pompiers) :

– *défavorable* aux amendements identiques n° 16 de la commission et 113 de M. Michel Berson (conditions de l'inclusion des sapeurs-pompiers volontaires dans le corps départemental) (p. 123) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 78 rectifié de M. Marc Le Fur (conditions de l'inclusion des sapeurs-pompiers volontaires dans le corps départemental) (p. 123).

Article 6 (organisation et dissolution du corps départemental) :

– *défavorable* à l'amendement n° 19 de la commission (organisation par arrêté conjoint du préfet et du président du conseil d'administration après avis de ce dernier) (p. 124).

Article 23 (non-application aux communautés urbaines des dispositions relatives au transfert de personnels et de biens) :

– *soutient* l'amendement n° 36 de la commission (de suppression) : adopté (p. 136).

Article 24 (mise à disposition de moyens en personnel et en matériel entre communautés urbaines et services départementaux d'incendie et de secours) :

– *soutient* l'amendement n° 37 de la commission (de suppression) : adopté (p. 136).

Article 25 (nomination des officiers sapeurs-pompiers professionnels et volontaires et des sapeurs-pompiers volontaires non officiers chefs de centre d'incendie et de secours) :

– *soutient* l'amendement n° 38 de la commission (de suppression) : adopté (p. 137).

Article 26 (composition du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours) :

– *défavorable* à l'amendement n° 101 de M. Paul-Louis Tenaillon (présidence par le président du conseil général) (p. 140) ;

– *soutient* l'amendement n° 41 de la commission (participation avec voix consultative du médecin-chef du service de santé et de secours médical des sapeurs-pompiers) : adopté (p. 141).

Article 32 (fonctions du président du conseil d'administration) :

– *reprend* l'amendement n° 122 du Gouvernement (passation des marchés, acceptation des dons, legs et subventions, représentation en justice) : adopté après modifications (p. 154).

Article 38 (dispositions financières transitoires) :

– *favorable* à l'amendement n° 52 de la commission (calcul du plancher de contribution excluant les crédits exceptionnels d'équipement affectés à la création des centres opérationnels départementaux d'incendie et de secours et des centres de traitement de l'alerte) (p. 157).

Après l'article 41 :

– *défavorable* à l'amendement n° 2 corrigé de M. Daniel Garrigue (autorisations d'absence des sapeurs-pompiers volontaires) (p. 160).

Ses explications de vote (p. 166).

Vote pour du groupe UDF.

– **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).**

Première lecture :

Discussion des articles [27 et 28 juin 1995] :

Article 11 (conditions du bénéfice de l'amnistie. – Effets sur la condamnation) :

– *soutient* l'amendement n° 82 de M. Gilles de Robien (exclusion des récidivistes) (p. 667) : rejeté (p. 669) ;

- son sous-amendement oral (suppression de la prise en compte des poursuites n'ayant pas abouti à une condamnation) à l'amendement n° 82 de M. Gilles de Robien : adopté (p. 669).

Article 15 (*amnistie des faits retenus ou susceptibles d'être retenus comme motif de sanction par l'employeur*) :

- favorable (p. 680).

Article 17 (*effets généraux de l'amnistie*) :

- ses observations sur les amendements n° 83 et 84 de M. Gilles de Robien (suppression du rétablissement dans le bénéfice du sursis accordé lors d'une condamnation antérieure) (p. 707).

Article 26 (*infractions exclues de l'amnistie*) :

- soutient l'amendement n° 86 de M. Gilles de Robien (violence aux dépositaires de l'autorité publique) (p. 725) : adopté (p. 726) ;
 - soutient l'amendement n° 87 de M. Gilles de Robien (outrage envers les personnes chargées d'une mission de service public) (p. 725) : adopté (p. 726) ;
 - soutient l'amendement n° 88 de M. Gilles de Robien (outrage à magistrat) : adopté (p. 726) ;
 - soutient l'amendement n° 89 de M. Gilles de Robien (discrédit jeté sur une décision de justice) : adopté (p. 726) ;
 - soutient l'amendement n° 90 de M. Gilles de Robien (peines d'emprisonnement inférieures ou égales à trois mois en cas d'évasion ou de tentative d'évasion au cours de leur exécution) : retiré (p. 726) ;
 - son amendement n° 108 deuxième rectification (atteintes à la vie ou à l'intégrité de la personne en raison de manquements à la législation du travail) (p. 726, 727) : adopté (p. 728).
- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 juillet 1995] :

Elections et référendums :

- cumul des mandats (p. 876) ;
- référendums (p. 875).

Lois : inflation législative (p. 876).

Parlement :

- commissions permanentes (p. 876) ;
- contrôle parlementaire (p. 876) ;
- inviolabilité (p. 876) ;
- résolutions : article 88-4 de la Constitution (p. 876) ;
- séances publiques (p. 876) ;
- sessions (p. 875, 876).

Politique économique et sociale (p. 875).

Président de la République (p. 875).

Services publics (p. 875).

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Article 2 (*session ordinaire unique du Parlement : art. 28 de la Constitution*) :

- soutient l'amendement n° 94 de M. Gilles de Robien (abaissement à cent vingt du nombre de jours de séance ; réunion en séances supplémentaires par décret du Président de la République sur demande du Premier ministre ou de la majorité des membres de l'Assemblée nationale) (p. 927, 928, 930, 931) : adopté après modifications (p. 933).

Après l'article 6 :

- son amendement n° 95 (habilitation législative en vue de l'expérimentation des lois) (p. 966) : rejeté (p. 968) ;
- son amendement n° 96 (plafonnement à dix du nombre précité) (p. 969) : rejeté (p. 970).

Titre :

- ses observations sur l'amendement n° 41 rectifié de la commission (mention de l'abrogation des dispositions relatives à la Communauté et des dispositions transitoires) (p. 993).

Ses explications de vote [12 juillet 1995] (p. 1031).

Vote pour du groupe UDF.

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juillet 1995] :

Conseil constitutionnel (p. 1390).

Elections et référendums : référendums (p. 1390, 1391).

Lois : inflation législative (p. 1391).

Parlement :

- inviolabilité (p. 1390) ;
- séances publiques (p. 1391) ;
- session unique (p. 1390, 1391) ;

Président de la République (p. 1390).

Ses explications de vote (p. 1405).

Vote pour du groupe UDF.

- **Proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108).**

Première lecture :

Discussion des articles [18 juillet 1995] :

Article 3 (*création de l'office*) :

- défavorable à l'amendement n° 4 de M. Laurent Dominati (études sur les incidences économiques, sociales, budgétaires et financières des lois et règlements) (p. 1277) ;
- défavorable au sous-amendement n° 27 de M. Arthur Paecht (études préalables à l'inscription des textes concernés à l'ordre du jour des assemblées) à l'amendement n° 4 de M. Laurent Dominati (p. 1278).

- **Proposition de loi tendant à créer un Office parlementaire d'évaluation de la législation (n° 2104).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [19 juillet 1995] :

Discussion de l'article unique [19 juillet 1995] :

- son amendement n° 6 (désignation de suppléants) : adopté (p. 1300) ;
- son amendement n° 7 rectifié (choix du président alternativement parmi les députés et les sénateurs) (p. 1300) : retiré (p. 1301) ;
- son amendement n° 5 (substitution d'une saisine par le Bureau de l'une ou l'autre assemblée à la saisine par son président) (p. 1301, 1302) : adopté (p. 1303).

IDIART (Jean-Louis)*Député de la Haute-Garonne**(8^e circonscription)**Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

DEPOTS**Proposition de résolution** tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'**organisation du transport routier et ses conséquences sur la sécurité routière (n° 1940)** [8 février 1995].**INTERVENTIONS**- **Projet de loi relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi (n° 1828).***Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [11 janvier 1995] :

Autorisations de stationnement : cessibilité et transparence des transactions (p. 61, 62).

Conducteurs locataires (p. 61, 62).

Formation professionnelle : certificat de capacité professionnelle (p. 61).

Discussion des articles [11 janvier 1995] :**Après l'article 2 :**- *son* amendement n° 11 (habilitation des organismes publics de formation professionnelle pour adultes pour assurer la formation) (p. 67) : rejeté (p. 68) ;- *son* amendement n° 10 (interdiction du système de la location et sanction des infractions) : rejeté (p. 68).**Article 4** (*dispositions particulières relatives aux entreprises de taxis et au cas de décès du titulaire d'une autorisation de stationnement*) :- *son* amendement n° 12 (critères de cessibilité limités aux sociétés employant des chauffeurs par rapport aux sociétés de location) (p. 71) : rejeté (p. 72).- **Proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1996 (n° E-422) (n° 2078).***Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique* [4 juillet 1995] :

Agriculture : politique agricole commune (p. 821).

Communautés européennes et Union européenne :

- élargissement (p. 821) ;

- Parlement européen (p. 821).

Communautés européennes et Union européenne : budget :

- dépenses agricoles (p. 821) ;

- fonds structurels (p. 821) ;

- programmation pluriannuelle (p. 820).

Finances publiques : rigueur budgétaire (p. 820).

France : contribution au budget des communautés européennes (p. 821).

Impôts et taxes : création d'un impôt européen (p. 821).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).***Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [12 juillet 1995] (p. 1090, 1091) :

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence : monnaie unique.

Emploi :

- généralités ;

- charges sociales : allègement.

Entreprises :

- financement ;

- formalités administratives : simplification.

Lois : loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle.

Recherche :

- CNRS ;

- crédits.

Discussion des articles [13, 17 juillet 1995] :**Après l'article 2 :**- *soutient* l'amendement n° 170 de M. Didier Migaud (relèvement de 19 à 33,3 % du taux des plus-values à long terme des entreprises) (p. 1127) : rejeté (p. 1128).**Article 3** (*majoration de 10 % de l'impôt de solidarité sur la fortune*) :- *soutient* l'amendement n° 171 de M. Augustin Bonrepaux (majoration de 100 % des taux du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 1130).**Article 7** (*contribution exceptionnelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction*) :- *soutient* l'amendement n° 158 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 1151) : rejeté (p. 1152).**Après l'article 7 :**- *soutient* l'amendement n° 176 de M. Augustin Bonrepaux (réduction d'impôt pour les dépenses afférentes à la transformation des locaux professionnels inoccupés depuis plus de six mois en locaux à usage d'habitation) : rejeté (p. 1159).**Après l'article 21 :**- *soutient* l'amendement n° 179 de M. Didier Migaud (exonération de la taxe d'habitation réservée aux seuls locaux vacants ayant fait l'objet d'une mise en location et n'ayant pas trouvé preneur) : rejeté (p. 1226) ;- *soutient* l'amendement n° 180 de M. Didier Migaud (exonération de la taxe d'habitation pour les chômeurs de longue durée) : rejeté (p. 1227).- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).***Première lecture, deuxième partie :***Aménagement du territoire, équipement et transports.** - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [25 octobre 1995] :

Police de la route et circulation routière (p. 2461).

Régions : Midi-Pyrénées (p. 2461).

Transports aériens :

- aéroports (p. 2461) ;

- compagnies aériennes françaises (p. 2461) ;

- déréglementation (p. 2461).

Transports fluviaux : canal Rhin-Rhône (p. 2461).

Transports terrestres : SNCF : situation financière ; contrat de Plan Etat-SNCF ; TGV : réseau et financement ; lignes classiques (p. 2461).

Vote des crédits [26 octobre 1995] :

Etat C, titre VI :

– *ses observations* sur l'amendement n° 74 rectifié de la commission (réduction des crédits au titre des transports terrestres) (p. 2531, 2532).

– **Projet de loi relatif aux transports (n° 2301).**

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 janvier 1996] (p. 343, 344) :

Police de la route et circulation routière : délit de très grande vitesse.

Transport aérien : sécurité.

Transports ferroviaires : contrat de plan Etat-SNCF.

Transports maritimes : pavillon Kerguelen.

Discussion des articles [25 janvier 1996] :

Article 22 bis (sécurité dans le domaine portuaire) :

– *son amendement* n° 2 (de suppression) (p. 546) : rejeté (p. 547) ;

– *son amendement* n° 3 (date d'entrée en vigueur des dispositions du présent article) (p. 347) : rejeté (p. 348).

Article 23 (modifications du code de l'aviation civile) :

– *son amendement* n° 4 (de suppression partielle) : rejeté (p. 348) ;

– *son amendement* n° 5 (sûreté des vols et responsabilité générale de l'Etat) (p. 348) : rejeté (p. 349).

Article 28 (liaison Rhin-Rhône – section de la Saône de Laperrière à Lyon) :

– *son amendement* n° 6 (de précision) : adopté (p. 350).

– **Projet de loi complétant la loi n° 66-1008 du 28 décembre 1966 relative aux relations financières avec l'étranger en ce qui concerne les investissements étrangers en France (n° 2347).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [25 janvier 1996] (p. 380, 381) :

Communautés européennes et Union européenne.

Emploi :

- création d'emplois ;
- délocalisations.

Marchés financiers : nouveau marché.

Politique économique :

- croissance ;
- investissements étrangers : poids économique : formalités : contrôle ;
- mondialisation de l'économie.

Politique économique et sociale : généralités.

Vote pour du groupe socialiste (p. 381).

– **Déclaration du Gouvernement sur la SNCF présentée par Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports et M. Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme (n° 2875).**

Principaux thèmes développés [11 juin 1996] (p. 4103, 4104) :

Aménagement du territoire.

Transports :

- modes de transports : concurrence ;
- transports aériens.

Transports ferroviaires :

- infrastructures : financement ;
- régionalisation ;
- service public ferroviaire ;
- SNCF : avenir : situation financière.

IDRAC (Anne-Marie)

Secrétaire d'Etat aux transports

NOMINATIONS

Est nommée secrétaire d'Etat aux transports. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

Fin de ses fonctions : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

Est nommée secrétaire d'Etat aux transports. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16345).

DEPOTS

Déclaration du Gouvernement sur la SNCF (n° 2875) [12 juin 1996].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

– **Bonnet (Yves) : relations aériennes entre la France et l'Algérie** : difficultés ; reprise [29 juin 1995] (p. 696).

– **Serrou (Bernard) : réseaux transeuropéens de transport : infrastructures : financement** [29 juin 1995] (p. 704, 705).

– **Rousseau (Monique) : Air France** : plan de redressement [8 novembre 1995] (p. 3191).

– **Vuibert (Michel) : fermeture de gares SNCF** : inquiétude des communes concernées [14 novembre 1995] (p. 3641, 3642).

– **Angot (André) : Fonds national de péréquation des transports aériens** : fonctionnement [6 février 1996] (p. 579).

– **Asensi (François) : vols transatlantiques d'Air France** : contentieux avec les Etats-Unis [27 mars 1996] (p. 2044).

– **Frayse (Marc) : vols transatlantiques d'Air France** : contentieux avec les Etats-Unis [27 mars 1996] (p. 2050).

– **Perrut (Francisque) : sécurité dans les aéroports** : catastrophe de Dusseldorf ; risques encourus dans les aéroports français [16 avril 1996] (p. 2224).

– **Rossinot (André) : TGV-Est Paris-Strasbourg** : construction et financement [15 mai 1996] (p. 3184).

– **Porcher (Marcel) : sécurité dans les transports publics** : sécurité des agents du service public [12 juin 1996] (p. 4167).

– **Le Pensac (Louis) : service public de la SNCF** : fermeture de lignes et de gares [12 juin 1996] (p. 4170).

– **Roig (Marie-Josée) : prévention des accidents de la route** : moyens [26 juin 1996] (p. 4950).

orales sens débat de :

– **Reymann (Marc) (n° 605) : introduction de l'eurovignette pour les transporteurs routiers frontaliers** : disparités entre véhicules français et allemands [2 juin 1995] (p. 402, 403).

– **Pascallon (Pierre) (n° 641) : difficultés socio-économiques de la ville d'Issoire et du Val d'Allier** : politique fiscale [22 juin 1995] (p. 619, 620).

– **Forissier (Nicolas) (n° 646) : rocade de contournement de Châteauroux** : programmes ; organisation et moyens [22 juin 1995] (p. 619, 620).

- **Hunault (Michel)** (n° 648) : itinéraire routier entre Laval, Châteaubriant et Saint-Nazaire : RN 171 : réhabilitation : financement [22 juin 1995] (p. 620, 621).
- **Sarre (Georges)** (n° 676) : groupe Eurotunnel : situation financière ; spéculation [5 octobre 1995] (p. 1683, 1684).
- **Grandpierre (Michel)** (n° 678) : contrat de plan Etat-SNCF : négociations [13 octobre 1995] (p. 1825, 1826).
- **Le Fur (Marc)** (n° 692) : travaux sur la route nationale 164 : aménagement nouveaux : aides de l'Etat [13 octobre 1995] (p. 1826, 1827).
- **Legras (Philippe)** (n° 693) : desserte ferroviaire de la Haute-Saône : fonctionnement ; avenir [13 octobre 1995] (p. 1827, 1829).
- **Sicre (Henri)** (n° 709) : agents des entreprises de transit et commissionnaires en douanes à la suite de l'ouverture des frontières : reconversion [23 novembre 1995] (p. 4042, 4043).
- **Mercieca (Paul)** (n° 696) : nuisances sonores dues au réseau SNCF : loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 : application, communes de Maisons-Alfort et Alfortville [23 novembre 1995] (p. 4043, 4044).
- **Laguilhon (Pierre)** (n° 697) : circulation des poids lourds en fin de semaine : sécurité routière : dérogations : véhicules étrangers ; toxicomanie au volant [23 novembre 1995] (p. 4044, 4045).
- **Bardet (Jean)** (n° 698) : tarification des billets SNCF sur les lignes de banlieue : billet combiné SNCF-RATP [23 novembre 1995] (p. 4045, 4046).
- **Boyon (Jacques)** (n° 719) : ligne ferroviaire à grande vitesse entre Genève et Mâcon : état d'avancement du projet [30 novembre 1995] (p. 4285).
- **Bardet (Jean)** (n° 722) : surveillance médicale des personnels navigants d'Air France : organisation [30 novembre 1995] (p. 4285).
- **Glavany (Jean)** (n° 718) : avenir d'Aérospatiale : suppression d'emplois [30 novembre 1995] (p. 4286).
- **Ferry (Alain)** (n° 752) : aménagement de la RN 420 et reconstruction d'un pont à Saales : état d'avancement [15 décembre 1995] (p. 5146).
- **Mathot (Philippe)** (n° 759) : transformation de la RN 51 en autoroute : conditions d'aménagement [15 décembre 1995] (p. 5147, 5148).
- **Myard (Jacques)** (n° 771) : nuisances sonores dues au trafic aérien au-dessus des communes de l'ouest de Paris : modification des routes et des contraintes techniques [21 décembre 1995] (p. 5452).
- **Martin-Lalande (Patrice)** (n° 774) : construction de l'autoroute A 85 Vierzon-Tours : calendrier ; tracé [21 décembre 1995] (p. 5453).
- **Brossard (Jacques)** (n° 788) : travaux de l'autoroute A 83 : participation de l'Etat [18 janvier 1996] (p. 132 à 134).
- **Serrou (Bernard)** (n° 784) : plate-forme eurorégionale de Montpellier : construction [18 janvier 1996] (p. 134, 135).
- **Filleul (Jean-Jacques)** (n° 799) : taux de la TVA appliqué au secteur de l'hôtellerie et de la restauration : injustice du taux actuel [25 janvier 1996] (p. 324).
- **Auchédé (Rémy)** (n° 797) : circulation dans la région Nord-Pas-de-Calais : mise à quatre voies des RN 41 et 47 [25 janvier 1996] (p. 325).
- **Beaumont (René)** (n° 806) : achèvement de l'aménagement de la Saône : procédure d'autorisation des travaux [25 janvier 1996] (p. 326).
- **Bataille (Christian)** (n° 839) : contrat de plan entre l'Etat et la région Nord-Pas-de-Calais : retard des dotations [8 février 1996] (p. 733).
- **Gascher (Pierre)** (n° 832) : implantation en Eure-et-Loir du troisième aéroport international français : aéroport international d'Arrou : construction [8 février 1996] (p. 734).
- **Biessy (Gilbert)** (n° 890) : aménagement du lieudit « le péage-de-Vizille » : contournement par la RN 91 [7 mars 1996] (p. 1310).
- **Salinier (Jean-Marc)** (n° 892) : autoroute Dourdan-Paris : tarifs du péage [7 mars 1996] (p. 1311).
- **Bastiani (Jean-Pierre)** (n° 902) : aménagement de la RN 20 : mise à deux fois deux voies [7 mars 1996] (p. 1313).
- **Ferry (Alain)** (n° 891) : lignes ferroviaires du Bas-Rhin : desserte de la zone enclavée du département [7 mars 1996] (p. 1314).
- **Nesme (Jean-Marc)** (n° 903) : axe Châlon-sur-Saône-Saint-Etienne : liaison Châlon-sur-Saône-Saint-Etienne via Paray-le-Monial et Roanne : construction [7 mars 1996] (p. 1314).
- **Fromet (Michel)** (n° 894) : logements sociaux et entreprises du bâtiment en Loir-et-Cher : financement ; aides de l'Etat [7 mars 1996] (p. 1315).
- **Inchauspé (Michel)** (n° 911) : autoroute Pau-Oloron : construction [14 mars 1996] (p. 1645).
- **Bussereau (Dominique)** (n° 919) : hôtels Méridien : vente au groupe Forte ; respect des engagements [14 mars 1996] (p. 1646).
- **Forgues (Pierre)** (n° 923) : GIAT-Industries : avenir [14 mars 1996] (p. 1647).
- **Mignon (Jean-Claude)** (n° 941) : tracé d'une ligne SNCF dans l'Essonne et la Seine-et-Marne : modification ; desserte de communes seine-et-marnaises [21 mars 1996] (p. 1908).
- **Marsaudon (Jean)** (n° 937) : fonctionnement de la ligne C du RER : difficultés d'exploitation [21 mars 1996] (p. 1910).
- **Gremetz (Maxime)** (n° 925) : situation de l'emploi : création d'emplois ; utilisation des fonds publics [21 mars 1996] (p. 1911).
- **Novelli (Hervé)** (n° 931) : organismes de protection sociale : représentation des retraités [21 mars 1996] (p. 1913).
- **Voisin (Michel)** (n° 1014) : raccordement autoroutier A 406 au Sud-Est de Mâcon : tracé ; construction (p. 2741).
- **Miossec (Charles)** (n° 1021) : réseau ferroviaire en Bretagne : modernisation [2 mai 1996] (p. 2742).
- **Bignon (Jérôme)** (n° 1019) : réseau autoroutier de la Somme : construction (p. 2743).
- **Lemoine (Jean-Claude)** (n° 1040) : construction de l'autoroute A 84 en Normandie : financement (p. 2855).
- **Kert (Christian)** (n° 1025) : carrefour autoroutier de Salon-de-Provence : construction d'une passerelle de franchissement ; Salon-de-Provence [7 mai 1996] (p. 2856).
- **Schwartzberg (Roger-Gérard)** (n° 1032) : tarifs des transports en commun en Ile-de-France : conséquences de l'augmentation [7 mai 1996] (p. 2861).
- **Boisseau (Marie-Thérèse)** (n° 1024) : logement des moins de vingt-cinq ans : aides d'urgence ; situation de Fougères [7 mai 1996] (p. 2862).

- **Saint-Sernin (Frédéric de) (n° 1057) : conditions de concurrence dans les transports routiers : chauffeurs routiers : durée du travail ; Dordogne [14 mai 1996] (p. 3065).**
- **Coussain (Yves) (n° 1046) : modernisation de la RN 122 : retard de la réalisation [14 mai 1996] (p. 3067).**
- **Reitzer (Jean-Luc) (n° 1101) : projet de liaison Saône-Rhin : remise en cause éventuelle [4 juin 1996] (p. 3738).**
- **Warsmann (Jean-Luc) (n° 1102) : financement des travaux d'équipement dans les Ardennes : RN 51 : aménagement [4 juin 1996] (p. 3739).**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [25 octobre 1995] :

Industrie :

- industrie aéronautique (p. 2472) ;
- industrie navale (p. 2473).

Organismes et structures :

- fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (p. 2471) ;
- fonds de péréquation des transports aériens (p. 2472).

Police de la route et circulation routière (p. 2472).

Ports maritimes (p. 2473).

Régions : Ile-de-France : transports collectifs : organisation et financement (p. 2472).

Transports aériens :

- aéroports (p. 2472) ;
- compagnies aériennes françaises (p. 2471, 2472).

Transports fluviaux :

- canal Rhin-Rhône (p. 2471) ;
- Compagnie nationale du Rhône (p. 2471) ;
- voies navigables : réseau ; liaison Seine-Nord (p. 2471).

Transports maritimes : Société nationale de sauvetage en mer (p. 2473).

Transports terrestres :

- SNCF : situation financière ; contrat de Plan Etat-SNCF ; TGV : réseau et financement ; lignes classiques (p. 2470, 2471) ;
- transport combiné (p. 2471) ;
- transporteurs routiers : formation ; rythme de travail (p. 2472).

Réponses aux questions [25 et 26 octobre 1995] :

DOM-TOM : Saint-Pierre-et-Miquelon : zone de pêche : contrôle (M. Gérard Grignon) (p. 2521).

Impôts et taxes : taxe sur les autoroutes et péages (M. Michel Inchauspé) (p. 2517).

Mer et littoral : fonds de développement du littoral du Nord-Pas-de-Calais (M. Emmanuel Dewees) (p. 2522).

Organismes et structures : fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (M. Roland Nungesser) (p. 2517).

Transports aériens : déréglementation (M. Jean-Pierre Defontaine) (p. 2487).

Transports fluviaux :

- canal Rhin-Rhône (M. Jacques Brunhes) (p. 2485) ;
- canal Seine-Nord (M. Jacques Brunhes) (p. 2485) ;
- Voies navigables de France : crédits (M. Roland Nungesser) (p. 2518).

Transports maritimes : Société nationale de sauvetage en mer (M. Pierre Hériaud) (p. 2508).

Transports terrestres :

- RATP : ligne 13 bis : prolongation (M. Jacques Brunhes) (p. 2485) ;
- SNCF : conventions avec les régions (M. Maurice Dousset) (p. 2498) ;
- SNCF : endettement (M. Alain Ferry) (p. 2490) ;
- SNCF : ligne Angers-Cholet (M. Maurice Ligot) (p. 2520) ;
- SNCF : ligne Charleville-Mézières-Givet (M. Philippe Mathot) (p. 2517) ;
- SNCF : ligne Pau-Oloron-Sainte-Marie (M. Michel Inchauspé) (p. 2519) ;
- TGV-Centre (M. Alain Marsaud) (p. 2527) ;
- TGV-Est (MM. Jean-Yves Le Déaut, André Droitcourt, Marc Reymann) (p. 2496, 2516, 2524) ;
- TGV-Ouest (M. Marc Reymann) (p. 2524).

Voirie :

- autoroute A 87 : section Angers-La Roche-sur-Yon (M. Maurice Ligot) (p. 2520) ;
- RN 19 (M. Philippe Legras) (p. 2522) ;
- RN 57 (M. Philippe Legras) (p. 2522) ;
- RN 82 : section Saint-Etienne-Vallée du Rhône (M. Daniel Mandon) (p. 2520, 2521).

- **Projet de loi relatif aux transports (n° 2301).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [29 novembre 1995] :

Son intervention (p. 4189) et sa réponse (p. 4206).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne : normes en matière de transport (p. 4189).

Environnement : pollution maritime (p. 4189).

Police de la route et circulation routière : sécurité routière (p. 4189).

Transports aériens :

- aéroports : sécurité (p. 4189) ;
- fret (p. 4189) ;
- personnels navigants : représentation au conseil d'administration d'Air France (p. 4189) ;

Transports ferroviaires :

- cheminots : statut (p. 4206) ;
- contrat de plan Etat-SNCF (p. 4206) ;
- dessertes ferroviaires (p. 4206).

Transports maritimes :

- flotte (p. 4189) ;
- pavillon Kerguelen (p. 4189) ;
- police de la mer : champ d'action et restructuration des différents corps des affaires maritimes (p. 4189).

Discussion des articles [29 novembre 1995] :

Article 1^{er} (*élargissement des conditions de francisation des navires*) :

- favorable à l'amendement n° 1 de la commission (exclusion des navires armés à la pêche) (p. 4207) ;
- défavorable à l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) (p. 4207) ;
- défavorable à l'amendement n° 48 de M. Daniel Colliard (de suppression partielle) (p. 4208).

Article 2 (*harmonisation des règles de francisation figurant dans le code des douanes*) :

- favorable à l'amendement n° 3 de la commission (exclusion des navires armés à la pêche) (p. 4208).

Article 3 bis (transport maritime du charbon) :

- défavorable à l'amendement n° 5 de la commission (référence au navire battant pavillon d'un Etat de l'espace économique européen de préférence aux navires des ressortissants de l'Espace économique européen) (p. 4209).

Article 4 (renforcement de la législation sur le transport des matières dangereuses) :

- favorable à l'amendement n° 6 de la commission (de précision) (p. 4210) ;
- favorable à l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 4210).

Article 4 bis (publicité des décisions de justice) :

- favorable à l'amendement n° 8 de la commission (publication, au frais du condamné, des décisions de justice dans les conditions prévues à l'article 131-35 du code pénal) (p. 4211).

Article 5 (interdiction des incinérations en mer) :

- favorable à l'amendement n° 47 de M. Charles Fèvre (rédactionnel) (p. 4212) ;
- favorable à l'amendement n° 9 de la commission (de précision) (p. 4212).

Après l'article 5 :

- favorable à l'amendement n° 10 de la commission (responsabilité pénale des personnes morales) (p. 4212) ;
- favorable à l'amendement n° 68 de M. Ambroise Guellec (application de la loi pénale française aux infractions commises au-delà de la mer territoriale) (p. 4212).

Article 6 (autorisation d'accès à bord et pouvoir de constatation des infractions des inspecteurs des affaires maritimes) :

- favorable à l'amendement n° 11 de la commission (information immédiate du procureur en cas d'infraction) (p. 4213).

Article 6 bis (responsabilité pénale des personnes morales) :

- favorable à l'amendement n° 12 de la commission (de suppression) (p. 4214).

Après l'article 6 bis :

- défavorable à l'amendement n° 41 de M. André Angot (aménagement de l'article 12 de la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 : saisine des tribunaux directement concernés par la zone d'infraction) (p. 4214).

Article 9 (transmission des rapports sur les navires de pêche français établis par des inspecteurs et officiers étrangers) :

- favorable à l'amendement n° 13 de la commission (de précision) (p. 4215).

Article 14 (autorités habilitées en matière d'infractions à la loi relative à l'exploration du plateau continental) :

- favorable à l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 4216) ;
- favorable à l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) (p. 4216).

Article 19 (adaptation du code du travail maritime) :

- défavorable à l'amendement n° 56 de M. Dominique Dupilet (précisions quant à la composition européenne de l'équipage embarqué sur un navire battant pavillon français) (p. 4217) ;
- défavorable à l'amendement n° 50 de M. Daniel Colliard (impossibilité pour des marins étrangers à la Communauté européenne d'embarquer sur des navires battant pavillon français) (p. 4217).

Article 22 (conditions d'immatriculation au registre des TAAF) :

- défavorable à l'amendement n° 58 de M. Dominique Dupilet (de suppression) (p. 4218) ;
- défavorable à l'amendement n° 52 de M. Daniel Colliard (application du code du travail maritime à l'ensemble du personnel embarqué sur un navire battant pavillon français) (p. 4219) ;
- défavorable à l'amendement n° 32 de M. Ambroise Guellec (définition précise de l'immatriculation dans les ports du Territoire des terres australes et antarctiques françaises) (p. 4219) ;
- défavorable à l'amendement n° 59 de M. Dominique Dupilet (exclusion des navires de passagers) (p. 4220) ;
- défavorable à l'amendement n° 60 de M. Dominique Dupilet (proportion minimale des marins français fixée à 35 % de l'équipage global) (p. 4220) ;
- défavorable à l'amendement n° 61 de M. Dominique Dupilet (obligation pour les marins étrangers de parler et lire suffisamment la langue française) (p. 4221) ;
- défavorable à l'amendement n° 33 de M. Ambroise Guellec (application des dispositions du code du travail et du code du travail maritime aux navires immatriculés au registre des TAAF) (p. 4222) ;
- défavorable à l'amendement n° 34 de M. Ambroise Guellec (situation juridique des navires immatriculés au registre des TAAF avant l'annulation par le Conseil d'Etat du décret du 20 mars 1987) (p. 4223).

Article 23 (modifications du code de l'aviation civile) :

- favorable à l'amendement n° 16 de la commission (de précision) (p. 4242) ;
- favorable à l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) (p. 4242) ;
- défavorable à l'amendement n° 63 de M. Dominique Dupilet (suppression du paragraphe II) (p. 4242) ;
- favorable à l'amendement n° 18 de la commission (désignation des sociétés privées habilitées à effectuer les contrôles de sûreté) (p. 4242) ;
- soutient l'amendement n° 70 rectifié du Gouvernement (traitement des bagages à main) (p. 4242) : adopté (p. 4243) ;
- favorable à l'amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) (p. 4243) ;
- défavorable à l'amendement n° 64 de M. Dominique Dupilet (date d'entrée en vigueur des dispositions du présent article) (p. 4243) ;
- défavorable à l'amendement n° 66 de M. Dominique Dupilet (de suppression partielle) (p. 4243) ;
- favorable à l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) (p. 4243) ;
- soutient l'amendement n° 73 deuxième rectification du Gouvernement (agrément des personnels des compagnies aériennes chargés des visites de sûreté) (p. 4243) : adopté (p. 4244) ;
- défavorable à l'amendement n° 67 de M. Dominique Dupilet (obligation d'un contrôle final des marchandises effectué par les agents de l'Etat) (p. 4244) ;
- favorable à l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 4244) ;
- favorable à l'amendement n° 23 de la commission (possibilité pour le Gouvernement d'édicter des règles particulières pour les colis postaux ou la presse) (p. 4244) ;
- soutient le sous-amendement n° 69 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 23 de la commission : adopté (p. 4244) ;
- soutient l'amendement n° 72 du Gouvernement (permet au Gouvernement de prendre les dispositions réglementaires auxquelles les entreprises agréées doivent satisfaire) (p. 4244) : adopté (p. 4245) ;

- favorable à l'amendement n° 24 de la commission (maintien des moyens de contrôle de l'Etat sur les programmes d'exploitation des compagnies aériennes) (p. 4245) ;
- favorable à l'amendement n° 35 de M. Dominique Bussereau (art. L. 330-3 du code de l'aviation civile : obligation d'information et non plus de consultation des collectivités locales et des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4245) ;
- favorable à l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) (p. 4245).

Article 24 (modification de la loi relative à la démocratisation du secteur public) :

- soutient l'amendement n° 75 du Gouvernement (possibilité donnée au Gouvernement de mettre fin au mandat des administrateurs nommés par décret et maintien en fonctions de l'actuel conseil d'administration) : adopté (p. 4246).

Article 25 (exclusion de Saint-Pierre-et-Miquelon du champ d'application de certaines des nouvelles dispositions du code de l'aviation civile) :

- favorable à l'amendement n° 26 de la commission (de précision) (p. 4246).

Article 26 (adaptations du code de la route) :

- défavorable à l'amendement n° 28 rectifié de la commission (taux d'alcoolémie nul pour les chauffeurs de car transportant des passagers de moins de seize ans) (p. 4249) ;
- favorable à l'amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) (p. 4250) ;
- favorable à l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) (p. 4250).

Après l'article 26 :

- défavorable à l'amendement n° 38 de M. René Beaumont (accompagnement des enfants de deux à six ans lors du transport scolaire communal) (p. 4250) ;
- favorable à l'amendement n° 43 de M. François-Michel Gonnot (obligation du port de la ceinture de sécurité dans les modes de transport collectif interurbain) (p. 4251) ;
- ses observations sur l'amendement n° 44 de M. François-Michel Gonnot (équipement d'un limiteur de vitesse de tout véhicule automobile) (p. 4252) ;
- ses observations sur les amendements n° 45 de M. François-Michel Gonnot et 53 de M. Bernard Accoyer (prévention et répression de l'usage de la drogue ou de certains médicaments par les conducteurs) (p. 4253).

Après l'article 27 :

- favorable à l'amendement n° 55 de M. René Beaumont (existence légale des responsabilités assumées par la Compagnie nationale du Rhône en ce qui concerne l'aménagement de la Saône de Laperrière à Lyon) (p. 4254) ;
- défavorable à l'amendement n° 36 de M. Michel Bouvard (étude d'impact sur l'activité ferroviaire régionale pour projet routier ou autoroutier) (p. 4255) ;
- défavorable à l'amendement n° 37 de M. Michel Bouvard (possibilité de reprise par une structure plus souple de l'exploitation d'une ligne ferroviaire secondaire que la SNCF souhaite abandonner) (p. 4255) ;
- favorable à l'amendement n° 39 rectifié de M. René Beaumont (recouvrement de la taxe hydraulique et d'un certain nombre de péages par de nouvelles catégories de personnel de Voies navigables de France) (p. 4256) ;
- ses observations sur l'amendement n° 42 de M. Jean-Claude Lemoine (signalisation des voitures) (p. 4256).

Avant l'article 26 :

- favorable à l'amendement n° 27 précédemment réservé de la commission (intitulé du titre III du projet de loi : mesures relatives à la sécurité routière) (p. 4256).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [25 janvier 1996] :

Ses interventions (p. 341, 345).

Principaux thèmes développés :

Cours d'eau, étangs et lacs : Compagnie nationale du Rhône (p. 342).

Environnement : pollution maritime (p. 342).

Police de la route et circulation routière : sécurité routière (p. 345).

Transport aérien :

- fonds de péréquation des transports aériens (p. 342) ;

- fret (p. 342).

Transports ferroviaires : contrat de plan Etat-SNCF (p. 346).

Transports maritimes :

- pavillon Kerguelen (p. 345) ;

- police judiciaire et agents des douanes : pouvoirs de contrôle dans les espaces portuaires (p. 341).

Voirie : programme autoroutier (p. 346).

Discussion des articles [25 janvier 1996] :

Article 22 bis (sécurité dans le domaine portuaire) :

- défavorable aux amendements identiques n° 2 de M. Jean-Louis Idiart et 7 de M. Daniel Colliard (de suppression) (p. 547) ;

- favorable à l'amendement n° 8 de M. Daniel Colliard (art. L. 323-5 du code des ports maritimes : protection des locaux à usage syndical) (p. 347) ;

- ses observations sur l'amendement n° 9 de M. Daniel Colliard (art. L. 232-5 du code des ports maritimes : protection des locaux à usage syndical) (p. 347) ;

- défavorable à l'amendement n° 3 de M. Jean-Louis Idiart (date d'entrée en vigueur des dispositions du présent article) (p. 347).

Article 23 (modifications du code de l'aviation civile) :

- défavorable à l'amendement n° 4 de M. Jean-Louis Idiart (de suppression partielle) (p. 348) ;

- défavorable à l'amendement n° 5 de M. Jean-Louis Idiart (sûreté des vols et responsabilité générale de l'Etat) (p. 349).

Après l'article 23 :

- soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (art. 35 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire : modalités de fonctionnement du fonds de péréquation des transports aériens) : adopté (p. 349).

Article 28 (liaison Rhin-Rhône - section de la Saône de Laperrière à Lyon) :

- ses observations sur les amendements identiques n° 6 de M. Jean-Louis Idiart et 10 de M. Daniel Colliard (de précision) (p. 350).

Seconde délibération de l'article 22 bis.

Article 22 bis (sécurité dans le domaine portuaire) :

- ses observations sur l'amendement n° 1 de M. Charles Fèvre (art. L. 323-5 du code des ports maritimes : protection des locaux syndicaux) (p. 351).

- **Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).**

Première lecture :

Discussion des articles [23 mai 1996] :

Après l'article 25 :

- soutient l'amendement n° 247 corrigé du Gouvernement (sanctions à l'égard du donneur d'ordres dans le domaine du transport routier de marchandises) : adopté après rectification (p. 3464) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 251 de M. Jean-Paul Charrié (frais à prendre en compte dans la détermination du coût de revient du transporteur) à l'amendement n° 247 corrigé du Gouvernement ;
 - *soutient* l'amendement n° 246 du Gouvernement (sanctions à l'égard des transporteurs routiers dans le cas d'un service offert à un client n'appartenant pas au secteur des transports) : adopté (p. 3464).
- Déclaration du Gouvernement sur la SNCF présentée par Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports et M. Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme (n° 2875).**

Son intervention [11 juin 1996] (p. 4084).

Principaux thèmes développés :

Environnement (p. 4085).

Lois : loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (p. 4085).

Transports :

- modes de transports : concurrence (p. 4084) ;
- transport combiné (p. 4084) ;
- transports aériens (p. 4085).

Transports ferroviaires :

- généralités (p. 4084) ;
- fret (p. 4085) ;
- infrastructures : financement (p. 4085) ;
- régionalisation (p. 4086) ;
- service public ferroviaire (p. 4085) ;
- SNCF : avenir : situation financière (p. 4084) ;
- SNCF : personnel (p. 4086) ;
- TGV (p. 4085) ;

Voirie : réseau autoroutier (p. 4085).

IMBERT (Amédée)

Député de l'Ardeche

(1^{re} circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

INCHAUSPE (Michel)

Député des Pyrénées-Atlantiques

(4^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre du comité de gestion du fonds d'investissement des transports routiers et des voies navigables [J.O. du 7 avril 1995] (p. 5561).

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 22 juin 1995] (p. 9446).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Membre de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel [J.O. du 7 juillet 1995] (p. 10209).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 [J.O. du 29 juillet 1995] (p. 11347).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Affaires étrangères : affaires étrangères) [20 septembre 1995].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1996 [J.O. du 13 décembre 1995] (p. 18147).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 [J.O. du 21 décembre 1995] (p. 18527).

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [J.O. du 27 mars 1996] (p. 4710).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delalande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Affaires étrangères : affaires étrangères) [7 mai 1996].

Membre du comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale [J.O. du 24 mai 1996] (p. 7776).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation des activités financières [J.O. du 6 juin 1996] (p. 8388).

Vice-président de cette commission [J.O. du 12 juin 1996] (p. 8757).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)** : annexe n° 1 : **Affaires étrangères : affaires étrangères (n° 2270)** [12 octobre 1995].

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 911, posée le 5 mars 1996 : **autoroute Pau-Oloron** (p. 1198). Appelée le 14 mars 1996 (p. 1645).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 juillet 1995] :

Action sociale et solidarité nationale : exclusion : fracture sociale (p. 1083).

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence : monnaie unique (p. 1084).

Consommation (p. 1084).

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 1083).

Emploi :

- généralités (p. 1083) ;
- charges sociales : allègement (p. 1083, 1084) ;
- chômage (p. 1083) ;
- chômage de longue durée : contrat initiative-emploi (p. 1083) ;
- plan emploi : financement : coût (p. 1083).

Entreprises :

- financement (p. 1084) ;
- investissements (p. 1084).

Etat : réforme (p. 1084).

Finances publiques :

- crédits : annulations (p. 1084) ;
- déficits publics et sociaux (p. 1084, 1085) ;
- dette publique (p. 1084) ;
- politique budgétaire : maîtrise des dépenses publiques (p. 1083, 1084) ;
- prélèvements obligatoires (p. 1084) ;
- recettes : estimations : moins-values (p. 1083).

Impôt sur les sociétés (p. 1085).

Impôts sur la fortune et sur le patrimoine : impôt de solidarité sur la fortune (p. 1084).

Lois de finances rectificatives (p. 1083).

Politique économique :

- croissance (p. 1084) ;
- taux d'intérêt (p. 1084).

TVA : taux normal : relèvement (p. 1083, 1084).

- **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs (n° 2212).***Première lecture :**Discussion des articles [4 octobre 1995] :***Après l'article 18 :**

- favorable à l'amendement n° 15 de la commission (introduction de la notion d'actionnaire de référence et affirmation du caractère solidaire du soutien dans l'article 52 de la loi du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit) (p. 1661).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).***Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 octobre 1995] :*

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence : monnaie unique (p. 1974).

Epargne : fiscalité (p. 1975).

Finances publiques :

- crédits : réduction (p. 1975) ;
- déficits publics et sociaux (p. 1974, 1975) ;
- dépenses publiques : maîtrise (p. 1975, 1976) ;
- dette publique (p. 1975).

Fonctionnaires et agents publics :

- déconcentration (p. 1975) ;
- rémunérations (p. 1974).

Gouvernements socialistes (p. 1974).

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 1975).

Politique économique : taux d'intérêt (p. 1975).

Sécurité sociale : protection sociale : financement : réforme (p. 1975).

*Première partie, discussion des articles [19, 20 et 21 octobre 1995] :***Article 4 (champ d'application de l'abattement de 8 000 F/16 000 F applicable aux revenus de capitaux mobiliers) :**

- son amendement n° 212 (maintien du régime actuel pour les contribuables dont la cotisation d'impôt sur le revenu est inférieure à 7 000 francs) : retiré (p. 2087) ;
- son amendement n° 328 deuxième rectification (maintien du régime actuel pour les contribuables dont la cotisation d'impôt sur le revenu est inférieure à 5 000 francs) (p. 2087) : rejeté (p. 2089).

Après l'article 6 :

- ses observations sur l'amendement n° 123 de la commission (déduction des droits de mutation à titre gratuit acquittés par les héritiers ou les donataires d'une entreprise individuelle ou d'une société non cotée des résultats de l'entreprise ou de la société) (p. 2159) ;
- favorable à l'amendement n° 124 de la commission (amélioration du régime fiscal de la donation-partage) (p. 2161).

Article 7 (mesures liées à la réforme de l'accession à la propriété) :

- soutient l'amendement n° 283 de M. Jean-Pierre Thomas (application du taux réduit de la TVA aux acquisitions de terrains réalisées par les bénéficiaires du prêt sans intérêt) : retiré (p. 2172).

Article 10 (aménagement des modalités de calcul du plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée) :

- ses observations sur les amendements identiques n° 157 corrigé de la commission et 261 de M. Gilbert Gantier (reconduction pour la seule année 1996 du dispositif de plafonnement) (p. 2190) ;
- son amendement n° 414 (répartition de la charge résultant du gel des taux entre les collectivités locales et les entreprises) : retiré (p. 2193).

Après l'article 14 :

- soutient l'amendement n° 166 de la commission (modification des taux des redevances des mines d'hydrocarbures) : adopté (p. 2234).

Article 28 (relèvement du taux de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes) :

- son amendement n° 213 soutenu par M. Patrick Devedjian (de suppression) (p. 2306) : retiré ; repris par M. Augustin Bonrepaux : rejeté (p. 2307).

*Deuxième partie :***Aménagement du territoire, équipement et transports. - Questions [26 octobre 1995] :**

Impôts et taxes : taxe sur les autoroutes et péages. (p. 2517).

Transports terrestres : SNCF : ligne Pau-Oloron-Sainte-Marie (p. 2518).

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. -

Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur spécial de la commission des finances pour les affaires étrangères [12 novembre 1995] :

Commerce extérieur :

- ALENA (p. 3428) ;
- MERCOSUR (p. 3428).

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique (p. 3427, 3428).

Défense : pilotes français détenus en Bosnie (p. 3427).

Israël : hommage à M. Yitzhak Rabin, Premier ministre assassiné ; processus de paix (p. 3427).

Ministère : crédits (p. 3428).

*Vote des crédits :***Etat B, titre III :**

- son amendement n° 255 rectifié soutenu par M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits) : adopté (p. 3472).

Etat B, titre IV :

- son amendement n° 256 rectifié (réduction des crédits) (p. 3473) : adopté (p. 3475).

Etat C, titre VI :

- son amendement n° 257 rectifié soutenu par M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits) (p. 3475) : adopté (p. 3476).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :**Après l'article 59 :**

- soutient l'amendement n° 91 de M. Patrick Devedjian (institution d'un double degré de juridiction pour l'ensemble du contentieux fiscal) : retiré (p. 3834) ;
 - son amendement n° 291 (collecte des paris engagés sur des parties de pelote basque par les sociétés de courses autorisées à organiser le pari mutuel) : adopté (p. 3839) ;
 - défavorable à l'amendement n° 132 corrigé de M. Nicolas Forissier (relèvement des tarifs de la taxe sur les grandes surfaces) (p. 3841).
- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Article 14 (relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition) :

- ses observations sur les amendements identiques n° 15 de la commission, 3 de M. Arsène Lux, 6 de M. Germain Gengenwin, 72 de M. Charles de Courson, 73 de M. Jean-Jacques Weber, 75 de M. Augustin Bonrepaux et 76 de M. Alain Marsaud (maintien de la compétence des centres de gestion agréés et habilités pour l'ensemble des entreprises relevant du régime simplifié d'imposition) (p. 4674).
- **Projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime (n° 2298).**

Première lecture :

Discussion des articles [14 février 1996] :

Article 1^{er} (création du délit de blanchiment du produit des crimes et délits) :

- ses observations (p. 877).

Article 324-1 du code pénal :

- son amendement n° 6 (intentionnalité) : retiré (p. 885).

Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).*Première lecture :*

Discussion des articles [6 et 7 mars 1996] :

Article 8 (délais de réponse de l'administration en matière fiscale) :

- ses observations sur l'amendement n° 41 de la commission (suppression de la référence à la notion de bonne foi) (p. 1223).

Après l'article 8 :

- soutient l'amendement n° 108 de M. Denis Merville (relèvement du plafond de la déduction des intérêts des emprunts contractés par les salariés d'une entreprise pour souscrire au capital d'une société nouvelle créée pour le rachat de leur entreprise) (p. 1224) : rejeté (p. 1225) ;

- favorable à l'amendement n° 43 de la commission (réforme des transmissions d'entreprises) (p. 1230).

Article 30 (dispositions relatives à la taxe sur les titulaires d'ouvrages de prise d'eau, rejet d'eau ou autres ouvrages hydrauliques) :

- son amendement n° 111 (modalités de calcul de la taxe pour les usages agricoles et les ouvrages hydrauliques) (p. 1358) : retiré (p. 1359) ;
- son amendement n° 112 (modalités de calcul de la taxe pour les ouvrages hydro-électriques et limitation de son montant à 3,5 % du chiffre d'affaires) (p. 1359) : retiré (p. 1360).

Après l'article 37 :

- soutient l'amendement n° 74 de la commission (organisation de paris sur les parties de pelote basque) : adopté (p. 1368).
- **Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).**

Première lecture :

Discussion des articles [21 mars 1996] :

Article 1^{er} (art. 31 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : mention des rabais, remises et ristournes acquis sur les factures) :

- ses observations sur l'amendement n° 166 de M. Jean-Pierre Philibert (dépenalisation des règles de facturation et de revente à perte) (p. 1953).

Avant l'article 1^{er} :

- ses observations sur l'amendement n° 178 précédemment réservé du Gouvernement (prohibition des offres de prix de vente abusivement bas et saisine de la commission permanente) (p. 1970).

Projet de loi de modernisation des activités financières (n° 2650).*Première lecture :*

Discussion des articles [16 et 17 avril 1996] :

Article 10 nonies (organisation de la profession) :

- soutient l'amendement n° 20 de la commission (libre choix des associations représentant les entreprises d'investissement et les entreprises de marché) : adopté (p. 2257).

Article 12 (composition du Conseil des marchés financiers) :

- son amendement n° 132 (mode de désignation du représentant des marchés à terme de marchandises) : devenu sans objet (p. 2261).

Article 14 (les formations spécialisées du Conseil des marchés financiers) :

- son amendement n° 133 (institution d'un comité spécialisé pour chaque produit) (p. 2280) : retiré (p. 2281).

Article 15 bis (conflits d'intérêt et secret professionnel) :

- son amendement n° 134 (définition des conflits d'intérêt et durée de la non-participation aux délibérations du Conseil) (p. 2284) : retiré (p. 2286).

Article 22 (conditions de fonctionnement des marchés réglementés et règles d'admission des instruments financiers) :

- son amendement n° 135 (de précision) : retiré (p. 2292).

Article 26 (reconnaissance légale des contrats financiers à terme et des opérations à terme) :

- soutient l'amendement n° 59 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2299).

Après l'article 36 :

- favorable à l'amendement n° 69 rectifié de la commission (obligation d'adhésion à un régime d'indemnisation ou de garantie) (p. 2305).

Article 52 (modification du statut de la Commission des opérations de bourse) :

- soutient l'amendement n° 89 de la commission (critères de désignation des membres nommés par les présidents des assemblées constitutionnelles) : adopté (p. 2335) ;
- favorable à l'amendement n° 152 du Gouvernement (non-participation du représentant du Gouvernement aux délibérations à caractère individuel) (p. 2335) ;
- favorable à l'amendement n° 153 du Gouvernement (homologation du règlement intérieur) (p. 2335) ;
- favorable à l'amendement n° 154 du Gouvernement (portée du règlement intérieur) (p. 2335) ;
- soutient l'amendement n° 129 de M. Jean-Jacques Jegou (de coordination) : adopté (p. 2336) ;
- soutient l'amendement n° 90 de la commission (information du public en cas d'admission d'une société sur un marché réglementé) : adopté (p. 2336) ;
- soutient l'amendement n° 91 de la commission (application du délit d'initié aux seuls émetteurs de titres de sociétés cotées) (p. 2336) : adopté (p. 2337).

Article 54 (personnes habilitées à créer des fonds communs de placement) :

- soutient l'amendement n° 92 de la commission (de précision) : adopté (p. 2337).

Après l'article 54 :

- favorable à l'amendement n° 155 du Gouvernement (émission en plusieurs fois des parts constituant le passif des fonds communs de créances) (p. 2338).

Article 57 (coordination avec la loi du 28 mars 1885) :

- soutient l'amendement n° 93 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2338).

Article 59 (dispositions de coordination avec la loi du 24 janvier 1984 sur les établissements de crédit) :

- favorable à l'amendement n° 156 du Gouvernement (de coordination) (p. 2339) ;
- soutient l'amendement n° 94 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2339).

Article 60 (dispositions de coordination avec la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et la loi du 26 juillet 1991 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier) :

- soutient l'amendement n° 130 de M. Jean-Jacques Jegou (de coordination) : adopté (p. 2340) ;
- soutient l'amendement n° 95 de la commission (suppression de l'obligation d'inscription au nominatif chez l'émetteur des titres de sociétés négociés sur un marché réglementé) (p. 2340) : adopté après modifications (p. 2341) ;
- favorable au sous-amendement n° 157 du Gouvernement (application aux marchés réglementés des dispositions régissant actuellement de manière indifférenciée la cote officielle et le second marché) à l'amendement n° 95 de la commission (p. 2341) ;
- défavorable à l'amendement n° 144 de M. Gilbert Gantier (rétablissement du pouvoir de réglementation du Comité de la réglementation bancaire sur le marché des titres de créances négociables) (p. 2341).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 mai 1996] (p. 3610) :

Banques et établissements financiers : généralités.

Communautés européennes et Union européenne : directive du 10 mai 1993 sur les services d'investissement.

Marchés financiers :

- maisons de titres ;
- organisation : rôle économique.

Secteur public : La Poste.

Discussion des articles [29 mai 1996] :

Après l'article 29 :

- son amendement n° 26 (de précision) : adopté (p. 3620).

Après l'article 70 :

- son amendement n° 22 (interdiction de proposer des services d'investissement ou bancaires dans des locaux commerciaux) (p. 3628) : retiré (p. 3630).

Vote pour du groupe RPR (p. 3611).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [21 juin 1996] (p. 4707) :

Banques et établissements financiers :

- généralités ;
- Comité de la réglementation bancaire et financière.

Marchés financiers :

- maisons de titres ;
- organisation : rôle économique.

Vote pour du groupe RPR (p. 4707).

ISAAC-SIBILLE (Bernadette)

Député du Rhône

(1^{re} circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 14 octobre 1995] (p. 15023).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Travail et affaires sociales : affaires sociales : famille) [11 juin 1996].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 26 juin 1996] (p. 9564).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à améliorer l'aide à la maternité et à instituer des commissions départementales d'aide à la maternité (n° 2248) [5 octobre 1995].

QUESTIONS**au Gouvernement :**

- **Politique de la famille** : forums régionaux : bilan ; arbitrages [25 octobre 1995] (p. 2454, 2455).
- **Droits de l'homme en Chine** : résolution européenne condamnant la politique chinoise [26 mars 1996] (p. 1983).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs (n° 2212).**

Première lecture :

Discussion des articles [4 octobre 1995] :

Après l'article 18 :

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 27 de M. Philippe Auberger (application des sanctions prévues par l'article L. 313.1 du code des juridictions financières aux représentants, administrateurs ou agents des organismes soumis au contrôle de la Cour des comptes ou à celui d'une Chambre régionale des comptes) à l'amendement n° 20 rectifié de M. Charles de Courson (responsabilité financière des dirigeants d'entreprises publiques qui ont commis des fautes de gestion ayant entraîné des pertes significatives au regard des fonds propres de l'entreprise) (p. 1665).

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité entre les générations. – *Questions* [27 octobre 1995] :

Sécurité sociale : Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) : budget : autonomie (p. 2628, 2629).

Culture et francophonie. – *Questions* [27 octobre 1995] :

Fonctionnaires et agents publics : conservateurs : mobilité des agents entre l'État et les collectivités locales (p. 2678).

– **Proposition de loi relative à l'adoption (n° 2251).**

Première lecture :

Discussion des articles [17 janvier 1996] :

Article 10 (nouvelle dénomination des œuvres d'adoption) :

– *son* amendement n° 4 corrigé (remplacement de la notion d'œuvre privée par la notion d'établissement) : retiré (p. 64) ;

– *son* amendement n° 20 (qualification de la situation de l'enfant adoptable) (p. 64) : rejeté (p. 65).

– **Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [20 juin 1996] (p. 4597) :

Ville : banlieues.

J

JACOB (Christian)*Député de la Seine-et-Marne**(4^e circonscription)**non inscrit puis RPR*

Elu député le 10 décembre 1995 [J.O. du 12 décembre 1995] (p. 18087).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 décembre 1995] (p. 18140).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 décembre 1995] (p. 18205).

INTERVENTIONS

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, sur la charte d'installation des jeunes agriculteurs et le statut des conjoints et débat sur cette déclaration (n° 2722).**

Principaux thèmes développés [23 avril 1996] (p. 2454) :

Agroalimentaire.

Commerce extérieur : Organisation mondiale du commerce.

Commercialisation.

Exploitants agricoles :

- dotation aux jeunes agriculteurs ; charte nationale pour l'installation des jeunes en agriculture ;
- formation.

Exploitations agricoles : transmission.

Lois : loi d'orientation pour l'agriculture : projet de loi début 1997.

JACOB (Yvon)*Député d'Ille-et-Vilaine**(2^e circonscription)**Apparenté RPR puis RPR*S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1^{er} février 1995] (p. 1906).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Rapporteur pour avis du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [12 juillet 1995].

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale (n° 2174) [25 juillet 1995].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [J.O. du 30 juillet 1995] (p. 11404).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [J.O. du 30 juillet 1995] (p. 11404).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer (n° 2444) [17 janvier 1996].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française [J.O. du 7 mars 1996] (p. 3582).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le statut de la Polynésie française [J.O. du 7 mars 1996] (p. 3582).

Membre de la commission d'enquête sur les aides à l'emploi [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de l'économie et des finances et de M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat [J.O. du 15 mai 1996] (p. 7334).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission de la production et des échanges :

- sur le projet, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 2173), **instituant le contrat initiative-emploi** ;
- sur le projet, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 2174), relatif à des **mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale**,

(n° 2177) [26 juillet 1995].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à **l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer (n° 2593)** [5 mars 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Terrorisme** : mort de Khaled Kelkal [3 octobre 1995] (p. 1575).
- **Conséquences des grèves pour les entreprises** : échéances fiscales [5 décembre 1995] (p. 4553, 4554).
- **Nouvelle-Calédonie** : statut [23 avril 1996] (p. 2434).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173).**

Rapporteur pour avis de la commission de la production.

*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [27 juillet 1995] (p. 1363) :

Chômage :

- contrat de retour à l'emploi ;
- contrat emploi solidarité : prolongation sous forme de contrat initiative-emploi.

Entreprises : coûts salariaux : abaissement.

Politique de l'emploi : croissance.

Président de la République.

Revenu minimum d'insertion.

Discussion des articles [27 juillet 1995] :

Article 1^{er} (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi) :

Article L. 322-4-2 du code du travail (publics visés et aides) :

- favorable à l'amendement n° 28 de la commission (admission des demandeurs d'emploi de longue durée bénéficiaires au cours des derniers dix-huit mois d'un stage de formation au bénéfice des contrats initiative-emploi) (p. 1444) ;
- favorable à l'amendement n° 27 de la commission (possibilité d'enchaîner sur un contrat initiative-emploi conclu avec une entreprise d'insertion ou une entreprise d'intérim, à condition d'appartenir lors de la conclusion du premier contrat à l'une des catégories éligibles au contrat initiative-emploi) (p. 1445) ;
- soutient l'amendement n° 98 de la commission de la production (aide forfaitaire de l'Etat versée pendant une durée maximale de vingt-quatre mois) : retiré (p. 1448) ;
- son sous-amendement oral (possibilité substituée à obligation) à l'amendement n° 78 de M. Jean-Paul Anciaux (modalités de formation minimum ou tutorat pour faciliter l'insertion des salariés) (p. 1451) : retiré (p. 1452) ;
- défavorable à l'amendement n° 31 de la commission (impossibilité de conclure des contrats initiative-emploi dans un établissement dans lequel il a été procédé à un licenciement économique dans les six mois précédant la date d'effet du contrat, ou lorsqu'un contrat à durée déterminée a pris fin dans ces six mois) (p. 1464) ;
- défavorable à l'amendement n° 34 de la commission (à compter de la date d'effet de la convention pas de licenciement économique durant six mois) (p. 1471).

Article L. 322-4-5 du code du travail (atténuation des effets de seuil d'effectif) :

- son amendement n° 99 corrigé (la durée de un an de gel des seuils sociaux est portée à deux ans) (p. 1478) : adopté (p. 1480).

Article 2 (information du comité d'entreprise) :

- soutient l'amendement n° 100 de la commission de la production (distinction entre les entreprises de plus de 300 salariés où l'information des comités d'établissement est trimestrielle et les autres où l'information n'est que semestrielle) (p. 1497) : adopté après rectification (p. 1498).

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale (n° 2174).**

Rapporteur pour avis de la commission de la production.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173) [27 juillet 1995].

Discussion des articles [28 juillet 1995] :

Article 1^{er} (réduction des cotisations sociales patronales sur les bas salaires) :

- soutient l'amendement n° 39 de la commission de la production (le plafond des gains et rémunérations faisant l'objet d'une réduction de cotisations sociales, porté de 1,2 à 1,5 fois le SMIC) (p. 1510) ;
- soutient l'amendement n° 40 de la commission de la production (absence de prise en compte des primes pour la détermination de la réduction des cotisations sociales prévue à l'article 1^{er}) (p. 1513) : rejeté (p. 1514).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 octobre 1995] :

Action sociale et solidarité nationale : fracture sociale (p. 1926).

Culture : Bibliothèque nationale de France (p. 1927).

Emploi : chômage (p. 1927).

Entreprises :

- PME (p. 1927) ;
- transmissions d'entreprises : régime fiscal (p. 1927).

Etat : réforme (p. 1927).

Finances publiques :

- crédits : réduction (p. 1927) ;
- déficits publics et sociaux (p. 1926, 1927) ;
- prélèvements obligatoires (p. 1926).

Fonctionnaires et agents publics : créations de postes (p. 1927).

Gouvernements socialistes (p. 1926).

Politique économique : croissance (p. 1927).

Politique économique et sociale : réformes (p. 1927).

Sécurité sociale : protection sociale : financement : réforme (p. 1927).

Deuxième partie :

Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [30 octobre 1995] :

Administration : formalités (p. 2799).

Banques et établissements financiers :

- bonifications d'intérêt (p. 2799) ;
- fonds communs de placement de proximité (p. 2799).

Emploi (p. 2799).

Industrie et commerce extérieur. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [10 novembre 1995] :

Commerce extérieur : services et organismes français de promotion (p. 3369).

Communautés européennes et Union européenne : critères de Maastricht (p. 3370).

Ministère : structures et directions (p. 3368).

Moyens de paiement : dévaluations compétitives (p. 3370).

Politique industrielle : généralités (p. 3369).

Recherche industrielle : Agence nationale pour la valorisation de la recherche (p. 3369).

Vote des crédits :

Etat C, titre VI :

- favorable à l'amendement n° 294 rectifié de M. Bernard Carayon (réduction des crédits au profit des chantiers navals) (p. 3396).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Après l'article 59 :

- son amendement n° 407 (plafonnement du taux communal de la taxe professionnelle) (p. 3826) : retiré (p. 3828) ;
- son amendement n° 408 (plafonnement du taux communal de la taxe professionnelle) (p. 3827) : retiré (p. 3828) ;
- soutient l'amendement n° 132 corrigé de M. Nicolas Forissier (relèvement des tarifs de la taxe sur les grandes surfaces) (p. 3839) : retiré ; repris par M. Augustin Bonrepaux (p. 3840) : rejeté (p. 3841).
- **Proposition de loi tendant à étendre aux collectivités locales et à leurs groupements l'accès aux prêts distribués à partir des fonds établis par les CODEVI (n° 1956).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [23 novembre 1995] :

CODEVI :

- distribution de prêts aux collectivités locales (p. 4088) ;
- ressources : montant : utilisation (p. 4088).

Collectivités locales : emprunts : régime : taux d'intérêt (p. 4088).

Emploi (p. 4088).

Entreprises :

- financement (p. 4088) ;
- PME (p. 4088).

Politique économique : taux d'intérêt (p. 4088).

Discussion des articles [23 novembre 1995] :

Article 1^{er} (*accès des collectivités locales aux prêts distribués à partir des dépôts des CODEVI*) :

- favorable à l'amendement n° 7 du Gouvernement (application du dispositif jusqu'au 31 décembre 1996) (p. 4096) ;
- défavorable au sous-amendement n° 8 de M. Alain Gest (prorogation jusqu'au 31 décembre 1997) à l'amendement n° 7 du Gouvernement (p. 4096) ;
- son sous-amendement n° 10 (accès aux prêts réservé aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) à l'amendement n° 7 du Gouvernement (p. 4093) : retiré (p. 4097) ;
- son amendement n° 5 (accès aux prêts réservé aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) : devenu sans objet (p. 4097) ;
- son amendement n° 6 (application du dispositif jusqu'au 31 décembre 1996) : devenu sans objet (p. 4097).

Vote pour du groupe RPR (p. 4088).

- **Proposition de loi organique relative à la date de renouvellement des membres de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française (n° 2437).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 janvier 1996] :

Elections : opérations électorales (p. 89).

- **Projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française (n° 2456).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [31 janvier 1996] (p. 453) :

Défense : essais nucléaires.

Lois : loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française.

Mer et littoral : transfert du domaine public au territoire.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 mars 1996] :

Après l'article 8 :

- ses observations sur l'amendement n° 43 de la commission (réforme des transmissions d'entreprises) (p. 1230).

- **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer (n° 2444).**

Rapporteur de la commission de la production.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 mars 1996] :

Communes : missions d'aménagement (p. 1592).

Environnement : zones naturelles (p. 1592).

Lois : loi littoral n° 86-2 du 3 janvier 1986 (p. 1591).

Mer et littoral : zone littorale : régime juridique (p. 1591).

Propriété : occupants des zones urbaines : accès à la propriété (p. 1591).

Santé publique (p. 1591).

Discussion des articles [13 mars 1996] :

Article 1^{er} (*dispositions relatives aux dépendances du domaine public maritime situées dans la zone des cinquante pas géométriques dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique*) :

Article L. 89-1 du code du domaine de l'Etat : délimitation des espaces urbains et des secteurs occupés par une urbanisation diffuse :

- soutient l'amendement n° 76 rectifié de la commission (délimitation de la zone des cinquante pas géométriques et identification, à l'intérieur de la zone des espaces urbains, des secteurs d'urbanisation diffuse et des espaces naturels) (p. 1602) : adopté après modifications (p. 1604) ;
- favorable au sous-amendement n° 99 de M. Camille Darsières (délimitation des zones d'habitat dégradé) à l'amendement n° 76 rectifié de la commission (p. 1603).

Après l'article L. 89-1 :

- soutient l'amendement n° 46 de la commission (création et composition d'une commission départementale de vérification des titres de propriété antérieurs au 30 juin 1955) (p. 1604) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1605).

Article L. 89-2 du code du domaine de l'Etat : cession de terrains à titre gratuit aux communes :

- soutient l'amendement n° 47 rectifié de la commission (transfert aux communes des terrains situés dans les espaces urbains et les secteurs à occupation diffuse) (p. 1605) : rejeté (p. 1607) ;
- ses observations sur l'amendement n° 113 du Gouvernement (transfert des terrains aux communes ou aux organismes ayant pour objet la réalisation d'opérations d'habitat social) (p. 1607) ;

- défavorable à l'amendement n° 6 de M. Ernest Moutoussamy (réalisation d'aménagements de nature économique par les communes dans les espaces urbains) (p. 1607) ;

- défavorable à l'amendement n° 7 de M. Ernest Moutoussamy (situation de certaines parcelles de Basse-Terre en Guadeloupe) (p. 1608).

Article L. 89-3 du code du domaine de l'Etat : cession à titre onéreux des terrains affectés à un usage professionnel :

- défavorable à l'amendement n° 9 de M. Ernest Moutoussamy (régularisation de la situation des édifices religieux situés dans la zone des cinquante pas géométriques) (p. 1608) ;

- soutient l'amendement n° 49 de la commission (détermination du prix de cession) : adopté (p. 1609) ;

- son amendement n° 107 (détermination du prix de cession) : devenu sans objet (p. 1609) ;

- défavorable à l'amendement n° 114 du Gouvernement (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 89-3) (p. 1610) ;

- soutient l'amendement n° 50 de la commission (règles applicables aux surfaces cédées aux particuliers) : adopté (p. 1610) ;

- défavorable à l'amendement n° 10 de M. Ernest Moutoussamy (prise en compte des investissements réalisés par les collectivités ou les particuliers) (p. 1610) ;

- défavorable à l'amendement n° 29 de M. Camille Darsières (avis conforme de la commune pour toute cession d'une parcelle d'une superficie supérieure à mille mètres carrés) (p. 1610).

Article L. 89-4 du code du domaine de l'Etat : cession à titre onéreux des terrains affectés à un usage d'habitation :

- son amendement n° 106 (détermination du prix de cession des terrains) : devenu sans objet (p. 1611) ;
- soutient l'amendement n° 52 de la commission (détermination du prix de cession des terrains) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1611) ;
- défavorable à l'amendement n° 31 de M. Camille Darsières (prise en compte des plus-values apportées par l'occupant ou le gestionnaire lors de la détermination du prix de cession) (p. 1611) ;
- défavorable à l'amendement n° 12 de M. Ernest Moutoussamy (prise en compte des investissements réalisés par les occupants) (p. 1611) ;
- défavorable à l'amendement n° 1 de M. Pierre Petit (même objet) (p. 1611) ;
- défavorable à l'amendement n° 115 du Gouvernement (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 89-4) (p. 1612) ;
- soutient l'amendement n° 53 de la commission (délimitation de la superficie cédée) : adopté (p. 1612) ;
- défavorable aux amendements n° 32 de M. Camille Darsières et 11 de M. Ernest Moutoussamy (préservation des droits des tiers ayant occupé les terrains avant le 30 juin 1955) (p. 1612) ;
- défavorable à l'amendement n° 85 de M. Camille Darsières (remise au bénéficiaire de la cession d'un titre précisant son implantation au sol ainsi que les servitudes actives et passives) (p. 1612).

Après l'article L. 89-4 : délimitation des terrains cédés, terrains supportant des édifices particuliers :

- soutient l'amendement n° 108 de la commission (rôle du représentant de l'Etat dans le département) (p. 1612) : devenu sans objet (p. 1613) ;
- soutient l'amendement n° 54 de la commission (délimitation du terrain et précision quant aux servitudes et usages dont il fait l'objet) : adopté (p. 1613) ;
- soutient l'amendement n° 55 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités de cession des terrains supportant des édifices religieux) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1613) ;
- soutient l'amendement n° 56 de la commission (mêmes dispositions pour les terrains supportant des locaux appartenant à des associations ou des syndicats) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1613).

Article L. 89-5 bis du code du domaine de l'Etat : droit de préemption :

- soutient l'amendement n° 57 de la commission (de suppression) (p. 1613) : adopté (p. 1614).

Après l'article L. 89-5 bis : sanctions :

- soutient l'amendement n° 58 de la commission (expulsion immédiate et remise en état aux frais du contrevenant dans les dépendances du domaine public maritime) : adopté (p. 1614).

Article L. 89-6 du code du domaine de l'Etat : modalités d'application :

- soutient l'amendement n° 59 de la commission (publication du décret d'application dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la loi) : adopté (p. 1614) ;
- favorable à l'amendement n° 116 du Gouvernement (renforcement des possibilités d'action du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres à la Guyane et à la Réunion) (p. 1614).

Après l'article 1^{er} :

- soutient l'amendement n° 60 de la commission (art. L. 171-2 du code forestier : imprescriptibilité des forêts de l'Etat) : adopté (p. 1615) ;
- soutient l'amendement n° 61 de la commission (art. L. 171-3 du code forestier : sanctions) : rejeté (p. 1615).

Article 2 (conditions d'octroi d'une aide de l'Etat pour l'acquisition de terrains occupés par des habitations) :

- soutient l'amendement n° 62 de la commission (conditions d'octroi de l'aide de l'Etat) : rejeté (p. 1616) ;
- soutient l'amendement n° 63 de la commission (limitation de l'aide de l'Etat aux seuls terrains de moins de 500 mètres carrés) : retiré (p. 1616) ;
- soutient l'amendement n° 64 de la commission (non reversement de l'aide en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique) : rejeté (p. 1616).

Article 3 (création des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques en Guadeloupe et en Martinique) :

- défavorable à l'amendement n° 36 de M. Camille Darsières (mise en place d'établissements publics d'Etat) (p. 1617) ;
- soutient l'amendement n° 109 de la commission (conventions entre les agences et les collectivités territoriales) : adopté (p. 1617).

Article 4 (missions et compétences des agences) :

- soutient l'amendement n° 66 rectifié de la commission (coopération entre les agences et les communes) : devenu sans objet (p. 1618) ;
- son amendement n° 102 (concertation avec les communes) : adopté (p. 1618) ;
- favorable à l'amendement n° 118 du Gouvernement (prise en considération de la spécificité des quartiers très denses) (p. 1618).

Après l'article 4 :

- soutient l'amendement n° 110 de la commission (comptabilité communale) : devenu sans objet (p. 1619).

Article 5 (organisation des agences) :

- soutient l'amendement n° 67 de la commission (nomination du directeur de l'Agence) : adopté (p. 1619) ;
- favorable à l'amendement n° 80 de M. Anicet Turinay (représentation de l'Agence d'urbanisme et d'aménagement au sein du conseil d'administration de l'Agence) (p. 1619) ;
- soutient l'amendement n° 68 de la commission (rédactionnel) (p. 1619) : adopté (p. 1620).

Article 6 (ressources des agences) :

- soutient l'amendement n° 69 de la commission (ressources des agences) : devenu sans objet (p. 1620) ;
- ses observations sur l'amendement n° 119 rectifié du Gouvernement (rédactionnel) (p. 1620) ;
- son amendement n° 103 (de précision) : adopté (p. 1620).

Article 7 (art. 1609-C du code général des impôts : création d'une taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'Agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques de la Guadeloupe) :

- soutient l'amendement n° 70 de la commission (de suppression) : rejeté (p. 1621) ;
- son amendement n° 104 (consultation des collectivités territoriales) : adopté (p. 1621).

Article 8 (art. 1609-D du code général des impôts : création d'une taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'Agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques de la Martinique) :

- soutient l'amendement n° 71 de la commission (de suppression) : rejeté (p. 1622) ;
- son amendement n° 105 (consultation des collectivités territoriales) : adopté (p. 1622).

Article 9 (art. L. 156-3 du code de l'urbanisme : modification du code de l'urbanisme) :

- soutient l'amendement n° 72 de la commission (préservation des espaces boisés, des parcs et des espaces naturels) (p. 1622) : adopté après modifications (p. 1623) ;

- favorable au sous-amendement n° 124 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 72 de la commission (p. 1623) ;
- défavorable à l'amendement n° 19 de M. Ernest Moutoussamy (libre accès aux plages) (p. 1623) ;
- défavorable à l'amendement n° 20 de M. Ernest Moutoussamy (libre accès aux plages) (p. 1623) ;
- soutient l'amendement n° 73 de la commission (mention de l'article L. 146-3 du code de l'urbanisme) : adopté (p. 1623) ;
- soutient l'amendement n° 74 de la commission (compatibilité des équipements touristiques implantés sur la zone des cinquante pas géométriques avec les schémas d'aménagement touristique prévus aux niveaux régional et départemental) : rejeté (p. 1624) ;
- favorable à l'amendement n° 120 du Gouvernement (possibilité de réfection et d'extension limitée des constructions existantes) (p. 1624).

Après l'article 9 :

- favorable à l'amendement n° 121 du Gouvernement (rédaction de l'article L. 89 du code du domaine de l'Etat) (p. 1624) ;
- soutient l'amendement n° 77 de la commission (art. L. 156-4 du code de l'urbanisme : règles d'urbanisme applicables aux secteurs occupés par une urbanisation diffuse) : retiré (p. 1625).

Article 9 bis (art. L. 321-6 du code rural : enclos piscicoles) :

- soutient l'amendement n° 75 de la commission (de suppression) : adopté (p. 1625).

Article 10 (modalités d'application de la loi) :

- soutient l'amendement n° 111 de la commission (rapport annuel au parlement) (p. 1625) : adopté (p. 1626).
- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes et la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes. COM (95) 434 final/n° E-613 (n° 2700).**

Discussion de l'article unique [24 avril 1996] :

- ses observations sur l'amendement n° 8 rectifié de M. Jean Tardito (regroupement des organisations de producteurs à partir des bassins traditionnels de production) (p. 2503).
- **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 1684).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [24 avril 1996] :

Article 28 sexies (conditions d'admission sur le territoire de la Polynésie française) :

- favorable à l'amendement n° 11 de la commission (de suppression) (p. 2522).
- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, sur le débat d'orientation budgétaire et débat sur cette déclaration (n° 2768).**

Principaux thèmes développés [14 mai 1996] (p. 3137) :

Collectivités locales.

Emploi : généralités.

Etat : réforme.

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux : dette publique ;
- dépenses publiques ;
- prélèvements obligatoires.

Fonctionnaires et agents publics.

Impôts et taxes :

- fraude fiscale ;
- réforme fiscale.

Politique économique : croissance.

Politique économique et sociale.

JACQUAINT (Muguette)

Député de la Seine-Saint-Denis

(3^e circonscription)

Communiste

Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Est nommée vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5405).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 14 octobre 1995] (p. 15023).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 26 octobre 1995] (p. 15658).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [J.O. du 17 décembre 1995] (p. 18373).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 26 juin 1996] (p. 9564).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l'exploitation de la main d'œuvre enfantine (n° 2290) [13 octobre 1995].

Proposition de loi assurant la parité des femmes et des hommes dans la vie publique (n° 2543) [7 février 1996].

Proposition de loi assurant le maintien des avantages individuellement acquis en matière de régime indemnitaire pour les agents titulaires des collectivités locales intégrés dans la fonction publique territoriale (n° 2958) [10 juillet 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Plan de l'ONU contre le sida** : participation française [15 novembre 1995] (p. 3753).

- **Plan de réforme de la sécurité sociale** : retrait du Plan Juppé ; prélèvements sur les revenus financiers [13 décembre 1995] (p. 5097).

- **Remboursement de la dette sociale** : mise en œuvre du RDS [16 janvier 1996] (p. 4).

- **Déficit de la sécurité sociale** : prélèvements obligatoires : montant ; pouvoir d'achat [13 février 1996] (p. 799).

- **Expulsions** : personnes en difficulté : logement [5 mars 1996] (p. 1149).
- **Politique familiale** : fiscalité [7 mai 1996] (p. 2868).
- **Hôpital Broussais et maternité de La Mère** : maintien des services [22 mai 1996] (p. 3326).
- **Respect de la charte du mouvement Olympique** : composition des délégations ; égalité des sexes [12 juin 1996] (p. 4166).

orales sans débat :

- n° 600, posée le 1^{er} juin 1995 : **situation des personnes sans abri ou menacées d'expulsion**. Appelée le 1^{er} juin 1995 : lutte contre l'exclusion et la pauvreté (p. 395).
- n° 634, posée le 15 juin 1995 : **animateurs de centres de loisirs et de vacances** (p. 497). Appelée le 22 juin 1995 : formation ; diplômes requis (p. 612, 613).
- n° 670, posée le 3 octobre 1995 : **conférence de Pékin : attitude de la France** (p. 1571). Non appelée : politique à l'égard des femmes.
- n° 731, posée le 28 novembre 1995 : **prolongement de l'auto-route A 16** (p. 4181). Appelée le 7 décembre 1995 : menaces sur l'environnement (p. 4733).
- n° 830, posée le 30 janvier 1996 : **emploi à La Courneuve** (p. 433). Appelée le 8 février 1996 : situation d'Eurocopter (p. 730).
- n° 872, posée le 13 février 1996 : **politique à l'égard des femmes** (p. 831). Appelée le 22 février 1996 : inégalités. (p. 1092).
- n° 967, posée le 16 avril 1996 : **taxe professionnelle des établissements de France Télécom** (p. 2269). Appelée le 18 avril 1996 : répartition (p. 2368).
- n° 1050, posée le 7 mai 1996 : **service de prévention des accidents du travail des caisses régionales d'assurance maladie** (p. 2906). Appelée le 14 mai 1996 : restructuration (p. 3076).
- n° 1076, posée le 21 mai 1996 : **situation de Roussel-Uclaf** (p. 3283). Appelée le 28 mai 1996 : suppression d'emplois (p. 3473).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

- **Proposition de loi tendant à créer un Office parlementaire d'évaluation de la législation (n° 2104).**

Première lecture :

Discussion de l'article unique [19 juillet 1995] :

- ses observations sur l'amendement n° 4 rectifié de Mme Véronique Neiertz (désignation de suppléants) (p. 1300).

Son intervention (p. 1303).

Proposition de loi : nouveau titre : proposition de loi tendant à créer un Office parlementaire d'amélioration de la législation.

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. - Procédure des questions [12 novembre 1995] :

Répond au rappel au règlement de : *Le Déaut (Jean-Yves)* qui regrette l'absence du ministre délégué aux affaires européennes pour répondre aux questions directement posées à lui dans la procédure des questions du budget des affaires européennes [12 novembre 1995] (p. 3471).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales (n° 2560).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [8 mars 1996] :

Répond au rappel au règlement de : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 1427).

Répond au rappel au règlement de : *Dray (Julien)* (p. 1427).

- **Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [20 mars 1996] :

Son interruption (p. 1933).

- **Projet de loi de modernisation des activités financières (n° 2650).**

Première lecture :

Discussion des articles [17 avril 1996] :

Article 43 (sanctions applicables aux prestataires de services d'investissement et aux personnes placées sous leur autorité) :

Répond au rappel au règlement de : *Tardito (Jean)* (p. 2325).

- **Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [12 juin 1996] :

Répond au rappel au règlement de : *Le Déaut (Jean-Yves)* : indique que, conformément au Règlement, le président de la commission des finances a été consulté sur la recevabilité financière de l'amendement et rappelle que les modalités de contrôle sont différentes à l'Assemblée nationale et au Sénat, ce qui pose depuis longtemps un réel problème qui pourrait être à nouveau évoqué par le président du groupe socialiste en Conférence des Présidents [12 juin 1996] (p. 4209).

En qualité de député :

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).**

Première lecture :

Discussion des articles [17 janvier 1995] :

Article 33 (institution d'une commission administrative et technique des services d'incendie et de secours) :

- soutient l'amendement n° 73 de M. Jean Tardito (désignation des représentants des sapeurs-pompiers parmi leurs organisations syndicales) (p. 154) : rejeté (p. 155).

Article 34 (conditions de nomination du directeur départemental) :

- ses observations (p. 156).

Article 35 (missions du directeur départemental sous l'autorité du préfet) :

- soutient l'amendement n° 74 de M. Jean Tardito (rédactionnel) : rejeté (p. 156).

Article 42 (compétences des instances paritaires) :

- soutient l'amendement n° 75 de M. Jean Tardito (garantie d'exercice des droits syndicaux) : rejeté (p. 161).

Article 43 (financement des interventions des services départementaux d'incendie et de secours ne se rattachant pas au service public) :

- soutient l'amendement n° 76 de M. Jean Tardito (suppression de la participation financière des bénéficiaires) : rejeté (p. 161).

Article 44 (établissement public interdépartemental) :

– défavorable (p. 162).

Ses explications de vote (p. 166).

Vote contre du groupe communiste.

– **Rappel au règlement** : rappelle la nécessité de prendre des mesures d'urgence contre l'exclusion et la pauvreté ; demande que cette question soit débattue, même en période électorale [4 avril 1995] (p. 318).

– **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).**

Première lecture :

Discussion des articles [27 et 28 juin 1995] :

Article 2 (amnistie de certains délits) :

– soutient l'amendement n° 38 de M. Maxime Gremetz (extension aux activités non revendicatives) : retiré (p. 658) ;

– soutient l'amendement n° 41 de M. Jacques Brunhes (extension aux délits en relation avec des conflits liés à l'environnement) : rejeté (p. 659).

Article 26 (infractions exclues de l'amnistie) :

– ses observations (p. 714) ;

– son amendement n° 51 (actions tendant à empêcher l'application de la loi du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de grossesse) (p. 715) : devenu sans objet (p. 717) ;

– soutient l'amendement n° 55 de M. André Gérin (abus de biens sociaux) : rejeté (p. 729).

– **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).**

Première lecture :

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Après l'article 6 :

– favorable à l'amendement n° 12 de M. Jean-Pierre Michel (accès égal hommes et femmes aux mandats politiques) (p. 950) ;

– favorable à l'amendement n° 46 corrigé de Mme Ségolène Royal (même objet dans les seuls scrutins de liste) (p. 950) ;

– favorable à l'amendement n° 72 de M. Jean-Pierre Brard (objet identique) (p. 950).

– **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173).**

Première lecture :

Discussion des articles [27 juillet 1995] :

Avant l'article 1^{er} :

– soutient l'amendement n° 41 de M. Maxime Gremetz (limitation du maximum annuel des rémunérations dans une entreprise à dix fois la rémunération annuelle minimale versée à un salarié sous contrat à durée indéterminée) (p. 1430) : rejeté (p. 1431).

Article 1^{er} (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi) :

Article L. 322-4-2 du code du travail (publics visés et aides) :

– soutient l'amendement n° 47 de M. Maxime Gremetz (possibilité d'enchaîner sur un contrat initiative-emploi conclu avec une entreprise d'insertion ou une entreprise d'intérim, à condition d'appartenir lors de la conclusion du premier contrat à l'une des catégories éligibles au contrat initiative-emploi) (p. 1445) : devenu sans objet (p. 1446) ;

– soutient l'amendement n° 48 de M. Maxime Gremetz (transmission par les comités d'entreprise aux comités départementaux de l'emploi et de la formation professionnelle de la liste des postes de travail qui peuvent être créés dans l'entreprise) : rejeté (p. 1447).

Article L. 322-4-6 du code du travail (exonération de charges sociales) :

– soutient l'amendement n° 55 de M. Maxime Gremetz (exonération modulée en fonction de la taille de l'entreprise, de la masse salariale et de la nature de son activité) (p. 1483) : rejeté (p. 1484) ;

– défavorable à l'amendement n° 71 de M. Gérard Jeffray (fixation par décret des conditions dans lesquelles s'éteint le droit au RMI dès lors que son bénéficiaire refuse sans motif légitime une offre d'embauche sous contrat initiative-emploi compatible avec sa formation antérieure et sa spécialité) (p. 1486).

Article 2 (information du comité d'entreprise) :

– ses observations (p. 1495) ;

– soutient l'amendement n° 44 de M. Maxime Gremetz (les comités d'entreprise ou d'établissement proposent les embauches qui peuvent être effectuées au titre du contrat initiative-emploi) : rejeté (p. 1497) ;

– soutient l'amendement n° 46 de M. Maxime Gremetz (information trimestrielle du comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi du nombre de contrats initiative-emploi conclus dans le département ainsi que la mise en œuvre des chartes de développement de l'emploi ; le comité supérieur de l'emploi est destinataire d'un bilan chiffré semestriel) : rejeté (p. 1498).

Après l'article 2 :

– soutient l'amendement n° 62 de M. Maxime Gremetz (consultation des organismes paritaires sur les créations d'emplois nécessaires dans la fonction publique) : rejeté (p. 1499).

Après l'article 4 bis :

– soutient l'amendement n° 59 de M. Maxime Gremetz (élargissement de la composition des CODEF aux maires-adjoints et conseillers municipaux, ainsi qu'aux représentants des conseils généraux et aux représentants d'organisations syndicales les plus représentatives) : rejeté (p. 1501) ;

– soutient l'amendement n° 58 de M. Maxime Gremetz (les CODEF doivent se réunir au moins trois fois par an) : rejeté (p. 1501).

– **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale (n° 2174).**

Première lecture :

Discussion des articles [28 juillet 1995] :

Article 1^{er} (réduction des cotisations sociales patronales sur les bas salaires) :

– soutient l'amendement n° 17 de M. Maxime Gremetz (la réduction de cotisations sociales doit s'accompagner de créations d'emploi ; le comité d'entreprise peut saisir le CODEF en cas d'irrégularités constatées) (p. 1506) : rejeté (p. 1513).

Après l'article 1^{er} :

– soutient l'amendement n° 18 de M. Maxime Gremetz (assujettissement de l'ensemble des revenus financiers à une contribution sociale de 15,8 %, à l'exception de ceux tirés de l'épargne populaire) : rejeté (p. 1531) ;

– soutient l'amendement n° 19 de M. Maxime Gremetz (réforme du mode de calcul des cotisations patronales de sécurité sociale en fonction de la taille et de l'activité des entreprises) : rejeté (p. 1531) ;

Article 4 (rapports au Parlement sur l'élaboration et la mise en œuvre des chartes de développement de l'emploi) :

– ses observations (p. 1539).

Après l'article 4 :

– soutient l'amendement n° 23 de M. Maxime Gremetz (exonérations et aides aux entreprises réservées aux entreprises des branches qui signeront une charte d'engagement formelle sur la création d'emplois) : rejeté (p. 1541).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la réforme de la protection sociale ; débat et vote sur cette déclaration (n° 2359).

Ses explications de vote [15 novembre 1995] (p. 3783).

Vote contre du groupe communiste (p. 3785).

- Proposition de loi tendant à étendre aux collectivités locales et à leurs groupements l'accès aux prêts distribués à partir des fonds établis par les CODEVI (n° 1956).

Première lecture :

Discussion des articles [23 novembre 1995] :

Article 2 (obligation d'information sur l'utilisation des fonds issus des CODEVI) :

- son amendement n° 1 soutenu par M. Georges Hage (rapport annuel retraçant le montant des ressources des CODEVI et leur utilisation) : rejeté (p. 4097).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [6 décembre 1995] :

Soutient la question préalable opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 4615) : rejetée (p. 4618).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne (p. 4617).

Emploi : chômage (p. 4617).

Finances publiques :

- crédits : ouvertures : annulations (p. 4617) ;
- déficits publics et sociaux (p. 4617) ;
- dette publique (p. 4617) ;
- prélèvements obligatoires (p. 4617).

Impôts et taxes :

- justice sociale (p. 4616) ;
- réforme fiscale (p. 4616).

Logement et habitat : Caisse de garantie du logement social (p. 4617).

Marchés financiers : généralités (p. 4617, 4618).

Partis et mouvements politiques : groupe communiste : propositions (p. 4616, 4617).

Politique économique :

- conjoncture (p. 4617) ;
- croissance (p. 4616) ;
- franc (p. 4617, 4618).

Prix et concurrence : pouvoir d'achat (p. 4616).

Sécurité sociale : déficit : réforme (p. 4615 à 4618).

TVA : relèvement du taux normal (p. 4617).

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Article 5 (prélèvement exceptionnel sur l'excédent de la taxe dite taxe sur les grandes surfaces) :

- ses observations sur l'amendement n° 45 de M. Augustin Bonne-paux (de suppression) (p. 4630).

- Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [7 et 8 décembre 1995] :

Rappel au règlement : s'indigne que le dépôt de nombreux amendements sur le projet de loi par le groupe communiste puisse être considéré comme de l'obstruction par le président de la commission des affaires culturelles [7 décembre 1995] (p. 4754).

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Fabius (Laurent)* (p. 4786, 4787).

Principaux thèmes développés :

Constitution : article 38 : ordonnances : loi de ratification : jurisprudence constitutionnelle.

Sécurité sociale : « plan Juppé » : opinion publique : grèves : forums régionaux : dialogue social.

Rappel au règlement : fait état d'une lettre de protestation d'employés territoriaux de la Seine-Saint-Denis et demande le retrait du plan Juppé [8 décembre 1995] (p. 4837).

Discussion des articles [9 décembre 1995] :

Avant l'article 1^{er} :

- *soutient* le sous-amendement n° 5285 de M. Rémy Auchédé (ajoute la justice sociale à la protection sociale) à l'amendement n° 1834 de M. Claude Bartolone (mutualisation renforcée de la protection sociale face aux risques maladie, vieillesse et chômage) (p. 4881) : rejeté (p. 4883) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 5286 de M. Rémy Auchédé (ajoute les risques accidents du travail et maladies professionnelles) à l'amendement n° 1834 de M. Claude Bartolone (p. 4881) : rejeté (p. 4883).

- Proposition de loi relative à l'adoption (n° 2251).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [16 janvier 1996] :

Rappel au règlement : demande une suspension de séance pour permettre aux membres de l'Assemblée de regagner la salle des séances (p. 12).

Principaux thèmes développés :

Adoption :

- conditions d'âge et de mariage (p. 21) ;
- secret des origines (p. 22).

Enfants : pupilles de l'Etat (p. 22).

Procédure civile : code civil : état des personnes et filiation (p. 20).

Traités et conventions :

- convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la coopération des Etats en matière d'adoption internationale (p. 21) ;
- convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant (p. 21).

Travail : autorisations d'absences en cas d'adoption (p. 21).

Discussion des articles [17 janvier 1996] :

Article 1^{er} (assouplissement des conditions exigées des époux adoptant conjointement) :

- ses observations (p. 52) ;
- défavorable à l'amendement n° 37 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (cumul des conditions d'âge et de mariage) (p. 53) ;
- favorable à l'amendement n° 21 de Mme Véronique Neiertz (extension aux couples non mariés du droit d'adoption) (p. 55).

Article 3 (écart d'âge maximum entre les adoptants et les adoptés) :

- favorable aux amendements identiques n° 24 de Mme Véronique Neiertz et 78 de M. Bruno Bourg-Broc (de suppression) (p. 56).

Article 6 (possibilité de prononcer une adoption complète en cas d'échec de l'adoption plénière) :

- défavorable à l'amendement n° 9 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 60).

Article 7 (réduction du délai de rétractation du consentement à l'adoption plénière) :

- ses observations (p. 61).

Article 15 (*introduction d'une norme de conflit de lois en matière d'adoption*) :

- défavorable aux amendements identiques n° 54 du Gouvernement et 88 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) (p. 71) ;
- ses observations sur l'amendement n° 95 du Gouvernement (suppression de la norme de conflit de lois en matière d'adoption) (p. 94).

Article 28 (*organisation de la tutelle des pupilles de l'Etat*) :

- favorable à l'amendement n° 30 de Mme Véronique Neiertz (pouvoirs du préfet en cas de situation de danger manifeste pour l'enfant) (p. 98).

Article 30 (*secret des origines*) :

- défavorable à l'amendement n° 94 de Mme Christine Boutin (création d'un conseil pour la recherche des origines familiales) (p. 102) ;
- favorable à l'amendement n° 31 de Mme Véronique Neiertz (avis conforme de la Commission nationale informatique et libertés) (p. 103).

Article 32 (*agrément des candidats à l'adoption des pupilles de l'Etat*) :

- favorable à l'amendement n° 32 de Mme Véronique Neiertz (possibilité de suppléer les représentants d'associations membres de commissions d'agrément et des conseils de famille) (p. 106).

Article 34 (*autorisations d'absence pour les salariés membres des commissions d'agrément*) :

- favorable à l'amendement n° 35 de Mme Véronique Neiertz (extension du dispositif au secteur public) (p. 108).

Après l'article 35 :

- son amendement n° 1 (levée du secret de l'état civil des pupilles de l'Etat) : retiré (p. 109).

Article 50 (*institution dans la fonction publique d'un congé non rémunéré avant l'arrivée de l'enfant au foyer*) :

- défavorable à l'amendement n° 85 du Gouvernement (de suppression) (p. 115).

Article 54 (*dispositions financières*) :

- défavorable à l'amendement n° 96 du Gouvernement (de suppression) (p. 118).

Ses explications de vote (p. 119).

Vote pour du groupe communiste.

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 mai 1996] (p. 3640) :

Adoption :

- adoption internationale ;
- secret des origines.

Enfants : prestations sociales.

Discussion des articles [30 mai 1996] :

Article 7 supprimé par le Sénat (*réduction du délai de rétractation du consentement à l'adoption*) :

- son amendement n° 46 (réduction du délai à deux mois) : adopté (p. 3649).

Article 47 bis (*nouvelle dénomination des œuvres d'adoption*) :

- ses observations (p. 3671).

Ses explications de vote (p. 3673).

Vote pour du groupe communiste.

- Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).

Première lecture :

Discussion des articles [7 février 1996] :

Après l'article 6 :

- défavorable à l'amendement n° 51 du Gouvernement (accès direct à un contrat emploi consolidé des jeunes de 18 à 25 ans ayant au plus achevé un second cycle de l'enseignement secondaire et résidant dans des grands ensembles ou dans des quartiers d'habitat dégradé) (p. 684) ;
- ses observations sur le sous-amendement n° 78 de M. Pierre Cardo (dispositif réservé aux non-diplômés ayant plus d'un an d'inactivité) à l'amendement n° 51 du Gouvernement (p. 687).

Ses explications de vote (p. 699).

Vote contre du groupe communiste.

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 mars 1996] (p. 1754, 1755) :

Emploi :

- chômage des jeunes ;
- contrats d'initiative locale ;
- création d'emplois.

Entreprises.

Formation professionnelle et promotion sociale :

- apprentissage : généralités ;
- centres de formation d'apprentis ;
- Conseil national de l'apprentissage : création ;
- prime à l'apprentissage.

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage.

Travail : inspection du travail.

Discussion des articles [19 mars 1996] :

Article 1^{er} A supprimé par le Sénat (*finalités de l'apprentissage*) :

- ses observations sur l'amendement n° 4 de la commission (institution d'une filière de l'apprentissage) (p. 1760).

Article 1^{er} (*réforme des conditions de libération du quota de la taxe d'apprentissage*) :

- favorable aux amendements identiques n° 5 de la commission et 38 de M. Jean-Luc Prél (versement de la taxe d'apprentissage au niveau de chaque établissement d'une même entreprise) (p. 1764).

Vote contre du groupe communiste (p. 1755).

Troisième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 avril 1996] (p. 2620) :

Emploi : chômage des jeunes.

Formation professionnelle et promotion sociale :

- apprentissage : généralités ;
- centres de formation d'apprentis : ressources : péréquation ;
- enseignement technique et professionnel.

Vote contre du groupe communiste (p. 2623).

- Projet de loi relatif au supplément de loyer de solidarité (n° 2319).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [7 février 1996] :

Article 1^{er} (*supplément de loyer de solidarité*) :

Article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation :

- ses observations sur l'amendement n° 9 de M. Jean Glavany (critères de la révision annuelle des plafonds de ressources) (p. 712).

- Proposition de loi relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions (n° 2354).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 février 1996] (p. 1126) :

Loi pénale : droit du travail : responsabilité des employeurs.

Vote contre du groupe communiste (p. 1126).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 mai 1996] (p. 2777, 2778) :

Justice : élus : poursuites et condamnations.

Loi pénale : droit du travail : responsabilité des employeurs.

Ses explications de vote (p. 2784).

Vote contre du groupe communiste (p. 2778, 2784).

- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'inventorier les dispositifs actuels d'aide à l'emploi, d'en évaluer les effets, et d'en proposer une simplification afin d'en améliorer la connaissance par les demandeurs d'emploi, et par les entreprises (n° 2570).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [19 mars 1996] (p. 1746) :

Chômage.

Emploi :

- aides ;
- charges sociales ;
- comités départementaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi ;
- contrats emploi-solidarité ;
- création d'emplois.

Entreprises : situation financière.

Finances publiques : dépenses publiques.

Politique économique et sociale.

- Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).

Première lecture :

Discussion des articles [19 mars 1996] :

Article 20 (*procédure d'arrêt de chantier applicable aux opérations de confinement et de retrait de l'amiante*) :

- favorable (p. 1777).

Article 21 (*missions de l'Inspection générale des affaires sociales [IGAS]*) :

- soutient l'amendement n° 41 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 1781) : rejeté (p. 1782) ;
- favorable à l'amendement n° 83 rectifié de M. Claude Malhuret (suppression du contrôle sur les associations faisant appel à la générosité publique) (p. 1783).

Article 22 (*répartition des ressources collectées auprès du public en cas de pluralité des organismes organisateurs ou bénéficiaires*) :

- soutient l'amendement n° 42 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 1784) : adopté (p. 1785).

Article 23 (*réforme de la tarification des établissements d'hébergement pour personnes âgées*) :

- ses observations (p. 1785).

Après l'article 24 :

- soutient l'amendement n° 54 de M. Remy Auchedé (vente d'alcool dans les enceintes sportives) (p. 1788) : adopté (p. 1792).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 mai 1996] (p. 2801) :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations.

Emploi : demandeurs d'emploi : accueil.

Professions médicales et paramédicales :

- manipulateurs d'électroradiologie médicale ;
- médecins étrangers : recrutement.

Santé publique :

- baladeurs musicaux ;
- Inspection générale des affaires sociales (IGAS) ;
- thermalisme.

Vie, médecine et biologie : thérapies génique et cellulaire.

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Article 12 A précédemment réservé (*thermalisme*) :

- son amendement n° 34 soutenu par M. Maxime Gremetz (de suppression) : rejeté (p. 2821).

Article 15 bis précédemment réservé (*régularisation de la situation des personnels de droit privé qui contribuent au fonctionnement des services de la Caisse des dépôts et consignations*) :

- son amendement n° 35 soutenu par M. Maxime Gremetz (statut des personnels de droit privé) : rejeté (p. 2822).

Article 21 précédemment réservé (*missions de l'Inspection générale des affaires sociales [IGAS]*) :

- son amendement n° 36 soutenu par M. Maxime Gremetz (de suppression) : rejeté (p. 2823).

Article 22 précédemment réservé (*répartition des ressources collectées auprès du public en cas de pluralité des organismes organisateurs ou bénéficiaires*) :

- son amendement n° 37 soutenu par M. Maxime Gremetz (de suppression) : adopté (p. 2824).

Article 24 bis précédemment réservé (*accueil et inscription des demandeurs d'emploi dans les ASSEDIC*) :

- son amendement n° 38 : non soutenu (p. 2825).

Vote contre du groupe communiste (p. 2802).

- Projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire (n° 2302).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 avril 1996] (p. 2386) :

Etrangers :

- délit d'aide à l'entrée et au séjour irrégulier ;
- immunités familiales.

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, sur la charte d'installation des jeunes agriculteurs et le statut des conjoints et débat sur cette déclaration (n° 2722).

Principaux thèmes développés [23 avril 1996] (p. 2460) :

Exploitants agricoles :

- conjoints et aides familiaux : statut ;
- retraites et préretraites.

- Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).

Commission mixte paritaire :

Abstention du groupe communiste [25 avril 1996] (p. 2612).

– **Proposition de loi visant à créer un plan d'épargne entreprise-retraite (n° 741).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 mai 1996] (p. 3709) :

Entreprises : financement.

Epargne : généralités.

Finances publiques : prélèvements obligatoires.

Impôts et taxes : déductions fiscales.

Lois : projet de loi relatif à l'épargne retraite.

Marchés financiers.

Politique économique.

Retraites : généralités :

- cotisations : prestations ;
- système par capitalisation : épargne retraite ;
- système par répartition.

Sécurité sociale : plan de réforme.

– **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 juin 1996] :

Article 1^{er} précédemment réservé (*approbation du rapport annexé*) :

- soutient l'amendement n° 89 de M. Paul Mercieca (maintien du service national) (p. 4015) : devenu sans objet (p. 4016).

JACQUAT (Denis)

Député de la Moselle

(2^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre du Comité national des retraités et des personnes âgées [J.O. du 17 février 1995] (p. 2636).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Vice-président de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Membre de la commission d'évaluation prévue par la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation [J.O. du 7 avril 1995] (p. 5561).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Solidarité entre les générations : personnes âgées) [5 juillet 1995].

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 14 octobre 1995] (p. 15023).

Membre de la mission d'information commune sur la sécurité sociale [J.O. du 27 octobre 1995] (p. 15703).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [J.O. du 17 décembre 1995] (p. 18373).

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Vice-président de cette mission [J.O. du 8 mars 1996] (p. 3643).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delalande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).

Vice-président de cette commission [J.O. du 18 avril 1996] (p. 5997).

Membre du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel [J.O. du 10 mai 1996] (p. 7053).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Travail et affaires sociales : travail et emploi) [11 juin 1996].

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 341-12 du code de la sécurité sociale relatif au **cumul pension d'invalidité-rémunération d'une activité professionnelle (n° 2047)** [16 mai 1995].

Proposition de résolution tendant à constituer une commission d'enquête chargée d'apprécier la **validité juridique des modalités de calcul des pensions de retraite applicables en matière de coordination entre régimes au regard du respect des droits des assurés sociaux (n° 2129)** [3 juillet 1995].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)** : tome XII : **Solidarité entre les générations : personnes âgées (n° 2271)** [12 octobre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Sport et cannabis** : dopage [30 janvier 1996] (p. 401).

– **Maîtrise des dépenses de santé** : équilibre financier [24 avril 1996] (p. 2535).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité entre les générations. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour les personnes âgées [27 octobre 1995] :

Personnes âgées :

- allocation compensatrice pour tierce personne (p. 2602, 2603) ;
- Fonds de solidarité vieillesse : rôle : financement (p. 2603) ;
- Observatoire de la dépendance (p. 2602, 2603) ;
- prestation autonomie : gestion et financement (p. 2602, 2603) ;
- prestation autonomie : modalités d'attribution et conditions d'utilisation (p. 2602) ;
- prestation autonomie : travaux préparatoires : calendrier d'application (p. 2602).

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).**

Principaux thèmes développés [13 novembre 1995] :

Action sociale et solidarité nationale : aides à domicile (p. 3581).

Démographie :

- espérance de vie : surmortalité masculine (p. 3579) ;
- natalité et fécondité (p. 3579).

Emploi : chômage : situation (p. 3579).

Handicapés : assurance maladie et vieillesse : prise en charge par le régime général (p. 3580).

Prestation autonomie (p. 3580).

Retraites : généralités :

- capitalisation : fonds de pension : épargne retraite (p. 3579) ;
- femmes : retraite à 55 ans : veuves : pensions de réversion (p. 3580) ;
- non-salariés agricoles (p. 3580) ;
- système par répartition : démographie : cotisations : gestion : paritarisme (p. 3579) ;
- travailleurs frontaliers (p. 3580).

Travail : aménagement du temps de travail (p. 3579).

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'expérimentation relative à l'aménagement et à la réduction du temps de travail (n° 2325).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [23 novembre 1995] (p. 4064).

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par : *Fabius (Laurent)* (p. 4068).

Son intervention (p. 4072).

Principaux thèmes développés :

Emploi : situation (p. 4072).

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative à l'emploi, au travail et à la formation professionnelle : article 39 (p. 4073).

Travail : temps de travail :

- aménagement et réduction : historique : principes et développement : évaluation en termes de création d'emplois (p. 4068) ;
- négociation collective : accord national interprofessionnel du 31 octobre 1995 : annualisation et réduction (p. 4073).

Deuxième lecture [28 mars 1996] :

Vote pour du groupe UDF (p. 2123).

Troisième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 mai 1996] (p. 3680, 3681) :

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative à l'emploi, au travail et à la formation professionnelle : article 39.

Travail : temps de travail :

- diminution : incidences sur les salaires ;
- négociations collectives : accords de branche et accords d'entreprise ;
- répartition et partage.

Vote pour du groupe UDF (p. 3681).

- **Proposition de loi tendant à étendre aux collectivités locales et à leurs groupements l'accès aux prêts distribués à partir des fonds établis par les CODEVI (n° 1956).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [23 novembre 1995] :

CODEVI : distribution de prêts aux collectivités locales (p. 4091).

Collectivités locales :

- emprunts : régime : taux d'intérêt (p. 4091) ;
- investissements (p. 4091) ;
- situation financière (p. 4091) ;

Entreprises : PME (p. 4091).

Politique économique : taux d'intérêt (p. 4091).

Vote pour du groupe UDF (p. 4091).

- **Proposition de résolution sur des propositions de directives communautaires relatives aux services publics :**

- **propositions de directives du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final du 21 février 1992/n° E-211) ;**

- **proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications (COM [95] 379 final du 19 juillet 1995/n° E-467) ;**

- **proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité du service (n° E-474 et E-507) ;**

- **projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission 90/388/CEE et concernant l'ouverture complète du marché des télécommunications à la concurrence (n° E-508) ;**

- **communication de la Commission sur le développement des chemins de fer communautaires. - Application de la directive 91/440/CEE. - Nouvelles mesures pour le développement des chemins de fer et une proposition de directive du Conseil modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement des chemins de fer communautaires. - COM (95) 337 final (n° E-510), (n° 2261).**

Discussion de l'article unique [30 novembre 1995] :

- *son* amendement n° 11 soutenu par M. Christian Martin (de suppression partielle) (p. 4539) : retiré (p. 4540).

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 décembre 1995] :

Hôpitaux et cliniques : réforme hospitalière : forfait hospitalier : transformation de lits (p. 4807, 4835).

Lois : projet de loi sur un régime universel d'assurance maladie (p. 4835).

Retraites : généralités : répartition ; capitalisation ; durée de cotisation : paritarisme (p. 4832).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : situation : livre blanc : commission Le Vert ; caisse des fonctionnaires : exclusion du champ des ordonnances (p. 4835).

Santé :

- médecine de ville : codage des actes et références médicales ; honoraires médicaux : maîtrise médicalisée des dépenses de santé (p. 4835) ;
- médecine préventive : médecine du travail (p. 4835).

Sécurité sociale :

- dette et réforme du financement (p. 4835) ;
- gestion des caisses (p. 4835).

Discussion des articles [9 et 10 décembre 1995] :

Article 1^{er} (définition du domaine d'habilitation de la loi) :

- *défavorable* aux amendements identiques n° 1811 de M. Rémy Auedé et 1887 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 4944).

Quatrième alinéa de l'article 1^{er} (mesures relatives à la branche maladie) :

- *ses observations* sur les amendements identiques n° 1808 de M. Maxime Gremetz et 1890 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 4953).

Cinquième alinéa de l'article 1^{er} (*prélèvement sur les primés d'assurance et contribution exceptionnelle à la charge de l'industrie pharmaceutique*) :

- ses observations sur l'amendement n° 1809 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 4962).

Rappel au règlement : rappelle l'importance du débat et souhaite que l'Assemblée puisse poursuivre son travail [10 décembre 1995] (p. 4998).

Commission mixte paritaire :

Ses explications de vote [19 décembre 1995] (p. 5338).

Vote pour du groupe UDF.

- **Projet de loi portant création d'un fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi (n° 2346).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 décembre 1996] :

Associations : embauche de CES : CES en fin de contrat : transformation des CES en CIE (p. 5346).

Emploi : chômage : chômage des jeunes (p. 5346, 5347).

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 sur le travail, l'emploi et la formation professionnelle (p. 5347).

Syndicats : accord des 5 juillet et 6 septembre 1995 sur les départs en retraites anticipés suivis d'embauches compensatrices (p. 5347).

Travail :

- aménagement et réduction du temps de travail (p. 5347) ;
- précarité (p. 5346).

- **Projet de loi (rectifié) relatif à l'information et à la consultation des salariés dans les entreprises et les groupes d'entreprises de dimension communautaire ainsi qu'au développement de la négociation collective (n° 2701).**

Première lecture :

Discussion des articles [5 juin 1996] :

Article 6 et annexe (*dispositions d'application de l'accord national interprofessionnel du 31 octobre 1995 relatif aux négociations collectives*) :

- son sous-amendement n° 90 rectifié à l'amendement n° 91 de M. Yves Bur (transcription dans la loi des seules stipulations de l'accord qui nécessitent une dérogation expresse du législateur) : non soutenu (p. 3840).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 juin 1996] (p. 3940) :

Affaires étrangères : opérations extérieures.

Armée de terre : format.

JACQUEMIN (Michel)

Député du Doubs

(2^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Éducation nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle : enseignement supérieur) [5 juillet 1995].

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche : enseignement supérieur) [7 mai 1996].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : annexe n° 16 : Éducation nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle : enseignement supérieur (n° 2270) [12 octobre 1995].

Proposition de loi modifiant les conditions d'attribution de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'une entreprise individuelle (n° 2530) [7 février 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Aides au secteur du bâtiment** : gel des aides de l'État ; emploi [17 avril 1996] (p. 2315).

orales sans débat :

- n° 917, posée le 5 mars 1996 : **prêts projets urbains** (p. 1199). Non appelée.

- n° 1048, posée le 7 mai 1996 : **exploitations agricoles de montagne** (p. 2906). Appelée le 14 mai 1996 : mise aux normes : financement (p. 3070).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [20 et 21 octobre 1995] :

Article 6 (réforme des transmissions d'entreprises) :

- son amendement n° 203 (application du dispositif en cas de démembrement de propriété) : retiré (p. 2154) ;
- son amendement n° 204 (extension du dispositif aux donations-partages) : retiré (p. 2157) ;
- son amendement n° 205 (maintien des réductions de droits prévues en matière de donation-partage) : retiré (p. 2157).

Après l'article 16 :

- son sous-amendement n° 526 (non-application de la contribution aux dépenses en faveur de la formation alternée des jeunes du Fonds national habilité à gérer les excédents financiers provenant des organismes collecteurs) à l'amendement n° 144 de la commission (contribution exceptionnelle des organismes paritaires collecteurs de la participation des employeurs à la formation professionnelle) : devenu sans objet (p. 2269).

Deuxième partie :

Intégration et lutte contre l'exclusion. - Questions [30 octobre 1995] :

Politique de la ville : quartiers en difficultés : soutien de l'activité économique : régies de quartiers et sociétés de développement solidaire (p. 2784).

Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat. - Questions [30 octobre 1995] :

Banques et établissements financiers :

- bonifications d'intérêt (p. 2805) ;
- CODEVI (p. 2804, 2805).

Organismes et structures : Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales (p. 2805).

Education nationale, enseignement supérieur et recherche. —

Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur spécial de la commission des finances pour l'enseignement supérieur [9 novembre 1995] :

Action sociale et solidarité nationale : restauration et hébergement : allocation de logement social (p. 3273).

Bourses et allocations d'étude et d'enseignement (p. 3273).

Cycle universitaire :

— premier cycle (p. 3273) ;

— second et troisième cycles (p. 3273).

Enseignement technique et professionnel : enseignement supérieur : DUT et BTS (p. 3273).

Etudiants :

— effectifs : statut social : encadrement : participation (p. 3273, 3274) ;

— orientation et taux d'échec (p. 3273, 3275).

Ministère de l'éducation nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche : crédits : effectifs (p. 3273).

Personnel non enseignant :

— effectifs, productivité et gestion (p. 3274) ;

— IATOS : création de postes (p. 3274).

Recherche :

— enseignants-chercheurs : attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) (p. 3274) ;

— monitorat (p. 3274).

Universités :

— crédits : gestion : rationalisation ; correction des inégalités ; contrôles (p. 3275) ;

— équipements : bibliothèques (p. 3274) ;

— maintenance et sécurité : amiante (p. 3274) ;

— plan Université 2000 : constructions nouvelles : évaluation (p. 3273) ;

— statut (p. 3275).

Vote des crédits :

Etat C, titre VI :

— *soutient* l'amendement n° 204 de la commission (réduction des autorisations de programme de 165 millions de francs et des crédits de paiement de 65 millions de francs) (p. 3341) : retiré (p. 3342, 3344).

Etat B, titre III :

— *soutient* l'amendement n° 205 de la commission (réduction des crédits de 0,6 million de francs) : retiré (p. 3342).

Etat B, titre IV :

— *soutient* l'amendement n° 206 de la commission (réduction des crédits de 40 millions de francs) : retiré (p. 3342).

Etat C, titre VI :

— *soutient* l'amendement n° 207 de la commission (réduction des autorisations de programme de 260 millions de francs et des crédits de paiement de 340 millions de francs) : retiré (p. 3342).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Article 55 précédemment réservé (*imputation sur le revenu global des déficits relevant des BIC*) :

— *son* amendement n° 380 (champ d'application de l'article limité aux investissements ne comportant pas de risques économiques réels) (p. 3847) : retiré (p. 3848) ;

— *son* amendement n° 410 (non-application du dispositif aux entreprises exerçant leurs activités de manière directe et effective) : retiré (p. 3850) ;

— *soutient* le sous-amendement n° 427 de M. Gilles Carrez (report de la date d'entrée en vigueur en ce qui concerne les loueurs en meublés non professionnels) à l'amendement n° 419 du Gouvernement (report au 1^{er} janvier 1996 de la date d'entrée en vigueur de l'article) (p. 3850) : adopté (p. 3851) ;

— *son* amendement n° 379 (report au 1^{er} janvier 1996 de la date d'entrée en vigueur de l'article) : devenu sans objet (p. 3852).

Article 60 précédemment réservé (*modification de la contribution des collectivités locales aux frais d'entretien des forêts*) :

— *soutient* l'amendement n° 144 de la commission (abaissement de 4 points des taux de la contribution) : retiré ; repris par M. Augustin Bonrepaux (p. 3857) : rejeté (p. 3858) ;

— *son* amendement n° 150 (même objet) (p. 3857) : rejeté (p. 3858).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Article 5 (*prélèvement exceptionnel sur l'excédent de la taxe dite taxe sur les grandes surfaces*) :

— *ses observations* sur l'amendement n° 45 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 4630).

Après l'article 17 :

— *son* amendement n° 79 : non soutenu (p. 4678).

Article 24 (*modification de l'abattement sur le produit brut des jeux dans les casinos*) :

— *ses observations* (p. 4695) ;

— *soutient* l'amendement n° 85 rectifié de M. Arthur Paecht (maintien, selon de nouvelles modalités, de l'abattement supplémentaire pour dépenses d'équipement et d'entretien hôtelier ou thermal) (p. 4696) : adopté après modifications (suppression du gage) (p. 4697) ;

— *soutient* l'amendement n° 62 de M. Arthur Paecht (maintien de l'abattement supplémentaire pour dépenses d'équipement et d'entretien hôtelier ou thermal) : retiré (p. 4697).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 mars 1996] (p. 1183) :

Aménagement du territoire :

Commerce et artisanat : urbanisme commercial.

Entreprises :

— PME ;

— transmissions d'entreprises.

Impôts et taxes : administration fiscale : délais de réponse.

— Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).

Première lecture :

Discussion des articles [21 et 28 mars 1996] :

Article 2 (*art. 32 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : revente à perte*) :

— *son* amendement n° 63 : non soutenu (p. 1967).

Avant l'article 1^{er} :

— *son* amendement n° 64 rectifié précédemment réservé : non soutenu (p. 2196).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur les Etats généraux de l'Université et débat sur cette déclaration (n° 2795).**

Principaux thèmes développés [21 mai 1996] (p. 3266) :

Cycles universitaires : premier cycle : diplômes : réforme et revalorisation.

Enseignement supérieur : orientation universitaire et professionnelle.

Universités :

- filières universitaires : rééquilibrage : simplification : revalorisation de la filière technologique ;
- formation continue : revalorisation et accès ;
- gestion : autonomie : évaluation ;
- professionnalisation des filières : stages : rapports avec l'entreprise : formation en alternance ;
- réforme : concertation : Etats généraux : référendum.

- **Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 mai 1996] (p. 3347) :

Entreprises : plan PME, prêts bonifiés.

Marchés publics.

Discussion des articles [22 mai 1996] :

Article 4 (critères des décisions d'autorisation et présentation des projets) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 208 de M. Jean-Paul Charrié (impact des nouveaux projets en termes d'emplois) (p. 3368).

- **Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [20 juin 1996] (p. 4588) :

Emploi.

Logement : logement social.

JALTON (Frédéric)

Député de la Guadeloupe

(1^{re} circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

Décédé le 19 novembre 1995 [J.O. du 21 novembre 1995] (p. 17044).

Son éloge funèbre est prononcé le 5 décembre 1995 (p. 4556).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 30 juin 1995] (p. 9827).

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 juin 1995] (p. 9827).

DEPOTS

- **Proposition de loi tendant à instituer au profit des départements d'outre-mer un prélèvement sur le produit des jeux de hasard afin de financer l'habitat social (n° 2202)** [28 juillet 1995].

JAMBU (Janine)

Député des Hauts-de-Seine

(11^e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au supplément de la loyer de solidarité [J.O. du 22 février 1996] (p. 2895).

DEPOTS

- **Proposition de loi relative au repos hebdomadaire et à la défense du commerce de proximité (n° 2246)** [5 octobre 1995].

- **Proposition de loi relançant par des mesures financières incitatives la construction de logements sociaux (n° 2679)** [25 mars 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Services publics** : monopole : maintien [31 mai 1995] (p. 391, 392).
- **Procès de Sarah Balabagan** : Emirats arabes unis : jeune Philippine condamnée à mort : intervention de la France [10 octobre 1995] (p. 1722 et 1723).
- **Condamnation de Sarah Balabagan** : Emirats arabes unis : intervention de la France ; perspectives de libération [29 novembre 1995] (p. 4237, 4238).
- **Livret A de Caisse d'Epargne** : maintien du régime [23 janvier 1996] (p. 190, 191).
- **Moyens pour l'école** : fermetures de classes ; Bagneux, Malakoff [21 février 1996] (p. 1032).
- **Application de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse** : associations : constitution de partie civile [13 mars 1996] (p. 1573).
- **Génocide arménien** : reconnaissance du génocide de 1915 [23 avril 1996] (p. 2440).
- **Politique économique** : moyens de lutte contre la récession [28 mai 1996] (p. 3500).
- **Allocation de rentrée scolaire** : financement [18 juin 1996] (p. 4455).

oraux sans débat :

- **n° 649**, posée le 20 juin 1995 : **fermeture hebdomadaire des entreprises commerciales** (p. 561). Appelée le 29 juin 1995 : réglementation : conséquences ; petit commerce, grandes surfaces (p. 739, 740).
- **n° 1005**, posée le 23 avril 1996 : **privatisation du groupe Thomson** (p. 2476). Appelée le 2 mai 1996 : processus et calendrier retenus (p. 2741).
- **n° 1115**, posée le 3 juin 1996 : **groupe Thomson** (p. 3811). Appelée le 11 juin 1996 : privatisation (p. 4050).

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution sur les propositions de directives concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final/n° E-211) (n° 2069).**

Discussion de l'article unique [21 juin 1995] :

- son amendement n° 1 soutenu par M. Daniel Colliard (rappels des principes fondamentaux du service public de l'électricité) (p. 599) : rejeté (p. 600) ;
- son amendement n° 2 soutenu par M. Daniel Colliard (de suppression partielle) : devenu sans objet (p. 600) ;
- son amendement n° 3 soutenu par M. Daniel Colliard (de suppression partielle) : devenu sans objet (p. 600) ;
- son amendement n° 4 soutenu par M. Daniel Colliard (organisation d'un débat public sur les atouts du service public de l'électricité ainsi que sur les améliorations à lui apporter et réaffirmation de la politique énergétique de la France) (p. 601) : rejeté (p. 602) ;
- son amendement n° 5 soutenu par M. Daniel Colliard (oblige le Gouvernement à définir clairement sa position) : rejeté (p. 603).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).*Première lecture :**Discussion des articles* [13, 17 juillet 1995] :**Après l'article 2 :**

- *soutient* l'amendement n° 107 corrigé de M. Jean Tardito (relèvement de 19 à 25 % du taux des plus-values à long terme des entreprises) (p. 1127) : rejeté (p. 1128).

Article 7 (*contribution exceptionnelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction*) :

- *défavorable* (p. 1151).

Article 18 (*réduction des droits de mutation à titre onéreux pour les acquisitions de logements*) :

- *ses observations* (p. 1206).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).*Première lecture, première partie :**Discussion des articles* [19 octobre 1995] :**Article 30** (*évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) :*Son intervention* (p. 2071).

Agriculture : politique agricole commune : dépenses agricoles (p. 2071).

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : monnaie unique (p. 2071, 2072).

Communautés européennes et Union européenne : budget : procédure d'examen (p. 2071).

Contribution française (p. 2071, 2072).

Fraude (p. 2072).

Lois : ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances : révision (p. 2071).

Parlements nationaux : rôle (p. 2071).

Politiques internes (p. 2072).

Après l'article 5 :

- *soutient* l'amendement n° 35 de M. Jean-Pierre Brard (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des placements financiers des personnes physiques n'ayant pas leur domicile fiscal en France) (p. 2117) : rejeté (p. 2118).

*Deuxième partie :***Logement.** - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [6 novembre 1995] :**Aides :**

- prêt à taux zéro (p. 3114) ;
- prêts PAP ou prêts d'accèsion à la propriété (p. 3114).

Logement social :

- HLM (p. 3114) ;
- logement des plus démunis ; sans domicile fixe (p. 3114).

Ministère : crédits (p. 3113).

Organismes et structures : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (p. 3115).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration [n° 2352].*Principaux thèmes développés* [13 novembre 1995] :**Famille :**

- allocations familiales : imposition : conditions de ressources ; cumul avec le RMI (p. 3573) ;
- associations familiales (p. 3573) ;
- Caisse nationale d'assurances familiales : cotisations patronales : compensations : charges indues : dette de l'Etat (p. 3573) ;
- politique familiale : budgétisation ; prestations : simplification (p. 3573).

Impôts et taxes :

- couples concubins : impôt sur le revenu (p. 3573) ;
- quotient familial (p. 3573) ;
- réforme fiscale (p. 3573) ;
- taxation des produits financiers (p. 3573).

Politique économique : relance de la consommation : pouvoir d'achat : créations d'emplois (p. 3573).

Syndicats (p. 3573).

- Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).*Première lecture :**Discussion des articles* [9 décembre 1995] :**Avant l'article 1^{er} :**

- *soutient* l'amendement n° 5284 de M. Rémy Auchédé (précise que la politique familiale est un « élément fondamental de la solidarité ») à l'amendement n° 1832 de M. Claude Bartolone (aménagement et réduction du temps de travail) (p. 4879) : rejeté (p. 4880).

*Commission mixte paritaire :**Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire* [19 décembre 1995] :**Entreprises :**

- charges patronales : dettes : exonérations (p. 5336) ;
- taxation exceptionnelle des contrats de prévoyance (p. 5336).

Famille : politique familiale : imposition des allocations familiales (p. 5336).

Impôts et taxes :

- remboursement de la dette sociale (RDS) : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 5336) ;
- taxation des grandes fortunes (p. 5336).

Pharmacie : industrie pharmaceutique : contribution exceptionnelle (p. 5336).

Politique économique : traité de Maastricht ; critères de convergences : politique salariale (p. 5337).

Retraites : généralités : répartition et capitalisation : durée de cotisation (p. 5336).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : alignement sur le régime général : exclusion du champ des ordonnances (p. 5336).

Sécurité sociale :

- assurance maladie : augmentation de la cotisation des retraités et chômeurs (p. 5336) ;
- financement : cotisations sociales et taxations des revenus financiers : équité dans la répartition (p. 5336) ;
- « plan Juppé » : opinion publique : mouvements sociaux : négociations et dialogue social (p. 5335).

- Projet de loi relatif au supplément de loyer de solidarité (n° 2319).*Première lecture :*

Avant la discussion des articles [14 décembre 1995] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par : Bocquet (Alain) (p. 5183) : rejetée (p. 5185).

Principaux thèmes développés :

Aides :

- prêt à taux zéro (p. 5184) ;
- « un pour cent logement » (p. 5184).

Epargne : livret A (p. 5184).

Logement social :

- HLM : loyer et surloyer (p. 5183, 5184) ;
- parc (p. 5184).

Lois de finances : loi de finances pour 1996 : crédits du logement (p. 5183).

Discussion des articles [14 et 20 décembre 1995] :

Article 1^{er} (conditions d'attribution des logements et plafonds de ressources. - Supplément de loyer de solidarité) :*Article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation :*

- son amendement n° 33 (définition des ressources des occupants des logements HLM) : devenu sans objet (p. 5240) ;
- son amendement n° 34 (enquête tous les deux ans) : devenu sans objet (p. 5240) ;
- son amendement n° 24 (assimilation des retraites à un salaire lors du calcul du dépassement de plafond) : devenu sans objet (p. 5240) ;
- son amendement n° 35 (prise en compte de l'évolution des ressources et de la composition familiale entre deux enquêtes) : devenu sans objet (p. 5240) ;
- son amendement n° 36 (dérogation préfectorale) : devenu sans objet (p. 5240) ;
- son amendement n° 37 (dérogation aux plafonds de ressources pour l'attribution des logements dans les cinq ans à venir) : devenu sans objet (p. 5240).

Article L. 441-4 du code de la construction et de l'habitation :

- son amendement n° 87 soutenu par M. Michel Grandpierre (critère de réactualisation des plafonds de ressources pour l'attribution des logements) : rejeté (p. 5369) ;
- son amendement n° 27 soutenu par M. Michel Grandpierre (prise en compte du nombre de personnes vivant au foyer et de l'âge des locataires) (p. 5369) : rejeté (p. 5370).

Article L. 441-5 du code de la construction et de l'habitation :

- son amendement n° 38 soutenu par M. Michel Grandpierre (prise en compte du montant au mètre carré du loyer) : rejeté (p. 5370) ;
- son amendement n° 28 soutenu par M. Michel Grandpierre (impossibilité de déclenchement du surloyer si l'évolution des revenus est inférieure à 40 %) (p. 5370) : rejeté (p. 5371).

Article L. 441-6 du code de la construction et de l'habitation :

- son amendement n° 88 soutenu par M. Michel Grandpierre (prise en compte de critères qualitatifs précis) : rejeté (p. 5371).

Article L. 441-7 du code de la construction et de l'habitation :

- son amendement n° 84 soutenu par M. Michel Grandpierre (de précision) : rejeté (p. 5372) ;
- son amendement n° 83 soutenu par M. Michel Grandpierre (de précision) : rejeté (p. 5372).

Article L. 441-8 du code de la construction et de l'habitation :

- son amendement n° 18 corrigé (possibilité de prendre en compte le mètre carré de surface corrigée) : rejeté (p. 5372).

Article L. 441-9 du code de la construction et de l'habitation :

- son amendement n° 44 soutenu par M. Michel Grandpierre (périodicité des enquêtes) : rejeté (p. 5373) ;
- son amendement n° 30 soutenu par M. Michel Grandpierre (validation de la demande de renseignements par la Commission nationale de l'informatique et des libertés) : rejeté (p. 5374) ;
- son amendement n° 19 soutenu par M. Michel Grandpierre (plafonnement de l'indemnité pour non-transmission des éléments d'évaluation du surloyer) : rejeté (p. 5374).

Article L. 441-10 du code de la construction et de l'habitation :

- son amendement n° 20 soutenu par M. Michel Grandpierre (de coordination) (p. 5374) : rejeté (p. 5375).

Article L. 441-11 du code de la construction et de l'habitation :

- son amendement n° 21 corrigé soutenu par M. Michel Grandpierre (de coordination) : rejeté (p. 5375) ;
- son amendement n° 49 soutenu par M. Michel Grandpierre (affectation de la pénalité à l'entretien et à la réhabilitation des logements sociaux) : rejeté (p. 5376).

Après l'article 1^{er} :

- son amendement n° 86 soutenu par M. Michel Grandpierre (souci de faciliter les mutations à l'intérieur d'un même parc HLM) : rejeté (p. 5378) ;
- son amendement n° 43 soutenu par M. Michel Grandpierre (blocage des loyers sur l'ensemble du territoire à leur niveau de 1995 en Ile-de-France) : rejeté (p. 5379) ;
- son amendement n° 26 soutenu par M. Michel Grandpierre (affectation du surloyer) : rejeté (p. 5379) ;
- son amendement n° 48 soutenu par M. Michel Grandpierre (taux de TVA applicable à la construction de logements sociaux) : rejeté (p. 5379).

Après l'article 2 :

- son amendement n° 42 soutenu par M. Michel Grandpierre (interdiction des expulsions, des saisies, des coupures d'eau, de gaz et d'électricité à l'encontre des personnes de bonne foi) : rejeté (p. 5381).

Article 6 (entrée en vigueur de la loi) :

- son amendement n° 85 soutenu par M. Michel Grandpierre (revalorisation des plafonds de ressources servant à l'attribution des logements HLM) : rejeté (p. 5384).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 février 1996] :

Aides :

- aide personnalisée au logement (p. 704) ;
- prêts locatifs aidés (p. 704) ;
- prêt à taux zéro (p. 704).

Communes : finances (p. 703).

Epargne : livret A (p. 703, 704).

Impôts et taxes : généralités (p. 702).

Logement privé : dégrèvements fiscaux pour les propriétaires (p. 704).

Logement social :

- HLM : loyer et surloyer (p. 702 à 704) ;
- organismes d'HLM : endettement (p. 703).

Personnes âgées (p. 702).

Sécurité sociale : déficits (p. 703).

Ville : pacte de relance pour la ville et projet de loi (p. 703).

Discussion des articles [7 février 1996] :

Article 1^{er} (supplément de loyer de solidarité) :

– favorable à l'amendement n° 6 de M. Jean Glavany (de suppression) (p. 709).

– **Proposition de loi renforçant la protection des personnes surendettées en cas de saisie immobilière de leur résidence principale (n° 2680).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 avril 1996] (p. 2400) :

Consommation :

- code de la consommation : commission de surendettement ;
- prix : garantie en cas de vente sur saisie.

Logement et habitat : logement social.

Discussion des articles [18 avril 1996] :

Article 1^{er} (art. L. 673-2 du code de procédure civile : saisine de la commission de surendettement et aide juridique) :

- son amendement n° 4 (saisine automatique de la commission de surendettement) (p. 2402) : rejeté (p. 2403) ;
- son amendement n° 5 (de conséquence) : rejeté (p. 2404).

Après l'article 1^{er} :

– son amendement n° 6 (mise à prix du logement principal par le service des domaines) (p. 2404) : rejeté (p. 2405).

Article 2 (art. L. 290-5 du code de procédure civile : montant de la mise à prix) :

– son amendement n° 7 (plancher légal du montant de la mise à prix) (p. 2405) : rejeté (p. 2406).

Abstention du groupe communiste (p. 2410).

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur les Etats généraux de l'Université et débat sur cette déclaration (n° 2795).**

Principaux thèmes développés [21 mai 1996] (p. 3257) :

Aménagement du territoire : aménagement universitaire : schémas régionaux de l'enseignement supérieur.

Communautés européennes et Union européenne : commission sur la formation et l'éducation : livre blanc.

Emploi : chômage : jeunes diplômés.

Enseignements technologique et professionnel : cycles courts : IUT, IUP, BTS et DEUG technologiques.

Etudiants :

- statut : aides sociales de l'Etat : bourses : allocation logement : couverture sociale ;
- transports : gratuité.

Lois : loi n° 95-115 du 4 février 1995 pour l'aménagement et le développement du territoire.

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche : commission Fauroux.

Universités :

- droits d'inscription : gratuité ;
- gestion : autonomie : évaluation ;
- pôle Léonard-de-Vinci ;
- universités nouvelles.

– **Projet de loi relatif à l'entreprise nationale France Télécom (n° 2884).**

Première lecture :

Discussion des articles [26 juin 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

– soutient le sous-amendement n° 563 de M. Michel Grandpierre (qualité assurée par France Télécom) à l'amendement n° 37 de Mme Ségolène Royal (garantie de qualité assurée par le service public des télécommunications) (p. 4922) : rejeté (p. 4924).

JANETTI (Maurice)

Député du Var

(6^e circonscription)

non inscrit puis socialiste

Elu député le 17 mars 1996 [J.O. du 19 mars 1996] (p. 4234).

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 20 mars 1996] (p. 4299).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delalande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 25 avril 1995] (p. 6366).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 5 juin 1996] (p. 8307).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 juin 1996] (p. 8307).

JANQUIN (Serge)

Député du Pas-de-Calais

(10^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 14 octobre 1995] (p. 15023).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Rencontre entre le Président de la République et le Président algérien** : opportunité d'un sommet franco-algérien [11 octobre 1995] (p. 1778).

– **Réforme de la protection sociale** : prérogatives du Parlement [25 octobre 1995] (p. 2447, 2448).

– **Prestation autonomie** : mise en place [14 novembre 1995] (p. 3649).

– **Relance de la croissance économique** : politique du Gouvernement [13 décembre 1995] (p. 5098).

– **Plan pour les banlieues** : contenu du projet du Gouvernement [17 janvier 1996] (p. 83, 84).

– **Relance économique** : projet du Gouvernement [30 janvier 1996] (p. 395).

– **Stages en entreprises pour étudiants** : réglementation [20 février 1996] (p. 988).

- **Carte nationale d'identité** : Français nés à l'étranger ou de parents étrangers : renouvellement [5 mars 1996] (p. 1145).
- **Impôt sur la fortune** : résidence principale : valeur : décote de la taxation [30 avril 1996] (p. 2684).
- **Personnes âgées dépendantes** : prise en charge ; projet de loi [7 mai 1996] (p. 2871).
- **Lutte contre l'exclusion** : urgence d'une loi contre l'exclusion [28 mai 1996] (p. 3503).

orales sans débat :

- n° 601, posée le 1^{er} juin 1995 : **anciennes houillères du Nord-Pas-de-Calais**. Appelée le 1^{er} juin 1995 : situation du personnel ; parc national charbonnier (p. 395).
- n° 630, posée le 6 juin 1995 : **politique en faveur des sans-abri** (p. 442). Appelée le 6 juin 1995 : hébergement : action du Gouvernement (p. 514, 515).
- n° 652, posée le 20 juin 1995 : **fonds structurels européens** (p. 562). Appelée le 29 juin 1995 : conditions d'attribution : bassin minier du Nord-Pas-de-Calais (p. 749 à 751).
- n° 1033, posée le 30 avril 1996 : **Français de l'étranger** (p. 2731). Appelée le 7 mai 1996 : soutien de la présence française à l'étranger (p. 2849).
- n° 1134, posée le 3 juin 1996 : **accidents du travail et maladies professionnelles** (p. 3814). Appelée le 11 juin 1996 : déclaration ; indemnisation ; statistiques (p. 4061).

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Pierre-André Périssol, ministre du logement sur la réforme de l'accession à la propriété et débat sur cette déclaration (n° 2264).**

Principaux thèmes développés [3 octobre 1995] (p. 1600) :

- Aides : prêts locatifs aidés, prime à l'amélioration de l'habitat, PALULOS.
- Impôts et taxes : TVA sur le foncier ; TVA : taux normal de 20,6 %.
- Logement social : HLM : parc, loyers, plafonds de ressources, acquisition par les locataires.

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité entre les générations. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1995] :

Famille :

- allocation parentale de libre choix : création (p. 2610, 2611) ;
- Institut de l'enfance et de la famille (IDEF) (p. 2611) ;
- politique familiale : ressources : relance (p. 2611) ;
- prestations familiales : attribution sous conditions de ressources (p. 2610).

Femmes : information sur leurs droits : Planning familial : IVG (p. 2611).

Ministère de la solidarité entre les générations : réorganisation ministérielle : crédits (p. 2610).

Personnes âgées :

- allocation compensatrice pour tierce personne (p. 2610) ;
- Fonds de solidarité vieillesse : rôle : financement (p. 2610) ;
- hospices : humanisation (p. 2611) ;
- prestation autonomie : gestion et financement (p. 2610) ;
- prestation autonomie : travaux préparatoires : calendrier d'application (p. 2610).

- **Projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française (n° 2456).**

Commission mixte paritaire :

Ses explications de vote [14 mars 1996] (p. 1674).

Vote contre du groupe socialiste.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 mars 1996] :

- Administration : validations législatives (p. 1687).
- Boissons et alcools : associations sportives : buvettes (p. 1688).
- Hôpitaux et cliniques : forfait hospitalier : handicapés (p. 1688).
- Lois : loi n° 95-116 du 4 février 1995 portant diverses dispositions d'ordre social (p. 1688).

Personnes âgées :

- hébergement (p. 1688) ;
- prestation autonomie (p. 1688).

Vie, médecine et biologie :

- interruption volontaire de grossesse (p. 1689) ;
- médecins étrangers : recrutement (p. 1688).

- **Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).**

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 mars 1996] (p. 1756, 1757) :

Collectivités locales : communes.

Emploi :

- chômage des jeunes ;
- contrats d'initiative locale.

JEAN-BAPTISTE (Henry)

Député de Mayotte

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Affaires étrangères : coopération) [4 juillet 1995].

Membre de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France [J.O. du 18 octobre 1995] (p. 15198).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)** : tome II : **Affaires étrangères : coopération (n° 2272)** [12 octobre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Coup d'Etat aux Comores** : position française [4 octobre 1995] (p. 1651 et 1652).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Outre-mer. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [28 octobre 1995] :

Fonds pour l'emploi (FEDOM) (p. 2712).

Logement et habitat (p. 2712).

Mayotte (p. 2712, 2713).

Ministère de l'outre-mer : compétences et coordination inter-ministérielle (p. 2712).

Questions :

Mayotte : visas d'entrée (p. 2736).

Coopération. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères [12 novembre 1995] :

Afrique :

- généralités (p. 3479) ;
- démographie (p. 3480) ;
- franc CFA : dévaluation (p. 3480, 3481) ;
- Nigéria (p. 3479).

Coopération financière :

- Caisse française de développement (p. 3480) ;
- Fonds d'aide et de coopération (p. 3480) ;
- Fonds spécial de développement (p. 3481).

Ministère :

- aide aux pays hors champ (p. 3479) ;
- crédits (p. 3479, 3480) ;
- grand ministère (p. 3480).

Organisations non gouvernementales : crédits (p. 3480).

– **Projet de loi d'habilitation relatif à l'extension et à l'adaptation de la législation en matière pénale applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (n° 2235).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 novembre 1995] (p. 4118) :

Justice : aide judiciaire.

Magistrature : recrutement.

Ordonnances : précédent en matière pénale pour les TOM et Mayotte.

Procédure pénale :

- adaptation aux TOM et à Mayotte ;
- harmonisation avec la métropole.

Vote pour du groupe UDF (p. 4118).

– **Projet de loi d'habilitation relatif au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte (n° 2294).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 novembre 1995] (p. 4123) :

Fonction publique territoriale : Centre de gestion des fonctionnaires : création du centre de gestion de Mayotte.

Lois : loi n° 76-1212 du 24 décembre 1976 relative à l'organisation de Mayotte.

Mayotte : consultation du conseil général.

Vote pour du groupe UDF (p. 4124).

– **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 1684).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 novembre 1995] (p. 4129) :

Lois : principe de spécialité législative.

Mayotte :

- entreprises : sous-traitance ;
- marchés publics ;
- mer et littoral : police maritime, pêche ;
- professions juridiques et judiciaires : notaires.

Deuxième lecture :

Discussion des articles [24 avril 1996] :

Article 40 quater (garantie de l'Etat aux prêts du Crédit foncier de France) :

– favorable (p. 2525).

JEFFRAY (Gérard)

Député de la Seine-et-Marne.

(8^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France [J.O. du 18 octobre 1995] (p. 15198).

DEPOTS

Proposition de loi exonérant de charges sociales les augmentations de salaires (n° 2561) [9 février 1996].

Proposition de loi relative à la situation et à l'accueil des gens du voyage (n° 2613) [11 mars 1996].

QUESTIONS**au Gouvernement :**

– **Sécurité :** RATP : personnel : agression de Torcy [14 juin 1995] (p. 490, 491).

– **Service public de la SNCF :** situation : grèves [29 mai 1996] (p. 3589).

orales sans débat :

– **n° 1108**, posée le 28 mai 1996 : **directeurs de police municipale titulaires d'un emploi contractuel** (p. 3494). Appelée le 4 juin 1996 : statut (p. 3721).

– **n° 1140**, posée le 18 juin 1996 : **parc naturel des boucles de la Marne** (p. 4444). Appelée le 26 juin 1996 : état d'avancement du projet (p. 4852).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173).**

Première lecture :

Discussion des articles [27 juillet 1995] :

Article 1^{er} (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi) :

Article L. 322-4-5 du code du travail (atténuation des effets de seuil d'effectifs) :

– son amendement n° 69 corrigé (les personnes embauchées en vertu du dispositif du contrat initiative-emploi ne sont pas prises en compte dans les effectifs de l'entreprise) (p. 1477) : retiré (p. 1478).

Article L. 322-4-6 du code du travail (exonération de charges sociales) :

- son amendement n° 137 (suppression de toute condition de durée de chômage pour les bénéficiaires percevant le RMI ou âgés de plus de 50 ans) (p. 1482) : retiré (p. 1483) ;
- son amendement n° 71 (fixation par décret des conditions dans lesquelles s'éteint le droit au RMI dès lors que son bénéficiaire refuse sans motif légitime une offre d'embauche sous contrat initiative-emploi compatible avec sa formation antérieure et sa spécialité) (p. 1484) : retiré (p. 1486).

Article 2 (information du comité d'entreprise) :

- défavorable à l'amendement n° 24 de la commission (simplification de la procédure d'information du comité d'entreprise en distinguant les entreprises de moins et de plus de 300 salariés et en considérant les contrats initiative-emploi au même titre que les autres catégories de contrats à durée déterminée ou indéterminée) (p. 1496) ;
- son amendement n° 115 (distinction entre les entreprises de plus de 300 salariés où l'information des comités d'établissement est trimestrielle et les autres où l'information n'est que semestrielle) (p. 1497) : adopté après rectification (p. 1498).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Intégration et lutte contre l'exclusion. - Questions [30 octobre 1995] :

Collectivités locales : gens du voyage : aires de stationnement (p. 2784).

Nationalité : double nationalité : renégociation de l'accord franco-algérien du 11 octobre 1983 (p. 2785).

Intérieur. - Questions [3 novembre 1995] :

Villes nouvelles (p. 3068).

- Projet de loi portant création d'un fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi (n° 2346).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 décembre 1995] (p. 5346) :

Emploi : chômage : UNEDIC : conventions de conversion : activation des dépenses passives de chômage.

Lois :

- code du travail : réforme et simplification ;
- loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 sur le travail, l'emploi et la formation professionnelle.

Syndicats : accord des 5 juillet et 6 septembre 1995 sur les départs en retraites anticipées suivis d'embauches compensatrices.

- Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).

Première lecture :

Discussion des articles [7 février 1996] :

Après l'article 6 :

- défavorable à l'amendement n° 51 du Gouvernement (accès direct à un contrat emploi consolidé des jeunes de 18 à 25 ans ayant au plus achevé un second cycle de l'enseignement secondaire et résidant dans des grands ensembles ou dans des quartiers d'habitat dégradé) (p. 685).

Troisième lecture :

Discussion des articles [25 avril 1996] :

Article 1^{er} (modification des conditions de libération et de répartition de la taxe d'apprentissage) :

- son amendement n° 1 (déductibilité de la fraction de la taxe affectée aux fonds régionaux du concours financier versé par l'entreprise au centre de formation où est inscrit l'apprenti) : retiré (p. 2622).

JEGOU (Jean-Jacques)

Député du Val-de-Marne

(4^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Travail, dialogue social et participation : formation professionnelle) [5 juillet 1995].

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Rapporteur du projet de loi de modernisation des activités financières, déposé au Sénat [5 mars 1996].

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Travail et affaires sociales : formation professionnelle) [7 mai 1996].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation des activités financières [J.O. du 6 juin 1996] (p. 8388).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 12 juin 1996] (p. 8757).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : annexe n° 38 : Travail, dialogue social et participation : formation professionnelle (n° 2270) [12 octobre 1995].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2650), de modernisation des activités financières (n° 2692) [27 mars 1996].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 2756), de modernisation des activités financières (n° 2800) [21 mai 1996].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation des activités financières (n° 2874) [11 juin 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Facilités de paiement pour les PME :** grève : conséquences pour les PME : paiement des charges [12 décembre 1995] (p. 5008).

- **Situation en Corse :** maintien de l'état de droit [21 mai 1996] (p. 3233).

- **Association pour la formation professionnelle des adultes :** fonctionnement ; financement [28 mai 1996] (p. 3505).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).**

*Première lecture :**Discussion des articles* [17 juillet 1995] :**Après l'article 7 :**

– son amendement n° 66 soutenu par M. Pierre Hériaud (contribution exceptionnelle égale à 10 % des valeurs mobilières de placement inscrites au bilan des organismes paritaires collecteurs de la participation des employeurs à la formation professionnelle) (p. 1159) : adopté (p. 1160).

– Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).*Première lecture, première partie :**Discussion des articles* [21 octobre 1995] :**Article 15** (*ouverture de la procédure de dation en paiement au profit du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres*) :

- soutient l'amendement n° 412 corrigé rectifié de M. Charles de Courson (extension du bénéfice de la dation en paiement à l'ensemble des immeubles, bâtis ou non) : retiré (p. 2241) ;
- soutient l'amendement n° 413 de M. Charles de Courson (extension du bénéfice de la dation en paiement aux bâtiments) : retiré (p. 2241).

Après l'article 16 :

– son amendement n° 525 (contribution exceptionnelle des organismes paritaires collecteurs de la participation des employeurs à la formation professionnelle) (p. 2269) : adopté après rectification (abaissement du taux de 66 à 50 % et application des règles de procédure prévues en matière de taxe sur les salaires) (p. 2274).

Article 19 (*suppression de la première part de la dotation globale d'équipement des communes*) :

– ses observations (p. 2283).

Article 18 précédemment réservé (*détermination de l'enveloppe des concours de l'Etat aux collectivités locales*) :

– favorable p. 2298, 2300).

Article 31 et état A (*équilibre général du budget*) :

– favorable à l'amendement n° 150 de la commission (réduction des dépenses à caractère définitif de 4 milliards de francs) (p. 2325) ;

– ses observations sur l'amendement n° 152 de la commission (réduction du plafond des dépenses ordinaires civiles de 153 millions de francs correspondant à la suppression d'emplois au ministère de la culture, au titre de la Bibliothèque nationale de France) (p. 2329).

Deuxième partie :

Travail, dialogue social et participation. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances pour la formation professionnelle [31 octobre 1995] :

Allemagne : formation professionnelle et apprentissage (p. 2819, 2820).

Emploi : chômage : situation : évolution (p. 2819).

Formation professionnelle et promotion sociale :

- Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 2820, 2821) ;
- congé individuel de formation : financement : organismes paritaires agréés (OPACIF) (p. 2820) ;
- crédits : gestion des fonds : réforme : paritarisme : décentralisation (p. 2820) ;
- évaluation, contrôle et bilan (p. 2821) ;

- groupement d'établissements pour la formation continue (GRETA) (p. 2833) ;
- organisation ; dysfonctionnement et réforme (p. 2820) ;
- services de contrôle : effectifs et moyens (p. 2821).

Jeunes : insertion professionnelle et sociale :

- apprentis : statut : salaire : revalorisation (p. 2819) ;
- apprentissage : crédits et développement : rôle des régions (p. 2819) ;
- chômage (p. 2819) ;
- insertion professionnelle : missions locales et permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) (p. 2819).

Vote des crédits :

Etat B, titre III :

- ses observations sur l'amendement n° 165 de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de 63,16 millions de francs) (p. 2870, 2883).
- soutient l'amendement n° 136 rectifié de la commission (réduction des crédits de 300 millions de francs) (p. 2873) : rejeté (p. 2883).

Economie et finances : Charges communes. – Services financiers. – Monnaies et médailles (budget annexe). – Comptes spéciaux du Trésor. – Taxes parafiscales. – Examen des fascicules, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [14 novembre 1995] :

Emploi : aides : crédits (p. 3680).

Finances publiques :

- crédits : réduction (p. 3680) ;
- déficits publics et sociaux (p. 3680) ;
- dépenses publiques (p. 3679, 3681) ;
- dette publique (p. 3679, 3680).

Ministère de l'économie et des finances : personnels (p. 3681).

Politique économique : taux d'intérêt (p. 3680).

Secteur public : entreprises publiques : dotations en capital et privatisations (p. 3681).

Sécurité sociale : déficit : avances de trésorerie (p. 3680).

Vote des crédits :

Services financiers :**Etat B, titre III :**

- ses observations sur l'amendement n° 352 de M. Yves Deniaud (réduction des crédits de 57,7 millions de francs correspondant à la suppression d'emplois au ministère de l'économie et des finances) (p. 3696).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :**Article 59** (*institution d'un abattement de taxe professionnelle au profit du secteur de diffusion de la presse écrite*) :

– favorable à l'amendement n° 264 de la commission (de suppression) (p. 3739).

Après l'article 59 :

– défavorable à l'amendement n° 333 de M. Jacques Péliard (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées au droit d'utilisation d'installations sportives) (p. 3810).

– **Rappel au règlement** : regrette la discussion tardive du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier et souligne les conditions difficiles d'examen de ce texte par la commission des finances [5 mars 1996] (p. 1152).

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
[5 mars 1996] :

Collectivités locales :

- garantie d'emprunts (p. 1169) ;
- situation financière (p. 1169).

Commerce et artisanat : urbanisme commercial (p. 1169).

Consommation (p. 1167).

Douanes (p. 1168).

Emploi (p. 1167).

Entreprises :

- PME (p. 1169) ;
- transmissions d'entreprises (p. 1169).

Épargne : épargne des ménages (p. 1167).

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux : dépenses publiques : dette publique (p. 1168) ;
- prélèvements obligatoires (p. 1168) ;
- recettes : moins-values (p. 1168).

Gouvernement : politique : méthode de travail (p. 1168).

Impôts et taxes :

- prêts à la consommation : réduction d'impôt (p. 1169) ;
- réforme fiscale (p. 1168).

Parlement : rôle (p. 1169).

Politique économique :

- conjoncture (p. 1167) ;
- croissance (p. 1167) ;
- soutien de l'activité (p. 1169).

Politique économique et sociale :

- généralités (p. 1167) ;
- mouvements sociaux (p. 1167).

TVA : augmentation du taux normal (p. 1168).

Discussion des articles [6 et 7 mars 1996] :

Après l'article 16 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 5 corrigé du Gouvernement (création du livret « jeune ») (p. 1269).

Article 27 (*inscription de la Société française de production sur les listes des entreprises dont la privatisation est autorisée par la loi*) :

- *soutient* l'amendement n° 100 de M. Gilles Carrez et *son* amendement identique n° 340 (application de la procédure de sortie de la convention collective prévue par l'article 68 de la loi du 30 septembre 1986) : retirés (p. 1353).

Article 28 (*dispositions relatives au statut de la Société française de production*) :

- *favorable* à l'amendement n° 240 du Gouvernement (maintien en vigueur de la convention collective jusqu'à la conclusion d'une nouvelle convention et du statut du personnel en fonctions à la date de la perte de la majorité de capital de l'Etat) (p. 1357) ;
- *défavorable* aux amendements identiques n° 221 de M. Jean-Pierre Brard et 269 de M. Augustin Bonrepaux (maintien en vigueur de la convention collective et des accords d'entreprise) (p. 1357).

Après l'article 52 :

- *son* amendement n° 237 : non soutenu (p. 1412).
- **Projet de loi de modernisation des activités financières** (n° 2650).

Rapporteur de la commission des finances.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
[16 avril 1996] :

Banques et établissements financiers : commission bancaire (p. 2233).

Communautés européennes et Union européenne :

- construction européenne : marché financier unique : monnaie unique (p. 2232) ;
- directive du 10 mai 1993 sur les services d'investissement (p. 2232).

Marchés financiers :

- Association française des entreprises d'investissement (p. 2233) ;
- Commission des opérations de bourse (p. 2233) ;
- Conseil des marchés financiers (p. 2233) ;
- instruments financiers : titres de créances négociables (p. 2233) ;
- maisons de titres (p. 2233) ;
- organisation : rôle économique (p. 2232) ;
- protection des investisseurs (p. 2233).

Discussion des articles [16 et 17 avril 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- *défavorable* à l'amendement n° 123 de M. Jean Tardito (institution d'une taxe de 0,5 % sur les mouvements boursiers) (p. 2244).

Article 1^{er} (*définition des instruments financiers*) :

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (nouvelle définition des instruments financiers) (p. 2244) : adopté (p. 2245).

Article 1^{er} bis (*définition des différentes valeurs mobilières*) :

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2245).

Article 3 (*définition des services connexes d'investissement*) :

- *défavorable* aux amendements identiques n° 106 de M. Alain Rodet et 124 de M. Jean Tardito (introduction des activités de compensation) (p. 2246).

Article 5 A (*les différents prestataires de services d'investissement*) :

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2246).

Article 5 bis (*prise de participations par des entreprises d'investissement dans d'autres personnes morales et prise de participations dans des entreprises d'investissement*) :

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (autorisation du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement) : adopté (p. 2247) ;
- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (compétences de la Commission des opérations de bourse à l'égard des sociétés de gestion de portefeuille) : adopté (p. 2247).

Article 9 A (*modification du nom et de la composition des autorités chargées de l'agrément, de la réglementation et du contrôle des prestataires de services d'investissement*) :

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (représentation des entreprises d'investissement au sein du Comité de la réglementation bancaire et financière) : adopté (p. 2248) ;
- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (même objet) (p. 2248) : rejeté (p. 2249) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 145 du Gouvernement (audition du président du Comité des marchés financiers et du président de la Commission des opérations de bourse par le Comité de la réglementation bancaire et financière) (p. 2249) ;
- *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (représentation des entreprises d'investissement au sein du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement) : adopté (p. 2249) ;

- favorable à l'amendement n° 146 du Gouvernement (même objet) : adopté (p. 2249) ;
- soutient l'amendement n° 8 de la commission (même objet) : retiré (p. 2249).

Article 9 (*agrément des entreprises d'investissement et des établissements de crédit exerçant des activités de services d'investissement*) :

- défavorable à l'amendement n° 127 de M. Jean Tardito (compétence exclusive du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement) (p. 2250).

Article 9 quinquies (*conditions de délivrance de l'agrément pour l'activité de gestion pour compte de tiers exercée à titre principal*) :

- soutient l'amendement n° 10 de la commission (établissement d'un programme d'activité par les sociétés de gestion de portefeuille) : adopté (p. 2251) ;
- soutient l'amendement n° 11 de la commission (gestion de placements autres que des instruments financiers) : adopté (p. 2251).

Article 9 sexies (*Comité consultatif de la gestion financière*) :

- soutient l'amendement 12 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2252) ;
- soutient l'amendement n° 13 de la commission (assujettissement des membres suppléants du Comité à l'obligation de secret professionnel) : adopté (p. 2252) ;
- soutient l'amendement n° 14 de la commission (consultation du Comité pour toute disposition réglementaire touchant aux activités de gestion de portefeuille) : adopté (p. 2252).

Article 10 (*conditions posées à la délivrance et au retrait de l'agrément des prestataires de services d'investissement*) :

- défavorable à l'amendement n° 125 de M. Jean Tardito (création d'une association représentant les prestataires de services d'investissement et le Conseil des marchés financiers) (p. 2253).

Article 10 bis (*conditions de retrait de l'agrément délivré par le Comité des établissements financiers*) :

- soutient l'amendement n° 15 de la commission (exceptions à la mise en liquidation des entreprises d'investissement) (p. 2253) : adopté (p. 2254) ;
- soutient l'amendement n° 16 de la commission (poursuite des autres activités des entreprises d'investissement lorsque l'activité pour laquelle l'agrément est retiré constitue une activité autonome) : adopté (p. 2254).

Article 10 ter (*conditions de retrait de l'agrément délivré à la Commission des opérations de bourse*) :

- soutient l'amendement n° 17 de la commission (exceptions à la mise en liquidation des sociétés de gestion de portefeuille) (p. 2254) : adopté (p. 2255).

Article 10 quater (*appellation de maison de titres et dissociation de ce statut de la loi bancaire*) :

- soutient l'amendement n° 18 de la commission (de suppression) (p. 2255) : adopté (p. 2256).

Article 10 quinquies (*l'appellation de courtiers en instruments financiers*) :

- soutient l'amendement n° 19 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2256).

Article 10 nonies (*organisation de la profession*) :

- ses observations sur l'amendement n° 20 de la commission soutenu par M. Michel Inchauspé (libre choix des associations représentant les entreprises d'investissement et les entreprises de marché) (p. 2257).

Article 11 (*champ d'application de la loi*) :

- défavorable aux amendements identiques n° 108 de M. Alain Rodet et 126 de M. Jean Tardito (dispense d'agrément pour la Caisse des dépôts et consignations) (p. 2258).

Article 12 (*composition du Conseil des marchés financiers*) :

- soutient l'amendement n° 26 de la commission (durée du mandat des membres du Conseil) : adopté (p. 2260) ;
- défavorable à l'amendement n° 138 de M. Gilbert Gantier (mode de désignation des membres du Conseil) (p. 2260) ;
- soutient l'amendement n° 23 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 2261) ;
- soutient l'amendement n° 24 de la commission (représentation des intermédiaires de marché) : adopté (p. 2261) ;
- soutient l'amendement n° 25 de la commission (représentation des marchés de marchandises) : adopté (p. 2261) ;
- défavorable à l'amendement n° 111 de M. Alain Rodet (représentation des salariés des entreprises d'investissement) (p. 2262) ;
- défavorable à l'amendement n° 128 de M. Jean Tardito (même objet) (p. 2262) ;
- soutient l'amendement n° 21 précédemment réservé de la commission (composition du Conseil) (p. 2262) : adopté (p. 2263) ;
- soutient l'amendement n° 22 précédemment réservé de la commission (de conséquence) : adopté (p. 2263) ;
- soutient l'amendement n° 28 de la commission (désignation du représentant des salariés des entreprises d'investissement) : adopté (p. 2263) ;
- soutient l'amendement n° 29 de la commission (de précision) : retiré (p. 2263) ;
- favorable à l'amendement n° 147 du Gouvernement (participation du commissaire du Gouvernement aux formations disciplinaires) (p. 2263) ;
- favorable à l'amendement n° 148 du Gouvernement (désignation de commissaires du Gouvernement auprès des formations spécialisées) (p. 2263) ;
- soutient l'amendement n° 30 de la commission (participation à titre consultatif aux travaux du Conseil de personnalités qualifiées) : adopté (p. 2264) ;
- soutient l'amendement n° 27 de la commission (renouvellement du Conseil tous les deux ans par moitié) : adopté (p. 2264).

Article 14 (*les formations spécialisées du Conseil des marchés financiers*) :

- favorable à l'amendement n° 133 de M. Michel Inchauspé (institution d'un comité spécialisé pour chaque produit) (p. 2281) ;
- défavorable à l'amendement n° 119 de M. Jean Tardito (représentation des salariés des entreprises d'investissement) (p. 2281) ;
- soutient l'amendement n° 31 rectifié de la commission (renvoi à une formation spécialisée de l'examen préalable des règles régissant les offres publiques et des décisions d'approbation des programmes d'activité) : adopté (p. 2282) ;
- soutient l'amendement n° 32 de la commission (voix prépondérante du président du Conseil ou de son représentant) : adopté (p. 2282) ;
- soutient l'amendement n° 33 de la commission (désignation des experts) : adopté (p. 2282).

Article 15 (*les formations disciplinaires du Conseil des marchés financiers*) :

- défavorable à l'amendement n° 120 de M. Jean Tardito (représentation des salariés au sein des formations disciplinaires) (p. 2283) ;
- soutient l'amendement n° 34 rectifié de la commission (constitution des formations disciplinaires à la majorité des deux tiers des membres du Conseil) : rejeté (p. 2283) ;

- soutient l'amendement n° 35 de la commission (voix prépondérante du président du Conseil ou de son délégué) : adopté (p. 2284) ;
- ses observations sur l'amendement n° 114 de M. Alain Rodet (composition des formations disciplinaires) (p. 2284) ;
- défavorable à l'amendement n° 115 de M. Alain Rodet (voix consultative du représentant des salariés) (p. 2284).

Article 15 bis (conflits d'intérêt et secret professionnel) :

- ses observations sur l'amendement n° 134 de M. Michel Inchauspé (définition des conflits d'intérêt et durée de la non-participation aux délibérations du Conseil) (p. 2285) ;
- son sous-amendement n° 161 (réduction de 10 à 5 % du seuil de participation) (p. 2285) à l'amendement n° 134 de M. Michel Inchauspé : devenu sans objet (p. 2286) ;
- ses observations sur l'amendement n° 141 de M. Gilbert Gantier (même objet) (p. 2285) ;
- soutient l'amendement n° 36 de la commission (rôle du président du Conseil) : retiré (p. 2286) ;
- soutient l'amendement n° 37 de la commission (limitation de la non-participation aux délibérations du Conseil) : retiré (p. 2286) ;
- soutient l'amendement n° 38 de la commission (durée de la non-participation aux délibérations du Conseil) : adopté (p. 2286) ;
- favorable à l'amendement n° 149 du Gouvernement (rôle du président du Conseil) (p. 2287).

Article 17 (règlement général du Conseil des marchés financiers) :

- soutient l'amendement n° 39 de la commission (publication du règlement général du Conseil en annexe à son arrêté d'homologation) (p. 2287) : adopté (p. 2288) ;
- soutient l'amendement n° 40 de la commission (conditions d'exercice des fonctions de compensateur) : adopté (p. 2288) ;
- soutient l'amendement n° 41 de la commission (délivrance des cartes professionnelles) : adopté (p. 2288) ;
- soutient l'amendement n° 42 de la commission (détermination des principes généraux des marchés réglementés) : adopté (p. 2288).

Article 17 bis (pouvoirs réglementaires du Conseil des marchés financiers concernant les offres publiques) :

- soutient l'amendement n° 43 de la commission (extension des compétences du Conseil) (p. 2289) : adopté après modifications (p. 2290) ;
- favorable au sous-amendement n° 150 du Gouvernement (suppression de l'élargissement du champ d'application des offres publiques aux sociétés non cotées sur un marché réglementé) à l'amendement n° 43 de la commission (p. 2290).

Article 17 ter (réglementation des opérations financières publiques applicable au marché hors cote) :

- soutient l'amendement n° 44 de la commission (prorogation de la garantie de maintien de cours sur le marché hors cote) : adopté (p. 2290).

Article 20 (voies de recours contre les décisions du Conseil des marchés financiers) :

- soutient l'amendement n° 45 de la commission (transfert au juge judiciaire du contentieux relatif à la délivrance des cartes professionnelles) : adopté (p. 2291).

Article 21 (reconnaissance et retrait de la qualité de marchés réglementés) :

- soutient l'amendement n° 46 rectifié de la commission (de précision) (p. 2291) : adopté (p. 2292).

Article 22 (conditions de fonctionnement des marchés réglementés et règles d'admission des instruments financiers) :

- soutient l'amendement n° 47 deuxième correction de la commission (notification à la Commission des opérations de bourse et à la Banque de France des modifications des règles des marchés financiers) (p. 2292) : adopté (p. 2293) ;
- soutient l'amendement n° 48 de la commission (accord de l'émetteur d'instruments financiers à terme pour les options sur action) : adopté (p. 2293) ;
- soutient l'amendement n° 49 corrigé de la commission (suspension des négociations sur un instrument financier par l'entreprise de marché) : adopté (p. 2293) ;
- soutient l'amendement n° 50 de la commission (pouvoirs du président du Conseil des marchés financiers en matière de suspension des négociations) : adopté (p. 2293) ;
- soutient l'amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2293) ;
- soutient les amendements n° 52 et 53 de la commission (de précision) (p. 2293) : adoptés (p. 2294).

Article 23 (obligation d'intermédiation et monopole de négociation) :

- soutient l'amendement n° 54 de la commission (exclusion des titres de créances négociables et des titres émis par l'Etat du principe d'intermédiation) : adopté (p. 2294) ;
- soutient l'amendement n° 55 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 2294).

Article 23 bis (régime des membres d'un marché réglementé) :

- soutient l'amendement n° 56 de la commission (admission et maintien des membres d'un marché réglementé subordonnés au respect des règles du marché) : adopté (p. 2295) ;
- soutient l'amendement n° 57 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2295).

Article 24 (obligation de concentration des transactions sur instruments financiers négociés sur un marché réglementé) :

- soutient l'amendement n° 58 de la commission (nullité des transactions opérées en dehors des marchés réglementés) (p. 2295) : adopté (p. 2296).

Article 26 (reconnaissance légale des contrats financiers à terme et des opérations à terme) :

- favorable à l'amendement n° 136 de M. Charles de Courson (exclusion des céréales du champ des dispositions applicables aux marchés à terme) (p. 2296) ;
- favorable à l'amendement n° 59 de la commission soutenu par M. Michel Inchauspé (de coordination) (p. 2299).

Article 28 (les chambres de compensation) :

- soutient l'amendement n° 60 de la commission (gestion des chambres de compensation par un établissement de crédit) : adopté (p. 2299) ;
- soutient l'amendement n° 61 de la commission (adhésion des établissements exerçant une activité de compensation pure) (p. 2299) : adopté (p. 2300).

Article 29 (dépôts de garantie effectués auprès des chambres de compensation) :

- soutient l'amendement n° 62 de la commission (transfert aux chambres de compensation de la pleine propriété des dépôts de garantie) : adopté (p. 2300).

Article 33 ter (possibilité d'accès des entreprises d'investissement au marché interbancaire) :

- soutient l'amendement n° 63 de la commission (suppression du paragraphe II relatif à l'accès des entreprises d'investissement au marché interbancaire) (p. 2301) : adopté (p. 2302).

Article 34 A (obligations comptables et déclaratives des entreprises d'investissement) :

- soutient l'amendement n° 64 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2302).

Article 34 bis (obligation de ducroire) :

- soutient l'amendement n° 65 de la commission (application de l'obligation de ducroire aux marchés de gré à gré) : adopté (p. 2302) ;
- soutient l'amendement n° 66 rectifié de la commission (fixation dans le règlement général du Conseil des marchés financiers des dérogations à l'obligation de ducroire) : adopté (p. 2303).

Article 35 (régime des opérations des salariés d'un prestataire de services d'investissement) :

- son amendement n° 137 rectifié (approbation par le Conseil des marchés financiers des conditions dans lesquelles les salariés des prestataires de services d'investissement peuvent effectuer pour leur propre compte des négociations sur instruments financiers) : adopté (p. 2303).

Article 36 (fonds de garantie) :

- soutient l'amendement n° 68 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 2303) : adopté (p. 2304).

Après l'article 36 :

- soutient l'amendement n° 69 rectifié de la commission (obligation d'adhésion à un régime d'indemnisation ou de garantie) (p. 2304) : adopté après deuxième rectification (p. 2306).

Article 37 (protection des investisseurs) :

- soutient l'amendement n° 70 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2306) ;
- soutient l'amendement n° 71 de la commission (de précision) : adopté (p. 2306).

Article 40 (contrôle du Conseil des marchés financiers sur les prestataires de services d'investissement) :

- défavorable à l'amendement n° 121 rectifié de M. Jean Tardito (contrôle du Comité de la réglementation bancaire) (p. 2307) ;
- soutient l'amendement n° 72 de la commission (information de la Commission des opérations de bourse en cas de constatation d'un fait contraire à ses règlements) : adopté (p. 2308).

Article 41 (coopération entre les autorités de contrôle national) :

- soutient l'amendement n° 73 de la commission (de précision) (p. 2322) : adopté (p. 2323).

Article 42 (procédure applicable en cas de manquement aux règles de bonne conduite) :

- soutient l'amendement n° 74 de la commission (de suppression) : suite de la discussion réservée jusqu'après l'examen de l'article 43 (p. 2323) : adopté (p. 2326).

Article 43 (sanctions applicables aux prestataires de services d'investissement et aux personnes placées sous leur autorité) :

- soutient l'amendement n° 75 de la commission (mise en garde des prestataires de services d'investissement ayant manqué à leurs obligations professionnelles) : adopté (p. 2324) ;
- soutient l'amendement n° 76 de la commission (pouvoir de sanction du Conseil des marchés financiers limité aux seuls manquements aux obligations professionnelles) : adopté (p. 2324) ;
- soutient l'amendement n° 77 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2324) ;
- défavorable à l'amendement n° 116 de M. Alain Rodet (relèvement du plafond de la sanction pécuniaire) (p. 2324) ;
- soutient l'amendement n° 78 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2324) ;
- soutient l'amendement n° 79 de la commission (réduction du montant de la sanction pécuniaire) : adopté (p. 2325) ;
- défavorable à l'amendement n° 117 de M. Alain Rodet (relèvement du plafond de la sanction pécuniaire) (p. 2325) ;

- soutient l'amendement n° 80 rectifié de la commission (information de la Commission européenne et des autres Etats membres de la Communauté européenne) (p. 2325) : adopté (p. 2326).

Article 42 (suite) précédemment réservé (procédure applicable en cas de manquement aux règles de bonne conduite) :

- soutient l'amendement n° 74 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2326).

Après l'article 43 bis :

- soutient l'amendement n° 81 deuxième rectification de la commission (pouvoirs de sanction de la Commission des opérations de bourse) (p. 2326) : adopté (p. 2327).

Article 44 (pouvoirs de la Commission bancaire) :

- soutient l'amendement n° 82 rectifié de la commission (pouvoirs de sanction) (p. 2327) : adopté (p. 2328).

Article 48 (autorités compétentes pour contrôler les entreprises françaises souhaitant exercer dans la Communauté européenne) :

- soutient l'amendement n° 83 de la commission (fixation de critères objectifs en matière de refus de transmission du dossier d'agrément à l'Etat d'accueil) : adopté (p. 2329).

Article 51 (contrôle des entreprises d'investissement de la Communauté européenne souhaitant exercer en France) :

- favorable à l'amendement n° 151 du Gouvernement (nature des informations pouvant être transmises par les entreprises de marché et les chambres de compensation à leurs homologues étrangers) (p. 2331).

Article 51 bis (sanction de l'inobservation du principe d'intermédiation) :

- soutient l'amendement n° 84 de la commission (de précision) : adopté (p. 2331).

Article 51 ter (sanction de l'inobservation des obligations en matière de vérification des comptes) :

- soutient l'amendement n° 85 de la commission (alignement des sanctions pénales sur celles prévues par l'article 64 du projet de loi pour les établissements de crédit) : adopté (p. 2332).

Article 51 quater (sanction de l'inobservation des obligations en matière de tenue des comptes) :

- soutient l'amendement n° 86 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2332).

Article 51 septies (sanction de l'inobservation de l'obligation de consolidation des comptes annuels) :

- soutient l'amendement n° 87 de la commission (alignement de la sanction sur celle prévue pour les dirigeants d'établissements de crédit) : adopté (p. 2332).

Article 52 (modification du statut de la Commission des opérations de bourse) :

- soutient l'amendement n° 88 de la commission (domaine de compétence de la Commission) (p. 2334) : adopté (p. 2335) ;
- son amendement n° 129 soutenu par M. Michel Inchauspé (de coordination) : adopté (p. 2336).

Article 60 (dispositions de coordination avec la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et la loi du 26 juillet 1991 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier) :

- son amendement n° 130 soutenu par M. Michel Inchauspé (de coordination) : adopté (p. 2340).

Article 61 (dispositions relatives aux personnes morales exerçant déjà des activités de services d'investissement et à la déclaration de marchés réglementés) :

- soutient l'amendement n° 96 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2342) ;

- soutient l'amendement n° 97 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 2342) ;
- soutient les amendements n°s 98 et 99 de la commission (de coordination) : adoptés (p. 2342) ;
- soutient l'amendement n° 100 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2343) ;
- soutient l'amendement n° 101 rectifié de la commission (reconnaissance de la qualité de marché réglementé pour les marchés fonctionnant à la date de publication de la loi) : adopté (p. 2343) ;
- soutient l'amendement n° 102 de la commission (protection des appellations société de bourse et agent des marchés inter-bancaires) : adopté (p. 2343).

Après l'article 61 :

- défavorable à l'amendement n° 118 de M. Alain Rodet (préservation des droits des salariés des sociétés de bourse) (p. 2343) ;
- défavorable à l'amendement n° 122 de M. Jean Tardito (même objet) (p. 2343).

Article 65 (conséquences du retrait d'agrément des établissements de crédit) :

- soutient les amendements n°s 103 rectifié et 104 de la commission (de précision) : adoptés (p. 2345).

Article 66 (rapport sur l'application de la présente loi) :

- soutient l'amendement n° 105 de la commission (bilan de l'évolution des maisons de titres et des mesures concernant le marché hors cote) (p. 2345) : adopté (p. 2346).

Après l'article 66 :

- favorable à l'amendement n° 159 du Gouvernement (nantissement de titres, français ou étrangers, inscrits en comptes tenus par des établissements établis en France) (p. 2346) ;
- favorable à l'amendement n° 160 du Gouvernement (renforcement de la sécurité des intermédiaires teneurs de compte) (p. 2347) ;
- favorable à l'amendement n° 158 du Gouvernement (extension aux opérations de prêts ou d'emprunts de titres du régime de compensation des opérations de gré à gré applicables aux opérations à terme) (p. 2347).

Son intervention (p. 2348).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 mai 1996] :

Communautés européennes et Union européenne : marché financier unique : monnaie unique (p. 3608).

Marchés financiers :

- Commission des opérations de bourse (p. 3607) ;
- Conseil des marchés financiers (p. 3607) ;
- entreprises d'investissement (p. 3608) ;
- maisons de titres (p. 3607) ;
- marché hors cote (p. 3607) ;
- organisation : rôle économique (p. 3607) ;
- protection des investisseurs : délit d'initié (p. 3607).

Discussion des articles [29 mai 1996] :

Article 9 A (appellation et composition des autorités chargées de l'agrément, de la réglementation et du contrôle des prestataires de services d'investissement) :

- soutient l'amendement n° 1 de la commission (composition du Comité de la réglementation bancaire et financière) (p. 3612) : adopté (p. 3613) ;
- soutient l'amendement n° 2 de la commission (composition de la Commission des établissements de crédit et des entreprises d'investissement) : adopté (p. 3613) ;

- soutient l'amendement n° 3 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 3613).

Article 10 bis (conséquences du retrait d'agrément délivré par le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement) :

- soutient l'amendement n° 4 de la commission (contrôle de la Commission bancaire et du Conseil des marchés financiers sur les entreprises d'investissement ayant décidé de leur dissolution anticipée) : adopté (p. 3614).

Article 10 ter (conséquences du retrait d'agrément délivré par la Commission des opérations de bourse) :

- soutient l'amendement n° 9 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3615) ;
- soutient l'amendement n° 5 de la commission (contrôle de la Commission des opérations de bourse sur les sociétés de gestion de portefeuille ayant opté pour une dissolution anticipée) (p. 3615) : adopté après modifications (p. 3616) ;
- favorable à titre personnel au sous-amendement n° 29 du Gouvernement (suppression du mot "disciplinaires" en ce qui concerne les sanctions) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3615).

Article 10 quater (suppression du statut des maisons de titre) :

- soutient l'amendement n° 6 rectifié de la commission (de suppression) : adopté (p. 3616).

Article 10 septies A (monopole de la gestion pour compte de tiers sur les placements financiers autres que les instruments financiers) :

- soutient l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) (p. 3616) : adopté (p. 3617).

Article 12 (composition du Conseil des marchés financiers) :

- défavorable à l'amendement n° 23 de M. Alain Rodet (représentation des salariés des entreprises d'investissement) (p. 3618) ;
- soutient l'amendement n° 8 de la commission (représentation des sociétés émettrices) : adopté (p. 3618).

Article 23 bis (régime des membres d'un marché réglementé) :

- soutient l'amendement n° 12 de la commission (suppression du *numerus clausus* pour l'accès aux marchés réglementés) : adopté (p. 3619).

Après l'article 29 :

- favorable à l'amendement n° 26 de M. Michel Inchauspé (de précision) (p. 3620).

Article 36 pour coordination (fonds de garantie : information) :

- soutient l'amendement n° 13 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3621).

Article 43 ter (sanctions applicables à l'égard des gestionnaires pour compte de tiers placés sous le contrôle de la Commission des opérations de bourse) :

- favorable à titre personnel à l'amendement n° 30 du Gouvernement (compétence de la juridiction administrative) (p. 3623).

Après l'article 51 bis A :

- soutient l'amendement n° 14 de la commission (contrôle des bureaux d'information, de liaison ou de représentation) : adopté après modifications (p. 3624) ;
- favorable à titre personnel au sous-amendement n° 28 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 14 de la commission (p. 3624).

Article 54 (*personnes habilitées à créer des fonds communs de placement*) :

- soutient l'amendement n° 15 rectifié de la commission (représentation à l'égard des tiers et droit d'ester en justice) (p. 3624) : adopté (p. 3625).

Article 61 (*dispositions relatives aux personnes morales exerçant déjà des activités de services d'investissement et à la déclaration de marchés réglementés*) :

- soutient l'amendement n° 16 rectifié de la commission (dépôt des déclarations d'activités auprès de la Commission des opérations de bourse) : adopté (p. 3625) ;
- soutient l'amendement n° 17 de la commission (de conséquence) (p. 3625) : adopté (p. 3626) ;
- favorable à titre personnel à l'amendement n° 31 du Gouvernement (situation des sociétés ayant pour objet exclusif la gestion d'OPCVM) (p. 3626) ;
- soutient l'amendement n° 18 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3626) ;
- favorable à titre personnel à l'amendement n° 33 du Gouvernement (de coordination) (p. 3626).

Article 65 (*conséquences du retrait d'agrément des établissements de crédit*) :

- soutient l'amendement n° 19 de la commission (fixation par le Comité de la réglementation bancaire et financière des modalités de limitation des opérations accessoires aux opérations de banque) : adopté (p. 3627) ;
- soutient l'amendement n° 20 de la commission (situation des établissements de crédit dont l'agrément a été retiré par la Commission bancaire) (p. 3627) : adopté (p. 3628).

Après l'article 70 :

- défavorable à l'amendement n° 22 de M. Michel Inchauspé (interdiction de proposer des services d'investissement ou bancaires dans des locaux commerciaux) (p. 3629) ;
- favorable au sous-amendement n° 27 de M. Pierre Hériaud (non-application de l'interdiction dans les zones rurales ne disposant pas de services bancaires de proximité) à l'amendement n° 22 de M. Michel Inchauspé (p. 3629) ;
- favorable à l'amendement n° 32 rectifié du Gouvernement (dispositions transitoires concernant la réglementation générale des marchés) (p. 3631) ;
- soutient l'amendement n° 21 de la commission (entrée en vigueur de la loi) (p. 3630) : retiré (p. 3631).

*Commission mixte paritaire :**Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [21 juin 1996] :*

Banques et établissements financiers :

- Comité de la réglementation bancaire et financière (p. 4704) ;
- Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (p. 4704).

Communautés européennes et Union européenne : directive du 10 mai 1993 sur les services d'investissement (p. 4705).

Marchés financiers :

- Conseil des marchés financiers (p. 4705) ;
- maisons de titres (p. 4704) ;
- marchés à terme (p. 4705) ;
- organisation : rôle économique (p. 4704).

JOLY (Antoine)*Député de la Sarthe**(3^e circonscription)*

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Pérou sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 2292) [31 octobre 1995].

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 2293) [31 octobre 1995].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Equateur sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 2496) [30 janvier 1996].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord fiscal entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Panama (n° 2836) [30 janvier 1996].

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 2549) [7 mars 1996].

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer une rémunération mensuelle maximale afin de renforcer la cohésion sociale (n° 2327) [6 novembre 1995].**Rapport** fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2292), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Pérou sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 2410) [30 novembre 1995].**Rapport** fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2293), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 2411) [30 novembre 1995].**Rapport** fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2549), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 2661) [21 mars 1996].**Rapport** fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2496), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Equateur sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 2664) [21 mars 1996].**Proposition de loi** modifiant le barème de l'imposition forfaitaire annuelle de l'impôt sur les sociétés (n° 2771) [14 mai 1996].**Rapport** fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2836), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord fiscal entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Panama (n° 2883) [13 juin 1996].**Proposition de loi** instituant une charte de la citoyenneté au sein des collectivités territoriales (n° 2923) [26 juin 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Services publics locaux** : maintien dans les zones rurales [17 octobre 1995] (p. 1879).
- **Ex-Yougoslavie** : libération des pilotes français détenus [13 décembre 1995] (p. 5091).

orales sans débat :

- n° 888, posée le 13 février 1996 : **prytanée militaire de La Flèche** (p. 835). Appelée le 22 février 1996 : avenir (p. 1080).
- n° 954, posée le 19 mars 1996 : **Importation de pommes sur le marché européen** (p. 1796). Appelée le 28 mars 1996 : réglementation (p. 2112).
- n° 1065, posée le 14 mai 1996 : **établissement du matériel d'Aubigné-Racan** (p. 3144). Non appelée.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. - Questions [12 novembre 1995] :

Ministère : structures : rapprochement avec le ministère de la coopération (p. 3464).

JOSSELIN (Charles)

Député des Côtes-d'Armor

(2^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la proposition de règlement (CE) du Conseil sur les aides à la construction navale (E-480) [5 octobre 1995].

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les relations commerciales avec la Chine [20 décembre 1995].

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 14 au 28 février 1995** (n° E-378 à E-382) et sur le projet de directive du Conseil établissant des **mesures communautaires minimales de contrôle des maladies des mollusques bivalves** (COM [94] 401 final/n° E-319) (n° 1951) [1^{er} mars 1995].

Proposition de résolution sur le projet de directive du Conseil établissant des **mesures communautaires minimales de contrôle des maladies des mollusques bivalves** (COM [94] 401 final/n° E-319) (n° 1953) [2 mars 1995].

Rapport d'information fait au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la proposition modifiée de directive du Conseil concernant la **protection juridique des bases de données** (COM [93] 464 final/n° E-134) (n° 2071) [31 mai 1995].

Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CE) du Conseil sur les **aides à la construction navale** (COM [95] 410 final/n° E-480) (n° 2267) [11 octobre 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 18 au 26 septembre 1995** (n° E-476 à E-485) (n° 2269) [11 octobre 1995].

Proposition de résolution sur des propositions de directives communautaires relatives au service public :

- propositions de directives du Conseil concernant des règles communes pour le **marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel** (COM. [91] 548 final du 21 février 1992/n° E-211) ;
- proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'**interconnexion dans le secteur des télécommunications** (COM [95] 379 final du 19 juillet 1995/n° E-467) ;
- proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des **services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité du service** (n° E-474),

(n° 2350) [10 novembre 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le **contrôle de la navigation aérienne en Europe** (n° 2953) [9 juillet 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Perturbations monétaires en Europe** : SME : variations monétaires : conséquences [21 juin 1995] (p. 575).
- **Difficultés des producteurs de fruits et légumes** : soutien du marché : concurrence [25 octobre 1995] (p. 2448).
- **Relations franco-allemandes** : initiatives de relance de l'économie [23 janvier 1996] (p. 186).
- **Situation en Corse** : maintien de l'état de droit [21 mai 1996] (p. 3241).
- **Evènements de Corse** : maintien de l'état de droit [22 mai 1996] (p. 3324).

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement sur la politique européenne et débat sur cette déclaration par M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères** (n° 2086).

Principaux thèmes développés [20 juin 1995] :

Affaires étrangères :

- ex-Yougoslavie (p. 531) ;
- Turquie (p. 531).

Agriculture (p. 530).

Commerce extérieur : MERCOSUR (p. 530).

Communautés européennes et Union européenne :

- aide à l'Afrique ; Lomé IV (p. 531) ;
- accords de Schengen (p. 531) ;
- conférence avec les pays du pourtour méditerranéen ; aide à la Palestine (p. 531) ;
- défense européenne et Union de l'Europe occidentale (p. 530) ;
- déficit démocratique (p. 532) ;
- élargissement ; partenariat avec les pays de l'Est (p. 533) ;
- institutions (p. 532, 533) ;

- politique de grands travaux : financement et mise en œuvre (p. 530) ;
- présidence française : bilan et sommet de Cannes (p. 529) ;
- subsidiarité (p. 531) ;
- union monétaire (p. 530).

Défense : essais nucléaires français (p. 530).

Emploi (p. 530, 532).

Parlements nationaux (p. 533).

Services publics (p. 531).

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).**

Première lecture :

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Après l'article 6 :

- *favorable* à l'amendement n° 111 de M. Bernard Derosier (incompatibilité du mandat parlementaire avec celui de député européen ou avec les fonctions de président d'un conseil régional ou général, de maire d'une commune de 100 000 habitants ou plus ou de président d'un groupement de communes de 100 000 habitants ou plus) (p. 958) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 2 corrigé de M. Robert Pandraud (extension de l'article 88-4 aux actes de l'Union européenne comportant des dispositions de nature législative et à ceux des Communautés ou de l'Union européenne relatifs au fonctionnement de leurs institutions) (p. 989).

Titre :

- *ses observations* sur l'amendement n° 41 rectifié de la commission (mention de l'abrogation des dispositions relatives à la Communauté et des dispositions transitoires) (p. 993).

Seconde délibération des articles 14, 15 et 16 :

Article 16 (*extension de l'article 88-4 aux actes des deuxième et troisième piliers de l'Union européenne*) :

- *défavorable* à l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 996).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [19 octobre 1995] :

Article 30 (*évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) :

Son intervention (p. 2069).

Agriculture : politique agricole commune : dépenses agricoles (p. 2070).

Communautés européennes et Union européenne :

- construction européenne (p. 2071) ;
- désordres monétaires (p. 2070) ;
- élargissement (p. 2071) ;
- subsidiarité : principe (p. 2069) ;
- traité de Maastricht : monnaie unique (p. 2070).

Communautés européennes et Union européenne : budget :

- généralités, ressources et dépenses (p. 2069) ;
- procédure d'examen (p. 2069, 2071).

Contribution française (p. 2069, 2071).

Environnement (p. 2070).

Fonds structurels (p. 2070).

Impôts et taxes : impôt européen : création (p. 2071).

Parlement européen (p. 2070, 2071).

Parlements nationaux : rôle (p. 2071).

Politique européenne de la France (p. 2069).

Politiques internes (p. 2070).

Transports (p. 2069).

- **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs (n° 2212).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [16 novembre 1995] :

Article 19 (*responsabilité financière des dirigeants des entreprises publiques*) :

- *favorable* (p. 3896).

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant modification de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (COM [95] 86 final/n° E-419) (n° 2189).**

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [16 novembre 1995] :

Audiovisuel : industries de programmes : sociétés de production : chiffres d'affaires et emplois : alliances européennes (p. 3907, 3908).

Cinéma : délai entre la sortie d'un film en salle et sa diffusion télévisée : chronologie des médias (p. 3907).

Commerce international : GATT - OMC : accord général sur le commerce des services : renégociation (p. 3908).

Communautés européennes et Union européenne :

- directive 89/55/CEE du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (p. 3906, 3907) ;
- programmes communautaires : programmes Média I et II : création d'un fonds européen de garantie de l'audiovisuel (p. 3907).

Etats-Unis d'Amérique : productions culturelles : pressions commerciales : taux de pénétration sur le marché français (p. 3907).

Télévision :

- chaînes thématiques : développement : quotas de production : définition des programmes (p. 3907) ;
- quotas et obligations de diffusion : obligations d'investissement : maintien du système actuel : dérogations : définitions (p. 3907) ;
- règles de compétence des Etats sur les opérateurs : contrôle et sanctions : délocalisations (p. 3907).

Télévision : télévision numérique et transmissions par satellites, TVHD, câble : autoroutes de l'information (p. 3907).

Discussion de l'article unique [16 novembre 1995] :

- *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. François Guillaume (demande au Gouvernement de mettre fin aux discriminations dont souffrent les producteurs français de vins et alcools) (p. 3913).

- **Déclaration du Gouvernement sur la politique méditerranéenne de la France et de l'Union européenne à la veille de la conférence de Barcelone et débat sur cette déclaration (n° 2375).**

Principaux thèmes développés [21 novembre 1995] :

Affaires étrangères : désarmement conventionnel et nucléaire de la Méditerranée (p. 3939).

Commerce extérieur :

- Organisation mondiale du commerce (p. 3939) ;
- zone de libre échange euro-méditerranéenne (p. 3940).

Démographie (p. 3939).

Droits de l'homme et Islam (p. 3939).

Etrangers : immigration en provenance des pays du Sud (p. 3940).

Maghreb : accord d'association avec l'Union européenne (p. 3940).

- Proposition de résolution sur des propositions de directives communautaires relatives aux services publics :

- propositions de directives du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final du 21 février 1992/n° E-211) ;

- proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications (COM [95] 379 final du 19 juillet 1995/n° E-467) ;

- proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité du service (n° E-474 et E-507) ;

- projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission 90/388/CEE et concernant l'ouverture complète du marché des télécommunications à la concurrence (n° E-508) ;

- communication de la Commission sur le développement des chemins de fer communautaires. - Application de la directive 91/440/CEE. - Nouvelles mesures pour le développement des chemins de fer et une proposition de directive du Conseil modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement des chemins de fer communautaires. - COM (95) 337 final (n° E-510),

(n° 2261).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [30 novembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne :

- accès des tiers au réseau et acheteur unique (p. 4522) ;
- institutions et conférence intergouvernementale de 1996 (p. 4523) ;
- traité de Maastricht : révision (p. 4523).

France Télécom (p. 4522).

Services publics : missions, égalité d'accès, péréquation tarifaire (p. 4521, 4522).

Transports : SNCF (p. 4521).

Discussion de l'article unique [30 novembre 1995] :

- défavorable à l'amendement n° 5 de M. Jacques Vernier (abrogation de l'article 90-3 du traité instituant les Communautés européennes) (p. 4537).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères, sur la politique européenne de la France à la veille du Conseil européen de Madrid et débat sur cette déclaration (n° 2441).

Principaux thèmes développés [13 décembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne :

- Conférence de Barcelone et pacte de stabilité avec douze pays du sud de la Méditerranée (p. 5065) ;
- déficit démocratique (p. 5065) ;
- élargissement (p. 5065, 5066) ;
- institutions et conférence intergouvernementale (p. 5066, 5067) ;
- Union économique et monétaire (p. 5065, 5066).

Défense : essais nucléaires français (p. 5066).

Emploi (p. 5066).

Finances publiques (p. 5066).

Parlement : parlements nationaux (p. 5066).

Secteur public (p. 5066).

Ex-Yougoslavie (p. 5065).

- Proposition de loi améliorant le financement des associations concourant à l'action humanitaire en vue de leur permettre de participer plus efficacement à la lutte contre l'exclusion (n° 2476).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 janvier 1996] (p. 282, 283) :

Action sociale et solidarité nationale : exclusion ; fracture sociale.

Associations :

- gestion : transparence financière ;
- mesures de soutien ;
- rôle.

Etat : rôle.

Impôts et taxes :

- amendement Coluche ;
- réductions d'impôt accordées aux particuliers ;
- taxe sur les salaires.

Lois : loi de finances pour 1989.

Discussion des articles [24 janvier 1996] :

Article 1^{er} (amélioration du régime fiscal des dons effectués par les particuliers) :

- ses observations sur l'amendement n° 16 de M. Jean-Marc Nesme (relèvement du plafond de la réduction d'impôt pour les dons faits au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général) (p. 285) ;

- favorable au sous-amendement n° 20 du Gouvernement (application du dispositif aux organismes qui procèdent à la fourniture de soins à titre principal) à l'amendement n° 4 rectifié de M. Daniel Garrigue (application de la réduction d'impôt au taux de 60 % pour les dons faits au profit d'organismes sans but lucratif qui procèdent exclusivement à la fourniture gratuite de soins) (p. 288) ;

- son amendement n° 13 corrigé (application de la réduction d'impôt au taux de 60 % pour les dons faits au profit d'organismes d'intérêt général concourant à l'action en faveur des personnes en difficulté) (p. 288) ; rejeté (p. 289).

Après l'article 2 :

- son amendement n° 12 corrigé (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations qui procèdent à la fourniture de repas à des personnes en difficulté ou qui contribuent à favoriser leur logement et pour les associations d'intérêt général qui concourent à l'action en faveur des personnes en difficulté) (p. 289) ; rejeté (p. 290).

Vote pour du groupe socialiste (p. 283).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances sur l'Union économique et monétaire et débat sur cette déclaration (n° 2576).

Principaux thèmes développés [20 février 1996] :

Communautés européennes et Union européenne :

- conférence intergouvernementale et institutions (p. 1004) ;
- monnaie unique, Union économique et monétaire (p. 1004).

Défense : dissuasion nucléaire (p. 1006).

Emploi (p. 1004).

Finances publiques (p. 1005).

Moyens de paiement : stabilité monétaire internationale ; marchés financiers internationaux (p. 1004).

Secteur public (p. 1006).

JOXE Pierre*Premier président de la Cour des comptes*

- **Dépose** le rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 1995 [3 octobre 1995] (p. 1585).

JULIA (Didier)*Député de la Seine-et-Marne**(2^e circonscription)**RPR*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l'extension aux associations des possibilités offertes par l'article 48 du code des débits de boissons (n° 1929) [1^{er} février 1995].**Proposition de loi sur l'air, pour en finir avec la pollution atmosphérique (n° 2147)** [7 juillet 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Production et exportation céréalières** : taxe à l'exportation ; taux de jachère [24 janvier 1996] (p. 270).

orales sans débat :

- n° 627, posée le 6 juin 1995 : **conséquences de certains rassemblements en forêt de Fontainebleau** (p. 441). Appelée le 15 juin 1995 : manifestations dites raves parties ; pollution et nuisances (p. 507, 508).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).**

*Première lecture :**Discussion des articles* [11 juillet 1995] :**Après l'article 6 :**

- *son* amendement n° 65 (impossibilité de déférer au Conseil constitutionnel les lois adoptées à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés) : retiré (p. 986).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

*Première lecture, première partie :**Discussion des articles* [20 octobre 1995] :**Article 14 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et aménagement de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures) :**

- *son* amendement n° 19 (abaissement du taux de la TIPP applicable au gaz de pétrole liquéfié) (p. 2229) : retiré (p. 2231).

*Deuxième partie :***Culture et francophonie. - Questions** [27 octobre 1995] :

Patrimoine : archives : conservation et financement (p. 2682).

- **Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).**

*Première lecture :**Discussion des articles* [12, 13 et 14 juin 1996] :**Article 1^{er} (objectifs de la loi) :**

- *son* amendement n° 1 (affirmation du devoir de chacun à ce que l'air ne nuise pas à la santé) : devenu sans objet (p. 4214).

Article 3 (organisation de la surveillance de la qualité de l'air) :

- *son* amendement n° 2 (compétence de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) : retiré (p. 4283) ;
- *son* amendement n° 3 (composition des organismes de surveillance) : retiré (p. 4290).

Article 4 (droit à l'information) :

- *soutient* l'amendement n° 247 de M. Patrick Trémège (création d'un organisme régional chargé de l'information en matière d'impact de la pollution de l'air sur la santé) (p. 4295) : rejeté (p. 4296) ;
- *son* amendement n° 4 (publication par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie des informations relatives aux émissions des substances polluantes et aux consommations d'énergie) : retiré (p. 4296).

Article 6 (définition et contenu du plan régional) :

- *son* amendement n° 5 (élaboration du plan par le conseil régional) : retiré (p. 4301) ;
- *son* amendement n° 158 (élaboration par le conseil régional du plan de la région Ile-de-France) : retiré (p. 4301) ;
- *son* amendement n° 237 (élaboration par le conseil régional en association avec l'Etat du plan de la région Ile-de-France) (p. 4301) : rejeté (p. 4302).

Article 7 (modalités d'élaboration et d'adoption du plan régional) :

- *son* amendement n° 6 (nouvelles modalités d'élaboration et d'adoption du plan) : retiré (p. 4305).

Avant l'article 9 :

- *son* amendement n° 7 (nouvel intitulé du titre III) : retiré (p. 4311).

Article 9 (champ d'application et procédure d'élaboration du plan) :

- *son* amendement n° 8 : non soutenu (p. 4313) ;
- *son* amendement n° 9 : non soutenu (p. 4313) ;
- *son* amendement n° 10 : non soutenu (p. 4314).

Article 10 (contenu du plan) :

- *son* amendement n° 11 : non soutenu (p. 4314).

Article 11 (mesures destinées à réduire les sources de pollution atmosphérique) :

- *son* amendement n° 12 : non soutenu (p. 4316).

Article 12 (mesures prises dans le cadre de la procédure d'alerte) :

- *son* amendement n° 13 : non soutenu (p. 4317).

Article 14 (modifications des dispositions relatives aux plans de déplacements urbains) :*Article 28 de la loi du 30 décembre 1982 :*

- *son* amendement n° 14 : non soutenu (p. 4336).

Article 28-3 de la loi du 30 décembre 1982 :

- *son* amendement n° 15 soutenu par M. Laurent Dominati (modification de la procédure d'élaboration du plan dans la région Ile-de-France) (p. 4344) : retiré (p. 4346) ;
- *son* amendement n° 416 : non soutenu (p. 4347) ;
- *son* amendement n° 417 : non soutenu (p. 4347).

Article 20 (*prescriptions pouvant être imposées par les autorités administratives*) :

— son amendement n° 20 rectifié : non soutenu (p. 4363).

Après l'article 26 :

— son amendement n° 18 : non soutenu (p. 4394).

Après l'article 38 :

— son amendement n° 19 soutenu par M. Pierre Mazeaud (teneur en soufre du fioul domestique) : retiré (p. 4406).

JUPPE (Alain)

ministre des affaires étrangères

puis Premier ministre

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions : démission du gouvernement de M. Edouard Balladur. Décret du 11 mai 1995 [J.O. du 12 mai 1995] (p. 7976).

Est nommé Premier ministre. Décret du 17 mai 1995 [J.O. du 18 mai 1995] (p. 8366).

Fin de ses fonctions : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

Est nommé Premier ministre. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16345).

DEPOTS

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas concernant le **contrôle de personnes sur les aéroports de Saint-Martin** (n° 1889) [4 janvier 1995].

Projet de loi autorisant l'approbation de l'**accord international de 1993 sur le cacao** (ensemble trois annexes) (n° 1890) [4 janvier 1995].

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique du Pakistan en vue d'**éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu** (ensemble un protocole) (n° 1895) [11 janvier 1995].

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant (ensemble un échange de lettres) à l'accord du 25 juillet 1977 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Malte tendant à **éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu** (n° 1896) [11 janvier 1995].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine sur l'**encouragement et la protection réciproques des investissements** (n° 1909) [18 janvier 1995].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Trinité et Tobago sur l'**encouragement et la protection réciproques des investissements** (n° 1910) [18 janvier 1995].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Turkménistan sur l'**encouragement et la protection réciproques des investissements** (n° 1914) [25 janvier 1995].

Projet de loi relatif au **supplément de loyer de solidarité** (n° 2319) [31 octobre 1995].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Kirghizistan sur l'**encouragement et la protection réciproques des investissements** (n° 1915) [25 janvier 1995].

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Zimbabwe en vue d'**éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu, sur les gains en capital et sur la fortune** (ensemble un protocole) (n° 1935) [1^{er} février 1995].

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger relative à la **circulation et au séjour des personnes** (ensemble un échange de lettres) (n° 1979) [8 mars 1995].

Projet de loi autorisant la ratification du **traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et le Turkménistan** (n° 2015) [19 avril 1995].

Projet de loi autorisant la ratification du **traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Ouzbékistan** (n° 2016) [19 avril 1995].

Déclaration de politique générale du Gouvernement (n° 2066) [23 mai 1995].

Projet de loi autorisant la ratification du **traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République du Kirghizistan** (n° 2067) [24 mai 1995].

Déclaration du Gouvernement sur la situation en **ex-Yougoslavie** (n° 2073) [6 juin 1995].

Projet de loi portant **amnistie** (n° 2083) [13 juin 1995].

Déclaration du Gouvernement sur la **politique européenne** (n° 2086) [20 juin 1995].

Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115) [28 juin 1995].

Projet de loi constitutionnelle portant **extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire** (n° 2120) [29 juin 1995].

Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant **réforme de certaines professions judiciaires et juridiques** (n° 2179) [26 juillet 1995].

Projet de loi organique relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne **résidant en France du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales** et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994 (n° 2210) [2 août 1995].

Projet de loi relatif à l'action de l'**Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs** (n° 2212) [6 septembre 1995].

Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) [20 septembre 1995].

Projet de loi modifiant la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée, relatif à la **Commission pour la transparence financière de la vie politique** (n° 2234) [20 septembre 1995].

Projet de loi d'habilitation relatif à l'**extension et à l'adaptation de la législation en matière pénale applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte** (n° 2235) [20 septembre 1995].

Projet de loi organique pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui instituent une **session parlementaire ordinaire unique** (n° 2238) [27 septembre 1995].

Projet de loi pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui instituent une **session parlementaire ordinaire unique** (n° 2239) [27 septembre 1995].

- Projet de loi** autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivienne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) (n° 2265) [11 octobre 1995].
- Projet de loi** autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivienne sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres modificatives) (n° 2266) [11 octobre 1995].
- Projet de loi** autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Pérou sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 2292) [18 octobre 1995].
- Projet de loi** autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (n° 2293) [18 octobre 1995].
- Projet de loi d'habilitation** relatif au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte (n° 2294) [18 octobre 1995].
- Projet de loi** tendant à renforcer la répression du terrorisme et des attentats aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire (n° 2302) [25 octobre 1995].
- Projet de loi** autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 19 décembre 1980 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole et un protocole additionnel), modifiée par l'avenant du 14 novembre 1984 (n° 2317) [31 octobre 1995].
- Projet de loi** autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège portant sur le transport par gazoduc de gaz du plateau continental norvégien et d'autres secteurs vers la France (n° 2318) [31 octobre 1995].
- Projet de loi** relatif au supplément de loyer de solidarité (n° 2319) [31 octobre 1995].
- Projet de loi** portant création d'un fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi (n° 2346) [8 novembre 1995].
- Projet de loi** complétant la loi n° 66-1008 du 28 décembre 1966 relative aux relations financières avec l'étranger en ce qui concerne les investissements étrangers en France (n° 2347) [8 novembre 1995].
- Déclaration du Gouvernement** sur l'évolution de la protection sociale (n° 2352) [13 novembre 1995].
- Projet de loi** de finances rectificative pour 1995 (n° 2357) [15 novembre 1995].
- Projet de loi** relatif aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information (n° 2358) [15 novembre 1995].
- Déclaration du Gouvernement** sur la réforme de la protection sociale (n° 2359) [15 novembre 1995].
- Projet de loi** autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405) [29 novembre 1995].
- Projet de loi** portant règlement définitif du budget de 1994 (n° 2453) [20 décembre 1995].
- Projet de loi constitutionnelle** instituant la loi d'équilibre de la sécurité sociale (n° 2455) [20 décembre 1995].
- Projet de loi organique** portant statut d'autonomie de la Polynésie française (n° 2456) [20 décembre 1995].
- Projet de loi** complétant le statut de la Polynésie française (n° 2457) [20 décembre 1995].
- Projet de loi** portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470) [3 janvier 1996].
- Projet de loi** autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo, signée à Brazzaville le 31 juillet 1993 (ensemble un échange de lettres signées les 13 juillet 1994 et 17 mars 1995) (n° 2512) [31 janvier 1996].
- Projet de loi** modifiant le code civil pour l'adapter aux stipulations de la Convention de La Haye sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux et organiser la publicité du changement de régime matrimonial obtenu par application d'une loi étrangère (n° 2513) [31 janvier 1996].
- Projet de loi** autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat d'Israël en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 2514) [31 janvier 1996].
- Projet de loi** portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548) [7 février 1996].
- Projet de loi** autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) (n° 2549) [7 février 1996].
- Projet de loi** portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante (n° 2573) [14 février 1996].
- Déclaration du Gouvernement** sur l'Union économique et monétaire (n° 2576) [20 février 1996].
- Projet de loi** autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif) (n° 2582) [21 février 1996].
- Projet de loi** relatif à la partie législative du code de l'environnement (n° 2583) [21 février 1996].
- Projet de loi** sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591) [26 février 1996].
- Déclaration du Gouvernement** sur la préparation et les perspectives de la conférence intergouvernementale (n° 2634) [13 mars 1996].
- Déclaration du Gouvernement** sur la politique de défense (n° 2654) [20 mars 1996].
- Projet de loi** autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée (n° 2656) [20 mars 1996].

Projet de loi relatif à l'**information et à la consultation des salariés** dans les entreprises et les groupes d'entreprises de dimension communautaire (n° 2701) [10 avril 1996].

Projet de loi relatif au développement et à la **promotion du commerce et de l'artisanat** (n° 2749) [29 avril 1996].

Lettre rectificative au projet de loi (n° 2701) relatif à l'information et à la **consultation des salariés dans les entreprises et les groupes d'entreprises de dimension communautaire** (n° 2765) [13 mai 1996].

Projet de loi relatif à la **programmation militaire** pour les années 1997 à 2002 (n° 2766) [13 mai 1996].

Projet de loi autorisant la ratification de l'**accord euro-méditerranéen** établissant une association entre la communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République tunisienne, d'autre part (n° 2767) [13 mai 1996].

Déclaration du Gouvernement sur le débat d'**orientation budgétaire** (n° 2768) [14 mai 1996].

Déclaration du Gouvernement sur les **Etats généraux de l'Université** (n° 2795) [21 mai 1996].

Projet de loi relatif à la **mise en œuvre du pacte de relance pour la ville** (n° 2808) [22 mai 1996].

Déclaration du Gouvernement sur la **situation en Corse** (n° 2815) [28 mai 1996].

Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 95-1348 du 30 décembre 1995 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la **protection sociale** (n° 2822) [29 mai 1996].

Projet de loi autorisant l'approbation de l'**accord de partenariat et de coopération** entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Moldova, d'autre part (n° 2837) [5 juin 1996].

Projet de loi autorisant l'approbation de l'**accord de partenariat et de coopération** entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part (n° 2838) [5 juin 1996].

Projet de loi autorisant l'approbation de l'**accord de partenariat et de coopération** entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Bélarus, d'autre part (n° 2839) [5 juin 1996].

Projet de loi autorisant l'approbation de l'**accord de partenariat et de coopération** entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République kirghize, d'autre part (n° 2840) [5 juin 1996].

Projet de loi autorisant l'approbation de l'**accord de partenariat et de coopération** entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part (n° 2841) [5 juin 1996].

Projet de loi autorisant l'approbation de l'**accord de partenariat et de coopération** entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part (n° 2842) [5 juin 1996].

Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à la convention sur la **future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest** (ensemble 3 annexes) (n° 2877) [12 juin 1996].

Projet de loi autorisant l'approbation du deuxième protocole en date du 6 octobre 1995 annexé à l'**accord général sur le commerce des services** (ensemble les listes d'engagements dont la traduction est annexée à la présente loi) (n° 2878) [12 juin 1996].

Projet de loi autorisant l'approbation du troisième protocole en date du 6 octobre 1995 annexé à l'**accord général sur le commerce des services** (ensemble les listes d'engagements dont la traduction est annexée à la présente loi) (n° 2879) [12 juin 1996].

Projet de loi portant **réforme de la procédure criminelle** (n° 2938) [26 juin 1996].

Projet de loi autorisant la ratification du **traité** entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif à la **coopération transfrontalière entre collectivités territoriales, signé à Bayonne le 10 mars 1995** (n° 2972) [31 juillet 1996].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un **accord** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc sur l'**encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble un échange de lettres) (n° 2973) [31 juillet 1996].

Projet de loi autorisant la ratification de l'**accord euro-méditerranéen** établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Etat d'Israël, d'autre part (n° 2974) [31 juillet 1996].

Projet de loi autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal relative à la **circulation et au séjour des personnes** (ensemble une annexe) (n° 2977) [7 août 1996].

Projet de loi autorisant la ratification du **traité d'entente, d'amitié et de coopération** entre la République française et la République d'Albanie (n° 2978) [7 août 1996].

Projet de loi relatif aux **mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées** (n° 2979) [4 septembre 1996].

Projet de loi relatif à l'**amélioration des relations entre les administrations et le public** (n° 2992) [11 septembre 1996].

Projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) [18 septembre 1996].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- **Vanneste (Christian), Boucheron (Jean-Michel), Montequiou (Aymeri de), Bocquet (Alain)** : situation en Bosnie-Herzégovine : ex-Yougoslavie ; FORPRONU ; attitude de la France : réponse globale à l'ensemble des questions relatives à la Bosnie-Herzégovine posées ce jour [31 mai 1995] (p. 379 à 383).

- **Floch (Jacques)** : finances locales et programme du Gouvernement : transfert de charges [31 mai 1995] (p. 387).

- **Borotra (Franck)** : services publics : monopole : maintien [31 mai 1995] (p. 383, 384).

- **Haby (Jean-Yves)** : lutte contre le chômage : mesures gouvernementales [7 juin 1995] (p. 445 et 446).

- **Emmanuel (Henri)** : essais nucléaires : reprise des essais [14 juin 1995] (p. 479, 480).

- **Boucheron (Jean-Michel)** : essais nucléaires : reprise des essais [14 juin 1995] (p. 481, 482).

- **Brunhes (Jacques)** : essais nucléaires : reprise des essais ; isolement international [14 juin 1995] (p. 482, 483).

- **Péricard (Michel)** : dissuasion nucléaire : reprise des essais [14 juin 1995] (p. 485, 486).

- **Catala (Nicole)** : Bosnie : ONU : protection des casques bleus ; attitude de la France [14 juin 1995] (p. 486).

- **Flosse (Gaston) : avenir de la Polynésie française après l'arrêt des essais nucléaires :** conséquences économiques après mai 1996 [14 juin 1995] (p. 488).
- **Mexandeau (Louis) : salaires et emploi :** politique du Gouvernement [21 juin 1995] (p. 574, 575).
- **Migaud (Didier) : salaires et emploi :** politique du Gouvernement [21 juin 1995] (p. 575, 576).
- **Roblen (Gilles de) : monnaie unique :** date d'entrée en vigueur [29 juin 1995] (p. 695).
- **Jacob (Yvon) : terrorisme :** mort de Khaled Kelkal [3 octobre 1995] (p. 1575).
- **Bocquet (Alain) : respect des engagements pris par M. Jacques Chirac :** prélèvements obligatoires et salaires : perspectives [3 octobre 1995] (p. 1582 et 1583).
- **Bachelot-Narquin (Roselyne) : déficits publics :** prélèvements obligatoires et salaires : perspectives [4 octobre 1995] (p. 1653 et 1654).
- **Brard (Jean-Pierre) : aide aux demandeurs d'emploi :** frais de recherche d'emploi ; transport gratuit ; journée mondiale de lutte contre la misère [17 octobre 1995] (p. 1881).
- **Janquin (Serge) : réforme de la protection sociale :** prérogatives du Parlement [25 octobre 1995] (p. 2447, 2448).
- **Mathus (Didier) : place des femmes dans la vie politique :** perspectives [8 novembre 1995] (p. 3192, 3193).
- **Bariani (Didier) : soutien de la France à Israël :** assassinat d'Ytzhak Rabin ; conséquences ; attitude de la France [8 novembre 1995] (p. 3193, 3194).
- **Bocquet (Alain) : politique économique et sociale du Gouvernement :** politique budgétaire ; perspectives ; alternative à la crise ; mesures d'urgence [8 novembre 1995] (p. 3196, 3197).
- **Fanton (André) : abattement fiscal de 20 % pour les salariés :** suppression éventuelle [21 novembre 1995] (p. 3924, 3925).
- **Ayrault (Jean-Marc) : emploi :** récession [22 novembre 1995] (p. 3991, 3992).
- **Darrason (Olivier) : pilotes français en ex-Yougoslavie :** libération des pilotes détenus [12 décembre 1995] (p. 5007).
- **Daniel (Christian) : situation économique et sociale :** conséquences des grèves [13 décembre 1995] (p. 5092).
- **Fabius (Laurent) : orientations du Gouvernement :** prélèvements obligatoires : montant ; conséquences ; pouvoir d'achat [20 décembre 1995] (p. 5397, 5398).
- **Griotteray (Alain) : montant de la dette sociale :** comptes de la sécurité sociale : dette : montant [17 janvier 1996] (p. 79, 80).
- **Guilhem (Evelyne) : politique familiale :** prestations familiales : assujettissement [23 janvier 1996] (p. 183, 184).
- **Roques (Marcel) : inondations dans l'Hérault :** aides de l'Etat [30 janvier 1996] (p. 400).
- **Moyne-Bressand (Alain) : réforme du service national :** mise en place d'un service civil [6 février 1996] (p. 579).
- **Rossinot (André) : violence à l'école :** mesures de prévention [13 février 1996] (p. 794).
- **Vannson (François) : politique européenne :** monnaie unique : échéance du 1^{er} janvier 1999 ; service public de l'électricité [13 février 1996] (p. 796).
- **Chevènement (Jean-Pierre) : monnaie unique :** référendum [21 février 1996] (p. 1028).
- **Rossi (José) : événements de Corse :** rétablissement de l'état de droit [21 février 1996] (p. 1028).
- **Ayrault (Jean-Marc) : privatisation de Thomson :** privatisations : politique du Gouvernement [21 février 1996] (p. 1032).
- **Bergelin (Christian) : attentats en Israël :** attitude de la France [5 mars 1996] (p. 1142).
- **Emmanueli (Henri) : attentats en Israël :** attitude de la France [5 mars 1996] (p. 1144).
- **Bariani (Didier) : attentats en Israël :** attitude de la France [5 mars 1996] (p. 1146).
- **Muselier (Renaud) : nouveaux traitements du sida :** trithérapie : accès de tous les malades [13 mars 1996] (p. 1575).
- **Merville (Denis) : progrès technique et emploi :** conséquences de l'automatisation [13 mars 1996] (p. 1576).
- **Davaes (Emmanuel) : Europe sociale :** conférence intergouvernementale de Turin : contenu du mémorandum français [27 mars 1996] (p. 2045).
- **Bocquet (Alain) : bombardements au Liban :** attitude de la France [16 avril 1996] (p. 2217).
- **Léonard (Gérard) : situation au Liban :** attitude de la France [16 avril 1996] (p. 2219).
- **Beaumont (René) : action gouvernementale :** perspectives de croissance [14 mai 1996] (p. 3090).
- **Josselin (Charles) : événements de Corse :** maintien de l'état de droit [22 mai 1996] (p. 3324).
- **Aubarger (Philippe) : réforme fiscale :** mesures destinées à relancer l'emploi et la consommation [4 juin 1996] (p. 3748).
- **Boyon (Jacques) : politique de défense et alliance atlantique :** réorganisation de l'OTAN [4 juin 1996] (p. 3750).

INTERVENTIONS

- **Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. Robert André Vivien** [23 mai 1995] (p. 334).
- **Déclaration de politique générale du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre ; débat et vote sur cette déclaration (n° 2066).**

Principaux thèmes développés [23 mai 1995] :

Action sociale et solidarité nationale :

- exclusion (p. 335, 336, 361) ;
- fracture sociale (p. 348).

Affaires étrangères :

- Algérie : démocratisation (p. 347) ;
- ex-Yougoslavie (p. 347) ;
- conjoncture internationale : politique et place de la France (p. 347, 361).

Agriculture :

- conjoints des exploitants : statut (p. 345) ;
- fiscalité agricole (p. 345) ;
- politique agricole commune (p. 345) ;
- prêts bonifiés (p. 345) ;
- rôle : économie et aménagement du territoire (p. 345) ;
- structures : modernisation (p. 345).

Associations : moyens : renforcement (p. 343).

- Collectivités locales : décentralisation : achèvement (p. 343, 348).
- Commerce extérieur :
- commerce international : organisation mondiale du commerce (p. 343) ;
 - France : quatrième pays exportateur (p. 344, 345).
- Communautés européennes et Union européenne :
- construction européenne : institutions (p. 343, 344) ;
 - coopération franco-allemande (p. 343) ;
 - emploi (p. 343) ;
 - monnaie unique (p. 343, 344) ;
 - projets de transport et de communication (p. 343, 344).
- Constitution : révision : élargissement du champ d'application du référendum et instauration d'une session unique du Parlement (p. 342, 343, 347, 348, 360, 361).
- Culture : accès ; budget (p. 346).
- Défense :
- armée : professionnalisation (p. 346) ;
 - dissuasion : essais nucléaires : traité de non-prolifération nucléaire (p. 346) ;
 - industries d'armement (p. 346, 347) ;
 - loi de programmation militaire (p. 346) ;
 - politique de défense européenne : OTAN (p. 347).
- Délinquance et criminalité (p. 342).
- Départements et territoires d'outre-mer (p. 338).
- Emploi :
- chômage : mobilisation générale (p. 335, 336, 361) ;
 - chômage de longue durée : contrat initiative-emploi (p. 336, 339, 347, 361, 362) ;
 - comité interministériel pour le développement de l'emploi : création (p. 340) ;
 - guichet unique pour l'emploi : instauration (p. 341) ;
 - insertion professionnelle : contrat d'accès à l'emploi pour les jeunes (p. 336, 339, 347) ;
 - licenciements (p. 362) ;
 - nouveaux métiers : promotion (p. 339, 361).
- Enseignement :
- éducation nationale : mission (p. 339) ;
 - enseignement supérieur (p. 340) ;
 - formation technologique et professionnelle (p. 340) ;
 - projet de loi de programmation du nouveau contrat pour l'école (p. 340, 361) ;
 - réforme : référendum sur l'éducation (p. 340, 348, 361) ;
 - rythmes scolaires (p. 339).
- Entreprises :
- charges sociales : allègement (p. 339) ;
 - formalités administratives : simplification : guichet unique (p. 339) ;
 - PME : financement (p. 339) ;
 - transmissions à titre gratuit : allègement des droits (p. 339).
- Etat :
- Etat équilibré et impartial (p. 342) ;
 - Etat modeste (p. 343) ;
 - réforme (p. 343).
- Etrangers : immigration clandestine (p. 342, 361).
- Famille :
- allocation parentale de libre choix (p. 337, 361) ;
 - loi cadre sur la famille (p. 337) ;
 - surendettement des ménages (p. 337).
- Finances publiques :
- déficit budgétaire (p. 341, 361) ;
 - dépenses publiques : maîtrise (p. 341) ;
 - Parlement : contrôle (p. 341, 348).
- Gouvernement : gouvernement précédent : hommage (p. 361).
- Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 341).
- Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 339, 341).
- Industrie : construction navale (p. 345).
- Justice : indépendance et modernisation (p. 342).
- Langue française (p. 346).
- Logement et habitat :
- accession à la propriété (p. 336) ;
 - investissement locatif (p. 336) ;
 - logement social : logements d'insertion (p. 336, 347, 361).
- Lois : codification : simplification (p. 343, 348).
- Loi de finances pour 1996 (p. 341, 348).
- Loi de finances rectificative (p. 347, 348, 361).
- Mer et littoral :
- marine marchande (p. 345) ;
 - ministère (p. 345) ;
 - pêche (p. 345).
- Parlement :
- opposition (p. 348) ;
 - rôle : pouvoirs (p. 348, 360, 361).
- Personnes âgées :
- allocations de dépendance : création (p. 337, 347, 361) ;
 - hébergement (p. 337) ;
 - minimum vieillesse (p. 337).
- Police (p. 361).
- Politique économique :
- croissance (p. 338) ;
 - franc stable : nécessité (p. 344).
- Politique économique et sociale : dialogue social (p. 338, 361).
- Président de la République : espérance d'un nouveau pacte républicain : changement (p. 335, 348).
- Recherche : innovation (p. 340, 345, 346).
- Retraites : généralités :
- revalorisation (p. 339) ;
 - système par capitalisation (p. 361).
- Salaires :
- politique salariale (p. 338, 360) ;
 - SMIC (p. 338).
- Santé publique :
- hôpitaux : réforme (p. 337, 348) ;
 - politique (p. 337) ;
 - recherche génétique (p. 338) ;
 - sida (p. 337, 338) ;
 - toxicomanie (p. 337, 338).
- Secteur public :
- privatisations (p. 341) ;
 - services publics : déréglementation (p. 343).
- Sécurité sociale : comptes : financement (p. 341).
- Travail :
- aménagement du temps de travail (p. 338) ;
 - réduction du temps de travail (p. 361).
- TVA : taux : majoration (p. 361).
- Vie, médecine et biologie : interruption volontaire de grossesse (p. 361).

Ville : politique : quartiers difficiles (p. 337).

- **Déclaration du Gouvernement sur la situation en ex-Yougoslavie et débat sur cette déclaration présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères et M. Charles Millon, ministre de la défense (n° 2073).**

Principaux thèmes développés [6 juin 1995] :

Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie (p. 420).

Groupe de contact : plan de paix pour l'ex-Yougoslavie (p. 420).

Organisation des Nations Unies :

- Casques bleus pris en otages (p. 419, 420) ;
- FORPRONU : missions ; contingent français ; force de réaction rapide (p. 420, 421).

Ex-Yougoslavie : guerre civile (p. 419 à 421).

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60 % à 20,60 % le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995 (n° 2148).**

Première lecture :

Discussion de l'article unique [12 juillet 1995] :

Article unique :

Son intervention (p. 1032 à 1034).

Action sociale et solidarité nationale.

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence.

Consommation.

Départements :

- comités départementaux pour l'emploi et pour la formation professionnelle ;
- préfets.

Emploi :

- chartes initiative-emploi ;
- chômage ;
- plan.

Enseignement supérieur : statut de l'étudiant.

Entreprises :

- CNPF ;
- PME ;
- responsabilité sociale : entreprises citoyennes.

Finances publiques :

- annulation de crédits ;
- déficit budgétaire ;
- dette publique ;
- recettes nouvelles.

Gouvernement : méthodes de travail : calendrier.

Gouvernement précédent : hommage.

Logement et habitat :

- aides ;
- accession à la propriété.

Loi de finances pour 1996.

Parlement : droit d'amendement.

Personnes âgées : allocation dépendance.

Politique économique :

- croissance ;
- investissements ;
- taux d'intérêt.

Politique économique et sociale :

- dialogue social ;
- réformes.

Président de la République.

Prix et concurrence : inflation.

- **Exprime son émotion, et son indignation** au sujet de l'attentat annoncé par le président de l'Assemblée nationale, perpétré, ce jour, à Paris sur la ligne C du RER [18 octobre 1995] (p. 1873).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).**

Principaux thèmes développés [13 novembre 1995] :

Cour des comptes : rapport (p. 3551).

Démographie :

- espérance de vie : surmortalité masculine (p. 3549) ;
- mortalité périnatale et infantile (p. 3550) ;
- natalité et fécondité (p. 3551).

Emploi : chômage : situation (p. 3549).

Entreprises : charges sociales (p. 3551).

Famille : politique familiale : budgétisation ; prestations : simplification (p. 3549, 3550).

Hôpitaux et cliniques : secteur public : budget global et taux directeur : réforme : programmes de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) : contrats d'objectif (p. 3550).

Lois : loi n° 94-637 du 25 juillet 1994 relative à la sécurité sociale (p. 3549).

Retraites : généralités : système par répartition : démographie : cotisations : gestion : paritarisme (p. 3549 à 3551).

Santé publique :

- accès aux soins : qualité des soins (p. 3551) ;
- dépenses : maîtrise comptable : obligation de résultats (p. 3549, 3551) ;
- déficit et dette : gestion paritaire des caisses : élections ; contrat d'objectifs : subsidiarité : déconcentration et régionalisation (p. 3550, 3551) ;
- historique : rôle et principes : comparaisons (p. 3549) ;
- médecine de ville : coût : honoraires : informatisation des cabinets : maintien du système libéral (p. 3551) ;
- rapport de la commission des comptes (p. 3551) ;
- réforme : concertation : forums et mission d'information ; partenariat ; législation par ordonnances (p. 3550, 3551).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la réforme de la protection sociale ; débat et vote sur cette déclaration (n° 2359).**

Principaux thèmes développés [15 novembre 1995] :

Assurance maladie :

- carte d'assuré : photo d'identité (p. 3762) ;
- déficit : budget : relèvement de la cotisation des inactifs : charges indues (p. 3763) ;
- prestations : remboursement : taux : prélèvement forfaitaire sur les feuilles de soins (p. 3780) ;
- régime universel : liaisons inter-régimes et conditions d'affiliation (p. 3759, 3764).

Contribution sociale généralisée (p. 3760, 3764).

Entreprises : charges patronales (p. 3760).

Familles :

- allocations familiales : imposition : non-revalorisation en 1995 : conditions de ressources (p. 3760, 3763, 3780) ;
- branche famille : financement et gestion : équilibre et autonomie (p. 3760, 3763) ;
- familles nombreuses et familles modestes : mesures spécifiques (p. 3760) ;
- prestations familiales : simplification (p. 3760).

Hôpitaux et cliniques :

- forfait hospitalier (p. 3780) ;
- hôpitaux publics : réforme des conseils d'administration : rôle des maires (p. 3761) ;
- réforme hospitalière : régionalisation : coordination public-privé : contrats d'objectifs (p. 3761, 3764, 3781).

Impôts et taxes :

- réforme fiscale : impôt sur le revenu : révision du barème (p. 3760, 3764, 3780) ;
- taxation du capital et des revenus financiers (p. 3780).

Parlement :

- nouvelles responsabilités en matière sociale : révision constitutionnelle (p. 3760, 3779) ;
- procédure des ordonnances (p. 3764).

Personnes âgées : Fonds national de solidarité (p. 3763).

Pharmacie : industrie pharmaceutique : médicaments génériques : conditionnement (p. 3762, 3764).

Prestation autonomie (p. 3763, 3781).

Professions médicales et paramédicales :

- médecins : formation initiale et formation continue (p. 3762) ;
- médecins généralistes : rôle : revalorisation (p. 3762) ;
- médecins : rémunération : paiement au forfait et paiement à l'acte (p. 3762).

Retraites : généralités :

- retraites par capitalisation : épargne-retraite (p. 3760, 3764, 3780) ;
- retraites par répartition : branche vieillesse : cotisations (p. 3760, 3763).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux :

- allongement de la durée de cotisation (p. 3760) ;
- création d'une caisse de retraite des agents de la fonction publique de l'Etat (p. 3760, 3780).

Santé publique :

- codage des actes : références médicalisées : carnet de suivi médical (p. 3762) ;
- égalité d'accès aux soins : qualité des soins (p. 3760, 3761) ;
- Haut comité pour la santé (p. 3781).

Santé publique : médecine de ville : maîtrise médicalisée des dépenses : fixation d'un taux annuel de hausse : informatisation des cabinets (p. 3761).

Sécurité sociale :

- déficit : montant : création d'une caisse d'amortissement : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 3762, 3764, 3780) ;
- financement : cotisations salariales : réforme (p. 3760) ;
- gestion des caisses nationales et locales : paritarisme : élections ; réorganisation ; réalisation des actifs immobiliers (p. 3761, 3763, 3764)

Engage la responsabilité du Gouvernement en application de l'article 49, alinéa 1^{er}, de la Constitution (p. 3765).

- **Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de Frédéric Jalton** [5 décembre 1995] (p. 4557).
- **Motion de censure déposée par M. Laurent Fabius et soixante-trois membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.**

Principaux thèmes développés lors de la discussion [5 décembre 1995] :

Allocations familiales : versement sous condition de ressources (p. 4563).

Assurance maladie : maîtrise des dépenses (p. 4563).

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht (p. 4578).

Emploi :

- contrat initiative-emploi (p. 4582) ;
- priorité gouvernementale (p. 4582).

Enseignement supérieur : filières professionnelles (p. 4582).

Finances publiques :

- contribution sociale généralisée : assiette et déductibilité (p. 4581) ;
- déficits (p. 4578) ;
- prélèvements obligatoires (p. 4579).

Gouvernement : gouvernements précédents (p. 4563).

Impôts et taxes : abattements salariaux (p. 4581).

Ordonnances : parlement (p. 4580).

Partenaires sociaux : dialogue social (p. 4580).

Retraites : régimes spéciaux du secteur public : alignement sur le régime des salariés (p. 4579).

Service public :

- modernisation (p. 4580) ;
- SNCF : contrat de plan (p. 4580).

- Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).*Première lecture :**Discussion des articles* [10 décembre 1995] :**Engage la responsabilité du Gouvernement** en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution (p. 4999).**- Motion de censure déposée par MM. Laurent Fabius, Alain Bocquet, Jean-Pierre Chevènement et quatre-vingt-cinq membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, le 10 décembre 1995.***Principaux thèmes développés lors de la discussion* [12 décembre 1995] :

Assemblée nationale :

- dépôt d'amendements : rôle de l'opposition (p. 5033) ;
- mission d'information commune sur la sécurité sociale (p. 5031).

Contribution sociale généralisée (p. 5033).

Elections et référendums : élections législatives partielles (p. 5035).

Emploi :

- chômage (p. 5034, 5035) ;
- politique de l'emploi (p. 5035).

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5032, 5033).

Hôpitaux et cliniques (p. 5033).

Ordonnances (p. 5031, 5032).

Politique économique et sociale :

- crise sociale : mouvements sociaux (p. 5033 à 5035) ;
- dialogue social (p. 5031, 5032, 5035).

Retraites :

- régimes par capitalisation et par répartition (p. 5032, 5033) ;
- régimes spéciaux (p. 5033, 5034).

Santé publique : maîtrise médicalisée des dépenses (p. 5033).

Secteur public :

- services publics : situation : avenir (p. 5034) ;
- SNCF : contrat de plan (p. 5034).

Sécurité sociale :

- caisses de sécurité sociale : organisation (p. 5033) ;
- cotisations salariales et patronales (p. 5032) ;
- réforme (p. 5031 à 5033, 5036) ;
- remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 5032).

Travail : temps de travail (p. 5035).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances sur l'Union économique et monétaire et débat sur cette déclaration (n° 2576).**

Son intervention [20 février 1996] :*Principaux thèmes développés :*

Communautés européennes et Union européenne :

- convergence intergouvernementale et institutions (p. 994) ;
- convergence économique et couple franco-allemand (p. 994) ;
- élargissement (p. 994) ;
- monnaie unique, Union économique et monétaire (p. 994, 995).

Emploi (p. 994).

Moyens de paiement : stabilité monétaire internationale ; marchés financiers internationaux (p. 995).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes, sur la préparation et les perspectives de la conférence intergouvernementale et débat sur cette déclaration (n° 2634).**

Sa réponse [13 mars 1996].*Principaux thèmes développés :*

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (p. 1584).

Communautés européennes et Union européenne : institutions et conférence intergouvernementale (p. 1582).

Constitution : article 88-4 (p. 1582).

Moyens de paiement : dévaluations compétitives (p. 1583).

Parlement : parlements nationaux (p. 1583).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Charles Millon, ministre de la défense, sur la politique de défense et débat sur cette déclaration (n° 2654).**

Son intervention [20 mars 1996].*Principaux thèmes développés :*

Affaires étrangères :

- contexte géopolitique (p. 1803, 1806) ;
- opérations de maintien de la paix : enseignements (p. 1804) ;
- Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (p. 1804) ;
- Union de l'Europe occidentale (p. 1804).

Armée de terre : professionnalisation (p. 1805).

Armements nucléaires :

- dissuasion nucléaire : doctrine ; composantes (p. 1804) ;
- essais nucléaires et simulation : programme PALEN (p. 1803).

Armements préstratégiques : missile Hadès (p. 1804).

Drogue : trafics de stupéfiants (p. 1803).

Europe : défense européenne, corps européen (p. 1804).

Finances publiques (p. 1804).

Livre blanc et loi de programmation pour les années 1995-2000 du 23 juin 1994 (p. 1803).

Loi de programmation militaire : nouveau projet de loi (p. 1803, 1805).

Service national (p. 1803, 1805).

Terrorisme (p. 1803).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par MM. Alain Juppé, Premier ministre, Jacques Toubon, garde des sceaux, ministre de la justice et Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, sur la situation en Corse et débat sur cette déclaration (n° 2815).**

Son intervention [28 mai 1996].*Principaux thèmes développés :*

Corse : institutions (p. 3508).

Gouvernement : gouvernements précédents (p. 3509).

Ordre public :

- crimes et délits (p. 3509) ;
- poursuites judiciaires (p. 3509).

Politique économique et sociale : zone franche (p. 3510).

- **Motion de censure déposée par MM. Laurent Fabius, Alain Bocquet et quatre-vingt-treize membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.**

Son interruption et sa réponse [19 juin 1996] (p. 4539, 4555).*Principaux thèmes développés :*

Défense (p. 4540, 4556).

Enseignement supérieur (p. 4543, 4556).

Finances publiques : prélèvements obligatoires et déficits (p. 4540).

Gouvernement : gouvernements précédents (p. 4539).

Ordre public (p. 4543).

Politique économique et sociale (p. 4542, 4555).

Sécurité sociale (p. 4540, 4555).

Service public (p. 4542).

Union européenne (p. 4555).

- **Réponse à l'allocation prononcée par M. Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale (n° 2914).**

Principaux thèmes développés [25 juin 1996] :

Assemblée nationale :

- commissions d'enquête (p. 4878) ;
- contrôle parlementaire (p. 4878) ;
- débat d'orientation budgétaire (p. 4878) ;
- initiative parlementaire (p. 4878) ;
- lois de financement de la sécurité sociale (p. 4878) ;
- motions de censure (p. 4878) ;
- offices parlementaires (p. 4878) ;
- ordre du jour (p. 4877, 4878) ;
- questions au Gouvernement (p. 4878) ;
- rythme de travail (p. 4878) ;
- session unique (p. 4877).

Constitution : article 88-4 (p. 4878).

Gouvernement : programme législatif (p. 4877).

- **Projet de loi relatif à l'entreprise nationale France Télécom (n° 2884).**

*Première lecture :***Engage la responsabilité du Gouvernement** en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [26 juin 1996] (p. 4972).

- **Motion de censure déposée par MM. Laurent Fabius, Alain Bocquet et quatre-vingt-quatorze membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, le 27 juin 1996, sur le projet de loi n° 2884 relatif à l'entreprise nationale de France Télécom (première lecture).**

Son intervention [29 juin 1996].

Principaux thèmes développés :

France Télécom : statut (p. 5020).

Secteur public (p. 5021).

JUVENTIN (Jean)

Député de la Polynésie française

(1^{re} circonscription)

RPR

puis non inscrit

puis République et Liberté

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Cesse d'appartenir à ce groupe [J.O. du 16 mai 1995] (p. 8249).

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 16 mai 1995] (p. 8249).

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 3 juin 1995] (p. 8835).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 17 mai 1995] (p. 8323).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 23 mai 1995] (p. 8585).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française [J.O. du 7 mars 1996] (p. 3582).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le statut de la Polynésie française [J.O. du 7 mars 1996] (p. 3582).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Aides allouées à la Polynésie française :** utilisation [14 février 1996] (p. 869).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française (n° 2456).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [31 janvier 1996] :

Sa question préalable (p. 444) : rejetée (p. 447).

Son intervention (p. 454).

Principaux thèmes développés :

Audiovisuel (p. 455).

Communautés européennes et Union européenne : association des TOM (p. 446).

Constitution : article 74 (p. 445, 455).

Défense : essais nucléaires (p. 444, 454).

Juridictions administratives : Conseil d'Etat : compétence en premier et dernier ressort (p. 455).

Mer et littoral :

- transfert du domaine public au territoire (p. 455) ;

- droit de la propriété : contentieux administratif (p. 445).

Politique économique et sociale : lutte contre l'exclusion (p. 445, 454).

Polynésie française : exécutif territorial (p. 444, 454).

Discussion des articles [31 janvier 1996] :

Article 3 (compétences de l'Etat) :

- son amendement n° 82 (autorisation préalable du CSA en cas de création d'une société de production par le territoire) : rejeté (p. 479).

Article 4 (domaine public du territoire) :

- ses observations sur l'amendement n° 9 de la commission (droits à la propriété de portions de lagon) (p. 480).

Article 41 (mode d'élection de l'assemblée) :

- son amendement n° 97 (répartition des sièges de conseillers territoriaux par circonscription) : rejeté (p. 498).

Article 42 (inéligibilités, incompatibilités, incapacités) :

- son amendement n° 83 (suppression de la dénomination de député territorial) (p. 498) : rejeté (p. 499).

Article 112 (enseignement de la langue tahitienne) :

- son amendement n° 85 (enseignement de la langue tahitienne dans les écoles maternelles, primaires et du second degré) : retiré (p. 549) ;

- favorable à l'amendement n° 79 de la commission (emploi et enseignement de la langue tahitienne aux côtés de la langue française) (p. 549) ;

- défavorable au sous-amendement n° 108 de M. Pierre Mazeaud (rédactionnel) à l'amendement n° 79 de la commission (p. 551).

Article 113 (collèges d'experts fonciers) :

- son amendement n° 86 (code foncier local) (p. 552) : rejeté (p. 553).

Article 110 précédemment réservé (compétence du Conseil d'Etat en premier et en dernier ressort) :

- son amendement n° 84 (de suppression) : rejeté (p. 555).

K

KASPEREIT (Gabriel)

Député de Paris

(4^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 899, posée le 5 mars 1996 : **élections cantonales de 1994** (p. 1196). Appelée le 7 mars 1996 : délais d'examen des recours contentieux (p. 1303).

KERGUERIS (Aimé)

Député du Morbihan

(2^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Charles Josselin (n° 1953) sur le projet de directive du Conseil établissant des mesures communautaires minimales de contrôle des maladies des mollusques bivalves (COM [94] 401 final/n° E-319) [4 avril 1995].

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Agriculture, pêche et alimentation : pêche) [5 juillet 1995].

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Charles Josselin (n° 2267) sur la proposition de règlement (CE) du Conseil sur les aides à la construction navale (COM [95] 410 final/n° E-480) [25 octobre 1995].

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Agriculture, pêche et alimentation : pêche) [28 mai 1996].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété de navires de commerce [J.O. du 25 juin 1996] (p. 9502).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 1953) de M. Charles Josselin sur le projet de directive du Conseil établissant des **mesures communautaires minimales de contrôle des maladies des mollusques bivalves** (COM [94] 401 final/n° E-319) (n° 2008) [5 avril 1995].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222) : tome II : **Agriculture, pêche et alimentation : pêche** (n° 2275) [12 octobre 1995].

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur pour avis de la commission de la production pour la pêche [2 novembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne :

- politique agricole commune (p. 2897) ;
- programme PESCA (p. 2897).

Pêche :

- crédits (p. 2897) ;
- flotte (p. 2898) ;
- fonds d'intervention et d'organisation des produits de la mer (p. 2897, 2898) ;
- loi d'orientation (p. 2898) ;
- pêche artisanale : comité interministériel de restructuration ; endettement et prêts bonifiés (p. 2897) ;
- zones de pêche et ressources (p. 2897).

Questions :

Communautés européennes et Union européenne : organisation commune des marchés des fruits et légumes (p. 2947, 2948).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Après l'article 59 :

- son amendement n° 365 soutenu par M. Jean-Pierre Thomas (réduction de la valeur locative des logements adaptés à l'accès et au déplacement des personnes invalides) : retiré (p. 3824) ;
- son amendement n° 366 (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour les coopératives maritimes et le Crédit maritime) : devenu sans objet (p. 3843).
- **Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence** (n° 2591).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [21 juin 1996] (p. 4701) :

Commerce et artisanat :

- grandes surfaces ;
- prix de revente : droit d'alignement ; revente à perte ;
- refus de vente.

Pétrole et dérivés : stations-service.

Politique économique : liberté des prix, liberté contractuelle.

Vote pour du groupe UDF (p. 4702).

- **Projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété de navires de commerce** (n° 2880).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 juin 1996] (p. 4724) :

Chasse et pêche : pêche.

Emploi.

Impôts et taxes : déduction fiscale.

Industrie : construction navale.

Transports maritimes :

- flotte de commerce ;
- pavillon français ;
- quirats : fonds de placement quirataire.

Discussion des articles [21 juin 1996] :

Article 1^{er} (*dispositif d'aide à l'investissement dans les copropriétés de navires*) :

Article 238 bis HN du code général des impôts :

- son amendement n° 38 (délai de délivrance de l'agrément) (p. 4740) : retiré (p. 4741) ;
- son amendement n° 39 (délivrance de l'agrément après avis du ministre chargé de la construction navale) : devenu sans objet (p. 4743).

Après l'article 238 bis HN du code général des impôts :

- son amendement n° 40 (création d'une incitation fiscale sous la forme de partage de parts de copropriété pour les navires de pêche) (p. 4744) : retiré (p. 4745) ;
- soutient l'amendement n° 42 de M. René Beaumont (incitation fiscale à la souscription de parts de copropriété de bateaux de navigation intérieure) (p. 4745) : retiré (p. 4746).

Article 163 undecies du code général des impôts :

- soutient l'amendement n° 43 de M. René Beaumont (de conséquence) : retiré (p. 4746).

Après l'article 1^{er} :

- son amendement n° 41 (exonération des plus-values réalisées lors de la cession de parts de copropriété de navires armés au commerce ou à la pêche sous réserve qu'elles soient réinvesties dans l'achat de navires ou de parts de navires) : retiré (p. 4749).

KERT (Christian)

Député des Bouches-du-Rhône

(1^{re} circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre du comité central d'orientation des programmes de la société télévision du savoir, de la formation et de l'emploi [J.O. du 7 avril 1995] (p. 5561).

Rapporteur du projet de loi portant transposition de la directive n° 93/7 du 15 mars 1993 du Conseil des Communautés européennes relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre [27 juin 1995].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-François Chossy tendant à assurer une prise en charge adaptée de l'autisme (n° 1924) [14 février 1996].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Laurent Fabius tendant à améliorer la prise en charge de l'autisme (n° 2102) [14 février 1996].

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Communication) [11 juin 1996].

DEPOTS

Rapport fait au nom de l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques, sur les **techniques de prévision et de prévention des risques naturels : séismes et mouvements de terrain** (n° 2017) [20 avril 1995].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2162), portant transposition de la directive n° 93/7 du 15 mars 1993 du Conseil des Communautés européennes relative à la **restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre** (n° 2167) [19 juillet 1995].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi :

- (n° 1924) de M. Jean-François Chossy tendant à assurer une **prise en charge adaptée de l'autisme** ;
- (n° 2102) de M. Laurent Fabius tendant à améliorer la **prise en charge de l'autisme**,

(n° 2572) [14 février 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Fausse monnaie** : circulation : lutte et prévention [31 octobre 1995] (p. 2857, 2858).

orales sans débat :

- n° 1025, posée le 30 avril 1996 : **carrefour autoroutier de Salon-de-Provence** (p. 2730). Appelée le 7 mai 1996 : construction d'une passerelle de franchissement ; Salon-de-Provence (p. 2856).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant transposition de la directive n° 93/7 du 15 mars 1993 du Conseil des Communautés européennes relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre** (n° 2162).

Rapporteur de la commission des affaires culturelles.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [26 juillet 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : directive 93/7/CEE du 15 mars 1993 : date d'entrée en vigueur (p. 1341).

Droit pénal : protection du patrimoine archéologique : article 322-2 du code pénal (p. 1341).

Lois et décrets : loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques (p. 1341).

Patrimoine :

- archéologie : biens sous-marins (p. 1341) ;
- trésor national : remboursement des frais engagés par l'Etat (p. 1341) ;
- trésor national : rôle du juge judiciaire (p. 1341).

Discussion des articles [26 juillet 1995] :

Article 11 (*définition de la sortie illicite du territoire français*) :

- ses observations (p. 1348).

- **Projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Communication. - *Questions* [6 novembre 1995] :

Presse, distribution : aides de l'Etat : convention avec la SNCF (p. 3158).

Télévision : France Télévision : construction d'un nouveau siège : financement (p. 3157).

Culture et francophonie. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1995] :

Aménagement du territoire : aménagement culturel : redéploiement des crédits vers la province : grands projets régionaux (p. 2663).

Architecture : rattachement au ministère de la culture : écoles d'architecture : crédits (p. 2663).

Audiovisuel : secteur public : Institut national de l'audiovisuel (INA) ; ARTE ; orchestres de Radio France : rattachement des orchestres de Radio France au ministère de la culture (p. 2663).

Bibliothèque nationale de France : mission, crédits et effectifs : date d'ouverture (p. 2664).

Collectivités locales : action culturelle : partenariat avec l'Etat (p. 2663).

Francophonie : langue française et langues régionales (p. 2663).

Livre ; librairies ; droits d'auteur (p. 2664).

Musées : Grand et Petit Palais (p. 2663).

Politique culturelle : définition : rôle dans la réduction de la fracture sociale (p. 2663).

Politique de la ville : projets culturels de quartiers : équipements de proximité : cafés-musique : écoles de musique municipale (p. 2663).

Questions :

Communes : Aix-en-Provence : fondation Vasarely (p. 2680).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Article 55 précédemment réservé (*imputation sur le revenu global des déficits relevant des BIC*) :

– son amendement n° 374 : non soutenu (p. 3853).

– **Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).**

Première lecture :

Discussion des articles [22 et 29 novembre 1995] :

Article 1^{er} (*missions de sécurité civile des sapeurs-pompiers volontaires*) :

– son amendement n° 83 soutenu par M. Germain Gengenwin (reconnaissance de la qualité de collaborateurs occasionnels du service public aux sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4017) : rejeté (p. 4019) ;

– son amendement n° 84 soutenu par M. Germain Gengenwin (protection des sapeurs-pompiers volontaires dans l'exercice de leurs missions organisée par la collectivité publique dont ils dépendent) : rejeté (p. 4019).

Après l'article 10 :

– son amendement n° 87 soutenu par M. Germain Gengenwin (abattement sur les primes d'assurance de l'employeur privé de sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4262) : rejeté (p. 4264).

Article 12 (*allocation de vétérance*) :

– son amendement n° 86 (inaccessibilité et insaisissabilité de l'allocation ; exclusion du champ des lois sur le cumul) (p. 4266) : devenu sans objet (p. 4267).

– **Proposition de loi relative à l'adoption (n° 2251).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 janvier 1996] (p. 35, 36) :

Adoption :

- adoption internationale ;
- agrément des couples ;
- conditions d'âge et de mariage.

Associations : œuvres adoptives.

Enfants : pupilles de l'Etat.

Procédure civile : conflit de lois.

Traités et conventions : convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la coopération des Etats en matière d'adoption internationale.

– **Projet de loi relatif aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information (n° 2358).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 janvier 1996] (p. 418, 419) :

Audiovisuel : Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Communautés européennes et Union européenne : ouverture du marché au 1^{er} janvier 1998.

Culture : production française et européenne ; propriété littéraire et artistique.

Droits de l'homme et libertés publiques.

Enseignement.

Télécommunications : téléports et licences expérimentales.

Discussion des articles [30 janvier 1996] :

Après l'article 3 :

– son sous-amendement n° 10 (bénéfice du régime de multiplex pour les chaînes rediffusant à partir du câble) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission de la production (dérogations pour la reprise par multiplexage d'éléments de programmes audiovisuels diffusés par voie hertzienne terrestre) (p. 429) : adopté (p. 430).

Article 4 (*les expérimentations de services audiovisuels à la demande*) :

– son amendement n° 11 (définition de la notion de service à la demande) : adopté (p. 431).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [26 mars 1996] (p. 2012) :

Audiovisuel : services audiovisuels à la demande.

DOM-TOM.

Informatique : Internet.

Langue française.

Télécommunications : téléports et licences expérimentales.

– **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les agissements liberticides de certaines associations dites sectes (n° 1768).**

Débat sur le rapport de la commission d'enquête [8 février 1996] :

Principaux thèmes développés :

Enseignement : rôle de la prévention (p. 779).

Lois :

- dispositif applicable aux sectes (p. 780) ;
- sectes : qualification juridique (p. 778).

Ordre public : liberté d'association (p. 779).

– **Proposition de loi tendant à assurer une prise en charge adaptée de l'autisme (n° 1924).**

Rapporteur de la commission des affaires culturelles.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 février 1996] :

Handicapés (p. 1108).

Handicapés : autisme :

- circulaire du 27 avril 1995 (p. 1107, 1108) ;
- définition : causes : traitement (p. 1107, 1108) ;
- plans d'action régionaux (p. 1108, 1109) ;
- prise en charge (p. 1107 à 1109) ;
- statistiques (p. 1107).

Institutions sociales et médico-sociales (p. 1108).

Lois :

- loi du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales (p. 1108) ;
- propositions de loi tendant à assurer la prise en charge de l'autisme (p. 1107 à 1109).

Recherche (p. 1107).

Santé publique :

- Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale (ANDEM) (p. 1107) ;
- Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (p. 1108) ;
- Inspection générale des affaires sociales (IGAS) (p. 1107).

Discussion des articles [22 février 1996] :

Après l'article 1^{er} :

- défavorable à l'amendement n° 2 de M. Jean-Claude Bois (institution d'un plan régional d'action en faveur des personnes atteintes du syndrome autistique) (p. 1118).

Article 2 (prise en charge de l'autisme) :

- son amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté (p. 1119).
- **Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 juin 1996] (p. 4205) :

Air :

- information de la population ;
- plans de protection de l'atmosphère ;
- plans régionaux de la qualité de l'air ;
- pollution atmosphérique ;
- réseaux de surveillance.

Environnement : circulation automobile.

Impôts et taxes : incitations fiscales.

Santé publique.

Transports urbains : plans de déplacements urbains.

Discussion des articles [13 et 14 juin 1996] :

Article 3 (organisation de la surveillance de la qualité de l'air) :

- son amendement n° 153 : non soutenu (p. 4282).

Article 9 (champ d'application et procédure d'élaboration du plan) :

- son amendement n° 154 : non soutenu (p. 4313).

Article 12 (mesures prises dans le cadre de la procédure d'alerte) :

- son amendement n° 156 : non soutenu (p. 4318) ;
- son amendement n° 155 : non soutenu (p. 4323).

Article 14 (modifications des dispositions relatives aux plans de déplacements urbains) :

Article 28 de la loi du 30 décembre 1982 :

- son amendement n° 157 (élaboration du plan pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants) : devenu sans objet (p. 4337).

KIFFER (Jean)

Député de la Moselle

(8^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 974, posée le 16 avril 1996 : **salles de spectacles de la commune d'Amnéville** (p. 2270). Appelée le 18 avril 1996 : aides de l'Etat (p. 2380).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Article 24 (modification de l'abattement sur le produit brut des jeux dans les casinos) :

- son amendement n° 61 (maintien de l'abattement supplémentaire pour dépenses d'équipement et d'entretien hôtelier ou thermal) (p. 4697) : rejeté (p. 4698) ;
- son amendement n° 86 (maintien de l'abattement supplémentaire pour dépenses d'équipement et d'entretien hôtelier ou thermal avec un plafonnement limité à 2,5 % du produit brut des jeux) (p. 4698) : rejeté (p. 4698).

KLIFA (Joseph)

Député du Haut-Rhin

(5^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre titulaire de la commission des immunités [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur du projet de loi relatif au supplément de loyer de solidarité (n° 2319) [14 novembre 1995].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au supplément de loyer de solidarité [J.O. du 22 février 1996] (p. 2895).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 22 février 1996] (p. 2895).

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2319), relatif au supplément de loyer de solidarité (n° 2382) [23 novembre 1995].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au supplément de loyer de solidarité (n° 2511) [31 janvier 1996].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au supplément de loyer de solidarité (n° 2581) [21 février 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Canal Rhin-Rhône** : réalisation ; crédits [25 octobre 1995] (p. 2454).
- **Maîtrise des dépenses de santé** : équilibre financier [20 décembre 1995] (p. 5404).

- **Emprunts russes** : situation des porteurs français [13 mars 1996] (p. 1581).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au supplément de loyer de solidarité (n° 2319).**

Rapporteur de la commission de la production.

Première lecture :

Avant la discussion des articles [14 décembre 1995] :

Sa présentation du rapport (p. 5180).

Son intervention sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Bocquet (Alain)* (p. 5184).

Son intervention sur la question préalable opposée par : *Fabiou (Laurent)* (p. 5187).

Principaux thèmes développés :

Aides : prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif ou à occupation sociale (p. 5187).

Impôts et taxes : article 9 de la loi de finances pour 1996 (p. 5182).

Logement social :

- HLM : loyer et surloyer (p. 5180, 5181, 5187) ;
- logement des plus démunis : logement d'urgence (p. 5181) ;
- parc (p. 5181).

Organismes et structures :

- Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (p. 5182) ;
- Confédération générale du logement (p. 5184) ;
- Union des HLM (p. 5184).

Discussion des articles [14 et 20 décembre 1995] :

Article 1^{er} (conditions d'attribution des logements et plafonds de ressources. - *Supplément de loyer de solidarité*) :

- *défavorable* à l'amendement n° 58 de M. Jacques Guyard (de suppression) (p. 5235) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 59 de M. Jacques Guyard (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation : mobilité à l'intérieur du parc HLM) (p. 5235).

Article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation :

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (modalités de calcul du supplément de loyer de solidarité, dérogations pour les quartiers situés en zones urbaines sensibles) : adopté après modifications (p. 5235, 5236) ;
- *reprend* le sous-amendement n° 89 de M. Claude Girard (de précision) à l'amendement n° 4 de la commission : adopté (p. 5236) ;
- *reprend* le sous-amendement n° 90 de M. Claude Girard (de précision) à l'amendement n° 4 de la commission : adopté (p. 5236) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 93 de M. Jacques Guyard (prise en compte des baisses de ressources) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 5236) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 94 de M. Jacques Guyard (non-application aux zones prioritaires d'aménagement du territoire) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 5236) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 91 du Gouvernement (de suppression partielle) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 5237) et *ses observations* (p. 5238, 5239) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 96 de M. Jacques Guyard (critères annuels de révision des plafonds de ressources) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 5239).

Article L. 441-4 du code de la construction et de l'habitation :

- *défavorable* à l'amendement n° 87 de Mme Janine Jambu (critère de réactualisation des plafonds de ressources pour l'attribution des logements) (p. 5369) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 27 de Mme Janine Jambu (prise en compte du nombre de personnes vivant au foyer et de l'âge des locataires) (p. 5370) ;

- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (conditions de plafonnement du supplément de loyer) : adopté (p. 5370).

Article L. 441-5 du code de la construction et de l'habitation :

- *défavorable* à l'amendement n° 38 de Mme Janine Jambu (prise en compte du montant au mètre carré du loyer) (p. 5370) ;
- *son* amendement n° 15 (prise en compte du nombre et de l'âge des personnes vivant au foyer) : adopté (p. 5370) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 28 de Mme Janine Jambu (impossibilité de déclenchement du surloyer si l'évolution des revenus est inférieure à 40 %) (p. 5371).

Article L. 441-6 du code de la construction et de l'habitation :

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (prise en compte de critères qualitatifs précis) (p. 5270) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 70 de M. Jacques Guyard (de suppression partielle) (p. 5371).

Article L. 441-7 du code de la construction et de l'habitation :

- *défavorable* à l'amendement n° 84 de Mme Janine Jambu (de précision) (p. 5372) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 83 de Mme Janine Jambu (de précision) (p. 5372).

Article L. 441-8 du code de la construction et de l'habitation :

- *défavorable* à l'amendement n° 71 de M. Jacques Guyard (de suppression) (p. 5372) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 80 de M. Léonce Deprez (possibilité de prendre en compte le mètre carré de surface corrigée) (p. 5372).

Article L. 441-9 du code de la construction et de l'habitation :

- *défavorable* aux amendements n°s 72 de M. Jacques Guyard et 44 de Mme Janine Jambu (périodicité des enquêtes) (p. 5373) ;
- *soutient* l'amendement n° 16 de M. François-Michel Gonnor (prise en compte des ressources de l'ensemble des personnes vivant au foyer) : adopté (p. 5373) ;
- *favorable* à l'amendement n° 81 rectifié de M. Léonce Deprez (exclusion des locataires bénéficiant de l'aide personnalisée au logement) (p. 5374) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 30 de Mme Janine Jambu (validation de la demande de renseignements par la Commission nationale de l'informatique et des libertés) (p. 5374) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 19 de Mme Janine Jambu (plafonnement de l'indemnité pour non-transmission des éléments d'évaluation du surloyer) (p. 5374).

Article L. 441-10 du code de la construction et de l'habitation :

- *défavorable* à l'amendement n° 20 de Mme Janine Jambu (de coordination) (p. 5374) ;
- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5375) ;
- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (rapport au Parlement sur l'application du supplément de loyer de solidarité) : adopté (p. 5375).

Article L. 441-11 du code de la construction et de l'habitation :

- *défavorable* à l'amendement n° 73 de M. Jacques Guyard (de suppression) (p. 5374) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 21 corrigé de Mme Janine Jambu (de coordination) (p. 5374) ;
- *favorable* à l'amendement n° 102 de M. Christian Daniel (non-application des sanctions lorsque les diligences de recouvrement relèvent de la responsabilité d'un comptable public) (p. 5375) ;

– défavorable à l'amendement n° 49 de Mme Janine Jambu (affectation de la pénalité à l'entretien et à la réhabilitation des logements sociaux) (p. 5376).

Article L. 441-12 du code de la construction et de l'habitation :

– favorable à l'amendement n° 17 du Gouvernement (application du surloyer, nonobstant toute convention contraire) (p. 5376).

Article L. 441-13 du code de la construction et de l'habitation :

– favorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (champ d'application du surloyer) (p. 5376).

Article L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation :

– favorable à l'amendement n° 2 troisième rectification du Gouvernement (non-application du surloyer aux logements intermédiaires) (p. 5377) ;

– favorable au sous-amendement n° 92 de M. Lionel Assouad (non-application du surloyer aux logements privés ayant bénéficié d'une subvention de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) à l'amendement n° 2 troisième rectification du Gouvernement (p. 5377).

Après l'article L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation :

– défavorable à l'amendement n° 74 de M. Jacques Guyard (affectation du surloyer) (p. 5377).

Après l'article 1^{er} :

– favorable à l'amendement n° 52 rectifié de M. René Beaumont (prise en compte des renseignements obtenus au cours du deuxième semestre 1995 pour le calcul du surloyer) (p. 5378) ;

– favorable au sous-amendement n° 104 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 52 rectifié de M. René Beaumont (p. 5378) ;

– défavorable à l'amendement n° 86 de Mme Janine Jambu (souci de faciliter les mutations à l'intérieur d'un même parc HLM) (p. 5378) ;

– soutient l'amendement n° 9 de la commission (non-opposabilité des plafonds de ressources lorsque le locataire demande à occuper un logement plus petit) (p. 5378) ;

– défavorable à l'amendement n° 53 de M. René Beaumont (non-application des surloyers dans les grands ensembles et les quartiers difficiles) (p. 5379) ;

– défavorable à l'amendement n° 43 de Mme Janine Jambu (blocage des loyers sur l'ensemble du territoire à leur niveau de 1995 en Ile-de-France) (p. 5379) ;

– défavorable à l'amendement n° 26 de Mme Janine Jambu (affectation du surloyer) (p. 5379) ;

– défavorable à l'amendement n° 48 de Mme Janine Jambu (taux de TVA applicable à la construction de logements sociaux) (p. 5379).

Article 2 (plafonds de ressources applicables aux ILM 28) :

– défavorable aux amendements identiques n° 55 de M. Georges Sarre et 75 de M. Jacques Guyard (de suppression) (p. 5380).

Après l'article 2 :

– favorable à l'amendement n° 103 de M. Raoul Béteille (imputation des surloyers sur le prix de vente en cas d'acquisition du logement HLM par son occupant) (p. 5380) ;

– soutient l'amendement n° 10 de la commission (extension du supplément de loyer de solidarité au patrimoine des SEM dans les départements d'outre-mer) : adopté (p. 5381) ;

– défavorable à l'amendement n° 42 de Mme Janine Jambu (interdiction des expulsions, des saisies, des coupures d'eau, de gaz et d'électricité à l'encontre des personnes de bonne foi) (p. 5381).

Article 3 (validation des suppléments de loyer de la Régie immobilière de la ville de Paris) :

– défavorable aux amendements identiques n° 56 de M. Georges Sarre et 76 de M. Jacques Guyard (de suppression) (p. 5382).

Article 5 (validation de certains barèmes de supplément de loyer) :

– défavorable aux amendements identiques n° 57 de M. Georges Sarre et 77 de M. Jacques Guyard (de suppression) (p. 5383).

Article 6 (entrée en vigueur de la loi) :

– favorable à l'amendement n° 3 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 5384) ;

– soutient l'amendement n° 11 de la commission (entrée en vigueur de la loi) : adopté (p. 5384) ;

– soutient l'amendement n° 12 de la commission (de précision) : adopté (p. 5384) ;

– soutient l'amendement n° 13 de la commission (de précision) : adopté (p. 5384) ;

– défavorable à l'amendement n° 85 de Mme Janine Jambu (revalorisation des plafonds de ressources servant à l'attribution des logements HLM) (p. 5384).

Après l'article 6 :

– défavorable à l'amendement n° 78 de M. Jacques Guyard (revalorisation des plafonds de ressources avant l'entrée en vigueur de la présente loi) (p. 5385).

Seconde délibération de l'article 1^{er} :

Article 1^{er} (supplément de loyer de solidarité) :

Article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation :

– favorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (liberté accordée aux organismes d'HLM de fixer un surloyer égal à zéro dans certains quartiers difficiles à condition de respecter une moyenne) (p. 5388).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 février 1996] :

Aides : aide personnalisée au logement (p. 701).

Logement social : HLM : loyer et surloyer (p. 701).

Ville :

– pacte de relance pour la ville et projet de loi (p. 701) ;

– zones urbaines sensibles : liste et remise à jour (p. 701).

Discussion des articles [7 février 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

– défavorable à l'amendement n° 5 de M. Jean Glavany (abrogation de l'article 14 de la loi de finances pour 1996) (p. 707).

Article 1^{er} (supplément de loyer de solidarité) :

– défavorable à l'amendement n° 6 de M. Jean Glavany (de suppression) (p. 708).

Article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation :

– défavorable à l'amendement n° 7 de M. Jean Glavany (dérogation aux plafonds de ressources pour l'attribution des logements dans les quartiers dégradés) (p. 708) ;

– défavorable à l'amendement n° 8 de M. Jean Glavany (non-application aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans) (p. 710) ;

– défavorable à l'amendement n° 10 de M. Jean Glavany (dérogations préfectorales pour la non-application du surloyer) (p. 711) ;

– défavorable à l'amendement n° 11 de M. Jean Glavany (non-application dans les agglomérations où les logements sociaux représentent plus de 30 % des résidences principales) (p. 711) ;

– défavorable à l'amendement n° 9 de M. Jean Glavany (critères de la révision annuelle des plafonds de ressources) (p. 712).

Article L. 441-9 du code de la construction et de l'habitation :

- défavorable à l'amendement n° 12 de M. Jean Glavany (fréquence de la communication des avis d'imposition nécessaires à l'établissement du supplément de loyer de solidarité) (p. 712, 713) ;
- défavorable à l'amendement n° 13 de M. Jean Glavany (suppression du texte proposé pour l'article L. 441-11 du code de la construction et de l'habitation) (p. 713).

Article L. 441-15 du code de la construction et de l'habitation :

- défavorable à l'amendement n° 14 de M. Jean Glavany (affectation du supplément de loyer de solidarité) (p. 713).

Article 1^{er} bis A (prise en compte de l'évolution de la situation dans les grands ensembles et les quartiers d'habitat dégradé) :

- soutient l'amendement n° 1 de la commission (de suppression) : adopté (p. 713).

Article 1^{er} quater (rapport sur l'occupation des logements HLM et son évolution) :

- défavorable à l'amendement n° 15 de M. Jean Glavany (suppression de la pénalité pour non-réponse) (p. 714).

Article 2 bis supprimé par le Sénat (imputation des montants de surloyer sur le prix d'achat d'un logement HLM) :

- ses observations sur les amendements identiques n° 2 de la commission et 3 de M. Raoul Béteille (rétablissement de l'article 2 bis) (p. 715).

Après l'article 6 :

- défavorable à l'amendement n° 16 de M. Jean Glavany (réévaluation des plafonds de ressources pour l'attribution des logements HLM avant l'entrée en vigueur de la présente loi) (p. 715).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [22 février 1996] :

Logement social : surloyer ; quartiers et zones rurales de non-application ; avis du Conseil national des villes ; imputation sur le prix d'achat de l'appartement (p. 1102).

- **Projet de loi relatif à l'entreprise nationale France Télécom (n° 2884).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [24 juin 1996] :

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : Fabius (Laurent) (p. 4777).

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par : Zucarelli (Emile) (p. 4786).

Son intervention (p. 4791).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne : ouverture du marché au 1^{er} janvier 1998 (p. 4791).

Télécommunications : France Télécom : statut, personnel, retraites (p. 4777, 4786, 4791).

KUCHEIDA (Jean-Pierre)

Député du Pas-de-Calais

(12^e circonscription)

Socialiste

Questeur de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Est nommé questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5405).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Premier ministre : développement économique et Plan) [5 juillet 1995].

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delalande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat [J.O. du 20 juin 1996] (p. 9264).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : tome XIV : Premier ministre : développement économique et Plan (n° 2275) [12 octobre 1995].

QUESTIONS**au Gouvernement :**

- **Pacte charbonnier** : avenir de « Charbonnages de France » [29 juin 1995] (p. 701).

- **Rémunération du Livret A** : taux ; fiscalité [8 novembre 1995] (p. 3192).

- **Situation des femmes** : manifestation pour le droit des femmes [28 novembre 1995] (p. 4111).

- **Problème du logement dans le Nord-Pas-de-Calais** : réhabilitation des cités minières : société SOGINORPA : gestion [6 février 1996] (p. 576).

orales sans débat :

- **n° 651**, posée le 20 juin 1995 : **pensions de réversion** (p. 562). Appelée le 29 juin : travailleurs de la mine ; conditions d'attribution (p. 740 à 746).

- **n° 680**, posée le 3 octobre 1995 : **gestion immobilière du patrimoine des houillères du Nord-Pas-de-Calais** (p. 1611). Appelée le 12 octobre 1995 : contrôle [13 octobre 1995] (p. 1832 à 1834).

- **n° 708**, posée le 14 novembre 1995 : **prêts de la Communauté européenne du charbon et de l'acier à la région Nord-Pas-de-Calais** (p. 3607). Appelée le 23 novembre 1995 : programme de logements sociaux de la CECA Conditions d'attribution des aides (p. 4033, 4034).

- **n° 733**, posée le 28 novembre 1995 : **action de l'Etat dans les entreprises minières** (p. 4181). Appelée le 7 décembre 1995 : remise en état des sites : financement (p. 4737).

- **n° 798**, posée le 16 janvier 1996 : **Société d'aménagement des communes minières** (p. 45). Remplacé par M. Claude Bartolone. Appelée le 25 janvier 1996 : rénovation de logements : financement (p. 333).

- **n° 858**, posée le 6 février 1996 : **réhabilitation des cités minières** (p. 625). Appelée le 15 février 1996 : financement (p. 907).

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Pierre-André Périssol, ministre du logement sur la réforme de l'accession à la propriété et débat sur cette déclaration (n° 2264).**

Principaux thèmes développés [3 octobre 1995] (p. 1602, 1603) :

Aides :

- prêts d'accession à la propriété : prêt PAP, prêt à 0 %, prêt d'accession sociale ;
- prêts locatifs aidés, prime à l'amélioration de l'habitat, PALULOS.

Impôts et taxes :

- revenu imposable et déduction des intérêts d'emprunt ;
- TVA sur le foncier ; TVA : taux normal de 20,6 %.

Logement social :

- HLM : parc, loyers, plafonds de ressources, acquisition par les locataires ;
- logement des plus démunis.

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [25 octobre 1995] :

Aménagement du territoire : crédits (p. 2463).

Communes : dotation globale d'équipement, dotation globale de fonctionnement, dotation de solidarité urbaine, dotation de compensation de la taxe professionnelle (p. 2464).

Organismes et structures : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (p. 2464).

Régions :

- Ile-de-France : transports collectifs : organisation et financement (p. 2464) ;
- Nord-Pas-de-Calais (p. 2464).

Services du Premier ministre. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur pour avis de la commission de la production pour le développement économique et le Plan [3 novembre 1995] :

Plan :

- généralités (p. 2985 à 2987) ;
- Commissariat général au Plan (p. 2985, 2986) ;
- contrats de plan (p. 2986) ;
- XI^e Plan (p. 2986, 2987).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Après l'article 24 :

- *défavorable* à l'amendement n° 28 de la commission (plafonnement des avances à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale) (p. 4700) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 103 du Gouvernement (fixation en loi de finances du plafond de l'encours des avances à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale) (p. 4700).

Après l'article 27 :

- *favorable* à l'amendement n° 64 de M. Jacques Blanc (prélèvement au profit du Fonds national pour le développement du sport au taux de 2,7 % sur les sommes mises aux jeux exploités par la Française des jeux) (p. 4705).

Seconde délibération de l'article 29 et, pour coordination, de l'article 7 et de l'état A (p. 4706).

Article 29 (prélèvement au profit du Fonds national pour le développement du sport sur les sommes mises aux jeux exploités par la Française des jeux) :

- *défavorable* à l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) (p. 4707).

Ses explications de vote (p. 4711) :

Vote contre du groupe socialiste (p. 4712).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 mars 1996] (p. 1180) :

Commerce et artisanat : urbanisme commercial.

Energie : gaz : approvisionnement.

Entreprises : PME.

Politique économique :

- conjoncture ;
- mondialisation de l'économie.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales (n° 2560).**

Première lecture :

Discussion des articles [8 mars 1996] :

Article 3 (art. L. 234-12 du code des communes : modalités de répartition de la dotation de solidarité urbaine) :

- *son* amendement n° 50 soutenu par M. Bernard Derosier (prise en compte des ayants droit au régime minier) (p. 1480) : rejeté (p. 1481) ;
- *son* amendement n° 51 (modification de la pondération des critères de calcul de l'indice synthétique des ressources et des charges) : rejeté (p. 1481).

- **Projet de loi de réglementation des télécommunications (n° 2698).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [9 mai 1996] (p. 2916) :

Télécommunications :

- France Télécom ;
- minitel ;
- service public : service universel et péréquation géographique.

- **Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 mai 1996] :

Consommation (p. 3319).

Environnement : friches industrielles (p. 3318).

Lois : « loi Royer » n° 73-1193 du 27 décembre 1973 (p. 3317).

Urbanisme commercial (p. 3318).

Discussion des articles [23 mai 1996] :

Article 5 (projets soumis à autorisation) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 256 rectifié du Gouvernement (autorisation pour la création d'ensembles de salles de spectacles cinématographiques de plus de deux mille places) (p. 3395) ;
- *son* amendement n° 146 deuxième rectification (autorisation pour la création d'ensembles de salles de spectacles cinématographiques de plus de mille cinq cents places) (p. 3392) : devenu sans objet (p. 3396) ;
- *son* amendement n° 144 (modulation des seuils déterminée par décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 3396).

Article 7 (composition des commissions départementales d'équipement commercial) :

- *son* amendement n° 147 (de suppression partielle) : rejeté (p. 3398).

Après l'article 10 :

- son amendement n° 150 (rapport au Parlement dans les six mois de la publication de la loi) : rejeté (p. 3407) ;
- son amendement n° 148 (rapport au Parlement sur l'aspect architectural des grandes surfaces et l'affichage publicitaire) (p. 3411) : rejeté (p. 3412).

Abstention du groupe socialiste (p. 3465).

- Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
[20 juin 1996] (p. 4586) :

Emploi.

Logement : logement social.

Politique économique et sociale : zones franches.

L

LABARRERE (André)

Député des Pyrénées-Atlantiques

(3^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Rémunération du livret A** : taux [19 décembre 1995] (p. 5327).

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** : regrette l'absence du Premier ministre lors de la séance de rentrée parlementaire [3 avril 1995] (p. 298).

LABAUNE (Patrick)

Député de la Drôme

(1^{re} circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

DEPOTS

Proposition de loi condamnant le génocide dont fut victime le peuple arménien en 1915-1917 (n° 1970) [7 mars 1995].

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars (n° 2203) [28 juillet 1995].

Proposition de loi relative aux zones protégées pour l'implantation des débits de boissons (n° 2852) [6 juin 1996].

LAFFINEUR (Marc)

Député du Maine-et-Loire

(7^e circonscription)

UDF

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 1^{er} juin 1995] (p. 8748).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 14 octobre 1995] (p. 15023).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

Membre de l'office d'évaluation des politiques publiques [J.O. du 22 juin 1996] (p. 9381).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation [J.O. du 1^{er} septembre 1996] (p. 13046).

DEPOTS

Proposition de loi modifiant les compétences des communes en matière d'aide économique (n° 2471) [11 janvier 1996]. Retirée [25 septembre 1996].

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire sur leurs commune toute publicité à caractère racoleur ou contraire aux bonnes mœurs, relative aux messageries télématiques (n° 2563) [9 février 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Viande bovine** : maladie du bétail dite de la vache folle [23 avril 1996] (p. 2438).

oraux sans débat :

- **n° 964**, posée le 19 mars 1996 : **enseignement maternel et primaire** (p. 1798). Appelée le 28 mars 1996 : école Henri-David de Montreuil-Juigné : suppression de postes (p. 2107). Supplée par M. Guy Teissier.

- **n° 1027**, posée le 30 avril 1996 : **caisse d'allocations familiales de Loire-Atlantique** (p. 2730). Appelée le 7 mai 1996 : construction du siège de la CAF à Nantes (p. 2839).

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution modifiant le Règlement de l'Assemblée nationale (n° 2236)**.

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 octobre 1995] :

Amendements : délai de dépôt (p. 1745).

Elections et référendums : référendums (p. 1745).

Lois : propositions de loi (p. 1745).

Questions orales (p. 1744).

Séances publiques (p. 1744, 1745).

Session unique (p. 1744).

Discussion des articles [10 octobre 1995] :

Article 4 (renouvellement des membres du Bureau autres que le Président : art. 10 du Règlement) :

- *soutient* l'amendement n° 1 de M. Francis Delattre (élection des questeurs pour la durée de la législature) : rejeté (p. 1746, 1748).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)**.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 octobre 1995] :

Action sociale et solidarité nationale :

- crédits (p. 1937) ;

- fracture sociale (p. 1937).

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence : monnaie unique (p. 1937).

Culture : crédits (p. 1937).

Emploi :

- chômage (p. 1937) ;
- politique de l'emploi (p. 1937).

Finances publiques :

- crédits : réduction (p. 1938) ;
- déficits publics et sociaux (p. 1937, 1938) ;
- dette publique (p. 1937) ;
- dépenses publiques : maîtrise (p. 1938) ;
- prélèvements obligatoires (p. 1938) ;
- recettes : moins-values (p. 1937).

Fonctionnaires et agents publics :

- créations de postes (p. 1938) ;
- rémunérations (p. 1938).

Gouvernements socialistes (p. 1937).**Impôt sur le revenu : concubinage (p. 1938).****Impôts et taxes :**

- justice sociale (p. 1938) ;
- réforme fiscale (p. 1937, 1938).

Logement et habitat : crédits (p. 1937).**Marchés financiers (p. 1937).****Parlement : rôle (p. 1938).****Politique économique : conjoncture (p. 1937).****Santé publique : crédits (p. 1937).****Sécurité sociale : protection sociale : financement : réforme (p. 1938).****- Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).****Première lecture :****Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 juin 1996] (p. 4203) :****Air :**

- information de la population ;
- pollution atmosphérique.

Automobiles et cycles : véhicules propres.**Energie : carburants.****Environnement : circulation automobile.****Impôts et taxes :**

- incitations fiscales ;
- vignette automobile : taxe sur les cartes grises.

Santé publique.**Transports urbains : plans de déplacements urbains.****Discussion des articles [13 et 14 juin 1996] :****Après l'article 2 :**

- ses observations sur l'amendement n° 189 de M. Jean-Jacques Weber (création d'un Conseil national pour la qualité de l'air) (p. 4277) ;
- ses observations sur l'amendement n° 328 de M. Christian Bataille (création d'un Conseil national pour la qualité de l'air) (p. 4277) ;
- ses observations sur l'amendement n° 219 corrigé de M. Pierre Albertini (création d'un Conseil national pour la qualité de l'air) (p. 4277).

Article 3 (organisation de la surveillance de la qualité de l'air) :

- favorable à l'amendement n° 64 de la commission (compétence de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) (p. 4284).

Article 6 (définition et contenu du plan régional) :

- ses observations sur l'amendement n° 376 de Mme Ségolène Royal (contenu des orientations du plan) (p. 4303) ;
- ses observations sur l'amendement n° 79 de la commission (évaluation des effets de la qualité de l'air sur la santé publique) (p. 4304).

Article 7 (modalités d'élaboration et d'adoption du plan régional) :

- défavorable à l'amendement n° 81 corrigé de la commission (révision du plan) (p. 4307).

Après l'article 7 :

- défavorable à l'amendement n° 269 de M. Jean-Pierre Brard (création d'agences régionales de l'intermodalité) (p. 4310).

Article 9 (champ d'application et procédure d'élaboration du plan) :

- défavorable à l'amendement n° 83 de la commission (consultation des conseils municipaux) (p. 4313) ;
- ses observations sur l'amendement n° 84 de la commission (révision du plan) (p. 4314).

Article 11 (mesures destinées à réduire les sources de pollution atmosphérique) :

- défavorable aux amendements identiques n° 88 de la commission et 52 de M. Jacques Masdeu-Arus (limitation de la circulation des véhicules les plus polluants) (p. 4317).

Article 12 (mesures prises dans le cadre de la procédure d'alerte) :

- ses observations sur l'amendement n° 383 de Mme Ségolène Royal (renforcement des mesures de restriction ou de suspension des activités concourant aux pointes de pollution) (p. 4319) ;
- défavorable à l'amendement n° 382 de Mme Ségolène Royal (restriction à la circulation des véhicules diesel et des véhicules ne transportant qu'un seul passager) (p. 4321).

Avant l'article 14 :

- ses observations sur l'amendement n° 384 de Mme Ségolène Royal (partage à égalité de la voirie entre, d'une part, les transports en commun et les deux-roues et, d'autre part, les voitures) (p. 4333).

Article 14 (modifications des dispositions relatives aux plans de déplacements urbains) :**Article 28 de la loi du 30 décembre 1982 :**

- favorable à l'amendement n° 95 de la commission (élaboration du plan dans un délai de deux ans à compter de la publication de la loi pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants) (p. 4337) ;
- son amendement n° 238 (élaboration du plan pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants) : devenu sans objet (p. 4337) ;
- son amendement n° 404 (élaboration du plan pour les agglomérations de plus de 150 000 habitants) : devenu sans objet (p. 4337).

Article 28-2 de la loi du 30 décembre 1982 :

- soutient l'amendement n° 176 de la commission des affaires culturelles (élaboration du plan en association avec la direction régionale des affaires sanitaires et sociales) : retiré (p. 4340) ;
- son amendement n° 239 (élaboration du projet de plan dans un délai de dix-huit mois à compter de la publication de la loi) : retiré (p. 4341).

Après l'article 21 :

- son amendement n° 403 (rapport au Parlement sur les émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques) : non soutenu ; repris par M. Jacques Vernier (p. 4374) : retiré ; repris par M. Christian Bataille : rejeté (p. 4375).

Article 23 (remboursement partiel de la taxe intérieure sur les produits pétroliers en faveur des exploitants de transports publics de voyageurs utilisant des énergies peu polluantes) :

- son amendement n° 240 soutenu par M. Patrick Trémège (diminution progressive du taux de remboursement) : rejeté (p. 4384).

Article 25 supprimé par le Sénat (faculté d'exonération de la « vignette » pour les véhicules électriques ou peu polluants) :

- son amendement n° 241 : non soutenu (p. 4390).

Article 26 supprimé par le Sénat (faculté d'exonération de la taxe sur les « cartes grises » pour les véhicules électriques ou peu polluants) :

- son amendement n° 242 soutenu par M. Patrick Trémège (rétablissement de l'article) (p. 4393) : devenu sans objet (p. 4394).

– **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale (n° 2690).**

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [13 juin 1996] :

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par : Fabius (Laurent) (p. 4251).

Principaux thèmes développés :

Loi de financement de la sécurité sociale :

- contenu ;
- délais d'examen et procédure ;
- rapport du Gouvernement : débat.

Sécurité sociale :

- commission des comptes ;
- déficit.

Discussion des articles [13 juin 1996] :

Article 2 (insertion dans le code de la sécurité sociale des dispositions organiques relatives aux lois de financement de la sécurité sociale) :

Article L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale :

- défavorable à l'amendement n° 5 de la commission (régime des ressources non permanentes) (p. 4259).

Article L.O. 111-6 du code de la sécurité sociale :

- ses observations sur l'amendement n° 14 de la commission (date limite de dépôt du projet de loi de financement de la sécurité sociale à l'Assemblée nationale) (p. 4262).

Vote pour du groupe UDF (p. 4251).

LAFLEUR (Jacques)

Député de la Nouvelle-Calédonie et dépendances

(1^{re} circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 30 juin 1995] (p. 9827).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 juin 1995] (p. 9827).

LAGUILHON (Pierre)

Député des Pyrénées-Atlantiques

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales [J.O. du 18 juin 1996] (p. 9094).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l'aménagement des abords des routes (n° 2777) [14 mai 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Entreprise Beugnet** : sous-traitance : défaillance des entreprises principales : conséquences [18 octobre 1995] (p. 1959).

orales sans débat :

- n° 697, posée le 14 novembre 1995 : **circulation des poids lourds en fin de semaine** (p. 3605). Appelée le 23 novembre 1995 : sécurité routière : dérogations : véhicules étrangers ; toxicomanie au volant (p. 4044, 4045).

- n° 883, posée le 13 février 1996 : **marchés passés avec le ministère de la défense** (p. 833). Appelée le 22 février 1996 : travaux réalisés sur la base aérienne de Cazaux : délais de paiement (p. 1076).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés (n° 1659).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 janvier 1995] :

Bâtiment et travaux publics : obligation de garantie des travaux réalisés pour le compte des particuliers (p. 14).

Clauses abusives (p. 14).

Commerce ambulante (p. 15).

Commerce multiniveau : ventes pyramidales et protection des vendeurs (p. 14, 15).

Produits : marquage communautaire (p. 15).

Discussion des articles [10 janvier 1995] :

Article 9 (réglementation du marquage communautaire de conformité) :

- ses observations sur l'amendement n° 15 de M. Charles Revet (de précision) (p. 25).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 janvier 1995] :

Bâtiment et travaux publics : obligation de garantie des travaux réalisés pour le compte des particuliers (p. 195).

Commerce multiniveau : ventes pyramidales et protection des vendeurs (p. 195).

Police de la route et circulation routière : insécurité routière et transport routier de marchandises (p. 195).

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. – BAPSA. – Questions [2 novembre 1995] :

Exploitants agricoles : bonifications d'intérêt (p. 2959).

Exploitations : bâtiments d'élevage (p. 2959).

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, sur la charte d'installation des jeunes agriculteurs et le statut des conjoints et débat sur cette déclaration (n° 2722).**

Principaux thèmes développés [23 avril 1996] (p. 2467) :

Aménagement du territoire.

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs ; charte nationale pour l'installation des jeunes en agriculture.

Exploitations agricoles : transmission.

– **Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 mai 1996] (p. 3354) :

Artisanat.

Marchés publics.

Villes : centres villes.

Discussion des articles [23 mai 1996] :

Article 13 (immatriculation au répertoire des métiers. – Définition de l'artisanat) :

– son amendement n° 98 rectifié (stage de « préparation à l'installation ») (p. 3435) : retiré (p. 3436).

Article 14 (protection de la qualité artisanale) :

– favorable au sous-amendement n° 266 du Gouvernement (cas des conjoints) à l'amendement n° 69 de la commission (conditions d'attribution de la qualité d'artisan et de celle de maître-artisan) (p. 3439) ;

– son amendement n° 100 : retiré (p. 3440) ;

– son amendement n° 101 : retiré (p. 3440).

LALANNE (Henri)

Député des Landes

(2^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à créer une allocation destinée aux parents handicapés (n° 1973) [7 mars 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Soutien et réorganisation de la filière bovine : avenir** [18 juin 1996] (p. 4453).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Après l'article 59 :

– son amendement n° 43 (imposition à la taxe professionnelle de la production de graines, semences et plantes effectuée par des tiers lorsque l'entreprise réalise un chiffre d'affaires supérieur à 50 millions de francs) (p. 3816) : adopté (p. 3818).

LAMANT (Jean-Claude)

Député de l'Aisne

(1^{re} circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

QUESTIONS

orales sans débat :

– n° 772, posée le 12 décembre 1995 : **fusion d'entreprises d'aérosols** (p. 5052). Appelée le 21 décembre 1995 : société Carnaud-Metalbox à Laon (p. 5455).

LAMASSOURE (Alain)

Ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes

puis député des Pyrénées-Atlantiques (5^e circonscription)

non inscrit puis UDF

puis ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement

Elu député le 17 septembre 1995 [J.O. du 20 septembre 1995] (p. 13806).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 22 septembre 1995] (p. 13925).

Cessation de son mandat de député le 7 décembre 1995 [J.O. du 9 décembre 1995] (p. 17977).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions : démission du gouvernement de M. Edouard Balladur. Décret du 11 mai 1995 [J.O. du 12 mai 1995] (p. 7976).

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 12 octobre 1995] (p. 14895).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 13 octobre 1995] (p. 14965).

Est nommé ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16345).

DEPOTS

Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357) [15 novembre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Déficits publics** : réduction [11 octobre 1995] (p. 1780).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

– **Jacob (Yvon) : conséquences des grèves pour les entreprises** : échéances fiscales [5 décembre 1995] (p. 4553, 4554).

– **Picotin (Daniel) : accords de paix en ex-Yougoslavie** : contribution de la France [5 décembre 1995] (p. 4555, 4556).

- **Migaud (Didier) : situation sociale** : répartition de l'effort fiscal [6 décembre 1995] (p. 4640, 4641).
 - **Le Pensec (Louis) : situation sociale** : grève ; réforme de la sécurité sociale : négociations [6 décembre 1995] (p. 4641, 4642).
 - **Bredin (Frédérique) : politique économique et sociale** : protection sociale : réforme : retrait du Plan Juppé ; SNCF : contrat de plan [12 décembre 1995] (p. 5011).
 - **Grandpierre (Michel) : traité de Maastricht** : application : conséquences ; manifestations contre la politique sociale du Gouvernement [13 décembre 1995] (p. 5098).
 - **Forgues (Pierre) : déclarations de M. Sorman** : point de vue du Gouvernement [20 décembre 1995] (p. 5398).
 - **Bocquet (Alain) : sommet social** : relance économique : mesures d'urgence : stabilisation des CES ; augmentation des salaires ; primes de Noël [20 décembre 1995] (p. 5398, 5399).
 - **Lapp (Harry) : régime fiscal de la transmission d'entreprises** : droits de mutation : réglementation [17 janvier 1996] (p. 78, 79).
 - **Tardito (Jean) : événements de Corse** : création d'une commission d'enquête [17 janvier 1996] (p. 81, 82).
 - **Hoguet (Patrick) : crise de la production bovine** : soutien du marché [31 janvier 1996] (p. 471).
 - **Hage (Georges) : privatisation de la SFP** : statut ; avenir [13 février 1996] (p. 799).
 - **Juventin (Jean) : aides allouées à la Polynésie française** : utilisation [14 février 1996] (p. 869).
 - **Mariani (Thierry) : inondations** : protection des riverains ; travaux d'aménagement des rivières : régime de la TVA [14 février 1996] (p. 871).
 - **Auberger (Philippe) : taux d'intérêt** : publication des taux moyens [20 février 1996] (p. 985).
 - **Lang (Pierre) : législation européenne en matière de chasse** : dates de fermeture [20 février 1996] (p. 991).
 - **Ferry (Alain) : respect des droits de l'homme en Russie** : situation en Tchétchénie : attitude de la France [20 février 1996] (p. 991, 992).
 - **Miossec (Charles) : TVA sur les productions horticoles** : taux [21 février 1996] (p. 1034).
 - **Mariton (Hervé) : régulation budgétaire** : déficits publics : réduction [13 mars 1996] (p. 1580).
 - **Klifa (Joseph) : emprunts russes** : situation des porteurs français [13 mars 1996] (p. 1581).
 - **Depaix (Maurice) : situation économique et sociale** : taux de croissance [26 mars 1996] (p. 1989).
 - **Jacquemin (Michel) : aides au secteur du bâtiment** : gel des aides de l'Etat ; emploi [17 avril 1996] (p. 2315).
 - **Gheerbrant (Charles) : réforme fiscale** : travaux de la commission de réflexion : calendrier [23 avril 1996] (p. 2437).
 - **Janquin (Serge) : impôt sur la fortune** : résidence principale : valeur ; décote de la taxation [30 avril 1996] (p. 2684).
 - **Brunhes (Jacques) : déficits publics** : réduction : conséquences sociales [7 mai 1996] (p. 2867).
 - **Migaud (Didier) : prélèvements obligatoires** : réduction de la pression fiscale [14 mai 1996] (p. 3095).
 - **Depaix (Maurice) : embargo sur la viande bovine britannique** : effets de la maladie dite de la vache folle [21 mai 1996] (p. 3239).
 - **Jambu (Janine) : politique économique** : moyens de lutte contre la récession [28 mai 1996] (p. 3500).
 - **Albertini (Pierre) : Alliance atlantique** : rénovation des structures de l'OTAN [5 juin 1996] (p. 3847).
 - **Colombani (Louis) : réforme fiscale** : utilisation du rapport « de la Martinière » [5 juin 1996] (p. 3848).
 - **Relance économique** : relance par l'investissement et la consommation [5 juin 1996] (p. 3849).
 - **Berson (Michel) : HLM de la ville de Paris** : OPHLM de la ville de Paris : fonctionnement [5 juin 1996] (p. 3855).
 - **Zuccarelli (Emile) : marché européen de l'électricité** : maintien du monopole de l'EDF [11 juin 1996] (p. 4077).
 - **Cazin d'Honincthun (Arnaud) : productions légumières** : conséquences des variations monétaires ; contrôle des importations de pays tiers [25 juin 1996] (p. 4865).
 - **Barbier (Gilbert) : farines animales** : aliments du bétail : utilisation de farines contaminées ; maladie dite de la « vache folle » [25 juin 1996] (p. 4873).
- oraux sans débat de :**
- **Meylan (Michel) (n° 725) : fonctionnaires Internationaux** : fonctionnaires internationaux des institutions spécialisées de l'ONU : statut et régime fiscal [30 novembre 1995] (p. 4283).
 - **Abelin (Jean-Pierre) (n° 727) : respect des règles communautaires dans le commerce des automobiles** : concessionnaires automobiles : concurrence déloyale ; réseaux de distribution parallèles [30 novembre 1995] (p. 4284).
 - **Asphe (Jean-Claude) (n° 753) : taxe audiovisuelle** : redevance : exonération au profit des associations [15 décembre 1995] (p. 5139, 5140).
 - **Deprez (Léonce) (n° 764) : société Eurotunnel** : situation financière [15 décembre 1995] (p. 5140).
 - **Lapp (Harry) (n° 865) : assujettissement des spectacles à la TVA** : taux [15 février 1996] (p. 911).
 - **Novelli (Hervé) (n° 867) : redevance audiovisuelle acquittée par les établissements scolaires** : disparités entre enseignement public et privé [15 février 1996] (p. 912).
 - **Dhinnin (Claude) (n° 870) : trafic de drogue transfrontalier** : contrôles douaniers : maintien [15 février 1996] (p. 913).
 - **Brard (Jean-Pierre) (n° 946) : financement du logement social** : utilisation des fonds d'épargne [28 mars 1996] (p. 2103).
 - **Sicre (Henri) (n° 953) : Société nationale des nouvelles messageries de la presse parisienne** : restructuration : exemple de Prats-de-Mollo-la-Preste [28 mars 1996] (p. 2105).
 - **Jacquaint (Muguette) (n° 967) : taxe professionnelle des établissements de France Télécom** : répartition [18 avril 1996] (p. 2368).
 - **Vanneste (Christian) (n° 975) : assujettissement à la CSG des travailleurs frontaliers** : réglementation [18 avril 1996] (p. 2369).
 - **Sicre (Henri) (n° 977) : retraités français ayant travaillé en Afrique francophone** : dévaluation du franc CFA : conséquences [18 avril 1996] (p. 2371).
 - **Lapp (Harry) (n° 983) : droit local en Alsace-Moselle** : organismes de sécurité sociale : restructuration [18 avril 1996] (p. 2372).

- **Sarre (Georges) (n° 1006) : Crédit Foncier de France** : avenir [2 mai 1996] (p. 2571).
- **Bois (Jean-Claude) (n° 1010) : budget des collectivités locales** : élaboration ; renseignements fournis par l'administration fiscale : délais [2 mai 1996] (p. 2750).
- **Geveaux (Jean-Marie) (n° 1099) : taxe d'enlèvement des ordures ménagères** : récupération par les bailleurs [4 juin 1996] (p. 3741).
- **Meyer (Gilbert) (n° 1120) : indice INSEE du coût de la construction** : mode de calcul [11 juin 1996] (p. 4069).
- **Gascher (Pierre) (n° 1123) : délocalisation des entreprises de main-d'œuvre** : difficultés des entreprises du textile et de l'habillement [11 juin 1996] (p. 4070).

INTERVENTIONS

En qualité de député :

- Débat sur l'application des accords de Schengen.

Principaux thèmes développés [11 octobre 1995] (p. 1801) :

Communautés européennes et Union européenne : subsidiarité.
Drogue ; Pays-Bas : législation.

Etrangers :

- contrôles frontaliers nationaux ;
- immigration clandestine.

Traités et conventions : Accords de Schengen du 14 juin 1985 et convention d'application du 19 juin 1990 : entrée en vigueur.

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [19 octobre 1995] :

Article 30 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) :

Actions extérieures (p. 2074).

Agriculture : politique agricole commune : dépenses agricoles (p. 2074, 2075).

Communautés européennes et Union européenne :

- désordres monétaires (p. 2075) ;
- élargissement (p. 2074) ;
- présidence française (p. 2074) ;
- traité de Maastricht : monnaie unique (p. 2075).

Communautés européennes et Union européenne : budget : discipline budgétaire (p. 2074).

Parlement européen (p. 2074).

Politiques internes (p. 2074).

Transports (p. 2074).

- *défavorable* à l'amendement n° 155 de M. Robert Pandraud (réduction de la contribution d'un montant correspondant au douzième des dépenses du budget du Parlement européen supportées par la France) (p. 2078).

En qualité de ministre :

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture :

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Après l'article 59 :

- *défavorable* à l'amendement n° 342 de M. Jean-Marc Nesme (relèvement de 1,25 à 2,25 % du revenu imposable du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre des dons aux œuvres d'intérêt général) (p. 3804) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 343 de M. Jean-Marc Nesme (relèvement de 5 à 8 % du revenu imposable du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre des dons aux associations reconnues d'utilité publique) (p. 3804) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 18 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (fixation par région du taux de la participation des employeurs à l'effort de construction en fonction du pourcentage de demandeurs de logements par rapport à la population de la région et selon un barème s'échelonnant de 0,45 à 0,65 %) (p. 3805) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 8 de M. Jean-Pierre Brard (relèvement du taux de la participation des employeurs à la formation professionnelle) (p. 3806) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Brard (relèvement du taux de la participation des employeurs à la formation professionnelle pour les entreprises de travail temporaire) (p. 3807) ;

- *favorable* aux amendements identiques n°s 267 de la commission et 367 de M. Gilbert Gantier (exonération du prélèvement sur les bénéfices des entreprises exploitant des gisements d'hydrocarbures pour les gisements mis en exploitation à compter du 1^{er} janvier 1994) (p. 3807) ;

- *favorable* à l'amendement n° 308 de M. Patrick Devedjian (déductibilité des dépenses d'études archéologiques menées dans le cadre de la construction d'un immeuble) (p. 3808) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 333 de M. Jacques Pélissard (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées au droit d'utilisation d'installations sportives) (p. 3809) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 316 de M. Hervé Mariton (atténuation des règles d'option en matière de TVA pour les dépenses de mise en conformité des bâtiments d'élevage) (p. 3811) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Marc Le Fur (modalités de cotisation des exploitants agricoles à la CSG) (p. 3811) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Marc Le Fur (application aux exploitants agricoles de l'abattement de 5 % sur le montant des revenus dont bénéficient les salariés en matière de CSG) (p. 3812) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 401 de M. Augustin Bonrepaux (application de la réduction de 2,6 % du taux de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement aux foyers de jeunes travailleurs, aux centres sociaux et aux hôtels sociaux) (p. 3812) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 350 de M. Christian Dupuy (prorogation jusqu'au 31 décembre 1997 du délai de revente des immeubles acquis avant le 1^{er} janvier 1993 sous le régime des achats-reventes) (p. 3813) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 268 de la commission (exonération facultative de taxe professionnelle en faveur des entreprises nouvelles étendue à l'ensemble du territoire national) (p. 3814) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 399 de M. Henri Emmanuelli (imposition à la taxe professionnelle de la production de graines, semences et plantes effectuée par des tiers) (p. 3817) ;

- *favorable* à l'amendement n° 43 de M. Henri Lalanne (imposition à la taxe professionnelle de la production de graines, semences et plantes effectuée par des tiers lorsque l'entreprise réalise un chiffre d'affaires supérieur à 50 millions de francs) (p. 3817) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 260 de M. Jean Desanlis (extension de l'exonération facultative de taxe professionnelle en faveur des entreprises nouvelles s'installant dans les territoires ruraux de développement prioritaire à l'ensemble des communes appartenant à une communauté de communes ayant opté pour le régime de la taxe professionnelle d'agglomération) (p. 3819) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 83 de M. Germain Gengenwin (diminution de la part des salaires dans le calcul de l'assiette de la taxe professionnelle) (p. 3820) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 81 de M. Germain Gengenwin (diminution de la part des salaires et introduction d'une base valeur ajoutée dans le calcul de l'assiette de la taxe professionnelle) (p. 3820) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 82 de M. Germain Gengenwin (diminution de la base d'imposition de la taxe professionnelle de 70 000 francs par emploi créé, plafonnée à 400 000 francs par an) (p. 3820) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Jean-Pierre Brard (imposition pendant six ans à la taxe professionnelle des entreprises bénéficiaires pour les établissements fermés qui n'auraient pas été reconstitués avec les mêmes emplois à moins de vingt kilomètres du site initial) (p. 3821) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 12 de M. Jean-Pierre Brard (majoration de cinq points pendant deux ans du taux de taxe professionnelle des entreprises bénéficiaires procédant à des licenciements économiques ou sans cause réelle et sérieuse) (p. 3821) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la réduction pour investissement applicable à l'augmentation des bases d'imposition de la taxe professionnelle lorsque l'investissement a pour effet de réduire la quantité de main-d'œuvre) (p. 3822) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 14 de M. Jean-Pierre Brard (augmentation de la fraction des salaires prise en compte dans l'établissement des bases de taxe professionnelle pour les salaires inférieurs à 1,2 fois le SMIC) (p. 3822) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 383 de M. Didier Migaud (exonération de la taxe d'habitation pour les chômeurs de longue durée) (p. 3823) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 385 de M. Augustin Bonrepaux (réduction de 3,4 à 3 % du taux du plafonnement de la taxe d'habitation par rapport au revenu) (p. 3823) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 384 de M. Augustin Bonrepaux (réduction de 3,4 à 2,5 % du taux du plafonnement de la taxe d'habitation par rapport au revenu) (p. 3823) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Brard (suppression des exonérations et dégrèvements d'office de la taxe d'habitation lorsque la valeur locative du logement est supérieure à 80 000 francs) (p. 3824) ;
 - *favorable* à l'amendement n° 356 de M. Thierry Mariani (exonération de la taxe locale d'équipement en cas de reconstruction d'une habitation en dehors d'une zone dangereuse ou inconstructible) (p. 3824) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 351 de M. Christian Dupuy (classement en quatrième catégorie de la taxe locale d'équipement des logements financés par un prêt à taux zéro) (p. 3825) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 317 corrigé de M. Hervé Mariton (allongement de la durée d'application du taux réduit de taxe de publicité foncière pour les jeunes agriculteurs installés dans les territoires ruraux de développement prioritaire) (p. 3825) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 353 corrigé de M. Yves Deniaud (réduction de 1,30 à 1 % du taux de la taxe forestière pour les entreprises de sciage) (p. 3826) ;
 - *ses observations* sur l'amendement n° 269 de la commission (modalités de majoration du taux de taxe professionnelle en cas d'adhésion d'une commune à un groupement de communes doté d'une fiscalité propre) (p. 3826) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 407 de M. Yvon Jacob (plafonnement du taux communal de la taxe professionnelle) (p. 3827) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 408 de M. Yvon Jacob (même objet) (p. 3827) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 23 de M. Jean-Pierre Brard (revalorisation des valeurs locatives servant de base au prélèvement perçu par l'Etat en contrepartie des allègements de taxe d'habitation) (p. 3828) ;
 - *ses observations* sur l'amendement n° 405 de M. Hervé Mariton (application aux jeunes agriculteurs du dégrèvement facultatif de la taxe foncière sur les propriétés non bâties lorsque leur installation est antérieure à la délibération de la collectivité locale pour les seuls exercices postérieurs à cette délibération) (p. 3829) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 175 de M. Charles de Courson (mise en application progressive de la révision des valeurs locatives en ce qui concerne la taxe foncière sur les propriétés non bâties) (p. 3830) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 400 de M. Didier Mathus (compensation par l'intermédiaire du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle de la baisse de la redevance des mines) (p. 3831) ;
 - *défavorable* aux amendements identiques n° 271 de la commission et 261 de M. Michel Hannoun (suppression de certaines obligations déclaratives afférentes aux contrats portant sur les bijoux et objets d'art incombant aux compagnies d'assurance) (p. 3831) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 21 de M. Jean-Pierre Brard (maintien de la nullité des procédures fiscales uniquement en cas de méconnaissance d'une formalité substantielle portant atteinte aux intérêts du contribuable) (p. 3832) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 24 de M. Jean-Pierre Brard (droit de reprise de l'administration fiscale porté de 3 à 4 ans en matière d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés) (p. 3833) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 25 de M. Jean-Pierre Brard (droit de reprise de l'administration fiscale porté de 3 à 4 ans en matière de taxes sur le chiffre d'affaires) (p. 3833) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 26 de M. Jean-Pierre Brard (droit de reprise de l'administration fiscale porté de 3 à 4 ans en matière de droits d'enregistrement) (p. 3833) ;
 - *ses observations* sur l'amendement n° 91 de M. Patrick Devedjian (institution d'un double degré de juridiction pour l'ensemble du contentieux fiscal) (p. 3834) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 349 de M. Michel Bouvard (abaissement de 15 à 10 % du seuil de croissance de population permettant la réalisation d'un recensement complémentaire) (p. 3835) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 259 de M. Jean-Paul Fuchs (majoration de la dotation globale de fonctionnement des communes subissant des servitudes d'urbanisme établies pour la protection des sites naturels ou pittoresques) (p. 3836) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 17 de M. Jean-Pierre Brard (assouplissement des conditions d'éligibilité au fonds de solidarité de la région Ile-de-France) (p. 3836) ;
 - *favorable* à l'amendement n° 291 de M. Michel Inchauspé (collecte des paris engagés sur des parties de pelote basque par les sociétés de courses autorisées à organiser le pari mutuel) (p. 3839).
- Commission mixte paritaire :*
Sa réponse [14 décembre 1995] (p. 5216, 5217).
Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire :
- Consommation.
Enseignement supérieur : crédits.
Finances publiques :
- crédits : réduction ;
- déficits publics ;
- exécution budgétaire : état mensuel.
- Politique économique :
- conjoncture ;
- croissance.
- Politique économique et sociale : crise sociale : mouvements sociaux.

Prévisions et projections économiques.

Sécurité sociale : plan de réforme.

Discussion du texte de la commission mixte paritaire
[14 décembre 1995] :

Sa demande d'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 5217).

– soutient les amendements du Gouvernement n° 1 (répartition des crédits pour les services votés) (p. 5217), 2 (modification de l'état B annexé à l'article 33) (p. 5218), 3 (modification de l'état C annexé à l'article 34) (p. 5219), 4 (présentation de l'état F annexé à l'article 49) (p. 5222) et 5 (présentation de l'état G annexé à l'article 50) (p. 5223) : adoptés : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 5224).

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Article 7 et état A (équilibre général) :

– soutient l'amendement n° 90 du Gouvernement (majoration de 1 milliard de francs des recettes non fiscales par un versement de la Banque de France au titre de la démonétisation des billets de banque et modification de l'état A annexé des budgets annexes par coordination avec l'arrêté d'annulation de 1 milliard de francs sur la subvention d'équilibre au BAPSA) (p. 4652) : adopté (p. 4654).

Article 8 et état B (dépenses ordinaires des services civils – ouvertures) :

– soutient l'amendement n° 92 du Gouvernement (minoration des crédits de l'éducation nationale de 137 millions de francs) : adopté (p. 4656) ;

– soutient l'amendement n° 93 du Gouvernement (majoration des crédits de l'enseignement supérieur de 37 millions de francs) : adopté (p. 4656) ;

– soutient l'amendement n° 91 du Gouvernement (majoration de 900 millions de francs des crédits de l'industrie, des postes et télécommunications correspondant à la création d'une aide à la reprise des véhicules de plus de huit ans) (p. 4656) : adopté (p. 4657).

Article 9 et état C (dépenses en capital des services civils – ouvertures) :

– soutient l'amendement n° 94 du Gouvernement (majoration de 2 milliards de francs des autorisations de programme et de 500 millions de francs des crédits de paiement de l'enseignement supérieur correspondant à la mise en place du plan d'urgence dans les universités) (p. 4660) : adopté (p. 4661).

Après l'article 12 :

– défavorable à l'amendement n° 35 de M. Patrick Devedjian (institution d'une taxe sur les antennes paraboliques) (p. 4663) ;

– défavorable au sous-amendement n° 98 de M. Marc Le Fur (non-application aux territoires ne bénéficiant pas de la diffusion câblée) à l'amendement n° 35 de M. Patrick Devedjian (p. 4665) ;

– défavorable au sous-amendement n° 99 de M. Adrien Zeller (taxe communale facultative d'un montant annuel maximum de 150 francs) à l'amendement n° 35 de M. Patrick Devedjian (p. 4665)

Avant l'article 13 :

– défavorable à l'amendement n° 46 de M. Augustin Bonrepaux (plafonnement des réductions d'impôt à hauteur de 30 % de la cotisation d'impôt sur le revenu pour les contribuables dont le revenu par part est supérieur à 229 260 francs et de 50 % pour les contribuables dont le revenu par part est supérieur à 87 020 francs et inférieur à 229 260 francs) (p. 4666).

Article 13 (aménagement de l'impôt sur les opérations de bourse et du statut des sociétés de capital risque dans la perspective du Nouveau Marché) :

– défavorable à l'amendement n° 47 de M. Didier Migaud (de suppression) (p. 4669) ;

– favorable à l'amendement n° 11 de la commission (de précision) (p. 4669) ;

– favorable à l'amendement n° 12 de la commission (de précision) (p. 4669) ;

– favorable à l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) (p. 4669) ;

– favorable à l'amendement n° 14 de la commission (de précision) (p. 4670).

Article 14 (relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition) :

– ses observations (p. 4672) ;

– défavorable aux amendements identiques n° 15 de la commission, 3 de M. Arsène Lux, 6 de M. Germain Gengenwin, 72 de M. Charles de Courson, 73 de M. Jean-Jacques Weber, 75 de M. Augustin Bonrepaux et 76 de M. Alain Marsaud (maintien de la compétence des centres de gestion agréés et habilités pour l'ensemble des entreprises relevant du régime simplifié d'imposition) (p. 4672) ;

– défavorable à l'amendement n° 48 de M. Didier Migaud (vérification par sondage des comptabilités tenues par les centres de gestion pour toutes les entreprises soumises au régime simplifié d'imposition) (p. 4675).

Article 16 (prorogation du délai de revente des immeubles acquis avant le 1^{er} janvier 1993 en vue de la revente) :

– favorable à l'amendement n° 16 de la commission (de précision) (p. 4676) ;

– favorable à l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) (p. 4676).

Article 17 (modalités de paiement de l'impôt sur le revenu et des impôts directs locaux) :

– favorable à l'amendement n° 18 de la commission (modalités de paiement de la taxe professionnelle en cas d'option pour la mensualisation) (p. 4677) ;

– favorable à l'amendement n° 19 de la commission (paiement avec la mensualité précédente du solde d'impôt, lorsque celui-ci est inférieur à 80 francs) (p. 4677).

Après l'article 17 :

– défavorable à l'amendement n° 36 de M. Patrick Devedjian (établissement d'un avis d'imposition spécifique à la part communale des impôts directs locaux) (p. 4678).

Article 18 (transposition de la directive 95/7/CE du Conseil, du 10 avril 1995, portant nouvelles mesures de simplification en matière de taxe sur la valeur ajoutée) :

– favorable à l'amendement n° 20 de la commission (liste des biens ne bénéficiant pas de l'exonération de la TVA sur les biens emportés dans les bagages personnels des voyageurs résidant hors de l'Union européenne) (p. 4683) ;

– favorable à l'amendement n° 21 de la commission (renforcement des obligations auxquelles sont tenues les personnes titulaires d'une autorisation d'ouverture d'un entrepôt fiscal) (p. 4683) ;

– favorable à l'amendement n° 22 de la commission (de précision) (p. 4683) ;

– favorable à l'amendement n° 23 de la commission (relèvement du montant de l'amende sanctionnant chaque omission ou inexactitude relevée dans les registres tenus par le titulaire d'un entrepôt fiscal) (p. 4683) ;

– favorable à l'amendement n° 24 de la commission (limitation du montant de l'amende prévue au 4^e alinéa du C du paragraphe VIII et suppression de son caractère discrétionnaire) (p. 4683) ;

- favorable à l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) (p. 4683) ;
- favorable à l'amendement n° 26 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 4683).

Article 20 (*option des groupements d'intérêt public pour le régime des sociétés de capitaux*) :

- favorable à l'amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) (p. 4683).

Après l'article 23 :

- défavorable à l'amendement n° 33 de M. Arnaud Cazin d'Honinchtun (extension de la réduction d'impôt accordée en cas de souscription au capital de sociétés non cotées aux placements dans les sociétés de capital risque) (p. 4684) ;
- défavorable à l'amendement n° 32 de M. Arnaud Cazin d'Honinchtun (extension de la réduction d'impôt accordée en cas de souscription au capital de sociétés non cotées aux placements dans les sociétés de capital risque) (p. 4684) ;
- défavorable à l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (suppression progressive des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels) (p. 4685) ;
- défavorable à l'amendement n° 74 de M. Jean-Jacques Weber (extension de la réduction d'impôt pour frais d'hospitalisation et de cure à l'hébergement dans une maison de retraite sanitaire) (p. 4685) ;
- ses observations sur l'amendement n° 80 de M. Gilbert Gantier (neutralisation du régime de l'intégration fiscale en matière de calcul de la participation des salariés) (p. 4686) ;
- favorable à l'amendement n° 81 de M. Jean-Pierre Thomas (exonération de la TVA pour les soins dispensés par les maisons de retraite médicalisées) (p. 4687) ;
- défavorable à l'amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson (institution d'un abattement de 2 millions de francs sur la résidence principale pour le calcul de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 4687) ;
- ses observations sur l'amendement n° 39 de M. Denis Merville (extension à l'ensemble du territoire national des exonérations facultatives en faveur des entreprises nouvelles) (p. 4688) ;
- défavorable à l'amendement n° 78 de M. Henri-Jean Arnaud (assujettissement à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères des locaux situés dans la partie de la commune où ne fonctionne pas le service d'enlèvement des ordures) (p. 4689) ;
- défavorable aux amendements identiques n° 34 de M. Pierre Albertini, 37 de M. Denis Merville et 50 de M. Arnaud Cazin d'Honinchtun (suppression des obligations déclaratives afférentes aux contrats portant sur les bijoux et les objets d'art incombant aux compagnies d'assurance) (p. 4690) ;
- défavorable à l'amendement n° 5 de M. Jean-Louis Masson (attribution d'une double part aux couples mariés pour le calcul de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 4691) ;
- défavorable à l'amendement n° 52 de M. Daniel Colliard (institution d'une contribution sociale de 15,8 % sur l'ensemble des revenus financiers) (p. 4692) ;
- défavorable à l'amendement n° 53 de M. Daniel Colliard (surtaxe de 5 % sur les bénéficiaires distribués par les sociétés de l'industrie pharmaceutique) (p. 4692) ;
- défavorable à l'amendement n° 57 de M. Maxime Gremetz (relèvement de 5 points du taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 4693) ;
- défavorable à l'amendement n° 58 de M. Daniel Colliard (application d'un taux zéro de TVA aux produits dérivés du sang et au plasma) (p. 4693) ;
- défavorable à l'amendement n° 54 de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de TVA aux équipements hospitaliers) (p. 4693) ;

- défavorable à l'amendement n° 55 de M. Daniel Colliard (création d'une taxe sur les opérations d'achat et de vente de devises étrangères) (p. 4694) ;
- défavorable à l'amendement n° 56 de M. Jean-Pierre Brard (dépôt de garantie pour les prêts accordés à des non-résidents) (p. 4694).

Article 24 (*modification de l'abattement sur le produit brut des jeux dans les casinos*) :

- ses observations (p. 4695) ;
- favorable à l'amendement n° 85 rectifié de M. Arthur Paecht (maintien, selon de nouvelles modalités, de l'abattement supplémentaire pour dépenses d'équipement et d'entretien hôtelier ou thermal) (p. 4696, 4697) ;
- ses observations sur l'amendement n° 61 de M. Jean Kiffer (maintien de l'abattement supplémentaire pour dépenses d'équipement et d'entretien hôtelier ou thermal) (p. 4698) ;
- ses observations sur l'amendement n° 86 de M. Jean Kiffer (maintien de l'abattement supplémentaire pour dépenses d'équipement et d'entretien hôtelier ou thermal avec un plafonnement limité à 2,5 % du produit brut des jeux) (p. 4698).

Après l'article 24 :

- ses observations sur l'amendement n° 60 corrigé de M. Arsène Lux (plafonnement des avances à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale) (p. 4699) ;
- ses observations sur l'amendement n° 28 de la commission (plafonnement des avances à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale) (p. 4699) ;
- soutient l'amendement n° 103 du Gouvernement (fixation en loi de finances du plafond de l'encours des avances à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale) (p. 4700) ; retiré (p. 4701).

Après l'article 27 :

- favorable à l'amendement n° 87 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de logement dans les terrains de camping classés) (p. 4702) ;
- ses observations sur l'amendement n° 29 de la commission (exonération de taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie) (p. 4703) ;
- défavorable à l'amendement n° 49 de M. Charles de Courson (institution d'une taxe additionnelle sur les contrats d'assurance pour financer les mesures d'encouragement au volontariat des sapeurs-pompiers) (p. 4703) ;
- ses observations sur l'amendement n° 64 de M. Jacques Blanc (prélèvement au profit du Fonds national pour le développement du sport au taux de 2,7 % sur les sommes mises aux jeux exploités par la Française des jeux) (p. 4705) ;
- favorable à l'amendement n° 31 de M. Christian Martin (suppression du reversement au fonds d'amortissement des charges d'électrification [FACE] de l'accroissement de la part revenant à l'Etat au titre de la redevance relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique) (p. 4705) ;
- défavorable à l'amendement n° 38 de M. Denis Merville (rapport au Parlement sur l'effort financier global consenti en faveur des enseignements artistiques) (p. 4706).

Seconde délibération de l'article 29 et, pour coordination, de l'article 7 et de l'état A (p. 4706).

Article 29 (*prélèvement au profit du Fonds national pour le développement du sport sur les sommes mises aux jeux exploités par la Française des jeux*) :

- soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) (p. 4706) ; adopté (p. 4707).

Article 7 et état A (*équilibre général*) :

- soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (de coordination) (p. 4709) ; adopté (p. 4711).

Son intervention (p. 4712).

- **Proposition de loi améliorant le financement des associations concourant à l'action humanitaire en vue de leur permettre de participer plus efficacement à la lutte contre l'exclusion (n° 2476).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [24 janvier 1996] :

Son intervention (p. 283, 284).

Principaux thèmes développés :

Action sociale et solidarité nationale : exclusion : fracture sociale.

Associations :

- gestion : transparence financière ;
- mesures de soutien ;
- ressources : financement.

Constitution : article 48, alinéa 3.

Emploi : création d'emplois.

Etat : rôle.

Impôts et taxes : réductions d'impôt accordées aux particuliers.

Discussion des articles [24 janvier 1996] :

Article 1^{er} (*amélioration du régime fiscal des dons effectués par les particuliers*) :

- favorable à l'amendement n° 1 de M. Daniel Garrigue (taux de la réduction d'impôt fixé à 50 % pour les dons faits au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général) (p. 285) ;
- favorable à l'amendement n° 7 de M. Jean Proriol (même objet) (p. 285) ;
- défavorable à l'amendement n° 16 de M. Jean-Marc Nesme (relèvement du plafond de la réduction d'impôt pour les dons faits au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général) (p. 285) ;
- favorable à l'amendement n° 18 de M. Daniel Garrigue (maintien du régime actuel pour les dons faits au profit des organisations politiques) (p. 286) ;
- défavorable à l'amendement n° 17 de M. Jean-Marc Nesme (relèvement du plafond de la réduction d'impôt pour les dons faits au profit des fondations ou des associations reconnues d'utilité publique) (p. 286) ;
- favorable à l'amendement n° 2 de M. Daniel Garrigue (taux de la réduction d'impôt fixé à 60 % pour les dons faits au profit des organismes qui procèdent à la fourniture gratuite de repas à des personnes en difficulté ou qui contribuent à favoriser leur logement) (p. 286) ;
- favorable à l'amendement n° 8 de M. Jean Proriol (même objet) (p. 286) ;
- favorable à l'amendement n° 3 de M. Daniel Garrigue (plafond de la réduction d'impôt fixé à 2 000 francs pour les dons faits au profit d'organismes qui distribuent des repas ou fournissent un logement) (p. 288) ;
- favorable à l'amendement n° 9 de M. Jean Proriol (même objet) (p. 288) ;
- défavorable à l'amendement n° 13 corrigé de M. Charles Josselin (application de la réduction d'impôt au taux de 60 % pour les dons faits au profit d'organismes d'intérêt général concourant à l'action en faveur des personnes en difficulté) (p. 289).

Après l'article 2 :

- favorable à l'amendement n° 5 de M. Daniel Garrigue (déductibilité des versements effectués par les entreprises au cours d'un exercice qui n'a pas dégagé de bénéfice imposable) (p. 289) ;
- défavorable à l'amendement n° 12 corrigé de M. Charles Josselin (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations qui procèdent à la fourniture de repas à des personnes en difficulté ou qui contribuent à favoriser leur logement et pour les associations d'intérêt général qui concourent à l'action en faveur des personnes en difficulté) (p. 289) ;

- favorable à l'amendement n° 6 de M. Daniel Garrigue (relèvement de l'abattement dont bénéficient les associations en matière de taxe sur les salaires) (p. 289, 290) ;
- favorable à l'amendement n° 10 de M. Jean Proriol (même objet) (p. 289, 290).

Article 3 (*compensation des pertes de recettes*) :

- soutient l'amendement n° 19 du Gouvernement (de suppression) (p. 290) : adopté (p. 291).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [2 mai 1996] :

Son intervention (p. 2758).

Principaux thèmes développés :

Associations :

- contrôle : transparence financière ;
- mesures de soutien.

Emploi : charges sociales : exonération.

Impôts et taxes :

- amendement Coluche ;
- réductions d'impôt ;
- taxe sur les salaires.

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Article 1^{er} (*amélioration du régime fiscal des dons effectués par les particuliers*) :

- défavorable à l'amendement n° 8 de M. Alain Madelin (relèvement de la réduction d'impôt pour les dons faits au profit de fondations ou d'associations reconnues d'utilité publique) (p. 2760) ;
- défavorable à l'amendement n° 9 de M. Alain Madelin (application de la réduction d'impôt dite Coluche aux dons faits au profit de tous les organismes sans but lucratif agissant dans le domaine social ou humanitaire et relèvement de son taux) (p. 2763) ;
- défavorable à l'amendement n° 10 de M. Alain Madelin (relèvement du taux de la réduction d'impôt dite Coluche) (p. 2763) ;
- défavorable à l'amendement n° 3 de M. Jean-Claude Bois (même objet) (p. 2763) ;
- défavorable à l'amendement n° 11 de M. Jean-Marc Nesme (même objet) (p. 2763) ;
- défavorable à l'amendement n° 14 de M. Daniel Garrigue (relèvement du taux et du plafond de la réduction d'impôt dite Coluche) (p. 2763) ;
- favorable à l'amendement n° 2 de M. Jean-Claude Bois (application de la réduction d'impôt dite Coluche aux dons faits au profit d'organismes qui procèdent à la fourniture gratuite de soins à l'étranger) (p. 2764) ;
- favorable aux amendements identiques n° 5 de M. Jean-Marc Nesme et 13 de M. Daniel Garrigue (même objet) (p. 2764).

Après l'article 1^{er}

- défavorable à l'amendement n° 4 de M. Jean-Claude Bois (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations qui procèdent à la fourniture gratuite de repas ou de soins à des personnes en difficulté ou qui contribuent à favoriser leur logement) (p. 2765).

Article 2 ter (*relèvement de l'abattement de la taxe sur les salaires*) :

- défavorable à l'amendement n° 1 rectifié de M. Daniel Colliard (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations qui procèdent à la fourniture gratuite de repas ou de soins à des personnes en difficulté ou qui contribuent à favoriser leur logement) (p. 2765).

- **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les agissements liberticides de certaines associations dites sectes (n° 1768).**

Débat sur le rapport de la commission d'enquête [8 février 1996] :

Principaux thèmes développés (p. 775, 776) :

Gouvernement : pouvoirs publics : action répressive.

Lois : dispositif applicable aux sectes.

Ordre public : liberté d'association.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 2548).

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [28 mars 1996] :

Son intervention (p. 2143).

Principaux thèmes développés :

Assurances : garanties collectives des salariés (p. 2144).

Commerce et artisanat : salles de cinéma : ouverture (p. 2144).

Entreprises :

- plan PME (p. 2143) ;

- transmissions d'entreprises (p. 2143).

Impôts et taxes : donation-partage (p. 2143).

Logement et habitat : prêts immobiliers : tableaux d'amortissement (p. 2143).

Politique économique : croissance : plan de soutien de l'activité (p. 2143).

Texte de la commission mixte paritaire [28 mars 1996] :

Sa demande d'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2144).

- *soutient* les amendements du Gouvernement n° 1 (de suppression de l'article 49 bis B) et 2 (autorisation de la commission départementale d'équipement commercial pour l'ouverture de complexes cinématographiques comportant plus de deux mille places) : adoptés : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2164).

- **Projet de loi de modernisation des activités financières** (n° 2650).

Première lecture :

Discussion des articles [17 avril 1996] :

Article 41 (*coopération entre les autorités de contrôle national*) :

- *favorable* à l'amendement n° 73 de la commission (de précision) (p. 2323).

Article 42 (*procédure applicable en cas de manquement aux règles de bonne conduite*) :

Sa demande de réserve de l'amendement n° 74 et de l'article 42, jusqu'après la discussion de l'article 43 (p. 2323).

Article 43 (*sanctions applicables aux prestataires de services d'investissement et aux personnes placées sous leur autorité*) :

- *favorable* à l'amendement n° 75 de la commission (mise en garde des prestataires de services d'investissement ayant manqué à leurs obligations professionnelles) (p. 2324) ;

- *favorable* à l'amendement n° 76 de la commission (pouvoir de sanction du Conseil des marchés financiers limité aux seuls manquements aux obligations professionnelles) (p. 2324) ;

- *favorable* à l'amendement n° 77 de la commission (rédactionnel) (p. 2324) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 116 de M. Alain Rodet (relèvement du plafond de la sanction pécuniaire) (p. 2324) ;

- *favorable* à l'amendement n° 78 de la commission (rédactionnel) (p. 2324) ;

- *favorable* à l'amendement n° 79 de la commission (réduction du montant de la sanction pécuniaire) (p. 2325) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 117 de M. Alain Rodet (relèvement du plafond de la sanction pécuniaire) (p. 2325) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 80 rectifié de la commission (information de la Commission européenne et des autres Etats membres de la Communauté européenne) (p. 2326).

Article 42 (*suite*) précédemment réservé (*procédure applicable en cas de manquement aux règles de bonne conduite*) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 74 de la commission (de suppression) (p. 2326).

Après l'article 43 bis :

- *favorable* à l'amendement n° 81 deuxième rectification de la commission (pouvoirs de sanction de la Commission des opérations de bourse) (p. 2327).

Article 44 (*pouvoirs de la Commission bancaire*) :

- *favorable* à l'amendement n° 82 rectifié de la commission (pouvoirs de sanction) (p. 2328).

Article 48 (*autorités compétentes pour contrôler les entreprises françaises souhaitant exercer dans la Communauté européenne*) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 83 de la commission (fixation de critères objectifs en matière de refus de transmission du dossier d'agrément à l'Etat d'accueil) (p. 2329).

Article 51 (*contrôle des entreprises d'investissement de la Communauté européenne souhaitant exercer en France*) :

- *soutient* l'amendement n° 151 du Gouvernement (nature des informations pouvant être transmises par les entreprises de marché et les chambres de compensation à leurs homologues étrangers) : adopté (p. 2331).

Article 51 bis (*sanction de l'inobservation du principe d'intermédiation*) :

- *favorable* à l'amendement n° 84 de la commission (de précision) (p. 2331).

Article 51 ter (*sanction de l'inobservation des obligations en matière de vérification des comptes*) :

- *favorable* à l'amendement n° 85 de la commission (alignement des sanctions pénales sur celles prévues par l'article 64 du projet de loi pour les établissements de crédit) (p. 2332).

Article 51 quater (*sanction de l'inobservation des obligations en matière de tenue des comptes*) :

- *favorable* à l'amendement n° 86 de la commission (rédactionnel) (p. 2332).

Article 51 septies (*sanction de l'inobservation de l'obligation de consolidation des comptes annuels*) :

- *favorable* à l'amendement n° 87 de la commission (alignement de la sanction sur celle prévue pour les dirigeants d'établissements de crédit) (p. 2332).

Article 52 (*modification du statut de la Commission des opérations de bourse*) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 88 de la commission (domaine de compétence de la Commission) (p. 2334) ;

- *favorable* à l'amendement n° 89 de la commission (critères de désignation des membres nommés par les présidents des assemblées constitutionnelles) (p. 2335) ;

- *soutient* l'amendement n° 152 du Gouvernement (non-participation du représentant du Gouvernement aux délibérations à caractère individuel) : adopté (p. 2335) ;

- *soutient* l'amendement n° 153 du Gouvernement (homologation du règlement intérieur) (p. 2335) : adopté (p. 2336) ;

- *soutient* l'amendement n° 154 du Gouvernement (portée du règlement intérieur) (p. 2335) : adopté (p. 2336) ;

- *favorable* à l'amendement n° 129 de M. Jean-Jacques Jegou (de coordination) (p. 2336) ;

– favorable à l'amendement n° 90 de la commission (information du public en cas d'admission d'une société sur un marché réglementé) (p. 2336) ;

– favorable à l'amendement n° 91 de la commission (application du délit d'initié aux seuls émetteurs de titres de sociétés cotées) (p. 2336).

Article 54 (personnes habilitées à créer des fonds communs de placement) :

– favorable à l'amendement n° 92 de la commission (de précision) (p. 2337).

Après l'article 54 :

– soutient l'amendement n° 155 du Gouvernement (émission en plusieurs fois des parts constituant le passif des fonds communs de créances) (p. 2337) : adopté (p. 2338).

Article 57 (coordination avec la loi du 28 mars 1885) :

– favorable à l'amendement n° 93 de la commission (de coordination) (p. 2338).

Article 59 (dispositions de coordination avec la loi du 24 janvier 1984 sur les établissements de crédit) :

– soutient l'amendement n° 156 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 2339) ;

– favorable à l'amendement n° 94 de la commission (rédactionnel) (p. 2339).

Article 60 (dispositions de coordination avec la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et la loi du 26 juillet 1991 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier) :

– favorable à l'amendement n° 130 de M. Jean-Jacques Jegou (de coordination) (p. 2340) ;

– favorable à l'amendement n° 95 de la commission (suppression de l'obligation d'inscription au nominatif chez l'émetteur des titres de sociétés négociés sur un marché réglementé) (p. 2341) ;

– soutient le sous-amendement n° 157 du Gouvernement (application aux marchés réglementés des dispositions régissant actuellement de manière indifférenciée la cote officielle et le second marché) à l'amendement n° 95 de la commission : adopté (p. 2341) ;

– défavorable à l'amendement n° 144 de M. Gilbert Gantier (rétablissement du pouvoir de réglementation du Comité de la réglementation bancaire sur le marché des titres de créances négociables) (p. 2341).

Article 61 (dispositions relatives aux personnes morales exerçant déjà des activités de services d'investissement et à la déclaration de marchés réglementés) :

– favorable à l'amendement n° 96 de la commission (rédactionnel) (p. 2342) ;

– favorable à l'amendement n° 97 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 2342) ;

– favorable aux amendements n° 98 et 99 de la commission (de coordination) (p. 2342) ;

– favorable à l'amendement n° 100 de la commission (rédactionnel) (p. 2343) ;

– favorable à l'amendement n° 101 rectifié de la commission (reconnaissance de la qualité de marché réglementé pour les marchés fonctionnant à la date de publication de la loi) (p. 2343) ;

– favorable à l'amendement n° 102 de la commission (protection des appellations société de bourse et agent des marchés interbancaires) (p. 2343).

Après l'article 61 :

– défavorable à l'amendement n° 118 de M. Alain Rodet (préservation des droits des salariés des sociétés de bourse) (p. 2343) ;

– défavorable à l'amendement n° 122 de M. Jean Tardito (même objet) (p. 2343).

Article 65 (conséquences du retrait d'agrément des établissements de crédit) :

– favorable aux amendements n° 103 rectifié et 104 de la commission (de précision) (p. 2345).

Article 66 (rapport sur l'application de la présente loi) :

– favorable à l'amendement n° 105 de la commission (bilan de l'évolution des maisons de titres et des mesures concernant le marché hors cote) (p. 2346).

Après l'article 66 :

– soutient l'amendement n° 159 du Gouvernement (nantissement de titres, français ou étrangers, inscrits en comptes tenus par des établissements établis en France) (p. 2346) : adopté (p. 2347) ;

– soutient l'amendement n° 160 du Gouvernement (renforcement de la sécurité des intermédiaires teneurs de compte) : adopté (p. 2347) ;

– soutient l'amendement n° 158 du Gouvernement (extension aux opérations de prêts ou d'emprunts de titres du régime de compensation des opérations de gré à gré applicables aux opérations à terme) (p. 2347) : adopté (p. 2348).

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, sur le débat d'orientation budgétaire et débat sur cette déclaration (n° 2768).**

Son intervention [14 mai 1996] (p. 3114).

Principaux thèmes développés :

Audiovisuel : secteur public (p. 3118).

Collectivités locales (p. 3116).

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence : monnaie unique (p. 3115).

Culture (p. 3118).

Défense : crédits : loi de programmation militaire (p. 3116).

Emploi :

– généralités (p. 3115) ;

– aides publiques (p. 3115).

Finances publiques :

– déficits publics et sociaux : dette publique (p. 3114) ;

– dépenses publiques (p. 3114) ;

– politique budgétaire (p. 3114) ;

– procédure budgétaire (p. 3115).

Fonctionnaires et agents publics (p. 3115).

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 3116).

Logement et habitat : aides au logement (p. 3117).

Politique économique :

– croissance (p. 3115) ;

– franc (p. 3114) ;

– taux d'intérêt (p. 3114).

Recherche (p. 3118).

Retraites : généralités (p. 3116).

Secteur public : entreprises publiques : endettement (p. 3117).

Sécurité sociale : réforme : financement (p. 3116).

– **Projet de loi portant règlement définitif du budget 1994 (n° 2453).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [4 juin 1996] :

Son intervention (p. 3757) et sa réponse (p. 3766).

Principaux thèmes développés :

Coopération et développement (p. 3758).

Cour des comptes (p. 3757).

Défense :

- crédits (p. 3767) ;

- loi de programmation militaire (p. 3767).

Finances publiques :

- crédits (p. 3758, 3766) ;

- déficit budgétaire (p. 3758, 3768) ;

- dépenses : reconnaissance d'utilité publique (p. 3758) ;

- politique budgétaire (p. 3767).

Gouvernements précédents (p. 3767).

Lois de règlement (p. 3757).

Politique économique : croissance (p. 3757).

Prévisions et projections économiques (p. 3757, 3766).

Prix et concurrence : inflation (p. 3758).

Secteur public : entreprises publiques : privatisations (p. 3758).

Discussion des articles [4 juin 1996] :**Après l'article 10 :**

- *défavorable* aux amendements n° 1, 3, 5, 6, 9 et 10 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charges permanentes sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la compensation d'exonérations de la taxe d'habitation, de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs, de la dotation globale de fonctionnement, du fonds de péréquation de la taxe professionnelle, de la dotation de compensation de la taxe professionnelle et du fonds de compensation de la TVA) (p. 3774) ;

- *défavorable* aux amendements n° 2, 7 et 8 de M. Charles de Courson (inscription en tant qu'opérations de trésorerie des prélèvements agricoles, des droits de douane et de la cotisation à la production sur le sucre prélevés au profit des Communautés européennes) (p. 3774) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Charles de Courson (imputation en tant que dépense permanente sur le titre VI du budget du ministère de l'intérieur du reversement des produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation) (p. 3774).

LAMONTAGNE (Raymond)

Député du Val-d'Oise

(7^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre titulaire de la commission des immunités [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Logement) [5 juillet 1995].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1996 [J.O. du 13 décembre 1995] (p. 18147).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 [J.O. du 21 décembre 1995] (p. 18527).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au supplément de la loyer de solidarité [J.O. du 22 février 1996] (p. 2895).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [J.O. du 27 mars 1996] (p. 4710).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Équipement, logement, transports et tourisme : logement) [7 mai 1996].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation des activités financières [J.O. du 6 juin 1996] (p. 8388).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété de navires de commerce [J.O. du 25 juin 1996] (p. 9502).

Membre titulaire du comité des finances locales [J.O. du 13 septembre 1996] (p. 13699).

DEPOTS**Rapport** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)** : annexe n° 26 : **Logement (n° 2270)** [12 octobre 1995].**QUESTIONS****au Gouvernement :**- **Crédit foncier de France** : contrôle de l'Etat [30 avril 1996] (p. 2689).**INTERVENTIONS**- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).***Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [13 juillet 1995] (p. 1114, 1115) :

Délinquance et criminalité : sécurité : crédits.

Emploi : plan emploi : financement : coût.

Finances publiques : prélèvements obligatoires.

Logement et habitat :

- généralités ;

- aide personnalisée au logement ;

- HLM : surloyers ;

- logement des étudiants : allocation.

TVA : taux normal : relèvement.

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Pierre-André Périssol, ministre du logement sur la réforme de l'accession à la propriété et débat sur cette déclaration (n° 2264).***Principaux thèmes développés* [3 octobre 1995] (p. 1588, 1589) :

Aides :

- prêts d'accession à la propriété : prêt PAP, prêt à 0 %, prêt d'accession sociale ;

- prêts locatifs aidés, prime à l'amélioration de l'habitat, PALULOS.

Impôts et taxes : droits de mutation.

Logement social : HLM : parc, loyers, plafonds de ressources, acquisition par les locataires.

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).*Première lecture, première partie :**Discussion des articles [20 et 21 octobre 1995] :***Article 7 (mesures liées à la réforme de l'accès à la propriété) :**

- défavorable aux amendements identiques n° 54 de M. Jean-Pierre Brard et 313 de M. Didier Migaud (de suppression) (p. 2167).

Article 9 (institution d'une contribution sur les logements sociaux occupés par des locataires dépassant les plafonds de ressources et d'une contribution sur les produits financiers des organismes HLM) :

- défavorable aux amendements identiques n° 55 de M. Jean-Pierre Brard et 82 de M. Christian Dupuy (de suppression) (p. 2177).

Article 16 (institution d'une contribution annuelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction) :

- son amendement n° 192 (possibilité pour les organismes collecteurs d'acquitter la contribution en octroyant directement des avances remboursables, ne portant pas intérêt, aux locataires de logements HLM qui désirent quitter ces logements pour accéder à la propriété) (p. 2266) : retiré ; repris par M. Augustin Bonrepaux : rejeté (p. 2268).

*Deuxième partie :***Aménagement du territoire, équipement et transports. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [25 octobre 1995] :**

Aménagement du territoire : crédits (p. 2460).

Transports aériens : aéroports (p. 2460).

Transports terrestres :

- crédits (p. 2460) ;
- SNCF : situation financière ; contrat de Plan Etat-SNCF ; TGV : réseau et financement ; lignes classiques (p. 2460).

Logement. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur spécial de la commission des finances [6 novembre 1995] :

Aides :

- aide personnalisée au logement (p. 3105) ;
- allocation de logement social (p. 3105) ;
- prêt à taux zéro (p. 3103) ;
- prêts PAP ou prêts d'accès à la propriété (p. 3103, 3104) ;
- prêts PAS ou prêts d'accès sociale (p. 3103, 3104) ;
- prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (p. 3104) ;
- un pour cent logement (p. 3103).

Logement social : HLM (p. 3104).

Ministère : crédits (p. 3103).

Organismes et structures : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (p. 3105).

*Vote des crédits [6 novembre 1995] :***Etat C, titre V :**

- favorable à l'amendement n° 229 de M. Claude Girard (réduction des crédits de paiement) (p. 3137).

Etat C, titre VI :

- favorable à l'amendement n° 230 de M. Claude Girard (réduction des crédits de paiement) (p. 3138).

- **Projet de loi relatif au supplément de loyer de solidarité (n° 2319).**

*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 décembre 1995] :*

Aides : prêt à taux zéro (p. 5230).

Logement social : HLM : loyer et surloyer (p. 5230, 5231).

*Discussion des articles [14 et 20 décembre 1995] :***Article 1^{er} (conditions d'attribution des logements et plafonds de ressources. - Supplément de loyer de solidarité) :***Article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation :*

- favorable au sous-amendement n° 91 du Gouvernement (de suppression partielle) à l'amendement n° 4 de la commission (modalités de calcul du supplément de loyer de solidarité, dérogations pour les quartiers situés en zones urbaines sensibles) (p. 5238).

*Seconde délibération de l'article 1^{er} :***Article 1^{er} (supplément de loyer de solidarité) :***Article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation :*

- favorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (liberté accordée aux organismes d'HLM de fixer un surloyer égal à zéro dans certains quartiers difficiles à condition de respecter une moyenne) (p. 5388).

- **Projet de loi complétant la loi n° 66-1008 du 28 décembre 1966 relative aux relations financières avec l'étranger en ce qui concerne les investissements étrangers en France (n° 2347).**

*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [25 janvier 1996] (p. 383, 384) :*

Commerce extérieur : balance commerciale.

Communautés européennes et Union européenne.

Emploi : création d'emplois.

Marchés financiers : nouveau marché.

Politique économique :

- bureau des investissements étrangers ;
- croissance ;
- investissements étrangers : poids économique : formalités : contrôle.

Vote pour du groupe RPR (p. 383).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

*Première lecture :**Discussion des articles [6 et 7 mars 1996] :***Après l'article 16 :**

- favorable à l'amendement n° 8 du Gouvernement (déduction au titre de l'amortissement des biens immobiliers locatifs) (p. 1275).

Article 27 (inscription de la Société française de production sur les listes des entreprises dont la privatisation est autorisée par la loi) :

- ses observations sur l'amendement n° 294 de M. Didier Migaud (exclusion de la Compagnie générale maritime des entreprises privatisables) (p. 1352).

- **Projet de loi de réglementation des télécommunications (n° 2698).**

*Première lecture :**Discussion des articles [9 mai 1996] :***Article 1^{er} (art. L. 32 du code des postes et télécommunications : définitions) :**

- ses observations sur l'amendement n° 230 rectifié de Mme Ségolène Royal (définition des droits de l'usager) (p. 2955).

- Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 juin 1996] (p. 4566) :

Logement : logement social.

Ville : établissements publics de restructuration.

Discussion des articles [20 juin 1996] :

Article 27 (création d'un établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux) :

- son amendement n° 147 soutenu par M. Jean-Marie Geveaux (composition des conseils d'administration) (p. 4661) : retiré (p. 4662).

Article 33 (mesures de sauvegarde visant à restaurer le cadre de vie) :

- son amendement n° 148 soutenu par M. Jean-Marie Geveaux (participation du ou des députés de la ou des circonscriptions concernées) : retiré (p. 4671).

LANDRAIN (Edouard)

Député de la Loire-Atlantique

(5^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la mission d'information commune sur la sécurité sociale [J.O. du 27 octobre 1995] (p. 15703).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire [J.O. du 8 mai 1996] (p. 6955).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Jeunesse et sports) [11 juin 1996].

DEPOTS

Proposition de loi tendant à exclure du bénéfice de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 relative à l'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation les concurrents participant à des compétitions de sport automobile ou motocycliste, à raison des risques inhérents à ce type d'épreuves et tacitement acceptés, ainsi que les officiels (n° 2255) [5 octobre 1995].

Proposition de loi tendant à aider les associations sportives, à l'exclusion des clubs professionnels, en les autorisant sous certaines conditions à vendre des boissons alcoolisées lors des compétitions (n° 2323) [6 novembre 1995].

Proposition de loi permettant la création d'un Fonds national de compensation en faveur du sport (n° 2984) [5 septembre 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Expériences des pays** : moyens financiers ; actions de la DATAR [15 novembre 1995] (p. 3757, 3758).

- **Subventions aux compagnies théâtrales** : légalité des aides des collectivités territoriales [12 mars 1996] (p. 1508).

orales sans débat :

- n° 1142, posée le 18 juin 1996 : **frais de déplacement des agents territoriaux** (p. 4444). Appelée le 26 juin 1996 : remboursement (p. 4856).

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant transposition de la directive n° 93/7 du 15 mars 1993 du Conseil des Communautés européennes relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre (n° 2162).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [26 juillet 1995] :

Collectivités locales : patrimoine : protection (p. 1342).

Patrimoine :

- trésor national : définition (p. 1342) ;

- trésor national : indemnité due au détenteur de bonne foi (p. 1342) ;

- trésor national : obligation de prendre les mesures nécessaires à la conservation et à la production des biens (p. 1342) ;

- trésor national : vol : statistiques (p. 1342).

Discussion des articles [26 juillet 1995] :

Article 11 (définition de la sortie illicite du territoire français) :

- ses observations (p. 1348).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et francophonie. - *Questions* [27 octobre 1995] :

Aménagement du territoire : rééquilibrage entre Paris et la province (p. 2680).

Politique culturelle : entretien du patrimoine : subvention aux orchestres régionaux : action culturelle extérieure : villa Médicis (p. 2680).

Jeunesse et sports. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [13 novembre 1995] :

Associations : bénévolat (p. 3528).

Comptes spéciaux du Trésor :

- Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA) (p. 3528) ;

- Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 3528).

Impôts et taxes :

- jeux et paris : Française des jeux (p. 3528) ;

- droits de consommation sur les tabacs (p. 3528) ;

- TVA (p. 3529).

Lois : loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme (loi Evin) (p. 3528).

Sports :

- emplois sportifs : emplois de proximité : plan sport-emploi (p. 3528) ;

- Grand Stade de Saint-Denis : coupe du monde de football (p. 3528).

Questions :

Collectivités locales : équipements sportifs : création d'une agence de réhabilitation (p. 3537).

Sports : football : pécule versé aux joueurs en fin de carrière (p. 3538).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Après l'article 59 :

- *soutient* l'amendement n° 325 de M. Jacques Blanc (prélèvement au profit du Fonds national pour le développement du sport au taux de 3 % sur les sommes mises aux jeux exploités par la Française des jeux) (p. 3836) : adopté (p. 3839) ;

– son amendement n° 263 (création au profit du Fonds national pour le développement du sport d'une taxe de 1 centime par cigarette vendue en France) : retiré (p. 3839).

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).**

Principaux thèmes développés [14 novembre 1995] :

Hôpitaux et cliniques : centres hospitaliers régionaux universitaires (CHRU) (p. 3632).

Jeunes : éducation pour la santé : crédits pour les sports (p. 3632).

Professions médicales et paramédicales : médecins libéraux : excédent : *numerus clausus* : reconversion (p. 3632).

– **Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 novembre 1995] (p. 3999) :

Entreprises.

Formation.

Professions médicales : médecins.

SAMU.

Sapeurs-pompiers volontaires.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Après l'article 27 :

– *soutient* les amendements n° 67, 66 et 65 de M. Jacques Blanc (prélèvement, de respectivement 3 %, 2,9 % et 2,8 %, au profit du Fonds national pour le développement du sport sur les sommes mises aux jeux exploités par la Française des jeux) (p. 4704) : retirés (p. 4705) ;

– *soutient* l'amendement n° 64 de M. Jacques Blanc (prélèvement au profit du Fonds national pour le développement du sport au taux de 2,7 % sur les sommes mises aux jeux exploités par la Française des jeux) (p. 4704) : adopté (p. 4705).

Seconde délibération de l'article 29 et, pour coordination, de l'article 7 et de l'état A.

Article 29 (prélèvement au profit du Fonds national pour le développement du sport sur les sommes mises aux jeux exploités par la Française des jeux) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) (p. 4706).

– **Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 février 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

– *favorable* à l'amendement n° 44 rectifié de M. Jean Ueberschlag (création d'un Conseil national de l'apprentissage au sein du Comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue) (p. 644).

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).**

Première lecture :

Discussion des articles [14 et 19 mars 1996] :

Après l'article 7 quater :

– *son amendement* n° 44 (composition de l'Ordre national des chirurgiens-dentistes) (p. 1700) : adopté (p. 1701).

Article 1^{er} (suite) précédemment réservé (*coopération internationale en matière médicale*) :

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 102 du Gouvernement (exigence d'une expérience hospitalière et universitaire de trois ans) à l'amendement n° 4 rectifié de la commission (harmonisation rédactionnelle des dispositions de l'article 3 de la loi du 4 février 1995 ; distinction entre les médecins venant exercer des fonctions d'enseignement et de recherche et les jeunes diplômés venus compléter leur formation) (p. 1708).

Après l'article 1^{er} :

– *ses observations* sur l'amendement n° 6 précédemment réservé de la commission (acquisition dans un centre de soins agréé de l'expérience requise pour l'installation des infirmiers libéraux) (p. 1710).

Après l'article 2 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 60 rectifié précédemment réservé de M. Bernard Accoyer (situation des manipulateurs non diplômés du secteur privé) (p. 1713).

Article 19 (création d'une catégorie de contrats à durée déterminée ne pouvant excéder cinq ans) :

– *soutient* les amendements identiques n° 71 de M. Dominique Paillé et 80 de M. Jean-Pierre Cave (de suppression) : adoptés (p. 1724).

Après l'article 19 :

– *favorable* à l'amendement n° 79 de M. Jean de Lipkowski (utilisation du chèque emploi-service pour la rémunération des salariés occupant des emplois saisonniers dans le secteur de la conchyliculture) (p. 1725).

Après l'article 24 :

– *favorable* aux amendements identiques n° 23 rectifié de la commission et 54 de M. Rémy Auchédé (vente d'alcools dans les enceintes sportives) (p. 1789).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Article 25 supprimé par le Sénat (*vente d'alcools dans les enceintes sportives*) :

– *favorable* (p. 2803) ;

– *favorable* aux amendements identiques n° 22 de la commission, 5 corrigé de M. Bernard Murat, 27 de M. Marcel Roques et 40 de M. Maxime Gremetz (rétablissement de l'article) (p. 2805).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [15 mai 1996] (p. 3167) :

Boissons et alcools : associations sportives : buvettes.

LANG (Pierre)

Député de la Moselle

(6^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission d'enquête sur les sectes [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à actualiser la loi locale de chasse régissant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 2639) [26 mars 1996].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Bernard Schreiner, tendant à actualiser la loi locale de chasse régissant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 1803) [26 mars 1996].

DÉPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur :

1° la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 2639), tendant à actualiser la loi locale de chasse régissant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ;

2° la proposition de loi (n° 1803) de M. Bernard Schreiner, tendant à actualiser la loi locale de chasse régissant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle,

(n° 2798) [21 mai 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Houillères de Lorraine** : délocalisation du siège social des Charbonnages de France [12 décembre 1995] (p. 5007).

- **Législation européenne en matière de chasse** : dates de fermeture [20 février 1996] (p. 991).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie et commerce extérieur. - *Questions* [10 novembre 1995] :

Energie : Charbonnages de France (p. 3388, 3389).

Régions : Lorraine (p. 3389).

- **Proposition de loi tendant à actualiser la loi locale de chasse régissant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle** (n° 2639).

Rapporteur de la commission de la production.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 juin 1996] :

Administration : cahier des charges type arrêté par le préfet du département (p. 4121).

Animaux : préservation des espèces ; fermeture de la chasse aux oiseaux migrateurs (p. 4121).

Assurances : cotisations d'accidents du travail des exploitants agricoles (p. 4120).

Chasse et pêche :

- droit des propriétaires ; gestion des territoires de chasse par les communes (p. 4120) ;

- lots de chasse intercommunaux, domiciliation des adjudications (p. 4121).

Communes : produit des locations et ressources fiscales (p. 4121).

LANGENIEUX-VILLARD (Philippe)

Député de l'Isère

(5^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [J.O. du 30 juillet 1995] (p. 11404).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [J.O. du 30 juillet 1995] (p. 11404).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 25 novembre 1995] (p. 17287).

Membre de la commission d'enquête sur les aides à l'emploi [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

DÉPOTS

Proposition de loi constitutionnelle visant à renforcer l'initiative législative du Parlement (n° 2143) [6 juillet 1995].

INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi** (n° 2173).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juillet 1995] :

Administration : service public de l'emploi (p. 1412).

Formation professionnelle : apprentissage : Comité départemental pour l'emploi et la formation (p. 1412).

Impôts et taxes : taxation des revenus du capital (p. 1411).

Lois : législation sociale : simplification (p. 1412).

Politique de l'emploi : création d'emplois (p. 1412).

Politique économique : politique du donnant-donnant (p. 1411).

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale** (n° 2174).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173) [27 juillet 1995].

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique du Pakistan en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole)** (n° 1895).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [14 février 1996] (p. 850) :

Enfants : travail des enfants ; convention sur le droit des enfants.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire** (n° 2575).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Article 12 A précédemment réservé (*thermalisme*) :

- favorable (p. 2820).

LAPP (Harry)

Député du Bas-Rhin

(1^{re} circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **TGV-Est** : financement [24 octobre 1995] (p. 2355, 2356).
- **Régime fiscal de la transmission d'entreprises** : droits de mutation : réglementation [17 janvier 1996] (p. 78, 79).
- **Complexité des bulletins de paye** : RDS : mode de calcul [21 février 1996] (p. 1030).

orales sans débat :

- n° 621, posée le 6 juin 1995 : **politique du logement** (p. 440). Appelée le 15 juin 1995 : nouvelles orientations (p. 517, 518).
- n° 673, posée le 3 octobre 1995 : **sessions du Parlement européen** (p. 1571). Appelée le 5 octobre 1995 : accords d'Edimbourg : respect (p. 1677, 1678).
- n° 736, posée le 28 novembre 1995 : **situation des élus consulaires** (p. 4182). Appelée le 7 décembre 1995 : chambres de commerce et d'industrie : composition : chefs d'entreprise : délit d'ingérence (p. 4724).
- n° 838, posée le 30 janvier 1996 : **orphelins chinois** (p. 434). Appelée le 8 février 1996 : droits de l'enfant ; attitude de la France (p. 742).
- n° 865, posée le 6 février 1996 : **assujettissement des spectacles à la TVA** (p. 626). Appelée le 15 février 1996 : taux (p. 911).
- n° 932, posée le 12 mars 1996 : **siège du Parlement européen** (p. 1530). Appelée le 21 mars 1996 : tenue des sessions à Strasbourg ; accords d'Edimbourg (p. 1894).
- n° 983, posée le 16 avril 1996 : **droit local en Alsace-Moselle** (p. 2272). Appelée le 18 avril 1996 : organismes de sécurité sociale : restructuration (p. 2372).
- n° 1013, posée le 23 avril 1996 : **Caisse nationale des barreaux français** (p. 2478). Appelée le 2 mai 1996 : financement (p. 2744).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
[18 octobre 1995] :

Emploi :

- charges sociales : allègement (p. 1953) ;
- chômage (p. 1953).

Entreprises : transmissions d'entreprises : régime fiscal (p. 1953).

Etat : réforme (p. 1953).

Finances publiques :

- crédits : réduction (p. 1953) ;
- déficits publics et sociaux (p. 1953) ;
- dette publique (p. 1953) ;
- prélèvements obligatoires (p. 1953).

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 1953).

Personnes âgées : prestation autonomie (p. 1953).

Politique économique et sociale : réformes (p. 1953).

Sécurité sociale : protection sociale : financement : réforme (p. 1953).

*Deuxième partie :***Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat. - Questions** [30 octobre 1995] :

Organismes et structures : Agence nationale pour la création d'entreprises (p. 2808).

- Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).*Première lecture :*

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
[22 mai 1996] (p. 3353) :

Artisanat.

Entreprises : plan PME, prêts bonifiés.

Formation professionnelle : apprentissage et qualification professionnelle.

Urbanisme commercial.

Villes : centres villes.

- Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).*Deuxième lecture :*

Discussion des articles [29 mai 1996] :

Article 1^{er} A (art. 2 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : adjonction d'un 17^e membre, vice-président, au Conseil de la concurrence) :

- ses observations (p. 3552).

Article 1^{er} D (art. 10-1 nouveau de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : offre ou vente aux consommateurs à prix abusivement bas) :

- son amendement n° 47 (cas des enregistrements sonores) : retiré (p. 3564).

LARRAT (Gérard)

Député de l'Aude

(1^{re} circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission d'enquête sur les sectes [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer un système de protection sociale au titre de la dépendance (n° 2221) [20 septembre 1995].

Proposition de loi réglementant l'activité de mandataire en vente de véhicules terrestres à moteur (n° 2431) [12 décembre 1995].

Proposition de loi relative à l'activité de mandataire en vente de véhicules automobiles neufs (n° 2983) [5 septembre 1996].

INTERVENTIONS

- Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (COM [94] 117 final/n° E-401) (n° 2019).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique
[29 juin 1995] :

Aménagement du territoire (p. 769, 770).

- Communautés européennes et Union européenne :
- casier viticole et contrôle vitivinicole (p. 770) ;
 - organisation commune du marché et vins de qualité pour les régions déterminées (p. 769, 770) ;
 - programmes régionaux d'adaptation de la viticulture (p. 769).

Viticulture française : excédents structurels, distillation et arrachage (p. 769).

- **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les agissements liberticides de certaines associations dites sectes (n° 1768).**

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [29 juin 1995] (p. 784) :

Famille.

Sectes.

Vote pour du groupe UDF (p. 784).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 mars 1996] :

Après l'article 42 :

- son amendement n° 249 : non soutenu (p. 1380).

- **Projet de loi relatif à la Fondation du patrimoine (n° 2691).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 avril 1996] (p. 2703) :

Administration : ministère de la culture : direction du patrimoine.

Affaires étrangères : Royaume-Uni : National trust.

Entreprises : mécénat.

Fondation du patrimoine :

- rôle et moyens : partenariat : « effet de levier » ;
- statut juridique.

Lois : loi de programme n° 93-1437 du 31 décembre 1993 relatif au patrimoine monumental.

Patrimoine :

- conservation : rôle de l'Etat : Caisse nationale des monuments historiques et des sites ;
- définition : « patrimoine de proximité » : patrimoine rural.

Discussion des articles [30 avril 1996] :

Article 2 (objet de la Fondation du patrimoine) :

- son amendement n° 5 (rédactionnel) : retiré (p. 2712).

- **Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).**

Première lecture :

Discussion des articles [23 mai 1996] :

Article 10 (Commission nationale d'équipement commercial) :

- son amendement n° 195 : non soutenu (p. 3405).

Article 11 (obligation de qualification professionnelle) :

- son amendement n° 196 : non soutenu (p. 3418).

Article 12 (conditions d'exercice de la profession de coiffeur : art. 3, 3-2 et 5 de la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946) :

- son amendement n° 125 (de précision) (p. 3430) : adopté (p. 3432).

Article 14 (protection de la qualité artisanale) :

- son amendement n° 197 : devenu sans objet (p. 3440).

LAUGA (Louis)

Député des Landes

(1^{re} circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [21 octobre 1995] :

Après l'article 15 :

- son amendement n° 24 : non soutenu (p. 2250).

LAZARO (Thierry)

Député du Nord

(6^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Membre du comité d'éthique du loto sportif [J.O. du 8 juillet 1995] (p. 10259).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [13 novembre 1995] :*

Associations : développement et subventions : conventions avec l'Etat (p. 3527).

Collectivités locales : équipements sportifs : subventions (p. 3527).

Enfants : aménagement des rythmes scolaires (p. 3527).

Impôts et taxes : droits de consommation sur les tabacs (p. 3528).

Jeunes :

- formation et information jeunesse : opération défi-jeunes : stages et emplois de vacances (p. 3528) ;
- insertion sociale : lutte contre l'exclusion et la toxicomanie (p. 3528) ;
- Offices franco-allemand et franco-québécois pour la jeunesse (p. 3527).

Ministère de la jeunesse et des sports :

- crédits ; effectifs (p. 3527) ;
- services déconcentrés ; centres régionaux d'éducation physique et sportive (CREPS) : crédits (p. 3527).

Sports :

- emplois sportifs : emplois de proximité : plan sport-emploi (p. 3527) ;
- Grand Stade de Saint-Denis : coupe du monde de football (p. 3528) ;
- jeux Olympiques d'Atlanta (p. 3528) ;
- promotion du sport et pratique sportive : actions partenariales pour les loisirs et l'insertion : crédits (p. 3527) ;
- sports mécaniques (p. 3528).

Vote des crédits :

- favorable à l'amendement n° 336 de M. Jean-Yves Haby (réduction des crédits de 5,5 millions de francs) (p. 3542)

LECCIA (Bernard)

Député des Bouches-du-Rhône

(7^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 19 octobre 1995] (p. 15270).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Lutte contre l'intégrisme** : terrorisme : intégrisme musulman [21 juin 1995] (p. 570).
- **Pacte pour la ville** : modalités de mise en œuvre [23 janvier 1996] (p. 184, 185).

LE DEAUT (Jean-Yves)

Député de la Meurthe-et-Moselle

(6^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Affaires étrangères : immigration) [4 juillet 1995].

Membre de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France [J.O. du 18 octobre 1995] (p. 15198).

Délégué de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques chargé des relations avec les organismes européens d'évaluation [J.O. du 1^{er} février 1996] (p. 1609).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Affaires étrangères : immigration) [27 juin 1996].

Rapporteur du projet de loi (n° 1727), autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part (n° 2841) [27 juin 1996].

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : tome IV : Affaires étrangères : immigration (n° 2272) [12 octobre 1995].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1727), autorisant la ratification de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun relative à la circulation et au séjour des personnes (n° 2448) [14 décembre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Evènements de Corse** : retour à l'ordre [16 janvier 1996] (p. 8).
- **Situation des artisans** : difficultés des PME [15 mai 1996] (p. 3183).
- **Malintien du service public** : manifestation de soutien [4 juin 1996] (p. 3751).

oraux sans débat :

- n° 895, posée le 5 mars 1996 : **mesures d'aide aux commerçants et artisans** (p. 1195). Appelée le 7 mars 1996 : créations d'emplois : application de la réglementation (p. 1305).
- n° 934, posée le 12 mars 1996 : **politique de la recherche** (p. 1531). Appelée le 21 mars 1996 : financement (p. 1900).

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'application des accords de Schengen.**

Principaux thèmes développés [11 octobre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne :

- conférence intergouvernementale et réforme des institutions (p. 1799) ;
- justice européenne (p. 1800).

Drogue ; Pays-Bas : législation (p. 1798).

Etrangers :

- immigration clandestine (p. 1798, 1800) ;
- visas (p. 1798).

Informatique : système d'information Schengen (p. 1798, 1799).

Police : police de l'air et des frontières ; coopération policière (p. 1800).

Terrorisme (p. 1798).

Traités et conventions : Accords de Schengen du 14 juin 1985 et convention d'application du 19 juin 1990 : entrée en vigueur (p. 1798).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987, relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté le 25 novembre 1992 à Copenhague (n° 1796).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 octobre 1995] :

Agriculture : bromure de méthyle : utilisation (p. 1849).

Air : couche d'ozone (p. 1849).

Industrie : produit de substitution aux CFC (p. 1849).

Protocole de Montréal du 16 septembre 1987 et amendement de Copenhague du 25 novembre 1992 (p. 1849).

Aménagement du territoire, équipement et transports. -*Questions* [25 octobre 1995] :

Transports terrestres : TGV-Est (p. 2496).

Education nationale, enseignement supérieur et recherche. -*Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [9 novembre 1995] :

Bourses et allocations d'étude et d'enseignement (p. 3306).

Cyclé universitaire :

- premier cycle (p. 3305) ;
- second et troisième cycles (p. 3305).

Enseignement supérieur : situation, effectifs et crédits : loi de programmation (p. 3305).

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 3306).

Recherche :

- enseignants-chercheurs : attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) (p. 3306) ;
- ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA) (p. 3306) ;
- restructuration et crédits : évolution des agrégats : coordination (p. 3305) ;
- situation de la recherche française : brevets : usage de la langue française (p. 3305).

Recherche : établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) :

- Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 3306) ;
- Institut national de recherche agronomique (INRA) (p. 3305).

Recherche médicale : Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) (p. 3305).

Universités : crédits : gestion : rationalisation ; correction des inégalités ; contrôles (p. 3306).

Rappel au règlement : s'estime directement interpellé par le ministre et souhaite pouvoir lui répondre (p. 3317).**Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. -***Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour l'immigration* [12 novembre 1995] :

Défense : pilotes français détenus en Bosnie (p. 3443).

Etrangers :

- convention de Schengen (p. 3432, 3433) ;
- immigration ; intégration ; droit d'asile (p. 3431 à 3433) ;
- Office français pour les réfugiés et apatrides (p. 3432, 3433).

Europe centrale et de l'Est (p. 3433).

Ministère :

- crédits (p. 3443) ;
- service central de l'état civil de Nantes (p. 3443).

Rappel au règlement : regrette l'absence du ministre délégué aux affaires européennes pour répondre aux questions directement posées à lui dans la procédure des questions du budget des affaires européennes [12 novembre 1995] (p. 3471).*Vote des crédits* :**Etat B, titre III :**

- défavorable à l'amendement n° 255 rectifié de M. Michel Inchauspé (réduction des crédits) (p. 3472).

Etat B, titre IV :

- défavorable à l'amendement n° 256 rectifié de M. Michel Inchauspé (réduction des crédits) (p. 3474) ;

- défavorable à l'amendement n° 198 du Gouvernement (réduction des crédits) (p. 3475).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères, sur le politique européenne de la France à la veille du Conseil européen de Madrid et débat sur cette déclaration (n° 2441).*Principaux thèmes développés* [13 décembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : politique étrangère et de sécurité commune (p. 5074).

Parlement : parlements nationaux (p. 5075).

Ex-Yougoslavie (p. 5074, 5075).

- Débat sur la reprise, par la France, des essais nucléaires.*Principaux thèmes développés* [13 décembre 1995] :

Affaires étrangères :

- contexte géopolitique (p. 5123) ;
- prolifération nucléaire (p. 5124).

Armements nucléaires :

- dissuasion nucléaire (p. 5123) ;
- essais nucléaires (p. 5124) ;
- missile M 45 (p. 5124) ;
- simulation : programme PALEN (p. 5124).

Commerce extérieur : boycott des produits français (p. 5124).

Communautés européennes et Union européenne : politique étrangère et de sécurité commune (p. 5124).

Organismes et structures : Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (p. 5124).

Traités et conventions : traité de non-prolifération nucléaire (p. 5124).

- Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun relative à la circulation et au séjour des personnes (n° 1727).

Rapporteur suppléé par M. Pierre Garmendia.

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes, sur la préparation et les perspectives de la conférence intergouvernementale et débat sur cette déclaration (n° 2634).*Principaux thèmes développés* [13 mars 1996] :

Affaires étrangères :

- Moyen-Orient (p. 1551) ;
- Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (p. 1549, 1551) ;
- Union de l'Europe occidentale (p. 1551) ;
- ex-Yougoslavie (p. 1551).

Communautés européennes et Union européenne :

- élargissement (p. 1546) ;
- institutions et conférence intergouvernementale (p. 1549, 1550) ;
- politique agricole commune (p. 1552).

Emploi (p. 1551).

Etrangers : immigration clandestine ; convention de Schengen (p. 1551).

Rappel au règlement : s'indigne que le Premier ministre ne soit pas présent dès le début du débat relatif à la réforme des institutions de l'Union européenne et demande une suspension de séance (p. 1560).*Son intervention au nom du groupe socialiste* : fait remarquer à Mme Nicole Catala, président de séance, qu'elle a pu vérifier la délégation de vote du groupe socialiste exigeant une suspension de séance et qu'en conséquence cette dernière est de droit (p. 1562).*Son interruption au nom du groupe socialiste* : exige une interruption de séance et à défaut une suspension (p. 1567).

Son intervention au nom du groupe socialiste : souhaite, malgré la décision du Bureau, que d'autres parlementaires puissent s'exprimer sur la réforme des institutions européennes (p. 1584).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État d'Israël en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 2514).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [26 mars 1996] (p. 2000) :

Affaires étrangères : processus de paix au Moyen-Orient.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Albanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 2497).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [26 mars 1996] (p. 2005) :

Albanie.

Banques et établissements financiers : COFACE.

Langue française : alliances françaises.

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur les Etats généraux de l'Université et débat sur cette déclaration (n° 2795).**

Principaux thèmes développés [21 mai 1996] :

Emploi : chômage : jeunes diplômés (p. 3269).

Etudiants : statut : aides sociales de l'Etat : bourses : allocation logement : couverture sociale (p. 3270).

Recherche (p. 3270).

Universités :

- gestion : autonomie : évaluation (p. 3271) ;
- moyens et financement : créations de postes (p. 3270) ;
- personnels : enseignants et IATOS (p. 3270) ;
- plan Université 2000 (p. 3270) ;
- pôle Léonard-de-Vinci (p. 3271) ;
- rayonnement international : maîtrise des langues (p. 3270)
- recherche universitaire (p. 3270) ;
- réforme : concertation : Etats généraux : référendum (p. 3269) ;
- tutorat (p. 3271).

- **Déclaration du Gouvernement sur la SNCF présentée par Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports et M. Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme (n° 2875).**

Principaux thèmes développés [11 juin 1996] (p. 4107, 4108) :

Aménagement du territoire.

Assemblée nationale : amendements : recevabilité financière.

Etat : rôle.

Finances publiques.

Transports :

- modes de transports : concurrence ;
- transport combiné.

Transports ferroviaires :

- fret ;
- infrastructures : financement ;
- régionalisation ;

- service public ferroviaire ;
- SNCF : avenir : situation financière ;
- TGV.

- **Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [12 juin 1996] :

Ses observations sur le rappel au règlement de : *Brard (Jean-Pierre)* : propose une brève suspension de séance afin de prendre connaissance de l'avis du Conseil d'Etat [12 juin 1996] (p. 4156).

Son intervention (p. 4182).

Principaux thèmes développés :

Air :

- effet de serre : ozone (p. 4182) ;
- plans régionaux de la qualité de l'air (p. 4184) ;
- pollution atmosphérique (p. 4182) ;
- réseaux de surveillance (p. 4184).

Automobiles et cycles : véhicules propres (p. 4184).

Conseil d'Etat : avis : communication (p. 4183).

Environnement : circulation automobile (p. 4183).

Impôts et taxes :

- taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 4184) ;
- vignette automobile : taxe sur les cartes grises (p. 4184).

Santé publique (p. 4183).

Transports ferroviaires (p. 4184).

Transports routiers (p. 4184).

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 4183).

Rappel au règlement : s'étonne qu'un des principaux amendements du groupe socialiste ait été déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution alors qu'un amendement similaire a été examiné au Sénat [12 juin 1996] (p. 4208).

Discussion des articles [13 et 14 juin 1996] :

Article 2 (définition de la pollution atmosphérique) :

- *ses observations* (p. 4272).

Après l'article 2 :

- *favorable* à l'amendement n° 189 de M. Jean-Jacques Weber (création d'un Conseil national pour la qualité de l'air) (p. 4276) ;
- *favorable* à l'amendement n° 328 de M. Christian Bataille (création d'un Conseil national pour la qualité de l'air) (p. 4276) ;
- *favorable* à l'amendement n° 219 corrigé de M. Pierre Albertini (création d'un Conseil national pour la qualité de l'air) (p. 4276).

Article 3 (organisation de la surveillance de la qualité de l'air) :

- *ses observations* (p. 4278) ;
- *soutient* l'amendement n° 333 de M. Christian Bataille (définition des objectifs de qualité, des seuils d'alerte et des valeurs limites) : devenu sans objet (p. 4287) ;
- *son* amendement n° 335 (mise en place au 1^{er} janvier 1997 d'un dispositif de surveillance dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants) (p. 4287) : rejeté après rectification (p. 4288) ;
- *soutient* l'amendement n° 336 de Mme Ségolène Royal (validité des agréments au regard de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : rejeté (p. 4291).

Article 4 (droit à l'information) :

- ses observations sur les amendements identiques n° 197 corrigé de M. Jean-Paul Fuchs et 374 corrigé de Mme Ségolène Royal (diffusion des informations et publication d'un rapport par l'Agence de l'environnement et la maîtrise de l'énergie) (p. 4294) ;
- soutient l'amendement n° 412 de Mme Ségolène Royal (rôle de l'Etat en matière d'information) : retiré (p. 4296) ;
- ses observations sur l'amendement n° 166 de la commission des affaires culturelles (suppression de la possibilité pour l'autorité administrative de déléguer aux organismes de surveillance la mise en œuvre de l'information) (p. 4297).

Article 6 (définition et contenu du plan régional) :

- ses observations sur l'amendement n° 376 de Mme Ségolène Royal (contenu des orientations du plan) (p. 4303).

Article 9 (champ d'application et procédure d'élaboration du plan) :

- ses observations (p. 4311).

Article 12 (mesures prises dans le cadre de la procédure d'alerte) :

- favorable à l'amendement n° 382 de Mme Ségolène Royal (restriction à la circulation des véhicules diesel et des véhicules ne transportant qu'un seul passager) (p. 4322).

Après l'article 12 :

Observations : s'étonne que l'amendement n° 414 de M. Georges Sarre n'ait pas été discuté [14 juin 1996] (p. 4331).

Après l'article 13 :

- favorable à l'amendement n° 442 de M. Jacques Vernier (gratuité d'accès aux transports collectifs en cas de dépassement des seuils de pollution et de déclenchement de la procédure d'alerte) (p. 4332).

Assemblée nationale : amendements : recevabilité financière (p. 4332).

Article 14 (modifications des dispositions relatives aux plans de déplacements urbains) :

- ses observations (p. 4334).

Article 28 de la loi du 30 décembre 1982 :

- favorable à l'amendement n° 95 de la commission (élaboration du plan dans un délai de deux ans à compter de la publication de la loi pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants) (p. 4337).

Article 28-1 de la loi du 30 décembre 1982 :

- favorable aux amendements identiques n° 96 de la commission et 270 de M. Jean-Pierre Brard (orientation prioritaire portant sur la diminution du trafic automobile) (p. 4338).

Article 28-2 de la loi du 30 décembre 1982 :

- soutient l'amendement n° 386 de Mme Ségolène Royal (consultation obligatoire des représentants des usagers des transports et des associations agréées de protection de l'environnement) (p. 4340) : rejeté (p. 4341).

Article 28-3 de la loi du 30 décembre 1982 :

- soutient l'amendement n° 353 de M. Christian Bataille (modification de la procédure d'élaboration du plan dans la région Ile-de-France) (p. 4344) : rejeté (p. 4347).

Article 19 (mesures destinées à réduire la consommation d'énergie et à prévenir les émissions polluantes. - Incorporation d'un taux minimal d'oxygène dans les carburants et combustibles liquides. - Teneur maximale des carburants en divers produits polluants ou toxiques) :

- ses observations (p. 4354) ;
- soutient l'amendement n° 354 de M. Christian Baraille (contenu des décrets en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 4355) ;

- soutient l'amendement n° 356 de Mme Ségolène Royal (de suppression du dernier alinéa [3°] du II de l'article) : adopté (p. 4356) ;

- favorable à l'amendement n° 112 de la commission (implication des producteurs de produits générant des effluents gazeux et des distributeurs de carburants et de combustibles fossiles dans la lutte contre la pollution de l'air) (p. 4357) ;

- son amendement n° 355 (fixation du taux minimal d'oxygène) : devenu sans objet (p. 4359) ;

- soutient l'amendement n° 43 corrigé de M. Philippe Legras (utilisation du bois comme matériau de construction) (p. 4359) : adopté (p. 4360).

Article 20 (prescriptions pouvant être imposées par les autorités administratives) :

- favorable à l'amendement n° 123 de la commission (limitation des émissions de composés organiques volatils liées au ravitaillement dans les stations-service) (p. 4363).

Article 21 (règles concernant les véhicules et leurs équipements) :

- favorable à l'amendement n° 251 de M. Patrick Trémège (insertion dans le code de la route d'un article 1^{er} A relatif à la protection de la qualité de l'air) (p. 4364) ;

- défavorable à l'amendement n° 126 deuxième rectification de la commission (limitation de la pollution des eaux et de la production de déchets) (p. 4365).

Article 22 (objectifs de la fiscalité des énergies fossiles et financement de la surveillance de la qualité de l'air) :

- ses observations (p. 4375).

Assemblée nationale : amendements : recevabilité financière (p. 4376).

- son amendement n° 359 soutenu par M. Christian Bataille et ses observations (nouvelle définition des objectifs supprimant les références à la compétitivité de l'économie et à la sécurité d'approvisionnement) (p. 4376) : rejeté (p. 4377) ;

- favorable à l'amendement n° 392 de Mme Ségolène Royal (prix des carburants polluants) (p. 4378).

Après l'article 22 :

- ses observations sur l'amendement n° 277 de M. Jean-Pierre Brard (alignement de la fiscalité applicable au gazole sur celle applicable au supercarburant plombé) (p. 4380).

Article 23 (remboursement partiel de la taxe intérieure sur les produits pétroliers en faveur des exploitants de transports publics de voyageurs utilisant des énergies peu polluantes) :

- ses observations sur l'amendement n° 132 de la commission (relèvement des plafonds de remboursement) (p. 4383).

Après l'article 24 :

- son amendement n° 362 (réduction de moitié de la vignette automobile portée progressivement de 5 à 10 ans pour les véhicules diesel et réforme du calcul de la puissance fiscale des véhicules) (p. 4389) : rejeté (p. 4390).

Article 25 supprimé par le Sénat (faculté d'exonération de la « vignette » pour les véhicules électriques ou peu polluants) :

- favorable à l'amendement n° 135 de la commission (rétablissement de l'article avec la faculté pour le conseil général de moduler l'avantage fiscal) (p. 4391).

Article 26 supprimé par le Sénat (faculté d'exonération de la taxe sur les « cartes grises » pour les véhicules électriques ou peu polluants) :

- ses observations sur l'amendement n° 136 de la commission (rétablissement de l'article avec la faculté pour le conseil régional de moduler l'avantage fiscal) (p. 4393).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes sur le sommet européen de Florence et débat sur cette déclaration (n° 2889).

Principaux thèmes développés [18 juin 1996] :

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (p. 4419).

Agriculture : élevage bovin, importations britanniques (p. 4418).

Communautés européennes et Union européenne :

- élargissement (p. 4420) ;
- institutions : Conférence intergouvernementale (p. 4419) ;
- politique étrangère et de sécurité commune (p. 4419) ;
- Union économique et monétaire (p. 4420).

Défense :

- défense européenne (p. 4419) ;
- essais nucléaires (p. 4418).

Emploi (p. 4418).

Parlements nationaux (p. 4419).

Santé publique (p. 4418).

LEFEBVRE (Pierre)

Député de la Sarthe

(4^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. - *Questions* [10 novembre 1995] :

Air : dispositif PRIMEQUAL (p. 3415).

- Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 février 1996] (p. 611) :

Collectivités locales : régions.

Emploi : insertion professionnelle.

Formation professionnelle et promotion sociale :

- apprentissage : généralités ;
- centres de formation d'apprentis : ressources : péréquation ;
- prime à l'apprentissage.

LEFORT (Jean-Claude)

Député du Val-de-Marne

(10^e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre titulaire de la commission des immunités [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à constituer une commission d'enquête sur la part des **responsabilités françaises dans le génocide perpétré au Rwanda** à partir du mois d'avril 1994 (n° 1916) [26 janvier 1995].

Proposition de loi visant à doter la France d'un dispositif de **défense commerciale contre les importations contraires aux intérêts vitaux du pays** (n° 1974) [7 mars 1995].

Proposition de loi sur **l'interdiction de la fabrication et de la commercialisation des mines antipersonnel** (n° 2031) [16 mai 1995].

Proposition de résolution sur les propositions de directives du Conseil concernant des **règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel** (COM [91] 548 final du 21 février 1992/n° E-211) (n° 2998) [26 septembre 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Fonction publique** : durée d'assurance : perspectives [22 novembre 1995] (p. 3989, 3990).

- **Référendum sur l'Europe** : passage à la monnaie unique [7 février 1996] (p. 674).

- **Recherche pharmaceutique** : médicaments contre le cancer [18 juin 1996] (p. 4454).

orales sans débat :

- n° 781, posée le 17 janvier 1996 : **combattants de la guerre d'Espagne** (p. 42). Appelée le 18 janvier 1996 : reconnaissance du titre d'ancien combattant (p. 144, 145).

- n° 1136, posée le 18 juin 1996 : **Office public d'HLM d'Ivry** (p. 4443). Appelée le 26 juin 1996 : équilibre financier (p. 4847).

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement sur la politique européenne et débat d'orientation sur cette déclaration** par M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères (n° 2086).

Principaux thèmes développés [20 juin 1995] :

Communautés européennes et Union européenne :

- couple franco-allemand (p. 535) ;
- défense européenne et Union de l'Europe occidentale (p. 534) ;
- déficit démocratique (p. 533, 535) ;
- élargissement ; partenariat avec les pays de l'Est (p. 535) ;
- institutions (p. 533, 534) ;
- union monétaire (p. 534).

Emploi (p. 534, 535).

Parlements nationaux (p. 535).

- **Proposition de loi** tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un **Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques** (n° 2108).

Discussion des articles [18 juillet 1995] :

Article 3 (création de l'office) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Thomas (appartenance de droit pour un membre de chaque commission permanente, désigné par son bureau, autre que les commissions de finances) (p. 1281) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Arsène Lux (communication des travaux à l'ensemble des parlementaires) (p. 1284).

- **Projet de loi** instituant le **contrat initiative-emploi** (n° 2173).

*Première lecture :**Discussion des articles* [27 juillet 1995] :**Avant l'article 1^{er} :**

- favorable à l'amendement n° 79 de M. Michel Berson (négociation par branche avec les organisations syndicales représentatives portant sur les conditions de mise en œuvre d'un passage de la durée légale hebdomadaire de travail à 37 heures) (p. 1433).
- **Débat sur l'application des accords de Schengen.**

Rappel au règlement : souhaite que les séances à l'initiative des parlementaires aient pour objet une proposition de loi et fait remarquer que les débats sur les questions européennes seraient plus stimulants s'ils étaient conclus par un vote [11 octobre 1995] (p. 1811).

Principaux thèmes développés [11 octobre 1995] :

- Communautés européennes et Union européenne : conférence intergouvernementale et réforme des institutions (p. 1796).
- Coopération et développement : aide aux pays du bassin méditerranéen (p. 1794).
- Drogue ; Pays-Bas : législation (p. 1795, 1796).
- Etrangers :
 - droit d'asile (p. 1795) ;
 - immigration clandestine (p. 1794, 1795).
- Impôts et taxes : fraudes fiscales (p. 1795).
- Informatique : système d'information Schengen (p. 1795).
- Traités et conventions : Accords de Schengen du 14 juin 1985 et convention d'application du 19 juin 1990 : entrée en vigueur (p. 1794).
- Transports : aéroports (p. 1795).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).*Première lecture, première partie :**Discussion des articles* [19, 20 et 21 octobre 1995] :

Article 30 (*évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) :

- son amendement n° 86 rectifié soutenu par M. Daniel Colliard (évolution du prélèvement limitée à la hausse des prix hors tabac ou à l'augmentation moyenne du budget civil de l'Etat) : rejeté (p. 2080).

Article 6 (*réforme des transmissions d'entreprises*) :

- son amendement n° 113 soutenu par M. Daniel Colliard (bénéfice de l'abattement subordonné à l'engagement de conserver l'activité de l'entreprise sans réduction de personnel) (p. 2155) : rejeté (p. 2156).

Article 14 (*modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et aménagement de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures*) :

- son amendement n° 85 soutenu par M. Daniel Colliard (de suppression) : rejeté (p. 2227).

Après l'article 15 :

- son amendement n° 138 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (application d'un taux zéro de TVA aux produits dérivés du sang et au plasma) : rejeté (p. 2264).

- Proposition de résolution sur des propositions de directives communautaires relatives aux services publics :

- propositions de directives du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final du 21 février 1992/n° E-211) ;

- proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications (COM [95] 379 final du 19 juillet 1995/n° E-467) ;

- proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité du service (n° E-474 et E-507) ;

- projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission 90/388/CEE et concernant l'ouverture complète du marché des télécommunications à la concurrence (n° E-508) ;

- communication de la Commission sur le développement des chemins de fer communautaires. - Application de la directive 91/440/CEE. - Nouvelles mesures pour le développement des chemins de fer et une proposition de directive du Conseil modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement des chemins de fer communautaires. - COM (95) 337 final (n° E-510), (n° 2261).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [30 novembre 1995] :

- Electricité de France (p. 4519).
- France Télécom (p. 4519).
- Gaz de France (p. 4519).
- La Poste : généralités (p. 4519, 4520).
- Services publics : missions, égalité d'accès, péréquation tarifaire (p. 4519).
- Transports : SNCF (p. 4519, 4520).

Discussion de l'article unique :

- favorable à l'amendement n° 5 de M. Jacques Vernier (abrogation de l'article 90-3 du traité instituant les Communautés européennes) (p. 4537) ;

- défavorable à l'amendement n° 10 de M. Patrick Hoguet (de suppression partielle) (p. 4537) ;

- défavorable à l'amendement n° 3 de M. Pierre Micaut (assouplissement de la notion d'acheteur unique) (p. 4540).

- Motion de censure déposée par M. Laurent Fabius et soixante-trois membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.

Principaux thèmes développés lors de la discussion [5 décembre 1995] :

Assurance maladie : financement : contribution patronale (p. 4584).

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht (p. 4585).

Politique économique : relance (p. 4585).

Service public : comités d'usagers (p. 4585).

Le groupe communiste vote la censure (p. 4584).

- Rappel au règlement : s'étonne, à l'occasion du débat sur la réforme de la protection sociale, des propos de M. Pierre Mazeaud et indique qu'il ne s'agit pas d'« injonction » au Gouvernement mais simplement de « demande d'information » [9 décembre 1995] (p. 4913).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères, sur la politique européenne de la France à la veille du Conseil européen de Madrid et débat sur cette déclaration (n° 2441).

Principaux thèmes développés [13 décembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne :

- déficit démocratique (p. 5078) ;

- institutions et conférence intergouvernementale (p. 5077, 5078) ;

- politique étrangère et de sécurité commune (p. 5078).

Emploi (p. 5077).

Ex-Yougoslavie (p. 5078).

- Projet de loi constitutionnelle instituant la loi d'équilibre de la sécurité sociale (n° 2455).

*Première lecture :**Discussion des articles* [24 janvier 1996] :**Article 1^{er}** (*institution de la loi d'équilibre de la sécurité sociale*) :

– soutient l'amendement n° 45 de M. Jacques Brunhes (non-application des dispositions de l'article 40 et de l'article 49, alinéa 3, aux lois de financement de la sécurité sociale) (p. 309) : rejeté (p. 311).

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances sur l'Union économique et monétaire et débat sur cette déclaration (n° 2576).**

Principaux thèmes développés [20 février 1996] :

Communautés européennes et Union européenne :

- convergence économique et couple franco-allemand (p. 1010) ;
- élargissement (p. 1009) ;
- monnaie unique, Union économique et monétaire (p. 1008).

Emploi (p. 1008).

Moyens de paiement : stabilité monétaire internationale ; marchés financiers internationaux (p. 1009).

– **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).**

*Première lecture :**Avant la discussion des articles* [5 et 6 juin 1996] :

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par : *Fabius (Laurent)* (p. 3887).

Soutient la motion de renvoi en commission de : *Bocquet (Alain)* (p. 3967).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (p. 3968).

Armée de terre : format (p. 3969).

Armements nucléaires stratégiques :

- dissuasion nucléaire : doctrine et composantes (p. 3969) ;
- missiles M 51 (p. 3969) ;
- simulation : programme PALEN (p. 3969).

Livre blanc sur la défense (p. 3968).

Service national (p. 3967).

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes sur le sommet européen de Florence et débat sur cette déclaration (n° 2889).**

Principaux thèmes développés [18 juin 1996] :

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (p. 4430).

Communautés européennes et Union européenne :

- élargissement (p. 4430) ;
- Europe sociale (p. 4428).

Défense : défense européenne (p. 4429).

Emploi (p. 4429).

Parlements nationaux (p. 4429).

Secteur public (p. 4429).

– **Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).**

Commission mixte paritaire :

Abstention du groupe communiste [26 juin 1996] (p. 4970).

LE FUR (Marc)*Député des Côtes-d'Armor**(3^e circonscription)*

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610) [J.O. du 14 janvier 1995] (p. 737).

Membre de la commission de la production [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 17 juin 1995] (p. 9288).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 17 juin 1995] (p. 9288).

Rapporteur pour avis du projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591) [5 mars 1996].

Membre du Comité de surveillance du Fonds de solidarité vieillesse [J.O. du 7 juillet 1995] (p. 10209).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales [J.O. du 18 juin 1996] (p. 9094).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat [J.O. du 20 juin 1996] (p. 9264).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS

Projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux (n° 2105) [23 juin 1995].

Proposition de loi visant à pénaliser les entreprises délocalisant leurs activités (n° 2196) [28 juillet 1995].

Proposition de loi sur les délais de paiement des produits agricoles et agroalimentaires (n° 2197) [28 juillet 1995].

Proposition de loi tendant à la réduction de la charge fiscale pesant sur les entreprises de travaux agricoles (n° 2198) [28 juillet 1995].

Proposition de loi tendant à supprimer les déductions fiscales extraordinaires accordées à certaines professions au titre des frais professionnels (n° 2231) [20 septembre 1995].

Proposition de loi protégeant le salarié en Contrat à Durée Déterminée en particulier en ne lui opposant pas la clause de non-concurrence s'il trouve un emploi en Contrat à Durée Indéterminée (n° 2534) [7 février 1996].

Avis fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 2591) sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2644) [13 mars 1996].

Proposition de loi reconnaissant l'état de guerre en Algérie (n° 2678) [25 mars 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Retraite des agriculteurs** : montant des pensions [21 février 1996] (p. 1035).

orales sans débat :

- n° 615, posée le 31 mai 1995 : **programme leader**. Appelée le 8 juin 1995 : zones de revitalisation rurale : perspectives ; décret d'application de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (p. 469).
- n° 692, posée le 3 octobre 1995 : **travaux sur la route nationale 164** (p. 1613). Appelée le 12 octobre 1995 : aménagement nouveaux : aides de l'Etat [13 octobre 1995] (p. 1826, 1827).
- n° 900, posée le 5 mars 1996 : **contrats à durée déterminée** (p. 1196). Appelée le 7 mars 1996 : développement excessif (p. 1316).
- n° 1091, posée le 21 mai 1996 : **aide à la création et à la reprise d'entreprises** (p. 3285). Appelée le 28 mai 1996 : conditions d'attributions dans les Côtes-d'Armor (p. 3486).
- n° 1151, posée le 18 juin 1996 : **accueil des handicapés dans les Côtes-d'Armor** (p. 4446). Appelée le 26 juin 1996 : financement ; centres d'aides par le travail (CAT) (p. 4836).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés (n° 1659).**

Première lecture :

Discussion des articles [10 janvier 1995] :

Article 6 (*suppression d'exceptions restreignant le domaine du démarchage*) :

- son amendement n° 21 soutenu par M. Jean-Paul Charié (ventes intervenues lorsque le démarcheur s'est rendu au domicile du client à la demande de ce dernier) (p. 22) : rejeté (p. 23).

Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).*Première lecture :*

Discussion des articles [16 et 17 janvier 1995] :

Article 2 (*compétences et missions des services d'incendie et de secours*) :

- son amendement n° 77 : non soutenu (p. 105).

Article 5 (*composition des corps des sapeurs-pompiers*) :

- ses observations (p. 119) ;
- son amendement n° 78 rectifié (conditions de l'inclusion des sapeurs-pompiers volontaires dans le corps départemental) (p. 120, 121) : devenu sans objet (p. 123) ;
- son amendement n° 127 (de conséquence) : adopté (p. 124).

Article 9 (*gestion des sapeurs-pompiers volontaires officiers*) :

- son amendement n° 79 (de conséquence) : adopté après modifications (p. 127).

Article 10 (*gestion des sapeurs-pompiers volontaires sous-officiers*) :

- son amendement n° 80 (nomination dans les corps communaux ou intercommunaux conjointement par les autorités de l'Etat et le maire ou le président de l'établissement public) (p. 127) : adopté après modifications (p. 128).

Article 13 (*transfert des sapeurs-pompiers volontaires*) :

- son amendement n° 81 (de conséquence) : adopté (p. 130).

Article 14 (*rattachement au corps départemental de certains sapeurs-pompiers volontaires*) :

- son amendement n° 82 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 131).

Article 26 (*composition du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours*) :

- son amendement n° 128 (répartition des sièges au prorata des contributions du conseil général et des communes) (p. 138) : rejeté (p. 139) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 101 de M. Paul-Louis Tenaillon (présidence par le président du conseil général) (p. 139) ;
- son amendement n° 84 (élection des représentants du département à la représentation proportionnelle au plus fort reste) : retiré (p. 141) ;
- son amendement n° 85 (participation avec voix consultative d'un officier des sapeurs-pompiers représentant le service de santé) : devenu sans objet (p. 141).

Article 29 (*élection du président et vice-président*) :

- son amendement n° 93 (élection du président après chaque renouvellement des conseils municipaux et des conseils généraux) (p. 143) : rejeté (p. 144) ;
- son amendement n° 94 (choix du président parmi les maires ; incompatibilité avec la fonction de président du conseil général) : retiré (p. 144).

Article 31 (*délibération du conseil d'administration*) :

- son amendement n° 95 et *soutient* les amendements identiques n° 10 de M. Jean Besson, 109 de M. Jean Geney, 138 de M. Jacques Péliard (p. 152) (adoption de toute délibération à la majorité simple) : rejetés (p. 153).

Avant l'article 40 :

- son amendement n° 96 (intitulé du titre III) : réservé après les amendements portant articles additionnels après l'article 41 (p. 158) : devenu sans objet (p. 160).

Article 40 (*droit à la formation des sapeurs-pompiers volontaires*) :

- son amendement n° 97 (fixation des conditions de mise en œuvre par décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 159).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [15 février 1996] :

Article 29 (*présidence du conseil d'administration*) :

- *favorable* aux amendements identiques n° 13 du Gouvernement et 45 de M. Bernard Derosier (élection du président du conseil d'administration) (p. 968).

Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).*Commission mixte paritaire :*

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [17 janvier 1995] :

BAPSA :

- cotisations sociales (p. 174) ;
- pensions de réversion (p. 174).

Commerce extérieur : négociations et accords du GATT (p. 173).

Emploi : salariés agricoles (p. 174).

Impôts locaux : impôt sur le foncier non bâti (p. 174).

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).**

Première lecture :

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Après l'article 6 :

- son amendement n° 67 (incompatibilité du mandat parlementaire avec les fonctions de président d'un conseil régional ou général ou de maire d'une commune de plus de 30 000 habitants) (p. 956, 957) : rejeté (p. 959).

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60 % à 20,60 % le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995 (n° 2148).**

Première lecture :

Seconde délibération de l'article unique [12 juillet 1995] :

- favorable à l'amendement n° 2 du Gouvernement (suppression du paragraphe VI de l'article unique relatif à l'exemption, à titre temporaire, des ventes de bovins mâles) (p. 1048).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).**

Première lecture :

Discussion des articles [17 juillet 1995] :

Après l'article 4 :

- son amendement n° 64 soutenu par M. Gilles Carrez (application de la réduction d'impôt prévue en cas de souscription au capital de sociétés non cotées lorsque le souscripteur est une société ne faisant pas publiquement appel à l'épargne et dont le capital est intégralement souscrit par des personnes physiques) : retiré (p. 1139).

Article 18 (réduction des droits de mutation à titre onéreux pour les acquisitions de logements) :

- son amendement n° 86 rectifié : non soutenu (p. 1208) ;
- son amendement n° 242 (compensation intégrale par l'Etat des pertes de recettes pour les collectivités locales) : devenu sans objet (p. 1210).

Article 24 (reconfiguration de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise) :

- son amendement n° 65 (de suppression) (p. 1236) : rejeté (p. 1237).

- **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).**

Commission mixte paritaire :

Texte de la commission mixte paritaire [26 juillet 1995] :

- défavorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (amnistie des infractions en matière d'interruption volontaire de grossesse autres que le délit d'entrave) (p. 1337).

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale (n° 2174).**

Première lecture :

Discussion des articles [28 juillet 1995] :

Article 1^{er} (réduction des cotisations sociales patronales sur les bas salaires) :

- son amendement n° 9 : non soutenu (p. 1516).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 octobre 1995] :

Assemblée nationale : commission des finances : travaux (p. 1948).

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence : monnaie unique (p. 1948).

Culture : Bibliothèque nationale de France (p. 1948).

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux (p. 1948) ;
- dette publique (p. 1948).

Impôt sur le revenu :

- abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 1948) ;
- concubinage (p. 1948).

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1948).

Impôts et taxes : justice sociale (p. 1948).

Première partie, discussion des articles [19, 20 et 21 octobre 1995] :

Après l'article 2 :

- son amendement n° 8 précédemment réservé (suppression des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels) (p. 2028) : retiré (p. 2036).

Après l'article 5 :

- son amendement n° 80 (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des objets d'antiquité, d'art ou de collection) (p. 2114) : rejeté (p. 2117).

Article 11 (cotisation minimum de taxe professionnelle) :

- son sous-amendement n° 535 (non-prise en compte de la réduction de la dotation budgétaire de l'Etat pour la détermination des concours aux collectivités locales dans le cadre du pacte de stabilité) (p. 2206) à l'amendement n° 162 de la commission (versement du supplément d'imposition au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle et réduction à due concurrence de la dotation budgétaire de l'Etat à ce fonds) : adopté (p. 2208).

Article 14 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et aménagement de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures) :

- ses observations (p. 2226) ;
- son amendement n° 228 corrigé (alignement de la hausse du prix du gazole sur celle du prix du supercarburant) (p. 2228) : rejeté (p. 2229).

Après l'article 15 :

- ses amendements n° 1, 2 et 3 : non soutenus (p. 2250).

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - Questions [25 octobre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : programme Leader (p. 2507).

Défense : régiment de Vannes (p. 2507).

Organismes et structures : Fonds national de développement des entreprises (p. 2507).

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Questions [2 novembre 1995] :

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs (p. 2963).

Exploitations : bâtiments d'élevage (p. 2962).

Impôts et taxes : CSG : assiette (p. 2963).

Vote des crédits :

Etat B, titre III :

- ses observations sur l'amendement n° 185 de M. Hervé Mariton (réduction des crédits) (p. 2976).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Après l'article 55 :

- son amendement n° 54 corrigé soutenu par M. Charles de Courson (suppression progressive des déductions forfaitaires supplémentaires au titre des frais professionnels) : réservé jusqu'après l'examen des amendements portant articles additionnels après l'article 59 (p. 3736) : retiré (p. 3860).

Après l'article 59 :

- son amendement n° 89 (levée de l'interdiction de toute forme d'intermédiation pour l'octroi de l'avantage fiscal en cas de souscription au capital de sociétés non cotées) (p. 3796) : retiré (p. 3797) ;

- son amendement n° 65 rectifié (extension aux exploitations agricoles à responsabilité limitée de l'avantage fiscal accordé en cas de souscription au capital de sociétés non cotées) (p. 3797) : retiré (p. 3798) ;
- son amendement n° 87 (extension aux exploitations agricoles à responsabilité limitée composées de plusieurs associés de l'avantage fiscal accordé en cas de souscription au capital de sociétés non cotées) (p. 3797) : retiré (p. 3798) ;
- son amendement n° 88 (extension aux souscripteurs de parts de coopératives agricoles de l'avantage fiscal accordé en cas de souscription au capital de sociétés non cotées) (p. 3798) : rejeté (p. 3799) ;
- son amendement n° 4 (modalités de cotisation des exploitants agricoles à la CSG) (p. 3811) : rejeté (p. 3812) ;
- son amendement n° 2 (exclusion des cotisations personnelles de sécurité sociale des exploitants agricoles de l'assiette de la CSG) : retiré (p. 3812) ;
- son amendement n° 3 (application aux exploitants agricoles de l'abattement de 5 % sur le montant des revenus dont bénéficient les salariés en matière de CSG) : rejeté (p. 3812).

Après l'article 60 :

- ses amendements n° 55 et 86 précédemment réservés : non soutenus (p. 3859).

- **Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 novembre 1995] :

Allocation de vétérance (p. 4009).

Assurances (p. 4009).

Communes : maires (p. 4008).

Départements : Côtes-d'Armor (p. 4009).

Entreprises (p. 4009).

Formation (p. 4009).

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4009).

Installations classées (p. 4009).

Lois : projet de loi n° 1888 rectifié relatif aux services d'incendie et de secours (p. 4008).

Sapeurs-pompiers volontaires (p. 4008).

Service national : sapeurs-pompiers auxiliaires (p. 4009).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Après l'article 12 :

- favorable à l'amendement n° 35 de M. Patrick Devedjian (institution d'une taxe sur les antennes paraboliques) (p. 4663) ;
- son sous-amendement n° 98 (non-application aux territoires ne bénéficiant pas de la diffusion câblée) (p. 4665) à l'amendement n° 35 de M. Patrick Devedjian : devenu sans objet (p. 4666).

Article 14 (relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition) :

- ses observations (p. 4671) ;
- favorable aux amendements identiques n° 15 de la commission, 3 de M. Arsène Lux, 6 de M. Germain Gengenwin, 72 de M. Charles de Courson, 73 de M. Jean-Jacques Weber, 75 de M. Augustin Bonrepaux et 76 de M. Alain Marsaud (maintien de la compétence des centres de gestion agréés et habilités pour l'ensemble des entreprises relevant du régime simplifié d'imposition) (p. 4674).

- **Projet de loi portant création d'un fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi (n° 2346).**

Première lecture :

Discussion des articles [19 décembre 1995] :

Avant l'article 1° :

- ses observations sur le sous-amendement n° 17 du Gouvernement (suppression du caractère expérimental du fonds ainsi que la mention d'une date de fin d'existence) à l'amendement n° 1 de la commission (non codification des textes concernant le fonds d'intervention) (p. 5351).

- **Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 février 1996] (p. 617, 618) :

Collectivités locales : régions.

Emploi :

- chômage des jeunes ;
- contrat initiative emploi-jeunes.

Enseignement supérieur.

Formation professionnelle et promotion sociale :

- apprentissage : généralités ;
- centres de formation d'apprentis : ressources : péréquation ;
- prime à l'apprentissage.

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage.

Discussion des articles [7 février 1996] :

Avant l'article 1° :

- favorable à l'amendement n° 1 de la commission (institution d'une filière de l'apprentissage) (p. 640).

Article 2 (prime à l'apprentissage) :

- son sous-amendement n° 67 (non-assujettissement de l'indemnité compensatrice à l'impôt sur les sociétés) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (institution d'une indemnité compensatrice après avis du Conseil national de l'apprentissage) (p. 677) : rejeté (p. 679) ;
- son amendement n° 38 (non-assujettissement de l'aide forfaitaire à l'impôt sur les sociétés) : devenu sans objet (p. 679).

Après l'article 2 :

- son amendement n° 39 : non soutenu (p. 680) ;
- son amendement n° 40 : non soutenu (p. 680) ;
- son amendement n° 41 : non soutenu (p. 680).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 mars 1996] (p. 1185) :

Aménagement du territoire.

Commerce et artisanat : urbanisme commercial.

Commerce extérieur.

Consommation.

Emploi.

Entreprises :

- PME ;
- transmissions d'entreprises.

Épargne : généralités.

Famille : prestations familiales.

Finances publiques : emprunt.

Impôts et taxes :

- politique fiscale ;
- prêts à la consommation.

Lois : loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle.

Politique économique : soutien de l'activité.

Prix et concurrence.

Discussion des articles [6 et 7 mars 1996] :

Article 3 (*aménagement des régimes de la réduction d'impôt au titre de la souscription en numéraire au capital des sociétés non cotées et de la déduction des pertes du revenu global*) :

- son amendement n° 304 (extension aux EARL et EURL de l'avantage fiscal accordé en cas de souscription au capital de sociétés non cotées) : rejeté (p. 1214).

Après l'article 3 :

- son amendement n° 305 (extension à l'ensemble du territoire des exonérations facultatives en faveur des entreprises nouvelles) (p. 1214) : rejeté (p. 1215).

Après l'article 16 :

- son sous-amendement n° 312 (ouverture du livret « jeune » aux moins de douze ans) à l'amendement n° 5 corrigé du Gouvernement (création du livret « jeune ») (p. 1269) : rejeté (p. 1271).

Article 21 (*contrôle par l'Inspection générale des finances d'organismes bénéficiaires de fonds publics ou assimilés*) :

- favorable à l'amendement n° 113 de M. Robert Pandraud (extension des compétences de l'Inspection générale de l'administration) (p. 1334).

Après l'article 46 :

- son amendement n° 207 (application du taux normal de la TVA aux livraisons de produits alimentaires dans des lieux destinés à la consommation sur place dont la superficie est supérieure à 10 mètres carrés) (p. 1385) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard : retiré (p. 1388).

Après l'article 52 :

- son amendement n° 314 (réduction pour les années 1993 et 1994 du montant minimal de la taxe due par l'exploitant d'une installation de stockage de déchets ménagers) : rejeté (p. 1413).
- **Proposition de loi tendant à étendre aux collectivités locales et à leurs groupements l'accès aux prêts distribués à partir des fonds établis par les CODEVI (n° 1956).**

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 mars 1996] (p. 1206) :

CODEVI : distribution de prêts aux collectivités locales.

Collectivités locales : investissements.

Entreprises :

- crédit interentreprises ;
- PME

Vote pour du groupe RPR (p. 1206).

– **Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).**

Rapporteur pour avis de la commission des finances.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [20 mars 1996] (p. 1916) :

Agriculture : appellations d'origine contrôlée et labels.

Automobiles et cycles : achats transfrontaliers.

Commerce et artisanat :

- commerce de détail ;
- refus de vente.

Politique économique : inflation.

Discussion des articles [21 et 28 mars 1996] :

Article 1^{er} (*art. 31 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : mention des rabais, remises et ristournes acquis sur les factures*) :

- ses observations sur l'amendement n° 166 de M. Jean-Pierre Philibert (dépenalisation des règles de facturation et de revente à perte) (p. 1952).

Article 2 (*art. 32 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : revente à perte*) :

- ses observations sur l'amendement n° 131 de M. Ladislav Ponia-towski (prise en compte des charges de commercialisation, de stockage et de transport) (p. 1965) ;
- favorable à l'amendement n° 21 rectifié de la commission (suppression du droit d'alignement) (p. 1966).

Avant l'article 1^{er} :

- ses observations sur l'amendement n° 178 précédemment réservé du Gouvernement (prohibition des offres de prix de vente abusivement bas et saisine de la commission permanente) (p. 1968) ;
- son sous-amendement n° 179 (exclusion de la vente de carburants au détail) à l'amendement n° 178 précédemment réservé du Gouvernement (p. 1967) : adopté (p. 1974).

Après l'article 3 :

- son amendement n° 62 (art. 35 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : achats de produits alimentaires périssables) : retiré (p. 2174) ;
- son amendement n° 6 (rédactionnel) : retiré (p. 2175) ;
- soutient l'amendement n° 54 de la commission des finances (art. 35 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : délais de paiement des produits alimentaires) (p. 2175) : rejeté (p. 2176) ;
- son amendement n° 61 (application des dispositions de l'article 35 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 aux personnes publiques et à leurs établissements) : retiré (p. 2177).

Article 4 (*art. 36 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : refus de vente ou de prestation de services, vente ou prestation liée, conditions abusives de référencement, menace de rupture brutale des relations commerciales et rupture brutale des relations commerciales*) :

- ses observations sur l'amendement n° 28 de la commission (libéralisation du refus de vente) (p. 2179) ;
- son sous-amendement n° 181 aux amendements n° 55 et 56 de la commission des finances : devenu sans objet (p. 2180).

Avant l'article 1^{er} :

- soutient l'amendement n° 51 précédemment réservé de la commission des finances et son amendement n° 5 précédemment réservé (politiques de qualité) : retirés (p. 2198) ;
- soutient l'amendement n° 57 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (respect des dispositions communautaires) : retiré (p. 2198) ;
- son amendement n° 4 précédemment réservé (art. 10 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : possibilité d'accords pour sauvegarder l'emploi ou assurer la survie des exploitations agricoles) : retiré (p. 2198) ;
- soutient l'amendement n° 52, deuxième rectification précédemment réservé de la commission des finances (art. 28 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986) : retiré (p. 2203) ;
- favorable à l'amendement n° 97 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (même objet) (p. 2203) ;

- son sous-amendement n° 171 (de précision) à l'amendement n° 97 rectifié précédemment réservé du Gouvernement : adopté (p. 2203).

Après l'article 5 :

- *soutient* l'amendement n° 58 de la commission des finances (limitation de concentrations excessives au sein de la grande distribution) (p. 2204) : retiré (p. 2205) ;
- *soutient* l'amendement n° 59 de la commission des finances (art. 56 *ter* de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : action en justice des organisations consulaires et des concurrents) : retiré (p. 2205) ;
- son sous-amendement n° 172 (prise en compte des organisations syndicales) à l'amendement n° 59 de la commission des finances (p. 2205) : retiré (p. 2206) ;
- *soutient* l'amendement n° 66 corrigé de M. Charles de Courson (application des dispositions de l'article 8 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 à tout distributeur ou groupement de distributeurs indépendants disposant d'une part de marché de plus de 5 %) : retiré (p. 2206) ;
- *soutient* l'amendement n° 60 de la commission des finances (art. 2 de la loi n° 75-600 du 10 juillet 1975 relative à l'organisation interprofessionnelle agricole : qualité des produits et limitations des quantités offertes) : retiré (p. 2207) ;
- son sous-amendement n° 170 (accords de « déontologie commerciale » étendus aux délais de paiement) à l'amendement n° 42, deuxième rectification de la commission (conclusion d'accords de « déontologie commerciale » par les organisations professionnelles) (p. 2207) : rejeté (p. 2208) ;
- son amendement n° 93 (aide à la reprise des véhicules automobiles de plus de huit ans) (p. 2208) : retiré (p. 2209).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 mai 1996] :

Commerce et artisanat :

- crédit interentreprises et délais de paiement (p. 3536) ;
- grandes surfaces (p. 3536) ;
- refus de vente (p. 3536) ;
- revente à perte (p. 3536).

Culture : création musicale française et réseaux de vente de disques (p. 3536).

Pétrole et dérivés : petites stations-service (p. 3536).

Transports routiers (p. 3536).

Discussion des articles [29 mai 1996] :

Article 1^{er} C supprimé par le Sénat (art. 10 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : décrets d'exemption de l'article 10) :

- son amendement n° 37 rectifié (autorisation des accords sous une même marque ou enseigne pour promouvoir un volume et une qualité de production) : retiré (p. 3552) ;
- *soutient* l'amendement n° 48 rectifié de la commission des finances (autorisation des accords, sous une même marque, enseigne ou label pour promouvoir volume et qualité de production) (p. 3552) : retiré (p. 3553) ;
- ses observations sur l'amendement n° 16 rectifié de la commission (accords sous une même marque ou enseigne) (p. 3554).

Article 1^{er} D (art. 10-1 nouveau de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : offre ou vente aux consommateurs à prix abusivement bas) :

- ses observations sur l'amendement n° 79 du Gouvernement (cas de la vente des carburants au détail) (p. 3561).

Après l'article 1^{er} D :

- *soutient* l'amendement n° 49 de la commission des finances et son amendement identique n° 38 (interdiction des offres de prix abusivement basses des transporteurs routiers de marchandises) : retirés (p. 3564).

Article 2 (art. 32 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : revente à perte) :

- *soutient* l'amendement n° 50 de la commission des finances et son amendement 39 corrigé (suppression du droit d'alignement) : adoptés (p. 3573).

Article 3 *ter* (art. 35 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : délai de paiement pour les achats de viandes congelées ou surgelées et de poissons surgelés) :

- défavorable à l'amendement n° 29 de la commission (de suppression) (p. 3592).

Après l'article 3 *ter* B :

- *soutient* l'amendement n° 51 de la commission des finances et son amendement identique n° 40 (application de l'article 35 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence aux personnes publiques et à leurs établissements) : retirés (p. 3591).

Article 4 (art. 36 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : refus de vente ou de prestation de services, conditions restrictives de référencement et de rupture de relations commerciales) :

- ses observations sur l'amendement n° 11 de la commission des lois (suppression du refus de vente) (p. 3596) ;
- ses observations sur l'amendement n° 72 de M. Xavier de Roux (opposabilité des contrats de distribution aux tiers informés de leur existence) (p. 3599).

Après l'article 5 bis :

- ses observations sur l'amendement n° 44 corrigé de M. Ladislas Poniarowski (individualisation comptable des activités de distribution de carburants dans les grandes surfaces) (p. 3601).

Article 7 supprimé par le Sénat (art. 228 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 : contrôle des commissaires aux comptes) :

- son amendement n° 41 corrigé (rétablissement de l'article) (p. 3602) : retiré (p. 3602).

Commission mixte paritaire :

Texte de la commission mixte paritaire [21 juin 1996] :

- ses observations sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Paul Charité (suppression de l'article 5 *ter*) (p. 4703).

— Déclaration du Gouvernement présentée par M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, sur la charte d'installation des jeunes agriculteurs et le statut des conjoints et débat sur cette déclaration (n° 2722).

Principaux thèmes développés [23 avril 1996] (p. 2464) :

Commerce extérieur :

- viandes bovines britanniques ;
- viandes bovines aux hormones américaines.

Élevage :

- élevage bovin ;
- quotas laitiers.

Exploitants agricoles :

- conjoints et aides familiaux : statut ;
- dotation aux jeunes agriculteurs ; charte nationale pour l'installation des jeunes en agriculture.

— Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).

*Première lecture :**Avant la discussion des articles* [22 mai 1996] :*Ses explications de vote* sur la question préalable opposée par :
Fabius (Laurent) (p. 3308).*Son intervention* (p. 3344).*Principaux thèmes développés :*Aménagement du territoire : zones rurales et zones de montagne
(p. 3309).

Artisanat (p. 3345).

Emploi (p. 3309).

Hôtellerie et restauration (p. 3344).

Lois : « loi Royer » n° 73-1193 du 27 décembre 1973 (p. 3344).

Prix et concurrence :

- grandes surfaces et abus de position dominante (p. 3344).
- soldes (p. 3344).

Urbanisme commercial (p. 3309).

Discussion des articles [22 et 23 mai 1996] :**Article 4** (*critères des décisions d'autorisation et présentation des projets*) :

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 252 de M. Jean-Paul Charié (référence à des schémas intercommunaux et suppression des observatoires départementaux) à l'amendement n° 242 du Gouvernement (préparation des schémas de développement commercial par les observatoires départementaux d'équipement commercial et rapport au Parlement) (p. 3371).

Article 5 (*projets soumis à autorisation*) :

- *son* amendement n° 109 soutenu par M. Jean-Paul Charié (autorisation pour les restaurants de plus de 300 mètres carrés) : retiré ; repris par M. Thierry Mariani : retiré (p. 3391).

Article 13 (*immatriculation au répertoire des métiers. - Définition de l'artisanat*) :

- *son* amendement n° 111 : devenu sans objet (p. 3435).

Après l'article 20 :

- *son* amendement n° 112 soutenu par M. Thierry Mariani (limitation de l'usage des mots « faillite », « liquidation » et « dépôt de bilan ») (p. 3451) : retiré (p. 3452).

LEGRAS (Philippe)*Député de la Haute-Saône**(3^e circonscription)*

RPR

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5405).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [J.O. du 30 juillet 1995] (p. 11404).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [J.O. du 30 juillet 1995] (p. 11404).

Membre de l'office d'évaluation des politiques publiques [J.O. du 22 juin 1996] (p. 9381).

DEPOTS**Proposition de loi** étendant l'utilisation des droits aux prêts des Plans d'Épargne Logement (PEL) et des Comptes d'Épargne Logement (CEL) à l'achat de mobilier neuf (n° 2535) [7 février 1996].**Proposition de loi** élargissant aux syndicats nationaux représentatifs la saisine de la Mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics (n° 2732) [25 avril 1996].**QUESTIONS****au Gouvernement :**

- **Ligne ferroviaire Paris-Bâle** : modernisation [15 novembre 1995] (p. 3756, 3757).
- **Convention de Schengen** : application : perspectives [20 décembre 1995] (p. 5401, 5402).

orales sans débat :

- n° 693, posée le 3 octobre 1995 : **desserte ferroviaire de la Haute-Saône** (p. 1614). Appelée le 12 octobre 1995 : fonctionnement ; avenir [13 octobre 1995] (p. 1827, 1829).
- n° 886, posée le 13 février 1996 : **rentrée scolaire de 1996 en zone rurale** (p. 834). Appelée le 22 février 1996 : fermeture de classes (p. 1098).
- n° 942, posée le 12 mars 1996 : **règles d'attribution des fréquences radio** (p. 1532). Appelée le 21 mars 1996 : radios locales : protection (p. 1896).
- n° 1055, posée le 7 mai 1996 : **frais de transport des assurés sociaux** (p. 2906). Appelée le 14 mai 1996 : prise en charge (p. 3074).
- n° 1092, posée le 21 mai 1996 : **représentation des professions libérales au Conseil économique et social** (p. 3285). Appelée le 28 mai 1996 : modalités de désignation (p. 3479).

INTERVENTIONS**- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).***Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [13 juillet 1995] :

Action sociale et solidarité nationale :

- centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) (p. 1103) ;
- exclusion : fracture sociale (p. 1102) ;
- revenu minimum d'insertion (p. 1103).

Collectivités locales :

- Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 1104) ;
- dotation globale de fonctionnement (p. 1104) ;
- FCTVA (p. 1104) ;
- relations financières avec l'Etat : ressources (p. 1104).

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 1104).

Emploi :

- chômage (p. 1102) ;
- chômage de longue durée : contrat initiative-emploi (p. 1103) ;
- collectivités locales : rôle (p. 1103, 1104) ;
- contrats emploi-solidarité : contrats d'emplois consolidés (p. 1104).

Logement et habitat :

- accession à la propriété : réforme (p. 1103) ;
- logements d'insertion (p. 1103) ;
- logement social (p. 1103).

TVA : taux normal : relèvement (p. 1104).

- Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juillet 1995] :

Chômage : contrat emploi-solidarité : prolongation sous forme de contrat initiative-emploi (p. 1414).

Collectivités locales : contrat initiative-emploi (p. 1414).

Entreprises :

- charges sociales (p. 1414) ;
- cotisations chômage : exonération partielle (p. 1414) ;
- coûts salariaux : abaissement (p. 1414).

Épargne : compte et plan épargne-logement : utilisation pour l'achat de meubles meublants (p. 1414).

Finances publiques : délais de paiement : réduction (p. 1414).

Jeunes :

- aide au premier emploi des jeunes (p. 1414) ;
- complément d'accès à l'emploi (p. 1414).

Président de la République (p. 1413).

Travail :

- clandestin (p. 1414) ;
- SMIC (p. 1414).

Discussion des articles [27 juillet 1995] :

Article 1^{er} (*institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi*) :

Article L. 322-4-5 du code du travail (atténuation des effets de seuil d'effectifs) :

- défavorable à l'amendement n° 71 de M. Gérard Jeffray (fixation par décret des conditions dans lesquelles s'éteint le droit au RMI dès lors que son bénéficiaire refuse sans motif légitime une offre d'embauche sous contrat initiative-emploi compatible avec sa formation antérieure et sa spécialité) (p. 1486).

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale (n° 2174).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173) [27 juillet 1995].

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 octobre 1995] :

Agriculture : politique forestière (p. 1944, 1945).

Aménagement du territoire (p. 1945).

Impôts et taxes : taxe forestière (p. 1945).

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - *Questions* [26 octobre 1995] :

Impôts et taxes : taxe des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (p. 2523).

Voirie : RN 57 (p. 2522).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Article 60 précédemment réservé (*modification de la contribution des collectivités locales aux frais d'entretien des forêts*) :

- soutient l'amendement n° 52 de M. Pierre Micauts (de suppression) (p. 3853) ; retiré ; repris par M. Augustin Bonrepaux (p. 3855) : rejeté (p. 3856) ;
- soutient l'amendement n° 125 de la commission de la production (abaissement de 4 points des taux de la contribution) (p. 3857) : rejeté (p. 3858) ;

- soutient l'amendement n° 126 de la commission de la production (déductibilité des réinvestissements sylvicoles réalisés par les communes) : retiré (p. 3858).

- **Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 juin 1996] (p. 4199) :

Air :

- effet de serre : ozone ;
- pollution atmosphérique.

Automobiles et cycles : véhicules propres.

Energie : généralités.

Environnement : généralités.

Impôts et taxes :

- taxe intérieure sur les produits pétroliers ;
- vignette automobile : taxe sur les cartes grises.

Santé publique.

Discussion des articles [14 juin 1996] :

Article 19 (*mesures destinées à réduire la consommation d'énergie et à prévenir les émissions polluantes. - Incorporation d'un taux minimal d'oxygène dans les carburants et combustibles liquides. - Teneur maximale des carburants en divers produits polluants ou toxiques*) :

- son amendement n° 43 corrigé soutenu par M. Jean-Yves Le Déaut (utilisation du bois comme matériau de construction) (p. 4359) : adopté (p. 4360).

Article 20 (*prescriptions pouvant être imposées par les autorités administratives*) :

- son sous-amendement n° 321 (équipement des seules maisons individuelles en conduits de fumée) à l'amendement n° 122 de la commission (équipement des immeubles en conduits de fumée et utilisation prioritaire des réseaux urbains ou industriels) : devenu sans objet (p. 4363) ;
- son sous-amendement n° 322 (utilisation prioritaire des réseaux urbains ou industriels pour les constructions neuves) à l'amendement n° 122 de la commission (p. 4362) : devenu sans objet (p. 4363) ;
- son sous-amendement n° 323 (utilisation prioritaire des réseaux urbains ou industriels classés) à l'amendement n° 122 de la commission (p. 4362) : devenu sans objet (p. 4363).

Article 22 (*objectifs de la fiscalité des énergies fossiles et financement de la surveillance de la qualité de l'air*) :

- son amendement n° 233 soutenu par M. Patrick Trémège (compétence de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie en matière de financement de la surveillance de la qualité de l'air) : retiré ; repris par M. Christian Bataille : rejeté (p. 4379).

LELLOUCHE (Pierre)

Député du Val-d'Oise

(8^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la sûreté nucléaire [4 juillet 1995].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime faite à Strasbourg le 8 novembre 1990 (n° 2300) [31 octobre 1995].

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les perspectives d'évolution du deuxième pilier de l'Union européenne [7 février 1996].

Rapporteur d'information sur la non-prolifération des armes nucléaires et de destruction massive [7 mars 1996].

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Robert Pandraud sur la proposition de décision du Conseil approuvant la conclusion, par la Commission, d'un échange de notes entre la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM) et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique concernant les transferts de composants nucléaires (SEC [95] 2275 final/n° E-593) (n° 2628) [21 mars 1996].

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2139) autorisant l'**approbation d'une convention sur la sûreté nucléaire** (n° 2158) [12 juillet 1995].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2300), autorisant l'**approbation de la convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime** faite à Strasbourg le 8 novembre 1990 (n° 2383) [23 novembre 1995].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution (n° 2628) de M. Robert Pandraud sur la proposition de décision du Conseil approuvant la conclusion, par la Commission, d'un **échange de notes entre la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM) et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique concernant les transferts de composants nucléaires** (SEC [95] 2275 final/n° E-593) (n° 2716) [18 avril 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Parlement européen** : tenue des sessions à Strasbourg ; décision d'Edimbourg : respect [11 octobre 1995] (p. 1777, 1778).
- **Industrie d'armement** : aérospatiale ; coopération entre la France et l'Allemagne [13 décembre 1995] (p. 5091).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la sûreté nucléaire** (n° 2139).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères, suppléé par M. Jean-Michel Ferrand.

- **Débat sur l'application des accords de Schengen.**

Principaux thèmes développés [11 octobre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne :

- conférence intergouvernementale et réforme des institutions (p. 1810) ;
- justice européenne (p. 1810).

Drogue ; Pays-Bas : législation (p. 1810).

Etrangers :

- contrôles frontaliers nationaux (p. 1811) ;
- droit d'asile (p. 1811) ;
- immigration clandestine (p. 1810).

Informatique : système d'information Schengen (p. 1811).

Terrorisme (p. 1811).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Intégration et lutte contre l'exclusion. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [30 octobre 1995] :

Délinquance et criminalité :

- détention d'armes (p. 2762) ;
- réduction ; ilotage ; rajeunissement de la délinquance (p. 2761).

Départements : Val-d'Oise (p. 2762).

Drogue (p. 2762).

Politique de la ville : quartiers en difficulté : présence des services publics ; vie associative : crédits relatifs aux associations (p. 2762).

Défense. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1995] :

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 3232, 3233).

Armée de l'air : avion Rafale (p. 3233).

Armée de terre : effectifs (p. 3233).

Armements classiques : char Leclerc (p. 3234).

Industrie d'armement : restructurations industrielles (p. 3234).

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [12 novembre 1995] :

Asie, ASEAN (p. 3441).

Commerce extérieur : GATT (p. 3440).

Contexte géopolitique (p. 3440).

Enseignement : Agence pour l'enseignement du français à l'étranger (p. 3440).

Finances publiques : maîtrise (p. 3439).

Langue française : alliances françaises (p. 3440).

Ministère :

- action culturelle extérieure et francophonie (p. 3440) ;
- carte diplomatique (p. 3440, 3441) ;
- crédits (p. 3439) ;
- interventions de la maintien de paix : coût et imputation (p. 3440) ;
- structures (p. 3440).

Organisation des Nations Unies :

- Conseil de sécurité (p. 3440) ;
- rôle et moyens (p. 3446).

Russie (p. 3440).

- **Débat sur la reprise, par la France, des essais nucléaires.**

Principaux thèmes développés [13 décembre 1995] :

Armements nucléaires :

- essais nucléaires (p. 5119) ;
- simulation : programme PALEN (p. 5119).

Organismes et structures : Greenpeace (p. 5119).

Traités et conventions : traité d'interdiction des essais nucléaires (p. 5119).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères, sur la politique européenne de la France à la veille du Conseil européen de Madrid et débat sur cette déclaration** (n° 2441).

Principaux thèmes développés [13 décembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne :

- politique étrangère et de sécurité commune (p. 5080) ;
- Union économique et monétaire (p. 5080).

Défense: essais nucléaires français (p. 5079).

Emploi (p. 5081).

Finances publiques (p. 5080).

- Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire
[18 décembre 1995] :

Rappel au règlement : considère que l'opposition fait un « outrage au Parlement et au débat démocratique en parlant des heures pour ne rien dire » (p. 5249).

- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg le 8 novembre 1990 (n° 2300).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
[13 février 1996] :

Banques et établissements financiers : signalement (p. 819).

Code pénal :

- confiscation des instruments et produits du trafic (p. 809) ;
- délit de blanchiment : champ d'application (p. 809) ;
- organisation criminelle internationale (p. 819, 820).

Justice :

- entraide judiciaire (p. 809, 810) ;
- juridictions spécialisées en matière économique et financière (p. 819).

Ordre public : lutte contre le trafic de stupéfiants (p. 820).

Traités et conventions :

- convention des Nations Unies conclue à Vienne le 20 décembre 1988 (p. 809) ;
- convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment conclue à Strasbourg le 8 novembre 1990 (p. 820).

Discussion des articles [14 février 1996] :

Article 1^{er} (création du délit de blanchiment du produit des crimes et délits) :

- son amendement n° 1 rectifié : non soutenu (p. 883).

Article 324-2 du code pénal :

- son amendement n° 2 : non soutenu (p. 885).

Après l'article 2 :

- son amendement n° 3 rectifié : non soutenu (p. 886).

- Projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime (n° 2298).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg le 8 novembre 1990 (n° 2300) [13 février 1996].

- Projet de loi relatif au trafic de stupéfiants en haute mer et portant adaptation de la législation française à l'article 17 de la convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988 (n° 2299).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg le 8 novembre 1990 (n° 2300) [13 février 1996].

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes, sur la préparation et les perspectives de la conférence intergouvernementale et débat sur cette déclaration (n° 2634).

Principaux thèmes développés [13 mars 1996] :

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (p. 1555).

Communautés européennes et Union européenne :

- Cour européenne de justice (p. 1557) ;
- élargissement (p. 1555) ;
- institutions et conférence intergouvernementale (p. 1554 à 1557) ;
- langues de travail (p. 1557) ;
- monnaie unique (p. 1551) ;
- politique agricole commune (p. 1554) ;
- politique étrangère et de sécurité commune (p. 1554).

Parlement : parlements nationaux (p. 1555).

- Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [5 et 6 juin 1996] :

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par : *Fabius (Laurent)* (p. 3887).

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de : *Bocquet (Alain)* (p. 3970).

Son intervention (p. 3914).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères :

- contexte géopolitique (p. 3914) ;
- opérations extérieures (p. 3915) ;
- Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (p. 3915, 3919, 3971) ;
- Union de l'Europe occidentale (p. 3915).

Armée de terre :

- format (p. 3917) ;
- professionnalisation (p. 3915).

Armements classiques :

- avions Rafale (p. 3918) ;
- chars Leclerc (p. 3918) ;
- hélicoptères de lutte anti-sous-marine NH 90 (p. 3918) ;
- hélicoptères Tigre (p. 3918).

Armements nucléaires stratégiques :

- avions Mirage 2000 N (p. 3916) ;
- Commissariat à l'énergie atomique (p. 3918) ;
- essais nucléaires (p. 3915) ;
- sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (p. 3916).

Constitution (p. 3887).

Finances publiques (p. 3917).

Industries d'armement :

- généralités (p. 3914) ;
- coopération européenne (p. 3919).

Service national (p. 3916, 3970).

Discussion des articles [7 juin 1996] :

Après l'article 3 :

- ses observations sur l'amendement n° 110 de M. Olivier Darra-son (utilisation des fonds des CODEVI par les petites et moyennes entreprises du secteur aéronautique) (p. 3993).

Article 1^{er} précédemment réservé (approbation du rapport annexé) :

- ses observations sur l'amendement n° 20 rectifié du Gouvernement (mise en place et modalités du service volontaire) (p. 4029) ;
- son sous-amendement n° 125 (rédactionnel) à l'amendement n° 20 rectifié du Gouvernement (p. 4029) : adopté (p. 4030).

– Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [20 juin 1996] (p. 4595) :

Etrangers : immigration.

Police : effectifs.

Politique économique et sociale : zones franches.

Ville : banlieues.

LEMOINE (Jean-Claude)

Député de la Manche

(1^{re} circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre du comité de gestion du fonds de péréquation des transports aériens [J.O. du 7 avril 1995] (p. 5561).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Robert Pandraud (n° 2553) sur la proposition de décision du Conseil concernant un programme d'action pour la promotion des organisations non gouvernementales ayant pour but principal la défense de l'environnement (COM [95] 573 final/E-569) [20 février 1996].

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 1534) de M. Alain Bocquet tendant à créer une commission d'enquête sur les pratiques de certains organismes spécialisés dans la construction et la gestion de logements en accession sociale à la propriété (n° 2094) [21 juin 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Effets toxiques de l'amiante** : cancer ; prévention [7 juin 1995] (p. 454, 455).

orales sans débat :

- n° 1040, posée le 30 avril 1996 : **construction de l'autoroute A 84 en Normandie** (p. 2732). Appelée le 7 mai 1996 : financement (p. 2855).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale (n° 2174).**

Première lecture :

Discussion des articles [28 juillet 1995] :

Article 1^{er} (réduction des cotisations sociales patronales sur les bas salaires) :

- son amendement n° 47 corrigé soutenu par M. André Fanton (extension du bénéfice de l'article 1^{er} aux groupements d'employeurs relevant du régime agricole) : adopté après modifications (p. 1516).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. – BAPSA. – Questions [2 novembre 1995] :

Exploitations : bâtiments d'élevage (p. 2962, 2963).

Organismes et structures : Fonds national des haras (p. 2963).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).**

Principaux thèmes développés [14 novembre 1995] :

Hôpitaux et cliniques :

- excédent de lits : fermeture d'hôpitaux (p. 3659) ;
- hôpitaux : long et moyen séjours : reconversion des lits de soins aigus (p. 3659).

Pharmacie : industrie pharmaceutique : prix des médicaments : contrat avec les caisses ; médicaments génériques : brevets (p. 3658).

Professions médicales et paramédicales : médecins libéraux : excédent : *numerus clausus* : reconversion (p. 3658).

Santé publique :

- alcoolisme et tabagie : toxicomanie (p. 3658) ;
- médecine de confort : prestations sans nécessité médicale : gaspillages (p. 3658) ;
- médecine de ville : coût : honoraires : informatisation des cabinets : maintien du système libéral (p. 3658) ;
- déficit et dette : gestion paritaire des caisses : élections ; contrat d'objectifs : subsidiarité : déconcentration et régionalisation (p. 3658) ;
- historique : rôle et principes : comparaisons (p. 3658).

- **Projet de loi relatif aux transports (n° 2301).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 novembre 1995] (p. 4205, 4206) :

Police de la route et circulation routière :

- conducteurs âgés : contrôle médical ;
- jeunes : conduite accompagnée ;
- taux d'alcoolémie ;
- stations-service : sécurité ;
- voiturettes.

Discussion des articles [29 novembre 1995] :

Après l'article 26 :

- ses observations sur l'amendement n° 38 de M. René Beaumont (accompagnement des enfants de deux à six ans lors du transport scolaire communal) (p. 4251).

Après l'article 27 :

- son amendement n° 42 (signalisation des voiturettes) : retiré (p. 4256).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1993 sur le cacao (ensemble trois annexes) (n° 1890), projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur le café (n° 2308).**

Première lecture :

Discussion commune : principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [14 février 1996] (p. 846) :

Commerce extérieur :

- balance commerciale des pays producteurs et des pays importateurs ; termes de l'échange : évolution ;
- produits de base : plan de gestion de la production.

Communautés européennes et Union européenne : directive relative à la composition du chocolat.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun relative à la circulation et au séjour des personnes (n° 1727).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [14 février 1996] (p. 858, 859) :

Cameroun : situation politique et économique.

Communautés européennes et Union européenne : accords de Schengen.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 mars 1996] :

Article 33 (actualisation des modalités de détermination du prix du lait) :

- défavorable (p. 1362).

Après l'article 52 :

- son amendement n° 325 (remboursement de la TVA aux communautés de communes) (p. 1405) : retiré (p. 1406).

LE NAY (Jacques)

Député du Morbihan

(6^e circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [*J.O.* du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [*J.O.* du 21 juin 1996] (p. 9330).

Secrétaire de cette mission [*J.O.* du 27 juin 1996] (p. 9657).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la création d'un salaire parental de libre choix (n° 2044) [16 mai 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Services d'incendie et de secours :** sapeurs-pompiers volontaires : statut [31 mai 1995] (p. 391).
- **Problèmes économiques en Bretagne :** application de la loi du 4 février 1995 ; perspectives [3 octobre 1995] (p. 1581 et 1582).
- **Fillère avicole :** restitutions à l'exportation pour les volailles [6 décembre 1995] (p. 4645, 4646).
- **Situation des demandeurs d'emploi au regard des ASSE-DIC :** modalités de l'indemnisation [6 mars 1996] (p. 1243).

- **Dons d'organes :** pénurie [15 mai 1996] (p. 3186).

- **Natura 2000 :** mise en place [26 juin 1996] (p. 4949).

orales sans débat :

- **n° 948,** posée le 19 mars 1996 : **assurance invalidité des artisans** (p. 1795). Appelée le 28 mars 1996 : réforme (p. 2101).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).**

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [17 janvier 1995] :

Impôts et taxes : TVA sur les produits horticoles (p. 176).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Questions [2 novembre 1995] :

Organismes et structures : Fonds national des haras (p. 2928).

Logement. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [6 novembre 1995] :

Aides :

- prêts PAP ou prêts d'accession à la propriété (p. 3113) ;
- prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (p. 3113).

Organismes et structures : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (p. 3113).

Economie et finances : Charges communes. - Services financiers. - Monnaies et médailles (budget annexe). - Comptes spéciaux du Trésor. - Taxes parafiscales. - Vote des crédits [14 novembre 1995] :

Comptes spéciaux du Trésor :**Après l'article 41 :**

- défavorable à l'amendement n° 303 de M. Patrick Devedjian (clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-19 Fonds national des haras et des activités hippiques) (p. 3701) ;

- défavorable à l'amendement n° 313 rectifié de M. Hervé Mariton (suppression du compte d'affectation spéciale n° 902-19 Fonds national des haras et des activités hippiques) (p. 3701).

- **Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 novembre 1995] :

Allocation de vétérance (p. 4006).

Assemblée nationale : commission des lois (p. 4006).

Assurances (p. 4006).

Communes :

- Grand-Champ (p. 4006) ;
- Locminé (p. 4006).

Départements : Morbihan (p. 4007).

Entreprises (p. 4006).

Formation (p. 4006).

Lois : projet de loi n° 1888 rectifié relatif aux services d'incendie et de secours (p. 4006).

Retraites complémentaires (p. 4007).

Sapeurs-pompiers volontaires (p. 4006).
 Service national : sapeurs-pompiers auxiliaires (p. 4006).
 Services d'incendie et de secours (p. 4006).
 Travail : autorisations d'absence et disponibilité (p. 4006).

- Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
 [6 février 1996] (p. 602, 603) :

Collectivités locales : régions.
 Formation professionnelle et promotion sociale :
 - apprentissage : généralités ;
 - centres de formation d'apprentis : ressources : péréquation ;
 - enseignement technique et professionnel ;
 - formation en alternance.

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage.

- Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
 [21 mars 1996] (p. 1932) :

Commerce et artisanat :
 - grandes surfaces : généralités ;
 - refus de vente ;
 - revente à perte.

Emploi.

Pétrole et dérivés : stations-service.

LENOIR (Jean-Claude)

Député de l'Orne

(2^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers [J.O. du 4 avril 1996] (p. 5236).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réglementation des télécommunications [J.O. du 8 juin 1996] (p. 8501).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 26 juin 1996] (p. 9560).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Assassinat des moines trappistes en Algérie : réactions à l'assassinat de sept religieux français [28 mai 1996] (p. 3505).

orales sans débat :

- n° 880, posée le 13 février 1996 : **conférence intergouvernementale de Turin** (p. 833). Appelée le 22 février 1996 : services publics : inscription à l'ordre du jour des travaux (p. 1079).

INTERVENTIONS

- Proposition de résolution sur les propositions de directives concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final/n° E-211) (n° 2069).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique
 [21 juin 1995] :

Secteur public :

- missions de service public (p. 597) ;
- personnels : statut (p. 598).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Questions
 [2 novembre 1995] :

Organismes et structures : Fonds national des haras (p. 2935).

- Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
 [22 novembre 1995] (p. 4005) :

Allocation de vétéran.

Assurances.

Collectivités et finances locales.

Départements :

- Eure ;
- Orne.

Entreprises.

Sapeurs-pompiers volontaires.

Travail : autorisations d'absence et disponibilité.

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
 [15 février 1996] (p. 925) :

Collectivités locales :

- financement des services d'incendie et de secours ;
- statut des sapeurs-pompiers volontaires.

- Proposition de résolution sur des propositions de directives communautaires relatives aux services publics :

- propositions de directives du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final du 21 février 1992/n° E-211) ;

- proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications (COM [95] 379 final du 19 juillet 1995/n° E-467) ;

- proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité du service (n° E-474 et E-507) ;

- projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission 90/388/CEE et concernant l'ouverture complète du marché des télécommunications à la concurrence (n° E-508) ;

- communication de la Commission sur le développement des chemins de fer communautaires. - Application de la directive 91/440/CEE. - Nouvelles mesures pour le développement des chemins de fer et une proposition de directive du Conseil modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement des chemins de fer communautaires. - COM (95) 337 final (n° E-510),

(n° 2261).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [30 novembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : institutions et conférence intergouvernementale de 1996 (p. 4518).

Electricité de France (p. 4518).

La Poste (p. 4518).

Services publics : missions, égalité d'accès, péréquation tarifaire (p. 4517, 4518).

Transports : SNCF (p. 4517).

- Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).

Première lecture :

Discussion des articles [7 février 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- favorable à l'amendement n° 44 rectifié de M. Jean Ueberschlag (création d'un Conseil national de l'apprentissage au sein du Comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue) (p. 644).

LEONARD (Gérard)

Député de la Meurthe-et-Moselle

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Intérieur : police) [28 juin 1995].

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Premier ministre [J.O. du 30 septembre 1995] (p. 14321).

Membre de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France [J.O. du 18 octobre 1995] (p. 15198).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante [J.O. du 24 mai 1996] (p. 7779).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Intérieur : police) [19 juin 1996].

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)** : tome II : Intérieur : police (n° 2274) [12 octobre 1995].

Proposition de loi tendant à faciliter la transformation des districts urbains en communautés urbaines (n° 2326) [6 novembre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Immigration clandestine** : adaptation de la législation [26 mars 1996] (p. 1985).

- **Situation au Liban** : attitude de la France [16 avril 1996] (p. 2219).

INTERVENTIONS

- Débat sur l'application des accords de Schengen.

Son intervention au nom de la commission des lois [11 octobre 1995] (p. 1786).

Principaux thèmes développés :

Drogue ; Pays-Bas : législation (p. 1787).

Etrangers : immigration clandestine (p. 1787, 1788).

Informatique : système d'information Schengen (p. 1787).

Traités et conventions : Accords de Schengen du 14 juin 1985 et convention d'application du 19 juin 1990 : entrée en vigueur (p. 1786).

Transports : aéroports (p. 1787).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [24 octobre 1995] :*

Jeunes : mineurs : délinquance (p. 2383).

Ministère de la justice : crédits (p. 2383).

Vote des crédits :

Etat B, titre III :

- défavorable à l'amendement n° 66 de M. Pascal Clément (suppression des crédits du service central de prévention de la corruption) (p. 2410).

Intérieur. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur pour avis de la commission des lois pour la police [3 novembre 1995] :*

Administration : ministère de l'intérieur : agents administratifs : recrutement (p. 3018).

Affaires étrangères : Pays-Bas (p. 3019).

Assemblée nationale : commission des finances : amendements (p. 3017).

Automobiles (p. 3019).

Drogue (p. 3018, 3019).

Etrangers (p. 3018).

Europe : convention de Schengen (p. 3019).

Lois : loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité (p. 3017, 3018).

Ordre public :

- délinquance (p. 3018) ;

- mineurs (p. 3018) ;

- plans départementaux de sécurité (p. 3019) ;

- terrorisme et plan Vigipirate (p. 3019).

Police :

- crédits (p. 3017, 3018) ;

- informatique et transmissions (p. 3018) ;

- ilotage, brigades anti-criminalité, présence sur la voie publique et opérations de sécurisation (p. 3018, 3019) ;

- primes et bonifications indiciaires (p. 3018) ;

- statuts (p. 3019).

Système pénitentiaire : transfèrement des détenus (p. 3019).

Vote des crédits :

Etat B, titre III :

- son amendement n° 225 (indemnités des commissaires de police) : retiré ; repris par M. Daniel Vaillant (p. 3071) : rejeté (p. 3072).

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante (n° 2573).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 mars 1996] (p. 2065, 2066) :

Juridictions :

- assistance éducative (p. 2065) ;
- justice pénale des mineurs (p. 2066).

Lois : loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (p. 2065).

Procédure pénale : comparution : délai (p. 2065).

Ville : politique de la ville (p. 2065).

Discussion des articles [27 mars 1996] :

Article 4 (*comparution du mineur à délai rapproché*) :

- son amendement n° 2 : non soutenu (p. 2088).

Ses explications de vote (p. 2092).

Vote pour du groupe RPR.

LEONARD (Jean-Louis)

Député de la Charente-Maritime

(1^{re} circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. du 30 juin 1995] (p. 9828).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 13 juillet 1995] (p. 10519).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 13 juillet 1995] (p. 10519).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Agriculture, pêche et alimentation : pêche) [19 juillet 1995].

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Aménagement du territoire, équipement et transports : mer) [19 juillet 1995].

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Agriculture, pêche et alimentation : pêche) [7 mai 1996].

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Équipement, logement, transports et tourisme : mer) [7 mai 1996].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété de navires de commerce [J.O. du 25 juin 1996] (p. 9502).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)** : annexe n° 5 : **Agriculture, pêche et alimentation : pêche (n° 2270)** [12 octobre 1995].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)** : annexe n° 7 : **Aménagement du territoire, équipement et transports : mer (n° 2270)** [12 octobre 1995].

Proposition de loi instaurant le **congé payé d'ancienneté pour favoriser la création d'emplois (n° 2538)** [7 février 1996].

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances pour la mer [25 octobre 1995] :

Ports maritimes (p. 2420).

Transports maritimes :

- crédits (p. 2419, 2420) ;
- Etablissement national des invalides de la marine (p. 2419) ;
- flotte française (p. 2420) ;
- Société nationale de sauvetage en mer (p. 2421).

Vote des crédits [26 octobre 1995] :

Etat B, titre III :

- *soutient* l'amendement n° 78 de la commission (réduction des crédits au titre de la mer) : retiré (p. 2530).

Agriculture, pêche et alimentation. - **BAPSA.** - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances pour la pêche [2 novembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : organisation commune des marchés de la pêche (p. 2896).

Pêche :

- commercialisation (p. 2895) ;
- crédits (p. 2895, 2896) ;
- flotte (p. 2895, 2896) ;
- fonds d'intervention et d'organisation des produits de la mer (p. 2896) ;
- loi d'orientation (p. 2896) ;
- pêche artisanale : comité interministériel de restructuration ; endettement et prêts bonifiés (p. 2896) ;
- ports maritimes (p. 2896) ;
- zones de pêche et ressources (p. 2895, 2896).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Article 55 précédemment réservé (*imputation sur le revenu global des déficits relevant des BIC*) :

- son amendement n° 275 : non soutenu (p. 3851).

- **Projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété de navires de commerce (n° 2880).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 juin 1996] (p. 4722) :

Chasse et pêche : pêche.

Communautés européennes et Union européenne.

Impôts et taxes :

- cinéma : SOFICA : régime fiscal ;
- déduction fiscale ;
- investissements outre-mer.

Industrie : construction navale.

Transports maritimes :

- généralités ;
- flotte de commerce ;
- pavillon français ;
- quirats : fonds de placement quiritaire.

Discussion des articles [21 juin 1996] :

Article 1^{er} (dispositif d'aide à l'investissement dans les copropriétés de navires) :

Article 238 bis HN du code général des impôts :

- son amendement n° 23 soutenu par M. Yves Marchand (suppression du délai relatif à l'obligation de battre pavillon français) : rejeté (p. 4740) ;
- son amendement n° 24 (avantage fiscal réservé aux navires construits sur le territoire de l'Union européenne) : retiré (p. 4737) ;
- son amendement n° 25 : non soutenu (p. 4743).

Vote pour du groupe RPR (p. 4724).

LEOTARD (François)

Ministre d'Etat, ministre de la défense

puis député du Var

(5^e circonscription)

non inscrit puis UDF

Elu député le 17 septembre 1995 [J.O. du 20 septembre 1995] (p. 13806).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 22 septembre 1995] (p. 13925).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions : démission du gouvernement de M. Edouard Balladur. Décret du 11 mai 1995 [J.O. du 12 mai 1995] (p. 7976).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 17 octobre 1995] (p. 15111).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Cesse d'appartenir à cette mission [J.O. du 26 mars 1996] (p. 4647).

INTERVENTIONS

En qualité de député :

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [18 octobre 1995] :

Article 3 (limitation du champ d'application de la réduction d'impôt accordée au titre des contrats d'assurance-vie) :

- défavorable (p. 2005, 2006).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Charles Millon, ministre de la défense, sur la politique de défense et débat sur cette déclaration (n° 2654).**

Principaux thèmes développés [20 mars 1996] :

Affaires étrangères :

- opérations de maintien de la paix : enseignements (p. 1819) ;
- Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (p. 1818) ;
- Union de l'Europe occidentale (p. 1818).

Armée de terre : réserves (p. 1820).

Armements nucléaires :

- essais nucléaires et simulation : programme PALEN (p. 1819) ;
- plateau d'Albion (p. 1819).

Armements préstratégiques : missile Hadès (p. 1819).

Europe : défense européenne, corps européen (p. 1819).

Livre blanc et loi de programmation pour les années 1995-2000 du 23 juin 1994 (p. 1819, 1821).

Loi de programmation militaire : nouveau projet de loi (p. 1819).

Service national (p. 1820).

LEPAGE (Corinne)

Ministre de l'environnement

NOMINATIONS

Est nommée ministre de l'environnement. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

Fin de ses fonctions : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

Est nommée ministre de l'environnement. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16345).

DEPOTS

Projet de loi relatif à la partie législative du code de l'environnement (n° 2583) [21 février 1996].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- **Taubira-Delannon (Christiane) : menaces sur l'environnement en Guyane** : mines ; réglementation [3 octobre 1995] (p. 1582).

- **Gonnot (François-Michel) : projet de loi sur la qualité de l'air** : état d'avancement [7 février 1996] (p. 672).

- **Auchedé (Rémy) : prix de l'eau** : information et maîtrise des prix [6 mars 1996] (p. 1247).

- **Briane (Jean) : heure d'été** : suppression du changement d'horaire [19 mars 1996] (p. 1735).

- **Marlin (Franck) : Natura 2000** : application d'une directive européenne : conséquences sur l'activité agricole [16 avril 1996] (p. 2221).

- **Vachet (Léon) : heure d'été** : modification du système actuel [17 avril 1996] (p. 2322).

- **Darrason (Olivier) : pollution de l'étang de Berre** : rejets de l'usine EDF de Saint-Chamas [7 mai 1996] (p. 2872).

- **Taubira-Delannon (Christiane) : lancement d'Ariane V** : conséquences pour l'environnement [22 mai 1996] (p. 3327).

- **Merville (Denis) : pollution atmosphérique** : réunion du G7 tenue à Caen [29 mai 1996] (p. 3588).

- **Le Nay (Jacques) : Natura 2000** : mise en place [26 juin 1996] (p. 4949).

- **Delvaux (Jean-Jacques) : Natura 2000** : mise en place [26 juin 1996] (p. 4953).

orales sans débat de :

- **Fuchs (Jean-Paul) (n° 653) : parcs naturels régionaux** : aides de l'Etat [29 juin 1995] (p. 752, 753).

- **Serrou (Bernard) (n° 720) : lutte contre les nuisances sonores** : plan d'urgence ; organisation d'un débat parlementaire [30 novembre 1995] (p. 4294).

- **Royal (Ségolène) (n° 717) : aide au tiers monde dans la lutte contre le sida** : financement [30 novembre 1995] (p. 4295).

- **Marcellin (Raymond) (n° 789) : commissions départementales des sites, perspectives et paysages** : composition [18 janvier 1996] (p. 131, 132).

- **Deprez (Léonce) (n° 834) : reboisement du Nord-Pas-de-Calais** : schéma directeur : attitude du Gouvernement [8 février 1996] (p. 739).
- **Lipkowski (Jean de) (n° 847) : situation économique du bassin de Marennes-Oléron** : huîtres : organisation de la production [8 février 1996] (p. 740).
- **Carassus (Pierre) (n° 869) : nuisances sonores dues aux scooters d'eau** : bases nautiques : réglementation ; base de Misy-sur-Yonne [22 février 1996] (p. 1077).
- **Fèvre (Charles) (n° 879) : taxe d'élimination des déchets supportée par les petites communes** : montant de la redevance [22 février 1996] (p. 1077).
- **Bouvard (Michel) (n° 896) : gardes moniteurs des parcs nationaux** : recrutement [7 mars 1996] (p. 1303).
- **Merville (Denis) (n° 913) : projet d'avant-port en eaux profondes du Havre** : création d'une réserve naturelle [14 mars 1996] (p. 1648).
- **André (René) (n° 969) : directive européenne relative aux habitats et à certaines espèces menacées** : réseau Natura 2000 : mise en place [18 avril 1996] (p. 2358).
- **Dolligé (Eric) (n° 973) : incorporation d'oxygène dans les carburants en France** : réglementation européenne [18 avril 1996] (p. 2360).
- **Reymann (Marc) (n° 981) : sociétés chargées du service municipal de la fourrière** : base légale d'intervention : rémunération [18 avril 1996] (p. 2361).
- **Warsmann (Jean-Luc) (n° 1041) : sécurité des centrales nucléaires à l'étranger** : risques dans les pays d'Europe centrale et orientale ; information et prévention de la population [7 mai 1996] (p. 2847).
- **Grandpierre (Michel) (n° 1059) : 71^e régiment du génie d'Oissel** : avenir [21 mai 1996] (p. 3218).
- **Cova (Charles) (n° 1063) : élimination des déchets ménagers** : coopération intercommunale [21 mai 1996] (p. 3219).
- **Bardet (Jean) (n° 1089) : station d'épuration d'Achères** : aménagement [28 mai 1996] (p. 3480).
- **Darsières (Camille) (n° 1088) : installation d'une ligne aérienne haute tension à la Martinique** : conséquences pour l'environnement [28 mai 1996] (p. 3481).
- **Prémont (Brigitte de) (n° 1122) : dispositifs individuels d'assainissement de l'eau** : prise en charge par les communes [11 juin 1996] (p. 4051).
- **Cartaud (Michel) (n° 1126) : évaluation archéologique préalable dans les projets d'urbanisme** : réglementation [11 juin 1996] (p. 4052).
- **Couderc (Raymond) (n° 1130) : communes victimes des crues de l'Orb** : aides de l'Etat [11 juin 1996] (p. 4054).
- **Royal (Ségolène) (n° 1133) : présence d'un puma en forêt de Chizé** : levée de l'interdiction d'accès [11 juin 1996] (p. 4054).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [10 novembre 1995] :

Air (p. 3411, 3413, 3414).

Bruit (p. 3414).

Communautés européennes et Union européenne : directives et règlements : respect (p. 3410, 3414).

Cours d'eau, étangs et lacs : plan Loire (p. 3409, 3410).

Déchets : trafics, sites pollués orphelins (p. 3412).

Eau : agences de l'eau, loi sur l'eau (p. 3414).

Energie :

- énergie nucléaire (p. 3411, 3412) ;

- énergies nouvelles ou renouvelables (p. 3412, 3413).

Lois : lois sur l'environnement : application (p. 3411, 3414).

Ministère :

- crédits (p. 3409 à 3414) ;

- directions régionales de l'environnement (p. 3411).

Organismes et structures :

- associations de défense de l'environnement (p. 3412) ;

- Conservatoire du littoral et des rivages lacustres (p. 3410) ;

- Institut d'écologie et de gestion de la biodiversité (p. 3410) ;

- Institut français de l'environnement (p. 3410, 3412).

Parcs et réserves naturelles (p. 3410).

Risques naturels :

- inondations (p. 3409) ;

- plans de prévention des risques majeurs (p. 3409, 3411).

Risques technologiques : amiante (p. 3413).

Transports :

- aéroports : Roissy (p. 3413) ;

- automobile (p. 3413) ;

- canal Rhin-Rhône (p. 3412).

Réponses aux questions :

Air : dispositif PRIMEQUAL (M. Pierre Lefèbvre) (p. 3415).

Cours d'eau, étangs et lacs : crue de l'Orne (M. Francis Saint-Ellier) (p. 3416).

Energie : énergie nucléaire : centrales des pays de l'Est (M. Francis Saint-Ellier) (p. 3417).

Ministère : Direction de l'architecture et de l'urbanisme (MM. Jean-Paul Fuchs et Francis Saint-Ellier) (p. 3415).

Parcs et réserves naturelles : zones nature (M. Jean-Paul Fuchs) (p. 3416).

Vote des crédits :

Etat C, titre VI :

- favorable à l'amendement n° 335 rectifié de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits) (p. 3419).

Après l'article 68 :

- soutient l'amendement n° 331 du Gouvernement (paramètres acoustiques de la taxe d'atténuation des nuisances sonores sur les grands aérodromes) (p. 3420) : adopté (p. 3422).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la protection des Alpes (n° 2307).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [30 novembre 1995] :

Convention sur les Alpes : genèse et contenu (p. 4297).

Environnement : protection des zones de montagne (p. 4297).

Voirie : traversées autoroutières (p. 4298).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer (ensemble neuf annexes) et de l'accord relatif à l'application de la partie XI de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 (ensemble une annexe) (n° 2309).**

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 1995] :

Son intervention (p. 5157) et *sa réponse* (p. 5164).

Principaux thèmes développés :

Convention des Nations Unies sur le droit de la mer : genèse, dispositions et date d'entrée en vigueur (p. 5157, 5158).

Mer et littoral :

- fonds marins : protection et exploitation (p. 5157, 5158) ;
- pêche maritime (p. 5158).

- **Proposition de loi tendant à actualiser la loi locale de chasse régissant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 2639).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [11 juin 1996] :

Son intervention (p. 4119) et *sa réponse* (p. 4125).

Principaux thèmes développés :

Administration : cahier des charges type arrêté par le préfet du département : (p. 4120, 4125).

Animaux : préservation des espèces ; fermeture de la chasse aux oiseaux migrateurs (p. 4125).

Chasse et pêche :

- droit des propriétaires ; gestion des territoires de chasse par les communes (p. 4120) ;
- lots de chasse intercommunaux, domiciliation des adjudications (p. 4125).

Communes : produit des locations et ressources fiscales (p. 4120, 4125).

- **Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [12 juin 1996] :

Son intervention (p. 4140).

Son interruption (p. 4151) et *son intervention* sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Fabius (Laurent)* (p. 4157).

Son intervention sur la question préalable opposée par : *Fabius (Laurent)* (p. 4180).

Sa réponse (p. 4207).

Répond au rappel au règlement de : *Mazeaud (Pierre)* : indique qu'elle ne diffusera pas l'avis du Conseil d'Etat dans l'hémicycle mais qu'il sera à la disposition des parlementaires qui voudront en prendre connaissance [12 juin 1996] (p. 4155).

Principaux thèmes développés :

Air :

- effet de serre : ozone (p. 4141, 4180) ;
- information de la population (p. 4143, 4181) ;
- plans de protection de l'atmosphère (p. 4143, 4181) ;
- plans régionaux de la qualité de l'air (p. 4143, 4181) ;
- pollution atmosphérique (p. 4140, 4157, 4182, 4208) ;
- réseaux de surveillance (p. 4143, 4208).

Automobiles et cycles : véhicules propres (p. 4141, 4181).

Communautés européennes et Union européenne (p. 4142).

Conseil d'Etat : avis : communication (p. 4151, 4157).

Constitution : articles 34 et 37 (p. 4158).

Energie :

- carburants (p. 4141, 4208) ;
- économies d'énergie (p. 4180).

Environnement :

- généralités (p. 4141) ;
- circulation automobile (p. 4141, 4157, 4181).

Impôts et taxes :

- incitations fiscales (p. 4143) ;
- taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 4208).

Lois :

- loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs (p. 4141) ;
- loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement (p. 4142).

Parlement : Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 4181).

Santé publique (p. 4141, 4157, 4208).

Transports :

- transport combiné (p. 4181) ;
- transports collectifs (p. 4181).

Transports ferroviaires (p. 4157).

Transports routiers (p. 4208).

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 4143, 4181, 4208).

Urbanisme (p. 4143).

Discussion des articles [12, 13 et 14 juin 1996] :

Article 1^{er} (objectifs de la loi) :

- *défavorable* à l'amendement n° 252 de M. Georges Sarre (protection de la qualité de l'air en tant que patrimoine vital et définition de la pollution atmosphérique) (p. 4213) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 291 rectifié de M. Pierre Mazeaud (participation des personnes publiques et des particuliers à une politique concertée dont le but est que tout individu puisse respirer un air qui ne nuise pas à sa santé) (p. 4213).

Après l'article 1^{er} :

- *défavorable* à l'amendement n° 159 de la commission des affaires culturelles (droit à l'information sur la qualité de l'air) (p. 4271).

Article 2 (définition de la pollution atmosphérique) :

- *ses observations* (p. 4272) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 62 de la commission (nouvelle rédaction reprenant les définitions de l'OCDE et de l'Union européenne et intégrant les espaces clos et les substances de nature à influencer sur les changements climatiques) (p. 4273).

Après l'article 2 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 189 de M. Jean-Jacques Weber (création d'un Conseil national pour la qualité de l'air) (p. 4276) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 328 de M. Christian Bataille (même objet) (p. 4276) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 219 corrigé de M. Pierre Albertini (même objet) (p. 4276) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 369 de Mme Ségolène Royal (définition par décret des différentes catégories de zones sensibles) (p. 4278).

Article 3 (organisation de la surveillance de la qualité de l'air) :

- *défavorable* à l'amendement n° 331 de M. Michel Destot (responsabilité de l'Etat en matière de prévention de la pollution de l'air) (p. 4280) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 267 de M. Jean-Pierre Brard (même objet) (p. 4280) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 329 de Mme Ségolène Royal (même objet) (p. 4280) ;
- *favorable* à l'amendement n° 63 de la commission (surveillance des effets de la qualité de l'air sur la santé) (p. 4282) ;
- *favorable* à l'amendement n° 228 de M. Pierre Albertini (concours des collectivités territoriales) (p. 4283) ;

- *défavorable* aux amendements identiques n°s 24 corrigé de M. Denis Merville, 191 de M. Jean-Paul Fuchs et 332 corrigé de Mme Ségolène Royal (coopération des collectivités territoriales) (p. 4283) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 64 de la commission (compétence de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) (p. 4283) ;
- *soutient* le sous-amendement n° 422 du Gouvernement (compétence limitée à la coordination technique de la surveillance de la qualité de l'air) à l'amendement n° 64 de la commission (p. 4283) : adopté après rectification (p. 4284) ;
- *défavorable* aux amendements identiques n°s 25 de M. Denis Merville, 192 de M. Jean-Paul Fuchs et 337 corrigé de M. Christian Bataille (avis du Conseil supérieur des installations classées) (p. 4284) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 65 de la commission (fixation des objectifs de qualité de l'air, des seuils d'alerte et des valeurs limites en conformité avec les normes définies par l'Union européenne ou à défaut par l'Organisation mondiale de la Santé) (p. 4285) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 370 de Mme Ségolène Royal (renforcement des normes dans les zones sensibles) (p. 4285) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 339 de M. Christian Bataille (réévaluation des objectifs de qualité, des seuils d'alerte et des valeurs limites) (p. 4286) ;
- *favorable* à l'amendement n° 66 de la commission (même objet) (p. 4286) ;
- *favorable* aux amendements identiques n°s 193 de M. Jean-Paul Fuchs et 333 de M. Christian Bataille (définition des objectifs de qualité, des seuils d'alerte et des valeurs limites) (p. 4287) ;
- *soutient* le sous-amendement n° 424 du Gouvernement (nouvelle définition des objectifs de qualité) à l'amendement n° 193 de M. Jean-Paul Fuchs (p. 4286) : adopté (p. 4287) ;
- *défavorable* aux amendements identiques n°s 28 de M. Denis Merville, 194 de M. Jean-Paul Fuchs et 338 de M. Christian Bataille (définition des substances polluantes) (p. 4287) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 67 de la commission (surveillance des paramètres de santé publique susceptibles d'être affectés par l'évolution de la qualité de l'air) (p. 4287) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 335 de M. Jean-Yves Le Déaut (mise en place au 1^{er} janvier 1997 d'un dispositif de surveillance dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants) (p. 4288) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 396 de M. Jean-François Mattei (prise en compte de l'impact sanitaire de la pollution atmosphérique) (p. 4288) ;
- *favorable* à l'amendement n° 68 de la commission (adaptation des modalités de surveillance aux besoins de chaque zone intéressée) (p. 4289) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 69 de la commission (fixation par décret des modalités d'application des trois premiers alinéas de l'article) (p. 4289) ;
- *soutient* le sous-amendement n° 423 du Gouvernement (décret en Conseil d'Etat) à l'amendement n° 69 de la commission : rejeté (p. 4289) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 163 de la commission des affaires culturelles (représentation des directions régionales des affaires sociales au sein des organismes de surveillance) (p. 4290) ;
- *favorable* à l'amendement n° 70 de la commission (représentation des associations au sein des organismes de surveillance) (p. 4290) ;
- *favorable* à l'amendement n° 71 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application du quatrième alinéa de l'article) (p. 4290) ;

- *favorable* à l'amendement n° 72 de la commission (méthodes de mesure et critères d'emplacement des matériels) (p. 4290) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 73 de la commission (retrait des agréments) (p. 4291) ;
- *défavorable* aux amendements identiques n°s 196 de M. Jean-Paul Fuchs et 336 de Mme Ségolène Royal (validité des agréments au regard de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) (p. 4291).

Article 4 (droit à l'information) :

- *ses observations* (p. 4292) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 340 de M. Christian Bataille (contenu du droit à l'information) (p. 4293) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 395 rectifié de Mme Ségolène Royal (prise en compte de l'impact sur la santé et l'environnement) à l'amendement n° 340 de M. Christian Bataille (p. 4293) ;
- *défavorable* aux amendements identiques n°s 197 corrigé de M. Jean-Paul Fuchs et 374 corrigé de Mme Ségolène Royal (diffusion des informations et publication d'un rapport par l'Agence de l'environnement et la maîtrise de l'énergie) (p. 4294) ;
- *favorable* à l'amendement n° 75 de la commission (publication des prévisions relatives à la surveillance de la qualité de l'air) (p. 4294) ;
- *soutient* l'amendement n° 425 du Gouvernement (suppression de l'obligation de publier les informations pour les organismes de surveillance) : adopté (p. 4294) ;
- *favorable* à l'amendement n° 76 rectifié de la commission (publication d'un inventaire annuel des émissions des substances polluantes, d'un inventaire des consommations d'énergie et d'un rapport sur la qualité de l'air) (p. 4294) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 436 de M. Jean-François Mattei (avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France) à l'amendement n° 76 rectifié de la commission (p. 4294) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 165 de la commission des affaires culturelles (réalisation de l'étude d'impact de la qualité de l'air sur la santé par les directions régionales des affaires sanitaires et sociales) (p. 4295) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 247 de M. Patrick Trémège (création d'un organisme régional chargé de l'information en matière d'impact de la pollution de l'air sur la santé) (p. 4296) ;
- *ses observations* sur les amendements identiques n°s 198 corrigé de M. Jean-Paul Fuchs et 412 de Mme Ségolène Royal (rôle de l'Etat en matière d'information) (p. 4296) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 166 de la commission des affaires culturelles (suppression de la possibilité pour l'autorité administrative de déléguer aux organismes de surveillance la mise en œuvre de l'information) (p. 4297) ;
- *favorable* à l'amendement n° 77 de la commission (de coordination) (p. 4298).

Article 5 (conditions d'application du titre premier) :

- *favorable* à l'amendement n° 78 de la commission (de suppression) (p. 4298).

Article 6 (définition et contenu du plan régional) :

- *ses observations* (p. 4300) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 237 de M. Didier Julia (élaboration par le conseil régional en association avec l'Etat du plan de la région Ile-de-France) (p. 4301) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 376 de Mme Ségolène Royal (contenu des orientations du plan) (p. 4303) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 375 de Mme Ségolène Royal (de précision) (p. 4303) ;

- ses observations sur l'amendement n° 377 de Mme Ségolène Royal (évaluation des études épidémiologiques et environnementales à caractère régional) (p. 4303) ;
- favorable à l'amendement n° 79 de la commission (évaluation des effets de la qualité de l'air sur la santé publique) (p. 4304).

Article 7 (modalités d'élaboration et d'adoption du plan régional) :

- défavorable à l'amendement n° 306 de M. Georges Hage (participation des collectivités territoriales) (p. 4305) ;
- défavorable à l'amendement n° 309 de M. Georges Hage (même objet) (p. 4305) ;
- défavorable à l'amendement n° 308 de M. Georges Hage (suppression de l'avis des conseils municipaux des communes disposant d'un plan de déplacements urbains) (p. 4305) ;
- favorable à l'amendement n° 437 de la commission (consultation des autorités compétentes pour l'organisation des transports urbains) (p. 4306) ;
- défavorable à l'amendement n° 170 de la commission des affaires culturelles (modalités de consultation du conseil régional) (p. 4306) ;
- favorable à l'amendement n° 80 de la commission (prise en compte de l'organisation particulière de la collectivité territoriale de Corse) (p. 4306) ;
- défavorable à l'amendement n° 81 corrigé de la commission (révision du plan) (p. 4307) ;
- défavorable à l'amendement n° 307 de M. Georges Hage (compatibilité du plan avec le schéma directeur régional) (p. 4309) ;
- soutient l'amendement n° 441 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 4309) ;
- favorable à l'amendement n° 82 de la commission (rédactionnel) (p. 4309).

Après l'article 7 :

- défavorable à l'amendement n° 269 de M. Jean-Pierre Brard (création d'agences régionales de l'intermodalité) (p. 4310).

Article 9 (champ d'application et procédure d'élaboration du plan) :

- ses observations (p. 4312) ;
- ses observations sur l'amendement n° 378 de Mme Ségolène Royal (élaboration du plan lorsque les valeurs limites risquent d'être dépassées) (p. 4313) ;
- défavorable à l'amendement n° 83 de la commission (consultation des conseils municipaux) (p. 4313) ;
- favorable à l'amendement n° 84 de la commission (révision du plan) (p. 4314).

Article 10 (contenu du plan) :

- favorable à l'amendement n° 85 de la commission (fixation des moyens permettant d'atteindre les objectifs de qualité de l'air) (p. 4314) ;
- soutient le sous-amendement n° 426 du Gouvernement (définition des orientations) à l'amendement n° 85 de la commission : adopté (p. 4314) ;
- défavorable à l'amendement n° 86 de la commission (renforcement des mesures techniques prévues à l'article 21) (p. 4315) ;
- défavorable à l'amendement n° 201 de M. Jean-Paul Fuchs (portée du plan) (p. 4315) ;
- défavorable à l'amendement n° 379 de Mme Ségolène Royal (même objet) (p. 4315) ;
- défavorable à l'amendement n° 87 de la commission (de suppression du deuxième alinéa de l'article) (p. 4315).

Article 11 (mesures destinées à réduire les sources de pollution atmosphérique) :

- défavorable aux amendements identiques n° 88 de la commission et 52 de M. Jacques Masdeu-Arus (limitation de la circulation des véhicules les plus polluants) (p. 4316).

Après l'article 11 :

- favorable à l'amendement n° 89 de la commission (décret d'application) (p. 4317).

Avant l'article 12 :

- favorable aux amendements identiques n° 90 de la commission et 172 de la commission des affaires culturelles (création d'un titre III bis intitulé « mesures d'urgence ») (p. 4317).

Article 12 (mesures prises dans le cadre de la procédure d'alerte) :

- favorable à l'amendement n° 91 de la commission (information du public) (p. 4318) ;
- favorable à l'amendement n° 92 rectifié de la commission (information des maires intéressés) (p. 4318) ;
- ses observations sur l'amendement n° 381 de Mme Ségolène Royal (suppression de la consultation des maires en cas d'urgence) (p. 4318) ;
- défavorable à l'amendement n° 383 de Mme Ségolène Royal (renforcement des mesures de restriction ou de suspension des activités concourant aux pointes de pollution) (p. 4319) ;
- défavorable à l'amendement n° 382 de Mme Ségolène Royal (restriction à la circulation des véhicules diesel et des véhicules ne transportant qu'un seul passager) (p. 4321) ;
- ses observations sur l'amendement n° 342 de M. Christian Bataille (révision du plan) (p. 4323).

Après l'article 12 :

- défavorable à l'amendement n° 343 de M. Christian Bataille (adaptation du schéma directeur de la région Ile-de-France aux objectifs de qualité de l'air) (p. 4323).

Article 13 (modalités d'application du titre III) :

- favorable aux amendements identiques n° 94 de la commission et 293 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 4331).

Après l'article 13 :

- défavorable à l'amendement n° 442 de M. Jacques Vernier (gratuité d'accès aux transports collectifs en cas de dépassement des seuils de pollution et de déclenchement de la procédure d'alerte) (p. 4332).

Avant l'article 14 :

- défavorable à l'amendement n° 384 de Mme Ségolène Royal (partage à égalité de la voirie entre, d'une part, les transports en commun et les deux-roues et, d'autre part, les voitures) (p. 4333).

Article 14 (modifications des dispositions relatives aux plans de déplacements urbains) :

Article 28 de la loi du 30 décembre 1982 :

- défavorable à l'amendement n° 205 de M. Jean-Jacques Weber (contenu et élaboration du plan) (p. 4336) ;
- défavorable à l'amendement n° 345 de M. Christian Bataille (même objet) (p. 4336) ;
- favorable à l'amendement n° 413 de la commission (élaboration du plan de déplacements urbains en cas d'absence de plan régional de la qualité de l'air) (p. 4336) ;
- favorable à l'amendement n° 175 de la commission des affaires culturelles (prise en compte de la protection de la santé) (p. 4336) ;
- défavorable à l'amendement n° 95 de la commission (élaboration du plan dans un délai de deux ans à compter de la publication de la loi pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants) (p. 4336) ;

- défavorable à l'amendement n° 347 de M. Michel Destot (élaboration du plan pour toute agglomération de plus de 100 000 habitants) (p. 4337) ;
- soutient l'amendement n° 433 du Gouvernement (élaboration du plan pour toute agglomération de plus de 250 000 habitants) : devenu sans objet (p. 4337).

Article 28-1 de la loi du 30 décembre 1982 :

- ses observations sur les amendements identiques n° 96 de la commission et 270 de M. Jean-Pierre Brard (orientation prioritaire portant sur la diminution du trafic automobile) (p. 4338) ;
- défavorable à l'amendement n° 319 de M. Patrick Trémège (affectation de plus de la moitié de la voirie publique des nouvelles zones d'aménagement concerté aux transports collectifs et aux moyens de déplacement les moins polluants) (p. 4338) ;
- défavorable à l'amendement n° 311 de M. Georges Hage (interdiction de la création d'axes routiers majeurs à l'intérieur des zones d'aménagement concerté) (p. 4339) ;
- soutient l'amendement n° 428 du Gouvernement (intégration du stationnement souterrain dans les orientations du plan) : adopté après modifications (p. 4339) ;
- défavorable au sous-amendement n° 439 de M. Jacques Vernier (priorité aux véhicules peu polluants) à l'amendement n° 428 du Gouvernement (p. 4339) ;
- favorable à l'amendement n° 248 de M. Patrick Trémège (encouragement à l'utilisation des transports en commun et au covoiturage) (p. 4339).

Article 28-2 de la loi du 30 décembre 1982 :

- défavorable à l'amendement n° 274 de M. Jean-Pierre Brard (révision du plan lorsque les objectifs de qualité de l'air n'ont pas été respectés l'année précédente) (p. 4340) ;
- favorable à l'amendement n° 55 de M. Jacques Masdeu-Arus (consultation des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4340) ;
- défavorable à l'amendement n° 312 de M. Georges Hage (consultation des collectivités territoriales) (p. 4340) ;
- défavorable aux amendements identiques n° 98 deuxième correction de la commission et 386 de Mme Ségolène Royal (consultation obligatoire des représentants des usagers des transports et des associations agréées de protection de l'environnement) (p. 4341) ;
- défavorable à l'amendement n° 271 de M. Jean-Pierre Brard (consultation des collectivités locales sur le projet de plan) (p. 4341) ;
- défavorable à l'amendement n° 349 de M. Christian Bataille (élaboration du projet de plan dans un délai d'un an à compter de la publication de la loi) (p. 4342) ;
- défavorable à l'amendement n° 313 de M. Georges Hage (consultation des collectivités territoriales sur le projet de plan) (p. 4342) ;
- ses observations sur l'amendement n° 99 de la commission (soumission du plan à enquête publique) (p. 4342) ;
- favorable à l'amendement n° 100 de la commission (de coordination) (p. 4343) ;
- défavorable à l'amendement n° 351 de M. Christian Bataille (mise en œuvre des orientations du plan par l'autorité compétente pour l'organisation des transports urbains) (p. 4343) ;
- défavorable à l'amendement n° 297 de M. Jacques Vernier (compatibilité avec le plan des décisions ayant des effets sur les déplacements) (p. 4343) ;
- défavorable à l'amendement n° 101 de la commission (pouvoir de substitution du préfet en cas de non-approbation du plan dans un délai de trois ans à compter de la publication de la loi) (p. 4343) ;
- défavorable à l'amendement n° 102 de la commission (révision du plan lorsque les objectifs de qualité de l'air n'ont pas été atteints) (p. 4344).

Article 28-3 de la loi du 30 décembre 1982 :

- défavorable à l'amendement n° 15 de M. Didier Julia (modification de la procédure d'élaboration du plan dans la région Ile-de-France) (p. 4345) ;
- défavorable à l'amendement n° 273 de M. Jean-Pierre Brard (même objet) (p. 4345, 4346) ;
- défavorable à l'amendement n° 353 de M. Christian Bataille (même objet) (p. 4345) ;
- défavorable à l'amendement n° 314 de M. Georges Hage (révision du plan dans la région Ile-de-France et compatibilité du schéma directeur avec le plan régional de la qualité de l'air et le plan de déplacements urbains) (p. 4347) ;
- défavorable à l'amendement n° 272 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la compatibilité du plan avec les orientations du schéma directeur de la région Ile-de-France) (p. 4347) ;
- favorable à l'amendement n° 56 de M. Jacques Masdeu-Arus (de conséquence) (p. 4347) ;
- défavorable aux amendements identiques n° 103 de la commission et 352 de M. Christian Bataille (consultation des représentants des usagers et des professions des transports et des associations agréées de protection de l'environnement) (p. 4348) ;
- ses observations sur l'amendement n° 104 de la commission (de conséquence) (p. 4348) ;
- défavorable à l'amendement n° 298 de M. Jacques Vernier (de conséquence) (p. 4348).

Après l'article 15 :

- défavorable à l'amendement n° 388 de Mme Ségolène Royal (insertion d'un titre IV *bis* intitulé « Plans de rapprochement entre travail et domicile » et d'un article 15 *bis*) (p. 4349).

Article 16 (prise en compte de l'environnement dans les choix d'infrastructures de transport) :

- défavorable à l'amendement n° 178 de la commission des affaires culturelles (prise en compte de la protection de la santé dans les choix relatifs aux infrastructures) (p. 4350) ;
- défavorable à l'amendement n° 179 de la commission des affaires culturelles (prise en compte de la protection de la santé dans les schémas directeurs d'infrastructures) (p. 4350).

Article 17 (modifications du code de l'urbanisme) :

- favorable à l'amendement n° 105 de la commission (prise en compte dans les documents d'urbanisme des pollutions et nuisances de toute nature) (p. 4350) ;
- favorable à l'amendement n° 106 de la commission (prise en compte dans les schémas directeurs des pollutions et nuisances de toute nature) (p. 4350) ;
- favorable à l'amendement n° 107 rectifié de la commission (prise en considération des orientations du plan de déplacements urbains dans le plan d'aménagement d'une zone d'aménagement concerté) (p. 4351) ;
- soutient l'amendement n° 427 du Gouvernement (possibilité d'affectation de la participation pour non-réalisation d'aires de stationnement à la réalisation des travaux nécessaires à la desserte des constructions par les transports collectifs urbains) : adopté (p. 4351) ;
- défavorable à l'amendement n° 299 de M. Jacques Vernier (délivrance du permis de construire pour les grands équipements collectifs subordonnée à la réalisation d'une desserte par les transports en commun) (p. 4351).

Après l'article 17 :

- défavorable à l'amendement n° 232 de la commission des affaires culturelles (mention de la préservation de la santé à l'article L. 200-1 du code rural) (p. 4352).

Article 18 (contenu des études d'impact) :

- favorable à l'amendement n° 109 de la commission (analyse des coûts et des avantages induits pour la collectivité) (p. 4352) ;
- défavorable à l'amendement n° 180 de la commission des affaires culturelles (saisine du ministre chargé de la santé) (p. 4352) ;
- défavorable à l'amendement n° 152 rectifié de M. Jean-François Mattei (agrément des organismes effectuant des études d'impact) (p. 4352).

Avant l'article 19 :

- favorable à l'amendement n° 443 de M. Jacques Vernier (nouvel intitulé du titre VI : « Mesures techniques nationales de prévention de la pollution et d'utilisation rationnelle de l'énergie »).

Article 19 (mesures destinées à réduire la consommation d'énergie et à prévenir les émissions polluantes. - Incorporation d'un taux minimal d'oxygène dans les carburants et combustibles liquides. - Teneur maximale des carburants en divers produits polluants ou toxiques) :

- défavorable aux amendements identiques n°s 206 de M. Jean-Jacques Weber et 354 de M. Christian Bataille (contenu des décrets en Conseil d'Etat) (p. 4355) ;
- favorable à l'amendement n° 397 de M. Jacques Vernier (même objet) (p. 4355) ;
- soutient le sous-amendement n° 444 du Gouvernement (exclusion des normes et des spécifications applicables aux véhicules) à l'amendement n° 397 de M. Jacques Vernier (p. 4355) ;
- défavorable à l'amendement n° 110 de la commission (contrôle des consommations d'énergie et des émissions de substances polluantes) (p. 4356) ;
- favorable à l'amendement n° 111 de la commission (contenu du décret relatif à la limitation de la publicité) (p. 4356) ;
- défavorable aux amendements identiques n°s 207 de M. Jean-Jacques Weber et 356 de Mme Ségolène Royal (de suppression du dernier alinéa [3°] du II de l'article) (p. 4356) ;
- défavorable à l'amendement n° 112 de la commission (implication des producteurs de produits générant des effluents gazeux et des distributeurs de carburants et de combustibles fossiles dans la lutte contre la pollution de l'air) (p. 4357) ;
- défavorable à l'amendement n° 429 de M. Olivier Darrason (incorporation de composants oxygénés dans les carburants avant le 1^{er} janvier 2000) (p. 4358) ;
- favorable à l'amendement n° 113 deuxième rectification de la commission (même objet) (p. 4358) ;
- défavorable au sous-amendement n° 421 de M. Charles de Courson (application d'un taux spécifique d'oxygène pour les flottes publiques) à l'amendement n° 113 deuxième rectification de la commission (p. 4359) ;
- défavorable au sous-amendement n° 420 de M. Charles de Courson (teneurs maximales de produits aromatiques, d'oléfine et de soufre dans les carburants) à l'amendement n° 113 deuxième rectification de la commission (p. 4359) ;
- soutient le sous-amendement n° 445 du Gouvernement (suppression du taux spécifique d'oxygène plus élevé pour les carburants des flottes de plus de cinquante véhicules) à l'amendement n° 113 deuxième rectification de la commission (p. 4358) : adopté (p. 4359) ;
- défavorable à l'amendement n° 400 de Mme Ségolène Royal (prévention de la pollution des eaux susceptible d'être provoquée par la production de carburants d'origine végétale) (p. 4359) ;
- favorable à l'amendement n° 114 de la commission (de conséquence) (p. 4359) ;
- défavorable à l'amendement n° 43 corrigé de M. Philippe Legras (utilisation du bois comme matériau de construction) (p. 4359) ;

- défavorable à l'amendement n° 115 de la commission (même objet) (p. 4359).

Article 19 bis (encouragement au développement des véhicules électriques ou peu polluants dans les flottes publiques) :

- favorable à l'amendement n° 116 de la commission (de suppression) (p. 4360).

Article 20 (prescriptions pouvant être imposées par les autorités administratives) :

- favorable à l'amendement n° 117 de la commission (rédactionnel) (p. 4361) ;
- ses observations sur l'amendement n° 118 de la commission (retrait de l'agrément des experts et des organismes chargés des contrôles) (p. 4361) ;
- favorable à l'amendement n° 119 de la commission (de conséquence) (p. 4361) ;
- ses observations sur l'amendement n° 120 de la commission (estimation des frais de climatisation) (p. 4361) ;
- ses observations sur l'amendement n° 121 de la commission (estimation des frais de chauffage et d'eau chaude des immeubles à usage d'habitation ou à usage tertiaire proposés à la vente ou à la location) (p. 4361) ;
- soutient l'amendement n° 430 du Gouvernement (estimation des frais de chauffage et d'eau chaude des logements ou locaux proposés à la vente ou à la location) : adopté après rectification (p. 4361) ;
- défavorable à l'amendement n° 418 de M. Patrick Trémège (équipement des immeubles en conduits de fumée et utilisation prioritaire des réseaux urbains ou industriels) (p. 4363) ;
- défavorable à l'amendement n° 122 de la commission (même objet) (p. 4363) ;
- défavorable à l'amendement n° 440 de M. Pierre Albertini (limitation de l'utilisation des substances chimiques à potentiels élevés de destruction de l'ozone dans la lutte contre les incendies) (p. 4363) ;
- défavorable à l'amendement n° 123 de la commission (limitation des émissions de composés organiques volatils liées au ravitaillement dans les stations-service) (p. 4363).

Article 21 (règles concernant les véhicules et leurs équipements) :

- défavorable à l'amendement n° 251 de M. Patrick Trémège (insertion dans le code de la route d'un article 1^{er} A relatif à la protection de la qualité de l'air) (p. 4364) ;
- favorable à l'amendement n° 124 de la commission (rédactionnel) (p. 4364) ;
- défavorable à l'amendement n° 125 de la commission (suppression de la référence au dioxyde de carbone) (p. 4365) ;
- défavorable à l'amendement n° 126 deuxième rectification de la commission (limitation de la pollution des eaux et de la production de déchets) (p. 4365) ;
- défavorable aux amendements identiques n°s 209 de M. Jean-Jacques Weber et 389 de Mme Ségolène Royal (affichage de la consommation énergétique des véhicules) (p. 4366) ;
- favorable à l'amendement n° 127 de la commission (identification des véhicules fondée sur leur contribution à la limitation de la pollution atmosphérique et aux économies d'énergie) (p. 4366) ;
- soutient le sous-amendement n° 431 du Gouvernement (suppression de la référence aux économies d'énergie) à l'amendement n° 127 de la commission : adopté (p. 4366) ;
- défavorable à l'amendement n° 128 de la commission (conditions de circulation et de stationnement privilégiées pour les véhicules faisant l'objet d'une identification fondée sur leur contribution à la limitation de la pollution atmosphérique) (p. 4373) ;
- défavorable à l'amendement n° 250 de M. Patrick Trémège (acquisition d'une formation en matière d'environnement dans le cadre de l'apprentissage du code de la route) (p. 4374) ;

- défavorable à l'amendement n° 398 de la commission (équipement progressif des flottes de plus de cinquante véhicules en véhicules propres) (p. 4374).

Après l'article 21 :

- défavorable à l'amendement n° 403 de M. Marc Laffineur (rapport au Parlement sur les émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques) (p. 4375) ;
- défavorable à l'amendement n° 390 de Mme Ségolène Royal (rapport sur les conditions de transformation du projet de canal Rhin-Rhône en un projet de transport combiné rail-route) (p. 4375).

Article 22 (objectifs de la fiscalité des énergies fossiles et financement de la surveillance de la qualité de l'air) :

- ses observations (p. 4376) ;
- défavorable à l'amendement n° 359 de M. Jean-Yves Le Déaut (nouvelle définition des objectifs supprimant les références à la compétitivité de l'économie et à la sécurité d'approvisionnement) (p. 4377) ;
- ses observations sur l'amendement n° 129 de la commission (application de l'article aux énergies renouvelables) (p. 4377) ;
- ses observations sur l'amendement n° 59 de M. François-Michel Gonnot (prise en compte de la santé) (p. 4377) ;
- défavorable à l'amendement n° 392 de Mme Ségolène Royal (prix des carburants polluants) (p. 4378) ;
- défavorable à l'amendement n° 130 de la commission (financement de la lutte contre la pollution atmosphérique et des actions de promotion des utilisations rationnelles des énergies fossiles) (p. 4379) ;
- défavorable à l'amendement n° 233 de M. Philippe Legras (compétence de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie en matière de financement de la surveillance de la qualité de l'air) (p. 4379) ;
- favorable à l'amendement n° 131 rectifié de la commission (rapport sur la fiscalité des énergies fossiles) (p. 4379) ;
- défavorable à l'amendement n° 284 de M. Ladislav Poniatowski (même objet) (p. 4379).

Après l'article 22 :

- défavorable à l'amendement n° 277 de M. Jean-Pierre Brard (alignement de la fiscalité applicable au gazole sur celle applicable au supercarburant plombé) (p. 4380).

Article 23 (remboursement partiel de la taxe intérieure sur les produits pétroliers en faveur des exploitants de transports publics de voyageurs utilisant des énergies peu polluantes) :

- défavorable à l'amendement n° 132 de la commission (relèvement des plafonds de remboursement) (p. 4383) ;
- défavorable à l'amendement n° 296 de M. François-Michel Gonnot (relèvement du plafond de remboursement pour les exploitants de réseaux de transports publics en commun de voyageurs) (p. 4384) ;
- défavorable à l'amendement n° 295 de M. François-Michel Gonnot (relèvement du plafond de remboursement pour les chauffeurs de taxis) (p. 4383) ;
- défavorable à l'amendement n° 240 de M. Marc Laffineur (diminution progressive du taux de remboursement) (p. 4384) ;
- défavorable à l'amendement n° 364 rectifié de M. Christian Bataille (bénéfice de la défiscalisation des carburants consommés par les taxis réservé progressivement aux carburants gazeux) (p. 4384).

Après l'article 23 :

- défavorable à l'amendement n° 279 de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA aux ventes de véhicules à faible consommation de carburant) (p. 4385) ;

- défavorable à l'amendement n° 280 de M. Jean-Pierre Brard (création d'une taxe sur les emplacements de stationnement pour les véhicules particuliers sur le lieu de travail) (p. 4386).

Article 23 bis (aide aux exploitants de réseaux de transports en commun) :

- soutient l'amendement n° 432 du Gouvernement (application du dispositif aux autobus) : adopté (p. 4386).

Article 24 (exonération de la taxe sur les véhicules de société pour les véhicules électriques ou peu polluants) :

- défavorable à l'amendement n° 37 de M. Denis Merville (application de l'exonération aux véhicules fonctionnant exclusivement ou non au moyen du gaz naturel, du gaz de pétrole liquéfié ou de l'énergie électrique) (p. 4387) ;
- ses observations sur l'amendement n° 287 de M. Ladislav Poniatowski (application de l'exonération aux véhicules fonctionnant au moyen d'une bicarburant gaz de pétrole liquéfié/essence) (p. 4388).

Après l'article 24 :

- défavorable à l'amendement n° 362 de M. Jean-Yves Le Déaut (réduction de moitié de la vignette automobile portée progressivement de 5 à 10 ans pour les véhicules diesel et réforme du calcul de la puissance fiscale des véhicules) (p. 4389).

Article 25 supprimé par le Sénat (faculté d'exonération de la « vignette » pour les véhicules électriques ou peu polluants) :

- favorable à l'amendement n° 135 de la commission (rétablissement de l'article avec la faculté pour le conseil général de moduler l'avantage fiscal) (p. 4391) ;
- soutient le sous-amendement n° 446 du Gouvernement (exonération pour les véhicules fonctionnant exclusivement ou non au moyen de l'énergie électrique, du gaz naturel ou du gaz de pétrole liquéfié) à l'amendement n° 135 de la commission : adopté (p. 4392).

Article 26 supprimé par le Sénat (faculté d'exonération de la taxe sur les « cartes grises » pour les véhicules électriques ou peu polluants) :

- favorable à l'amendement n° 136 de la commission (rétablissement de l'article avec la faculté pour le conseil régional de moduler l'avantage fiscal) (p. 4393) ;
- soutient le sous-amendement n° 447 du Gouvernement (exonération pour les véhicules fonctionnant exclusivement ou non au moyen de l'énergie électrique, du gaz naturel ou du gaz de pétrole liquéfié) à l'amendement n° 136 de la commission (p. 4393) : adopté (p. 4394).

Article 27 (extension du dispositif de l'amortissement exceptionnel) :

- défavorable à l'amendement n° 137 de la commission (extension aux véhicules fonctionnant au moyen du gaz naturel ou d'une bicarburant essence/gaz de pétrole liquéfié) (p. 4394) ;
- défavorable à l'amendement n° 363 de M. Christian Bataille (extension aux véhicules fonctionnant au moyen d'une bicarburant) (p. 4395).

Après l'article 27 :

- défavorable à l'amendement n° 290 rectifié de M. Ladislav Poniatowski (exonération de la TVA pour les véhicules fonctionnant au moyen de l'énergie électrique, du gaz naturel ou d'une bicarburant) (p. 4395) ;
- défavorable à l'amendement n° 138 de la commission (exonération de la TVA pour les véhicules électriques) (p. 4395).

Article 28 A (clarification du champ de compétences du titre VIII) :

- favorable à l'amendement n° 139 de la commission (rédactionnel) (p. 4396).

Article 29 bis (pouvoirs de consignation) :

- favorable aux amendements n°s 141, 399, 142 et 143 de la commission (de conséquence) (p. 4397).

Article 33 (sanctions administratives) :

- favorable à l'amendement n° 144 rectifié de la commission (suppression de l'effet suspensif de l'opposition à un titre exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par le préfet) (p. 4398).

Article 34 (sanctions pénales) :

- favorable à l'amendement n° 145 de la commission (doublement de la peine d'emprisonnement et du montant de l'amende) (p. 4398).

Article 37 (coordination) :

- favorable à l'amendement n° 146 de la commission (composition et mode de nomination des membres des comités régionaux de l'environnement) (p. 4399) ;
- soutient l'amendement n° 434 du Gouvernement (suppression du conseil départemental de l'environnement) : retiré ; repris par M. Robert Pandraud (p. 4399) : rejeté (p. 4400) ;
- défavorable à l'amendement n° 147 de la commission (création d'un service spécialisé chargé du contrôle du stationnement à Paris) (p. 4401).

Article 38 (mesures d'application) :

- défavorable à l'amendement n° 148 de la commission (dispositions transitoires) (p. 4403) ;
- favorable à l'amendement n° 149 de la commission (extension de la responsabilité pénale des personnes morales aux infractions à la loi du 2 août 1961 relative aux pollutions causées par des substances radioactives) (p. 4403) ;
- défavorable aux amendements identiques n°s 150 de la commission et 190 de M. Jean-Jacques Weber (abrogation de la loi du 10 mars 1948 sur l'utilisation de l'énergie) (p. 4403) ;
- défavorable à l'amendement n° 151 de la commission (extension du champ d'application de la loi aux objets et dispositifs conçus pour l'accomplissement des missions de défense nationale) (p. 4403) ;
- défavorable à l'amendement n° 366 de M. Christian Bataille (publication d'un recueil regroupant les règles applicables au nucléaire) (p. 4405).

Après l'article 38 :

- défavorable à l'amendement n° 184 de la commission des affaires culturelles (rapport au Parlement sur la gestion des risques pour la santé) (p. 4406) ;
- défavorable à l'amendement n° 365 de Mme Ségolène Royal (rapport sur les alternatives à l'usage de l'automobile) (p. 4407).

Seconde délibération de l'article 13 bis :**Article 13 bis (gratuité d'accès aux transports collectifs en cas de dépassement des seuils de pollution et de déclenchement de la procédure d'alerte) :**

- soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 4407) : adopté (p. 4408).

Son intervention (p. 4410).

LEPELTIER (Serge)

Député du Cher

(3^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre suppléant de la commission des immunités [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France [J.O. du 18 octobre 1995] (p. 15198).

Vice-président de cette commission [J.O. du 15 novembre 1995] (p. 16759).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

QUESTIONS**au Gouvernement :**

- **Réforme de la filière bovine** : effets de la maladie dite de la « vache folle » [19 juin 1996] (p. 4526).

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de procéder à un examen approfondi des procédures en vigueur en matière d'entrée des étrangers sur le territoire, de mesurer l'ampleur et l'origine des dysfonctionnements actuels et de proposer les instruments juridiques nécessaires à leur amélioration (n° 2163).**

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [11 octobre 1995] :

Certificats d'hébergement (p. 1769).

Clandestins (p. 1769).

Immigration (p. 1769, 1770).

Office des migrations internationales (p. 1769).

Regroupement familial (p. 1769).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - Questions [25 octobre 1995] :

Voirie : autoroute A 26 : prolongement en vue de la réalisation de l'axe Bourges-La Charité-Auxerre (p. 2478).

Défense. - Questions [8 novembre 1995] :

Industrie d'armement : Groupement industriel des armements terrestres (p. 3251).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Charles Millon, ministre de la défense, sur la politique de défense et débat sur cette déclaration (n° 2654).**

Principaux thèmes développés [20 mars 1996] :

Industries d'armement :

- généralités, coopération européenne, restructurations (p. 1865, 1868) ;

- Groupement industriel des armements terrestres (p. 1866).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 juin 1996] (p. 3952) :

Industries d'armement : Groupement industriel des armements terrestres.

- **Déclaration du Gouvernement sur la SNCF présentée par Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports et M. Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme (n° 2875).**

Principaux thèmes développés [11 juin 1996] (p. 4111) :

Etat : rôle.

Transports :

- modes de transports : concurrence ;
- transport combiné.

Transports ferroviaires :

- fret ;
- infrastructures : financement.

Transports fluviaux.

LE PENSEC (Louis)

Député du Finistère

(8^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 5 mars 1996] (p. 3439).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 mars 1996] (p. 3439).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 19 mars 1996] (p. 4235).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 19 mars 1996] (p. 4235).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété de navires de commerce [J.O. du 25 juin 1996] (p. 9502).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Situation sociale** : grève ; réforme de la sécurité sociale : négociations [6 décembre 1995] (p. 4641, 4642).
- **Pêche maritime** : plan d'orientation pluriannuel [7 février 1996] (p. 671).
- **Nouvelle-Calédonie** : statut [24 avril 1996] (p. 2542).
- **Service public de la SNCF** : fermeture de lignes et de gares [12 juin 1996] (p. 4170).
- **Arsenaux** : situation de la Direction des constructions navales [26 juin 1996] (p. 4947).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Questions [2 novembre 1995] :

Exploitants agricoles : droits à produire (p. 2934).

Pêche :

- Comité interministériel de restructuration de la pêche artisanale (p. 2933) ;
 - Fonds d'intervention et d'organisation des produits de la mer (p. 2933) ;
 - prix minima (p. 2933).
- **Projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française (n° 2456).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [31 janvier 1996] :

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par : *Juventin (Jean)* (p. 447).

Son intervention (p. 452).

Principaux thèmes développés :

Défense : essais nucléaires (p. 452).

Juridictions administratives : Conseil d'Etat : compétence en premier et dernier ressort (p. 452).

Lois : loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française (p. 452).

Mer et littoral : droit de la propriété : contentieux administratif (p. 452).

Politique économique et sociale :

- contrat de plan (p. 452) ;
- lutte contre l'exclusion (p. 452).

Polynésie française : exécutif territorial (p. 452).

Fait personnel : déclare qu'il ne retire rien de ce qu'il a déclaré et qui a été repris par M. Gaston Flosse [31 janvier 1996] (p. 460).

Discussion des articles [31 janvier 1996] :

Article 4 (domaine public du territoire) :

- *défavorable* à l'amendement n° 10 de la commission (définition du domaine public maritime) (p. 481).

Article 8 (formation du gouvernement) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 12 de la commission (suppression de la procédure de motion de censure spéciale en cas de formation du gouvernement) (p. 483).

Article 37 (attributions du président dans les relations internationales) :

- *défavorable* à l'amendement n° 37 de la commission (attributions du président dans les relations internationales) (p. 495).

Vote contre du groupe socialiste (p. 453).

- **Projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété de navires de commerce (n° 2880).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 juin 1996] (p. 4721) :

Chasse et pêche : pêche.

Communautés européennes et Union européenne.

Emploi.

Impôts et taxes :

- cinéma : SOFICA : régime fiscal ;
- déduction fiscale.

Industrie : construction navale.

Transports maritimes :

- généralités ;
- flottille de commerce ;
- pavillons de complaisance ;
- quirats : fonds de placement quiritaire.

Discussion des articles [21 juin 1996] :

Article 1^{er} (dispositif d'aide à l'investissement dans les copropriétés de navires) :

Article 238 bis HN du code général des impôts :

- *son amendement* n° 32 (application du dispositif aux navires armés à la pêche) (p. 4735) : rejeté (p. 4737) ;

- son amendement n° 33 (conservation des parts pour les navires neufs jusqu'au 31 décembre de la septième année suivant celle de la livraison du navire à la copropriété) (p. 4738) : rejeté (p. 4739) ;
- son amendement n° 34 (délai de délivrance de l'agrément) : rejeté (p. 4741) ;
- son amendement n° 35 : non soutenu (p. 4744) ;
- son amendement n° 36 : non soutenu (p. 4744).

LEPERCO (Arnaud)

Député de la Vienne

(3^e circonscription)

RPR

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5405).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Agriculture, pêche et alimentation : agriculture et alimentation) [5 juillet 1995].

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Agriculture, pêche et alimentation : agriculture et alimentation) [28 mai 1996].

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)** : tome I : **Agriculture, pêche et alimentation : agriculture et alimentation (n° 2275)** [12 octobre 1995].

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur pour avis de la commission de la production pour l'agriculture et l'alimentation [2 novembre 1995] :

Agroalimentaire (p. 2895).

Aménagement du territoire :

- Fonds de gestion de l'espace rural (p. 2895) ;
- zones de montagne (p. 2894).

Bois et forêts (p. 2895).

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 2894).

Élevage :

- élevage bovin (p. 2894) ;
- prime à l'herbe et prime à la vache allaitante (p. 2894).

Enseignement agricole (p. 2894).

Exploitants agricoles :

- bonifications d'intérêt (p. 2895) ;
- dotation aux jeunes agriculteurs (p. 2894).

Exploitations agricoles : gel des terres (p. 2893).

Fruits et légumes (p. 2895).

Lois : loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture (p. 2893, 2894).

Ministère : crédits (p. 2894, 2895).

Organismes et structures :

- Institut national des appellations d'origine (p. 2894) ;
- Institut national de la recherche agronomique (p. 2894).

Logement. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [6 novembre 1995] :

Aides :

- prêt à taux zéro (p. 3115) ;
- prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (p. 3115) ;
- prime à l'amélioration de l'habitat (p. 3115).

Logement social : HLM (p. 3115).

Organismes et structures : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (p. 3115).

LEQUILLER (Pierre)

Député des Yvelines

(4^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur privé [J.O. du 15 mars 1995] (p. 4088).

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 14 octobre 1995] (p. 15023).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 2 décembre 1995] (p. 17626).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre des affaires étrangères [J.O. du 24 janvier 1996] (p. 1170).

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les perspectives d'évolution du deuxième pilier de l'Union européenne [7 février 1996].

Membre du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger [J.O. du 10 mai 1996] (p. 7053).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Union monétaire** : Espagne et Italie : participation [10 octobre 1995] (p. 1728 et 1729).

- **Protection du patrimoine** : patrimoine historique privé [14 février 1996] (p. 872).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).**

Première lecture :

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Après l'article 6 :

- son amendement n° 124 (p. 969) : non soutenu (p. 970).

- Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs (n° 2212).

Première lecture :

Discussion des articles [4 octobre 1995] :

Après l'article 18 :

- favorable à l'amendement n° 20 rectifié de M. Charles de Courson (responsabilité financière des dirigeants d'entreprises publiques qui ont commis des fautes de gestion ayant entraîné des pertes significatives au regard des fonds propres de l'entreprise) (p. 1666).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [20 octobre 1995] :

Article 9 (*institution d'une contribution sur les logements sociaux occupés par des locataires dépassant les plafonds de ressources et d'une contribution sur les produits financiers des organismes HLM*) :

- son amendement n° 178 : non soutenu (p. 2180).

Deuxième partie :

Education nationale, enseignement supérieur et recherche. - Questions [9 novembre 1995] :

Enseignement technique et professionnel : coopération entre l'entreprise et l'enseignement (p. 3328).

Etablissements scolaires : rythmes scolaires : « semaine de cinq jours » : information des maires (p. 3327).

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [12 novembre 1995] :

Audiovisuel (p. 3447).

Communautés européennes et Union européenne :

- institutions et conférence intergouvernementale de 1996 (p. 3447) ;
- monnaie unique (p. 3447, 3448).

Contexte géopolitique (p. 3447).

Défense : essais nucléaires (p. 3446).

Israël : hommage à M. Yitzhak Rabin, Premier ministre assassiné ; processus de paix (p. 3446).

Langue française : alliances françaises (p. 3447).

Ministère : carte diplomatique (p. 3447).

Organisation des Nations Unies : Conseil de sécurité (p. 3446).

Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (p. 3447).

Union de l'Europe occidentale (p. 3447).

Ex-Yougoslavie (p. 3446).

- Projet de loi relatif à la partie législative du code général des collectivités territoriales (n° 2315).

Première lecture :

Discussion des articles [30 novembre 1995] :

Ses explications de vote (p. 4509).

Vote pour du groupe UDF.

- Projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime (n° 2298).

Première lecture :

Discussion des articles [14 février 1996] :

Article 1^{er} (*création du délit de blanchiment du produit des crimes et délits*) :

- ses observations (p. 876).

Article 324-1 du code pénal :

- son amendement n° 29 : non soutenu (p. 885) ;

- ses amendements n° 30 et 31 : non soutenus (p. 885).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Charles Millon, ministre de la défense, sur la politique de défense et débat sur cette déclaration (n° 2654).

Principaux thèmes développés [20 mars 1996] (p. 1855) :

Affaires étrangères :

- contexte géopolitique ;
- Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord ;
- Union de l'Europe occidentale.

Armements nucléaires : essais nucléaires et simulation : programme PALEN.

Europe : défense européenne, corps européen.

Service national.

LEROY (Bernard)

Député de l'Eure

(4^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 29 juin 1995] (p. 9740).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [J.O. du 30 juillet 1995] (p. 11404).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [J.O. du 30 juillet 1995] (p. 11404).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de la défense [J.O. du 1^{er} novembre 1995] (p. 15980).

INTERVENTIONS

- Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).

Première lecture :

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Après l'article 6 :

- soutient l'amendement n° 20 de M. Adrien Zeller (incompatibilité d'une fonction gouvernementale avec celles de maire d'une commune de 20 000 habitants ou plus, de président d'un conseil général ou régional ; reprise de plein droit du mandat local à l'expiration des fonctions gouvernementales) (p. 952) : rejeté (p. 956).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [21 octobre 1995] :

Après l'article 15 :

- ses amendements n° 264 et 265 : non soutenus (p. 2250).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Article 53 (*aménagement du régime fiscal des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions*) :

- son amendement n° 49 : non soutenu (p. 3729).

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Après l'article 23 :

– son amendement n° 30 : non soutenu (p. 4686).

– **Projet de loi relatif au contrôle du commerce des produits chimiques précurseurs de stupéfiants ou de substances psychotropes (n° 2014).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés [12 mars 1996] (p. 1518, 1519) :

Affaires étrangères : Organisation des Nations Unies : convention de Vienne du 19 décembre 1988.

Banques et établissements financiers : « blanchiment ».

Douanes : avis aux exportateurs et importateurs ; contrôles des agents des douanes.

Industrie : industries chimique et pharmaceutique ; négoce des produits.

Ministère de l'industrie : mission nationale de contrôle des précurseurs chimiques.

LESTAS (Roger)

Député de la Mayenne

(3^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

QUESTIONS

orales sans débat :

– n° 929, posée le 12 mars 1996 : **modulation du travail dans la confection et la chaussure** (p. 1530). Appelée le 21 mars 1996 : conclusion d'accords avec les organisations syndicales (p. 1891).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. – BAPSA. – Questions [2 novembre 1995] :

BAPSA : pensions de réversion (p. 2959).

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs (p. 2951).

LESUEUR (André)

Député de la Martinique

(4^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Haïtiens de Saint-Martin** : aide au retour [17 octobre 1995] (p. 1879).

– **Violence à l'école** : lutte contre la violence et mesures de prévention [12 mars 1996] (p. 1504).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Outre-mer. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [28 octobre 1995] (p. 2711) :

Drogue.

Emploi.

Enseignement.

Logement et habitat.

RMI.

– **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer (n° 2444).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 mars 1996] (p. 1599) :

Communes : missions d'aménagement.

Propriété : occupants des zones urbaines : accès à la propriété.

Discussion des articles [13 mars 1996] :

Article 3 (création des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques en Guadeloupe et en Martinique) :

– soutient l'amendement n° 22 corrigé de M. Anicet Turinay (mise en valeur des espaces urbains de la zone par l'Agence d'urbanisme et d'aménagement) : retiré (p. 1617).

Article 5 (organisation des agences) :

– soutient l'amendement n° 23 de M. Anicet Turinay (de suppression) : retiré (p. 1619).

LEVEAU (Edouard)

Député de la Seine-Maritime

(11^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Robert Pandraud sur l'action de la Communauté européenne en matière douanière et la réglementation du transit des marchandises (n° 2297) :

– proposition de décision du Parlement européen et du Conseil portant adoption d'un programme d'action de la douane communautaire (« douane 2000 ») (COM [95] 119 final/n° E-411) ;

– proposition de règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil établissant le code des douanes communautaire (COM [95] 335 final/n° E-476) [2 novembre 1995].

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 2297) de M. Robert Pandraud, rapporteur de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur l'action de la Communauté européenne en matière douanière et la réglementation du transit des marchandises :

- proposition de décision du Parlement européen et du Conseil portant adoption d'un **programme d'action de la douane communautaire** (« douane 2000 ») (COM [95] 119 final/n° E-411) ;
- proposition de règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil établissant le **code des douanes communautaire** (COM [95] 335 final/n° E-476),

(n° 2355) [14 novembre 1995].

QUESTIONS

orales sans débat :

Supplée M. Charles Cova pour sa question n° 754, posée le 5 décembre 1995 : **cumul d'une allocation chômage et d'une pension militaire de retraite** (p. 4595). Appelée le 15 décembre 1995 : réglementation (p. 5148, 5149).

- n° 756, posée le 5 décembre 1995 : **départementalisation des caisses de sécurité sociale** (p. 4596). Appelée le 15 décembre 1995 : perspectives de restructuration (p. 5150, 5151).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Article 55 précédemment réservé (*imputation sur le revenu global des déficits relevant des BIC*) :

- son amendement n° 127 (non-application du dispositif aux membres de copropriétés maritimes et de quirats) (p. 3851) : retiré (p. 3852) ;
- son amendement n° 128 (non-application du dispositif aux membres de copropriétés maritimes et de quirats en matière de pêches maritimes) (p. 3851) : retiré (p. 3852).
- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer (ensemble neuf annexes) et de l'accord relatif à l'application de la partie XI de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 (ensemble une annexe)** (n° 2309).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [14 décembre 1995] :

- Communautés européennes et Union européenne (p. 5162).
- Convention des Nations Unies sur le droit de la mer : genèse, dispositions et date d'entrée en vigueur (p. 5161, 5162).
- Mer et littoral : pêche maritime (p. 5162).
- **Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat** (n° 2749).

Première lecture :

Discussion des articles [23 mai 1996] :

Article 14 (*protection de la qualité artisanale*) :

- son amendement n° 103 (honorariat) : adopté (p. 3440).
- **Projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété de navires de commerce** (n° 2880).

Première lecture :

Discussion des articles [21 juin 1996] :

Article 1* (*dispositif d'aide à l'investissement dans les copropriétés de navires*) :

Article 238 bis HN du code général des impôts :

- son amendement n° 26 (application du dispositif aux navires armés à la pêche) (p. 4735) : retiré (p. 4736) ;
- soutient l'amendement n° 46 de M. Denis Merville (recours à des équipages totalement français) : rejeté (p. 4740) ;
- son amendement n° 27 (délivrance de l'agrément lorsque l'investissement permet de renouveler ou de moderniser la flotte de l'entreprise) : retiré (p. 4743).

LE VERN (Alain)

Député de la Seine-Maritime

(12^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610) [J.O. du 14 janvier 1995] (p. 737).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

Vice-président de cette mission [J.O. du 27 juin 1996] (p. 9657).

DEPOTS

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil portant **réforme de l'organisation commune du marché viti-vinicole** (n° E-401) (n° 2072) [2 juin 1995].

Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant **organisation commune des marchés** dans le secteur des **fruits et légumes** et la proposition de règlement (CE) du Conseil portant **organisation commune des marchés** dans le secteur des **produits transformés à base de fruits et de légumes** (n° E-613) (n° 2707) [16 avril 1996].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les **garanties assurées au consommateur aux divers stades de la production et de la commercialisation des denrées d'origine animale et végétale** (n° 2758) [3 mai 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Université de Rouen** : fonctionnement ; financement [18 octobre 1995] (p. 1961).
- **Politique économique et sociale** : injustice sociale [12 décembre 1995] (p. 5012).
- **Crédit foncier de France** : plan social et licenciement ; rôle dans la politique du logement [6 février 1996] (p. 575).
- **Fausse factures de l'office HLM de la ville de Paris** : modalités d'instruction ; égalité des justiciables [7 mai 1996] (p. 2872).

oraux sans débat :

- n° 1086, posée le 21 mai 1996 : **établissement d'enseignement agricole de Brémontier-Merval** (p. 3284). Appelée le 28 mai 1996 : préparation au baccalauréat technologique (p. 3485). Suppléé par M. Maurice Depaix.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture** (n° 1610).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [17 janvier 1995] :

Commerce extérieur : négociations et accords du GATT (p. 174).

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs, droits à produire (p. 175).

Exploitations agricoles : statut (p. 175).

Impôts locaux : impôt sur le foncier non bâti (p. 175).

- **Projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour le BAPSA, suppléant M. Jean Glavany [2 novembre 1995] :

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (p. 2909).

BAPSA :

- cotisations sociales (p. 2901) ;
- dépenses et recettes (p. 2901) ;
- retraites et préretraites (p. 2901, 2902).

Bois et forêts (p. 2910).

Commerce extérieur (p. 2910).

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 2911).

Enseignement agricole (p. 2910).

Exploitants agricoles :

- dotation aux jeunes agriculteurs (p. 2909) ;
- droits à produire (p. 2909, 2910).

*Vote des crédits :***Etat C, titre VI :**

- *défavorable* à l'amendement n° 187 de M. Hervé Mariton (réduction des crédits de paiement et des autorisations de programme) (p. 2974, 2975).

Tourisme. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [6 novembre 1995] :

Emploi : tourisme et création d'emplois (p. 3083).

Impôts et taxes :

- taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 3083) ;
- TVA (p. 3083).

Ministère : crédits (p. 3083, 3084).

*Vote des crédits :***Etat B, titre IV :**

- *défavorable* à l'amendement n° 228 de M. François Loos (réduction des crédits) (p. 3097).

- **Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence** (n° 2591).

Première lecture :

Discussion des articles [28 mars 1996] :

Après l'article 5 :

- son amendement n° 128 : retiré (p. 2206).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, sur la charte d'installation des jeunes agriculteurs et le statut des conjoints et débat sur cette déclaration** (n° 2722).

Principaux thèmes développés [23 avril 1996] (p. 2446) :

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune.

Elevage :

- élevage bovin ;
- quotas laitiers.

Exploitants agricoles :

- conjoints et aides familiaux : statut ;
- dotation aux jeunes agriculteurs ; charte nationale pour l'installation des jeunes en agriculture ;
- droits à produire.

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes et la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes. COM (95) 434 final/n° E-813 (n° 2700).**

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [24 avril 1996] (p. 2493) :

Communautés européennes et Union européenne :

- budget agricole communautaire ;
- proposition de règlement du Conseil du 4 octobre 1995.

Fruits et légumes : production française, revenus des producteurs.

Discussion de l'article unique [24 avril 1996] :

- son amendement n° 1 (principes généraux de l'organisation commune des marchés) (p. 2501) : rejeté (p. 2502) ;
- son amendement n° 2 (importance du secteur des fruits et légumes pour l'aménagement du territoire) : rejeté (p. 2502) ;
- son amendement n° 3 (rééquilibrage du budget communautaire au profit du secteur des fruits et légumes) (p. 2502) : rejeté (p. 2503) ;
- son amendement n° 4 (diminution de la participation des organisations de producteurs au financement des fonds opérationnels) : rejeté (p. 2504) ;
- son amendement n° 5 (non-plafonnement des aides de la politique agricole commune) (p. 2504) : rejeté (p. 2505) ;
- son amendement n° 6 (souplesse dans la réforme afin de tenir compte des régions en difficulté) : retiré (p. 2505).

LEVOYER (Alain)

Député du Maine-et-Loire

(6^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

QUESTIONS,**oraux sans débat :**

- n° 984, posée le 16 avril 1996 : **contraintes pesant sur les publicités communales** (p. 2272). Appelée le 18 avril 1996 : réglementation (p. 2376).

LIGOT (Maurice)

Député du Maine-et-Loire

(5^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Rapporteur de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le suivi de l'évolution vers l'Union économique et monétaire [30 mars 1995].

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté : collectivités locales) [5 juillet 1995].

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les fonds structurels et l'aménagement du territoire [27 juillet 1995].

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Fonction publique, réforme de l'Etat et décentralisation : collectivités locales) [7 mai 1996].

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la situation économique et sociale de l'Europe [23 juillet 1996].

DEPOTS**Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : annexe n° 33 : Réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté : collectivités locales (n° 2270) [12 octobre 1995].****Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la XIII^e Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC), tenue à Madrid le 8 novembre 1995, et sur la participation collective des Parlements nationaux à la construction européenne (n° 2366) [15 novembre 1995].****Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 16 novembre 1995 au 6 décembre 1995 (nos E-515 à E-525 et E-527) (n° 2438) [12 décembre 1995].****Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les problèmes monétaires de l'Union européenne : dévaluations compétitives et monnaie unique (n° 2440) [12 décembre 1995].****Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 18 décembre 1995 au 11 janvier 1996 (nos E-540 à E-542, E-544, E-547 à E-561) (n° 2488) [17 janvier 1996].****Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la politique régionale européenne et son impact en France (n° 2693) [28 mars 1996].****Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'association collective des Parlements nationaux à la construction européenne, et sur la XIV^e Conférence des****organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC), tenue à Rome les 23 et 24 juin 1996 (n° 2969) [23 juillet 1996].****QUESTIONS****au Gouvernement :**- **Sommet du G 7** : bilan et perspectives [21 juin 1995] (p. 577).- **Conseil européen de Madrid** : résultats en matière de monnaie unique [19 décembre 1995] (p. 5320, 5321).**orales sans débat :**- **n° 914**, posée le 5 mars 1996 : **emprunts russes** (p. 1199). Appelée le 14 mars 1996 : remboursement (p. 1644).- **n° 994**, posée le 16 avril 1996 : **complexités des formalités administratives** (p. 2274). Appelée le 25 avril 1996 : simplification (p. 2602).**INTERVENTIONS**- **Proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1996 (n° E-422) (n° 2078).***Discussion de l'article unique* [4 juillet 1995] :- *soutient* l'amendement n° 1 de M. Bernard Carayon (introduction de trois paragraphes relatifs aux fonds structurels) : rejeté (p. 824) ;- *soutient* l'amendement n° 2 de M. Bernard Carayon (introduction de trois alinéas relatifs à la fraude au budget communautaire) : retiré (p. 825).- **Proposition de résolution sur la recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France (n° E-436) (n° 2109).**

Rapporteur pour avis de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne.

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [4 juillet 1995] :

Assemblée nationale :

- commission des finances (p. 826) ;
- délégation pour l'Union européenne (p. 827) ;
- examen du projet de recommandation : calendrier (p. 828).

Communautés européennes et Union européenne :

- Commission européenne (p. 827) ;
- emploi (p. 827) ;
- instabilité monétaire (p. 827) ;
- monnaie unique (p. 827) ;
- traité de Maastricht (p. 826, 827).

Constitution : article 88-4 (p. 826, 827).

Finances publiques :

- critères et plans de convergence (p. 827) ;
- déficits publics et sociaux (p. 826, 827).

Lois : loi de finances rectificative pour 1995 (p. 827).

Parlement : prérogatives (p. 827).

Politique économique : généralités (p. 827).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).***Première lecture, deuxième partie :***Aménagement du territoire, équipement et transports. - Questions** [26 octobre 1995] :

Transports terrestres : SNCF : ligne Angers-Cholet (p. 2520).

Voie : autoroute A 87 : section Angers-La Roche-sur-Yon (p. 2520).

Intérieur. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur spécial de la commission des finances pour les collectivités locales [3 novembre 1995] :

Collectivités locales :

- budgets locaux (p. 3021) ;
- compétences (p. 3022) ;
- concours financiers de l'Etat : pacte de stabilité financière (p. 3021, 3022) ;
- départements : aide sociale et allocation dépendance (p. 3022) ;
- dotation générale de décentralisation (p. 3021) ;
- dotation globale d'équipement (p. 3021) ;
- dotation globale de fonctionnement (p. 3021, 3022) ;
- dotation régionale d'équipement scolaire et dotation départementale d'équipement des collèges (p. 3021) ;
- fonds de compensation de la TVA (p. 3022).

Impôts locaux : allègements : compensation (p. 3021, 3022).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : CNRACL (p. 3022).

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances sur l'Union économique et monétaire et débat sur cette déclaration (n° 2576).**

Principaux thèmes développés [20 février 1996] (p. 1002) :

Communautés européennes et Union européenne :

- conférence intergouvernementale et institutions ;
- monnaie unique, Union économique et monétaire.

Emploi.

LIMOUZY (Jacques)

Député du Tarn

(3^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Vice-président de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire [J.O. du 24 mai 1996] (p. 7779).

INTERVENTIONS

– **Rappel au règlement** : rappelle que si la conférence des Présidents n'a pas fixé d'ordre du jour, la minorité n'a pas à imposer ses vues [4 avril 1995] (p. 321).

– **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).**

Première lecture :

Discussion des articles [28 juin 1995] :

Article 26 (infractions exclues de l'amnistie) :

- son amendement n° 64 précédemment réservé (intimidation envers des personnes exerçant une fonction publique) : adopté (p. 717).
- **Proposition de loi tendant à étendre aux collectivités locales et à leurs groupements l'accès aux prêts distribués à partir des fonds établis par les CODEVI (n° 1956).**

Première lecture :

Discussion des articles [23 novembre 1995] :

Article 1^{er} (accès des collectivités locales aux prêts distribués à partir des dépôts des CODEVI) :

- défavorable au sous-amendement n° 10 de M. Yvon Jacob (accès aux prêts réservé aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) à l'amendement n° 7 du Gouvernement (application du dispositif jusqu'au 31 décembre 1996) (p. 4096).
- **Projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire (n° 2302).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés [20 décembre 1995] :

Conseil constitutionnel : décision n° 86-213 DC du 3 septembre 1986 (loi relative à la lutte contre le terrorisme) (p. 5415).

Ordre public : répression du terrorisme (p. 5416).

Procédure pénale :

- Cour de sûreté de l'Etat (p. 5416) ;
- loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (p. 5415).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 avril 1996] (p. 2386) :

Ordre public : généralités.

Discussion des articles [18 avril 1996] :

Avant l'article 23 :

- défavorable à l'amendement n° 23 du Gouvernement (immunité familiale en cas d'aide au séjour irrégulier d'un étranger) (p. 2427).

Commission mixte paritaire :

Vote pour du groupe RPR [18 juin 1996] (p. 4483).

– **Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [7 février 1996] :

Ses observations sur le rappel au règlement de : Gremetz (Maxime) : observe que les rappels au règlement s'adressent au président de séance et que le Gouvernement n'a pas à y répondre (p. 639).

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales (n° 2560).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [8 mars 1996] :

Son intervention sur la question préalable opposée par : Fabius (Laurent) (p. 1436).

– **Proposition de loi relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions (n° 2354).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Article 1^{er} A (appréciation in concreto de la faute d'imprudence ou de négligence) :

- ses observations sur l'amendement n° 1 de la commission (extension du champ de l'appréciation in concreto et suppression de l'irresponsabilité en cas d'accomplissement des diligences normales) (p. 2781).

LIPKOWSKI (Jean de)*Député de la Charente-Maritime**(5^e circonscription)**RPR*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur :

- la proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part (n° E-619) ;
- la proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part (n° E-620) ;
- la proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part (n° E-621) [30 avril 1996].

DEPOTS**Rapport** fait en application de l'article 29 du Règlement au nom des Délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) sur l'activité de cette Assemblée en 1995 et sur les derniers développements de l'OSCE (n° 2464) [21 décembre 1995].**Rapport d'information** déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les relations entre l'Union européenne et les pays membres de la Communauté des Etats indépendants (CEI) (n° 2975) [31 juillet 1996].**Proposition de résolution** sur les propositions d'actes communautaires concernant les relations entre l'Union européenne et les pays membres de la Communauté des Etats indépendants (n° E-114, E-274, E-276, E-320, E-321, E-335, E-389, E-399, E-470, E-488, E-504 [partie], E-612, E-618, E-619, E-620, E-621, E-623, E-624, E-655 et E-666) (n° 2976) [31 juillet 1996].**QUESTIONS****oraux sans débat :**

- n° 609, posée le 1^{er} juin 1995 : **centre audiovisuel de Royan pour l'enseignement des langues**. Appelée le 1^{er} juin 1995 : transformation en centre européen : perspectives (p. 396).
- n° 776, posée le 12 décembre 1995 : **quotas de production en Charente-Maritime** (p. 5053). Appelée le 21 décembre 1995 : mode de calcul imposé par les règlements communautaires (p. 5448).
- n° 847, posée le 30 janvier 1996 : **situation économique du bassin de Marennes-Oléron** (p. 436). Appelée le 8 février 1996 : huîtres : organisation de la production (p. 740).
- n° 1003, posée le 16 avril 1996 : **conséquences du classement de la presqu'île d'Arvert pour l'ostréiculture** (p. 2275). Appelée le 25 avril 1996 : révision de la zone de classement (p. 2601).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222).

*Première lecture, première partie :**Discussion des articles* [19 octobre 1995] :**Article 30** (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) :

- favorable à l'amendement n° 155 de M. Robert Pandraud (réduction de la contribution d'un montant correspondant au douzième des dépenses du budget du Parlement européen supportées par la France) (p. 2079).

*Deuxième partie :***Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Questions** [2 novembre 1995] :

Enseignement agricole (p. 2971).

- Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).*Première lecture :**Discussion des articles* [14 mars 1996] :**Après l'article 19 :**

- son amendement n° 79 (utilisation du chèque emploi-service pour la rémunération des salariés occupant des emplois saisonniers dans le secteur de la conchyliculture) (p. 1724) : adopté (p. 1725).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur les Etats généraux de l'Université et débat sur cette déclaration (n° 2795).*Principaux thèmes développés* [21 mai 1996] (p. 3264) :

Etudiants : statut : aides sociales de l'Etat : bourses : allocation logement : couverture sociale.

Impôts et taxes : impôt sur le revenu : autonomie ou rattachement des étudiants.

Universités : échec universitaire.

LOOS (François)*Député du Bas-Rhin**(8^e circonscription)**UDF*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Membre titulaire du comité directeur du fonds d'aide et de coopération [J.O. du 13 octobre 1995] (p. 14965).

Membre titulaire du conseil de surveillance de la caisse française de développement [J.O. du 13 octobre 1995] (p. 14966).

Membre de la mission d'information commune sur la sécurité sociale [J.O. du 27 octobre 1995] (p. 15703).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation des activités financières [J.O. du 6 juin 1996] (p. 8388).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété de navires de commerce [J.O. du 25 juin 1996] (p. 9502).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Mesures en faveur des associations** : financement : aides de l'Etat [24 janvier 1996] (p. 269).

orales sans débat :

- n° 821, posée le 24 janvier 1996 : **passation des marchés publics** (p. 235). Appelée le 1^{er} février 1996 : chantier du Grand Stade de Saint-Denis, sous-traitance à des entreprises étrangères (p. 522).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108).**

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 juillet 1995] :

Cour des comptes (p. 1270).

Offices parlementaires d'évaluation : politiques publiques : compétences (p. 1270, 1271).

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juillet 1995] :

Chômage :

- contrat initiative-emploi : bénéficiaires (p. 1410) ;
- contrat initiative-emploi : coût : dispositif (p. 1410).

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 1411).

Collectivités locales : création d'emplois (p. 1410).

Entreprises : charges sociales (p. 1410, 1411).

Président de la République (p. 1410).

Service national : PME-PMI (p. 1411).

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale (n° 2174).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173) [27 juillet 1995].

- **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs (n° 2212).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 octobre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence (p. 1635).

Crédit Lyonnais :

- plans de redressement (p. 1635) ;
- politique de diversification : banque industrie (p. 1635) ;
- poursuites pénales (p. 1635).

Etat :

- contrôle : rôle comme actionnaire (p. 1635) ;
- engagements financiers (p. 1635).

Finances publiques :

- dette publique (p. 1635) ;
- Etat : bilan consolidé (p. 1635).

Gouvernement : gouvernements de 1988 à 1993 : responsabilités (p. 1635).

Politique économique : économie mixte (p. 1635).

Secteur public : SNCF : aide de l'Etat (p. 1635).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [16 novembre 1995] :

Article 19 (responsabilité financière des dirigeants des entreprises publiques) :

- favorable (p. 3896).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 octobre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence : monnaie unique (p. 1943).

Emploi :

- création d'emplois (p. 1943) ;
- politique de l'emploi (p. 1944).

Entreprises : PME (p. 1944).

Finances publiques :

- crédits : réduction (p. 1943, 1944) ;
- déficits publics et sociaux (p. 1943) ;
- dépenses publiques : maîtrise (p. 1943, 1944) ;
- politique budgétaire (p. 1944).

Impôt sur le revenu :

- concubinage (p. 1944) ;
- réduction d'impôt au titre des contrats d'assurance-vie (p. 1944).

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 1944).

Logement et habitat : étudiants : allocation de logement sociale (p. 1944).

Politique économique :

- croissance (p. 1943) ;
- franc (p. 1943) ;
- investissement (p. 1943) ;
- taux d'intérêt (p. 1943).

Politique économique et sociale : réformes (p. 1944).

Recherche : ANVAR (p. 1944).

Sécurité sociale : protection sociale : financement : réforme (p. 1944).

TVA : relèvement du taux normal (p. 1944).

Première partie, discussion des articles [18, 19 et 21 octobre 1995] :

Article 3 (limitation du champ d'application de la réduction d'impôt accordée au titre des contrats d'assurance-vie) :

- son amendement n° 202 : non soutenu (p. 2010).

Après l'article 2 :

- son amendement n° 196 précédemment réservé (p. 2036) : non soutenu (p. 2037).

Après l'article 15 :

- son amendement n° 201 (paiement de l'impôt sur les sociétés selon la procédure de dation en paiement prévue à l'article 15 du projet de loi) : non soutenu ; repris par M. Jean-Pierre Brard (p. 2259) : rejeté (p. 2260).

Deuxième partie :

Technologies de l'information et de la poste. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [27 octobre 1995] :

Espace :

- Centre national d'études spatiales (p. 2639) ;
- satellites Spot et Stentor (p. 2639).

France Télécom : autoroutes de l'information (p. 2639).

Ministère : crédits (p. 2638, 2640).

La Poste : presse : aides à l'acheminement (p. 2638).

Vote des crédits :

Etat C, titre VI :

– ses observations sur l'amendement n° 129 rectifié de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de paiement du CNES) (p. 2648).

Agriculture, pêche et alimentation. – BAPSA. – Questions [2 novembre 1995] :

Organismes et structures : Fonds national des haras (p. 2965).

Tourisme. – Questions [6 novembre 1995] :

Tourisme : stations thermales (p. 3093).

Vote des crédits :

Etat B, titre IV :

– son amendement n° 228 (réduction des crédits) (p. 3096) : rejeté (p. 3099).

– **Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 février 1996] (p. 612, 613) :

Affaires étrangères : Allemagne.

Formation professionnelle et promotion sociale :

- apprentissage : généralités ;
- apprentissage : Alsace-Moselle ;
- enseignement technique et professionnel ;
- formation en alternance.

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage.

– **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les agissements liberticides de certaines associations dites sectes (n° 1768).**

Débat sur le rapport de la commission d'enquête [8 février 1996] :

Principaux thèmes développés (p. 785) :

Gouvernement : pouvoirs publics : action répressive.

Ordre public : liberté d'association.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).**

Première lecture :

Discussion des articles [14 et 19 mars 1996] :

Article 10 (retraite des personnels de surveillance de l'administration pénitentiaire) :

– soutient l'amendement n° 46 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 1718) : rejeté (p. 1719).

Après l'article 24 :

– son amendement n° 58 rectifié (stages d'observation du milieu professionnel effectués par des enfants) (p. 1787) : retiré (p. 1788) ;

– ses observations sur les amendements identiques n° 23 rectifié de la commission et 54 de M. Rémy Auedé (vente d'alcools dans les enceintes sportives) (p. 1788).

– **Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [29 mai 1996] :

Article 2 (art. 32 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : revente à perte) :

– soutient l'amendement n° 42 corrigé de M. Germain Gengenwin (limitation de la dérogation à l'interdiction de revente à perte aux réapprovisionnements à l'identique) : adopté (p. 3572) ;

– soutient l'amendement n° 43 corrigé de M. Germain Gengenwin (suppression du droit d'alignement) : adopté (p. 3573).

– **Déclaration du Gouvernement sur la SNCF présentée par Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports et M. Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme (n° 2875).**

Principaux thèmes développés [11 juin 1996] (p. 4112, 4113) :

Communautés européennes et Union européenne.

Etat : rôle.

Transports : transport combiné.

Transports ferroviaires :

- généralités ;
- infrastructures : financement ;
- régionalisation ;
- SNCF : avenir : situation financière ;
- TGV.

– **Proposition de loi tendant à actualiser la loi locale de chasse régissant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 2639).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 juin 1996] (p. 4123) :

Chasse et pêche : droit des propriétaires ; gestion des territoires de chasse par les communes.

– **Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 juin 1996] (p. 4207) :

Air : pollution atmosphérique.

Automobiles et cycles : véhicules propres.

Energie : carburants.

Environnement : circulation automobile.

Transports urbains : plans de déplacements urbains.

LUX (Arsène)

Député de la Meuse

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre titulaire de la commission des immunités [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 23 juin 1995] (p. 9497).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 23 juin 1995] (p. 9497).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Technologies de l'information et poste) [5 juillet 1995].

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [J.O. du 6 juillet 1995] (p. 10153).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire [J.O. du 2 février 1996] (p. 1660).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Industrie, poste et télécommunications : poste et télécommunications) [7 mai 1996].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : annexe n° 36 : Technologies de l'information et poste (n° 2270) [12 octobre 1995].

Proposition de loi assurant le respect par les collectivités locales du principe constitutionnel de la cession des biens du patrimoine public à leur juste valeur (n° 2544) [7 février 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Crise de la vache folle** : garantie de la qualité sanitaire des productions [11 juin 1996] (p. 4081).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).**

Première lecture :

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Article 2^s (session ordinaire unique du Parlement : art. 28 de la Constitution) :

- son amendement n° 128 (abaissement à cent vingt du nombre de jours de séance) : devenu sans objet (p. 933).

- **Proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108).**

Première lecture :

Discussion des articles [18 juillet 1995] :

Article 3 (création de l'office) :

- *défavorable* à l'amendement n° 12 rectifié de M. Laurent Dominati (saisine par l'office du Bureau de l'assemblée concernée ou de la commission l'ayant saisi en cas de difficulté à obtenir les renseignements nécessaires à l'exercice de sa mission) (p. 1284) ;

- son amendement n° 1 (communication des travaux à l'ensemble des parlementaires) : rejeté (p. 1284).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Technologies de l'information et de la poste. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur spécial de la commission des finances [27 octobre 1995] :

Espace :

- Agence spatiale européenne (p. 2634, 2635) ;
- Centre national d'études spatiales (p. 2634, 2635) ;
- laboratoire spatial Colombus (p. 2634) ;
- satellites Spot et Stentor (p. 2634).

France Télécom :

- endettement (p. 2635) ;
- réseaux et tarifs (p. 2635).

Ministère : crédits (p. 2633 à 2635).

La Poste :

- guichets postaux (p. 2634) ;
- pensions (p. 2634) ;
- personnel (p. 2634) ;
- presse : aides à l'acheminement (p. 2633).

Recherche : Agence nationale de valorisation de la recherche (p. 2633).

Vote des crédits :

Etat B, titre III :

- *favorable* à l'amendement n° 96 de la commission (réduction des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils) (p. 2646).

Etat C, titre VI :

- *ses observations* sur l'amendement n° 97 de la commission (réduction des subventions d'investissement) (p. 2646) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 129 rectifié de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de paiement du CNES) (p. 2647) ;
- *favorable* à l'amendement n° 145 du Gouvernement (réduction de crédits inscrits sur la ligne autoroutes de l'information) (p. 2651).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Article 9 et état C (dépenses en capital des services civils - ouvertures) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 94 du Gouvernement (majoration de 2 milliards de francs des autorisations de programme et de 500 millions de francs des crédits de paiement de l'enseignement supérieur correspondant à la mise en place du plan d'urgence dans les universités) (p. 4660).

Après l'article 12 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 35 de M. Patrick Devedjian (institution d'une taxe sur les antennes paraboliques) (p. 4664).

Article 14 (relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition) :

- *ses observations* (p. 4670) ;

- son amendement n° 3 (maintien de la compétence des centres de gestion agréés et habilités pour l'ensemble des entreprises relevant du régime simplifié d'imposition) (p. 4672) : rejeté (p. 4674).

Après l'article 23 :

- *défavorable* à l'amendement n° 39 de M. Denis Merville (extension à l'ensemble du territoire national des exonérations facultatives en faveur des entreprises nouvelles) (p. 4688).

Après l'article 24 :

- son amendement n° 60 corrigé (plafonnement des avances à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale) (p. 4698) : retiré (p. 4700).

M

MADALLE (Alain)*Député de l'Aude**(2^e circonscription)**apparenté RPR*

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Marcel Roques (n° 2790) sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (COM [94] 117 final/n° E-401) [5 juin 1996].

DEPOTS

Proposition de loi tendant à appliquer le taux réduit de TVA au droit d'utilisation d'installations sportives gérées par les associations (n° 2330) [6 novembre 1995].**Proposition de loi créant un statut national unique des personnels de centre de formation des apprentis (n° 2614)** [11 mars 1996].**Proposition de loi visant à compléter la protection des signes et dénominations « Olympiques » ainsi que leurs dérivés (n° 2851)** [6 juin 1996].**Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution de M. Marcel Roques (n° 2790) sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (COM [94] 117 final/n° E-401) (n° 2893)** [19 juin 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Allocation dépendance** : mise en place [29 juin 1995] (p. 702, 703).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi (n° 1828)**.*Première lecture :**Discussion des articles* [11 janvier 1995] :**Article 3 (généralisation du droit de présenter à titre onéreux un successeur à l'autorité administrative) :**- *soutient* l'amendement n° 1 de M. Gilles de Robien (suppression de la notion d'exploitation effective et continue) : retiré (p. 71).**Article 4 (dispositions particulières relatives aux entreprises de taxis et au cas de décès du titulaire d'une autorisation de stationnement) :**- *son* amendement n° 2 (prise en compte de la durée de formation du repreneur en cas de cession de la licence à la suite d'un décès) : retiré (p. 72).- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888)**.*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [16 janvier 1995] (p. 100) :

Communes : maires.

Etat : préfet.

Lois : projet de loi : concertation.

Sapeurs-pompiers et sapeurs-pompiers volontaires.

Services d'incendie et de secours.

Discussion des articles [16 janvier 1995] :**Article 2 (compétences et missions des services d'incendie et de secours) :**- *son* amendement n° 4 (mission de secours aux victimes) (p. 105) : rejeté (p. 106).**Article 8 (gestion des sapeurs-pompiers professionnels) :**- *son* amendement n° 5 (avis conforme du maire ou du président de l'établissement public intercommunal pour l'affectation des officiers sapeurs-pompiers professionnels dans un centre communal ou intercommunal) : rejeté (p. 126).**Article 11 (gestion des matériels) :**- *soutient* l'amendement n° 143 de M. Jean-Marc Charroire (consultation du maire ou du président de l'établissement public intercommunal sur les matériels mis à disposition des centres de secours et d'incendie des communes et de leurs groupements) : rejeté (p. 129).**Article 16 (transfert des biens) :**- *son* amendement n° 6 (changement d'affectation) (p. 132) : rejeté (p. 133).**Article 26 (composition du conseil d'administration au service départemental d'incendie et de secours) :**- *son* amendement n° 7 : non soutenu (p. 141).**Article 37 (financement du service départemental d'incendie et de secours) :**- *son* amendement n° 8 : non soutenu (p. 157).- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (COM [94] 117 final/n° E-401) (n° 2019)**.*Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique* [29 juin 1995] :

Aménagement du territoire (p. 768).

Communautés européennes et Union européenne :

- casier viticole et contrôle vitivinicole (p. 768) ;

- organisation commune du marché et vins de qualité pour les régions déterminées (p. 767, 768) ;

- productions nationales de référence (p. 768) ;

- programmes régionaux d'adaptation de la viticulture (p. 768).

Impôts et taxes : harmonisation fiscale (p. 768).

Viticulture française : excédents structurels, distillation et arrachage (p. 767, 768).

- **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les agissements liberticides de certaines associations dites sectes (n° 1768)**.*Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique* [29 juin 1995] :

Sectes (p. 782, 783).

Vote pour du groupe RPR (p. 783).

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60 % à 20,60 % le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995 (n° 2148)**.

*Première lecture :**Discussion de l'article unique* [12 juillet 1995] :**Article unique :**

- soutient l'amendement n° 39 de M. Jacques Blanc (maintien à 18,60 % du taux applicable au droit d'admission aux manifestations sportives et au droit d'utilisation d'installations sportives) (p. 1036) : rejeté (p. 1037).
- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

*Première lecture, première partie :**Discussion des articles* [21 octobre 1995] :**Après l'article 15 :**

- son amendement n° 239 soutenu par M. Philippe Martin (prise en compte dans le bénéfice agricole des recettes tirées d'activités accessoires dans la limite de 30 % du chiffre d'affaires de l'activité agricole) : retiré (p. 2243) ;
- son amendement n° 237 soutenu par M. Philippe Martin (exclusion des biens ruraux loués par bail à long terme de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 2257) : retiré (p. 2258) ;
- son amendement n° 240 soutenu par M. Philippe Martin (exclusion des sommes figurant au crédit des comptes courants d'associés de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 2257) : retiré (p. 2258) ;
- son amendement n° 238 soutenu par M. Philippe Martin (exclusion des biens professionnels loués par bail à long terme de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) : retiré (p. 2258).

*Deuxième partie :***Solidarité entre les générations.** - *Questions* [27 octobre 1995] :

Retraites : association de retraités : rôle et représentativité (p. 2622).

Agriculture, pêche et alimentation. - **BAPSA.** - *Questions* [2 novembre 1995] :

BAPSA : retraites agricoles (p. 2970).

Services du Premier ministre. - *Questions* [3 novembre 1995] : Rapatriés : numéro INSEE (p. 3002, 3003).**Jeunesse et sports.** - *Questions* [13 novembre 1995] :

Sports : Grand Stade de Saint-Denis : coupe du monde de football (p. 3536).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :**Après l'article 59 :**

- ses observations sur l'amendement n° 325 de M. Jacques Blanc (prélèvement au profit du Fonds national pour le développement du sport au taux de 3 % sur les sommes mises aux jeux exploités par la Française des jeux) (p. 3837).
- **Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).**

*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [6 février 1996] (p. 614) :

Collectivités locales : régions.

Emploi : insertion professionnelle.

Formation professionnelle et promotion sociale :

- apprentissage : généralités ;
- centres de formation d'apprentis : ressources : péréquation ;
- prime à l'apprentissage.

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage.

Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).*Première lecture :**Discussion des articles* [7 mars 1996] :**Après l'article 42 :**

- son amendement n° 257 soutenu par M. Jean-Jacques Delmas (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour les coopératives) (p. 1378) : rejeté (p. 1380) ;
- son amendement n° 259 soutenu par M. Jean-Jacques Delmas (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour les caves viti-vinicoles) (p. 1378) : rejeté (p. 1380) ;
- son amendement n° 258 soutenu par M. Jean-Jacques Delmas (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour la part de l'activité exercée par les caves coopératives vinicoles pour le compte de leurs associés coopérateurs) (p. 1378) : rejeté (p. 1380).
- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).**

*Première lecture :**Discussion des articles* [14 mars 1996] :**Après l'article 18 :**

- son amendement n° 3 soutenu par M. Philippe Martin (instauration d'un abattement sur les cotisations salariales assises sur les bas salaires) : rejeté (p. 1723).

*Deuxième lecture :**Discussion des articles* [2 mai 1996] :**Article 25** supprimé par le Sénat (*vente d'alcools dans les enceintes sportives*) :

- soutient l'amendement n° 27 de M. Marcel Roques (rétablissement de l'article) (p. 2805) : adopté après modifications au scrutin public (p. 2809).

Projet de loi de réglementation des télécommunications (n° 2698).*Première lecture :**Discussion des articles* [10 mai 1996] :**Article 6** (*chapitres III et IV [nouveaux] du titre premier du livre II du code des P et T : service public et régulation des télécommunications*) :*Article L. 35-4 : annuaire universel et service universel de renseignements :*

- son amendement n° 308 : non soutenu (p. 3028).

Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).*Première lecture :**Discussion des articles* [22 et 23 mai 1996] :**Article 1^{er}** (*principes d'orientation de l'équipement commercial*) :

- son amendement n° 24 : non soutenu (p. 3365).

Article 7 (*composition des commissions départementales d'équipement commercial*) :

- son amendement n° 102 soutenu par M. Thierry Mariani (présence du député de la circonscription du lieu d'implantation) : rejeté (p. 3399).

Article 13 (*immatriculation au répertoire des métiers. - Définition de l'artisanat*) :

- son amendement n° 127 : devenu sans objet (p. 3435).

Après l'article 25 :

- son amendement n° 25 soutenu par M. Jean-Paul Charé (primes des maîtres d'apprentissage) : rejeté (p. 3460).

Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).

*Première lecture :**Discussion des articles* [14 juin 1996] :**Article 21** (*règles concernant les véhicules et leurs équipements*) :

– son amendement n° 283 : non soutenu (p. 4374).

MADELIN (Alain)*Ministre des entreprises et du développement économique, chargé des petites et moyennes entreprises et du commerce et de l'artisanat puis ministre de l'économie et des finances**puis député d'Ille-et-Vilaine**(4^e circonscription)**non inscrit puis UDF*

Elu député le 8 octobre 1995 [J.O. du 10 octobre 1995] (p. 14767).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 12 octobre 1995] (p. 14892).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions : démission du gouvernement de M. Edouard Balladur. Décret du 11 mai 1995 [J.O. du 12 mai 1995] (p. 7976).

Est nommé ministre de l'économie et des finances. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

Fin de ses fonctions. Décret du 26 août 1995 [J.O. du 27 août 1995] (p. 12716).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 17 octobre 1995] (p. 15111).

DEPOTS

Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115) [28 juin 1995].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

– **Grosdidier (François)** : **privatisation d'Usinor-Sacilor** : plan social [31 mai 1995] (p. 385, 386).– **Darrason (Olivier)** : **privatisation d'Usinor-Sacilor** : plan social [31 mai 1995] (p. 387, 388).– **Albertini (Pierre)** : **désordres monétaires** : monnaie unique : perspectives [31 mai 1995] (p. 389).– **Richemont (Henri de)** : **sommet du G7** : relations financières : spéculation internationale [21 juin 1995] (p. 569, 570).– **Josselin (Charles)** : **perturbations monétaires en Europe** : SME : variations monétaires : conséquences [21 juin 1995] (p. 575).– **Ligot (Maurice)** : **sommet du G7** : bilan et perspectives [21 juin 1995] (p. 577).

INTERVENTIONS

En qualité de ministre :

– **Proposition de résolution sur la recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France (n° E-436) (n° 2109).***Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique* [4 juillet 1995] :

Assemblée nationale : examen du projet de recommandation : calendrier (p. 832).

Communautés européennes et Union européenne :

- instabilité monétaire (p. 833) ;
- monnaie unique (p. 833, 834) ;
- traité de Maastricht (p. 832).

Emploi (p. 832 à 834).

Finances publiques :

- critères et plans de convergence (p. 832, 833) ;
- déficits publics et sociaux (p. 832 à 834) ;
- dette publique (p. 833) ;
- politique budgétaire (p. 833, 834).

Lois : loi de finances rectificative pour 1995 (p. 834).

Politique économique :

- généralités (p. 833) ;
- investissements (p. 833) ;
- taux d'intérêt (p. 833).

Politique économique et sociale : réformes (p. 834).

Sécurité sociale : équilibre des comptes (p. 834).

– **Proposition de loi tendant à relever de 18,60 % à 20,60 % le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995 (n° 2148).***Première lecture :**Discussion de l'article unique* [12 juillet 1995] :**Article unique :**– *défavorable* au sous-amendement n° 47 de M. Charles de Courson (relèvement limité au plus tard au 31 décembre 1997) (p. 1018) à l'amendement n° 37 de M. Jean-Pierre Thomas (relèvement temporaire jusqu'au 31 décembre 1997) (p. 1018, 1019).

Action sociale et solidarité nationale : fracture sociale (p. 1018).

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique (p. 1019).

Emploi : chômage (p. 1018).

Finances publiques :

- déficit budgétaire (p. 1018, 1019) ;
- maîtrise des dépenses publiques (p. 1019).

Marchés financiers (p. 1019, 1020).

Politique économique : croissance (p. 1019).

TVA : régime intracommunautaire et harmonisation des taux (p. 1019).

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).***Première lecture :**Avant la discussion des articles* [12 juillet 1995] :*Son intervention* (p. 1049).*Son intervention* sur la question préalable opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 1079).*Principaux thèmes développés :*

Action sociale et solidarité nationale : exclusion : fracture sociale (p. 1050, 1052, 1053).

Allemagne (p. 1052).

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence : monnaie unique (p. 1049, 1050).

Emploi :

- généralités (p. 1049 à 1051) ;
- chartes d'initiatives locales pour l'emploi (p. 1051) ;
- chômage (p. 1050) ;
- chômage de longue durée : contrat initiative-emploi (p. 1051) ;
- créations d'emplois (p. 1050, 1051, 1053) ;
- plan emploi : financement : coût (p. 1052).

Entreprises :

- création d'entreprises (p. 1051) ;
- financement (p. 1051) ;
- innovation (p. 1049, 1053) ;
- investissements (p. 1049 à 1051, 1053) ;
- transmission d'entreprises (p. 1053).

Etat : réforme (p. 1053).

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux (p. 1049 à 1052) ;
- dette publique (p. 1049, 1050, 1052) ;
- emprunts (p. 1049) ;
- politique budgétaire : maîtrise des dépenses publiques (p. 1049 à 1053) ;
- prélèvements obligatoires (p. 1052, 1053) ;
- recettes : estimations : moins-values (p. 1049, 1052).

Gouvernement : déclaration de politique générale (p. 1049).

Gouvernement précédent (p. 1051, 1053).

Gouvernements socialistes (p. 1049).

Impôt sur le revenu : réforme (p. 1053).

Impôts et taxes :

- droits d'enregistrement (p. 1051) ;
- justice sociale (p. 1052) ;
- réforme fiscale (p. 1053) ;
- revenus fonciers : déduction forfaitaire (p. 1051).

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 1053).

Logement et habitat :

- généralités (p. 1050) ;
- investissement locatif (p. 1051) ;
- logement social (p. 1051).

Lois de finances :

- présentation (p. 1051) ;
- projet de loi de finances pour 1996 (p. 1053).

Marchés financiers (p. 1049).

Participation (p. 1053).

Personnes âgées : minimum vieillesse (p. 1052).

Politique économique :

- généralités (p. 1049, 1050, 1052, 1053) ;
- croissance (p. 1049 à 1051) ;
- récession (p. 1049, 1051) ;
- revenus du travail et du capital (p. 1049, 1050) ;
- taux d'intérêt (p. 1049, 1050).

Politique économique et sociale :

- généralités (p. 1079, 1080) ;
- réformes (p. 1049, 1050, 1052, 1053).

Prix et concurrence : inflation (p. 1050).

Retraites : généralités : fonds de pension (p. 1053).

Salaires : SMIC (p. 1052).

Secteur public : privatisations (p. 1051).

Sécurité sociale :

- comptes : déficit (p. 1049, 1053) ;
- protection sociale : assurance maladie (p. 1053).

En qualité de député :

- **Proposition de loi améliorant le financement des associations concourant à l'action humanitaire en vue de leur permettre de participer plus efficacement à la lutte contre l'exclusion (n° 2476).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Article 1^{er} (amélioration du régime fiscal des dons effectués par les particuliers) :

- son amendement n° 8 soutenu par M. Claude Malhuret (relèvement de la réduction d'impôt pour les dons faits au profit de fondations ou d'associations reconnues d'utilité publique) (p. 2760) : rejeté (p. 2761) ;
- son amendement n° 9 soutenu par M. Claude Malhuret (application de la réduction d'impôt dite Coluche aux dons faits au profit de tous les organismes sans but lucratif agissant dans le domaine social ou humanitaire et relèvement de son taux) (p. 2761) : rejeté (p. 763) ;
- son amendement n° 10 soutenu par M. Claude Malhuret (relèvement du taux de la réduction d'impôt dite Coluche) (p. 2761) : rejeté (p. 2764) ;
- son amendement n° 12 soutenu par M. Claude Malhuret (suppression du bénéfice de la réduction d'impôt pour les dons faits au profit d'associations dans lesquelles l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics exercent un pouvoir prépondérant) (p. 2764) : retiré (p. 2765).

MALHURET (Claude)

Député de l'Allier

(4^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [J.O. du 4 avril 1996] (p. 5236).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire [J.O. du 8 mai 1996] (p. 6955).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Droits de l'homme au Cambodge** : arrestation de Norodom Sirivudh : attitude de la France [28 novembre 1995] (p. 4113).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi améliorant le financement des associations concourant à l'action humanitaire en vue de leur permettre de participer plus efficacement à la lutte contre l'exclusion (n° 2476).**

Première lecture :

Discussion des articles [24 janvier 1996] :

Article 1^{er} (amélioration du régime fiscal des dons effectués par les particuliers) :

- son amendement n° 11 (application de la réduction d'impôt au taux de 60 % pour les dons faits au profit d'organismes sans but lucratif qui procèdent à la fourniture de soins médicaux) (p. 287) : devenu sans objet (p. 288).

*Deuxième lecture :**Discussion des articles [2 mai 1996] :***Article 1^{er}** (*amélioration du régime fiscal des dons effectués par les particuliers*) :

- soutient l'amendement n° 8 de M. Alain Madelin (relèvement de la réduction d'impôt pour les dons faits au profit de fondations ou d'associations reconnues d'utilité publique) (p. 2760) : rejeté (p. 2761) ;
- soutient l'amendement n° 9 de M. Alain Madelin (application de la réduction d'impôt dite Coluche aux dons faits au profit de tous les organismes sans but lucratif agissant dans le domaine social ou humanitaire et relèvement de son taux) (p. 2761) : rejeté (p. 2763) ;
- soutient l'amendement n° 10 de M. Alain Madelin (relèvement du taux de la réduction d'impôt dite Coluche) (p. 2761) : rejeté (p. 2764) ;
- soutient l'amendement n° 5 de M. Jean-Marc Nesme (application de la réduction d'impôt dite Coluche aux dons faits au profit d'organismes qui procèdent à la fourniture gratuite de soins à l'étranger) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2764) ;
- soutient l'amendement n° 12 de M. Alain Madelin (suppression du bénéfice de la réduction d'impôt pour les dons faits au profit d'associations dans lesquelles l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics exercent un pouvoir prépondérant) (p. 2764) : retiré (p. 2765).

- Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).*Deuxième lecture :**Discussion des articles [15 février 1996] :***Article 12** (*transfert des sapeurs-pompiers professionnels relevant d'un corps communal ou intercommunal*) :

- son amendement n° 65 (délai de négociation de la convention de transfert) (p. 960) : adopté (p. 961).

Article 13 (*transfert des sapeurs-pompiers volontaires*) :

- son amendement n° 66 (de coordination) : adopté (p. 961).

Article 45 (*centres opérationnels départementaux d'incendie et de secours et centres de traitement de l'alerte*) :

- son amendement n° 67 rectifié soutenu par M. Jean Proriol (délai de mise en place) : adopté (p. 976).

- Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).*Première lecture :**Discussion des articles [19 mars 1996] :***Article 21** (*missions de l'Inspection générale des affaires sociales [IGAS]*) :

- ses observations (p. 1779) ;
- son amendement n° 83 rectifié (suppression du contrôle sur les associations faisant appel à la générosité publique) : adopté (p. 1782).

Article 22 (*répartition des ressources collectées auprès du public en cas de pluralité des organismes organisateurs ou bénéficiaires*) :

- défavorable (p. 1784) ;
- son amendement n° 84 (de suppression) (p. 1784) : adopté (p. 1785).

*Deuxième lecture :**Discussion des articles [2 mai 1996] :***Article 22** précédemment réservé (*répartition des ressources collectées auprès du public en cas de pluralité des organismes organisateurs ou bénéficiaires*) :

- son amendement n° 3 soutenu par M. Jean-Luc Prével (de suppression) : adopté (p. 2824).

MALVY (Martin)

Député du Lot

(2^e circonscription)

Socialiste

Président du groupe socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 4 octobre 1995] (p. 14484).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 1995] (p. 14484).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 26 octobre 1995] (p. 15658).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 octobre 1995] (p. 15658).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 16 novembre 1995] (p. 16826).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 16 novembre 1995] (p. 16826).

DEPOTS**Proposition de résolution** sur la proposition de règlement du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché viti-vinicole (n° E-401) (n° 2072) [2 juin 1995].**Proposition de résolution** sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'application à la téléphonie vocale des principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP) (n° E-406) (n° 2080) [8 juin 1995].**Proposition de loi** sur l'interdiction de la mise au point, la fabrication, l'acquisition et la vente de mines antipersonnel (n° 2101) [23 juin 1995].**Proposition de résolution** sur la proposition de recommandation de la commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France (n° E-436) (n° 2110) [26 juin 1995].**Proposition de loi** relative aux cotisations et charges sociales obligatoires appliquées à la garantie de ressources des travailleurs handicapés (n° 2201) [28 juillet 1995].**QUESTIONS****au Gouvernement :****- Perspectives économiques** : prélèvements obligatoires et salaires [19 décembre 1995] (p. 5325, 5326).**- Avion de transport futur européen** : programme européen [5 mars 1996] (p. 1145).**- Egalité devant la justice** : trésoreries des partis politiques : égalité de traitement [20 mars 1996] (p. 1840).**- Affaire de la vache folle** : effets [12 juin 1996] (p. 4169).**orales sans débat :****- n° 791**, posée le 17 janvier 1996 : **financement de l'immobilier d'entreprise** (p. 43). Appelée le 18 janvier 1996 : évolution ; aide européenne (p. 135 à 137).**- n° 874**, posée le 13 février 1996 : **immobilier d'entreprise dans les zones défavorisées** (p. 832). Appelée le 22 février 1996 (p. 1081).**INTERVENTIONS****- Rappel au règlement** : proteste contre la perspective d'interruption des travaux de l'Assemblée pendant la campagne électorale ; réclame l'inscription à l'ordre du jour de textes législatifs à caractère d'urgence [3 avril 1995] (p. 294, 295, 296).

- **Rappel au règlement** : réclame l'examen d'un collectif budgétaire et la tenue des séances de questions [4 avril 1995] (p. 318, 319).

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [10 juillet 1995] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par : *Derosier (Bernard)* (p. 848) ; rejetée (p. 855).

Sa question préalable soutenue par : *Dray (Julien)* (p. 855) ; rejetée (p. 863).

Sa motion de renvoi en commission soutenue par : *Royal (Ségolène)* (p. 894) ; rejetée (p. 901).

Rappel au règlement : refuse de juger l'attitude du Parlement européen à l'égard du Président de la République et souligne que la réforme constitutionnelle instituant une session unique sera de peu de portée si un sujet aussi important que la reprise des essais nucléaires ne peut donner lieu à débat à l'Assemblée [11 juillet 1995] (p. 937).

Ses explications de vote [12 juillet 1995] (p. 1029) :

Vote contre du groupe socialiste (p. 1030).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [12 juillet 1995] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 1069) ; rejetée (p. 1072).

Sa motion de renvoi en commission soutenue par : *Bonrepaux (Augustin)* ; retirée (p. 1118).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [17 et 18 octobre 1995] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par : *Migaud (Didier)* (p. 1896) ; rejetée (p. 1905).

Sa motion de renvoi en commission soutenue par : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 1985) ; rejetée au scrutin public (p. 1988).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, sur la charte d'installation des jeunes agriculteurs et le statut des conjoints et débat sur cette déclaration (n° 2722).**

Principaux thèmes développés [23 avril 1996] (p. 2457) :

Exploitants agricoles :

- conjoints et aides familiaux : statut ;
- dotation aux jeunes agriculteurs ; charte nationale pour l'installation des jeunes en agriculture.

Exploitations agricoles : EARL.

- **Déclaration du Gouvernement sur la SNCF présentée par Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports et M. Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme (n° 2875).**

Principaux thèmes développés [11 juin 1996] (p. 4111, 4112) :

Aménagement du territoire.

Etat : rôle.

Lois : loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire.

Transports ferroviaires :

- régionalisation ;
- service public ferroviaire ;
- SNCF : avenir : situation financière ;
- TGV.

MANCEL (Jean-François)

Député de l'Oise

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre titulaire du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [J.O. du 6 avril 1995] (p. 5518).

DEPOTS

Proposition de loi relative au calcul des suppléments de loyers que les organismes HLM peuvent demander aux locataires dont les ressources sont supérieures aux plafonds réglementaires (n° 1923) [1^{er} février 1995].

Proposition de loi relative à la publication des études d'opinion en période électorale (n° 2043) [16 mai 1995].

INTERVENTIONS

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre ; débat et vote sur cette déclaration (n° 2066).**

Principaux thèmes développés [23 mai 1995] :

Action sociale et solidarité nationale : exclusion (p. 349).

Affaires étrangères : conjoncture internationale : politique et place de la France (p. 350).

Communautés européennes et Union européenne : construction européenne : institutions (p. 350).

Constitution :

- institutions : permanence (p. 348) ;
- révision : élargissement du champ d'application du référendum et instauration d'une session unique du Parlement (p. 349, 350).

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 348).

Emploi :

- chômage : mobilisation générale (p. 349) ;
- chômage de longue durée : contrat initiative-emploi (p. 349) ;
- insertion professionnelle : contrat d'accès à l'emploi pour les jeunes (p. 349).

Enseignement : réforme : référendum sur l'éducation (p. 349).

Entreprises : formalités administratives : simplification ; guichet unique (p. 349).

Etat :

- Etat modeste (p. 349) ;
- réforme (p. 349).

Finances publiques :

- déficit budgétaire (p. 349) ;
- Parlement : contrôle (p. 349).

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 349).

Logement social : logements d'insertion (p. 349).

Lois : codification : simplification (p. 349).

Président de la République : espérance d'un nouveau pacte républicain : changement (p. 348 à 350).

Salaires : SMIC (p. 349).

MANDON (Daniel)

Député de la Loire

(4^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405) [29 novembre 1995].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [J.O. du 17 décembre 1995] (p. 18373).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 19 décembre 1995] (p. 18406).

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Rapporteur particulier de cette mission [J.O. du 28 mars 1996] (p. 4775).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delalande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).

Rapporteur du projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 95-1348 du 30 décembre 1995 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2822) [11 juin 1996].

DEPOTS**Rapport** déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2405), autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à **réformer la protection sociale** (n° 2414) [30 novembre 1995].**Rapport** déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à **réformer la protection sociale** (n° 2451) [18 décembre 1995].**Proposition de loi constitutionnelle** modifiant l'article 45 de la Constitution en vue de prohiber le **dépôt d'amendements au texte de la commission mixte paritaire** (n° 2686) [27 mars 1996].**Proposition de loi constitutionnelle** prévoyant la **consultation obligatoire du Conseil économique et social sur les projets de loi de financement de la sécurité sociale** (n° 2687) [27 mars 1996].**INTERVENTIONS**

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60 % à 20,60 % le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995** (n° 2148).

*Première lecture :**Discussion de l'article unique* [12 juillet 1995] :**Article unique :**

- *soutient* l'amendement n° 17 de M. François Rochebloine (maintien à 18,60 % du taux applicable aux opérations concourant à la production ou à la livraison d'immeubles) : rejeté (p. 1023).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995** (n° 2115).*Première lecture :**Discussion des articles* [17 juillet 1995] :**Après l'article 18 :**

- *son* amendement n° 67 (exonération des droits d'enregistrement afférents à la première acquisition d'une résidence principale) : rejeté (p. 1212).

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale** (n° 2174).*Première lecture :**Discussion des articles* [28 juillet 1995] :**Après l'article 2 :**

- *son* amendement n° 16 soutenu par M. Germain Gengenwin (répartition des fonds de la formation en alternance au niveau des organismes collecteurs ; 50 % au niveau régional ; 50 % au niveau des branches nationales) (p. 1533) : retiré (p. 1535).

- **Projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222).*Première lecture, deuxième partie :***Aménagement du territoire, équipement et transports. - Questions** [26 octobre 1995] :

Voirie : RN 82 : section Saint-Etienne-Vallée du Rhône (p. 2520).

Culture et francophonie. - Questions [27 octobre 1995] :

Communes : Saint-Etienne : musée d'art contemporain : valorisation du patrimoine industriel (p. 2681).

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale** (n° 2405).

Rapporteur de la commission des affaires culturelles.

*Première lecture :**Avant la discussion des articles* [7 et 8 décembre 1995] :*Sa présentation du rapport* (p. 4755).*Son intervention* sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Fabius (Laurent)* (p. 4786).*Son intervention* sur la question préalable opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 4812).*Principaux thèmes développés :*

Constitution :

- article 38 : ordonnances : loi de ratification : jurisprudence constitutionnelle (p. 4755 à 4557, 4813) ;
- exception d'irrecevabilité (p. 4786) ;
- révision : rôle du Parlement : attribution en matière de sécurité sociale (p. 4758).

Impôts et taxes : remboursement de la dette sociale (RDS) : Caisse d'amortissement de la dette sociale (p. 4756).

Lois : projet de loi sur un régime universel d'assurance maladie (p. 4757).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : situation : livre blanc : commission Le Vert ; caisse des fonctionnaires : exclusion du champ des ordonnances (p. 4757).

Sécurité sociale : dette et réforme du financement (p. 4756, 4813).

Discussion des articles [8, 9 et 10 décembre 1995] :

Avant l'article 1^{er} :

- *défavorable* à l'amendement n° 1833 de M. Claude Bartolone (réaffirmation du caractère fondamental de la protection sociale) (p. 4869) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 1839 de M. Claude Bartolone (affirmation du caractère universel de la protection sociale, notamment pour les jeunes) (p. 4877) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 1840 de M. Claude Bartolone (affirmation du caractère universel de la protection sociale, notamment vis-à-vis des personnes les plus démunies) (p. 4878) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 1832 de M. Claude Bartolone (aménagement et réduction du temps de travail) (p. 4880) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 5284 de M. Rémy Auchédé (précise que la politique familiale est un « élément fondamental de la solidarité ») à l'amendement n° 1832 de M. Claude Bartolone (p. 4880) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 1834 de M. Claude Bartolone (mutualisation renforcée de la protection sociale face aux risques maladie, vieillesse et chômage) (p. 4869) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 5285 de M. Rémy Auchédé (ajoute la justice sociale à la protection sociale) à l'amendement n° 1834 de M. Claude Bartolone (p. 4882) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 5286 de M. Rémy Auchédé (ajoute les risques accidents du travail et maladies professionnelles) à l'amendement n° 1834 de M. Claude Bartolone (p. 4882) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 1835 de M. Claude Bartolone (intangibilité de la démocratie sociale instaurée par les ordonnances de 1945) (p. 4884) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2887 de M. Claude Bartolone (respect du principe de légalité) (p. 4885) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2888 de M. Claude Bartolone (protection de la santé de l'enfant) (p. 4885) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2889 de M. Claude Bartolone (protection de la santé des vieux travailleurs) (p. 4885) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2890 de M. Claude Bartolone (protection de la santé des mères) (p. 4885) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2891 de M. Claude Bartolone (respect des conditions nécessaires au développement de l'individu) (p. 4886) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2892 de M. Claude Bartolone (respect des conditions nécessaires au développement de la famille) (p. 4887) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2893 de M. Claude Bartolone (respect de l'article 1^{er} de la Constitution proclamant le caractère social de la République) (p. 4888) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2894 de M. Claude Bartolone (respect du Préambule de la Constitution de 1946 sur la participation des salariés) (p. 4889) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2895 de M. Claude Bartolone (respect de la devise de la République notamment du principe de fraternité) (p. 4889) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2896 de M. Claude Bartolone (respect de la devise de la République notamment du principe d'égalité) (p. 4890) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2897 de M. Claude Bartolone (respect de la jurisprudence du Conseil constitutionnel) (p. 4891) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2077 de M. Claude Bartolone (respect du principe d'égalité devant les charges publiques) (p. 4892) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 5287 de M. Rémy Auchédé (précise que les revenus du travail et les revenus financiers doivent contribuer de manière égale aux charges publiques) à l'amendement n° 2077 de M. Claude Bartolone (p. 4892) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2079 de M. Claude Bartolone (respect du principe d'égalité entre les hommes et les femmes) (p. 4893) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2080 de M. Claude Bartolone (prise en compte des difficultés spécifiques des femmes et de leur situation pendant la grossesse) (p. 4893) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2081 de M. Claude Bartolone (respect de la jurisprudence du Conseil constitutionnel faisant du service public de la santé un service public constitutionnel) (p. 4894) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2082 de M. Claude Bartolone (impossibilité de transférer le fonctionnement du service public de la santé au secteur privé) (p. 4894) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2865 de M. Claude Bartolone (non-remise en cause du droit à l'indemnisation en cas de maladie) (p. 4896) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 5288 de M. Rémy Auchédé (ajoute à la maladie, l'accident du travail et le handicap) à l'amendement n° 2865 de M. Claude Bartolone (p. 4896) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2868 de M. Claude Bartolone (droit d'obtenir des moyens convenables d'existence pour les personnes dans l'incapacité de travailler) (p. 4897) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2856 de M. Claude Bartolone (protection du droit à la santé de l'enfant) (p. 4897) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2857 de M. Claude Bartolone (protection du droit à la santé des vieux travailleurs) (p. 4898) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2858 de M. Claude Bartolone (garanties à la famille des conditions nécessaires à son développement) (p. 4899) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2859 de M. Claude Bartolone (garantie à l'individu des conditions nécessaires à son développement) (p. 4899) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2899 de M. Claude Bartolone (engagement du Gouvernement de saisine du Conseil constitutionnel sur le projet de loi) (p. 4900) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2900 de M. Claude Bartolone (engagement du Gouvernement de saisine du Conseil constitutionnel sur la loi de ratification) (p. 4900) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2901 de M. Claude Bartolone (avis préalable du Conseil économique et social sur la loi de ratification) (p. 4901) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2902 de M. Claude Bartolone (avis préalable du Conseil économique et social sur chaque ordonnance) (p. 4901) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 1830 de M. Claude Bartolone (ouverture de négociations avec les partenaires sociaux) (p. 4903) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 4535 de M. Christian Bataille (négociation avec les représentants des confédérations syndicales et des organisations professionnelles) à l'amendement n° 1830 de M. Claude Bartolone (p. 4903) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 4536 de M. Christian Bataille (négociation avec les représentants des fédérations syndicales des salariés relevant des régimes spéciaux de retraite) à l'amendement n° 1830 de M. Claude Bartolone (p. 4903) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 4537 de M. Christian Bataille (négociation avec les représentants des organisations syndicales représentatives des salariés des entreprises de services publics) à l'amendement n° 1830 de M. Claude Bartolone (p. 4903) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 4538 de M. Christian Bataille (négociation avec les représentants des organisations syndicales représentatives des salariés de la SNCF) à l'amendement n° 1830 de M. Claude Bartolone (p. 4903) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2083 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives) (p. 4904) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 2084 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec le mouvement mutualiste) (p. 4905) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2085 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les associations familiales) (p. 4906) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2086 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les organisations de salariés et les organisations patronales représentatives) (p. 4906) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2087 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les organisations humanitaires) (p. 4918) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 5289 de M. Rémy Auedé (ajoute les associations caritatives) à l'amendement n° 2087 de M. Claude Bartolone (p. 4918) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2088 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les organisations médicales représentatives) (p. 4922) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2089 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les représentants des professions paramédicales) (p. 4922) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 5290 de M. Rémy Auedé (consultation des représentants des industries pharmaceutiques) à l'amendement n° 2089 de M. Claude Bartolone (p. 4926) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2090 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les associations de chômeurs) (p. 4928) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2883 de M. Claude Bartolone (consultation préalable avec les organisations syndicales représentatives de la SNCF) (p. 4929) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2884 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives de la RATP) (p. 4929) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2885 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives de La Poste) (p. 4929) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2886 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives d'EDF-GDF) (p. 4929) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2075 de M. Claude Bartolone (maintien du niveau actuel de protection sociale) (p. 4931) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 5291 de M. Rémy Auedé (la rentabilité financière ne doit pas compromettre le niveau de protection social actuel) à l'amendement n° 2075 de M. Claude Bartolone (p. 4932) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2076 de M. Claude Bartolone (maintien du niveau actuel de justice sociale) (p. 4933) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 5292 de M. Rémy Auedé (la rentabilité financière ne doit pas compromettre le niveau de justice sociale actuel) à l'amendement n° 2076 de M. Claude Bartolone (p. 4933) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 1822 de M. Claude Bartolone (garantie du statut des agents de la fonction publique de l'Etat) (p. 4935) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 5293 de M. Rémy Auedé (ajout des agents de la fonction publique territoriale) à l'amendement n° 1822 de M. Claude Bartolone (p. 4935) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 1824 de M. Claude Bartolone (garantie du statut des agents de la fonction publique hospitalière) (p. 4936) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 5294 de M. Rémy Auedé (amélioration du statut des agents de la fonction publique hospitalière) à l'amendement n° 1824 de M. Claude Bartolone (p. 4936).

Article 1^{er} (*définition du domaine d'habilitation de la loi*) :

- *défavorable* aux amendements identiques n°s 1811 de M. Rémy Auedé et 1887 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 4939).

Premier alinéa de l'article 1^{er} (*introduction*) :

- *défavorable* à l'amendement n° 1805 de M. Daniel Colliard (de suppression) (p. 4945).

Deuxième alinéa de l'article 1^{er} (*régimes de base obligatoires de l'assurance vieillesse*) :

- *défavorable* aux amendements identiques n°s 1806 de M. Michel Grandpierre et 1888 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 4947).

Troisième alinéa de l'article 1^{er} (*mesures relatives à la branche famille*) :

- *défavorable* aux amendements identiques n°s 1807 de M. Georges Hage et 1889 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 4950).

Quatrième alinéa de l'article 1^{er} (*mesures relatives à la branche maladie*) :

- *défavorable* aux amendements identiques n°s 1808 de M. Maxime Gremetz et 1890 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 4952).

Cinquième alinéa de l'article 1^{er} (*prélèvement sur les primes d'assurance et contribution exceptionnelle à la charge de l'industrie pharmaceutique*) :

- *défavorable* à l'amendement n° 1809 de M. Rémy Auedé (de suppression) (p. 4960).

Sixième alinéa de l'article 1^{er} (*équipement, financement et gestion des établissements de santé*) :

- *défavorable* aux amendements identiques n°s 1810 de M. Maxime Gremetz et 1891 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 4965).

Septième alinéa de l'article 1^{er} (*organisation et fonctionnement des institutions, régimes et branche de sécurité sociale*) :

- *défavorable* aux amendements identiques n°s 1813 de M. Maxime Gremetz et 1892 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 4970, 4972).

Huitième alinéa de l'article 1^{er} (*apurement de la dette*) :

- *défavorable* aux amendements identiques n°s 1814 de M. Maxime Gremetz et 1893 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 4975).

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 et 19 décembre 1995] :

Sa présentation du rapport (p. 5249).

Son intervention sur la question préalable opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 5313).

Principaux thèmes développés :

Famille : politique familiale : imposition des allocations familiales (p. 5250).

Lois : rétroactivité du projet de loi (p. 5250).

Parlement : procédure législative : droit d'amendement (p. 5249).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : alignement sur le régime général : exclusion du champ des ordonnances (p. 5250).

- Projet de loi constitutionnelle instituant la loi d'équilibre de la sécurité sociale (n° 2455).

Première lecture :

Discussion des articles [24 janvier 1996] :

Article 1^{er} (*institution de la loi d'équilibre de la sécurité sociale*) :

- *ses observations* (p. 296).

Après l'article 1^{er} :

- son amendement n° 11 (consultation du Conseil économique et social) : retiré (p. 312).

Après l'article 2 :

- son amendement n° 38 (modifications des règles applicables aux navettes parlementaires) (p. 313) : rejeté (p. 314) ;
- son amendement n° 39 (même objet) : rejeté (p. 314).
- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).**

Première lecture :

Discussion des articles [19 mars 1996] :

Article 21 (missions de l'Inspection générale des affaires sociales [IGAS]) :

- soutient l'amendement n° 72 de M. Dominique Paillé (rédactionnel) : rejeté (p. 1782).

MARCANGELI (Marc)

Député de la Corse-du-Sud

(1^{re} circonscription)

apparenté UDF

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Se démet de son mandat de député [J.O. du 29 juin 1995] (p. 9738)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

MARCELLIN (Raymond)

Député du Morbihan

(1^{re} circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Justice) [5 juillet 1995].

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Justice) [7 mai 1996].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : annexe n° 25 : Justice (n° 2270) [12 octobre 1995].

QUESTIONS**orales sans débat :**

- n° 789, posée le 17 janvier 1996 : **commissions départementales des sites, perspectives et paysages** (p. 43). Appelée le 18 janvier 1996 : composition (p. 131, 132).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Justice. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances [24 octobre 1995].

Aide juridictionnelle (p. 2372).

Assemblée nationale : commission des finances : amendements (p. 2372).

Greffes (p. 2371, 2372).

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 2371, 2372).

Juridictions administratives (p. 2371).

Lois : loi de programme n° 95-9 du 6 janvier 1995 relative à la justice (p. 2371).

Magistrature :

- effectifs (p. 2371) ;
- revalorisation (p. 2372).

Ministère de la justice :

- crédits (p. 2371, 2372) ;
- informatisation (p. 2372).

Système pénitentiaire :

- administration pénitentiaire (p. 2371, 2372) ;
- détention provisoire et centres de semi-liberté (p. 2371).

Vote des crédits :

Etat B, titre III :

- favorable à l'amendement n° 68 du Gouvernement (augmentation des crédits de 1,3 million de francs pour coordination avec le rétablissement du traitement des titulaires de la Légion d'honneur et de la médaille militaire dans les conditions antérieures à 1991) (p. 2411).

MARCHAIS (Georges)

Député du Val-de-Marne

(11^e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

QUESTIONS**au Gouvernement :**

- **Prise en charge de nouveaux médicaments** : sida : trithérapie : financement [19 mars 1996] (p. 1736).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Santé publique et assurance maladie. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [26 octobre 1995] :

Hôpitaux et cliniques :

- effectifs (p. 2560) ;
- investissements sanitaires : baisse (p. 2560).

Impôts et taxes :

- TVA : exonération pour les hôpitaux (p. 2560) ;
- taxation des revenus financiers (p. 2560).

Ministère de la santé et de l'assurance maladie : crédits (p. 2559).

Pharmacie :

- industrie pharmaceutique (p. 2559, 2560) ;
- médicaments : remboursement (p. 2560).

Professions de santé : médecins : rémunération (p. 2560).

Santé publique : accès aux soins (p. 2559).

Sécurité sociale : cotisations patronales (p. 2560).

MARCHAND (Yves)

Député de l'Hérault

(7^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au trafic de stupéfiants en haute mer et portant adaptation de la législation française aux dispositions de l'article 17 de la convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988 [18 octobre 1995]; remplacé par M. Marcel Roques [23 janvier 1996].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété de navires de commerce [J.O. du 25 juin 1996] (p. 9502).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Santé publique et assurance maladie. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [26 octobre 1995] :

Hôpitaux et cliniques : régime autonome de retraites ; Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (p. 2560).

- **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 955 du Conseil de sécurité des Nations Unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis en 1994 sur le territoire du Rwanda et s'agissant des citoyens rwandais, sur le territoire d'Etats voisins (n° 2754).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 mai 1996] (p. 3156).

Juridictions :

- compétence des juridictions françaises ;
- tribunal international.

Lois : loi n° 95-1 du 2 janvier 1995 portant application de la législation française aux dispositions de la résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations Unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie.

Organisation des Nations Unies.

Politique extérieure : actions humanitaires.

- **Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).**

Première lecture :

Discussion des articles [23 mai 1996] :

Article 15 (nantissement du fonds artisanal) :

- favorable à l'amendement n° 73 de la commission (compétence de la juridiction civile en ce qui concerne les relations entre le créancier nanti et l'artisan) (p. 3443).

- Projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété de navires de commerce (n° 2880).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 juin 1996] (p. 4718) :

Chasse et pêche : pêche.

Défense.

Emploi.

Impôts et taxes : déduction fiscale.

Industrie : construction navale.

Transports maritimes :

- généralités ;
- flotte de commerce ;
- pavillon français.

Discussion des articles [21 juin 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- son amendement n° 1 (application du dispositif aux navires civils armés au commerce, à la pêche ou à la plaisance) : retiré (p. 4727).

Article 1^{er} (dispositif d'aide à l'investissement dans les copropriétés de navires) :

Article 238 bis HN du code général des impôts :

- son amendement n° 2 (application du dispositif aux navires armés à la pêche) (p. 4735) : retiré (p. 4737) ;

- soutient l'amendement n° 23 de M. Jean-Louis Léonard (suppression du délai relatif à l'obligation de battre pavillon français) : rejeté (p. 4740) ;

- son amendement n° 28 et soutient l'amendement identique n° 45 de M. Etienne Garnier (durée du maintien sous pavillon français) : adoptés (p. 4740) ;

- son amendement n° 29 (dérogation à l'obligation de battre pavillon français) : devenu sans objet (p. 4740) ;

- son amendement n° 30 (délai de délivrance de l'agrément) (p. 4740) : retiré (p. 4741) ;

- son amendement n° 12 (délivrance de l'agrément après avis des ministres chargés de la pêche et de l'industrie) : retiré (p. 4741) ;

- son amendement n° 13 rectifié (délivrance de l'agrément après avis du ministre chargé de l'équipement naval) (p. 4741) : adopté (p. 4743) ;

- son amendement n° 7 (délivrance de l'agrément lorsque l'investissement présente un intérêt économique pour la flotte de commerce) (p. 4743) : retiré (p. 4744).

Après l'article 1^{er} :

- son amendement n° 10 (non-application de la limitation mentionnée à l'article 72 de la loi de finances pour 1996 aux déficits provenant de l'exploitation d'un navire armé à la plaisance et frété neuf à un loueur professionnel) (p. 4748) : retiré (p. 4749).

Titre :

- son amendement n° 11 (nouvel intitulé : « **Projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur des investissements dans les navires** ») : devenu sans objet (p. 4751).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [27 juin 1996] (p. 4993) :

Emploi.

Industrie : construction navale.

Transports maritimes :

- flotte de commerce ;
- pavillon français : pavillons de complaisance ;
- quirats : fonds de placement quirataire.

Vote pour du groupe UDF (p. 4994).

MARCUS (Claude-Gérard)

Député de Paris

(5^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Membre de la commission d'enquête sur les sectes [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Albanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 2497) [30 janvier 1996].

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée (n° 2656) [23 mai 1996].

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part (n° 2842) [27 juin 1996].

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la commission des affaires étrangères sur la **mission effectuée par une délégation de la commission en Albanie** (n° 2372) [16 novembre 1995].

Rapport d'information fait en application de l'article 29 du Règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique-Nord sur **l'activité de cette Assemblée au cours de sa 41^e session annuelle (1995)** (n° 2465) [21 décembre 1995].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2497), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Albanie sur **l'encouragement et la protection réciproques des investissements** (n° 2666) [21 mars 1996].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2656) autorisant l'approbation de la convention d'**entraide judiciaire en matière pénale** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée (n° 2829) [30 mai 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Rémunération du livret A** : taux ; fiscalité [30 janvier 1996] (p. 399).

- **Tension entre la Chine et Taïwan** : attitude de la France [13 mars 1996] (p. 1574).

- **Travail clandestin** : démantèlement des ateliers [17 avril 1996] (p. 2319).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [19 octobre 1995] :

Après l'article 5 :

- *défavorable* à l'amendement n° 80 de M. Marc Le Fur (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des objets d'antiquité, d'art ou de collection) (p. 2115) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 304 de M. Augustin Bonrepaux (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des objets d'antiquité, d'art ou de collection et des droits de la propriété littéraire et artistique lorsque leur valeur totale est supérieure à 10 millions de francs) (p. 2115).

Deuxième partie :

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. - Questions [12 novembre 1995] :

Albanie (p. 3460).

Coopération. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [12 novembre 1995] :

Afrique : Madagascar (p. 3488).

Ministère : aide aux pays hors champ (p. 3488).

Service national (p. 3488).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État d'Israël en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune** (n° 2514).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [26 mars 1996] (p. 2000) :

Affaires étrangères : processus de paix au Moyen-Orient.

Commerce extérieur : échanges entre la France et Israël.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Albanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** (n° 2497).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [26 mars 1996] (p. 2003) :

Albanie.

Banques et établissements financiers : COFACE.

Enseignement : lycée franco-albanais de Korça.

Entreprises : investissements réalisés par les entreprises françaises en Albanie : sécurité.

Langue française : alliances françaises.

MARIANI (Thierry)

Député de Vaucluse

(4^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission d'enquête sur les sectes [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Aménagement du territoire, ville et intégration : ville et quartiers en difficulté) [28 mai 1996].

DEPOTS

Proposition de loi visant à la création d'une commission assurant la transparence et l'information des citoyens sur la gestion des primes de l'assurance catastrophes naturelles (n° 2339) [6 novembre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Inondations** : protection des riverains ; travaux d'aménagement des rivières : régime de la TVA [14 février 1996] (p. 871).

orales sans débat :

- n° 955, posée le 19 mars 1996 : **fermeture des usines de Tricastin** (p. 1797). Appelée le 28 mars 1996 : conditions de démantèlement ; reconversion (p. 2100).

- n° 1093, posée le 21 mai 1996 : **police municipale** (p. 3285). Appelée le 28 mai 1996 : statut ; formation ; école d'Orange (p. 3477).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés (n° 1659).**

Première lecture :

Discussion des articles [10 janvier 1995] :

Article 11 (interdiction de pratiques liées à des ventes dites pyramidales) :

- son sous-amendement n° 17 à l'amendement n° 5 de la commission (interdiction du versement d'un droit d'entrée ou d'une somme destinée à l'acquisition de matériels par un nouvel adhérent lorsque ce versement conduit au paiement ou à l'attribution d'un avantage à d'autres adhérents) : non soutenu (p. 38).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [21 octobre 1995] :

Article 16 (institution d'une contribution annuelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction) :

- son amendement n° 18 : non soutenu (p. 2267).

Deuxième partie :

Intégration et lutte contre l'exclusion. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur pour avis de la commission de la production, suppléant : *Vissac (Claude)* [30 octobre 1995] :

Communes : Orange (p. 2748).

Cour des comptes : rapport (p. 2748).

Lois : d'orientation n° 95-638 du 4 février 1995 pour l'aménagement et le développement du territoire (p. 2748).

Ministère de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion : création : crédits (p. 2747).

Politique de la ville :

- crédits : gestion : fonds interministériel d'intervention (p. 2748, 2749) ;

- évaluation : simplification : coordination des actions au niveau local (p. 2748) ;

- moyens et procédures : contrats de ville : grands projets urbains (GPU) (p. 2749) ;

- programmes Ville-vie-vacances et Ecoles ouvertes (p. 2748) ;

- projet de loi contre l'exclusion : programme national d'intégration urbaine (PNIU) (p. 2748) ;

- quartiers en difficulté : présence des services publics : vie associative : crédits relatifs aux associations (p. 2748).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Après l'article 59 :

- son amendement n° 356 (exonération de la taxe locale d'équipement en cas de reconstruction d'une habitation en dehors d'une zone dangereuse ou inconstructible) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3824).

Article 60 précédemment réservé (*modification de la contribution des collectivités locales aux frais d'entretien des forêts*) :

- favorable aux amendements identiques n°s 38 de M. Alain Ferry, 44 de M. Germain Gengenwin, 52 de M. Pierre Micaux, 84 de M. Rémy Auedé et 166 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 3855) ;

- son amendement n° 107 (taux spécifiques pour les forêts méditerranéennes) (p. 3858) : retiré (p. 3859).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).**

Principaux thèmes développés [14 novembre 1995] :

Famille : familles étrangères en situation irrégulière : polygamie (p. 3652).

Prestation autonomie (p. 3652).

- **Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 novembre 1995] :

Allocation de vétérance (p. 4002).

Assurances (p. 4002).

Collectivités et finances locales (p. 4002).

Communes :

- Bollène (p. 4001) ;

- Vaison-la-Romaine (p. 4001) ;

- Valréas (p. 4001).

Départements : Vaucluse (p. 4001, 4002).

Entreprises (p. 4001, 4002).

Femmes : veuves : pension de réversion (p. 4003).

Fonction publique territoriale : sapeurs-pompiers permanents (p. 4002, 4003).

Formation (p. 4001, 4002).

Sapeurs-pompiers volontaires (p. 4000, 4001).

Secours (p. 4001).

Sécurité sociale : cotisations (p. 4002).

Service national : sapeurs-pompiers auxiliaires (p. 4002).

Services d'incendie et de secours (p. 4001).

Travail : autorisations d'absence et disponibilité (p. 4001).

- **Projet de loi relatif aux transports (n° 2301).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 novembre 1995] (p. 4202, 4203) :

Police de la route et circulation routière :

- automobiles : contrôle technique obligatoire, prime à la casse ;
- jeunes : brevet facultatif pour l'usage des cyclomoteurs ;
- sécurité routière ;
- taux d'alcoolémie ;
- transports scolaires ou de colonies de vacances.

- Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).*Première lecture :*

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 février 1996] :

Affaires étrangères : Allemagne (p. 620).

Emploi :

- chômage des jeunes (p. 620) ;
- insertion professionnelle (p. 620).

Enseignement supérieur (p. 619, 620).

Entreprises (p. 620).

Formation professionnelle et promotion sociale :

- apprentissage : généralités (p. 619 à 621) ;
- centres de formation d'apprentis : ressources : péréquation (p. 620) ;
- Conseil national de l'apprentissage : création (p. 620) ;
- prime à l'apprentissage (p. 620).

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage (p. 620).

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 620).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [19 mars 1996] :

Après l'article 1^{er} :

- son amendement n° 43 : non soutenu (p. 1768).
- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 mars 1996] :

Après l'article 42 :

- son amendement n° 185 (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour la part de l'activité d'approvisionnement exercée par les coopératives pour le compte de leurs associés coopérateurs et pour la part de l'activité exercée par les coopératives viticoles pour le compte de leurs associés coopérateurs) (p. 1378) : rejeté (p. 1380).

Après l'article 49 :

- son amendement n° 186 (institution d'une commission de la transparence de l'assurance catastrophe naturelle au sein du Conseil national des assurances) (p. 1393) : adopté (p. 1395).

Après l'article 52 :

- son amendement n° 187 (assouplissement des règles applicables à la publicité en faveur du vin) (p. 1406) : retiré (p. 1407) ;
- son amendement n° 188 (même objet) (p. 1406) : retiré (p. 1407) ;
- son amendement n° 189 (dérogations temporaires à l'interdiction de la vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives) (p. 1407) : retiré (p. 1408) ;
- son amendement n° 184 (contractualisation des prestations de services fournies par les sociétés d'économie mixte aux collectivités territoriales) : retiré (p. 1409).

- Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).*Première lecture :*

Discussion des articles [19 mars 1996] :

Après l'article 24 :

- son amendement n° 43 : non soutenu (p. 1788) ;
- son sous-amendement n° 90 à l'amendement n° 23 rectifié de la commission (vente d'alcools dans les enceintes sportives) : non soutenu (p. 1792) ;
- ses sous-amendements n° 93, 87, 91, 89, 92 et 94 à l'amendement n° 23 rectifié de la commission : non soutenus (p. 1792) ;
- son sous-amendement n° 88 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (allongement de la durée d'ouverture des buvettes) à l'amendement n° 23 rectifié de la commission : retiré (p. 1792).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Article 25 supprimé par le Sénat (vente d'alcools dans les enceintes sportives) :

- son sous-amendement n° 52 (autorisation du maire) à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 2807) : rejeté (p. 2808) ;
- son sous-amendement n° 51 (consultation des organisations représentatives des professionnels du secteur de la restauration et de l'hôtellerie) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 2809) ;
- son sous-amendement n° 54 (autorisation accordée pour trente week-ends par an) à l'amendement n° 22 de la commission : retiré (p. 2809) ;
- son sous-amendement n° 55 (autorisation accordée pour vingt-cinq week-ends par an) à l'amendement n° 22 de la commission : retiré (p. 2809) ;
- son sous-amendement n° 53 (autorisation accordée pour vingt manifestations par an) à l'amendement n° 22 de la commission : adopté (p. 2809).

Après l'article 25 :

- son amendement n° 56 : non soutenu (p. 2825).
- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Charles Millon, ministre de la défense, sur la politique de défense et débat sur cette déclaration (n° 2654).**

Principaux thèmes développés [20 mars 1996] (p. 1871) :

Armée de terre :

- professionnalisation ;
- réserves.

- Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).*Première lecture :*

Avant la discussion des articles [21 mars 1996] :

Principaux thèmes développés (p. 1940) :

Agroalimentaire.

Commerce et artisanat :

- grandes surfaces : généralités ;
- référencement ;
- revente à perte.

Emploi.

Pétrole et dérivés : stations-service.

Politique économique :

- contrôle ou liberté des prix : ordonnance du 1^{er} décembre 1986 ;
- inflation ;
- contrôle ou liberté des prix : ordonnance du 1^{er} décembre 1986.

Discussion des articles [21 et 28 mars 1996] :**Article 2** (art. 32 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : *revente à perte*) :

- son amendement n° 75 (redéfinition de la revente à perte) : rejeté (p. 1963) ;
- soutient l'amendement n° 103 de M. Marcel Roques (prise en compte des charges de commercialisation, de stockage et de transport) : retiré (p. 1965).

Avant l'article 1^{er} :

- favorable à l'amendement n° 178 précédemment réservé du Gouvernement (prohibition des offres de prix de vente abusivement bas et saisine de la commission permanente) (p. 1967) ;
- favorable au sous-amendement n° 179 de M. Marc Le Fur (exclusion de la vente de carburants au détail) à l'amendement n° 178 précédemment réservé du Gouvernement (p. 1972).

Après l'article 3 :

- son amendement n° 74 : non soutenu (p. 2174).

Avant l'article 1^{er} (suite) :

- son amendement n° 78 précédemment réservé : non soutenu (p. 2196) ;
- son amendement n° 79 précédemment réservé : non soutenu (p. 2198) ;
- son amendement n° 80 précédemment réservé (de précision) : devenu sans objet (p. 2202).

*Deuxième lecture :**Discussion des articles* [29 mai 1996] :**Article 4** (art. 36 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : *refus de vente ou de prestation de services, conditions restrictives de référencement et de rupture de relations commerciales*) :

- son amendement n° 59 : non soutenu (p. 3597).

Après l'article 4 :

- son amendement n° 60 : non soutenu (p. 3599).

- Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante (n° 2573).*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [27 mars 1996] (p. 2075) :

Juridictions : moyens.

Lois : ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante.

Procédure pénale : procédure de citation.

- Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes et la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes. COM (95) 434 final/n° E-613 (n° 2700).*Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique* [24 avril 1996] (p. 2496) :

Commerce extérieur : certificats d'importation.

Commercialisation.

Communautés européennes et Union européenne :

- budget agricole communautaire ;
- Fonds européen d'orientation et de garantie agricole ;
- organisation commune des marchés des fruits et légumes ;
- préférence communautaire ;
- proposition de règlement du Conseil du 4 octobre 1995.

Élevage : viande bovine.

Exploitants agricoles : installation.

Fruits et légumes : production française, revenus des producteurs.

Moyens de paiement : dévaluations compétitives.

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur les Etats généraux de l'Université et débat sur cette déclaration (n° 2795).*Principaux thèmes développés* [21 mai 1996] (p. 3277) :

Cycles universitaires : premier cycle : diplômes : réforme et revalorisation.

Enseignement supérieur : orientation universitaire et professionnelle.

Universités :

- échec universitaire ;
- tutorat.

- Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [22 mai 1996] (p. 3355) :

Formation professionnelle : apprentissage et qualification professionnelle.

Hôtellerie et restauration.

Villes : centres villes.

Discussion des articles [23 mai 1996] :**Article 5** (*projets soumis à autorisation*) :

- son amendement n° 184 rectifié (fixe la capacité à cinquante chambres) (p. 3388) : devenu sans objet (p. 3391) ;
- reprend l'amendement n° 109 de M. Marc Le Fur (autorisation pour les restaurants de plus 300 mètres carrés) : retiré (p. 3391).

Article 7 (*composition des commissions départementales d'équipement commercial*) :

- soutient l'amendement n° 102 de M. Alain Madalle (présence du député de la circonscription du lieu d'implantation) : rejeté (p. 3399).

Article 10 (*Commission nationale d'équipement commercial*) :

- son amendement n° 191 corrigé : non soutenu (p. 3404) ;
- son amendement n° 183 (conditions de majorité et vote public de la Commission nationale d'équipement) (p. 3405) : adopté après modifications (p. 3407).

Article 11 (*obligation de qualification professionnelle*) :

- son amendement n° 186 (qualification professionnelle pour les activités susceptibles de mettre en jeu la santé et la sécurité des consommateurs) (p. 3417) : retiré (p. 3419) ;
- son amendement n° 185 (qualification professionnelle obligatoire élargie aux fabricants de glaces alimentaires) : retiré (p. 3422) ;
- son amendement n° 204 (qualification professionnelle pour les préparateurs de plats cuisinés) : rejeté (p. 3423) ;
- son amendement n° 187 (qualification professionnelle élargie à la fabrication et à la vente des aliments et plats cuisinés) : retiré (p. 3423) ;

- soutient l'amendement n° 220 de M. Jean-Paul Charié (qualification professionnelle élargie à la fabrication et à la vente des aliments et plats cuisinés) (p. 3423) : retiré (p. 3424).

Après l'article 11 :

- son amendement n° 188 rectifié (rapport au Parlement relatif à l'élaboration d'un « statut du restaurateur ») (p. 3426) : adopté après modifications (p. 3428) ;
- son sous-amendement oral (rapport dans un délai de neuf mois à compter de la date de publication de la présente loi) à son amendement n° 188 rectifié (p. 3427) : adopté (p. 3428).

Article 18 (régime des liquidations) :

- soutient l'amendement n° 143 rectifié de M. Lionel Assouad (interdiction des liquidations en décembre) : retiré (p. 3446).

Article 19 (ventes au déballage) :

- ses observations sur l'amendement n° 108 rectifié de M. André Fanton (définition des emplacements destinés à la vente des marchandises) (p. 3447).

Après l'article 20 :

- soutient l'amendement n° 112 de M. Marc Le Fur (limitation de l'usage des mots « faillite », « liquidation » et « dépôt de bilan ») (p. 3451) : retiré (p. 3452).

Après l'article 24 :

- favorable à l'amendement n° 231 de M. Patrick Ollier (autorisation du maire pour la vente ambulante ou à domicile) (p. 3455).
- son amendement n° 190 rectifié (création, transfert ou suppression des halles et marchés communaux) (p. 3455) : retiré (p. 3456) ;
- son amendement n° 202 (cession du droit de place dans les marchés) (p. 3456) : retiré (p. 3457).

Après l'article 25 :

- son amendement n° 193 (réintroduction de la vente des boissons alcooliques dans les enceintes sportives) (p. 3457) : retiré (p. 3458) ;
- son amendement n° 192 (taux de TVA réduit pour les ventes à consommer sur place) (p. 3458) : retiré (p. 3459) ;
- son amendement n° 203 (taux de TVA pour la vente à emporter lorsqu'il s'agit d'établissements dont l'activité principale est la restauration sur place) (p. 3459) : retiré (p. 3460) ;
- ses observations sur l'amendement n° 247 corrigé du Gouvernement (sanctions à l'égard du donneur d'ordres dans le domaine du transport routier de marchandises) (p. 3463).
- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés (avant la discussion des articles [6 juin 1996] (p. 3964) :

Affaires étrangères : contexte géopolitique.

Réserves.

Service national.

- **Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).**

Première lecture :

Discussion des articles [20 juin 1996] :

Article 7 (exonération de cotisations sociales applicables à l'emploi de salariés dans les zones franches urbaines) :

- son sous-amendement n° 182 à l'amendement n° 35 de la commission (régime de l'exonération des cotisations sociales) : non soutenu (p. 4645).

Article 13 (proportion urbaine obligatoire de salariés résidant dans la zone franche) :

- son amendement n° 152 : non soutenu (p. 4648).

MARITON (Hervé)

Député de la Drôme

(3^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 10 juin 1995] (p. 9014).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 10 juin 1995] (p. 9014).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Agriculture, pêche et alimentation : agriculture) [5 juillet 1995].

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 7 juillet 1995] (p. 10209).

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 24 novembre 1995] (p. 17230).

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Membre de la commission d'enquête sur les aides à l'emploi [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delalande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Agriculture, pêche et alimentation : agriculture) [7 mai 1996].

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

Vice-président de cette mission [J.O. du 27 juin 1996] (p. 9657).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : annexe n° 4 : Agriculture, pêche et alimentation : agriculture (n° 2270) [12 octobre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Franchise postale** : franchise accordée aux communes : suppression [24 janvier 1996] (p. 269).

- **Régulation budgétaire** : déficits publics : réduction [13 mars 1996] (p. 1580).

orales sans débat :

- n° 785, posée le 17 janvier 1996 : **tunnel de Boulc** (p. 42). Appelée le 18 janvier 1996 : construction : financement ; aides de l'Etat (p. 137, 138).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés (n° 1659).**

*Première lecture :**Discussion des articles* [10 janvier 1995] :**Article 11** (*interdiction de pratiques liées à des ventes dites pyramidales*) :

- son sous-amendement n° 45 (rémunération des intermédiaires assurant la formation) à l'amendement n° 5 de la commission (interdiction du versement d'un droit d'entrée ou d'une somme destinée à l'acquisition de matériels par un nouvel adhérent lorsque ce versement conduit au paiement ou à l'attribution d'un avantage à d'autres adhérents) : rejeté (p. 35) ;
- son sous-amendement n° 22 (souci d'un bon déroulement de la formation des distributeurs) à l'amendement n° 5 de la commission : rejeté (p. 38) ;
- son sous-amendement n° 46 (possibilité de rémunération des prestations dispensées en matière de formation des adhérents du réseau) à l'amendement n° 5 de la commission : devenu sans objet (p. 38).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).*Première lecture :**Discussion des articles* [17 juillet 1995] :**Après l'article 21 :**

- son amendement n° 193 : non soutenu (p. 1234) ;
- son amendement n° 227 soutenu par M. Gilbert Gantier (consultation du Conseil national d'aménagement et de développement du territoire sur la délimitation des zones bénéficiaires des aides fiscales prévues par la loi d'orientation du 4 février 1995 pour l'aménagement et le développement du territoire) (p. 1234) : rejeté (p. 1235).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).*Première lecture :**Avant la discussion des articles* [17 octobre 1995] :*Ses explications de vote* sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Malvy (Martin)* (p. 1903).*Principaux thèmes développés :*

Entreprises : transmissions d'entreprises : régime fiscal (p. 1904).

Finances publiques :

- crédits : réduction (p. 1904) ;
- déficits publics et sociaux (p. 1903) ;
- politique budgétaire (p. 1903) ;
- prélèvements obligatoires (p. 1903).

Gouvernements socialistes (p. 1903).

Impôts et taxes :

- justice sociale (p. 1903) ;
- revenus mobiliers : stock options (p. 1903).

Parlement : rôle (p. 1904).

Politique économique : revenus du travail et du capital (p. 1904).

Secteur public : entreprises publiques : endettement (p. 1903).

Première partie, discussion des articles [20 et 21 octobre 1995] :**Après l'article 6 :**

- son amendement n° 407 soutenu par M. Gilbert Gantier (imposition progressive des plus-values réalisées à l'occasion de la cession d'une entreprise agricole à un jeune agriculteur) : rejeté (p. 2160) ;
- son amendement n° 405 soutenu par M. Gilbert Gantier (abaissement à 1 % des droits d'enregistrement sur les cessions de parts sociales des sociétés civiles agricoles) : rejeté (p. 2161).

Après l'article 9 :

- son amendement n° 408 soutenu par M. Gilbert Gantier (déductibilité des dépenses afférentes aux bâtiments d'élevage des revenus fonciers) : rejeté (p. 2182).

Après l'article 15 :

- son amendement n° 406 : non soutenu (p. 2250).

Après l'article 30 :

- son amendement n° 404 : non soutenu (p. 2308).

*Deuxième partie :***Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.** Rapporteur spécial de la commission des finances pour l'agriculture [2 novembre 1995] (p. 2891) :

Agroalimentaire (p. 2892).

Aménagement du territoire :

- Fonds de gestion de l'espace rural (p. 2892) ;
- sociétés d'aménagement régional (p. 2893).

Bois et forêts (p. 2893).

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 2892).

Enseignement agricole (p. 2892, 2893).

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs (p. 2892).

Exploitations agricoles :

- bâtiments d'élevage (p. 2892) ;
- transmission (p. 2893).

Ministère : crédits (p. 2891 à 2893).

Organismes et structures :

- Fonds national des haras (p. 2893) ;
- Institut national des appellations d'origine (p. 2892).

*Vote des crédits :***Etat C, titre VI :**

- son amendement n° 187 (réduction des crédits de paiement et des autorisations de programme) (p. 2973) : adopté (p. 2975).

Etat B, titre IV :

- son amendement n° 186 (réduction des crédits) : adopté (p. 2975).

Etat B, titre III :

- son amendement n° 185 (réduction des crédits) (p. 2976) : adopté (p. 2977).

Budget annexe des prestations sociales agricoles :**Crédits inscrits au paragraphe II de l'article 39 :**

- favorable à l'amendement n° 173 du Gouvernement (réduction des crédits des prestations sociales agricoles du fait de la prise en charge des bonifications de pensions par le fonds de solidarité-vieillesse) (p. 2977).

Economie et finances : Charges communes. - Services financiers. - Monnaies et médailles (budget annexe). - Comptes spéciaux du Trésor. - Taxes parafiscales. - Vote des crédits [14 novembre 1995] :**Comptes spéciaux du Trésor :****Après l'article 41 :**

- son amendement n° 313 rectifié (suppression du compte d'affectation spéciale n° 902-19 Fonds national des haras et des activités hippiques) (p. 3700) : rejeté (p. 3703).

Article 43 (*comptes d'affectation spéciale – opérations définitives – mesures nouvelles*) :

- son amendement n° 314 (réduction des crédits de paiement au titre des dépenses ordinaires civiles de 22,8 millions de francs) : retiré (p. 3703).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :**Après l'article 59 :**

- son amendement n° 315 : non soutenu (p. 3739) ;
- ses amendements n° 318 et 319 : non soutenus (p. 3740) ;
- son amendement n° 320 (extension aux sociétés coopératives agricoles de l'avantage fiscal accordé en cas de souscription au capital de sociétés non cotées) (p. 3798) : rejeté (p. 3799) ;
- son amendement n° 316 (atténuation des règles d'option en matière de TVA pour les dépenses de mise en conformité des bâtiments d'élevage) : rejeté (p. 3811) ;
- favorable à l'amendement n° 268 de la commission (exonération facultative de taxe professionnelle en faveur des entreprises nouvelles étendue à l'ensemble du territoire national) (p. 3816) ;
- favorable à l'amendement n° 260 de M. Jean Desanlis (extension de l'exonération facultative de taxe professionnelle en faveur des entreprises nouvelles s'installant dans les territoires ruraux de développement prioritaire à l'ensemble des communes appartenant à une communauté de communes ayant opté pour le régime de la taxe professionnelle d'agglomération) (p. 3819) ;
- son amendement n° 317 corrigé (allongement de la durée d'application du taux réduit de taxe de publicité foncière pour les jeunes agriculteurs installés dans les territoires ruraux de développement prioritaire) : retiré (p. 3825) ;
- son amendement n° 405 (application aux jeunes agriculteurs du dégrèvement facultatif de la taxe foncière sur les propriétés non bâties lorsque leur installation est antérieure à la délibération de la collectivité locale pour les seuls exercices postérieurs à cette délibération) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3829) ;
- son amendement n° 324 (rapport au Parlement sur la réforme des procédures de gestion applicables aux crédits d'intervention de l'Etat) (p. 3842) : retiré (p. 3843) ;
- son amendement n° 323 (exonération de la contribution sociale de solidarité de sociétés pour l'activité d'approvisionnement des coopératives agricoles) : devenu sans objet (p. 3843) ;
- son amendement n° 321 (application aux coopératives agricoles du dispositif de plafonnement de la contribution sociale de solidarité des sociétés par rapport à la marge commerciale) : devenu sans objet (p. 3843) ;
- son amendement n° 322 (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour la part du chiffre d'affaires des coopératives correspondant à des ventes de biens réalisées avec des redevables acquittant la contribution) : devenu sans objet (p. 3843).

Article 60 précédemment réservé (*modification de la contribution des collectivités locales aux frais d'entretien des forêts*) :

- son amendement n° 172 (institution d'une taxe sur la couverture artificielle des espaces naturels et agricoles) (p. 3856) : retiré (p. 3857).

Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).*Principaux thèmes développés* [14 novembre 1995] :

Action sociale et solidarité nationale : revenu minimum d'insertion (p. 3624).

Famille : allocations familiales : imposition : conditions de ressources ; cumul avec le RMI (p. 3624).

Parlement : rôle : détermination du budget social de la Nation (p. 3624).

Prestation autonomie (p. 3624).

Santé publique : réforme : concertation : forums et mission d'information ; partenariat ; législation par ordonnances (p. 3624).

Syndicats (p. 3624).

Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 2179).*Deuxième lecture :*

Discussion des articles [20 décembre 1995] :

Article 3 (*date d'entrée en vigueur de la condition de diplôme pour la consultation juridique*) :

- son amendement n° 1 (report de 4 ans de l'entrée en vigueur de la condition de diplôme) (p. 5407) : retiré (p. 5409).

Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).*Première lecture :*

Discussion des articles [7 mars 1996] (p. 1366) :

Après l'article 35 :

- son amendement n° 308 (abaissement du quotient prévu à l'article 1630 A du code général des impôts) : retiré ;
- son amendement n° 307 (application du système du quotient prévu à l'article 1630 A du code général des impôts aux sommes reçues à titre d'avance sur des fermages) : adopté après rectification (suppression du gage) ;
- son amendement n° 309 (exonération de la taxe spéciale d'équipement pour les terres agricoles) : devenu sans objet.

Déclaration du Gouvernement présentée par M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, sur la charte d'installation des jeunes agriculteurs et le statut des conjoints et débat sur cette déclaration (n° 2722).

Principaux thèmes développés [23 avril 1996] (p. 2448) :

Exploitants agricoles :

- conjoints et aides familiaux : statut ;
- dotation aux jeunes agriculteurs ; charte nationale pour l'installation des jeunes en agriculture.

Exploitations agricoles : transmission.

Organismes et structures :

- fonds de gestion de l'espace rural ;
- fonds pour l'installation et le développement des initiatives locales.

Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, sur le débat d'orientation budgétaire et débat sur cette déclaration (n° 2768).

Principaux thèmes développés [14 mai 1996] (p. 3139) :

Finances publiques :

- dépenses publiques ;
- politique budgétaire.

Impôts et taxes : réforme fiscale.

Politique économique :

- généralités ;
- croissance.

Déclaration du Gouvernement sur la SNCF présentée par Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports et M. Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme (n° 2875).

Principaux thèmes développés [11 juin 1996] (p. 4116) :

Etat : rôle.

Transports ferroviaires :

- service public ferroviaire ;
- SNCF : avenir : situation financière.

- Motion de censure déposée par MM. Laurent Fabius, Alain Bocquet et quatre-vingt-treize membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.

Principaux thèmes développés lors de la discussion [19 juin 1996] (p. 4553) :

Défense.

Enseignement supérieur.

Finances publiques : prélèvements obligatoires et déficits.

Service public.

Le groupe UDF ne vote pas la censure (p. 4553).

- Proposition de loi tendant à la mise en place d'une nouvelle politique d'investissement pour moderniser l'appareil productif et restaurer l'emploi (n° 2832).

Débat sur la politique d'investissement telle qu'évoquée par la proposition de loi :

Principaux thèmes développés [19 juin 1996] :

Commerce extérieur (p. 4510).

Communautés européennes et Union européenne (p. 4510).

Emploi : chômage (p. 4509).

Entreprises :

- généralités (p. 4510) ;

- PME (p. 4511).

Epargne (p. 4511).

Finances publiques :

- déficit budgétaire : dette publique (p. 4510) ;

- politique budgétaire (p. 4510).

Politique économique :

- croissance (p. 4509) ;

- Fonds de développement économique et social : distribution de prêts (p. 4510) ;

- investissement (p. 4509) ;

- taux d'intérêt (p. 4511).

Prix et concurrence : inflation (p. 4510).

Recherche (p. 4510).

MARLEIX (Alain)

Député du Cantal

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers [J.O. du 18 mai 1996] (p. 7523).

DEPOTS

Proposition de loi modifiant l'article L. 2411-10 du **Code général des Collectivités locales** (n° 2861) [6 juin 1996].

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [25 octobre 1995] :

Aides et primes : prime à l'aménagement du territoire (p. 2441).

Aménagement du territoire : crédits (p. 2440).

Organismes et structures :

- Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (p. 2441) ;

- fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (p. 2441) ;

- Fonds national de développement des entreprises (p. 2441).

Transports maritimes : flotte française (p. 2442).

Transports terrestres :

- crédits (p. 2441) ;

- SNCF : situation financière ; contrat de Plan Etat-SNCF ; TGV : réseau et financement ; lignes classiques (p. 2441, 2442).

- Déclaration du Gouvernement sur la SNCF présentée par Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports et M. Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme (n° 2875).

Principaux thèmes développés [11 juin 1996] (p. 4107) :

Aménagement du territoire.

Etat : rôle.

Transports :

- modes de transports : concurrence ;

- transport combiné.

Transports ferroviaires :

- infrastructures : financement ;

- régionalisation ;

- service public ferroviaire ;

- SNCF : avenir : situation financière ;

- TGV.

MARLIN (Franck)

Député de l'Essonne

(2^e circonscription)

non inscrit puis apparenté RPR

Elu député le 10 décembre 1995 [J.O. du 12 décembre 1995] (p. 18087).

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 17 janvier 1996] (p. 844).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 22 décembre 1995] (p. 18571).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Natura 2000 : application d'une directive européenne : conséquences sur l'activité agricole [16 avril 1996] (p. 2221).

MARSAUD (Alain)

Député de la Haute-Vienne

(1^{re} circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

- Secrétaire de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).
- Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Intérieur : sécurité civile) [28 juin 1995].
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [J.O. du 21 juillet 1995] (p. 10672).
- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 14 octobre 1995] (p. 15023).
- Membre de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France [J.O. du 18 octobre 1995] (p. 15198).
- Rapporteur du projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et les atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire (n° 2302) [8 novembre 1995].
- Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire [J.O. du 24 mai 1996] (p. 7779).
- Rapporteur de cette commission [J.O. du 5 juin 1996] (p. 8315).
- Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Intérieur : sécurité civile) [18 juin 1996].

DEPOTS

- Proposition de loi** tendant à instituer une **date légale de paiement des prestations de vieillesse du régime général** (n° 1992) [5 avril 1995].
- Proposition de loi** tendant à garantir l'exercice des **droits de la défense à l'occasion des procédures pénales** (n° 2146) [7 juillet 1995].
- Proposition de loi** portant diverses **mesures d'accompagnement à la mise en œuvre de la convention signée à Schengen** le 19 juin 1990 (n° 2225) [20 septembre 1995].
- Proposition de loi** tendant à la **renovation et au développement des formes civiles du service national** (n° 2258) [5 octobre 1995].
- Avis** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222) : tome III : Intérieur : sécurité civile (n° 2274) [12 octobre 1995].
- Rapport** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2302) tendant à **renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire** (n° 2406) [29 novembre 1995].
- Proposition de loi** instituant une **journée nationale du souvenir des combattants et morts pour la France lors des événements d'Algérie** (n° 2622) [11 mars 1996].
- Rapport** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à **renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire** (n° 2638) [13 mars 1996].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à **renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire** (n° 2833) [4 juin 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Pilotes français en Bosnie** : sort ; action diplomatique [24 octobre 1995] (p. 2357, 2358).
- **Lutte contre le terrorisme** : moyens d'action ; résultats ; coopération policière internationale [8 novembre 1995] (p. 3189).

orales sans débat :

- n° 1152, posée le 18 juin 1996 : **hôpital Chastaingt du CHU de Limoges** (p. 4446). Appelée le 26 juin 1996 : financement (p. 4835).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours** (n° 1888).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 janvier 1995] :

Lois :

- loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (p. 94) ;
- loi n° 92-125 du 6 février 1992 d'orientation relative à l'administration territoriale de la République : article 89 (p. 94) ;
- loi n° 93-121 du 27 janvier 1993 portant diverses mesures d'ordre social : article 88 (p. 94) ;
- projet de loi : concertation (p. 94).

Prévention (p. 94, 95).

Sapeurs-pompiers et sapeurs-pompiers volontaires (p. 95).

Secours (p. 94).

Services d'incendie et de secours (p. 94, 95).

- **Projet de loi portant amnistie** (n° 2083).

Première lecture :

Discussion des articles [27 et 28 juin 1995] :

Article 2 (amnistie de certains délits) :

- son amendement n° 95 soutenu par M. André Fanton (exclusion des délits en relation avec les élections) (p. 659) : rejeté (p. 660) ;
- son amendement n° 94 : non soutenu (p. 660).

Article 26 (infractions exclues de l'amnistie) :

- favorable à l'amendement n° 12 précédemment réservé de la commission (abandon de famille) (p. 718) ;
- soutient l'amendement n° 25 de la commission (violation de sépulture et dégradation de monuments commémoratifs) (p. 723) : adopté (p. 724) ;
- son amendement identique n° 103 : retiré (p. 723) ;
- son amendement n° 104 (infractions relatives au transport de matières dangereuses) : retiré (p. 725) ;
- son amendement n° 93 soutenu par M. Christian Dupuy (délits en relation avec le financement des campagnes électorales et des partis politiques) : rejeté (p. 726).

- Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [10 juillet 1995] :

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Malvy (Martin)* (p. 854).

Son intervention (p. 885).

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de : *Malvy (Martin)* (p. 900).

Principaux thèmes développés :

Elections et référendums :

- cumul des mandats (p. 886) ;
- référendums (p. 855, 885).

Lois : inflation législative (p. 885).

Parlement :

- contrôle parlementaire (p. 855) ;
- séances publiques (p. 885) ;
- sessions (p. 885).

Président de la République (p. 855, 885).

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Article 1^{er} (*extension du champ d'application du référendum : art. 11 de la Constitution*) :

- son amendement n° 63 (extension à l'approbation d'actes communautaires) : rejeté (p. 916) ;
- son sous-amendement n° 125 rectifié (tenue de séances supplémentaires à la demande du Gouvernement ou de la majorité des membres de l'Assemblée intéressée) aux amendements identiques n° 23 rectifié de la commission et 94 de M. Gilles de Robien (abaissement à cent vingt du nombre de jours de séance ; réunion en séances supplémentaires par décret du Président de la République sur demande du Premier ministre ou de la majorité des membres de l'Assemblée nationale) (p. 928, 932) : rejeté (p. 933).

Article 4 (*dépôt des motions de censure : art. 49 de la Constitution*) :

- son amendement n° 59 (de suppression) : rejeté (p. 933) ;
- son amendement n° 60 corrigé (suppression de la limitation du dépôt de motions de censure) : retiré ; repris par M. Bernard Derosier : rejeté (p. 933).

Après l'article 6 :

- son amendement n° 61 (déclaration du Gouvernement et débat sur l'intervention extérieure des forces armées) : rejeté (p. 960).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [24 octobre 1995] :

Assemblée nationale : commission des finances : amendements (p. 2385).

Lois : loi de programme n° 95-9 du 6 janvier 1995 relative à la justice (p. 2385).

Magistrature :

- carrière (p. 2385) ;
- effectifs (p. 2385) ;
- juge d'instruction (p. 2385) ;
- revalorisation (p. 2385).

Ministère de la justice : crédits (p. 2385).

Système pénitentiaire :

- détention provisoire et centres de semi-liberté (p. 2385) ;
- transfèrement des détenus (p. 2385).

Aménagement du territoire, équipement et transports. - *Questions* [26 octobre 1995] :

Transports terrestres : TGV-Centre (p. 2527).

Voirie :

- autoroutes A 20, A 75 (p. 2526) ;
- RN 21 (p. 2526).

Intérieur. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des lois pour la sécurité civile [3 novembre 1995] :

Lois : loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement (p. 3020).

Ordre public : terrorisme et plan Vigipirate (p. 3019).

Sécurité civile :

- crédits (p. 3019) ;
- matériel aérien : achat et maintenance (p. 3019, 3020) ;
- risques naturels et technologiques : prévention (p. 3020) ;
- sapeurs-pompiers volontaires (p. 3020) ;
- services départementaux d'incendie et de secours : participation de l'Etat (p. 3019) ;
- sports (p. 3020).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Article 14 (*relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition*) :

- son amendement n° 76 (maintien de la compétence des centres de gestion agréés et habilités pour l'ensemble des entreprises relevant du régime simplifié d'imposition) (p. 4672) : rejeté (p. 4674) ;
- son amendement n° 77 : non soutenu (p. 4675).

- Projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire (n° 2302).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [20 décembre 1995] :

Conseil constitutionnel : décision n° 86-213 DC du 3 septembre 1986 (loi relative à la lutte contre le terrorisme) (p. 5413).

Etat :

- autorités publiques : protection des fonctionnaires de la gendarmerie et de la police nationale (p. 5413) ;
- documents administratifs : faux, usage de faux et recel de faux (p. 5412).

Etrangers : délit d'aide à l'entrée et au séjour irrégulier (p. 5412).

Loi pénale :

- loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (p. 5412) ;
- récidive (p. 5413) ;
- terrorisme : qualifications juridiques nouvelles (p. 5412).

Ordre public : répression du terrorisme (p. 5411).

Police :

- loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité : changements d'appellation (p. 5413) ;
- sécurité : plan Vigipirate (p. 5413).

Procédure pénale :

- garde à vue : durée (p. 5412) ;
- juridictions : tribunal de grande instance de Paris : compétence nationale en matière de terrorisme (p. 5412) ;
- loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (p. 5412) ;
- perquisitions de nuit (p. 5412) ;
- règles dérogatoires : extension aux actes de terrorisme commis à l'étranger (p. 5412).

Discussion des articles [20 décembre 1995] :**Article 1^{er} (création de nouvelles infractions terroristes) :**

- soutient l'amendement n° 4 de la commission (extension de la qualification d'infraction terroriste au recel de faux documents administratifs) : adopté (p. 5425) ;
- soutient l'amendement n° 5 de la commission (extension de la qualification d'infraction terroriste au recel de personnes coupables d'actes de terrorisme) : adopté (p. 5425) ;
- soutient l'amendement n° 6 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5425) ;
- défavorable à l'amendement n° 19 de M. Julien Dray (suppression de la qualification d'infraction terroriste pour l'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irrégulier d'un étranger) (p. 5426) ;
- défavorable à l'amendement n° 20 de M. Julien Dray (de précision) (p. 5427).

Article 2 (incrimination spécifique du délit d'association de malfaiteurs terroristes) :

- défavorable à l'amendement n° 21 de M. Julien Dray (de précision) (p. 5428).

Article 4 (peines applicables à l'association de malfaiteurs terroristes) :

- défavorable à l'amendement n° 36 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 5428).

Après l'article 4 :

- défavorable à l'amendement n° 15 de M. Jean-Paul Virapoullé (vise à rendre incompressible et non fractionnable toute peine relative au terrorisme) (p. 5429) ;
- ses observations sur l'amendement n° 16 de M. Bernard Murat (imprescriptibilité des crimes de terrorisme) (p. 5430).

Après l'article 6 :

- soutient l'amendement n° 10 rectifié de la commission (application des règles de procédure dérogatoires aux infractions terroristes commises à l'étranger) : adopté (p. 5430) ;
- ses observations sur l'amendement n° 45 de M. Paul-Louis Tenaillon (prolongation de la garde à vue) (p. 5431).

Article 7 (possibilité d'effectuer de nuit des visites, perquisitions et saisies) :

- soutient l'amendement n° 7 corrigé de la commission (extension du régime des saisies et perquisitions nocturnes aux enquêtes préliminaires en matière de terrorisme) (p. 5431) : rejeté (p. 5432) ;
- défavorable à l'amendement n° 24 de M. Julien Dray (intervention du président du tribunal correctionnel dans la procédure des perquisitions de nuit) (p. 5432) ;
- soutient l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5433) ;
- défavorable à l'amendement n° 25 rectifié de M. Julien Dray (maintien de la compétence des magistrats spécialisés en matière de lutte contre le terrorisme dans la procédure des perquisitions de nuit) (p. 5433) ;

- favorable à l'amendement n° 43 du Gouvernement (motivation de l'autorisation de perquisition en dehors des heures légales) (p. 5433) ;

- défavorable à l'amendement n° 26 de M. Julien Dray (instauration d'un droit à réparation en cas de détournement de procédure) (p. 5433) ;

- soutient l'amendement n° 9 de la commission (compétence nationale du président du tribunal de grande instance de Paris en matière de lutte contre le terrorisme) (p. 5433) : adopté (p. 5434).

Après l'article 7 :

- soutient l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5434).

Article 8 (désignation expresse de certaines personnes dépositaires de l'autorité publique) :

- favorable à l'amendement n° 37 de M. Christian Vanneste (protection des membres de la famille des personnes dépositaires de l'autorité publique) (p. 5434).

Après l'article 19 :

- favorable à l'amendement n° 47 du Gouvernement (répression de l'usage des animaux pour tuer, blesser ou menacer) (p. 5437).

Article 21 (agents de police judiciaire) :

- soutient l'amendement n° 12 deuxième rectification de la commission (situation des membres des forces de l'ordre n'ayant pas la qualité d'agent de police judiciaire) : rejeté (p. 5438).

Après l'article 22 :

- soutient l'amendement n° 13 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5438) ;

- soutient l'amendement n° 14 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5439).

Article 24 (applicabilité de la loi outre-mer) :

- soutient l'amendement n° 46 de la commission (applicabilité à Mayotte) : adopté (p. 5439).

Deuxième lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 avril 1996] :**

Etrangers : délit d'aide à l'entrée et au séjour irrégulier (p. 2384).

Justice : délais de jugement (p. 2385).

Loi pénale : intentionnalité (p. 2384).

Ordre public : Corse (p. 2385).

Discussion des articles [18 avril 1996] :

Article 1^{er} (création de nouvelles infractions terroristes) :

- soutient l'amendement n° 2 de la commission (suppression de la mention expresse du caractère intentionnel des infractions terroristes) : adopté (p. 2419) ;

- défavorable à l'amendement n° 14 de M. Julien Dray (déqualification de certaines infractions terroristes) (p. 2419).

Article 1^{er} bis (terrorisme écologique) :

- soutient l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) (p. 2419) : adopté (p. 2420).

Article 4 (peines applicables à l'association de malfaiteurs terroristes) :

- défavorable à l'amendement n° 15 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 2420).

Article 6 bis (règles applicables aux actes de terrorisme commis à l'étranger et dont la victime ou l'auteur est français) :

- défavorable à l'amendement n° 16 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 2420) ;
- soutient l'amendement n° 4 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2420).

Article 7 (possibilité d'effectuer de nuit des visites, perquisitions et saisies) :

- défavorable à l'amendement n° 17 de M. Julien Dray (limitation des perquisitions de nuit aux cas d'infractions flagrantes) (p. 2421) ;
- soutient l'amendement n° 5 de la commission (autorisation écrite du juge) : adopté (p. 2421) ;
- ses observations sur l'amendement n° 18 de M. Julien Dray (même objet) (p. 2421).

Article 7 bis (coordination) :

- soutient l'amendement n° 6 de la commission (contenu de l'autorisation du juge en matière de perquisitions) (p. 2421) : adopté (p. 2422).

Après l'article 7 ter :

- soutient l'amendement n° 7 de la commission (déchéance de la nationalité française pour les personnes naturalisées condamnées pour un acte de terrorisme) : adopté (p. 2422).

Article 12 (peines encourues en cas de violence n'ayant pas entraîné une incapacité de travail de plus de huit jours commise avec cumul de circonstances aggravantes) :

- défavorable à l'amendement n° 19 de M. Julien Dray (suppression du renforcement des peines) (p. 2422).

Article 15 (circonstances aggravantes du délit de destruction, dégradation ou détérioration d'un bien) :

- soutient l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement des dispositions supprimées) : adopté (p. 2423).

Article 16 (infraction de menaces contre les biens) :

- défavorable à l'amendement n° 21 de M. Julien Dray (suppression des peines prévues à l'encontre de certaines personnes dépositaires de l'autorité publique) (p. 2423) ;
- soutient l'amendement n° 9 de la commission (de précision) : adopté (p. 2423).

Article 18 (outrage à personne chargée d'une mission de service public ou dépositaire de l'autorité publique) :

- soutient l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement des dispositions supprimées) : adopté (p. 2423).

Article 19 (exclusion de certaines infractions de la compétence du juge unique) :

- soutient l'amendement n° 11 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2424).

Après l'article 19 bis :

- son amendement n° 24 (mesures transitoires applicables aux fonctionnaires issus de l'ancien corps des enquêteurs de police) : rejeté (p. 2424).

Avant l'article 23 :

- défavorable à l'amendement n° 23 du Gouvernement (immunité familiale en cas d'aide au séjour irrégulier d'un étranger) (p. 2425).

Commission mixte paritaire :

Rapporteur, suppléé par M. Pierre Mazeaud.

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 juin 1996] :

Procédure pénale : faits intervenus à l'étranger (p. 4482).

- **Projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française (n° 2456).**

Première lecture :

Discussion des articles [31 janvier 1996] :

Article 37 (attributions du président dans les relations internationales) :

- son amendement n° 98 : non soutenu (p. 494).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime (n° 2298).**

Première lecture :

Discussion des articles [14 février 1996] :

Article 1^{er} (création du délit de blanchiment du produit des crimes et délits) :

Article 324-1 du code pénal :

- son amendement n° 26 (limitation du délit de blanchiment aux cas d'organisation criminelle) : rejeté (p. 884) ;
- son amendement n° 27 (limitation de la répression du délit de blanchiment aux cas de crimes et délits prévus par le code pénal) : rejeté (p. 885).

Après l'article 15 :

- son amendement n° 28 : non soutenu (p. 891).

- **Proposition de loi tendant à préciser la portée de l'interdiction faite à un candidat d'être membre de sa propre association de financement électorale (n° 2564).**

Première lecture :

Discussion des articles [21 février 1996] :

Article 2 (art. L. 52-5 et L. 52-6 du code électoral - disposition permanente) :

- soutient l'amendement n° 5 de M. Marc-Philippe Daubresse (limitation de l'incompatibilité au seul candidat tête de liste) : rejeté (p. 1066).

Après l'article 2 :

- son amendement n° 3 (art. L. 118-3 du code électoral - faculté donnée au juge de ne pas prononcer l'inéligibilité d'un candidat de bonne foi) (p. 1066) : retiré (p. 1067).

Titre :

- son amendement n° 4 (nouveau titre) : devenu sans objet (p. 1067).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Charles Millon, ministre de la défense, sur la politique de défense et débat sur cette déclaration (n° 2654).**

Principaux thèmes développés [20 mars 1996] (p. 1830) :

Affaires étrangères : contexte géopolitique.

Armée de terre : professionnalisation.

Service national.

MARSAUDON (Jean)

Député de l'Essonne

(7^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France [J.O. du 18 octobre 1995] (p. 15198).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Sanctions contre les casseurs** : répression ; actes commis par des mineurs [8 novembre 1995] (p. 3190).

orales sans débat :

- n° 937, posée le 12 mars 1996 : **fonctionnement de la ligne C du RER** (p. 1531). Appelée le 21 mars 1996 : difficultés d'exploitation (p. 1910).

MARTIN (Christian)

Député du Maine-et-Loire

(3^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Indemnisation des éleveurs de bovins** : effets de la maladie dite de la « vache folle » [12 juin 1996] (p. 4173).

orales sans débat :

- n° 622, posée le 6 juin 1995 : **sociétés de courses hippiques** (p. 440, 441). Appelée le 15 juin 1995 : aides de l'Etat (p. 503, 504).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et francophonie. - Questions [27 octobre 1995] :

Impôts et taxes : déductibilité des primes d'assurance des immeubles classés, inscrits ou protégés : contrats d'assurance concernant les biens de valeur (p. 2677).

Logement. - Questions [6 novembre 1995] :

Aides : prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (p. 3123, 3124).

- **Proposition de résolution sur des propositions de directives communautaires relatives aux services publics** :

- **propositions de directives du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel** (COM [91] 548 final du 21 février 1992/n° E-211) ;

- **proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications** (COM [95] 379 final du 19 juillet 1995/n° E-467) ;

- **proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité du service** (n° E-474 et E-507) ;

- **projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission 90/388/CEE et concernant l'ouverture complète du marché des télécommunications à la concurrence** (n° E-508) ;

- **communication de la Commission sur le développement des chemins de fer communautaires.** - Application de la directive 91/440/CEE. - Nouvelles mesures pour le développement des chemins de fer et une proposition de directive du Conseil modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement des chemins de fer communautaires. - COM (95) 337 final (n° E-510),

(n° 2261).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique
[30 novembre 1995] (p. 4528) :

Communautés européennes et Union européenne : accès des tiers au réseau et acheteur unique.

Electricité de France.

Discussion de l'article unique :

- *soutient* l'amendement n° 11 de M. Denis Jacquat (de suppression partielle) (p. 4539) : retiré (p. 4540).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995** (n° 2357).

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Après l'article 27 :

- *son* amendement n° 31 (suppression du reversement au fonds d'amortissement des charges d'électrification [FACE] de l'accroissement de la part revenant à l'Etat au titre de la redevance relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique) : adopté après rectification (modification de la date de suppression) (p. 4705).

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire** (n° 2575).

Première lecture :

Discussion des articles [19 mars 1996] :

Après l'article 24 :

- *son* sous-amendement n° 62 deuxième rectification à l'amendement n° 23 rectifié de la commission (vente d'alcools dans les enceintes sportives) : non soutenu (p. 1792).

- **Projet de loi relatif à la « Fondation du patrimoine »** (n° 2691).

Première lecture :

Discussion des articles [30 avril 1996] :

Article 2 (*objet de la Fondation du patrimoine*) :

- *ses observations* (p. 2713) ;

- *son* amendement n° 14 (attribution d'un label du patrimoine) : adopté après modifications (p. 2715).

Article 6 (*conseil d'administration de la Fondation du patrimoine*) :

- *son* amendement n° 15 (possibilité d'élire un président qui ne soit pas membre du conseil d'administration) (p. 2716) : retiré (p. 2717) ;

- *soutient* l'amendement n° 19 de M. Hervé Novelli (remplacement des « représentants de l'Etat » par des « personnalités qualifiées désignées par l'Etat ») : adopté (p. 2717) ;

- *soutient* l'amendement n° 20 de M. Hervé Novelli (suppression de la disposition relative à la part de voix réservée aux représentants des membres adhérents, des collectivités locales et des assemblées parlementaires) : adopté (p. 2718).

Article 7 (*ressources de la Fondation du patrimoine*) :

- *son* amendement n° 17 (création d'un plan d'épargne géré par la Fondation pour les particuliers souhaitant effectuer dans les cinq ans des travaux concernant des immeubles inscrits à l'inventaire) : retiré (p. 2720).

Article 12 (*tutelle exercée sur la Fondation du Patrimoine*) :

- *soutient* l'amendement n° 18 rectifié de M. Hervé Novelli (de coordination) : adopté (p. 2723).

Ses explications de vote (p. 2724).

Vote pour du groupe UDF.

MARTIN (Philippe)

Député de la Marne

(6 circonscription)

République et Liberté puis apparenté RPR

puis RPR

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

Cesse d'appartenir à ce groupe [J.O. du 2 juin 1995] (p. 8789).

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 juin 1995] (p. 8789).

S'inscrit à ce groupe [J.O. du 3 octobre 1995] (p. 14445).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610) [J.O. du 14 janvier 1995] (p. 737).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 3 juin 1995] (p. 8835).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 juin 1995] (p. 8835).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Marcel Roques (n° 2019) sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (COM [94] 117 final/n° E-401) [7 juin 1995].

Rapporteur de la proposition de résolution de M. André Gérin (n° 2026) sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (COM [94] 117 final/n° E-401) [7 juin 1995].

Rapporteur de la proposition de résolution de MM. Alain Le Vern et Martin Malvy (n° 2072) sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (COM [94] 117 final/n° E-401) [21 juin 1995].

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS**Rapport** fait au nom de la commission de la production et des échanges sur les propositions de résolution de MM. Marcel Roques (n° 2019), André Gérin (n° 2026), Alain Le Vern et Martin Malvy (n° 2072) sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (COM [94] 117 final du 11 mai 1994/n° E-401) (n° 2093) [21 juin 1995].**INTERVENTIONS****- Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (COM [94] 117 final/n° E-401) (n° 2019).**

Rapporteur de la commission de la production.

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [29 juin 1995] :

Aménagement du territoire (p. 761).

Communautés européennes et Union européenne :

- casier viticole et contrôle vitivinicole (p. 761) ;
- interprofessions (p. 761) ;
- organisation commune du marché et vins de qualité pour les régions déterminées (p. 760, 761) ;
- productions nationales de référence (p. 761) ;
- programmes régionaux d'adaptation de la viticulture (p. 760, 761).

Viticulture française : excédents structurels, distillation et arrachage (p. 760, 761).

Discussion de l'article unique [29 juin 1995] :

- *défavorable* à l'amendement n° 13 de M. Jean Tardito (respect de la préférence communautaire) (p. 773) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 14 de M. Jean Tardito (transparence de l'expertise et accès à ses résultats) (p. 773) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 8 de M. Germain Gengenwin (utilisation des fonds communautaires pour l'information et l'éducation du consommateur) (p. 773) ;
 - *favorable* à l'amendement n° 1 de M. Marcel Roques (de précision) (p. 774) ;
 - *défavorable* aux amendements identiques n° 9 de M. Germain Gengenwin et 15 de M. Jean Tardito (autorisation de dépassement de 10 % du volume du marché national de référence) (p. 774) ;
 - *favorable* à l'amendement n° 2 de M. Marcel Roques (plafonnement des aides au stockage à court terme) (p. 774) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 16 de M. Jean Tardito (maintien du maximum d'exploitations) (p. 774) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 10 de M. Germain Gengenwin (de suppression partielle) (p. 775) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 17 de M. Jean Tardito (maintien du maximum d'exploitations) (p. 775) ;
 - *favorable* à l'amendement n° 3 de M. Marcel Roques (création et modalités de financement d'un fonds régional d'aide à la viticulture) (p. 775) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 18 deuxième correction de M. Jean Tardito (réorientation des sommes destinées à l'arrachage en faveur de l'installation des jeunes et pour une production de qualité) (p. 775) ;
 - *son* amendement n° 19 (financement des mesures de compensation des réductions de production par les régions viticoles) : devenu sans objet (p. 776) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Germain Gengenwin (création de banques régionales pour la gestion des droits de plantation) (p. 776) ;
 - *favorable* à l'amendement n° 5 de M. Marcel Roques (réglementation rigoureuse de la notion de récolte en vert) (p. 777) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Marcel Roques (mise en place d'un casier viticole exhaustif) (p. 777) ;
 - *son* amendement n° 20 (de précision) : adopté (p. 777) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 12 de M. Germain Gengenwin (de suppression partielle) (p. 778) ;
 - *son* amendement n° 21 (redéfinition des conditions d'enrichissement ou de chaptalisation) : adopté (p. 778).
- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

*Première lecture, première partie :**Discussion des articles* [21 octobre 1995] :**Après l'article 15 :**

- *soutient* l'amendement n° 239 de M. Alain Madalle (prise en compte dans le bénéfice agricole des recettes tirées d'activités accessoires dans la limite de 30 % du chiffre d'affaires de l'activité agricole) : retiré (p. 2243) ;
- *soutient* l'amendement n° 237 de M. Alain Madalle (exclusion des biens ruraux loués par bail à long terme de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 2257) : retiré (p. 2258) ;
- *soutient* l'amendement n° 240 de M. Alain Madalle (exclusion des sommes figurant au crédit des comptes courants d'associés de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 2257) : retiré (p. 2258) ;
- *soutient* l'amendement n° 238 de M. Alain Madalle (exclusion des biens professionnels loués par bail à long terme de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) : retiré (p. 2258).

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. – BAPSA. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [2 novembre 1995] :

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (p. 2906).

Communautés européennes et Union européenne : organisation commune du marché du vin (p. 2906).

Elevage : prime à l'herbe et prime à la vache allaitante (p. 2906).

Enseignement agricole (p. 2905).

Exploitants agricoles :

- bonifications d'intérêt (p. 2905) ;
- dotation aux jeunes agriculteurs (p. 2905).

Exploitations agricoles :

- bâtiments d'élevage (p. 2906) ;
- transmission (p. 2905, 2906).

Impôts et taxes : fiscalité agricole (p. 2906).

Lois : loi de modernisation de l'agriculture n° 95-95 du 1^{er} février 1995 (p. 2906).

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [12 novembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne :

- budget communautaire, participation française (p. 3451) ;
- institutions et conférence intergouvernementale de 1996 (p. 3451) ;
- monnaie unique (p. 3451) ;
- Strasbourg : siège du Parlement européen et dessertes (p. 3450, 3451).

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).**

Première lecture :

Discussion des articles [14 mars 1996] :

Après l'article 18 :

– *soutient* l'amendement n° 3 de M. Alain Madalle (instauration d'un abattement sur les cotisations salariales assises sur les bas salaires) : rejeté (p. 1723).

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, sur la charte d'installation des jeunes agriculteurs et le statut des conjoints et débat sur cette déclaration (n° 2722).**

Principaux thèmes développés [23 avril 1996] (p. 2463) :

Viticulture.

MARTIN-LALANDE (Patrice)

Député du Loir-et-Cher

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur d'information sur la conversion des industries de défense [15 novembre 1995].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat [J.O. du 20 juin 1996] (p. 9264).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur **l'accompagnement économique et social des restructurations des industries de défense (n° 2823)** [29 mai 1996].

Proposition de loi favorisant le développement en France de services d'information en ligne (n° 2866) [6 juin 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **GIAT-Industries** : emploi et activité : perspectives [25 octobre 1995] (p. 2451).

orales sans débat :

– **n° 663**, posée le 3 octobre 1995 : **autoroutes de l'information** (p. 1570). Appelée le 5 octobre 1995 : mise en place (p. 1685 à 1688).

– **n° 774**, posée le 12 décembre 1995 : **construction de l'autoroute A 85 Vierzon-Tours** (p. 5053). Appelée le 21 décembre 1995 : calendrier ; tracé (p. 5453).

– **n° 1056**, posée le 7 mai 1996 : **annonces judiciaires et légales** (p. 2907). Appelée le 14 mai 1996 : tarifs [14 mai 1996] (p. 3078).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 juillet 1995] (p. 1089, 1090) :

Aménagement du territoire : politique.

Enseignement :

- crédits ;
- enseignants : suppressions de postes ;
- projet de loi de programmation du nouveau contrat pour l'école.

– **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173).**

Première lecture :

Discussion des articles [27 juillet 1995] :

Article 1^{er} (*institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi*) :

Article L. 322-4-2 du code du travail (publics visés et aides) :

– son amendement n° 8 (contrats initiative-emploi à temps partiel pour les personnes handicapées contraintes à des horaires limités pour des raisons médicales) (p. 1446) : adopté (p. 1447).

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Culture et francophonie. – Questions [27 octobre 1995] :

Départements : Loir-et-Cher : domaine de Chambord et musée de l'écrit de Lamorte-Beuvron (p. 2679).

Communication. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [6 novembre 1995] :

Audiovisuel :

- action audiovisuelle extérieure (p. 3146) ;
- autoroutes de l'information : télématique : multimédia (p. 3145).

Audiovisuel : secteur public : ressources :

- gestion et évaluation : audit (p. 3145) ;
- redevance : taux : exonérations : recouvrement : fraude (p. 3145).

Communautés européennes et Union européenne : télévision sans frontières : révision de la directive communautaire : exception culturelle française (p. 3146).

Impôts et taxes : régime fiscal applicable aux journalistes et aux sociétés financières d'investissements cinématographiques et audiovisuels (p. 3145).

Presse, édition, imprimerie : aides de l'Etat : négociation presse-La Poste-Etat : ressources publicitaires : loi Evin (p. 3145).

Télévision :

- France 2 : animateurs-producteurs : statut et rémunération : coût des retransmissions sportives (p. 3144) ;
- France 2 : ligne éditoriale spécifique : concurrence avec TF 1 : politique de l'audimat (p. 3145) ;
- France 3 : mission régionale (p. 3141) ;
- France Télévision : crédits : construction d'un nouveau siège : financement (p. 3145) ;
- Société française de production (SFP) (p. 3145) ;
- Télédiffusion de France (TDF) (p. 3145).

- **Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 novembre 1995] (p. 4015) :

Assemblée nationale : commission des lois.

Collectivités et finances locales.

Entreprises.

Formation.

Lois : proposition de loi n° 2227 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers.

Sapeurs-pompiers volontaires.

Services d'incendie et de secours.

Travail : autorisations d'absence et disponibilité.

Discussion des articles [29 novembre 1995] ;

Article 5 (durée de la formation) :

- son amendement n° 18 (fixation à dix jours de la durée minimum annuelle avec possibilité de cumuler les périodes de formation) : adopté (p. 4258).

Article 9 (situation des sapeurs-pompiers volontaires au regard du financement de la formation professionnelle) :

- son amendement n° 94 (caractère facultatif du maintien de la rémunération pendant les absences autorisées du salarié sapeur-pompier volontaire) : adopté (p. 4261).

Article 10 (conventions entre l'employeur et le service départemental d'incendie et de secours) :

- son amendement n° 20 rectifié (caractère obligatoire de la convention) : devenu sans objet (p. 4262).

Après l'article 10 :

- favorable à l'amendement n° 38 de la commission (abattement sur les primes d'assurance incendie des organismes employant des sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4263) ;
- son amendement n° 21 (convention obligatoire entre les sociétés d'assurances et leurs assurés employant des sapeurs-pompiers volontaires, relative aux abattements sur les primes d'assurances acquittées en raison de l'activité professionnelle) (p. 4262) : retiré (p. 4263).

Article 12 (allocation de vétéran) :

- son amendement n° 23 (suppression de la part variable de l'allocation) : rejeté (p. 4266).

Article 14 (financement de l'allocation de vétéran) :

- son amendement n° 25 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 4267).

- **Projet de loi relatif aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information (n° 2358).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 janvier 1996] (p. 419, 420) :

Audiovisuel : Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Communautés européennes et Union européenne : ouverture du marché au 1^{er} janvier 1998.

Télécommunications :

- minitel ;
- réseau de fibres optiques ;
- téléports et licences expérimentales.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).**

Première lecture :

Discussion des articles [19 mars 1996] :

Après l'article 24 :

- favorable aux amendements identiques n°s 23 rectifié de la commission et 54 de M. Rémy Auchedé (vente d'alcool dans les enceintes sportives) (p. 1790) ;
- soutient le sous-amendement n° 103 de M. Jérôme Bignon (vente de vin, de bière et de cidre) à l'amendement n° 23 rectifié de la commission : retiré (p. 1792) ;
- soutient le sous-amendement n° 104 de M. Jérôme Bignon (autorisation de vente limitée à vingt samedis et vingt dimanches par an) à l'amendement n° 23 rectifié de la commission : retiré (p. 1792) ;
- soutient le sous-amendement n° 105 de M. Jérôme Bignon (suppression de la référence au stade) à l'amendement n° 23 rectifié de la commission : retiré (p. 1792) ;
- soutient le sous-amendement n° 88 de M. Thierry Mariani (allongement de la durée d'ouverture des buvettes) à l'amendement n° 23 rectifié de la commission : retiré (p. 1792) ;
- soutient le sous-amendement n° 106 de M. Jérôme Bignon (même objet) à l'amendement n° 23 rectifié de la commission : retiré (p. 1792).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Charles Millon, ministre de la défense, sur la politique de défense et débat sur cette déclaration (n° 2654).**

Principaux thèmes développés [20 mars 1996] (p. 1852, 1854) :

Industries d'armement : généralités, coopération européenne, restructurations.

Ministère : personnels civils.

- **Projet de loi de réglementation des télécommunications (n° 2698).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [7 mai 1996] :

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Bocquet (Alain)* (p. 2885).

Son intervention (p. 2920).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne : résolution du Conseil du 22 juillet 1993 relative à l'ouverture du marché des télécommunications au 1^{er} janvier 1998 (p. 2920).

Emploi (p. 2921).

Organismes et structures : Autorité de régulation des télécommunications (p. 2884).

Télécommunications :

- France Télécom (p. 2920) ;
- service public : service universel et péréquation géographique (p. 2884).

Discussion des articles [9 et 10 mai 1996] :

Article 5 (*chapitre II du titre premier du livre II du code des P et T : régime juridique des télécommunications*) :

Article L. 34-7 : infrastructures établies sur le domaine public ou pour les besoins du service public :

- son amendement n° 375 soutenu par M. Bertrand Cousin (notion « d'infrastructures » et suppression de la référence aux télécommunications) : retiré (p. 2989) ;
- son amendement n° 374 soutenu par M. Jean Besson (utilisation des infrastructures à la condition de ne pas mettre en cause le bon accomplissement des obligations de service public des entités propriétaires ou utilisatrices de ces infrastructures) : retiré (p. 2990).

Article L. 34-10 : attribution et portabilité des numéros :

- ses amendements n° 376 et 377 : devenus sans objet (p. 2997) ;
- son amendement n° 378 soutenu par M. Bertrand Cousin (allègement des charges des nouveaux opérateurs) : retiré (p. 2998).

Article 6 (*chapitres III et IV [nouveaux] du titre premier du livre II du code des P et T : service public et régulation des télécommunications*) :

Article L. 35-3 : financement du service universel :

- son amendement n° 299 (de suppression partielle) : retiré (p. 3021) ;
- son amendement n° 296 (exemption limitée à trois ans) : retiré (p. 3022) ;
- son amendement n° 300 (conditions de résorption des écarts de tarification) (p. 3024) : retiré (p. 3025) ;
- son amendement n° 301 (de suppression partielle) : retiré (p. 3026) ;
- son amendement n° 15 (pouvoirs de l'Autorité de régulation en matière d'évaluation, de compensation et de partage des coûts nets liés aux obligations de service universel) : retiré (p. 3026) ;
- son amendement n° 254 (publication des méthodes d'évaluation et de compensation des coûts nets liés aux obligations de service universel) : retiré (p. 3026) ;
- son amendement n° 255 corrigé (définition des méthodes de partage des coûts nets du service universel par l'Autorité de régulation des télécommunications) : retiré (p. 3027) ;
- son amendement n° 297 (conditions d'exonérations du paiement de la rémunération supplémentaire) (p. 3027) : retiré (p. 3028).

Article L. 35-4 : annuaire universel et service universel de renseignements :

- son amendement n° 253 (édition de plusieurs annuaires universels) : retiré (p. 3030).

Article L. 35-7 : rapport sur le service public :

- son amendement n° 256 (prise en compte des évolutions technologiques pour la bonne exécution des services obligatoires) : adopté (p. 3034).

Article L. 36-10 : saisine du Conseil de la concurrence et du procureur de la République par l'Autorité de régulation des télécommunications :

- son amendement n° 16 soutenu par M. Bertrand Cousin (introduction de la saisine dans le cadre d'une procédure d'urgence) : adopté après modifications (p. 3041) ;

- son amendement n° 379 : devenu sans objet (p. 3041).

Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 mai 1996] (p. 3348) :

Consommation.

Lois : « loi Royer » n° 73-1193 du 27 décembre 1973.

Discussion des articles [22 et 23 mai 1996] :

Article 4 (*critères des décisions d'autorisation et présentation des projets*) :

- son amendement n° 232 : devenu sans objet (p. 3368).

Article 5 (*projets soumis à autorisation*) :

- son sous-amendement n° 233 soutenu par M. Jean-Paul Charié (autorisation étendue aux résidences de tourisme et aux résidences hôtelières) à l'amendement n° 17 de M. Gérard Voisin (autorisation pour les constructions ou les transformations d'immeubles en vue de la création d'établissements hôteliers d'une capacité supérieure à vingt chambres) (p. 3387) : adopté (p. 3391).

Article 11 (*obligation de qualification professionnelle*) :

- son amendement n° 234 soutenu par M. Jean-Paul Charié (qualification professionnelle pour les activités susceptibles de mettre en jeu la santé et la sécurité des consommateurs) (p. 3417) : retiré (p. 3418) ;
- son amendement n° 235 soutenu par M. Jean-Paul Charié (qualification professionnelle pour la restauration) : retiré (p. 3424).

Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 juin 1996] (p. 3926) :

Industries d'armement :

- généralités ;
- Groupement industriel des armements terrestres.

Ministère : délégué interministériel aux restructurations.

Organismes et structures : fonds pour les restructurations de la défense.

Discussion des articles [7 juin 1996] :

Article 3 (*suivi de l'exécution de la loi de programmation militaire*) :

- son amendement n° 39 (contenu du rapport au Parlement sur les mesures d'accompagnement économique et social) (p. 3990) : adopté (p. 3991).

Article 1^{er} précédemment réservé (*approbation du rapport annexé*) :

- ses observations (p. 4015) ;
- son amendement n° 102 (création au sein du groupe GIAT-Industries d'une unité de destruction des munitions obsolètes) (p. 4032) : retiré (p. 4033) ;
- son amendement n° 24 (non-dissolution d'unités militaires dans les régions touchées par d'importantes restructurations industrielles) : retiré (p. 4034) ;
- son amendement n° 23 (même objet) : retiré (p. 4035) ;
- soutient l'amendement n° 73 de la commission (suivi de l'application des mesures d'accompagnement social par le comité interministériel pour les restructurations de la défense) : adopté (p. 4035) ;
- son amendement n° 26 (caractère économique et social des mesures d'accompagnement) : devenu sans objet (p. 4036) ;

- son amendement n° 25 : devenu sans objet (p. 4036) ;
- son amendement identique n° 27 (élaboration et mise en œuvre d'un plan local de conversion dans chaque bassin d'emploi) : rejeté (p. 4036) ;
- favorable à l'amendement n° 76 de la commission (cession des emprises militaires libérées à la suite de la dissolution des unités militaires) (p. 4037) ;
- son amendement n° 29 (cession des emprises militaires libérées à la suite de la dissolution des unités militaires) : retiré (p. 4037) ;
- son amendement n° 31 (cession des emprises militaires libérées à la suite de la dissolution des unités militaires) : retiré (p. 4037) ;
- son amendement n° 28 (emploi de l'enveloppe financière accordée aux sociétés de conversion) : rejeté (p. 4037) ;
- son amendement n° 30 (apports financiers des entreprises) : retiré (p. 4038) ;
- son amendement n° 32 (rejet des licenciements secs) : retiré (p. 4038) ;
- son amendement n° 35 rectifié (négociations sur l'aménagement et la réduction du temps de travail) : rejeté (p. 4038) ;
- son amendement n° 36 (reclassement des fonctionnaires et des ouvriers) : adopté (p. 4038) ;
- son amendement n° 37 (reclassement de proximité) : adopté (p. 4039) ;
- son amendement n° 38 (activation des dépenses passives du chômage) : retiré (p. 4039).

MARTINEZ (Henriette)

Député des Hautes-Alpes

(1^{re} circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 21 octobre 1995] (p. 15436).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean Glavany tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application du « nouveau contrat pour l'école » et de la loi n° 95-836 du 13 juillet 1995 de programmation du « nouveau contrat pour l'école » (n° 2758) [11 juin 1996].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 2758) de M. Jean Glavany tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application du « **nouveau contrat pour l'école** » et de la loi n° 95-836 du 13 juillet 1995 de programmation du « nouveau contrat pour l'école » (n° 2934) [26 juin 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Education sportive et physique à l'école** : personnel : éducateurs sportifs : agrément [18 octobre 1995] (p. 1957).
- **Enseignement des activités physiques et sportives** : animateurs titulaires du BEESAPT : compétences [20 février 1996] (p. 987).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Travail, dialogue social et participation. - Questions [31 octobre 1995] :

Travail : travail saisonnier : création d'un statut des travailleurs saisonniers multiactifs (p. 2860).

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Questions [2 novembre 1995] :

Départements : Hautes-Alpes : arboriculture (p. 2957).

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs (p. 2969).

Impôts et taxes : TVA applicable aux groupements d'employeurs (p. 2957).

Education nationale, enseignement supérieur et recherche. - Questions [9 novembre 1995] :

Enseignement maternel et primaire : accueil des enfants de moins de trois ans : taux d'encadrement : abaissement de l'effectif moyen par classe (p. 3336).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, sur la charte d'installation des jeunes agriculteurs et le statut des conjoints et débat sur cette déclaration (n° 2722).**

Principaux thèmes développés [23 avril 1996] (p. 2470) :

BAPSA : cotisations sociales.

Exploitants agricoles :

- dotation aux jeunes agriculteurs ; charte nationale pour l'installation des jeunes en agriculture ;
- revenus et pluriactivité.

- **Projet de loi relatif à la Fondation du patrimoine (n° 2691).**

Première lecture :

Discussion des articles [30 avril 1996] :

Article 1^{er} (nature juridique de la Fondation du patrimoine) :

- ses observations (p. 2710).

Article 2 (objet de la Fondation du patrimoine) :

- son sous-amendement n° 45 (exigence de qualité) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (définition des missions et moyens de la Fondation du patrimoine) : retiré (p. 2713) ;
- son sous-amendement n° 49 (aide aux collectivités locales qui souhaitent acquérir les biens sauvegardés) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission : adopté (p. 2714) ;
- son amendement n° 25 (prise en charge provisoire pour le compte d'une collectivité locale) : retiré (p. 2715).

Article 8 (recours à des prérogatives de puissance publique) :

- soutient l'amendement n° 3 de M. Yves Van Haecke (approbation du cahier des charges par l'autorité administrative) : rejeté (p. 2720).

MASDEU-ARUS (Jacques)

Député des Yvelines

(12^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission d'enquête sur les aides à l'emploi [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à faciliter l'insertion socio-professionnelle des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI) et de contrats emploi-solidarité (CES) dans le secteur marchand (n° 2863) [6 juin 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Chômage** : traitement économique et social [30 avril 1996] (p. 2688).

orales sans débat :

– n° 741, posée le 28 novembre 1995 : **délinquance des mineurs** (p. 4183). Appelée le 7 décembre 1995 : lutte et prévention ; répression (p. 4722).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [20 octobre 1995] :

Article 14 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et aménagement de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures) :

– son amendement n° 233 (abaissement d'un franc par litre du taux de la TIPP applicable au gaz de pétrole liquéfié) (p. 2229) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2231).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Article 54 (révision des seuils d'imposition des plus-values sur cessions de valeurs mobilières et titres assimilés) :

– son amendement n° 254 (maintien du seuil d'imposition des plus-values sur cessions d'OPCVM de capitalisation) (p. 3734) : retiré (p. 3735).

– **Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).**

Première lecture :

Discussion des articles [13 et 14 juin 1996] :

Article 3 (organisation de la surveillance de la qualité de l'air) :

– son amendement n° 48 : non soutenu (p. 4284) ;

– son amendement n° 49 : non soutenu (p. 4287) ;

– son amendement n° 50 : non soutenu (p. 4290).

Article 11 (mesures destinées à réduire les sources de pollution atmosphérique) :

– son amendement n° 52 (limitation de la circulation des véhicules les plus polluants) (p. 4316) : rejeté (p. 4317).

Article 12 (mesures prises dans le cadre de la procédure d'alerte) :

– son amendement n° 53 (de conséquence) : retiré (p. 4320).

Article 14 (modifications des dispositions relatives aux plans de déplacements urbains) :

Article 28-2 de la loi du 30 décembre 1982 :

– son amendement n° 55 (consultation des chambres de commerce et d'industrie) : adopté (p. 4340).

Article 28-3 de la loi du 30 décembre 1982 :

– son amendement n° 56 (de conséquence) : adopté (p. 4347).

Article 21 (règles concernant les véhicules et leurs équipements) :

– son amendement n° 57 (suppression de la référence à la sécurité des usagers de la route) : retiré (p. 4365).

Article 24 (exonération de la taxe sur les véhicules de société pour les véhicules électriques ou peu polluants) :

– soutient l'amendement n° 243 de M. Robert Pandraud (application de l'exonération aux véhicules fonctionnant exclusivement ou non au moyen du gaz naturel, du gaz de pétrole liquéfié ou de l'énergie électrique) (p. 4387) : devenu sans objet (p. 4388) ;

– son amendement n° 226 rectifié (exonération de la moitié de la taxe pour les véhicules fonctionnant alternativement au moyen d'essence et de gaz de pétrole liquéfié) : retiré (p. 4388).

MASSE (Marius)

Député des Bouches-du-Rhône

(8^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Vice-président de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 27 mars 1996] (p. 4704).

MASSON (Jean-Louis)

Député de la Moselle

(3^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission consultative pour la production de carburants de substitution [J.O. du 7 avril 1995] (p. 5561).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 14 octobre 1995] (p. 15023).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à améliorer le statut et les pouvoirs de contrôle de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (n° 1922) [1^{er} février 1995].

Proposition de loi tendant à moderniser le droit local d'Alsace-Lorraine applicable aux associations (n° 1975) [7 mars 1995].

Proposition de loi tendant à instituer une garantie de qualification pour l'exercice d'une profession artisanale (n° 1976) [7 mars 1995].

Proposition de loi tendant à renforcer la loi limitant les cumuls de mandats électifs et à moraliser les conditions de démission (n° 1977) [7 mars 1995].

Proposition de loi organique tendant à supprimer la publication des listes de signataires pour la présentation des candidats à l'élection présidentielle (n° 2025) [10 mai 1995].

Proposition de loi relative à la publication des sondages en période de campagne électorale (n° 2051) [16 mai 1995].

Proposition de loi relative au rôle des comités de soutien dans le financement des campagnes électorales (n° 2137) [4 juillet 1995].

Proposition de loi dispensant de l'inscription au livre foncier en Alsace-Moselle le privilège spécial sur les **immeubles institué par la loi n° 94-624 du 21 juillet 1994 au bénéfice des syndicats de copropriétaires (n° 2193)** [28 juillet 1995].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête concernant les **mesures nouvelles à prendre pour réprimer la délinquance de rue, notamment lorsqu'elle a pour corollaire les violences contre les personnes, le trafic de drogue ou la rébellion contre les forces de l'ordre (n° 2215)** [14 septembre 1995].

Proposition de loi tendant à **moduler les remboursements des frais de campagne lors des élections régionales afin d'inciter les listes de candidats à respecter un équilibre minimum entre les hommes et les femmes (n° 2328)** [6 novembre 1995].

Proposition de loi tendant à aménager plusieurs **dispositions du code électoral (n° 2545)** [7 février 1996].

Proposition de loi relative à l'**immunité parlementaire (n° 2546)** [7 février 1996].

Proposition de loi abrogeant certaines dispositions anachroniques du **droit local applicables aux associations en Alsace-Lorraine (n° 2617)** [11 mars 1996].

Proposition de loi reportant les **élections cantonales et régionales au mois de septembre 1998 (n° 2620)** [11 mars 1996].

Proposition de loi permettant aux **personnes ayant un nombre de trimestres suffisants pour bénéficier du taux plein de prendre leur retraite avant l'âge de 60 ans (n° 2865)** [6 juin 1996].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête ayant pour but de recenser les **incertitudes du régime juridique applicable aux journaux politiques à la lumière de décisions de la justice administrative concernant à la fois la légalité de certains comptes de campagne électorale et l'agrément de la commission paritaire des publications et agences de presse (n° 2909)** [20 juin 1996].

Proposition de loi limitant les **abus émanant de certains étrangers polygames résidant en France (n° 2957)** [10 juillet 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Urbanisme commercial** : grandes surfaces : autorisations d'ouverture [21 juin 1995] (p. 572, 573).

- **TGV-Est** : construction ; calendrier [31 janvier 1996] (p. 468).

orales sans débat :

- **n° 607**, posée le 1^{er} juin 1995 : **office franco-allemand pour la jeunesse**. Appelée le 1^{er} juin 1995 : délocalisation ; transfert à Metz : perspectives (p. 396).

- **n° 626**, posée le 6 juin 1995 : **affectation d'appelés du contingent dans la police nationale** (p. 441). Appelée le 15 juin 1995 : policiers auxiliaires : Metz (p. 507, 508).

- **n° 665**, posée le 3 octobre 1995 : **future autoroute A 31 bis** (p. 1570). Appelée le 5 octobre 1995 : construction ; péage : conséquences (p. 1682, 1683).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Après l'article 23 :

- *son* amendement n° 1 (suppression progressive des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels) (p. 4684) : rejeté (p. 4685) ;

- *son* amendement n° 2 (institution d'un abattement de 2 millions de francs sur la résidence principale pour le calcul de l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 4687) ;

- *son* amendement n° 5 (attribution d'une double part aux couples mariés pour le calcul de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 4690) : rejeté (p. 4691) ;

- *son* amendement n° 4 : non soutenu (p. 4694).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la transformation des districts urbains en communautés urbaines (n° 2326).**

Première lecture :

Discussion des articles [14 décembre 1995] :

Après l'article 2 :

- *son* amendement n° 1 : non soutenu (p. 5179).

- **Projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire (n° 2302).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles. [20 décembre 1995] :

Etat : autorités publiques : protection des fonctionnaires de la gendarmerie et de la police nationale (p. 5422).

Etrangers : immigration (p. 5422).

Loi pénale : récidive (p. 5423).

Discussion des articles [20 décembre 1995] :

Après l'article 19 :

- *ses* amendements n° 2 et 3 : non soutenus (p. 5437).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 et 7 mars 1996] :

Après l'article 16 :

- *ses* sous-amendements n° 316 et 318 à l'amendement n° 4 du Gouvernement (réduction d'impôt accordée au titre des intérêts des prêts à la consommation) : non soutenus (p. 1288).

Article 50 (régime transitoire des ouvertures de surfaces commerciales) :

- *son* amendement n° 320 rectifié : non soutenu (p. 1401).

Après l'article 50 :

- *son* amendement n° 322 : non soutenu (p. 1401).

Article 51 (dérogations aux dispositions restrictives transitoires) :

- *son* amendement n° 317 : non soutenu (p. 1402).

Après l'article 52 :

- *son* sous-amendement n° 319 à l'amendement n° 187 de M. Thierry Mariani (assouplissement des règles applicables à la publicité en faveur du vin) (p. 1406) : non soutenu (p. 1407) ;

- *son* sous-amendement n° 324 soutenu par M. Daniel Garrigue (création d'une régie de distribution de gaz sur le territoire d'une commune non desservie par Gaz de France) à l'amendement n° 104 du Gouvernement (extension de l'activité des régies assurant la distribution de gaz aux communes connexes non desservies par Gaz de France) : retiré (p. 1411) ;

- *son* amendement n° 323 : non soutenu (p. 1412).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [28 mars 1996] (p. 2149) :

Commerce et artisanat : urbanisme commercial.

Energie : Gaz de France : monopole.

Impôts locaux : taxe professionnelle : districts.

- **Proposition de loi tendant à préciser la portée de l'interdiction faite à un candidat d'être membre de sa propre association de financement électorale (n° 2564).**

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 mars 1996] (p. 2169) :

Elections : inéligibilité.

Juridictions administratives : automaticité de la sanction.

Discussion des articles [28 mars 1996] :

Article 2 bis (art. L. 118-3 du code électoral : pouvoir d'appréciation du juge de l'élection) :

- son amendement n° 1 (de suppression) (p. 2169) : rejeté (p. 2170) ;
- son amendement n° 4 (suppression du II de l'article) : rejeté (p. 2170) ;
- son amendement n° 5 (rétablissement de l'automaticité de l'inéligibilité) : rejeté (p. 2170) ;
- son amendement n° 6 (date d'entrée en vigueur des dispositions nouvelles) : rejeté (p. 2170).

Après l'article 2 bis :

- son amendement n° 8 (modulation du remboursement des frais de campagne selon la proportion de femmes sur les listes de candidats aux élections régionales) (p. 2170) : rejeté (p. 2171) ;
- son amendement n° 2 (art. L. 52-12 du code électoral : présomption d'accord tacite du candidat en cas d'engagement de dépenses de campagne) : rejeté (p. 2171) ;
- son amendement n° 3 (art. L. 52-12 du code électoral : prise en compte des seules recettes et dépenses des partis politiques pour les comptes de campagne) : rejeté (p. 2171) ;
- son amendement n° 7 (automaticité de l'inéligibilité pour les infractions graves) : rejeté (p. 2171) ;
- son amendement n° 9 (pouvoirs de saisine des juridictions et d'investigation de la Commission nationale des comptes de campagne) : retiré (p. 2172).

MATHOT (Philippe)

Député des Ardennes

(2^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre suppléant de la commission des immunités [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission d'enquête sur les aides à l'emploi [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Vice-président de cette commission [J.O. du 28 mars 1996] (p. 4775).

DEPOTS

Proposition de loi instituant une faculté de renonciation pour les ventes conclues dans le cadre de manifestations commerciales (n° 2954) [10 juillet 1996].

QUESTIONS**au Gouvernement :**

- **Activités de Greenpeace** : reprise des essais nucléaires français : attitude de « Greenpeace » [3 octobre 1995] (p. 1579).
- **Conséquences des grèves pour les entreprises** : mesures fiscales et sociales [5 décembre 1995] (p. 4554, 4555).

orales sans débat :

- **n° 918**, posée le 5 mars 1996 : **médicins du travail** (p. 1199). Appelée le 14 mars 1996 : effectifs (p. 1640).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).**

Première lecture :

Discussion des articles [13, 17 juillet 1995] :

Après l'article 1^{er} :

- son amendement n° 188 (taxe sur le chiffre d'affaires des établissements de vente au détail dont la surface de vente est supérieure à 2 500 mètres carrés et des établissements dont la surface de vente est comprise entre 250 et 2 499 mètres carrés lorsque, pour ces derniers, le ratio de frais de personnel est inférieur à 7 % ou le nombre de conventions de stage est supérieur à 10) : adopté (p. 1121).

Seconde délibération des articles 1^{er} bis, 6, 7 bis, 9 et de l'état A.

Article 1^{er} bis (taxe sur le chiffre d'affaires des établissements de vente au détail) :

- ses observations sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 1179).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [20 et 21 octobre 1995] :

Article 12 (aménagement du plafonnement des cotisations de taxe d'habitation en fonction du revenu) :

- ses observations sur l'amendement n° 347 de M. Jean-Pierre Balligand (taux du plafonnement abaissé à 2,4 %) (p. 2217).

Après l'article 15 :

- son amendement n° 250 (suppression de la déclaration préalable prévue en matière de report d'imposition des plus-values réalisées par des personnes physiques lors de l'apport de titres d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés à une autre société) : retiré (p. 2243) ;
- son amendement n° 269 (maintien du bénéfice du report d'imposition des plus-values en cas d'apport de titres d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés à une autre société pour les personnes physiques n'ayant pas satisfait aux obligations déclaratives) (p. 2243) : retiré (p. 2244) ;
- son amendement n° 329 (maintien du bénéfice du report d'imposition des plus-values en cas d'échange de droits sociaux résultant d'une fusion ou d'une scission ou en cas d'échange résultant d'apports de titres à une société soumise à l'impôt sur les sociétés lorsque le contribuable n'a pas satisfait aux obligations déclaratives) : retiré (p. 2248).

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - Questions [26 octobre 1995] :

Transports terrestres : SNCF : ligne Charleville-Mézières-Givet (p. 2517).

Voirie : RN 51 (p. 2516).

Technologies de l'information et de la poste. – Questions
[27 octobre 1995] :

France Télécom : autoroutes de l'information : accès et projets
(p. 2645).

– Proposition de loi tendant à étendre aux collectivités locales et à leurs groupements l'accès aux prêts distribués à partir des fonds établis par les CODEVI (n° 1956).

Première lecture :

Discussion des articles [23 novembre 1995] :

Article 1^{er} (accès des collectivités locales aux prêts distribués à partir des dépôts des CODEVI) :

– ses observations sur le sous-amendement n° 8 de M. Alain Gest (prorogation jusqu'au 31 décembre 1997) à l'amendement n° 7 du Gouvernement (application du dispositif jusqu'au 31 décembre 1996) (p. 4097).

– Projet de loi relatif aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information (n° 2358).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 janvier 1996] (p. 420, 425) :

Enseignement.

Entreprises : entreprises françaises.

Télécommunications :

- France Télécom ;
- téléports et licences expérimentales.

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).

Première lecture :

Discussion des articles [7 mars 1996] :

Après l'article 49 :

– favorable à l'amendement n° 186 de M. Thierry Mariani (institution d'une commission de la transparence de l'assurance catastrophe naturelle au sein du Conseil national des assurances) (p. 1394) ;

– son amendement n° 326 (indemnisation des victimes de catastrophes naturelles) : retiré (p. 1395).

Après l'article 52 :

– son amendement n° 234 (institution d'une taxe sur le chiffre d'affaires des établissements de vente au détail dont la surface de vente est supérieure à 300 mètres carrés et dont le ratio de la masse salariale brute sur le chiffre d'affaires est inférieur à 6,5 %) (p. 1413) : retiré (p. 1414).

MATHUS (Didier)

Député de la Saône-et-Loire

(4^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre du comité central d'orientation des programmes de la société télévision du savoir, de la formation et de l'emploi [J.O. du 7 avril 1995] (p. 5561).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Place des femmes dans la vie politique :** perspectives [8 novembre 1995] (p. 3192, 3193).

– **Grands travaux européens :** financement [27 mars 1996] (p. 2043).

– **Pouvoir d'achat :** difficultés des salariés [26 juin 1996] (p. 4947).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Communication. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [6 novembre 1995] :

Audiovisuel :

– autoroutes de l'information : télématique : multimédia (p. 3149) ;

– concentrations et regroupement : intégration verticale : accords Alcatel-Havas (p. 3149).

Télévision :

– Arte et la Cinquième : rapprochement : groupement d'intérêts économique (p. 3148) ;

– France 2 : animateurs-producteurs : statut et rémunération : coût des retransmissions sportives (p. 3148) ;

– France 2 : ligne éditoriale spécifique : concurrence avec TF 1 : politique de l'audimat (p. 3148) ;

– secteur public : missions : pluralisme (p. 3148) ;

– TF 1 (p. 3148).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Après l'article 59 :

– son amendement n° 400 soutenu par M. Didier Migaud (compensation par l'intermédiaire du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle de la baisse de la redevance des mines) (p. 3830) : rejeté (p. 3831).

– Projet de loi relatif aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information (n° 2358).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 janvier 1996] :

Audiovisuel : Conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 417).

Culture : production française et européenne ; propriété littéraire et artistique (p. 418).

Informatique et information : inforoutes (p. 416, 417).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [26 mars 1996] (p. 2011) :

Droits de l'homme et libertés publiques.

Informatique :

– inforoutes ;

– Internet.

Télécommunications : France Télécom.

– Projet de loi relatif à l'entreprise nationale France Télécom (n° 2884).

Première lecture :

Discussion des articles [26 juin 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

– soutient l'amendement n° 55 de Mme Ségolène Royal (le service public des télécommunications, vecteur de dynamisme industriel) (p. 4921) : rejeté (p. 4922).

MATTEI (Jean-François)

Député des Bouches-du-Rhône

(2^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 6 juillet 1995] (p. 10153).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (santé publique et assurance maladie) [5 juillet 1995].

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 14 octobre 1995] (p. 15023).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 26 octobre 1995] (p. 15658).

Secrétaire de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 1^{er} février 1996] (p. 1609).

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques (E-587) [5 mars 1996].

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817) [30 mai 1996].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire [J.O. du 8 mai 1996] (p. 6955).

Membre de la commission de génie génétique [J.O. du 4 juin 1996] (p. 8246).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 26 juin 1996] (p. 9564).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 26 juin 1996] (p. 9564).

Rapporteur de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 27 juin 1996] (p. 9657).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l'adoption (n° 2205) [28 juillet 1995]. Retirée le 5 octobre 1995.

Proposition de loi relative à l'adoption (n° 2251) [5 octobre 1995].

Rapport fait au nom de la commission spéciale sur sa proposition de loi relative à l'adoption (n° 2449) [15 décembre 1995].

Rapport fait au nom de l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques sur les liens entre la santé et l'environnement notamment chez l'enfant (n° 2588) [22 février 1996].

Rapport fait, en deuxième lecture, au nom de la commission spéciale sur sa proposition de loi relative à l'adoption (n° 2794) [20 mai 1996].

Avis fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 2817), sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2849) [5 juin 1996].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la **protection juridique des interventions biotechnologiques** (COM [95] 661/n° E-587) (n° 2932) [26 juin 1996].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'adoption (n° 2933) [26 juin 1996].

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la **protection juridique des inventions biotechnologiques (n° 2935)** [26 juin 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Lois sur la bioéthique** : publication des décrets d'application [12 mars 1996] (p. 1507).

- **Adoption sur Internet** : lutte contre l'instauration d'un « marché aux enfants » télématique [5 juin 1996] (p. 3847).

orales sans débat :

- **n° 654**, posée le 20 juin 1995 : **grèves dans le secteur postal** (p. 563) : conséquences ; Bouches-du-Rhône. Non appelée.

- **n° 915**, posée le 5 mars 1996 : **fonctionnement des groupes d'élus** (p. 1199). Non appelée.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)**.

Première lecture, deuxième partie :

Santé publique et assurance maladie. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles [26 octobre 1995] :

Hôpitaux et cliniques :

- budget global et taux directeur (p. 2558, 2559) ;
- forfait journalier (p. 2558) ;
- politique hospitalière : restructuration (p. 2558, 2559).

Ministère de la santé et de l'assurance maladie : crédits (p. 2558).

Parlement : compétences en matière de sécurité sociale (p. 2558).

Pharmacie : médicaments : codification (p. 2559).

Santé publique :

- alcoolisme (p. 2558) ;
- durée de vie : mortalité (p. 2559) ;
- médecine ambulatoire (p. 2559) ;
- sida (p. 2558) ;
- tabagisme (p. 2558) ;
- toxicomanie (p. 2558).

Vote des crédits :

Etat B, titre III :

- *ses observations* sur l'amendement n° 110 rectifié de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de 12 millions de francs) (p. 2591).

Etat B, titre IV :

- *défavorable* à l'amendement n° 111 rectifié de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de 40 millions de francs) (p. 2593) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 122 de M. Bernard Accoyer (réduction des crédits de 34,2 millions de francs) (p. 2593).

Education nationale, enseignement supérieur et recherche. —

Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [9 novembre 1995] :

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 3295).

Recherche :

- chercheurs : recrutement et mobilité (p. 3296) ;
- fonds de la recherche et de la technologie (FRT) : centres régionaux d'innovation et de transfert de technologie (p. 3295) ;
- ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA) (p. 3295) ;
- recherche industrielle : entreprises (p. 3295) ;
- restructuration et crédits : évolution des agrégats : coordination (p. 3295).

Recherche : établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) :

- Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 3295) ;
- Institut national de recherche agronomique (INRA) (p. 3295).

Recherche : établissements publics industriels et commerciaux : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 3295).

Recherche médicale : Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) (p. 3295).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).

Principaux thèmes développés [13 novembre 1995] :

Démographie : mortalité périnatale et infantile (p. 3589).

Santé publique :

- dépenses : maîtrise comptable : obligation de résultat (p. 3588) ;
- médecine de confort : prestations sans nécessité médicale : gaspillages (p. 3588).

– Proposition de loi relative à l'adoption (n° 2251).

Rapporteur de la commission spéciale.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 janvier 1996] :

Adoption :

- adoption complétive (p. 15) ;
- adoption internationale (p. 16) ;
- agrément des couples (p. 14) ;
- conditions d'âge et de mariage (p. 16) ;
- secret des origines (p. 15).

Associations : œuvres adoptives (p. 14).

Départements : compétences nouvelles (p. 14).

Enfants :

- généralités (p. 13) ;
- pupilles de l'Etat (p. 14).

Lois : loi n° 66-500 du 11 juillet 1966 portant réforme de l'adoption (p. 14, 17).

Prestations familiales :

- allocation adoption (p. 17) ;
- allocation parentale d'éducation (p. 17).

Procédure civile : compétence du juge : décision administrative d'agrément (p. 14).

Travail : autorisations d'absences en cas d'adoption (p. 17).

Traités et conventions : convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la coopération des Etats en matière d'adoption internationale (p. 13, 14, 16, 17).

Discussion des articles [17 janvier 1996] :

Article 1^{er} (assouplissement des conditions exigées des époux adoptant conjointement) :

- défavorable à l'amendement n° 37 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (cumul des conditions d'âge et de mariage) (p. 53) ;
- défavorable à l'amendement n° 22 de Mme Véronique Neiertz (abaissement à 25 ans de l'âge exigé des époux adoptants) (p. 53) ;
- défavorable à l'amendement n° 21 de Mme Véronique Neiertz (extension aux couples non mariés du droit d'adoption) (p. 54).

Article 3 (écart d'âge maximum entre les adoptants et les adoptés) :

- ses observations sur les amendements identiques n°s 24 de Mme Véronique Neiertz et 78 de M. Bruno Bourg-Broc (de suppression) (p. 56) ;
- son amendement n° 62 (assouplissement de l'écart d'âge requis entre adopté et adoptants) (p. 56) : adopté (p. 57).

Article 4 (allongement du délai d'adoption plénière d'un enfant âgé de plus de quinze ans) :

- défavorable à l'amendement n° 25 de Mme Véronique Neiertz (suppression de la notion d'adoption complétive) (p. 57).

Article 5 (atténuation des restrictions à l'adoption plénière de l'enfant du conjoint) :

- ses observations sur l'amendement n° 60 du Gouvernement (adoption plénière de l'enfant du conjoint survivant) (p. 59).

Article 6 (possibilité de prononcer une adoption complétive en cas d'échec de l'adoption plénière) :

- défavorable à l'amendement n° 9 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 59) ;
- défavorable à l'amendement n° 10 de Mme Christine Boutin (substitution de la notion d'abandon à la notion d'échec avéré de l'adoption) (p. 60) ;
- défavorable à l'amendement n° 11 de M. Jean-Jacques Descamps (transformation de l'adoption complétive en adoption plénière) (p. 61).

Article 7 (réduction du délai de rétractation du consentement à l'adoption plénière) :

- ses observations sur l'amendement n° 38 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (allongement à un mois du délai de rétractation) (p. 62).

Article 8 (choix de l'adoptant par le tuteur) :

- défavorable à l'amendement n° 61 rectifié du Gouvernement (choix de l'adoptant par les parents) (p. 63).

Article 10 (nouvelle dénomination des œuvres d'adoption) :

- défavorable à l'amendement n° 4 corrigé de Mme Bernadette Isaac-Sibille (remplacement de la notion d'œuvre privée par la notion d'établissement) (p. 64) ;
- son amendement n° 63 (remplacement de la notion d'œuvre privée par la notion d'établissement) : adopté (p. 64) ;
- défavorable aux amendements n°s 20 de Mme Bernadette Isaac-Sibille et 2 de M. Charles de Courson (qualification de la situation de l'enfant adoptable) (p. 65) ;

Article 12 (désignation d'un administrateur ad hoc) :

- ses observations sur l'amendement n° 53 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 65).

Article 14 (prise en compte de l'agrément par le tribunal prononçant le jugement d'adoption) :

- favorable à l'amendement n° 39 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (renforcement de l'importance de l'agrément dans la procédure d'adoption) (p. 68).

Après l'article 14 :

- favorable à l'amendement n° 55 du Gouvernement (lieu de transcription du jugement d'adoption pour les mineurs nés à l'étranger) (p. 68).

Article 15 (introduction d'une norme de conflit de lois en matière d'adoption) :

- défavorable aux amendements identiques n° 54 du Gouvernement et 88 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) (p. 70) ;
- favorable à l'amendement n° 27 deuxième rectification de Mme Véronique Neiertz (prise en compte du jugement d'adoption du pays d'origine) (p. 91, 93) ;
- défavorable à l'amendement n° 95 du Gouvernement (suppression de la norme de conflit de lois en matière d'adoption) (p. 93, 94).

Après l'article 15 :

- ses observations sur l'amendement n° 59 rectifié du Gouvernement (application de la différence d'âge de quarante-cinq ans entre l'adopté et l'adoptant dans les cas d'adoption simple) (p. 95).

Article 16 (coordination avec la nouvelle dénomination de l'adoption simple et adaptation de la liste des conditions communes aux deux formes d'adoption) :

- favorable à l'amendement n° 91 du Gouvernement (de conséquence) (p. 95).

Article 23 (coordination avec la nouvelle dénomination de la débéance) :

- favorable à l'amendement n° 56 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 96).

Après l'article 27 :

- favorable à l'amendement n° 58 du Gouvernement (choix des prénoms de l'enfant par la mère en cas d'accouchement sous X) (p. 97) ;
- favorable à l'amendement n° 57 du Gouvernement (contrôle du parquet sur les reconnaissances d'enfant abusives) (p. 97).

Article 28 (organisation de la tutelle des pupilles de l'Etat) :

- favorable à l'amendement n° 30 de Mme Véronique Neiertz (pouvoirs du préfet en cas de situation de danger manifeste pour l'enfant) (p. 98).

Article 29 (réduction du délai de rétractation - nouvelle dénomination de la débéance de l'autorité parentale) :

- défavorable à l'amendement n° 42 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (diminution du délai nécessaire à l'admission en qualité de pupille de l'Etat) (p. 99).

Article 30 (secret des origines) :

- défavorable à l'amendement n° 94 de Mme Christine Boutin (création d'un conseil pour la recherche des origines familiales) (p. 101) ;
- défavorable à l'amendement n° 31 de Mme Véronique Neiertz (avis conforme de la Commission nationale informatique et libertés) (p. 103).

Article 31 (modalités de conservation et de communication des renseignements non identifiants) :

- défavorable à l'amendement n° 14 de M. Jean-Jacques Descamps (possibilité de communication des renseignements non identifiants à l'enfant mineur adopté) (p. 104) ;
- son amendement n° 64 corrigé (rédactionnel) : adopté (p. 105) ;

- son amendement n° 65 (rédactionnel) : adopté (p. 105) ;
- son amendement n° 80 corrigé (rédactionnel) : adopté (p. 105).

Article 32 (agrément des candidats à l'adoption des pupilles de l'Etat) :

- son amendement n° 67 (de cohérence) : adopté (p. 106) ;
- favorable à l'amendement n° 32 de Mme Véronique Neiertz (possibilité de suppléer les représentants d'associations membres de commissions d'agrément et des conseils de famille) (p. 106) ;
- défavorable à l'amendement n° 33 de Mme Véronique Neiertz (de conséquence) (p. 107) ;
- son amendement n° 66 corrigé (rédactionnel) : adopté (p. 1047) ;
- défavorable à l'amendement n° 46 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (réactualisation des demandes d'agrément) (p. 107).

Article 33 (pupilles de l'Etat : audition du mineur capable de discernement avant son adoption et centralisation des données en l'absence de projet d'adoption) :

- son amendement n° 68 (projet d'adoption des pupilles de l'Etat) : adopté (p. 108).

Article 34 (autorisations d'absence pour les salariés membres des commissions d'agrément) :

- favorable à l'amendement n° 35 de Mme Véronique Neiertz (extension du dispositif au secteur public) (p. 108) ;
- favorable à l'amendement n° 83 du Gouvernement (indemnisation des pertes de rémunération occasionnées par la participation aux commissions d'agrément) (p. 109).

Après l'article 35 :

- défavorable à l'amendement n° 1 de Mme Muguette Jacquaint (levée du secret de l'état civil des pupilles de l'Etat) (p. 109).

Article 37 (nouvelle dénomination des œuvres d'adoption) :

- favorable à l'amendement n° 51 rectifié de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 110).

Article 38 (conditions d'autorisation des organismes servant d'intermédiaires pour l'adoption) :

- favorable à l'amendement n° 84 corrigé du Gouvernement (maintien de la compétence exclusive du président du conseil général en matière d'autorisation des organismes servant d'intermédiaires pour l'adoption) (p. 110) ;
- ses amendements n° 69 et 70 (rédactionnels) : devenus sans objet (p. 110) ;
- son amendement n° 71 (transmission des décisions d'autorisation au ministre chargé de la famille ou au ministre des affaires étrangères) (p. 110) : adopté après rectifications (p. 111).

Article 42 (accompagnement de l'intégration des enfants étrangers adoptés) :

- ses observations sur l'amendement n° 50 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (évaluation de l'intégration par les services du conseil général) (p. 111).

Article 47 (aide aux familles adoptant un enfant étranger) :

- son amendement n° 72 (rédactionnel) : adopté (p. 112) ;
- son amendement n° 73 rectifié (rédactionnel) (p. 112) : adopté (p. 113) ;

Après l'article 47 :

- son amendement n° 74 (de conséquence) : adopté (p. 113).

Avant l'article 48 :

- son amendement n° 75 (de conséquence) : adopté (p. 113).

Article 48 (*extension du droit au congé parental d'éducation en cas d'adoption*) :

- défavorable à l'amendement n° 49 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (alignement du régime du congé parental d'éducation en cas d'adoption sur le régime du congé maternité) (p. 113).

Article 49 (*institution d'un congé non rémunéré avant l'arrivée de l'enfant au foyer*) :

- favorable à l'amendement n° 89 du Gouvernement (limites à la période d'ouverture du droit à congé parental) (p. 114).

Article 50 (*institution dans la fonction publique d'un congé non rémunéré avant l'arrivée de l'enfant au foyer*) :

- ses observations sur l'amendement n° 85 du Gouvernement (de suppression) (p. 115).

Après l'article 51 :

- son amendement n° 76 (de conséquence) : adopté (p. 116).

Article 52 (*date d'entrée en vigueur de la réforme de l'allocation parentale d'éducation*) :

- son amendement n° 77 (rédactionnel) : adopté (p. 116).

Après l'article 52 :

- ses observations sur l'amendement n° 92 de M. Bruno Bourgeois (extension des autorisations d'absence rémunérées à la fonction publique) (p. 116).

Article 54 (*dispositions financières*) :

- favorable à l'amendement n° 96 du Gouvernement (de suppression) (p. 117).

*Deuxième lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 mai 1996] :***Adoption :**

- adoption complétive (p. 3638) ;
- adoption internationale (p. 3639) ;
- conditions d'âge et de mariage (p. 3638).

Enfants : prestations sociales (p. 3638).**Traités et conventions : convention de La Haye du 29 mai 1993** (p. 3639).*Discussion des articles [30 mai 1996] :***Article 3** supprimé par le Sénat (*écart d'âge maximal entre les adoptants et les adoptés*) :

- soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement d'un écart d'âge maximal et dérogation) (p. 3645) : adopté (p. 3646).

Article 4 supprimé par le Sénat (*allongement du délai d'adoption plénière d'un enfant âgé de plus de quinze ans*) :

- soutient l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement de la notion d'adoption complétive et conditions de l'adoption plénière) (p. 3646) : adopté (p. 3647).

Article 5 (*atténuation des restrictions à l'adoption plénière de l'enfant du conjoint*) :

- soutient l'amendement n° 5 rectifié de la commission (cas exceptionnels de l'adoption plénière) : adopté (p. 3647).

Article 6 bis (*consentement à l'adoption avec secret de l'identité*) :

- soutient l'amendement n° 6 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3648).

Article 7 supprimé par le Sénat (*réduction du délai de rétractation du consentement à l'adoption*) :

- soutient l'amendement n° 7 de la commission (réduction du délai à deux mois) : adopté (p. 3649).

Article 10 (*déclaration judiciaire d'abandon*) :

- soutient l'amendement n° 8 de la commission (faculté pour le juge de prononcer l'abandon) : adopté (p. 3649).

Article 11 supprimé par le Sénat (*réduction du délai pendant lequel il ne peut y avoir de placement en vue de l'adoption d'un enfant dont la filiation n'est pas établie*) :

- soutient l'amendement n° 9 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3650).

Article 13 (*adoption posthume*) :

- soutient l'amendement n° 10 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3650).

Article 14 (*prise en compte de l'agrément administratif par le tribunal prononçant le jugement d'adoption*) :

- soutient l'amendement n° 61 de la commission (rectification d'une référence) : adopté (p. 3650).

Article 15 supprimé par le Sénat (*règle de conflit de lois en matière d'adoption*) :

- soutient l'amendement n° 11 de la commission (p. 3650) : adopté (p. 3652).

Avant l'article 16 A :

- soutient l'amendement n° 12 de la commission (coordination avec la nouvelle appellation de l'adoption simple) : adopté (p. 3652).

Article 16 A (*possibilité de prononcer une adoption simple même si une adoption plénière a déjà été prononcée*) :

- soutient l'amendement n° 13 de la commission (limitation de cette possibilité pour motifs graves) (p. 3652) : adopté (p. 3653).

Article 16 supprimé par le Sénat (*coordination avec la nouvelle appellation de l'adoption simple - dispositions relatives à l'adoption plénière applicables à l'adoption complétive*) :

- soutient l'amendement n° 14 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3653).

Avant l'article 17 :

- soutient l'amendement n° 15 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3653).

Article 17 supprimé par le Sénat (*coordination avec la nouvelle dénomination de l'adoption simple*) :

- soutient l'amendement n° 16 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3653).

Après l'article 27 bis :

- défavorable à l'amendement n° 58 de M. Charles Ehrmann (information de l'autre parent de la reconnaissance d'un enfant naturel) (p. 3656) ;

- favorable à l'amendement n° 2 rectifié de M. Charles Ehrmann (information de l'autre parent de la reconnaissance d'un enfant naturel) (p. 3656) ;

- défavorable au sous-amendement n° 62 du Gouvernement (suppression d'une disposition inapplicable en cas de reconnaissance prénatale) à l'amendement n° 2 rectifié de M. Charles Ehrmann (p. 3656) ;

- défavorable au sous-amendement n° 63 du Gouvernement (limitation de la procédure d'information aux cas de reconnaissance postnatale) à l'amendement n° 2 rectifié de M. Charles Ehrmann (p. 3656).

Article 27 ter A (*possibilité de donner des informations non identifiantes en cas d'accouchement secret*) :

- soutient l'amendement n° 17 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3659).

Article 27 ter B (*accès aux informations non identifiantes*) :

- soutient l'amendement n° 18 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3659).

Après l'article 27 ter :

- favorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (modification d'une disposition du code pénal relative aux obligations des débiteurs de pensions alimentaires) (p. 3659).

Article 28 A (*accompagnement pour les femmes accouchant secrètement*) :

- soutient l'amendement n° 59 de la commission (de précision) (p. 3659) : adopté (p. 3660).

Article 28 (*organisation de la tutelle des pupilles de l'Etat*) :

- soutient l'amendement n° 19 de la commission (droits du mineur capable de discernement) : adopté (p. 3660) ;
- défavorable à l'amendement n° 50 de Mme Véronique Neiertz (renouvellement des conseils de famille) (p. 3660) ;
- soutient l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3660).

Article 29 (*réduction du délai de rétraction - nouvelle dénomination de la déchéance de l'autorité parentale*) :

- soutient l'amendement n° 21 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3661) ;
- soutient l'amendement n° 22 de la commission (regroupement de dispositions du code de la famille et de l'aide sociale) : adopté (p. 3661).

Article 30 (*secret des origines*) :

- soutient l'amendement n° 23 de la commission (cas d'obligation de communication de renseignements) : adopté (p. 3661) ;
- défavorable à l'amendement n° 51 de Mme Véronique Neiertz (avis conforme de la CNIL) (p. 3661) ;
- soutient l'amendement n° 24 de la commission (régime de la communication à l'enfant de l'identité du demandeur) : adopté (p. 3662) ;
- soutient l'amendement n° 25 de la commission (délais de rétraction) : adopté (p. 3662).

Article 30 bis (*harmonisation avec les termes adoptés dans le cadre de l'article 30*) :

- soutient l'amendement n° 26 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3662).

Article 30 ter (*actualisation de la terminologie*) :

- soutient l'amendement n° 27 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3662).

Article 31 (*modalités de conservation et de communication des renseignements non identifiants*) :

- défavorable à l'amendement n° 52 de Mme Véronique Neiertz (compétence du préfet) (p. 3663) ;
- soutient l'amendement n° 28 de la commission (suppression de précisions inutiles) : adopté (p. 3664) ;
- soutient l'amendement n° 29 de la commission (suppression des conditions d'âge) : adopté (p. 3664).

Article 32 (*agrément des candidats à l'adoption des pupilles de l'Etat*) :

- soutient l'amendement n° 30 de la commission (suppression de l'agrément tacite) (p. 3664) : adopté (p. 3665) ;
- soutient l'amendement n° 31 de la commission (suppression d'une précision inutile) : adopté (p. 3665) ;
- soutient l'amendement n° 32 de la commission (compétence du ministre chargé de la famille) : adopté (p. 3665) ;

- défavorable à l'amendement n° 56 de Mme Frédérique Bredin (extension de la validité de l'agrément) (p. 3665).

Article 33 (*projet d'adoption pour les pupilles de l'Etat*) :

- soutient l'amendement n° 33 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3666) ;
- soutient l'amendement n° 34 de la commission (suppression d'une précision inutile) : adopté (p. 3666).

Article 34 (*autorisations d'absence pour les membres des commissions d'agrément*) :

- soutient l'amendement n° 60 de la commission (prise en charge du salaire de certains membres par le conseil général) : adopté (p. 3666).

Article 35 supprimé par le Sénat (*aide aux familles d'accueil adoptantes*) :

- soutient l'amendement n° 36 de la commission (aide du département sous condition de ressources aux adoptants) : adopté (p. 3667).

Après l'article 35 :

- soutient l'amendement n° 37 de la commission (actualisation de la terminologie) : adopté (p. 3667).

Article 37 (*nouvelle dénomination des œuvres d'adoption*) :

- soutient l'amendement n° 38 de la commission (de précision) : adopté (p. 3667).

Article 38 (*conditions d'autorisation des organismes servant d'intermédiaires pour l'adoption*) :

- soutient l'amendement n° 39 corrigé de la commission (simplification des démarches administratives) : adopté (p. 3668).

Article 40 (*aide de l'Etat aux organismes autorisés pour l'adoption*) :

- soutient l'amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3668).

Article 42 (*accompagnement de l'intégration des enfants adoptés ou placés en vue d'adoption*) :

- soutient l'amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3668).

Article 43 A (*parité des droits sociaux attachés à la naissance et à l'adoption*) :

- soutient l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3669).

Article 44 (*extension du droit à l'allocation parentale d'éducation en cas d'adoption ou de placement en vue d'adoption d'un enfant âgé de plus de trois ans*) :

- soutient l'amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3669).

Article 46 (*harmonisation de l'allocation d'adoption avec l'allocation pour jeune enfant*) :

- défavorable à l'amendement n° 54 de Mme Véronique Neiertz (régime des conditions de ressources) (p. 3670).

Article 47 supprimé par le Sénat (*prêts aux familles adoptant un enfant à l'étranger*) :

- soutient l'amendement n° 44 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 3670) : adopté (p. 3671).

Article 47 bis (*nouvelle dénomination des œuvres d'adoption*) :

- ses observations (p. 3671).

Article 53 (*rapport au Parlement*) :

- soutient l'amendement n° 45 de la commission (périodicité et contenu des rapports) : adopté (p. 3672).

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire
[27 juin 1996] :

Sa présentation du rapport (p. 4981).

Principaux thèmes développés :

Adoption :

- adoption complète (p. 4982) ;
- compétence du juge (p. 4981) ;
- secret des origines (p. 4982).

Procédure civile : conflit de lois (p. 4981).

Texte de la commission mixte paritaire [27 juin 1996] :

- ses observations sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression d'une prestation familiale destinée à faciliter l'adoption d'enfants étrangers) (p. 4987).

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).**

Première lecture :

Discussion des articles [14 mars 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- son amendement n° 50 rectifié (collection d'échantillons biologiques humains) (p. 1696) : adopté (p. 1697) ;
- son amendement n° 49 troisième rectification (limitation de la puissance des baladeurs musicaux) (p. 1697) : retiré (p. 1698).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Article 1^{er} A précédemment réservé, supprimé par le Sénat (*collections d'échantillons biologiques*) :

- favorable (p. 2810).

Article 1^{er} B précédemment réservé (*lutte contre les nuisances sonores individuelles*) :

- favorable (p. 2811) ;
- favorable à l'amendement n° 8 de la commission (définition de la puissance sonore maximale des baladeurs musicaux) (p. 2811).

Article 7 sexies précédemment réservé (*définition et statut des produits de thérapies génique et cellulaire*) :

- défavorable (p. 2815).

Article 7 septies précédemment réservé (*coordination*) :

- ses observations sur l'amendement n° 12 de la commission (de suppression) (p. 2817).

- **Proposition de loi tendant à faire du 20 novembre une journée nationale des droits de l'enfant (n° 2353).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique
[27 mars 1996] (p. 2025) :

Enfants : protection.

Traités et conventions : droits de l'enfant.

- **Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
[12 juin 1996] (p. 4147, 4148) :

Air :

- plans de protection de l'atmosphère ;
- plans régionaux de la qualité de l'air ;
- pollution atmosphérique ;
- réseaux de surveillance.

Environnement : généralités.

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers.

Santé publique.

Transports urbains : plans de déplacements urbains.

Discussion des articles [12, 13 et 14 juin 1996] :

Après l'article 1^{er} :

- soutient l'amendement n° 159 de la commission des affaires culturelles (droit à l'information sur la qualité de l'air) : rejeté (p. 4271).

Article 2 (définition de la pollution atmosphérique) :

- favorable à l'amendement n° 62 de la commission (nouvelle rédaction reprenant les définitions de l'OCDE et de l'Union européenne et intégrant les espaces clos et les substances de nature à influencer sur les changements climatiques) (p. 4273).

Après l'article 2 :

- ses observations sur l'amendement n° 189 de M. Jean-Jacques Weber (création d'un Conseil national pour la qualité de l'air) (p. 4277) ;

- ses observations sur l'amendement n° 328 de M. Christian Bataille (même objet) (p. 4277) ;

- ses observations sur l'amendement n° 219 corrigé de M. Pierre Albertini (même objet) (p. 4277).

Article 3 (organisation de la surveillance de la qualité de l'air) :

- soutient l'amendement n° 162 de la commission des affaires culturelles (surveillance des effets de la qualité de l'air sur la santé) (p. 4281) : retiré (p. 4282) ;

- son amendement n° 396 (prise en compte de l'impact sanitaire de la pollution atmosphérique) (p. 4288) : adopté après rectification (p. 4289) ;

- soutient l'amendement n° 163 de la commission des affaires culturelles (représentation des directions régionales des affaires sociales au sein des organismes de surveillance) : retiré (p. 4290).

Article 4 (droit à l'information) :

- son sous-amendement n° 436 (avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France) à l'amendement n° 76 rectifié de la commission (publication d'un inventaire annuel des émissions des substances polluantes, d'un inventaire des consommations d'énergie et d'un rapport sur la qualité de l'air) (p. 4294) : adopté (p. 4295) ;

- soutient l'amendement n° 165 de la commission des affaires culturelles (réalisation de l'étude d'impact de la qualité de l'air sur la santé par les directions régionales des affaires sanitaires et sociales) : rejeté (p. 4295) ;

- soutient l'amendement n° 166 de la commission des affaires culturelles (suppression de la possibilité pour l'autorité administrative de déléguer aux organismes de surveillance la mise en œuvre de l'information) (p. 4296) : retiré (p. 4298).

Article 6 (définition et contenu du plan régional) :

- soutient l'amendement n° 169 rectifié de la commission des affaires culturelles (évaluation des effets de la qualité de l'air sur la santé publique) : retiré (p. 4304).

Article 18 (contenu des études d'impact) :

- son amendement n° 152 rectifié (agrément des organismes effectuant des études d'impact) (p. 4352) : adopté (p. 4353).

MAZEAUD (Pierre)

Député de la Haute-Savoie

(5^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).
- Président de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).
- Rapporteur du projet de loi de révision constitutionnelle [28 juin 1995].
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [J.O. du 21 juillet 1995] (p. 10672).
- Vice-président de cette commission [J.O. du 27 juillet 1995] (p. 11076).
- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 14 octobre 1995] (p. 15023).
- Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les rapports entre le droit communautaire dérivé et les constitutions nationales [7 février 1996].
- Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut d'autonomie de la Polynésie française [J.O. du 7 mars 1996] (p. 3582).
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le statut de la Polynésie française [J.O. du 7 mars 1996] (p. 3582).
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales [J.O. du 12 mars 1996] (p. 3832).
- Président de cette commission [J.O. du 13 mars 1996] (p. 3901).
- Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut d'autonomie de la Polynésie française [J.O. du 14 mars 1996] (p. 3974).
- Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le statut de la Polynésie française [J.O. du 14 mars 1996] (p. 3975).
- Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à faire du 20 novembre une journée nationale des droits de l'enfant (n° 2353) [14 mars 1996].
- Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les relations entre la Communauté et les territoires d'outre-mer [28 mars 1996].
- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delalande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers [J.O. du 4 avril 1996] (p. 5236).
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [J.O. du 4 avril 1996] (p. 5236).
- Vice-président de cette commission [J.O. du 18 avril 1996] (p. 6001).
- Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers [J.O. du 18 avril 1996] (p. 6001).
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire [J.O. du 24 mai 1996] (p. 7779).
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante [J.O. du 24 mai 1996] (p. 7779).
- Président de cette commission [J.O. du 5 juin 1996] (p. 8315).
- Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire [J.O. du 5 juin 1996] (p. 8315).
- Membre de l'office d'évaluation de la législation [J.O. du 22 juin 1996] (p. 9381).
- Président de cet office [J.O. du 28 juin 1996] (p. 9728).

DEPOTS

- Proposition de loi tendant à créer un Office parlementaire d'évaluation de la législation (n° 2104)** [23 juin 1995].
- Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi tendant à faire du 20 novembre une journée nationale des droits de l'enfant (n° 2658)** [5 juillet 1995].
- Proposition de résolution modifiant le Règlement de l'Assemblée nationale (n° 2236)** [21 septembre 1995].
- Proposition de loi relative à la prescription du délit d'abus de biens sociaux (n° 2335)** [6 novembre 1995].
- Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi tendant à faire du 20 novembre une journée nationale des droits de l'enfant (n° 2658)** [21 mars 1996].
- Proposition de loi organique relative à la date de renouvellement des membres de l'assemblée territoriale de la Polynésie française (n° 2437)** [12 décembre 1995].
- Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle instituant la loi d'équilibre de la sécurité sociale (n° 2490)** [17 janvier 1996].
- Proposition de loi constitutionnelle tendant à préciser la portée de l'interdiction faite à un candidat d'être membre de sa propre association de financement électorale (n° 2564)** [9 février 1996].
- Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les rapports entre le droit communautaire dérivé et les constitutions nationales (n° 2630)** [11 mars 1996].
- Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter le titre XV de la Constitution afin d'instituer un contrôle de constitutionnalité des projets d'actes des Communautés et de l'Union européenne (n° 2641)** [15 mars 1996].

Proposition de loi organique complétant la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant **statut d'autonomie de la Polynésie française (n° 2748)** [25 avril 1996].

Proposition de loi modifiant le code de procédure pénale et relative à l'**internement psychiatrique des personnes pénalement non punissables (n° 2868)** [6 juin 1996].

Proposition de loi créant une formation d'**admission des pourvois au sein des chambres civiles de la Cour de cassation (n° 2902)** [20 juin 1996].

Proposition de résolution modifiant le **Règlement de l'Assemblée nationale (n° 2968)** [23 juillet 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Directives européennes pour l'électricité et pour le textile :** conséquences du marché unique [15 mai 1996] (p. 3180).

- **Réglementation en milieu rural :** assouplissement [11 juin 1996] (p. 4080).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).**

Première lecture :

Discussion des articles [16 et 17 janvier 1995] :

Article 1^{er} (*composition des services d'incendie et de secours*) :

- favorable à l'amendement n° 11 de la commission (service d'incendie et de secours médical au sein de l'établissement public) (p. 103).

Article 2 (*compétences et missions des services d'incendie et de secours*) :

- défavorable aux amendements identiques n° 103 de M. Jean Geney, 112 de M. Michel Berson et 176 de M. Jean-Jacques de Peretti (mission de secours aux personnes) (p. 106) ;

- défavorable à l'amendement n° 4 de M. Alain Madalle (mission de secours aux victimes) (p. 106).

Article 3 (*emploi des services d'incendie et de secours*) :

- favorable à l'amendement n° 12 de la commission (fixation, par le conseil d'administration du service départemental, des conditions de mise à la disposition du maire ou du préfet des moyens du service) (p. 107) ;

- ses observations sur l'amendement n° 119 du Gouvernement (critères de détermination des moyens du service départemental consacrés à la prévention) (p. 109).

Article 4 (*règlement opérationnel pour l'emploi du service d'incendie et de secours par le maire ou le préfet*) :

- ses observations sur l'amendement n° 15 de la commission (avis conforme du conseil d'administration du service départemental) (p. 118).

Article 5 (*composition des corps des sapeurs-pompiers*) :

- ses observations (p. 119).

Article 19 (*avis de la commission consultative départementale : procédure d'arbitrage*) :

- favorable à l'amendement n° 31 de la commission (suppression de la proposition par le préfet de la liste des personnes qualifiées comme arbitres) (p. 134).

Article 33 (*institution d'une commission administrative et technique*) :

- défavorable à l'amendement n° 50 de la commission (avis sur les questions d'ordre technique ou opérationnel) (p. 155).

Article 38 (*dispositions financières transitoires*) :

- défavorable au sous-amendement n° 178 de M. Jean Proriot (exclusion étendue à d'autres crédits exceptionnel d'équipement) à l'amendement n° 52 de la commission (même calcul excluant les crédits exceptionnels d'équipement affectés à la création des centres opérationnels départementaux d'incendie et de secours et des centres de traitement de l'alerte) (p. 158).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [15 février 1996] :

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 943, 952).

Principaux thèmes développés :

Conseil constitutionnel : établissements publics : faculté de lever l'impôt (p. 943, 952).

Impôts et taxes (p. 943, 944, 952).

Discussion des articles [15 février 1996] :

Article 12 (*transfert des sapeurs-pompiers professionnels relevant d'un corps communal ou intercommunal*) :

- son amendement n° 68 (rédactionnel) (p. 960) : devenu sans objet (p. 961).

Article 38 (*dispositions financières transitoires*) :

- favorable à l'amendement n° 72 de M. Yves Fréville (suppression du mode de calcul des cotisations pour les communes en dehors du régime conventionnel) (p. 970).

Après l'article 38 :

- défavorable à l'amendement n° 52 de la commission des finances (faculté de lever certaines impositions pour le conseil d'administration des SDIS) (p. 972, 974).

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [25 avril 1996] :

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 2614).

Principaux thèmes développés :

Fonction publique territoriale : corps départemental des sapeurs-pompiers (p. 2615).

- **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [27 juin 1995] :

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 643).

Discussion des articles [27 et 28 juin 1995] :

Article 11 (*conditions du bénéfice de l'amnistie. - Effets sur la condamnation*) :

- défavorable à l'amendement n° 82 de M. Gilles de Robien (exclusion des récidivistes) (p. 669).

Article 13 (*amnistie individuelle par décret du Président de la République*) :

- favorable à l'amendement n° 65 de M. Julien Dray (personnes souffrant d'une maladie incurable) (p. 671, 672) ;

- défavorable à l'amendement n° 27 de M. Jean-Pierre Michel (malades du sida) (p. 673).

Après l'article 15 :

- défavorable à l'amendement n° 45 de M. André Gérin (amnistie des faits commis par les étudiants ou les élèves ayant donné ou pouvant donner lieu à des sanctions disciplinaires ; réintégration dans l'établissement) (p. 682) ;

- défavorable à l'amendement n° 69 corrigé de M. Julien Dray (amnistie des faits commis par les étudiants ou les élèves ayant donné ou pouvant donner lieu à des sanctions disciplinaires ; réintégration dans l'établissement) (p. 682).

Article 17 (effets généraux de l'amnistie) :

- défavorable à l'amendement n° 7 de la commission (restitution des points de permis de conduire) (p. 708).

Article 26 (infractions exclues de l'amnistie) :

- favorable à l'amendement n° 13 de la commission (délict d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse) (p. 715) ;
- favorable à l'amendement n° 51 de Mme Muguette Jacquaint (actions tendant à empêcher l'application de la loi du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de grossesse) (p. 715).
- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).**

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Avant la discussion des articles [10 juillet 1995] :

Sa présentation du rapport (p. 848).

Ses interventions sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : Malvy (Martin) (p. 854) et sur la question préalable opposée par : Malvy (Martin) (p. 862).

Son interruption (p. 862).

Son intervention sur la motion de renvoi en commission de : Malvy (Martin) (p. 900).

Principaux thèmes développés :

Conseil constitutionnel (p. 850, 851).

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 850).

Elections et référendums :

- cumul des mandats (p. 851) ;
- référendums (p. 849, 850).

Lois : inflation législative (p. 850).

Parlement :

- commissions permanentes (p. 851) ;
- contrôle parlementaire (p. 848) ;
- inviolabilité (p. 850) ;
- résolutions : article 88-4 de la Constitution (p. 849) ;
- séances publiques (p. 851) ;
- sessions (p. 849, 850).

Politique économique et sociale (p. 850).

Révision (p. 848).

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Article 1^{er} (extension du champ d'application du référendum : art. 11 de la Constitution) :

- défavorable à l'amendement n° 50 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 909) ;
- défavorable à l'amendement n° 68 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (substitution à l'initiative gouvernementale d'une initiative de l'Assemblée nationale, du Sénat ou de 5 % des électeurs ; contrôle préalable de constitutionnalité par une commission mixte paritaire du Parlement ; avis obligatoire du Parlement et suppression de la faculté de ne pas soumettre à référendum) (p. 910) ;
- défavorable à l'amendement n° 112 de M. Jacques Brunhes (obligation de soumettre au référendum, sur l'initiative conjointe du Gouvernement et du Parlement approuvée par les deux-tiers des députés et des sénateurs, tout projet ou proposition de loi, y compris résultant de l'initiative de 5 % des électeurs, conforme aux principes constitutionnels, et relatif à l'organisation des pouvoirs publics, l'exercice des libertés publiques et des droits économiques et sociaux ainsi que de ratification des traités ayant des incidences sur le fonctionnement des institutions) (p. 910) ;

- défavorable à l'amendement n° 66 de M. Pierre Albertini (compétence du Parlement pour soumettre un projet de loi au référendum) (p. 911) ;
- défavorable à l'amendement n° 126 de M. Pascal Clément (extension du champ du référendum aux matières de l'article 34 hormis les lois de finances) (p. 913) ;
- défavorable à l'amendement n° 74 de M. Bernard Derosier (exclusion de la politique économique et sociale et des services publics des révisions constitutionnelles ; extension aux garanties fondamentales des libertés publiques) (p. 913) ;
- défavorable à l'amendement n° 92 de M. Gilles de Robien (exclusion de la politique économique et sociale ; extension aux garanties fondamentales des libertés publiques) (p. 915) ;
- défavorable à l'amendement n° 7 rectifié de M. Jean-Pierre Michel (exclusion des services publics ; extension à la politique économique et sociale de l'Union européenne) (p. 915) ;
- favorable à l'amendement n° 117 corrigé de M. Gilles de Robien (rédactionnel) (p. 915) ;
- défavorable à l'amendement n° 63 de M. Alain Marsaud (extension à l'approbation d'actes communautaires) (p. 916) ;
- défavorable à l'amendement n° 75 de M. Bernard Derosier (avis conforme du Conseil constitutionnel sur le projet soumis à référendum) (p. 917) ;
- défavorable à l'amendement n° 58 de M. Jean-Pierre Michel (avis public du Conseil constitutionnel sur la question soumise à référendum) (p. 917) ;
- défavorable à l'amendement n° 87 rectifié de M. Pierre Albertini (avis public du Conseil constitutionnel sur le projet de loi soumis à référendum en matière d'organisation des pouvoirs publics, de politique économique et sociale et de services publics) (p. 917) ;
- défavorable à l'amendement n° 108 de M. Bernard Derosier (exclusion des principes fondamentaux du droit du travail du champ du référendum) (p. 919) ;
- défavorable à l'amendement n° 109 de M. Bernard Derosier (même exclusion pour le droit syndical) (p. 920) ;
- défavorable à l'amendement n° 110 de M. Bernard Derosier (même exclusion pour le droit de la sécurité sociale) (p. 921) ;
- défavorable à l'amendement n° 70 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (autorisation référendaire des essais d'armes chimiques, nucléaires ou bactériologiques) (p. 922) ;
- défavorable à l'amendement n° 71 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (autorisation référendaire de ratifier les révisions des traités de l'Union européenne après avis du Parlement) (p. 923) ;
- défavorable aux amendements identiques n° 22 de M. Jean Proriot et 47 corrigé de M. Jean-Paul Fuchs (unité de contenu du projet de loi soumis à référendum ; publicité de l'avis du Conseil d'Etat) (p. 924) ;
- défavorable à l'amendement n° 91 de M. Gilles de Robien (interdiction du référendum dans les six mois précédant ou suivant les élections présidentielles ou législatives) (p. 925, 926) ;
- défavorable à l'amendement n° 69 de M. Jean-Pierre Brard (extension à tous les résidents du droit de vote aux référendums) (p. 927).

Article 2 (session ordinaire unique du Parlement : art. 28 de la Constitution) :

- défavorable à l'amendement n° 76 de M. Bernard Derosier (abaissement à cent vingt du nombre de jours de séance sans possibilité de tenue de séances supplémentaires) (p. 928) ;
- soutient l'amendement n° 23 rectifié de la commission (abaissement à cent vingt du nombre de jours de séance ; réunion en séances supplémentaires par décret du Président de la République sur demande du Premier ministre ou de la majorité des membres de l'Assemblée nationale) (p. 927, 928, 930, 931) : adopté après modifications (p. 933) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 99 du Gouvernement (relèvement à cent trente du nombre de jours de séance) à l'amendement n° 23 rectifié de la commission (p. 929, 931) ;
 - *défavorable* au sous-amendement n° 125 rectifié de M. Alain Marsaud (tenue de séances supplémentaires à la demande du Gouvernement ou de la majorité des membres de l'Assemblée intéressée) à l'amendement n° 23 rectifié de la commission.
- Article 4 (dépôt des motions de censure : art. 49 de la Constitution) :**
- *défavorable* à l'amendement n° 59 de M. Alain Marsaud (de suppression) (p. 933) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 60 corrigé de M. Alain Marsaud (suppression de la limitation du dépôt de motions de censure) (p. 933).
- Article 5 (report de la clôture des sessions pour l'application de l'article 49 : art. 51 de la Constitution) :**
- *soutient* l'amendement n° 25 de la commission (possibilité de réunion de plein droit en séance supplémentaire de l'Assemblée nationale) : adopté (p. 934).
- Article 6 (inviolabilité des membres du Parlement : art. 26 de la Constitution) :**
- *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Charles de Courson (suppression de l'inviolabilité) (p. 938) ;
 - *soutient* l'amendement n° 26 de la commission (limitation aux mesures restreignant la liberté d'aller et venir) (p. 939 à 941) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 122 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (réunion de l'Assemblée en comité secret) (p. 942) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 42 de M. Louis de Broissia (suppression de la possibilité pour l'assemblée de demander la suspension des mesures restrictives de liberté ou des poursuites) (p. 942) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 27 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 942) ;
 - *son* amendement n° 129 rectifié (suppression de la possibilité pour l'assemblée de demander la suspension des poursuites) (p. 942) : retiré (p. 943) ;
 - *soutient* l'amendement n° 28 de la commission (réunion de plein droit en séance supplémentaire pour l'application des dispositions en cause) : adopté (p. 943).
- Après l'article 6 :**
- *soutient* l'amendement n° 39 de la commission (ajout d'un chapitre sur l'abrogation des dispositions transitoires et relatives à la Communauté) ; réservé jusqu'après l'amendement n° 37 (p. 943) : adopté (p. 944) ;
 - *soutient* l'amendement n° 29 de la commission (substitution de l'article 2 à l'article premier abrogé relatif à la Communauté) : adopté ;
 - *soutient* l'amendement n° 30 de la commission (de coordination avec l'abrogation des dispositions relatives à la Communauté) : adopté (p. 944) ;
 - *soutient* l'amendement n° 34 de la commission (application rétroactive des dispositions relatives à la Cour de justice de la République) : adopté (p. 944) ;
 - *soutient* l'amendement n° 35 rectifié de la commission (de coordination avec l'abrogation des dispositions relatives à la Communauté) : adopté (p. 944) ;
 - *soutient* l'amendement n° 36 de la commission (abrogation de l'article 76 relatif aux anciens territoires de l'outre-mer) : adopté (p. 944) ;
 - *soutient* l'amendement n° 38 de la commission (de coordination avec l'abrogation des dispositions relatives à la Communauté) : adopté (p. 944) ;
 - *soutient* l'amendement n° 37 de la commission (abrogation des titres XIII relatif à la Communauté et XVII sur les dispositions transitoires et modification consécutive de la numérotation des titres) : adopté (p. 944) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 104 de Mme Christine Boutin (protection de la vie des êtres humains) (p. 945) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 103 de Mme Christine Boutin (proclamation de l'attachement du peuple français au droit à la vie) (p. 947) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 97 deuxième correction de Mme Ségolène Royal (proclamation comme particulièrement nécessaire à notre temps du droit à un environnement équilibré et sain) (p. 948) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 12 de M. Jean-Pierre Michel (égal accès hommes et femmes aux mandats politiques) (p. 949) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 46 corrigé de Mme Ségolène Royal (même objet dans les seuls scrutins de liste) (p. 949) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 72 de M. Jean-Pierre Brard (objet identique) (p. 949) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 73 de M. Jean-Pierre Brard (pouvoirs des citoyens dans la détermination de la politique de la nation et des collectivités locales ; liberté de constitution des partis, syndicats et associations ; financement public des partis et candidats aux élections) (p. 951) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 8 rectifié de M. Jean-Pierre Michel (contrôle du Conseil constitutionnel sur les comptes des partis) (p. 951) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 20 de M. Adrien Zeller (incompatibilité d'une fonction gouvernementale avec celles de maire d'une commune de 20 000 habitants ou plus, de président d'un conseil général ou régional ; reprise de plein droit du mandat local à l'expiration des fonctions gouvernementales) (p. 954, 955) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 79 de M. Bernard Derosier (même incompatibilité avec les fonctions de président d'un conseil régional ou général, de maire d'une commune de 100 000 habitants ou plus ou de président d'un groupement de communes de 100 000 habitants ou plus) (p. 954, 955) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Michel (même incompatibilité avec les fonctions de maire d'une commune de 100 000 habitants ou plus, de président d'un conseil général ou régional ; reprise de plein droit du mandat local à l'expiration des fonctions gouvernementales) (p. 954, 955) ;
 - *favorable* à l'amendement n° 111 de M. Bernard Derosier (incompatibilité du mandat parlementaire avec celui de député européen ou avec les fonctions de président d'un conseil régional ou général, de maire d'une commune de 100 000 habitants ou plus ou de président d'un groupement de communes de 100 000 habitants ou plus) (p. 957) ;
 - *soutient* l'amendement n° 31 de la commission (incompatibilité du mandat parlementaire avec celui de député européen) (p. 956) : rejeté (p. 959) ;
 - *défavorable* au sous-amendement n° 107 de M. Bernard Derosier (extension aux fonctions de président d'un conseil régional ou général, de maire d'une commune de 100 000 habitants ou plus ou de président d'un groupement de communes de 100 000 habitants ou plus) à l'amendement n° 31 de la commission (p. 959) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 67 de M. Marc Le Fur (incompatibilité du mandat parlementaire avec les fonctions de président d'un conseil régional ou général ou de maire d'une commune de plus de 30 000 habitants) (p. 957) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Jean-Luc Prél (lois de finances sociales) (p. 960) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 61 de M. Alain Marsaud (déclaration du Gouvernement et débat sur l'intervention extérieure des forces armées) (p. 960) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 52 de M. Jacques Brunhes (communication aux commissions permanentes des projets de décrets d'application des lois ; compétence du Parlement pour édicter les mesures d'application non publiées dans les délais prévus ou au plus tard un an après la promulgation de la loi) (p. 961) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 95 de M. Jean-Jacques Hyst (habilitation législative en vue de l'expérimentation des lois) (p. 967) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 53 de M. Jean-Pierre Brard (initiative parlementaire aggravant une charge publique en cas de compensation de cette aggravation) (p. 968) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 48 de M. Jean-Paul Fuchs (obligation de simuler les incidences des projets de loi sur les finances des collectivités locales) (p. 968) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 80 de M. Bernard Derosier (fixation par une loi organique du nombre et des compétences des commissions permanentes) (p. 970) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 21 corrigé de M. Adrien Zeller (augmentation à dix du nombre des commissions permanentes) (p. 970) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 96 de M. Jean-Jacques Hyst (plafonnement à dix du nombre précité) (p. 970) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 81 corrigé de M. Bernard Derosier (augmentation à huit du nombre précité) (p. 970) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 55 rectifié de M. Jacques Brunhes (commissions d'enquête) (p. 971) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 85 de M. Christian Bataille (commissions d'enquête) (p. 971) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 88 de M. Laurent Dominati (inscription à l'ordre du jour prioritaire des propositions de loi cosignées par la moitié des membres d'une assemblée) (p. 972, 973) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 86 de M. Bernard Derosier (fixation par l'assemblée de l'ordre du jour prioritaire d'une séance hebdomadaire) (p. 972) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 54 corrigé de M. André Gérin (discussion hebdomadaire de propositions de loi ou de résolution choisies proportionnellement aux groupes) (p. 972) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 118 de M. Daniel Picotin (discussion prioritaire des propositions de lois quatre jours de séance par mois) (p. 972) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Michel (séance hebdomadaire de discussion prioritaire des propositions de loi) (p. 972) ;
 - *favorable* à l'amendement n° 18 corrigé de M. Arnaud Cazin d'Honinchtun (séance mensuelle de discussion des propositions de loi acceptées par le Gouvernement) (p. 972, 973) ;
 - *défavorable* au sous-amendement n° 105 de M. Bernard Derosier (séance hebdomadaire) à l'amendement n° 18 corrigé de M. Arnaud Cazin d'Honinchtun (p. 975) ;
 - *son* sous-amendement n° 115 (rédactionnel) à l'amendement n° 18 corrigé de M. Arnaud Cazin d'Honinchtun (p. 973, 975) : retiré (p. 976) ;
 - *son* sous-amendement n° 121 (suppression de la condition d'acceptation par le Gouvernement) à l'amendement n° 18 corrigé de M. Arnaud Cazin d'Honinchtun (p. 973, 976, 978) : rejeté (p. 979) ;
 - *son* amendement n° 113 (début de trois séances hebdomadaires consacré à des questions au Gouvernement) : adopté (p. 981) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 56 de M. Jacques Brunhes (suppression de l'engagement de responsabilité sur le vote d'un texte) (p. 981) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 84 de M. Bernard Derosier (limitation de l'engagement précité aux textes nécessaires pour l'exécution du programme gouvernemental) (p. 981) ;
 - *soutient* l'amendement n° 33 rectifié de la commission (extension de l'autorisation de ratification aux réserves et déclarations annexées aux traités) (p. 981) : rejeté (p. 982) ;
 - *favorable* à titre personnel à l'amendement n° 101 de Mme Nicole Catala (renvoi préjudiciel au Conseil constitutionnel de la conformité à la Constitution d'actes pris par une organisation internationale ; contrôle du Conseil constitutionnel sur les traités ou accords au titre desquels les actes précités ont été pris) (p. 983, 984) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 17 de M. Jean-Pierre Michel (suppression de l'appartenance au Conseil constitutionnel des anciens Présidents de la République) (p. 985) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Michel (suppression de la saisine du Conseil constitutionnel à l'initiative de soixante députés ou sénateurs) (p. 985) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 65 de M. Didier Julia (impossibilité de déférer au Conseil constitutionnel les lois adoptées à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés) (p. 986) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 102 de Mme Nicole Catala (contrôle de constitutionnalité des actes communautaires faisant l'objet d'une transposition interne) (p. 986) ;
 - *défavorable* aux amendements identiques n° 16 de M. Jean-Pierre Michel et 120 de M. Bernard Derosier (exception d'inconstitutionnalité) (p. 987) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 130 de M. Jean-Pierre Delalande (saisine du Conseil économique et social par les présidents des assemblées sur les propositions de loi) (p. 987) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Jean-Pierre Michel (référendum sur le passage à la troisième phase de la monnaie unique) (p. 988) ;
 - *ses observations* sur l'amendement n° 2 corrigé de M. Robert Pandraud (extension de l'article 88-4 aux actes de l'Union européenne comportant des dispositions de nature législative et à ceux des Communautés ou de l'Union européenne relatifs au fonctionnement de leurs institutions) (p. 988 à 990) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 62 de M. Jacques Myard (extension de l'article 88-4 aux projets d'accords entre les Etats membres de l'Union européenne et entre cette dernière et les Etats tiers) (p. 991) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 57 de M. Jacques Brunhes (respect lors des négociations et du vote français au Conseil européen des résolutions parlementaires adoptées en termes identiques) (p. 992) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 82 de M. Bernard Derosier (possibilité pour le Président de la République de soumettre au référendum, en cas de désaccord persistant après deux lectures, la révision constitutionnelle adoptée par les trois cinquièmes de l'une ou l'autre assemblée) (p. 992) ;
 - *soutient* l'amendement n° 40 précédemment réservé de la commission (insertion d'un chapitre V du projet de loi regroupant les dispositions diverses) (p. 992) : retiré (p. 993).
- Titre :**
- *soutient* l'amendement n° 41 rectifié de la commission (mention de l'abrogation des dispositions relatives à la Communauté et des dispositions transitoires) : adopté (p. 993).
- Seconde délibération* des articles 14, 15 et 16 :
- Après l'article 3 :**
- *favorable* à l'amendement n° 2 corrigé du Gouvernement (insertion dans chapitre II du projet de loi des dispositions relatives à la séance mensuelle d'examen des propositions de loi et aux trois séances hebdomadaires ouvertes par les questions au Gouvernement) (p. 994).
- Article 14 (séance réservée à l'examen des propositions de lois) :**
- *favorable* à l'amendement n° 3 du Gouvernement (de suppression) (p. 993).

Article 15 (*ouverture de trois séances hebdomadaires par les questions au Gouvernement*) :

- favorable à l'amendement n° 4 du Gouvernement (de suppression) (p. 994).

Article 16 (*extension de l'article 88-4 aux actes des deuxième et troisième piliers de l'Union européenne*) :

- défavorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 994).

Son intervention [12 juillet 1995] (p. 1032).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juillet 1995] :

Elections et référendums : référendums (p. 1389, 1390).

Parlement : inviolabilité (p. 1390).

Discussion des articles [27 juillet 1995] :

Article 1^{er} (*extension du champ d'application du référendum*) :

- défavorable à l'amendement n° 7 de M. Bernard Derosier (de suppression) (p. 1396) ;
- soutient l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1396) ;
- soutient l'amendement n° 9 de la commission (suppression de l'inclusion expresse de la politique éducative dans le champ du référendum) (p. 1396) : adopté (p. 1397).
- défavorable à l'amendement n° 1 de M. Bernard Derosier (exclusion de la protection sociale, des retraites, du droit du travail, du droit syndical, du statut des étrangers) (p. 1397) ;
- défavorable à l'amendement n° 2 de M. Bernard Derosier (exclusion des droits et statuts des personnels des services publics et du caractère laïque du service public de l'éducation) (p. 1397) ;
- soutient l'amendement n° 10 de la commission (limitation du débat préalable au cas du référendum d'initiative gouvernementale) (p. 1397) : adopté (p. 1398).

Après l'article 1^{er} :

- défavorable à l'amendement n° 3 de M. Bernard Derosier (avis conforme du Conseil constitutionnel sur le projet de loi soumis à référendum) (p. 1398).

Article 2 (*session ordinaire unique du Parlement : art. 28 de la Constitution*) :

- soutient l'amendement n° 11 de la commission (début et fin de session respectivement le premier jour ouvrable d'octobre et le dernier jour ouvrable de juin) : adopté (p. 1398) ;
- favorable à l'amendement n° 19 rectifié du Gouvernement (abaissement à cent vingt du plafond de jours de séance ; fixation des semaines de séance par chaque assemblée ; suppression de la consultation du président de l'assemblée en cas de demande de séances supplémentaires par ses membres) (p. 1399).

Article 3 bis (*séance réservée à l'examen de l'ordre du jour fixé par chaque assemblée : art. 48 de la Constitution*) :

- soutient l'amendement n° 13 de la commission (de coordination) (p. 1399) : adopté après rectification (p. 1399, 1400) ;
- soutient l'amendement n° 14 de la commission (caractère non limitatif de la séance hebdomadaire de questions au Gouvernement) : adopté (p. 1400).

Après l'article 5 :

- défavorable à l'amendement n° 4 de M. Bernard Derosier (fixation par une loi organique du nombre et des compétences des commissions permanentes) (p. 1401) ;

- défavorable à l'amendement n° 5 de M. Bernard Derosier (augmentation à huit du nombre des commissions permanentes) (p. 1401) ;

- défavorable à l'amendement n° 6 de M. Bernard Derosier (commissions d'enquête) (p. 1402).

Article 6 (*inviolabilité des membres du Parlement : art. 26 de la Constitution*) :

- favorable à l'amendement n° 21 du Gouvernement (autorisation par le Bureau des arrestations ou mesures privatives ou restrictives de liberté en matière criminelle ou correctionnelle sauf flagrant délit ou condamnation définitive ; suspension pendant la durée de la session, à la demande de l'assemblée) (p. 1403) ;

- soutient l'amendement n° 15 de la commission (autorisation de l'arrestation en matière criminelle ou correctionnelle par l'assemblée pendant la durée de la session et par le Bureau en dehors de cette dernière ; autorisation du Bureau pour toute mesure restrictive de liberté ; suspension de la détention ou de la poursuite, pendant la durée de la session, à la demande de l'assemblée ; suspension des mesures restrictives, pendant la même durée, à la demande du Bureau) (p. 1402) : retiré (p. 1403).

Article 7 (*abrogation de l'article premier de la Constitution : art. premier à 3 de la Constitution*) :

- soutient l'amendement n° 16 de la commission (substitution de l'article 2 de la Constitution à l'article premier abrogé) : adopté (p. 1403).

Article 13 (*dispositions relatives à la Communauté et dispositions transitoires Francophonie : art. 77 à 87 et 90 à 93 de la Constitution*) :

- soutient l'amendement n° 17 de la commission (suppression de l'article relatif à la construction d'un espace francophone de solidarité et de coopération) (p. 1403) : adopté (p. 1404).

Proposition de loi tendant à créer un Office parlementaire d'évaluation de la législation (n° 2104).

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [19 juillet 1995].

Son intervention (p. 1297).

Discussion de l'article unique [19 juillet 1995] :

- son amendement n° 8 soutenu par M. Arnaud Cazin d'Honin-thun (dénomination d'office parlementaire d'amélioration de la législation) (p. 1299) : adopté (p. 1300) ;

- favorable à l'amendement n° 5 de M. Jean-Jacques Hiest (substitution d'une saisine par le Bureau de l'une ou l'autre assemblée à la saisine par son président) (p. 1302).

Troisième lecture :

Avant la discussion de l'article unique [6 juin 1996] :

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 3896).

Principaux thèmes développés :

Lois : codification et simplification.

Office d'évaluation de la législation : compétences.

Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [19 octobre 1995] :

Article 30 (*évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) :

- favorable à l'amendement n° 155 de M. Robert Pandraud (réduction de la contribution d'un montant correspondant au douzième des dépenses du budget du Parlement européen supportées par la France) (p. 2078).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).

Rappel au règlement : souhaite que l'on utilise le terme de bénéficiaires de la sécurité sociale et non celui d'assujettis à la sécurité sociale [13 novembre 1995] (p. 3560).

- Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [22 novembre 1995] :

Son intervention (p. 3974).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : commission des lois.

Entreprises.

Sapeurs-pompiers volontaires.

Discussion des articles [22 et 29 novembre 1995] :

Article 1^{er} (missions de sécurité civile des sapeurs-pompiers volontaires) :

- *défavorable* aux amendements identiques n° 49 de M. Marcel Roques et 83 de M. Christian Kert (reconnaissance de la qualité de collaborateurs occasionnels du service public aux sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4018, 4019) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Charles de Courson (même objet) (p. 4018, 4019) ;

- *défavorable* aux amendements identiques n° 56 de M. Marcel Roques et 84 de M. Christian Kert (protection des sapeurs-pompiers volontaires dans l'exercice de leurs missions organisée par la collectivité publique dont ils dépendent) (p. 4019).

Article 2 (demandes d'autorisations d'absences) :

- *défavorable* à l'amendement n° 71 de M. Arnaud Cazin d'Honinchtun (définition des missions opérationnelles ouvrant droit à autorisation d'absence) (p. 4021).

Article 3 (missions opérationnelles et programmation des gardes) :

- *favorable* à l'amendement n° 57 de M. Pierre-Rémy Houssin (autorisations d'absence pour formation ; convention entre l'employeur et le service départemental d'incendie et de secours fixant les plafonds d'autorisations d'absence de droit ; compensation financière pour l'entreprise des autorisations d'absence accordées au-delà de ces plafonds ; motivation des refus d'autorisations d'absence en l'absence de la convention précitée) (p. 4023).

Après l'article 10 :

- *défavorable* à l'amendement n° 17 du Gouvernement (convention nationale entre les entreprises d'assurance et les organismes représentant les employeurs de salariés sapeurs-pompiers volontaires relative à la prise en compte par les contrats d'assurance de la prévention des risques résultant de la présence de ces salariés) (p. 4263, 4264).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [15 février 1996] :

Article 12 (allocation de vétérance) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Jacques Weber (contribution de l'Etat) (p. 932).

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [25 avril 1996] :

Son interruption en qualité de président de la commission des lois (p. 2611).

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [7 décembre 1995] :

Rappel au règlement : fait observer à un orateur du groupe communiste que les députés représentent le peuple tout entier (p. 4761).

Son interruption et ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Fabius (Laurent)* (p. 4767, 4786).

Principaux thèmes développés :

Constitution :

- article 34 : principes fondamentaux de la sécurité sociale : jurisprudence (p. 4786) ;

- article 38 et ordonnances : loi de ratification : jurisprudence constitutionnelle (p. 4786) ;

- exception d'irrecevabilité (p. 4767).

Discussion des articles [9 et 10 décembre 1995] :

Avant l'article 1^{er} :

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 5289 de M. Rémy Auchédé (ajoute les associations caritatives) à l'amendement n° 2087 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les organisations humanitaires) (p. 4919).

Procédure d'examen du texte.

- *défavorable* à l'amendement n° 2088 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les organisations médicales représentatives) (p. 4922) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 2089 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les représentants des professions paramédicales) (p. 4923) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 5290 de M. Rémy Auchédé (consultation des représentants des industries pharmaceutiques) à l'amendement n° 2089 de M. Claude Bartolone (p. 4926).

Article 1^{er} (définition du domaine d'habilitation de la loi) :

Huitième alinéa de l'article 1^{er} (apurement de la dette) :

- *ses observations* sur les amendements identiques n° 1814 de M. Maxime Gremetz et 1893 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 4984).

- **Rappel au règlement :** demande aux députés de l'opposition de cesser de faire des injonctions au Gouvernement lors du débat sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à réformer la protection sociale par ordonnances [9 décembre 1995] (p. 4913).

- **Projet de loi pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui instituent une session parlementaire ordinaire unique (n° 2239).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [14 décembre 1995] :

Article 1^{er} bis (modalités de présentation des demandes de levée de l'immunité parlementaire) :

- *favorable* à l'amendement n° 1 de la commission (compétence du procureur général) (p. 5175) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 2 rectifié de M. Daniel Picotin (compétence du premier président de la cour d'appel) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 5175).

- **Proposition de loi organique relative à la date de renouvellement des membres de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française (n° 2437).**

Première lecture :

Discussion des articles [17 janvier 1996] :

Après l'article 1^{er} :

- *soutient* l'amendement n° 3 rectifié de M. Gaston Flosse (prorogation du mandat du président et des membres du bureau de l'Assemblée territoriale) : adopté (p. 89).

– **Projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française (n° 2456).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [31 janvier 1996] :

Son intervention sur la question préalable opposée par : *Juventin (Jean)* (p. 446).

Discussion des articles [31 janvier 1996] :

Article 1^{er} (*caractères généraux du territoire*) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 1 de la commission (caractères généraux du territoire) (p. 475).

Article 3 (*compétences de l'Etat*) :

– *favorable* à l'amendement n° 89 de M. Gaston Flosse (compétence du territoire en matière d'assurances) (p. 477) ;

– *favorable* à l'amendement n° 6 de la commission (de précision) (p. 478) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 88 de M. Gaston Flosse (compétence de l'exécutif territorial en matière de procédures relatives aux infractions aux réglementations territoriales) (p. 479).

Article 4 (*domaine public du territoire*) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 10 de la commission (définition du domaine public maritime) (p. 481).

Article 25 (*domaines de compétence du gouvernement du territoire*) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 29 de la commission (autorisation d'explorer et d'exploiter les ressources des zones maritimes) (p. 490).

Article 28 (*peines d'amende et sanctions administratives*) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 100 de la commission (même objet) (p. 491).

Article 29 (*attributions consultatives*) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 32 de la commission (compétence du ministre chargé de l'outre-mer) (p. 492).

Article 37 (*attributions du président dans les relations internationales*) :

– *favorable* à l'amendement n° 37 de la commission (attributions du président dans les relations internationales) (p. 495).

Après l'article 57 :

– *défavorable* à l'amendement n° 44 de la commission (effets des délibérations de l'assemblée) (p. 501).

Article 84 (*incompatibilités*) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 63 de la commission (extension du champ des incompatibilités) (p. 544) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 103 du Gouvernement (suppression de l'incompatibilité pour les conseillers municipaux) à l'amendement n° 63 de la commission (p. 544).

Article 112 (*enseignement de la langue tahitienne*) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 79 de la commission (emploi et enseignement de la langue tahitienne aux côtés de la langue française) (p. 550).

Conseil constitutionnel : décision n° 91-290 DC du 23 juillet 1991 (loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse) (p. 550).

– *son sous-amendement* n° 108 (rédactionnel) à l'amendement n° 79 de la commission : adopté (p. 551).

Article 113 (*collèges d'experts fonciers*) :

– *défavorable* à l'amendement n° 86 de M. Jean Juventin (code foncier local) (p. 552).

Avant l'article 114 :

– *favorable* à l'amendement n° 81 de la commission (transparence financière de la vie politique locale) (p. 553).

Article 110 précédemment réservé (*compétence du Conseil d'Etat en premier et en dernier ressort*) :

– *son sous-amendement* n° 109 rectifié (délai du recours contentieux en matière de répartition des compétences entre l'Etat, le territoire et les communes) (p. 557) à l'amendement n° 77 corrigé de la commission (compétence du tribunal administratif de Papeete et demande d'avis au Conseil d'Etat) : adopté (p. 561).

Article 94 précédemment réservé (*concours techniques et financiers destinés aux communes*) :

– *soutient* l'amendement n° 70 de la commission (faculté pour le territoire d'aider les collectivités locales sans intervention conjointe de l'Etat) : adopté (p. 562).

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [14 mars 1996] :

Son intervention en qualité de président de la commission mixte paritaire (p. 1667).

– **Projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime (n° 2298).**

Première lecture :

Discussion des articles [14 février 1996] :

Article 1^{er} (*création du délit de blanchiment du produit des crimes et délits*) :

– *favorable* (à titre personnel) (p. 878).

– **Proposition de loi relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions (n° 2354).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [22 février 1996] :

Son intervention en qualité de président de la commission des lois. (p. 1125).

Principaux thèmes développés :

Loi civile : responsabilité.

Discussion des articles [21 février 1996] :

Article 1^{er} A (*art. 121-3 du code pénal : appréciation in concreto de la faute d'imprudence ou de négligence*) :

– *ses observations* sur le sous-amendement oral de M. François Guillaume (prise en compte du temps) (p. 1131).

Article 1^{er} (*déclinaison du principe général de responsabilité pénale pour les faits d'imprudence et de négligence*) :

– *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (de suppression) (p. 1132) : adopté (p. 1134).

Article 2 (*responsabilité des districts*) :

– *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) : adopté (p. 1135).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Article 1^{er} A (*appréciation in concreto de la faute d'imprudence ou de négligence*) :

– *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (extension du champ de l'appréciation *in concreto* et suppression de l'irresponsabilité en cas d'accomplissement des diligences normales) : rejeté (p. 2782).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes, sur la préparation et les perspectives de la conférence intergouvernementale et débat sur cette déclaration (n° 2634).

Son intervention en qualité de président de la commission des lois [13 mars 1996] (p. 1560).

Principaux thèmes développés :

Constitution : article 88-4.

Rappel au règlement : regrette les propos du ministre délégué aux affaires européennes affirmant qu'il n'y aurait pas référendum sur la monnaie unique (p. 1589).

Projet de loi complétant le statut de la Polynésie française (n° 2457).

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [14 mars 1996] :

Son intervention en qualité de président de la commission mixte paritaire (p. 1667).

- Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).

Première lecture :

Discussion des articles [21 et 28 mars 1996] :

Article 1^{er} (art. 31 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : mention des rabais, remises et ristournes acquis sur les factures) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 37, troisième rectification, de la commission (octroi d'un escompte en cas de paiement anticipé ou calcul d'un intérêt en cas de paiement postérieur à la date de règlement) (p. 1949) ;

- *favorable* à l'amendement n° 148 de la commission des lois (prise en compte de la date de réalisation du règlement) (p. 1949) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 166 de M. Jean-Pierre Philibert (dépenalisation des règles de facturation et de revente à perte) (p. 1952, 1955) ;

- *reprend* l'amendement n° 166 de M. Jean-Pierre Philibert (dépenalisation des règles de facturation et de revente à perte) (p. 1955) ; *rejeté* (p. 1957).

Avant l'article 1^{er} :

- *son amendement* n° 68 précédemment réservé : non soutenu (p. 2199).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [29 mai 1996] :

Article 1^{er} F (art. 28 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : publicité, périodicité, durée des promotions concernant des produits alimentaires périssables) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 61 corrigé de M. Xavier de Roux (sanctions d'ordre pécuniaire) (p. 3568).

- Proposition de loi tendant à faire du 20 novembre une journée nationale des droits de l'enfant (n° 2353).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [27 mars 1996] (p. 2021) :

Constitution : domaine de la loi.

Enfants : protection.

Traités et conventions : droits de l'enfant.

- Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante (n° 2573).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [27 mars 1996] :

Son interruption en qualité de président de la commission des lois (p. 2077).

Discussion des articles [27 mars 1996] :

Article 1^{er} (convocation par officier de police judiciaire) :

- *favorable* à l'amendement n° 4 de la commission (faculté pour le procureur de la République de recourir aux procédures de citation directe et de comparution immédiate pour les mineurs) (p. 2082).

- Proposition de loi tendant à préciser la portée de l'interdiction faite à un candidat d'être membre de sa propre association de financement électorale (n° 2564).

Rapporteur de la commission des lois, suppléant : *Clément (Pas-cal)*.

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [28 mars 1996] :

Sa présentation du rapport (p. 2166).

Son intervention (p. 2169).

Principaux thèmes développés :

Elections : inéligibilité (p. 2166).

Juridictions administratives : automaticité de la sanction (p. 2166).

Lois : dispositions interprétatives (p. 2169).

Discussion des articles [28 mars 1996] :

Article 2 bis (art. L. 118-3 du code électoral : pouvoir d'appréciation du juge de l'élection) :

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (de suppression) (p. 2170) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Jean-Louis Masson (suppression du II de l'article) (p. 2170) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. Jean-Louis Masson (rétablissement de l'automaticité de l'inéligibilité) (p. 2170) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Jean-Louis Masson (date d'entrée en vigueur des dispositions nouvelles) (p. 2170).

Après l'article 2 bis :

- *défavorable* à l'amendement n° 8 de M. Jean-Louis Masson (modulation du remboursement des frais de campagne selon la proportion de femmes sur les listes de candidats aux élections régionales) (p. 2171) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson (art. L. 52-12 du code électoral : présomption d'accord tacite du candidat en cas d'engagement de dépenses de campagne) (p. 2171) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (art. L. 52-12 du code électoral : prise en compte des seules recettes et dépenses des partis politiques pour les comptes de campagne) (p. 2171) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 7 de M. Jean-Louis Masson (automaticité de l'inéligibilité pour les infractions graves).

- Projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes depositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire (n° 2302).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [18 avril 1996] :

Article 1^{er} (création de nouvelles infractions terroristes) :

- *favorable* à l'amendement n° 2 de la commission (suppression de la mention expresse du caractère intentionnel des infractions terroristes) (p. 2419).

Avant l'article 23 :

- défavorable à l'amendement n° 23 du Gouvernement (immunité familiale en cas d'aide au séjour irrégulier d'un étranger) (p. 2426, 2428).

Commission mixte paritaire :

Président de la commission mixte paritaire, rapporteur suppléant
M. Alain Marsaud.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale (n° 2690).**

Première lecture :

Discussion des articles [24 avril 1996] :

Article 2 (contenu et procédure d'examen des lois de financement de la sécurité sociale) :*Article L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale :*

- ses observations sur l'amendement n° 30 de M. Jean-Pierre Delalande (suppression de l'approbation d'un rapport d'orientation sur la sécurité sociale) (p. 2640) ;
- ses observations sur le sous-amendement n° 35 de M. Jean-Pierre Delalande (justification des amendements portant sur les lois de financement) à l'amendement n° 8 de la commission (disjonction des « cavaliers sociaux » et des réductions indicatives de dépenses) (p. 2650).

Article L.O. 111-4 du code de la sécurité sociale :

- défavorable à l'amendement n° 54 de M. Claude Bartolone (rapport des caisses nationales de sécurité sociale) (p. 2652).

Article L.O. 111-5 du code de la sécurité sociale :

- ses observations sur l'amendement n° 72 rectifié de M. André Fanton (suppression de la référence à la notion de « ressources externes à caractère non définitif ») (p. 2660).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [13 juin 1996] :

Article 2 (insertion dans le code de la sécurité sociale des dispositions organiques relatives aux lois de financement de la sécurité sociale) :*Article L.O. 111-6 du code de la sécurité sociale :*

- favorable à l'amendement n° 14 de la commission (date limite de dépôt du projet de loi de financement de la sécurité sociale à l'Assemblée nationale) (p. 4263).

- **Proposition de loi organique complétant la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française (n° 2748).**

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [22 mai 1996] :

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 3289).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [5 juin 1996] :

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : Bocquet (Alain) (p. 3877).

Principaux thèmes développés :

Armements nucléaires stratégiques : essais nucléaires (p. 3878).
Constitution (p. 3877).

- **Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [12 juin 1996] :

Son interruption sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : Fabius (Laurent) (p. 4151).

Principaux thèmes développés :

Conseil d'Etat : avis : communication.

Rappel au règlement : demande au ministre de l'environnement communication de l'avis du Conseil d'Etat [12 juin 1996] (p. 4155).

Discussion des articles [12 et 14 juin 1996] :

Article 1^{er} (objectifs de la loi) :

- défavorable (p. 4209) ;
- son amendement n° 291 rectifié (participation des personnes publiques et des particuliers à une politique concertée dont le but est que tout individu puisse respirer un air qui ne nuise pas à sa santé) (p. 4212) : adopté (p. 4214).

Article 2 (définition de la pollution atmosphérique) :

- ses observations (p. 4272) ;
- favorable à l'amendement n° 62 de la commission (nouvelle rédaction reprenant les définitions de l'OCDE et de l'Union européenne et intégrant les espaces clos et les substances de nature à influencer sur les changements climatiques) (p. 4274).

Article 13 (modalités d'application du titre III) :

- son amendement n° 293 : non soutenu (p. 4331).

Article 37 (coordination) :

- défavorable à l'amendement n° 147 de la commission (création d'un service spécialisé chargé du contrôle du stationnement à Paris) (p. 4402).

Article 38 (mesures d'application) :

- ses observations sur l'amendement n° 148 de la commission (dispositions transitoires) (p. 4403) ;
- ses observations sur l'amendement n° 151 de la commission (extension du champ d'application de la loi aux objets et dispositifs conçus pour l'accomplissement des missions de défense nationale) (p. 4404).

Après l'article 38 :

- soutient l'amendement n° 19 de M. Didier Julia (teneur en soufre du fioul domestique) : retiré (p. 4406) ;
- défavorable à l'amendement n° 184 de la commission des affaires culturelles (rapport au Parlement sur la gestion des risques pour la santé) (p. 4406) ;
- défavorable à l'amendement n° 365 de Mme Ségolène Royal (rapport sur les alternatives à l'usage de l'automobile) (p. 4407).

Ses explications de vote (p. 4408).

Vote pour du groupe RPR.

MEHAIGNERIE (Pierre)

Ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice

puis député de l'Ille-et-Vilaine

(5^e circonscription)

non inscrit puis UDF

Elu député le 18 juin 1995 [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9343).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 21 juin 1995] (p. 9410).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions : démission du gouvernement de M. Edouard Balladur. Décret du 11 mai 1995 [J.O. du 12 mai 1995] (p. 7976).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 22 juin 1995] (p. 9446).

Président de cette commission [J.O. du 22 juin 1995] (p. 9446).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 [J.O. du 29 juillet 1995] (p. 11347).

Président de cette commission [J.O. du 29 juillet 1995] (p. 11347).

Membre de la mission d'information commune sur la sécurité sociale [J.O. du 27 octobre 1995] (p. 15703).

Coprésident de cette mission [J.O. du 1^{er} novembre 1995] (p. 15995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1996 [J.O. du 13 décembre 1995] (p. 18147).

Président de cette commission [J.O. du 15 décembre 1995] (p. 18257).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 [J.O. du 21 décembre 1995] (p. 18527).

Vice-président de cette commission [J.O. du 22 décembre 1995] (p. 18574).

Membre de la commission d'enquête sur les aides à l'emploi [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [J.O. du 27 mars 1996] (p. 4710).

Président de cette commission [J.O. du 28 mars 1996] (p. 4779).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation des activités financières [J.O. du 6 juin 1996] (p. 8388).

Membre de l'office d'évaluation des politiques publiques [J.O. du 22 juin 1996] (p. 9381).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété de navires de commerce [J.O. du 25 juin 1996] (p. 9502).

Vice-président de l'office d'évaluation des politiques publiques [J.O. du 28 juin 1996] (p. 9728).

DEPOTS

Projet de loi modifiant le **code civil et relatif aux successions (n° 1941)** [8 février 1995].

Projet de loi relatif à l'application des articles 40 et 41 de la **convention signée à Schengen** le 19 juin 1990 (**n° 2010**) [5 avril 1995].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement au nom de la **mission d'information commune sur la sécurité sociale (n° 2348)** [9 novembre 1995].

INTERVENTIONS

En qualité de député :

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1993 (n° 1842)**.

Première lecture :

Discussion des articles [4 juillet 1995] :

Après l'article 15 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 4 de la commission (transmission au Parlement des communications visées à l'article 12 de la loi du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes) (p. 813).

Parlement : communication des avis du Conseil d'Etat (p. 813).

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120)**.

Première lecture :

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Après l'article 6 :

- *favorable* à l'amendement n° 95 de M. Jean-Jacques Hyest (habilitation législative en vue de l'expérimentation des lois) (p. 967).

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60 % à 20,60 % le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995 (n° 2148)**.

Première lecture :

Discussion de l'article unique [12 juillet 1995] :

Après l'article unique :

- *défavorable* à l'amendement n° 44 de M. François Guillaume (application du taux réduit de TVA à l'ensemble des produits composés de chocolat) (p. 1039).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115)**.

Première lecture :

Avant la discussion des articles [12 juillet 1995] :

Son intervention (p. 1056, 1057).

Principaux thèmes développés :

Action sociale et solidarité nationale : exclusion : fracture sociale.

Collectivités locales : relations financières avec l'Etat : ressources.

Commerce extérieur : balance commerciale.

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence : monnaie unique.

Elections et référendums : élection présidentielle.

Emploi :

- généralités ;

- chômage ;

- chômage de longue durée : contrat initiative-emploi ;

- créations d'emplois.

Etat : réforme.

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux ;

- politique budgétaire : maîtrise des dépenses publiques ;

- prélèvements obligatoires.

Lois : loi n° 93-1313 du 20 décembre 1993 quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle.

Politique économique : croissance.

Politique économique et sociale : réformes.

Prix et concurrence : inflation.

Travail : temps partiel.

Discussion des articles [17 juillet 1995] :

Article 7 (contribution exceptionnelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction) :

- *ses observations* sur les amendements n°s 26 de la commission et 11 de la commission des affaires culturelles (affectation de la contribution exceptionnelle au budget général) (p. 1152).

Seconde délibération des articles 1^{er} bis, 6, 7 bis, 9 et de l'Etat A :

Article 6 (versement au budget général des crédits de la dotation de développement rural) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 2 rectifié du Gouvernement (rétablissement de l'article avec un versement au budget général limité à 100 millions de francs) (p. 1181).

Article 18 (réduction des droits de mutation à titre onéreux pour les acquisitions de logements) :

- ses observations sur l'amendement n° 156 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 1208).

Article 25 (relèvement du taux et élargissement de l'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés) :

- favorable à l'amendement oral de M. Gilbert Gantier (relèvement du taux plafond de la contribution de 0,10 à 0,13 %) (p. 1240).

Son intervention (p. 1252).

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [28 juillet 1995] (p. 1517) :

Son intervention (p. 1521).

Principaux thèmes développés :

Collectivités locales : relations financières avec l'Etat : ressources.

– **Proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108).**

Première lecture :

Discussion des articles [18 juillet 1995] :

Après l'article 1^{er} :

- défavorable à l'amendement n° 2 de M. Laurent Dominati (extension aux rapporteurs pour avis des projets de loi de finances des pouvoirs de contrôle des rapporteurs spéciaux) (p. 1274).

– **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs (n° 2212).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 octobre 1995] :

Assemblée nationale : commission des finances : examen des amendements (p. 1624).

– **Observations lors du dépôt du rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 1995 [3 octobre 1995] (p. 1585).**

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [17 octobre 1995] :

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 1895).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : commission des finances : travaux (p. 1895).

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux (p. 1895) ;
- dépenses publiques : maîtrise (p. 1896).

Impôts et taxes : justice sociale (p. 1895).

Logement et habitat : HLM : surloyers (p. 1896).

Politique économique :

- croissance (p. 1895) ;
- investissement (p. 1895) ;
- taux d'intérêt (p. 1895).

Première partie, discussion des articles [19, 20 et 21 octobre 1995] :

Après l'article 2 :

- défavorable à l'amendement n° 298 précédemment réservé de M. Didier Migaud (attribution dès l'âge de 65 ans de la demi-part de quotient familial supplémentaire dont bénéficient les anciens combattants) (p. 2041) ;

- défavorable à l'amendement n° 98 précédemment réservé de M. Daniel Colliard (même objet) (p. 2041) ;

- ses observations sur l'amendement n° 226 précédemment réservé de M. Adrien Zeller (plafonnement, pour l'imposition des revenus de 1995, des réductions d'impôt à hauteur de 50 % de la cotisation d'impôt sur le revenu) (p. 2055).

Après l'article 5 :

Ses observations sur le rappel au règlement de : Migaud (Didier) : constate que l'Assemblée peut poursuivre ses travaux sans pour autant siéger jusqu'à une heure trop tardive (p. 2119).

Article 7 (mesures liées à la réforme de l'accession à la propriété) :

- défavorable à l'amendement n° 39 de M. Jean-Pierre Brard (maintien de la réduction d'impôt accordée au titre des intérêts d'emprunts pour les bénéficiaires d'un prêt sans intérêt) (p. 2169).

Après l'article 8 :

- défavorable à l'amendement n° 47 de M. Jean-Pierre Brard (suppression du prélèvement libératoire pour les personnes fiscalement domiciliées en France, relèvement des taux des prélèvements pour les personnes n'ayant pas leur domicile fiscal en France et interdiction des bons anonymes) (p. 2174).

Article 9 (institution d'une contribution sur les logements sociaux occupés par des locataires dépassant les plafonds de ressources et d'une contribution sur les produits financiers des organismes HLM) :

- défavorable aux amendements identiques n°s 55 de M. Jean-Pierre Brard et 82 de M. Christian Dupuy (de suppression) (p. 2175) ;
- soutient l'amendement n° 128 de la commission (extension de la contribution surloyer à tous les logements sociaux) (p. 2178) : adopté après modifications (p. 2179) ;
- favorable à titre personnel au sous-amendement n° 534 du Gouvernement (non-application de la contribution aux logements ayant bénéficié des aides de l'ANAH, aux logements financés avec des prêts aidés par l'Etat accordés par le Crédit foncier de France et aux immeubles à loyer moyen des DOM et de Mayotte) à l'amendement n° 128 de la commission (p. 2178) ;
- favorable à titre personnel à l'amendement n° 532 du Gouvernement (exonération des logements situés dans les grands ensembles et dans les quartiers dégradés) (p. 2180) ;
- favorable à titre personnel à l'amendement n° 533 du Gouvernement (majoration de 100 % de la contribution lorsque le locataire perçoit un revenu excédant de plus de 80 % le plafond de ressources) (p. 2180) ;
- soutient l'amendement n° 129 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2181) ;
- soutient l'amendement n° 156 de la commission (suppression de la contribution sur les produits financiers des organismes HLM) : adopté (p. 2181).

Article 12 (aménagement du plafonnement des cotisations de taxe d'habitation en fonction du revenu) :

- défavorable à l'amendement n° 345 de M. Jean-Pierre Balligand (taux du plafonnement abaissé à 2,2 %) (p. 2216).

Après l'article 15 :

- ses observations sur l'amendement n° 169 de la commission (application du taux réduit de la TVA aux biocombustibles) (p. 2253) ;
- ses observations sur l'amendement n° 443 de M. Michel Hanoun (application du taux réduit de la TVA à tout produit de chocolaterie préemballé individuellement) (p. 2253).

Après l'article 16 :

- favorable à l'amendement n° 525 de M. Jean-Jacques Jegou (contribution exceptionnelle des organismes paritaires collecteurs de la participation des employeurs à la formation professionnelle) (p. 2273).

Article 28 (relèvement du taux de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes) :

- défavorable à l'amendement n° 213 de M. Michel Inchauspé (de suppression) (p. 2306).

Article 31 et état A (équilibre général du budget) :

- favorable à l'amendement n° 150 de la commission (réduction des dépenses à caractère définitif de 4 milliards de francs) (p. 2326).

*Deuxième partie :***Travail, dialogue social et participation. - Vote des crédits**
[31 octobre 1995] :**Etat B, titre III :**

- favorable à l'amendement n° 165 de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de 63,16 millions de francs) (p. 2871) ;
- ses observations sur l'amendement n° 137 de la commission (réduction des crédits de 50 millions de francs) (p. 2873).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :**Après l'article 59 :**

- ses observations sur l'amendement n° 387 de M. Augustin Bonrepaux (plafonnement des réductions d'impôt à hauteur de 30 % de la cotisation d'impôt sur le revenu pour les contribuables dont le revenu par part est supérieur à 229 260 francs et de 50 % pour les contribuables dont le revenu par part est supérieur à 87 020 francs et inférieur à 229 260 francs) (p. 3743) ;
- ses observations sur les amendements identiques n° 88 de M. Marc Le Fur et 386 de M. Augustin Bonrepaux (extension aux souscripteurs de parts de coopératives agricoles de l'avantage fiscal accordé en cas de souscription au capital de sociétés non cotées) (p. 3799) ;
- ses observations sur l'amendement n° 320 de M. Hervé Mariton (extension aux sociétés coopératives agricoles de l'avantage fiscal accordé en cas de souscription au capital de sociétés non cotées) (p. 3799) ;
- ses observations sur l'amendement n° 399 de M. Henri Emmanuelli (imposition à la taxe professionnelle de la production de graines, semences et plantes effectuée par des tiers) (p. 3817) ;
- ses observations sur l'amendement n° 43 de M. Henri Lalanne (imposition à la taxe professionnelle de la production de graines, semences et plantes effectuée par des tiers lorsque l'entreprise réalise un chiffre d'affaires supérieur à 50 millions de francs) (p. 3817).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).

Son intervention en qualité de président de la commission des finances et de coprésident de la mission commune d'information sur la sécurité sociale (p. 3554).

Principaux thèmes développés [13 novembre 1995] :

Assurance maladie maternité : cotisation d'assurance maladie des retraités (p. 3556).

Contribution sociale généralisée (p. 3555).

Famille : politique familiale : budgétisation ; prestations : simplification (p. 3556).

Lois : loi n° 94-637 du 25 juillet 1994 relative à la sécurité sociale (p. 3556).

Ministère du travail et des affaires sociales (p. 3556).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation avec le régime général (p. 3556).

Santé publique :

- accès aux soins : qualité des soins (p. 3555) ;
- actes : instauration d'une franchise non remboursable : forfaits de responsabilité (p. 3554, 3555) ;
- médecine préventive : médecine scolaire et médecine du travail : développement ; reconversion d'une partie des médecins (p. 3555) ;
- déficit et dette : gestion paritaire des caisses ; élections ; contrat d'objectifs : subsidiarité : déconcentration et régionalisation (p. 3555, 3556) ;
- réforme : concertation : forums et mission d'information ; partenariat ; législation par ordonnances (p. 3554, 3555).

Syndicats (p. 3555).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la réforme de la protection sociale ; débat et vote sur cette déclaration (n° 2359).

Ses explications de vote [15 novembre 1995] (p. 3787).

Vote pour du groupe UDF.

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).*Première lecture :*

Avant la discussion des articles [6 décembre 1995] :

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 4626).

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Après l'article 12 :

- défavorable à l'amendement n° 35 de M. Patrick Devedjian (institution d'une taxe sur les antennes paraboliques) (p. 4664).

Après l'article 24 :

- ses observations sur l'amendement n° 28 de la commission (plafonnement des avances à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale) (p. 4701) ;
- ses observations sur l'amendement n° 103 du Gouvernement (fixation en loi de finances du plafond de l'encours des avances à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale) (p. 4701).

Après l'article 27 :

- favorable à l'amendement n° 64 de M. Jacques Blanc (prélèvement au profit du Fonds national pour le développement du sport au taux de 2,7 % sur les sommes mises aux jeux exploités par la Française des jeux) (p. 4705).

- Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).*Deuxième lecture :*

Avant la discussion des articles [15 février 1996] :

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 942).

Principaux thèmes développés (943) :

Collectivités locales : financement des services d'incendie.

Impôts et taxes.

Discussion des articles [15 février 1996] :

Article 37 (financement du service départemental d'incendie et de secours) :

- ses observations (p. 969).

Article 38 (dispositions financières transitoires) :

- favorable à l'amendement n° 72 de M. Yves Fréville (suppression du mode de calcul des cotisations pour les communes en dehors du régime conventionnel) (p. 970).

Après l'article 38 :

- favorable à l'amendement n° 52 de la commission des finances (faculté de lever certaines impositions pour le conseil d'administration des SDIS) (p. 974).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [25 avril 1996] (p. 2615) :

Collectivités locales : financement des services d'incendie.

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances sur l'Union économique et monétaire et débat sur cette déclaration** (n° 2576).

Son intervention [20 février 1996] (p. 1010).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique, Union économique et monétaire.

Emploi.

Finances publiques.

Impôts et taxes : fiscalité française, prélèvements obligatoires.

Secteur public.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 2548).

Première lecture :

Discussion des articles [6 et 7 mars 1996] :

Après l'article 8 :

- favorable à l'amendement n° 43 de la commission (réforme des transmissions d'entreprises) (p. 1229, 1232).

Après l'article 16 :

- ses observations sur l'amendement n° 60 de la commission (plafonnement des réductions d'impôt en fonction du revenu net imposable) (p. 1281) ;
- défavorable à l'amendement n° 283 de M. Didier Migaud (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des objets d'antiquité, d'art ou de collection lorsque leur valeur totale est supérieure à 10 millions de francs) (p. 1323) ;
- défavorable à l'amendement n° 284 de M. Didier Migaud (majoration de 50 % des taux du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 1323) ;
- défavorable à l'amendement n° 281 de M. Didier Migaud (assujettissement à la contribution sociale généralisée de l'ensemble des revenus du capital des particuliers à l'exception des revenus tirés de l'épargne populaire) (p. 1323).

Après l'article 17 :

- défavorable à l'amendement n° 121 de M. Jean-Pierre Brard (interdiction de l'importation de produits dont la fabrication a requis l'emploi d'une main-d'œuvre infantine) (p. 1329).

Après l'article 25 :

- favorable à l'amendement n° 239 du Gouvernement (réalisation d'opérations de privatisation par cessions d'actions assorties de bons d'acquisition ou de souscription de titres) (p. 1347).

Article 27 (inscription de la Société française de production sur les listes des entreprises dont la privatisation est autorisée par la loi) :

- défavorable aux amendements identiques n° 127 de M. Jean-Pierre Brard et 267 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 1348).

Seconde délibération des articles 8 bis, 46 bis et 46 ter :

Article 8 bis (relèvement des taux de la réduction de droits applicable aux donations-partages) :

- ses observations sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 1418).

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [28 mars 1996] :

Son intervention en qualité de président de la commission mixte paritaire (p. 2149).

Principaux thèmes développés :

Impôts et taxes : donation-partage.

- **Projet de loi de modernisation des activités financières** (n° 2650).

Première lecture :

Discussion des articles [17 avril 1996] :

Article 26 (reconnaissance légale des contrats financiers à terme et des opérations à terme) :

- défavorable à l'amendement n° 136 de M. Charles de Courson (exclusion des céréales du champ des dispositions applicables aux marchés à terme) (p. 2298).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, sur le débat d'orientation budgétaire et débat sur cette déclaration** (n° 2768).

Son intervention en qualité de président de la commission des finances [14 mai 1996] (p. 3104).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne : fonds structurels (p. 3105).

Emploi :

- généralités (p. 3104) ;
- aides publiques (p. 3105).

Enseignement (p. 3105).

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux : dette publique (p. 3104) ;
- dépenses publiques (p. 3104) ;
- politique budgétaire (p. 3105) ;
- prélèvements obligatoires (p. 3105).

Impôts et taxes :

- allègements fiscaux (p. 3105) ;
- réforme fiscale (p. 3105).

Logement et habitat : aides au logement (p. 3105).

Secteur public : entreprises publiques : endettement (p. 3105).

Transports : infrastructures (p. 3105).

- **Proposition de loi visant à créer un plan d'épargne entreprise-retraite** (n° 741).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [30 mai 1996] :

Son intervention sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : Fabius (Laurent) (p. 3696).

Ses interventions (p. 3711, 3713).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : ordre du jour : suspension de la discussion (p. 3711, 3713).

Constitution : article 48, alinéa 3 (p. 3711, 3713).

Démographie (p. 3696).

Entreprises : financement (p. 3696).

Impôts et taxes : déductions fiscales (p. 3696).

Retraites : généralités : système par capitalisation : épargne retraite (p. 3696).

- Déclaration du Gouvernement sur la SNCF présentée par Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports et M. Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme (n° 2875).

Son intervention [11 juin 1996] (p. 4100).

Principaux thèmes développés :

Aménagement du territoire (p. 4101).

Communautés européennes et Union européenne (p. 4100).

Finances publiques (p. 4100).

Transports : modes de transports : concurrence (p. 4100).

Transports ferroviaires :

- généralités ;
- infrastructures : financement (p. 4100) ;
- régionalisation (p. 4101) ;
- SNCF : avenir : situation financière (p. 4101).

Transports fluviaux (p. 4100).

- Proposition de loi tendant à la mise en place d'une nouvelle politique d'investissement pour moderniser l'appareil productif et restaurer l'emploi (n° 2832).

Débat sur la politique d'investissement telle qu'évoquée par la proposition de loi :

Son intervention en qualité de président de la commission des finances [19 juin 1996] (p. 4518).

Principaux thèmes développés :

Finances publiques : politique budgétaire.

Politique économique : investissement.

MELLICK (Jacques)

Député du Pas-de-Calais

(9^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

Se démet de son mandat de député [J.O. du 1^{er} mars 1996] (p. 3308).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 23 janvier 1996] (p. 1135).

MENUUEL (Gérard)

Député de l'Aube

(3^e circonscription)

non inscrit puis apparenté RPR

Devenu député le 19 juin 1995 en remplacement de M. François Baroin, nommé membre du Gouvernement [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9344).

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 24 juin 1995] (p. 9565).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 1995] (p. 9644).

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 7 juillet 1995] (p. 10209).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 [J.O. du 29 juillet 1995] (p. 11347).

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 15 décembre 1995] (p. 18254).

Rapporteur du projet de loi complétant la loi n° 66-1008 du 28 décembre 1966 relative aux relations financières avec l'étranger en ce qui concerne les investissements étrangers en France (n° 2347) [5 décembre 1995].

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 2347) complétant la loi n° 66-1008 du 28 décembre 1966 relative aux relations financières avec l'étranger en ce qui concerne les investissements étrangers en France (n° 2492) [18 janvier 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Intégration des composants oxygénés dans les carburants : état de la question [14 février 1996] (p. 872).

orales sans débat :

- n° 702, posée le 14 novembre 1995 : distribution des produits agricoles en grande surface (p. 3606). Appelée le 23 novembre 1995 : rapports entre producteurs et distributeurs (p. 4040, 4041).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 juillet 1995] (p. 1112, 1113) :

Action sociale et solidarité nationale : exclusion ; fracture sociale.

Emploi :

- généralités ;
- charges sociales : allègement ;
- chômage ;
- chômage de longue durée : contrat initiative-emploi.

Enseignement technique et professionnel : apprentissage.

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux ;
- dette publique ;
- politique budgétaire : maîtrise des dépenses publiques.

Impôts et taxes :

- droits d'enregistrement ;
- revenus fonciers : déduction forfaitaire.

Logement et habitat :

- généralités ;
- accession à la propriété : réforme ;
- logements d'insertion.

Politique économique : taux d'intérêt.

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Pierre-André Périssol, ministre du logement sur la réforme de l'accession à la propriété et débat sur cette déclaration (n° 2264).

Principaux thèmes développés [3 octobre 1995] (p. 1601, 1602) :

Aides : prêts d'accession à la propriété : prêt PAP, prêt à 0 %, prêt d'accession sociale.

Bâtiment et travaux publics : crise et relance.

Impôts et taxes : revenu imposable et déduction des intérêts d'emprunt.

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Economie et finances : Charges communes. - Services financiers. - Monnaies et médailles (budget annexe). - Comptes spéciaux du Trésor. - Taxes parafiscales. - Examen des fascicules, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [14 novembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne (p. 3677).

Douanes (p. 3677).

Drogue et blanchiment des capitaux (p. 3677).

Finances publiques :

- dépenses publiques (p. 3677) ;
- fonds de concours (p. 3677).

Ministère de l'économie et des finances : personnels (p. 3677).

Monnaies et médailles (p. 3677, 3678).

- Projet de loi complétant la loi n° 66-1008 du 28 décembre 1966 relative aux relations financières avec l'étranger en ce qui concerne les investissements étrangers en France (n° 2347).

Rapporteur de la commission des finances.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [25 janvier 1996] (p. 379, 380) :

Commerce extérieur : balance commerciale.

Emploi :

- création d'emplois ;
- délocalisations.

Marchés financiers nouveau marché.

Politique économique :

- compétitivité ;
- croissance ;
- investissements étrangers : poids économique : formalités : contrôle.

Discussion de l'article unique [25 janvier 1996] :

Article unique (modification du régime des investissements étrangers en France) :

- soutient l'amendement n° 2 de la commission (maintien de l'autorisation préalable pour les poudres et substances explosives destinées à des fins militaires) (p. 386) : adopté (p. 387).
- soutient l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 387).

Après l'article unique :

- favorable à titre personnel à l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (modification de la loi du 22 janvier 1988 sur les bourses de valeurs) (p. 388).

- Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [29 mai 1996] :

Après l'article 1^{er} C :

- son amendement n° 1 rectifié (accords des secteurs agricole et agroalimentaire) : retiré (p. 3556).

Article 1^{er} D (art. 10-1 nouveau de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : offre ou vente aux consommateurs à prix abusivement bas) :

- son amendement n° 2 (élargissement du champ de l'article aux produits alimentaires) : devenu sans objet (p. 3564).

Article 1^{er} F (art. 28 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : publicité, périodicité, durée des promotions concernant des produits alimentaires périssables) :

- son amendement n° 3 (encadrement des promotions par arrêté préfectoral) : retiré (p. 3569).

Article 2 (art. 32 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : revente à perte) :

- son amendement n° 4 deuxième correction (suppression du droit d'alignement) : adopté (p. 3573).

Article 4 (art. 36 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : refus de vente ou de prestation de services, conditions restrictives de référencement et de rupture de relations commerciales) :

- son amendement n° 5 : non soutenu (p. 3594).

- Proposition de loi tendant à la mise en place d'une nouvelle politique d'investissement pour moderniser l'appareil productif et restaurer l'emploi (n° 2832).

Débat sur la politique d'investissement telle qu'évoquée par la proposition de loi :

Principaux thèmes développés [19 juin 1996] (p. 4514) :

Communautés européennes et Union européenne.

Constitution : article 48, alinéa 3.

Emploi : chômage.

Epargne.

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique.

Politique économique :

- conjoncture ;
- croissance ;
- Fonds de développement économique et social : distribution de prêts ;
- investissement.

MERCIECA (Paul)

Député du Val-de-Marne

(9^e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission d'étude sur la retraite anticipée pour les anciens combattants d'Afrique du Nord [J.O. du 15 septembre 1995] (p. 13631).

Membre suppléant de la commission d'étude de l'indexation des pensions militaires d'invalidité [J.O. du 24 décembre 1995] (p. 18663).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Secrétaire de cette mission [J.O. du 28 mars 1996] (p. 4775).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à protéger contre la contestation de l'existence des génocides et notamment du génocide dont le peuple arménien fut victime (n° 1932) [1^{er} février 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Reconnaissance du génocide arménien :** refus de la Turquie ; avenir des relations Erevan-Ankara [29 juin 1995] (p. 699).

- **Essais nucléaires** : reprise : conséquences [4 octobre 1995] (p. 1657).
- **Abattement fiscal de 20 % pour les salariés** : suppression éventuelle [21 novembre 1995] (p. 3924).
- **Avenir de GIAT-Industries** : emploi et activité [24 janvier 1996] (p. 273).
- **Orientations de la politique de défense** : défense européenne ; problème de l'emploi dans le secteur de l'armement [20 février 1996] (p. 985).
- **Politique économique du Gouvernement** : taux de croissance ; relance de l'emploi [19 mars 1996] (p. 1736).
- **Consultation des élus sur l'organisation de la défense** : rôles respectifs du Parlement et du Président de la République [29 mai 1996] (p. 3584).

orales sans débat :

- **n° 696**, posée le 14 novembre 1995 : **nuisances sonores dues au réseau SNCF** (p. 3604, 3605). Appelée le 23 novembre 1995 ; loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 : application, communes de Maisons-Alfort et Alfortville (p. 4043, 4044).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60 % à 20,60 % le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995 (n° 2148).**

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [20 juillet 1995] (p. 1308, 1309) :

Bâtiment et travaux publics.

Emploi : plan.

Entreprises : entreprise citoyenne.

Impôts et taxes :

- justice sociale ;
- politique fiscale.

Loi de finances rectificative pour 1995.

Politique économique : croissance.

Président de la République.

Prix et concurrence : pouvoir d'achat.

Salaires : austérité.

Vote contre du groupe communiste (p. 1309).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1995] :

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 3229).

Armements nucléaires : essais nucléaires et simulation : programme PALEN (p. 3230).

Industrie d'armement :

- commandes publiques (p. 3231) ;
- direction des constructions navales (p. 3231) ;
- Groupement industriel des armements terrestres (p. 3231).

Livre blanc et loi de programmation militaire pour les années 1995-2000 du 23 juin 1994 (p. 3229).

Loi de programmation militaire : nouveau projet de loi (p. 3230).

Ministère :

- crédits (p. 3229) ;
- personnels civils (p. 3231).

Service national (p. 3231).

Questions :

Service national (p. 3249).

Anciens combattants et victimes de guerre. - *Vote des crédits* [12 novembre 1995] :

Etat B, titre IV :

- *défavorable* à l'amendement n° 248 du Gouvernement (réduction de 2 millions de francs des crédits affectés aux soins médicaux gratuits et majoration d'un même montant des crédits permettant de financer l'indexation de la retraite mutualiste) (p. 3514).

Vote contre du groupe communiste (p. 3517).

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).**

Première lecture :

Discussion des articles [9 décembre 1995] :

Avant l'article 1^{er} :

- *soutient* le sous-amendement n° 5288 de M. Rémy Auedé (ajoute à la maladie, l'accident du travail et le handicap) à l'amendement n° 2865 de M. Claude Bartolone (non-remise en cause du droit à l'indemnisation en cas de maladie) (p. 4894) : rejeté (p. 4896) ;
- *soutient* le sous-amendement n° 5293 de M. Rémy Auedé (ajout des agents de la fonction publique territoriale) à l'amendement n° 1822 de M. Claude Bartolone (garantie du statut des agents de la fonction publique de l'Etat) (p. 4934) : rejeté (p. 4935).

Article 1^{er} (définition du domaine d'habilitation de la loi) :

Premier alinéa de l'article 1^{er} (introduction) :

- *soutient* l'amendement n° 1805 de M. Daniel Colliard (de suppression) (p. 4944) : rejeté (p. 4945).

- **Débat sur la reprise, par la France, des essais nucléaires.**

Principaux thèmes développés [13 décembre 1995] :

Affaires étrangères :

- contexte géopolitique (p. 5110) ;
- grandes puissances nucléaires : moratoire sur les essais nucléaires (p. 5108).

Armements nucléaires :

- essais nucléaires (p. 5108 à 5110) ;
- simulation : programme PALEN (p. 5110).

Commerce extérieur : boycott des produits français (p. 5110).

Communautés européennes et Union européenne : Parlement européen : condamnation des essais nucléaires français (p. 5109).

Environnement : site de Mururoa (p. 5110).

Organismes et structures : Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (p. 5110).

Tourisme : tourisme en Polynésie (p. 5110).

Traités et conventions : traité de non-prolifération nucléaire (p. 5108, 5109).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Charles Millon, ministre de la défense, sur la politique de défense et débat sur cette déclaration (n° 2654).**

Principaux thèmes développés [20 mars 1996] (p. 1829) :

Industries d'armement :

- généralités, coopération européenne, restructurations ;
- Groupement industriel des armements terrestres.

– Proposition de loi tendant à assurer le droit à réparation des anciens combattants et victimes de guerre dans le respect de l'égalité des générations (n° 2029).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 mars 1996] (p. 2028, 2029) :

Anciens combattants et victimes de guerre :

- anciens combattants d'Afrique du Nord ;
- carte du combattant volontaire de la Résistance ;
- ministère : Office national des anciens combattants ;
- Union française des associations d'anciens combattants et de victimes de guerre (UFAC).

Assemblée nationale :

- commission des affaires culturelles : travaux : absence de conclusions ;
- proposition de loi tendant à assurer le droit à réparation des anciens combattants et victimes de guerre dans le respect de l'égalité des générations.

Constitution : article 48, alinéa 3.

Emploi : création d'emplois.

Finances publiques : coût.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre :

- proportionnalité ;
- rapport constant ;
- retraite anticipée : commission tripartite.

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 juin 1996] :

Affaires étrangères :

- opérations extérieures (p. 3908) ;
- Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (p. 3908).

Armée de terre : armée de métier (p. 3907).

Armements classiques :

- avions Rafale (p. 3908) ;
- chars Leclerc (p. 3908) ;
- hélicoptères de lutte anti-sous-marine NH 90 (p. 3908) ;
- hélicoptères Tigre (p. 3908).

Armements nucléaires stratégiques :

- dissuasion nucléaire : doctrine et composantes (p. 3907) ;
- Plateau d'Albion : avenir économique (p. 3909) ;
- simulation : programme PALEN (p. 3908).

Armements nucléaires préstratégiques : missile HADES (p. 3908).

Finances publiques (p. 3907).

Industries d'armement :

- Direction des constructions navales (p. 3908) ;
- Groupement industriel des armements terrestres (p. 3908).

Lois : loi de programmation militaire du 23 juin 1994 pour les années 1995 à 2000 (p. 3907).

Service national (p. 3907).

Discussion des articles [7 juin 1996] :

Article 1^{er} précédemment réservé (*approbation du rapport annexé*) :

- son amendement n° 89 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (maintien du service national) (p. 4015) : devenu sans objet (p. 4016) ;

- son amendement n° 97 (missions de l'armée, à savoir sécurité du pays et opérations extérieures sous commandement de l'ONU) (p. 4016) : rejeté (p. 4017) ;

- son amendement n° 90 (association de la représentation nationale lorsque nos forces participent à des opérations extérieures) : rejeté (p. 4018) ;

- défavorable à l'amendement n° 19 du Gouvernement (de conséquence) (p. 4029) ;

- son amendement n° 92 rectifié (prise en compte des intérêts économiques des collectivités locales) (p. 4035) : rejeté (p. 4036).

Ses explications de vote (p. 4040).

Vote contre du groupe communiste (p. 4041).

MERCIER (Michel)

Député du Rhône

(8^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Elu sénateur le 24 septembre 1995, cesse d'appartenir à l'Assemblée nationale le 2 octobre 1995 [J.O. du 3 octobre 1995] (p. 14445).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 décembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant diverses dispositions relatives aux territoires d'outre-mer (n° 1683) [J.O. du 14 janvier 1995] (p. 737).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (n° 1682) [J.O. du 14 janvier 1995] (p. 737).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [J.O. du 21 juillet 1995] (p. 10672).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 janvier 1995] :

Etat : préfet (p. 99).

Lois :

- loi n° 92-125 du 6 février 1992 d'orientation relative à l'administration territoriale de la République : article 89 (p. 100) ;

- loi n° 93-121 du 27 janvier 1993 portant diverses mesures d'ordre social : article 88 (p. 100) ;

- projet de loi : concertation (p. 99).

Sapeurs-pompiers et sapeurs-pompiers volontaires (p. 99).

Services d'incendie et de secours (p. 99).

Discussion des articles [16 janvier 1995] :

Article 1^{er} (*composition des services d'incendie et de secours*) :

- favorable à l'amendement n° 11 de la commission (service d'incendie et de secours médical au sein de l'établissement public) (p. 104).

Article 5 (*composition des corps des sapeurs-pompiers*) :

- favorable aux amendements identiques n°s 16 de la commission et 113 de M. Michel Berson (conditions de l'inclusion des sapeurs-pompiers volontaires dans le corps départemental) (p. 123).

Article 26 (*composition du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours*) :

- ses observations sur l'amendement n° 128 de M. Marc Le Fur (répartition des sièges au prorata des contributions du conseil général et des communes) (p. 138) ;
- favorable à l'amendement n° 101 de M. Paul-Louis Tenaillon (présidence par le président du conseil général) (p. 140).

MERLI (Pierre)

Député des Alpes-Maritimes

(7^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

MERVILLE (Denis)

Député de la Seine-Maritime

(6^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [J.O. du 19 janvier 1995] (p. 1023).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Environnement) [5 juillet 1995].

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Environnement) [7 mai 1996].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété de navires de commerce [J.O. du 25 juin 1996] (p. 9502).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l'obligation de remise en état des sites de stations-service définitivement fermées (n° 2204) [28 juillet 1995].

Proposition de loi tendant à imposer l'installation de distributeurs automatiques d'éthylotests dans les débits de boissons (n° 2224) [20 septembre 1995].

Report fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : annexe n° 18 : Environnement (n° 2270) [12 octobre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Finances locales** : transferts de charges [7 juin 1995] (p. 450, 451).

- **Politique maritime** : structures administratives : perspectives [22 novembre 1995] (p. 3993, 3994).

- **Progrès technique et emploi** : conséquences de l'automatisation [13 mars 1996] (p. 1576).

- **Pollution atmosphérique** : réunion du G 7 tenue à Caen [29 mai 1996] (p. 3588).

orales sans débat :

- n° 887, posée le 13 février 1996 : **dotation globale d'équipement** (p. 834). Appelée le 22 février 1996 : conditions d'attribution (p. 1086).

- n° 913, posée le 5 mars 1996 : **projet d'avant-port en eaux profondes du Havre** (p. 1198). Appelée le 14 mars 1996 (p. 1648).

- n° 1002, posée le 16 avril 1996 : **plan social d'Hispano-Sulza** (p. 2275). Appelée le 25 avril 1996 :

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [20 octobre 1995] :

Article 14 (*modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et aménagement de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures*) :

- son amendement n° 10 (abaissement d'un franc par litre du taux de la TIPP applicable au gaz de pétrole liquéfié) (p. 2229) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2231).

Deuxième partie :

Intérieur. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1995] :

Collectivités locales :

- budgets locaux (p. 3041) ;

- concours financiers de l'Etat : pacte de stabilité financière (p. 3042, 3043) ;

- départements : aide sociale et allocation dépendance (p. 3042) ;

- dotation globale d'équipement (p. 3042) ;

- dotation globale de fonctionnement (p. 3042) ;

- fonds de compensation de la TVA (p. 3042).

Environnement (p. 3042, 3043).

Impôts locaux :

- allègements : compensation (p. 3042) ;

- frais d'assiette et de recouvrement (p. 3042).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : CNRACL (p. 3042).

Education nationale, enseignement supérieur et recherche. - *Vote des crédits* [9 novembre 1995] :

Après l'article 68 :

- son amendement n° 68 : non soutenu (p. 3343).

Environnement. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances [10 novembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : directives et règlements : respect (p. 3399).

Cours d'eau, étangs et lacs : plan Loire (p. 3398).

Emploi : emplois verts (p. 3397).

Ministère :

- crédits (p. 3398, 3399) ;
- directions régionales de l'environnement (p. 3399).

Organismes et structures :

- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (p. 3398) ;
- Conservatoire du littoral et des rivages lacustres (p. 3398) ;
- Fonds d'intervention pour la qualité de la vie (p. 3398).

Parcs et réserves naturelles (p. 3398).

Paysages : enfouissement des réseaux électriques et téléphoniques (p. 3399).

Plan : XI^e Plan et contrats de plan Etat-régions (p. 3399).

Risques naturels : inondations (p. 3398).

Urbanisme :

- SNCF : gares désaffectées (p. 3399) ;
- stations services abandonnées (p. 3398).

Vote des crédits :

Etat B, titre III :

- soutient l'amendement n° 208 de M. Philippe Auberger (réduction des crédits) (p. 3417) : retiré (p. 3418).

Etat C, titre VI :

- favorable à l'amendement n° 335 rectifié de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits) (p. 3419).

Après l'article 68 :

- favorable à l'amendement n° 331 du Gouvernement (paramètres acoustiques de la taxe d'atténuation des nuisances sonores sur les grands aéroports) (p. 3421).

Jeunesse et sports. – *Questions* [13 novembre 1995] :

Sports : promotion de la pratique sportive : rôle des associations : crédits : usage du chèque-service (p. 3536).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Article 55 précédemment réservé (*imputation sur le revenu global des déficits relevant des BIC*) :

- son amendement n° 177 : non soutenu (p. 3846) ;
- son amendement n° 178 (non-application du dispositif aux investissements supérieurs à 30 millions de francs) : devenu sans objet (p. 3852) ;
- son amendement n° 179 (exclusion du champ d'application de l'article des investissements comportant un risque d'entreprise portés, préalablement à leur réalisation, à la connaissance du ministre chargé du budget) : devenu sans objet (p. 3852).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Après l'article 23 :

- son amendement n° 39 (extension à l'ensemble du territoire national des exonérations facultatives en faveur des entreprises nouvelles) (p. 4687) : rejeté (p. 4689) ;
- son amendement n° 37 (suppression des obligations déclaratives afférentes aux contrats portant sur les bijoux et les objets d'art incombant aux compagnies d'assurance) : retiré (p. 4690).

Après l'article 27 :

- favorable à l'amendement n° 64 de M. Jacques Blanc (prélèvement au profit du Fonds national pour le développement du sport au taux de 2,7 % sur les sommes mises aux jeux exploités par la Française des jeux) (p. 4705) ;

- son amendement n° 38 (rapport au Parlement sur l'effort financier global consenti en faveur des enseignements artistiques) : rejeté (p. 4706).

- **Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 février 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- son amendement n° 17 : non soutenu (p. 645).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 et 7 mars 1996] :

Article 1^{er} (*réduction des droits de mutation à titre onéreux*) :

- son amendement n° 11 : non soutenu (p. 1212).

Article 4 (*relèvement du plafond du régime d'imposition des micro-entreprises*) :

- son amendement n° 12 (de suppression) : rejeté (p. 1215).

Après l'article 8 :

- son amendement n° 108 soutenu par M. Michel Inchauspé (relèvement du plafond de la déduction des intérêts des emprunts contractés par les salariés d'une entreprise pour souscrire au capital d'une société nouvelle créée pour le rachat de leur entreprise) (p. 1224) : rejeté (p. 1225).

Article 51 (*dérogations aux dispositions restrictives transitoires*) :

- son amendement n° 13 : non soutenu (p. 1402).

Après l'article 52 :

- ses amendements n° 109 et 110 : non soutenus (p. 1405).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales (n° 2560).**

Commission mixte paritaire :

Texte de la commission mixte paritaire [14 mars 1996] :

- favorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (compensation de la suppression de la franchise postale des écoles primaires) (p. 1656).

- **Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [12 juin 1996] :

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : Fabius (Laurent) (p. 4158) et son intervention (p. 4202).

Principaux thèmes développés :

Air :

- information de la population (p. 4203) ;
- plans régionaux de la qualité de l'air (p. 4203) ;
- pollution atmosphérique (p. 4159, 4202) ;
- réseaux de surveillance (p. 4203).

Impôts et taxes : incitations fiscales (p. 4203).

Santé publique (p. 4159, 4202).

Transports : transports collectifs (p. 4203).

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 4203).

Discussion des articles [12, 13 et 14 juin 1996] :

Article 1^{er} (*objectifs de la loi*) :

- son amendement n° 21 (de précision) : devenu sans objet (p. 4214).

Article 3 (*organisation de la surveillance de la qualité de l'air*) :

- son amendement n° 24 corrigé (coopération des collectivités territoriales) (p. 4282) : devenu sans objet (p. 4283) ;
- son amendement n° 25 (avis du Conseil supérieur des installations classées) : rejeté (p. 4284) ;
- son amendement n° 26 corrigé (fixation des objectifs de qualité de l'air, des seuils d'alerte et des valeurs limites en conformité avec les réglementations de l'Union européenne et les conventions internationales) (p. 4284) : retiré (p. 4285) ;
- son amendement n° 28 (définition des substances polluantes) : rejeté (p. 4287) ;
- son amendement n° 27 : non soutenu (p. 4290).

Article 13 (*modalités d'application du titre III*) :

- son amendement n° 30 corrigé (avis du Conseil supérieur des installations classées) : devenu sans objet (p. 4331).

Article 18 (*contenu des études d'impact*) :

- son amendement n° 31 (suppression de l'évaluation des consommations énergétiques) : devenu sans objet (p. 4352).

Article 19 (*mesures destinées à réduire la consommation d'énergie et à prévenir les émissions polluantes. - Incorporation d'un taux minimal d'oxygène dans les carburants et combustibles liquides. - Teneur maximale des carburants en divers produits polluants ou toxiques*) :

- son amendement n° 32 (limitation des sources d'émission de substances polluantes surveillées) : devenu sans objet (p. 4355) ;
- son amendement n° 33 (respect de la réglementation européenne) : devenu sans objet (p. 4355).

Article 22 (*objectifs de la fiscalité des énergies fossiles et financement de la surveillance de la qualité de l'air*) :

- son amendement n° 214 : non soutenu (p. 4379) ;
- son amendement n° 34 (rapport sur la fiscalité des énergies fossiles) : devenu sans objet (p. 4379).

Article 23 (*remboursement partiel de la taxe intérieure sur les produits pétroliers en faveur des exploitants de transports publics de voyageurs utilisant des énergies peu polluantes*) :

- son amendement n° 35 : non soutenu (p. 4384).

Article 24 (*exonération de la taxe sur les véhicules de société pour les véhicules électriques ou peu polluants*) :

- son amendement n° 37 (application de l'exonération aux véhicules fonctionnant exclusivement ou non au moyen du gaz naturel, du gaz de pétrole liquéfié ou de l'énergie électrique) (p. 4387) : adopté (p. 4388) ;
- son amendement n° 38 : non soutenu (p. 4388).

Article 27 (*extension du dispositif de l'amortissement exceptionnel*) :

- son amendement n° 42 : non soutenu (p. 4394).
- **Projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété de navires de commerce (n° 2880).**

Première lecture :

Discussion des articles [21 juin 1996] :

Article 1^{er} (*dispositif d'aide à l'investissement dans les copropriétés de navires*) :

- ses observations (p. 4729).

Article 238 bis HN du code général des impôts :

- son amendement n° 46 soutenu par M. Edouard Leveau (recours à des équipages totalement français) : rejeté (p. 4740) ;
- son amendement n° 47 (délivrance de l'agrément après avis du ministre chargé de la construction navale) (p. 4741) : devenu sans objet (p. 4743).

MESMIN (Georges)

Député de Paris

(14^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer (ensemble neuf annexes) et de l'accord relatif à l'application de la partie XI de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 (ensemble une annexe) (n° 2309) [31 octobre 1995].

DEPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2309), autorisant la ratification de la convention des Nations Unies sur le **droit de la mer** (ensemble neuf annexes) et de l'accord relatif à l'application de la partie XI de la convention des Nations Unies sur le **droit de la mer** du 10 décembre 1982 (ensemble une annexe) (n° 2425) [6 décembre 1995].

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Pierre-André Périssol, ministre du logement sur la réforme de l'accession à la propriété et débat sur cette déclaration (n° 2264).**

Principaux thèmes développés [3 octobre 1995] :

Aides : prêts d'accession à la propriété : prêt PAP, prêt à zéro pour cent, prêt d'accession sociale (p. 1601).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Logement. - *Questions* [6 novembre 1995] :

Aides : aide personnalisée au logement (p. 3129).

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. - *Questions* [12 novembre 1995] :

Nationalité : nationalité française et binationalité (p. 3462).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer (ensemble neuf annexes) et de l'accord relatif à l'application de la partie XI de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 (ensemble une annexe) (n° 2309).**

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 1995] :

Convention des Nations Unies sur le droit de la mer : genèse, dispositions et date d'entrée en vigueur (p. 5159).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente et de coopération entre la République française et l'Ukraine (n° 2349).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique
[14 février 1996] (p. 852, 853) :

Conseil de l'Europe : adhésion de l'Ukraine le 9 novembre 1995.

Coopération et développement.

Énergie : Tchernobyl.

Ukraine : indépendance, institutions, relations avec la Russie.

MESTRE (Philippe)

Ministre des anciens combattants et victimes de guerre

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions : démission du gouvernement de M. Edouard Balladur. Décret du 11 mai 1995 [J.O. du 12 mai 1995] (p. 7976).

MEXANDEAU (Louis)

Député du Calvados

(2^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Salaires et emploi** : politique du Gouvernement [21 juin 1995] (p. 574, 575).
- **Contrats emploi-solidarité** : financement [15 novembre 1995] (p. 3751).
- **Situation sociale** : concertation [6 décembre 1995] (p. 4641).
- **Entreprise Moulinex** : plan de restructuration [19 juin 1996] (p. 4528).

orales sans débat :

- n° 860, posée le 6 février 1996 : **restructuration du groupe Moulinex** (p. 625). Appelée le 15 février 1996 : aide au rétablissement et à la sauvegarde des emplois (p. 908).
- n° 920, posée le 5 mars 1996 : **réindustrialisation du bassin de Caen** (p. 1199). Appelée le 14 mars 1996 : programme de recherche SOLEIL : implantation (p. 1636).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [19 octobre 1995] :

Après l'article 2 :

- *favorable* à l'amendement n° 294 précédemment réservé de M. Didier Migaud (bénéfice de la réduction d'impôt accordée au titre des intérêts d'emprunts contractés pour l'acquisition d'une résidence principale réservé aux contribuables dont le revenu net imposable par part n'excède pas 229 260 francs) (p. 2042) ;
- *favorable* à l'amendement n° 297 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (rétablissement du régime fiscal prévu par la loi de finances pour 1992 en matière d'investissements réalisés outre-mer) (p. 2045).
- **Proposition de loi tendant à favoriser l'expérimentation relative à l'aménagement et à la réduction du temps de travail (n° 2325).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [23 novembre 1995] :

Soutient la question préalable opposée par : *Fabius (Laurent)* (p. 4066).

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par : *Fabius (Laurent)* (p. 4069).

Principaux thèmes développés :

Entreprises :

- charges sociales (p. 4067) ;
- temps partiel individuel : incitations financières (p. 4067).

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative à l'emploi, au travail et à la formation professionnelle : article 39 (p. 4067).

Syndicats (p. 4067).

Travail : temps de travail :

- aménagement et réduction : historique : principes et développement : évaluation en termes de création d'emplois (p. 4066, 4069) ;
- diminution : obligation temporaire de maintien du niveau des effectifs (p. 4067) ;
- diminution : pérennisation des aides financières (p. 4067) ;
- diminution : suppression de l'obligation de réduction de salaire (p. 4066) ;
- négociation collective : accord national interprofessionnel du 31 octobre 1995 : annualisation et réduction (p. 4067).

Discussion des articles [23 novembre 1995] :

Article 1^{er} (*exonération de cotisations sociales patronales applicable à la réduction collective du temps de travail*) :

- *soutient* l'amendement n° 15 de M. Michel Berson (embauches à durée indéterminée en contrepartie des exonérations de cotisations sociales) : rejeté (p. 4079).

Après l'article 4 :

- *soutient* l'amendement n° 16 de M. Michel Berson (rapport au Parlement sur les effets de la baisse des cotisations sociales) : rejeté (p. 4083).

Ses explications de vote (p. 4084).

Abstention du groupe socialiste.

- **Proposition de loi tendant à étendre aux collectivités locales et à leurs groupements l'accès aux prêts distribués à partir des fonds établis par les CODEVI (n° 1956).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
[23 novembre 1995] :

CODEVI :

- régime (p. 4090) ;
- ressources : montant : utilisation (p. 4090) ;

Collectivités locales :

- investissements (p. 4090) ;
- situation financière (p. 4090) ;

Emploi (p. 4090).

Entreprises :

- financement (p. 4090) ;
- PME (p. 4090) ;

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 4090).

Abstention du groupe socialiste (p. 4090).

- **Projet de loi de réglementation des télécommunications (n° 2698).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [9 mai 1996] (p. 2921) :

Recherche.

Télécommunications :

- France Télécom ;
- service public : service universel et péréquation géographique.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise nationale France Télécom (n° 2884).**

Première lecture :

Discussion des articles [25 juin 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- *ses observations* sur l'amendement n° 70 de Mme Ségolène Royal (objectif de cohésion économique et sociale) (p. 4897).

MEYER (Gilbert)

Député du Haut-Rhin

(1^{re} circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Premier ministre : Secrétariat général de la défense nationale) [28 juin 1995].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au supplément de la loyer de solidarité [J.O. du 22 février 1996] (p. 2895).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales [J.O. du 12 mars 1996] (p. 3832).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers [J.O. du 4 avril 1996] (p. 5236).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [J.O. du 4 avril 1996] (p. 5236).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Premier ministre : Secrétariat général de la défense nationale) [18 juin 1996].

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1998 (n° 2222)** : tome III : **Premier ministre : Secrétariat général de la défense nationale (n° 2273)** [12 octobre 1995].

QUESTIONS**au Gouvernement :**

- **Restructurations dans l'armée** : plan armées 2000 [11 octobre 1995] (p. 1776).

orales sans débat :

- n° 1066, posée le 14 mai 1996 : **logement social des retraités** (p. 3144). Appelée le 21 mai 1996 : conditions d'attribution ; plafond de ressources (p. 3217).

- n° 1120, posée le 3 juin 1996 : **indice INSEE du coût de la construction** (p. 3812). Appelée le 11 juin 1996 : mode de calcul (p. 4069).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 janvier 1995] :

Communes : maires (p. 92).

Lois : loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service (p. 91).

Prévention (p. 90, 91).

Régions : Alsace (p. 93).

Sapeurs-pompiers et sapeurs-pompiers volontaires (p. 90 à 92).

Secours (p. 90 à 92) :

Services d'incendie et de secours (p. 90 à 92).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [25 octobre 1995] :

Communes : dotation globale d'équipement, dotation globale de fonctionnement, dotation de solidarité urbaine, dotation de compensation de la taxe professionnelle (p. 2463).

Logement et habitat : logement social (p. 2463).

Fonction publique. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [26 octobre 1995] (p. 2551) :

Enseignement privé.

Fonctionnaires et agents publics :

- auxiliaires et contractuels ;
- effectifs ;
- rémunérations.

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Questions [2 novembre 1995] :

Bois et forêts (p. 2937).

Services du Premier ministre. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur pour avis de la commission de la défense pour le Secrétariat général de la défense nationale [3 novembre 1995] :

Rapatriés :

- Mémorial de la France d'outre-mer (p. 2991) ;
- rapatriés réinstallés (p. 2991).

Secrétariat général de la défense nationale :

- généralités et crédits (p. 2989, 2990) ;
- Institut des hautes études de la défense nationale (p. 2989, 2990).

Intérieur. - Questions [3 novembre 1995] :

Collectivités locales : élus ; préretraite (p. 3064).

Défense. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [8 novembre 1995] :

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 3234).

Armée de terre : effectifs (p. 3234).

Livre blanc et loi de programmation militaire pour les années 1995-2000 du 23 juin 1994 (p. 3234).

Ministère : Fonds pour les restructurations du ministère de la défense (p. 3234).

- Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 novembre 1995] :

Allocation de vétérance (p. 3978, 3979).

Assemblée nationale : commission des lois (p. 3978).

Assurances (p. 3978).

Commerce et artisanat (p. 3978).

Entreprises (p. 3978, 3979).

Formation (p. 3978, 3979).

Sapeurs-pompiers volontaires (p. 3978).

Sécurité sociale : cotisations (p. 3979).

Service national :

- exemptions (p. 3979) ;

- sapeurs-pompiers auxiliaires (p. 3978).

Travail : autorisations d'absence et disponibilité (p. 3978).

Discussion des articles [29 novembre 1995] :

Article 5 (durée de la formation) :

- son amendement n° 79 (abaissement à dix jours de la durée maximum annuelle de la formation initiale) (p. 4257) : retiré (p. 4258) ;

- son amendement n° 80 (abaissement à cinq jours de la durée maximale annuelle de la formation de perfectionnement) : retiré (p. 4258).

Article 7 (protection des sapeurs-pompiers volontaires au regard du droit du travail) :

- son amendement n° 63 (de suppression) : retiré (p. 4260).

Après l'article 10 :

- son sous-amendement n° 88 corrigé (de précision) à l'amendement n° 38 de la commission (abattement sur les primes d'assurance incendie des organismes employant des sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4262) : adopté (p. 4264).

Avant l'article 16 :

- son amendement n° 68 corrigé (exonération du service national actif pour les jeunes sapeurs-pompiers volontaires prenant l'engagement de le demeurer pendant les dix années suivant la fin de leur premier engagement quinquennal) : retiré (p. 4270) ;

- ses observations sur l'amendement n° 43 de la commission (service national en qualité de sapeur-pompier auxiliaire des jeunes sapeurs-pompiers volontaires s'engageant à le demeurer pendant cinq ans) (p. 4271).

Après l'article 16 :

- soutient l'amendement n° 70 de M. Henri-Jean Arnaud (rapport sur l'application des dispositions bénéficiant aux ayants droit des sapeurs-pompiers volontaires décédés en service commandé) : retiré (p. 4272)

Ses explications de vote (p. 4274).

Vote pour du groupe RPR.

- Projet de loi relatif aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information (n° 2358).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 janvier 1996] (p. 423) :

Télécommunications : téléports et licences expérimentales.

- Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 février 1996] (p. 615, 616) :

Collectivités locales : régions.

Emploi : insertion professionnelle.

Entreprises.

Formation professionnelle et promotion sociale :

- apprentissage : généralités ;

- apprentissage : Alsace-Moselle ;

- centres de formation d'apprentis : ressources : péréquation ;

- prime à l'apprentissage.

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage.

- Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).

Première lecture :

Discussion des articles [6 mars 1996] :

Après l'article 8 :

- favorable à l'amendement n° 43 de la commission (réforme des transmissions d'entreprises) (p. 1229).

MEYLAN (Michel)

Député de la Haute-Savoie

(3^e circonscription)

UDF

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5405).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 10 juin 1995] (p. 9014).

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 10 juin 1995] (p. 9014).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 6 juillet 1995] (p. 10153).

Membre de la commission d'étude sur la retraite anticipée pour les anciens combattants d'Afrique du Nord [J.O. du 15 septembre 1995] (p. 13631).

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 17 octobre 1995] (p. 15111).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 17 octobre 1995] (p. 15111).

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 1^{er} décembre 1995] (p. 17584).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au supplément de la loyer de solidarité [J.O. du 22 février 1996] (p. 2895).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

DEPOTS

Proposition de loi sur les dispenses à l'obligation du service national (n° 2734) [25 avril 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Anciens combattants d'Afrique du Nord** : retraite anticipée [24 octobre 1995] (p. 2354).
- **Urbanisme commercial** : grandes surfaces : autorisation d'ouverture [23 janvier 1996] (p. 187).
- **Fonctionnement de l'administration** : rapports avec les administrés ; déconcentration [5 mars 1996] (p. 1147).

orales sans débat :

- n° 725, posée le 22 novembre 1995 : **fonctionnaires internationaux** (p. 3963). Appelée le 30 novembre 1995 : fonctionnaires internationaux des institutions spécialisées de l'ONU : statut et régime fiscal (p. 4283).
- n° 930, posée le 12 mars 1996 : **zones d'urbanisation continue** (p. 1530). Appelée le 21 mars 1996 : politique de la ville ; moyenne vallée de l'Arve (p. 1890).
- n° 992, posée le 16 avril 1996 : **allongement conjoncturel des délais de paiement** (p. 2273). Appelée le 25 avril 1996 : mesures envisagées par le Gouvernement (p. 2609).
- n° 1075, posée le 14 mai 1996 : **harmonisation communautaire en matière d'utilisation des équipements de travail** (p. 3145). Appelée le 21 mai 1996 : coût ; conséquences (p. 3213).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60 % à 20,60 % le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995 (n° 2148).**

Première lecture :

Discussion de l'article unique [12 juillet 1995] :

Article unique :

- *ses observations* (p. 1008).

Collectivités locales :

- Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 1009) ;
- difficultés budgétaires (p. 1009, 1010) ;
- dotation globale de fonctionnement (p. 1009) ;
- FCTVA (p. 1009) ;
- investissements (p. 1010) ;
- relations financières avec l'Etat (p. 1008, 1009).

Emploi (p. 1009).

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1009).

Gouvernement : déclaration de politique générale (p. 1008, 1009).

Impôts et taxes : droits de mutation (p. 1009).

Impôts locaux (p. 1009).

- **Proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108).**

Première lecture :

Discussion des articles [18 juillet 1995] :

Article 3 (création de l'office) :

- *son* amendement n° 22 (appartenance de droit pour un membre de chaque commission permanente, désigné par elle, autre que les commissions des finances) : devenu sans objet (p. 1281) ;

- *son* amendement n° 23 (augmentation à dix du nombre de membres désignés par chaque assemblée) : retiré (p. 1282) ;
- *son* amendement n° 24 (désignation des députés pour la durée de la législature et des sénateurs après chaque renouvellement partiel) : devenu sans objet (p. 1282).

- Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173).*Première lecture :*

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juillet 1995] :

Chômage : contrat emploi-solidarité : prolongation sous forme de contrat initiative-emploi (p. 1418).

Collectivités locales : contrat initiative-emploi (p. 1418).

Handicapés : contrat initiative-emploi (p. 1418).

Lois :

- loi n° 95-116 du 4 février 1995, portant diverses dispositions d'ordre social : article 95 (p. 1418) ;
- législation sociale : simplification (p. 1418) ;
- loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 1418).

Politique de l'emploi : création d'emplois (p. 1418).

Président de la République (p. 1417).

Projet de loi : date d'entrée en vigueur (p. 1417).

Régions : Rhône-Alpes (p. 1418).

Revenu minimum d'insertion (p. 1418).

Travail : précaire (p. 1418).

Discussion des articles [27 juillet 1995] :

Article 1^{er} (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi) :

- *ses observations* (p. 1440).

Article 2 (information du comité d'entreprise) :

- *favorable* à l'amendement n° 24 de la commission (simplification de la procédure d'information du comité d'entreprise en distinguant les entreprises de moins et de plus de 300 salariés et en considérant les contrats initiative-emploi au même titre que les autres catégories de contrats à durée déterminée ou indéterminée) (p. 1496) ;

- *son* amendement n° 108 (harmonisation de la procédure d'information des salariés sur le contrat initiative-emploi avec les dispositions en vigueur dans le code du travail pour les entreprises de moins de 300 salariés) : retiré (p. 1499).

- Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale (n° 2174).*Première lecture :*

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173) [27 juillet 1995].

Discussion des articles [28 juillet 1995] :

Article 1^{er} (réduction des cotisations sociales patronales sur les bas salaires) :

- *ses observations* (p. 1507).

Entreprises : charges sociales :

- exclusion de certaines primes pour la détermination de la réduction de cotisations sociales (p. 1508) ;
- exonération partielle pour les salaires inférieurs à 120 % du SMIC (p. 1507).

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 1508).

- *son* amendement n° 55 (absence de prise en compte de certaines primes pour la détermination de la réduction des cotisations sociales prévue par l'article 1^{er}) (p. 1513) : rejeté (p. 1514) ;
- *son* amendement n° 7 corrigé (cumul de la réduction de cotisations prévue par le projet de loi et l'allègement de cotisations familiales dans les zones de revitalisation rurale) : adopté (p. 1515) ;
- *soutient* l'amendement n° 11 de la commission et *son* amendement identique n° 5 (harmonisation du dispositif d'allègement prévu à l'article premier avec celui retenu dans la loi quinquennale sur l'emploi en faveur des entreprises nouvelles permettant l'application de l'exonération des cotisations familiales aux salaires inférieurs ou égaux à 1,5 fois le SMIC) : adoptés après modifications (p. 1515).

Après l'article 1^{er} :

- *son* amendement n° 8 soutenu par M. Hervé Novelli (exonération totale de cotisations patronales d'assurances sociales, d'accidents du travail et d'allocations familiales pour les rémunérations des aides à domicile employés par les associations de services aux personnes dépendantes) : retiré (p. 1530).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Justice. - *Questions* [24 octobre 1995] :

Greffes : Bonneville (p. 2405).

Services du Premier ministre. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1995] :

Action humanitaire : crédits (p. 2995).

Plan : généralités (p. 2995).

Rapatriés :

- crédits (p. 2995) ;
- Français musulmans rapatriés (p. 2995).

Services du Premier ministre : crédits (p. 2994).

Défense. - *Vote des crédits* [8 novembre 1995] :

Article 35 (mesures nouvelles. - Dépenses ordinaires des services militaires) :

- *favorable* à l'amendement n° 277 rectifié du Gouvernement (réduction des crédits de paiement en raison du rétablissement des conditions d'octroi du traitement attaché à la Légion d'honneur et à la médaille militaire antérieures au 27 avril 1991) (p. 3257).

Coopération. - *Questions* [12 novembre 1995] :

Organisations non gouvernementales (p. 3493).

Anciens combattants et victimes de guerre. - *Questions* [12 novembre 1995] :

Anciens combattants d'Afrique du Nord : fonds de solidarité : abaissement de l'âge d'accès à 53 ans : report des crédits inutilisés du budget de 1995 (p. 3510).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la protection des Alpes (n° 2307).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [30 novembre 1995] :

Association nationale des élus de la montagne (p. 4305, 4306).

Convention sur les Alpes : genèse et contenu (p. 4305).

Environnement : protection des zones de montagne (p. 4305, 4306).

Tourisme (p. 4305).

Voirie : traversées autoroutières (p. 4305).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Article 24 (modification de l'abattement sur le produit brut des jeux dans les casinos) :

- *son* amendement n° 84 (de suppression) : retiré (p. 4696).

- **Débat sur la reprise, par la France, des essais nucléaires.**

Principaux thèmes développés [13 décembre 1995] :

Affaires étrangères : pays du Pacifique Sud (p. 5127).

Energie : nucléaire civil en Russie et en Europe de l'Est (p. 5127).

Environnement : site de Mururoa (p. 5126).

Organismes et structures : Greenpeace (p. 5126).

Ex-Yougoslavie : présence française en Bosnie (p. 5127).

- **Projet de loi relatif au supplément de loyer de solidarité (n° 2319).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 décembre 1995] :

Communes : équipement sociaux (p. 5191).

Impôts et taxes : article 9 de la loi de finances pour 1996 (p. 5190).

Logement social : HLM : loyer et surloyer (p. 5189, 5190).

Personnes âgées (p. 5190).

- **Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 février 1996] (p. 610) :

Emploi : chômage des jeunes.

Formation professionnelle et promotion sociale :

- apprentissage : généralités ;
- enseignement technique et professionnel ;
- prime à l'apprentissage.

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage.

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle.

- **Proposition de loi relative à la prorogation de la suspension des poursuites engagées à l'encontre des rapatriés réinstallés (n° 2508).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [8 février 1996] (p. 752, 753) :

Départements : commissions départementales d'aide aux rapatriés et commissions départementales du passif des rapatriés (CODAIR et CODEPRA).

Justice : Cour de cassation : suspension des poursuites.

Lois :

- loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer ;
- loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles ;
- loi n° 93-1444 du 31 décembre 1993 portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers.

Lois de finances : loi de finances pour 1996.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

*Première lecture :**Avant la discussion des articles* [5 mars 1996] :*Ses explications de vote* sur la question préalable opposée par : *Fabius (Laurent)* (p. 1167).*Principaux thèmes développés :*

Action sociale et solidarité nationale : exclusion : fracture sociale.

Commerce et artisanat : urbanisme commercial.

Emploi.

Entreprises : PME.

Politique économique :

- conjoncture ;
- soutien de l'activité.

Politique économique et sociale : généralités.

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales (n° 2560).

*Première lecture :**Discussion des articles* [8 mars 1996] :

Article 8 bis (art. 103 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : éligibilité à la DGE de l'ensemble des communes de moins de 2 000 habitants) :

- son amendement n° 87 soutenu par M. Michel Bouvard (régime spécifique des communes touristiques de montagne) : retiré (p. 1493).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Charles Millon, ministre de la défense, sur la politique de défense et débat sur cette déclaration (n° 2654).

Principaux thèmes développés [20 mars 1996] (p. 1863) :

Armée de terre : professionnalisation.

Service national.

- Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).

*Commission mixte paritaire :**Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire* [25 avril 1996] (p. 2611) :

Travail : employeurs :

- convention avec les employeurs sapeurs-pompiers volontaires ;
- primes d'assurance incendie : abattement.

Vote pour du groupe UDF (p. 2611).

- Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).

*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [22 mai 1996] (p. 3345) :

Aménagement du territoire : zones rurales et zones de montagne.

Urbanisme commercial.

Villes : centres villes.

Discussion des articles [22 mai 1996] :

Article 4 (critères des décisions d'autorisation et présentation des projets) :

- ses observations sur le sous-amendement n° 252 de M. Jean-Paul Charié (référence à des schémas intercommunaux et suppression des observatoires départementaux) à l'amendement n° 242 du Gouvernement (préparation des schémas de développement commercial par les observatoires départementaux d'équipement commercial et rapport au Parlement) (p. 3373).

- Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).

*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [20 juin 1996] (p. 4589) :

Etrangers : immigration.

Politique économique et sociale : zones franches.

MICAUX (Pierre)*Député de l'Aube**(1^{re} circonscription)*

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Outre-mer) [5 juillet 1995].

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Robert Pandraud (n° 2154) sur :

- la proposition de règlement (CE) du Conseil modifiant les règlements (CEE) n° 404/93 et 1035/72 relatifs respectivement au secteur de la banane et à celui des fruits et légumes, ainsi que le règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun (COM [95] 114 final/E-409) ;
- la proposition de règlement (CE) du Conseil adaptant le règlement (CEE) n° 404/93 en ce qui concerne le volume du contingent tarifaire annuel d'importation de bananes dans la Communauté à la suite de l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède (COM [95] 115 final/E-410) [25 juillet 1995].

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Outre-mer : départements et territoires d'outre-mer) [28 mai 1996].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réglementation des télécommunications [J.O. du 8 juin 1996] (p. 8501).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 2154) de M. Robert Pandraud sur :

- la proposition de règlement (CE) du Conseil modifiant les règlements (CEE) n° 404/93 et 1035/72 relatifs respectivement au secteur de la banane et à celui des fruits et légumes, ainsi que le règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun (COM [95] 114 final/n° E-409) ;
- et la proposition de règlement (CE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 404/93 en ce qui concerne le volume du contingent tarifaire annuel d'importation de bananes dans la Communauté à la suite de l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède (COM [95] 115 final/n° E-410),

(n° 2184) [27 juillet 1995].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : tome XII : Outre-mer (n° 2275) [12 octobre 1995].

Proposition de loi visant à modifier l'article 23 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relatif à la répartition intercommunale des charges des écoles publiques accueillant des enfants issus de plusieurs communes (n° 2279) [13 octobre 1995].

Proposition de loi tendant à rétablir la peine de mort pour les auteurs d'actes de terrorisme (n° 2333)
[6 novembre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Crise de l'Université** : fonctionnement ; financement [21 novembre 1995] (p. 3929, 3930).
- **Marché de l'électricité** : effets de la libéralisation ; maintien du monopole de l'EDF [4 juin 1996] (p. 3754).

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution sur les propositions de directives concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final/n° E-211) (n° 2069).**

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique
[21 juin 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : accès des tiers aux réseaux du gaz et de l'électricité (p. 597).

Secteur public : missions de service public (p. 596, 597).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [21 octobre 1995] :

Après l'article 29 :

- *son* amendement n° 268 soutenu par M. Adrien Zeller (relèvement du tarif des redevances perçues au profit du Fonds national des adductions d'eau) (p. 2307) : retiré (p. 2308).

Deuxième partie :

Outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission de la production [28 octobre 1995] :

Affaires étrangères : Canada (p. 2697).

Agriculture (p. 2696).

BTP (p. 2696).

Commerce extérieur (p. 2696).

Communautés européennes et Union européenne : situation des DOM-TOM (p. 2697).

Emploi (p. 2696).

Guadeloupe (p. 2696).

Guyane (p. 2696).

La Réunion (p. 2696).

Mayotte (p. 2697).

Nouvelle-Calédonie (p. 2696, 2697).

Polynésie française (p. 2696, 2697).

RMI (p. 2696).

Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 2697)0.

Wallis-et-Futuna (p. 2697).

Industrie et commerce extérieur. - *Questions*
[10 novembre 1995] :

Commerce extérieur : moyens et services de promotion (p. 3390).

Industrie : délocalisations internationales (p. 3388).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Article 60 précédemment réservé (*modification de la contribution des collectivités locales aux frais d'entretien des forêts*) :

- *ses observations* (p. 3853) ;

- *son* amendement n° 52 soutenu par M. Philippe Legras (de suppression) (p. 3853) : retiré ; repris par M. Augustin Bonrepaux (p. 3855) : rejeté (p. 3856).

- **Proposition de résolution sur des propositions de directives communautaires relatives aux services publics :**

- **propositions de directives du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final du 21 février 1992/n° E-211) ;**

- **proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications (COM [95] 379 final du 19 juillet 1995/n° E-467) ;**

- **proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité du service (n° E-474 et E-507) ;**

- **projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission 90/388/CEE et concernant l'ouverture complète du marché des télécommunications à la concurrence (n° E-508) ;**

- **communication de la Commission sur le développement des chemins de fer communautaires. - Application de la directive 91/440/CEE. - Nouvelles mesures pour le développement des chemins de fer et une proposition de directive du Conseil modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement des chemins de fer communautaires. - COM (95) 337 final (n° E-510),**

(n° 2261).

Discussion de l'article unique [30 novembre 1995] :

- *son* amendement n° 1 (possibilité donnée aux régies électriques de distribuer du gaz) (p. 4538) : rejeté (p. 4539) ;

- *son* amendement n° 2 (suppression du monopole d'importation du gaz et de l'électricité) : rejeté (p. 4539) ;

- *son* amendement n° 3 (assouplissement de la notion d'acheteur unique) (p. 4540) : rejeté (p. 4541).

- **Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).**

Première lecture :

Discussion des articles [21 mars 1996] :

Article 1^{er} (*art. 31 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : mention des rabais, remises et ristournes acquis sur les factures*) :

- *ses observations* (p. 1944) ;

- *son* amendement n° 1 corrigé (notion de ristourne « chiffrée ») (p. 1945) : retiré (p. 1946).

Article 2 (*art. 32 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : revente à perte*) :

- *son* amendement n° 2 corrigé : non soutenu (p. 1965).

- **Projet de loi de réglementation des télécommunications (n° 2698).**

Première lecture :

Discussion des articles [10 mai 1996] :

Article 6 (*chapitres III et IV [nouveaux] du titre premier du livre II du code des P et T : service public et régulation des télécommunications*) :

Article L. 35-1 : contenu du service universel :

- *ses* amendements n° 3 et 1 corrigé : non soutenus (p. 3019).

Article L. 35-3 : financement du service universel :

- *ses* amendements n° 4 et 2 : non soutenus (p. 3023).

- **Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
[22 mai 1996] (p. 3348) :

Aménagement du territoire : zones rurales et zones de montagne.
Urbanisme commercial.

Discussion des articles [23 mai 1996] :

Article 10 (*Commission nationale d'équipement commercial*) :

- son amendement n° 26 : non soutenu (p. 3404) ;
- son amendement n° 27 : non soutenu (p. 3405).

Article 11 (*obligation de qualification professionnelle*) :

- son amendement n° 28 (qualification professionnelle pour les activités susceptibles de mettre en jeu la santé et la sécurité des consommateurs) (p. 3417) : rejeté (p. 3419).

Article 14 (*protection de la qualité artisanale*) :

- son amendement n° 22 : retiré (p. 3440) ;
- son amendement n° 23 : retiré (p. 3440).

MICHAUX-CHEVRY (Lucette)

Ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé de l'action humanitaire et des droits de l'homme

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions : démission du gouvernement de M. Edouard Balladur. Décret du 11 mai 1995 [*J.O.* du 12 mai 1995] (p. 7976).

MICHEL (Jean-Pierre)

Député de la Haute-Saône

(2^e circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [*J.O.* du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [*J.O.* du 14 octobre 1995] (p. 15023).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 26 octobre 1995] (p. 15658).

Membre de l'office d'évaluation de la législation [*J.O.* du 22 juin 1996] (p. 9381).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur l'application de la loi n° 91-646 du 10 juillet 1991 relative au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications (n° 1945) [22 février 1995].

Proposition de loi tendant à faciliter le relogement des gardiens d'immeuble demandant à bénéficier de leur droit à la retraite (n° 1978) [7 mars 1995].

Proposition de loi organique relative à l'élection du Président de la République (n° 2011) [6 avril 1995].

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 2 de la Constitution (n° 2213) [11 septembre 1995].

Proposition de loi relative au travail et à l'exploitation abusive des enfants (n° 2226) [20 septembre 1995].

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les causes de la situation actuelle de la société Eurotunnel (n° 2232) [20 septembre 1995].

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des appelés au service national actif (n° 2401) [28 novembre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Plan social de GEC-Alsthom** : avenir du site de Belfort [14 juin 1995] (p. 484, 485).
- **Concubinage et contrat d'union civile** : examen de la proposition de loi n° 880 sur l'union civile [29 novembre 1995] (p. 4234).
- **Affaire Gigastorage** : incarcération du président du conseil général du territoire de Belfort [26 mars 1996] (p. 1984).
- **Liaisons aériennes entre la France et l'Algérie** : difficultés techniques et politiques [7 mai 1996] (p. 2874).
- **Marché de l'électricité** : effets de la libéralisation ; maintien du monopole de l'EDF [4 juin 1996] (p. 3754).

orales sans débat :

- n° 712, posée le 14 novembre 1995 : **prise en compte des périodes d'activités accomplies au sein d'organisations internationales** (p. 3607, 3608). Appelée le 23 novembre 1995 : activités sur le territoire national : annuités liquidables (p. 4053 à 4055).
- n° 976, posée le 16 avril 1996 : **retraite des ecclésiastiques** (p. 2271). Appelée le 18 avril 1996 : régime de rattachement (p. 2366).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).**

Première lecture :

Discussion des articles [27 juin 1995] :

Article 13 (*amnistie individuelle par décret du Président de la République*) :

- son amendement n° 27 soutenu par M. Georges Sarre (malades du sida) (p. 670) : rejeté (p. 673).

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 juillet 1995] :

Conseil constitutionnel (p. 868).

Elections et référendums : référendums (p. 868).

Gouvernement : ministres : élus locaux (p. 869).

Parlement :

- contrôle parlementaire (p. 869) ;
- séances publiques (p. 868, 869) ;
- sessions (p. 868).

Président de la République (p. 868).

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Article 1^{er} (*extension du champ d'application du référendum : art. 11 de la Constitution*) :

- son amendement n° 7 rectifié (exclusion des services publics ; extension à la politique économique et sociale de l'Union européenne) (p. 914) : rejeté (p. 915) ;

- son amendement n° 58 (avis public du Conseil constitutionnel sur la question soumise à référendum) (p. 916) : rejeté (p. 918).

Article 6 (inviolabilité des membres du Parlement : art. 26 de la Constitution) :

- défavorable à l'amendement n° 26 de la commission (limitation aux mesures restreignant la liberté d'aller et venir) (p. 940).

Après l'article 6 :

- son amendement n° 12 (égal accès hommes et femmes aux mandats politiques) (p. 948) : rejeté (p. 950) ;
- son amendement n° 8 rectifié (contrôle du Conseil constitutionnel sur les comptes des partis) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard : rejeté (p. 952) ;
- favorable à l'amendement n° 20 de M. Adrien Zeller (incompatibilité d'une fonction gouvernementale avec celles de maire d'une commune de 20 000 habitants ou plus, de président d'un conseil général ou régional ; reprise de plein droit du mandat local à l'expiration des fonctions gouvernementales) (p. 955) ;
- son amendement n° 9 (même incompatibilité avec les fonctions de maire d'une commune de 100 000 habitants ou plus, de président d'un conseil général ou régional ; reprise de plein droit du mandat local à l'expiration des fonctions gouvernementales) (p. 952) : rejeté (p. 956) ;
- son amendement n° 15 (séance hebdomadaire de discussion prioritaire des propositions de loi) (p. 973) : rejeté (p. 975) ;
- favorable au sous-amendement n° 121 de M. Pierre Mazeaud (suppression de la condition d'acceptation par le Gouvernement) à l'amendement n° 18 corrigé de M. Arnaud Cazin d'Honinchtun (séance mensuelle de discussion des propositions de loi acceptées par le Gouvernement) (p. 977) ;
- son amendement n° 17 (suppression de l'appartenance au Conseil constitutionnel des anciens Présidents de la République) (p. 984) : rejeté (p. 985) ;
- son amendement n° 10 (suppression de la saisine du Conseil constitutionnel à l'initiative de soixante députés ou sénateurs) : retiré (p. 985) ;
- son amendement n° 16 (exception d'inconstitutionnalité) (p. 986) : rejeté (p. 987) ;
- son amendement n° 14 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 987) ;
- son amendement n° 11 (référendum sur le passage à la troisième phase de la monnaie unique) : rejeté (p. 988).

– Proposition de loi relative à l'adoption (n° 2251).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 janvier 1996] :

Adoption :

- adoption internationale (p. 29) ;
- secret des origines (p. 29).

Départements : compétences nouvelles (p. 30).

Procédure civile : conflit de lois (p. 29).

Traités et conventions : convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la coopération des Etats en matière d'adoption internationale (p. 29).

Discussion des articles [17 janvier 1996] :

Article 1^{er} (assouplissement des conditions exigées des époux adoptant conjointement) :

- son amendement n° 86 : non soutenu (p. 55).

Après l'article 1^{er} :

- son amendement n° 87 : non soutenu (p. 55).

Article 14 (prise en compte de l'agrément par le tribunal prononçant le jugement d'adoption) :

- défavorable à l'amendement n° 39 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (renforcement de l'importance de l'agrément dans la procédure d'adoption) (p. 67).

Article 15 (introduction d'une norme de conflit de lois en matière d'adoption) :

- son amendement n° 88 (de suppression) (p. 68) : rejeté (p. 72).

MIGAUD (Didier)

Député de l'Isère

(4^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Vice-président de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Budget annexe de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération) [5 juillet 1995].

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 [J.O. du 29 juillet 1995] (p. 11347).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1996 [J.O. du 13 décembre 1995] (p. 18147).

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [J.O. du 27 mars 1996] (p. 4710).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1996] (p. 5406).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Budget annexe de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération) [7 mai 1996].

DEPOTS

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les thèses révisionnistes et à permettre les poursuites à l'encontre des négateurs de génocides reconnus comme tels par la France et notamment du génocide arménien (n° 2028) [16 mai 1995].

Proposition de résolution sur la proposition de recommandation de la commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de **déficit public excessif en France** (n° E-436) (n° 2110) [26 juin 1995].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222) : annexe n° 42 : **Budget annexe de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération** (n° 2270) [12 octobre 1995].

Proposition de résolution relative à la proposition de recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de **déficit public excessif en France** (n° E-648) (n° 2942) [27 juin 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Salaires et emploi** : politique du Gouvernement [21 juin 1995] (p. 575, 576).
- **Politique économique du Gouvernement** : politique budgétaire : perspectives [4 octobre 1995] (p. 1657 et 1658).
- **Situation sociale** : répartition de l'effort fiscal [6 décembre 1995] (p. 4640, 4641).
- **Déficit de la sécurité sociale** : montant [23 avril 1996] (p. 2435).
- **Prélèvements obligatoires** : réduction de la pression fiscale [14 mai 1996] (p. 3095).

orales sans débat :

- n° 1068, posée le 14 mai 1996 : **houillères du Dauphiné** (p. 3144). Appelée le 21 mai 1996 : fermeture (p. 3220).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60 % à 20,60 % le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995 (n° 2148).**

Première lecture :

Discussion de l'article unique [12 juillet 1995] :

Après l'article unique :

- reprend l'amendement n° 44 de M. François Guillaume (application du taux réduit de TVA à l'ensemble des produits composés de chocolat) : rejeté (p. 1040).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 juillet 1995] :

Assemblée nationale : conditions de travail : ordre du jour (p. 1085).

Consommation (p. 1085, 1086).

Contribution sociale généralisée (p. 1087).

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 1085, 1087).

Emploi :

- généralités (p. 1086) ;
- charges sociales : allègement (p. 1086).

Entreprises : allègement des charges : aides (p. 1087)

Finances publiques :

- crédits : annulations (p. 1086) ;
- déficits publics et sociaux (p. 1085, 1086) ;
- dette publique (p. 1085) ;
- politique budgétaire : maîtrise des dépenses publiques (p. 1085 à 1087) ;
- prélèvements obligatoires (p. 1086, 1087).

Gouvernement : déclaration de politique générale (p. 1085).

Gouvernement précédent (p. 1085, 1086).

Gouvernements socialistes (p. 1085).

Impôt sur le revenu : réforme (p. 1087).

Impôt sur les sociétés (p. 1087).

Impôts et taxes :

- justice sociale (p. 1086, 1087) ;
- revenus mobiliers (p. 1087).

Impôts sur la fortune et sur le patrimoine : impôt de solidarité sur la fortune (p. 1087).

Lois de finances : présentation (p. 1085, 1086).

Personnes âgées : minimum vieillesse (p. 1085, 1086).

Politique économique :

- généralités (p. 1085 à 1087) ;
- croissance (p. 1086, 1087).

Politique économique et sociale : réformes (p. 1086).

Prix et concurrence : pouvoir d'achat (p. 1087).

Retraites : généralités : revalorisation (p. 1085, 1086).

Salaires : SMIC (p. 1085, 1086).

Secteur public :

- entreprises publiques (p. 1085) ;
- privatisations (p. 1085).

Travail : réduction du temps de travail (p. 1086).

TVA :

- dégressivité : progressivité (p. 1087) ;
- taux normal : relèvement (p. 1087).

Discussion des articles [13, 17 juillet 1995] :

Article 2 (contribution de 10 % assise sur l'impôt sur les sociétés) :

- soutient l'amendement n° 169 de M. Augustin Bonrepaux (relèvement de 33,3 à 40 % du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués à compter du 1^{er} janvier 1995) (p. 1123) : rejeté (p. 1124).

Après l'article 2 :

- son amendement n° 170 soutenu par M. Jean-Louis Idiart (relèvement de 19 à 33,3 % du taux des plus-values à long terme des entreprises) (p. 1127) : rejeté (p. 1128).

Après l'article 3 :

- son amendement n° 172 soutenu par M. Claude Bartolone (relèvement de 16 à 19 % du taux du prélèvement libératoire applicable au produit des cessions de valeurs mobilières) (p. 1137) : rejeté (p. 1138).

Article 4 (extension de l'abattement sur les revenus de capitaux mobiliers aux intérêts des comptes courants bloqués d'associés) :

- son amendement n° 174 rectifié soutenu par M. Claude Bartolone (suppression de l'abattement sur les revenus mobiliers des particuliers investissant dans les sociétés cotées en Bourse) (p. 1138) : rejeté (p. 1139).

Après l'article 21 :

- son amendement n° 179 soutenu par M. Jean-Louis Idiart (exonération de la taxe d'habitation réservée aux seuls locaux vacants ayant fait l'objet d'une mise en location et n'ayant pas trouvé preneur) : rejeté (p. 1226) ;
- son amendement n° 180 soutenu par M. Jean-Louis Idiart (exonération de la taxe d'habitation pour les chômeurs de longue durée) : rejeté (p. 1227) ;
- son amendement n° 178 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (assujettissement à la CSG de l'ensemble des revenus du capital des particuliers à l'exception des revenus tirés de l'épargne populaire) (p. 1233) : rejeté (p. 1234).

- Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs (n° 2212).*Première lecture :*

Discussion des articles [4 octobre 1995] :

Après l'article 18 :

- favorable à l'amendement n° 20 rectifié de M. Charles de Courson (responsabilité financière des dirigeants d'entreprises publiques qui ont commis des fautes de gestion ayant entraîné des pertes significatives au regard des fonds propres de l'entreprise) (p. 1666) ;

– favorable au sous-amendement n° 27 de M. Philippe Auberger (application des sanctions prévues par l'article L. 313.1 du code des juridictions financières aux représentants, administrateurs ou agents des organismes soumis au contrôle de la Cour des comptes ou à celui d'une Chambre régionale des comptes) à l'amendement n° 20 rectifié de M. Charles de Courson (p. 1666).

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [17 octobre 1995] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Malvy (Martin)* (p. 1896) : rejetée (p. 1905).

Principaux thèmes développés :

Action sociale et solidarité nationale : fracture sociale (p. 1900).

Assemblée nationale : commission des finances : travaux (p. 1899).

Collectivités locales : relations financières avec l'Etat : pacte de stabilité financière : ressources (p. 1900).

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence : monnaie unique (p. 1899).

Défense : crédits (p. 1899).

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 1898).

Entreprises :

- allègement des charges : aides (p. 1899) ;
- transmissions d'entreprises : régime fiscal (p. 1900, 1901).

Finances publiques :

- crédits : réduction (p. 1899) ;
- déficits publics et sociaux (p. 1897, 1898) ;
- dette publique (p. 1899) ;
- dépenses publiques : maîtrise (p. 1896) ;
- politique budgétaire (p. 1901) ;
- prélèvements obligatoires (p. 1898) ;
- projet de loi de finances pour 1996 : sincérité (p. 1896 à 1898) ;
- recettes : moins-values (p. 1898).

Gouvernement précédent (p. 1897).

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des contrats d'assurance-vie (p. 1900).

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1900).

Impôts et taxes :

- justice sociale (p. 1898, 1900) ;
- politique fiscale (p. 1898) ;
- réforme fiscale (p. 1900) ;
- revenus mobiliers : taxation (p. 1900).

Impôts locaux : frais d'assiette et de recouvrement (p. 1897).

Logement et habitat : HLM : surloyers (p. 1901).

Parlement : rôle (p. 1899).

Personnes âgées : prestation autonomie (p. 1898).

Politique économique :

- conjoncture (p. 1898) ;
- revenus du travail et du capital (p. 1900) ;
- taux d'intérêt (p. 1898).

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 1898).

Prévisions et projections économiques (p. 1898).

Secteur public : privatisations (p. 1897).

Première partie, discussion des articles [18, 19 et 20 et 21 octobre 1995] :

Rappel au règlement : sollicite la réunion du Bureau afin de statuer sur la situation créée par la commission des finances dont les propositions en matière d'économies budgétaires

suscitent de vives protestations de la part des autres commissions permanentes et demande une suspension de séance [18 octobre 1995] (p. 1994).

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu) :

– *soutient* l'amendement n° 291 de M. Augustin Bonrepaux (revalorisation des tranches du barème, du plafond de l'avantage procuré par le quotient familial et de la décote en fonction de l'indice prévisionnel des prix avec tabac) : rejeté (p. 1999) ;

– favorable à l'amendement n° 293 de M. Augustin Bonrepaux (taux marginal porté à 60 %) (p. 2000).

Article 3 (limitation du champ d'application de la réduction d'impôt accordée au titre des contrats d'assurance-vie) :

– son amendement n° 299 (de suppression) (p. 2010) : rejeté au scrutin public (p. 2014) ;

– favorable à l'amendement n° 180 de M. Alain Ferry (assujettissement aux droits de succession des contrats dont le montant excède le seuil d'imposition à l'ISF) (p. 2015) ;

– défavorable à l'amendement n° 194 de M. Philippe Auberger (maintien de la réduction d'impôt pour les contribuables dont la cotisation d'impôt sur le revenu n'excède pas 7 000 francs) (p. 2018).

Après l'article 2 :

– défavorable à l'amendement n° 8 précédemment réservé de M. Marc Le Fur (suppression des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels) (p. 2034) ;

– ses observations sur le sous-amendement n° 447 de M. Augustin Bonrepaux (maintien des déductions supplémentaires pour les contribuables dont le revenu net imposable par part est inférieur à 229 260 francs au titre de 1995) à l'amendement n° 8 de M. Marc Le Fur (p. 2034) ;

– son amendement n° 298 précédemment réservé (attribution dès l'âge de 65 ans de la demi-part de quotient familial supplémentaire dont bénéficient les anciens combattants) : rejeté (p. 2041) ;

– son amendement n° 294 précédemment réservé soutenu par M. Augustin Bonrepaux et ses observations (bénéfice de la réduction d'impôt accordée au titre des intérêts d'emprunts contractés pour l'acquisition d'une résidence principale réservé aux contribuables dont le revenu net imposable par part n'excède pas 229 260 francs) (p. 2041) : rejeté (p. 2043) ;

– son amendement n° 295 précédemment réservé (bénéfice de la réduction d'impôt accordée au titre des grosses répartitions réservé aux contribuables dont le revenu net imposable par part n'excède pas 229 260 francs) : rejeté (p. 2043) ;

– ses observations sur l'amendement n° 297 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (rétablissement du régime fiscal prévu par la loi de finances pour 1992 en matière d'investissements réalisés outre-mer) (p. 2045) ;

– favorable à l'amendement n° 45 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (abaissement à 40 000 francs de la limite des dépenses prises en compte pour le calcul de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 2049) ;

– soutient l'amendement n° 296 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Balligand (extension de la réduction d'impôt aux dons faits par des particuliers aux associations qui contribuent à la lutte contre l'exclusion) (p. 2050) : rejeté (p. 2051) ;

– reprend l'amendement n° 226 précédemment réservé de M. Adrien Zeller (plafonnement, pour l'imposition des revenus de 1995, des réductions d'impôt à hauteur de 50 % de la cotisation d'impôt sur le revenu) (p. 2054) : rejeté au scrutin public après rectification (application de la mesure pour l'imposition des revenus de 1996) (p. 2056).

Après l'article 3 :

Rappel au règlement : déplore la faiblesse de la représentation de la majorité dans l'hémicycle [19 octobre 1995] (p. 2082).

- *soutient* l'amendement n° 301 de M. Augustin Bonrepaux (relèvement de 16 à 25 % du taux du prélèvement libératoire applicable au produit des cessions de valeurs mobilières) (p. 2083) : rejeté (p. 2084).

Article 5 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune et limitation des effets du plafonnement en fonction du revenu) :

- *soutient* l'amendement n° 307 de M. Jean-Pierre Balligand (majoration de 100 % des taux du barème) (p. 2092) : rejeté (p. 2093) ;
- *son* amendement n° 306 soutenu par M. Augustin Bonrepaux et *ses observations* (non-revalorisation des tranches du barème) (p. 2092) : rejeté (p. 2094) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 281 de M. Gilbert Gantier (maintien du régime actuel de plafonnement) (p. 2097) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 53 de M. Jean-Pierre Brard (limitation des effets du plafonnement pour les contribuables dont le patrimoine n'excède pas 7,5 millions de francs) (p. 2102).

Rappel au règlement : regrette que le président de séance n'ait pas donné la parole aux membres du groupe socialiste et demande une suspension de séance [19 octobre 1995] (p. 2103).

Après l'article 5 :

- *défavorable* à l'amendement n° 121 de la commission (suppression du régime fiscal des SOFICA) (p. 2110) ;
- *soutient* l'amendement n° 304 de M. Augustin Bonrepaux (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des objets d'antiquité, d'art ou de collection et des droits de la propriété littéraire et artistique lorsque leur valeur totale est supérieure à 10 millions de francs) (p. 2114) : rejeté (p. 2117).

Rappel au règlement : critique l'organisation des travaux de l'Assemblée et, considérant que l'article 6 est une disposition essentielle du projet de loi de finances qui doit être discutée dans la continuité, demande la suspension voire la levée de la séance [19 octobre 1995] (p. 2119).

Rappel au règlement : se défend de vouloir faire de l'obstruction et retire sa demande de suspension de séance, même s'il estime préférable le report de la suite de la discussion au lendemain matin [19 octobre 1995] (p. 2120).

Article 6 (réforme des transmissions d'entreprises) :

- *défavorable* (p. 2122) ;
- *son* amendement n° 308 soutenu par M. Augustin Bonrepaux et *ses observations* (de suppression) (p. 2123) : rejeté (p. 2125).

Rappel au règlement : reproche au rapporteur général et au ministre de l'économie, des finances et du Plan de ne pas avoir motivé leurs décisions de rejet de son amendement de suppression de l'article 6 et demande une suspension de séance [19 octobre 1995] (p. 2125).

- *soutient* le sous-amendement n° 494 de M. Augustin Bonrepaux (réduction du taux de l'abattement à 5 %) (p. 2137) à l'amendement n° 122 de la commission (abattement de 30 % sur les droits de mutation à titre gratuit, plafonné à 50 millions de francs par part, sous réserve que les biens transmis soient conservés à titre de biens professionnels par l'héritier ou le donataire pendant au moins cinq ans) : vote réservé jusqu'à la vérification du quorum (p. 2142) : rejeté (p. 2152) ;
- *soutient* les sous-amendements n°s 495 à 501 de M. Augustin Bonrepaux (réduction du taux de l'abattement à respectivement, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 %) à l'amendement n° 122 de la commission : rejetés (p. 2153) ;

- *soutient* les sous-amendements n°s 502 à 509 de M. Jean-Pierre Balligand (réduction du taux de l'abattement à respectivement 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 %) à l'amendement n° 122 de la commission : rejetés (p. 2153) ;

- *ses* sous-amendements n°s 510 à 518 (réduction du taux de l'abattement à respectivement 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29 %) à l'amendement n° 122 de la commission : rejetés (p. 2153) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 449 de M. Jean-Pierre Balligand (plafonnement de l'abattement à 5 millions de francs) (p. 2153) à l'amendement n° 122 de la commission : rejeté (p. 2154) ;

- *soutient* les sous-amendements n°s 450 à 463 de M. Jean-Pierre Balligand (plafonnement de l'abattement à respectivement 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19 millions de francs) à l'amendement n° 122 de la commission : rejetés (p. 2154) ;

- *soutient* les sous-amendements n°s 464 à 478 de M. Augustin Bonrepaux (plafonnement de l'abattement à respectivement 10, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33 et 34 millions de francs) (p. 2153) à l'amendement n° 122 de la commission : rejetés (p. 2154) ;

- *ses* sous-amendements n°s 479 à 493 (plafonnement de l'abattement à respectivement 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48 et 49 millions de francs) (p. 2153) à l'amendement n° 122 de la commission : rejetés (p. 2154) ;

- *soutient* l'amendement n° 309 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (plafonnement de l'abattement à 5 millions de francs) (p. 2156) : rejeté (p. 2157) ;

- *soutient* les amendements n°s 357 à 370 de M. Augustin Bonrepaux (plafonnement de l'abattement à respectivement 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19 millions de francs) (p. 2156) : rejetés (p. 2157) ;

- *soutient* les amendements n°s 371 à 385 de M. Jean-Pierre Balligand (plafonnement de l'abattement à respectivement 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33 et 34 millions de francs) (p. 2156) : rejetés (p. 2157) ;

- *ses* amendements n°s 386 à 400 (plafonnement de l'abattement à respectivement 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48 et 49 millions de francs) (p. 2156) : rejetés (p. 2157) ;

- *son* amendement n° 401 (plafonnement de l'abattement à 50 millions de francs) (p. 2156) : rejeté (p. 2157) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 528 du Gouvernement (extension du dispositif aux mutations par décès lorsque le défunt est âgé de moins de soixante-cinq ans) (p. 2158).

Après l'article 6 :

- *son* amendement n° 316 (relèvement de 19 à 33 % du taux des plus-values à long terme des entreprises) (p. 2160) : rejeté (p. 2161).

Article 7 (mesures liées à la réforme de l'accèsion à la propriété) :

- *son* amendement n° 313 (de suppression) (p. 2165) : rejeté (p. 2168) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 39 de M. Jean-Pierre Brard (maintien de la réduction d'impôt accordée au titre des intérêts d'emprunts pour les bénéficiaires d'un prêt sans intérêt) (p. 2169) ;

- *son* amendement n° 317 (compensation de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties par les collectivités locales) : devenu sans objet (p. 2172).

Article 9 (institution d'une contribution sur les logements sociaux occupés par des locataires dépassant les plafonds de ressources et d'une contribution sur les produits financiers des organismes HLM) :

- *ses observations* sur les amendements identiques n°s 55 de M. Jean-Pierre Brard et 82 de M. Christian Dupuy (de suppression) (p. 2176) ;

- *soutient* l'amendement n° 314 soutenu par M. Julien Dray (suppression de la contribution sur les produits financiers des organismes HLM) : adopté (p. 2181).

Après l'article 9 :

- *soutient* l'amendement n° 311 de M. Jean-Pierre Balligand (relèvement de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers en cas de location à des personnes en difficulté) (p. 2181) : rejeté (p. 2182) ;
- *favorable* à l'amendement n° 312 de M. Jean-Pierre Balligand (réduction d'impôt pour les dépenses afférentes à la transformation des locaux professionnels inoccupés depuis plus de six mois en locaux à usage d'habitation) (p. 2184).

Article 10 (*aménagement des modalités de calcul du plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée*) :

Rappel au règlement : demande si le rapporteur général est en droit de retirer un amendement de la commission des finances [20 octobre 1995] (p. 2189).

Article 11 (*cotisation minimum de taxe professionnelle*) :

Rappel au règlement : s'étonne des résultats enregistrés lors du vote au scrutin public sur l'amendement n° 58 [20 octobre 1995] (p. 2201).

- *défavorable* à l'amendement n° 422 de M. Patrick Devedjian (création d'une taxe d'Etat sur les entreprises) (p. 2203) ;
- *favorable* à l'amendement n° 423 de M. Patrick Devedjian (suppression de l'affectation du supplément d'imposition au budget de l'Etat) (p. 2207) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 162 de la commission (versement du supplément d'imposition au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle et réduction à due concurrence de la dotation budgétaire de l'Etat à ce fonds) (p. 2207).

Article 12 (*aménagement du plafonnement des cotisations de taxe d'habitation en fonction du revenu*) :

- *soutient* l'amendement n° 343 de M. Jean-Pierre Balligand (taux du plafonnement abaissé à 2 %) (p. 2213) : rejeté (p. 2218) ;
- *soutient* l'amendement n° 346 de M. Jean-Pierre Balligand (taux du plafonnement abaissé à 2,3 %) (p. 2213) : rejeté (p. 2218) ;
- *soutient* les amendements n° 348 à 356 de M. Jean-Pierre Balligand (taux du plafonnement abaissé à respectivement 2,5, 2,6, 2,7, 2,8, 2,9, 3,0, 3,1, 3,2 et 3,3 %) (p. 2214) : rejetés (p. 2218).

Article 13 (*pérennisation de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux*) :

- *son* amendement n° 331 (de suppression) (p. 2224) : rejeté (p. 2226).

Article 14 (*modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et aménagement de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures*) :

- *son* amendement n° 332 (de suppression) (p. 2227) : rejeté (p. 2228).

Après l'article 15 :

- *soutient* l'amendement n° 303 de M. Jean-Pierre Balligand (abrogation de l'article 92 B bis du CGI relatif à l'imposition des stock options) (p. 2244) : rejeté (p. 2247) ;
- *soutient* l'amendement n° 443 de M. Michel Hannoun (application du taux réduit de la TVA à tout produit de chocolaterie préemballé individuellement) (p. 2253) : rejeté (p. 2254) ;
- *soutient* l'amendement n° 336 de M. Augustin Bonrepaux (application du taux réduit de la TVA aux prestations de collecte et de traitement des déchets effectuée dans le cadre du service public local pour le compte des communes et de leurs groupements) (p. 2254) : rejeté (p. 2255) ;

- *soutient* l'amendement n° 334 de M. Augustin Bonrepaux (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile, les associations procédant à la fourniture gratuite de repas et les associations ayant un caractère social, éducatif, familial, sportif ou culturel) : retiré (p. 2264).

Article 16 (*institution d'une contribution annuelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction*) :

- *son* amendement n° 337 (de suppression) (p. 2265) : rejeté (p. 2266).

Article 19 (*suppression de la première part de la dotation globale d'équipement des communes*) :

- *son* amendement n° 340 (de suppression) (p. 2287) : rejeté (p. 2291).

Article 18 précédemment réservé (*détermination de l'enveloppe des concours de l'Etat aux collectivités locales*) :

- *son* amendement n° 338 (de suppression) (p. 2300) : rejeté (p. 2302) ;
- *son* amendement n° 339 (évolution des dotations de l'Etat aux collectivités locales en fonction de l'inflation et des deux tiers de la croissance en volume) : rejeté (p. 2302).

Après l'article 30 :

- *son* amendement n° 341 (prélèvement de 4 % sur les sommes mises aux jeux exploités par la Française des jeux, à l'exception des sommes mises au loto sportif) (p. 2308) : rejeté (p. 2309).

Article 31 et état A (*équilibre général du budget*) :

- *défavorable* à l'amendement n° 150 de la commission (réduction des dépenses à caractère définitif de 4 milliards de francs) (p. 2323) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 542 rectifié de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des dépenses à caractère définitif de 2 milliards de francs) (p. 2327).

Ses explications de vote [24 octobre 1995] (p. 2363) :

Vote contre du groupe socialiste.

Deuxième partie :

Légion d'honneur et ordre de la Libération. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés.* Rapporteur spécial de la commission des finances [24 octobre 1995] :

Ordre de la Libération (p. 2368).

Ordre national de la Légion d'honneur :

- anciens combattants : nominations : contingents (p. 2368) ;
- crédits (p. 2367, 2368) ;
- maisons d'éducation (p. 2368) ;
- patrimoine : Chapelle des Loges (p. 2368).

Vote des crédits :

Budget annexe de la Légion d'honneur :

- *favorable* à l'amendement n° 69 du Gouvernement (augmentation des crédits de 1,3 million de francs en conséquence du rétablissement du traitement des titulaires de la Légion d'honneur et de la médaille militaire dans les conditions antérieures à 1991) (p. 2370).

Economie et finances : Charges communes. – Services financiers. – Monnaies et médailles (budget annexe). – Comptes spéciaux du Trésor. – Taxes parafiscales. – Vote des crédits [14 novembre 1995] :

Charges communes :

Etat B, titre III :

- *défavorable* à l'amendement n° 238 de la commission (réduction des crédits de paiement de 2 millions de francs) (p. 3689).

Etat C, titre VI :

- défavorable à l'amendement n° 240 de la commission (réduction des autorisations de programme de 129,7 millions de francs et des crédits de paiement de 15 millions de francs) (p. 3691).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :**Article 53 (aménagement du régime fiscal des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions) :**

- son amendement n° 388 (abrogation de l'article 92 B bis du CGI relatif au régime fiscal des plans d'options sur actions) (p. 3729) : rejeté au scrutin public (p. 3731).

Article 54 (révision des seuils d'imposition des plus-values sur cessions de valeurs mobilières et titres assimilés) :

- son amendement n° 389 soutenu par M. Augustin Bonrepaux et ses observations (suppression des seuils d'imposition) (p. 3732) : rejeté (p. 3734) ;
- défavorable à l'amendement n° 371 de M. Gilbert Gantier (application d'un seuil d'imposition de 200 000 francs pour les cessions d'actions et de 50 000 francs pour les cessions d'autres valeurs mobilières) (p. 3734).

Article 57 (prorogation de la réduction d'impôt pour dépenses de grosses réparations et d'amélioration des logements) :

- son amendement n° 393 (bénéfice de la réduction d'impôt réservé aux contribuables dont le revenu net imposable par part n'excède pas 229 260 francs au titre de 1995) (p. 3737) : rejeté (p. 3738).

Article 59 (institution d'un abattement de taxe professionnelle au profit du secteur de diffusion de la presse écrite) :

- son amendement n° 394 (compensation par l'Etat des pertes de recettes pour les collectivités locales) : devenu sans objet (p. 3739).

Après l'article 59 :

- soutient l'amendement n° 387 de M. Augustin Bonrepaux (plafonnement des réductions d'impôt à hauteur de 30 % de la cotisation d'impôt sur le revenu pour les contribuables dont le revenu par part est supérieur à 229 260 francs et de 50 % pour les contribuables dont le revenu par part est supérieur à 87 020 francs et inférieur à 229 260 francs) (p. 3741) : vote réservé jusqu'à la vérification du quorum (p. 3745) ; rejeté au scrutin public (p. 3796) ;
- son amendement n° 382 (relèvement de 40 à 50 % du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des dons aux associations reconnues d'utilité publique) : rejeté (p. 3804) ;
- favorable à l'amendement n° 333 de M. Jacques Péliissard (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées au droit d'utilisation d'installations sportives) (p. 3809) ;
- ses observations sur l'amendement n° 401 de M. Augustin Bonrepaux (application de la réduction de 2,6 % du taux de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement aux foyers de jeunes travailleurs, aux centres sociaux et aux hôtels sociaux) (p. 3812) ;
- son amendement n° 383 (exonération de la taxe d'habitation pour les chômeurs de longue durée) (p. 3822) : rejeté (p. 3823) ;
- soutient l'amendement n° 384 de M. Augustin Bonrepaux (réduction de 3,4 à 2,5 % du taux du plafonnement de la taxe d'habitation par rapport au revenu) : rejeté (p. 3823) ;
- soutient l'amendement n° 400 de M. Didier Mathus (compensation par l'intermédiaire du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle de la baisse de la redevance des mines) (p. 3830) : rejeté (p. 3831) ;
- son amendement n° 397 (prélèvement au profit du Fonds national pour le développement du sport au taux de 3 % sur les sommes mises aux jeux exploités par la Française des jeux à l'exception du loto sportif) (p. 3836) : devenu sans objet (p. 3839) ;

- son amendement n° 398 (prélèvement au profit du Fonds national pour le développement du sport au taux de 2,8 % sur les sommes mises aux jeux exploités par la Française des jeux à l'exception du loto sportif) (p. 3836) : devenu sans objet (p. 3839) ;

- son amendement n° 395 (non-assujettissement des coopératives à la contribution sociale de solidarité des sociétés) : adopté (p. 3843).

Article 55 précédemment réservé (imputation sur le revenu global des déficits relevant des BIC) :

- son amendement n° 392 (champ d'application de l'article limité aux investissements ne comportant pas de risques économiques) : rejeté (p. 3849) ;
- son amendement n° 391 (non-application du dispositif aux maisons de retraite médicalisées et aux résidences pour étudiants) : rejeté (p. 3850) ;
- son amendement n° 390 (maintien de l'imputation pour les déficits calculés compte non tenu des amortissements et des intérêts des emprunts) : retiré (p. 3852).

Seconde délibération des articles 33, 34, 36, 46, 55, 59 septies, 59 nonies, 59 decies, 59 duodecies de la deuxième partie et, pour coordination, de l'article 31 et de l'état A [15 novembre 1995] :

- ses observations sur les amendements du Gouvernement n° 1 à 31 (majoration des crédits), 32 à 53 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement), 54 à 69 (minoration des crédits), 70 à 80 (minoration des autorisations de programme et des crédits de paiement), 81 et 82 (de coordination à l'article 55), 83 (suppression de l'article 59 septies réduisant le taux de la taxe forestière pour les entreprises de sciage), 84 (suppression de l'article 59 nonies prévoyant une mise en application progressive de la révision des valeurs locatives en ce qui concerne la taxe foncière sur les propriétés non bâties), 85 (de suppression de l'article 59 decies instituant un prélèvement de 3 % sur les sommes mises aux jeux exploités par la Française des jeux), 86 (modification de l'article 59 duodecies afin de neutraliser, pour l'établissement de la contribution sociale de solidarité des sociétés, les transactions réalisées par les coopératives agricoles portant sur la vente des produits issus des exploitations de leurs membres) et 87 (déficit porté à 287,39 milliards de francs) (p. 3867).

Ses explications de vote [16 novembre 1995] (p. 3886 à 3888).

Vote contre du groupe socialiste (p. 3888).

- **Rappel au règlement** : estime que les initiatives de la commission des finances en matière de réduction de crédits sont hypocrites, démagogiques, irresponsables et à vocation purement médiatique et demande une suspension de séance [18 octobre 1995] (p. 1994).

- **Rappel au règlement** : proteste contre le retrait par le rapporteur général d'amendements adoptés par la commission des finances, sollicite la réunion du Bureau et demande la réunion de la commission des finances ainsi qu'une suspension de séance [19 octobre 1995] (p. 2027).

- **Rappel au règlement** : regrette l'absence du ministre de l'économie et des finances lors de l'examen des articles non rattachés du projet de loi de finances pour 1996 [15 novembre 1995] (p. 3721).

- **Rappel au règlement** : proteste contre les méthodes de travail de l'Assemblée au cours du débat budgétaire [15 novembre 1995] (p. 3721).

- **Motion de censure déposée par M. Laurent Eabius et soixante-trois membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.**

Principaux thèmes développés lors de la discussion [5 décembre 1995] :

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4590).

Président de la République : engagements électoraux (p. 4590).

Le groupe socialiste vote la censure (p. 4590).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [6 décembre 1995] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Fabius (Laurent)* (p. 4608) : rejetée (p. 4615).

Principaux thèmes développés

Action sociale et solidarité nationale : fracture sociale (p. 4610).

Consommation (p. 4609).

Emploi :

- chômage (p. 4609) ;
- politique de l'emploi (p. 4610).

Energie : EDF : supplément de dividende (p. 4608).

Enseignement supérieur (p. 4610, 4611).

Finances publiques :

- crédits : ouvertures : annulations (p. 4608, 4610 à 4612) ;
- déficits publics et sociaux (p. 4608, 4609, 4612) ;
- dépenses publiques : maîtrise (p. 4611) ;
- prélèvements obligatoires (p. 4609) ;
- recettes : moins-values (p. 4608, 4609).

Impôts et taxes :

- impôt sur les opérations de bourse (p. 4613) ;
- justice sociale (p. 4612, 4613) ;
- réforme fiscale (p. 4609, 4610, 4612).

Jeux et paris :

- Française des jeux (p. 4608, 4609) ;
- pari mutuel : prélèvements (p. 4608).

Logement et habitat :

- Caisse de garantie du logement social (p. 4608, 4613) ;
- épargne-logement : prélèvement (p. 4608).

Parlement : contrôle (p. 4611).

Politique économique :

- conjoncture (p. 4608, 4609) ;
- croissance (p. 4609).

Retraites : régimes spéciaux (p. 4610).

Sports : Fonds national pour le développement du sport (p. 4609).

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Article 3 (*récupération des sommes versées par l'Etat à la caisse de garantie du logement social*) :

- *soutient* l'amendement n° 44 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 4628) : rejeté (p. 4629).

Article 9 et état C (*dépenses en capital des services civils - ouvertures*) :

- *favorable* à l'amendement n° 94 du Gouvernement (majoration de 2 milliards de francs des autorisations de programme et de 500 millions de francs des crédits de paiement de l'enseignement supérieur correspondant à la mise en place du plan d'urgence dans les universités) (p. 4660).

Article 13 (*aménagement de l'impôt sur les opérations de bourse et du statut des sociétés de capital risque dans la perspective du Nouveau Marché*) :

- *son* amendement n° 47 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 4668) : rejeté (p. 4669).

Article 14 (*relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition*) :

- *son* amendement n° 48 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (vérification par sondage des comptabilités tenues par les centres de gestion pour toutes les entreprises soumises au régime simplifié d'imposition) (p. 4674) : rejeté (p. 4675).

- Rappel au règlement : souhaite que la conférence des présidents et le bureau de l'Assemblée nationale s'interrogent sur la pertinence de l'organisation des travaux de l'Assemblée nationale dans le cadre de la session unique et plus particulièrement sur la rigidité du système des trois jours de séance par semaine [5 mars 1996] (p. 1152).

- Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [5 mars 1996] :

Son intervention (p. 1175).

Soutient la motion de renvoi en commission de : *Fabius (Laurent)* : rejetée (p. 1191).

Principaux thèmes développés :

Action sociale et solidarité nationale : exclusion : fracture sociale (p. 1175).

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 1191).

Consommation (p. 1176).

Entreprises :

- charges : allègement (p. 1177) ;
- PME (p. 1175).

Finances publiques :

- crédits : réduction : annulations (p. 1175) ;
- déficits publics et sociaux : dépenses publiques : dette publique (p. 1176) ;
- prélèvements obligatoires (p. 1176) ;
- recettes : moins-values (p. 1176).

Gouvernement : politique : méthode de travail (p. 1175).

Impôts et taxes :

- justice sociale (p. 1176) ;
- politique fiscale (p. 1176).

Lois de finances rectificatives (p. 1175).

Parlement : rôle (p. 1191).

Politique économique : croissance (p. 1175).

Prix et concurrence (p. 1176).

Salaires (p. 1176).

Sécurité sociale : plan de réforme ; maîtrise des dépenses (p. 1177).

Travail : réduction du temps de travail (p. 1176).

Rappel au règlement : juge très important que l'Assemblée nationale s'associe au mouvement de solidarité à l'égard d'Israël [6 mars 1996] (p. 1212).

Discussion des articles [6 et 7 mars 1996] :

Après l'article 8 :

- *défavorable* à l'amendement n° 43 de la commission (réforme des transmissions d'entreprises) (p. 1233).

Article 16 (*exonération des plus-values de cession de titres d'OPCVM monétaires de capitalisation en cas de réinvestissement dans l'immobilier d'habitation ou l'acquisition d'équipements ménagers*) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 265 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 1266).

Après l'article 16 :

- *son* amendement n° 272 rectifié (possibilité d'imposition commune pour les personnes vivant en concubinage et ayant ensemble un ou plusieurs enfants) (p. 1272) : rejeté (p. 1273) ;

- *reprend* l'amendement n° 329 de M. Michel Hannoun (possibilité d'imposition commune pour les personnes vivant en concubinage et ayant ensemble un ou plusieurs enfants) : rejeté (p. 1273) ;

- *soutient* l'amendement n° 280 de M. Augustin Bonrepaux (abrogation de l'article 92 B *bis* du code général des impôts relatif à l'imposition des « stock options ») (p. 1278) : rejeté (p. 1279) ;
- *favorable* à l'amendement n° 60 de la commission (plafonnement des réductions d'impôt en fonction du revenu net imposable) (p. 1281) ;
- *soutient* l'amendement n° 278 de M. Augustin Bonrepaux (bénéfice de la réduction d'impôt accordée au titre des grosses réparations réservé aux contribuables dont le revenu net imposable par part n'excède pas 229 260 francs) (p. 1283) : rejeté (p. 1284) ;
- *soutient* l'amendement n° 276 de M. Augustin Bonrepaux (bénéfice de la réduction d'impôt accordée au titre des investissements réalisés outre-mer réservé aux contribuables dont le revenu net imposable par part n'excède pas 229 260 francs) (p. 1285) : rejeté (p. 1286) ;
- *son* amendement n° 273 soutenu par M. Augustin Bonrepaux et *ses observations* (abaissement à 26 000 francs de la limite des dépenses prises en compte pour le calcul de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 1287) : rejeté au scrutin public (p. 1288) ;
- *ses observations* sur le sous-amendement n° 349 de M. Yves Fréville (plafonnement de la réduction d'impôt à 2 500 francs par an pour un contribuable célibataire, veuf ou divorcé et à 5 000 francs par an pour un couple marié) à l'amendement n° 4 du Gouvernement (réduction d'impôt accordée au titre des intérêts des prêts à la consommation) (p. 1291) ;
- *ses observations* sur les sous-amendements identiques n° 57 de la commission et 158 de M. Jean-Pierre Thomas (plafonnement de la réduction d'impôt à 2 500 francs par an) à l'amendement n° 4 du Gouvernement (p. 1291) ;
- *son* amendement n° 283 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des objets d'antiquité, d'art ou de collection lorsque leur valeur totale est supérieure à 10 millions de francs) (p. 1322) : rejeté (p. 1323) ;
- *son* amendement n° 284 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (majoration de 50 % des taux du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 1323) ;
- *son* amendement n° 281 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (assujettissement à la contribution sociale généralisée de l'ensemble des revenus du capital des particuliers à l'exception des revenus tirés de l'épargne populaire) : rejeté (p. 1323).

Article 27 (*inscription de la Société française de production sur les listes des entreprises dont la privatisation est autorisée par la loi*) :

- *son* amendement n° 289 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (exclusion de l'Aérospatiale des entreprises privatisables) : rejeté (p. 1349) ;
- *son* amendement n° 290 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (exclusion d'Air France des entreprises privatisables) (p. 1350) : rejeté (p. 1351) ;
- *son* amendement n° 291 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (exclusion de la Banque Herve des entreprises privatisables) : rejeté (p. 1351) ;
- *son* amendement n° 292 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (exclusion de la Caisse centrale de réassurance des entreprises privatisables) : rejeté (p. 1351) ;
- *son* amendement n° 293 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (exclusion de la Caisse nationale de prévoyance-assurances des entreprises privatisables) : rejeté (p. 1351) ;
- *son* amendement n° 294 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (exclusion de la Compagnie générale maritime des entreprises privatisables) (p. 1351) : rejeté (p. 1352) ;

- *ses* amendements n° 295 à 301 soutenus par M. Augustin Bonrepaux (exclusion du Crédit Lyonnais, de Renault, des Assurances générales de France, du groupe des assurances nationales, de la Société marseillaise de crédit, de la SNECMA et de Thomson des entreprises privatisables) (p. 1351) : rejetés (p. 1353).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, sur le débat d'orientation budgétaire et débat sur cette déclaration (n° 2768).**

Rappel au règlement : exprime son désaccord sur l'organisation des travaux de l'Assemblée nationale [14 mai 1996] (p. 3123).

Principaux thèmes développés [14 mai 1996] :

Collectivités locales (p. 3128).

Emploi :

- généralités (p. 3127) ;
- aides publiques (p. 3127).

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux : dette publique (p. 3127) ;
- dépenses publiques (p. 3127) ;
- politique budgétaire (p. 3127) ;
- prélèvements obligatoires (p. 3127) ;
- procédure budgétaire (p. 3127).

Gouvernements socialistes : héritage (p. 3129).

Impôts et taxes :

- allègements fiscaux (p. 3128) ;
- réforme fiscale (p. 3128).

Politique économique :

- généralités (p. 3128) ;
- croissance (p. 3127).

MIGNON (Jean-Claude)

Député de la Seine-et-Marne

(1^{re} circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 8 juin 1995] (p. 8936).

DEPOTS

Proposition de loi luttant contre les mariages dits de complaisance (n° 2624) [11 mars 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Sûreté nucléaire en Ukraine** : Tchernobyl : nouveaux accidents [19 mars 1996] (p. 1738).

orales sans débat :

- n° 666, posée le 3 octobre 1995 : **rémunérations des agents du Conseil de l'Europe** (p. 1570). Appelée le 5 octobre 1995 : régime du calcul des parités économiques : maintien (p. 1678 et 1679).

- n° 742, posée le 28 novembre 1995 : **voie rapide C5** (p. 4183). Appelée le 7 décembre 1995 : gel du projet (p. 4731).

- n° 743, supplée M. François Guillaume, posée le 28 novembre 1995 : **expérimentation d'un plan sanitaire dans le Lunévillois** (p. 4183). Appelée le 7 décembre 1995 : carte sanitaire : élaboration (p. 4726).
- n° 770, posée le 12 décembre 1995 : **interconnexion de l'autoroute A 6 de la RN 372 et de la RN 37** (p. 5052). Appelée le 21 décembre 1995 : aménagement ; nuisances (p. 5449).
- n° 829, posée le 24 janvier 1996 : **ligne SNCF Melun-Corbeil** (p. 236). Appelée le 1^{er} février 1996 : fonctionnement (p. 515).
- n° 941, posée le 12 mars 1996 : **tracé d'une ligne SNCF dans l'Essonne et la Seine-et-Marne** (p. 1532). Appelée le 21 mars 1996 : modification ; desserte de communes seine-et-marnaises (p. 1908).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. -
Questions [26 octobre 1995] :

Départements : Seine-et-Marne (p. 2523).

Intérieur. - Questions [3 novembre 1995] :

Collectivités locales : compétences et transferts de charges (p. 3058).

Etrangers : mariages (p. 3064).

Logement. - Questions [6 novembre 1995] :

Logement social : HLM (p. 3122).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente et de coopération entre la République française et l'Ukraine (n° 2349).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [14 février 1996] (p. 853, 854) :

Communautés européennes et Union européenne : programmes PHARE et TACIS.

Conseil de l'Europe : adhésion de l'Ukraine le 9 novembre 1995.

Energie : Tchernobyl.

Traité de non-prolifération nucléaire : adhésion de l'Ukraine le 5 décembre 1994.

Ukraine : indépendance, institutions, relations avec la Russie.

MILLON (Charles)

Député de l'Ain

(3^e circonscription)

UDF

puis ministre de la défense

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Cessation de son mandat de député le 18 juin 1995 [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9343).

NOMINATIONS

Membre de la commission des étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Est nommé ministre de la défense. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

Cesse d'appartenir à la commission des étrangères [J.O. du 10 juin 1995] (p. 9014).

Fin de ses fonctions ministérielles : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

Est nommé ministre de la défense. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16345).

DEPOTS

Déclaration du Gouvernement sur la situation en ex-Yougoslavie (n° 2073) [6 juin 1995].

Déclaration du Gouvernement sur la politique de défense (n° 2654) [20 mars 1996].

Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766) [13 mai 1996].

Projet de loi relatif aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées (n° 2979) [7 août 1996].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- **Boucheron (Jean-Michel) : essais nucléaires** : danger liés au rétablissement [7 juin 1995] (p. 457, 458).
- **Roussel-Rouard (Yves) : avenir du plateau d'Albion** : missiles stratégiques : suppression ; conséquences [14 juin 1995] (p. 491).
- **Nicolin (Yves) : GIAT-Industries** : situation financière [29 juin 1995] (p. 696, 697).
- **Myard (Jacques) : secteur de l'armement** : commandes de l'Etat : perspectives [10 octobre 1995] (p. 1725).
- **Meyer (Gilbert) : restructurations dans l'armée** : plan armées 2000 [11 octobre 1995] (p. 1776).
- **Quilès (Paul) : essais nucléaires** : reprise : conséquences [18 octobre 1995] (p. 1960).
- **Martin-Lalande (Patrice) : GIAT-Industries** : emploi et activité : perspectives [25 octobre 1995] (p. 2451).
- **Fèvre (Charles) : restructurations militaires** : conséquences [25 octobre 1995] (p. 2453).
- **Brunhes (Jacques) : Aérospatiale** : avenir [31 octobre 1995] (p. 2850).
- **Carneiro (Grégoire) : Aérospatiale** : avenir [31 octobre 1995] (p. 2852).
- **Garrigue (Daniel) : programme Konver** : application [31 octobre 1995] (p. 2853).
- **Attilio (Henri d') : Eurocopter** : avenir [31 octobre 1995] (p. 2854, 2855).
- **Fourgous (Jean-Michel) : industrie aéronautique** : aides de l'Etat [22 novembre 1995] (p. 3994, 3995).
- **Lellouche (Pierre) : industrie d'armement** : Aérospatiale ; coopération entre la France et l'Allemagne [13 décembre 1995] (p. 5091).
- **Joly (Antoine) : ex-Yougoslavie** : libération des pilotes français détenus [13 décembre 1995] (p. 5091).
- **Cognat (Jean-Pierre) : soldats français dans l'ex-Yougoslavie** : rôle [19 décembre 1995] (p. 5323, 5324).
- **Paecht (Arthur) : avenir de GIAT-Industries** : aides de l'Etat [24 janvier 1996] (p. 268).
- **Warhouver (Aloyse) : suppression du service national** : calendrier ; débat au Parlement [24 janvier 1996] (p. 270).
- **Mercieca (Paul) : avenir de GIAT-Industries** : emploi et activité [24 janvier 1996] (p. 273).

- **Gascher (Pierre) : essais nucléaires : désarmement ; défense ; coopération européenne** [30 janvier 1996] (p. 396).
 - **Boyon (Jacques) : essais nucléaires : arrêt des essais ; simulation** [30 janvier 1996] (p. 397).
 - **Colin (Daniel) : Direction des constructions navales : statut ; avenir** [13 février 1996] (p. 795).
 - **Cousin (Bertrand) : Direction des constructions navales : statut ; avenir** [13 février 1996] (p. 798).
 - **Fèvre (Charles) : restructurations militaires : conséquences** [21 février 1996] (p. 1029).
 - **Brunhes (Jacques) : industrie aéronautique : rapprochement Aérospatiale-Dassault : conséquences** [21 février 1996] (p. 1031).
 - **Carneiro (Grégoire) : avion de transport futur : programme européen** [5 mars 1996] (p. 1144).
 - **Malvy (Martin) : avion de transport futur européen : programme européen** [5 mars 1996] (p. 1145).
 - **Baumet (Gilbert) : usine Cogema de Pierrelatte : conditions de démantèlement** [5 mars 1996] (p. 1148).
 - **Boyon (Jacques) : entreprises de défense : réforme de la politique de défense : conséquences** [15 mai 1996] (p. 3181).
 - **Forgues (Pierre) : GIAT-Industries : site de Tarbes : suppression d'emplois** [22 mai 1996] (p. 3325).
 - **Mercieca (Paul) : consultation des élus sur l'organisation de la défense : rôles respectifs du Parlement et du Président de la République** [29 mai 1996] (p. 3584).
 - **Quilès (Paul) : commandement intégré de l'OTAN : réorganisation de l'OTAN** [4 juin 1996] (p. 3751).
 - **Le Pensec (Louis) : arsenaux : situation de la Direction des constructions navales** [26 juin 1996] (p. 4947).
- orales sans débat de :
- **Dupont (Jean-Pierre) (n° 744) : centre de transmissions du mont Audouze : fermeture : conséquences** [7 décembre 1995] (p. 4720).
 - **Bousquet (Jean) (n° 844) : service national et emploi des jeunes : dispenses : conditions d'attribution** [8 février 1996] (p. 734).
 - **Chabot (René) (n° 897) : service de l'information et de la diffusion générale de la gendarmerie : transfert au Blanc (Indre)** [7 mars 1996] (p. 1306).
 - **Mariani (Thierry) (n° 955) : fermeture des usines de Tricastin : conditions de démantèlement ; reconversion** [28 mars 1996] (p. 2100).
 - **Le Nay (Jacques) (n° 948) : assurance invalidité des artisans : réforme** [28 mars 1996] (p. 2101).
 - **Glavany (Jean) (n° 978) : régiments et industrie d'armement dans l'agglomération tarbaise : avenir** [18 avril 1996] (p. 2363).
 - **André (René) (n° 1097) : situation des entreprises artisanales et commerciales : difficultés** [4 juin 1996] (p. 3732).
 - **Colot (Geneviève) (n° 1098) : centre d'essais en vol de Brétigny-sur-Orge : avenir ; délocalisation** [4 juin 1996] (p. 3729).
 - **Glavany (Jean) (n° 1111) : application du plan social de GIAT-Industries à Tarbes : menaces sur l'emploi** [4 juin 1996] (p. 3729).
 - **Jambu (Janine) (n° 1115) : groupe Thomson : privatisations** [11 juin 1996] (p. 4050).

- **Ayrault (Jean-Marc) (n° 1131) : arsenal d'Indret : avenir** [11 juin 1996] (p. 4049).

INTERVENTIONS

En qualité de ministre :

- **Déclaration du Gouvernement sur la situation en ex-Yougoslavie et débat sur cette déclaration présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères et M. Charles Millon, ministre de la défense (n° 2073).**

Principaux thèmes développés [6 juin 1995] :

Europe : défense européenne (p. 424, 425).

Organisation des Nations Unies :

- Casques bleus pris en otages (p. 423) ;
- FORPRONU : missions ; contingent français ; force de réaction rapide (p. 424, 425).

Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord : frappes aériennes (p. 424, 425).

Ex-Yougoslavie : guerre civile (p. 423 à 425).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).*Première lecture, deuxième partie :***Défense.** - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1995] :

Affaires étrangères :

- contexte géopolitique (p. 3236) ;
- Organisation des Nations Unies (p. 3243) ;
- Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord : missions, élargissement, commandement intégré (p. 3243).

Armée de l'air : avion Rafale (p. 3239).

Armée de terre :

- effectifs (p. 3237) ;
- entraînement (p. 3239) ;
- personnels militaires : rémunération (p. 3238, 3239) ;
- professionnalisation (p. 3236).

Armements classiques : hélicoptères Tigre et NH 90 (p. 3240).

Armements nucléaires :

- crédits (p. 3240) ;
- dissuasion nucléaire : doctrine (p. 3243) ;
- essais nucléaires et simulation : programme PALEN (p. 3242).

Espace : programmes Syracuse, Spot, Hélios, Osiris, Zénon, Stentor (p. 3240).

Europe : Eurocorps (p. 3243).

Gendarmerie : effectifs et missions (p. 3242).

Industrie d'armement :

- direction des constructions navales (p. 3241) ;
- restructurations industrielles (p. 3237, 3241).

Livre blanc et loi de programmation militaire pour les années 1995-2000 du 23 juin 1994 (p. 3236, 3237).

Loi de programmation militaire : nouveau projet de loi (p. 3236 à 3238).

Ministère :

- crédits (p. 3236, 3238 à 3240) ;
- personnels civils (p. 3239).

Réponses aux questions :

Armée de l'air :

- avion de transport futur (M. Jean Diebold) (p. 3251) ;
- base de Chartres (M. Gérard Cornu) (p. 3250) ;
- base de Limoges-Romanet (M. Alain Rodet) (p. 3247).

Armée de terre :

- effectifs (M. Michel Grandpierre) (p. 3249) ;
- RICM de Vannes : transfert à Poitiers (M. Michel Godard) (p. 3252) ;
- retraites anticipées (M. Guy Teissier) (p. 3252).

Armements préstratégiques : missile Hadès (M. François Guillaume) (p. 3245).

Espace : satellites Hélios et Osiris-Horus (M. Moyne-Bressand) (p. 3248).

Gendarmerie : effectifs en milieu rural (M. Xavier Pintat) (p. 3248).

Industrie d'armement :

- Aérospatiale (MM. Etienne Garnier, Didier Boulaud) (p. 3245) ;
- Direction des constructions navales (MM. Etienne Garnier, Yves Coussain) (p. 3245, 3246) ;
- entreprises publiques : recapitalisation (MM. Didier Boulaud, Pierre Favre) (p. 3246, 3249) ;
- Groupement industriel des armements terrestres (MM. Didier Boulaud, Serge Lepeltier, Franck Thomas-Richard) (p. 3246, 3252, 3254) ;
- SNECMA (M. Olivier Darrason) (p. 3255).

Ministère : opérations extérieures : coût et imputation (M. Laurent Dominati) (p. 3253).

Service national (MM. Paul Mercieca, Michel Hunault, Antoine Carré) (p. 3250, 3251, 3253).

Vote des crédits :

Article 35 (mesures nouvelles. - Dépenses ordinaires des services militaires) :

- favorable à l'amendement n° 217 de la commission (réduction des crédits de fonctionnement en vue d'une maîtrise des dépenses publiques) (p. 3256) ;
- soutient l'amendement n° 277 rectifié du Gouvernement (réduction des crédits de paiement en raison du rétablissement des conditions d'octroi du traitement attaché à la Légion d'honneur et à la médaille militaire antérieures au 27 avril 1991) (p. 3256) : adopté (p. 3257) ;
- défavorable à l'amendement n° 276 de M. Jean-Pierre Brard (réduction des crédits du titre II) (p. 3257).

Article 36 (mesures nouvelles. - Dépenses en capital des services militaires) :

- défavorable à l'amendement n° 181 de M. Jean-Michel Boucheron (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement des centres d'expérimentation nucléaire) (p. 3257) ;
- défavorable à l'amendement n° 218 de la commission (réduction des crédits relatifs à l'achat des avions Hawkeye) (p. 3260) ;
- soutient l'amendement n° 195 du Gouvernement (réduction des crédits en raison de l'imputation différente des crédits de l'Institut français des relations internationales) (p. 3260) : adopté (p. 3261) ;
- défavorable à l'amendement n° 219 de la commission (réduction des dépenses de fonctionnement des arsenaux) (p. 3261).

- Débat sur la reprise, par la France, des essais nucléaires.*Principaux thèmes développés* [13 décembre 1995] :

Affaires étrangères :

- contexte géopolitique (p. 5106, 5129) ;
- prolifération nucléaire (p. 5105, 5129).

Armements nucléaires :

- dissuasion nucléaire : doctrine (p. 5104 à 5108, 5128 à 5130) ;

- essais nucléaires (p. 5104 à 5108 ; 5129, 5130) ;
- simulation : programme PALEN (p. 5105, 5130) ;
- sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (p. 5105, 5128).

Communautés européennes et Union européenne : défense européenne, dissuasion élargie (p. 5107, 5108, 5130).

Energie : nucléaire civil en Russie et en Europe de l'Est (p. 5128).

Environnement : site de Mururoa (p. 5128, 5129).

Loi de programmation militaire : nouveau projet de loi (p. 5128).

Organismes et structures : Agence internationale de l'énergie atomique (p. 5107).

Traités et conventions :

- traité d'interdiction des essais nucléaires (p. 5104, 5105, 5107) ;
- traité de limitation des armements nucléaires : START II (p. 5105) ;
- traité de non-prolifération nucléaire (p. 5107).

Ex-Yougoslavie : présence française en Bosnie (p. 5108).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Charles Millon, ministre de la défense, sur la politique de défense et débat sur cette déclaration (n° 2654).*Son intervention* [20 mars 1996] (p. 1806) et *sa réponse* (p. 1871).*Principaux thèmes développés :*

Affaires étrangères :

- contexte géopolitique (p. 1806) ;
- opérations de maintien de la paix : enseignements (p. 1807, 1872) ;
- Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (p. 1807, 1871) ;
- Union de l'Europe occidentale (p. 1807).

Armée de l'air :

- avion de transport futur (p. 1808, 1872) ;
- format (p. 1808).

Armée de terre :

- format et organisation (p. 1810) ;
- professionnalisation (p. 1808, 1871, 1874) ;
- réserves (p. 1875).

Armements nucléaires :

- dissuasion nucléaire : doctrine ; composantes (p. 1807, 1872) ;
- essais nucléaires et simulation : programme PALEN (p. 1808, 1872) ;
- sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (p. 1873).

Drogue : trafics de stupéfiants (p. 1806).

Espace : programme de satellites (p. 1808).

Europe : défense européenne, corps européen (p. 1808, 1871).

Finances publiques (p. 1810).

Gendarmerie : crédits, effectifs, missions (p. 1807).

Industries d'armement :

- généralités, coopération européenne, restructurations (p. 1808, 1811, 1872) ;
- Direction des constructions navales (p. 1809, 1873) ;
- Groupement industriel des armements terrestres (p. 1809, 1872).

Livre blanc et loi de programmation pour les années 1995-2000 du 23 juin 1994 (p. 1807, 1810).

Loi de programmation militaire : nouveau projet de loi (p. 1809, 1874).

Marine :

- crédits et flotte (p. 1808) ;
- porte-avions (p. 1873).

Ministère : personnels civils (p. 1810, 1873).

Service national (p. 1808, 1871, 1875).

Terrorisme (p. 1806).

- Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).*Première lecture :**Avant la discussion des articles* [5 et 6 juin 1996] :*Son intervention* (p. 3856).*Son interruption* (p. 3921).*Son intervention sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : Bocquet (Alain)* (p. 3879).*Son intervention sur la question préalable opposée par : Fabius (Laurent)* (p. 3884, 3888).*Son intervention sur la motion de renvoi en commission de : Bocquet (Alain)* (p. 3972).*Sa réponse* (p. 3972).*Principaux thèmes développés :*

Affaires étrangères :

- contexte géopolitique (p. 3857) ;
- Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (p. 3858, 3885, 3979).

Armée de l'air : flotte d'avions de combat (p. 3865).

Armée de terre :

- format (p. 3858, 3861, 3884) ;
- professionnalisation (p. 3857, 3879, 3973).

Armements classiques :

- avion de transport futur (p. 3859, 3975) ;
- avions Rafale (p. 3858, 3975) ;
- chars Leclerc (p. 3858, 3977) ;
- frégates Horizon, La Fayette (p. 3859) ;
- hélicoptères de lutte anti-sous-marine NH 90 (p. 3859, 3976) ;
- hélicoptères Tigre (p. 3858, 3976) ;
- missiles air-sol-moyenne portée (p. 3858) ;
- missiles de croisière Apache, SCALP (p. 3858, 3975).

Armements nucléaires stratégiques :

- dissuasion nucléaire : doctrine et composantes (p. 3859, 3879) ;
- Commissariat à l'énergie atomique (p. 3861) ;
- essais nucléaires (p. 3856) ;
- missiles M 51 (p. 3858, 3977) ;
- plateau d'Albion : avenir économique (p. 3979) ;
- sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (p. 3858, 3975).

Commerce extérieur (p. 3977).

Constitution (p. 3879).

Espace :

- satellites Hélios IB, Hélios II (p. 3858) ;
- satellites-radars Horus (p. 3858).

Europe : défense européenne, corps européen, Eurofor, Euromarfor (p. 3859, 3886).

Finances publiques (p. 3857, 3973).

Industries d'armement :

- généralités (p. 3858, 3973, 3978) ;
- Direction des constructions navales (p. 3859, 3977) ;
- Groupement industriel des armements terrestres (p. 3859, 3886, 3977).

Livre blanc sur la défense (p. 3857).

Lois : loi de programmation militaire du 23 juin 1994 pour les années 1995 à 2000 (p. 3857).

Marine :

- arme anti-navires future (p. 3975) ;
- porte-avions à propulsion nucléaire ou classique (p. 3858, 3975).

Ministère :

- délégué interministériel aux restructurations (p. 3861) ;
- opérations extérieures : prise en charge (p. 3973) ;
- personnels civils (p. 3860, 3973).

Organismes et structures : fonds pour les restructurations de la défense (p. 3861, 3978).

Réserves (p. 3857, 3862, 3974).

Service national (p. 3858, 3862, 3879, 3884, 3972).

Discussion des articles [7 juin 1996] (p. 3987) :**Article 2 (moyens affectés au ministère de la défense) :**

- ses observations (p. 3988).

Après l'article 2 :

- soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (évolution des effectifs de personnel inscrits au budget du ministère pour la période 1997-2002) (p. 3989) : adopté (p. 3990).

Article 3 (suivi de l'exécution de la loi de programmation militaire) :

- favorable aux amendements identiques n° 86 de la commission et 39 de M. Patrice Martin-Lalande (contenu du rapport au Parlement sur les mesures d'accompagnement économique et social) (p. 3990) ;
- ses observations sur l'amendement n° 116 de M. Jean-Michel Boucheron (débat au Parlement, tous les deux ans, sur l'exécution de la loi de programmation militaire) (p. 3991) ;
- favorable au sous-amendement n° 117 de M. Jacques Boyon (possibilité d'une révision des échéanciers des programmes industriels) à l'amendement n° 116 de M. Jean-Michel Boucheron (p. 3991) ;
- soutient le sous-amendement n° 118 du Gouvernement (débat au Parlement tous les trois ans) à l'amendement n° 116 de M. Jean-Michel Boucheron (p. 3991) : rejeté (p. 3992).

Après l'article 3 :

- défavorable à l'amendement n° 110 de M. Olivier Darrason (utilisation des fonds des CODEVI par les petites et moyennes entreprises du secteur aéronautique) (p. 3993) ;
- favorable à l'amendement n° 87 de la commission (rapport au Parlement sur les mesures d'aide et de soutien à l'exportation des matériels de défense) (p. 3994) ;
- soutient le sous-amendement n° 119 du Gouvernement (dépôt du rapport avant la fin de l'année 1996) à l'amendement n° 87 de la commission : adopté (p. 3994).

Article 1^{er} précédemment réservé (approbation du rapport annexé) :

- ses observations (p. 4015) ;
- soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (service volontaire des jeunes Français au terme de la période de transition) (p. 4015) : adopté (p. 4016) ;
- défavorable à l'amendement n° 97 de M. Paul Mercieca (missions de l'armée, à savoir sécurité du pays et opérations extérieures sous commandement de l'ONU) (p. 4017) ;
- ses observations sur l'amendement n° 99 rectifié de M. Yves Bonnet (nombre de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins) (p. 4017) ;
- soutient le sous-amendement n° 120 du Gouvernement (rappel du concept de suffisance, base de la doctrine de dissuasion) à l'amendement n° 99 rectifié de M. Yves Bonnet : adopté (p. 4017) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 90 de M. Paul Mercieca (association de la représentation nationale lorsque nos forces participent à des opérations extérieures) (p. 4018) ;
- *favorable* à l'amendement n° 93 de M. Bertrand Cousin (composition du groupe aéronaval) (p. 4018) ;
- *soutient* le sous-amendement n° 121 du Gouvernement (construction d'un deuxième porte-avions sous réserve de conditions économiques favorables) à l'amendement n° 93 de M. Bertrand Cousin (p. 4018) : adopté (p. 4019) ;
- *favorable* aux amendements identiques n° 54 de la commission et 42 de M. Bertrand Cousin (confirmation de l'existence de deux porte-avions à l'horizon 2015) (p. 4019) ;
- *soutient* le sous-amendement n° 122 du Gouvernement (sous réserve de conditions économiques favorables) aux amendements identiques n° 54 de la commission et 42 de M. Bertrand Cousin : adopté (p. 4019) ;
- *favorable* aux amendements identiques n° 55 de la commission et 44 de M. Bertrand Cousin (soixante Rafale-marine) (p. 4019) ;
- *défavorable* aux amendements identiques n° 57 de la commission et 47 de M. Bertrand Cousin (quatre frégates anti-sous-marines de nouvelle génération en 2015) (p. 4020) ;
- *favorable* aux amendements identiques n° 58 de la commission et 43 de M. Bertrand Cousin (de cohérence) (p. 4020) ;
- *favorable* aux amendements identiques n° 59 de la commission et 45 de M. Bertrand Cousin (de cohérence) (p. 4020) ;
- *défavorable* aux amendements identiques n° 60 de la commission et 49 de M. Bertrand Cousin (mise en service, en 2015, de quatre frégates anti-aériennes nouvelle génération Horizon) (p. 4021) ;
- *défavorable* aux amendements identiques n° 61 de la commission et 46 de M. Bertrand Cousin (programme NH 90) (p. 4021) ;
- *soutient* l'amendement n° 3 du Gouvernement (de conséquence) (p. 4021) : adopté (p. 4022) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 107 rectifié de M. Jacques Boyon (affectation des crédits de la défense) (p. 4022) ;
- *soutient* l'amendement n° 7 du Gouvernement (de conséquence) (p. 4024) : adopté après modifications (p. 4025) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 113 de M. Jacques Boyon (caractère indicatif du chiffre de 27 200 postes réservés aux jeunes gens) à l'amendement n° 7 du Gouvernement (p. 4024) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 63 de la commission (financement des effectifs de gendarmerie affectés aux autoroutes à péages) (p. 4026) ;
- *favorable* à l'amendement n° 109 de M. Charles Cova (spécificité de la pension des militaires retraités souhaitant aborder une seconde carrière professionnelle dans la vie civile) (p. 4028) ;
- *soutient* l'amendement n° 19 du Gouvernement (de conséquence) (p. 4028) : adopté (p. 4029) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 125 de M. Pierre Lellouche (rédactionnel) à l'amendement n° 20 rectifié du Gouvernement (mise en place et modalités du service volontaire) (p. 4029) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 112 de M. Daniel Colin (développement des engins de franchissement PTA) (p. 4030) ;
- *favorable* à l'amendement n° 95 de M. Olivier Darrason (développement du programme NH 90) (p. 4031) ;
- *ses observations* sur les amendements identiques n° 65 de la commission et 41 de M. Bertrand Cousin (indisponibilité programmée du porte-avions Foch dès 2004) (p. 4031) ;
- *favorable* aux amendements identiques n° 66 de la commission et 50 de M. Bertrand Cousin (développement du missile anti-navires futur) (p. 4032) ;
- *favorable* à l'amendement n° 67 rectifié de la commission (mention du missile anti-navires futur) (p. 4032) ;
- *favorable* à l'amendement n° 96 de M. Olivier Darrason (moyens financiers nécessaires au développement des fabrications dans le domaine aéronautique) (p. 4032) ;
- *favorable* aux amendements identiques n° 69 de la commission et 51 de M. Bertrand Cousin (prise en compte pour la marine de quatre TCD dont un porte-hélicoptères à l'horizon 2002) (p. 4032) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 102 de M. Patrice Martin-Lalande (création au sein du groupe GIAT-Industries d'une unité de destruction des munitions obsolètes) (p. 4033) ;
- *favorable* à l'amendement n° 103 de M. Pierre Favre (crédits de la recherche-développement afin de maintenir les compétences technologiques et industrielles françaises) (p. 4033) ;
- *soutient* le sous-amendement n° 123 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 103 de M. Pierre Favre : adopté (p. 4033) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 104 de M. Pierre Favre (respect des calendriers pour satisfaire aux contraintes de l'exportation) (p. 4033) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 71 de la commission (non-dissolution d'unités militaires dans les régions touchées par d'importantes restructurations industrielles) (p. 4034) ;
- *soutient* le sous-amendement n° 124 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 72 de la commission (reclassement des fonctionnaires, des ouvriers d'Etat et des ouvriers sous décret de l'industrie de défense) : adopté (p. 4035) ;
- *favorable* à l'amendement n° 73 de la commission (suivi de l'application des mesures d'accompagnement social par le comité interministériel pour les restructurations de la défense) (p. 4035) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 92 rectifié de M. Paul Mercieca (prise en compte des intérêts économiques des collectivités locales) (p. 4036) ;
- *favorable* à l'amendement n° 74 de la commission (association des organisations syndicales pour l'utilisation des fonds du FRED et des fonds KONVER) (p. 4036) ;
- *défavorable* aux amendements identiques n° 75 de la commission et 27 de M. Patrice Martin-Lalande (élaboration et mise en œuvre d'un plan local de conversion dans chaque bassin d'emploi) (p. 4036) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 76 de la commission (cession des emprises militaires libérées à la suite de la dissolution des unités militaires) (p. 4037) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 29 de M. Patrice Martin-Lalande (même objet) (p. 4037) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 77 de la commission (création d'une seule société de conversion par bassin d'emploi) (p. 4037) ;
- *défavorable* aux amendements identiques n° 78 de la commission et 28 de M. Patrice Martin-Lalande (emploi de l'enveloppe financière accordée aux sociétés de conversion) (p. 4037) ;
- *favorable* à l'amendement n° 79 de la commission (propositions de reclassement ou de reconversion) (p. 4038) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 35 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (négociations sur l'aménagement et la réduction du temps de travail) (p. 4038) ;
- *favorable* aux amendements identiques n° 82 de la commission et 36 de M. Patrice Martin-Lalande (reclassement des fonctionnaires et des ouvriers) (p. 4038) ;
- *favorable* aux amendements identiques n° 83 de la commission et 37 de M. Patrice Martin-Lalande (reclassement de proximité) (p. 4039) ;
- *ses observations* sur les amendements identiques n° 84 de la commission et 38 de M. Patrice Martin-Lalande (activation des dépenses passives du chômage) (p. 4039) ;

– soutient l'amendement n° 21 corrigé du Gouvernement (maintien du lien privilégié entre l'armée et la Nation) (p. 4039) : adopté (p. 4040).

Son intervention à l'issue du vote (p. 4042).

MIOSSEC (Charles)

Député du Finistère

(5^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à compléter le code électoral par la possibilité pour les **étudiants âgés de moins de 26 ans de continuer à voter dans la commune dont ils sont originaires (n° 2049)** [16 mai 1995].

Proposition de loi autorisant la conversion en capital de la **rente viagère attribuée au conjoint survivant d'une victime d'accident du travail (n° 2623)** [11 mars 1996].

Proposition de loi autorisant les **départements à attribuer des aides directes aux entreprises pour la construction de bâtiments industriels (n° 2783)** [14 mai 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **TVA sur les productions horticoles** : taux [21 février 1996] (p. 1034).

orales sans débat :

– n° 1021, posée le 23 avril 1996 : **réseau ferroviaire en Bretagne** (p. 2479). Appelée le 2 mai 1996 : modernisation (p. 2742).

INTERVENTIONS

– **Proposition de loi renforçant la protection des personnes surendettées en cas de saisie immobilière de leur résidence principale (n° 2680).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 avril 1996] (p. 2397) :

Consommation :

- code de la consommation : commission de surendettement ;
- prix : garantie en cas de vente sur saisie.

Justice : aide juridictionnelle.

Lois : loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles.

Procédure civile : saisies immobilières.

Discussion des articles [18 avril 1996] :

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Jacques Guyard (décharge du débiteur en cas de mise à prix supérieure au montant de ses dettes) (p. 2407).

Vote pour du groupe RPR (p. 2411).

MOIRIN (Odile)

Député de l'Essonne

(6^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission d'enquête sur les sectes [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 14 octobre 1995] (p. 15023).

Chargée d'une mission temporaire auprès de M. le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale [J.O. du 19 mars 1996] (p. 4213).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante [J.O. du 24 mai 1996] (p. 7779).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 26 juin 1996] (p. 9564).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Situation des sans-abri** : hébergement d'urgence [12 décembre 1995] (p. 5014).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali sur la circulation et le séjour des personnes (ensemble deux échanges de lettres) (n° 2310) et projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali (n° 2311).**

Première lecture :

Discussion commune : principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [21 décembre 1995] :

Coopération et développement (p. 5467).

Etrangers : contrôles, maîtrise des flux migratoires, mesures d'éloignement (p. 5466, 5467).

– **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les agissements liberticides de certaines associations dites sectes (n° 1768).**

Débat sur le rapport de la commission d'enquête [8 février 1996] :

Principaux thèmes développés (p. 782, 783) :

Enseignement : rôle de la prévention.

Gouvernement : Premier ministre : observatoire des sectes.

Justice : protection des mineurs.

Lois : sectes : qualification juridique.

– **Proposition de loi tendant à faire du 20 novembre une journée nationale des droits de l'enfant (n° 2353).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [27 mars 1996] (p. 2023) :

Enfants : protection.

Traités et conventions : droits de l'enfant.

Vote pour du groupe RPR (p. 2024).

– **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante (n° 2573).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 mars 1996] (p. 2074) :

Enseignement : prévention.

Procédure pénale : comparution : délai.

MONNIER (Serge)

Député de la Haute-Loire

(1^{re} circonscription)

non inscrit puis UDF

Devenu député le 19 juin 1995 en remplacement de M. Jacques Barrot, nommé membre du Gouvernement [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9344).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 22 juin 1995] (p. 9446).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 23 juin 1995] (p. 9497).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. – BAPSA. – Questions [2 novembre 1995] :

Organismes et structures : Centres d'information et de vulgarisation pour l'agriculture et le milieu rural (p. 2968).

MONTESQUIOU (Aymeri de)

Député du Gers

(2^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Vice-président de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Turkménistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 1914) [21 juin 1995].

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kirghizistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 1915) [21 juin 1995].

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et le Turkménistan (n° 2015) [21 juin 1995].

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité d'amitié et de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan (n° 2016) [21 juin 1995].

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République du Kirghizistan (n° 2067) [21 juin 1995].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 2499) [30 janvier 1996].

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Affaires étrangères : affaires étrangères) [27 juin 1996].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi :

– (n° 1728) autorisant l'approbation de l'accord entre le **Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan sur la liberté de circulation** ;

– (n° 2016) autorisant la ratification du traité d'amitié et de coopération entre le **Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan**,

(n° 2122) [29 juin 1995].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi :

– (n° 1914) autorisant l'approbation d'un accord entre le **Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Turkménistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** ;

– (n° 2015) autorisant la ratification d'un traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la **République française et le Turkménistan**,

(n° 2125) [29 juin 1995].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi :

– (n° 1915) autorisant l'approbation d'un accord entre le **Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kirghizistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** ;

– (n° 2067) autorisant la ratification d'un traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la **République française et le Kirghizistan**,

(n° 2126) [29 juin 1995].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2499), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 2557) [8 février 1996].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires étrangères sur les réactions internationales à la reprise par la France des essais nucléaires (n° 2946) [28 juin 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Situation en Bosnie-Herzégovine** : ex-Yougoslavie ; FORPRONU ; attitude de la France : réponse globale à l'ensemble des questions relatives à la Bosnie-Herzégovine posées ce jour [31 mai 1995] (p. 379 à 383).

– **Fermeture des bureaux de poste** : zones rurales [14 février 1996] (p. 874).

– **Politique arabe de la France** : définition [20 mars 1996] (p. 1841).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Questions [2 novembre 1995] :

Impôts et taxes : CSG : assiette (p. 2943).

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. - Questions [12 novembre 1995] :

Ministère : carte diplomatique (p. 3462).

MOREAU (Louise)

Député des Alpes-Maritimes

(8^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Industrie : commerce extérieur) [4 juillet 1995].

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 14 octobre 1995] (p. 15023).

Membre de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France [J.O. du 18 octobre 1995] (p. 15198).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Rapporteur particulier de cette mission [J.O. du 28 mars 1996] (p. 4775).

Rapport du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune. (ensemble un échange de lettres), signée à Paris le 31 août 1994, et un échange de lettres complétant l'article 29 de ladite convention, signée à Washington les 19 et 20 décembre 1994 (n° 2313) [31 octobre 1995].

Rapporteur du projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à la convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique-Nord-Ouest (ensemble trois annexes) (n° 2877) [13 juin 1996].

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Economie et finances : commerce extérieur) [27 juin 1996].

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)** : tome VI : **Industrie : commerce extérieur (n° 2272)** [12 octobre 1995].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2313), autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune. (ensemble un échange de lettres), signée à Paris le 31 août 1994, et un échange de lettres complétant l'article 29 de ladite convention, signée à Washington les 19 et 20 décembre 1994 (n° 2413) [30 novembre 1995].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2877), autorisant l'adhésion de la République française à la convention sur la **future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique-Nord-Ouest** (ensemble trois annexes) (n° 2907) [20 juin 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Situation de la SNCF** : fonctionnement ; financement : aides de l'Etat [28 novembre 1995] (p. 4112, 4113).

- **Relance du bâtiment et des travaux publics** : aides de l'Etat [24 janvier 1996] (p. 268).

- **Aide au développement** : position défendue par la France lors du G 7 [26 juin 1996] (p. 4955).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Industrie et commerce extérieur. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour le commerce extérieur [10 novembre 1995] :

Commerce extérieur :

- balance commerciale française (p. 3361) ;
- MERCOSUR (p. 3362) ;
- Organisation mondiale du commerce (p. 3362) ;
- zone de libre échange avec l'Amérique du Nord (p. 3362).

Ministère : crédits du commerce extérieur (p. 3361, 3362).

Moyens de paiement : dévaluations compétitives (p. 3361).

- **Proposition de loi relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudance ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions (n° 2354).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 février 1996] (p. 1125, 1126) :

Loi pénale : responsabilité : appréciation *in concreto*.

Justice : élus : poursuites et condamnation.

Vote pour du groupe UDF (p. 1125).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 mai 1996] (p. 2777) :

Justice : élus : poursuites et condamnations.

Vote pour du groupe UDF (p. 2777).

MORISSET (Jean-Marie)

Député des Deux-Sèvres

(3^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

QUESTIONS

orales sans débat :

- **n° 1141**, posée le 18 juin 1996 : **contrat de plan concernant les investissements routiers** (p. 4444). Appelée le 26 juin 1996 : financement (p. 4844).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Questions
[2 novembre 1995] :

Elevage :

- élevage ovin (p. 2965) ;
- prime à l'herbe et prime à la vache allaitante (p. 2966).

Impôts et taxes : fiscalité agricole (p. 2967).

MOTHRON (Georges)

Député du Val-d'Oise

(5^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission d'enquête sur les sectes [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Membre de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France [J.O. du 18 octobre 1995] (p. 15198).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1828), relatif à l'accès à l'activité de **conducteur et à la profession d'exploitant de taxi (n° 1891)** [9 janvier 1995].

Proposition de loi tendant à instaurer une peine de suppression des allocations familiales pour les parents d'enfants mineurs reconnus coupables d'actes de délinquance (n° 2257) [5 octobre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Gens de voyage** : stationnement : réglementation [7 juin 1995] (p. 452, 453).

oraux sans débat :

- n° 1100, posée le 28 mai 1996 : **trafic de stupéfiants dans les raves parties** (p. 3492). Appelée le 4 juin 1996 : lutte et prévention (p. 3718).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi (n° 1828).**

Rapporteur de la commission de la production.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 janvier 1995] :

Autorisations de stationnement : cessibilité et transparence des transactions (p. 55).

Communautés européennes et Union européenne : directive du 18 juin 1992 : transposition en droit français (p. 54).

Conducteurs locataires (p. 55).

Entreprises : politique de réduction des coûts (p. 54).

Formation professionnelle : certificat de capacité professionnelle (p. 54).

Discussion des articles [11 janvier 1995] :

Article 2 (conditions d'accès à l'activité de conducteur de taxi) :

- *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Jean-Claude Gayssot (critères d'accès à la profession) (p. 66) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Jean-Claude Gayssot (conditions d'exercice en France des ressortissants de l'Union européenne) (p. 66).

Après l'article 2 :

- *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. Jean-Claude Gayssot (gratuité de la formation et organismes habilités à l'assurer) (p. 67) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 13 de M. Georges Sarre (agrément des organismes de formation professionnelle) (p. 67) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Jean-Louis Idiart (habilitation des organismes publics de formation professionnelle pour adultes pour assurer la formation) (p. 67) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Jean-Claude Gayssot (interdiction du système de location) (p. 68) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 10 de M. Jean-Louis Idiart (interdiction du système de la location et sanction des infractions) (p. 68).

Article 3 (généralisation du droit de présenter à titre onéreux un successeur à l'autorité administrative) :

- *défavorable* aux amendements identiques n° 14 de M. Georges Sarre et 15 de M. Guy Hermier (de suppression) (p. 70) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Gilles de Robien (suppression de la notion d'exploitation effective et continue) (p. 71).

Article 4 (dispositions particulières relatives aux entreprises de taxis et au cas de décès du titulaire d'une autorisation de stationnement) :

- *défavorable* à l'amendement n° 12 de M. Jean-Louis Idiart (critères de cessibilité limités aux sociétés employant des chauffeurs par rapport aux sociétés de location) (p. 71) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Alain Madalle (prise en compte de la durée de formation du repreneur en cas de cession de la licence à la suite d'un décès) (p. 72).

Article 4 bis (inscription des transactions) :

- *défavorable* à l'amendement n° 16 de M. Jean-Claude Gayssot (calcul du prix de vente de l'autorisation administrative de stationnement et maintien de cette dernière dans sa catégorie d'origine) (p. 72).

Article 5 (conséquences de la délivrance de nouvelles autorisations) :

- *défavorable* à l'amendement n° 9 rectifié de M. Jean-Claude Gayssot (contrôle quantitatif de la délivrance de nouvelles autorisations) (p. 73).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 juin 1996] (p. 3956) :

Armements classiques : avions Rafale.

Commerce extérieur.

Industries d'armement : généralités.

- **Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
[20 juin 1996] (p. 4599) :

Emploi.
Etrangers : immigration.
Logement : logement social.

MOUTOUSSAMY (Ernest)

Député de la Guadeloupe

(2^e circonscription)

Apparenté communiste

S'apparente au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1995]
(p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre titulaire du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon [J.O. du 9 décembre 1995] (p. 17978).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer au profit des départements d'outre-mer un prélèvement sur le produit des jeux de hasard afin de financer l'habitat social (n° 2199) [28 juillet 1995].

Proposition de loi ouvrant la possibilité de retraite anticipée au profit de l'emploi des jeunes de 16 à 30 ans (n° 2398) [28 novembre 1995].

Proposition de loi relative à la réduction du temps de travail à trente-deux heures hebdomadaires (n° 2989) [5 septembre 1996].

QUESTIONS**au Gouvernement :**

- **Dégâts causés par des cyclones** : cyclones Luis et Marilyn : indemnisation des agriculteurs sinistrés à la Guadeloupe [11 octobre 1995] (p. 1775).

- **Embauches prioritaires dans les DOM** : critères de priorité effective [12 juin 1996] (p. 4166).

orales sans débat :

- n° 796, posée le 16 janvier 1996 : **culture de la canne à sucre en Guadeloupe** (p. 44). Appelée le 25 janvier 1996 : maintien de l'activité de l'usine de Grosse-Montagne (p. 322).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60 % à 20,60 % le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995 (n° 2148)**.

Première lecture :

Discussion de l'article unique [12 juillet 1995] :

Article unique :

- son amendement n° 4 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (non-application aux départements et territoires d'outre-mer) (p. 1012) ; rejeté (p. 1013) ;

- son amendement n° 5 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de TVA aux opérations de construction des offices HLM) (p. 1022) ; rejeté (p. 1023).

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173)**.

Première lecture :

Discussion des articles [27 juillet 1995] :

Article 4 (non-application du contrat initiative-emploi dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon) :

- ses observations (p. 1499).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)**.

Première lecture, deuxième partie :

Outre-mer. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [28 octobre 1995] :

Asemblée nationale : commission des finances : amendement (p. 2699).

Assurances (p. 2700).

Commerce extérieur (p. 2699).

Egalité sociale (p. 2699).

Emploi (p. 2699).

Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (p. 2699).

Fonds pour l'emploi (FEDOM) (p. 2699).

Guadeloupe (p. 2699, 2700).

Logement et habitat (p. 2699, 2700).

Ministère de l'outre-mer : crédits (p. 2699).

RMI (p. 2699).

Vote des crédits :

Etat B, titre IV :

- *défavorable* à l'amendement n° 100 de la commission (réduction des crédits de l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer) (p. 2738).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352)**.

Principaux thèmes développés [13 novembre 1995] (p. 3585) :

DOM : situation sanitaire et sociale.

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405)**.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
[8 décembre 1995] (p. 4837) :

DOM-TOM : situation sanitaire et sociale.

- **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les agissements liberticides de certaines associations dites sectes (n° 1768)**.

Débat sur le rapport de la commission d'enquête [8 février 1996] :

Principaux thèmes développés (p. 782) :

DOM-TOM.

Gouvernement : pouvoirs publics : action répressive.

Ordre public : coopération internationale.

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes, sur la préparation et les perspectives de la conférence intergouvernementale et débat sur cette déclaration (n° 2634)**.

Principaux thèmes développés [13 mars 1996] :

DOM-TOM (p. 1566).

- **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer (n° 2444)**.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
[13 mars 1996] (p. 1593, 1594) :

Communes : missions d'aménagement.

Environnement : zones naturelles.

Mer et littoral :

- plages : accès ;
- zone littorale : régime juridique.

Propriété : occupants des zones urbaines : accès à la propriété.

Discussion des articles [13 mars 1996] :

Article 1^{er} (*dispositions relatives aux dépendances du domaine public maritime situées dans la zone des cinquante pas géométriques dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique*) :

Article L. 89-1 du code du domaine de l'Etat : délimitation des espaces urbains et des secteurs occupés par une urbanisation diffuse :

- ses observations sur l'amendement n° 76 rectifié de la commission (délimitation de la zone des cinquante pas géométriques et identification, à l'intérieur de la zone des espaces urbains, des secteurs d'urbanisation diffuse et des espaces naturels) (p. 1603) ;
- ses amendements n° 4 et 5 : devenus sans objet (p. 1604).

Article L. 89-2 du code du domaine de l'Etat : cession de terrains à titre gratuit aux communes :

- son amendement n° 6 (réalisation d'aménagements de nature économique par les communes dans les espaces urbains) (p. 1607) : retiré (p. 1608) ;
- son amendement n° 7 (situation de certaines parcelles de Basse-Terre en Guadeloupe) : rejeté (p. 1608) ;
- son amendement n° 8 rectifié (situation de certaines parcelles du territoire de Basse-Terre) : retiré (p. 1608).

Article L. 89-3 du code du domaine de l'Etat : cession à titre onéreux des terrains affectés à un usage professionnel :

- son amendement n° 9 (régularisation de la situation des édifices religieux situés dans la zone des cinquante pas géométriques) : rejeté (p. 1609) ;
- son amendement n° 10 (prise en compte des investissements réalisés par les collectivités ou les particuliers) : rejeté (p. 1610).

Article L. 89-4 du code du domaine de l'Etat : cession à titre onéreux des terrains affectés à un usage d'habitation :

- son amendement n° 12 (prise en compte des investissements réalisés par les occupants) : devenu sans objet (p. 1611) ;
- son amendement n° 11 (préservation des droits des tiers ayant occupé les terrains avant le 30 juin 1955) : retiré (p. 1612).

Article 3 (*création des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques en Guadeloupe et en Martinique*) :

- son amendement n° 16 (coopération entre les agences et les conseils municipaux) : retiré (p. 1617).

Article 4 (*missions et compétences des agences*) :

- son amendement n° 17 (de précision) : retiré (p. 1618) ;
- son amendement n° 18 (compatibilité des projets de cession avec les programmes de développement des communes) : retiré (p. 1618).

Article 9 (*art. L. 156-3 du code de l'urbanisme : modification du code de l'urbanisme*) :

- son amendement n° 19 (libre accès aux plages) : rejeté (p. 1623) ;
- son amendement n° 20 (libre accès aux plages) : rejeté (p. 1623).

Après l'article 9 :

- ses observations sur l'amendement n° 122 du Gouvernement (art. L. 156-4 du code de l'urbanisme : règles d'urbanisme applicables aux secteurs occupés par une urbanisation diffuse) (p. 1625).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Charles Millon, ministre de la défense, sur la politique de défense et débat sur cette déclaration (n° 2654).

Principaux thèmes développés [20 mars 1996] (p. 1850) :

DOM-TOM.

Service national.

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, sur le débat d'orientation budgétaire et débat sur cette déclaration (n° 2768).

Principaux thèmes développés [14 mai 1996] (p. 3130) :

DOM-TOM.

Emploi :

- généralités ;
- aides publiques.

MOYNE-BRESSAND (Alain)

Député de l'Isère

(6^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

QUESTIONS**au Gouvernement :**

- **Réforme du service national** : mise en place d'un service civil [6 février 1996] (p. 579).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [2 novembre 1995] :

Agroalimentaire (p. 2911).

Commerce extérieur (p. 2911).

Commercialisation (p. 2911, 2912).

Défense. - Questions [8 novembre 1995] :

Espace : satellites Hélios et Osiris-Horus (p. 3248).

MULLER (Alfred)

Député du Bas-Rhin

(3^e circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 12 mars 1996] (p. 3829).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 mars 1996] (p. 3829).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **TGV-Est** : financement [25 octobre 1995] (p. 2449).
- **Prestation autonomie** : projet du Gouvernement [17 janvier 1996] (p. 77).
- **Pacte de relance pour la ville** : information sur les engagements de l'Etat [26 mars 1996] (p. 1984).
- **TGV-Est** : construction ; financement [21 mai 1996] (p. 3234).

orales sans débat :

- n° 928, posée le 12 mars 1996 : **lutte contre l'alcoolisme** (p. 1530). Appelée le 21 mars 1996 : buvettes des enceintes sportives (p. 1907).
- n° 1124, posée le 3 juin 1996 : **avenir et mode de financement de la recherche fondamentale** (p. 3813). Appelée le 11 juin 1996 : fonctionnement et financement du CNRS (p. 4065).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité entre les générations. - *Questions* [27 octobre 1995] :

Personnes âgées : prestation autonomie : mise en application en deux temps (p. 2618).

Logement. - *Questions* [6 novembre 1995] :

Aides : prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (p. 3126).

- **Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 février 1996] :

Article 1^{er} (*modification des conditions de libération et de répartition de la taxe d'apprentissage*) :

- *ses observations* (p. 646).

MURAT (Bernard)

Député de la Corrèze

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 23 juin 1995] (p. 9497).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 23 juin 1995] (p. 9497).

Membre de la mission d'information commune sur la sécurité sociale [J.O. du 27 octobre 1995] (p. 15703).

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Membre de la commission d'enquête sur les aides à l'emploi [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delalande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l'adaptation de certaines dispositions de droit électoral (n° 2675) [25 mars 1996].

Proposition de loi créant un Ordre national des Infirmiers et des infirmières (n° 2855) [6 juin 1996].

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 1153, posée le 18 juin 1996 : **critères d'ouverture de pharmacies** (p. 4446). Appelée le 18 juin 1996 : réglementation : rigidité (p. 4834).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 octobre 1995] :

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 1952).

Gouvernements socialistes (p. 1951).

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 1951, 1952).

Politique économique et sociale : réformes (p. 1951).

Première partie, discussion des articles [20 octobre 1995] :

Article 14 (*modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et aménagement de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures*) :

- *son amendement n° 30* : non soutenu (p. 2227).

Deuxième partie :

Santé publique et assurance maladie. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [26 octobre 1995] :

Hôpitaux et cliniques :

- programme de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) (p. 2567) ;

- secteur public et secteur privé : coordination (p. 2567).

Justice : tribunal des affaires de sécurité sociale (TASS) (p. 2567).

Professions de santé : démographie médicale : *numerus clausus* (p. 2567).

Santé publique :

- Observatoire des accidents domestiques (p. 2567) ;

- prévention (p. 2567) ;

- sida (p. 2567) ;

- toxicomanie (p. 2567).

Vote des crédits :

Etat B, titre IV :

- *défavorable* à l'amendement n° 111 rectifié de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de 40 millions de francs) (p. 2594) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 122 de M. Bernard Accoyer (réduction des crédits de 34,2 millions de francs) (p. 2594).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).**

Principaux thèmes développés [14 novembre 1995] :

Hôpitaux et cliniques :

- secteur privé : cliniques : harmonisation et coopération avec le secteur public (p. 3623) ;
- secteur public : budget global et taux directeur : réforme : programmes de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) : contrats d'objectif (p. 3623).

Parlement : rôle : détermination du budget social de la Nation (p. 3623).

Santé publique :

- médecine de confort : prestations sans nécessité médicale : gaspillages (p. 3623) ;
 - médecine de ville : coût : honoraires : informatisation des cabinets : maintien du système libéral (p. 3623) ;
 - médecine préventive : médecine scolaire et médecine du travail : développement : reconversion d'une partie des médecins (p. 3623) ;
 - déficit et dette : gestion paritaire des caisses : élections ; contrat d'objectifs : subsidiarité : déconcentration et régionalisation (p. 3623) ;
 - historique : rôle et principes : comparaisons (p. 3622) ;
 - réforme : concertation : forums et mission d'information ; partenariat ; législation par ordonnances (p. 3622).
- Projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire (n° 2302).**

Première lecture :

Discussion des articles [20 décembre 1995] :

Après l'article 4 :

- son amendement n° 16 soutenu par M. Yves Bonnet (imprescriptibilité des crimes de terrorisme) (p. 5429) : rejeté (p. 5430).
- Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).**

Première lecture :

Discussion des articles [14 mars 1996] :

Article 1^{er} (suite) précédemment réservé (*coopération internationale en matière médicale*) :

- son sous-amendement n° 98 soutenu par M. Ernest Chénier (avis de l'Ordre des médecins sur la qualité des médecins étrangers) à l'amendement n° 4 rectifié de la commission (harmonisation rédactionnelle des dispositions de l'article 3 de la loi du 4 février 1995 ; distinction entre les médecins venant exercer des fonctions d'enseignement et de recherche et les jeunes diplômés venus compléter leur formation) : rejeté (p. 1707) ;
- son sous-amendement n° 97 à l'amendement n° 4 rectifié de la commission : non soutenu (p. 1708) ;
- son sous-amendement n° 99 à l'amendement n° 4 rectifié de la commission : non soutenu (p. 1709).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Article 25 supprimé par le Sénat (*vente d'alcools dans les enceintes sportives*) :

- son amendement n° 5 corrigé soutenu par M. Yves Rousset-Rouard (rétablissement de l'article) (p. 2805) : adopté après modifications au scrutin public (p. 2809).

MUSELIER (Renaud)

Député des Bouches-du-Rhône

(5^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Jeunes des quartiers défavorisés** : politique du Gouvernement [31 mai 1995] (p. 385).
- **Election présidentielle en Algérie** : organisation ; algériens vivant en France ; cas de la double nationalité [14 novembre 1995] (p. 3644, 3645).
- **Nouveaux traitements du sida** : trithérapie : accès de tous les malades [13 mars 1996] (p. 1575).
- **Marine marchande** : relance de l'investissement [7 mai 1996] (p. 2868).
- **Télévision publique** : fonctionnement ; financement [5 juin 1996] (p. 3851).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [15 février 1996] :

Article 1^{er} (*composition des services d'incendie et de secours*) :

- son amendement n° 20 : non soutenu (p. 953) ;
- son amendement n° 21 : non soutenu (p. 953).

Article 2 (*compétences et missions des services d'incendie et de secours*) :

- son amendement n° 22 : non soutenu (p. 954).

Article 2 bis (*remboursement des frais d'intervention des services d'incendie et de secours*) :

- son amendement n° 23 : non soutenu (p. 954).

Article 45 (*centres opérationnels départementaux d'incendie et de secours et centres de traitement de l'alerte*) :

- son amendement n° 24 corrigé : non soutenu (p. 976).

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Albanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 2497).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [26 mars 1996] (p. 2006) :

Albanie.

Banques et établissements financiers : COFACE.

Communautés européennes et Union européenne : programme PHARE.

Enseignement : lycée franco-albanais de Korça.

Entreprises : investissements réalisés par les entreprises françaises en Albanie : sécurité.

Langue française : alliances françaises.

- Projet de loi de réglementation des télécommunications (n° 2698).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [9 mai 1996] (p. 2925) :

Emploi : télétravail.

Informatique et information : inforoutes.

Secteur public.

Télécommunications : service public : service universel et péréquation géographique.

Discussion des articles [9 et 10 mai 1996] :

Article 5 (*chapitre II du titre premier du livre II du code des P et T : régime juridique des télécommunications*) :

Article L. 34-7 : infrastructures établies sur le domaine public ou pour les besoins du service public :

– son amendement n° 302 (notion « d'infrastructures » et suppression de la référence aux télécommunications) : retiré (p. 2989) ;

– son amendement n° 303 soutenu par M. Christian Cabal (utilisation des infrastructures à la condition de ne pas mettre en cause le bon accomplissement des obligations de service public des entités propriétaires ou utilisatrices de ces infrastructures) : retiré (p. 2990).

Article L. 34-10 : attribution et portabilité des numéros :

– ses amendements n° 304 et 305 : devenus sans objet (p. 2997) ;

– son amendement n° 306 : non soutenu (p. 2998).

Article 6 (*chapitres III et IV [nouveaux] du titre premier du livre II du code des P et T : service public et régulation des télécommunications*) :

Article L. 35-3 : financement du service universel :

– son amendement n° 309 (publication des méthodes d'évaluation et de compensation des coûts nets liés aux obligations de service universel) : retiré (p. 3026) ;

– son amendement n° 310 (définition des méthodes de partage des coûts nets du service universel par l'Autorité de régulation des télécommunications) : retiré (p. 3027).

Article L. 35-4 : annuaire universel et service universel de renseignements :

– son amendement n° 307 (édition de plusieurs annuaires universels) : non soutenu (p. 3030).

– **Motion de censure déposée par MM. Laurent Fabius, Alain Bocquet et quatre-vingt-treize membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.**

Principaux thèmes développés lors de la discussion [19 juin 1996] :

Finances publiques : prélèvements obligatoires et déficits (p. 4552).

Gouvernement : gouvernements précédents (p. 4550, 4552).

Politique économique et sociale (p. 4451, 4554).

Service public (p. 4551).

Le groupe RPR ne vote pas la censure (p. 4550).

MYARD (Jacques)

Député des Yvelines

(5^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas concernant le contrôle de personnes sur les aéroports de Saint-Martin (n° 1889) [21 juin 1995].

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Affaires étrangères : affaires européennes) [4 juillet 1995].

Membre de la commission d'enquête sur les secrets [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Membre de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France [J.O. du 18 octobre 1995] (p. 15198).

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la proposition de règlement relatif aux contrôles et vérifications sur place de la Commission aux fins de la constatation des fraudes et irrégularités portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés européennes (E-586) [5 mars 1996].

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Affaires étrangères : affaires européennes) [27 juin 1996].

DEPOTS

Rapport d'information fait au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'application des accords de Schengen (n° 2095) [21 juin 1995].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1889) autorisant l'approbation de l'accord entre le **Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas concernant le contrôle de personnes sur les aéroports de Saint-Martin** (n° 2123) [29 juin 1995].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : tome III : **Affaires étrangères : affaires européennes** (n° 2272) [12 octobre 1995].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires étrangères sur les **nouvelles données de la politique étrangère de la France en Méditerranée** (n° 2373) [16 novembre 1995].

Rapport d'information fait au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la proposition de règlement (CE, EURATOM) du Conseil relatif aux **contrôles et vérifications sur place de la Commission aux fins de la constatation des fraudes et irrégularités portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés européennes** (n° 2803) [22 mai 1996].

QUESTIONS**au Gouvernement :**

– **Immigration clandestine** : accords de Schengen : application [21 juin 1995] (p. 570, 571).

– **Secteur de l'armement** : commandes de l'Etat : perspectives [10 octobre 1995] (p. 1725).

– **Evénements de Corse** : retour à l'ordre [16 janvier 1996] (p. 4).

– **Sommet de Charm el Cheikh** : paix au Proche-Orient : rôle de la France et de l'Union européenne [12 mars 1996] (p. 1503).

orales sans débat :

– n° 617, posée le 31 mai 1995 : **soutien aux jeux créateurs d'emplois**. Appelée le 8 juin 1995 : courses : préservation du secteur (p. 466).

– n° 771, posée le 12 décembre 1995 : **nuisances sonores dues au trafic aérien au-dessus des communes de l'ouest de Paris** (p. 5052). Appelée le 21 décembre 1995 : modification des routes et des contraintes techniques (p. 5452).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire** (n° 2120).

*Première lecture :**Discussion des articles* [11 juillet 1995] :**Après l'article 6 :**

- son amendement n° 62 (extension de l'article 88-4 aux projets d'accords entre les Etats membres de l'Union européenne et entre cette dernière et les Etats tiers) : rejeté (p. 991).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).*Première lecture :**Discussion des articles* [17 juillet 1995] :**Après l'article 8 :**

- son amendement n° 54 (suppression du prélèvement sur les sociétés de courses au profit du Fonds national pour le développement des adductions d'eau ; compensation des pertes de recettes par une augmentation de la redevance sur les consommations d'eau affectée à ce fonds) (p. 1170) : retiré (p. 1171).

Après l'article 25 :

- son amendement n° 72 (sanction pénale en cas de non-paiement du droit de quai institué à Saint-Barthélémy par la loi de finances rectificative pour 1974) : adopté (p. 1244).

- Débat sur l'application des accords de Schengen.*Principaux thèmes développés* [11 octobre 1995] (p. 1802) :

Etrangers :

- contrôles frontaliers nationaux ;
- immigration clandestine ;
- visas.

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).*Première lecture, deuxième partie :***Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. -**

Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur suppléant pour avis de la commission des affaires étrangères pour les relations internationales et la francophonie, et rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour les affaires européennes [12 novembre 1995] :

Audiovisuel (p. 3436).

Communautés européennes et Union européenne :

- institutions et conférence intergouvernementale de 1996 (p. 3439) ;
- programmes PHARE et TACIS (p. 3436) ;
- Strasbourg : siège du Parlement européen et dessertes (p. 3438).

Défense : essais nucléaires (p. 3439).

Enseignement : Agence pour l'enseignement du français à l'étranger (p. 3435).

Langue française : alliances françaises (p. 3435).

Ministère :

- action culturelle extérieure et francophonie (p. 3435, 3436) ;
- crédits (p. 3435).

*Vote des crédits :***Etat B, titre IV :**

- ses observations sur l'amendement n° 256 rectifié de M. Michel Inchauspé (réduction des crédits) (p. 3474).

- **Déclaration du Gouvernement sur la politique méditerranéenne de la France et de l'Union européenne à la veille de la conférence de Barcelone et débat sur cette déclaration (n° 2375).**

Principaux thèmes développés [21 novembre 1995] :

Algérie (p. 3938).

Communautés européennes et Union européenne : première conférence ministérielle européenne de Barcelone : 27 et 28 novembre 1995 (p. 3938).

Démographie (p. 3937, 3938).

Droits de l'homme et Islam (p. 3937 à 3939).

- Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).*Première lecture :**Discussion des articles* [22 novembre 1995] :**Article 1^{er} (missions de sécurité civile des sapeurs-pompiers volontaires) :**

- défavorable aux amendements identiques n°s 49 de M. Marcel Roques et 83 de M. Christian Kert (reconnaissance de la qualité de collaborateurs occasionnels du service public aux sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4018) ;

- défavorable à l'amendement n° 2 de M. Charles de Courson (même objet) (p. 4018).

- Proposition de résolution sur des propositions de directives communautaires relatives aux services publics :

- propositions de directives du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final du 21 février 1992/n° E-211) ;

- proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications (COM [95] 379 final du 19 juillet 1995/n° E-467) ;

- proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité du service (n°s E-474 et E-507) ;

- projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission 90/388/CEE et concernant l'ouverture complète du marché des télécommunications à la concurrence (n° E-508) ;

- communication de la Commission sur le développement des chemins de fer communautaires. - Application de la directive 91/440/CEE. - Nouvelles mesures pour le développement des chemins de fer et une proposition de directive du Conseil modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement des chemins de fer communautaires. - COM (95) 337 final (n° E-510),

(n° 2261).

Avant la discussion de l'article unique [30 novembre 1995] :*Son intervention* au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne (p. 4512).*Principaux thèmes développés :*

Communautés européennes et Union européenne :

- directives communautaires (p. 4513) ;
- service universel (p. 4512, 4514).

Electricité de France (p. 4513).

Gaz de France (p. 4513).

La Poste : généralités (p. 4513).

Services publics : missions, égalité d'accès, péréquation tarifaire (p. 4512).

Transports : SNCF (p. 4513).

- **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les agissements liberticides de certaines associations dites sectes (n° 1768).**

Débat sur le rapport de la commission d'enquête [8 février 1996] :

Principaux thèmes développés (p. 768, 769) :

Gouvernement :

- pouvoirs publics : action répressive ;
- Premier ministre : Observatoire des sectes.

Justice : action publique.

Lois : dispositif applicable aux sectes.

Ordre public : coopération internationale.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 mars 1996] :

Après l'article 15 :

- *son* amendement n° 231 (application des articles 14 et 15 du projet de loi aux personnes ayant retiré les fonds inscrits sur leur plan d'épargne-logement entre le 1^{er} janvier 1995 et la date précédant d'un an la promulgation de la loi) (p. 1264) : retiré (p. 1265).

N

NEIERTZ (Véronique)*Député de la Seine-Saint-Denis**(9^e circonscription)**Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [J.O. du 21 juillet 1995] (p. 10672).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 14 octobre 1995] (p. 15023).

Vice-président de cette commission [J.O. du 26 octobre 1995] (p. 15658).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante [J.O. du 24 mai 1996] (p. 7779).

Membre de l'office d'évaluation de la législation [J.O. du 22 juin 1996] (p. 9381).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 26 juin 1996] (p. 9564).

QUESTIONS**au Gouvernement :**- **Actes de violence dans les villes** : moyens de lutte et prévention [31 octobre 1995] (p. 2854).- **Fondation Jérôme-Lejeune** : IVG : application de la loi [26 mars 1996] (p. 1990).- **Politique familiale** : prestations familiales : fiscalité : pouvoir d'achat [14 mai 1996] (p. 3097).**orales sans débat :**- **n° 603**, posée le 1^{er} juin 1995 : **conséquences des projets de directive européenne sur les mutuelles**. Appelée le 1^{er} juin 1995 : mutuelles : réglementation (p. 395).- **n° 710**, posée le 14 novembre 1995 : **centres d'interruption volontaire de grossesse** (p. 3607). Appelée le 23 novembre 1995 : centres d'IVG : médecins à temps partiel (p. 4049, 4050).- **n° 859**, posée le 6 février 1996 : **Légion d'honneur : conditions d'attribution : anciens combattants de la Première guerre mondiale** (p. 625). Non appelée.**INTERVENTIONS**- **Projet de loi portant amnistie (n° 2083)**.*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juin 1995] :*

Lois :

- lois n°s 75-17 du 17 janvier 1975 et 79-1204 du 31 décembre 1979 relatives à l'interruption volontaire de la grossesse (p. 649) ;

- loi n° 93-121 du 27 janvier 1993 portant diverses mesures d'ordre social : article 37 (p. 649).

Propriété intellectuelle : contrefaçons et droit d'auteur (p. 650).

Vie, médecine et biologie : entraves à l'interruption volontaire de grossesse (p. 649, 650).

*Discussion des articles [28 juin 1995] :***Article 26 (infractions exclues de l'amnistie) :**- *ses observations* (p. 713) ;- *son amendement n° 79 rectifié* (délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse) (p. 715) : devenu sans objet (p. 717) ;- *son amendement n° 78 précédemment réservé* (proxénétisme) : rejeté (p. 723) ;- *son amendement n° 80 rectifié* (violation de sépulture) (p. 723) : devenu sans objet (p. 724).*Ses explications de vote* (p. 731, 732) :

Abstention du groupe socialiste (p. 732).

- **Proposition de loi tendant à créer un Office parlementaire d'évaluation de la législation (n° 2104)**.*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [19 juillet 1995] :*

Commissions (p. 1298).

Contrôle parlementaire (p. 1298).

Lois (p. 1298, 1299).

Lois : codification (p. 1298).

Offices parlementaires d'évaluation :

- législation : compétences, composition et saisine (p. 1298, 1299).

- politiques publiques (p. 1299).

Vie, médecine et biologie : entraves à l'interruption volontaire de grossesse (p. 1299).

Discussion de l'article unique [19 juillet 1995] :- *son amendement n° 2 rectifié* (fixation à trente deux du nombre des membres de l'office) : rejeté (p. 1300) ;- *son amendement n° 4 rectifié* (désignation de suppléants) : rejeté (p. 1300) ;- *son amendement n° 3* (substitution d'une saisine par le Bureau de l'une ou l'autre assemblée à la saisine par son président et suppression de l'autosaisine) (p. 1301) : devenu sans objet (p. 1303).

Vote contre du groupe socialiste (p. 1299).

*Deuxième lecture :**Principaux thèmes développés [21 février 1996] :*

Office d'évaluation de la législation : publicité des travaux (p. 1043).

Parlement :

- commissions permanentes : compétences (p. 1042) ;

- consultation du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes (p. 1042) ;

- Sénat : opposition à la proposition de loi (p. 1041).

Vote contre du groupe socialiste (p. 1042).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)**.*Première lecture, deuxième partie :***Anciens combattants et victimes de guerre. - Questions [12 novembre 1995] :**

Anciens combattants d'Afrique du Nord : fonds de solidarité : abaissement de l'âge d'accès à 53 ans : report des crédits inutilisés du budget de 1995 (p. 3504, 3505).

*Vote des crédits :***Etat B, titre IV :**

- *ses observations* sur l'amendement n° 248 du Gouvernement (réduction de 2 millions de francs des crédits affectés aux soins médicaux gratuits et majoration d'un même montant des crédits permettant de financer l'indexation de la retraite mutualiste) (p. 3517).

Vote contre du groupe socialiste (p. 3517).

- Projet de loi relatif à la commission pour la transparence financière de la vie politique (n° 2234).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [23 novembre 1995] :

Commission pour la transparence financière de la vie politique (p. 4058).

Fonctionnaires et agents publics : patrimoine : déclaration (p. 4058, 4059).

Lois :

- loi organique n° 88-226 et loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relatives à la transparence financière de la vie politique (p. 4058) ;
- loi organique n° 95-63 du 19 janvier 1995 relative à la déclaration de patrimoine des membres du Parlement et aux incompatibilités applicables aux membres du Parlement et à ceux du Conseil constitutionnel (p. 4058) ;
- loi n° 95-126 du 8 février 1995 relative à la déclaration de patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions (p. 4058).

Parlement : parlementaires : incompatibilités (p. 4059).

Vote pour du groupe socialiste (p. 4058).

- Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).

Première lecture :

Discussion des articles [9 décembre 1995] :

Avant l'article 1^{er} :

- *soutient* l'amendement n° 2079 de M. Claude Bartolone (respect du principe d'égalité entre les hommes et les femmes) (p. 4892) : rejeté (p. 4893) ;
 - *soutient* l'amendement n° 2080 de M. Claude Bartolone (prise en compte des difficultés spécifiques des femmes et de leur situation pendant la grossesse) : rejeté (p. 4893) ;
 - *soutient* l'amendement n° 2858 de M. Claude Bartolone (garanties à la famille des conditions nécessaires à son développement) (p. 4897) : rejeté (p. 4899) ;
 - *soutient* l'amendement n° 2085 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les associations familiales) (p. 4905) : rejeté (p. 4906).
- Projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire (n° 2302).**

Première lecture :

Discussion des articles [20 décembre 1995] :

Article 7 (*possibilité d'effectuer de nuit des visites, perquisitions et saisies*) :

- *soutient* l'amendement n° 24 de M. Julien Dray (intervention du président du tribunal correctionnel dans la procédure des perquisitions de nuit) : rejeté (p. 5433) ;
- *soutient* l'amendement n° 25 rectifié de M. Julien Dray (maintien de la compétence des magistrats spécialisés en matière de lutte contre le terrorisme dans la procédure des perquisitions de nuit) : rejeté (p. 5433) ;

- *soutient* l'amendement n° 26 de M. Julien Dray (instauration d'un droit à réparation en cas de détournement de procédure) : rejeté (p. 5433).

- Proposition de loi relative à l'adoption (n° 2251).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 janvier 1996] :

Adoption :

- agrément des couples (p. 27) ;
- conditions d'âge et de mariage (p. 26) ;
- secret des origines (p. 26).

Départements : compétences nouvelles (p. 26).

Enfants : généralités (p. 25).

Lois :

- loi n° 84-422 du 6 juin 1984 relative aux droits des familles dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance, et au statut des pupilles de l'Etat (p. 26) ;
- loi n° 87-570 du 22 juillet 1987 sur l'autorité parentale (p. 26).

Procédure civile : conflit de lois (p. 26).

Traités et conventions : convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant (p. 26).

Discussion des articles [17 janvier 1996] :

Article 1^{er} (*assouplissement des conditions exigées des époux adoptant conjointement*) :

- *son* amendement n° 22 (abaissement à 25 ans de l'âge exigé des époux adoptants) : rejeté (p. 53) ;
- *son* amendement n° 21 (extension aux couples non mariés du droit d'adoption) (p. 54) : rejeté (p. 55).

Article 2 (*assouplissement de la condition d'âge pour l'adoptant agissant seul*) :

- *son* amendement n° 23 (abaissement des conditions d'âge à 25 ans) : devenu sans objet (p. 55) ;
- *son* amendement n° 24 (de suppression) (p. 56) : rejeté (p. 57).

Article 4 (*allongement du délai d'adoption plénière d'un enfant âgé de plus de quinze ans*) :

- *son* amendement n° 25 (suppression de la notion d'adoption complétive) (p. 57) : rejeté (p. 58).

Article 6 (*possibilité de prononcer une adoption complétive en cas d'échec de l'adoption plénière*) :

- *son* amendement n° 26 : devenu sans objet (p. 60).

Article 14 (*prise en compte de l'agrément par le tribunal prononçant le jugement d'adoption*) :

- *défavorable* à l'amendement n° 39 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (renforcement de l'importance de l'agrément dans la procédure d'adoption) (p. 67).

Article 15 (*introduction d'une norme de conflit de lois en matière d'adoption*) :

- *son* amendement n° 27 deuxième rectification (prise en compte du jugement d'adoption du pays d'origine) (p. 90) : adopté après troisième rectification (p. 94) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 95 du Gouvernement (suppression de la norme de conflit de lois en matière d'adoption) (p. 93).

Article 16 (*coordination avec la nouvelle dénomination de l'adoption simple et adaptation de la liste des conditions communes aux deux formes d'adoption*) :

- *son* amendement n° 28 (de suppression) : devenu sans objet (p. 95).

Article 17 (coordination avec la nouvelle dénomination de l'adoption simple) :

- son amendement n° 29 (de suppression) : devenu sans objet (p. 95).

Article 28 (organisation de la tutelle des pupilles de l'Etat) :

- son amendement n° 30 (pouvoirs du préfet en cas de situation de danger manifeste pour l'enfant) (p. 98) : adopté (p. 99).

Article 30 (secret des origines) :

- son amendement n° 81 corrigé : non soutenu (p. 100) ;
- son amendement n° 31 (avis conforme de la Commission nationale informatique et libertés) (p. 102) : rejeté (p. 103).

Article 32 (agrément des candidats à l'adoption des pupilles de l'Etat) :

- son amendement n° 32 (possibilité de suppléer les représentants d'associations membres de commissions d'agrément et des conseils de famille) (p. 106) : adopté après rectification (p. 107) ;
- son amendement n° 33 (de conséquence) : rejeté (p. 107).

Article 33 (pupilles de l'Etat : audition du mineur capable de discernement avant son adoption et centralisation des données en l'absence de projet d'adoption) :

- son amendement n° 34 (de coordination) : devenu sans objet (p. 108).

Article 34 (autorisations d'absence pour les salariés membres des commissions d'agrément) :

- son amendement n° 35 (extension du dispositif au secteur public) (p. 108) : vote réservé jusqu'à la discussion de l'amendement n° 92 : retiré (p. 117).

Article 35 (aide aux familles d'accueil adoptantes) :

- son amendement n° 36 : non soutenu (p. 109).

Article 42 (accompagnement de l'intégration des enfants étrangers adoptés) :

- ses observations sur l'amendement n° 50 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (évaluation de l'intégration par les services du conseil général) (p. 112).

Ses explications de vote (p. 119).

Abstention du groupe socialiste.

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 mai 1996] (p. 3641, 3642) :

Adoption :

- adoption complétive ;
- adoption internationale ;
- agrément des couples ;
- conditions d'âge et de mariage.

Départements : compétences du préfet.

Enfants : prestations sociales.

Procédure civile : conflit de lois.

Discussion des articles [30 mai 1996] :

Article 3 supprimé par le Sénat (écart d'âge maximal entre les adoptants et les adoptés) :

- défavorable à l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement d'un écart d'âge maximal et dérogation) (p. 3645).

Article 4 supprimé par le Sénat (allongement du délai d'adoption plénière d'un enfant âgé de plus de quinze ans) :

- ses observations sur l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement de la notion d'adoption complétive et conditions de l'adoption plénière) (p. 3647).

Article 15 supprimé par le Sénat (règle de conflit de lois en matière d'adoption) :

- son amendement n° 48 (p. 3650) : adopté (p. 3652).

Article 16 A (possibilité de prononcer une adoption simple même si une adoption plénière a déjà été prononcée) :

- son amendement n° 49 (limitation de cette possibilité en cas d'échec avéré) (p. 3652) : devenu sans objet (p. 3653).

Après l'article 27 bis :

- ses observations sur l'amendement n° 2 rectifié de M. Charles Ehrmann (information de l'autre parent de la reconnaissance d'un enfant naturel) (p. 3656).

Article 28 (organisation de la tutelle des pupilles de l'Etat) :

- son amendement n° 50 (renouvellement des conseils de famille) : rejeté (p. 3660).

Article 30 (secret des origines) :

- son amendement n° 51 (avis conforme de la CNIL) : rejeté (p. 3661).

Article 31 (modalités de conservation et de communication des renseignements non identifiants) :

- son amendement n° 52 (compétence du préfet) (p. 3663) : rejeté (p. 3664).

Article 35 supprimé par le Sénat (aide aux familles d'accueil adoptantes) :

- son amendement n° 53 (aide du département sous condition de ressources aux adoptants) : retiré (p. 3667).

Article 46 (harmonisation de l'allocation d'adoption avec l'allocation pour jeune enfant) :

- son amendement n° 54 (régime des conditions de ressources) : rejeté (p. 3670).

Ses explications de vote (p. 3672).

Abstention du groupe socialiste.

Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante (n° 2573).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [27 mars 1996] :

Soutient la question préalable opposée par : Fabius (Laurent) (p. 2059) : rejetée (p. 2062).

Principaux thèmes développés :

Enseignement : partenariat : police et justice.

Juridictions : assistance éducative.

Procédure pénale :

- comparution : délai ;
- détention.

Discussion des articles [27 mars 1996] :

Article 1^{er} (convocation par officier de police judiciaire) :

- son amendement n° 17 (définition du champ d'application de la procédure) : rejeté (p. 2081) ;
- défavorable à l'amendement n° 4 de la commission (faculté pour le procureur de la République de recourir aux procédures de citation directe et de comparution immédiate pour les mineurs) (p. 2082).

Après l'article 2 :

- soutient l'amendement n° 10 de la commission (convocation des parents ou des tuteurs par le juge) : adopté (p. 2085) ;
- son amendement n° 21 (même objet) : devenu sans objet (p. 2085).

Article 4 (comparution du mineur à délai rapproché) :

- son amendement n° 18 (suppression de la procédure d'appel en cas de refus du juge des enfants de suivre les réquisitions du procureur de la République) (p. 2089) : rejeté (p. 2090) ;
- son amendement n° 19 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2090) ;
- ses amendements n° 20 et 22 (de conséquence) : devenus sans objet (p. 2090).

Après l'article 5 :

- son amendement n° 16 (formation des policiers) (p. 2090) : rejeté (p. 2091).

Ses explications de vote (p. 2091).

Vote contre du groupe socialiste.

NENOU-PWATAHO (Maurice)

Député de la Nouvelle-Calédonie et dépendances

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

NESME (Jean-Marc)

Député de la Saône-et-Loire

(2^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Sultanat d'Oman sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 2501) [30 janvier 1996].

Rapporteur d'information sur la protection de l'enfant dans le monde et sur l'application de la convention internationale des droits de l'enfant [23 mai 1996].

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Affaires étrangères : coopération) [27 juin 1996].

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2501), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Sultanat d'Oman sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 2662) [21 mars 1996].

QUESTIONS**oraux sans débat :**

- n° 903, posée le 5 mars 1996 : **axe Châlon-sur-Saône-Saint-Etienne** (p. 1197). Appelée le 7 mars 1996 : liaison Châlon-sur-Saône-Saint-Etienne via Paray-le-Monial et Roanne : construction (p. 1314).

INTERVENTIONS**- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Après l'article 59 :

- son amendement n° 341 (relèvement de 40 à 50 % du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par les particuliers) (p. 3802) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard : rejeté (p. 3804) ;
- son amendement n° 342 soutenu par M. Germain Gengenwin (relèvement de 1,25 à 2,25 % du revenu imposable du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre des dons aux œuvres d'intérêt général) : retiré (p. 3804) ;
- son amendement n° 343 soutenu par M. Germain Gengenwin (relèvement de 5 à 8 % du revenu imposable du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre des dons aux associations reconnues d'utilité publique) : retiré (p. 3804).

- Proposition de loi améliorant le financement des associations concourant à l'action humanitaire en vue de leur permettre de participer plus efficacement à la lutte contre l'exclusion (n° 2476).

Première lecture :

Discussion des articles [24 janvier 1996] :

Article 1^{er} (amélioration du régime fiscal des dons effectués par les particuliers) :

- son amendement n° 16 soutenu par M. Pierre Albertini (relèvement du plafond de la réduction d'impôt pour les dons faits au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général) (p. 285) : rejeté (p. 286) ;
- son amendement n° 17 soutenu par M. Pierre Albertini (relèvement du plafond de la réduction d'impôt pour les dons faits au profit des fondations ou des associations reconnues d'utilité publique) : rejeté (p. 286).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 mai 1996] (p. 2757, 2758) :

Associations :

- contrôle : transparence financière ;
- distribution de soins gratuits ;
- mesures de soutien.

Etat : rôle.

Impôts et taxes : réductions d'impôt.

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Article 1^{er} (amélioration du régime fiscal des dons effectués par les particuliers) :

- son amendement n° 11 (relèvement du taux de la réduction d'impôt dite Coluche) (p. 2761) : retiré (p. 2763) ;
- favorable à l'amendement n° 14 de M. Daniel Garrigüe (relèvement du taux et du plafond de la réduction d'impôt dite Coluche) (p. 2763) ;
- son amendement n° 5 soutenu par M. Claude Malhuret (application de la réduction d'impôt dite Coluche aux dons faits au profit d'organismes qui procèdent à la fourniture gratuite de soins à l'étranger) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2764).

Après l'article 1^{er} :

- soutient l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Thomas (application de la réduction d'impôt dite Coluche aux dons faits par des particuliers à la Fondation du patrimoine) : retiré (p. 2766).

Après l'article 2 bis D :

- *soutient* l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Thomas (déductibilité des dons faits par les entreprises à la Fondation du patrimoine) : retiré (p. 2766).

Ses explications de vote (p. 2767).

Vote pour du groupe UDF (p. 2758, 2767).

NICOLAS (Catherine)

Député de l'Eure

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission d'enquête sur les sectes [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

DEPOTS

Proposition de loi permettant l'accès à la retraite à taux plein des chômeurs âgés de moins de soixante ans (n° 2526) [7 février 1996].

INTERVENTIONS

- **Projet de loi** portant transposition de la directive n° 93/7 du 15 mars 1993 du Conseil des Communautés européennes relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre (n° 2162).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [26 juillet 1995] :

Communautés européennes et Union européenne :

- règlement 3911/92 du 9 décembre 1992 du Conseil (p. 1343) ;
- traité de Rome : article 36 : possibilité de restriction ou d'interdiction d'exportation de trésors nationaux (p. 1343).

Lois et décrets : loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 relative aux produits soumis à certaines restrictions de circulation (p. 1343).

Patrimoine :

- trésor national : remboursement des frais engagés par l'Etat (p. 1343) ;
- trésor national : vol : statistiques (p. 1343).

NICOLIN (Yves)

Député de la Loire

(5^e circonscription)

UDF

Secrétaire d'âge

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Secrétaire d'âge [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5405).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 23 juin 1995] (p. 9497).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 23 juin 1995] (p. 9497).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [J.O. du 30 juillet 1995] (p. 11404).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [J.O. du 30 juillet 1995] (p. 11404).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à favoriser l'expérimentation relative à l'aménagement et à la réduction du temps de travail (n° 2325) [15 novembre 1995].

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications [J.O. du 23 janvier 1996] (p. 1122).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à prendre en compte les titres déclarés nuls et sans valeur dans l'assiette des plus-values sur cessions de valeurs mobilières (n° 1964) [7 mars 1995].

Proposition de résolution visant à réformer les règles du quotient familial fixées par l'article 195-1 du code général des impôts (n° 2220) [20 septembre 1995].

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 2325) de Mme Marie-Thérèse Boisseau et de M. Denis Jacquat tendant à favoriser l'expérimentation relative à l'aménagement et à la réduction du temps de travail (n° 2360) [15 novembre 1995].

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 2567), tendant à favoriser l'expérimentation relative à l'aménagement et à la réduction du temps de travail et modifiant l'article 39 de la loi n° 93-1313 du 20 décembre 1993 quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (n° 2670) [21 mars 1996].

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, modifiée en deuxième lecture par le Sénat (n° 2809), tendant à favoriser l'emploi par l'aménagement et à la réduction conventionnels du temps de travail (n° 2811) [23 mai 1996].

QUESTIONS**au Gouvernement :**

- **GIAT-Industries** : situation financière [29 juin 1995] (p. 696, 697).

- **Conseils d'administration de la sécurité sociale** : élections : dates [18 octobre 1995] (p. 1961).

- **Réseau Internet** : diffusion d'œuvres littéraires et artistiques [31 janvier 1996] (p. 472).

- **Colorants cancérigènes** : utilisation dans le secteur textile et habillement [21 mai 1996] (p. 3233).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi** instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173).

Première lecture :

Discussion des articles [27 juillet 1995] :

Article 1^{er} (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi) :

Article L. 322-4-2 du code du travail (publics visés et aides) :

- son amendement n° 105 (prime mensuelle de 2 000 francs remplacée par le dispositif d'exonération des charges sociales prévu par l'article L. 322-4-6 du code du travail relatif au contrat de retour à l'emploi) (p. 1447) : retiré (p. 1448).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [21 octobre 1995] :

Après l'article 15 :

- son amendement n° 444 soutenu par M. Adrien Zeller (institution d'une taxe de 1 % sur le produit brut des jeux dans les casinos) : retiré (p. 2262).

Deuxième partie :

Travail, dialogue social et participation. - Questions [31 octobre 1995] :

Travail : travail à temps partiel : incitation : annualisation du temps de travail (p. 2844).

- Proposition de loi tendant à favoriser l'expérimentation relative à l'aménagement et à la réduction du temps de travail (n° 2325).

Rapporteur de la commission des affaires culturelles.

Première lecture :

Avant la discussion des articles [23 novembre 1995] :

Sa présentation du rapport (p. 4064).

Son intervention sur la question préalable opposée par : *Fabius (Laurent)* (p. 4068).

Principaux thèmes développés :

Entreprises :

- charges sociales (p. 4065) ;
- société Les brioches Pasquier : expérimentation du dispositif de l'article 39 de la loi n° 93-1313 (p. 4065) ;
- temps partiel individuel : incitations financières (p. 4065).

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative à l'emploi, au travail et à la formation professionnelle : article 39 (p. 4064).

Parlement : rapport du Gouvernement au Parlement sur l'exécution de la loi (p. 4066).

Politique économique : croissance : politique de l'emploi (p. 4064).

Travail : temps de travail :

- aménagement et réduction : historique : principes et développement : évaluation en termes de création d'emplois (p. 4064, 4069) ;
- diminution : exonération de cotisations : montant et durée (p. 4065) ;
- diminution : obligation temporaire de maintien du niveau des effectifs (p. 4065) ;
- diminution : pérennisation des aides financières (p. 4065) ;
- diminution : suppression de l'obligation de réduction de salaire (p. 4065) ;
- négociation collective : accord national interprofessionnel du 31 octobre 1995 : annualisation et réduction (p. 4064, 4066).

Discussion des articles [23 novembre 1995] :

Article 1^{er} (exonération de cotisations sociales patronales applicable à la réduction collective du temps de travail) :

- défavorable à l'amendement n° 12 de M. Maxime Gremetz (aides de l'Etat si la convention réduit la durée légale du travail à 35 heures et si elle se traduit par des créations d'emplois à durée indéterminée) (p. 4077) ;
- défavorable à l'amendement n° 13 de M. Maxime Gremetz (suppression des exonérations de cotisations sociales) (p. 4078) ;
- défavorable à l'amendement n° 3 de M. Maxime Gremetz (vérification par le comité d'entreprise et le comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi que les exonérations se traduisent par des créations d'emplois) (p. 4078) ;
- défavorable à l'amendement n° 17 du Gouvernement (fixation par décret du taux de l'exonération de cotisations sociales) (p. 4079) ;

- défavorable à l'amendement n° 15 de M. Michel Berson (embauches à durée indéterminée en contrepartie des exonérations de cotisations sociales) (p. 4079) ;

- favorable à l'amendement n° 18 deuxième rectification du Gouvernement (exonération limitée à 10 ans) (p. 4079) ;

- défavorable à l'amendement n° 4 de M. Maxime Gremetz (non-cumul des exonérations) (p. 4080) ;

- défavorable à l'amendement n° 5 de M. Maxime Gremetz (contrôle du nombre des emplois créés) (p. 4080) ;

- défavorable à l'amendement n° 6 de M. Maxime Gremetz (présentation au Parlement d'un bilan sur les créations d'emplois) (p. 4080).

Article 2 (cumul de l'allègement de cotisations d'allocations familiales et de la ristourne dégressive de cotisations sociales patronales avec l'exonération applicable à la réduction collective du temps de travail) :

- défavorable à l'amendement n° 7 de M. Maxime Gremetz (suppression du cumul des exonérations sociales) (p. 4081) ;

- son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté (p. 4081).

Article 4 (financement) :

- défavorable à l'amendement n° 8 de M. Maxime Gremetz (compensation par le budget de l'Etat des exonérations de cotisations sociales) (p. 4082).

Après l'article 4 :

- défavorable à l'amendement n° 9 de M. Maxime Gremetz (nécessite pour les conventions d'être plus favorables aux salariés que les dispositions législatives et conventionnelles en vigueur) (p. 4082) ;

- défavorable à l'amendement n° 11 de M. Maxime Gremetz (réforme de l'assiette des cotisations sociales patronales) (p. 4083) ;

- ses observations sur l'amendement n° 16 de M. Michel Berson (rapport au Parlement sur les effets de la baisse des cotisations sociales) (p. 4083) ;

- favorable à l'amendement n° 19 modifié de M. Jean-Yves Charnard (nouveau dispositif étendu aux entreprises ayant signé une convention avec l'Etat dans le cadre de l'article 39 de la loi quinquennale) (p. 4083).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 mars 1996] :

Entreprises :

- charges sociales : exonérations : cas des entreprises en difficulté (p. 2120) ;
- temps partiel individuel (p. 2120).

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative à l'emploi, au travail et à la formation professionnelle : article 39 (p. 2119, 2120).

Travail : temps de travail :

- aménagement et réduction : durée d'application du dispositif prévu par la proposition de loi (p. 2120) ;
- diminution : exonération de cotisations : montant et durée (p. 2119) ;
- diminution : incidences sur les salaires (p. 2120) ;
- diminution : obligation d'embauches en contrepartie (p. 2119) ;
- négociations collectives : accord national interprofessionnel du 31 octobre 1995 : annualisation et réduction (p. 2119).

Discussion des articles [28 mars 1996] :

Article 1^{er} (exonération de cotisations sociales patronales applicable à la réduction collective du temps de travail) :

- soutient l'amendement n° 1 de la commission (réduction d'au moins 15 % de la durée de travail sans condition de réduction de salaire) (p. 2131) : adopté (p. 2132) ;

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (exonérations de cotisations sociales patronales) (p. 2132) : adopté (p. 2133) ;
- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (pourcentage des embauches supplémentaires) : adopté (p. 2133) ;
- *favorable* à titre personnel à l'amendement n° 14 de M. Jean-Yves Chamard (suppression des conditions d'exonérations au-delà de la cinquième année) (p. 2133) ;
- *son* amendement n° 12 (conditions d'exonération de cotisations sociales applicables aux entreprises dont l'horaire initial est inférieur à la durée légale) : adopté (p. 2133).

Article 1^{er} bis (*exonération de cotisations sociales patronales applicable à la réduction collective du temps de travail destinée à éviter des licenciements pour motif économique*) :

- *favorable* à titre personnel à l'amendement n° 16 de M. Jean-Yves Chamard (réduction du temps de travail ramenée à 10 %) (p. 2134) ;
- *favorable* à l'amendement n° 15 de M. Jean-Yves Chamard (de conséquence) (p. 2134) ;
- *son* amendement n° 13 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2134).

Article 2 (*cumul de l'allègement de cotisations d'allocations familiales et de la ristourne dégressive de cotisations sociales patronales avec l'exonération applicable à la réduction collective du temps de travail*) :

- *soutient* les amendements n° 5, 6 et 7 de la commission (de conséquence) : adoptés (p. 2134, 2135).

Article 3 (*expérimentation du dispositif de réduction collective du temps de travail*) :

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (rapport au Parlement) : adopté (p. 2135).

Après l'article 4 :

- *favorable* à l'amendement n° 10 rectifié de M. Jean-Yves Chamard (rétroactivité de la loi portée au 1^{er} janvier 1996 pour les accords en cours de négociation) (p. 2135).

Troisième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 mai 1996] :

Entreprises : charges sociales (p. 3679).

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative à l'emploi, au travail et à la formation professionnelle : article 39 (p. 3678).

Travail : temps de travail :

- aménagement et réduction : dispositif prévu par la proposition de loi (p. 3678) ;
- diminution : coût des emplois créés en contrepartie (p. 3679) ;
- négociations collectives : accords de branche et accords d'entreprise (p. 3678).

Son intervention (p. 3688).

- **Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).**

Première lecture :

Discussion des articles [23 mai 1996] :

Article 20 (*soldes*) :

- *son* amendement n° 19 : non soutenu (p. 3449) ;
- *son* amendement n° 21 : non soutenu (p. 3449).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 juin 1996] (p. 3948) :

Industries d'armement : Groupement industriel des armements terrestres.

NOIR (Michel)

Député du Rhône

(2^e circonscription)

Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle renforçant la protection des personnes surendettées en cas de saisie immobilière de leur résidence principale (n° 2680) [25 mars 1996].

Proposition de loi constitutionnelle privilégiant les rapports de la France avec les pays respectueux des droits de l'homme (n° 2711) [18 avril 1996].

NOVELLI (Hervé)

Député de l'Indre-et-Loire

(4^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [J.O. du 30 juillet 1995] (p. 11404).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [J.O. du 30 juillet 1995] (p. 11404).

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 19 octobre 1995] (p. 15270).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 19 octobre 1995] (p. 15270).

Membre de la mission d'information commune sur la sécurité sociale [J.O. du 27 octobre 1995] (p. 15703).

Vice-président de cette mission [J.O. du 1^{er} novembre 1995] (p. 15995).

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Membre de la commission d'enquête sur les aides à l'emploi [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 28 mars 1996] (p. 4775).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delalande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).

DEPOTS

Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1099 du 17 novembre 1958 portant loi organique pour l'application de l'article 23 de la Constitution et visant à rendre incompatibles les fonctions de **membre du Gouvernement** avec l'appartenance à la **fonction publique** (n° 2214) [12 septembre 1995].

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur l'**évolution et la maîtrise des dépenses publiques** (n° 2237) [26 septembre 1995].

Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur les **aides à l'emploi** (n° 2943) [27 juin 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Prime à l'achat d'automobile** : prime pour l'achat d'un véhicule neuf : prorogation [4 octobre 1995] (p. 1651).

- **Dépense publique et chômage** : déficits publics : conséquences sociales [30 avril 1996] (p. 2690).

orales sans débat :

- n° 760, posée le 5 décembre 1995 : **création d'un commissariat à Joué-lès-Tours** (p. 4596). Appelée le 15 décembre 1995 : transformation d'un poste de police (p. 5144, 5145).

- n° 867, posée le 6 février 1996 : **redevance audiovisuelle acquittée par les établissements scolaires** (p. 626). Appelée le 15 février 1996 : disparités entre enseignement public et privé (p. 912).

- n° 931, posée le 12 mars 1996 : **organismes de protection sociale** (p. 1530). Appelée le 21 mars 1996 : représentation des retraités (p. 1913).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi** (n° 1828).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 janvier 1995] :

Autorisations de stationnement : cessibilité et transparence des transactions (p. 56, 57).

Emploi (p. 56).

Formation professionnelle : certificat de capacité professionnelle (p. 56).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995** (n° 2115).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 juillet 1995] (p. 1101, 1102) :

Action sociale et solidarité nationale : exclusion : fracture sociale.

Elections et référendums : élection présidentielle.

Emploi :

- généralités ;
- charges sociales : allègement ;
- chômage ;
- chômage de longue durée : contrat initiative-emploi.

Entreprises : formalités administratives : simplification.

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux ;
- politique budgétaire : maîtrise des dépenses publiques ;
- prélèvements obligatoires.

Gouvernements socialistes.

Lois de finances rectificatives.

Politique économique : taux d'intérêt.

Politique économique et sociale : réformes.

- **Proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques** (n° 2108).

Discussion des articles [18 juillet 1995] :

Article 3 (*création de l'office*) :

- *son* amendement n° 15 (appartenance de droit d'un vice-président de chaque commission permanente autre que les commissions des finances) (p. 1279) : retiré (p. 1281) ;

- *favorable* à l'amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Thomas (même objet pour un membre de chacune de ces commissions désigné par son bureau) (p. 1281).

- **Projet de loi instituant le contrat Initiative-emploi** (n° 2173).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juillet 1995] :

Administration : service public de l'emploi (p. 1369).

Chômage :

- contrat de retour à l'emploi (p. 1370) ;
- contrat emploi-solidarité : prolongation sous forme de contrat initiative-emploi (p. 1370) ;
- contrat initiative-emploi : coût : dispositif (p. 1370) ;
- de longue durée (p. 1370).

Entreprises :

- charges sociales (p. 1370) ;
- contrat initiative-emploi : prime mensuelle de 2 000 francs (p. 1370) ;
- licenciements économiques (p. 1370) ;
- PME-PMI (p. 1371) ;
- travail à temps partiel : allègement des cotisations sociales (p. 1371).

Finances publiques : dépenses publiques : réduction (p. 1370).

Impôts et taxes : fiscalité des entreprises : réforme (p. 1369).

Lois :

- législation sociale : simplification (p. 1371) ;
- loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 1370).

Projet de loi : date d'entrée en vigueur (p. 1370).

Sécurité sociale :

- allocations familiales : budgétisation (p. 1371) ;
- financement : réforme (p. 1369) ;
- URSSAF (p. 1370).

Discussion des articles [27 juillet 1995] :

Avant l'article 1^{er} :

- *défavorable* à l'amendement n° 79 de M. Michel Berson (négociation par branche avec les organisations syndicales représentatives portant sur les conditions de mise en œuvre d'un passage de la durée légale hebdomadaire de travail à 37 heures) (p. 1433) ;

- *favorable* à l'amendement n° 135 de M. Jean-Michel Fourgous (suspension pendant 5 ans des dispositions du code du travail qui comportent une condition d'effectifs du personnel pour les salariés engagés après le 1^{er} juillet 1995) (p. 1438).

Article 1^{er} (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi) :*Article L. 322-4-4 du code du travail (régime juridique) :*

- ses observations sur l'amendement n° 75 rectifié de M. Jean-Paul Anciaux (en ce qui concerne les emplois saisonniers, la durée minimum de douze mois peut être considérée sur trois années civiles) (p. 1476).

Article L. 322-4-6 du code du travail (exonération de charges sociales) :

- favorable à l'amendement n° 71 de M. Gérard Jeffray (fixation par décret des conditions dans lesquelles s'éteint le droit au RMI dès lors que son bénéficiaire refuse sans motif légitime une offre d'embauche sous contrat initiative-emploi compatible avec sa formation antérieure et sa spécialité) (p. 1485).

Après l'article 6 :

- ses observations sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Michel Fourgous (rapport au Parlement avant le 31 décembre 1995 mesurant les implications en matière d'emploi des effets dit de seuil) (p. 1504).

– Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale (n° 2174).*Première lecture :*

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173) [27 juillet 1995].

Discussion des articles [28 juillet 1995] :**Article 1^{er}** (réduction des cotisations sociales patronales sur les bas salaires) :

- ses observations (p. 1506).

Entreprises : charges sociales : allègement sur les bas salaires (p. 1506).

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 1506).

Sécurité sociale :

- allocations familiales : budgétisation (p. 1506) ;
- budgétisation : rôle du Parlement dans le contrôle de la gestion (p. 1507).

Travail saisonnier : date d'entrée en vigueur de la loi (p. 1507).

- soutient l'amendement n° 56 de M. Francisque Perrut (avancement de la date d'entrée en application du projet de loi au 1^{er} juillet 1995) : rejeté (p. 1516).

Après l'article 1^{er} :

- soutient l'amendement n° 8 de M. Michel Meylan (exonération totale de cotisations patronales d'assurances sociales, d'accidents du travail et d'allocations familiales pour les rémunérations des aides à domicile employés par les associations de services aux personnes dépendantes) : retiré (p. 1530).

Après l'article 4 :

- favorable à l'amendement n° 57 de M. Jean Royer (les collectivités locales, le représentant de l'Etat et les institutions chargées du placement et de l'indemnisation des demandeurs d'emploi peuvent conclure des conventions de coopération ayant pour objet la mise en place de dispositifs locaux d'insertion pour les chômeurs indemnisés) (p. 1542).

– Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).*Première lecture, première partie :**Discussion des articles* [18 et 20 octobre 1995] :**Article 3** (limitation du champ d'application de la réduction d'impôt accordée au titre des contrats d'assurance-vie) :

- ses observations (p. 2006).

Article 6 (réforme des transmissions d'entreprises) :

- son amendement n° 286 : non soutenu (p. 2154) ;

- son amendement n° 287 : non soutenu (p. 2156).

Article 9 (institution d'une contribution sur les logements sociaux occupés par des locataires dépassant les plafonds de ressources et d'une contribution sur les produits financiers des organismes HLM) :

- son amendement n° 288 (affectation des ressources de trésorerie des organismes HLM à la réalisation de travaux de réhabilitation ou d'entretien) : devenu sans objet (p. 2181).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).*Principaux thèmes développés* [13 novembre 1995] :

Contribution sociale généralisée (p. 3595).

Cour des comptes : rapport (p. 3595).

Famille :

- allocations familiales : imposition : conditions de ressources ; cumul avec le RMI (p. 3595) ;
- politique familiale : budgétisation ; prestations : simplification (p. 3595).

Hôpitaux et cliniques : secteur public : budget global et taux directeur : réforme : programmes de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) : contrats d'objectif (p. 3595).

Parlement : rôle : détermination du budget social de la Nation (p. 3594).

Prestation autonomie (p. 3595).

Professions médicales et paramédicales : médecins libéraux : excédent : *numerus clausus* : reconversion (p. 3595).

Retraites : généralités : capitalisation : fonds de pension : épargne retraite (p. 3595).

Santé publique :

- codage des actes et dossier médical : références médicales (p. 3595) ;
- déficit et dette : gestion paritaire des caisses : élections ; contrat d'objectifs : subsidiarité : déconcentration et régionalisation (p. 3594 à 3596) ;
- historique : rôle et principes : comparaisons (p. 3595).

– Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [22 novembre 1995] :

Assemblée nationale : commission des lois (p. 4010).

Assurances (p. 4011).

Départements : Indre-et-Loire (p. 4011).

Entreprises (p. 4011, 4012).

Formation (p. 4011).

Lois : proposition de loi n° 2227 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (p. 4010, 4011).

Sapeurs-pompiers volontaires (p. 4010, 4011).

Sécurité sociale : cotisations (p. 4011).

Services d'incendie et de secours (p. 4011, 4012).

Travail : autorisations d'absence et disponibilité (p. 4011).

– Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).*Commission mixte paritaire :*

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 1995] :

Ses explications sur la question préalable opposée par : Bocquet (Alain) (p. 5314).

– **Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [6 février 1996] :

Rappel au règlement : estime que M. Maxime Gremetz a déformé ses propos concernant l'apprentissage et rappelle que lui-même a un CAP de mécanique (p. 613).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : Allemagne (p. 591, 592).

Emploi :

- charges sociales : allègement (p. 593) ;
- chômage des jeunes (p. 591) ;
- insertion professionnelle (p. 591, 593).

Entreprises (p. 591 à 594).

Formation professionnelle et promotion sociale :

- apprentissage : généralités (p. 591 à 593) ;
- centres de formation d'apprentis : ressources : péréquation (p. 592) ;
- enseignement technique et professionnel (p. 591, 592) ;
- formation en alternance (p. 592) ;
- prime à l'apprentissage (p. 593).

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage (p. 592, 593).

Discussion des articles [7 février 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

– favorable à l'amendement n° 1 de la commission (institution d'une filière de l'apprentissage) (p. 639).

Article 1^{er} (modification des conditions de libération et de répartition de la taxe d'apprentissage) :

- son amendement n° 35 (exonération des dépenses exposées par les entreprises employant des apprentis dont la formation en centre de formation des apprentis est supérieure à 400 heures par an) (p. 647) : retiré (p. 648) ;
- son amendement n° 33 (liberté d'affectation des concours financiers des entreprises) : retiré (p. 650) ;
- ses observations sur l'amendement n° 4 de la commission (fixation du barème de coût par un accord collectif étendu) (p. 654) ;
- son amendement n° 34 (affiliation des apprentis au régime de sécurité sociale des étudiants) (p. 656) : retiré (p. 657).

Ses explications de vote (p. 699).

Vote pour du groupe UDF.

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 mars 1996] (p. 1755, 1756) :

Emploi : chômage des jeunes.

Entreprises.

Formation professionnelle et promotion sociale :

- apprentissage : généralités ;
- prime à l'apprentissage

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage.

Discussion des articles [19 mars 1996] :

Article 1^{er} A supprimé par le Sénat (*finalités de l'apprentissage*) :

– favorable à l'amendement n° 4 de la commission (institution d'une filière de l'apprentissage) (p. 1760).

Article 1^{er} (réforme des conditions de libération du quota de la taxe d'apprentissage) :

- son amendement n° 23 (modalités d'accomplissement des formalités administratives de versement de la taxe d'apprentissage) : adopté (p. 1764) ;

– son amendement n° 24 (de précision) : retiré (p. 1765) ;

– son amendement n° 25 (déduction des sommes versées régionalement aux centres de formation d'apprentis de cette part du quota de la taxe d'apprentissage) : retiré (p. 1766) ;

– son amendement n° 26 corrigé (modalités d'affectation des concours apportés aux centres de formation d'apprentis) : retiré (p. 1766).

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 mars 1996] :

Article 50 (régime transitoire des ouvertures de surfaces commerciales) :

– ses observations (p. 1397) ;

– son amendement n° 238 (annulation des demandes d'autorisations faisant l'objet d'un recours juridictionnel) (p. 1399) : adopté (p. 1400).

Article 51 (dérogations aux dispositions restrictives transitoires) :

– soutient l'amendement n° 206 de M. Bernard Bosson (non-application de l'article 50 aux opérations envisagées dans un rayon d'un kilomètre de l'hôtel de ville d'une commune siège de préfecture ou de sous-préfecture) : rejeté (p. 1403).

– **Projet de loi relatif à la Fondation du patrimoine (n° 2691).**

Première lecture :

Discussion des articles [30 avril 1996] :

Article 6 (conseil d'administration de la Fondation du patrimoine) :

– son amendement n° 19 soutenu par M. Christian Martin (remplacement des « représentants de l'Etat » par des « personnalités qualifiées désignées par l'Etat ») : adopté (p. 2717) ;

– son amendement n° 20 soutenu par M. Christian Martin (suppression de la disposition relative à la part de voix réservée aux représentants des membres adhérents, des collectivités locales et des assemblées parlementaires) : adopté (p. 2718).

Article 12 (tutelle exercée sur la Fondation du Patrimoine) :

– son amendement n° 18 rectifié soutenu par M. Christian Martin (de coordination) : adopté (p. 2723).

NUNGESSER (Roland)

Député du Val-de-Marne

(7^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Vice-président de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Défense) [4 juillet 1995].

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Défense) [27 juin 1996].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1796) autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des **substances qui appauvrissent la couche d'ozone**, adopté le 25 novembre 1992 à Copenhague (n° 2244) [5 octobre 1995].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)** : tome VIII : **Défense (n° 2272)** [12 octobre 1995].

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987, relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté le 25 novembre 1992 à Copenhague (n° 1796).**

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 octobre 1995] :

Agriculture : bromure de méthyle : utilisation (p. 1846, 1847).

Air : couche d'ozone (p. 1846, 1847).

Industrie : produit de substitution aux CFC (p. 1847).

Pays en voie de développement : production et trafics de CFC (p. 1847).

Protocole de Montréal du 16 septembre 1987 et amendement de Copenhague du 25 novembre 1992 (p. 1846, 1847).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - Questions [26 octobre 1995] (p. 2517) :

Organismes et structures : fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (p. 2517).

Transports fluviaux : Voies navigables de France : crédits (p. 2518).

Défense. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères [8 novembre 1995] :

Affaires étrangères :

- armes nucléaires : prolifération (p. 3217) ;

- CEI (p. 3217) ;

- contexte géopolitique (p. 3216) ;

- Organisation des Nations Unies (p. 3216, 3218) ;

- Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord : missions, élargissement, commandement intégré (p. 3216, 3217) ;

- Union de l'Europe occidentale (p. 3217).

Armée de terre :

- professionnalisation (p. 3217) ;

- essais nucléaires et simulation : programme PALEN (p. 3217).

Livre blanc et loi de programmation militaire pour les années 1995-2000 du 23 juin 1994 (p. 3217).

Service national (p. 3217).

O

OLLIER (Patrick)

Député des Hautes-Alpes

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Vice-président de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Aménagement du territoire, équipement et transports : aménagement du territoire et développement rural) [5 juillet 1995].

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire [J.O. du 27 octobre 1995] (p. 15704).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention sur la protection des Alpes (n° 2307) [8 novembre 1995].

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire [J.O. du 2 février 1996] (p. 1660).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales [J.O. du 12 mars 1996] (p.3832).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Aménagement du territoire, ville et intégration : aménagement du territoire et développement rural) [28 mai 1996].

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : tome III : Aménagement du territoire, équipement et transports : aménagement du territoire et développement rural (n° 2275)** [12 octobre 1995].Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2307), autorisant la ratification de la convention sur la **protection des Alpes (n° 2376)** [22 novembre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Enseignement du ski** : centre de vacances et de loisirs ; directeurs et animateurs : formation ; diplômes requis [21 novembre 1995] (p. 3926).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).**

Première lecture :

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Article 2 (session ordinaire unique du Parlement : art. 28 de la Constitution) :

- défavorable aux amendements identiques n° 23 rectifié de la commission et 94 de M. Gilles de Robien (abaissement à cent vingt du nombre de jours de séance ; réunion en séances supplémentaires par décret du Président de la République sur demande du Premier ministre ou de la majorité des membres de l'Assemblée nationale) (p. 929) ;
- favorable au sous-amendement n° 99 du Gouvernement (relèvement à cent trente du nombre de jours de séance) à l'amendement n° 23 rectifié de la commission.

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur pour avis de la commission de la production pour l'aménagement du territoire et le développement rural [25 octobre 1995] :

Aménagement du territoire :

- crédits (p. 2417 à 2419) ;
- loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (p. 2417).

Impôts et taxes : fiscalité dérogatoire (p. 2418).

Organismes et structures :

- Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (p. 2417) ;
- fonds de gestion de l'espace rural (p. 2418) ;
- fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (p. 2417, 2418) ;
- fonds de péréquation des transports aériens (p. 2417) ;
- Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (p. 2417, 2418) ;
- Fonds national de développement des entreprises (p. 2418) ;
- fonds pour l'aménagement de la région Ile-de-France (p. 2418).

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [2 novembre 1995] :

Aménagement du territoire : zones de montagne (p. 2914).

Exploitants agricoles :

- dotation aux jeunes agriculteurs (p. 2914) ;
- droits à produire (p. 2914).

Exploitations agricoles : bâtiments d'élevage (p. 2914).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la protection des Alpes (n° 2307).**

Rapporteur pour avis de la commission de la production.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [30 novembre 1995] :

Convention sur les Alpes : genèse et contenu (p. 4299, 4300).

Environnement : protection des zones de montagne (p. 4299 à 4301).

Tourisme (p. 4299, 4300).

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).**

*Première lecture :**Discussion des articles* [9 et 10 décembre 1995] :**Avant l'article 1^{er} :**

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 5290 de M. Rémy Auchédé (consultation des représentants des industries pharmaceutiques) à l'amendement n° 2089 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les représentants des professions paramédicales) (p. 4926).

Article 1^{er} (définition du domaine d'habilitation de la loi) :

- *défavorable* aux amendements identiques n° 1811 de M. Rémy Auchédé et 1887 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 4940).

Cinquième alinéa de l'article 1^{er} (prélèvement sur les primes d'assurance et contribution exceptionnelle à la charge de l'industrie pharmaceutique) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 1809 de M. Rémy Auchédé (de suppression) (p. 4960, 4962).

Rappel au règlement : dénonce l'attitude de l'opposition qui, d'après lui, se livre « à une œuvre d'obstruction » [10 décembre 1995] (p. 4997).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

*Première lecture :**Discussion des articles* [7 mars 1996] :**Article 33 (actualisation des modalités de détermination du prix du lait) :**

- *défavorable* (p. 1362).

Après l'article 40 :

- *ses observations* sur les sous-amendements n° 45 de M. Augustin Bonrepaux et 346 de M. Michel Bouvard (non-application de l'écrêtement aux districts dont les bases de taxe professionnelle par habitant sont inférieures à deux fois la moyenne des bases par habitant de l'ensemble des districts) à l'amendement n° 78 rectifié de la commission (écrêtement au profit des fonds départementaux de la taxe professionnelle des bases excédentaires des districts) (p. 1375).

Après l'article 46 :

- *favorable* à l'amendement n° 215 de M. Charles de Courson (non-assujettissement à la TVA des cinémas exploités sous forme de régie municipale dans les communes de moins de 10 000 habitants) (p. 1384) ;
- *favorable* à l'amendement n° 207 de M. Marc Le Fur (application du taux normal de la TVA aux livraisons de produits alimentaires dans des lieux destinés à la consommation sur place dont la superficie est supérieure à 10 mètres carrés) (p. 1387).
- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales (n° 2560).**

*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [8 mars 1996] (p. 1446, 1447) :

Aménagement du territoire.

Communes :

- communes touristiques ;
- groupements ;
- péréquation.

Finances publiques : dotation forfaitaire.

Lois : loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993 portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts.

Discussion des articles [8 mars 1996] :**Après l'article 1^{er} :**

- *soutient* l'amendement n° 78 de M. Michel Bouvard (élargissement du champ de la dotation touristique) (p. 1466) : retiré (p. 1468) ;
- *son* amendement n° 89 deuxième correction (majoration de la dotation touristique) (p. 1468) : adopté après modifications et rectification (p. 1469).

Après l'article 2 :

- *favorable* aux amendements identiques n° 75 de M. Augustin Bonrepaux et 77 de M. Michel Bouvard (modification des critères de calcul de la DSR) (p. 1473).

- Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [22 mai 1996] (p. 3336) :

Aménagement du territoire : zones rurales et zones de montagne.

Entreprises : plan PME, prêts bonifiés.

Discussion des articles [23 mai 1996] :**Article 5 (projets soumis à autorisation) :**

- *ses observations* sur l'amendement n° 184 rectifié de M. Thierry Mariani (fixe la capacité à cinquante chambres) (p. 3390) ;
- *favorable* à l'amendement n° 256 rectifié du Gouvernement (autorisation pour la création d'ensembles de salles de spectacles cinématographiques de plus de deux mille places) (p. 3395).

Après l'article 11 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 188 rectifié de M. Thierry Mariani (rapport au Parlement relatif à l'élaboration d'un « statut du restaurateur ») (p. 3427).

Article 12 (conditions d'exercice de la profession de coiffeur : art. 3, 3-2 et 5 de la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946) :

- *défavorable* aux amendements identiques n° 63 de la commission et 125 de M. Gérard Larrat (de précision) (p. 3431).

Après l'article 12 :

- *son* amendement n° 222 (information des clients des restaurants) (p. 3433) : retiré (p. 3434).

Après l'article 24 :

- *son* amendement n° 231 soutenu par M. Jean-Paul Charié (autorisation du maire pour la vente ambulante ou à domicile) (p. 3454) : retiré (p. 3455).

- Projet de loi relatif à l'entreprise nationale France Télécom (n° 2884).*Première lecture :***Rappel au règlement :** demande le respect du temps de parole sur chaque amendement [26 juin 1996] (p. 4933).

P

PAECHT (Arthur)*Député du Var**(7^e circonscription)*

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Défense : équipement) [5 juillet 1995].

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Rapporteur pour avis du projet de loi de programmation militaire [25 avril 1996].

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Défense : équipement) [7 mai 1996].

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan fait en application de l'article 146 du Règlement sur le **financement de la politique spatiale militaire (n° 1892)** [10 janvier 1995].**Proposition de loi** relative à la **retraite des plongeurs professionnels (n° 1999)** [5 avril 1995].**Proposition de loi** tendant à créer un **Office parlementaire d'évaluation et de contrôle budgétaire (n° 2132)** [4 juillet 1995].**Rapport** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)** : annexe n° 40 : **Défense : équipement (n° 2270)** [12 octobre 1995].**Avis** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 2766) relatif à la **programmation militaire** pour les années 1997 à 2002 (n° 2826) [29 mai 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :- **Avenir de GIAT-Industries** : aides de l'Etat : [24 janvier 1996] (p. 268).- **Alliance Atlantique** : relations avec l'OTAN ; avenir de l'UEO [19 mars 1996] (p. 1741).- **GIAT-Industries** : recapitalisation [16 avril 1996] (p. 2224).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115)**.*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [13 juillet 1995] (p. 1101) :

Défense :

- crédits (p. 1105) ;
- loi de programmation militaire (p. 1104, 1105) ;
- Parlement : contrôle (p. 1105).

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux (p. 1105) ;
- dette publique (p. 1105).

Industrie : armement (p. 1105).

Discussion des articles [17 juillet 1995] :**Après l'article 12 :**- *soutient* l'amendement n° 29 de la commission (réduction de 1,65 milliard de francs des crédits d'équipement du ministère de la défense) (p. 1199) : retiré ; repris par M. Maxime Gremetz : rejeté (p. 1202).- **Proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108)**.*Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [18 juillet 1995] :

Commissions permanentes :

- commission des finances (p. 1269) ;
- rapporteurs (p. 1269, 1270).

Contrôle parlementaire (p. 1269).

Cour des comptes (p. 1269).

Discussion des articles [18 juillet 1995] :**Article 3 (création de l'office) :**- *son* sous-amendement n° 27 (études préalables à l'inscription des textes à l'ordre du jour des assemblées) à l'amendement n° 4 de M. Laurent Dominati (études sur les incidences économiques, sociales, budgétaires et financières des lois et règlements) (p. 1278) : rejeté (p. 1279).- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)**.*Première lecture, deuxième partie :***Défense**. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions*. Rapporteur spécial de la commission des finances pour l'équipement [8 novembre 1995] :

Affaires étrangères :

- CEI (p. 3201) ;
- contexte géopolitique (p. 3201).

Armée de l'air : avion Rafale (p. 3200).

Armée de terre : effectifs (p. 3199).

Armements préstratégiques : missile Hadès (p. 3200).

Industrie d'armement :

- commandes publiques (p. 3198, 3199) ;
- entreprises publiques : recapitalisation (p. 3200) ;
- Groupement industriel des armements terrestres (p. 3201) ;
- restructurations industrielles (p. 3200).

Loi de programmation militaire : nouveau projet de loi (p. 3199, 3200).

Ministère : crédits (p. 3198).

Service national (p. 3199).

Rappel au règlement : trouve fort déplaisant qu'un député condamne les travaux de la commission des finances en ce qui concerne la loi de finances (p. 3224).*Vote des crédits :***Article 36 (mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires) :**- *défavorable* à l'amendement n° 181 de M. Jean-Michel Boucheron (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement des centres d'expérimentation nucléaire) (p. 3257) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 218 de la commission des finances (réduction des crédits relatifs à l'achat des avions Hawkeye) (p. 3259) ;
- *favorable* à l'amendement n° 195 du Gouvernement (réduction des crédits en raison de l'imputation différente des crédits de l'Institut français des relations internationales) (p. 3260) ;
- *favorable* à l'amendement n° 219 de la commission des finances (réduction des dépenses de fonctionnement des arsenaux) (p. 3261).

Anciens combattants et victimes de guerre. - Questions
[12 novembre 1995] :

Terrorisme : victimes civiles : droit à pension (p. 3512).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Article 24 (modification de l'abattement sur le produit brut des jeux dans les casinos) :

- son amendement n° 85 rectifié soutenu par M. Michel Jacquemin (maintien, selon de nouvelles modalités, de l'abattement supplémentaire pour dépenses d'équipement et d'entretien hôtelier ou thermal) (p. 4696) : adopté après modifications (suppression du gage) (p. 4697) ;
- son amendement n° 62 soutenu par M. Michel Jacquemin (maintien de l'abattement supplémentaire pour dépenses d'équipement et d'entretien hôtelier ou thermal) : retiré (p. 4697).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Charles Millon, ministre de la défense, sur la politique de défense et débat sur cette déclaration (n° 2654).

Principaux thèmes développés [20 mars 1996] (p. 1851) :

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord.

Armée de l'air :

- avion de transport futur ;
- format.

Armée de terre : professionnalisation.

Finances publiques.

Industries d'armement : généralités, coopération européenne, restructurations.

Loi de programmation militaire : nouveau projet de loi.

Marine : porte-avions.

Service national.

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège portant sur le transport par gazoduc de gaz du plateau continental norvégien et d'autres secteurs vers la France (n° 2318) et projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 19 décembre 1980 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole et un protocole additionnel), modifiée par l'avenant du 14 novembre 1984 (n° 2317).

Première lecture :

Discussion commune : principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [26 mars 1996] (p. 1998) :

Energie :

- gaz naturel norvégien : gisements et transport ;
- pétrole et dérivés ;
- politique énergétique française.

- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État d'Israël en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 2514).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [26 mars 1996] (p. 2001) :

Affaires étrangères : processus de paix au Moyen-Orient.

Commerce extérieur : échanges entre la France et Israël.

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Albanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 2497).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [26 mars 1996] (p. 2005) :

Albanie.

Banques et établissements financiers : COFACE.

Enseignement : lycée franco-albanais de Korça.

Langue française : alliances françaises.

- Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).

Rapporteur pour avis de la commission des finances.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 juin 1996] :

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (p. 3870).

Armements classiques :

- avions Rafale (p. 3870) ;
- chars Leclerc (p. 3871).

Armements nucléaires stratégiques : Commissariat à l'énergie atomique (p. 3871).

Finances publiques (p. 3868).

Industries d'armement :

- généralités (p. 3870) ;
- coopération européenne (p. 3870) ;
- Direction des constructions navales (p. 3870) ;
- Groupement industriel des armements terrestres (p. 3871).

Lois : loi de programmation militaire du 23 juin 1994 pour les années 1995 à 2000 (p. 3868).

Marine : porte-avions à propulsion nucléaire ou classique (p. 3870).

Organismes et structures : Délégation générale à l'armement (p. 3871).

Service national (p. 3869).

Discussion des articles [7 juin 1996] :

Article 1^{er} (approbation du rapport annexé) :

- *ses observations* (p. 3987).

Après l'article 2 :

- *favorable* à l'amendement n° 1 du Gouvernement (évolution des effectifs de personnel inscrits au budget du ministère pour la période 1997-2002) (p. 3990).

Article 3 (suivi de l'exécution de la loi de programmation militaire) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 116 de M. Jean-Michel Boucheron (débat au Parlement, tous les deux ans, sur l'exécution de la loi de programmation militaire) (p. 3991) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 117 de M. Jacques Boyon (possibilité d'une révision des échéanciers des programmes industriels) à l'amendement n° 116 de M. Jean-Michel Boucheron (p. 3991).

Après l'article 3 :

- *favorable* à l'amendement n° 110 de M. Olivier Darrason (utilisation des fonds des CODEVI par les petites et moyennes entreprises du secteur aéronautique) (p. 3993) ;
- *favorable* à l'amendement n° 87 de la commission (rapport au Parlement sur les mesures d'aide et de soutien à l'exportation des matériels de défense) (p. 3994).

Article 1^{er} précédemment réservé (*approbation du rapport annexé*) :

- *défavorable* à l'amendement n° 89 de M. Paul Mercieca (maintien du service national) (p. 4016) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 97 de M. Paul Mercieca (missions de l'armée, à savoir sécurité du pays et opérations extérieures sous commandement de l'ONU) (p. 4017) ;
- *favorable* à l'amendement n° 93 de M. Bertrand Cousin (composition du groupe aéronaval) (p. 4018) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 121 du Gouvernement (construction d'un deuxième porte-avions sous réserve de conditions économiques favorables) à l'amendement n° 93 de M. Bertrand Cousin (p. 4018) ;
- *favorable* à l'amendement n° 107 rectifié de M. Jacques Boyon (affectation des crédits de la défense) (p. 4023) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 113 de M. Jacques Boyon (caractère indicatif du chiffre de 27 200 postes réservés aux jeunes gens) à l'amendement n° 7 du Gouvernement (de conséquence) (p. 4024) ;
- *favorable* à l'amendement n° 109 de M. Charles Cova (spécificité de la pension des militaires retraités souhaitant aborder une seconde carrière professionnelle dans la vie civile) (p. 4028) ;
- *favorable* à l'amendement n° 112 de M. Daniel Colin (développement des engins de franchissement PTA) (p. 4030) ;
- *favorable* à l'amendement n° 77 de la commission (création d'une seule société de conversion par bassin d'emploi) (p. 4037).

PAILLE (Dominique)

Député des Deux-Sèvres

(4^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Zimbabwe en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu, sur les gains en capital et sur la fortune (ensemble un protocole) (n° 1935) [21 juin 1995].

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Alain Bocquet tendant à créer une commission d'enquête chargée d'évaluer les missions de l'Union européenne en matière de progrès économique et social telles qu'elles sont définies aux articles B et G2 du traité de Maastricht (n° 2640) [21 mars 1996].

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de M. le ministre du travail et des affaires sociales, de M. le secrétaire d'Etat à la recherche, et de M. le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale [J.O. du 15 août 1996] (p. 12401).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1935) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Zimbabwe en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu, sur les gains en capital et sur la fortune (ensemble un protocole) (n° 2157) [12 juillet 1995].

Proposition de loi instituant un financement public des syndicats (n° 2434) [12 décembre 1995].

Proposition de loi permettant aux médecins de bénéficier comme toutes les autres catégories de contribuables d'un régime de report ou de sursis d'imposition dans le cadre de fusions juridiques de cliniques ou d'opérations assimilées (n° 2533) [7 février 1996].

Proposition de loi renforçant le contrôle du stationnement des gens du voyage (n° 2540) [7 février 1996].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution (n° 2640) de M. Alain Bocquet tendant à créer une commission d'enquête chargée d'évaluer les missions de l'Union européenne en matière de progrès économique et social telles qu'elles sont définies aux articles B et G2 du traité de Maastricht (n° 2715) [18 avril 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Contrats emploi-solidarité** : contingent supplémentaire : utilisation [28 novembre 1995] (p. 4111, 4112).
- **Soutien et réorganisation de la filière bovine** : effets de la maladie dite de la « vache folle » [18 juin 1996] (p. 4454).

orales sans débat :

- n° 647, posée le 15 juin 1995 : **prime compensatrice ovine** (p. 499). Appelée le 22 juin 1995 : conditions de versement ; SME : variations monétaires (p. 623, 624).
- n° 1074, posée le 14 mai 1996 : **diplôme d'Etat d'infirmier psychiatrique** (p. 3145). Appelée le 21 mai 1996 : reconnaissance (p. 3228).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés (n° 1659).**

Première lecture :

Discussion des articles [10 janvier 1995] :

Après l'article 12 :

- *son* amendement n° 29 soutenu par M. Jean-Gilles Berthommier (sanctions du non-respect des limitations de vitesse et pour le responsable de l'exploitation et pour le chauffeur) (p. 45) : adopté après correction (p. 47) ;
- *son* amendement n° 30 soutenu par M. Jean-Gilles Berthommier (fonctionnaires habilités à constater les infractions commises par les transporteurs routiers) (p. 45) : adopté (p. 48) ;
- *son* amendement n° 31 soutenu par M. Jean-Gilles Berthommier (conditions de travail des transporteurs routiers) (p. 45) : adopté (p. 48) ;
- *son* amendement n° 32 soutenu par M. Jean-Gilles Berthommier (sanction des falsifications de documents ou de la détérioration des dispositifs de contrôle) (p. 45) : adopté (p. 48) ;

- son amendement n° 33 soutenu par M. Jean-Gilles Berthomier (sanction de l'activité illicite de transporteur routier) (p. 45) : adopté (p. 48).
- son amendement n° 34 soutenu par M. Jean-Gilles Berthomier (sanction du refus de communiquer aux agents le document justifiant le prix conclu) (p. 46) : adopté (p. 48) ;
- son amendement n° 35 soutenu par M. Jean-Gilles Berthomier (de coordination) (p. 46) : adopté (p. 48) ;
- son amendement n° 36 soutenu par M. Jean-Gilles Berthomier (prise en considération du temps de chargement et de déchargement dans la fixation du prix de la prestation de transport) (p. 46) : adopté après correction (p. 48) ;
- son amendement n° 37 soutenu par M. Jean-Gilles Berthomier (mémorisation écrite des informations nécessaires à l'exécution du contrat de transport) (p. 46) : adopté (p. 48) ;
- son amendement n° 38 soutenu par M. Jean-Gilles Berthomier (établissement d'ordre public des dispositions relatives d'un document retraçant l'opération de transport) (p. 46) : adopté (p. 48) ;
- son amendement n° 39 soutenu par M. Jean-Gilles Berthomier (responsabilité en cas de dommage de l'entreprise bénéficiaire d'une prestation annexe non prévue au contrat de transport routier) (p. 46) : adopté (p. 48) ;
- son amendement n° 40 soutenu par M. Jean-Gilles Berthomier (qualification d'ordre public des dispositions relatives aux opérations de transports routiers) (p. 46) : adopté après correction (p. 48).

Titre :

- son amendement n° 48 soutenu par M. Jean-Gilles Berthomier (titre du projet de loi) : adopté (p. 48).
- **Proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1996 (n° E-422) (n° 2078).**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères.

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [4 juillet 1995] :

Communautés européennes et Union européenne :

- institutions (p. 815) ;
- traité de Maastricht (p. 815).

Communautés européennes et Union européenne : budget :

- discipline budgétaire (p. 815) ;
- Europe centrale et de l'Est : programmes PHARE et TACIS (p. 815) ;
- politique étrangère et de sécurité commune (p. 815) ;
- politique méditerranéenne : programme MEDA (p. 815).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).**

Première lecture :

Discussion des articles [13, 17 juillet 1995] :

Après l'article 1^{er} :

- son amendement n° 235 soutenu par M. Charles de Courson (exemption, à titre temporaire, de la mise en recouvrement de la TVA des ventes de bovins mâles de plus de six mois destinés à l'abattage) : retiré (p. 1118).

Article 25 (relèvement du taux et élargissement de l'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés) :

- son amendement n° 236 : non soutenu.

- **Débat sur l'application des accords de Schengen.**

Son intervention au nom de la commission des affaires étrangères [11 octobre 1995].

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne : justice européenne (p. 1786).

Etrangers :

- contrôles frontaliers nationaux (p. 1785) ;
- visas (p. 1786).

Informatique : système d'information Schengen (p. 1785).

Police : police de l'air et des frontières ; coopération policière (p. 1786).

Terrorisme (p. 1785).

Traités et conventions : accords de Schengen du 14 juin 1985 et convention d'application du 19 juin 1990 : entrée en vigueur (p. 1785, 1786).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [18, 19 et 21 octobre 1995] :

Article 3 (limitation du champ d'application de la réduction d'impôt accordée au titre des contrats d'assurance-vie) :

- son amendement n° 420 (p. 2010) : non soutenu (p. 2011) ;
- son amendement n° 419 soutenu par M. Charles de Courson (non-application de la réduction d'impôt aux contrats conclus à compter du 20 septembre 1995) : retiré (p. 2016).

Après l'article 2 :

- son amendement n° 234 précédemment réservé (taux de la réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par des particuliers à des associations porté à 45 %) : retiré (p. 2050).

Après l'article 15 :

- son amendement n° 232 : non soutenu (p. 2250).

Deuxième partie :

Fonction publique. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [26 octobre 1995] :

Administration :

- dialogue social (p. 2550) ;
- modernisation et accueil du public (p. 2550).

Fonctionnaires et agents publics : rémunérations (p. 2550, 2551).

Lois : loi n° 94-530 du 28 juin 1994 relative à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'État et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (p. 2550).

Retraités : régimes autonomes et spéciaux (p. 2551).

Vote pour du groupe UDF (p. 2551).

Santé publique et assurance maladie. - *Questions* [26 octobre 1995] :

Professions médicales et paramédicales : pharmaciens : rémunérations : réactualisations des marges dégressives lissées (MDL) (p. 2586).

Travail, dialogue social et participation. - *Questions* [31 octobre 1995] :

Emploi : chômage : Fonds national pour l'emploi (FNE) : crédits (p. 2865).

- **Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 novembre 1995] (p. 3981, 3982) :

Allocation de vétéranage.

Assemblée nationale : commission des lois.

Commerce et artisanat.

Lois : proposition de loi n° 2227 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers.

Sapeurs-pompiers volontaires.

Travail :

- autorisations d'absence et disponibilité ;
- licenciement.
- **Proposition de résolution sur des propositions de directives communautaires relatives aux services publics :**
- **propositions de directives du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final du 21 février 1992/n° E-211) ;**
- **proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications (COM [95] 379 final du 19 juillet 1995/n° E-467) ;**
- **proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité du service (n° E-474 et E-507) ;**
- **projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission 90/388/CEE et concernant l'ouverture complète du marché des télécommunications à la concurrence (n° E-508) ;**
- **communication de la Commission sur le développement des chemins de fer communautaires. - Application de la directive 91/440/CEE. - Nouvelles mesures pour le développement des chemins de fer et une proposition de directive du Conseil modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement des chemins de fer communautaires. - COM (95) 337 final (n° E-510),**

(n° 2261).

Discussion de l'article unique [30 novembre 1995] :

- son amendement n° 12 : non soutenu (p. 4539).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Après l'article 23 :

- son amendement n° 7 : non soutenu (p. 4686).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 2179).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [20 décembre 1995] :

Article 3 (date d'entrée en vigueur de la condition de diplôme pour la consultation juridique) :

- soutient l'amendement n° 1 de M. Hervé Mariton (report de 4 ans de l'entrée en vigueur de la condition de diplôme) (p. 5407) : retiré (p. 5409).

- **Proposition de loi relative à l'adoption (n° 2251).**

Première lecture :

Discussion des articles [17 janvier 1996] :

Article 1^{er} (assouplissement des conditions exigées des époux adoptant conjointement) :

- son amendement n° 5 : non soutenu (p. 53).

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).**

Première lecture :

Discussion des articles [14 et 19 mars 1996] :

Article 19 (création d'une catégorie de contrats à durée déterminée ne pouvant excéder cinq ans) :

- son amendement n° 71 soutenu par M. Edouard Landrain (de suppression) : adopté (p. 1724).

Article 21 (missions de l'Inspection générale des affaires sociales [IGAS]) :

- son amendement n° 72 soutenu par M. Daniel Mandon (rédactionnel) : rejeté (p. 1782) ;
- son amendement n° 73 (contrôle sur les associations faisant appel à la générosité publique limité aux domaines actuels de compétence de l'IGAS) : devenu sans objet (p. 1783).

PAIX (Jean-Claude)

Député de la Haute-Garonne

(1^{re} circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

QUESTIONS

oraux sans débat :

- n° 1081, posée le 21 mai 1996 : mutations à La Poste (p. 3284). Appelée le 28 mai 1996 : ordre des priorités (p. 3474).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. - Questions [3 novembre 1995] :

Collectivités locales : compétences et transferts de charges (p. 3069).

PAJON (Michel)

Député de la Seine-Saint-Denis

(13^e circonscription)

non inscrit puis Socialiste

Elu député le 25 février 1996 [J.O. du 27 février 1996] (p. 3119).

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 5 mars 1996] (p. 3438).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 mars 1996] (p. 4704).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Situation de l'emploi :** réduction du temps de travail ; mise en place d'une nouvelle politique [13 mars 1996] (p. 1577).

PANAFIEU (Françoise de)

Député de Paris

(17^e circonscription)

RPR

puis ministre du tourisme

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Cessation de son mandat de député le 18 juin 1995 [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9343).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Est nommée ministre du tourisme. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

Fin de ses fonctions : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

INTERVENTIONS

En qualité de ministre :

– **Hommage à la mémoire d'Yitzhak Rabin, Premier ministre d'Israël assassiné** [6 novembre 1995] (p. 3077).

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Tourisme. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [6 novembre 1995] :

Aménagement du territoire (p. 3088, 3089).

Collectivités locales : ressources : CODEVI et fonds SOFARIS ; dotation globale de fonctionnement (p. 3088, 3090).

Emploi : tourisme et création d'emplois (p. 3086 à 3090).

Hôtellerie et restauration : hôtellerie indépendante (p. 3088).

Ministère : crédits (p. 3086 à 3090).

Organismes et structures :

- Agence française de l'ingénierie touristique (p. 3087) ;
- Fonds d'assurance formation de l'industrie hôtelière (p. 3088) ;
- professionnels associés de la montagne (p. 3089) ;
- Maison de France (p. 3087, 3088, 3090).

Tourisme :

- meublés (p. 3090) ;
- tourisme associatif (p. 3088, 3089).

Réponses aux questions :

Hôtellerie et restauration : hôtellerie indépendante (M. Joël Sarlot) (p. 3092).

Impôts et taxes : TVA (M. Xavier Pintat) (p. 3091).

Organismes et structures :

- Agence française de l'ingénierie touristique (Mme Martine Aurillac) (p. 3092, 3093) ;
- Maison de France (p. 3093).

Tourisme :

- meublés : recensement et fiscalité (M. Xavier Pintat) (p. 3091) ;
- stations thermales (M. François Loos) (p. 3093, 3094) ;
- tourisme associatif (M. André Trigano) (p. 3094, 3095) ;
- tourisme culturel (MM. Jean Bardet, Alphonse Bourgasser) (p. 3093, 3095) ;
- tourisme social (M. André Trigano) (p. 3096).

Vote des crédits :

Etat B, titre IV :

– *favorable* à l'amendement n° 228 de M. François Loos (réduction des crédits) (p. 3098, 3099).

PANDRAUD (Robert)

Député de la Seine-Saint-Denis

(8^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions (n° 2109) de M. Philippe Auberger et (n° 2110) de MM. Martin Malvy, Augustin Bonrepaux et Didier Migaud, sur la recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France (n° E-436) [27 juin 1995].

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le partenariat euro-méditerranéen [4 octobre 1995].

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'Europe et l'industrie aéronautique [28 mars 1996].

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 20 au 31 décembre 1994** (n° E-346 à E-354) (n° 1893) [11 janvier 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 1^{er} au 26 janvier 1995** (n° E-355 à E-367) et sur la proposition n° E-370 (n° 1937) [1^{er} février 1995].

Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CE, Euratom, CECA) du Conseil modifiant le règlement (CEE, Euratom, CECA) n° 259/68 fixant le **statut des fonctionnaires des Communautés européennes** ainsi que le **régime applicable aux autres agents de ces Communautés** (COM [94] 601 final/n° E-368) (n° 1946) [22 février 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 27 janvier au 13 février 1995** (n° E-368, E-369 et E-371 à E-377) (n° 1947) [22 février 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 14 au 28 février 1995** (n° E-378 à E-382) et sur le projet de directive du Conseil établissant des **mesures communautaires minimales de contrôle des maladies des mollusques bivalves** (COM [94] 401 final/n° E-319) (n° 1951) [1^{er} mars 1995].

Proposition de résolution sur l'avant-projet de **budget rectificatif et supplémentaire n° 1/95 des Communautés européennes** (E-381) (n° 1954) [2 mars 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 1^{er} au 28 mars 1995** (n° E-383 à E-392) et sur la proposition de règlement (CE) du Conseil **modifiant la liste des pays visés à l'annexe I du règlement (CE) n° 519/94** (COM [95] 14 final/n° E-375) (n° 1985) [30 mars 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la **XII^e Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires des Parlements de l'Union européenne**, tenue à Paris les 27 et 28 février 1995 (n° 1986) [30 mars 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le Gou-**

vernement à l'Assemblée nationale du 29 mars au 10 avril 1995 (n° E-393 à E-398) et sur le projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission 90/388/CEE concernant la suppression des restrictions à l'utilisation des réseaux câblés de télévision pour la fourniture de services de télécommunications (n° E-385) (n° 2012) [11 avril 1995].

Proposition de résolution sur le projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission 90/388/CEE concernant la suppression des restrictions à l'utilisation des réseaux câblés de télévision pour la fourniture de services de télécommunications (n° E-385) (n° 2013) [12 avril 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 11 au 25 avril 1995 (n° E-399 à E-403) et sur les propositions d'actes communautaires n° E-334 et E-337 (n° 2022) [3 mai 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 26 avril au 10 mai 1995 (n° E-404 à E-410) et sur les suites données aux résolutions adoptées à l'Assemblée nationale (n° 2058) [16 mai 1995].

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/50/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services, la directive 93/36/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures et la directive 93/37/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux et la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (n° E-404) (n° 2059) [16 mai 1995].

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'application à la téléphonie vocale des principes de fournitures d'un réseau ouvert (ONP). - COM (94) 689 final/n° E-406 (n° 2060) [16 mai 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 11 au 23 mai 1995 (n° E-411 à E-420) (n° 2079) [7 juin 1995].

Proposition de résolution sur la communication de la Commission au Conseil sur les relations avec les pays tiers dans le domaine du transport aérien (COM [92] 434 final/n° E-51) (n° 2085) [15 juin 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 24 au 21 juin 1995 (n° E-421 à E-430) (n° 2112) [23 juin 1995].

Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CE) n° 3361/94 du Conseil du 29 décembre 1994, en vue de proroger certains contingents tarifaires pour l'Autriche, la Finlande et la Suède (n° E-427) (n° 2113) [27 juin 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne :

- sur les propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 22 juin au 6 juillet 1995 (n° E-431 à E-444) ;
- sur le projet d'accord entre les Communautés européennes et la République tunisienne (n° E-447) ;

- et sur les propositions communautaires relatives au secteur de la banane (n° E-409 à E-410),

(n° 2152) [12 juillet 1995].

Proposition de résolution sur la proposition modifiée de directive du Conseil instaurant une taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et sur l'énergie (COM [95] 172 final/n° E-443) (n° 2153) [12 juillet 1995].

Proposition de résolution sur :

- la proposition de règlement (CE) du Conseil modifiant les règlements (CEE) n° 404/93 et 1035/72 relatifs respectivement au secteur de la banane et à celui des fruits et légumes, ainsi que le règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun (COM [95] 114 final/n° E-409) ;
- et la proposition de règlement (CE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 404/93 en ce qui concerne le volume du contingent tarifaire annuel d'importation de bananes dans la Communauté à la suite de l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède (COM [95] 115 final/n° E-410),

(n° 2154) [12 juillet 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 7 au 24 juillet 1995 (n° E-445, E-446 et E-448 à E-452) et sur les relations de l'Union européenne avec les pays tiers dans le domaine des transports (n° 2185) [27 juillet 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 25 juillet au 28 août 1995 (n° E-453 à E-468) [6 septembre 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 29 août au 17 septembre 1995 (n° E-469 à E-475) (n° 2259) [6 octobre 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 18 au 26 septembre 1995 (n° E-476 à E-485) (n° 2269) [11 octobre 1995].

Proposition de résolution sur l'action de la Communauté européenne en matière douanière et la réglementation du transit des marchandises :

- proposition de décision du Parlement européen et du Conseil portant adoption d'un programme d'action de la douane communautaire (« douane 2000 ») (COM [95] 119 final/n° E-411) ;
- proposition de règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil établissant le code des douanes communautaires (COM [95] 335 final/n° E-476),

(n° 2297) [18 octobre 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 27 septembre au 24 octobre 1995 (n° E-486 à E-501) et sur l'évolution de la procédure de révision de la directive « Télévision sans frontières » (n° E-419) (n° 2321) [2 novembre 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les relations entre l'Union européenne et les pays tiers méditerranéens (n° 2367) [15 novembre 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 25 octobre au 15 novembre 1995** (n° E-502 à E-514) (n° 2379) [22 novembre 1995].

Proposition de résolution sur :

- la proposition de règlement (CE) du Conseil portant adoption d'un programme pluriannuel destiné à promouvoir la **coopération internationale dans le secteur de l'énergie** (COM [95] 197 final/n° E-506) ;
- et sur la proposition de règlement (CE) du Conseil concernant un programme pluriannuel en vue de la **promotion de l'efficacité énergétique dans l'Union européenne** SAVE II (n° E-511),

(n° 2380) [22 novembre 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 16 novembre 1995 au 6 décembre 1995** (n° E-515 à E-525 et E-527) (n° 2438) [12 décembre 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le **contrôle parlementaire des projets d'actes relevant des titres V et VI du traité sur l'Union européenne** et sur les projets d'actes transmis **par le Gouvernement à l'Assemblée nationale le 23 novembre 1995** (n° UE-1 à UE-9) (n° 2439) [12 décembre 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des **propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 6 au 20 décembre 1995** (n° E-526, E-528 à E-539, E-543, E-545 et E-546) (n° 2458) [20 décembre 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **suites données aux résolutions** adoptées par l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution (n° 2459) [20 décembre 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 12 janvier au 4 février 1996** (n° E-562 à E-571) (n° 2550) [7 février 1996].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **projets d'actes relevant des titres V et VI du traité sur l'Union européenne transmis par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 24 novembre 1995 au 4 février 1996** (n° UE-10 à UE-25) (n° 2551) [7 février 1996].

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil concernant un **programme d'action pour la promotion des organisations non gouvernementales ayant pour but principal la défense de l'environnement** (COM [95] 573 final/n° E-569) (n° 2553) [8 février 1996].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 5 au 27 février 1996** (n° E-572 à E-581, E-584 à E-587 et E-592) (n° 2594) [5 mars 1996].

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion des **négociations avec certains pays tiers dans le cadre de l'article XXIV-6 du GATT** et d'autres questions connexes (document E-580) (n° 2597) [6 mars 1996].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 15 au 29 février 1996** (n° E-582, E-583, E-588 à E-591 et E-593 à E-595) (n° 2627) [11 mars 1996].

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil approuvant la conclusion, par la Commission, d'un **échange de notes entre la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM) et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique concernant les transferts de composants nucléaires** (SEC [95] 2275 final/n° E-593) (n° 2628) [11 mars 1996].

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE relative au **système commun de taxe sur la valeur ajoutée** (niveau du taux normal) (COM [95] 731 final/n° E-595) (n° 2629) [11 mars 1996].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le **programme de travail de la Commission européenne pour 1996** (n° 2631) [11 mars 1996].

Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter le titre XV de la Constitution afin d'instituer un **contrôle de constitutionnalité des projets d'acte des Communautés et de l'Union européennes** (n° 2641) [13 mars 1996].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 1^{er} au 24 mars 1996** (n° E-596 à E-607) (n° 2694) [28 mars 1996].

Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant application d'un **schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées** pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 30 juin 1999 à certains produits agricoles originaires de pays en voie de développement (E-605) (n° 2695) [28 mars 1996].

Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant **organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes** et la proposition de règlement (CE) du Conseil portant **organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes** (COM [95] 434 final/n° E-613) (n° 2700) [10 avril 1996].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 25 mars au 22 avril 1996** (n° E-608 à E-617) (n° 2724) [23 avril 1996].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne :

- sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 24 au 30 avril 1996** (n° E-618 à E-621) ;
- sur la communication de la Commission sur un **programme communautaire dans le domaine de la sécurité, de l'hygiène et de la santé sur le lieu du travail (1996-2000)** et la proposition de décision du Conseil portant adoption d'un **programme de mesures non législatives pour améliorer la sécurité et la santé sur le lieu du travail** (n° E-463) ;
- et sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant application d'un **schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées** pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 30 juin 1999 à certains produits agricoles originaires de pays en voie de développement (n° E-605),

(n° 2751) [30 avril 1996].

Proposition de résolution déposée en application de l'article 151-1 du Règlement sur la communication de la Commission sur un **programme communautaire dans le**

domaine de la sécurité, de l'hygiène et de la santé sur le lieu du travail (1996-2000) et la proposition de décision du Conseil portant adoption d'un programme de mesures non législatives pour améliorer la sécurité et la santé sur le lieu du travail (COM [95] 282 final/n° E-463) (n° 2752) [30 avril 1996].

Proposition de loi organique tendant à compléter l'article 34 de la Constitution (n° 2769) [14 mai 1996].

Proposition de résolution sur la proposition de révision des perspectives financières présentée par la Commission au Parlement européen et au Conseil en application des paragraphes 11 et 12 de l'accord interinstitutionnel du 29 octobre 1993 sur la discipline budgétaire (SEC [96] 492 final/n° E-628) (n° 2802) [22 mai 1996].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 1^{er} au 17 mai 1996 (n°s E-622 à E-626 et E-628 à E-631) (n° 2806) [22 mai 1996].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les projets d'actes relevant des titres V et VI du traité sur l'Union européenne, transmis par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 5 février au 20 mai 1996 (n°s UE-26 à UE-36) (n° 2807) [22 mai 1996].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 9 au 29 mai 1996 (n°s E-626, E-627 et E-632 à E-636) (n° 2843) [22 mai 1996].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 30 mai au 20 juin 1996 (n°s E-637 à E-650 et E-652 à E-654) (n° 2931) [26 juin 1996].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 20 juin au 8 juillet 1996 (n°s E-651 et E-655 à E-663) (n° 2952) [9 juillet 1996].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les projets d'actes relevant des titres V et VI du traité sur l'Union européenne transmis par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 23 mai au 30 juillet 1996 (n°s UE-37 à UE-49) (n° 2970) [31 juillet 1996].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 9 au 30 juillet 1996 (n°s E-664 et E-671) (n° 2971) [31 juillet 1996].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 31 juillet au 3 septembre 1996 (n°s E-672 à E-691 et E-693 à E-697) (n° 2980) [5 septembre 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Commission européenne et essais nucléaires français :** déclaration d'un porte-parole de la Commission européenne [3 octobre 1995] (p. 1575 et 1576).
- **Relations entre le Gouvernement et la Banque de France :** indépendance : conséquences [31 octobre 1995] (p. 2850).

- **Recours de la Commission européenne contre la France devant la Cour de justice des Communautés européennes :** compétences de la Commission [21 novembre 1995] (p. 3924, 3925).

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement sur la politique européenne et débat d'orientation sur cette déclaration par M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères (n° 2086).**

Principaux thèmes développés [20 juin 1995] :

Commerce extérieur : transit international (p. 548).

Communautés européennes et Union européenne :

- droit communautaire : inflation ; transposition en droit interne (p. 547, 548) ;
- union monétaire (p. 548).

Parlements nationaux (p. 548, 549).

- **Rappel au règlement :** insiste pour que la climatisation soit installée dans l'hémicycle [20 juin 1995] (p. 529).

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1993 (n° 1842).**

Première lecture :

Discussion des articles [4 juillet 1995] :

Après l'article 15 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 4 de la commission (transmission au Parlement des communications visées à l'article 12 de la loi du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes) (p. 812).

Parlement : communication des avis du Conseil d'Etat (p. 812).

- **Proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1996 (n° E-422) (n° 2078).**

Rapporteur de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne.

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [4 juillet 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : élargissement (p. 816).

Communautés européennes et Union européenne : budget :

- dépenses et ressources (p. 816) ;
- dépenses agricoles (p. 816) ;
- fonds structurels (p. 816) ;
- fraude (p. 817) ;
- politique méditerranéenne : programme MEDA (p. 816) ;
- politiques internes (p. 816).

Constitution : article 88-4 (p. 816).

Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne (p. 816).

Finances publiques : rigueur budgétaire (p. 816).

France : contribution au budget des communautés européennes (p. 816).

Lois : ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances : révision (p. 816).

Parlement : rôle (p. 816).

- **Proposition de résolution sur la recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France (n° E-436) (n° 2109).**

Rapporteur pour avis de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne suppléé par : *Ligot (Maurice)* [4 juillet 1995] (p. 826).

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).**

*Première lecture :**Discussion des articles* [11 juillet 1995] :**Article 1^{er}** (*extension du champ d'application du référendum : art. 11 de la Constitution*) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 91 de M. Gilles de Robien (interdiction du référendum dans les six mois précédant ou suivant les élections présidentielles ou législatives) (p. 925).

Après l'article 6 :

- *favorable* à l'amendement n° 113 de M. Pierre Mazeaud (début de trois séances hebdomadaires consacré à des questions au Gouvernement) (p. 980) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 101 de Mme Nicole Catala (renvoi préjudiciel au Conseil constitutionnel de la conformité à la Constitution d'actes pris par une organisation internationale ; contrôle du Conseil constitutionnel sur les traités ou accords au titre desquels les actes précités ont été pris) (p. 984) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 17 de M. Jean-Pierre Michel (suppression de l'appartenance au Conseil constitutionnel des anciens Présidents de la République) (p. 985) ;
- *son amendement* n° 2 corrigé (extension de l'article 88-4 aux actes de l'Union européenne comportant des dispositions de nature législative et à ceux des Communautés ou de l'Union européenne relatifs au fonctionnement de leurs institutions) (p. 988, 989) : retiré ; repris par M. Jacques Myard : adopté (p. 991) : supprimé en seconde délibération (p. 996).

*Seconde délibération des articles 14, 15 et 16.***Article 16** (*extension de l'article 88-4 aux actes des deuxième et troisième piliers de l'Union européenne*) :

- *défavorable* à l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 996).
- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/50/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services, la directive 93/36/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures et la directive 93/37/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux et la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (n° E-404) (n° 2059).**

Avant la discussion de l'article unique [5 octobre 1995] :*Son intervention* au nom de la délégation pour l'Union européenne : suppléé par : Galizi (Francis).*Discussion de l'article unique* [5 octobre 1995] :

- *son amendement* n° 1 rectifié soutenu par M. Francis Galizi (limitation des modifications de la directive 93/38 CEE à la stricte transposition de l'accord sur les marchés publics) : adopté (p. 1710) ;
- *son amendement* n° 2 rectifié soutenu par M. Francis Galizi (opposition à l'extension de la même directive aux télécommunications, transports ferroviaires non urbains, services de recherche et de développement, industries du gaz et du pétrole) (p. 1710) : adopté (p. 1711) ;
- *son amendement* n° 7 soutenu par M. Francis Galizi (de conséquence) : adopté (p. 1712) ;
- *son amendement* n° 3 soutenu par M. Francis Galizi (nécessité d'une réserve de réciprocité compte tenu de l'attitude des Etats-Unis) : adopté (p. 1713).

– Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).*Première lecture, première partie :**Discussion des articles* [19 et 21 octobre 1995] :**Article 30** (*évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) :*Son intervention* en qualité de président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne (p. 2068).

Communautés européennes et Union européenne : subsidiarité : principe.

Communautés européennes et Union européenne : budget : procédure d'examen.

Contribution française.

Fonds structurels.

Fraude.

Lois : ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances : révision.

- *son amendement* n° 155 (réduction de la contribution d'un montant correspondant au douzième des dépenses du budget du Parlement européen supportées par la France) (p. 2077) : rejeté (p. 2080).

Après l'article 15 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 173 de M. Jean-François Copé (doublement des plafonds de la provision spéciale prévue à l'article 39 quinquies H du CGI lorsque l'entreprise nouvelle ou reprise exerce l'ensemble de son activité dans une zone de redynamisation urbaine) (p. 2242) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 167 de la commission (extension du champ d'application de la réduction d'impôt au titre des dépenses d'isolation) (p. 2249).

*Deuxième partie :***Justice.** – *Vote des crédits* [24 octobre 1995] :**Etat B, titre III :**

- *son amendement* n° 58 : non soutenu (p. 2407).

Intérieur. – *Vote des crédits* [3 novembre 1995] :**Etat B, titre III :**

- *son amendement* n° 57 (individualisation des crédits de police affectés aux zones urbaines) : retiré (p. 3070) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 225 de M. Gérard Léonard (indemnités des commissaires de police) (p. 3072).

Education nationale, enseignement supérieur et recherche. – *Vote des crédits* [9 novembre 1995] :**Etat B, titre III :**

- *son amendement* n° 64 : non soutenu (p. 3339).

– Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant modification de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (COM [95] 86 final/n° E-419) (n° 2189).

Discussion de l'article unique [16 novembre 1995] :

- *favorable* à l'amendement n° 11 de M. François Guillaume (invocation du compromis de Luxembourg si la France n'obtient pas gain de cause) (p. 3916) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 12 de M. Louis de Broissia (précise que le précédent de Luxembourg ne pourrait être invoqué que si le nouveau système de quotas était en retrait par rapport à celui de 1989) à l'amendement n° 11 de M. François Guillaume (p. 3916).

– Déclaration du Gouvernement sur la politique méditerranéenne de la France et de l'Union européenne à la veille de la conférence de Barcelone et débat sur cette déclaration (n° 2375).

Son intervention en qualité de président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [21 novembre 1995].

Principaux thèmes développés :

Algérie (p. 3946).

Commerce extérieur : zone de libre échange euro-méditerranéenne (p. 3947).

Communautés européennes et Union européenne : première conférence ministérielle européenne de Barcelone : 27 et 28 novembre 1995 (p. 3946, 3947).

Moyen-Orient : processus de paix et établissement de relations normales entre les pays de la région (p. 3946).

Ex-Yougoslavie : accords de Dayton (p. 3946).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères, sur la politique européenne de la France à la veille du Conseil européen de Madrid et débat sur cette déclaration (n° 2441).**

Principaux thèmes développés [13 décembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : union économique et monétaire (p. 5071).

Emploi (p. 5071).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances sur l'Union économique et monétaire et débat sur cette déclaration (n° 2576).**

Son intervention [20 février 1996] (p. 1011).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne :

- convergence économique et couple franco-allemand ;
- monnaie unique, Union économique et monétaire.

- **Proposition de loi tendant à assurer une prise en charge adaptée de l'autisme (n° 1924).**

Première lecture :

Discussion des articles [22 février 1996] :

Après l'article 1^{er} :

- *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Jean-Claude Bois (institution d'un plan régional d'action en faveur des personnes atteintes du syndrome autistique) (p. 1118).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 mars 1996] :

Article 21 (contrôle par l'Inspection générale des finances d'organismes bénéficiaires de fonds publics ou assimilés) :

- son amendement n° 113 soutenu par M. Bernard Carayon (extension des compétences de l'Inspection générale de l'administration) (p. 1334) : adopté (p. 1335) ;
- son amendement n° 114 soutenu par M. Bernard Carayon (extension des compétences de l'Inspection générale de l'administration) : adopté (p. 1335).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes, sur la préparation et les perspectives de la conférence intergouvernementale et débat sur cette déclaration (n° 2634).**

Ses observations sur le rappel au règlement de : Royal (Ségolène) [13 mars 1996] (p. 1559).

Son intervention en qualité de président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [13 mars 1996].

Principaux thèmes développés (p. 1562, 1563) :

Communautés européennes et Union européenne :

- institutions et conférence intergouvernementale ;
- politique étrangère et de sécurité commune.

Constitution : article 88-4.

Emploi.

Parlement : parlements nationaux.

Secteur public.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).**

Première lecture :

Discussion des articles [19 mars 1996] :

Article 21 (missions de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS)) :

- son sous-amendement n° 95 (alignement des compétences de l'Inspection générale de l'administration sur celles de l'IGAS) à l'amendement n° 73 de M. Dominique Paillé (contrôle sur les associations faisant appel à la générosité publique limité aux domaines actuels de compétence de l'IGAS) : devenu sans objet (p. 1783) ;
- son sous-amendement n° 96 (alignement des compétences de l'Inspection générale de l'administration sur celles de l'IGAS) à l'amendement n° 30 de M. Bernard Accoyer (contrôle sur les associations faisant appel à la générosité publique limité aux domaines actuels de compétence de l'IGAS) : devenu sans objet (p. 1783) ;
- son amendement n° 25 (contrôle sur les associations faisant appel à la générosité publique limité aux domaines actuels de compétence de l'IGAS) : devenu sans objet (p. 1783) ;
- ses amendements n° 26, 27, 28 et 29 (de conséquence) : devenus sans objet (p. 1783).

- **Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).**

Première lecture :

Discussion des articles [14 juin 1996] :

Article 22 (objectifs de la fiscalité des énergies fossiles et financement de la surveillance de la qualité de l'air) :

- *défavorable* à l'amendement n° 131 rectifié de la commission (rapport sur la fiscalité des énergies fossiles) (p. 4379).

Article 24 (exonération de la taxe sur les véhicules de société pour les véhicules électriques ou peu polluants) :

- son amendement n° 243 soutenu par M. Jacques Masdeu-Arus (application de l'exonération aux véhicules fonctionnant exclusivement ou non au moyen du gaz naturel, du gaz de pétrole liquéfié ou de l'énergie électrique) (p. 4387) : devenu sans objet (p. 4388).

Article 25 supprimé par le Sénat (faculté d'exonération de la « vignette » pour les véhicules électriques ou peu polluants) :

- son sous-amendement n° 406 à l'amendement n° 135 de la commission (rétablissement de l'article avec la faculté pour le conseil général de moduler l'avantage fiscal) : non soutenu (p. 4390).

Article 26 supprimé par le Sénat (faculté d'exonération de la taxe sur les « cartes grises » pour les véhicules électriques ou peu polluants) :

- son sous-amendement n° 407 à l'amendement n° 136 de la commission (rétablissement de l'article avec la faculté pour le conseil régional de moduler l'avantage fiscal) : non soutenu (p. 4393).

Après l'article 27 :

- son amendement n° 266 : non soutenu (p. 4395).

Article 37 (coordination) :

- reprend l'amendement n° 434 du Gouvernement (suppression du conseil départemental de l'environnement) (p. 4399) : rejeté (p. 4400) ;

– défavorable à l'amendement n° 147 de la commission (création d'un service spécialisé chargé du contrôle du stationnement à Paris) (p. 4401).

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes sur le sommet européen de Florence et débat sur cette déclaration (n° 2889).**

Son intervention en qualité de président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [18 juin 1996].

Principaux thèmes développés :

Agriculture : élevage bovin, importations britanniques (p. 4431).

Communautés européennes et Union européenne :

- institutions : Conférence intergouvernementale (p. 4432) ;
- politique étrangère et de sécurité commune (p. 4432) ;
- subsidiarité (p. 4432).

Etrangers : droits des minorités en Europe, convention de Schengen (p. 4425).

Parlements nationaux (p. 4432).

PAPON (Monique)

Député de la Loire-Atlantique

(1^{re} circonscription)

UDF

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Est nommée secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5405).

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique du Pakistan en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) (n° 1895) [21 juin 1995].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1895) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique du Pakistan en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) (n° 2159) [12 juillet 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Mineurs multirécidivistes** : mise en place d'une action pénale efficace [20 mars 1996] (p. 1843).

– **Proche-Orient** : conflit israëlo-arabe : processus de paix [26 juin 1996] (p. 4954).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1993 sur le cacao (ensemble trois annexes) (n° 1890), projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur le café (n° 2308).**

Première lecture :

Discussion commune : principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [14 février 1996] (p. 844, 845) :

Commerce extérieur :

- balance commerciale des pays producteurs et des pays importateurs ; termes de l'échange : évolution ;
- produits de base : plan de gestion de la production.

Communautés européennes et Union européenne : VIII^e Fonds européen de développement.

Moyens de paiement : franc CFA.

Organismes et structures : Organisation internationale du café.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique du Pakistan en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) (n° 1895).**

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [14 février 1996] :

Sa présentation du rapport (p. 847) :

Son intervention sur la question préalable opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 849).

Principaux thèmes développés :

Commerce extérieur : balance commerciale avec le Pakistan ; présence française au Pakistan (p. 847, 848).

Enfants : travail des enfants ; convention sur le droit des enfants (p. 849, 850).

Impôt sur le revenu (p. 847).

Impôt sur les sociétés (p. 847).

PASCALLON (Pierre)

Député du Puy-de-Dôme

(4^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 27 avril 1995] (p. 6499).

DEPOTS

Proposition de loi visant à modifier l'article 60 de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1959) [7 mars 1995].

Proposition de loi visant à instaurer une réforme des modes d'attribution de l'indemnité représentative de logement des instituteurs (n° 1968) [7 mars 1995].

Proposition de loi visant à étendre le dispositif d'allocation logement temporaire aux centres communaux d'action sociale (CCAS) (n° 1969) [7 mars 1995].

Proposition de loi tendant à asséoir la taxe professionnelle sur la valeur ajoutée et à unifier son taux d'imposition dans le cadre des agglomérations et des pays (n° 1972) [7 mars 1995].

Proposition de loi visant à modifier la fiscalité en matière de transmission d'entreprise en vue de préserver l'emploi (n° 2041) [16 mai 1995].

Proposition de loi visant à exonérer de taxe d'habitation et de taxe foncière les ménages à revenu modeste lors de la construction ou de l'acquisition d'un logement (n° 2216) [20 septembre 1995].

Proposition de loi visant à instituer une **taxe locale sur les chiens** (n° 2229) [20 septembre 1995].

Proposition de loi visant à créer un **Fonds national d'amortissement des variations climatiques** pour les stations de sport d'hiver (n° 2230) [20 septembre 1995].

Proposition de loi instaurant le **congé payé d'ancienneté pour favoriser la création d'emplois** (n° 2538) [7 février 1996].

Proposition de loi étendant à tous les **receveurs de transfusion sanguine la compétence du fonds d'indemnisation** créé par la loi n° 91-1406 du 31 décembre 1991 (n° 2565) [9 février 1996].

Proposition de loi tendant à asseoir la **taxe professionnelle sur la valeur ajoutée et à unifier son taux d'imposition dans le cadre des agglomérations et des pays** (n° 2784) [14 mai 1996].

Proposition de loi visant à instituer une **taxe locale sur les chiens et à créer des canisettes** (n° 2853) [6 juin 1996].

Proposition de loi relative à l'institution d'une **indemnité spéciale pour l'artisanat et le commerce de montagne** (n° 2905) [20 juin 1996].

Proposition de loi relative à un **fonds d'indemnisation de l'aléa médical** (n° 2982) [5 septembre 1996].

Proposition de loi relative à la **sécurité dans la pratique des sports de montagne** (n° 2986) [5 septembre 1996].

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 641, posée le 15 juin 1995 : **difficultés socio-économiques de la ville d'Issoire et du Val d'Allier** (p. 498). Appelée le 22 juin 1995 : politique fiscale (p. 619, 620).
- n° 688, posée le 3 octobre 1995 : **prime à la jument allaitante** (p. 1613). Appelée le 12 octobre 1995 : création ; élevage des chevaux lourds ; aides [13 octobre 1995] (p. 1841, 1842).
- n° 884, posée le 13 février 1996 : **vendeurs de journaux de rue** (p. 834). Appelée le 22 février 1996 : statut (p. 1096).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1995] :

Armements nucléaires :

- dissuasion nucléaire : doctrine (p. 3235) ;
- missiles balistiques M 4, M 45, M 5 (p. 3235).

Livre blanc et loi de programmation militaire pour les années 1995-2000 du 23 juin 1994 (p. 3235).

Loi de programmation militaire : nouveau projet de loi (p. 3235).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Charles Millon, ministre de la défense, sur la politique de défense et débat sur cette déclaration** (n° 2654).

Principaux thèmes développés [20 mars 1996] (p. 1862) :

Affaires étrangères : contexte géopolitique.

Armée de terre : professionnalisation.

Armements nucléaires :

- dissuasion nucléaire : doctrine ; composantes ;
- essais nucléaires et simulation : programme PALEN ;
- sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.

Armements préstratégiques : missile Hadès.

Livre blanc et loi de programmation pour les années 1995-2000 du 23 juin 1994.

PASQUA (Charles)

Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions : démission du gouvernement de M. Edouard Balladur. Décret du 11 mai 1995 [J.O. du 12 mai 1995] (p. 7976).

DEPOTS

Projet de loi relatif aux **services d'incendie et de secours** (n° 1888) [4 janvier 1995].

Projet de loi abaissant l'**âge d'éligibilité à certains mandats locaux et relatif à l'association des jeunes à la vie commune** (n° 1942) [15 février 1995].

Projet de loi relatif au **développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers** (n° 1952) [2 mars 1995].

Projet de loi relatif aux **polices municipales** (n° 1983) [15 mars 1995].

INTERVENTIONS

- **Projet de loi** relatif aux **services d'incendie et de secours** (n° 1888).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [16 janvier 1995] :

Son intervention (p. 79) et *sa réponse* (p. 101).

Principaux thèmes développés :

Collectivités locales : groupements de communes (p. 80).

Communes :

- Grand-Champ (p. 102) ;
- maires (p. 79, 81, 82).

Etat : préfets (p. 79, 102).

Lois :

- loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (p. 81) ;

- loi n° 92-125 du 6 février 1992 d'orientation relative à l'administration territoriale de la République : article 89 (p. 80)

- projet de loi : concertation (p. 80, 102).

Prévention (p. 80, 81).

Sapeurs-pompiers et sapeurs-pompiers volontaires (p. 79 à 82, 102).

Secours (p. 79 à 82).

Services d'incendie et de secours (p. 79 à 82, 101 à 103).

Discussion des articles [16 et 17 janvier 1995] :

Article 4 (*règlement opérationnel pour l'emploi du service d'incendie et de secours par le maire ou le préfet*) :

- favorable aux amendements n° 13 et 14 de la commission (rédactionnels) (p. 117) ;
- favorable à l'amendement n° 15 de la commission (avis conforme du conseil d'administration du service départemental) (p. 117, 118) ;
- défavorable à l'amendement n° 64 de M. Jean Tardito (élaboration en concertation avec les élus locaux, les syndicats et les associations d'usagers) (p. 118).

Article 5 (composition des corps des sapeurs-pompiers) :

- ses observations (p. 120) ;
- défavorable aux amendements identiques n° 16 de la commission et 113 de M. Michel Berson (conditions de l'inclusion des sapeurs-pompiers volontaires dans le corps départemental) (p. 120, 121, 123) ;
- défavorable à l'amendement n° 78 rectifié de M. Marc Le Fur (même objet) (p. 122) ;
- favorable à l'amendement n° 17 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 123) ;
- ses observations sur les amendements identiques n° 18 de la commission, 114 de M. Michel Berson et 127 de M. Marc Le Fur (de conséquence) (p. 124).

Article 6 (organisation et dissolution du corps départemental) :

- ses observations sur l'amendement n° 19 de la commission (organisation par arrêté conjoint du préfet et du président du conseil d'administration après avis de ce dernier) (p. 124) ;
- favorable à l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) (p. 124).

Article 7 (schéma départemental d'analyse et de couverture des risques) :

- défavorable à l'amendement n° 59 de M. Jean-Jacques Weber (élaboration après avis du conseil général) (p. 125) ;
- défavorable à l'amendement n° 67 de M. Jean Tardito (élaboration en concertation avec les élus locaux, les associations d'usagers et les syndicats) (p. 125).

Article 8 (gestion des sapeurs-pompiers professionnels) :

- défavorable à l'amendement n° 5 de M. Alain Madalle (avis conforme du maire ou du président de l'établissement public intercommunal pour l'affectation des officiers sapeurs-pompiers professionnels dans un centre communal ou intercommunal) (p. 126).

Article 9 (gestion des sapeurs-pompiers volontaires officiers) :

- ses observations sur l'amendement n° 79 de M. Marc Le Fur (de conséquence) (p. 127) ;
- ses observations sur le sous-amendement n° 130 de M. Pierre-Rémy Houssin (rédactionnel) à l'amendement de M. Marc Le Fur (p. 127) ;
- ses observations sur le sous-amendement n° 131 de M. Pierre-Rémy Houssin (exclusion de l'avancement de grade des sous-officiers) à l'amendement n° 79 de M. Marc Le Fur (p. 127).

Article 10 (gestion des sapeurs-pompiers volontaires sous-officiers) :

- ses observations sur l'amendement n° 80 de M. Marc Le Fur (nomination dans les corps communaux ou intercommunaux conjointement par les autorités de l'Etat et le maire ou le président de l'établissement public) (p. 128) ;
- ses observations sur le sous-amendement n° 132 de M. Pierre-Rémy Houssin (exclusion de l'avancement de grade des sous-officiers) à l'amendement n° 80 de M. Marc Le Fur (p. 128).

Après l'article 10 :

- défavorable à l'amendement n° 106 de M. Jean Geney (service chargé de la protection, du secours et de l'évacuation d'urgence des personnes au sein du service départemental) (p. 129).

Avant l'article 11 :

- favorable à l'amendement n° 21 de la commission (intitulé de la section : les biens) (p. 129).

Article 11 (gestion des matériels) :

- favorable à l'amendement n° 22 de la commission (extension à l'ensemble des biens du service départemental ; compétence exclusive en ce qui concerne les matériels nécessaires aux missions des centres de secours et d'incendie relevant des communes et de leurs groupements) (p. 129) ;

- défavorable à l'amendement n° 143 de M. Jean-Marc Charatoire (consultation du maire ou du président de l'établissement public intercommunal sur les matériels mis à disposition des centres de secours et d'incendie des communes et de leurs groupements) (p. 129).

Article 12 (transfert des sapeurs-pompiers professionnels au service départemental d'incendie et de secours) :

- défavorable à l'amendement n° 69 de M. Jean Tardito (rédactionnel) (p. 130) ;
- soutient l'amendement n° 120 du Gouvernement (consultation des instances paritaires sur les modalités du transfert) : adopté (p. 130).

Article 13 (transfert des sapeurs-pompiers volontaires) :

- ses observations sur l'amendement n° 81 de M. Marc Le Fur (de conséquence) (p. 130).

Article 14 (rattachement au corps départemental de certains sapeurs-pompiers volontaires) :

- ses observations sur l'amendement n° 23 de la commission (de suppression) (p. 130).

Article 15 (mise à disposition du service départemental d'incendie et de secours de certains agents administratifs, techniques et spécialisés de la fonction publique territoriale n'ayant pas la qualité de sapeurs-pompiers professionnels) :

- ses observations sur l'amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) (p. 131) ;
- ses observations sur l'amendement n° 25 de la commission (de précision) (p. 131) ;
- défavorable à l'amendement n° 70 de M. Jean Tardito (réintégration dans l'emploi d'origine) (p. 131).

Article 16 (transfert des biens) :

- favorable à l'amendement n° 26 de la commission (limitation aux biens nécessaires au fonctionnement du service départemental) (p. 132) ;
- défavorable à l'amendement n° 6 de M. Alain Madalle (changement d'affectation) (p. 133) ;
- ses observations sur l'amendement n° 147 de M. Pierre-Rémy Houssin (détermination conventionnelle de la prise en charge du remboursement des emprunts contractés pour les biens transférés) (p. 133).

Article 17 (réalisation par la commune, le groupement ou le département antérieurement compétent de certaines opérations concernant les centres d'incendie ou de secours existant à la date de mise à disposition) :

- ses observations sur l'amendement n° 28 de la commission (réalisation facultative) (p. 133).

Article 19 (avis de la commission consultative départementale : procédure d'arbitrage) :

- ses observations sur les amendements n° 29 et 30 de la commission (rédactionnels) (p. 134) ;
- défavorable à l'amendement n° 31 de la commission (suppression de la proposition par le préfet de la liste des personnes qualifiées comme arbitres) (p. 134, 135) ;
- favorable à l'amendement n° 32 de la commission (prise en charge à parts égales de la rémunération de l'arbitre) (p. 135).

Article 20 (composition de la commission consultative départementale) :

- favorable à l'amendement n° 33 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 135).

Article 22 (composition de la Commission nationale des transferts) :

- défavorable à l'amendement n° 71 de M. Jean Tardito (représentation des organisations syndicales) (p. 136).

Article 30 (réunion en cas d'urgence du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours) :

- favorable à l'amendement n° 44 de la commission (nombre minimum de réunions dans l'année) (p. 152).

Article 31 (délibération du conseil d'administration) :

- favorable à l'amendement n° 45 de la commission (compétence du directeur du service départemental d'incendie et de secours) (p. 152) ;
- défavorable aux amendements identiques nos 10 de M. Jean Besson, 109 de M. Jean Geney, 138 de M. Jacques Pélissard et 95 de M. Marc Le Fur (adoption de toute délibération à la majorité simple) (p. 153) ;
- ses observations sur l'amendement n° 46 de la commission (règles de calcul de la majorité qualifiée) (p. 153).

Article 32 (fonctions du président du conseil d'administration) :

- soutient l'amendement n° 122 du Gouvernement (passation des marchés, acceptation des dons, legs et subventions, représentation en justice) : retiré ; repris par M. Jean-Jacques Hyst : adopté après modifications (p. 154) ;
- défavorable au sous-amendement n° 48 rectifié de la commission (présidence des commissions relatives à la gestion ou l'organisation des moyens des services d'incendie et de secours) à l'amendement n° 122 du Gouvernement (p. 154).

Article 33 (institution d'une commission administrative et technique des services d'incendie et de secours) :

- défavorable à l'amendement n° 73 de M. Jean Tardito (désignation des représentants des sapeurs-pompiers parmi leurs organisations syndicales) (p. 155) ;
- favorable à l'amendement n° 49 de la commission (élection par les sapeurs-pompiers volontaires de leurs représentants) (p. 156) ;
- ses observations sur l'amendement n° 50 de la commission (avis sur les questions d'ordre technique ou opérationnel) (p. 155) ;
- soutient le sous-amendement n° 125 du Gouvernement (exclusion des questions d'ordre opérationnel) à l'amendement n° 50 de la commission : devenu sans objet (p. 155).

Article 35 (missions du directeur départemental sous l'autorité du préfet) :

- défavorable à l'amendement n° 74 de M. Jean Tardito (rédactionnel) (p. 156).

Article 36 (missions du directeur départemental sous l'autorité du président du conseil d'administration) :

- favorable à l'amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) (p. 156).

Article 37 (financement du service départemental d'incendie et de secours) :

- ses observations (p. 157).

Article 38 (dispositions financières transitoires) :

- favorable à l'amendement n° 52 de la commission (calcul du plancher des contributions excluant les crédits exceptionnels d'équipement affectés à la création des centres opérationnels départementaux d'incendie et de secours et des centres de traitement de l'alerte) (p. 157) ;
- favorable au sous-amendement n° 178 de M. Jean Proriol (exclusion étendue à d'autres crédits exceptionnels d'équipement) à l'amendement n° 52 de la commission (p. 158) ;
- soutient l'amendement n° 123 du Gouvernement (constatation par la commission consultative départementale des crédits pris en compte pour le calcul du plancher de contribution) (p. 158).

Article 39 (évaluation des crédits consacrés aux corps communaux et intercommunaux de sapeurs-pompiers) :

- favorable à l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) (p. 158).

Article 40 (droit à la formation des sapeurs-pompiers volontaires) :

- défavorable à l'amendement n° 97 de M. Marc Le Fur (fixation des conditions de mise en œuvre par décret en Conseil d'Etat) (p. 159).

Après l'article 41 :

- défavorable à l'amendement n° 2 corrigé de M. Daniel Garrigue (autorisations d'absence des sapeurs-pompiers volontaires) (p. 160).

Article 42 (compétences des instances paritaires) :

- défavorable à l'amendement n° 75 de M. Jean Tardito (garantie d'exercice des droits syndicaux) (p. 161).

Article 43 (financement des interventions des services départementaux d'incendie et de secours ne se rattachant pas au service public) :

- défavorable à l'amendement n° 76 de M. Jean Tardito (suppression de la participation financière des bénéficiaires) (p. 161) ;
- défavorable à l'amendement n° 92 de M. Marc-Philippe Daubresse (suppression de la participation financière des bénéficiaires) (p. 162).

Article 46 (première élection des membres du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours) :

- favorable à l'amendement n° 55 de la commission (détermination des contributions au budget prises en compte pour la répartition des sièges) (p. 163).

Article 49 (abrogations) :

- favorable à l'amendement n° 56 de la commission (art. 16 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987) (p. 164).

Seconde délibération des articles 1^{er} et 3.

Article 1^{er} (composition des services d'incendie et de secours) :

- soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (classification des centres) : adopté (p. 164).

Article 3 (emploi des services d'incendie et de secours) :

- soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 164).

Son intervention (p. 167).

PASQUINI (Pierre)

Député de la Haute-Corse

(2^e circonscription)

RPR

puis ministre des anciens combattants et victimes de guerre

puis ministre délégué aux anciens combattants et victimes de guerre
S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Cessation de son mandat de député le 18 juin 1995 [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9343).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Est nommé ministre des anciens combattants et victimes de guerre. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

Fin de ses fonctions : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

Est nommé ministre délégué aux anciens combattants et victimes de guerre. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16345).

REPOSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- **Meylan (Michel) : anciens combattants d'Afrique du Nord** : retraite anticipée [24 octobre 1995] (p. 2354, 2355).
- **Gremetz (Maxime) : anciens combattants d'Afrique du Nord** : retraite anticipée [24 octobre 1995] (p. 2360).
- **Duboc (Eric) : immigrés** : autorisation préfectorale pour l'installation dans certains départements [8 novembre 1995] (p. 3194, 3195).
- **Floch (Jacques) : retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord** : âge de l'entrée en jouissance [17 avril 1996] (p. 2318).

orales sans débat de :

- **Bachelot-Narquin (Roselyne) (n° 740) : rôle des préfets dans les cérémonies patriotiques** : organisation des cérémonies ; protocole [7 décembre 1995] (p. 4741).
- **Lefort (Jean-Claude) (n° 781) : combattants de la guerre d'Espagne** : reconnaissance du titre d'ancien combattant [18 janvier 1996] (p. 144, 145).
- **Gremetz (Maxime) (n° 889) : droits des anciens combattants** : revendications [14 mars 1996] (p. 1634).
- **Asphe (Jean-Claude) (n° 960) : retraite complémentaire des anciens combattants** : périodes de perception de l'allocation de préparation à la retraite : prise en charge [28 mars 1996] (p. 2111).

INTERVENTIONS

En qualité de ministre :

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [7 et 12 novembre 1995] :

Alsace-Moselle : patriotes résistants à l'occupation (p. 3501).

Anciens combattants d'Afrique du Nord :

- fonds de solidarité : allocation différentielle et allocation de préparation à la retraite : abaissement de l'âge d'accès (p. 3501, 3502) ;
- retraite anticipée : commission tripartite d'évaluation (p. 3500, 3502).

Carte du combattant : volontaires de la Résistance (p. 3501).

Conseil économique et social : représentation des anciens combattants (p. 3501).

Mémoire et souvenir :

- information historique (p. 3504) ;
- Première guerre mondiale : Légion d'honneur aux survivants ; commémoration de la victoire de Verdun (p. 3501, 3503).

Ministère des anciens combattants et victimes de guerre : maintien et crédits : report des crédits de 1995 (p. 3500, 3501).

Office national des anciens combattants : rôle, moyens et effectifs ; maisons de retraite : indemnité de sujétion (p. 3500, 3501).

Pensions militaires d'invalidité et de retraite :

- dé cristallisation et levée de la forclusion : ressortissants des pays de l'ancienne Union française (p. 3501) ;
- retraite mutualiste : revalorisation : indexation (p. 3503) ;
- revalorisation : rapport constant : définition (p. 3503).

Réponses aux questions :

Alsace-Moselle :

- auxiliaires paramilitaires de l'armée allemande (M. Bernard Schreiner) (p. 3509) ;
- indemnité forfaitaire : réunion des parlementaires d'Alsace et de Moselle (M. Bernard Schreiner) (p. 3508) ;
- patriotes résistants à l'annexion de fait (PRAF) (M. Bernard Schreiner) (p. 3508) ;
- patriotes résistants à l'occupation (PRO) : droit à réversion pour les veuves (M. François Rochebloine) (p. 3510) ;
- Première guerre mondiale : Légion d'honneur accordée aux survivants ayant servi dans l'armée allemande (M. Jean-Jacques Weber) (p. 3512).

Anciens combattants d'Afrique du Nord :

- fonds de solidarité : abaissement de l'âge d'accès à 53 ans : report des crédits inutilisés du budget de 1995 (Mme Véronique Neiertz, M. Michel Meylan) (p. 3504, 3510) ;
- retraite anticipée : commission tripartite d'évaluation : date de convocation : débat au Parlement (M. Georges Sarre) (p. 3507).

Mémoire et souvenir : information historique : paix en Algérie : commémoration du 19 mars 1962 (MM. Georges Sarre, Daniel Vaillant) (p. 3511).

Pensions militaires d'invalidité et de retraite :

- retraite mutualiste : revalorisation : indexation : situation des bénéficiaires du titre de reconnaissance de la Nation (MM. François Rochebloine, Julien Dray) (p. 3511) ;
- revalorisation : rapport constant : indexation (M. Daniel Vaillant) (p. 3505).

Terrorisme : victimes civiles : droit à pension (M. Arthur Paecht) (p. 3512).

Vote des crédits :

Etat B, titre IV :

- *soutient* l'amendement n° 248 du Gouvernement (réduction de 2 millions de francs des crédits affectés aux soins médicaux gratuits et majoration d'un même montant des crédits permettant de financer l'indexation de la retraite mutualiste) (p. 3513) : adopté (p. 3514) ;
- *soutient* l'amendement n° 249 du Gouvernement (transfert de 650 000 francs de crédits du ministère des anciens combattants vers celui de la justice afin de financer partiellement la mise en œuvre de la modification du code de la Légion d'honneur et de la médaille militaire) : adopté (p. 3514).

Après l'article 64 :

- *soutient* l'amendement n° 250 du Gouvernement (indexation de la retraite mutualiste sur l'indice des prix à la consommation hors tabac) (p. 3515) : adopté après modifications (p. 3515) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 332 de M. Georges Colom-bier (introduit dans le code de la mutualité le principe de l'indexation de la retraite mutualiste sur l'indice des prix à la consommation hors tabac) à l'amendement n° 250 du Gouvernement (p. 3515) ;
- *soutient* l'amendement n° 251 du Gouvernement (instauration d'un plancher pour l'allocation de préparation à la retraite) (p. 3515) : adopté (p. 3517).
- **Proposition de loi tendant à assurer le droit à réparation des anciens combattants et victimes de guerre dans le respect de l'égalité des générations (n° 2029).**

*Première lecture :**Avant la discussion des articles* [27 mars 1996] :*Son intervention* (p. 2028) et *sa réponse* (p. 2033).*Principaux thèmes développés :*

Anciens combattants et victimes de guerre :

- anciens combattants d'Afrique du Nord (p. 2034 à 2036) ;
- Conseil supérieur du monde combattant : création (p. 2034) ;
- ministère : Office national des anciens combattants (p. 2034) ;
- Union française des associations d'anciens combattants et de victimes de guerre (UFAC) (p. 2034).

Assemblée nationale :

- commission des affaires culturelles : travaux : absence de conclusions (p. 2035) ;
- proposition de loi tendant à assurer le droit à réparation des anciens combattants et victimes de guerre dans le respect de l'égalité des générations (p. 2033) ;
- proposition de loi tendant à prendre en compte pour l'octroi d'une retraite anticipée la durée du temps passé au-delà de la durée légale de service militaire en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (p. 2034).

Constitution : article 40 (p. 2036).

Finances publiques : coût (p. 2035).

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre :

- proportionnalité (p. 2034) ;
- rapport constant (p. 2034) ;
- retraite anticipée : commission tripartite (p. 2034).

Son opposition de l'article 40 de la Constitution (p. 2036).**PELCHAT (Michel)***Député de l'Essonne**(5^e circonscription)*

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Elu sénateur le 24 septembre 1995, cesse d'appartenir à l'Assemblée nationale le 2 octobre 1995 [J.O. du 3 octobre 1995] (p. 14445).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

PELISSARD (Jacques)*Député du Jura**(1^{re} circonscription)*

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la responsabilité pénale pour des faits d'imprudance ou de négligence (n° 2354) [29 novembre 1995].

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 2354), relative à la **responsabilité pénale pour des faits d'imprudance ou de négligence** (n° 2443) [13 décembre 1995].

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 2710), relative à la **responsabilité pénale pour des faits d'imprudance ou de négligence** (n° 2728) [25 avril 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Politique du logement** : encouragement des investissements immobiliers locatifs [31 janvier 1996] (p. 466).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours** (n° 1888).

*Première lecture :**Discussion des articles* [16 et 17 janvier 1995] :**Article 2** (*compétences et missions des services d'incendie et de secours*) :

- son amendement n° 133 : non soutenu (p. 105).

Article 5 (*composition des corps des sapeurs-pompiers*) :

- son amendement n° 134 (p. 120) : non soutenu (p. 122).

Article 10 (*gestion des sapeurs-pompiers volontaires sous-officiers*) :

- son amendement n° 135 : non soutenu (p. 127).

Après l'article 10 :

- son amendement n° 136 : non soutenu (p. 128).

Article 27 (*prérogatives du préfet*) :

- son amendement n° 137 : non soutenu (p. 142).

Article 31 (*délibération du conseil d'administration*) :

- son amendement n° 138 soutenu par M. Marc Le Fur (adoption de toute délibération à la majorité simple) (p. 152) : rejeté (p. 153).

Article 37 (*financement du service départemental d'incendie et de secours*) :

- son amendement n° 139 corrigé : non soutenu (p. 157).

- **Projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222).

*Première lecture, deuxième partie :***Intérieur.** - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1995] :

Administration : ministère de l'intérieur : agents administratifs : recrutement (p. 3040).

Communes :

- Dole (p. 3041) ;
- Les Mureaux (p. 3041) ;
- Lons-le-Saunier (p. 3041) ;
- Mantes-la-Jolie (p. 3041).

Famille : prestations familiales (p. 3041).

Lois : loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (p. 3041).

Ordre public :

- délinquance (p. 3041) ;
- mineurs (p. 3041) ;
- terrorisme et plan Vigipirate (p. 3041).

Police :

- crédits (p. 3040) ;
- logement (p. 3041).

Ville : politique de la ville (p. 3041).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Après l'article 59 :

- son amendement n° 333 (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées au droit d'utilisation d'installations sportives) (p. 3809) : rejeté (p. 3810).
- **Proposition de loi relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions (n° 2354).**

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 février 1996] (p. 1120, 1121) :

Fonctionnaires et agents publics : responsabilité pénale.

Loi pénale :

- charge de la preuve ;
- délits matériels : suppression ;
- délits non intentionnels ;
- responsabilité : appréciation *in concreto*.

Justice : élus : poursuites et condamnation.

Discussion des articles [22 février 1996] :

Article 1^{er} A (art. 121-3 du code pénal : appréciation *in concreto* de la faute d'imprudence ou de négligence) :

- soutient l'amendement n° 1 de la commission (cas d'imprudence et de négligence) : adopté (p. 1131) ;
- défavorable au sous-amendement oral de M. François Guillaume (prise en compte du temps) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 1131) ;
- défavorable à l'amendement n° 10 de M. François Guillaume (compétence du juge administratif pour les fautes de service) (p. 1131).

Après l'article 1^{er} A :

- défavorable à l'amendement n° 12 de M. François Guillaume (art. 122-4 du code pénal : irresponsabilité pénale des élus locaux) (p. 1131).

Article 1^{er} (déclinaison du principe général de responsabilité pénale pour les faits d'imprudence et de négligence) :

- soutient l'amendement n° 2 de la commission (de suppression) : adopté (p. 1134).

Article 1^{er} bis (inscription des nouveaux principes de responsabilité pénale dans le statut général des fonctionnaires) :

- soutient l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) : adopté (p. 1135).

Après l'article 2 :

- favorable à l'amendement n° 9 du Gouvernement (maintien de la responsabilité civile) (p. 1136).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 mai 1996] (p. 2774, 2775) :

Fonctionnaires et agents publics : responsabilité pénale.

Justice : élus : poursuites et condamnations.

Loi pénale :

- charge de la preuve ;
- délits matériels : suppression ;
- responsabilité : appréciation *in concreto*.

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Article 1^{er} A (appréciation *in concreto* de la faute d'imprudence ou de négligence) :

- soutient l'amendement n° 1 de la commission (extension du champ de l'appréciation *in concreto* et suppression de l'irresponsabilité en cas d'accomplissement des diligences normales) : rejeté (p. 2781).

Article 1^{er} (responsabilité des élus) :

- soutient l'amendement n° 2 de la commission (de suppression) : rejeté (p. 2784).

Article 1^{er} bis (responsabilité pénale des fonctionnaires et agents publics) :

- soutient l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) : rejeté (p. 2784).

- Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 juin 1996] (p. 4205) :

Air :

- information de la population ;
- pollution atmosphérique.

Impôts et taxes : incitations fiscales.

Transports urbains : plans de déplacements urbains.

Urbanisme.

PENNEC (Daniel)

*Député des Côtes-d'Armor

(4^e circonscription)

Apparenté RPR

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [J.O. du 17 décembre 1995] (p. 18373).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS

Proposition de loi reconnaissant l'état de guerre en Algérie (n° 2678) [25 mars 1996].

INTERVENTIONS

- Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [8 décembre 1995] :

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par : Bocquet (Alain) (p. 4813).

Son intervention (p. 4836).

Principaux thèmes développés :

Constitution :

- article 38 : ordonnances : loi de ratification : jurisprudence constitutionnelle (p. 4813) ;
- révision : rôle du Parlement : attribution en matière de sécurité sociale (p. 4813).

Entreprises : prélèvement sur les primes d'assurance des grandes entreprises (p. 4836).

Impôts et taxes : remboursement de la dette sociale (RDS) : Caisse d'amortissement de la dette sociale (p. 4836).

Pharmacie : industrie pharmaceutique : contribution exceptionnelle (p. 4836).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : situation : livre blanc : commission Le Vert ; caisse des fonctionnaires : exclusion du champ des ordonnances (p. 4836).

Santé :

- accès aux soins (p. 4838) ;
- médecine de ville : codage des actes et références médicales ; honoraires médicaux ; maîtrise médicalisée des dépenses de santé (p. 4836) ;
- médecine en milieu rural (p. 4836).

Sécurité sociale :

- assurance maladie : remboursement des soins : tiers payant et 100 % (p. 4836) ;
- dette et réforme du financement (p. 4836).

PERBEN (Dominique)

Ministre des départements et territoires d'outre-mer

puis député de la Saône-et-Loire

(5^e circonscription)

non inscrit puis RPR

puis ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation

Elu député le 18 juin 1995 [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9343).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 24 juin 1995] (p. 9565).

Cessation de son mandat de député le 7 décembre 1995 [J.O. du 9 décembre 1995] (p. 17977).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions : démission du gouvernement de M. Edouard Balladur. Décret du 11 mai 1995 [J.O. du 12 mai 1995] (p. 7976).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 1995] (p. 9644).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Culture : culture) [5 juillet 1995].

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Membre de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France [J.O. du 18 octobre 1995] (p. 15198).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 25 octobre 1995] (p. 15604).

Est nommé ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16345).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : annexe n° 11 : Culture : culture (n° 2270) [12 octobre 1995].

Projet de loi relatif à l'amélioration des relations entre les administrations et le public (n° 2992) [11 septembre 1996].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- **Bouquillon (Emmanuelle) : compensations financières des transferts de compétences** : relations avec l'Etat ; perspectives [14 novembre 1995] (p. 3642, 3643).

- **Lafort (Jean-Claude) : fonction publique** : durée d'assurance : perspectives [22 novembre 1995] (p. 3989, 3990).

- **Delaunde (Jean-Pierre) : régimes spéciaux de retraite** : réforme [6 décembre 1995] (p. 4638).

- **Dominati (Laurent) : service public** : grève : service minimum [6 décembre 1995] (p. 4642, 4643).

- **Salinier (Jean-Marc) : régimes de retraite du secteur public** : maintien [12 décembre 1995] (p. 5011).

- **Brunhes (Jacques) : ordonnances sociales** : attitude du Gouvernement [19 décembre 1995] (p. 5324, 5325).

- **Cathala (Laurant) : charges financières des collectivités locales** : transferts de charges [13 février 1996] (p. 801).

- **Meylan (Michel) : fonctionnement de l'administration** : rapports avec les administrés ; déconcentration [5 mars 1996] (p. 1147).

- **Van Haecke (Yves) : réforme de l'Etat** : rapports avec les administrés [20 mars 1996] (p. 1838).

- **Grandpierre (Michel) : avenir de la fonction publique** : effectifs [21 mai 1996] (p. 3237).

- **Tardito (Jean) : situation financière des collectivités locales** : relations avec l'Etat ; perspectives [21 mai 1996] (p. 3238).

- **Bataille (Christian) : fonction publique** : effectifs [15 mai 1996] (p. 3182).

- **Bataille (Christian) : service public** : monopole : maintien [28 mai 1996] (p. 3507).

- **Destot (Michel) : marché de l'électricité** : monopole : maintien de l'EDF [5 juin 1996] (p. 3854).

- **Charpentier (Françoise) : répercussions des retards de crédits publics sur le bâtiment** : DGE : échéance de paiement [18 juin 1996] (p. 4458).

orales sans débat de :

- **Bétaille (Raoul) (n° 703) : policiers auxiliaires** : service national ; recrutement ; formation [23 novembre 1995] (p. 4050, 4051).

- **Sarre (Georges) (n° 713) : police de proximité** : flotage : développement [23 novembre 1995] (p. 4051, 4052).

- **Reymann (Marc) (n° 706) : rôle des services électoraux des préfetures** : fonctionnement ; examen des candidatures [23 novembre 1995] (p. 4052, 4053).

- **Fuchs (Jean-Paul) (n° 804) : recrutement des gardes champêtres** : loi du 2 février 1995 : décrets d'application : publication [25 janvier 1996] (p. 326).

- **Bartolone (Claude) (n° 800) : suppression d'une unité de gendarmerie dans la commune du Pré-Saint-Gervais** : maintien [25 janvier 1996] (p. 327).

- **Accoyer (Bernard) (n° 826) : personnel chargé de l'accueil à domicile des enfants et des personnes âgées** : effectifs ; modulation [1^{er} février 1996] (p. 516).

- **Bernard (Pierre)** (n° 819) : **pouvoirs des maires** : complexité des contrôles administratifs [1^{er} février 1996] (p. 517).
- **Cartaud (Michel)** (n° 822) : **accès des personnes handicapées à la fonction publique territoriale** : emplois réservés [1^{er} février 1996] (p. 517).
- **Brard (Jean-Pierre)** (n° 812) : **tribunaux d'instance** : fonctionnement ; effectifs de personnel ; tribunal de Montreuil [1^{er} février 1996] (p. 519).
- **Joly (Antoine)** (n° 954) : **importation de pommes sur le marché européen** : réglementation [28 mars 1996] (p. 2112).
- **Abrioux (Jean-Claude)** (n° 959) : **régimes indemnitaires de la fonction publique territoriale** : disparités entre filière administrative et filière technique [28 mars 1996] (p. 2112).
- **Dhinnin (Claude)** (n° 1064) : **difficultés de recrutement du personnel contractuel** : réglementation [21 mai 1996] (p. 3210).
- **Braouezec (Patrick)** (n° 907) : **agents contractuels de la fonction publique territoriale** : titularisation [4 juin 1996] (p. 3722).
- **Mothron (Georges)** (n° 1100) : **trafic de stupéfiants dans les raves parties** : lutte et prévention [4 juin 1996] (p. 3718).
- **Delmas (Jean-Jacques)** (n° 1105) : **financement des campagnes électorales** : comptes de campagne : réglementation [4 juin 1996] (p. 3719).
- **Courson (Charles de)** (n° 1106) : **coopération intercommunale en matière d'aide sociale** : compétences [4 juin 1996] (p. 3720).
- **Jeffray (Gérard)** (n° 1108) : **directeurs de police municipale titulaires d'un emploi contractuel** : statut [4 juin 1996] (p. 3721).
- **Farry (Alain)** (n° 1147) : **aides financières au logement** : aides de l'Etat ; Alsace [26 juin 1996] (p. 4845).
- **Thomas (Jean-Pierre)** (n° 1138) : **professions de brocanteur et d'antiquaire** : réglementation ; concurrence déloyale ; pratique du vide-grenier [26 juin 1996] (p. 4854).
- **Bartolone (Claude)** (n° 1146) : **société Schweppes-France** : projet de restructuration [26 juin 1996] (p. 4855).
- **Landrain (Edouard)** (n° 1142) : **frais de déplacement des agents territoriaux** : remboursement [26 juin 1996] (p. 4856).
- **Garrigue (Daniel)** (n° 1150) : **surendettement des communes** : procédure de règlement et de restructuration de la dette ; redressement financier [26 juin 1996] (p. 4857).

INTERVENTIONS

En qualité de député :

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de procéder à un examen approfondi des procédures en vigueur en matière d'entrée des étrangers sur le territoire, de mesurer l'ampleur et l'origine des dysfonctionnements actuels et de proposer les instruments juridiques nécessaires à leur amélioration (n° 2163).**

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [11 octobre 1995] :

- Certificats d'hébergement (p. 1768).
- Clandestins (p. 1768).
- Convention de Schengen (p. 1768).
- Coopération et développement (p. 1769).

Droit d'asile (p. 1768).

Etat : frontières : contrôle (p. 1768).

Immigration (p. 1768).

Office des migrations internationales (p. 1768).

Regroupement familial (p. 1768).

Travail : travail clandestin (p. 1768).

Ville : politique de la ville (p. 1767).

Visas (p. 1768).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Culture et francophonie. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur spécial de la commission des finances [27 octobre 1995] :*

Aménagement du territoire : aménagement culturel : redéploiement des crédits vers la province : grands projets régionaux (p. 2655).

Architecture : rattachement au ministère de la culture : écoles d'architecture : crédits (p. 2657).

Bibliothèque nationale de France : mission, crédits et effectifs : date d'ouverture (p. 2656).

Communautés européennes et Union européenne : Europe culturelle : « télévision sans frontières » ; quotas de diffusion (p. 2657).

Enseignement : enseignements artistiques : crédits : rééquilibrage entre les matières scientifiques et artistiques (p. 2655).

Grands travaux :

- Centre Georges Pompidou (p. 2656) ;

- projets régionaux (p. 2656).

Marché de l'art : rôle de Paris : réforme du statut des commissaires-priseurs : harmonisation des taux de TVA (p. 2657).

Ministère de la culture et de la francophonie : effectifs et crédits : évaluation : élargissement des compétences : transferts budgétaires (p. 2655).

Musées :

- Cité des sciences de La Villette : rattachement au ministère de la culture : coopération avec les institutions régionales (p. 2657) ;

- Grand et Petit Palais (p. 2657).

Patrimoine : conservation et promotion : crédits (p. 2657).

Photographie : création d'un musée du patrimoine photographique (p. 2657).

Politique culturelle : définition : rôle dans la réduction de la fracture sociale (p. 2655).

Politique de la ville : projets culturels de quartiers : équipements de proximité : cafés-musique : écoles de musique municipales (p. 2656).

Théâtre : Comédie française et Centre national du théâtre (p. 2656).

Vote des crédits :

Etat B, titre III :

- *reprend l'amendement n° 147 de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de 11,67 millions de francs) (p. 2683).*

En qualité de ministre :

- **Projet de loi relatif à la commission pour la transparence financière de la vie politique (n° 2234).**

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [23 novembre 1995] :

Son intervention (p. 4055).

Principaux thèmes développés :

Commission pour la transparence financière de la vie politique (p. 4055, 4056).

Conseil d'Etat (p. 4055).

Cour de cassation (p. 4055).

Cour des comptes (p. 4055).

Elus : patrimoine : déclaration et confidentialité (p. 4055).

Lois :

– loi organique n° 88-226 et loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relatives à la transparence financière de la vie politique (p. 4055, 4056) ;

– loi organique n° 95-63 du 19 janvier 1995 relative à la déclaration de patrimoine des membres du Parlement et aux incompatibilités applicables aux membres du Parlement et à ceux du Conseil constitutionnel (p. 4055) ;

– loi n° 95-126 du 8 février 1995 relative à la déclaration de patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions (p. 4055).

Parlement : Bureaux des assemblées (p. 4055).

Secteur public : dirigeants : déclaration de patrimoine (p. 4055).

Discussion de l'article unique [23 novembre 1995] :

– favorable à l'amendement n° 1 de la commission (possibilité d'élire les membres de la commission parmi les présidents de section ou conseillers d'Etats honoraires) (p. 4059) ;

– favorable aux amendements n° 2 et 3 de la commission (même possibilité pour respectivement les présidents de chambre ou conseillers à la Cour de cassation et les présidents de chambre ou conseillers-maîtres à la Cour des comptes) (p. 4059) ;

– favorable à l'amendement n° 4 de la commission (suppression des dispositions relatives aux formations plénière et ordinaire de la commission) (p. 4060) ;

– favorable à l'amendement n° 5 de la commission (possibilité de désigner les rapporteurs de la commission parmi les membres honoraires des juridictions administratives, judiciaires et financières) (p. 4060).

– **Projet de loi relatif à la partie législative du code général des collectivités territoriales (n° 2315).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 novembre 1995] :

Communes : code des communes (p. 4315).

DOM-TOM : spécialité législative (p. 4315).

Lois : codification (p. 4313, 4314).

Discussion des articles [30 novembre 1995] :

Article 1^{er} et annexe (codification des dispositions annexées à la loi) :

Article L. 1111-6 :

– favorable à l'amendement n° 1 de la commission (de coordination) (p. 4319).

Article L. 1111-7 :

– favorable à l'amendement n° 2 de la commission (de suppression) (p. 4319).

Article L. 1231-5 :

– favorable à l'amendement n° 3 de la commission (de coordination) (p. 4322).

Article L. 2113-17 :

– favorable à l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 4339).

Article L. 2113-18 :

– favorable à l'amendement n° 5 de la commission (de coordination) (p. 4340).

Article L. 2113-19 :

– favorable à l'amendement n° 6 de la commission (de coordination) (p. 4340).

Article L. 2131-13 supprimé par le Sénat :

– favorable à l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement de l'article et application des dispositions relatives à la transmission des conventions de marchés aux communes) (p. 4352).

Article L. 2333-26 :

– favorable à l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 4376).

Article L. 2334-4 :

– favorable à l'amendement n° 47 de M. Arnaud Cazin d'Honinchtun (détermination du potentiel fiscal annuel) (p. 4382).

Article L. 2334-24 :

– favorable à l'amendement n° 9 de la commission (suppression d'une référence inutile) (p. 4385).

Article L. 3241-2 :

– favorable à l'amendement n° 10 de la commission (harmonisation du régime des concessions de service public des établissements publics départementaux et des départements) (p. 4423).

Article L. 3312-3 :

– favorable à l'amendement n° 11 de la commission (extension au département des dispositions relatives au vote du compte administratif des communes) (p. 4423).

Article L. 3334-6 :

– favorable à l'amendement n° 12 de la commission (harmonisation de la définition du potentiel fiscal départemental avec celle du potentiel fiscal communal) (p. 4426).

Article L. 4111-1-1 :

– favorable à l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) (p. 4430).

Avant l'article L. 4311-1 :

– favorable à l'amendement n° 14 de la commission (modification de l'intitulé du chapitre I^{er} du titre I^{er} du Livre III) (p. 4441).

Après l'article L. 4311-4 :

– favorable à l'amendement n° 15 de la commission (extension à la région des dispositions relatives au vote du compte administratif communal) (p. 4441).

Article L. 4332-8 :

– favorable à l'amendement n° 16 de la commission (harmonisation de la définition du potentiel fiscal régional avec celle du potentiel communal) (p. 4444).

Article L. 4521-1 :

– favorable à l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) (p. 4446).

Article L. 5111-3 :

– favorable à l'amendement n° 18 de la commission (de suppression) (p. 4460).

Avant l'article L. 5211-1 :

– favorable à l'amendement n° 19 corrigé de la commission (de coordination) (p. 4461).

Articles L. 5211-6 à L. 5211-8 :

– favorable aux amendements n° 20, 21 et 22 de la commission (suppression des articles L. 5211-6, L. 5211-7 et L. 5211-8) (p. 4462).

Avant l'article L. 5211-19-1 :

– favorable à l'amendement n° 23 de la commission (de coordination) (p. 4463).

Article L. 5211-22 :

- favorable à l'amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) (p. 4464).

Article L. 5211-27 :

- favorable à l'amendement n° 25 de la commission (de précision) (p. 4465).

Article L. 5211-28 :

- favorable à l'amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) (p. 4466).

Article L. 5211-29 :

- favorable à l'amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) (p. 4466).

Article L. 5213-6 :

- favorable à l'amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) (p. 4471).

Avant l'article L. 5214-6 :

- favorable à l'amendement n° 29 de la commission (administration des communautés de communes) (p. 4473).

Article L. 5214-8 :

- favorable à l'amendement n° 30 de la commission (de coordination) (p. 4474).

Article L. 5125-25-1 :

- défavorable à l'amendement n° 31 de la commission (abrogation de dispositions tendant à l'extension aux communautés urbaines des dispositions relatives au financement de la vie publique) (p. 4478).

Article 4 (contrôle budgétaire et financier des collectivités territoriales) :

- favorable à l'amendement n° 32 de la commission (correction d'une omission relative au conseil exécutif de Corse) (p. 4502).

Article 16 (abrogations) (p. 4503) :

- favorable aux amendements n° 33, 34, 35 et 36 de la commission (abrogation de dispositions réglementaires codifiées) (p. 4508) ;
- favorable à l'amendement n° 37 de la commission (maintien de dispositions relatives au régime des redevances dues pour l'occupation du domaine public) (p. 4508) ;
- favorable aux amendements n° 38 et 39 de la commission (modification de référence) (p. 4508) ;
- favorable à l'amendement n° 40 de la commission (maintien du régime temporaire des schémas départementaux de la coopération intercommunale) (p. 4509).

*Deuxième lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 février 1996] :*

Lois : codification (p. 630).

Discussion des articles [7 février 1996] :

*Article 1^{er} et annexe (partie législative du code général des collectivités territoriales) :**Article L. 1612-11 :*

- défavorable à l'amendement n° 1 de M. Serge Poignant (reprise des excédents du compte administratif dans les établissements publics intercommunaux gérant des populations inférieures à 100 000 habitants) (p. 635).

*- Proposition de loi tendant à faciliter la transformation des districts urbains en communautés urbaines (n° 2326).**Première lecture :*

Avant la discussion des articles [14 décembre 1995] :

Son intervention (p. 5177, 5178).

*Principaux thèmes développés :**Communes :*

- code des communes : extension du périmètre des districts préexistants ;
- délégués des communes : délai de désignation ;
- établissements publics de coopération ;
- intercommunalité.

Impôts locaux : communautés urbaines : fiscalité propre.

Lois : loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement du territoire.

*- Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales (n° 2560).**Première lecture :*

Avant la discussion des articles [8 mars 1996] :

Son intervention (p. 1428).

Son intervention sur la question préalable opposée par : Fabius (Laurent) (p. 1435).

Sa réponse (p. 1452).

Principaux thèmes développés :

Aménagement du territoire (p. 1430, 1435).

Communes :

- communes touristiques (p. 1454) ;
- groupements (p. 1436, 1454).

Départements : solidarité financière (p. 1430).

Finances publiques :

- dotation de solidarité rurale (p. 1428, 1435, 1455) ;
- dotation de solidarité urbaine (p. 1428, 1435) ;
- dotation globale d'équipement (p. 1430, 1435) ;
- dotation globale de fonctionnement (p. 1428, 1435, 1452) ;
- fonds de solidarité : Ile-de-France (p. 1429).

Impôts et taxes :

- potentiel fiscal (p. 1428) ;
- taxe professionnelle (p. 1436) ;
- taxe sur la valeur ajoutée : compensation (p. 1454).

Logement et habitat : logement social (p. 1429).

Politique économique et sociale : politique de la ville (p. 1428, 1430).

Discussion des articles [8 mars 1996] :

Article 1^{er} (art. L. 234-7 du code des communes : évolution de la dotation forfaitaire) :

- favorable aux amendements n° 4, 5, 6, 7 de la commission (rédactionnels) (p. 1462) ;

- défavorable à l'amendement n° 56 de M. Michel Bouvard (application des mesures nouvelles à l'année en cours) (p. 1462) ;

- favorable à l'amendement n° 8 de la commission (de codification) (p. 1463) ;

- défavorable à l'amendement n° 46 de M. Bernard Derosier (modification des taux de progression des dotations de l'Etat) (p. 1464) ;

- favorable à l'amendement n° 9 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 1464) ;

- défavorable à l'amendement n° 47 de M. Bernard Derosier (limitation de la progression de la dotation forfaitaire des communes de potentiel fiscal supérieur à la moyenne comportant peu de logements sociaux) (p. 1465) ;

- ses observations sur l'amendement n° 2 de M. Charles de Courson (majoration de la dotation forfaitaire) (p. 1465).

Après l'article 1^{er} :

- *ses observations* sur l'amendement n° 76 de M. Yves Fréville (modification de l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales : répartition du potentiel fiscal) (p. 1466) ;
- *défavorable* aux amendements identiques n° 74 de M. Augustin Bonrepaux et 78 de M. Michel Bouvard (élargissement du champ de la dotation touristique) (p. 1468) ;
- *favorable* à l'amendement n° 89 deuxième correction de M. Patrick Ollier (majoration de la dotation touristique) (p. 1468).

Article 2 (art. L. 234-9 du code des communes : part de la dotation de solidarité urbaine au sein de la dotation d'aménagement) :

- *ses observations* (p. 1470) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 58 de M. Michel Bouvard (modification de la clé de répartition entre la DSU et la DSR pour 1996) (p. 1470) ;
- *favorable* à l'amendement n° 11 de la commission (de codification) (p. 1470) ;
- *favorable* à l'amendement n° 13 corrigé de la commission (de précision) (p. 1470) ;
- *favorable* à l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) (p. 1471) ;
- *favorable* à l'amendement n° 14 rectifié de la commission (répartition de l'augmentation de la dotation d'aménagement par le comité des finances locales) (p. 1471) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 3 rectifié de M. Charles de Courson (répartition égale de l'augmentation annuelle de la dotation d'aménagement entre DSR et DSU) à l'amendement n° 14 rectifié de la commission (p. 1471).

Après l'article 2 :

- *défavorable* aux amendements identiques n° 75 de M. Augustin Bonrepaux et 77 de M. Michel Bouvard (modification des critères de calcul de la DSR) (p. 1473).

Article 3 (art. L. 234-12 du code des communes : modalités de répartition de la dotation de solidarité urbaine) :

- *favorable* aux amendements n° 15, 16, 17 et 18 de la commission (de codification) (p. 1475) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 63 de M. Jean-Jacques Delmas (pondération des critères composant l'indice synthétique des ressources et des charges) (p. 1476) ;
- *favorable* à l'amendement n° 21 rectifié de la commission (de précision) (p. 1476) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 68 de M. Gilbert Biessy (prise en compte des HLM appartenant aux communes) (p. 1477) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 43 de M. Jean-Jacques Weber (prise en compte des logements appartenant aux sociétés minières) (p. 1477) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 49 de M. Julien Dray (prise en compte des grands ensembles ayant bénéficié des prêts consentis par le Crédit foncier) (p. 1478) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 59 de M. Pierre Albertini (prise en compte des logements universitaires) (p. 1479) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 73 de M. Marc-Philippe Daubresse (prise en compte des courées des régions minières) (p. 1481) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 50 de M. Jean-Pierre Kucheida (prise en compte des ayants droit au régime minier) (p. 1481) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 51 de M. Jean-Pierre Kucheida (modification de la pondération des critères de calcul de l'indice synthétique des ressources et des charges) (p. 1481) ;

- *favorable* aux amendements n° 22 et 24 de la commission (de codification) (p. 1482) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 66 de M. Gilbert Biessy (suppression de la limitation du coefficient affectant l'indice synthétique) (p. 1482) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 65 de M. Jean-Jacques Delmas (suppression de la limitation du coefficient affectant l'indice synthétique) (p. 1483) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 60 de M. Pierre Albertini (garantie du versement d'une partie de la DSU aux communes perdant leur éligibilité) (p. 1483).

Article 4 (art. L. 234-21 du code des communes : fixation du montant de la dotation forfaitaire par le comité des finances locales) :

- *favorable* à l'amendement n° 25 de la commission (de codification) (p. 1484).

Article 5 (art. L. 263-14 du code des communes : ressources du fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France) :

- *favorable* à l'amendement n° 26 de la commission (de codification) (p. 1484) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 86 de M. André Santini (report de l'application des dispositions nouvelles à 1997 pour les communes nouvellement contributives) (p. 1484) ;
- *favorable* à l'amendement n° 91 de la commission (dispositions transitoires applicables aux communes nouvellement contributives) (p. 1485) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 90 de M. Richard Dell'Agnola (exclusion de certaines communes du champ d'application de ces dispositions) (p. 1485).

Article 6 (art. L. 263-15 du code des communes : éligibilité aux attributions du fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 88 rectifié de M. Pierre Bédier (alignement des critères applicables au fonds de solidarité avec ceux de la DSU) (p. 1487).

Article 7 (art. 34 bis de la loi du 29 novembre 1985 : départements contribuant au financement de la majoration de la dotation de fonctionnement minimale) :

- *défavorable* aux amendements identiques n° 83 de M. Michel Bouvard et 84 de M. Jean-Jacques Delmas (de suppression) (p. 1489) ;
- *favorable* à l'amendement n° 31 de la commission (de codification) (p. 1490) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 79 de M. Augustin Bonrepaux (suppression de l'exonération de prélèvement sur la DGF accordée à certains départements) (p. 1490) ;
- *favorable* à l'amendement n° 32 de la commission (de codification) (p. 1490).

Article 7 bis (logements sociaux pris en compte pour l'application de certaines dispositions du code de la construction et de l'habitation et du code de l'urbanisme) :

- *favorable* à l'amendement n° 33 de la commission (de codification).

Article 7 ter (art. 36 de la loi du 29 novembre 1985 : population à prendre en compte pour l'application des dispositions relatives à la DGF des départements) :

- *favorable* aux amendements n° 34 et 35 de la commission (de codification) (p. 1490).

Après l'article 7 ter :

- *ses observations* sur l'amendement n° 61 de M. Yves Fréville (modification de la clé de répartition de la dotation de péréquation) (p. 1492).

Article 8 bis (art. 103 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : éligibilité à la DGE de l'ensemble des communes de moins de 2 000 habitants) :

- favorable à l'amendement n° 36 de la commission (de codification) (p. 1492) ;
- défavorable à l'amendement n° 52 de M. Augustin Bonrepaux (suppression d'une disposition relative au critère de population exigible en vue de l'éligibilité à la DGE) (p. 1492) ;
- défavorable à l'amendement n° 53 de M. Augustin Bonrepaux (même objet) (p. 1492) ;
- favorable à l'amendement n° 37 de la commission (modification du potentiel fiscal de référence pour les communes de 2 000 à 20 000 habitants) (p. 1493) ;
- défavorable à l'amendement n° 87 de M. Michel Meylan (régime spécifique des communes touristiques de montagne) (p. 1493).

Après l'article 8 bis :

- favorable à l'amendement n° 38 de la commission (de coordination) (p. 1493).

Article 9 bis (entrée en vigueur de la loi) :

- favorable à l'amendement n° 39 de la commission (de précision) (p. 1493).

Après l'article 9 bis :

- ses observations sur l'amendement n° 82 de M. Michel Bouvard (dépôt d'un rapport sur la situation des communes touristiques) (p. 1494).

Seconde délibération de l'article 2.

Article 2 (part de la DSU au sein de la dotation d'aménagement) :

- favorable à l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 1495).
- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Après l'article 24 bis (suite) :

- soutient l'amendement n° 71 précédemment réservé du Gouvernement (dérogation aux dispositions du statut général de la fonction publique relatives à l'obligation de mobilité) : adopté (p. 2831).

PERETTI (Jean-Jacques de)

Député de la Dordogne

(4^e circonscription)

RPR

puis ministre de l'outre-mer

puis ministre délégué à l'outre-mer

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Cessation de son mandat de député le 18 juin 1995 [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9343).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Est nommé ministre de l'outre-mer. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

Fin de ses fonctions : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

Est nommé ministre délégué à l'outre-mer. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16345).

DEPOTS

Projet de loi d'habilitation relatif au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte (n° 2294) [18 octobre 1995].

Projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française (n° 2456) [20 décembre 1995].

Projet de loi complétant le statut de la Polynésie française (n° 2457) [20 décembre 1995].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- **Turinay (Anicet) : importation de bananes** : contingent tarifaire annuel d'importation ; révision [14 juin 1995] (p. 486, 487).

- **Thien Ah Koon (André) : égalité sociale dans les départements d'outre-mer** : alignement sur la métropole [29 juin 1995] (p. 694, 695).

- **Annetta (Gilbert) : TVA dans les DOM** : taux [29 juin 1995] (p. 701).

- **Chaulet (Philippe) : cyclones à la Guadeloupe** : indemnisation [3 octobre 1995] (p. 1576 et 1577).

- **Bertrand (Léon) : marché intérieur Antilles-Guyane** : octroi de mer : taux ; harmonisation ; perspectives [18 octobre 1995] (p. 1957).

- **Thien Ah Koon (André) : amélioration de l'habitat à la Réunion** : logement social : perspectives [25 octobre 1995] (p. 2449, 2450).

- **Vergès (Paul) : personnel communal de la Réunion** : titularisation : perspectives [31 octobre 1995] (p. 2858).

- **Andy (Léo) : unité sucrière de Grosse-Montagne** : industrie sucrière : restructuration [13 décembre 1995] (p. 5094).

- **Arata (Daniel) : égalité sociale dans les DOM** : SMIC : montant [20 décembre 1995] (p. 5400, 5401).

- **Annette (Gilbert) : fonds pour l'emploi dans les DOM** : la Réunion : chômage des jeunes [6 février 1996] (p. 575).

- **Pihouée (André-Maurice) : égalité entre départements d'outre-mer et métropole** : égalité des chances ; logement ; emploi [7 février 1996] (p. 668).

- **Turinay (Anicet) : service public de l'audiovisuel outre-mer** : RFO : réglementation [7 février 1996] (p. 669).

- **Thien Ah Koon (André) : conditions de la concurrence à la Réunion** : missions du Conseil de la concurrence [7 février 1996] (p. 673).

- **Jacob (Yvon) : Nouvelle-Calédonie** : statut [23 avril 1996] (p. 2434).

- **Le Pensac (Louis) : Nouvelle-Calédonie** : statut [24 avril 1996] (p. 2542).

- **Moutoussamy (Ernest) : embauches prioritaires dans les DOM** : critères de priorité effective [12 juin 1996] (p. 4166).

orales sans débat de :

- **Darsières (Camille) (n° 716) : développement économique des départements d'outre-mer** : organisation d'un débat parlementaire [30 novembre 1995] (p. 4281).

- **Moutoussamy (Ernest) (n° 796) : culture de la canne à sucre en Guadeloupe** : maintien de l'activité de l'usine de Grosse-Montagne [25 janvier 1996] (p. 322).

INTERVENTIONS

En qualité de député :

- **Projet de loi relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi** (n° 1828).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 janvier 1995] :

Autorisations de stationnement : cessibilité et transparence des transactions (p. 63, 64).

Formation professionnelle : certificat de capacité professionnelle (p. 64).

- Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 janvier 1995] :

Etat : préfet (p. 101).

Lois : projet de loi : concertation (p. 100).

Prévention (p. 100).

Sapeurs-pompiers et sapeurs-pompiers volontaires (p. 100, 101).

Secours (p. 101).

Services d'incendie et de secours (p. 101).

Discussion des articles [16 et 17 janvier 1995] :

Article 2 (compétences et missions des services d'incendie et de secours) :

- son amendement n° 176 (mission de secours aux personnes) (p. 105) : rejeté (p. 106).

Article 31 (délibération du conseil d'administration) :

- son amendement n° 177 : non soutenu (p. 152).

Après l'article 41 :

- son amendement n° 175 : non soutenu (p. 159).

En qualité de ministre :

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Outre-mer. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [28 octobre 1995] :

Administration :

- agences d'insertion (p. 2725, 2726, 2732) ;
- Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (ANT) (p. 2731).

Affaires étrangères :

- Caraïbe (p. 2728) ;
- Canada (p. 2728) ;
- océan Indien (p. 2727, 2728) ;
- Pacifique (p. 2727).

Agriculture (p. 2728).

Assurances (p. 2730).

Collectivités territoriales (p. 2730).

Communautés européennes et Union européenne : situation des DOM-TOM (p. 2728, 2732).

Communes : Fort-de-France (p. 2733).

Défense : essais nucléaires (p. 2724, 2727).

Démographie (p. 2724).

Egalité sociale (p. 2721 à 2723, 2732).

Emploi (p. 2729).

Enseignement (p. 2731, 2734).

Entreprises : charges sociales (p. 2722).

Etrangers : clandestins (p. 2727, 2728).

Famille : prestations familiales (p. 2722).

Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (p. 2724).

Fonds d'investissement et de développement économique et social (FIDES) (p. 2724, 2733).

Fonds pour l'emploi (FEDOM) (p. 2723, 2725).

Guadeloupe (p. 2728, 2730, 2732).

Guyane (p. 2727, 2731, 2732, 2734).

Impôts et taxes :

- investissements (p. 2722, 2723, 2731) ;
- TVA (p. 2722).

Jeux et paris (p. 2732).

La Réunion (p. 2726, 2731, 2732, 2734).

Logement et habitat (p. 2722, 2723, 2725 à 2727, 2731, 2733, 2734).

Lois :

- loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis-et-Futuna le statut de territoire d'outre-mer (p. 2724) ;
- loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (loi Perben) (p. 2722, 2725) ;
- loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (p. 2734).

Martinique (p. 2728, 2732).

Mayotte (p. 2724, 2727, 2728, 2732).

Mer et littoral : pêches maritimes (p. 2728, 2729, 2732).

Ministère de l'outre-mer :

- compétences et coordination interministérielle (p. 2721, 2725, 2729, 2734, 2735) ;
- crédits (p. 2721, 2723, 2724, 2729).

Nouvelle-Calédonie (p. 2724, 2727).

Plan : contrats de plan (p. 2724).

Polynésie française (p. 2724, 2727, 2729, 2730, 2732).

Risques naturels : indemnisation (p. 2727, 2730, 2731, 2733, 2735).

RMI (p. 2723, 2726, 2733).

Saint-Martin et Saint-Barthélemy (p. 2728, 2729).

Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 2725, 2727, 2728, 2729).

SMIC (p. 2722).

Travail : insertion professionnelle : chantiers de développement local (p. 2725, 2733).

Ville :

- contrats de ville (p. 2727) ;
- métropolitains originaires de DOM (p. 2731).

Wallis-et-Futuna (p. 2724, 2727, 2732 à 2734).

Réponses aux questions :

Fonctionnaires et agents publics (M. Paul Vergès) (p. 2735).

Impôts et taxes : investissements : défiscalisation (MM. Anicet Turinay et Gérard Grignon) (p. 2736, 2738).

Logement et habitat : prêt à taux zéro (M. Jean-Paul Virapoullé) (p. 2737).

Lois : loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon : décrets d'application (M. Gérard Grignon) (p. 2736).

Mayotte : visas d'entrée (M. Henry Jean-Baptiste) (p. 2737).

Vote des crédits :

Etat B, titre IV :

- ses observations sur l'amendement n° 100 de la commission (réduction des crédits de l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer) (p. 2738, 2739).

- Projet de loi d'habilitation relatif au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte (n° 2294).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [28 novembre 1995] :

Son intervention (p. 4121).

Principaux thèmes développés :

Fonction publique territoriale :

- Centre de gestion des fonctionnaires : création du centre de gestion de Mayotte (p. 4122) ;
- statuts particuliers : unification (p. 4121).

Lois : loi n° 76-1212 du 24 décembre 1976 relative à l'organisation de Mayotte (p. 4121).

Mayotte : consultation du conseil général (p. 4122).

Ordonnances : TOM et Mayotte : précédents (p. 4121).

Discussion des articles [28 novembre 1995] :

Article 2 (délai de ratification) :

- favorable à l'amendement n° 1 corrigé de la commission (de précision) (p. 4124).

Son intervention (p. 4124).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [25 janvier 1996] :

Son intervention (p. 376) et *sa réponse* (p. 377).

Principaux thèmes développés :

Constitution : article 38 (p. 376).

- Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 1684).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [28 novembre 1995] :

Son intervention (p. 4124).

Principaux thèmes développés :

Conseil constitutionnel : décision n° 93-321 DC du 20 juillet 1993 (loi réformant le code de la nationalité) (p. 4126).

Lois :

- études d'impact (p. 4129) ;
- principe de spécialité législative (p. 4125).

Mayotte :

- entreprises : sous-traitance (p. 4126) ;
- marchés publics (p. 4127) ;
- mer et littoral : police maritime, pêche (p. 4125) ;
- prix et concurrence : transparence (p. 4126) ;
- professions juridiques et judiciaires : notaires (p. 4126).

Nouvelle-Calédonie :

- collectivités locales : syndicats de communes (p. 4126) ;
- douanes : amendes (p. 4126) ;
- droit coutumier (p. 4129) ;
- droit du travail (p. 4126).

Polynésie française :

- code des communes : démocratie locale (p. 4126) ;
- droit du travail : principes généraux (p. 4126).

Saint-Pierre-et-Miquelon :

- conseil général : consultation en urgence (p. 4127) ;
- entreprises : sous-traitance (p. 4126) ;
- mer et littoral : police maritime (p. 4125) ;
- professions juridiques et judiciaires (p. 4126).

Wallis-et-Futuna :

- douanes : amendes (p. 41256) ;
- nationalité : droit du sol (p. 4126).

Discussion des articles [28 novembre 1995] :

Avant l'article 1° :

- défavorable à l'amendement n° 22 de la commission (modification du principe de spécialité législative) (p. 4130).

Article 6 (retenues de garantie en matière de marchés de travaux privés) :

- favorable à l'amendement n° 24 de la commission (report d'un an de l'application des dispositions de l'article 6) (p. 4134).

Article 7 (extension de la loi sur la sous-traitance) :

- favorable à l'amendement n° 25 de la commission (report d'un an de l'application des dispositions de l'article 7) (p. 4134) ;
- ses observations sur l'amendement n° 6 de M. Gaston Flosse (non-application des dispositions relatives à la sous-traitance au territoire de la Polynésie française) (p. 4134).

Article 8 (sous-traitance dans le domaine du transport routier) :

- favorable à l'amendement n° 9 de M. Gaston Flosse (exclusion de la Polynésie française du champ d'application des dispositions de l'article 8) (p. 4135) ;
- favorable à l'amendement n° 26 de la commission (report d'un an de l'entrée en vigueur des dispositions de l'article 8) (p. 4135).

Article 10 (prescription d'actions en paiement) :

- ses observations sur l'amendement n° 12 de M. Gaston Flosse (application de l'article 223 du code civil au territoire de la Polynésie française) (p. 4135).

Après l'article 10 :

- soutient l'amendement n° 64 du Gouvernement (article additionnel modifiant le code de l'organisation judiciaire et diverses dispositions relatives à l'organisation des juridictions et à la procédure pénale, civile et administrative) : adopté (p. 4136) ;
- soutient l'amendement n° 67 du Gouvernement (extension aux TOM et à Mayotte de dispositions relatives à l'activité et au contrôle des établissements de crédit) : adopté (p. 4136) ;
- soutient l'amendement n° 66 du Gouvernement (extension de la loi sur les archives à Mayotte et aux TAAF) : adopté (p. 4136).

Article 11 (rectification d'erreurs matérielles) :

- soutient l'amendement n° 68 du Gouvernement (modification de la réglementation applicable aux commissaires aux comptes) : adopté (p. 4137).

Article 15 (financement des campagnes électorales et des partis politiques) :

- soutient l'amendement n° 69 du Gouvernement (augmentation du plafond des dépenses électorales dans les TOM) : adopté (p. 4137) ;
- soutient l'amendement n° 70 du Gouvernement (extension aux TOM et à Mayotte de dispositions relatives au blanchiment des capitaux) : adopté (p. 4138).

Article 17 (liberté de communication) :

- favorable à l'amendement n° 27 de la commission (report d'un an de l'entrée en vigueur des dispositions de l'article 17) (p. 4138).

Article 18 (prévention et traitement des difficultés des entreprises) :

- ses observations sur l'amendement n° 106 de M. Gérard Grignon (maintien des dispositions des articles 251-2, 252, 256 du code local des impôts de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4139).

Article 19 (*rétenion administrative des étrangers*) :

- soutient l'amendement n° 71 du Gouvernement (instauration d'un délai de rétenion administrative de cinq jours à Mayotte) : adopté (p. 4139).

Article 20 (*modernisation des principes directeurs du droit du travail*) :

- soutient l'amendement n° 72 du Gouvernement (abrogation de dispositions relatives aux retraites) : adopté (p. 4143) ;
- favorable aux amendements n°s 29, 30 et 31 de la commission (rédactionnels) (p. 4143) ;
- soutient l'amendement n° 73 du Gouvernement (sanctions pénales contre les atteintes portées à l'encontre des fonctions d'assesseur du tribunal du travail en Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 4144).

Article 22 (*extension d'articles de la loi d'orientation du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République*) :

- ses observations sur l'amendement n° 32 de la commission (extension de dispositions relatives aux collectivités locales à la Nouvelle-Calédonie) (p. 4145) ;
- soutient le sous-amendement n° 74 du Gouvernement (application des articles L. 125-1 à L. 125-7 du code des communes à la Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 4145) ;
- soutient le sous-amendement n° 75 du Gouvernement (suppression de l'application de l'article L. 161-3 du code des communes à la Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 4145).

Après l'article 22 :

- soutient l'amendement n° 76 du Gouvernement (extension de dispositions relatives aux assurancés à la Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 4146) ;
- soutient l'amendement n° 77 du Gouvernement (extension de dispositions relatives aux agents commerciaux et à leurs mandants à la Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 4146).

Après l'article 23 :

- soutient l'amendement n° 80 du Gouvernement (titre additionnel au livre V du code rural) (p. 4148) ; rejeté (p. 4149) ;
- soutient l'amendement n° 81 du Gouvernement (durée du mandat des assesseurs coutumiers des juridictions civiles en Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 4150).

Article 24 (*modernisation des principes généraux du droit du travail*) :

- défavorable à l'amendement n° 3 de M. Gaston Flosse (exclusion du champ d'application du code du travail des fonctionnaires territoriaux et des contractuels de Polynésie française) (p. 4152) ;
- soutient l'amendement n° 82 du Gouvernement (instauration de l'entretien préalable au licenciement en Polynésie française) : adopté (p. 4152) ;
- favorable à l'amendement n° 33 de la commission (exécution du contrat de travail) (p. 4153) ;
- favorable aux amendements n°s 34, 35 et 36 de la commission (rédactionnels) (p. 4153) ;
- soutient l'amendement n° 84 du Gouvernement (police des étrangers en Polynésie française) : adopté après modifications (p. 4153) ;
- favorable au sous-amendement n° 115 de la commission (suppression du dernier alinéa) à l'amendement n° 84 du Gouvernement (p. 4153) ;
- soutient l'amendement n° 105 du Gouvernement (peines applicables en cas de récidive du non-respect des dispositions sur le travail clandestin) (p. 4153) : adopté (p. 4154) ;
- soutient l'amendement n° 85 du Gouvernement (rétablissement de sanctions pénales contre les atteintes à l'encontre des fonctions d'assesseur du tribunal du travail en Polynésie française) : adopté (p. 4154).

Article 25 (*extension de certains articles du code des communes à la Polynésie française*) :

- favorable aux amendements n°s 37 et 38 de la commission (de précision) (p. 4161) ;
- favorable à l'amendement n° 39 de la commission (composition des commissions formées par les conseils municipaux) (p. 4162) ;
- favorable à l'amendement n° 40 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 4162) ;
- favorable à l'amendement n° 41 de la commission (extension à la Polynésie française du régime des délégations de signature du maire) (p. 4162) ;
- favorable à l'amendement n° 42 de la commission (suppression d'attributions des maires de Polynésie française) (p. 4162) ;
- favorable à l'amendement n° 43 de la commission (extension de dispositions relatives à la démocratie locale à la Polynésie française) (p. 4163) ;
- favorable à l'amendement n° 44 de la commission (consultation des électeurs par une instance intercommunale) (p. 4163) ;
- favorable aux amendements n°s 45 et 46 de la commission (de coordination) (p. 4163) ;
- favorable à l'amendement n° 47 de la commission (suppression de la validation législative d'une disposition du code des communes étendue par erreur) (p. 4163) ;
- favorable aux amendements n°s 48 et 49 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 4163) ;
- favorable à l'amendement n° 51 de la commission (extension de dispositions relatives aux syndicats de communes à la Polynésie française) (p. 4164) ;
- favorable à l'amendement n° 52 de la commission (règlement du budget en cas de dépassement des délais légaux) (p. 4164) ;
- soutient l'amendement n° 86 du Gouvernement (obligation du débat budgétaire dans les établissements publics des communes de Polynésie française) : adopté (p. 4164) ;
- soutient l'amendement n° 87 du Gouvernement (modification du droit budgétaire communal applicable en Polynésie française) (p. 4164) : adopté (p. 4165) ;
- favorable à l'amendement n° 56 de la commission (régime des documents annexes aux budgets communaux) (p. 4165) ;
- soutient l'amendement n° 88 du Gouvernement (extension de dispositions budgétaires du code des communes) : adopté (p. 4165) ;
- soutient les amendements n°s 90 et 91 du Gouvernement (même objet) (p. 4165) : adoptés (p. 4166) ;
- favorable aux amendements n°s 57 et 58 rectifié de la commission (régime des peines applicables aux infractions à la réglementation sur la taxe de séjour) (p. 4166) ;
- soutient l'amendement n° 92 du Gouvernement (modification de dispositions budgétaires du code des communes) : adopté (p. 4166) ;
- soutient les amendements n°s 93 et 89 du Gouvernement (même objet) (p. 4166) : adoptés (p. 4167) ;
- favorable à l'amendement n° 59 de la commission (correction d'une erreur matérielle) ;
- favorable à l'amendement n° 60 de la commission (prise de participation des communes dans les sociétés d'économie mixte locales) (p. 4167) ;
- favorable à l'amendement n° 61 de la commission (publication au Journal officiel de la Polynésie française) (p. 4167).

Article 27 (*modernisation du code des douanes*) :

- soutient l'amendement n° 94 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 4168).

Article 28 (sociétés d'économie mixte des communes) :

- favorable à l'amendement n° 17 de la commission (de précision) (p. 4169) ;
- favorable à l'amendement n° 18 de la commission (participation minimale des actionnaires privés des SEM communales) (p. 4169).

Après l'article 28 :

- soutient l'amendement n° 95 du Gouvernement (extension des dispositions relatives aux ventes d'immeubles à construire) (p. 4169) : adopté (p. 4170) ;
- soutient l'amendement n° 96 du Gouvernement (institution d'une commission de conciliation en matière foncière) (p. 4170) : adopté (p. 4171) ;
- ses observations sur le sous-amendement n° 114 de M. Gaston Flosse (langue polynésienne) à l'amendement n° 96 du Gouvernement ;
- soutient l'amendement n° 97 du Gouvernement (intégration des instituteurs suppléants relevant du territoire de la Polynésie française) (p. 4171) : adopté (p. 4172) ;
- défavorable à l'amendement n° 1 de M. Gaston Flosse (même objet) (p. 4171) ;
- défavorable à l'amendement n° 15 de M. Gaston Flosse (extension de dispositions du régime des sociétés d'économie mixte à la Polynésie française) (p. 4172) ;
- ses observations sur l'amendement n° 111 de M. Gaston Flosse (titularisation d'enseignants) (p. 4172).

Article 31 (amendes en matière douanière) :

- favorable à l'amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) (p. 4172).

Article 34 (marchés publics) :

- défavorable à l'amendement n° 108 de M. Gérard Grignon (exclusion de Saint-Pierre-et-Miquelon du champ d'application des dispositions nouvelles relatives aux marchés publics) (p. 4174).

Article 37 (extension de la loi sur les archives à Mayotte) :

- soutient l'amendement n° 98 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 4175).

Article 39 (débits de boissons à Mayotte) :

- favorable à l'amendement n° 21 de la commission (dispositions transitoires) (p. 4175).

Après l'article 40 :

- soutient l'amendement n° 100 du Gouvernement (participation des communes de Mayotte aux SEM locales) : adopté (p. 4176) ;
- ses observations sur l'amendement n° 101 du Gouvernement (unification du régime électoral en vigueur à Mayotte) (p. 4176) ;
- soutient l'amendement n° 99 du Gouvernement (extension à Mayotte de la loi relative aux SEM locales) : adopté (p. 4176) ;
- soutient l'amendement n° 102 du Gouvernement (garantie des prêts du Crédit foncier de France à la société immobilière de Mayotte) (p. 4176) : adopté (p. 4177).

Article 41 (délai de consultation du conseil général) :

- défavorable à l'amendement n° 110 de M. Gérard Grignon (réduction du délai à un mois en cas d'urgence) (p. 4177).

Après l'article 41 :

- soutient l'amendement n° 103 du Gouvernement (fermeture administrative des débits de boissons à Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté (p. 4177) ;
- soutient l'amendement n° 104 du Gouvernement (extension à Saint-Pierre-et-Miquelon des dispositions réglementant les conditions d'accès à la profession de coiffeur) : adopté (p. 4178).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [24 avril 1996] :

Son intervention (p. 2505) et sa réponse (p. 2508).

Principaux thèmes développés :

DOM : égalité sociale avec la métropole (p. 2506, 2508).

Nouvelle-Calédonie : coopération agricole et maritime (p. 2505).

Polynésie française : Université du Pacifique (p. 2506).

Saint-Pierre-et-Miquelon : conseil général : aide sociale (p. 2506).

Discussion des articles [24 avril 1996] :

Article 7 (extension des textes relatifs à la sous-traitance) :

- ses observations sur l'amendement n° 2 de la commission (application aux marchés publics passés au nom du territoire de la Polynésie française ou de ses établissements publics) (p. 2511).

Article 10 quater (extension de la législation sur les archives) :

- favorable à l'amendement n° 3 de la commission (suppression d'une mention inutile) (p. 2512).

Article 10 quinques (statut de l'Université française du Pacifique) :

- défavorable à l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 2513).

Article 23 ter (extension de dispositions relatives aux coopératives) :

- défavorable à l'amendement n° 5 de la commission (de suppression) (p. 2516).

Article 23 quater (extension de dispositions relatives aux coopératives) :

- défavorable à l'amendement n° 6 de la commission (de suppression) (p. 2518).

Article 23 quinques (extension de dispositions relatives aux coopératives) :

- défavorable à l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) (p. 2518).

Article 28 quater (modalités d'intégration des instituteurs suppléants) :

- ses observations sur l'amendement n° 9 de la commission (délai de validité des dispositions nouvelles) (p. 2521).

Article 28 quinques (législation applicable aux SEM du territoire) :

- favorable à l'amendement n° 10 de la commission (de suppression) (p. 2521).

Article 28 sexies (conditions d'admission sur le territoire de la Polynésie française) :

- ses observations sur l'amendement n° 11 de la commission (de suppression) (p. 2522).

Article 28 septies (modalités de mise en fourrière des véhicules) :

- favorable aux amendements n° 12, 13, 14, 15, 16 et 17 de la commission (adaptations terminologiques résultant du nouveau statut) (p. 2523).

Après l'article 28 septies :

- soutient le sous-amendement oral du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 18 de la commission (adaptations terminologiques résultant du nouveau statut) : adopté (p. 2524).

Article 34 (application à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon, leurs établissements publics et leurs communes, de principes de publicité et de transparence en matière de marchés publics) :

- ses observations sur l'amendement n° 19 de la commission (extension à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 2525).

Article 40 quater (*garantie de l'Etat aux prêts du Crédit foncier de France*) :

- ses observations (p. 2526).

Article 41 (*délai de consultation du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon*) :

- favorable à l'amendement n° 20 de la commission (réduction du délai à 15 jours en cas d'urgence) (p. 2526).

Article 41 bis (*aide sociale générale et aide médicale à Saint-Pierre-et-Miquelon*) :

- défavorable à l'amendement n° 21 de la commission (de suppression) (p. 2527) ;
- soutient l'amendement n° 30 du Gouvernement (concordance avec le nouveau code général des collectivités territoriales) (p. 2527) ; adopté (p. 2528) ;
- favorable à l'amendement n° 29 de M. Gérard Grignon (gestion de l'aide sociale par la caisse de prévoyance sociale) (p. 2528).

Article 44 (*information des services du Trésor*) :

- défavorable à l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 2528).

Article 45 (*égalité sociale dans les DOM*) :

- défavorable à l'amendement n° 23 de la commission (de suppression) (p. 2530).

Après l'article 45 :

- soutient l'amendement n° 1 deuxième correction du Gouvernement (élargissement des catégories de personnes bénéficiaires du contrat d'accès à l'emploi) : adopté (p. 2531).

Article 46 (*collecte des fonds de la formation en alternance*) :

- défavorable à l'amendement n° 24 de la commission (de suppression) (p. 2531).

Troisième lecture :

Avant la discussion des articles [26 juin 1996] :

Son intervention (p. 4917).

Principaux thèmes développés :

Logement : révision des loyers HLM (p. 4917).

Lois : loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française : police des pêches maritimes (p. 4917).

- **Proposition de loi organique relative à la date de renouvellement des membres de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française (n° 2437).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [17 janvier 1996] :

Son intervention (p. 88).

Principaux thèmes développés :

Elections :

- opérations électorales (p. 88) ;
- report (p. 88).

Discussion des articles :

Après l'article 1^{er} :

- favorable à l'amendement n° 3 rectifié de M. Gaston Flosse (prorogation du mandat du président et des membres du bureau de l'Assemblée territoriale) (p. 89).

- **Projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française (n° 2456).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [31 janvier 1996] :

Son intervention (p. 439).

Son intervention sur la question préalable opposée par : *Juventin* (Jean) (p. 447).

Sa réponse (p. 458).

Principaux thèmes développés :

Audiovisuel (p. 441).

Communautés européennes et Union européenne :

- propositions d'actes communautaires : consultation de l'Assemblée territoriale (p. 440) ;
- association des TOM (p. 447, 460).

Communes (p. 459).

Constitution :

- articles 34 et 37 : régime des TOM (p. 440) ;
- article 74 (p. 439, 460).

Défense : essais nucléaires (p. 441, 447).

Enseignement supérieur : filières nouvelles (p. 441).

Etat :

- compétences d'attribution (p. 440, 458) ;
- consultation du conseil des ministres du territoire (p. 440) ;
- représentant dans le territoire (p. 439).

Juridictions administratives :

- Conseil d'Etat : compétence en premier et dernier ressort (p. 440, 459) ;
- dispense de la constitution d'avocat en appel (p. 441).

Lois : loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française (p. 439).

Mer et littoral : transfert du domaine public au territoire (p. 440, 447).

Politique économique et sociale :

- communications et transports (p. 441) ;
- contrat de plan (p. 442) ;
- contribution sociale territoriale (p. 442) ;
- investissements étrangers (p. 441).

Polynésie française :

- assemblée territoriale (p. 441, 459) ;
- exécutif territorial (p. 441, 459).

Traités et conventions : pouvoirs du président du gouvernement du territoire (p. 440).

Discussion des articles [31 janvier 1996] :

Article 1^{er} (*caractères généraux du territoire*) :

- favorable à l'amendement n° 1 de la commission (caractères généraux du territoire) (p. 475).

Après l'article 1^{er} :

- favorable à l'amendement n° 2 de la commission (mission du haut-commissaire et représentation de la Polynésie française dans les institutions nationales) (p. 475).

Article 2 (*compétence générale des autorités du territoire*) :

- favorable à l'amendement n° 3 de la commission (compétence du territoire et des communes dans les eaux territoriales) (p. 475).

Article 3 (*compétences de l'Etat*) :

- favorable à l'amendement n° 4 de la commission (de précision) (p. 476) ;
- favorable à l'amendement n° 5 de la commission (de précision) (p. 476) ;

- défavorable à l'amendement n° 89 de M. Gaston Flosse (compétence du territoire en matière d'assurances) (p. 477) ;
- défavorable à l'amendement n° 6 de la commission (de précision) (p. 478) ;
- défavorable à l'amendement n° 90 de M. Gaston Flosse (restriction de la compétence de l'Etat en matière de principes généraux des obligations commerciales) (p. 478) ;
- défavorable à l'amendement n° 88 de M. Gaston Flosse (compétence de l'exécutif territorial en matière de procédures relatives aux infractions aux réglementations territoriales) (p. 478) ;
- défavorable à l'amendement n° 82 de M. Jean Juventin (autorisation préalable du CSA en cas de création d'une société de production par le territoire) (p. 479).

Article 4 (domaine public du territoire) :

- favorable à l'amendement n° 7 de la commission (précision de la notion de biens vacants et sans maître) (p. 480) ;
- favorable à l'amendement n° 8 de la commission (définition du domaine public du territoire) (p. 480) ;
- favorable à l'amendement n° 9 de la commission (droits à la propriété de portions de lagon) (p. 480) ;
- défavorable à l'amendement n° 10 de la commission (définition du domaine public maritime) (p. 481) ;
- favorable à l'amendement n° 107 de M. Gaston Flosse (compétence du territoire en matière de réglementation de l'exploitation du domaine public maritime) (p. 482).

Avant l'article 5 :

- défavorable à l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 482).

Article 8 (formation du gouvernement) :

- favorable à l'amendement n° 12 de la commission (suppression de la procédure de motion de censure spéciale en cas de formation du gouvernement) (p. 483).

Article 9 (conditions applicables aux ministres) :

- favorable à l'amendement n° 13 de la commission (suppression d'une disposition sans portée normative) (p. 483) ;
- favorable à l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 484).

Article 11 (déclaration d'option) :

- favorable à l'amendement n° 15 de la commission (de précision) (p. 484).

Article 12 (fonctions interdites) :

- favorable à l'amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) (p. 484).

Article 17 (démission d'un ministre) :

- favorable à l'amendement n° 17 de la commission (composition du gouvernement et démission d'office) (p. 485).

Article 18 (délai d'élection du président du gouvernement) :

- favorable à l'amendement n° 18 de la commission (collégialité du gouvernement dans la gestion des affaires courantes) (p. 485).

Article 19 (séances du conseil des ministres) :

- favorable à l'amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) (p. 486).

Article 20 (ordre du jour du conseil des ministres) :

- défavorable à l'amendement n° 20 de la commission (compétence du haut commissaire en cas de demande d'avis au gouvernement de la Polynésie française) (p. 486) ;
- défavorable à l'amendement n° 21 de la commission (suppression des attributions du président du gouvernement en matière de secrétariat et d'archives) (p. 487).

Article 24 (domaines de compétence du gouvernement du territoire) :

- favorable à l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 487) ;
- favorable à l'amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) (p. 488) ;
- favorable à l'amendement n° 24 de la commission (de précision) (p. 488).

Article 25 (domaines de compétence du gouvernement du territoire) :

- favorable à l'amendement n° 25 de la commission (fixation des quotas d'importation) (p. 488) ;
- favorable à l'amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) (p. 489) ;
- favorable au sous-amendement n° 94 corrigé de M. Gaston Flosse (compétence du conseil des ministres en matière d'action contentieuse contre les délibérations de l'assemblée ou de sa commission permanente) à l'amendement n° 27 de la commission (de coordination) (p. 489) ;
- défavorable à l'amendement n° 28 de la commission (désignation du service chargé de recevoir les déclarations d'association) (p. 489) ;
- favorable à l'amendement n° 29 de la commission (autorisation d'explorer et d'exploiter les ressources des zones maritimes) (p. 490) ;
- favorable à l'amendement n° 30 corrigé de la commission (servitudes administratives au profit du domaine et des ouvrages publics territoriaux) (p. 490).

Article 28 (peines d'amende et sanctions administratives) :

- favorable à l'amendement n° 31 de la commission (suppression du plafonnement des sanctions administratives) (p. 490) ;
- défavorable aux amendements n° 95 et 96 de M. Gaston Flosse (texte de référence en matière de sanctions administratives) (p. 491).

Article 29 (attributions consultatives) :

- favorable à l'amendement n° 33 corrigé de la commission (avis du conseil des ministres en matière de droit des étrangers) (p. 492).

Avant l'article 34 :

- favorable à l'amendement n° 34 de la commission (inversion de l'ordre des articles 34 et 35) (p. 92).

Article 34 (pouvoirs du président du gouvernement) :

- défavorable à l'amendement n° 35 de la commission (nomination du secrétaire général du gouvernement) (p. 493).

Article 35 (pouvoirs du président du gouvernement) :

- favorable à l'amendement n° 36 de la commission (de suppression) (p. 493).

Article 37 (attributions du président dans les relations internationales) :

- défavorable à l'amendement n° 37 de la commission (attributions du président dans les relations internationales) (p. 495).

Article 38 (conventions de coopération décentralisées) :

- favorable à l'amendement n° 38 de la commission (prise en compte des modifications intervenues dans la répartition des compétences entre l'Etat et l'exécutif territorial) (p. 496).

Article 40 (attributions individuelles et responsabilité des membres du gouvernement) :

- favorable à l'amendement n° 39 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 496) ;

- défavorable à l'amendement n° 101 de la commission (suppression des dispositions organiques déterminant le régime des délégations de signature des membres du gouvernement) (p. 497).

Article 41 (mode d'élection de l'assemblée) :

- défavorable à l'amendement n° 97 de M. Jean Juventin (répartition des sièges de conseillers territoriaux par circonscription) (p. 497).

Article 42 (inéligibilités, incompatibilités, incapacités) :

- défavorable à l'amendement n° 83 de M. Jean Juventin (suppression de la dénomination de député territorial) (p. 499).

Article 45 (fonctionnement de l'assemblée territoriale) :

- favorable à l'amendement n° 41 de la commission (date de l'ouverture de la session après l'élection de l'assemblée territoriale) (p. 499).

Article 48 (fonctionnement de l'assemblée territoriale) :

- favorable à l'amendement n° 42 de la commission (quorum) (p. 500).

Article 49 (fonctionnement de l'assemblée territoriale) :

- favorable à l'amendement n° 43 de la commission (appellation du tribunal administratif) (p. 500).

Après l'article 57 :

- défavorable à l'amendement n° 44 de la commission (effets des délibérations de l'assemblée) (p. 501).

Article 59 (sanctions pénales et administratives) :

- ses observations sur le sous-amendement n° 93 de M. Gaston Flosse (suppression de la référence au code pénal) à l'amendement n° 45 rectifié de la commission (suppression de la référence aux amendes non pénales en matière fiscale et du plafonnement des sanctions administratives) (p. 502).

Article 62 (autorisation des loteries et jeux de hasard) :

- ses observations sur l'amendement n° 91 de M. Gaston Flosse (extension des compétences de l'assemblée de la Polynésie française en matière de jeux et loteries) (p. 537) ;
- soutient le sous-amendement n° 99 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 91 de M. Gaston Flosse : adopté (p. 537).

Article 63 (sociétés d'économie mixte territoriales) :

- favorable à l'amendement n° 48 de la commission (extension des dispositions de la loi de 1983 sur les SEM) (p. 538).

Article 64 (commissions d'enquête ou de contrôle) :

- favorable à l'amendement n° 106 de la commission (régime des commissions d'enquête de l'assemblée territoriale) (p. 538).

Article 66 (avis de l'assemblée et de la commission permanente) :

- favorable à l'amendement n° 49 de la commission (réduction à deux mois du délai imparti à l'assemblée en cas de consultation pour avis) (p. 539) ;
- favorable à l'amendement n° 50 de la commission (suppression des dispositions relatives à la commission permanente) (p. 539).

Article 68 (attributions de la commission permanente) :

- favorable à l'amendement n° 51 de la commission (examen des projets de délibération en cas d'urgence) (p. 539) ;
- favorable à l'amendement n° 52 de la commission (de conséquence) (p. 539).

Article 73 (documents annuels adressés à l'assemblée par le président du gouvernement) :

- favorable à l'amendement n° 54 de la commission (de précision) (p. 540).

Article 74 (motion de censure) :

- favorable à l'amendement n° 55 de la commission (rédactionnel) (p. 541) ;
- favorable à l'amendement n° 56 de la commission (de coordination) (p. 541).

Article 75 (motion de censure) :

- favorable à l'amendement n° 57 de la commission (de coordination) (p. 541).

Article 76 (dissolution de l'assemblée) :

- soutient l'amendement n° 102 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 541) : adopté (p. 542).

Avant l'article 77 :

- favorable à l'amendement n° 59 de la commission (nouvel intitulé de la section 4 : attributions du président de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 542).

Article 81 (composition du conseil économique, social et culturel) :

- favorable à l'amendement n° 60 de la commission (suppression de la représentation particulière des archipels) (p. 543).

Article 82 (nombre de conseillers et modalités de leur désignation) :

- favorable à l'amendement n° 61 de la commission (de coordination) (p. 543).

Article 83 (qualités requises des membres du conseil économique, social et culturel - durée du mandat) :

- favorable à l'amendement n° 62 de la commission (de coordination) (p. 543).

Article 84 (incompatibilités) :

- soutient le sous-amendement n° 103 du Gouvernement (suppression de l'incompatibilité pour les conseillers municipaux) à l'amendement n° 63 de la commission (extension du champ des incompatibilités) : adopté (p. 544).

Article 85 (modalités de nomination des représentants des catégories socioprofessionnelles) :

- favorable à l'amendement n° 64 de la commission (rédactionnel) (p. 544) ;
- favorable à l'amendement n° 65 de la commission (de coordination) (p. 544).

Article 88 (budget du conseil économique, social et culturel) :

- favorable à l'amendement n° 66 de la commission (de suppression) (p. 545).

Article 91 (commission paritaire de concertation) :

- ses observations sur l'amendement n° 68 de la commission (de suppression) (p. 545).

Article 92 (participation au fonctionnement des services territoriaux) :

- favorable à l'amendement n° 69 de la commission (de précision) (p. 546).

Après l'article 98 :

- favorable à l'amendement n° 72 de la commission (de coordination) (p. 547).

Article 100 (dispositions budgétaires et comptables) :

- favorable à l'amendement n° 73 de la commission (pouvoirs budgétaires de la commission permanente) (p. 574).

Article 102 (dispositions budgétaires et comptables) :

- ses observations sur l'amendement n° 74 de la commission (modification de dispositions du code des juridictions financières) (p. 547).

Avant l'article 110 :

- favorable à l'amendement n° 76 de la commission (nouvel intitulé du titre V : Du tribunal administratif de Papeete) (p. 548).

Article 112 (enseignement de la langue tahitienne) :

- ses observations sur l'amendement n° 85 de M. Jean Juventin (enseignement de la langue tahitienne dans les écoles maternelles, primaires et du second degré) (p. 549) ;
- ses observations sur l'amendement n° 79 de la commission (emploi et enseignement de la langue tahitienne aux côtés de la langue française) (p. 550).

Conseil constitutionnel : décision n° 91-290 DC du 23 juillet 1991 (loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse) (p. 550).

- favorable au sous-amendement n° 108 de M. Pierre Mazeaud (rédactionnel) à l'amendement n° 79 de la commission (p. 550) ;
- favorable à l'amendement n° 80 de la commission (extension de l'enseignement des langues polynésiennes aux établissements du second degré) (p. 551).

Article 113 (collèges d'experts fonciers) :

- défavorable à l'amendement n° 86 de M. Jean Juventin (code foncier local) (p. 552).

Avant l'article 114 :

- défavorable à l'amendement n° 81 de la commission (transparence financière de la vie politique locale) (p. 553).

Après l'article 114 :

- soutient l'amendement n° 104 du Gouvernement (modification de dispositions du code des juridictions financières) : adopté (p. 554) ;
- soutient l'amendement n° 105 du Gouvernement (modification de dispositions du code des juridictions financières) : adopté (p. 554).

Article 110 précédemment réservé (compétence du Conseil d'Etat en premier et dernier ressort) :

- défavorable à l'amendement n° 84 de M. Jean Juventin (de suppression) (p. 555) ;
- défavorable à l'amendement n° 77 corrigé de la commission (compétence du tribunal administratif de Papeete et demande d'avis au Conseil d'Etat) (p. 556) ;
- défavorable au sous-amendement n° 109 rectifié de M. Pierre Mazeaud (délai du recours contentieux en matière de répartition des compétences entre l'Etat, le territoire et les communes) (p. 557) à l'amendement n° 77 corrigé de la commission (p. 558).

Article 89 précédemment réservé (contrôle des délibérations de l'assemblée) :

- défavorable à l'amendement n° 67 de la commission (de coordination) (p. 561).

Article 111 précédemment réservé (demande d'avis au tribunal administratif de Papeete) :

- ses observations sur l'amendement n° 78 rectifié de la commission (de coordination) (p. 561).

Article 94 précédemment réservé (concours techniques et financiers destinés aux communes) :

- favorable à l'amendement n° 70 de la commission (faculté pour le territoire d'aider les collectivités locales sans intervention conjointe de l'Etat) (p. 562) ;
- défavorable à l'amendement n° 71 de la commission (de coordination) (p. 562).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [14 mars 1996] :

Administration : commission Etat-territoire-communes (p. 1663).

Politique économique et sociale : reconversion (p. 1663).

Vie publique : conseil économique, social et culturel : cumul des mandats (p. 1663).

- Projet de loi complétant le statut de la Polynésie française (n° 2457).**Première lecture :**

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française [31 janvier 1996] (n° 2456).

Discussion des articles [1^{er} février 1996] :

Article 1^{er} (rôle du haut-commissaire) :

- favorable à l'amendement n° 1 rectifié de la commission (extension aux règlements de l'obligation de publication) (p. 564).

Article 2 (modalités du contrôle de légalité) :

- favorable à l'amendement n° 2 de la commission (dénomination du tribunal administratif) (p. 564) ;
- favorable à l'amendement n° 3 de la commission (de précision) (p. 564).

Article 5 (participation au fonctionnement des services territoriaux) :

- favorable à l'amendement n° 4 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 565).

Article 9 (dispositions budgétaires et comptables) :

- favorable à l'amendement n° 5 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 565).

Article 10 (contrôle des délibérations des SEM) :

- favorable à l'amendement n° 6 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 565).

Avant l'article 11 :

- favorable à l'amendement n° 7 de la commission (nouvel intitulé du titre III) (p. 566).

Article 12 (jugements du tribunal administratif) :

- favorable à l'amendement n° 8 de la commission (maintien de l'application de diverses dispositions du code des tribunaux administratifs en Polynésie française) (p. 566).

Article 13 (déclarations de patrimoine) :

- favorable à l'amendement n° 9 de la commission (de suppression) (p. 566).

Après l'article 13 :

- favorable à l'amendement n° 10 de la commission (coordination avec l'article 40 du projet de loi organique) (p. 566).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire : voir projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française (n° 2456) [14 mars 1996].

- Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer (n° 2444).**Première lecture :**

Avant la discussion des articles [13 mars 1996] :

Son intervention (p. 1589).

Principaux thèmes développés :

Communes : missions d'aménagement (p. 1590, 1591).

Environnement : zones naturelles (p. 1590).

Logement et habitat : construction de logements sociaux (p. 1590).

Lois : loi littoral n° 86-2 du 3 janvier 1986 (p. 1589).

Mer et littoral : zone littorale : régime juridique (p. 1589, 1590).

Politique économique et sociale (p. 1590).

Propriété : occupants des zones urbaines : accès à la propriété (p. 1590).

Discussion des articles [13 mars 1996] :

Article 1^{er} (*dispositions relatives aux dépendances du domaine public maritime situées dans la zone des cinquante pas géométriques dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique*) :

Article L. 89-1 du code du domaine de l'Etat : délimitation des espaces urbains et des secteurs occupés par une urbanisation diffuse :

- défavorable à l'amendement n° 76 rectifié de la commission (délimitation de la zone des cinquante pas géométriques et identification, à l'intérieur de la zone des espaces urbains, des secteurs d'urbanisation diffuse et des espaces naturels) (p. 1603) ;
- défavorable au sous-amendement n° 99 de M. Camille Darsières (délimitation des zones d'habitat dégradé) à l'amendement n° 76 rectifié de la commission (p. 1603).

Après l'article L. 89-1 :

- favorable à l'amendement n° 46 de la commission (création et composition d'une commission départementale de vérification des titres de propriété antérieurs au 30 juin 1955) (p. 1605).

Article L. 89-2 du code du domaine de l'Etat : cession de terrains à titre gratuit aux communes :

- défavorable à l'amendement n° 47 rectifié de la commission (transfert aux communes des terrains situés dans les espaces urbains et les secteurs à occupation diffuse) (p. 1606) ;
- soutient l'amendement n° 113 du Gouvernement (transfert des terrains aux communes ou aux organismes ayant pour objet la réalisation d'opérations d'habitat social) : adopté (p. 1607) ;
- défavorable à l'amendement n° 6 de M. Ernest Moutoussamy (réalisation d'aménagements de nature économique par les communes dans les espaces urbains) (p. 1607) ;
- défavorable à l'amendement n° 7 de M. Ernest Moutoussamy (situation de certaines parcelles de Basse-Terre en Guadeloupe) (p. 1608) ;
- ses observations sur l'amendement n° 8 rectifié de M. Ernest Moutoussamy (situation de certaines parcelles du territoire de Basse-Terre) (p. 1608).

Article L. 89-3 du code du domaine de l'Etat : cession à titre onéreux des terrains affectés à un usage professionnel :

- défavorable à l'amendement n° 9 de M. Ernest Moutoussamy (régularisation de la situation des édifices religieux situés dans la zone des cinquante pas géométriques) (p. 1609) ;
- défavorable à l'amendement n° 49 de la commission (détermination du prix de cession) (p. 1609) ;
- soutient l'amendement n° 114 du Gouvernement (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 89-3) (p. 1609) : rejeté (p. 1610) ;
- favorable à l'amendement n° 50 de la commission (règles applicables aux surfaces cédées aux particuliers) (p. 1610) ;
- défavorable à l'amendement n° 10 de M. Ernest Moutoussamy (prise en compte des investissements réalisés par les collectivités ou les particuliers) (p. 1610) ;
- défavorable à l'amendement n° 29 de M. Camille Darsières (avis conforme de la commune pour toute cession d'une parcelle d'une superficie supérieure à mille mètres carrés) (p. 1610).

Article L. 89-4 du code du domaine de l'Etat : cession à titre onéreux des terrains affectés à un usage d'habitation :

- favorable à l'amendement n° 52 de la commission (détermination du prix de cession) (p. 1611) ;
- défavorable à l'amendement n° 31 de M. Camille Darsières (prise en compte des plus-values apportées par l'occupant ou le gestionnaire lors de la détermination du prix de cession) (p. 1611) ;
- défavorable à l'amendement n° 12 de M. Ernest Moutoussamy (prise en compte des investissements réalisés par les occupants) (p. 1611) ;
- défavorable à l'amendement n° 1 de M. Pierre Petit (prise en compte des investissements réalisés par les occupants) (p. 1611) ;
- soutient l'amendement n° 115 du Gouvernement (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 89-4) (p. 1609) : rejeté (p. 1612) ;
- favorable à l'amendement n° 53 de la commission (délimitation de la superficie cédée) (p. 1612) ;
- défavorable aux amendements n° 32 de M. Camille Darsières et 11 de M. Ernest Moutoussamy (préservation des droits des tiers ayant occupé les terrains avant le 30 juin 1955) (p. 1612) ;
- favorable à l'amendement n° 85 de M. Camille Darsières (remise au bénéficiaire de la cession d'un titre précisant son implantation au sol ainsi que les servitudes actives et passives) (p. 1612).

Après l'article L. 89-4 : délimitation des terrains cédés, terrains supportant des édifices particuliers :

- favorable à l'amendement n° 54 de la commission (délimitation du terrain et précision quant aux servitudes et usages dont il fait l'objet) (p. 1613) ;
- favorable à l'amendement n° 55 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités de cession des terrains supportant des édifices religieux) (p. 1613) ;
- favorable à l'amendement n° 56 de la commission (mêmes dispositions pour les terrains supportant des locaux appartenant à des associations ou des syndicats) (p. 1613).

Article L. 89-5 bis du code du domaine de l'Etat : droit de préemption :

- défavorable à l'amendement n° 57 de la commission (de suppression) (p. 1614).

Après l'article L. 89-5 bis : sanctions :

- défavorable à l'amendement n° 58 de la commission (expulsion immédiate et remise en état aux frais du contrevenant dans les dépendances du domaine public maritime) (p. 1614).

Article L. 89-6 du code du domaine de l'Etat : modalités d'application :

- favorable à l'amendement n° 59 de la commission (publication du décret d'application dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la loi) (p. 1614) ;
- soutient l'amendement n° 116 du Gouvernement (renforcement des possibilités d'action du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres à la Guyane et à la Réunion) (p. 1614).

Après l'article 1^{er} :

- défavorable à l'amendement n° 60 de la commission (art. L. 171-2 du code forestier : imprescriptibilité des forêts de l'Etat) (p. 1615) ;
- défavorable à l'amendement n° 61 de la commission (art. L. 171-3 du code forestier : sanctions) (p. 1615).

Article 2 (*conditions d'octroi d'une aide de l'Etat pour l'acquisition de terrains occupés par des habitations*) :

- soutient l'amendement n° 117 du Gouvernement (conditions d'octroi de l'aide de l'Etat) : adopté (p. 1616) ;

— *ses observations* sur l'amendement n° 63 de la commission (limitation de l'aide de l'Etat aux seuls terrains de moins de 500 mètres carrés) (p. 1616) ;

— *défavorable* à l'amendement n° 64 de la commission (non reversement de l'aide en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique) (p. 1616).

Article 3 (*création des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques en Guadeloupe et en Martinique*) :

— *défavorable* à l'amendement n° 36 de M. Camille Darsières (mise en place d'établissements publics d'Etat) (p. 1617) ;

— *ses observations* sur l'amendement n° 109 de la commission (conventions entre les agences et les collectivités territoriales) (p. 1617).

Article 4 (*missions et compétences des agences*) :

— *favorable* à l'amendement n° 102 de M. Yvon Jacob (concertation avec les communes) (p. 1618) ;

— *soutient* l'amendement n° 118 du Gouvernement (prise en considération de la spécificité des quartiers très denses) : adopté (p. 1618).

Article 5 (*organisation des agences*) :

— *ses observations* sur l'amendement n° 2 de M. Pierre Petit (administration et composition des agences) (p. 1619) ;

— *favorable* à l'amendement n° 67 de la commission (nomination du directeur de l'agence) (p. 1619) ;

— *ses observations* sur l'amendement n° 80 de M. Anicet Turinay (représentation de l'Agence d'urbanisme et d'aménagement au sein du conseil d'administration de l'agence) (p. 1619) ;

— *favorable* à l'amendement n° 68 de la commission (rédactionnel) (p. 1620).

Article 6 (*ressources des agences*) :

— *soutient* l'amendement n° 119 rectifié du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 1620) ;

— *favorable* à l'amendement n° 103 de M. Yvon Jacob (de précision) (p. 1620).

Article 7 (*art. 1609-C du code général des impôts : création d'une taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'Agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques de la Guadeloupe*) :

— *défavorable* aux amendements identiques n° 70 de la commission et 24 de M. Anicet Turinay (de suppression) (p. 1621) ;

— *défavorable* à l'amendement n° 44 de M. Camille Darsières (consultation des collectivités territoriales) (p. 1621) ;

— *défavorable* à l'amendement n° 104 de M. Yvon Jacob (consultation des collectivités territoriales) (p. 1621).

Article 8 (*art. 1609-D du code général des impôts : création d'une taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'Agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques de la Martinique*) :

— *défavorable* à l'amendement n° 45 de M. Camille Darsières (consultation des collectivités territoriales) (p. 1622) ;

— *défavorable* à l'amendement n° 105 de M. Yvon Jacob (consultation des collectivités territoriales) (p. 1622).

Article 9 (*art. L. 156-3 du code de l'urbanisme : modification du code de l'urbanisme*) :

— *favorable* à l'amendement n° 72 de la commission (préservation des espaces boisés, des parcs et des espaces naturels) (p. 1623) ;

— *soutient* le sous-amendement n° 124 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 72 de la commission : adopté (p. 1623) ;

— *défavorable* à l'amendement n° 19 de M. Ernest Moutoussamy (libre accès aux plages) (p. 1623) ;

— *défavorable* à l'amendement n° 20 de M. Ernest Moutoussamy (libre accès aux plages) (p. 1623) ;

— *ses observations* sur l'amendement n° 73 de la commission (mention de l'article L. 146-3 du code de l'urbanisme) (p. 1623) ;

— *défavorable* à l'amendement n° 74 de la commission (compatibilité des équipements touristiques implantés sur la zone des cinquante pas géométriques avec les schémas d'aménagement touristique prévus aux niveaux régional et départemental) (p. 1623) ;

— *soutient* l'amendement n° 120 du Gouvernement (possibilité de réfection et d'extension limitée des constructions existantes) : adopté (p. 1624).

Après l'article 9 :

— *soutient* l'amendement n° 121 du Gouvernement (rédaction de l'article L. 89 du code du domaine de l'Etat) : adopté (p. 1624) ;

— *soutient* l'amendement n° 122 du Gouvernement (art. L. 156-4 du code de l'urbanisme : règles d'urbanisme applicables aux secteurs occupés par une urbanisation diffuse) : adopté (p. 1625).

Article 9 bis (*art. L. 321-6 du code rural : enclos piscicoles*) :

— *favorable* à l'amendement n° 75 de la commission (de suppression) (p. 1625).

Article 10 (*modalités d'application de la loi*) :

— *ses observations* sur l'amendement n° 111 de la commission (rapport annuel au Parlement) (p. 1626).

Son intervention à l'issue du vote (p. 1626).

— **Proposition de loi organique complétant la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française (n° 2748).**

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [22 mai 1996] :

Son intervention (p. 3289).

Principaux thèmes développés :

Conseil constitutionnel : décision n° 96-374 DC du 9 avril 1996 : délégations de signature.

PERICARD (Michel)

Député des Yvelines

(6^e circonscription)

RPR

Président du groupe RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Président de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Membre de la commission d'évaluation prévue par la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation [J.O. du 7 avril 1995] (p. 5561).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Cesse d'être président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} juin 1995] (p. 8749).

Cesse d'appartenir à la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 8 juin 1995] (p. 8936).

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Membre de la commission d'enquête sur les aides à l'emploi [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Président de cette commission [J.O. du 28 mars 1996] (p. 4775).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delalande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).

Membre du conseil d'administration de la société nationale de programme France 2 [J.O. du 10 mai 1996] (p. 7053).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de procéder à un **examen approfondi des procédures en vigueur en matière d'entrée des étrangers sur le territoire, de mesurer l'ampleur et l'origine des dysfonctionnements actuels et de proposer les instruments juridiques nécessaires à leur amélioration** (n° 2163) [13 juillet 1995].

Proposition de loi améliorant le financement des associations concourant à l'action humanitaire en vue de leur permettre de participer plus efficacement à la lutte contre l'exclusion (n° 2476) [11 janvier 1996].

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête chargée d'inventorier les **dispositifs actuels d'aide à l'emploi, d'en évaluer les effets, et d'en proposer une simplification afin d'en améliorer la connaissance par les demandeurs d'emploi et par les entreprises** (n° 2570) [14 février 1996].

Proposition de loi renforçant la protection des personnes surendettées en cas de saisie immobilière de leur résidence principale (n° 2680) [25 mars 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Dissuasion nucléaire** : reprise des essais [14 juin 1995] (p. 485, 486).

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** : condamne l'attitude odieuse et insultante du Parlement européen à l'égard du Président de la République, président en exercice du Conseil européen [11 juillet 1995] (p. 937).

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'invulnérabilité parlementaire** (n° 2120).

Deuxième lecture :

Ses explications de vote [27 juillet 1995] (p. 1405) :

Vote pour du groupe RPR.

- **Débat sur l'application des accords de Schengen.**

Principaux thèmes développés [11 octobre 1995] :

Drogue ; Pays-Bas : législation (p. 1784, 1785).

Etrangers :

- contrôles frontaliers nationaux (p. 1784, 1785) ;

- visas (p. 1784).

Informatique : système d'information Schengen (p. 1784).

Traités et conventions : accords de Schengen du 14 juin 1985 et convention d'application du 19 juin 1990 : entrée en vigueur (p. 1783).

- **S'associe** à la communication du Gouvernement exprimant son émotion et son indignation au sujet de l'attentat annoncé par le président de l'Assemblée nationale, perpétré, ce jour, à Paris sur la ligne C du RER [18 octobre 1995] (p. 1874).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. - Vote des crédits [6 novembre 1995] :

I. - Services généraux.

Article 52 (*approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation du produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle*) :

Etat E, lignes 46 et 47 :

- *défavorable* à l'amendement n° 220 de la commission (réduction de la dotation à France 2 pour l'affecter à France 3) (p. 3162) ;

- *ses observations* sur les amendements n° 221 de la commission et 80 de M. Alain Griotteray (regroupement des crédits consacrés à la SEPT et à la Cinquième chaîne) (p. 3164).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la réforme de la protection sociale ; débat et vote sur cette déclaration** (n° 2359).

Principaux thèmes développés [15 novembre 1995] :

Assurance maladie :

- prestations : remboursement : taux ; prélèvement forfaitaire sur les feuilles de soins (p. 3775) ;

- régime universel : liaisons inter-régimes et conditions d'affiliation (p. 3774).

Parlement : procédure des ordonnances (p. 3775).

Prestation autonomie (p. 3774).

Santé publique : médecine de ville : maîtrise médicalisée des dépenses : fixation d'un taux annuel de hausse : informatisation des cabinets (p. 3774).

Sécurité sociale : déficit : montant : création d'une caisse d'amortissement : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 3774).

- **Rappel au règlement** : indique que, malgré son envie de répondre, la majorité reste silencieuse afin de ne pas « entrer dans le jeu de l'opposition » [9 décembre 1995] (p. 4917).

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale** (n° 2405).

Première lecture :

Discussion des articles [9 et 10 décembre 1995] :

Article 1^{er} (*définition du domaine d'habilitation de la loi*) :

- *défavorable* aux amendements identiques n° 1811 de M. Rémy Auchédé et 1887 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 4944).

Huitième alinéa de l'article 1^{er} (*apurement de la dette*) :

- *ses observations* sur les amendements identiques n° 1814 de M. Maxime Gremetz et 1893 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 4982).

- **Rappel au règlement** : demande à M. Claude Bartolone de respecter la Constitution et souhaite, pour la bonne tenue du débat, que les amendements de « dérision et d'obstruction » déposés lors de la discussion des articles du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale, soient retirés [10 décembre 1995] (p. 4990).

- **Motion de censure déposée par MM. Laurent Fablus, Alain Bocquet, Jean-Pierre Chevènement et quatre-vingt-cinq membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, le 10 décembre 1995.**

Principaux thèmes développés lors de la discussion
[12 décembre 1995] :

Assemblée nationale : dépôt d'amendements : rôle de l'opposition (p. 5021, 5022).

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 5021, 5022).

Gouvernements socialistes (p. 5023).

Hôpitaux et cliniques (p. 5024).

Ordonnances (p. 5023, 5024).

Politique économique et sociale :

- généralités (p. 5023) ;
- crise sociale : mouvements sociaux (p. 5022 à 5024) ;
- dialogue social (p. 5024).

Retraites : régimes spéciaux (p. 5024).

Santé publique : maîtrise médicalisée des dépenses (p. 5024).

Secteur public : SNCF : contrat de plan (p. 5024).

Sécurité sociale :

- comptes : déficit (p. 5023, 5024) ;
- réforme (p. 5021 à 5024).

- Proposition de loi améliorant le financement des associations concourant à l'action humanitaire en vue de leur permettre de participer plus efficacement à la lutte contre l'exclusion (n° 2476).

Première lecture :

Discussion des articles [24 janvier 1996] :

Son explication de vote (p. 291).

Vote pour du groupe RPR.

- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'inventorier les dispositifs actuels d'aide à l'emploi, d'en évaluer les effets, et d'en proposer une simplification afin d'en améliorer la connaissance par les demandeurs d'emploi, et par les entreprises (n° 2570).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique
[19 mars 1996] (p. 1748) :

Emploi : aides.

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle.

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, sur le débat d'orientation budgétaire et débat sur cette déclaration (n° 2768).

Principaux thèmes développés [15 mai 1996] :

Emploi : aides publiques (p. 3196).

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux : dette publique (p. 3195) ;
- dépenses publiques (p. 3195) ;
- politique budgétaire (p. 3196) ;
- prélèvements obligatoires (p. 3195) ;
- procédure budgétaire (p. 3194).

Fonctionnaires et agents publics (p. 3196).

Gouvernements socialistes : héritage (p. 3195).

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 3195).

Logement et habitat : aides au logement (p. 3196).

Politique économique :

- croissance (p. 3195) ;
- taux d'intérêt (p. 3195).

- Déclaration du Gouvernement présentée par MM. Alain Juppé, Premier ministre, Jacques Toubon, garde des sceaux, ministre de la justice et Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, sur la situation en Corse et débat sur cette déclaration (n° 2815).

Principaux thèmes développés [28 mai 1996] :

Corse : institutions (p. 3515).

Ordre public : crimes et délits (p. 3514).

Politique économique et sociale : zone franche (p. 3516).

- Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).

Première lecture :

Son intervention à l'issue du vote [7 juin 1996] (p. 4042).

PERISSOL (Pierre-André)

Député de l'Allier

(1^{re} circonscription)

RPR

puis ministre du logement

puis ministre délégué au logement

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Cessation de son mandat de député le 18 juin 1995 [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9343).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Est nommé ministre du logement. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

Fin de ses fonctions : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

Est nommé ministre délégué au logement. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16345).

DEPOTS

Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'accession à la propriété (n° 2264) [11 octobre 1995].

Projet de loi relatif au supplément de loyer de solidarité (n° 2319) [31 octobre 1995].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- **Grandpierre (Michel) : logement social** : financement : aides de l'Etat [21 juin 1995] (p. 568, 569).

- **Girard (Claude) : politique du logement** : logement social : accession à la propriété [21 juin 1995] (p. 571, 572).

- **Guyard (Jacques) : patrimoine privé de la ville de Paris** : vente d'immeubles [29 juin 1995] (p. 700).

- **Balligand (Jean-Pierre) : logements HLM** : surloyers [10 octobre 1995] (p. 1721).

- **Briand (Philippe) : politique du logement** : perspectives [10 octobre 1995] (p. 1725 et 1726).

- **Biessy (Gilbert) : plafond d'accès aux HLM** : conditions d'attribution des logements [25 octobre 1995] (p. 2448, 2449).

- **Guyard (Jacques) : politique du logement** : accession à la propriété [4 octobre 1995] (p. 1658 et 1659).

- **Chavanes (Georges) : offices d'HLM** : surloyers : politique et réglementation [17 octobre 1995] (p. 1875).

- **Gonnot (François-Michel) : hébergement des sans-abri** : hébergement [6 décembre 1995] (p. 4643, 4644).

- **Faure (Jacques-Michel) : logement social** : accession : bilan et perspectives [19 décembre 1995] (p. 5322, 5323).

- **Pélissard (Jacques) : politique du logement :** encouragement des investissements immobiliers locatifs [31 janvier 1996] (p. 466).
 - **Jacquaint (Muguette) : expulsions :** personnes en difficulté : logement [5 mars 1996] (p. 1149).
 - **Gravier (Jean) : accession sociale à la propriété :** prêts à taux zéro : conditions d'attribution [6 mars 1996] (p. 1241).
 - **Destot (Michel) : aides personnelles au logement :** revalorisation [6 mars 1996] (p. 1248).
 - **Zeller (Adrien) : livret A :** taux : effets de la baisse sur le logement et les équipements publics [13 février 1996] (p. 794).
 - **Poniatowski (Ladislas) : Air Inter :** situation ; grève : conséquences [23 avril 1996] (p. 2438).
 - **Chamard (Jean-Yves) : logement des plus démunis :** politique du Gouvernement [7 mai 1996] (p. 2869).
 - **Gascher (Pierre) : logement en milieu rural :** logements locatifs sociaux : accès [14 mai 1996] (p. 3089).
 - **Guyard (Jacques) : logement social :** financement : aides de l'Etat [28 mai 1996] (p. 3503).
 - **Fèvre (Charles) : petites entreprises du bâtiment :** aides de l'Etat [29 mai 1996] (p. 3582).
 - **Briand (Philippe) : prêt à taux zéro :** conditions d'attribution [18 juin 1996] (p. 4458).
 - **Depaix (Maurice) : logement social :** financement ; aides de l'Etat [19 juin 1996] (p. 4527).
 - **Braouezec (Patrick) : surloyer :** réglementation [19 juin 1996] (p. 4532).
- orales sans débat de :
- **Jacquaint (Muguette) (n° 600) : situation des personnes sans abri ou menacées d'expulsion :** lutte contre l'exclusion et la pauvreté [2 juin 1995] (p. 409, 410).
 - **Lepp (Harry) (n° 621) : politique du logement :** nouvelles orientations [15 juin 1995] (p. 517, 518).
 - **Demuynck (Christian) (n° 624) : copropriétés en Seine-Saint-Denis :** équilibre financier ; copropriétaires insolubles [15 juin 1995] (p. 518, 519).
 - **Jacquaint (Muguette) (n° 731) : prolongement de l'auto-route A 16 :** menaces sur l'environnement [7 décembre 1995] (p. 4733).
 - **Mignon (Jean-Claude) (n° 742) : voie rapide C 5 :** gel du projet [7 décembre 1995] (p. 4731).
 - **Royer (Jean) (n° 747) : aménagement de la Loire :** barrages de Maisons-Rouges et du Veurde [7 décembre 1995] (p. 4734).
 - **Bernard (Pierre) (n° 748) : problèmes de logements dans les cités :** quartiers défavorisés ; déficit de certaines copropriétés [7 décembre 1995] (p. 4730).
 - **Mignon (Jean-Claude) (n° 829) : ligne SNCF Melun-Corbeil :** fonctionnement [1^{er} février 1996] (p. 515).
 - **Dupuy (Christian) (n° 852) : pacte de relance pour la ville :** accession à la propriété : prêts à taux zéro : conditions d'attribution [15 février 1996] (p. 916).
 - **Préel (Jean-Luc) (n° 863) : ligne ferroviaire Nantes-Bordeaux :** desserte de la Vendée [15 février 1996] (p. 917).
 - **Auchédé (Rémy) (n° 871) : société nouvelle d'armement transmanche :** Sea France : avenir ; création d'emplois [22 février 1996] (p. 1100).

- **Bouvard (Michel) (n° 1053) : PLA en zone de montagne :** conditions d'attribution [14 mai 1996] (p. 3079).
- **Duboc (Eric) (n° 1047) : implantation à Poitiers du régiment d'infanterie de Vannes :** aide au logement des familles [14 mai 1996] (p. 3080).
- **Meyer (Gilbert) (n° 1066) : logement social des retraités :** conditions d'attribution ; plafond de ressources [21 mai 1996] (p. 3217).
- **Abelin (Jean-Pierre) (n° 1079) : logements locatifs sociaux de Châtelleraut :** réhabilitation [28 mai 1996] (p. 3477).
- **Mariani (Thierry) (n° 1093) : police municipale :** statut ; formation ; école d'Orange [28 mai 1996] (p. 3477).
- **Braouezec (Patrick) (n° 1135) : statut fiscal des concubins :** disparités avec les couples mariés [26 juin 1996] (p. 4841).
- **Fanton (André) (n° 1149) : politique commerciale de la SNCF :** moyens de fonctionnement ; horaires ; besoins des voyageurs [26 juin 1996] (p. 4842).
- **Morisset (Jean-Marie) (n° 1141) : contrat de plan concernant les investissements routiers :** financement [26 juin 1996] (p. 4844).
- **Lefort (Jean-Claude) (n° 1136) : office public d'HLM d'Ivry :** équilibre financier [26 juin 1996] (p. 4847).
- **Dray (Julien) (n° 1145) : parc locatif du Bois des Roches à Saint-Michel-sur-Orge :** vente des logements locatifs à caractère social : conséquences [26 juin 1996] (p. 4847).

INTERVENTIONS

En qualité de ministre :

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Pierre-André Périssol, ministre du logement sur la réforme de l'accession à la propriété et débat sur cette déclaration (n° 2264).**

Principaux thèmes développés [3 octobre 1995] :

Aides :

- prêts d'accession à la propriété : prêt PAP, prêt à 0 %, prêt d'accession sociale (p. 1587, 1588, 1605 à 1608) ;
- prêts locatifs aidés, prime à l'amélioration de l'habitat, PALULOS (p. 1607, 1608) ;
- un pour cent social (p. 1587).

Bâtiment et travaux publics : crise et relance (p. 1608).

DOM-TOM (p. 1608).

Impôts et taxes :

- droits de mutation (p. 1588, 1608) ;
- revenu imposable et déduction des intérêts d'emprunt (p. 1587, 1605) ;
- taxe de publicité foncière (p. 1587) ;
- TVA sur le foncier ; TVA : taux normal de 20,6 % (p. 1587).

Logement social :

- HLM : parc, loyers, plafonds de ressources, acquisition par les locataires (p. 1608) ;
- logement des plus démunis (p. 1588, 1607).

Urbanisme : offre foncière (p. 1608).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Logement. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [6 novembre 1995] :

Aides :

- prêt à taux zéro (p. 3117, 3120) ;
- prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (p. 3118, 3119) ;
- un pour cent logement (p. 3117, 3118).

Logement privé : parc ; propriétaires-bailleurs : fiscalité ; droits de mutation (p. 3117, 3120).

Logement social :

- HLM (p. 3117, 3119, 3120) ;
- logement des plus démunis ; sans domicile fixe (p. 3117, 3121).

Ministère : crédits (p. 3118).

Organismes et structures :

- Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (p. 3118 à 3120) ;
- Agence nationale pour l'information sur le logement et agences départementales d'information sur le logement (p. 3119).

Réponses aux questions :

Aides :

- aide personnalisée au logement (MM. Claude Barate, Bernard Schreiner, Jacques Guyard, Georges Mesmin) (p. 3122, 3123, 3129) ;
- prêt à taux zéro (M. Gérard Cornu) (p. 3123) ;
- prêts PAP ou prêts d'accession à la propriété (M. Jean-Pierre Brard) (p. 3127) ;
- prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (MM. Christian Martin, Jean Royer, Alfred Muller, Jean-Pierre Foucher, Jean-Jacques Weber) (p. 3124, 3126, 3130, 3131) ;
- prime à l'amélioration de l'habitat (MM. Jacques Guyard, Jean-Pierre Abelin, Jean Urbaniak, Jean-Jacques Weber) (p. 3123, 3125, 3127, 3137) ;
- un pour cent logement : (M. Daniel Soulage) (p. 3136).

Impôts et taxes : taxe additionnelle au droit de bail : collecte et affectation (M. Jean Briane) (p. 3124).

Logement privé : rentabilité et fiscalité (M. Jean-Paul Virapoullé) (p. 3126).

Logement social : HLM (MM. Claude Barate, Jean-Claude Mignon, Patrick Braouezec, Daniel Soulage, Jean-Jacques Weber) (p. 3121, 3122, 3128, 3130, 3131).

Lois : loi Royer du 27 décembre 1973 et protection des acquérants (M. Jean-François Chossy) (p. 3136).

Organismes et structures :

- Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (M. Jacques Guyard) (p. 3123, 3124) ;
- Fonds de solidarité logement (MM. Bernard Schreiner, Jean-Claude Mignon) (p. 3122).

Vote des crédits :

Etat C, titre V :

- favorable à l'amendement n° 229 de M. Claude Girard (réduction des crédits de paiement) (p. 3137).

Etat C, titre VI :

- favorable à l'amendement n° 230 de M. Claude Girard (réduction des crédits de paiement) (p. 3138).

- **Projet de loi relatif au supplément de loyer de solidarité (n° 2319).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [14 décembre 1995] :

Son intervention (p. 5179).

Son intervention sur la question préalable opposée par : Fabius (Laurent) (p. 5187).

Sa réponse (p. 5231).

Principaux thèmes développés :

Aides : prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif ou à occupation sociale (p. 5232).

Logement social :

- HLM : loyer et surloyer (p. 5179, 5180, 5187, 5231 à 5233) ;
- logement intermédiaire (p. 5233) ;
- logement des plus démunis : logement d'urgence (p. 5180, 5232).

Lois de finances : loi de finances pour 1996 : crédits du logement (p. 5232).

Discussion des articles [14 et 20 décembre 1995] :

Article 1^{er} (conditions d'attribution des logements et plafonds de ressources. - Supplément de loyer de solidarité) :

- défavorable à l'amendement n° 58 de M. Jacques Guyard (de suppression) (p. 5235) ;
- défavorable à l'amendement n° 59 de M. Jacques Guyard (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation : mobilité à l'intérieur du parc HLM) (p. 5235).

Article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation :

- favorable à l'amendement n° 4 de la commission (modalités de calcul du supplément de loyer de solidarité, dérogations pour les quartiers situés en zones urbaines sensibles) (p. 5236) ;
- favorable au sous-amendement n° 89 de M. Claude Girard (de précision) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 5236) ;
- favorable au sous-amendement n° 90 de M. Claude Girard (de précision) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 5236) ;
- défavorable au sous-amendement n° 93 de M. Jacques Guyard (prise en compte des baisses de ressources) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 5236) ;
- défavorable au sous-amendement n° 94 de M. Jacques Guyard (non-application aux zones prioritaires d'aménagement du territoire) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 5236) ;
- soutient le sous-amendement n° 91 du Gouvernement (de suppression partielle) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 5237) : rejeté (p. 5239) ;
- défavorable au sous-amendement n° 96 de M. Jacques Guyard (critères annuels de révision des plafonds de ressources) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 5239).

Article L. 441-4 du code de la construction et de l'habitation :

- défavorable à l'amendement n° 87 de Mme Janine Jambu (critère de réactualisation des plafonds de ressources pour l'attribution des logements) (p. 5369) ;
- défavorable à l'amendement n° 27 de Mme Janine Jambu (prise en compte du nombre de personnes vivant au foyer et de l'âge des locataires) (p. 5369) ;
- favorable à l'amendement n° 5 de la commission (conditions de plafonnement du supplément de loyer) (p. 5370).

Article L. 441-5 du code de la construction et de l'habitation :

- défavorable à l'amendement n° 38 de Mme Janine Jambu (prise en compte du montant au mètre carré du loyer) (p. 5370) ;
- favorable à l'amendement n° 15 de M. Joseph Klifa (prise en compte du nombre et de l'âge des personnes vivant au foyer) (p. 5370) ;
- défavorable à l'amendement n° 28 de Mme Janine Jambu (impossibilité de déclenchement du surloyer si l'évolution des revenus est inférieure à 40 %) (p. 5371).

Article L. 441-6 du code de la construction et de l'habitation :

- défavorable aux amendements n°s 69 de M. Jacques Guyard et 88 de Mme Janine Jambu (prise en compte de critères qualitatifs précis) (p. 5371) ;
- favorable à l'amendement n° 6 de la commission (prise en compte de critères qualitatifs précis) (p. 5371) ;

– défavorable à l'amendement n° 70 de M. Jacques Guyard (de suppression partielle) (p. 5372).

Article L. 441-7 du code de la construction et de l'habitation :

– défavorable à l'amendement n° 84 de Mme Janine Jambu (de précision) (p. 5372) ;

– défavorable à l'amendement n° 83 de Mme Janine Jambu (de précision) (p. 5372).

Article L. 441-8 du code de la construction et de l'habitation :

– défavorable à l'amendement n° 71 de M. Jacques Guyard (de suppression) (p. 5372) ;

– défavorable à l'amendement n° 80 de M. Léonce Deprez (possibilité de prendre en compte le mètre carré de surface corrigée) (p. 5372).

Article L. 441-9 du code de la construction et de l'habitation :

– défavorable aux amendements identiques n° 72 de M. Jacques Guyard et 44 de Mme Janine Jambu (périodicité des enquêtes) (p. 5373) ;

– favorable à l'amendement n° 16 de M. François-Michel Gonnnot (prise en compte des ressources de l'ensemble des personnes vivant au foyer) (p. 5373) ;

– favorable à l'amendement n° 81 rectifié de M. Léonce Deprez (exclusion des locataires bénéficiant de l'aide personnalisée au logement) (p. 5374) ;

– défavorable à l'amendement n° 30 de Mme Janine Jambu (validation de la demande de renseignements par la Commission nationale de l'informatique et des libertés) (p. 5374) ;

– défavorable à l'amendement n° 19 de Mme Janine Jambu (plafonnement de l'indemnité pour non transmission des éléments d'évaluation du surloyer) (p. 5374).

Article L. 441-10 du code de la construction et de l'habitation :

– défavorable à l'amendement n° 20 de Mme Janine Jambu (de coordination) (p. 5375) ;

– favorable à l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 5375) ;

– favorable à l'amendement n° 8 de la commission (rapport au Parlement sur l'application du supplément de loyer de solidarité) (p. 5375).

Article L. 441-11 du code de la construction et de l'habitation :

– défavorable à l'amendement n° 73 de M. Jacques Guyard (de suppression) (p. 5375) ;

– défavorable à l'amendement n° 21 corrigé de Mme Janine Jambu (de coordination) (p. 5375) ;

– favorable à l'amendement n° 102 de M. Christian Daniel (non-application des sanctions lorsque les diligences de recouvrement relèvent de la responsabilité d'un comptable public) (p. 5375, 5376) ;

– défavorable à l'amendement n° 49 de Mme Janine Jambu (affectation de la pénalité à l'entretien et à la réhabilitation des logements sociaux) (p. 5376).

Article L. 441-12 du code de la construction et de l'habitation :

– soutient l'amendement n° 17 du Gouvernement (application du surloyer, nonobstant toute convention contraire) : adopté (p. 5376).

Article L. 441-13 du code de la construction et de l'habitation :

– soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (champ d'application du surloyer) : adopté (p. 5376).

Article L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation :

– soutient l'amendement n° 2 troisième rectification du Gouvernement (non-application du surloyer aux logements intermédiaires) (p. 5376) : adopté après modifications (p. 5377) ;

– favorable au sous-amendement n° 92 de M. Lionel Assouad (non-application du surloyer aux logements privés ayant bénéficié d'une subvention de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) à l'amendement n° 2 troisième rectification du Gouvernement (p. 5377).

Après l'article L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation :

– défavorable à l'amendement n° 74 de M. Jacques Guyard (affectation du surloyer) (p. 5377).

Après l'article 1^{er} :

– favorable à l'amendement n° 52 rectifié de M. René Beaumont (prise en compte des renseignements obtenus au cours du deuxième semestre 1995 pour le calcul du surloyer) (p. 5378) ;

– soutient le sous-amendement n° 104 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 52 rectifié de M. René Beaumont : adopté (p. 5378) ;

– défavorable à l'amendement n° 86 de Mme Janine Jambu (souci de faciliter les mutations à l'intérieur d'un même parc HLM) (p. 5378) ;

– favorable à l'amendement n° 9 de la commission (non-opposabilité des plafonds de ressources lorsque le locataire demande à occuper un logement plus petit) (p. 5378) ;

– défavorable à l'amendement n° 53 de M. René Beaumont (non-application des surloyers dans les grands ensembles et les quartiers difficiles) (p. 5379) ;

– défavorable à l'amendement n° 43 de Mme Janine Jambu (blocage des loyers sur l'ensemble du territoire à ce qu'ils étaient en 1995 en Ile-de-France) (p. 5379) ;

– défavorable à l'amendement n° 26 de Mme Janine Jambu (affectation du surloyer) (p. 5379) ;

– défavorable à l'amendement n° 48 de Mme Janine Jambu (taux de TVA applicable à la construction de logements sociaux) (p. 5379).

Article 2 (plafonds de ressources applicables aux ILM 28) :

– défavorable aux amendements identiques n° 55 de M. Georges Sarre et 75 de M. Jacques Guyard (de suppression) (p. 5380).

Après l'article 2 :

– favorable à l'amendement n° 103 de M. Raoul Bétéille (imputation des surloyers sur le prix de vente en cas d'acquisition du logement HLM par son occupant) (p. 5380) ;

– favorable à l'amendement n° 10 de la commission (extension du supplément de loyer de solidarité au patrimoine des SEM dans les départements d'outre-mer) (p. 5381) ;

– défavorable à l'amendement n° 42 de Mme Janine Jambu (interdiction des expulsions, des saisies, des coupures d'eau, de gaz et d'électricité à l'encontre des personnes de bonne foi) (p. 5381).

Article 3 (validation des suppléments de loyer de la Régie immobilière de la ville de Paris) :

– défavorable aux amendements identiques n° 56 de M. Georges Sarre et 76 de M. Jacques Guyard (de suppression) (p. 5382).

Article 5 (validation de certains barèmes de supplément de loyer) :

– défavorable aux amendements identiques n° 57 de M. Georges Sarre et 77 de M. Jacques Guyard (de suppression) (p. 5383).

Article 6 (entrée en vigueur de la loi) :

– soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 5384) ;

– favorable à l'amendement n° 11 de la commission (entrée en vigueur de la loi) (p. 5384) ;

– favorable à l'amendement n° 12 de la commission (de précision) (p. 5384) ;

– favorable à l'amendement n° 13 de la commission (de précision) (p. 5384) ;

- défavorable à l'amendement n° 85 de Mme Janine Jambu (revalorisation des plafonds de ressources servant à l'attribution des logements HLM) (p. 5384).

Après l'article 6 :

- défavorable à l'amendement n° 78 de M. Jacques Guyard (revalorisation des plafonds de ressources avant l'entrée en vigueur de la présente loi) (p. 5385).

Seconde délibération de l'article 1^{er}.

Article 1^{er} (supplément de loyer de solidarité) :

Article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation :

- soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (liberté accordée aux organismes d'HLM de fixer un surloyer égal à zéro dans certains quartiers difficiles à condition de respecter une moyenne) : adopté (p. 5389).

Son intervention à l'issue du vote (p. 5391).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [7 février 1996] :

Son intervention (p. 700) et sa réponse (p. 706).

Principaux thèmes développés :

Aides :

- aide à l'accès à la propriété (p. 700) ;
- prêts locatifs aidés (p. 706).

Logement social : HLM : loyer et surloyer (p. 700, 706).

Ville : zones urbaines sensibles : liste et remise à jour (p. 700).

Discussion des articles [7 février 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- défavorable à l'amendement n° 5 de M. Jean Glavany (abrogation de l'article 14 de la loi de finances pour 1996) (p. 707).

Article 1^{er} (supplément de loyer de solidarité) :

- défavorable à l'amendement n° 6 de M. Jean Glavany (de suppression) (p. 709).

Article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation :

- défavorable à l'amendement n° 7 de M. Jean Glavany (dérogation aux plafonds de ressources pour l'attribution des logements dans les quartiers dégradés) (p. 709) ;
- défavorable à l'amendement n° 8 de M. Jean Glavany (non-application aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans) (p. 710) ;
- défavorable à l'amendement n° 10 de M. Jean Glavany (dérogations préfectorales pour la non-application du surloyer) (p. 711) ;
- défavorable à l'amendement n° 11 de M. Jean Glavany (non-application dans les agglomérations où les logements sociaux représentent plus de 30 % des résidences principales) (p. 711) ;
- défavorable à l'amendement n° 9 de M. Jean Glavany (critères de la révision annuelle des plafonds de ressources) (p. 712).

Article L. 441-9 du code de la construction et de l'habitation :

- défavorable à l'amendement n° 12 de M. Jean Glavany (fréquence de la communication des avis d'imposition nécessaires à l'établissement du supplément de loyer de solidarité) (p. 713) ;
- défavorable à l'amendement n° 13 de M. Jean Glavany (suppression du texte proposé pour l'article L. 441-11 du code de la construction et de l'habitation) (p. 713).

Article L. 441-15 du code de la construction et de l'habitation :

- défavorable à l'amendement n° 14 de M. Jean Glavany (affectation du supplément de loyer de solidarité) (p. 713).

Article 1^{er} bis A (prise en compte de l'évolution de la situation dans les grands ensembles et les quartiers d'habitat dégradé) :

- favorable à l'amendement n° 1 de la commission (de suppression) (p. 713).

Article 1^{er} quater (rapport sur l'occupation des logements HLM et son évolution) :

- défavorable à l'amendement n° 15 de M. Jean Glavany (suppression de la pénalité pour non-réponse) (p. 714).

Article 2 bis (imputation des montants de surloyer sur le prix d'achat d'un logement HLM) :

- favorable aux amendements n° 2 de la commission et 3 de M. Raoul Béteille (rétablissement de l'article) (p. 714).

Après l'article 6 :

- défavorable à l'amendement n° 16 de M. Jean Glavany (réévaluation des plafonds de ressources pour l'attribution des logements HLM avant l'entrée en vigueur de la présente loi) (p. 715).

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [22 février 1996] :

Son intervention (p. 1102).

Principaux thèmes développés :

Entreprises : implantation dans les zones urbaines sensibles (p. 1102).

Logement social : surloyer : quartiers et zones rurales de non-application ; avis du Conseil national des villes ; imputation sur le prix d'achat de l'appartement (p. 1102).

- Proposition de loi améliorant la protection des acquéreurs de logements anciens (n° 2432).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [18 avril 1996] :

Son intervention (p. 2413) et sa réponse (p. 2416).

Principaux thèmes développés :

Copropriété : application aux lots (p. 2413).

Gouvernement : décret d'application (p. 2416).

Justice : action en nullité (p. 2413).

Logement et habitat : mention de la surface habitable (p. 2413).

Discussion des articles [18 avril 1996] :

Article 1^{er} (mention obligatoire de la surface du logement en vente - action en nullité) :

- défavorable à l'amendement n° 1 de M. Georges Sarre (extension des dispositions nouvelles aux maisons individuelles en construction) (p. 2417).

PERRUT (Francisque)

Député du Rhône

(9^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Membre de la commission d'enquête sur les sectes [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à constituer une commission d'enquête chargée d'apprécier la validité juridique des modalités de calcul des pensions de retraite applicables en matière de coordination entre régimes au regard du respect des droits des assurés sociaux (n° 2129) [3 octobre 1995].

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 14 octobre 1995] (p. 15023).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Education nationale, enseignement supérieur et recherche : enseignement scolaire) [11 juin 1996].

DEPOTS

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de l'article 195-1 du CGI pour le calcul de l'impôt sur le revenu, aux contribuables qui, après la disparition de leurs parents, se sont vu confier la garde de leurs frères et sœurs (n° 2032) [16 mai 1995].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 2129) de M. Denis Jacquat tendant à constituer une commission d'enquête chargée d'apprécier la validité juridique des modalités de calcul des pensions de retraite applicables en matière de coordination entre régimes au regard du respect des droits des assurés sociaux (n° 2295) [18 octobre 1995].

Proposition de loi rendant obligatoire un enseignement général relatif à l'éducation sanitaire et l'hygiène (n° 2772) [14 mai 1996].

Proposition de loi relative au statut des structures pédagogiques situées dans les établissements de soins (n° 2962) [10 juillet 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Sécurité dans les aéroports** : catastrophe de Dusseldorf ; risques encourus dans les aéroports français [16 avril 1996] (p. 2224).

orales sans débat :

- n° 681, posée le 3 octobre 1995 : **conséquences de la loi Evin** (p. 1612). Appelée le 12 octobre 1995 : application : associations et clubs sportifs : financement [13 octobre 1995] (p. 1819, 1830).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi** (n° 2173).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juillet 1995] :

Chômage :

- de longue durée (p. 1410) ;
- des femmes (p. 1408).

Collectivités locales : contrat initiative-emploi (p. 1408).

Emplois de proximité : création (p. 1408).

Entreprises : charges sociales (p. 1408).

Formation professionnelle : apprentissage : contrat de qualification (p. 1409).

Lois : législation sociale : simplification (p. 1408).

Politique de l'emploi : croissance (p. 1408).

Projet de loi : date d'entrée en vigueur (p. 1408).

Travail :

- SMIC (p. 1409) ;
- temps de travail : aménagement (p. 1408).

Discussion des articles [27 juillet 1995] :

Article 1^{er} (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi) :

- ses observations (p. 1441).

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale** (n° 2174).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173) [27 juillet 1995].

Discussion des articles [28 juillet 1995] :

Article 1^{er} (réduction des cotisations sociales patronales sur les bas salaires) :

- son amendement n° 56 soutenu par M. Hervé Novelli (avancement de la date d'entrée en application du projet de loi au 1^{er} juillet 1995) : rejeté (p. 1516).

- **Projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité entre les générations. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1995] :

Démographie :

- comportements matrimoniaux (p. 2607) ;
- natalité : taux de fécondité (p. 2607).

Famille :

- allocation de garde d'enfant et aide à l'emploi d'assistante maternelle agréée (p. 2607) ;
- allocation de rentrée scolaire (p. 2607) ;
- allocation parentale d'allocation (p. 2607) ;
- allocation parentale de libre choix : création (p. 2607) ;
- Institut de l'enfance et de la famille (IDEF) (p. 2607) ;
- maintien des aides aux parents de jeunes adultes (p. 2607) ;
- politique familiale : ressources : relance (p. 2607, 2608).

Handicapés :

- allocation pour adultes handicapés : allocation compensatrice (p. 2608) ;
- autisme (p. 2608) ;
- centres d'aide par le travail (CAT) (p. 2608) ;
- intégration : rôle des pouvoirs publics (p. 2608).

Personnes âgées :

- hospices : humanisation (p. 2608) ;
- prestation autonomie : gestion et financement (p. 2608) ;
- prestation autonomie : travaux préparatoires : calendrier d'application (p. 2606).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration** (n° 2352).

Principaux thèmes développés [14 novembre 1995] :

Hôpitaux et cliniques : secteur public : budget global et taux directeur : réforme : programmes de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) : contrats d'objectif (p. 3633).

Pharmacie : industrie pharmaceutique : prix des médicaments : contrat avec les caisses ; médicaments génériques : brevets (p. 3633).

Santé publique :

- codage des actes et dossier médical : références médicales (p. 3633) ;
- médecine de confort : prestations sans nécessité médicale : gaspillages (p. 3633) ;
- déficit et dette : gestion paritaire des caisses : élections ; contrat d'objectifs : subsidiarité : déconcentration et régionalisation (p. 3632).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 2548).

Première lecture :

Discussion des articles [6 mars 1996] :

Article 13 (*déblocage anticipé d'une partie des fonds déposés sur certains plans d'épargne-logement*) :

– *ses observations* (p. 1262).

PETIT (Pierre)

Député de la Martinique

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre du conseil d'administration de la société de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer [J.O. du 10 mai 1996] (p. 7053).

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle fixant à six ans la durée du mandat du Président de la République (n° 2021) [26 avril 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Volet agricole du Poseidom** : aides nationales et communautaires : renforcement ; avenir [4 octobre 1995] (p. 1655).

– **Université Antilles-Guyane** : fonctionnement ; financement [30 avril 1996] (p. 2689).

– **Bananes des Antilles** : effets de l'organisation commune de marché [5 juin 1996] (p. 3850).

INTERVENTIONS

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Pierre-André Périssol, ministre du logement sur la réforme de l'accession à la propriété et débat sur cette déclaration** (n° 2264).

Principaux thèmes développés [3 octobre 1995] (p. 1603, 1604) :

Bâtiment et travaux publics : crise et relance.

DOM-TOM.

– **Projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Outre-mer. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [28 octobre 1995] :

Administration : agences d'insertion (p. 2718).

Agriculture (p. 2718).

Egalité sociale (p. 2719).

Emploi (p. 2718, 2719).

Fonds pour l'emploi (FEDOM) (p. 2718).

Impôts et taxes : investissements : défiscalisation (p. 2719).

La Réunion (p. 2718).

Logement et habitat (p. 2718, 2719).

Lois : loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (loi Perben) (p. 2719).

Martinique (p. 2718).

Ministère de l'outre-mer :

- compétences et coordination interministérielle (p. 2718) ;
- crédits (p. 2718).

RMI (p. 2718).

Vote des crédits :

Etat B, titre IV :

- *favorable* à l'amendement n° 100 de la commission (réduction des crédits de l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer) (p. 2739).

– **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer** (n° 2444).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 mars 1996] (p. 1599) :

Communes : missions d'aménagement.

Propriété : occupants des zones urbaines : accès à la propriété.

Tourisme et loisirs.

Discussion des articles [13 mars 1996] :

Article 1* (*dispositions relatives aux dépendances du domaine public maritime situées dans la zone des cinquante pas géométriques dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique*) :

Article L. 89-4 du code du domaine de l'Etat : cession à titre onéreux des terrains affectés à un usage d'habitation :

- *son* amendement n° 1 (prise en compte des investissements réalisés par les occupants) (p. 1611) : retiré (p. 1612).

Article L. 89-5 du code du domaine de l'Etat : gestion des espaces naturels :

- *son* amendement n° 3 (cas des habitations situées dans les zones naturelles) : retiré (p. 1613).

Article 5 (*organisation des agences*) :

- *son* amendement n° 2 (administration et composition des agences) : retiré (p. 1619).

PEYREFITTE (Alain)

Député de la Seine-et-Marne

(4^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Elu sénateur le 24 septembre 1995, cesse d'appartenir à l'Assemblée nationale le 2 octobre 1995 [J.O. du 3 octobre 1995] (p. 14445).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

PHILIBERT (Jean-Pierre)

Député de la Loire

(1^{re} circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 décembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant diverses dispositions relatives aux territoires d'outre-mer (n° 1683) [J.O. du 14 janvier 1995] (p. 737).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (n° 1682) [J.O. du 14 janvier 1995] (p. 738).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre titulaire de la commission des immunités [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur du projet de loi abaissant l'âge d'éligibilité à certains mandats locaux et relatif à l'association des jeunes à la vie de la commune (n° 1942) [4 avril 1995].

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 14 octobre 1995] (p. 15023).

Membre de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France [J.O. du 18 octobre 1995] (p. 15198).

Président de cette commission [J.O. du 25 octobre 1995] (p. 15604).

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Rapporteur pour avis du projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591) [6 mars 1996].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française [J.O. du 7 mars 1996] (p. 3582).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le statut de la Polynésie française [J.O. du 7 mars 1996] (p. 3582).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delalande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire [J.O. du 24 mai 1996] (p. 7779).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales [J.O. du 18 juin 1996] (p. 9094).

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2591) sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence. (n° 2652) [19 mars 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Disparus de Casamance** : Sénégal : Français disparus : recherche [21 juin 1995] (p. 576, 577).

– **Fourniture de pistolets aux forces de police** : GIAT-Industries et Beretta : concurrence [13 décembre 1995] (p. 5095).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés (n° 1659).**

Première lecture :

Discussion des articles [10 janvier 1995] :

Article 10 supprimé par le Sénat (*garanties de paiement des marchés privés de travaux de bâtiment des particuliers*) :

– favorable à l'amendement n° 20 corrigé du Gouvernement (rétablissement de l'article) (p. 27, 28).

Article 11 (*interdiction de pratiques liées à des ventes dites pyramidales*) :

– ses observations sur l'amendement n° 5 de la commission (interdiction du versement d'un droit d'entrée ou d'une somme destinée à l'acquisition de matériels par un nouvel adhérent lorsque ce versement conduit au paiement ou à l'attribution d'un avantage à d'autres adhérents) (p. 34) ;

– son sous-amendement n° 49 (interdiction d'une rémunération dès lors que le membre du réseau n'aura pas suivi une formation) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 36) : rejeté (p. 38).

Après l'article 12 :

– ses observations sur l'amendement n° 47 du Gouvernement (compétence exclusive de l'assemblée générale extraordinaire pour décider, sur le rapport du conseil d'administration ou du directoire, d'une augmentation de capital) (p. 42).

– **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).**

Première lecture :

Discussion des articles [28 juin 1995] :

Article 26 (*infractions exclues de l'amnistie*) :

– son amendement n° 105 précédemment réservé (extension de l'amnistie au défaut de facturation des remises accordées par les producteurs) (p. 724) : rejeté (p. 725).

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Justice. – *Questions* [24 octobre 1995] :

Tribunaux : Saint-Etienne (p. 2403).

Fonction publique. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis suppléant de la commission des lois [26 octobre 1995] :

Administration :

- délocalisation (p. 2546) ;
- modernisation et accueil du public (p. 2546).

Fonctionnaires et agents publics :

- affectations (p. 2546) ;
- auxiliaires et contractuels (p. 2545) ;
- concours (p. 2545) ;
- Ecole nationale d'administration (p. 2546) ;
- effectifs (p. 2545) ;
- ministère de la fonction publique (p. 2545) ;
- pantouflage et tour extérieur (p. 2545) ;
- rémunérations (p. 2545) ;
- travail à temps partiel (p. 2545).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 2546).

- Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).

Rapporteur pour avis de la commission des lois.

Première lecture :

Avant la discussion des articles [20 et 21 mars 1996] :

Principaux thèmes développés (p. 1918, 1920) :

Administration : Conseil de la concurrence.

Commerce et artisanat :

- grandes surfaces : généralités ;
- référencement ;
- refus de vente ;
- revente à perte ;
- sociétés-écrans et délocalisation de la facturation.

Politique économique : contrôle ou liberté des prix : ordonnance du 1^{er} décembre 1986.

Discussion des articles [21 et 28 mars 1996] :

Article 1^{er} (art. 31 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : mention des rabais, remises et ristournes acquis sur les factures) :

- soutient l'amendement n° 147 de la commission des lois (référence à des « réductions de prix » et appréciation des réductions à la date de délivrance des factures) (p. 1945) : retiré (p. 1946) ;
- ses observations sur l'amendement n° 102 du Gouvernement (exclusion lors du calcul du seuil de revente à perte des remises obtenues en contrepartie d'un service et des remises conditionnelles) (p. 1947) ;
- soutient l'amendement n° 148 de la commission des lois (prise en compte de la date de réalisation du règlement) (p. 1948) : adopté (p. 1949) ;
- son amendement n° 166 (dépenalisation des règles de facturation et de revente à perte) (p. 1949) : retiré ; repris par M. Pierre Mazeaud (p. 1955) : rejeté (p. 1957) ;
- son amendement n° 167 (dépenalisation des règles de facturation) : devenu sans objet (p. 1957).

Article 2 (art. 32 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : revente à perte) :

- soutient l'amendement n° 150 de la commission des lois (interdiction de revendre un produit à un prix inférieur à son coût d'achat effectif) (p. 1958) : rejeté (p. 1963) ;
- son amendement n° 168 corrigé (de suppression partielle) : retiré (p. 1965) ;
- favorable à l'amendement n° 21 rectifié de la commission (suppression du droit d'alignement) (p. 1966) ;
- son amendement n° 169 corrigé (dépenalisation de la revente à perte) : retiré (p. 1967).

Avant l'article 1^{er} :

- ses observations sur l'amendement n° 178 précédemment réservé du Gouvernement (prohibition des offres de prix de vente abusivement bas et saisine de la commission permanente) (p. 1974).

Après l'article 3 :

- soutient le sous-amendement n° 152 rectifié de la commission des lois (non fixation du barème des escomptes) à l'amendement 36, deuxième rectification de la commission (point de départ du délai de paiement et barème des escomptes) (p. 2173) : rejeté (p. 2174).

Article 4 (art. 36 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : refus de vente ou de prestation de services, vente ou prestation liée, conditions abusives de référencement, menace de rupture brutale des relations commerciales et rupture brutale des relations commerciales) :

- soutient l'amendement n° 153 corrigé de la commission des lois (libéralisation du refus de vente) (p. 2179) : devenu sans objet (p. 2180) ;

- ses observations sur l'amendement n° 29 corrigé et rectifié de la commission (nécessité d'un accord écrit) (p. 2181) ;

- son amendement n° 154 : devenu sans objet (p. 2181) ;

- défavorable à l'amendement n° 31 de la commission (limitation des avantages accordés par le fournisseur à son client) (p. 2182) ;

- soutient l'amendement n° 155 de la commission des lois (respect des dispositions contractuelles et de la liberté des parties de convenir d'un préavis) (p. 2186) : rejeté (p. 2187) ;

- soutient l'amendement n° 156 de la commission des lois (personnes habilitées à introduire l'action) : adopté (p. 2188).

Avant l'article 1^{er} :

- ses observations sur l'amendement n° 105 précédemment réservé de M. Raoul Béteille (art. 2 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : composition du Conseil de la concurrence) (p. 2190) ;

- soutient l'amendement n° 142 précédemment réservé de la commission des lois (art. 2 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : composition du Conseil de la concurrence) (p. 2189) : adopté (p. 2191) ;

- soutient l'amendement n° 143 précédemment réservé de la commission des lois (de conséquence) : adopté (p. 2191) ;

- ses observations sur l'amendement n° 183 précédemment réservé de M. Jean-Paul Charité (art. 8 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : compétences du Conseil de la concurrence en matière d'abus de position dominante) (p. 2191) ;

- soutient l'amendement n° 144 précédemment réservé de la commission des lois (art. 8 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : interdiction d'importer des produits en provenance de pays ne respectant pas les droits de l'homme) : retiré (p. 2193) ;

- soutient l'amendement n° 158 rectifié précédemment réservé de la commission des lois (critères de l'abus de position dominante) (p. 2193) : rejeté (p. 2195) ;

- ses observations sur l'amendement n° 160 précédemment réservé de la commission (art. 10 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : entente des petits fournisseurs) (p. 2196) ;

- défavorable aux amendements n° 51 et 5 précédemment réservés de la commission des finances (politiques de qualité) (p. 2197) ;

- soutient l'amendement n° 145 précédemment réservé de la commission des lois (pouvoirs du Conseil de la concurrence) : retiré (p. 2199) ;

- soutient les amendements identiques précédemment réservés n° 146 de la commission des lois et 107 rectifié de M. Raoul Béteille (art. 22 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986) (p. 2199) : adoptés (p. 2201) ;

- favorable à l'amendement n° 97 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (publicité, périodicité et durée des promotions) (p. 2203).

Article 5 (art. 37 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : ventes sauvages) :

- soutient l'amendement n° 157 de la commission des lois (statut des associations retirant plus de 50 % de leurs ressources d'activités commerciales) : retiré (p. 2204).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 mai 1996] :

Commerce et artisanat :

- facturation : pénalisation (p. 3537) ;
- refus de vente (p. 3537).

Discussion des articles [29 mai 1996] :

Article 1^{er} C supprimé par le Sénat (*art. 10 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : décrets d'exemption de l'article 10*) :

- défavorable à l'amendement n° 16 rectifié de la commission (accords sous une même marque ou enseigne) (p. 3555).

Article 1^{er} DA (*art. 10 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : autorisation d'exemption pour certains accords*) :

- soutient l'amendement n° 8 de la commission des lois (de suppression) : adopté (p. 3557).

Après l'article 1^{er} E A :

- soutient l'amendement n° 9 de la commission des lois (information des intéressés avec communication des pièces à charges émises par le Conseil de la concurrence) (p. 3564) : adopté après modifications (p. 3566) ;
- défavorable au sous-amendement n° 76 du Gouvernement (griefs du rapporteur) à l'amendement n° 9 de la commission des lois (p. 3564) ;
- son amendement n° 78 (griefs du rapporteur) : adopté (p. 3566).

Article 1^{er} F (*art. 28 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : publicité, périodicité, durée des promotions concernant des produits alimentaires périssables*) :

- défavorable à l'amendement n° 61 corrigé de M. Xavier de Roux (sanctions d'ordre pécuniaire) (p. 3567).

Article 1^{er} (*art. 31 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : mention des rabais, remises ou ristournes acquis sur les factures*) :

- soutient l'amendement n° 10 de la commission des lois (date de paiement) : adopté (p. 3570).

Article 2 (*art. 32 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : revente à perte*) :

- favorable aux amendements identiques n° 25 de la commission, 4 deuxième correction de M. Gérard Menuel, 7 rectifié de M. René Beaumont, 39 corrigé de M. Marc Le Fur, 43 corrigé de M. Germain Gengenwin, 46 de M. François Sauvadet et 50 de la commission des finances (suppression du droit d'alignement) (p. 3573).

Article 4 (*art. 36 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : refus de vente ou de prestation de services, conditions restrictives de référencement et de rupture de relations commerciales*) :

- soutient l'amendement n° 11 de la commission des lois (suppression du refus de vente) (p. 3594) : adopté (p. 3597) ;
- soutient l'amendement n° 12 de la commission des lois (conditions de référencement abusives) : retiré (p. 3597).

Article 5 (*art. 37 et 37-1 nouveau de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : ventes sauvages*) :

- soutient l'amendement n° 13 de la commission des lois (suppression de l'obligation de déposer un rapport au Parlement avant le 1^{er} janvier 1997 sur les activités des associations dans le domaine concurrentiel) (p. 3599) : rejeté (p. 3600).

Article 7 supprimé par le Sénat (*art. 228 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 : contrôle des commissaires aux comptes*) :

- défavorable à l'amendement n° 55 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 3602).

Article 10 (*art. 121 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 : opposabilité de la clause de réserve de propriété en cas de redressement ou de liquidation judiciaires*) :

- soutient l'amendement n° 14 de la commission des lois (de suppression) (p. 3603) : adopté (p. 3604).

Article 11 (*art. 153-4 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 : coordination*) :

- soutient l'amendement n° 15 de la commission des lois (de précision) : adopté (p. 3605).

- **Proposition de loi tendant à préciser la portée de l'interdiction faite à un candidat d'être membre de sa propre association de financement électorale (n° 2564).**

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 mars 1996] (p. 2167) :

Juridictions administratives : automaticité de la sanction.

Vote pour du groupe UDF (p. 2166).

- **Proposition de loi relative à l'adoption (n° 2251).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [30 mai 1996] :

Après l'article 27 bis :

- soutient l'amendement n° 58 de M. Charles Ehrmann (information de l'autre parent de la reconnaissance d'un enfant naturel) (p. 3654) : retiré (p. 3658) ;

- soutient l'amendement n° 2 rectifié de M. Charles Ehrmann (information de l'autre parent de la reconnaissance d'un enfant naturel) (p. 3654) : adopté après modifications (p. 3659) ;

- favorable au sous-amendement n° 62 du Gouvernement (suppression d'une disposition inapplicable en cas de reconnaissance prénatale) à l'amendement n° 2 rectifié de M. Charles Ehrmann (p. 3657) ;

- défavorable au sous-amendement n° 63 du Gouvernement (limitation de la procédure d'information aux cas de reconnaissance postnatale) à l'amendement n° 2 rectifié de M. Charles Ehrmann (p. 3657).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 juin 1996] (p. 3391) :

Armements classiques : fusils Famas.

Industries d'armement : Groupement industriel des armements terrestres.

PICOLLET (Auguste)

Député de la Savoie

(2^e circonscription)

non inscrit puis RPR

Devenu député le 17 août 1995 en remplacement de M. Hervé Gaymard, nommé membre du Gouvernement [J.O. du 18 août 1995] (p. 12392).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 septembre 1995] (p. 13542).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 17 octobre 1995] (p. 15111).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Stations de sports d'hiver** : concurrence déloyale des tour-opérateurs étrangers [12 mars 1996] (p. 1505).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux transports (n° 2301).**

Première lecture :

Discussion des articles [29 novembre 1995] :

Article 26 (adaptations du code de la route) :

- *défavorable* à l'amendement n° 28 rectifié de la commission (taux d'alcoolémie nul pour les chauffeurs de car transportant des passagers de moins de seize ans) (p. 4248).

PICOTIN (Daniel)

Député de la Gironde

(11^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre titulaire de la commission des immunités [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Vice-président de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [J.O. du 30 juin 1995] (p. 9828).

Membre de la commission d'enquête sur les sectes [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 14 octobre 1995] (p. 15023).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à faciliter la transformation des districts urbains en communautés urbaines (n° 2326) [22 novembre 1995].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 955 du Conseil de sécurité des Nations Unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis en 1994 sur le territoire du Rwanda et, s'agissant des citoyens rwandais, sur le territoire d'Etats voisins [17 avril 1996].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des immunités sur la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Philippe de Canson, député (n° 2074) (n° 2087) [21 juin 1995].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 2326) de M. André Rossinot, tendant à faciliter la transformation des districts urbains en communautés urbaines (n° 2419) [6 décembre 1995].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2754), portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 955 du Conseil de sécurité des Nations Unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis en 1994 sur le territoire du Rwanda et, s'agissant des citoyens rwandais, sur le territoire d'Etats voisins (n° 2761) [9 mai 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Accords de paix en ex-Yougoslavie :** contribution de la France [5 décembre 1995] (p. 4555, 4556).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 juillet 1995] (p. 889) :

Conseil constitutionnel.

Elections et référendums : référendums.

Parlement :

- commissions permanentes ;
- inviolabilité ;
- séances publiques ;
- sessions.

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Article 2 (session ordinaire unique du Parlement : art. 28 de la Constitution) :

- son amendement n° 119 (avis conforme du président de l'assemblée intéressée sur la demande de séance supplémentaire) : devenu sans objet (p. 933).

Après l'article 6 :

- son amendement n° 118 soutenu par M. Georges Colombier (discussion prioritaire des propositions de lois quatre jours de séance par mois) (p. 973) : rejeté (p. 975).

Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. - Questions [24 octobre 1995] :

Professions juridiques et judiciaires : avocats : TVA (p. 2405).

- **Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 novembre 1995] (p. 4008) :

Allocation de vétérance.

Formation.

Lois : projet de loi n° 1888 rectifié relatif aux services d'incendie et de secours.

Sapeurs-pompiers volontaires.

Service national : sapeurs-pompiers auxiliaires.

Travail : autorisations d'absence et disponibilité.

- **Projet de loi pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui institue une session parlementaire ordinaire unique (n° 2239).**

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 décembre 1995] (p. 5173) :

Justice : levée de l'immunité parlementaire.

Rapports au Parlement.

Discussion des articles [14 décembre 1995] :

Article 1^{er} bis (modalités de présentation des demandes de levée de l'immunité parlementaire) :

- son sous-amendement n° 2 rectifié (compétence du premier président de la cour d'appel) : rejeté (p. 5174).

- Proposition de loi tendant à faciliter la transformation des districts urbains en communautés urbaines (n° 2326).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 décembre 1995] (p. 5177) :

Communes :

- code des communes : extension du périmètre des districts préexistants ;
- délégués des communes : délai de désignation ;
- établissements publics de coopération ;
- intercommunalité.

Impôts locaux : communautés urbaines : fiscalité propre.

Lois :

- loi n° 66-1069 du 31 décembre 1966 relative aux communautés urbaines ;
- loi n° 77-825 du 22 juillet 1977 complétant les dispositions du code des communes relatives à la coopération intercommunale ;
- loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale ;
- loi n° 92-125 du 6 février 1992 d'orientation relative à l'administration territoriale de la République ;
- loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement du territoire.

- Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les agissements liberticides de certaines associations dites sectes (n° 1768).

Débat sur le rapport de la commission d'enquête [8 février 1996] :

Principaux thèmes développés (p. 783, 784) :

Associations : défense des familles et des victimes : utilité publique.

Gouvernement :

- pouvoirs publics : action répressive ;
- Premier ministre : Observatoire des sectes.

Lois : dispositif applicable aux sectes.

- Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 955 du Conseil de sécurité des Nations Unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis en 1994 sur le territoire du Rwanda et s'agissant des citoyens rwandais, sur le territoire d'Etats voisins (n° 2754).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 mai 1996] :

Juridictions :

- compétence des juridictions françaises (p. 3154) ;
- tribunal international (p. 3153).

Loi pénale : double incrimination (p. 3153).

Lois : loi n° 95-1 du 2 janvier 1995 portant application de la législation française aux dispositions de la résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations Unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie (p. 3153).

Organisation des Nations Unies (p. 3153).

Discussion des articles [15 mai 1996] :

Article 3 ter (de coordination) :

- soutient l'amendement n° 1 de la commission (compétence universelle des juridictions judiciaires) (p. 3158) : rejeté (p. 3161).

PIERNA (Louis)

Député de la Seine-Saint-Denis

(4^e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre suppléant de la commission des immunités [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 21 septembre 1995] (p. 13868).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 21 septembre 1995] (p. 13868).

DEPOTS

Proposition de loi relative aux saisies sur les prestations familiales (n° 2403) [28 novembre 1995].

Proposition de résolution présentée en application de l'article 151-1 du Règlement, sur une recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de **déficit public excessif en France**. Application de l'article 140 C, paragraphe 7, du traité instituant la Communauté européenne (n° E-648) (n° 2944) [27 juin 1996].

INTERVENTIONS

- Proposition de loi tendant à relever de 18,60 % à 20,60 % le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995 (n° 2148).

Première lecture :

Discussion de l'article unique [12 juillet 1995] :

Après l'article unique :

- son amendement n° 14 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (remboursement dans le délai d'un an des dépenses des collectivités locales ouvrant droit à compensation par le FCTVA) : rejeté (p. 1044).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juillet 1995] :

Article 8 (suppression de la remise forfaitaire sur les cotisations d'assurance vieillesse à un régime obligatoire) :

- son amendement n° 113 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 1161) : rejeté au scrutin public (p. 1162).

Après l'article 8 :

- son amendement n° 102 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (suppression de la déductibilité partielle des jetons de présence de l'assiette de l'impôt sur les sociétés) (p. 1166) : rejeté (p. 1167).

Après l'article 25 :

- son amendement n° 108 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (création d'une commission départementale d'examen des dettes fiscales des salariés, des titulaires de pensions et de retraites, des contribuables privés d'emploi) (p. 1246) : rejeté (p. 1247).

PIHOUEE (André-Maurice)*Député de la Réunion**(4^e circonscription)*

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Egalité entre départements d'outre-mer et métropole :** égalité des chances ; logement ; emploi [7 février 1996] (p. 668).

orales sans débat :

- n° 956, posée le 19 mars 1996 : **la Réunion : avenir du SMA** (p. 1797). Non appelée.

- n° 1121, posée le 3 juin 1996 : **aménagement du territoire à la Réunion** (p. 3812). Non appelée.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [28 octobre 1995] :

Administration : Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (ANT) (p. 2720).

BTP (p. 2719).

Egalité sociale (p. 2719).

Emploi (p. 2719, 2720).

Enseignement (p. 2720).

Famille : prestations familiales (p. 2719).

Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (p. 2719).

Fonds d'investissement et de développement économique et social (FIDES) (p. 2719).

La Réunion (p. 2719, 2720).

Logement et habitat (p. 2719, 2720).

Lois : loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (p. 2720).

Ministère de l'outre-mer :

- compétences et coordination interministérielle (p. 2720) ;

- crédits (p. 2719).

Risques naturels : indemnisation (p. 2720).

Tourisme et loisirs : tourisme (p. 2720).

PINTAT (Xavier)*Député de la Gironde**(5^e circonscription)*

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers [J.O. du 4 avril 1996] (p. 5236).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [J.O. du 4 avril 1996] (p. 5236).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la réduction d'impôt accordée dans le cadre de l'emploi familial à la personne rémunérant un salarié dont l'activité est exercée au domicile de ses ascendants (n° 2284) [13 octobre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Intempéries en Aquitaine :** indemnisation [20 février 1996] (p. 990).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

*Première lecture, deuxième partie :***Tourisme.** - *Questions* [6 novembre 1995] :

Impôts et taxes : TVA (p. 3090).

Tourisme : meublés : recensement et fiscalité (p. 3090).

Défense. - *Questions* [8 novembre 1995] :

Gendarmerie : effectifs en milieu rural (p. 3247).

- **Projet de loi en faveur du développement des emplois de services aux particuliers (n° 2461).**

*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [18 janvier 1996] (p. 153, 154, 155) :

Associations.

Collectivités locales.

Emploi :

- chèque emploi-service ;

- création d'emplois ;

- emplois de services ;

- services aux personnes : aides : rapport au Parlement.

Entreprises :

- comités d'entreprise : aides ;

- entreprises de services aux personnes : agrément.

Formation professionnelle : financement.

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile.

Discussion des articles [18 janvier 1996] :

Article 5 (extension du bénéfice de la réduction d'impôt aux prestations fournies par les entreprises agréées au titre de l'article L. 129-1 du code du travail) :

- soutient l'amendement n° 1 rectifié de la commission et son amendement n° 4 (extension du bénéfice de la réduction d'impôt aux personnes rémunérant un salarié dont l'activité est exercée au domicile de leurs ascendants) (p. 174) : retirés (p. 176) ;

- son amendement n° 5 (non-déductibilité des pensions alimentaires en cas d'option pour la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié dont l'activité est exercée au domicile des ascendants du contribuable) : retiré (p. 176).

Vote pour du groupe UDF (p. 155).

- Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 février 1996] (p. 927) :

Retraites complémentaires : allocation de vétérance.

Travail :

- convention avec les employeurs de sapeurs-pompiers volontaires ;
- primes d'assurance incendie : abattement.

PINTE (Etienne)

Député des Yvelines

(1^{re} circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Sous-traitants dans les marchés publics** : conditions de paiement [4 octobre 1995] (p. 1655 et 1656).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, première partie :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 octobre 1995] :

Collectivités locales : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 1931).

Contribution sociale généralisée (p. 1931).

Emploi :

- chômage (p. 1930) ;
- politique de l'emploi (p. 1931).

Finances publiques :

- crédits : réduction (p. 1930) ;
- déficits publics et sociaux (p. 1930, 1931) ;
- politique budgétaire (p. 1930).

Hôpitaux et cliniques : forfait hospitalier (p. 1930).

Impôt sur le revenu :

- abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 1931) ;
- concubinage (p. 1931).

Impôts et taxes :

- justice sociale (p. 1931) ;
- réforme fiscale (p. 1931).

Logement et habitat : étudiants : allocation de logement sociale (p. 1931).

Personnes âgées : prestation autonomie (p. 1931).

Politique économique :

- conjoncture (p. 1930) ;
- revenus du travail et du capital (p. 1931).

Politique économique et sociale : réformes (p. 1930, 1931).

Deuxième partie :

Solidarité entre les générations. - *Questions* [27 octobre 1995] :

Famille :

- allocation de garde d'enfants à domicile (AGED) : conditions d'attribution (p. 2629, 2630) ;
- allocation de rentrée scolaire : maintien de son montant actuel : financement (p. 2622, 2623).

Vote des crédits :

Etat C, titre VI :

- *défavorable* à l'amendement n° 124 de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de paiement et des autorisations de programme de 10 millions de francs) (p. 2633).

Technologies de l'information et de la poste. - *Vote des crédits* [27 octobre 1995] :

Etat C, titre VI :

- *ses observations* sur l'amendement n° 129 rectifié de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de paiement du CNES) (p. 2648).

Culture et francophonie. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1995] :

Architecture : rattachement au ministère de la culture : écoles d'architecture : crédits (p. 2664).

Bibliothèque nationale de France : mission, crédits et effectifs : date d'ouverture (p. 2664).

Collectivités locales : action culturelle : partenariat avec l'Etat (p. 2665).

Ministère de la culture et de la francophonie : effectifs et crédits : évaluation : élargissement des compétences : transferts budgétaires (p. 2664).

Musées : Etablissement public de Versailles (p. 2664).

Questions :

Patrimoine : Etablissement public de Versailles (p. 2679).

Vote des crédits :

Etat B, titre III :

- *favorable* à l'amendement n° 153 du Gouvernement (diminution de 20 millions de francs des crédits affectés aux établissements publics subventionnés et augmentation d'un même montant des crédits affectés au fonctionnement des écoles d'architecture) (p. 2684).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).

Principaux thèmes développés [14 novembre 1995] :

Démographie : natalité et fécondité (p. 3631).

Famille :

- allocations familiales : imposition : conditions de ressources ; cumul avec le RMI (p. 3631) ;
- Caisse nationale d'assurances familiales : cotisations patronales ; compensations : charges indues : dette de l'Etat (p. 3630) ;
- politique familiale : budgétisation ; prestations : simplification (p. 3630, 3631).

Impôts et taxes : quotient familial (p. 3630).

POIGNANT (Serge)

Député de la Loire-Atlantique

(10^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre suppléant de la commission des immunités [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 19 octobre 1995] (p. 15270).

Rapporteur d'information sur autoroutes de l'information et francophonie [23 novembre 1995].

Secrétaire de l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 1^{er} février 1996] (p. 1609).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire [J.O. du 8 mai 1996] (p. 6955).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les **autoroutes de l'information et la francophonie (n° 2941)** [27 juin 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Plan en faveur des PME** : mise en œuvre [28 novembre 1995] (p. 4017, 4108).

– **Réorganisation de La Poste** : bureaux de poste : fonctionnement ; réseau [14 février 1996] (p. 870).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888)**.

Première lecture :

Discussion des articles [16 janvier 1995] :

Article 8 (*gestion des sapeurs-pompiers professionnels*)

– son amendement n° 3 : non soutenu (p. 126).

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115)**.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 juillet 1995] (p. 1091, 1092) :

Emploi :

- généralités ;
- charges sociales : allègement ;
- plan emploi : financement : coût.

Entreprises :

- chômeurs créateurs d'entreprise ;
- formalités administratives : simplification.

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux ;
- prélèvements obligatoires.

Impôts et taxes : réforme fiscale.

Logement et habitat : généralités.

Lois de finances : projet de loi de finances pour 1996.

Politique économique :

- franc ;
- taux d'intérêt.

Recherche : crédits.

TVA : taux normal : relèvement.

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)**.

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. – *Questions* [25 octobre 1995] :

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 2478).

Transports aériens : aéroports de province (p. 2478, 2479).

Transports terrestres : TGV-Ouest (p. 2478).

Travail, dialogue social et participation. – *Questions* [31 octobre 1995] :

Emploi : chômage : contrat initiative-emploi (CIE) : conditions d'ouverture du droit (p. 2860).

Jeunes : insertion professionnelle et sociale : formation en alternance : gestion : mutualisation des fonds (p. 2841).

Agriculture, pêche et alimentation. – **BAPSA.** – *Questions* [2 novembre 1995] :

BAPSA : cotisations sociales : assiette : base du foncier non bâti (p. 2970).

Education nationale, enseignement supérieur et recherche. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [9 novembre 1995] :

Action sociale et solidarité nationale : fonds social collégien : aides sociales aux étudiants (p. 3287).

Enseignement supérieur : situation, effectifs et crédits : loi de programmation (p. 3287).

Établissements scolaires : rythmes scolaires (p. 3286).

Étudiants : effectifs : statut social : encadrement : participation (p. 3287).

Ministère de l'éducation nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche : crédits : effectifs (p. 3286).

Personnel non enseignant : ATOS (p. 3286).

Recherche :

– fonds de la recherche et de la technologie (FRT) : centres régionaux d'innovation et de transfert de technologie (p. 3287) ;

– recherche industrielle : entreprises (p. 3287) ;

– restructuration et crédits : évolution des agrégats : coordination (p. 3287).

Recherche : établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) :

– Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 3287) ;

– Institut national de recherche agronomique (INRA) (p. 3287).

Recherche : établissements publics industriels et commerciaux : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 3287).

Recherche médicale : Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) (p. 3287).

Service national : appelés du contingent mis à disposition des établissements scolaires (p. 3286).

Universités : équipements : bibliothèques (p. 3287).

Zones d'éducation prioritaire (p. 3286).

Vote des crédits :

Etat B, titre III :

– favorable à l'amendement n° 297 rectifié de M. Gilles Carrez (réduction des crédits de l'enseignement scolaire de 55 millions de francs) (p. 3340).

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [12 novembre 1995] :

Ministère : action culturelle extérieure et francophonie (p. 3450).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Après l'article 59 :

– favorable à l'amendement n° 268 de la commission (exonération facultative de taxe professionnelle en faveur des entreprises nouvelles étendue à l'ensemble du territoire national) (p. 3816).

– Projet de loi relatif à la partie législative du code général des collectivités territoriales (n° 2315).

Première lecture :

Discussion des articles [30 novembre 1995] :

Article 1^{er} et annexe (codification des dispositions annexées à la loi) :

Article L. 1612-11 :

– son amendement n° 43 : non soutenu (p. 4332).

Article L. 2121-12 :

– son amendement n° 42 : non soutenu (p. 4342).

Après l'article L. 5213-26 :

– son amendement n° 44 : non soutenu (p. 4473).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [7 février 1996] :

Article 1^{er} et annexe (partie législative du code général des collectivités territoriales) :

Article L. 1612-11 :

– son amendement n° 1 (reprise des excédents du compte administratif dans les établissements publics intercommunaux gérant des populations inférieures à 100 000 habitants) : retiré (p. 635).

Article L. 2121-12 :

– son amendement n° 2 (délai de la première convocation du conseil municipal pour les communes de plus de 3 500 habitants) : retiré (p. 635).

Après l'article L. 5213-26 :

– son amendement n° 3 (règles de transformation des districts en communautés de communes) : retiré (p. 636).

– Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 février 1996] (p. 599, 600) :

Collectivités locales : régions.

Emploi : chômage des jeunes.

Formation professionnelle et promotion sociale :

- apprentissage : généralités ;
- centres de formation d'apprentis : ressources : péréquation ;
- Conseil national de l'apprentissage : création ;
- prime à l'apprentissage.

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage.

Discussion des articles [7 février 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

– favorable à l'amendement n° 44 rectifié de M. Jean Ueberschlag (création d'un Conseil national de l'apprentissage au sein du Comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue) (p. 644).

Article 1^{er} (modification des conditions de libération et de répartition de la taxe d'apprentissage) :

- son amendement n° 18 (prise en compte de la totalité des ressources des centres de formation pour la péréquation de la taxe d'apprentissage) (p. 652) : rejeté (p. 653) ;
- favorable à l'amendement n° 5 de la commission (affectation d'une partie de la taxe d'apprentissage à un fonds de péréquation national selon des critères arrêtés sur proposition du Conseil national de l'apprentissage) (p. 655).

Après l'article 6 :

– ses observations sur l'amendement n° 28 rectifié de M. Jean-Yves Chamard (modification des dispositions relatives au capital de temps de formation) (p. 692) ;

– ses observations sur l'amendement n° 63 rectifié de M. Michel Berson (modification des dispositions relatives au capital de temps de formation) (p. 692).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [19 mars 1996] :

Article 1^{er} B (augmentation du nombre des membres du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue) :

– favorable aux amendements identiques, n° 28 de M. Jean Ueberschlag et 39 de Mme Simone Rignault (création d'une section de l'apprentissage au sein du comité de coordination) (p. 1763).

Article 2 (prime à l'apprentissage) :

– son amendement n° 21 (majoration de l'indemnité de soutien et modulation en fonction de la qualification du maître d'apprentissage) : rejeté (p. 1770) ;

– son amendement n° 44 (modulation de l'indemnité de soutien en fonction de la taille de l'entreprise) : retiré (p. 1772).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, sur la charte d'installation des jeunes agriculteurs et le statut des conjoints et débat sur cette déclaration (n° 2722).

Principaux thèmes développés [23 avril 1996] (p. 2462) :

Elevage : quotas laitiers.

Exploitants agricoles :

- dotation aux jeunes agriculteurs ; charte nationale pour l'installation des jeunes en agriculture ;
- retraites et préretraites.

Exploitations agricoles : transmission.

Fermage.

Organismes et structures :

- commissions départementales d'orientation de l'agriculture ;
- fonds d'allègement des charges financières.

– Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Article 25 supprimé par le Sénat (vente d'alcools dans les enceintes sportives) :

– favorable (p. 2804).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur les Etats généraux de l'Université et débat sur cette déclaration (n° 2795).

Principaux thèmes développés [21 mai 1996] :

Cycles universitaires : premier cycle : diplômes : réforme et revalorisation (p. 3275).

Diplômes : baccalauréat (p. 3273).

Enseignement supérieur : orientation universitaire et professionnelle (p. 3276).

Enseignements technologique et professionnel : cycles courts : IUT, IUP, BTS et DEUG technologiques (p. 3275).

Universités :

- échec universitaire (p. 3275) ;
- filières universitaires : rééquilibrage : simplification : revalorisation de la filière technologique (p. 3275) ;
- professionnalisation des filières : stages : rapports avec l'entreprise : formation en alternance (p. 3275).

PONIATOWSKI (Ladislas)

Député de l'Eure

(3^e circonscription)

UDF

Questeur de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Est nommé questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5405).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Premier ministre : rapatriés) [5 juillet 1995].

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 17 octobre 1995] (p. 15111).

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 17 octobre 1995] (p. 15111).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 19 décembre 1980 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole et un protocole additionnel), modifiée par l'avenant du 14 novembre 1984 (n° 2317) [30 janvier 1996].

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège portant sur le transport par gazoduc de gaz du plateau continental norvégien et d'autres secteurs vers la France (n° 2318) [30 janvier 1996].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)** : annexe n° 30 : **Premier ministre : rapatriés (n° 2270)** [12 octobre 1995].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2318) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège portant sur le **transport par gazoduc de gaz du plateau continental norvégien et d'autres secteurs vers la France (n° 2668)** [21 mars 1996].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2317) autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 19 décembre 1980 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les **doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'im-**

pôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole et un protocole additionnel), modifiée par l'avenant du 14 novembre 1984 (n° 2669) [21 mars 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Chauffeurs de taxi** : nouvelles licences : attribution [6 décembre 1995] (p. 4644, 4645).

- **Air Inter** : situation ; grève : conséquences [23 avril 1996] (p. 2438).

INTERVENTIONS

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre ; débat et vote sur cette déclaration (n° 2066).**

Principaux thèmes développés [23 mai 1995] :

Affaires étrangères :

- conjoncture internationale : politique et place de la France (p. 356) ;
- ex-Yougoslavie (p. 355).

Aménagement du territoire (p. 355, 356).

Collectivités locales : décentralisation : achèvement (p. 355).

Commerce extérieur : excédent commercial (p. 356).

Communautés européennes et Union européenne :

- construction européenne : institutions (p. 354, 355, 356) ;
- monnaie unique (p. 356).

Constitution : révision : élargissement du champ d'application du référendum et instauration d'une session unique du Parlement (p. 354).

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 354).

Emploi :

- chômage : mobilisation générale (p. 355) ;
- chômage de longue durée : contrat initiative-emploi (p. 355).

Enseignement : réforme : référendum sur l'éducation (p. 354, 356).

Entreprises :

- charges sociales : allègement (p. 355) ;
- transmissions à titre gratuit : allègement des droits (p. 356).

Finances publiques :

- déficit budgétaire (p. 355) ;
- dépenses publiques : maîtrise (p. 355) ;
- dette publique (p. 355) ;
- prélèvements obligatoires (p. 355).

France : inquiétude des Français (p. 354).

Gouvernement précédent : hommage (p. 354).

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 355, 356).

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 356).

Industrie :

- autoroutes de l'information (p. 356) ;
- investissements (p. 356).

Lois : codification : simplification (p. 354).

Loi de finances rectificative (p. 354).

Parlement : rôle : pouvoirs (p. 354).

Politique économique :

- croissance (p. 355) ;
- franc stable : nécessité (p. 356).

TVA : taux : majoration (p. 355).

- Proposition de résolution sur les propositions de directives concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final/n° E-211) (n° 2069).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [21 juin 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : accès des tiers aux réseaux du gaz et de l'électricité (p. 595).

Energie : énergie nucléaire (p. 596).

France : politique énergétique (p. 595).

Secteur public : missions de service public (p. 595).

- Projet de loi portant amnistie (n° 2083).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juin 1995] (p. 650) :

Délinquance et criminalité :

- amendes ;
- récidive.

Finances publiques.

Lois :

- loi n° 81-736 du 4 août 1981 portant amnistie ;
- loi n° 88-828 du 20 juillet 1988 portant amnistie.

Ordre public : outrage à magistrat ou représentant de la force publique.

Police de la route et circulation routière : sécurité.

Système pénitentiaire : détenus : évasion.

Discussion des articles [28 juin 1995] :

Article 20 (amnistie des faits d'évasion) :

- soutient l'amendement n° 85 de M. Gillès de Robien (de suppression) : adopté (p. 711).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie et commerce extérieur. - Questions [10 novembre 1995] :

Industrie : contrefaçons (p. 3389).

- Projet de loi relatif aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information (n° 2358).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 janvier 1996] (p. 412, 413) :

Culture : production française et européenne ; propriété littéraire et artistique.

Droits de l'homme et libertés publiques.

Entreprises : entreprises françaises.

Informatique et information : Internet.

Télécommunications :

- minitel ;
- réseau de fibres optiques ;
- téléports et licences expérimentales.

- Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).

Première lecture :

Discussion des articles [21 et 28 mars 1996] :

Article 2 (art. 32 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : revente à perte) :

- son amendement n° 131 de (prise en compte des charges de commercialisation, de stockage et de transport) (p. 1964) ; retiré (p. 1965).

Après l'article 5 :

- son amendement n° 140 rectifié (service de jour des pompistes pour les points de vente à gros débit) : retiré (p. 2209).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [29 mai 1996] :

Après l'article 5 bis :

- son amendement n° 44 corrigé (individualisation comptable des activités de distribution de carburants dans les grandes surfaces) (p. 3600) : adopté (p. 3602).

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège portant sur le transport par gazoduc de gaz du plateau continental norvégien et d'autres secteurs vers la France (n° 2318) et projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 19 décembre 1980 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole et un protocole additionnel), modifiée par l'avenant du 14 novembre 1984 (n° 2317).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Discussion commune : principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [26 mars 1996] (p. 1994) :

Energie :

- gaz naturel norvégien : gisements et transport ;
- pétrole et dérivés.

Impôts sur le revenu et sur la fortune.

PONS (Bernard)

Député de Paris

(16^e circonscription)

RPR

puis ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports

puis ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Cessation de son mandat de député le 18 juin 1995 [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9343).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Est nommé ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

Fin de ses fonctions : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

Est nommé ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16345).

DEPOTS

Déclaration du Gouvernement sur la SNCF (n° 2875)
[12 juin 1996].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- **Saugey (Bernard) : friches industrielles à Vienne** : contrats de villes : aides de l'Etat [14 juin 1995] (p. 490).
- **Favre (Pierre) : situation d'Air Inter** : organisation du groupe [14 juin 1995] (p. 491, 492).
- **Gest (Alain) : loi du 4 février 1995 sur l'aménagement du territoire** : application [21 juin 1995] (p. 577, 578).
- **Hyst (Jean-Jacques) : grands travaux européens** : accord de Cannes [29 juin 1995] (p. 695, 696).
- **Bonaccorsi (Jean-Claude) : desserte maritime de la Corse** : SNCM : grèves ; conséquences [29 juin 1995] (p. 702).
- **Ferry (Alain) : entreprise Messier-Bugatti** : cession : perspectives [4 octobre 1995] (p. 1653).
- **Porcher (Marcel) : trafic aérien dans la région parisienne** : troisième aéroport : bruit [11 octobre 1995] (p. 1776, 1777).
- **Lapp (Harry) : TGV-Est** : financement [24 octobre 1995] (p. 2355, 2356).
- **Floch (Jacques) : contrat de plan Etat-SNCF** : contrat de plan Etat-SNCF : perspectives [24 octobre 1995] (p. 2362).
- **Gaysot (Jean-Claude) : grève à la SNCF** : SNCF : cahier des charges : modification [24 octobre 1995] (p. 2359, 2360).
- **Bonrepaux (Augustin) : application de la loi sur l'aménagement du territoire** : crédits [25 octobre 1995] (p. 2447).
- **Muller (Alfred) : TGV-Est** : financement [25 octobre 1995] (p. 2449).
- **Klifa (Joseph) : canal Rhin-Rhône** : réalisation ; crédits [25 octobre 1995] (p. 2454).
- **Briane (Jean) : SNCF et aménagement du territoire** : lignes secondaires : maintien [31 octobre 1995] (p. 2857).
- **Garnier (Etienne) : constructions navales** : perspectives [14 novembre 1995] (p. 3646, 3647).
- **Arata (Daniel) : contrôle technique des véhicules de tourisme** : périodicité ; réglementation [15 novembre 1995] (p. 3755).
- **Legras (Philippe) : ligne ferroviaire Paris-Bâle** : modernisation [15 novembre 1995] (p. 3756, 3757).
- **Royer (Jean) : endettement de la SNCF** : rôle de l'Etat [22 novembre 1995] (p. 3986, 3987).
- **Bussereau (Dominique) : contrat de plan Etat-SNCF** : avenir [22 novembre 1995] (p. 3987).
- **Bouvard (Michel) : contrat de plan Etat-SNCF** : avenir [22 novembre 1995] (p. 3992, 3993).
- **Merville (Denis) : politique maritime** : structures administratives : perspectives [22 novembre 1995] (p. 3993, 3994).
- **Cug (Henri) : situation de la SNCF** : contrat de plan Etat-SNCF : contenu [28 novembre 1995] (p. 4106).
- **Moreau (Louise) : situation de la SNCF** : fonctionnement ; financement : aides de l'Etat [28 novembre 1995] (p. 4112, 4113).
- **Charles (Bernard) : désenclavement du Sud-Ouest** : ligne SNCF Paris-Toulouse : aménagements ; autoroute A 20 [28 novembre 1995] (p. 4114).
- **Giraud (Michel) : droit de grève et droit au travail** : grève des transports : conséquences en matière de droit au travail des usagers [29 novembre 1995] (p. 4234, 4235).
- **Ghysel (Michel) : grève des inspecteurs du permis de conduire** : revendications ; conséquences économiques : situation et statut des auto-écoles [29 novembre 1995] (p. 4235, 4236).
- **Dupuy (Christian) : transports de substitution** : transport des voyageurs pendant la grève [5 décembre 1995] (p. 4551).
- **Moraau (Louise) : relance du bâtiment et des travaux publics** : aides de l'Etat [24 janvier 1996] (p. 268).
- **Depaix (Maurice) : politique du logement** : mesures en faveur du logement social [24 janvier 1996] (p. 275).
- **Masson (Jean-Louis) : TGV-Est** : construction ; calendrier [31 janvier 1996] (p. 468).
- **Geoffroy (Aloys) : financement des projets européens** : TGV transeuropéens [7 février 1996] (p. 673).
- **Serrou (Bernard) : aéroport d'Orly** : aménagement : répartition des compagnies aériennes entre Orly-Ouest et Orly-Sud [21 février 1996] (p. 1036).
- **Zuccarelli (Emile) : situation de la SNCF** : financement ; aides de l'Etat [6 mars 1996] (p. 1243).
- **Gaysot (Jean-Claude) : SNCF** : réduction du déficit ; contrat de plan Etat-SNCF [12 mars 1996] (p. 1501).
- **Colot (Ganeviève) : sécurité des motards** : aménagement des points dangereux [24 avril 1996] (p. 2538).
- **Muselier (Renaud) : marine marchande** : relance de l'investissement [7 mai 1996] (p. 2868).
- **Michel (Jean-Pierre) : liaisons aériennes entre la France et l'Algérie** : difficultés techniques et politiques [7 mai 1996] (p. 2874).
- **Bouvard (Michel) : transports routiers** : exercice de la profession : normes européennes [14 mai 1996] (p. 3095).
- **Muller (Alfred) : TGV-Est** : construction ; financement [21 mai 1996] (p. 3234).
- **Warsmann (Jean-Luc) : Air France et Air Inter Europe** : avenir [21 mai 1996] (p. 3237).
- **Bahu (Jean-Claude) : avantages tarifaires accordés par la SNCF aux concubins homosexuels** : conditions d'attribution [22 mai 1996] (p. 3329).
- **Chevènement (Jean-Pierre) : TGV Rhin-Rhône** : caractère européen du projet ; concours de l'Etat [28 mai 1996] (p. 3506).
- **Sicre (Henri) : liaison TGV France-Espagne** : coût ; calendrier [29 mai 1996] (p. 3585).
- **Jeffray (Gérard) : service public de la SNCF** : situation : grèves [29 mai 1996] (p. 3589).
- **Schreiner (Bernard) : développement du tourisme** : diversification ; incitations [18 juin 1996] (p. 4459).
- **Birraux (Claude) : secteur de l'aéronautique** : concurrence [18 juin 1996] (p. 4460).

oraux sans débat de :

- **Gonnot (François-Michel) (n° 604) : fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables** : comité de gestion : compétences [2 juin 1995] (p. 401, 402).

INTERVENTIONS

En qualité de ministre :

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. –
Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la
procédure des questions [25 octobre 1995] :

Aménagement du territoire :

- crédits (p. 2430 à 2436) ;
- loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (p. 2434).

Industrie : industrie aéronautique (p. 2430, 2433, 2435).

Organismes et structures :

- Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (p. 2431 à 2434) ;
- fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (p. 2431, 2432) ;
- Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (p. 2432, 2433) ;
- Fonds national de développement des entreprises (p. 2434) ;
- fonds pour l'aménagement de la région Ile-de-France (p. 2432).

Ports maritimes (p. 2433).

Régions : Ile-de-France : transports collectifs : organisation et financement (p. 2432, 2435, 2436).

Transports aériens :

- aéroports (p. 2435) ;
- compagnies aériennes françaises (p. 2433, 2435) ;
- crédits (p. 2433) ;
- déréglementation (p. 2435).

Transports fluviaux : canal Rhin-Rhône (p. 2436).

Transports maritimes :

- crédits (p. 2432, 2433) ;
- Etablissement national des invalides de la marine (p. 2432, 2434) ;
- flotte française (p. 2433) ;
- Société nationale de sauvetage en mer (p. 2434).

Transports terrestres :

- crédits (p. 2430, 2432) ;
- SNCF : situation financière ; contrat de Plan Etat-SNCF ; TGV : réseau et financement ; lignes classiques (p. 2432, 2435, 2436, 2457) ;
- transport combiné (p. 2457) ;
- transporteurs routiers : formation ; rythme de travail (p. 2431).

Voirie : crédits ; programme routier et autoroutier (p. 2431, 2432, 2436).

Réponses aux questions [25 et 26 octobre 1995] :

Départements : Alpes-maritimes (M. Charles Ehrmann) (p. 2473).

Impôts et taxes :

- fiscalité dérogatoire pour les zones fragiles ou prioritaires et relocalisation d'activités économiques (M. Yves Deniaud) (p. 2528) ;
- fiscalité du gaz propane (p. 2487) ;
- taxe intérieure sur les produits pétroliers (M. Serge Poignant) (p. 2479).

Industrie :

- industrie aéronautique : SNECMA, Aérospatiale (MM. Jacques Brunhes, Etienne Garnier) (p. 2483, 2499) ;
- industrie navale (M. Daniel Colliard) (p. 2484).

Ministère : services de l'équipement : devenir (M. Rémy Auchédé) (p. 2493).

Organismes et structures :

– fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (MM. Augustin Bonrepaux, Léonce Deprez) (p. 2486, 2498) ;

– fonds de péréquation des transports aériens (MM. Yvon Bonnot, Christian Daniel) (p. 2488, 2501).

Paris : pollution atmosphérique (M. Jean-Pierre Brard) (p. 2494).

Régions : crédits aux pays (M. André Fanton) (p. 2500).

Transports aériens : aéroports de province (MM. Serge Poignant, Jean Urbaniak) (p. 2490).

Transports fluviaux :

– canal Seine-Nord (M. Claude Pringalle) (p. 2504) ;

– Voies navigables de France : crédits (M. François-Michel Gonnot) (p. 2475).

Transports maritimes :

– flotte française : Compagnie générale maritime (MM. Daniel Colliard, Etienne Garnier) (p. 2484, 2499, 2500) ;

– pavillon Kerguelen (M. Daniel Colliard) (p. 2484) ;

– ports autonomes ; port de Lorient (MM. Daniel Colliard, Christian Daniel, Michel Godard) (p. 2484, 2504, 2505).

Transports terrestres :

– RATP : maillage banlieue-banlieue (M. Jean-Pierre Brard) (p. 2494) ;

– SNCF : ligne Paris-Caen-Cherbourg (M. André Fanton) (p. 2493) ;

– SNCF : réseau secondaire (MM. Jean-Paul Fuchs, Augustin Bonrepaux) (p. 2474, 2486) ;

– TGV-Est (M. Alain Ferry) (p. 2476) ;

– TGV-Ouest (M. Serge Poignant) (p. 2478) ;

– transports collectifs : utilisation d'énergies non polluantes (M. Claude Birraux) (p. 2487).

Voirie :

– autoroute A 16 (M. Léonce Deprez) (p. 2498) ;

– autoroutes A 20, A 75 (MM. Augustin Bonrepaux, Alain Marsaud) (p. 2486, 2526) ;

– autoroute A 26 : prolongement en vue de la réalisation de l'axe Bourges-La Charité-Auxerre (M. Serge Lepeltier) (p. 2478) ;

– autoroute A 75 (M. Serge Roques) (p. 2489) ;

– autoroute A 86 (M. Franck Borotra) (p. 2479) ;

– autoroute A 89 : Bordeaux-Clermont-Ferrand (MM. François Roussel, Jean Valleix) (p. 2477, 2478, 2507) ;

– RN 2 : section Maubeuge-Avesnes-sur-Helpe (M. Alain Poyart) (p. 2492) ;

– RN 7 (p. 2486) ;

– RN 21 (M. Alain Marsaud) (p. 2526) ;

– RN 66 (MM. François Vannson, Jean-Luc Reitzer) (p. 2503, 2506) ;

– RN 88 : section Saint-Etienne-Saint-Chamond (M. François Rochebloine) (p. 2502) ;

– RN 112 : axe Albi-Castres-Mazamet-Méditerranée (M. Serge Roques) (p. 2488) ;

– RN 141 (M. Pierre-Rémy Houssin) (p. 2510).

Vote des crédits [26 octobre 1995] :

Etat B, titre III :

– favorable à l'amendement n° 104 de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits au titre de l'urbanisme et des services communs) (p. 2529) ;

– favorable à l'amendement n° 72 de la commission (réduction des crédits au titre des transports terrestres) (p. 2530) ;

– défavorable à l'amendement n° 78 de la commission (réduction des crédits au titre de la mer) (p. 2530).

Etat B, titre IV :

- défavorable à l'amendement n° 103 de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits au titre des transports terrestres) (p. 2530).

Etat C, titre VI :

- défavorable à l'amendement n° 71 de la commission (réduction des crédits au titre de l'urbanisme et des services communs) (p. 2531) ;
- favorable à l'amendement n° 105 de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits des transports terrestres) (p. 2531) ;
- défavorable à l'amendement n° 74 rectifié de la commission (réduction des crédits au titre des transports terrestres) (p. 2531) ;
- favorable aux amendements n°s 106 de M. Jean-Pierre Thomas et 75 rectifié de la commission (réduction des crédits au titre des transports aériens) (p. 2532).

Article 61 (modification des taux plafond du versement transport en Ile-de-France) :

- défavorable à l'amendement n° 33 de M. André Santini (application du taux plafond à l'ensemble des départements de l'Ile-de-France) (p. 2534) ;
- défavorable à l'amendement n° 79 de la commission (limitation de la mesure à l'année 1996) (p. 2535).

- Projet de loi relatif aux transports (n° 2301).*Première lecture :*

Avant la discussion des articles [29 novembre 1995] :

Son intervention (p. 4188).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne : normes en matière de transport (p. 4188).

Police de la route et circulation routière : sécurité routière (p. 4188).

Transports aériens : aéroports : sécurité (p. 4188).

Transports maritimes :

- flotte (p. 4188) ;
- pavillon Kerguelen (p. 4188).

Discussion des articles [29 novembre 1995] :

Après l'article 26 :

- ses observations sur les amendements n°s 45 de M. François-Michel Gonnot et 53 de M. Bernard Accoyer (prévention et répression de l'usage de la drogue ou de certains médicaments par les conducteurs) (p. 4254).

- Déclaration du Gouvernement sur la SNCF présentée par Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports et M. Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme (n° 2875).

Son intervention [11 juin 1996] (p. 4086) et sa réponse (p. 4118).

Principaux thèmes développés :

Environnement (p. 4088).

Etat : rôle (p. 4089, 4119).

Lois : loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (p. 4087).

Transports :

- modes de transports : concurrence (p. 4088, 4119) ;
- transport combiné (p. 4086).

Transports ferroviaires :

- généralités (p. 4086) ;
- infrastructures : financement (p. 4086, 4119) ;
- régionalisation (p. 4087, 4119) ;

- service public ferroviaire (p. 4086, 4119) ;
- SNCF : avenir : situation financière (p. 4086, 4119) ;
- SNCF : contrat de plan (p. 4087) ;
- SNCF : personnel (p. 4087) ;
- TGV (p. 4086).

- Projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété de navires de commerce (n° 2880).*Première lecture :*

Avant la discussion des articles [21 juin 1996] :

Son intervention (p. 4714) et sa réponse (p. 4725).

Principaux thèmes développés :

Chasse et pêche : pêche (p. 4725).

Communautés européennes et Union européenne (p. 4715).

Défense (p. 4714).

Emploi (p. 4716, 4726).

Impôts et taxes :

- cinéma : SOFICA : régime fiscal (p. 4725) ;
- déduction fiscale (p. 4715, 4725) ;
- investissements outre-mer (p. 4715, 4725).

Industrie : construction navale (p. 4716).

Transports maritimes :

- généralités (p. 4716, 4726) ;
- flotte de commerce (p. 4714, 4726) ;
- pavillon français (p. 4716, 4725) ;
- pavillons de complaisance (p. 4714) ;
- plan « marine marchande » (p. 4714) ;
- ports (p. 4716) ;
- quirats : fonds de placement quirataire (p. 4715, 4725).

Discussion des articles [21 juin 1996] :

Article 1^{er} (dispositif d'aide à l'investissement dans les copropriétés de navires) :

- ses observations (p. 4729).

Article 238 bis HN du code général des impôts :

- défavorable à l'amendement n° 26 de M. Edouard Leveau (application du dispositif aux navires armés à la pêche) (p. 4736) ;
- défavorable à l'amendement n° 32 de M. Louis Le Pensec (même objet) (p. 4736) ;
- défavorable à l'amendement n° 2 de M. Yves Marchand (même objet) (p. 4736) ;
- défavorable à l'amendement n° 18 de M. Daniel Colliard (avantage fiscal réservé aux navires construits dans un chantier naval français) (p. 4738) ;
- défavorable à l'amendement n° 48 de M. Jean-Yves Besselat (avantage fiscal réservé aux navires construits sur le territoire de l'Union européenne) (p. 4738) ;
- défavorable à l'amendement n° 50 de M. Daniel Colliard (allongement de la durée d'utilisation du navire) (p. 4738) ;
- défavorable à l'amendement n° 33 de M. Louis Le Pensec (conservation des parts pour les navires neufs jusqu'au 31 décembre de la septième année suivant celle de la livraison du navire à la copropriété) (p. 4739) ;
- défavorable à l'amendement n° 49 de M. Daniel Colliard (inscription du navire au registre métropolitain) (p. 4739) ;
- défavorable à l'amendement n° 23 de M. Jean-Louis Léonard (suppression du délai relatif à l'obligation de battre pavillon français) (p. 4740) ;
- ses observations sur les amendements identiques n°s 28 de M. Yves Marchand et 45 de M. Etienne Garnier (durée du maintien sous pavillon français) (p. 4740) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 46 de M. Denis Merville (recours à des équipages totalement français) (p. 4740) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 38 de M. Aimé Kerguéris (délai de délivrance de l'agrément) (p. 4741) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Yves Marchand (même objet) (p. 4741) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 34 de M. Louis Le Pensec (même objet) (p. 4741) ;
- *favorable* à l'amendement n° 13 rectifié de M. Yves Marchand (délivrance de l'agrément après avis du ministre chargé de l'équipement naval) (p. 4743) ;
- *ses observations* sur les amendements identiques n° 17 de M. Daniel Colliard, 39 de M. Aimé Kerguéris et 47 de M. Denis Merville (délivrance de l'agrément après avis du ministre chargé de la construction navale) (p. 4743) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 7 de M. Yves Marchand (délivrance de l'agrément lorsque l'investissement présente un intérêt économique pour la flotte de commerce) (p. 4744).

Après l'article 238 bis HN du code général des impôts :

- *défavorable* à l'amendement n° 42 de M. René Beaumont (incitation fiscale à la souscription de parts de copropriété de bateaux de navigation intérieure) (p. 4746) ;

Article 163 undecies du code général des impôts :

- *défavorable* à l'amendement n° 22 de M. Daniel Colliard (abaissement des plafonds des sommes déductibles) (p. 4747) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 21 de M. Daniel Colliard (même objet) (p. 4747) ;
- *favorable* à l'amendement n° 14 de la commission (de précision) (p. 4747) ;
- *soutient* l'amendement n° 54 du Gouvernement (conservation des parts de copropriété lorsque celles-ci sont détenues par l'intermédiaire d'une société ou d'un fonds de placement quiritaire) : adopté (p. 4747).

Après l'article 1^{er} :

- *favorable* à l'amendement n° 16 de la commission (définition du fonds de placement quiritaire) (p. 4748) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 10 de M. Yves Marchand (non-application de la limitation mentionnée à l'article 72 de la loi de finances pour 1996 aux déficits provenant de l'exploitation d'un navire armé à la plaisance et frété neuf à un loueur professionnel) (p. 4749) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 19 de M. Daniel Colliard (remise en activité du site de La Ciotat) (p. 4749) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 53 de M. Daniel Colliard (rapport sur l'avenir des aides à l'armement et à la construction navale) (p. 4751).

PONT (Jean-Pierre)

Député du Pas-de-Calais

(5^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à permettre aux **personnes mises en examen d'avoir accès à leur dossier** (n° 2247) [5 octobre 1995].

Proposition de résolution tendant à constituer une **commission d'enquête sur France 2 et France 3** (n° 2804) [22 mai 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Flottes de pêche européennes** : avenir [12 juin 1996] (p. 4171).

orales sans débat :

- n° 763, posée le 5 décembre 1995 : **ateliers de mareyage et de transformation du poisson** (p. 4597). Appelée le 15 décembre 1995 : application des normes européennes (p. 5145).

PORCHER (Marcel)

Député du Val-d'Oise

(9^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, et de M. le ministre délégué à la santé, porte-parole du Gouvernement [J.O. du 21 février 1995] (p. 2777).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 20 octobre 1995] (p. 15370).

DEPOTS

Proposition de loi organique tendant à garantir le **fonctionnement du Conseil constitutionnel** (n° 1981) [10 mars 1995].

Proposition de loi constitutionnelle tendant à **définir constitutionnellement le bloc de constitutionnalité** (n° 1982) [10 mars 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Trafic aérien dans la région parisienne** : troisième aéroport : bruit [11 octobre 1995] (p. 1776, 1777).

- **Sécurité dans les transports publics** : sécurité des agents du service public [12 juin 1996] (p. 4167).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire** (n° 2120).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 juillet 1995] :

Conseil constitutionnel (p. 878, 879).

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Après l'article 6 :

- *défavorable* à l'amendement n° 65 de M. Didier Julia (impossibilité de déférer au Conseil constitutionnel les lois adoptées à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés) (p. 986).

- Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 2179).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 octobre 1995] :

Avocats : Conseil national des barreaux (p. 1735, 1736).

Constitution : articles 34 et 37 (p. 1735).

Lois : loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 portant réforme de certaines professions juridiques et judiciaires (p. 1735).

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987, relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté le 25 novembre 1992 à Copenhague (n° 1796).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 octobre 1995] :

Agriculture : bromure de méthyle : utilisation (p. 1848).

Air : couche d'ozone (p. 1848).

Pays en voie de développement : production et trafics de CFC (p. 1848).

Protocole de Montréal du 16 septembre 1987 et amendement de Copenhague du 25 novembre 1992 (p. 1848).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [24 octobre 1995] :

Assemblée nationale : commission des finances : amendements (p. 2377).

Délais de jugement (p. 2377).

Greffes (p. 2377).

Juridictions administratives (p. 2377).

Lois :

- loi de programme n° 95-9 du 6 janvier 1995 relative à la justice (p. 2376) ;

- loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (p. 2376).

Ministère de la justice : crédits (p. 2376, 2377).

Vote pour du groupe RPR (p. 2377).

- Projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire (n° 2302).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [20 décembre 1995] :

Etat : autorités publiques : protection des fonctionnaires de la gendarmerie et de la police nationale (p. 5423).

Loi pénale :

- loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (p. 5423) ;

- terrorisme : qualifications juridiques nouvelles (p. 5423).

Procédure pénale :

- loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (p. 5423) ;

- perquisitions de nuit (p. 5423).

Discussion des articles [20 décembre 1995] :

Après l'article 19 :

- favorable à l'amendement n° 47 du Gouvernement (répression de l'usage des animaux pour tuer, blesser ou menacer) (p. 5437).

- Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).

Première lecture :

Discussion des articles [13 juin 1996] :

Article 6 (définition et contenu du plan régional) :

- défavorable à l'amendement n° 237 de M. Didier Julia (élaboration par le conseil régional en association avec l'Erat du plan de la région Ile-de-France) (p. 4302).

Article 7 (modalités d'élaboration et d'adoption du plan régional) :

- ses observations sur l'amendement n° 81 corrigé de la commission (révision du plan) (p. 4307).

Après l'article 7 :

- ses observations sur l'amendement n° 269 de M. Jean-Pierre Brard (création d'agences régionales de l'intermodalité) (p. 4310).

Article 9 (champ d'application et procédure d'élaboration du plan) :

- défavorable à l'amendement n° 83 de la commission (consultation des conseils municipaux) (p. 4313).

Article 11 (mesures destinées à réduire les sources de pollution atmosphérique) :

- favorable aux amendements identiques n° 88 de la commission et 52 de M. Jacques Masdeu-Arus (limitation de la circulation des véhicules les plus polluants) (p. 4316).

Article 12 (mesures prises dans le cadre de la procédure d'alerte) :

- défavorable à l'amendement n° 383 de Mme Ségolène Royal (renforcement des mesures de restriction ou de suspension des activités concourant aux pointes de pollution) (p. 4319) ;

- défavorable à l'amendement n° 382 de Mme Ségolène Royal (restriction à la circulation des véhicules diesel et des véhicules ne transportant qu'un seul passager) (p. 4322).

POUILLIEUTE (Antoine)

Député du Val-de-Marne

(6^e circonscription)

non inscrit

Devenu député le 9 mai 1995 [J.O. du 11 mai 1995] (p. 7959).

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 11 mai 1995] (p. 7959).

Se démet de son mandat de député [J.O. du 14 mai 1995] (p. 8168).

POUJADE (Robert)

Député de la Côte-d'Or

(1^{re} circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Défense : gendarmerie) [28 juin 1995].

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Défense : gendarmerie) [18 juin 1996].

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)** : tome XI : **Défense : gendarmerie (n° 2273)** [12 octobre 1995].

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission de la défense pour la gendarmerie [8 novembre 1995] :

Gendarmerie :

- crédits (p. 3215) ;
- effectifs et missions (p. 3215) ;
- équipements (p. 3216) ;
- informatique (p. 3215).

Loi de programmation militaire : nouveau projet de loi (p. 3216).

POULOU (Daniel)

Député des Pyrénées-Atlantiques

(6^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Se démet de son mandat de député [J.O. du 27 juillet 1995] (p. 11191).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

POYART (Alain)

Député du Nord

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Justice. – *Questions* [24 octobre 1995] :

Tribunaux : Avesnes-sur-Helpe (p. 2399).

Aménagement du territoire, équipement et transports. – *Questions* [25 octobre 1995] :

Voirie : RN 2 : section Maubeuge-Avesnes-sur-Helpe (p. 2491).

PREEL Jean-Luc

Député de la Vendée

(1^{re} circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 14 octobre 1995] (p. 15023).

Membre de la mission d'information commune sur la sécurité sociale [J.O. du 27 octobre 1995] (p. 15703).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [J.O. du 17 décembre 1995] (p. 18373).

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delalande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire [J.O. du 8 mai 1996] (p. 6955).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Travail et affaires sociales : affaires sociales : personnes âgées) [11 juin 1996].

DEPOTS

Proposition de loi encadrant les relations contractuelles entre les PME-PMI et les banques (n° 2859) [6 juin 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Réforme de la protection sociale** : maîtrise des dépenses de santé [30 avril 1996] (p. 2690).

orales sans débat :

Supplée M. François-Michel Gonnot pour sa question n° 862, posée le 6 février 1996 : **prévention des inondations** (p. 625). Appelée le 15 février 1996 : bilan d'exécution du plan national de prévention (p. 919).

– n° 863, posée le 6 février 1996 : **ligne ferroviaire Nantes-Bordeaux** (p. 625). Appelée le 15 février 1996 : desserte de la Vendée (p. 917).

– n° 864, posée le 6 février 1996 : **prime à l'aménagement du territoire** (p. 625). Appelée le 15 février 1996 : conditions d'attribution en Vendée (p. 919).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).**

Première lecture :

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Après l'article 6 :

– son amendement n° 3 (lois de finances sociales) : rejeté (p. 960).

Titre :

- son amendement n° 4 (mention de l'institution de lois de finances sociales) : devenu sans objet (p. 993).
- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).**

Principaux thèmes développés [13 novembre 1995] :

Contribution sociale généralisée (p. 3558).

Démographie :

- espérance de vie : surmortalité masculine (p. 3558) ;
- mortalité périnatale et infantile (p. 3558).

Famille :

- aide au premier enfant (p. 3559) ;
- politique familiale : budgétisation ; prestations : simplification (p. 3559) ;
- report de la limite d'âge pour les enfants à charge (p. 3560).

Hôpitaux et cliniques :

- hôpitaux : long et moyen séjours : reconversion des lits de soins aigus (p. 3559) ;
- secteur privé : cliniques : harmonisation et coopération avec le secteur public (p. 3559) ;
- secteur public : budget global et taux directeur : réforme : programmes de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) : contrats d'objectif (p. 3559).

Parlement : rôle : détermination du budget social de la Nation (p. 3558).

Professions médicales et paramédicales :

- médecins généralistes : rôle : revalorisation ; réforme de l'internat ; formation continue (p. 3558) ;
- médecins libéraux : excédent : *numerus clausus* : reconversion (p. 3558).

Retraites : généralités :

- capitalisation : fonds de pension : épargne retraite (p. 3559) ;
- système par répartition : démographie : cotisations : gestion : paritarisme (p. 3559).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation avec le régime général (p. 3559).

Santé publique :

- accès aux soins : qualité des soins (p. 3558) ;
- actes : instauration d'une franchise non remboursable : forfaits de responsabilité (p. 3559) ;
- codage des actes et dossier médical : références médicales (p. 3559) ;
- médecine de ville : coût : honoraires : informatisation des cabinets : maintien du système libéral (p. 3558) ;
- déficit et dette : gestion paritaire des caisses : élections ; contrat d'objectifs : subsidiarité : déconcentration et régionalisation (p. 3557).

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 décembre 1995] (p. 4840) :

Constitution :

- article 38 : ordonnances : loi de ratification : jurisprudence constitutionnelle ;
- révision : rôle du Parlement : attribution en matière de sécurité sociale.

Impôts et taxes : remboursement de la dette sociale (RDS) : Caisse d'amortissement de la dette sociale.

Retraites : généralités : répartition ; capitalisation ; durée de cotisation : paritarisme.

Santé :

- médecine de ville : codage des actes et références médicales ; honoraires médicaux : maîtrise médicalisée des dépenses de santé ;
- médecine préventive : médecine du travail.

Sécurité sociale :

- assurance maladie : remboursement des soins : tiers payant et 100 % ;
- gestion des caisses.

- **Projet de loi constitutionnelle instituant la loi d'équilibre de la sécurité sociale (n° 2455).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [23 janvier 1996] :

Loi d'équilibre :

- lois d'équilibre rectificatives (p. 245) ;
- procédure : délais et dates d'examen (p. 246) ;
- recettes (p. 245).

Lois organiques : complément de la révision constitutionnelle : avant-projet (p. 246).

Parlement : pouvoir d'orientation : dépenses de protection sociale (p. 245).

Politique économique et sociale : prélèvements obligatoires : assiette des cotisations sociales (p. 245).

Santé publique : politique sanitaire (p. 246).

Syndicats : paritarisme : étatisation (p. 244).

- **Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 février 1996] :

Article 1^{er} (*modification des conditions de libération et de répartition de la taxe d'apprentissage*) :

- son amendement n° 27 soutenu par M. Germain Gengenwin (paiement de la taxe d'apprentissage au niveau de chaque établissement d'une même entreprise) (p. 649) : adopté (p. 650) ;
- son amendement n° 23 : non soutenu (p. 652) ;
- son amendement n° 20 : non soutenu (p. 654) ;
- son amendement n° 22 : non soutenu (p. 656).

Article 2 (*prime à l'apprentissage*) :

- son amendement n° 25 : non soutenu (p. 658) ;
- son amendement n° 24 corrigé (institution d'une indemnité compensatrice) : devenu sans objet (p. 679).

Après l'article 2 :

- son amendement n° 26 rectifié : non soutenu (p. 680).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [19 mars 1996] :

Article 1^{er} (*réforme des conditions de libération du quota de la taxe d'apprentissage*) :

- son amendement n° 38 soutenu par M. Germain Gengenwin (versement de la taxe d'apprentissage au niveau de chaque établissement d'une même entreprise) : adopté (p. 1764).

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 mars 1996] :

Administration : validations législatives (p. 1690).

Associations : contrôle (p. 1690).

Lois : loi n° 95-116 du 4 février 1995 portant diverses dispositions d'ordre social (p. 1690).

Personnes âgées :

- hébergement (p. 1690) ;
- prestation autonomie (p. 1691).

Santé publique : Inspection générale des affaires sociales (IGAS) (p. 1690).

Sénat : proposition de loi relative à l'Inspection générale des affaires sociales et aux garanties offertes aux donateurs quant à l'utilisation des fonds collectés grâce à la générosité publique (p. 1690).

Système pénitentiaire : administration pénitentiaire (p. 1691).

Vie, médecine et biologie :

- médecins étrangers : recrutement (p. 1690) ;
- médecins hospitaliers (p. 1690).

Discussion des articles [14 et 19 mars 1996] :

Article 1^{er} (coopération internationale en matière médicale) :

- favorable (p. 1699).

Article 1^{er} (suite) précédemment réservé (coopération internationale en matière médicale) :

- ses observations sur le sous-amendement n° 102 du Gouvernement (exigence d'une expérience hospitalière et universitaire de trois ans) à l'amendement n° 4 rectifié de la commission (harmonisation rédactionnelle des dispositions de l'article 3 de la loi du 4 février 1995 ; distinction entre les médecins venant exercer des fonctions d'enseignement et de recherche et les jeunes diplômés venus compléter leur formation) (p. 1707).

Article 23 (réforme de la tarification des établissements d'hébergement pour personnes âgées) :

- ses observations (p. 1785).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 mai 1996] (p. 2799) :

Boissons et alcools : associations sportives : buvettes.

Personnes âgées : hébergement.

Professions médicales et paramédicales : médecins étrangers : recrutement.

Santé publique : Inspection générale des affaires sociales (IGAS).

Vie, médecine et biologie : thérapies génique et cellulaire.

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Article 7 undecies précédemment réservé (dispensation à domicile des gaz à usage médical) :

- soutient l'amendement n° 29 rectifié de M. Jean-Pierre Foucher (recours à un pharmacien inscrit en section A, E et F) (p. 2818) : adopté après modifications (p. 2819).

Article 22 précédemment réservé (répartition des ressources collectées auprès du public en cas de pluralité des organismes organisateurs ou bénéficiaires) :

- soutient l'amendement n° 3 de M. Claude Malhuret (de suppression) : adopté (p. 2824).

Après l'article 27 :

- son amendement n° 44 (constitution d'unions d'institutions de prévoyance) (p. 2826) : adopté (p. 2827) ;
- son amendement n° 45 (correction d'une erreur matérielle) (p. 2826) : adopté (p. 2827) ;
- son amendement n° 46 (indication des délais de prescription dans les notices d'information relatives aux opérations collectives de prévoyance à adhésion obligatoire) (p. 2826) : adopté (p. 2828) ;

- son amendement n° 47 (inscription d'un privilège en cas de mise en œuvre d'une couverture de prévoyance complémentaire par un seul organisme assureur dans une branche professionnelle) (p. 2826) : adopté (p. 2828) ;

- son amendement n° 48 (de précision) (p. 2826) : adopté (p. 2828) ;

- son amendement n° 49 (sanctions du non-paiement des cotisations afférentes aux opérations collectives à adhésion facultative) (p. 2827) : adopté (p. 2828) ;

- son amendement n° 50 (souscription par le représentant légal d'un majeur en tutelle d'un contrat d'assurance sur la vie dans le cadre d'une opération collective à adhésion obligatoire ne comportant pas une valeur de rachat) (p. 2827) : adopté (p. 2828).

Vote pour du groupe UDF (p. 2801).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [15 mai 1996] (p. 3165) :

Boissons et alcools : associations sportives : buvettes.

Professions médicales et paramédicales :

- manipulateurs d'électroradiologie médicale ;
- médecins étrangers : recrutement.

Santé publique : Inspection générale des affaires sociales (IGAS).

Vie, médecine et biologie : thérapies génique et cellulaire.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale (n° 2690).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 avril 1996] : (p. 2566).

Loi de financement de la sécurité sociale :

- délais d'examen et procédure ;
- objectifs de dépense ;
- recettes.

Ordonnances : protection sociale.

Parlement : compétences nouvelles.

Santé publique :

- conférence nationale de la santé ;
- débat d'orientation.

Sécurité sociale :

- assurance maladie ;
- paritarisme.

Discussion des articles [24 avril 1996] :

Article 2 (contenu et procédure d'examen des lois de financement de la sécurité sociale) :

- ses observations (p. 2637).

Article L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale :

- son amendement n° 1 (contenu de l'objectif national d'évolution des dépenses de santé, mission et composition de la conférence nationale de santé) : retiré (p. 2647).

PREMONT (Brigitte de)

Député du Pas-de-Calais

(3^e circonscription)

non inscrit puis RPR

Devenue député le 19 juin 1995 en remplacement de M. Philippe Vasseur, nommé membre du Gouvernement [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9344).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 24 juin 1995] (p. 9565).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 1995] (p. 9644).

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 855, posée le 6 février 1996 : **effectifs de maîtres nageurs sauveteurs** (p. 624). Non appelée.
- n° 1122, posée le 3 juin 1996 : **dispositifs individuels d'assainissement de l'eau** (p. 3812). Appellée le 11 juin 1996 : prise en charge par les communes (p. 4051).

PRINGALLE (Claude)

Député du Nord

(18^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Brodeurs du Cambrésis** : protection contre la concurrence étrangère [20 février 1996] (p. 987).

orales sans débat :

- n° 843, posée le 30 janvier 1996 : **centrales d'achat** (p. 435). Appellée le 8 février 1996 : relations avec les PME (p. 732).
- n° 912, posée le 5 mars 1996 : **fonds de compensation de la TVA** (p. 1198). Appellée le 14 mars 1996 (p. 1643).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60 % à 20,60 % le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995 (n° 2148).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 juillet 1995] (p. 1007) :

Entreprises : trésorerie.

TVA : horticulture.

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Justice. - *Questions* [24 octobre 1995] :

Tribunaux : Cambrai : tribunal pour enfant (p. 2403).

Aménagement du territoire, équipement et transports. - *Questions* [25 octobre 1995] :

Transports fluviaux : canal Seine-Nord (p. 2504).

Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat. - *Questions* [30 octobre 1995] :

Travail : fonds de participation aux bénéficiaires de l'entreprise (p. 2806).

Economie et finances : Charges communes. - Services financiers. - Monnaies et médailles (budget annexe). - Comptes spéciaux du Trésor. - Taxes parafiscales. - Vote des crédits [14 novembre 1995] :

Article 48 et état E (autorisation de perception des taxes parafiscales) :

- *favorable* à l'amendement n° 412 de M. Jean Bégault (suppression de la taxe parafiscale sur les produits horticoles) (p. 3716).

PRIVAT (Georges)

Député de l'Aveyron

(3^e circonscription)

non inscrit puis RPR

Devenu député le 19 juin 1995 en remplacement de M. Jacques Godfrain, nommé membre du Gouvernement [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9344).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 24 juin 1995] (p. 9565).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 1995] (p. 9644).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Robert Pandraud sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion des négociations avec certains pays tiers dans le cadre de l'article XXIV-6 du GATT et d'autres questions connexes (COM [96] 39 final/n° E-580) (n° 2597) [20 mars 1996].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réglementation des télécommunications [J.O. du 8 juin 1996] (p. 8501).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 2597) de M. Robert Pandraud sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion des négociations avec certains pays tiers dans le cadre de l'article XXIV-6 du GATT et d'autres questions connexes (COM [96] 39 final/n° E-580) (n° 2682) [26 mars 1996].

PRORIOL (Jean)

Député de la Haute-Loire

(2^e circonscription)

UDF

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5405).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat) [5 juillet 1995].

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [J.O. du 27 mars 1996] (p. 4710).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delalande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [J.O. du 4 avril 1996] (p. 5236).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat) [7 mai 1996].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation des activités financières [J.O. du 6 juin 1996] (p. 8388).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réglementation des télécommunications [J.O. du 8 juin 1996] (p. 8501).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

Cesse d'appartenir à cette mission [J.O. du 26 juin 1996] (p. 9560).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : annexe n° 29 : Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat (n° 2270) [12 octobre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Soutien aux PME** : plan PME ; conquête de nouveaux marchés [23 janvier 1996] (p. 188).

- **Marché de l'automobile** : recul [5 juin 1996] (p. 3855).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 janvier 1995] :

Communes : maires (p. 96).

Lois :

- loi n° 92-125 du 6 février 1992 d'orientation relative à l'administration territoriale de la République : article 89 (p. 95) ;

- projet de loi : concertation (p. 95).

Sapeurs-pompiers et sapeurs-pompiers volontaires (p. 96).

Secours (p. 96).

Services d'incendie et de secours (p. 95, 96).

Discussion des articles [16 et 17 janvier 1995] :

Article 5 (composition des corps des sapeurs-pompiers) :

- son amendement n° 86 (intégration dans le corps départemental des médecins, pharmaciens, vétérinaires, infirmiers affectés au service de santé et de secours médical des sapeurs-pompiers) : devenu sans objet (p. 123).

Article 26 (composition du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours) :

- son amendement n° 88 (participation avec voix consultative du médecin-chef du service de santé et de secours médical des sapeurs-pompiers) : adopté (p. 141).

Article 27 (prérogatives du préfet) :

- son amendement n° 89 (représentation du préfet par un membre du corps préfectoral) : rejeté (p. 142).

Article 31 (délibération du conseil d'administration) :

- défavorable aux amendements identiques n° 10 de M. Jean Besson, 109 de M. Jean Geney, 138 de M. Jacques Péliissard et 95 de M. Marc Le Fur (adoption de toute délibération à la majorité simple) (p. 153) ;

- ses observations sur l'amendement n° 46 de la commission (règles de calcul de la majorité qualifiée) (p. 153) ;

- son amendement n° 90 (délégations de vote) : devenu sans objet (p. 153).

Article 38 (dispositions financières transitoires) :

- son amendement n° 91 (calcul du plancher de contribution sans prise en compte des crédits exceptionnels d'équipement engagés au cours de la période de référence) (p. 157) : retiré (p. 158) ;

- son sous-amendement n° 178 (exclusion, pour le calcul précité, étendue à d'autres crédits exceptionnels d'équipement) à l'amendement n° 52 de la commission (même calcul excluant les crédits exceptionnels d'équipement affectés à la création des centres opérationnels départementaux d'incendie et de secours et des centres de traitement de l'alerte) : adopté (p. 158).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 février 1996] (p. 949) :

Collectivités locales : financement des services d'incendie.

Départements : établissements publics administratifs d'incendie et de secours.

Fonction publique territoriale : corps départemental des sapeurs-pompiers.

Sécurité civile : impact de la loi.

Discussion des articles [15 février 1996] :

Article 26 (composition du conseil d'administration) :

- ses observations (p. 963).

Après l'article 41 :

- son amendement n° 59 corrigé (contribution du SDIS à la formation des officiers de sapeurs-pompiers volontaires) (p. 974) : adopté (p. 975).

Article 45 (centres opérationnels départementaux d'incendie et de secours et centres de traitement de l'alerte) :

- soutient l'amendement n° 67 rectifié de M. Claude Malhuret (délai de mise en place) : adopté (p. 976).

Ses explications de vote (p. 979).

Vote pour du groupe UDF.

- **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).**

Première lecture :

Discussion des articles [27 et 28 juin 1995] :

Article 2 (amnistie de certains délits) :

- son amendement n° 3 (extension aux délits commis par les maires dans l'exercice de leurs fonctions sauf cas de faute personnelle) (p. 660) : rejeté (p. 661).

Article 26 (infractions exclues de l'amnistie) :

- son amendement n° 4 précédemment réservé (délits constitutifs d'une faute personnelle du maire en matière de patrimoine) : devenu sans objet (p. 724) ;

- son amendement n° 5 précédemment réservé (délits constitutifs d'une faute personnelle du maire en matière de protection de l'environnement) : devenu sans objet (p. 724).

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).**

Première lecture :

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Article 1^{er} (extension du champ d'application du référendum : art. 11 de la Constitution) :

- son amendement n° 22 (unité de contenu du projet de loi soumis à référendum ; publicité de l'avis du Conseil d'Etat) : rejeté (p. 924).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).*Première lecture :**Discussion des articles* [13, 17 juillet 1995] :**Après l'article 1^{er} :**

- son amendement n° 51 : non soutenu (p. 1119).

Après l'article 21 :

- son amendement n° 223 soutenu par M. Adrien Zeller (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les centres de formation d'apprentis) : rejeté (p. 1224).

- Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173).*Première lecture :**Discussion des articles* [27 juillet 1995] :**Article 1^{er}** (*institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi*) :*Article L. 322-4-2 du code du travail (publics visés et aides) :*

- son amendement n° 136 : non soutenu (p. 1442) ;

- son amendement n° 102 corrigé : non soutenu (p. 1443).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).*Première lecture, deuxième partie :***Aménagement du territoire, équipement et transports. -**
Questions [25 octobre 1995] :

Régions : plan Massif central (p. 2505).

Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat. -
Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur spécial de la commission des finances [30 octobre 1995] :

Banques et établissements financiers :

- bonifications d'intérêt (p. 2788) ;

- CODEVI (p. 2788).

Chambres de commerce et chambres de métiers (p. 2788, 2789).

Emploi (p. 2789).

Entreprises commerciales et artisanales : généralités (p. 2787, 2789).

Impôts et taxes : taxe sur les grandes surfaces (p. 2788).

Ministère :

- crédits (p. 2788) ;

- structure (p. 2788).

Organismes et structures : Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales (p. 2788, 2789).

Plan : contrats de plan Etat-régions (p. 2788).

*Vote des crédits :***Article 66** (*actualisation de la taxe pour frais de chambres des métiers*) :

- défavorable à l'amendement n° 157 de M. Georges Durand (de suppression) (p. 2811) ;

- son amendement n° 34 (critères d'actualisation du montant de la taxe pour frais des chambres de métier) (p. 2812) : retiré (p. 2814).

Après l'article 66 :

- soutient l'amendement n° 101 de la commission (rapport au Parlement, en annexe au projet de loi de finances, retraçant l'effort de l'Etat en faveur des PME) : adopté après modifications (p. 2814).

Intérieur. - Questions [3 novembre 1995] :

Services publics : zones rurales (p. 3069).

- Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [22 novembre 1995] (p. 4014, 4015) :

Assemblée nationale : commission des lois.

Collectivités et finances locales.

Commerce et artisanat.

Départements : Haute-Loire.

Entreprises.

Formation.

Professions médicales : médecins.

Sapeurs-pompiers volontaires.

Services d'incendie et de secours.

Travail : autorisations d'absence et disponibilité.

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).*Première lecture :**Discussion des articles* [6 décembre 1995] :**Après l'article 27 :**- son sous-amendement n° 97 (application du dispositif à compter du 1^{er} janvier 1996) à l'amendement n° 29 de la commission (exonération de taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie) (p. 4702) : devenu sans objet (p. 4703).**- Proposition de loi améliorant le financement des associations concourant à l'action humanitaire en vue de leur permettre de participer plus efficacement à la lutte contre l'exclusion (n° 2476).***Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [24 janvier 1996] (p. 277, 278) :

Action sociale et solidarité nationale : exclusion : fracture sociale.

Associations :

- gestion : transparence financière ;

- mesures de soutien ;

- ressources : financement ;

- rôle.

Emploi : création d'emplois.

Impôts et taxes :

- amendement Coluche ;

- déduction des dons des entreprises ;

- réductions d'impôt accordées aux particuliers.

Lois : loi du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat.

Discussion des articles [24 janvier 1996] :**Article 1^{er}** (*amélioration du régime fiscal des dons effectués par les particuliers*) :

- son amendement n° 7 (taux de la réduction d'impôt fixé à 50 % pour les dons faits au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 285) ;

- son amendement n° 8 (taux de la réduction d'impôt fixé à 60 % pour les dons faits au profit des organismes qui procèdent à la fourniture gratuite de repas à des personnes en difficulté ou qui contribuent à favoriser leur logement) (p. 286) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 287) ;

- son amendement n° 9 (plafond de la réduction d'impôt fixé à 2 000 francs pour les dons faits au profit d'organismes qui distribuent des repas ou fournissent un logement) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 288).

Après l'article 2 :

- son amendement n° 10 (relèvement de l'abattement dont bénéficient les associations en matière de taxe sur les salaires) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 290).

Vote pour du groupe UDF (p. 278).

- **Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 février 1996] (p. 611, 612) :

Collectivités locales : régions.

Formation professionnelle et promotion sociale :

- apprentissage : généralités ;
- centres de formation d'apprentis : ressources : péréquation ;
- Conseil national de l'apprentissage : création.

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 mars 1996] (p. 1181) :

Banques et établissements financiers : Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME).

Entreprises : transmissions d'entreprises.

Epargne :

- livret A ;
- livret « jeune ».

Finances publiques : inspection générale des finances.

Discussion des articles [6 mars 1996] :

Article 8 (délais de réponse de l'administration en matière fiscale) :

- son amendement n° 339 (validation des méthodes de détermination des prix de transfert par saisine préalable de l'administration fiscale) (p. 1223) : retiré (p. 1224).

Après l'article 16 :

- son sous-amendement n° 336 (possibilité pour le représentant légal d'effectuer des retraits lorsque le mineur a atteint l'âge de seize ans) à l'amendement n° 5 corrigé du Gouvernement (création du livret « jeune ») (p. 1269) : retiré (p. 1272) ;

- son sous-amendement n° 337 (application aux premiers livrets des caisses d'épargne des règles relatives aux opérations de retrait prévues pour le livret « jeune ») à l'amendement n° 5 corrigé du Gouvernement (p. 1269) : retiré (p. 1272).

- **Projet de loi de modernisation des activités financières (n° 2650).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 avril 1996] :

Communautés européennes et Union européenne :

- construction européenne : marché financier unique : monnaie unique (p. 2234) ;
- directive du 10 mai 1993 sur les services d'investissement (p. 2233).

Marchés financiers :

- Association française des entreprises d'investissement (p. 2235) ;
- Commission des opérations de bourse (p. 2235) ;
- Conseil des marchés financiers (p. 2234) ;
- instruments financiers : titres de créances négociables (p. 2234) ;
- maisons de titres (p. 2234) ;

- organisation : rôle économique (p. 2234) ;
- protection des investisseurs (p. 2234).

Politique économique (p. 2234).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 mai 1996] (p. 3608, 3609) :

Marchés financiers :

- Association française des entreprises d'investissement ;
- entreprises d'investissement ;
- maisons de titres ;
- organisation : rôle économique.

Politique économique.

Vote pour du groupe UDF (p. 3609).

- **Projet de loi de réglementation des télécommunications (n° 2698).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [9 mai 1996] (p. 2914) :

Communautés européennes et Union européenne : résolution du Conseil du 22 juillet 1993 relative à l'ouverture du marché des télécommunications au 1^{er} janvier 1998.

Organismes et structures : Autorité de régulation des télécommunications.

Recherche.

Télécommunications :

- France Télécom ;
- service public : service universel et péréquation géographique.

- **Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 mai 1996] (p. 3343) :

Entreprises : plan PME, prêts bonifiés.

Formation professionnelle : apprentissage et qualification professionnelle.

Urbanisme commercial.

Villes : centres villes.

PUECH (Jean)

*Ministre de l'agriculture et de la pêche
puis ministre de la fonction publique*

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions : démission du gouvernement de M. Edouard Balladur. Décret du 11 mai 1995 [J.O. du 12 mai 1995] (p. 7976).

Est nommé ministre de la fonction publique. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

Fin de ses fonctions : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

REPONSES AUX QUESTIONS**eu Gouvernement de :**

- **Berson (Michel) : fonction publique : rémunérations : montant ; grève générale annoncée pour le 10 octobre [3 octobre 1995] (p. 1578 et 1579).**
- **Batalla (Christlan) : grève dans la fonction publique : rémunérations [10 octobre 1995] (p. 1720 et 1721).**

- **Colliard (Daniel) : avenir des services publics** : rémunérations [10 octobre 1995] (p. 1721 et 1722).
- **Bardet (Jean) : grève dans la fonction publique** : conflits du travail ; continuité du service public [10 octobre 1995] (p. 1724).
- **Dutrèil (Renaud) : avenir des services publics** : rémunérations ; politiques de communication [10 octobre 1995] (p. 1727).
- **Urbanik (Jean) : effectifs de l'administration dans la région Nord-Pas-de-Calais** : insuffisance [11 octobre 1995] (p. 1782).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).**

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [17 janvier 1995] :

BAPSA :

- cotisations sociales (p. 177) ;
- pensions de réversion (p. 178).

Emploi : salariés agricoles (p. 178).

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs, droits à produire (p. 177, 178).

Exploitations agricoles :

- statut (p. 178) ;
- transmission (p. 178).

Impôts et taxes : TVA sur les produits horticoles (p. 177).

Impôts locaux : impôt sur le foncier non bâti (p. 177, 178).

Viticulture (p. 178).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Fonction publique. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [26 octobre 1995] :*

Administration :

- délocalisation (p. 2553) ;
- dialogue social (p. 2540, 2541, 2553) ;
- modernisation et accueil du public (p. 2542, 2553).

Enseignement privé (p. 2553).

Fonctionnaires et agents publics :

- action sociale (p. 2541, 2553) ;
- affectations (p. 2552) ;
- auxiliaires et contractuels (p. 2540, 2541, 2553, 2554) ;
- concours (p. 2552) ;
- corps (p. 2542) ;
- dépenses induites (p. 2539, 2540) ;
- formation professionnelle (p. 2541) ;
- Ecole nationale d'administration (p. 2542, 2552, 2553) ;
- effectifs (p. 2539) ;
- ministère de la fonction publique : crédits (p. 2542) ;
- rémunérations (p. 2540, 2542) ;
- travail à temps partiel (p. 2541).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 2552).

Service public (p. 2539, 2540, 2553).

Réponses aux questions :

Administration : gestion des personnels : déconcentration (M. Patrick Delnatte) (p. 2554).

Fonctionnaires et agents publics : indemnité de résidence : Nice (M. Rudy Salles) (p. 2555).

Services publics : maintien en milieu rural (M. Bernard Accoyer) (p. 2554).

Q

QUILES (Paul)*Député du Tarn**(1^{re} circonscription)**Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 31 octobre 1995] (p. 15952).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 31 octobre 1995] (p. 15952).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

DEPOTS**Proposition de résolution** sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'application à la téléphonie vocale des principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP) (n° E-406) (n° 2080) [8 juin 1995].**QUESTIONS****au Gouvernement :**- **Services publics** : monopole : maintien [31 mai 1995] (p. 387, 388).- **Essais nucléaires** : reprise : conséquences [18 octobre 1995] (p. 1960).- **La France et l'OTAN** : relations en matière de dissuasion nucléaire [17 janvier 1996] (p. 82, 83).- **Commandement intégré de l'OTAN** : réorganisation de l'OTAN [4 juin 1996] (p. 3751).**INTERVENTIONS**- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la sûreté nucléaire** (n° 2139).*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique* [26 juillet 1995] (p. 1321, 1322) :

Communautés européennes et Union européenne : EURATOM ; programmes PHARE et TACIS.

Convention sur la sûreté nucléaire : genèse et dispositions ; pays signataires.

Energie : nucléaire civil : sûreté.

Environnement : écotaxe.

Industrie : industrie française, européenne et concurrence américaine.

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Pierre-André Périssol, ministre du logement sur la réforme de l'accession à la propriété et débat sur cette déclaration** (n° 2264).*Principaux thèmes développés* [3 octobre 1995] (p. 1590, 1591) :

Aides : prêts d'accession à la propriété : prêt PAP, prêt à 0 %, prêt d'accession sociale.

Impôts et taxes :

- revenu imposable et déduction des intérêts d'emprunt ;
- taxation des produits financiers des HLM ;
- TVA sur le foncier ; TVA : taux normal de 20,6 %.

Logement social : HLM : parc, loyers, plafonds de ressources, acquisition par les locataires.

- **Débat sur la reprise, par la France, des essais nucléaires.***Principaux thèmes développés* [13 décembre 1995] :

Affaires étrangères :

- contexte géopolitique (p. 5116) ;
- prolifération nucléaire (p. 5116).

Armements nucléaires :

- dissuasion nucléaire (p. 5117, 5118) ;
- essais nucléaires (p. 5116, 5117) ;
- simulation : programme PALEN (p. 5118).

Communautés européennes et Union européenne : défense européenne, dissuasion élargie (p. 5117).

Traités et conventions :

- traité d'interdiction des essais nucléaires (p. 5118) ;
- traité de non-prolifération nucléaire (p. 5116).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Charles Millon, ministre de la défense, sur la politique de défense et débat sur cette déclaration** (n° 2654).*Principaux thèmes développés* [20 mars 1996] :

Affaires étrangères :

- contexte géopolitique (p. 1826) ;
- opérations de maintien de la paix : enseignements (p. 1827) ;
- Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (p. 1827).

Armée de terre :

- format et organisation (p. 1827) ;
- professionnalisation (p. 1828).

Armements nucléaires essais nucléaires et simulation : programme PALEN (p. 1827).

DOM-TOM (p. 1827).

Europe : défense européenne, corps européen (p. 1827).

Service national (p. 1828).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002** (n° 2766).*Première lecture :**Avant la discussion des articles* [5 juin 1996] :*Soutient* la question préalable opposée par : *Fabius (Laurent)* (p. 3880) : rejetée (p. 3888).*Principaux thèmes développés :*

Affaires étrangères :

- contexte géopolitique (p. 3880) ;
- Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (p. 3881, 3886) ;
- Union de l'Europe occidentale (p. 3881).

Armée de terre :

- format (p. 3882) ;
- professionnalisation (p. 3880).

Armements nucléaires stratégiques : Commissariat à l'énergie atomique (p. 3883).

Constitution (p. 3880).

Finances publiques (p. 3880).

Industries d'armement :

- généralités (p. 3882) ;
- Direction des constructions navales (p. 3883).

Livre blanc sur la défense (p. 3880).

Lois : loi de programmation militaire du 23 juin 1994 pour les années 1995 à 2000 (p. 3880).

Service national (p. 3880).

- Projet de loi relatif à l'entreprise nationale France Télécom (n° 2884).

Première lecture :

Discussion des articles [26 juin 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- *ses observations* sur l'amendement n° 41 de Mme Ségolène Royal (principe d'adaptation) (p. 4931, 4934) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 45 de Mme Ségolène Royal (principe d'accessibilité) (p. 4938).

QUILLET (Pierre)

Député de la Seine-et-Marne

(6^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 14 octobre 1995] (p. 15023).

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 659, posée le 20 juin 1995 : **maison d'arrêt de Meaux** (p. 563). Appelée le 29 juin 1995 : fonctionnement (p. 754, 755).
- n° 957, posée le 19 mars 1996 : **moyens et effectifs du palais de justice de Meaux** (p. 1797). Appelée le 28 mars 1996 : difficultés de fonctionnement (p. 2102).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité entre les générations. - Questions [27 octobre 1995] :

Famille : prestations familiales : enfants issus de mariages polygamiques : définition de la notion d'enfant à charge (p. 2630).

Personnes âgées : prestation d'autonomie : gestion et financement : rôle des conseils généraux et du Fonds de solidarité vieillesse (p. 2629).

R

RAFFARIN (Jean-Pierre)

Ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat

NOMINATIONS

Est nommé ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

Fin de ses fonctions : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

Est nommé ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16345).

DEPOTS

Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749) [29 avril 1996].

REponses AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- **Masson (Jean-Louis) : urbanisme commercial : grandes surfaces :** autorisations d'ouverture [21 juin 1995] (p. 572, 573).
 - **Aillaud (Thérèse) : actions en faveur des PME :** politique et réglementation [18 octobre 1995] (p. 1958).
 - **Royer (Jean) : petite et grande distribution : grandes surfaces :** autorisation d'ouverture : réglementation [18 octobre 1995] (p. 1963).
 - **Poignant (Serge) : plan en faveur des PME :** mise en œuvre [28 novembre 1995] (p. 4107, 4108).
 - **Charlé (Jean-Paul) : relations entre les PME et l'administration :** formalités administratives : simplification [28 novembre 1995] (p. 4108, 4109).
 - **Deprez (Léonce) : crédit aux PME-PMI :** financement : SOFARIS : fonctionnement [28 novembre 1995] (p. 4112).
 - **Saugéy (Bernard) : implantation des grandes surfaces :** autorisations d'ouverture : seuil de superficie : abaissement ; commerce discount [29 novembre 1995] (p. 4233).
 - **Gascher (Pierre) : commission départementale d'équipement commercial :** composition [5 décembre 1995] (p. 4550, 4551).
 - **Mathot (Philippe) : conséquences des grèves pour les entreprises :** mesures fiscales et sociales [5 décembre 1995] (p. 4554, 4555).
 - **Jégou (Jean-Jacques) : facilités de paiement pour les PME :** grève : conséquences pour les PME : paiement des charges [12 décembre 1995] (p. 5008).
 - **Carrez (Gilles) : effets des mouvements sociaux :** grèves : conséquences pour les PME : mesures financières et fiscales [12 décembre 1995] (p. 5013).
 - **Warhouver (Aloÿse) : industrie française de la chaussure :** aides de l'Etat [20 décembre 1995] (p. 5400).
 - **Briand (Philippe) : difficultés des PME :** conséquences des grèves [20 décembre 1995] (p. 5401).
 - **Ancieux (Jean-Paul) : urbanisme commercial : grande distribution :** autorisations d'ouverture : réglementation [20 décembre 1995] (p. 5402, 5403).
 - **Meylan (Michel) : urbanisme commercial : grandes surfaces :** autorisation d'ouverture [23 janvier 1996] (p. 187, 188).
 - **Proriot (Jean) : soutien aux PME :** plan PME ; conquête de nouveaux marchés [23 janvier 1996] (p. 188).
 - **Boisseau (Marie-Thérèse) : adaptation des métiers de bouche aux normes européennes :** délais ; aides de l'Etat [31 janvier 1996] (p. 472).
 - **Assouad (Lionel) : prêts en faveur du commerce et de l'artisanat :** prêts bonifiés : conditions d'attribution [6 février 1996] (p. 578).
 - **Hamel (Gérard) : embauche d'apprentis dans l'artisanat :** simplification de la procédure [19 mars 1996] (p. 1739).
 - **Sauvadet (François) : formalités administratives imposées aux PME :** simplification [27 mars 1996] (p. 2048).
 - **Ehrmann (Charles) : difficultés économiques et sociales de la Côte d'Azur :** bâtiment : emploi et activité dans les Alpes-Maritimes [14 mai 1996] (p. 3092).
 - **Le Déaut (Jean-Yves) : situation des artisans :** difficultés des PME [15 mai 1996] (p. 3183).
 - **Charlé (Jean-Paul) : taxe sur les cotisations des entreprises :** bulletins de salaire : simplification [28 mai 1996] (p. 3501).
 - **Mazeaud (Pierre) : réglementation en milieu rural :** assouplissement [11 juin 1996] (p. 4080).
 - **Decagny (Jean-Claude) : industrie du carrelage et de la céramique :** marché : conséquences [11 juin 1996] (p. 4082).
 - **Boisseau (Marie-Thérèse) : formalités administratives :** simplification [26 juin 1996] (p. 4954).
- orales sans débat de :
- **Cuq (Henri) (n° 664) : relations PME-établissements bancaires :** financement des PME [5 octobre 1995] (p. 1673, 1674).
 - **Dominati (Laurent) (n° 674) : exercice du droit de propriété :** pratique du squat ; locaux de prostitution : jurisprudence [5 octobre 1995] (p. 1674, 1675).
 - **Aurillac (Martine) (n° 689) : commerces de la rue du Dragon :** occupation d'un immeuble : conséquences pour le commerce ; indemnisation exceptionnelle [13 octobre 1995] (p. 1838).
 - **Daniel (Christlan) (n° 691) : retraite des artisans :** âge de la retraite ; artisans totalisant quarante annuités avant l'âge de soixante ans [13 octobre 1995] (p. 1839, 1840).
 - **Abellin (Jean-Pierre) (n° 686) : création d'emplois dans l'artisanat :** aides de l'Etat [13 octobre 1995] (p. 1843, 1844).
 - **Van Haecke (Yves) (n° 700) : autorisations d'ouverture des grandes surfaces :** réglementation : zones rurales [23 novembre 1995] (p. 4035 à 4037).
 - **Thomas (Jean-Pierre) (n° 739) : plans de mise en conformité dans les PME :** équipements de travail : application de la directive européenne 89/655 [7 décembre 1995] (p. 4725).
 - **Cathala (Laurent) (n° 768) : implantation d'une grande surface dans la commune de Bonneuil-sur-Marne :** hypermarché Leclerc : autorisation d'ouverture [21 décembre 1995] (p. 5454).
 - **Depaix (Maurice) (n° 842) : exonération de cotisations d'allocations familiales :** publication d'un décret d'application [8 février 1996] (p. 731).

- **Pringalle (Claude) (n° 843) : centrales d'achat** : relations avec les PME [8 février 1996] (p. 732).
- **Boisseau (Marie-Thérèse) (n° 881) : délais de paiement des produits frais transformés** : réglementation [22 février 1996] (p. 1087).
- **Le Déaut (Jean-Yves) (n° 895) : mesures d'aide aux commerçants et artisans** : créations d'emplois : application de la réglementation [7 mars 1996] (p. 1305).
- **Daniel (Christian) (n° 972) : modalités d'application du plan PME** : prêts bonifiés : octroi [18 avril 1996] (p. 2379).
- **Kiffer (Jean) (n° 974) : salles de spectacles de la commune d'Amnéville** : aides de l'Etat [18 avril 1996] (p. 2380).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [30 octobre 1995] :

Administration : formalités (p. 2802).

Banques et établissements financiers :

- bonifications d'intérêt (p. 2802) ;
- CODEVI (p. 2802) ;
- fonds communs de placement de proximité (p. 2800, 2801) ;
- Société française pour l'assurance du capital risque (p. 2800).

Entreprises commerciales et artisanales :

- généralités (p. 2802) ;
- entreprises individuelles : statut (p. 2800) ;
- plan PME-PMI (p. 2800 à 2802).

Grandes surfaces (p. 2802, 2803).

Ministère :

- crédits (p. 2800) ;
- structure (p. 2801).

Organismes et structures : Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales (p. 2800, 2802).

Recherche (p. 2801).

Réponses aux questions :

Banques et établissements financiers :

- bonifications d'intérêt (MM. Michel Jacquemin et Henri de Richemont) (p. 2805, 2806) ;
- CODEVI (M. Michel Jacquemin) (p. 2805) ;
- Société française pour l'assurance du capital risque (M. Henri de Richemont) (p. 2806).

Entreprises commerciales et artisanales : plan PME-PMI (Mme Thérèse Boisseau) (p. 2804).

Formation professionnelle et promotion sociale (MM. Jean-Paul Fuchs et Jean Roatta) (p. 2809, 2810).

Grandes surfaces et magasins d'usine (MM. Gilbert Baumet, Georges Durand, Jean-Paul Fuchs et Philippe Mathot) (p. 2803, 2807, 2811).

Organismes et structures :

- Agence nationale pour la création d'entreprises (M. Harry Lapp) (p. 2809) ;
- Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales (MM. Georges Durand, Michel Jacquemin, Charles Gheerbrant) (p. 2804, 2805, 2807, 2808, 2810).

Travail : fonds de participation aux bénéfices de l'entreprise (M. Claude Pringalle) (p. 2806, 2807).

Villes : quartiers difficiles (M. Jean-Pierre Calvel) (p. 2810).

Vote des crédits :

Article 66 (actualisation de la taxe pour frais de chambres de métiers) :

- ses observations sur l'amendement n° 34 de M. Jean Proriol (critères d'actualisation du montant de la taxe pour frais des chambres de métier) (p. 2813).

Après l'article 66 :

- favorable à l'amendement n° 101 de la commission (rapport au Parlement, en annexe au projet de loi de finances, retraçant l'effort de l'Etat en faveur des PME) (p. 2814) ;
- favorable au sous-amendement oral de M. Jean-Paul Charé (rédactionnel) à l'amendement n° 101 de la commission (p. 2814).

- Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [5 mars 1996] :

Sa réponse (p. 1190).

Principaux thèmes développés :

Banques et établissements financiers : Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME) (p. 1190).

Commerce et artisanat : urbanisme commercial (p. 1190).

Entreprises :

- PME (p. 1190) ;
- procédures administratives : simplification (p. 1190).

Recherche (p. 1190).

Discussion des articles [7 mars 1996] :

Article 50 (régime transitoire des ouvertures de surfaces commerciales) :

- défavorable à l'amendement n° 130 de M. Jean-Pierre Brard (prorogation du gel de toute création de magasin de commerce de détail soumise à autorisation) (p. 1398) ;
- favorable à l'amendement n° 89 de la commission (de précision) (p. 1398) ;
- favorable à l'amendement n° 90 de la commission (rédactionnel) (p. 1398) ;
- défavorable à l'amendement n° 181 de M. Alain Ferry (relèvement de 300 à 500 mètres carrés du seuil d'autorisation des surfaces commerciales) (p. 1398) ;
- défavorable à l'amendement n° 313 de M. Bruno Retailleau (autorisation des créations et extensions de magasins de commerce de services dont la surface de vente est supérieure à 300 mètres carrés) (p. 1399) ;
- défavorable à l'amendement n° 91 de la commission (sanction au prorata du nombre de dizaines de mètres carrés utilisés illégalement) (p. 1399) ;
- défavorable à l'amendement n° 238 de M. Hervé Novelli (annulation des demandes d'autorisations faisant l'objet d'un recours juridictionnel) (p. 1400) ;
- défavorable à l'amendement n° 136 de M. Francis Saint-Ellier (autorisation des créations d'ensembles cinématographiques comportant plus de mille places) (p. 1401).

Article 51 (dérogations aux dispositions restrictives transitoires) :

- défavorable à l'amendement n° 102 de M. Daniel Garrigue (non-application de l'article 50 aux zones classées « UA » dans les plans d'occupation des sols) (p. 1402) ;
- défavorable à l'amendement n° 206 de M. Bernard Bosson (non-application de l'article 50 aux opérations envisagées dans un rayon d'un kilomètre de l'hôtel de ville d'une commune siège de préfecture ou de sous-préfecture) (p. 1403) ;

- défavorable à l'amendement n° 180 de M. Jérôme Bignon (non-application de l'article 50 aux opérations envisagées dans le centre urbain ancien d'une ville de plus de 25 000 habitants) (p. 1403) ;
- favorable à l'amendement n° 248 de M. Raoul Béteille (non-application de l'article 50 aux opérations d'aménagement liées à la réalisation du Stade de France) (p. 1403) ;
- défavorable à l'amendement n° 303 de M. Camille Darsières (non-application de l'article 50 dans les zones d'aménagement concertées des communes d'outre-mer bénéficiant de contrats de ville) (p. 1404).

Article 52 (prorogation du mandat des membres de la Commission nationale d'équipement commercial) :

- favorable à l'amendement n° 92 de la commission (de précision) (p. 1404).

- Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [22 mai 1996] :

Son intervention (p. 3290).

Son intervention sur la question préalable opposée par : Fabius (Laurent) (p. 3306).

Sa réponse (p. 3359).

Principaux thèmes développés :

Aménagement du territoire : zones rurales et zones de montagne (p. 3306, 3361).

Artisanat (p. 3291, 3360).

Consommation (p. 3362).

Emploi (p. 3290, 3361).

Entreprises : plan PME, prêts bonifiés (p. 3290, 3361).

Formation professionnelle : apprentissage et qualification professionnelle (p. 3290, 3362).

Hôtellerie et restauration (p. 3363).

Impôts et taxes (p. 3363).

Lois : loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (p. 3292).

Prix et concurrence :

- grandes surfaces et abus de position dominante (p. 3291, 3307) ;
- soldes (p. 3364).

Urbanisme commercial (p. 3291, 3307, 3360).

Villes :

- centres villes (p. 3291, 3307) ;
- zones franches (p. 3306).

Discussion des articles [22 et 23 mai 1996] :

Article 1^{er} (principes d'orientation de l'équipement commercial) :

- favorable aux amendements n° 33 et 34 de la commission (rédactionnels) (p. 3365) ;
- favorable à l'amendement n° 35 de la commission (référence aux extensions, transferts et changements d'activités des entreprises commerciales et artisanales) (p. 3365) ;
- favorable à l'amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) (p. 3365) ;
- ses observations sur l'amendement n° 37 de la commission (consultation des organisations professionnelles des secteurs concernés et des organisations de consommateurs) (p. 3366) ;
- favorable à l'amendement n° 38 de la commission (élaboration du programme national avant le 31 décembre 1996) (p. 3366) ;

- ses observations sur l'amendement n° 205 de M. Jean-Paul Charié (contenu du programme national) (p. 3366).

Article 4 (critères des décisions d'autorisation et présentation des projets) :

- favorable à l'amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) (p. 3367) ;
- défavorable à l'amendement n° 208 de M. Jean-Paul Charié (impact des nouveaux projets en termes d'emplois) (p. 3367) ;
- favorable à l'amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) (p. 3368) ;
- ses observations sur l'amendement n° 42 de la commission (appréciation de la concurrence au sein de l'ensemble du commerce et de l'artisanat d'une zone) (p. 3368) ;
- défavorable à l'amendement n° 43 de la commission (prise en compte dès leur publication des dispositions des schémas de développement commercial) (p. 3369) ;
- défavorable à l'amendement n° 153 rectifié de M. Georges Sarre (réalisation des schémas d'équipement commercial à l'échelle départementale) (p. 3370) ;
- soutient l'amendement n° 242 du Gouvernement (préparation des schémas de développement commercial par les observatoires départementaux d'équipement commercial et rapport au Parlement) (p. 3370) : adopté (p. 3373) ;
- défavorable au sous-amendement n° 252 de M. Jean-Paul Charié (référence à des schémas intercommunaux et suppression des observatoires départementaux) à l'amendement n° 242 du Gouvernement (p. 3371) ;
- ses observations sur l'amendement n° 43 précédemment réservé de la commission (prise en compte dès leur publication des dispositions contenues dans les schémas de développement commercial) (p. 3374) ;
- favorable aux amendements n° 45 et 46 de la commission (rédactionnels) (p. 3374) ;
- défavorable à l'amendement n° 207 de M. Jean-Paul Charié (soumission à autorisation des entreprises commerciales et artisanales de plus de 300 mètres carrés) (p. 3381) ;
- défavorable à l'amendement n° 154 rectifié de M. Georges Sarre (soumission à enquête publique pour les projets d'une surface de vente de 3 000 mètres carrés à Paris, Lyon et Marseille) (p. 3382).

Article 5 (projets soumis à autorisation) :

- défavorable à l'amendement n° 118 de M. Charles Cova (autorisation pour les surfaces supérieures à 1 500 mètres carrés pour les activités autres qu'alimentaires) (p. 3384) ;
- favorable à l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) (p. 3384) ;
- favorable à l'amendement n° 48 de la commission (traitement des installations sur parkings des grandes surfaces) (p. 3384) ;
- défavorable à l'amendement n° 140 de M. Charles Cova (limitation des restrictions d'extension aux seuls commerces à dominante alimentaire) (p. 3385) ;
- défavorable à l'amendement n° 155 de M. Georges Sarre (autorisation lors de tout changement de destination d'un local commercial) (p. 3385) ;
- favorable à l'amendement n° 239 de M. Gérard Voisin (cas des transferts autorisés avant la promulgation de la présente loi) (p. 3385) ;
- favorable à l'amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) (p. 3385) ;
- défavorable à l'amendement n° 114 de M. Jérôme Bignon (délai pour le traitement des problèmes entre bailleurs et preneurs) (p. 3386) ;
- ses observations sur l'amendement n° 106 de M. André Fanton (autorisation pour tout projet de changement d'activité dès lors que la surface de vente est supérieure à 300 mètres carrés) (p. 3386) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 107 de M. André Fanton (autorisation pour tout projet de changement de secteur d'activité dès lors que la surface de vente est supérieure à 2 000 mètres carrés ou à 300 mètres carrés en cas d'activité alimentaire) (p. 3387) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 156 de M. Georges Sarre (avis du maire d'arrondissement à Paris, Lyon, Marseille) (p. 3387) ;
- *favorable* à l'amendement n° 17 de M. Gérard Voisin (autorisation pour les constructions ou les transformations d'immeubles en vue de la création d'établissements hôteliers d'une capacité supérieure à vingt chambres) (p. 3389) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 233 de M. Patrice Martin-Lalande (autorisation étendue aux résidences de tourisme et aux résidences hôtelières) à l'amendement n° 17 de M. Gérard Voisin (p. 3390) ;
- *soutient* le sous-amendement n° 249 du Gouvernement (fixe la capacité à cinquante chambres) (p. 3387) à l'amendement n° 17 de M. Gérard Voisin : rejeté (p. 3391) ;
- *favorable* à l'amendement n° 238 de M. Gérard Voisin (fixe la capacité à cinquante chambres) (p. 3390) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 184 rectifié de M. Thierry Mariani (fixe la capacité à cinquante chambres) (p. 3390) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 109 de M. Marc Le Fur (autorisation pour les restaurants de plus 300 mètres carrés) (p. 3391) ;
- *soutient* l'amendement n° 256 rectifié du Gouvernement (autorisation pour la création d'ensembles de salles de spectacles cinématographiques de plus de deux mille places) (p. 3391) : rejeté (p. 3395) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 144 de M. Jean-Pierre Kucheida (modulation des seuils déterminée par décret en Conseil d'Etat) (p. 3396) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 113 de M. Jérôme Bignon (pas d'autorisation pour les regroupements de surfaces inférieures à 2 000 mètres carrés ou à 300 mètres carrés dans le cas d'une activité à dominante alimentaire) (p. 3396) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 212 de M. Charles Cova (traitement des ventes de fonds de commerce dans le cadre de la dernière activité) (p. 3396).

Article 7 (composition des commissions départementales d'équipement commercial) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 214 de M. Jean-Paul Charié (vérification de la conformité des schémas de développement commercial avec le programme national) (p. 3398) ;
- *favorable* à l'amendement n° 51 de la commission (référence et au programme national et au schéma de développement commercial) (p. 3398) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 147 de M. Jean-Pierre Kucheida (de suppression partielle) (p. 3398) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 85 de M. Daniel Soulage (représentation de la profession au sein de la commission départementale) (p. 3399) ;
- *favorable* à l'amendement n° 52 de la commission (rédactionnel) (p. 3399) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 102 de M. Alain Madalle (présence du député de la circonscription du lieu d'implantation) (p. 3399) ;
- *favorable* à l'amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) (p. 3399) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 86 corrigé de M. Daniel Soulage (représentation des unions commerciales locales) (p. 3399) ;
- *favorable* à l'amendement n° 54 de la commission (rédactionnel) (p. 3399) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 157 de M. Georges Sarre (respect du pluralisme dans la composition de la commission départementale) (p. 3400) ;

- *favorable* à l'amendement n° 55 de la commission (simplification des formalités pour les surfaces ne dépassant pas 1 000 mètres carrés) (p. 3400).

Article 8 (modalités de vote au sein des commissions départementales d'équipement commercial) :

- *défavorable* à l'amendement n° 105 de M. Paul Chollet (vote du maire de la commune la plus peuplée de l'arrondissement) (p. 3401) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 104 de M. Paul Chollet (unanimité des autres membres de la commission départementale en cas de désaccord du maire de la commune la plus peuplée de l'arrondissement) (p. 3401).

Article 9 (procédure devant les commissions départementales d'équipement commercial) :

- *défavorable* à l'amendement n° 215 corrigé de M. Jean-Paul Charié (la commission départementale statue en se référant aussi aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1973) (p. 3402) ;
- *défavorable* aux amendements identiques nos 30 corrigé de M. Germain Gengenwin et 88 de M. Daniel Soulage (suppression d'une partie de l'article 32 de la loi « Royer » du 27 décembre 1973) (p. 3402) ;
- *favorable* à l'amendement n° 198 de M. Patrick Hoguet (conditions de saisine de la Commission nationale) (p. 3403) ;
- *soutient* l'amendement n° 261 du Gouvernement (même objet) : adopté (p. 3403) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Germain Gengenwin (porte d'un à deux ans le délai pendant lequel un projet ne peut pas être présenté à nouveau) (p. 3403).

Article 10 (Commission nationale d'équipement commercial) :

- *favorable* à l'amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) (p. 3404) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 89 de M. Daniel Soulage (composition de la Commission nationale d'équipement commercial) (p. 3405) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 194 corrigé de M. Germain Gengenwin (composition de la Commission nationale d'équipement commercial) (p. 3405) ;
- *favorable* aux amendements nos 57 et 58 de la commission (rédactionnels) (p. 3405) ;
- *défavorable* aux amendements identiques nos 31 de M. Germain Gengenwin, 96 de M. Francis Saint-Ellier et 183 de M. Thierry Mariani (conditions de majorité et vote public de la Commission nationale d'équipement) (p. 3406) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 260 de M. Ambroise Guellec (suppression de l'obligation de publicité des votes émis) aux amendements identiques nos 31 de M. Germain Gengenwin, 96 de M. Francis Saint-Ellier et 183 de M. Thierry Mariani (p. 3407).

Après l'article 10 :

- *défavorable* à l'amendement n° 150 de M. Jean-Pierre Kucheida (rapport au Parlement dans les six mois de la publication de la loi) (p. 3407) ;
- *favorable* à l'amendement n° 59 de la commission (traitement des demandes d'autorisation enregistrées avant la date de publication de la présente loi) (p. 3407) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 164 de M. Georges Sarre (commerces de proximité dans les zones d'aménagement concerté et association des commissions départementales d'équipement commercial) (p. 3408) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 165 de M. Georges Sarre (opérations d'amélioration de l'habitat et commerces de proximité) (p. 3409) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 60 de la commission (prorogation de la durée de validité de certains permis de construire) (p. 3410) ;

- favorable à l'amendement n° 91 de M. Georges Durand (interdiction des ventes d'armes dans les grandes surfaces) (p. 3411) ;
- favorable au sous-amendement n° 121 corrigé de M. François Grosdidier (possibilité de vendre les armes si la grande surface dispose d'un armurier professionnel diplômé et employé à plein temps) à l'amendement n° 91 de M. Georges Durand (p. 3411) ;
- défavorable à l'amendement n° 148 de M. Jean-Pierre Kucheida (rapport au Parlement sur l'aspect architectural des grandes surfaces et l'affichage publicitaire) (p. 3412).

Article 11 (obligation de qualification professionnelle) :

- défavorable à l'amendement n° 28 de M. Pierre Micaux (qualification professionnelle pour les activités susceptibles de mettre en jeu la santé et la sécurité des consommateurs) (p. 3418) ;
- défavorable à l'amendement n° 234 de M. Patrice Martin-Lalande (même objet) (p. 3418) ;
- défavorable à l'amendement n° 186 de M. Thierry Mariani (même objet) (p. 3418) ;
- défavorable aux amendements identiques n° 5 de M. Germain Gengenwin, 130 de M. Alain Ferry et 178 de M. Jean-Paul Fuchs (métiers du bâtiment considérés comme des métiers qualifiés) (p. 3419) ;
- défavorable à l'amendement n° 218 de M. Jean-Paul Charié (qualification professionnelle pour la commercialisation, l'entretien ou la réparation des armes et munitions) (p. 3420) ;
- favorable à l'amendement n° 61 de la commission (insère les opérations sur les réseaux et les fluides parmi les professions soumises à l'obligation de qualification professionnelle) (p. 3421) ;
- favorable aux amendements identiques n° 7 de M. Germain Gengenwin, 132 de M. Alain Ferry et 179 de M. Jean-Paul Fuchs (qualification professionnelle pour le ramonage et les constructeurs de conduits de fumée) (p. 3422) ;
- défavorable aux amendements identiques n° 8 de M. Germain Gengenwin, 133 de M. Alain Ferry et 181 de M. Jean-Paul Fuchs (référence aux « prothésistes ») (p. 3422) ;
- favorable à l'amendement n° 95 rectifié de la commission (qualification professionnelle obligatoire élargie aux fabricants de glaces alimentaires) (p. 3422) ;
- défavorable à l'amendement n° 204 de M. Thierry Mariani (qualification professionnelle pour les préparateurs de plats cuisinés) (p. 3423) ;
- ses observations sur l'amendement n° 158 de M. Georges Sarre (qualification professionnelle élargie à la triperie, à la boucherie chevaline et à la charcuterie) (p. 3423) ;
- défavorable à l'amendement n° 220 de M. Jean-Paul Charié (même objet) (p. 3424) ;
- défavorable à l'amendement n° 219 de M. Jean-Paul Charié (qualification professionnelle pour l'activité de maréchal-ferrant) (p. 3424) ;
- favorable à l'amendement n° 122 de M. Germain Gengenwin (rapport au Parlement) (p. 3425) ;
- défavorable à l'amendement n° 152 de M. Pierre Bernard (information du client du pays d'origine et de la composition des prothèses dentaires) (p. 3425) ;
- favorable aux amendements identiques n° 3 de M. Germain Gengenwin et 171 de M. Jean-Paul Fuchs (dans le secteur du bâtiment, suspension d'une activité susceptible d'être interdite par décision préfectorale) (p. 3426).

Après l'article 11 :

- ses observations sur l'amendement n° 188 rectifié de M. Thierry Mariani (rapport au Parlement relatif à l'élaboration d'un « statut du restaurateur ») (p. 3426) ;

- ses observations sur le sous-amendement oral de M. Thierry Mariani (rapport dans un délai de neuf mois à compter de la date de publication de la présente loi) à l'amendement n° 188 rectifié de M. Thierry Mariani (p. 3427).

Article 12 (conditions d'exercice de la profession de coiffeur [art. 3, 3-2 et 5 de la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946]) :

- favorable à l'amendement n° 62 rectifié de la commission (conditions d'entrée en vigueur du nouveau dispositif relatif au contrat de gérance technique) (p. 3430) ;
- favorable au sous-amendement n° 263 de M. Jean-Paul Charié (suppression de la référence aux six années d'expérience professionnelle) à l'amendement n° 62 rectifié de la commission (p. 3430) ;
- défavorable à l'amendement n° 160 de M. Georges Sarre (prise en compte d'une expérience de trois années) (p. 3430) ;
- défavorable à l'amendement n° 93 de M. Pierre Hellier (délai de deux ans pour se mettre en conformité dans le cas de la coiffure à domicile) (p. 3430) ;
- défavorable aux amendements identiques n° 63 de la commission et 125 de M. Gérard Larrat (de précision) (p. 3431) ;
- défavorable à l'amendement n° 141 de M. Alain Ferry (traitement égalitaire de la coiffure à domicile et des salons établis) (p. 3432) ;
- défavorable à l'amendement n° 92 de M. Pierre Hellier (même objet) (p. 3432) ;
- défavorable aux amendements identiques n° 9 corrigé de M. Germain Gengenwin, 134 corrigé de M. Alain Ferry et 170 corrigé de M. Jean-Paul Fuchs (de précision) (p. 3433).

Après l'article 12 :

- défavorable à l'amendement n° 161 de M. Georges Sarre (tarifs minimum dans chaque département) (p. 3433) ;
- favorable à l'amendement n° 222 de M. Patrick Ollier (information des clients des restaurants) (p. 3433).

Article 13 (immatriculation au répertoire des métiers. - Définition de l'artisanat) :

- favorable à l'amendement n° 250 de la commission (immatriculation des dirigeants sociaux des personnes morales) (p. 3434) ;
- défavorable aux amendements identiques n° 11 de M. Germain Gengenwin et 174 de M. Jean-Paul Fuchs (spécificité de la qualité d'artisan au sein des entreprises relevant des chambres de métiers) (p. 3434) ;
- soutient l'amendement n° 262 du Gouvernement (droit de suite pour permettre aux entreprises déjà inscrites et qui dépassent le seuil de dix salariés de rester membres des chambres de métiers) : adopté (p. 3435) ;
- défavorable à l'amendement n° 67 de la commission (stage de « préparation à l'installation ») (p. 3437) ;
- défavorable à l'amendement n° 10 de M. Germain Gengenwin (de précision) (p. 3437) ;
- défavorable à l'amendement n° 68 de la commission (suppression de la référence au bulletin n° 2 du casier judiciaire) (p. 3437).

Après l'article 13 :

- favorable à l'amendement n° 224 de M. Jean-Paul Charié (création de la catégorie spécifique des artisans d'art au sein de chaque chambre de métiers) (p. 3438).

Article 14 (protection de la qualité artisanale) :

- favorable à l'amendement n° 69 de la commission (conditions d'attribution de la qualité d'artisan et de celle de maître-artisan) (p. 3439) ;
- favorable au sous-amendement n° 225 de M. Jean-Paul Charié (distinction entre la qualité d'artisan et celle d'artisan d'art) à l'amendement n° 69 de la commission (p. 3439) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 266 du Gouvernement (cas des conjoints) à l'amendement n° 69 de la commission (p. 3439) : adopté (p. 3440) ;
- *favorable* à l'amendement n° 103 de M. Edouard Leveau (honorariat) (p. 3440) ;
- *favorable* à l'amendement n° 70 de la commission (de conséquence) (p. 3440) ;
- *favorable* aux amendements identiques n°s 13 de M. Germain Gengenwin et 177 de M. Jean-Paul Fuchs (extension à toute la France du titre de maître déjà octroyé en Alsace-Moselle) (p. 3440) ;
- *favorable* à l'amendement n° 226 de M. Jean-Paul Charié (prise en compte des artisans d'art) (p. 3440) ;
- *favorable* à l'amendement n° 71 de la commission (protection accordée aux « dérivés » artisanaux) (p. 3441) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 163 de M. Georges Sarre (définition du produit artisanal vendu dans les boulangeries-pâtisseries) (p. 3441).

Article 15 (nantissement du fonds artisanal) :

- *favorable* à l'amendement n° 72 de la commission (caractère limitatif donné au nantissement) (p. 3443) ;
- *favorable* à l'amendement n° 73 de la commission (compétence de la juridiction civile en ce qui concerne les relations entre le créancier nanti et l'artisan) (p. 3443).

Article 16 (sanctions pénales) :

- *favorable* aux amendements identiques n°s 14 de M. Germain Gengenwin et 172 de M. Jean-Paul Fuchs (référence aux registres des entreprises tenus par les chambres de métiers d'Alsace-Moselle) (p. 3444) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 74 de la commission (sanctions plus légères pour les infractions involontaires) (p. 3444) ;
- *favorable* à l'amendement n° 75 de la commission (de conséquence) (p. 3444) ;
- *favorable* aux amendements identiques n°s 15 corrigé de M. Germain Gengenwin, 76 rectifié de la commission et 176 de M. Jean-Paul Fuchs (prise en compte de la qualité de maître) (p. 3444).

Article 18 (régime des liquidations) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 77 de la commission (autorisation des liquidations en cas de suspension saisonnière) (p. 3445) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 227 de M. Jean-Paul Charié (interdiction des liquidations dans le mois précédant la période des soldes) (p. 3446).

Article 19 (ventes au débailage) :

- *favorable* à l'amendement n° 78 de la commission (de précision) (p. 3446) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 108 rectifié de M. André Fanton (définition des emplacements destinés à la vente des marchandises) (p. 3447) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 228 de M. Jean-Paul Charié (lieu, durée et nature des marchandises lors de la vente au débailage) (p. 3448) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 229 de M. Jean-Paul Charié (consultation des organisations consulaires et professionnelles par le préfet ou le maire) (p. 3448) ;
- *favorable* à l'amendement n° 200 de la commission (exclusion des étalages des petits commerces installés sur la voie publique) (p. 3448).

Article 20 (soldes) :

- *défavorable* à l'amendement n° 79 de la commission (périodes de soldes calées sur l'année civile) (p. 3449) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 230 de M. Jean-Paul Charié (fixation des dates de soldes par le ministre chargé du commerce et pour tout le territoire national) (p. 3449).

Après l'article 20 :

- *soutient* l'amendement n° 244 du Gouvernement (fixation par décret en Conseil d'Etat des critères de l'annonce des réductions de prix) (p. 3450) : adopté après modifications (p. 3451) ;
- *favorable* aux sous-amendements n°s 254 et 255 de M. Jean-Paul Charié (cas des transactions inter-entreprises) à l'amendement n° 244 du Gouvernement (p. 3451) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 112 de M. Marc Le Fur (limitation de l'usage des mots « faillite », « liquidation » et « dépôt de bilan ») (p. 3451) ;
- *favorable* à l'amendement n° 151 de M. Georges Durand (critères restrictifs de l'utilisation des termes : vente en magasin ou en dépôt d'usine) (p. 3452).

Article 21 (sanctions pénales) :

- *défavorable* à l'amendement n° 81 de la commission (montant des amendes) (p. 3453) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 82 de la commission (sanctions en cas d'annonce de réductions de prix sous forme de pourcentages) (p. 3454) ;
- *favorable* à l'amendement n° 83 de la commission (rédactionnel) (p. 3454).

Article 24 (consultation des organisations professionnelles sur les créations, transferts et suppressions des halles et des marchés [art. L. 2224-18 du code général des collectivités territoriales]) :

- *favorable* à l'amendement n° 84 de la commission (délai de réponse d'un mois des organisations consultées) (p. 3454).

Après l'article 24 :

- *défavorable* à l'amendement n° 231 de M. Patrick Ollier (autorisation du maire pour la vente ambulante ou à domicile) (p. 3455) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 190 rectifié de M. Thierry Mariani (création, transfert ou suppression des halles et marchés communaux) (p. 3456) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 202 de M. Thierry Mariani (cession du droit de place dans les marchés) (p. 3457).

Après l'article 25 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 193 de M. Thierry Mariani (réintroduction de la vente des boissons alcooliques dans les enceintes sportives) (p. 3458) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 192 de M. Thierry Mariani (taux de TVA réduit pour les ventes à consommer sur place) (p. 3459) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 203 de M. Thierry Mariani (taux de TVA pour la vente à emporter lorsqu'il s'agit d'établissements dont l'activité principale est la restauration sur place) (p. 3459) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 25 de M. Alain Madalle (primes des maîtres d'apprentissage) (p. 3460) ;
- *soutient* l'amendement n° 245 corrigé du Gouvernement (identité de l'artisan et mention de son numéro de répertoire pour toute publicité) (p. 3460) : adopté (p. 3462).

Son intervention à l'issue du vote (p. 3466).

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [26 juin 1996] :

Son intervention (p. 4957).

Principaux thèmes développés :

Formation professionnelle et promotion sociale : apprentissage et qualification professionnelle (p. 4958).

Prix et concurrence :

- grandes surfaces : création de petits magasins dans les zones de revitalisation rurale ou de redynamisation urbaine (p. 4958) ;
- maxi discomptes (p. 4957).

Urbanisme commercial (p. 4958).

Texte de la commission mixte paritaire [26 juin 1996] :

- favorable aux amendements n° 1, 2 et 3 de M. Ambroise Guellac (de précision) (p. 4970).

Son intervention à l'issue du vote (p. 4970).

Schémas territoriaux de développement commercial.

RAIMOND (Jean-Bernard)*Député des Bouches-du-Rhône**(14^e circonscription)*

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 29 mars 1996] (p. 4841).

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les conditions d'application des droits de douane préférentiels à l'importation de certains produits de floriculture originaires de pays méditerranéens (n° E-691) [5 septembre 1996].

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires étrangères sur la politique d'intervention dans les conflits (n° 1950) [23 février 1995].**Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires étrangères sur la mission effectuée par une délégation de la commission en Irak (n° 2519) [1^{er} février 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Politique de la France au Proche-Orient** : cessez-le-feu à la frontière israëlo-libanaise : groupe de surveillance [30 avril 1996] (p. 2687).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

*Première lecture, deuxième partie :***Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Questions** [2 novembre 1995] :

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (p. 2967).

Services du Premier ministre. - Questions [3 novembre 1995] :

Action humanitaire : mines antipersonnel (p. 3004).

Institut français des relations internationales (p. 3002).

Intérieur. - Questions [3 novembre 1995] :

Cultes : associations : exonérations sociales (p. 3063).

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [12 novembre 1995] :

Algérie (p. 3444, 3445).

Contexte géopolitique (p. 3444).

RAOULT (Eric)*Député de la Seine-Saint-Denis**(12^e circonscription)*

RPR

*Vice-président de l'Assemblée nationale**puis ministre de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion**puis ministre délégué à la ville et à l'intégration*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Cessation de son mandat de député le 18 juin 1995 [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9343).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 décembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant diverses dispositions relatives aux territoires d'outre-mer (n° 1683) [J.O. du 14 janvier 1995] (p. 737).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (n° 1682) [J.O. du 14 janvier 1995] (p. 738).

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5405).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Est nommé ministre de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

Cesse d'être vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 juin 1995] (p. 8789).

Fin de ses fonctions ministérielles : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

Est nommé ministre délégué à la ville et à l'intégration. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16345).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- **Muselier (Renaud) : jeunes des quartiers défavorisés** : politique du Gouvernement [31 mai 1995] (p. 385).- **Myard (Jacques) : immigration clandestine** : accords de Schengen : application [21 juin 1995] (p. 570, 571).- **Dassault (Olivier) : insertion des bénéficiaires du RMI** : création d'emplois d'activité sociale [21 juin 1995] (p. 573, 574).- **Urbanjak (Jean) : politique de la ville** : application à l'ancien bassin minier du Pas-de-Calais [23 janvier 1996] (p. 189).- **Carassus (Pierre) : politique de la ville** : mesures de sauvegarde de l'emploi ; dotations urbaines, emploi à Montereau [23 janvier 1996] (p. 189).- **Warhouver (Aloÿse) : fonds d'action sociale** : subventions aux associations : montant [24 avril 1996] (p. 2536).

orales sans débat de :

- **Braouezec (Patrick) (n° 926) : participation des ressortissants de l'Union européenne aux élections municipales :** examen du projet de loi par le Parlement [21 mars 1996] (p. 1892).
- **Meylan (Michel) (n° 930) : zones d'urbanisation continue :** politique de la ville ; moyenne vallée de l'Arve [21 mars 1996] (p. 1890).
- **Quillet (Pierre) (n° 957) : moyens et effectifs du palais de justice de Mœaux :** difficultés de fonctionnement [28 mars 1996] (p. 2102).

INTERVENTIONS

En qualité de ministre :

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Intégration et lutte contre l'exclusion. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [30 octobre 1995] :

Action sociale et solidarité nationale :

- centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) : SAMU social (p. 2763) ;
- revenu minimum d'insertion (p. 2763 à 2765) ;
- travailleurs sociaux : formation (p. 2766).

Agents publics : gestionnaires du RMI : titularisation (p. 2764).

Chômage : contrat initiative-emploi (p. 2764).

Collectivités locales : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 2768).

Communes :

- Orange (p. 2769) ;
- Valenciennes : programme Jéricho (p. 2765).

Cour des comptes : rapport (p. 2766).

Délinquance et criminalité : réduction ; îlotage ; rajeunissement de la délinquance (p. 2767, 2769).

Départements : Seine-Saint-Denis (p. 2767).

Drogue (p. 2766).

Enseignement : illettrisme : rattrapage scolaire : zones d'éducation prioritaires (p. 2767).

Jeunes :

- fonds d'aide à la jeunesse (FAJ) (p. 2763) ;
- situation : milieu éducatif : chômage (p. 2763, 2767).

Logement et habitat : logement social (p. 2763).

Lois : loi d'orientation n° 95-638 du 4 février 1995 pour l'aménagement et le développement du territoire (p. 2768).

Politique de la ville :

- crédits : gestion : fonds interministériel d'intervention (p. 2762, 2766, 2770) ;
- évaluation : simplification : coordination des actions au niveau local (p. 2764, 2765) ;
- moyens et procédures : contrats de ville : grands projets urbains (GPU) (p. 2767, 2768) ;
- programmes Ville-vie-vacances et Ecoles ouvertes (p. 2769) ;
- projet de loi contre l'exclusion : programme national d'intégration urbaine (PNIU) (p. 2765, 2769) ;
- quartiers en difficulté : contrats d'initiative locales (CIL) : emplois de proximité et d'utilité sociale (p. 2765, 2766, 2768) ;
- quartiers en difficulté : défiscalisation totale ou partielle des investissements (p. 2768) ;
- quartiers en difficulté : présence des services publics : vie associative : crédits relatifs aux associations (p. 2763, 2767).

Service national : objecteurs de conscience (p. 2766).

Réponses aux questions :

Action sociale et solidarité nationale :

- revenu minimum d'insertion : réforme : maintien partiel en cas de reprise d'activité : rôle des commissions locales (M. Jean-Paul Virapoullé) (p. 2776) ;
- revenu minimum d'insertion : règles d'attribution plus sélectives et globalisation des aides au retour à l'emploi (M. Claude Barate) (p. 2778).

Collectivités locales : gens du voyage : aires de stationnement (M. Gérard Jeffray) (p. 2784).

Emploi : Yvelines : contrat avec l'Etat pour le financement de 1 000 contrats emplois consolidés (M. Franck Borotra) (p. 2779).

Etrangers : immigrés : intégration : fraudes : mariages blancs, paternités blanches (M. Christian Vanneste) (p. 2778).

Logement et habitat : logement social : prêts locatifs aidés (M. Pierre Gascher) (p. 2777).

Nationalité : double nationalité : renégociation de l'accord franco-algérien du 11 octobre 1983 (M. Gérard Jeffray) (p. 2785).

Vote des crédits :

Etat B, titre IV :

- *ses observations* sur l'amendement n° 156 de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de 15 millions de francs) (p. 2786).

- Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).

Demande de constitution d'une commission spéciale [29 mai 1996] :

Son intervention sur la demande de constitution d'une commission spéciale (p. 3575).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [18 juin et 20 juin 1996] :

Son intervention (p. 4463).

Son intervention sur la question préalable opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 4490).

Sa réponse (p. 4606).

Principaux thèmes développés :

Associations (p. 4464).

Emploi (p. 4464, 4606).

Logement : copropriété (p. 4464).

Police : effectifs (p. 4465).

Politique économique et sociale : zones franches (p. 4464, 4606).

Ville :

- comités de quartiers (p. 4465) ;
- établissements publics de restructuration (p. 4464).

Discussion des articles [20 juin 1996] :

Article 4 (exonérations fiscales dans les zones franches urbaines) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 158 de M. Patrick Braouezec (abrogation de dispositions relatives aux surloyers) (p. 4633) ;

- *défavorable* aux amendements n° 104 et 105 de M. Laurent Cathala (compensation par l'Etat des mesures d'exonération) (p. 4635) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 146 de M. Gilles Carrez (compensation intégrale par l'Etat des mesures d'exonération) (p. 4635) ;

- *favorable* à l'amendement n° 175 de M. Pierre Bédier (définition du régime de compensation en loi de finances pour 1997) (p. 4636) ;

- défavorable à l'amendement n° 106 de M. Laurent Cathala (compensation pour les communes bénéficiaires de la dotation de solidarité urbaine et signataires d'un contrat de ville) (p. 4636).

Après l'article 4 :

- défavorable à l'amendement n° 107 de M. Laurent Cathala (compensation pour les communes bénéficiaires de la dotation de solidarité urbaine et signataires d'un contrat de ville) (p. 4636) ;
- soutient l'amendement n° 189 du Gouvernement (effets de l'exonération d'impôts sur l'assiette des prélèvements sociaux) : adopté (p. 4636) ;
- défavorable à l'amendement n° 139 de M. Julien Dray (extension du champ d'application des exonérations aux associations) (p. 4637).

Article 5 (modalités d'imputation des déficits financiers sur le revenu global dans les zones franches urbaines) :

- soutient l'amendement n° 214 du Gouvernement (application du dispositif en cas de réaménagement d'un ou plusieurs immeubles) : adopté (p. 4638) ;
- soutient l'amendement n° 215 du Gouvernement (application du dispositif en cas de réaménagement d'un ou plusieurs immeubles) : adopté (p. 4638) ;
- favorable à l'amendement n° 32 de la commission (de précision) : adopté (p. 4638).

Article 6 (assouplissement dans les zones franches urbaines des conditions de la réduction d'impôt prévue à l'article 199 decies B du code général des impôts) :

- défavorable à l'amendement n° 127 de M. Jean-Pierre Calvel (mode de calcul des déductions fiscales-amortissement) (p. 4639) ;
- défavorable à l'amendement n° 176 de M. Pierre Bédier (prolongation du dispositif de réduction d'impôt pour les investisseurs) (p. 4639) ;
- soutient l'amendement n° 217 du Gouvernement (régime des réductions d'impôt pour les investisseurs) : adopté (p. 4639).

Après l'article 6 :

- défavorable à l'amendement n° 108 de M. Laurent Cathala (taxe additionnelle sur les propriétés bâties vacantes) (p. 4640) ;
- défavorable à l'amendement n° 109 de M. Laurent Cathala (régime de la taxe d'habitation) (p. 4641).

Avant l'article 7 :

- défavorable à l'amendement n° 34 de la commission (exonération de cotisations sociales applicables à l'exercice d'une profession non salariée non agricole dans les zones franches urbaines) (p. 4642).

Article 7 (exonération de cotisations sociales applicables à l'emploi de salariés dans les zones franches urbaines) :

- favorable à l'amendement n° 35 de la commission (régime de l'exonération des cotisations sociales) (p. 4643) ;
- soutient le sous-amendement n° 200 du Gouvernement (mode de calcul de la fraction de la rémunération exonérée) à l'amendement n° 35 de la commission : adopté (p. 4644) ;
- défavorable au sous-amendement n° 183 de M. Laurent Cathala (application des exonérations aux seuls contrats à durée indéterminée) à l'amendement n° 35 de la commission (p. 4644) ;
- soutient le sous-amendement n° 204 du Gouvernement (suppression d'une disposition relative aux structures d'insertion économique) à l'amendement n° 35 de la commission : adopté (p. 4644) ;

- défavorable au sous-amendement n° 184 de M. Laurent Cathala (exclusion du dispositif pour les entreprises ayant licencié) à l'amendement n° 35 de la commission (p. 4645).

Article 8 (effectif maximal ouvrant droit à l'exonération) :

- favorable à l'amendement n° 36 de la commission (de suppression) (p. 4645).

Article 9 (entreprises bénéficiaires de l'exonération) :

- favorable à l'amendement n° 37 de la commission (de suppression) (p. 4645).

Article 10 et dispositions annexées (champ d'application de l'exonération aux entreprises existantes à la date de délimitation de la zone franche urbaine) :

- favorable à l'amendement n° 38 de la commission (de suppression) (p. 4646).

Article 11 (interdiction du cumul d'aides pour les emplois transférés dans la zone franche urbaine) :

- favorable à l'amendement n° 39 de la commission (de suppression) (p. 4646).

Article 12 (définition des salariés visés par l'exonération) :

- favorable à l'amendement n° 40 de la commission (de suppression) (p. 4646).

Article 13 (proportion urbaine obligatoire de salariés résidant dans la zone franche) :

- favorable à l'amendement n° 41 de la commission (renforcement de la clause d'emploi de salariés résidant dans la zone franche urbaine) (p. 4647) ;

- soutient le sous-amendement n° 197 du Gouvernement (limitation de l'obligation d'embauche au tiers de l'effectif) à l'amendement n° 41 de la commission : adopté (p. 4647) ;

- favorable à l'amendement n° 42 de la commission (de précision) (p. 4647) ;

- défavorable à l'amendement n° 143 de M. Julien Dray (de précision) (p. 4647) ;

- favorable à l'amendement n° 43 de la commission (de coordination) (p. 4648) ;

- favorable à l'amendement n° 44 de la commission (de précision) (p. 4648) ;

- favorable à l'amendement n° 45 de la commission (rédactionnel et de coordination) (p. 4648) ;

- favorable à l'amendement n° 46 de la commission (rédactionnel et de coordination) (p. 4648) ;

- favorable à l'amendement n° 47 de la commission (suppression d'une disposition devenue sans objet) (p. 4648) ;

- favorable à l'amendement n° 48 de la commission (délai d'application des exonérations de cotisations sociales) (p. 4648) ;

- favorable à l'amendement n° 49 de la commission (suppression du bénéfice de l'exonération) (p. 4648) ;

- favorable à l'amendement n° 50 rectifié de la commission (attributions du maire en matière d'information des employeurs) (p. 4649) ;

- soutient le sous-amendement n° 203 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 50 rectifié de la commission : adopté (p. 4649).

Article 14 (sanction du non-respect des dispositions relatives à la proportion de salariés résidant dans la zone) :

- favorable à l'amendement n° 51 de la commission (de suppression) (p. 4649).

Article 15 (règles de non-cumul) :

- favorable à l'amendement n° 52 de la commission (de suppression) (p. 4649).

Article 16 (*obligation de l'employeur à l'égard de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales*) :

- favorable à l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) (p. 4649).

Article 17 (*durée d'application de l'exonération*) :

- favorable à l'amendement n° 54 de la commission (de suppression) (p. 4650).

Article 18 (*exonération de cotisations sociales patronales applicables aux embauches dans les zones de redynamisation urbaine et les zones de revitalisation rurale*) :

- favorable à l'amendement n° 55 rectifié de la commission (insertion du dispositif d'exonération dans le code du travail) (p. 4651) ;
- soutient le sous-amendement n° 207 corrigé du Gouvernement (mode de calcul de la fraction de la rémunération exonérée) à l'amendement n° 55 rectifié de la commission : adopté (p. 4651).

Article 19 (*abrogation du dispositif d'exonération de cotisations sociales applicable à l'embauche des deuxième et troisième salariés*) :

- favorable à l'amendement n° 56 de la commission (de cohérence) (p. 4651).

Après l'article 19 :

- défavorable à l'amendement n° 160 de M. Patrick Braouezec (création d'observatoires des entreprises) (p. 4652) ;
- défavorable à l'amendement n° 161 de M. Patrick Braouezec (conditions d'octroi du droit à exonération) (p. 4652) ;
- défavorable à l'amendement n° 162 de M. Patrick Braouezec (création d'un conseil consultatif près le conseil municipal des communes concernées par le dispositif d'exonérations) (p. 4652).

Article 20 (*intégration de la restructuration urbaine dans la définition de l'objet des opérations d'aménagement*) :

- ses observations (p. 4654) ;
- soutient l'amendement n° 190 du Gouvernement (conditions d'application des opérations de restructuration urbaine) : adopté (p. 4654).

Après l'article 20 :

- défavorable à l'amendement n° 98 rectifié de M. Jean-François Copé (dérogation à l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme : ZAC) (p. 4655) ;
- défavorable à l'amendement n° 99 de M. Jean-François Copé (dérogation à l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme : plans d'aménagement de zone) (p. 4655).

Article 21 (*compétences des établissements publics d'aménagement dans le cadre d'opérations de restructuration urbaine*) :

- favorable à l'amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) (p. 4656) ;
- favorable à l'amendement n° 60 de la commission (suppression d'une précision inutile) (p. 4657) ;
- soutient l'amendement n° 205 du Gouvernement (champ d'application des actions d'insertion) : adopté (p. 4657) ;
- soutient l'amendement n° 191 du Gouvernement (délégation des compétences de l'établissement public de restructuration commerciale) : adopté (p. 4657).

Article 22 (*création des associations foncières d'intégration urbaine et sociale*) :

- favorable à l'amendement n° 62 de la commission (harmonisation terminologique) (p. 4657) ;
- soutient le sous-amendement n° 209 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 62 de la commission (p. 4657) : adopté (p. 4658) ;

- favorable à l'amendement n° 63 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 4658) ;

- soutient l'amendement n° 208 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 4658).

Article 23 (*existence d'un accord unanime pour constituer une association foncière d'intégration urbaine et sociale autorisée*) :

- favorable à l'amendement n° 64 de la commission (cas de non-application du dispositif) (p. 4658).

Article 24 (*constitution d'office des associations foncières d'intégration urbaine et sociale*) :

- favorable à l'amendement n° 65 de la commission (harmonisation terminologique) (p. 4658) ;
- soutient le sous-amendement n° 198 du Gouvernement (même objet) à l'amendement n° 65 de la commission : adopté (p. 4659).

Article 25 (*procédure de remembrement applicable aux associations foncières d'insertion urbaine et sociale autorisées ou constituées d'office*) :

- favorable à l'amendement n° 66 de la commission (compétence en matière de regroupement de parcelles) (p. 4659).

Article 26 (*délégation de certaines attributions d'un maître d'œuvre public aux associations foncières urbaines autorisées ou constituées d'office*) :

- favorable à l'amendement n° 101 de M. Pierre Bédier (possibilité de délégations de maîtrise d'ouvrage à des opérateurs privés) (p. 4659).

Article 27 (*création d'un établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux*) :

- défavorable à l'amendement n° 111 de M. Laurent Cathala (remplacement de l'établissement public national par des établissements publics régionaux) (p. 4660) ;
- soutient l'amendement n° 192 du Gouvernement (accord des communes ou des groupements de communes concernés) : adopté (p. 4661) ;
- favorable à l'amendement n° 100 de M. Pierre Bédier (de précision) (p. 4661) ;
- défavorable à l'amendement n° 147 de M. Raymond Lamontagne (composition des conseils d'administration) (p. 4661) ;
- favorable à l'amendement n° 67 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 4662).

Article 30 (*compétence de la Commission nationale d'équipement commercial pour l'autorisation des projets dont l'établissement public national assure la maîtrise d'ouvrage*) :

- défavorable à l'amendement n° 71 de la commission (délai d'examen des projets de construction : décision d'accord tacite) (p. 4663).

Après l'article 30 :

- défavorable à l'amendement n° 145 de M. Gilles Carrez (dérogation aux dispositions de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat du 27 décembre 1973) (p. 4664).

Article 31 (*élaboration de programmes locaux de l'habitat pour les communes comprenant des zones urbaines sensibles*) :

- défavorable à l'amendement n° 150 de M. Julien Dray (compétence du préfet en cas de carence des communes ou groupements de communes) (p. 4666).

Article 32 (*création de conférences communales du logement dans les communes comprenant des zones urbaines sensibles*) :

- favorable à l'amendement n° 73 de la commission (compétence du préfet en cas d'absence de création de conférence communale dans le délai d'un an) (p. 4668) ;

- favorable à l'amendement n° 74 de la commission (rédactionnel) (p. 4668) ;
- défavorable à l'amendement n° 5 de la commission de la production (référence aux protocoles d'occupation du patrimoine social) (p. 4669) ;
- soutient l'amendement n° 206 du Gouvernement (harmonisation terminologique) : adopté (p. 4669) ;
- favorable à l'amendement n° 6 de la commission de la production (compétence du préfet en l'absence de publication de la charte communale ou intercommunale des attributions) (p. 4669) ;
- défavorable à l'amendement n° 75 de la commission (compétence du préfet en cas de non-respect des objectifs figurant dans la charte) (p. 4669) ;
- ses observations sur l'amendement n° 76 de la commission (dérogations aux dispositions du code de la construction relatives aux conditions d'attribution des logements et des profonds de ressources) (p. 4670).

Article 33 (mesures de sauvegarde visant à restaurer le cadre de vie) :

- ses observations sur l'amendement n° 77 de la commission (rédactionnel) (p. 4671) ;
- soutient l'amendement n° 193 du Gouvernement (opérations de réhabilitation dans les copropriétés d'ensembles d'habitat privé) : adopté (p. 4671) ;
- défavorable à l'amendement n° 148 de M. Raymond Lamontagne (participation du ou des députés de la ou des circonscriptions concernées) (p. 4671) ;
- favorable à l'amendement n° 78 de la commission (rédactionnel) (p. 4672).

Après l'article 33 :

- défavorable aux amendements identiques n° 79 de la commission et 8 de la commission de la production (financement des grosses réparations dans la copropriété) (p. 4672).

Article 34 (expropriations de copropriétés pour cause d'utilité publique) :

- favorable à l'amendement n° 80 de la commission (rédactionnel) (p. 4673) ;
- favorable à l'amendement n° 81 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 4673) ;
- favorable à l'amendement n° 82 de la commission (rédactionnel) (p. 4673).

Article 35 (ouverture du fonds de solidarité logement aux propriétaires occupants) :

- défavorable à l'amendement n° 138 de M. Laurent Cathala (de suppression) (p. 4674) ;
- défavorable à l'amendement n° 117 de M. Laurent Cathala (restriction des cas d'interventions du fonds de solidarité logement) (p. 4674) ;
- favorable à l'amendement n° 83 de la commission (rédactionnel) (p. 4674).

Article 36 (exonération du droit d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière) :

- favorable à l'amendement n° 84 de la commission (rédactionnel) (p. 4675) ;
- défavorable à l'amendement n° 9 de la commission de la production (extension du dispositif à l'ensemble des zones urbaines sensibles) (p. 4675).

Après l'article 36 :

- défavorable à l'amendement n° 137 rectifié de M. Rudy Salles (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 4676) ;
- ses observations sur l'amendement n° 126 de M. Pierre Bédier (suppression de l'agrément en cas de transformation de locaux en bureaux) (p. 4676) ;

- ses observations sur l'amendement n° 125 de M. Pierre Bédier (suppression de la redevance pour transformation de locaux en bureaux) (p. 4676) ;
- défavorable à l'amendement n° 115 de M. Laurent Cathala (suppression de la contribution des organismes HLM à l'Etat au titre des surloyers) (p. 4676).

Article 37 (comités consultatifs de quartiers) :

- favorable à l'amendement n° 85 de la commission (simplification et insertion du dispositif dans le code général des collectivités territoriales) (p. 4678) ;
- soutient le sous-amendement n° 201 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 85 de la commission (p. 4677) : adopté (p. 4678).

Après l'article 37 :

- défavorable à l'amendement n° 123 de M. Laurent Cathala (conseil local de la vie associative) (p. 4678).

Article 38 (fonds locaux associatifs) :

- défavorable à l'amendement n° 124 de M. Laurent Cathala (de suppression) (p. 4679) ;
- défavorable à l'amendement n° 178 de M. Julien Dray (création d'un groupement d'intérêt public compétent en matière de développement social urbain) (p. 4679) ;
- ses observations sur l'amendement n° 86 de la commission (programmation pluriannuelle du financement) (p. 4680) ;
- favorable à l'amendement n° 88 de la commission (rédactionnel) (p. 4680).

Avant l'article 39 :

- défavorable à l'amendement n° 168 de M. André Gérin (taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés pour les sociétés ayant délocalisé) (p. 4680).

Article 39 (abrogation des quotas restrictifs d'implantation des débits de boissons dans les zones sensibles) :

- défavorable à l'amendement n° 89 rectifié de la commission (limitation du nombre d'implantation de débits de boissons) (p. 4681).

Après l'article 39 :

- défavorable aux amendements n° 169 et 170 de M. Patrick Braouezec (exonération du paiement de la taxe sur les salaires pour les associations et les régies de quartier) (p. 4682).

Après l'article 41 :

- soutient l'amendement n° 194 du Gouvernement (harmonisation des modalités de décompte des logements sociaux) : adopté (p. 4683).

Seconde délibération des articles 4 ter, 6 bis, 13 et 32.

Article 4 ter (extension du champ d'application des exonérations aux associations) :

- soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 4683) : adopté (p. 4685).

Article 6 bis (taxe additionnelle sur les propriétés bâties vacantes) :

- soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) (p. 4685) : adopté (p. 4686).

Article 13 (proposition obligatoire de salariés résidant dans la zone franche urbaine) :

- soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (précision rédactionnelle) : adopté (p. 4686).

Article 32 (création de conférences communales du logement) :

- soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (suppression des pouvoirs d'attribution d'office de logements par le préfet) (p. 4687) : adopté (p. 4688).

REITZER (Jean-Luc)*Député du Haut-Rhin**(3^e circonscription)**RPR*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

DEPOTS**Proposition de loi tendant à revaloriser le montant des frais funéraires déductibles de l'actif successoral (n° 2228)** [20 septembre 1995].**Proposition de loi étendant aux hommes le bénéfice des dispositions de l'article L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite permettant aux femmes fonctionnaires dont un membre de la famille est atteint d'une invalidité, de bénéficier d'une pension à jouissance immédiate (n° 2427)** [12 décembre 1995].**QUESTIONS****orales sans débat :**- n° 1101, posée le 28 mai 1996 : **projet de liaison Saône-Rhin** (p. 3493). Appelée le 4 juin 1996 : remise en cause éventuelle (p. 3738).**INTERVENTIONS**- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).***Première lecture, deuxième partie :***Aménagement du territoire, équipement et transports. - Questions** [25 octobre 1995] :

Voirie : RN 66 (p. 2506).

REMOND (Pierre)*Député de Paris**(16^e circonscription)**non inscrit puis RPR*

Devenu député le 19 juin 1995 en remplacement de M. Bernard Pons, nommé membre du Gouvernement [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9344).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 24 juin 1995] (p. 9565).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 1995] (p. 9644)

DEPOTS**Proposition de loi favorisant l'insertion du véhicule électrique dans le tissu urbain et permettant sa diffusion dans le secteur du transport de courte distance (n° 2477)** [11 janvier 1996].**QUESTIONS****au Gouvernement :**- **Situation des enfants dans le monde** : protection ; droits de l'enfant ; engagement de la France [24 janvier 1996] (p. 272).**orales sans débat :**- n° 1094, posée le 21 mai 1996 : **hôpital de jour Salneuve** (p. 3286). Appelée le 28 mai 1996 : fonctionnement ; financement (p. 3488).**RENAUDIE (Lucien)***Député de la Corrèze**(1^{re} circonscription)**non inscrit puis RPR*

Devenu député le 19 juin 1995 en remplacement de M. Raymond-Max Aubert, nommé membre du Gouvernement [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9344).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 24 juin 1995] (p. 9565).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 1995] (p. 9644).

RETAILLEAU (Bruno)*Député de la Vendée**(4^e circonscription)**Non inscrit**Secrétaire d'âge*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

Secrétaire d'âge [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5405).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

DEPOTS**Proposition de loi étendant l'utilisation des droits aux prêts des plans d'épargne logement (PEL) et des comptes d'épargne logement (CEL) à l'achat de mobilier neuf (n° 2535)** [7 février 1996].**Proposition de loi autorisant la vente et la distribution des boissons du deuxième groupe à l'occasion de manifestations sportives amateurs (n° 2870)** [6 juin 1996].**Proposition de loi donnant une base légale aux foyers à « double tarification » pour l'hébergement d'adultes gravement handicapés (n° 2920)** [26 juin 1996].**QUESTIONS****au Gouvernement :**- **Enseignement privé et enseignement public** : disparités ; lois d'équilibre [26 juin 1996] (p. 4956).**INTERVENTIONS**- **Déclaration du Gouvernement sur la politique européenne et débat sur cette déclaration par M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères (n° 2086).***Principaux thèmes développés* [20 juin 1995] :

Agriculture (p. 552).

Commerce extérieur :

- accords du GATT et Organisation mondiale du commerce (p. 552) ;
- MERCOSUR (p. 551, 552).

Communautés européennes et Union européenne :

- accords de Schengen (p. 552) ;
- institutions (p. 552, 553) ;
- union monétaire (p. 552).

Emploi (p. 551).

Parlements nationaux (p. 552).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 juillet 1995] (p. 1096) :

Communautés européennes et Union européenne : défense commerciale.

Consommation.

Emploi :

- généralités ;
- chômage ;
- chômage de longue durée : contrat initiative-emploi ;
- créations d'emplois ;
- plan emploi : financement : coût.

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux ;
- dette publique ;
- politique budgétaire : maîtrise des dépenses publiques ;
- prélèvements obligatoires.

Politique économique :

- généralités ;
- franc ;
- taux d'intérêt.

Politique économique et sociale : réformes.

- **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).**

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [26 juillet 1995] (p. 1333, 1334) :

Lois : loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de grossesse.

Vie, médecine et biologie : interruption volontaire de grossesse.

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 octobre 1995] :

Automobile : prime (p. 1922).

Entreprises : allègement des charges : aides (p. 1922).

Famille (p. 1922, 1923).

Finances publiques :

- crédits : réduction (p. 1922) ;
- déficits publics et sociaux (p. 1922) ;
- dépenses publiques : maîtrise (p. 1922).

Fonctionnaires et agents publics :

- créations de postes (p. 1922) ;
- rémunérations (p. 1922).

Impôts et taxes :

- politique fiscale (p. 1922) ;
- réforme fiscale (p. 1922).

Personnes âgées : prestation autonomie (p. 1922).

Politique économique :

- franc (p. 1922) ;
- taux d'intérêt (p. 1922).

Politique économique et sociale : réformes (p. 1922).

Prévisions et projections économiques (p. 1922).

Sécurité sociale :

- comptes : déficit (p. 1922) ;
- protection sociale : financement : réforme (p. 1922).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).**

Principaux thèmes développés [13 novembre 1995] :

Assurance maladie maternité : cotisation d'assurance maladie des retraités (p. 3587).

Famille : allocations familiales : imposition : conditions de ressources ; cumul avec le RMI (p. 3588).

Famille : salaire parental (p. 3588).

Hôpitaux et cliniques : secteur public : budget global et taux directeur : réforme : programmes de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) : contrats d'objectif (p. 3587).

Impôts et taxes : quotient familial (p. 3588).

Pharmacie : industrie pharmaceutique : prix des médicaments : contrat avec les caisses ; médicaments génériques : brevets (p. 3587).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation avec le régime général (p. 3587).

* Santé publique :

- médecine de confort : prestations sans nécessité médicale : gaspillages (p. 3587) ;
- médecine de ville : coût : honoraires : informatisation des cabinets : maintien du système libéral (p. 3587) ;
- déficit et dette : gestion paritaire des caisses : élections : contrat d'objectifs : subsidiarité : déconcentration et régionalisation (p. 3588).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères, sur la politique européenne de la France à la veille du Conseil européen de Madrid et débat sur cette déclaration (n° 2441).**

Principaux thèmes développés [13 décembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : Union économique et monétaire (p. 5078, 5079).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances sur l'Union économique et monétaire et débat sur cette déclaration (n° 2576).**

Principaux thèmes développés [20 février 1996] (p. 1019) :

Commerce extérieur :

- GATT : négociations et accords ;
- Organisation mondiale du commerce.

Communautés européennes et Union européenne :

- convergence économique et couple franco-allemand ;
- élargissement ;
- monnaie unique, Union économique et monétaire.

Emploi.

Finances publiques.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 mars 1996] :

Article 50 (régime transitoire des ouvertures de surfaces commerciales) :

- son amendement n° 313 soutenu par M. Alain Ferry (autorisation des créations et extensions de magasins de commerce de services dont la surface de vente est supérieure à 300 mètres carrés) (p. 1398) : rejeté (p. 1399).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes, sur la préparation et les perspectives de la conférence intergouvernementale et débat sur cette déclaration (n° 2634).**

Principaux thèmes développés [13 mars 1996] (p. 1568) :

Communautés européennes et Union européenne :

- élargissement ;
- institutions et conférence intergouvernementale.

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Charles Millon, ministre de la défense, sur la politique de défense et débat sur cette déclaration** (n° 2654).

Principaux thèmes développés [20 mars 1996] (p. 1845) :

Armements nucléaires ; dissuasion nucléaire : doctrine ; composantes.

Gendarmerie : crédits, effectifs, missions.

Service national.

REVET (Charles)

Député de la Seine-et-Marne

(9^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Elu sénateur le 24 septembre 1995, cesse d'appartenir à l'Assemblée nationale le 2 octobre 1995 [J.O. du 3 octobre 1995] (p. 14445).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission consultative pour la production de carburants de substitution [J.O. du 7 avril 1995] (p. 5561).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés** (n° 1659).

Première lecture :

Discussion des articles [10 janvier 1995] :

Article 9 (réglementation du marquage communautaire de conformité) :

- son amendement n° 16 (fabrication dans un pays de l'Union européenne des produits marqués CE) : adopté (p. 24) ;
- son amendement n° 15 (de précision) : rejeté (p. 25).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995** (n° 2115).

Première lecture :

Discussion des articles [13 juillet 1995] :

Après l'article 1^{er} :

- son amendement n° 238 : non soutenu (p. 1119).

REYMANN (Marc)

Député du Bas-Rhin

(2^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission d'enquête sur les sectes [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Bélarus, d'autre part (n° 2839) [27 juin 1996].

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 605, posée le 1^{er} juin 1995 : **introduction de l'eurovignette pour les transporteurs routiers frontaliers**. Appelée le 1^{er} juin 1995 : disparités entre véhicules français et allemands (p. 396).

- n° 706, posée le 14 novembre 1995 : **rôle des services électoraux des préfetures** (p. 3606). Appelée le 23 novembre 1995 : fonctionnement ; examen des candidatures (p. 4052, 4053).

- n° 837, posée le 30 janvier 1996 : **réserve hospitalière applicable à certains médicaments** (p. 434). Appelée le 8 février 1996 : suppression ; délivrance de l'AZT et de la ciclosporine à officine (p. 726).

- n° 981, posée le 16 avril 1996 : **sociétés chargées du service municipal de la fourrière** (p. 2272). Appelée le 18 avril 1996 : base légale d'intervention ; rémunération (p. 2361).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [20 et 21 octobre 1995] :

Article 9 (institution d'une contribution sur les logements sociaux occupés par des locataires dépassant les plafonds de ressources et d'une contribution sur les produits financiers des organismes HLM) :

- son amendement n° 411 (suppression de la contribution sur les produits financiers des organismes HLM) : adopté (p. 2181).

Article 16 (institution d'une contribution annuelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction) :

- son amendement n° 409 deuxième rectification : non soutenu (p. 2267).

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - *Questions* [26 octobre 1995] :

Transports terrestres :

- TGV-Est (p. 2524) ;
- TGV-Ouest (p. 2524).

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. - *Questions* [12 novembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : Parlement européen : représentation française et présence du ministre délégué aux affaires européennes (p. 3468).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer (ensemble neuf annexes) et de l'accord relatif à l'application de la partie XI de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 (ensemble une annexe)** (n° 2309).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [14 décembre 1995] :

Convention des Nations Unies sur le droit de la mer : genèse, dispositions et date d'entrée en vigueur (p. 5162, 5163).

Mer et littoral : fonds marins : protection et exploitation (p. 5163).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali sur la circulation et le séjour des personnes (ensemble deux échanges de lettres) (n° 2310) et projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali (n° 2311).**

Première lecture :

Discussion commune : principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [21 décembre 1995] :

Coopération et développement (p. 5468).

Drogue (p. 5467).

Etrangers : contrôles, maîtrise des flux migratoires, mesures d'éloignement (p. 5467, 5468).

Famille : regroupement familial, polygamie (p. 5467).

- **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les agissements liberticides de certaines associations dites sectes (n° 1768).**

Débat sur le rapport de la commission d'enquête [8 février 1996] :

Principaux thèmes développés (p. 784) :

Gouvernement : pouvoirs publics : action répressive.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun relative à la circulation et au séjour des personnes (n° 1727).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [14 février 1996] (p. 859) :

Cameroun : situation politique et économique.

Communautés européennes et Union européenne : accords de Schengen.

Coopération et développement.

Etrangers : ressortissants du Cameroun : visas, regroupement familial, titres de séjour.

- **Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [20 juin 1996] (p. 4592) :

Logement : logement social.

Police : effectifs.

Politique économique et sociale : zones franches.

RICHARD (Georges)

Député du Lot-et-Garonne

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Situation au Niger : coup d'Etat militaire : attitude de la France [30 janvier 1996] (p. 399).**

orales sans débat :

- **n° 1095, posée le 21 mai 1996 : centres d'accueil, classes de nature et classes sportives (p. 3286). Appelée le 28 mai 1996 : animateurs ; diplômés requis (p. 3483).**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 février 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- *ses observations* sur l'amendement n° 1 de la commission (institution d'une filière de l'apprentissage) (p. 639).

Après l'article 6 :

- *défavorable* au sous-amendement n° 78 de M. Pierre Cardo (dispositif réservé aux non-diplômés ayant plus d'un an d'inactivité) à l'amendement n° 51 du Gouvernement (accès direct à un contrat emploi consolidé des jeunes de 18 à 25 ans ayant au plus achevé un second cycle de l'enseignement secondaire et résidant dans des grands ensembles ou dans des quartiers d'habitat dégradé) (p. 689) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 77 de M. Jean Ueberschlag (dispositif réservé aux non-diplômés) à l'amendement n° 51 du Gouvernement (p. 689).

- **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 955 du Conseil de sécurité des Nations Unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis en 1994 sur le territoire du Rwanda et s'agissant des citoyens rwandais, sur le territoire d'Etats voisins (n° 2754).**

Première lecture :

Discussion des articles [15 mai 1996] :

Article 3^{ter} (de coordination) :

- *favorable* à l'amendement n° 1 de la commission (compétence universelle des juridictions judiciaires) (p. 3160).

RICHEMONT (Henri de)

Député de la Charente

(3^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à obliger les établissements ou maisons de prêts sur gages à contrôler et à enregistrer l'identité des emprunteurs (n° 2048) [16 janvier 1996].

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 2048) tendant à obliger les établissements ou maisons de prêts sur gages à contrôler et à enregistrer l'identité des emprunteurs (n° 2494) [18 janvier 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Sommet du G 7** : relations financières : spéculation internationale [21 juin 1995] (p. 569, 570).
- **Mesures en faveur du monde associatif** : financement [17 janvier 1996] (p. 84, 85).

orales sans débat :

- n° 848, posée le 30 janvier 1996 : **éligibilité à la DGE** (p. 436). Non appelée.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat. - Questions [30 octobre 1995] :

Banques et établissements financiers :

- bonifications d'intérêt (p. 2806) ;
- Société française pour l'assurance du capital risque (p. 2806).

RICHIR Jacques

Député du Nord

(1^{re} circonscription)

non inscrit puis UDF

Devenu député le 19 juin 1995 en remplacement de Mme Colette Codaccioni, nommée membre du Gouvernement [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9344).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 22 juin 1995] (p. 9446).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 23 juin 1995] (p. 9497).

Membre du comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale [J.O. du 24 mai 1996] (p. 7776).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Maladie de la vache folle** : programme de recherche de lutte contre la maladie de Creutzfeldt-Jakob [11 juin 1996] (p. 4082).

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).**

Principaux thèmes développés [14 novembre 1995] :

Professions médicales et paramédicales :

- médecins généralistes : rôle : revalorisation ; réforme de l'internat ; formation continue (p. 3627) ;
- médecins libéraux : excédent : *numerus clausus* : reconversion (p. 3626).

Santé publique :

- alcoolisme et tabagie : toxicomanie (p. 3627) ;
- médecine préventive : médecine scolaire et médecine du travail : développement : reconversion d'une partie des médecins (p. 3627).

RIGAUD (Jean)

Député du Rhône

(5^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à créer une allocation destinée aux parents handicapés (n° 1973) [7 mars 1995].

Proposition de loi tendant à écarter du champ d'application de la législation sur les baux commerciaux les conventions dites « pépinières d'entreprises » (n° 2131) [4 juillet 1995].

RIGNAULT (Simone)

Député de la Nièvre

(3^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610) [J.O. du 14 janvier 1995] (p. 737).

Membre titulaire de l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires [J.O. du 9 juin 1995] (p. 8972).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle : enseignement scolaire) [5 juillet 1995].

Chargée d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et de M. le ministre délégué pour l'emploi [J.O. du 27 septembre 1996] (p. 14276).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à étendre les pouvoirs généraux de police du maire à la conservation et l'entretien des propriétés abandonnées insalubres (n° 2195) [28 juillet 1995].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : tome V : Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle : enseignement scolaire (n° 2271) [12 octobre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Marché de la viande bovine** : élevage : soutien du marché ; concurrence étrangère [17 janvier 1996] (p. 86).

- **Rénovation pédagogique des collèges** : classe de sixième : organisation des études [24 avril 1996] (p. 2537).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).*Première lecture, deuxième partie :***Santé publique et assurance maladie.** - *Questions* [26 octobre 1995] :

Santé publique : thermalisme : entente préalable et réforme des tarifs (p. 2584).

Education nationale, enseignement supérieur et recherche. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour l'enseignement scolaire [9 novembre 1995] :

Enseignants : maîtres auxiliaires (p. 3272).

Enseignement technique et professionnel : insertion professionnelle : apprentissage : stages (p. 3272).

Établissements scolaires :

- chefs d'établissement (p. 3272) ;

- sécurité (p. 3272).

Familles : aides : allocation de rentrée scolaire : prêt de livres (p. 3272).

Langues vivantes : initiation dans le primaire : usage de l'audiovisuel (p. 3272).

Ministère de l'éducation nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche : crédits : effectifs (p. 3271).

Personnel non enseignant : ATOS (p. 3272).

Politique de l'éducation : lutte contre l'échec scolaire (p. 3272).

- Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [6 février 1996] :

Collectivités locales : régions (p. 587, 588).

Emploi :

- chômage des jeunes (p. 587, 588) ;

- collectivités locales : rôle (p. 588) ;

- création d'emplois (p. 587) ;

- insertion professionnelle (p. 587).

Entreprises (p. 588).

Etat : contribution (p. 587).

Formation professionnelle et promotion sociale :

- accord national interprofessionnel (p. 588) ;

- apprentissage : généralités (p. 587, 588) ;

- centres de formation d'apprentis : ressources : péréquation (p. 587) ;

- Conseil national de l'apprentissage : création (p. 587) ;

- formation en alternance (p. 587, 588) ;

- prime à l'apprentissage (p. 587, 588).

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage (p. 587, 588).

Lois :

- loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail (p. 588) ;

- loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 588).

Discussion des articles [7 février 1996] :**Avant l'article 1^{er} :**

- favorable à l'amendement n° 1 de la commission (institution d'une filière de l'apprentissage) (p. 640).

Article 1^{er} (*modification des conditions de libération et de répartition de la taxe d'apprentissage*) :

- ses observations sur l'amendement n° 34 de M. Hervé Novelli (affiliation des apprentis au régime de sécurité sociale des étudiants) (p. 656).

Article 3 (*contrôle financier des organismes collecteurs*) :

- ses observations (p. 680).

Après l'article 6 :

- défavorable au sous-amendement n° 78 de M. Pierre Cardo (dispositif réservé aux non-diplômés ayant plus d'un an d'inactivité) à l'amendement n° 51 du Gouvernement (accès direct à un contrat emploi consolidé des jeunes de 18 à 25 ans ayant au plus achevé un second cycle de l'enseignement secondaire et résidant dans des grands ensembles ou dans des quartiers d'habitat dégradé) (p. 690) ;

- défavorable au sous-amendement n° 77 de M. Jean Ueberschlag (dispositif réservé aux non-diplômés) à l'amendement n° 51 du Gouvernement (p. 690).

Ses explications de vote (p. 700).

Vote pour du groupe RPR.

*Deuxième lecture :**Discussion des articles* [19 mars 1996] :**Article 1^{er} A** supprimé par le Sénat (*finalités de l'apprentissage*) :

- favorable à l'amendement n° 4 de la commission (institution d'une filière de l'apprentissage) (p. 1760).

Article 1^{er} B (*augmentation du nombre des membres du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue*) :

- son amendement n° 39 (création d'une section de l'apprentissage au sein du comité de coordination) (p. 1762) : rejeté (p. 1763).

Article 1^{er} (*réforme des conditions de libération du quota de la taxe d'apprentissage*) :

- ses observations sur l'amendement n° 8 de la commission (péréquation nationale entre les centres de formation d'apprentis) (p. 1767).

- Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).*Deuxième lecture :**Discussion des articles* [2 mai 1996] :**Article 12 A** précédemment réservé (*thermalisme*) :

- favorable (p. 2820).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur les Etats généraux de l'Université et débat sur cette déclaration (n° 2795).*Principaux thèmes développés* [21 mai 1996] (p. 3259) :

Enseignement supérieur : orientation universitaire et professionnelle.

Universités :

- échec universitaire ;

- formation continue : revalorisation et accès.

Projet de loi (rectifié) relatif à l'information et à la consultation des salariés dans les entreprises et les groupes d'entreprises de dimension communautaire ainsi qu'au développement de la négociation collective (n° 2701).

*Première lecture :**Discussion des articles* [5 juin 1996] :**Article 6 et annexe** (*dispositions d'application de l'accord national interprofessionnel du 31 octobre 1995 relatif aux négociations collectives*) :

- son sous-amendement n° 132 rectifié (non-application de l'accord aux entreprises de moins de onze salariés) à l'amendement n° 91 de M. Yves Bur (transcription dans la loi des seules stipulations de l'accord qui nécessitent une dérogation expresse du législateur) : retiré (p. 3841).

RISPAT (Yves)*Député du Gers**(1^{re} circonscription)**Apparenté RPR*

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Budget annexe des prestations sociales agricoles) [5 juillet 1995].

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 24 novembre 1995] (p. 17230).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Budget annexe des prestations sociales agricoles) [7 mai 1996].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : annexe n° 43 : Budget annexe des prestations sociales agricoles (n° 2270) [12 octobre 1995].

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).***Première lecture, deuxième partie :***Agriculture, pêche et alimentation. – BAPSA. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.** Rapporteur spécial de la commission des finances pour le BAPSA [2 novembre 1995] :

BAPSA :

- cotisations sociales (p. 2899, 2900) ;
- dépenses et recettes (p. 2898 à 2900) ;
- pensions de réversion (p. 2899) ;
- retraites et préretraites (p. 2898 à 2900).

Lois : loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture (p. 2899).*Vote des crédits :***Etat C, titre VI :**– *ses observations* sur l'amendement n° 187 de M. Hervé Mariton (réduction des crédits de paiement et des autorisations de programme) (p. 2974).– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, sur la charte d'installation des jeunes agriculteurs et le statut des conjoints et débat sur cette déclaration (n° 2722).***Principaux thèmes développés* [23 avril 1996] (p. 2471) :

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs ; charte nationale pour l'installation des jeunes en agriculture.

Exploitations agricoles : transmission.

Fermage.

ROATTA (Jean)*Député des Bouches-du-Rhône**(3^e circonscription)**UDF*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 10 juin 1995] (p. 9014).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 10 juin 1995] (p. 9014).

DEPOTS

Proposition de loi instaurant une peine privée complémentaire pour les responsables d'accidents de la route en état d'ivresse, pour vitesse excessive ou pour non-respect délibéré du code de la route (n° 2736) [25 avril 1996].

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).***Première lecture, deuxième partie :***Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat. – Questions** [30 octobre 1995] :

Formation professionnelle et promotion sociale (p. 2810).

ROBIEN (Gilles de)*Député de la Somme**(2^e circonscription)**UDF**Vice-président de l'Assemblée nationale**Président du groupe UDF*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5405).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 10 juin 1995] (p. 9014).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 10 juin 1995] (p. 9014).

Se démet de ses fonctions de vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 16 juin 1995] (p. 9246).

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 17 octobre 1995] (p. 15111).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 17 octobre 1995] (p. 15111).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Cesse d'appartenir à cette mission [J.O. du 26 mars 1996] (p. 4647).

Membre du Conseil national des assurances [J.O. du 10 mai 1996] (p. 7053).

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} juin 1996] (p. 8141).Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} juin 1996] (p. 8141).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 2 juin 1996] (p. 8200).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 juin 1996] (p. 8200).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à prémunir par un système d'assurance les locataires de logements sociaux au chômage contre les impayés de loyer (n° 1965) [7 mars 1995].

Proposition de loi tendant à assurer l'accès des femmes aux mandats politiques (n° 2911) [24 juin 1996].

Proposition de loi permettant une représentation équilibrée des personnes des deux sexes dans les élections au scrutin de liste (n° 2926) [26 juin 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Monnaie unique** : date d'entrée en vigueur [29 juin 1995] (p. 695).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi (n° 1828).**

Première lecture :

Discussion des articles [11 janvier 1995] :

Article 3 (généralisation du droit de présenter à titre onéreux un successeur à l'autorité administrative) :

- *son* amendement n° 1 soutenu par M. Alain Madalle (suppression de la notion d'exploitation effective et continue) : retiré (p. 71).

- **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).**

Première lecture :

Discussion des articles [27 et 28 juin 1995] :

Article 11 (conditions du bénéfice de l'amnistie. - Effets sur la condamnation) :

- *son* amendement n° 82 soutenu par M. Jean-Jacques Hyst (exclusion des récidivistes) (p. 667) : rejeté (p. 669).

Article 17 (effets généraux de l'amnistie) :

- *ses* amendements n° 83 et 84 (suppression du rétablissement dans le bénéfice du sursis accordé lors d'une condamnation antérieure) : retirés (p. 707).

Article 20 (amnistie des faits d'évasion) :

- *son* amendement n° 85 soutenu par M. Ladislav Poniatowski (de suppression) : adopté (p. 711).

Article 26 (infractions exclues de l'amnistie) :

- *son* amendement n° 86 soutenu par M. Jean-Jacques Hyst (outrage envers les personnes chargées d'une mission de service public) (p. 725) : adopté (p. 726) ;

- *son* amendement n° 87 soutenu par M. Jean-Jacques Hyst (outrage envers les personnes chargées d'une mission de service public) (p. 725) : adopté (p. 726) ;

- *son* amendement n° 88 soutenu par M. Jean-Jacques Hyst (outrage à magistrat) : adopté (p. 726) ;

- *son* amendement n° 89 soutenu par M. Jean-Jacques Hyst (discrédit jeté sur une décision de justice) : adopté (p. 726) ;

- *son* amendement n° 90 (peines d'emprisonnement inférieures ou égales à trois mois en cas d'évasion ou de tentative d'évasion au cours de leur exécution) : retiré (p. 726).

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).**

Première lecture :

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Article 1^{er} (extension du champ d'application du référendum : art. 11 de la Constitution) :

- *son* amendement n° 92 soutenu par M. Arnaud Cazin d'Honincthun (exclusion de la politique économique et sociale ; extension aux garanties fondamentales des libertés publiques) (p. 914) : rejeté (p. 915) ;

- *son* amendement n° 90 soutenu par M. Pierre Albertini (rédactionnel) : retiré (p. 915) ;

- *son* amendement n° 117 corrigé (rédactionnel) (p. 915) : adopté (p. 916) ;

- *son* amendement n° 91 soutenu par M. Pierre Albertini (interdiction du référendum dans les six mois précédant ou suivant les élections présidentielles ou législatives) (p. 924) ; rectifié (interdiction dans les six mois précédant les élections présidentielles) : rejeté (p. 926).

Article 2 (session ordinaire unique du Parlement : art. 28 de la Constitution) :

- *son* amendement n° 94 soutenu par M. Jean-Jacques Hyst (abaissement à cent vingt du nombre de jours de séance ; réunion en séances supplémentaires par décret du Président de la République sur demande du Premier ministre ou de la majorité des membres de l'Assemblée nationale) (p. 927, 928, 930, 931) : adopté après modifications (p. 933) ;

- *son* amendement n° 93 (abaissement à cent vingt du nombre de jours de séance) : devenu sans objet (p. 933).

Après l'article 6 :

- *son* amendement n° 8 soutenu par M. Arnaud Cazin d'Honincthun (séance mensuelle de discussion des propositions de loi acceptées par le Gouvernement) (p. 973, 974) : devenu sans objet (p. 979).

- **S'associe** à la communication du Gouvernement exprimant son émotion et son indignation au sujet de l'attentat annoncé par le président de l'Assemblée nationale, perpétré, ce jour, à Paris sur la ligne C du RER [18 octobre 1995] (p. 1874).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la réforme de la protection sociale ; débat et vote sur cette déclaration (n° 2359).**

Principaux thèmes développés [15 novembre 1995] :

Assurance maladie :

- déficit : budget : relèvement de la cotisation des inactifs : charges indues (p. 3778) ;

- régime universel : liaisons inter-régimes et conditions d'affiliation (p. 3778).

Famille : allocations familiales ; imposition : non revalorisation en 1995 : conditions de ressources (p. 3778).

Parlement : nouvelles responsabilités en matière sociale : révision constitutionnelle (p. 3777).

Prestation autonomie (p. 3777).

Retraites : généralités : retraites par capitalisation : épargne-retraite (p. 3778).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : allongement de la durée de cotisation (p. 3778).

Santé publique :

- égalité d'accès aux soins : qualité des soins (p. 3776) ;

- Haut comité pour la santé (p. 3777) ;

- médecine de ville : maîtrise médicalisée des dépenses : fixation d'un taux annuel de hausse : informatisation des cabinets (p. 3778).

Sécurité sociale :

- déficit : montant : création d'une caisse d'amortissement : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 3777) ;
 - gestion des caisses nationales et locales : paritarisme : élections ; réorganisation ; réalisation des actifs immobiliers (p. 3777).
- Motion de censure déposée par M. Laurent Fabius et soixante-trois membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.**

Principaux thèmes développés lors de la discussion [5 décembre 1995] :

- Finances publiques : déficits (p. 4565).
Gouvernement : gouvernements précédents (p. 4565).
Parlement : contrôle du budget social (p. 4565).
Partenaires sociaux :
- dialogue social (p. 4566) ;
 - paritarisme (p. 4565).
- Service public : droit de grève : service minimum (p. 4566).
- Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).**

*Première lecture :**Avant la discussion des articles* [7 décembre 1995] :

Ses observations sur le rappel au règlement de : Bartolone (Claude) : demande une suspension de séance après avoir porté à la connaissance de ses collègues l'étude faite par l'Observatoire français des conjonctures économiques sur le plan de sécurité sociale présenté par le Gouvernement (p. 4749).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes, sur la préparation et les perspectives de la conférence intergouvernementale et débat sur cette déclaration (n° 2634).**

Principaux thèmes développés [13 mars 1996] :

- Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (p. 1542).
Communautés européennes et Union européenne :
- élargissement (p. 1542) ;
 - institutions et conférence intergouvernementale (p. 1541) ;
 - monnaie unique (p. 1541) ;
 - politique étrangère et de sécurité commune (p. 1542).
- Emploi (p. 1540).
Moyens de paiement : dévaluations compétitives (p. 1541).
Parlement : parlements nationaux (p. 1541).

- Proposition de loi tendant à favoriser l'expérimentation relative à l'aménagement et à la réduction du temps de travail (n° 2325).**

*Deuxième lecture :**Avant la discussion des articles* [28 mars 1996] :

Rappel au règlement : trouve inconvenant que M. Maxime Gremetz fasse de son intervention sur le texte relatif à l'aménagement du temps de travail un débat local sur la situation de la ville d'Amiens et mette en cause son maire (p. 2124).

Discussion des articles [28 mars 1996] :

Article 1^{er} (exonération de cotisations sociales patronales applicable à la réduction collective du temps de travail) :

- ses observations (p. 2130).
- Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur les Etats généraux de l'Université et débat sur cette déclaration (n° 2795).**

Principaux thèmes développés [21 mai 1996] (p. 3254) :

Enseignement supérieur : orientation universitaire et professionnelle.

Etudiants : statut : aides sociales de l'Etat : bourses : allocation logement : couverture sociale.

Universités :

- échec universitaire ;
- professionnalisation des filières : stages : rapports avec l'entreprise : formation en alternance ;
- réforme : concertation : Etats généraux : référendum.

- Proposition de loi visant à créer un plan d'épargne entreprise-retraite (n° 741).**

*Première lecture :**Avant la discussion des articles* [30 mai 1996] :*Son intervention* (p. 3712).*Principaux thèmes développés :*Assemblée nationale : ordre du jour : suspension de la discussion.
Constitution : article 48, alinéa 3.

Lois : projet de loi relatif à l'épargne retraite.

- Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).**

Première lecture [7 juin 1996] :*Son intervention à l'issue du vote* (p. 4042).

- Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).**

*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [18 juin 1996] (p. 4496) :

Associations.

Emploi.

Logement : logement social.

Politique économique et sociale : zones franches.

Ville :

- banlieues ;
- comités de quartiers ;
- établissements publics de restructuration.

ROCCA SERRA (Jean-Paul de)*Député de la Corse-du-Sud**(2^e circonscription)*

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Outre-mer : départements d'outre-mer) [5 juillet 1995].

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Outre-mer : départements d'outre-mer) [7 mai 1996].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : annexe n° 27 : Outre-mer : départements d'outre-mer (n° 2270) [12 octobre 1995].

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Outre-mer. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur spécial de la commission des finances pour les DOM et rapporteur suppléant M. Gaston Flosse pour les TOM [28 octobre 1995] :

Administration :

- agences d'insertion (p. 2689) ;
- Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (ANT) (p. 2689, 2690).

Assemblée nationale : commission des finances : amendement (p. 2689, 2690).

Communautés européennes et Union européenne : situation des DOM-TOM (p. 2694).

Défense : essais nucléaires (p. 2693).

Egalité sociale (p. 2690, 2691).

Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (p. 2690).

Fonds d'investissement et de développement économique et social (FIDES) (p. 2693, 2694).

Fonds pour l'emploi (FEDOM) (p. 2689).

Guadeloupe (p. 2690).

Guyane (p. 2690).

Impôts et taxes ; investissements : défiscalisation (p. 2693).

La Réunion (p. 2690).

Logement et habitat (p. 2689, 2690).

Lois :

- loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 (p. 2693) ;
- loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française (p. 2694) ;
- loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (loi Perben) (p. 2689).

Martinique (p. 2690).

Mayotte (p. 2690, 2693, 2694).

Ministère de l'outre-mer : crédits (p. 2689, 2692).

Nouvelle-Calédonie (p. 2690, 2692, 2693).

Plan : contrats de plan (p. 2690, 2693).

Polynésie française (p. 2690, 2692 à 2694).

RMI (p. 2689).

Saint-Martin et Saint-Barthélemy (p. 2690).

Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 2690).

Travail : insertion professionnelle : chantiers de développement local (p. 2694).

Ville : contrats de ville (p. 2694).

Wallis-et-Futuna (p. 2690, 2693).

*Vote des crédits :***Etat B, titre IV :**

- soutient l'amendement n° 100 de la commission (réduction des crédits de l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer) (p. 2738) : adopté (p. 2739).

ROCHEBLOINE (François)

Député de la Loire

(3^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre suppléant de la commission d'étude de l'indexation des pensions militaires d'invalidité [J.O. du 24 décembre 1995] (p. 18663).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'Inspection générale des affaires sociales et aux garanties offertes aux donateurs quant à l'utilisation des fonds collectés grâce à la générosité publique (n° 2314) [6 février 1996].

Rapporteur de la proposition de résolution (n° 2572) de M. Robert Pandraud sur la communication de la Commission sur un programme communautaire dans le domaine de la sécurité, de l'hygiène et de la santé sur le lieu du travail (1996-2000) et la proposition de décision du Conseil portant adoption d'un programme de mesures non législatives pour améliorer la sécurité et la santé sur le lieu du travail (COM [95] 282 final/n° E-463) [23 mai 1996].

DEPOTS

Proposition de loi tendant à interdire la contestation de la réalité de tous génocides et crimes contre l'humanité (n° 2039) [16 mai 1995].

Proposition de résolution déposée en application de l'article 151-1 du Règlement sur la communication de la Commission sur un programme communautaire dans le domaine de la sécurité, de l'hygiène et de la santé sur le lieu du travail (n° 2336) [6 novembre 1995].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution de M. Robert Pandraud sur la communication de la Commission sur un programme communautaire dans le domaine de la sécurité, de l'hygiène et de la santé sur le lieu du travail (1996-2000) et la proposition de décision du Conseil portant adoption d'un programme de mesures non législatives pour améliorer la sécurité et la santé sur le lieu du travail (COM [95] 282 final/n° E-463) (n° 2848) [5 juin 1996].

QUESTIONS**au Gouvernement :**

- **Suivi sanitaire des greffons** : CHU de Saint-Etienne : plainte déposée contre les pratiques de certains chirurgiens ; sécurité des greffés [18 octobre 1995] (p. 1963).
- **Génocide arménien** : reconnaissance du génocide de 1915 [23 avril 1996] (p. 2437).

orales sans débat :

- n° 620, posée le 6 juin 1995 : **allocation de préparation à la retraite aux anciens combattants d'Afrique du Nord** (p. 440). Appelée le 15 juin 1995 : conditions d'attribution ; montant (p. 510 à 512).
- n° 769, posée le 12 décembre 1995 : **contrat de progrès dans les transports routiers** (p. 5052). Appelée le 21 décembre 1995 : mise en œuvre (p. 5451).
- n° 878, posée le 13 février 1996 : **secteur arboricole** (p. 833). Appelée le 22 février 1996 : aides de l'Etat (p. 1090).
- n° 1028, posée le 30 avril 1996 : **mines antipersonnel** (p. 2730). Appelée le 7 mai 1996 : attitude de la France (p. 2843).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60 % à 20,60 % le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995 (n° 2148)**.

*Première lecture :**Discussion de l'article unique* [12 juillet 1995] :**Article unique :**

– son amendement n° 17 soutenu par M. Daniel Mandon (maintien à 18,60 % du taux applicable aux opérations concourant à la production ou à la livraison d'immeubles) : rejeté (p. 1023).

– Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).*Première lecture, deuxième partie :***Aménagement du territoire, équipement et transports. – Questions** [25 octobre 1995] :

Voirie : RN 88 : section Saint-Etienne-Saint-Chamond (p. 2501, 2502).

Culture et francophonie. – Questions [27 octobre 1995] :

Communes : Saint-Etienne : musée d'art contemporain : valorisation du patrimoine industriel (p. 2678).

Travail, dialogue social et participation. – Questions [31 octobre 1995] :

Handicapés : insertion professionnelle : crédits : rôle de l'Etat (p. 2863).

*Vote des crédits :***Etat B, titre III :**

– défavorable à l'amendement n° 136 rectifié de la commission (réduction des crédits de 300 millions de francs) (p. 2878) ;

– favorable à l'amendement n° 149 rectifié de M. Jean-Paul Ancaux (réduction des crédits de 30 millions de francs) (p. 2878).

Anciens combattants et victimes de guerre. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [7 novembre 1995] :**Anciens combattants d'Afrique du Nord :**

- carte du combattant (p. 3180) ;
- fonds de solidarité : allocation différentielle et allocation de préparation à la retraite : abaissement de l'âge d'accès (p. 3179, 3180) ;
- retraite anticipée : commission tripartite d'évaluation (p. 3180, 3181).

Invalides : retraite anticipée : sourds de guerre : exonération de la redevance audiovisuelle (p. 3181).

Mémoire et souvenir :

- archives d'Arolsen (p. 3181) ;
- camp du Struthof : création d'un musée (p. 3178) ;
- information historique (p. 3181).

Ministère des anciens combattants et victimes de guerre : maintien et crédits : report des crédits de 1995 (p. 3180).

Pensions militaires d'invalidité et de retraite :

- déplafonnement et rattrapage (p. 3181) ;
- droit des veuves : pensions de réversion (p. 3181) ;
- droits des déportés et internés d'origine étrangères (p. 3181) ;
- retraite mutualiste : revalorisation : indexation (p. 3180) ;
- revalorisation : rapport constant : définition (p. 3181).

Questions :

Alsace-Moselle : patriotes résistants à l'occupation (PRO) : droit à réversion pour les veuves (p. 3509).

Pensions militaires d'invalidité et de retraite : retraite mutualiste : revalorisation : indexation : situation des bénéficiaires du titre de reconnaissance de la Nation (p. 3510).

Vote des crédits [12 novembre 1995] :**Etat B, titre IV :**

– favorable à l'amendement n° 248 du Gouvernement (réduction de 2 millions de francs des crédits affectés aux soins médicaux gratuits et majoration d'un même montant des crédits permettant de financer l'indexation de la retraite mutualiste) (p. 3513) ;

– favorable à l'amendement n° 249 du Gouvernement (transfert de 650 000 francs de crédits du ministère des anciens combattants vers celui de la justice afin de financer partiellement la mise en œuvre de la modification du code de la Légion d'honneur et de la médaille militaire) (p. 3514).

Après l'article 64 :

– ses observations sur l'amendement n° 250 du Gouvernement (indexation de la retraite mutualiste sur l'indice des prix à la consommation hors tabac) (p. 3515) ;

– favorable au sous-amendement n° 332 de M. Georges Colombier (introduit dans le code de la mutualité le principe de l'indexation de la retraite mutualiste sur l'indice des prix à la consommation hors tabac) à l'amendement n° 250 du Gouvernement (p. 3515) ;

– favorable à l'amendement n° 251 du Gouvernement (instauration d'un plancher pour l'allocation de préparation à la retraite) (p. 3516).

Abstention du groupe UDF (p. 3516).

Coopération. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [12 novembre 1995] :

Afrique : démographie (p. 3483).

Coopération financière :

- généralités (p. 3483) ;
- Caisse française de développement (p. 3482) ;
- Fonds d'aide et de coopération (p. 3482).

Ministère :

- crédits (p. 3482) ;
- grand ministère (p. 3483).

– Proposition de loi tendant à assurer une prise en charge adaptée de l'autisme (n° 1924).*Première lecture :**Discussion des articles* [22 février 1996] :**Article 1^{er} (modification de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales) :**

– favorable (p. 1116).

Après l'article 1^{er} :

– ses observations sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Claude Bois (institution d'un plan régional d'action en faveur des personnes atteintes du syndrome autistique) (p. 1119).

– Proposition de loi tendant à assurer le droit à réparation des anciens combattants et victimes de guerre dans le respect de l'égalité des générations (n° 2029).*Première lecture :*

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 mars 1996] (p. 2029, 2030) :

Anciens combattants et victimes de guerre : anciens combattants d'Afrique du Nord.

Assemblée nationale :

- proposition de loi tendant à assurer le droit à réparation des anciens combattants et victimes de guerre dans le respect de l'égalité des générations ;
- proposition de loi tendant à prendre en compte pour l'octroi d'une retraite anticipée la durée du temps passé au-delà de la durée légale de service militaire en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962.

Emploi : création d'emplois.

Finances publiques : coût.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre :

- rapport constant ;
- retraite anticipée : commission tripartite.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Article 25 supprimé par le Sénat (*vente d'alcools dans les enceintes sportives*) :

- favorable (p. 2802).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 juin 1996] (p. 3945) :

Armements classiques : chars Leclerc.

Finances publiques.

Industries d'armement : Groupement industriel des armements terrestres.

Livre blanc sur la défense.

Lois : loi de programmation militaire du 23 juin 1994 pour les années 1995 à 2000.

RODET (Alain)

Député de la Haute-Vienne

(4^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Éducation nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle : recherche) [5 juillet 1995].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation des activités financières [J.O. du 6 juin 1996] (p. 8388).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche : recherche) [7 mai 1996].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : annexe n° 17 : Éducation nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle : recherche (n° 2270) [12 octobre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Politique hospitalière** : réforme de la gestion [16 avril 1996] (p. 2222).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - Questions [25 octobre 1995] :

Transports terrestres : SNCF : ligne Paris-Limoges-Brive-Toulouse (p. 2495).

Voirie : autoroutes A 20, A 75 (p. 2495).

Défense. - Questions [8 novembre 1995] :

Armée de l'air : base de Limoges-Romanet (p. 3247).

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur spécial de la commission des finances pour la recherche [9 novembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : programme Eurêka (p. 3278).

Recherche :

- fonds de la recherche et de la technologie (FRT) : centres régionaux d'innovation et de transfert de technologie (p. 3278) ;
- restructuration et crédits : évolution des agrégats : coordination (p. 3276) ;
- sciences du vivant (p. 3278).

Recherche : établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) :

- Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 3277, 3278) ;
- Institut national de recherche agronomique (INRA) (p. 3278) ;
- Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA) (p. 3278).

Recherche : établissements publics industriels et commerciaux :

- Cité des sciences et de l'industrie : rattachement au ministère de la culture (p. 3278) ;
- Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 3277) ;
- Institut français pour la recherche et la technologie polaire (IFRTP) : rattachement au ministère de l'éducation nationale (p. 3277).

Recherche médicale :

- Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS) (p. 3278) ;
- Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) (p. 3278).

- **Projet de loi de modernisation des activités financières (n° 2650).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 avril 1996] (p. 2237) :

Affaires étrangères : Grande-Bretagne.

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations.

Communautés européennes et Union européenne : construction européenne : marché financier unique : monnaie unique.

Marchés financiers :

- organisation : rôle économique ;
- protection des investisseurs.

Politique économique.

Discussion des articles [16 et 17 avril 1996] :

Article 3 (définition des services connexes d'investissement) :

- son amendement n° 106 (introduction des activités de compensation) (p. 2245) : rejeté (p. 2246).

Article 10 nonies (organisation de la profession) :

- son amendement n° 107 (défense des droits et intérêts des professionnels des métiers du titre par l'Association française des entreprises d'investissement) : devenu sans objet (p. 2257).

Article 11 (*champ d'application de la loi*) :

- son amendement n° 108 (dispense d'agrément pour la Caisse des dépôts et consignations) (p. 2258) : rejeté (p. 2259).

Article 12 (*composition du Conseil des marchés financiers*) :

- ses observations sur l'amendement n° 25 de la commission (représentation des marchés de marchandises) (p. 2261) ;
- son amendement n° 111 (représentation des salariés des entreprises d'investissement) : rejeté (p. 2262) ;
- son amendement n° 109 précédemment réservé (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2262) ;
- son amendement n° 110 précédemment réservé (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2263).

Article 15 (*les formations disciplinaires du Conseil des marchés financiers*) :

- son amendement n° 114 (composition des formations disciplinaires) : adopté après rectification (p. 2284) ;
- son amendement n° 115 (voix consultative du représentant des salariés) : retiré (p. 2284).

Article 26 (*reconnaissance légale des contrats financiers à terme et des opérations à terme*) :

- ses observations sur l'amendement n° 136 de M. Charles de Courson (exclusion des céréales du champ des dispositions applicables aux marchés à terme) (p. 2297).

Article 43 (*sanctions applicables aux prestataires de services d'investissement et aux personnes placées sous leur autorité*) :

- son amendement n° 116 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (relèvement du plafond de la sanction pécuniaire) : rejeté (p. 2324) ;
- son amendement n° 117 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (relèvement du plafond de la sanction pécuniaire) : rejeté (p. 2325).

Après l'article 61 :

- son amendement n° 118 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (préservation des droits des salariés des sociétés de bourse) (p. 2343) : rejeté (p. 2344).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 mai 1996] (p. 3609, 3610) :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations.

Communautés européennes et Union européenne :

- directive du 10 mai 1993 sur les services d'investissement ;
- marché financier unique : monnaie unique.

Epargne : fonds de pension.

Marchés financiers :

- organisation : rôle économique ;
- protection des investisseurs : délit d'initié.

Politique économique.

Discussion des articles [29 mai 1996] :

Article 12 (*composition du Conseil des marchés financiers*) :

- son amendement n° 23 (représentation des salariés des entreprises d'investissement) (p. 3617) : rejeté (p. 3618) ;
- ses amendements n° 24 et 25 (de conséquence) (p. 3617) : devenus sans objet (p. 3618).

Vote contre du groupe socialiste (p. 3610).

ROIG (Marie-Josée)

Député de Vaucluse

(1^{re} circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur du projet de loi, déposé au Sénat, relatif à la « Fondation du patrimoine » [19 mars 1996].

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Culture) [11 juin 1996].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la « Fondation du patrimoine » (n° 2719) [18 avril 1996].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 2805), relatif à la « Fondation du patrimoine » (n° 2847) [5 juin 1996].

QUESTIONS**au Gouvernement :**

- **Prévention des accidents de la route** : moyens [26 juin 1996] (p. 4950).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Culture et francophonie. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1995] :

Aménagement du territoire : aménagement culturel : redéploiement des crédits vers la province : grands projets régionaux (p. 2671).

Communes : Avignon (p. 2671).

Enseignement : enseignements artistiques : crédits : rééquilibrage entre les matières scientifiques et artistiques (p. 2671).

Jeunes : accès à la culture (p. 2671).

Ministère de la culture et de la francophonie : effectifs et crédits ; élargissement des compétences : transferts budgétaires (p. 2670).

Politique de la ville : projets culturels de quartiers : équipements de proximité : cafés-musique : écoles de musique municipales (p. 2671).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 mars 1996] :

Article 50 (*régime transitoire des ouvertures de surfaces commerciales*) :

- son amendement n° 105 rectifié : non soutenu (p. 1401).

- **Projet de loi relatif à la Fondation du patrimoine (n° 2691).**

Rapporteur de la commission des affaires culturelles.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 avril 1996] :

Affaires étrangères : Royaume-Uni : National trust (p. 2695, 2697).

Associations : rôle (p. 2696).

Collectivités locales : représentation au conseil d'administration de la Fondation du patrimoine (p. 2696).

Emploi : création d'emplois : restauration du patrimoine : artisanat et secteur du bâtiment (p. 2697).

Fondation de France (p. 2696).

Fondation du patrimoine :

- création : travaux préparatoires : mission Hugot (p. 2695) ;
- rôle et moyens : partenariat : « effet de levier » (p. 2696) ;
- statut juridique (p. 2695).

Institut de France (p. 2696).

Patrimoine :

- conservation : initiatives privées (p. 2695) ;
- conservation : rôle de l'Etat : Caisse nationale des monuments historiques et des sites (p. 2695) ;
- définition : « patrimoine de proximité » : patrimoine rural (p. 2695, 2696) ;
- patrimoine naturel : préservation des sites et des paysages (p. 2695).

Politique culturelle : historique : inventaire du patrimoine : rôle d'André Malraux (p. 2695, 2696).

Discussion des articles [30 avril 1996] :

Article 2 (objet de la Fondation du patrimoine) :

- *soutient* l'amendement n° 6 rectifié de la commission (définition des missions et moyens de la Fondation du patrimoine) : adopté après modifications (p. 2714) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 45 de Mme Henriette Martinez (exigence de qualité) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 2713) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 46 de M. Henri Sicre (prise en compte des éléments mobiliers) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 2713) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 47 de M. Pierre Albertini (prise en compte des éléments mobiliers) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 2713) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 50 rectifié de M. Jean-Louis Borloo (ajout d'une mission d'emploi et de formation dans les métiers d'art et de restauration du patrimoine) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 2713) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 48 de M. Louis de Broissia (protection du patrimoine nominal) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 2714) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 49 de Mme Henriette Martinez (aide aux collectivités locales qui souhaitent acquérir les biens sauvegardés) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 2714) ;
- *favorable* à l'amendement n° 25 de Mme Henriette Martinez (prise en charge provisoire pour le compte d'une collectivité locale) (p. 2714) ;
- *favorable* à l'amendement n° 14 de M. Christian Martin (attribution d'un label du patrimoine) (p. 2715) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 42 du Gouvernement (attribution du label au patrimoine non protégé) à l'amendement n° 14 de M. Christian Martin (p. 2715).

Article 3 (apports constitutifs de la Fondation du patrimoine) :

- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (possibilité d'apports supplémentaires) : adopté après rectification (suppression du gage).

Article 5 (insaisissabilité des biens de la Fondation du patrimoine) :

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2716) ;
- *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (de précision) : adopté (p. 2716).

Article 6 (conseil d'administration de la Fondation du patrimoine) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 15 de M. Christian Martin (possibilité d'élire un président qui ne soit pas membre du conseil d'administration) (p. 2717) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 37 de M. Henri Sicre (limitation à 15 % de la part des voix détenue par le représentant d'un fondateur) (p. 2717) ;
- *favorable* à l'amendement n° 19 de M. Hervé Novelli (remplacement des « représentants de l'Etat » par des « personnalités qualifiées désignées par l'Etat ») (p. 2717) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 38 de M. Patrick Braouezec (représentation de membres de la communauté scientifique) (p. 2718) ;
- *favorable* aux amendements identiques n° 20 de M. Hervé Novelli et 31 de M. Jacques Brossard (suppression de la disposition relative à la part de voix réservée aux représentants des membres adhérents, des collectivités locales et des assemblées parlementaires) (p. 2718) ;
- *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (suppression du dernier alinéa de l'article) : rejeté (p. 2718) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 33 de M. Michel Bouvard (répartition paritaire entre les associations s'intéressant au patrimoine historique et celles s'intéressant au patrimoine naturel) (p. 2719) ;
- *soutient* l'amendement n° 2 de M. Yves Van Haecke (création de comités consultatifs départementaux) : retiré (p. 2719).

Article 7 (ressources de la Fondation du patrimoine) :

- *défavorable* à l'amendement n° 34 de M. Michel Bouvard (droits de reproduction photographique) (p. 2720) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 17 de M. Christian Martin (création d'un plan d'épargne géré par la Fondation pour les particuliers souhaitant effectuer dans les cinq ans des travaux concernant des immeubles inscrits à l'inventaire) (p. 2720).

Article 8 (recours à des prérogatives de puissance publique) :

- *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Yves Van Haecke (approbation du cahier des charges par l'autorité administrative) (p. 2720) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 35 de M. Michel Bouvard (qualification des guides) (p. 2721) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 36 de M. Michel Bouvard (caractère exceptionnel de la cession des biens à des personnes privées) (p. 2722) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 28 de M. Henri Sicre (interdiction de la cession des biens à des personnes privées) (p. 2722) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 40 de M. Patrick Braouezec (activité à but non lucratif des personnes privées auxquelles les biens sont cédés) (p. 2722) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 39 de M. Patrick Braouezec (droit de préemption de l'Etat) (p. 2722).

Article 12 (tutelle exercée sur la Fondation du Patrimoine) :

- *favorable* à l'amendement n° 18 rectifié de M. Hervé Novelli (de coordination) (p. 2723).

Article 13 (soumission de la Fondation du patrimoine au contrôle de la Cour des comptes) :

- *soutient* l'amendement n° 11 (codification de l'article) : adopté (p. 2723).

Article 14 (protection de l'appellation « Fondation du patrimoine ») :

- *soutient* l'amendement n° 12 de la commission (amende portée à 25 000 francs) : adopté (p. 2723).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
[20 juin 1996] :

Fondation du patrimoine : composition et missions (p. 4581).

Patrimoine : mécénat (p. 4581).

ROMANI (Roger)

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Sénat et des rapatriés
puis ministre des relations avec le Parlement

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions : démission du gouvernement de M. Edouard Balladur. Décret du 11 mai 1995 [J.O. du 12 mai 1995] (p. 7976).

Est nommé ministre des relations avec le Parlement. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

Fin de ses fonctions : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

Est nommé ministre des relations avec le Parlement. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16345).

REPONSES AUX QUESTIONS**au Gouvernement de :**

- **Leclerc (Bernard) : lutte contre l'intégrisme : terrorisme : intégrisme musulman** [21 juin 1995] (p. 570).

- **Hoguet (Patrick) : production bovine : SME : variations monétaires : conséquences : soutien du marché** [21 juin 1995] (p. 579, 580).

- **Charles (Bernard) : inondations dans le Lot : aides de l'Etat** [16 janvier 1996] (p. 10).

- **Mercieca (Paul) : orientations de la politique de défense : défense européenne ; problème de l'emploi dans le secteur de l'armement** [20 février 1996] (p. 985).

orales sans débat de :

- **Rochebloine (François) (n° 620) : allocation de préparation à la retraite aux anciens combattants d'Afrique du Nord : contributions d'attribution ; montant** [15 juin 1995] (p. 510 à 512).

- **Gayssot (Jean-Claude) (n° 619) : contrat de plan Etat-SNCF : avenir de la SNCF** [15 juin 1995] (p. 512, 513).

- **Fourgous (Jean-Michel) (n° 623) : problèmes de la sécurité à Trappes : adaptation des missions et moyens** [15 juin 1995] (p. 513, 514).

- **Ferry (Alain) (n° 638) : exploitations agricoles employant des travailleurs occasionnels : allègement des charges fiscales** [22 juin 1995] (p. 621, 622).

- **Roussel (François) (n° 640) : risque grêle dans le secteur de l'arboriculture : prise en compte par les compagnies d'assurance** [22 juin 1995] (p. 622, 623).

- **Pailhé (Dominique) (n° 647) : prime compensatrice ovine : conditions de versement ; SME : variations monétaires** [22 juin 1995] (p. 623, 624).

- **Berthol (André) (n° 657) : plan social d'Elf-Atochem : application ; restructuration** [29 juin 1995] (p. 751, 752).

- **Mariton (Hervé) (n° 785) : tunnel de Boulc : construction : financement ; aides de l'Etat** [18 janvier 1996] (p. 137, 138).

- **Malvy (Martin) (n° 791) : financement de l'immobilier d'entreprise : évolution ; aide européenne** [18 janvier 1996] (p. 135 à 137).

- **Schwartzberg (Roger-Gérard) (n° 816) : entreprise Alkan de Valenton : maintien des effectifs** [1^{er} février 1996] (p. 528).

- **Daniel (Christian) (n° 856) : secrétaires médicales contractuelles de l'hôpital de Saint-Brieuc : titularisation** [15 février 1996] (p. 914).

- **Depaix (Maurice) (n° 861) : charges budgétaires des départements en matière sociale : définition des compétences de l'Etat et des départements** [15 février 1996] (p. 915).

- **Laguilhon (Pierre) (n° 883) : marchés passés avec le ministère de la défense : travaux réalisés sur la base aérienne de Cazaux : délais de paiement** [22 février 1996] (p. 1076).

- **Kaspereit (Gabriel) (n° 899) : élections cantonales de 1994 : délais d'examen des recours contentieux** [7 mars 1996] (p. 1303).

- **Auchède (Rémy) (n° 947) : construction de l'autoroute A 24 entre Lille et Amiens : tracé : conséquences** [28 mars 1996] (p. 2113).

- **Filleul (Jean-Jacques) (n° 950) : construction de la ligne TGV-Est : financement** [28 mars 1996] (p. 2115).

- **Michel (Jean-Pierre) (n° 976) : retraite des ecclésiastiques : régime de rattachement** [18 avril 1996] (p. 2366).

- **Filleul (Jean-Jacques) (n° 979) : associations complémentaires de l'école publique : aides de l'Etat** [18 avril 1996] (p. 2366).

- **Royer (Jean) (n° 922) : construction des autoroutes A 85 et A 28 : réalisation** [18 avril 1996] (p. 2373).

- **Colliard (Daniel) (n° 968) : travaux de dragage dans les ports français : financement : aides de l'Etat** [18 avril 1996] (p. 2374).

- **Levoyer (Alain) (n° 984) : contraintes pesant sur les publicités communales : réglementation** [18 avril 1996] (p. 2376).

- **Deprez (Léonce) (n° 982) : directive européenne sur la destruction des blaireaux : difficultés d'application** [18 avril 1996] (p. 2377).

- **Bonnet (Yves) (n° 993) : manifestation à Cherbourg : suites judiciaires** [25 avril 1996] (p. 2274).

- **Barety (Jean-Paul) (n° 999) : création d'une cour d'appel à Nice : révision de la carte judiciaire** [25 avril 1996] (p. 2594).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi (n° 1828).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [11 janvier 1995] :

Son intervention (p. 53) et *sa réponse* (p. 65).

Principaux thèmes développés :

Autorisations de stationnement : cessibilité et transparence des transactions (p. 53, 54, 65).

Conducteurs locataires (p. 54, 65).

Formation professionnelle : certificat de capacité professionnelle (p. 53).

Ordre public : sécurité des chauffeurs de taxis (p. 65).

Travail : travail clandestin (p. 53).

Discussion des articles [11 janvier 1995] :

Article 2 (conditions d'accès à l'activité de conducteur de taxi) :

- *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Jean-Claude Gayssot (critères d'accès à la profession) (p. 66) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Jean-Claude Gayssot (conditions d'exercice en France des ressortissants de l'Union européenne) (p. 66).

Après l'article 2 :

- défavorable à l'amendement n° 5 de M. Jean-Claude Gayssot (gratuité de la formation et organismes habilités à l'assurer) (p. 67) ;
- défavorable à l'amendement n° 13 de M. Georges Sarre (agrément des organismes de formation professionnelle) (p. 67) ;
- défavorable à l'amendement n° 11 de M. Jean-Louis Idiart (habilitation des organismes publics de formation professionnelle pour adultes pour assurer la formation) (p. 68) ;
- défavorable à l'amendement n° 6 de M. Jean-Claude Gayssot (interdiction du système de location) (p. 67) ;
- défavorable à l'amendement n° 10 de M. Jean-Louis Idiart (interdiction du système de la location et sanction des infractions) (p. 68).

Article 3 (généralisation du droit de présenter à titre onéreux un successeur à l'autorité administrative) :

- défavorable aux amendements identiques n° 14 de M. Georges Sarre et 15 de M. Guy Hermier (de suppression) (p. 70) ;
- ses observations sur l'amendement n° 1 de M. Gilles de Robien (suppression de la notion d'exploitation effective et continue) (p. 71).

Article 4 (dispositions particulières relatives aux entreprises de taxis et au cas de décès du titulaire d'une autorisation de stationnement) :

- défavorable à l'amendement n° 12 de M. Jean-Louis Idiart (critères de cessibilité limités aux sociétés employant des chauffeurs par rapport aux sociétés de location) (p. 72) ;
- défavorable à l'amendement n° 2 de M. Alain Madalle (prise en compte de la durée de formation du repreneur en cas de cession de la licence à la suite d'un décès) (p. 72).

Article 4 bis (inscription des transactions) :

- défavorable à l'amendement n° 16 de M. Jean-Claude Gayssot (calcul du prix de vente de l'autorisation administrative de stationnement et maintien de cette dernière dans sa catégorie d'origine) (p. 72).

Article 5 (conséquences de la délivrance de nouvelles autorisations) :

- défavorable à l'amendement n° 9 rectifié de M. Jean-Claude Gayssot (contrôle quantitatif de la délivrance de nouvelles autorisations) (p. 73).

- Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).*Première lecture :**Discussion des articles [16 janvier 1995] :***Article 1^{er} (composition des services d'incendie et de secours) :**

- défavorable à l'amendement n° 11 de la commission (service d'incendie et de secours médical au sein de l'établissement public) (p. 103, 104).

Article 2 (compétences et missions des services d'incendie et de secours) :

- défavorable à l'amendement n° 62 de M. Jean Tardito (missions assurées avec les autres services publics) (p. 105) ;
- défavorable aux amendements identiques n° 103 de M. Jean Geney, 112 de M. Michel Berson et 176 de M. Jean-Jacques de Peretti (mission de secours aux personnes) (p. 106) ;
- défavorable à l'amendement n° 4 de M. Alain Madalle (mission de secours aux victimes) (p. 106) ;
- défavorable à l'amendement n° 63 de M. Jean Tardito (mission de secours aux personnes victimes d'accidents de toute nature) (p. 107).

Article 3 (emploi des services d'incendie et de secours) :

- défavorable à l'amendement n° 12 de la commission (fixation, par le conseil d'administration du service départemental, des conditions de mise à la disposition du maire ou du préfet des moyens du service) (p. 107, 108) ;

- soutient l'amendement n° 118 du Gouvernement (mise à la disposition du maire ou du préfet des moyens des centres communaux ou intercommunaux) : adopté (p. 109) ;

- soutient l'amendement n° 119 du Gouvernement (critères de détermination des moyens du service départemental consacrés à la prévention) : retiré (p. 109).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).*Première lecture :**Avant la discussion des articles [13 juillet 1995] :**Son intervention (p. 1115).**Principaux thèmes développés :*

Assemblée nationale : conditions de travail : ordre du jour (p. 1115).

- Projet de loi portant amnistie (n° 2083).*Commission mixte paritaire :**Texte de la commission mixte paritaire [26 juillet 1995] :*

- soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (amnistie des infractions en matière d'interruption volontaire de grossesse autres que le délit d'entrave) (p. 1337) : rejeté au scrutin public (p. 1338).

- Projet de loi instituant le contrat Initiative-emploi (n° 2173).*Commission mixte paritaire :**Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [29 juillet 1995] (p. 1550) :*

Formation professionnelle : apprentissage : comités départementaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi (CODEF) (p. 1551).

- Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale (n° 2174).*Commission mixte paritaire :**Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire : voir projet de loi adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173) [29 juillet 1995].***- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).***Première lecture, première partie :**Discussion des articles [19 octobre 1995] :***Après l'article 5 :**

Ses observations sur le rappel au règlement de : Migaud (Didier) : rappelle que la conférence des présidents a prévu des délais très stricts et qu'il importe d'avancer dans le débat (p. 2120).

Ses observations sur le rappel au règlement de : Migaud (Didier) : demande la poursuite de la séance en vertu de l'article 50, alinéa 6, du règlement (p. 2125).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [3 novembre 1995] :

Rapatriés :

- crédits (p. 2999) ;
- Français musulmans rapatriés (p. 3000) ;
- Mémorial de la France d'ouïre-mer (p. 3000) ;
- rapatriés réinstallés (p. 2999).

Réponses aux questions :

Rapatriés :

- Français musulmans rapatriés (M. Claude Barate) (p. 3005) ;
- Mémorial de la France d'outre-mer (M. Claude Barate) (p. 3005) ;
- numéro INSEE (M. Alain Madalle) (p. 3003).

- Proposition de loi relative à l'adoption (n° 2251).*Première lecture :**Discussion des articles [17 janvier 1996] :***Article 31 (modalités de conservation et de communication des renseignements non identifiants) :**

- ses observations sur l'amendement n° 14 de M. Jean-Jacques Descamps (possibilité de communication des renseignements non identifiants à l'enfant mineur adopté) (p. 105) ;
- favorable à l'amendement n° 64 corrigé de M. Jean-François Mattei (rédactionnel) (p. 105) ;
- favorable à l'amendement n° 65 de M. Jean-François Mattei (rédactionnel) (p. 105) ;
- favorable à l'amendement n° 80 corrigé de M. Jean-François Mattei (rédactionnel) (p. 105).

Article 32 (agrément des candidats à l'adoption des pupilles de l'Etat) :

- favorable à l'amendement n° 67 de M. Jean-François Mattei (de cohérence) (p. 106) ;
- défavorable à l'amendement n° 32 de Mme Véronique Neiertz (possibilité de suppléer les représentants d'associations membres de commissions d'agrément et des conseils de famille) (p. 106) ;
- défavorable à l'amendement n° 33 de Mme Véronique Neiertz (de conséquence) (p. 107) ;
- favorable à l'amendement n° 66 corrigé de M. Jean-François Mattei (rédactionnel) (p. 107) ;
- défavorable à l'amendement n° 46 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (réactualisation des demandes d'agrément) (p. 107).

Article 33 (pupilles de l'Etat : audition du mineur capable de discernement avant son adoption et centralisation des données en l'absence de projet d'adoption) :

- favorable à l'amendement n° 68 de M. Jean-François Mattei (projet d'adoption des pupilles de l'Etat).

Article 34 (autorisations d'absence pour les salariés membres des commissions d'agrément) :

- défavorable à l'amendement n° 35 de Mme Véronique Neiertz (extension du dispositif au secteur public) (p. 108) ;
- soutient l'amendement n° 83 du Gouvernement (indemnisation des pertes de rémunération occasionnées par la participation aux commissions d'agrément) : adopté (p. 109).

Article 37 (nouvelle dénomination des œuvres d'adoption) :

- favorable à l'amendement n° 51 rectifié de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 110).

Article 38 (conditions d'autorisation des organismes servant d'intermédiaires pour l'adoption) :

- soutient l'amendement n° 84 corrigé du Gouvernement (maintien de la compétence exclusive du président du conseil général en matière d'autorisation des organismes servant d'intermédiaires pour l'adoption) : adopté (p. 110) ;
- favorable à l'amendement n° 71 de M. Jean-François Mattei (transmission des décisions d'autorisation au ministre chargé de la famille ou au ministre des affaires étrangères) (p. 111).

- Projet de loi en faveur du développement des emplois de services aux particuliers (n° 2461).*Première lecture :**Avant la discussion des articles [18 janvier 1996] :**Sa réponse (p. 166).**Principaux thèmes développés (p. 166, 167) :*

Associations.

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht.

Emploi :

- chèque emploi-service ;
- services aux personnes : aides : rapport au Parlement.

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile.

Politique économique.

Travail : aménagement : réduction du temps de travail.

- Proposition de loi relative à la prorogation de la suspension des poursuites engagées à l'encontre des rapatriés réinstallés (n° 2508).*Première lecture :**Avant la discussion de l'article unique [8 février 1996] :**Son intervention (p. 751) et sa réponse (p. 754).**Principaux thèmes développés :*

Départements : commissions départementales d'aide aux rapatriés et commissions départementales du passif des rapatriés (CODAIR et CODEPRA) (p. 754).

Lois : loi n° 87-549 du 16 juillet 1987 relative au règlement de l'indemnisation des rapatriés (p. 754).

Lois de finances : loi n° 86-1819 du 30 décembre 1986 portant loi de finances rectificative pour 1986 (p. 754).

- Proposition de loi relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudance ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions (n° 2354).*Première lecture :**Avant la discussion des articles [22 février 1996] :**Son intervention (p. 1121).**Principaux thèmes développés :*

Fonctionnaires et agents publics :

- militaires (p. 1124) ;
- responsabilité pénale (p. 1124).

Loi pénale :

- charge de la preuve (p. 1123) ;
- délits matériels : suppression (p. 1122) ;
- responsabilité : appréciation *in concreto* (p. 1122, 1124).

*Discussion des articles [21 février 1996] :***Article 1^{er} A (art. 121-3 du code pénal : appréciation *in concreto* de la faute d'imprudance ou de négligence) :**

- favorable à l'amendement n° 1 de la commission (cas d'imprudance et de négligence) (p. 1130) ;
- défavorable au sous-amendement oral de M. François Guillaume (prise en compte du temps) (p. 1131) ;
- défavorable à l'amendement n° 10 de M. François Guillaume (compétence du juge administratif pour les fautes de service) (p. 1131).

Après l'article 1^{er} A :

- défavorable à l'amendement n° 12 de M. François Guillaume (art. 122-4 du code pénal : irresponsabilité pénale des élus locaux) (p. 1132).

Article 1^{er} (déclinaison du principe général de responsabilité pénale pour les faits d'imprudance et de négligence) :

- défavorable à l'amendement n° 2 de la commission (de suppression) (p. 1133).

Article 1^{er} bis (*inscription des nouveaux principes de responsabilité pénale dans le statut général des fonctionnaires*) :

- ses observations sur l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) (p. 1135).

Après l'article 2 :

- soutient l'amendement n° 9 du Gouvernement (maintien de la responsabilité civile) : adopté (p. 1136).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 mars 1996] :

Article 28 (*dispositions relatives au statut de la Société française de production*) :

- défavorable à l'amendement n° 219 de M. Georges Hage (maintien en vigueur de la convention collective) (p. 1354) ;

- favorable à l'amendement n° 68 de la commission (rédactionnel) (p. 1355) ;

- favorable à l'amendement n° 69 de la commission (rédactionnel) (p. 1355) ;

- soutient l'amendement n° 240 du Gouvernement (maintien en vigueur de la convention collective jusqu'à la conclusion d'une nouvelle convention et du statut du personnel en fonctions à la date de la perte de la majorité de capital de l'Etat) (p. 1355) : adopté (p. 1357) ;

- défavorable au sous-amendement n° 351 de M. Georges Hage (garanties accordées aux salariés en cas de licenciement ou de départ à la retraite) à l'amendement n° 240 du Gouvernement (p. 1357) ;

- défavorable aux amendements identiques n°s 221 de M. Jean-Pierre Brard et 269 de M. Augustin Bonrepaux (maintien en vigueur de la convention collective et des accords d'entreprise) (p. 1357).

Article 29 (*disposition relative au Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises*) :

- favorable à l'amendement n° 70 de la commission (maintien du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises dans le champ d'application de la loi du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public) (p. 1357).

Article 30 (*dispositions relatives à la taxe sur les titulaires d'ouvrages de prise d'eau, rejet d'eau ou autres ouvrages hydrauliques*) :

- défavorable à l'amendement n° 111 de M. Michel Inchauspé (modalités de calcul de la taxe pour les usages agricoles et les ouvrages hydrauliques) (p. 1359) ;

- défavorable à l'amendement n° 166 de M. Gilbert Gantier (même objet) (p. 1359) ;

- défavorable à l'amendement n° 167 de M. Gilbert Gantier (modalités de calcul de la taxe pour les ouvrages hydro-électriques et limitation de son montant à 3,5 % du chiffre d'affaires) (p. 1360) ;

- défavorable au sous-amendement n° 347 de M. Jean-Pierre Thomas (limitation à 2,5 % du chiffre d'affaires) à l'amendement n° 167 de M. Gilbert Gantier (p. 1360).

Article 32 (*dispositions relatives à la Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers*) :

- ses observations sur l'amendement n° 242 rectifié de M. Daniel Colliard (association du conseil d'administration de la caisse à l'élaboration du dispositif d'application) (p. 1361).

Article 33 (*actualisation des modalités de détermination du prix du lait*) :

- ses observations (p. 1362, 1364).

Article 34 (*dispositions relatives à la reconnaissance de l'appellation d'origine contrôlée*) :

- ses observations (p. 1365) ;

- favorable à l'amendement n° 71 de la commission (rédactionnel) (p. 1365).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales (n° 2560).**

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [14 mars 1996] :

Son intervention (p. 1651) et sa réponse (p. 1652).

*Principaux thèmes développés :***Communes :**

- communes touristiques (p. 1651) ;
- fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France (p. 1651) ;
- frais postaux (p. 1651).

Finances publiques :

- dotation globale de fonctionnement (p. 1651) ;
- dotation de solidarité rurale (p. 1651) ;
- dotation de solidarité urbaine (p. 1651).

Texte de la commission mixte paritaire [14 mars 1996] :

- soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (compensation de la suppression de la franchise postale des écoles primaires) (p. 1655) : adopté (p. 1656) ;

- soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (exonération de certaines communes de la contribution au fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France) : adopté (p. 1656) ;

- soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (mode de calcul de l'enveloppe versée aux communes d'Ile-de-France de moins de 10 000 habitants) (p. 1656) : adopté (p. 1657).

- **Projet de loi de modernisation des activités financières (n° 2650).**

Première lecture :

Discussion des articles [17 avril 1996] :

Après l'article 36 :

- favorable à l'amendement n° 69 rectifié de la commission (obligation d'adhésion à un régime d'indemnisation ou de garantie) (p. 2306).

Article 37 (*protection des investisseurs*) :

- favorable à l'amendement n° 71 de la commission (de précision) (p. 2306).

Article 40 (*contrôle du Conseil des marchés financiers sur les prestataires de services d'investissement*) :

- défavorable à l'amendement n° 121 rectifié de M. Jean Tardito (contrôle du Comité de la réglementation bancaire) (p. 2307) ;

- favorable à l'amendement n° 72 de la commission (information de la Commission des opérations de bourse en cas de constatation d'un fait contraire à ses règlements) (p. 2308).

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Article 12 A précédemment réservé (*thermalisme*) :

- ses observations (p. 2820).

- **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 955 du Conseil de sécurité des Nations Unies instituant un tribunal Inter-**

national en vue de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis en 1994 sur le territoire du Rwanda et s'agissant des citoyens rwandais, sur le territoire d'Etats voisins (n° 2754).

Première lecture :

Discussion des articles [15 mai 1996] :

Article 3 ter (de coordination) :

– défavorable à l'amendement n° 1 de la commission (compétence universelle des juridictions judiciaires) (p. 3159).

– **Proposition de loi visant à créer un plan d'épargne entreprise-retraite (n° 741).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [30 mai 1996] :

Son intervention (p. 3711).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : ordre du jour : suspension de la discussion.

– **Proposition de loi tendant à créer un Office parlementaire d'évaluation de la législation (n° 2104).**

Troisième lecture :

Avant la discussion de l'article unique [6 juin 1996] :

Son intervention (p. 3895) et *sa réponse* (p. 3897).

Principaux thèmes développés :

Office d'évaluation de la législation :

- compétences (p. 3895) ;
- composition (p. 3895) ;
- publicité des travaux (p. 3895) ;
- saisine (p. 3895).

Parlement : commissions permanentes (p. 3895).

– **Proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108).**

Troisième lecture :

Avant la discussion des articles [6 juin 1996] :

Son intervention (p. 3898) et *sa réponse* (p. 3902).

Principaux thèmes développés :

Cour des comptes : enquêtes (p. 3899).

Office d'évaluation :

- attributions (p. 3902) ;
- moyens (p. 3898).

Parlement : commissions : pouvoirs d'information (p. 3898).

– **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République tunisienne, d'autre part (n° 2767).**

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [12 juin 1996].

Son intervention (p. 4133).

Principaux thèmes développés :

Commerce extérieur : zone de libre-échange entre la Communauté européenne et la Tunisie (p. 4133).

Communautés européennes et Union européenne :

- accord d'association avec la Tunisie du 17 juillet 1995 (p. 4133) ;
- conférence euro-méditerranéenne de Barcelone et du Conseil européen de Cannes (p. 4134).

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 4133).

Tunisie : situation économique, politique et sociale (p. 4133).

– **Motion de censure déposée par MM. Laurent Fabius, Alain Bocquet et quatre-vingt-treize membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.**

Son intervention [19 juin 1996] (p. 4557).

– **Projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété de navires de commerce (n° 2880).**

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [27 juin 1996] :

Son intervention (p. 4992).

Principaux thèmes développés :

Emploi (p. 4992).

Transports maritimes :

- flotte de commerce (p. 4992) ;
- pavillon français : pavillons de complaisance (p. 4992) ;
- quirats : fonds de placement quirataire (p. 4992).

– **Projet de loi portant règlement définitif du budget 1994 (n° 2453).**

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [27 juin 1996] :

Son intervention (p. 4995).

Principaux thèmes développés :

Finances publiques : gestions de fait (p. 4995).

Sécurité sociale :

- annexe budgétaire : création (p. 4995) ;
- effort financier de l'Etat : document annuel (p. 4995).

ROQUES (Marcel)

Député de l'Hérault

(5^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre suppléant de la commission des immunités [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission d'enquête sur les sectes [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Membre du Conseil supérieur de la participation [J.O. du 14 juillet 1995] (p. 10573).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au trafic de stupéfiants en haute mer et portant adaptation de la législation française à l'article 17 de la convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988 (n° 2299) [23 janvier 1996].

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (n° 1936) [1^{er} février 1995].

Proposition de loi organique relative à l'élection du Président de la République (n° 1984) [16 mars 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne portant examen complémentaire de la proposition de règlement (CE)

du **Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole** (COM [94] 117 final du 11 mai 1994/n° E-401) (n° 2018) [26 avril 1995].

Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CE) du **Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole** (COM [94] 117 final du 11 mai 1994/n° E-401) (n° 2019) [26 avril 1995].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2299), **relatif au trafic de stupéfiants en haute mer** et portant adaptation de la législation française à l'article 17 de la convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988 (n° 2523) [7 février 1996].

Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CE) du **Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole** (COM [94] 117 final/n° E-401) (n° 2790) [14 mai 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Urgences médicales** : restructuration : conséquences [29 juin 1995] (p. 697, 698).

- **Inondations dans l'Hérault** : aides de l'Etat [30 janvier 1996] (p. 400).

orales sans débat :

- n° 1082, posée le 21 mai 1996 : **plan sectoriel vins et alcools** (p. 3284). Appelée le 28 mai 1996 : réforme de l'organisation commune de marché (p. 3476).

- n° 1127, posée le 3 juin 1996 : **jachères viticoles** (p. 3813). Appelée le 11 juin 1996 : primes d'abandon (p. 4068).

- n° 1137, posée le 18 juin 1996 : **directive européenne de conservation des habitats naturels** (p. 4443). Appelée le 26 juin 1996 : mise en place du réseau Natura 2000 (p. 4851).

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole** (COM [94] 117 final/n° E-401) (n° 2019).

Son intervention au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [29 juin 1995].

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique :

Communautés européennes et Union européenne :

- organisation commune du marché et vins de qualité pour les régions déterminées (p. 762) ;
- productions nationales de référence (p. 762) ;
- programmes régionaux d'adaptation de la viticulture (p. 762).

Viticulture française : excédents structurels, distillation et arrachage (p. 762).

Discussion de l'article unique [29 juin 1995] :

- son amendement n° 1 (de précision) : adopté (p. 774) ;
- ses observations sur les amendements identiques n° 9 de M. Germain Gengenwin et 15 de M. Jean Tardito (autorisation de dépassement de 10 % du volume du marché national de référence) (p. 774) ;
- son amendement n° 2 (plafonnement des aides au stockage à court terme) : adopté (p. 774) ;
- défavorable à l'amendement n° 10 de M. Germain Gengenwin (de suppression partielle) (p. 775) ;

- son amendement n° 3 (création et modalités de financement d'un fonds régional d'aide à la viticulture) : adopté (p. 775) ;

- son amendement n° 4 (financement des mesures de compensation des réductions de production par les régions viticoles) : adopté (p. 776) ;

- son amendement n° 5 (réglementation rigoureuse de la notion de récolte en vert) : adopté (p. 777) ;

- son amendement n° 6 (mise en place d'un casier viticole exhaustif) : adopté (p. 777) ;

- son amendement n° 7 (redéfinition des conditions d'enrichissement ou de chaptalisation) : retiré (p. 778).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Questions [2 novembre 1995] :

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs (p. 2927).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Après l'article 59 :

- son amendement n° 231 (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour les caves coopératives vitivinicoles) : devenu sans objet (p. 3843) ;

- son amendement n° 329 (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour la part de l'activité exercée par les caves coopératives viticoles pour le compte de leurs associés coopérateurs) : devenu sans objet (p. 3843).

- **Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).**

Première lecture :

Discussion des articles [22 et 29 novembre 1995] :

Article 1^{er} (*missions de sécurité civile des sapeurs-pompiers volontaires*) :

- son amendement n° 49 soutenu par M. Germain Gengenwin (reconnaissance de la qualité de collaborateurs occasionnels du service public aux sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4017) : rejeté (p. 4019) ;

- son amendement n° 56 soutenu par M. Germain Gengenwin (protection des sapeurs-pompiers volontaires dans l'exercice de leurs missions organisée par la collectivité publique dont ils dépendent) : rejeté (p. 4019).

Article 2 (*demandes d'autorisations d'absence*) :

- son amendement n° 50 (obligation pour la salarié d'informer son employeur de son engagement comme sapeur-pompier volontaire) : devenu sans objet (p. 4021) ;

- son amendement n° 51 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 4021).

Article 6 (*assimilation des missions opérationnelles et des activités de formation à un travail effectif*) :

- son amendement n° 52 soutenu par M. Germain Gengenwin (suppression de cette assimilation pour les activités de formation) (p. 4259) : retiré (p. 4260).

Article 12 (*allocation de vétérance*) :

- son amendement n° 54 (inaccessibilité et insaisissabilité de l'allocation ; exclusion du champ des lois sur le cumul) (p. 4266) : devenu sans objet (p. 4267).

Article 14 (*financement de l'allocation de vétérance*) :

- son amendement n° 55 soutenu par M. Germain Gengenwin (prise en compte du nombre de bénéficiaires de l'allocation de vétérance dans le calcul du montant de la dotation forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement) (p. 4267, 4268) : rejeté (p. 4269).

Avant l'article 16 :

- son sous-amendement n° 95 (fixation à dix ans de la durée d'engagement à demeurer sapeur-pompier volontaire) à l'amendement n° 43 de la commission (service national en qualité de sapeur-pompier auxiliaire des jeunes sapeurs-pompiers volontaires s'engageant à le demeurer pendant cinq ans) (p. 4270) : retiré (p. 4271).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [15 février 1996] :

Article 11 (vacations horaires) :

- son amendement n° 9 soutenu par M. Charles de Courson (compétence de la commission administrative et technique du service départemental d'incendie et de secours) (p. 930) : retiré (p. 931).

- Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [15 février 1996] :

Article 7 (schéma départemental d'analyse et de couverture des risques) :

- son amendement n° 53 (avis du conseil général) : rejeté (p. 958).

Article 27 (présence du préfet au conseil d'administration) :

- son amendement n° 54 (suppression de la faculté pour le préfet de se faire représenter) : adopté (p. 967).

- Projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime (n° 2298).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 février 1996] :

Code pénal :

- confiscation des instruments et produits du trafic (p. 808) ;
- navires étrangers (p. 808).

Lois : loi n° 94-589 du 15 juillet 1994 relative aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer (p. 808).

Ordre public : coopération internationale : politique maritime (p. 808).

Traité et conventions : convention des Nations Unies conclue à Vienne le 20 décembre 1988 (p. 808).

- Projet de loi relatif au trafic de stupéfiants en haute mer et portant adaptation de la législation française à l'article 17 de la convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988 (n° 2299).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic de stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime (n° 2298) [13 février 1996].

Discussion des articles [13 février 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- soutient l'amendement n° 1 de la commission (intégration des dispositions nouvelles dans la loi du 19 juillet 1994 relative aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer) (p. 824) : adopté (p. 825) ;
- soutient l'amendement n° 2 de la commission (de coordination) (p. 824) : adopté (p. 825).

Article 1^{er} (champ d'application) :

- soutient l'amendement n° 3 de la commission (de coordination) : adopté (p. 825).

Article 2 (conditions de mise en œuvre des mesures de police maritime) :

- soutient l'amendement n° 4 de la commission (de coordination) : adopté (p. 825).

Avant l'article 3 :

- soutient l'amendement n° 5 de la commission (de coordination) : adopté (p. 825).

Article 3 (définition des mesures prises) :

- soutient l'amendement n° 6 de la commission (de coordination) : adopté (p. 826).

Avant l'article 4 :

- soutient l'amendement n° 7 de la commission (de coordination) : adopté (p. 826).

Article 4 (compétences des juridictions françaises et entraide judiciaire) :

- soutient l'amendement n° 8 de la commission (de coordination) : adopté (p. 826) ;

- soutient l'amendement n° 9 de la commission (suppression de la référence aux conventions d'entraide judiciaire) : adopté (p. 826) ;

- soutient l'amendement n° 10 de la commission (de précision) : adopté (p. 826) ;

- soutient l'amendement n° 11 de la commission (compétence du procureur de la République) : adopté (p. 826).

Article 5 (autorités compétentes en matière de constatation des infractions relatives au trafic de stupéfiant - perquisitions et saisies) :

- soutient l'amendement n° 12 de la commission (de coordination) : adopté (p. 827).

Article 6 (tribunal compétent) :

- soutient l'amendement n° 13 de la commission (de coordination) : adopté (p. 827).

Avant l'article 7 :

- soutient l'amendement n° 14 de la commission (création d'un titre III dans la loi du 15 juillet 1994) : adopté (p. 827).

Article 7 (application aux TOM et à Mayotte) :

- soutient l'amendement n° 15 de la commission (de coordination) : adopté (p. 827).

Après l'article 7 :

- soutient l'amendement n° 16 de la commission (suppression de l'article 11 de la loi du 15 juillet 1994) (p. 827) : adopté (p. 828).

- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg le 8 novembre 1990 (n° 2300).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic de stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime (n° 2298) [13 février 1996] :

- Proposition de loi relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudance ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions (n° 2354).

*Première lecture :**Discussion des articles* [21 février 1996] :**Article 1^{er}** (*déclinaison du principe général de responsabilité pénale pour les faits d'imprudence et de négligence*) :

- son amendement n° 5 (inscription des nouveaux principes de responsabilité pénale des élus dans le code général des collectivités territoriales) : devenu sans objet (p. 1134).
- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

*Première lecture :**Discussion des articles* [7 mars 1996] :**Après l'article 52 :**

- soutient l'amendement n° 232 de M. Daniel Soulage (établissement d'un budget unique pour le service d'eau potable et d'assainissement en cas de regroupement de communes de moins de 3 000 habitants) : retiré (p. 1408).
- **Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).**

*Première lecture :**Discussion des articles* [21 mars 1996] :**Article 2** (*art. 32 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : revente à perte*) :

- son amendement n° 103 (prise en compte des charges de commercialisation, de stockage et de transport) (p. 1964) : retiré (p. 1965).
- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).**

*Deuxième lecture :**Discussion des articles* [2 mai 1996] :**Article 25** supprimé par le Sénat (*vente d'alcools dans les enceintes sportives*) :

- son amendement n° 27 soutenu par M. Alain Madalle (rétablissement de l'article) (p. 2805) : adopté après modifications au scrutin public (p. 2809).

ROQUES (Serge)*Député de l'Aveyron**(2^e circonscription)*

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 906, posée le 5 mars 1996 : **zones de revitalisation rurale en Aveyron** (p. 1197). Appelée le 7 mars 1996 : délimitation (p. 1308).
- n° 1078, posée le 21 mai 1996 : **installation de scanners dans les hôpitaux** (p. 3283). Appelée le 28 mai 1996 : développement ; situation de Villefranche-de-Rouergue (p. 3486).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

*Première lecture, deuxième partie :***Aménagement du territoire, équipement et transports. - Questions** [25 et 26 octobre 1995] :

Voirie :

- autoroutes A 20, A 75 (p. 2525) ;
- autoroute A 75 (p. 2488) ;
- RN 112 : axe Albi-Castres-Mazamet-Méditerranée (p. 2488) ;
- RN 140 (p. 2525).

- **Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).**

*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [22 mai 1996] (p. 3351) :

Boissons et alcools.

Impôts et taxes.

Prix et concurrence : grandes surfaces et abus de position dominante.

Urbanisme commercial.

ROSSELOT (Jean)*Député du territoire de Belfort**(1^{re} circonscription)*

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompier [J.O. du 4 avril 1996] (p. 5236).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [J.O. du 4 avril 1996] (p. 5236).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Adaptation des filières de formation** : orientation : filières techniques : développement [29 novembre 1995] (p. 4235).
- **Associations complémentaires de l'enseignement public** : financement ; aides de l'Etat [27 mars 1996] (p. 2047).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).**

*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [10 juillet 1995] :

Audiovisuel (p. 883).

Conseil constitutionnel (p. 883).

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 884, 885).

Elections et référendums : référendums (p. 883).

Parlement :

- contrôle parlementaire (p. 883) ;

- sessions (p. 883).

Politique économique et sociale (p. 883).

Services publics (p. 883, 884).

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale, enseignement supérieur et recherche. –
Questions [9 novembre 1995] :

Universités : pôle universitaire de Belfort-Montbéliard (p. 3335).

Industrie et commerce extérieur. – Questions
[10 novembre 1995] :

Automobiles et cycles : aides à l'adaptation (p. 3387).

Industrie : sous-traitance (p. 3386).

– **Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
[22 novembre 1995] (p. 4012) :

Allocation de vétérance.

Assemblée nationale : commission des lois.

Entreprises.

Sapeurs-pompiers volontaires.

Services d'incendie et de secours.

Travail : autorisations d'absence et disponibilité.

– **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).**

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
[15 février 1996] (p. 950) :

Fonction publique territoriale : corps départemental des sapeurs-pompiers.

ROSSI (José)

Ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur

puis député de la Corse-du-Sud

(1^{re} circonscription)

non inscrit puis UDF

Elu député le 10 septembre 1995 [J.O. du 13 septembre 1995].

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 22 septembre 1995] (p. 13925).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions : démission du gouvernement de M. Edouard Balladur. Décret du 11 mai 1995 [J.O. du 12 mai 1995] (p. 7976).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 1995] (p. 14484).

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delalande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 12 avril 1996] (p. 5669).

DEPOTS

Projet de loi relatif au contrôle du commerce des produits chimiques précurseurs de stupéfiants ou de substances psychotropes (n° 2014) [19 avril 1995].

Proposition de loi relative à la représentativité des organisations syndicales dans la collectivité territoriale de Corse (n° 2397) [28 novembre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Evénements de Corse** : rétablissement de l'état de droit [21 février 1996] (p. 1028).

INTERVENTIONS

En qualité de député :

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [3 novembre 1995] :

Administration : ministère de l'intérieur : agents administratifs : recrutement (p. 3032).

Assemblée nationale : commission des finances : amendements (p. 3032).

Collectivités locales :

– budgets locaux (p. 3034) ;

– compétences (p. 3034) ;

– concours financiers de l'Etat : pacte de stabilité financière (p. 3034) ;

– dotation globale de fonctionnement (p. 3034).

Etat :

– administration territoriale et déconcentration (p. 3033) ;

– commissariat à la réforme de l'Etat (p. 3034) ;

– préfet (p. 3034).

Etrangers (p. 3033).

Lois : loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité (p. 3032).

Ordre public :

– délinquance (p. 3033) ;

– terrorisme et plan Vigipirate (p. 3032, 3033).

Police :

– crédits (p. 3032) ;

– informatique et transmissions (p. 3032) ;

– moyens de fonctionnement et équipement (p. 3032) ;

– primes et bonifications indiciaires (p. 3033) ;

– statuts (p. 3033).

Régions : Corse (p. 3033).

Sécurité civile :

– crédits (p. 3034) ;

– matériel aérien : achat et maintenance (p. 3034) ;

– services départementaux d'incendie et de secours : participation de l'Etat (p. 3034).

Vote pour du groupe UDF (p. 3034).

– **Projet de loi constitutionnelle instituant la loi d'équilibre de la sécurité sociale (n° 2455).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [23 janvier 1996] :

Conseil constitutionnel : décision DC n° 87-234 du 7 janvier 1988 (loi organique relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale) (p. 221).

Constitution : article 47-1 (p. 221).

Loi d'équilibre :

- objectifs de dépense (p. 221) ;
- procédure : délais et dates d'examen (p. 223) ;
- recettes (p. 221).

Ses explications de vote (p. 374) :

Vote pour du groupe UDF.

- **Déclaration du Gouvernement présentée par MM. Alain Juppé, Premier ministre, Jacques Toubon, garde des sceaux, ministre de la justice et Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, sur la situation en Corse et débat sur cette déclaration (n° 2815).**

Principaux thèmes développés [28 mai 1996] :

- Corse : institutions (p. 3521, 3523).
- Gouvernement : gouvernements précédents (p. 3520 à 3522).
- Ordre public : crimes et délits (p. 3521).
- Politique économique et sociale : zone franche (p. 3523).

ROSSINOT (André)

Ministre de la fonction publique
puis député de la Meurthe-et-Moselle
(1^{re} circonscription)

non inscrit puis UDF

Elu député le 17 septembre 1995 [J.O. du 20 septembre 1995]
(p. 13806).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 3 octobre 1995] (p. 14445).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions : démission du gouvernement de M. Edouard Balladur. Décret du 11 mai 1995 [J.O. du 12 mai 1995] (p. 7976).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 1995] (p. 14484).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à faciliter la transformation des districts urbains en communautés urbaines (n° 2326)
[6 novembre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Réforme de l'Université** : calendrier des projets de réforme [29 novembre 1995] (p. 4233, 4234).
- **Violence à l'école** : mesures de prévention [13 février 1996] (p. 794).
- **Événements de Corse** : maintien de l'ordre [17 avril 1996] (p. 2314).
- **TGV-Est Paris-Strasbourg** : construction et financement [15 mai 1996] (p. 3184).

INTERVENTIONS

En qualité de député :

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale, enseignement supérieur et recherche. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [9 novembre 1995] :

- Enseignants : maîtres auxiliaires (p. 3284).
- Enseignement technique et professionnel : insertion professionnelle : apprentissage : stages (p. 3284).
- Etablissements scolaires : sécurité (p. 3284).
- Langues vivantes : initiation dans le primaire : usage de l'audiovisuel (p. 3283).
- Ministère de l'éducation nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche : crédits : effectifs (p. 3283).
- Personnel non enseignant : ATOS (p. 3284).
- Politique de l'éducation : contenu : évolution : nouveau contrat pour l'école : loi de programmation (p. 3283).
- Professions médicales et paramédicales : médecine scolaire et universitaire : prévention : hépatite B (p. 3283).
- Universités :
 - équipements : bibliothèques (p. 3284) ;
 - maintenance et sécurité : amiante (p. 3284).
- Zones d'éducation prioritaire (p. 3283).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la transformation des districts urbains en communautés urbaines (n° 2326).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 décembre 1995] (p. 5178) :

Lois : loi n° 66-1069 du 31 décembre 1966 relative aux communautés urbaines.

ROUSSEAU (Monique)

Député du Doubs

(3^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur du projet de loi, déposé au Sénat, instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [16 novembre 1995].

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la réglementation communautaire des aides d'Etat [21 février 1996].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante [J.O. du 24 mai 1996] (p. 7779).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Air France** : plan de redressement [8 novembre 1995] (p. 3191).
- **Organismes de sécurité sociale** : départementalisation [16 janvier 1996] (p. 6).
- **Défense de la langue française** : concours Eurovision ; langues régionales [21 mai 1996] (p. 3236).
- **Personnes âgées dépendantes** : prise en charge [25 juin 1996] (p. 4868).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le contrat initié-emploi (n° 2173).**

*Première lecture :**Discussion des articles* [27 juillet 1995] :**Article 1^{er}** (*institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi*) :*Article L. 322-4-2 du code du travail (publics visés et aides) :*

- soutient l'amendement n° 26 de la commission (extension du bénéfice de la loi aux femmes isolées) : adopté après modifications (p. 1443).

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante (n° 2573).**

*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [27 mars 1996] (p. 2073) :

Enseignement : prévention.

Juridictions : moyens.

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, sur la charte d'installation des jeunes agriculteurs et le statut des conjoints et débat sur cette déclaration (n° 2722).**

Principaux thèmes développés [23 avril 1996] (p. 2468) :

Aménagement du territoire.

Exploitants agricoles : conjoints et aides familiaux : statut.

ROUSSEL (François)*Député de la Dordogne**(1^{re} circonscription)*

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les compétences et l'action communautaires en matière de santé des animaux et de protection de la santé humaine à raison de risques liés à la consommation de produits alimentaires d'origine animale [19 juin 1996].

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Crise de la viande bovine** : effets de la maladie dite de la « vache folle » [16 avril 1996] (p. 2218).

orales sans débat :

- n° 640, posée le 15 juin 1995 : **risque grêle dans le secteur de l'arboriculture** (p. 498). Appelée le 22 juin 1995 : prise en compte par les compagnies d'assurance (p. 622, 623).

- n° 667, posée le 3 octobre 1995 : **charges sociales des chômeurs non indemnisés** (p. 1570). Appelée le 5 octobre 1995 : exonération (p. 1679 à 1681).

- n° 808, posée le 16 janvier 1996 : **diplôme d'Etat d'infirmier** (p. 47). Appelée le 25 janvier 1996 : infirmiers du secteur psychiatrique : équivalence de diplômes (p. 338).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).**

*Première lecture :**Discussion des articles* [28 juin 1995] :**Article 26** (*infractions exclues de l'amnistie*) :

- son amendement n° 28 rectifié (mauvais traitements envers les animaux) : rejeté (p. 719).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

*Première lecture, deuxième partie :***Aménagement du territoire, équipement et transports.** - *Questions* [25 octobre 1995] :

Voirie : autoroute A 89 : Bordeaux-Clermont-Ferrand (p. 2477).

ROUSSET-ROUARD (Yves)*Député de Vaucluse**(2^e circonscription)*

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) (n° 2312) [31 octobre 1995].

DEPOTS

- **Proposition de loi tendant à se conformer à la directive européenne Télévision Sans Frontière et à suspendre toutes poursuites civiles ou pénales** à l'occasion de retransmission par les télévisions françaises de manifestations sportives ou autres, lorsqu'il y a présence de publicités de **produits alcoolisés** français ou étranger (n° 1993) [5 avril 1995].

- **Proposition de loi modifiant les conditions d'exercice du droit de grève** dans les services publics et les entreprises de services publics et instaurant une consultation des salariés par un vote à bulletin secret (n° 2562) [9 février 1996].

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'emploi de personnel de maison en accordant aux employeurs les mêmes avantages fiscaux qu'aux entreprises** (n° 2604) [11 mars 1996].

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi Evin en autorisant, d'une part, la publicité des boissons alcoolisées dans le cadre de la retransmission télévisée d'événements sportifs et d'autre part, la réalisation d'opérations de parrainage par leurs fabricants** (n° 2960) [10 juillet 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Avenir du plateau d'Albion** : missiles stratégiques : suppression ; conséquences [14 juin 1995] (p. 491).

- **Condamnation à mort d'une jeune philippine dans les Emirats Arabes Unis** : procès en appel de Sarah Balabagan : intervention française [4 octobre 1995] (p. 1652 et 1653).

- **Création d'une filière technologique** : BTS et DUT : développement et rénovation [13 décembre 1995] (p. 5095).

- **Continuité du service public** : grève : réglementation [17 janvier 1996] (p. 80, 81).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 octobre 1995] :

Action sociale et solidarité nationale : revenu minimum d'insertion (p. 1950).

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence : monnaie unique (p. 1950).

Contribution sociale généralisée (p. 1949).

Finances publiques :

- crédits : réduction (p. 1949) ;
- dette publique (p. 1949) ;
- politique budgétaire (p. 1949) ;
- prélèvements obligatoires (p. 1949).

Gouvernements socialistes (p. 1949).

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1949).

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 1950).

Personnes âgées : prestation autonomie (p. 1950).

Politique économique : conjoncture (p. 1949).

Secteur public : privatisations (p. 1949).

Première partie, discussion des articles [19 octobre 1995] :

Article 5 (*actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune et limitation des effets du plafonnement en fonction du revenu*) :

- favorable à l'amendement n° 281 de M. Gilbert Gantier (maintien du régime actuel de plafonnement) (p. 2095).

Après l'article 5 :

- défavorable à l'amendement n° 121 de la commission (suppression du régime fiscal des SOFICA) (p. 2111) ;
- son amendement n° 184 (investissement des SOFICA dans des programmes interactifs) (p. 2107) : rejeté (p. 2113).

Deuxième partie :

Santé publique et assurance maladie. - *Questions* [26 octobre 1995] :

Lois : loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme (loi Evin) : abrogation (p. 2588, 2589).

Santé publique : alcoolisme : prévention (p. 2588, 2589).

Agriculture, pêche et alimentation. - **BAPSA.** - *Questions* [2 novembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : organisation commune des marchés des fruits et légumes (p. 2940).

Communication. - *Questions* [6 novembre 1995] :

Audiovisuel : action audiovisuelle extérieure : Conseil audiovisuel extérieur de la France (CAEF) (p. 3158).

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. - *Questions* [12 novembre 1995] :

Ministère : carte diplomatique (p. 3465, 3466).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la protection des Alpes** (n° 2307).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères, suppléant : *Ehrmann (Charles)*.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [30 novembre 1995] (p. 4298) :

Association nationale des élus de la montagne.

Convention sur les Alpes : genèse et contenu.

Environnement : protection des zones de montagne.

- **Projet de loi tendant à préciser la portée de l'interdiction faite à un candidat d'être membre de sa propre association de financement électorale** (n° 2564).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 février 1996] (p. 1060, 1061) :

Administration :

- Commission nationale des comptes de campagne ;
- ministre de l'intérieur : circulaire du 1^{er} février 1995.

Justice :

- Conseil d'Etat : avis du 7 février 1996 ;
- juge administratif : jurisprudence.

Lois : loi n° 95-65 du 19 janvier 1995 relative au financement de la vie politique.

Vie publique : égalité des candidats.

Discussion des articles [21 février 1996] :

Article 2 (*art. L. 52-5 et L.52-6 du code électoral - disposition permanente*) :

- son amendement n° 2 (application de l'incompatibilité aux suppléants et aux colistiers) : retiré (p. 1066).

Vote pour du groupe UDF (p. 1060).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 2548).

Première lecture :

Discussion des articles [6 mars 1996] :

Après l'article 8 :

- son amendement n° 135 (inclusion des comptes courants d'associés dans la définition des biens professionnels exonérés de l'impôt de solidarité sur la fortune) : retiré (p. 1234).

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire** (n° 2575).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Article 25 supprimé par le Sénat (*vente d'alcools dans les enceintes sportives*) :

- soutient l'amendement n° 5 corrigé de M. Bernard Murat (rétablissement de l'article) (p. 2805) : adopté après modifications au scrutin public (p. 2809).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002** (n° 2766).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 juin 1996] (p. 3955) :

Affaires étrangères : contexte géopolitique.

Armée de terre : professionnalisation.

Armements nucléaires stratégiques : plateau d'Albion : avenir économique.

Service national.

ROUSTAN (Max)

Député du Gard

(4^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

ROUX (Jean-Marie)*Député de l'Ardeche**(3^e circonscription)*

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la **protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service** (n° 2000) [5 avril 1995].**ROUX (Xavier de)***Député de la Charente-Maritime**(3^e circonscription)*

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Robert Pandraud sur deux propositions de directives relatives aux procédures de passation de marchés publics de travaux (n° 2059) [14 juin 1995].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [J.O. du 21 juillet 1995] (p. 10672).

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le troisième pilier de l'Union européenne (affaires intérieures et judiciaires) [4 octobre 1995].

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 14 octobre 1995] (p. 15023).

Rapporteur de sa proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise (COM [94] 572 final/n° E-405) (n° 2263) [24 octobre 1995].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Mazeaud relative à la prescription du délit d'abus de biens sociaux (n° 2335) [28 novembre 1995].

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delafande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire [J.O. du 24 mai 1996] (p. 7779).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales [J.O. du 18 juin 1996] (p. 9094).

Membre de l'office d'évaluation de la législation [J.O. du 22 juin 1996] (p. 9381).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 2059) de M. Robert Pandraud sur la **proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/50/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services, la directive 93/36/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures et la directive 93/37/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux et la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/39/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications** (n° E-404) (n° 2160) [12 juillet 1995].**Rapport d'information** fait au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la **proposition de directive du Parlement européen et du Conseil visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise** (COM [94] 572 final/n° E-405) (n° 2262) [10 octobre 1995].**Proposition de résolution** sur la **proposition de directive du Parlement européen et du Conseil visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise** (COM [94] 572 final/n° E-405) (n° 2263) [10 octobre 1995].**Rapport** déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de résolution (n° 2263) sur la **proposition de directive du Parlement européen et du Conseil visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise** (COM [94] 572 final/n° E-405) (n° 2364) [15 novembre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :- **Concertation économique franco-allemande :** perspectives de relance [16 janvier 1996] (p. 9).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés** (n° 1659).*Première lecture :**Discussion des articles* [10 janvier 1995] :**Après l'article 12 :**- *son* amendement n° 28 soutenu par M. Léonce Deprez (l'adoption d'une autorisation globale d'émettre sans droit préférentiel de souscription n'interdit pas les augmentations de capital réservées aux salariés adhérents à un plan d'épargne entreprise) : adopté (p. 42).- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire** (n° 2120).

*Première lecture :**Discussion des articles [11 juillet 1995] :***Article 1^{er}** (*extension du champ d'application du référendum : art. 11 de la Constitution*) :

- favorable à l'amendement n° 87 rectifié de M. Pierre Albertini (avis public du Conseil constitutionnel sur le projet de loi soumis à référendum en matière d'organisation des pouvoirs publics, de politique économique et sociale et de services publics) (p. 918) ;
- ses observations sur l'amendement n° 108 de M. Bernard Derosier (exclusion des principes fondamentaux du droit du travail du champ du référendum) (p. 919).

Article 6 (*inviolabilité des membres du Parlement : art. 26 de la Constitution*) :

- favorable à l'amendement n° 26 de la commission (limitation aux mesures restreignant la liberté d'aller et venir) (p. 940).

*Deuxième lecture :**Discussion des articles [27 juillet 1995] :***Article 1^{er}** (*extension du champ d'application du référendum*) :

- favorable à l'amendement n° 10 de la commission (limitation du débat préalable au cas du référendum d'initiative gouvernementale) (p. 1398).
- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/50/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services, la directive 93/36/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures et la directive 93/37/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux et la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (n° E-404) (n° 2059).**

Rapporteur de la commission des lois.

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 octobre 1995] :

Affaires étrangères : Etats-Unis (p. 1692).

Commerce extérieur : OMC : accord sur les marchés publics (p. 1691, 1692).

Communautés européennes et Union européenne (p. 1691, 1692).

Services publics de réseaux (p. 1691, 1692).

Télécommunications (p. 1692).

Discussion de l'article unique [5 octobre 1995] :

- défavorable à l'amendement n° 8 de M. Jean Besson (rédactionnel) (p. 1709) ;
- défavorable à l'amendement n° 11 de M. Jean Besson (respect de la directive 93/38 CEE valant respect de l'accord sur les marchés publics) (p. 1710) ;
- favorable au sous-amendement n° 12 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 11 de M. Jean Besson (p. 1710) ;
- défavorable à l'amendement n° 1 rectifié de M. Robert Pandraud (limitation des modifications de la directive précitée à la stricte transposition de l'accord sur les marchés publics) (p. 1710) ;
- défavorable à l'amendement n° 2 rectifié de M. Robert Pandraud (opposition à l'extension de la même directive aux télécommunications, transports ferroviaires non urbains, services de recherche et de développement, industries du gaz et du pétrole) (p. 1710) ;
- ses observations sur le sous-amendement n° 13 de M. Christian Bataille (opposition limitée aux télécommunications et services de recherche et développement) à l'amendement n° 2 rectifié de M. Robert Pandraud (p. 1711) ;

- ses observations sur l'amendement n° 4 de M. Robert Galley (absence de contraintes nouvelles pour les secteurs non visés par l'accord sur les marchés publics) (p. 1711) ;
- ses observations sur l'amendement n° 7 de M. Robert Pandraud (de conséquence) (p. 1712) ;
- défavorable à l'amendement n° 9 de M. Jean Besson (suppression de l'interdiction de l'assistance technique du fournisseur à la rédaction des spécifications du marché) (p. 1712) ;
- défavorable à l'amendement n° 10 de M. Jean Besson (suppression du plafonnement des marchés de travaux complémentaires) (p. 1713) ;
- favorable à l'amendement n° 3 de M. Robert Pandraud (nécessité d'une réserve de réciprocité compte tenu de l'attitude des Etats-Unis) (p. 1713).

- Projet de loi constitutionnelle instituant la loi d'équilibre de la sécurité sociale (n° 2455).*Première lecture :**Avant la discussion des articles [23 janvier 1996] :*

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par : Bocquet (Alain) (p. 215).

Son intervention (p. 246).

Principaux thèmes développés :

Constitution : article 34 (p. 214).

Politique économique et sociale : prélèvements obligatoires : assiette des cotisations sociales (p. 214, 246).

*Discussion des articles [24 janvier 1996] :***Article 1^{er}** (*institution de la loi d'équilibre de la sécurité sociale*) :

- ses observations (p. 298).

Après l'article 3 :

- ses observations sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Chevènement (supériorité des normes internationales sur les lois antérieures) (p. 366).

- Projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime (n° 2298).*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 février 1996] (p. 823, 824) :*

Banques et établissements financiers : signalement.

Code pénal :

- délit de blanchiment : champ d'application ;
- intentionnalité.

Lois : loi n° 90-614 du 12 juillet 1990 relative à la participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du trafic des stupéfiants.

Traités et conventions : convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment conclue à Strasbourg le 8 novembre 1990.

*Discussion des articles [14 février 1996] :***Article 1^{er}** (*création du délit de blanchiment du produit, des crimes et délits*) :*Article 324-1 du code pénal :*

- son amendement n° 32 : non soutenu (p. 884).

*Deuxième lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 mai 1996] (p. 2786) :*

Code pénal : délit de blanchiment : champ d'application.

- Projet de loi relatif au trafic de stupéfiants en haute mer et portant adaptation de la législation française à l'article 17 de la convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988 (n° 2299).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic de stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime (n° 2298) [13 février 1996].

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg le 8 novembre 1990 (n° 2300).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic de stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime (n° 2298) [13 février 1996].

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 mars 1996] :

Après l'article 12 :

- favorable à l'amendement n° 118 de M. Jean-Pierre Brard (création d'un livret d'épargne populaire automobile) (p. 1260).

Article 13 (déblocage anticipé d'une partie des fonds déposés sur certains plans d'épargne-logement) :

- favorable à l'amendement n° 152 de M. Gilbert Gantier (prorogation du dispositif jusqu'au 31 décembre 1996) (p. 1263).
- **Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 mars 1996] (p. 1934) :

Administration : Conseil de la concurrence.

Commerce et artisanat : refus de vente.

Entreprises : délégations de service public.

Politique économique : contrôle ou liberté des prix : ordonnance du 1^{er} décembre 1986.

Discussion des articles [21 et 28 mars 1996] :

Article 1^{er} (art. 31 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : mention des rabais, remises et ristournes acquis sur les factures) :

- ses observations sur l'amendement n° 37, troisième rectification de la commission (octroi d'un escompte en cas de paiement anticipé ou calcul d'un intérêt en cas de paiement postérieur à la date de règlement) (p. 1947) ;
- ses observations sur l'amendement n° 166 de M. Jean-Pierre Philibert (dépenalisation des règles de facturation et de revente à perte) (p. 1953).

Article 2 (art. 32 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : revente à perte) :

- son amendement n° 48 (interdiction de revendre un produit à un prix inférieur à son coût d'achat effectif) (p. 1958) : rejeté (p. 1963) ;
- son amendement n° 47 (exclusion du champ d'application de la législation sur la revente à perte, des relations industrielles et commerciales pouvant exister au sein d'un même groupe) : retiré (p. 1963).

Après l'article 3 :

- ses observations sur l'amendement n° 54 de la commission des finances (art. 35 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : délais de paiement des produits alimentaires) (p. 2175).

Article 4 (art. 36 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : refus de vente ou de prestation de services, vente ou prestation liée, conditions abusives de référencement, menace de rupture brutale des relations commerciales et rupture brutale des relations commerciales) :

- ses observations sur l'amendement n° 28 de la commission (libéralisation du refus de vente) (p. 2178) ;
- son amendement n° 49 corrigé (de suppression partielle) (p. 2181) : retiré (p. 2182) ;
- ses observations sur l'amendement n° 31 de la commission (limitation des avantages accordés par le fournisseur à son client) (p. 2182).

Avant l'article 1^{er} :

- favorable à l'amendement n° 105 précédemment réservé de M. Raoul Béteille (art. 2 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : composition du Conseil de la concurrence) (p. 2190) ;
- ses observations sur l'amendement n° 183 précédemment réservé de M. Jean-Paul Charié (art. 8 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : compétences du Conseil de la concurrence en matière d'abus de position dominante) (p. 2191) ;
- son amendement n° 50 rectifié précédemment réservé (critères de l'abus de position dominante) (p. 2193) : rejeté (p. 2195).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 mai 1996] (p. 3539, 3540) :

Commerce et artisanat :

- facturation : pénalisation ;
- grandes surfaces.

Discussion des articles [29 mai 1996] :

Article 1^{er} C supprimé par le Sénat (art. 10 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : décrets d'exemption de l'article 10) :

- ses observations sur l'amendement n° 16 rectifié de la commission (accords sous une même marque ou enseigne) (p. 3554).

Article 1^{er} DA (art. 10 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : autorisation d'exemption pour certains accords) :

- favorable à l'amendement n° 8 de la commission des lois (de suppression) (p. 3557).

Article 1^{er} D (art. 10-1 nouveau de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : offre ou vente aux consommateurs à prix abusivement bas) :

- ses observations sur l'amendement n° 79 du Gouvernement (cas de la vente des carburants au détail) (p. 3562).

Article 1^{er} F (art. 28 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : publicité, périodicité, durée des promotions concernant des produits alimentaires périssables) :

- son amendement n° 61 corrigé (sanctions d'ordre pécuniaire) (p. 3566) : retiré (p. 3569).

Article 3 ter (art. 35 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : délai de paiement pour les achats de viandes congelées ou surgelées et de poissons surgelés) :

- ses observations sur l'amendement n° 29 de la commission (de suppression) (p. 3592).

Article 4 (art. 36 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : refus de vente ou de prestation de services, conditions restrictives de référencement et de rupture de relations commerciales) :

- ses observations (p. 3594) ;
- ses observations sur l'amendement n° 11 de la commission des lois (suppression du refus de vente) (p. 3596) ;

- son amendement n° 73 (prise en compte de l'ensemble des règles régissant les relations commerciales et notamment les conditions générales de vente, d'achat et les usages commerciaux) (p. 3597) : rejeté (p. 3598) ;
- son amendement n° 71 (conditions de résiliation des contrats sans préavis) : adopté après rectification (p. 3598) ;
- son amendement n° 72 (opposabilité des contrats de distribution aux tiers informés de leur existence) (p. 3598) : adopté (p. 3599).

Après l'article 5 bis :

- favorable à l'amendement n° 44 corrigé de M. Ladislas Poniatowski (individualisation comptable des activités de distribution de carburants dans les grandes surfaces) (p. 3601).

Article 10 (art. 121 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 : opposabilité de la clause de réserve de propriété en cas de redressement ou de liquidation judiciaires) :

- ses observations sur l'amendement n° 14 de la commission des lois (de suppression) (p. 3604).

Ses explications de vote (p. 3605).

Vote pour du groupe UDF.

- **Proposition de loi relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions (n° 2354).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Article 1^{er} (responsabilité des élus) :

- défavorable (p. 2784).

ROYAL (Ségolène)

Député des Deux-Sèvres

(2^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 30 juin 1995] (p. 9827).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 juin 1995] (p. 9827).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 26 octobre 1995] (p. 15658).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 26 octobre 1995] (p. 15658).

Membre de la mission d'information commune sur la sécurité sociale [J.O. du 27 octobre 1995] (p. 15703).

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 16 novembre 1995] (p. 16826).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 16 novembre 1995] (p. 16826).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réglementation des télécommunications [J.O. du 8 juin 1996] (p. 8501).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

Secrétaire de cette mission [J.O. du 27 juin 1996] (p. 9657).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Protection sociale** : bas salaires : pression fiscale [29 novembre 1995] (p. 4238, 4239).

- **Allocation parentale pour jeune enfant** : conditions d'attribution : plafond de ressources [30 janvier 1996] (p. 394).

- **Frais de cantine scolaire** : modalités de versement des bourses [21 février 1996] (p. 1033).

orales sans débat :

- n° 717, posée le 22 novembre 1995 : **aide au tiers monde dans la lutte contre le sida** (p. 3962). Appelée le 30 novembre 1995 : financement (p. 4295).

- n° 924, posée le 5 mars 1996 : **recherche d'une conception européenne du service public** (p. 1200). Appelée le 14 mars 1996 : inscription à l'ordre du jour de la conférence intergouvernementale de Turin (p. 1637).

- n° 980, posée le 16 avril 1996 : **élevage bovin** : effets de la maladie dite de la « vache folle ». Non appelée (p. 2271).

- n° 1133, posée le 3 juin 1996 : **présence d'un puma en forêt de Chizé** (p. 3814). Appelée le 11 juin 1996 : levée de l'interdiction d'accès (p. 4054).

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** : demande une suspension de séance afin de permettre au ministre de la défense de venir répondre aux questions de l'Assemblée sur la reprise des essais nucléaires [10 juillet 1995] (p. 842).

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [10 juillet 1995] :

Soutient la motion de renvoi en commission de : *Mahy (Martin)* (p. 894) : rejetée (p. 901).

Principaux thèmes développés :

Conseil constitutionnel (p. 896, 897, 898).

Conseil d'Etat (p. 897, 898).

Défense : armes nucléaires (p. 897).

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 895, 896).

Elections et référendums :

- cumul des mandats (p. 895) ;

- référendums (p. 894 à 896, 898).

Enseignement (p. 896, 898).

Environnement (p. 897, 898).

Femmes (p. 897).

Parlement :

- contrôle parlementaire (p. 895) ;

- opposition (p. 895) ;

- sessions (p. 894, 895).

Politique économique et sociale (p. 896, 897).

Services publics (p. 897).

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Article 1^{er} (extension du champ d'application du référendum : art. 11 de la Constitution) :

- soutient l'amendement n° 110 de M. Bernard Derosier (exclusion du droit de la sécurité sociale du champ du référendum) (p. 920) : rejeté (p. 921) ;

- favorable à l'amendement n° 70 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (autorisation référendaire des essais d'armes chimiques, nucléaires ou bactériologiques) (p. 922).

Après l'article 6 :

- son amendement n° 97 deuxième correction (proclamation comme particulièrement nécessaire à notre temps du droit à un environnement équilibré et sain) (p. 947) : rejeté (p. 948) ;
- son amendement n° 83 (proclamation comme particulièrement nécessaire à notre temps du droit à un environnement équilibré et sain) : rejeté (p. 948) ;
- son amendement n° 46 corrigé (égal accès hommes et femmes aux mandats politiques dans les seuls scrutins de liste) (p. 948) : rejeté (p. 950).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [19 octobre 1995] :

Après l'article 2 :

- favorable à l'amendement n° 45 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (abaissement à 40 000 francs de la limite des dépenses prises en compte pour le calcul de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 2049).

Deuxième partie :

Environnement. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [10 novembre 1995] :

Air (p. 3404).

Bruit (p. 3405).

Communautés européennes et Union européenne : directives et règlements (p. 3404).

Déchets : trafics, sites pollués orphelins (p. 3405).

Défense : essais nucléaires (p. 3404).

Lois : lois sur l'environnement : application (p. 3405).

Ministère : crédits (p. 3404, 3405).

Organismes et structures :

- Conservatoire du littoral et des rivages lacustre (p. 3405) ;
- Fonds d'intervention pour la qualité de la vie (p. 3405).

Risques technologiques : amiante (p. 3404).

Transports :

- aéroports : Roissy (p. 3404) ;
- automobile (p. 3404) ;
- SNCF : réseau secondaire (p. 3404).

Vote des crédits :

Etat C, titre VI :

- défavorable à l'amendement n° 335 rectifié de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits) (p. 3419).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).

Principaux thèmes développés [14 novembre 1995] :

Professions médicales et paramédicales : médecins généralistes : rôle : revalorisation ; réforme de l'internat (p. 3651).

Santé publique :

- accès aux soins : qualité des soins (p. 3651) ;
- codage des actes et dossier médical : références médicales (p. 3650) ;

- dépenses : maîtrise comptable : obligation de résultats (p. 3650) ;
- historique : rôle et principes : comparaisons (p. 3650) ;
- médecine préventive : médecine scolaire et médecine du travail : développement : reconversion d'une partie des médecins (p. 3651) ;
- réforme : concertation : forums et mission d'information ; partenariat ; législation par ordonnances (p. 3650).

- Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 novembre 1995] :

Allocation de vétérance (p. 3997).

Assemblée nationale : commission des lois (p. 3996).

Collectivités et finances locales (p. 3997).

Départements : Deux-Sèvres (p. 3996).

Femmes :

- féminisation (p. 3996) ;
- veuves : pension de réversion (p. 3997).

Formation (p. 3996).

Incendies de forêt (p. 3996).

Installations classées (p. 3997).

Sapeurs-pompiers volontaires (p. 3995, 3996).

Secours (p. 3996).

Sécurité sociale : cotisations (p. 3997).

Service national : sapeurs-pompiers auxiliaires (p. 3997).

Travail :

- autorisations d'absence et disponibilité (p. 3996, 3997) ;
- licenciement (p. 3997).

Discussion des articles [29 novembre 1995] :

Après l'article 9 :

- son amendement n° 58 soutenu par M. Christian Bataille (réduction des cotisations d'accidents du travail des entreprises employant des salariés sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4261) : rejeté (p. 4262).

Après l'article 10 :

- son amendement n° 60 soutenu par M. Christian Bataille (convention obligatoire entre les sociétés d'assurances et leurs assurés employant des sapeurs-pompiers volontaires, relative aux abattements sur les primes d'assurances acquittées en raison de l'activité professionnelle) (p. 4262) : devenu sans objet (p. 4264) ;
- son amendement n° 59 soutenu par M. Christian Bataille (convention de mise à la disposition du service départemental d'incendie et de secours des personnels des installations classées spécialistes de la lutte contre les risques technologiques majeurs) : adopté après modifications (p. 4265).

Article 14 (financement de l'allocation de vétérance) :

- son amendement n° 67 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (prise en compte du nombre de bénéficiaires de l'allocation de vétérance dans le calcul du montant de la dotation forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement) (p. 4267, 4268) : rejeté (p. 4269).

- Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [8 décembre 1995] :

Seu explications de vote sur la question préalable opposée par : Bocquet (Alain) (p. 4815).

Principaux thèmes développés :

Constitution : article 38 : ordonnances : loi de ratification : jurisprudence constitutionnelle (p. 4815).

Famille : politique familiale ; allocations familiales ; fiscalisation ; conditions de ressources (p. 4832).

Impôts et taxes :

- réforme du quotient familial (p. 4833) ;
- remboursement de la dette sociale (RDS) : Caisse d'amortissement de la dette sociale (p. 4832).

Pharmacie : industrie pharmaceutique : contribution exceptionnelle (p. 4832).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : situation : livre blanc : commission Le Vert ; caisse des fonctionnaires : exclusion du champ des ordonnances (p. 4832).

Sécurité sociale : « plan Juppé » : opinion publique : grèves : forums régionaux : dialogue social (p. 4815, 4832).

Discussion des articles [8 et 9 décembre 1995] :

Avant l'article 1^{er} :

- *soutient* l'amendement n° 1833 de M. Claude Bartolone (réaffirmation du caractère fondamental de la protection sociale) (p. 4868) : vote réservé jusqu'à vérification du quorum : rejeté (p. 4869) ;
- *soutient* l'amendement n° 1830 de M. Claude Bartolone (ouverture de négociations avec les partenaires sociaux) (p. 4902) : rejeté au scrutin public (p. 4904) ;
- *soutient* l'amendement n° 2083 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives) (p. 4904) : rejeté (p. 4905) ;
- *soutient* l'amendement n° 2088 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les organisations médicales représentatives) (p. 4921) : rejeté (p. 4922) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 2089 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les représentants des professions paramédicales) (p. 4922) : rejeté (p. 4927).
- **Rappel au règlement** : faisant état de la médiation qui intervient sur le dossier de la SNCF, s'interroge sur l'utilité de poursuivre le débat sur le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [8 décembre 1995] (p. 4827).
- **Rappel au règlement** : souhaite la suspension des débats sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à réformer la protection sociale par ordonnances jusqu'à l'intervention télévisée du Premier ministre [10 décembre 1995] (p. 4991).
- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes, sur la préparation et les perspectives de la conférence intergouvernementale et débat sur cette déclaration (n° 2634).**

Rappel au règlement : s'indigne que le Premier ministre présente, en ce moment même, les propositions de son parti pour les institutions de l'Union européenne, non pas devant la représentation nationale, mais à l'Hôtel de ville de Paris [13 mars 1996] (p. 1559).

- Projet de loi de réglementation des télécommunications (n° 2698).*Première lecture :*

Avant la discussion des articles [9 mai 1996] :

Soutient la motion de renvoi en commission de : *Fabius (Laurent)* (p. 2927) : rejetée (p. 2935).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne : résolution du Conseil du 22 juillet 1993 relative à l'ouverture du marché des télécommunications au 1^{er} janvier 1998 (p. 2933).

Organismes et structures : Commission supérieure des services publics des postes et télécommunications (p. 2932).

Secteur public (p. 2927).

Télécommunications :

- France Télécom (p. 2928) ;
- service public : service universel et péréquation géographique (p. 2928).

Discussion des articles [9 et 10 mai 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- *son* amendement n° 214 (égalité des citoyens devant le service public) : rejeté (p. 2944) ;
- *son* amendement n° 215 (continuité du service public) : rejeté (p. 2945) ;
- *son* amendement n° 216 (adaptation du service public) (p. 2945) : rejeté (p. 2946) ;
- *son* amendement n° 217 (neutralité du service public) : rejeté (p. 2946) ;
- *son* amendement n° 218 (participation au service public) : rejeté (p. 2946) ;
- *son* amendement n° 219 (transparence du service public) (p. 2946) : rejeté (p. 2947) ;
- *son* amendement n° 220 (responsabilité dans la gestion du service public) (p. 2947) : rejeté (p. 2948) ;
- *son* amendement n° 221 (simplicité du service public) : rejeté (p. 2948) ;
- *son* amendement n° 222 (accessibilité au service public) (p. 2948) : rejeté (p. 2949) ;
- *son* amendement n° 229 (respect du droit des usagers) (p. 2949) : rejeté (p. 2950).

Article 1^{er} (art. L. 32 du code des postes et télécommunications : définitions) :

- *son* amendement n° 232 (définition de l'opérateur) (p. 2951) : rejeté (p. 2952) ;
- *son* amendement n° 230 rectifié (définition des droits de l'utilisateur) (p. 2953) : rejeté (p. 2955).

Après l'article 4 :

- *soutient* l'amendement n° 329 de M. Jacques Guyard (rôle et moyens de France Télécom) : rejeté (p. 2966).

Article 5 (chapitre II du titre premier du livre II du code des P et T : régime juridique des télécommunications) :*Article L. 33-1 : établissement et exploitation des réseaux ouverts au public :*

- *son* amendement n° 233 (consultation des associations d'utilisateurs et des élus avant la mise en place du régime d'autorisations) : rejeté (p. 2971) ;
- *soutient* l'amendement n° 150 de M. Jacques Guyard (multiplication des possibilités de refuser les autorisations) : rejeté (p. 2972) ;
- *son* amendement n° 231 (respect du droit des usagers) : rejeté (p. 2975) ;
- *ses* amendements n° 235 et 236 rectifié : devenus sans objet (p. 2977) ;
- *son* amendement n° 237 (contingement des licences d'autorisation) : rejeté (p. 2978) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 46 de la commission (allocation des fréquences en vue d'assurer des conditions de concurrence effective) (p. 2979).

Article L. 33-4 : libre publication des annuaires :

- *son* amendement n° 238 rectifié (respect de la confidentialité des numéros d'appels) : retiré (p. 2981).

Article L. 34-1 : service téléphonique au public :

– son amendement n° 239 (consultation des usagers, des PME-PMI, des élus et des représentants du personnel) : rejeté (p. 2983).

Article L. 34-3 : services de télécommunications utilisant un réseau radioélectrique :

– son amendement n° 241 rectifié (consultation des usagers, des représentants du personnel et des associations d'élus locaux) : rejeté (p. 2984).

Article L. 34-6 : cession, publication, suspension et retrait des licences :

– ses observations sur les amendements identiques n° 177 de M. Jacques Guyard et 354 de M. Emile Zuccarelli (suppression de la référence à l'Autorité de régulation des télécommunications) (p. 2988).

Article L. 34-10 : attribution et portabilité des numéros :

– son amendement n° 242 (conditions « simples » d'attribution des numéros ou blocs de numéros) (p. 2996) : rejeté (p. 2997) ;

– son amendement n° 243 (confidentialité des numéros d'appel) : retiré (p. 2998).

Article 6 (chapitres III et IV [nouveaux] du titre premier du livre II du code des P et T : service public et régulation des télécommunications) :**Article L. 35 : contenu du service public des télécommunications :**

– soutient l'amendement n° 182 de M. Jacques Guyard (définition et fonctions assurées par le service public des télécommunications) (p. 3003) : rejeté (p. 3006).

Article L. 35-1 : contenu du service universel :

– son amendement n° 244 (respect des droits des usagers) : rejeté (p. 3019).

Article L. 35-2 : obligations des opérateurs chargés du service universel :

– son amendement n° 245 (consultation des usagers, du personnel, des PME-PMI et des élus locaux) : rejeté (p. 3020).

Article L. 35-3 : financement du service universel :

– son amendement n° 246 (respect de l'environnement) : retiré (p. 3021).

Article L. 35-7 : rapport sur le service public :

– son amendement n° 247 (consultation des usagers, du personnel, des PME-PMI et des élus locaux) (p. 3033) : rejeté (p. 3034).

Article L. 36-7 : compétences de l'Autorité de régulation des télécommunications :

– son amendement n° 249 (rapport sur les attentes des usagers du service public des télécommunications) : rejeté (p. 3038).

Article L. 36-9 : procédure de conciliation :

– son amendement n° 250 soutenu par M. Jacques Guyard (consultation des usagers) : adopté (p. 3041).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [13 juin 1996] (p. 4226) :

Secteur public : définition du service public ; statut de France Télécom.

– **Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [12 juin 1996] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Fabius (Laurent)* (p. 4148) : rejetée (p. 4160).

Principaux thèmes développés :**Air :**

– décret n° 91-1122 du 25 octobre 1991 relatif à la qualité de l'air et portant modification du décret n° 74-415 du 13 mai 1974 relatif au contrôle des émissions polluantes dans l'atmosphère et à certaines utilisations de l'énergie thermique (p. 4150) ;

– plans régionaux de la qualité de l'air (p. 4150) ;
– pollution atmosphérique (p. 4148).

Communautés européennes et Union européenne (p. 4152).

Conseil constitutionnel : décision n° 93-322 DC du 28 juillet 1993 (p. 4153).

Constitution : articles 34 et 37 (p. 4152).

Energie : carburants (p. 4149).

Environnement : circulation automobile (p. 4148).

Impôts et taxes :

– taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 4154) ;

– vignette automobile : taxe sur les cartes grises (p. 4152).

Lois : loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs (p. 4150).

Santé publique (p. 4148).

Transports ferroviaires (p. 4148).

Transports fluviaux (p. 4154).

Transports routiers (p. 4148).

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 4148).

Discussion des articles [12 et 14 juin 1996] :

Article 1^{er} (objectifs de la loi) :

– ses observations (p. 4211) ;

– ses observations sur l'amendement n° 291 rectifié de M. Pierre Mazeaud (participation des personnes publiques et des particuliers à une politique concertée dont le but est que tout individu puisse respirer un air qui ne nuise pas à sa santé) (p. 4213) ;

– son amendement n° 325 (instauration d'un droit à réparation) : devenu sans objet (p. 4214) ;

– son amendement n° 367 (obligation de préserver la qualité de l'air) : devenu sans objet (p. 4214).

Article 2 (définition de la pollution atmosphérique) :

– ses observations (p. 4272).

Après l'article 2 :

– son amendement n° 369 (définition par décret des différentes catégories de zones sensibles) : rejeté (p. 4278).

Article 3 (organisation de la surveillance de la qualité de l'air) :

– soutient l'amendement n° 331 de M. Michel Destot (responsabilité de l'Etat en matière de prévention de la pollution de l'air) (p. 4279) : rejeté (p. 4281) ;

– son amendement n° 329 (même objet) (p. 4279) : rejeté (p. 4281) ;

– son amendement n° 332 corrigé (coopération des collectivités territoriales) (p. 4282) : devenu sans objet (p. 4283) ;

– son amendement n° 371 soutenu par M. Christian Bataille (fixation des seuils limites en conformité avec les normes définies par l'Union européenne) : devenu sans objet (p. 4285) ;

– son amendement n° 370 (renforcement des normes dans les zones sensibles) : rejeté (p. 4285) ;

– son amendement n° 334 (adaptation des modalités de surveillance aux besoins de chaque zone intéressée) : devenu sans objet (p. 4289) ;

– son amendement n° 336 soutenu par M. Jean-Yves Le Déaut (validité des agréments au regard de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : rejeté (p. 4291).

Article 4 (droit à l'information) :

– son sous-amendement n° 395 rectifié soutenu par M. Christian Bataille (prise en compte de l'impact sur la santé et l'environnement) à l'amendement n° 340 de M. Christian Bataille (contenu du droit à l'information) : adopté après deuxième rectification (p. 4293) ;

- son amendement n° 374 corrigé soutenu par M. Christian Bataille (diffusion des informations et publication d'un rapport par l'Agence de l'environnement et la maîtrise de l'énergie) (p. 4293) : retiré (p. 4294) ;
- son amendement n° 412 soutenu par M. Jean-Yves Le Déaut (rôle de l'Etat en matière d'information) : retiré (p. 4296).

Article 6 (définition et contenu du plan régional) :

- ses observations (p. 4300) ;
- son amendement n° 376 (contenu des orientations du plan) (p. 4302) : rejeté (p. 4304) ;
- son amendement n° 375 (de précision) (p. 4302) : rejeté (p. 4304) ;
- son amendement n° 377 (évaluation des études épidémiologiques et environnementales à caractère régional) (p. 4302) : retiré (p. 4304).

Article 9 (champ d'application et procédure d'élaboration du plan) :

- ses observations (p. 4312) ;
- son amendement n° 378 soutenu par M. Christian Bataille (élaboration du plan lorsque les valeurs limites risquent d'être dépassées) : adopté (p. 4313).

Article 10 (contenu du plan) :

- son amendement n° 379 (portée du plan) : adopté (p. 4315).

Article 11 (mesures destinées à réduire les sources de pollution atmosphérique) :

- défavorable aux amendements identiques n° 88 de la commission et 52 de M. Jacques Masdeu-Arus (limitation de la circulation des véhicules les plus polluants) (p. 4317).

Article 12 (mesures prises dans le cadre de la procédure d'alerte) :

- son amendement n° 381 (suppression de la consultation des maires en cas d'urgence) : devenu sans objet (p. 4318) ;
- son amendement n° 383 (renforcement des mesures de restriction ou de suspension des activités concourant aux pointes de pollution) (p. 4318) : rejeté (p. 4320) ;
- son amendement n° 382 (restriction à la circulation des véhicules diesel et des véhicules ne transportant qu'un seul passager) (p. 4320) : rejeté (p. 4323).

Avant l'article 14 :

- son amendement n° 384 soutenu par M. Christian Bataille (partage à égalité de la voirie entre, d'une part, les transports en commun et les deux-roues et, d'autre part, les voitures) (p. 4332) : rejeté (p. 4333).

Article 14 (modifications des dispositions relatives aux plans de déplacements urbains) :

Article 28-2 de la loi du 30 décembre 1982 :

- son amendement n° 386 soutenu par M. Jean-Yves Le Déaut (consultation obligatoire des représentants des usagers des transports et des associations agréées de protection de l'environnement) (p. 4340) : rejeté (p. 4341).

Après l'article 15 :

- son amendement n° 388 soutenu par M. Christian Bataille (insertion d'un titre IV *bis* intitulé « Plans de rapprochement entre travail et domicile » et d'un article 15 *bis*) (p. 4348) : rejeté (p. 4350).

Article 19 (mesures destinées à réduire la consommation d'énergie et à prévenir les émissions polluantes. – Incorporation d'un taux minimal d'oxygène dans les carburants et combustibles liquides. – Teneur maximale des carburants en divers produits polluants ou toxiques) :

- son amendement n° 356 soutenu par M. Jean-Yves Le Déaut (de suppression du dernier alinéa [3°] du II de l'article) : adopté (p. 4356) ;

- son amendement n° 400 soutenu par M. Christian Bataille (prévention de la pollution des eaux susceptible d'être provoquée par la production de carburants d'origine végétale) : rejeté (p. 4359).

Article 21 (règles concernant les véhicules et leurs équipements) :

- son amendement n° 389 soutenu par M. Christian Bataille (affichage de la consommation énergétique des véhicules) : adopté (p. 4366).

Après l'article 21 :

- son amendement n° 390 soutenu par M. Christian Bataille (rapport sur les conditions de transformation du projet de canal Rhin-Rhône en un projet de transport combiné rail-route) : rejeté (p. 4375).

Article 22 (objectifs de la fiscalité des énergies fossiles et financement de la surveillance de la qualité de l'air) :

- son amendement n° 392 soutenu par M. Christian Bataille (prix des carburants polluants) (p. 4378) : retiré (p. 4379).

Article 23 (remboursement partiel de la taxe intérieure sur les produits pétroliers en faveur des exploitants de transports publics de voyageurs utilisant des énergies peu polluantes) :

- son amendement n° 361 soutenu par M. Christian Bataille (relèvement des plafonds de remboursement) : retiré (p. 4383).

Article 38 (mesures d'application) :

- son amendement n° 394 soutenu par M. Christian Bataille (dispositions transitoires) (p. 4402) : retiré (p. 4403).

Après l'article 38 :

- son amendement n° 365 soutenu par M. Christian Bataille (rapport sur les alternatives à l'usage de l'automobile) (p. 4406) : rejeté (p. 4407).

– Projet de loi relatif à l'entreprise nationale France Télécom (n° 2884).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [24 juin 1996] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par : Fabius (Laurent) (p. 4760) : rejetée (p. 4778).

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de : Fabius (Laurent) (p. 4815).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne :

- institutions et conférence intergouvernementale (p. 4764) ;
- ouverture du marché au 1^{er} janvier 1998 (p. 4762) ;
- subsidiarité (p. 4763).

Constitution (p. 4760, 4769).

Emploi : chômage (p. 4764).

Energie (p. 4768).

Enseignement supérieur des télécommunications (p. 4766).

La Poste (p. 4771).

Secteur public (p. 4763, 4774).

Télécommunications :

- France Télécom : statut, personnel, retraites (p. 4761, 4816) ;
- péréquation tarifaire ; prix des communications (p. 4762, 4773).

Discussion des articles [24, 25 et 26 juin 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- son amendement n° 69 (conception du service public) : rejeté (p. 4817) ;

- *son* amendement n° 60 (rôle et statut des personnels des télécommunications) (p. 4817) : rejeté (p. 4819) ;
 - *son* amendement n° 61 (droits des usagers des télécommunications) (p. 4819) : rejeté (p. 4820) ;
 - *son* amendement n° 62 (démocratisation grâce aux services publics) (p. 4820) : rejeté (p. 4821) ;
 - *son* amendement n° 72 soutenu par M. Henri Emmanuelli (droit des usagers) (p. 4821) : rejeté (p. 4823) ;
 - *son* amendement n° 48 (synonymie du service public avec le long terme) (p. 4823) : rejeté (p. 4824) ;
 - *son* amendement n° 56 (facteur d'innovation du service public dans le domaine des télécommunications) : rejeté (p. 4825) ;
 - *son* amendement n° 35 (principes fondamentaux du service public des télécommunications) (p. 4826) : rejeté (p. 4827) ;
 - *son* amendement n° 33 (principes du service public des télécommunications) (p. 4827) : rejeté (p. 4829) ;
 - *son* amendement n° 34 soutenu par M. Julien Dray (principes fondamentaux du service public des télécommunications) : rejeté (p. 4829) ;
 - *son* amendement n° 24 (principe d'égalité du service public des télécommunications) (p. 4829) : rejeté après rectification (p. 4830) ;
 - *son* amendement n° 25 (principe de continuité du service public des télécommunications) (p. 4879) : rejeté (p. 4880) ;
 - *son* amendement n° 26 (principe d'adaptation du service public des télécommunications) : rejeté (p. 4880) ;
 - *son* amendement n° 27 (principe de neutralité du service public des télécommunications) (p. 4880) : rejeté (p. 4881) ;
 - *son* amendement n° 28 soutenu par M. Christian Bataille (principe de laïcité) (p. 4881) : rejeté (p. 4882) ;
 - *son* amendement n° 29 soutenu par M. Christian Bataille (principe de transparence) : rejeté (p. 4882) ;
 - *son* amendement n° 30 soutenu par M. Christian Bataille (principe de responsabilité) (p. 4882) : rejeté (p. 4883) ;
 - *son* amendement n° 31 (principe de simplicité) : rejeté (p. 4883) ;
 - *son* amendement n° 32 (principe d'accessibilité) (p. 4883) : rejeté (p. 4884) ;
 - *son* amendement n° 67 (lieu de citoyenneté reconnu au service public des télécommunications) : rejeté (p. 4885) ;
 - *son* amendement n° 73 soutenu par M. Christian Bataille (lieu de citoyenneté reconnu au service public des télécommunications) (p. 4885) : rejeté (p. 4886) ;
 - *son* amendement n° 57 soutenu par M. Emile Zuccarelli (lieu de citoyenneté reconnu au service public des télécommunications) (p. 4886) : rejeté après rectification (p. 4887) ;
 - *son* amendement n° 58 (lieu de citoyenneté reconnu au service public des télécommunications) (p. 4887) : rejeté (p. 4888) ;
 - *son* amendement n° 59 soutenu par M. Christian Bataille (prise en compte de la déontologie au sein du service public des télécommunications) : rejeté (p. 4888) ;
 - *son* amendement n° 18 (objectif de citoyenneté) (p. 4888) : rejeté (p. 4889) ;
 - *son* amendement n° 17 soutenu par M. Christian Bataille (objectif de cohésion économique et sociale) : rejeté (p. 4889) ;
 - *son* amendement n° 36 (objectif de cohésion économique et sociale) (p. 4889) : rejeté (p. 4891) ;
 - *son* amendement n° 16 soutenu par M. Christian Bataille (objectif de cohésion économique et sociale) (p. 4891) : rejeté (p. 4892) ;
 - *son* amendement n° 14 (objectif de cohésion économique et sociale) (p. 4893) : rejeté (p. 4894) ;
 - *son* amendement n° 15 soutenu par M. Christian Bataille (objectif de cohésion économique et sociale) (p. 4893) : rejeté (p. 4894) ;
 - *son* amendement n° 68 (objectif de cohésion économique et sociale) (p. 4894) : rejeté (p. 4895) ;
 - *son* amendement n° 70 soutenu par M. Julien Dray (objectif de cohésion économique et sociale) (p. 4896) : rejeté (p. 4897) ;
 - *son* amendement n° 64 (contrat social du service public des télécommunications avec le personnel et les usagers) (p. 4897) : rejeté (p. 4899) ;
 - *son* amendement n° 65 soutenu par M. Julien Dray (contrat social du service public des télécommunications avec le personnel et les usagers) (p. 4899) : vote réservé jusqu'à la discussion de l'article 10 (p. 4901) ;
 - *son* amendement n° 66 (contrat social du service public des télécommunications avec le personnel et les usagers) (p. 4901) : rejeté (p. 4902) ;
 - *son* amendement n° 49 soutenu par M. Christian Bataille (objectif d'indépendance économique et industrielle) (p. 4902) : rejeté (p. 4903) ;
 - *son* amendement n° 50 (indépendance stratégique grâce au service public des télécommunications) (p. 4903) : rejeté (p. 4905) ;
 - *son* amendement n° 51 soutenu par M. Henri Emmanuelli (indépendance économique grâce au service public des télécommunications) : rejeté au scrutin public (p. 4907) ;
 - *son* amendement n° 52 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (indépendance industrielle grâce au service public des télécommunications) (p. 4907) : rejeté au scrutin public (p. 4911).
- Rappel au règlement :** s'interroge sur les raisons pour lesquelles le projet de loi relatif au statut de France Télécom est discuté avec une heure de retard [26 juin 1996] (p. 4918).
- *son* amendement n° 53 (le service public des télécommunications, vecteur de croissance économique) (p. 4918) : rejeté (p. 4920) ;
 - *son* amendement n° 54 soutenu par M. Christian Bataille (le service public des télécommunications, vecteur de croissance économique) : rejeté (p. 4920) ;
 - *son* amendement n° 55 soutenu par M. Didier Mathus (le service public des télécommunications, vecteur de dynamisme industriel) (p. 4921) : rejeté (p. 4922) ;
 - *son* amendement n° 37 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (garantie de qualité assurée par le service public des télécommunications) (p. 4922) : rejeté (p. 4924) ;
 - *son* amendement n° 38 (garantie de qualité assurée par le service public des télécommunications) (p. 4925) : rejeté (p. 4927) ;
 - *son* amendement n° 39 soutenu par M. Pierre Forgues (principe d'égalité) (p. 4927) : rejeté (p. 4928) ;
 - *son* amendement n° 40 soutenu par M. Claude Bartolone (principe de continuité) (p. 4928) : rejeté (p. 4930) ;
 - *son* amendement n° 41 (principe d'adaptation) (p. 4930) : rejeté (p. 4933) ;
 - *son* amendement n° 42 (principe de neutralité) : rejeté (p. 4935) ;
 - *son* amendement n° 43 (principe de laïcité) : rejeté (p. 4935) ;
 - *son* amendement n° 44 (principe de simplicité) (p. 4935) : rejeté (p. 4936) ;
 - *son* amendement n° 45 soutenu par M. Claude Bartolone (principe d'accessibilité) (p. 4936) : rejeté (p. 4938) ;
 - *son* amendement n° 46 soutenu par M. Jean Glavany (principe de transparence) (p. 4938) : rejeté (p. 4943).

- **Motion de censure déposée par MM. Laurent Fabius, Alain Bocquet et quatre-vingt-quatorze membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, le 27 juin 1996, sur le projet de loi n° 2884 relatif à l'entreprise nationale de France Télécom (première lecture).**

Principaux thèmes développés lors de la discussion [29 juin 1996] :
Aménagement du territoire (p. 5010).

Communautés européennes et Union européenne : subsidiarité (p. 5009).

France Télécom : statut (p. 5007).

Secteur public (p. 5008).

ROYER (Jean)

Député de l'Indre-et-Loire

(1^{re} circonscription)

République et Liberté

Président du groupe République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Economie et finances : services financiers, monnaies et médailles) [5 juillet 1995].

Membre de la commission d'enquête sur les aides à l'emploi [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Economie et finances : services financiers, monnaies et médailles) [7 mai 1996].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : annexe n° 14 : Economie et finances : services financiers, monnaies et médailles (n° 2270) [12 octobre 1995].

Proposition de loi tendant à la mise en place d'une nouvelle politique d'investissement pour moderniser l'appareil productif et restaurer l'emploi (n° 2832) [3 juin 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Petite et grande distribution** : grandes surfaces : autorisation d'ouverture : réglementation [18 octobre 1995] (p. 1963).

- **Endettement de la SNCF** : rôle de l'Etat [22 novembre 1995] (p. 3986, 3987).

- **Contrats d'accès à l'emploi** : généralisation [6 février 1996] (p. 571).

orales sans débat :

- **n° 747**, posée le 28 novembre 1995 : **aménagement de la Loire** (p. 4184). Appelée le 7 décembre 1995 : barrages de Maisons-Rouges et du Veurdre (p. 4734).

- **n° 794**, posée le 17 janvier 1996 : **production de carburants non polluants** (p. 44). Appelée le 18 janvier 1996 : initiatives de l'Etat (p. 141, 142).

- **n° 818**, posée le 24 janvier 1996 : **représentation des associations de retraités** (p. 235). Appelée le 1^{er} février 1996 : caisses ; conseils d'administration : composition (p. 511).

- **n° 922**, posée le 5 mars 1996 : **construction des autoroutes A 85 et A 28** (p. 1200). Appelée le 18 avril 1996 : réalisation (p. 2373).

- **n° 1104**, posée le 28 mai 1996 : **barrage du Veurdre et aménagement de la Loire** (p. 3493). Appelée le 4 juin 1996 : construction ; échancier (p. 3734).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés (n° 1659).**

Première lecture :

Discussion des articles [10 janvier 1995] :

Après l'article 12 :

- *son* amendement n° 25 soutenu par M. Léonce Deprez (sanctions juridiques des pratiques commerciales déloyales et personnes habilitées à introduire l'action devant la juridiction civile ou commerciale) (p. 42) : retiré (p. 45) ;

- *son* amendement n° 26 soutenu par M. Léonce Deprez (sanction des abus de position dominante lors de la renégociation d'un contrat) (p. 43) : retiré (p. 45) ;

- *son* amendement n° 27 soutenu par M. Léonce Deprez (sanctionne le fait de se soustraire à l'obligation de publication de la gamme de prix ou la pratique de prix trop faibles au regard des coûts de production et de commercialisation) (p. 43) : retiré (p. 45).

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juillet 1995] :

Administration :

- ANPE (p. 1372) ;

- service public de l'emploi (p. 1372).

Chômage : contrat de retour à l'emploi (p. 1372).

Chômage : indemnisation :

- ASSEDIC (p. 1371) ;

- UNEDIC (p. 1371, 1372).

Départements : Indre-et-Loire (p. 1371).

Entreprises : PME-PMI (p. 1371).

Finances publiques : création d'un Fonds national de l'investissement (p. 1371).

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 1372).

Président de la République (p. 1372).

Revenu minimum d'insertion (p. 1372).

Travail : SMIC (p. 1372).

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale (n° 2174).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173) [27 juillet 1995].

Discussion des articles [28 juillet 1995] :

Après l'article 4 :

- *son* amendement n° 57 (les collectivités locales, le représentant de l'Etat et les institutions chargées du placement et de l'indemnisation des demandeurs d'emploi peuvent conclure des conventions de coopération ayant pour objet la mise en place de dispositifs locaux d'insertion pour les chômeurs indemnisés) (p. 1541) : adopté (p. 1542).

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Logement. – *Questions* [6 novembre 1995] :

Aides : prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (p. 3126).

Economie et finances : Charges communes. – Services financiers. – Monnaies et médailles (budget annexe). – Comptes spéciaux du Trésor. – Taxes parafiscales. – *Examen des fascicules, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances pour les services financiers et pour le budget annexe des monnaies et médailles [14 novembre 1995] :

Douanes (p. 3672).

Drogue et blanchiment des capitaux (p. 3672, 3673).

Finances publiques :

- crédits : réduction (p. 3671, 3672) ;
- fonds de concours (p. 3671, 3672).

Ministère de l'économie et des finances : personnels (p. 3672).

Monnaies et médailles (p. 3673).

Vote des crédits :

Services financiers :

État B, titre III :

- *son* amendement n° 375 (réduction des crédits de 127 millions de francs) (p. 3696) : adopté (p. 3697).

Après l'article 68 :

- *favorable* à l'amendement n° 354 de M. Yves Deniaud (réintégration au sein du budget général des recettes et dépenses extra-budgétaires des services financiers) (p. 3697) ;
- *soutient* l'amendement n° 243 de la commission (indication des produits perçus par les services financiers au titre des redressements fiscaux dans l'annexe au projet de loi de finances donnant une évaluation des fonds de concours) (p. 3697) : adopté (p. 3698).

Monnaies et médailles (budget annexe) :

Après l'article 39 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 302 de M. Patrick Devedjian (suppression du budget annexe des monnaies et médailles à compter du 1^{er} janvier 1997) (p. 3698).

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).**

Principaux thèmes développés [13 novembre 1995] :

Hôpitaux et cliniques : Centres hospitaliers régionaux universitaires (CHRU) (p. 3581, 3582).

– **Motion de censure déposée par M. Laurent Fabius et soixante-trois membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.**

Principaux thèmes développés lors de la discussion [5 décembre 1995] :

Enseignement supérieur : filières professionnelles (p. 4586).

Finances publiques : déficits (p. 4585).

Parlement : contrôle du budget social (p. 4586).

Partenaires sociaux : paritarisme (p. 4586).

Ses explications de vote (p. 4585).

– **Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 février 1996] :

Affaires étrangères : Allemagne (p. 594).

Emploi :

- charges sociales : allègement (p. 594) ;
- chômage des jeunes (p. 595).

Formation professionnelle et promotion sociale :

- apprentissage : généralités (p. 594) ;
- centres de formation d'apprentis : ressources : péréquation (p. 594) ;
- Conseil national de l'apprentissage : création (p. 594, 595) ;
- enseignement technique et professionnel (p. 594) ;
- prime à l'apprentissage (p. 594).

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage (p. 594).

Lois : loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat (p. 594).

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances sur l'Union économique et monétaire et débat sur cette déclaration (n° 2576).**

Principaux thèmes développés [20 février 1996] (p. 1013) :

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique, Union économique et monétaire.

Emploi.

Finances publiques.

Moyens de paiement : stabilité monétaire internationale ; marchés financiers internationaux.

Transports.

– **Proposition de loi tendant à préciser la portée de l'interdiction faite à un candidat d'être membre de sa propre association de financement électorale (n° 2564).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 février 1996] (p. 1061) :

Administration : Commission nationale des comptes de campagne.

Vie publique :

- égalité des candidats ;
- remboursement des frais de campagne.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 mars 1996] :

Article 50 (régime transitoire des ouvertures de surfaces commerciales) :

- *favorable* (p. 1396) ;
- *favorable* à l'amendement n° 238 de M. Hervé Novelli (annulation des demandes d'autorisations faisant l'objet d'un recours juridictionnel) (p. 1400).

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, sur le débat d'orientation budgétaire et débat sur cette déclaration (n° 2768).**

Principaux thèmes développés [14 mai 1996] :

Emploi : aides publiques (p. 3131).

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux : dette publique (p. 3131) ;
- dépenses publiques (p. 3130) ;
- fonds de concours (p. 3131) ;
- politique budgétaire (p. 3131).

Fonctionnaires et agents publics (p. 3131).

Politique économique :

- généralités (p. 3132) ;
- investissement (p. 3132).

- **Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).***Première lecture :*

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
[22 mai 1996] (p. 3334) :

Artisanat.

Emploi.

Lois : « loi Royer » n° 73-1193 du 27 décembre 1973.

Urbanisme commercial.

Villes : centres villes.

- **Déclaration du Gouvernement sur la SNCF présentée par Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports et M. Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme (n° 2875).**

Principaux thèmes développés [11 juin 1996] (p. 4106) :

Transports : transport combiné.

Transports ferroviaires :

- service public ferroviaire ;
- SNCF : avenir : situation financière ;
- TGV.

- **Proposition de loi tendant à la mise en place d'une nouvelle politique d'investissement pour moderniser l'appareil productif et restaurer l'emploi (n° 2832).****Débat sur la politique d'investissement telle qu'évoquée par la proposition de loi :**

Principaux thèmes développés [19 juin 1996] :

Affaires étrangères : Allemagne (p. 4504).

Banques et établissements financiers :

- généralités (p. 4504) ;
- Banque de France (p. 4505).

Bâtiment et travaux publics (p. 4504).

Collectivités locales (p. 4503).

Communautés européennes et Union européenne (p. 4505).

Emploi : chômage (p. 4503).

Entreprises :

- généralités (p. 4503) ;
- PME (p. 4504).

Finances publiques :

- déficit budgétaire : dette publique (p. 4504) ;
- politique budgétaire (p. 4503).

Industrie (p. 4504).

Logement et habitat : logement social (p. 4504).

Plan (p. 4505).

Politique économique :

- conjoncture (p. 4503) ;
- croissance (p. 4503) ;
- Fonds de développement économique et social : distribution de prêts (p. 4505) ;
- investissement (p. 4503) ;
- politique monétaire (p. 4505).

Prix et concurrence : inflation (p. 4505).

Transports : infrastructures (p. 4504).

RUFENACHT (Antoine)

Député de la Seine-Maritime

(7^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Se démet de son mandat de député [J.O. du 7 juillet 1995] (p. 10208).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

S

SAINT-ELLIER (Francis)

Député du Calvados

(1^{re} circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Industrie : commerce extérieur) [5 juillet 1995].

Rapporteur de la proposition de résolution (n° 2113) de M. Robert Pandraud, sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) du Conseil du 29 décembre 1994, en vue de proroger certains contingents tarifaires pour l'Autriche, la Finlande et la Suède (n° E-427) [6 juillet 1995].

Rapporteur du projet de loi relatif aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information (n° 2358) [29 novembre 1995].

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Economie et finances : commerce extérieur) [28 mai 1996].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat [J.O. du 20 juin 1996] (p. 9264).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)** : tome VIII : **Industrie : commerce extérieur (n° 2275)** [12 octobre 1995].Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2358), relatif aux **expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information (n° 2487)** [17 janvier 1996].Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux **expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information (n° 2647)** [14 mars 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Bouquets numériques et secteur public** : utilisation de la redevance audiovisuelle [30 avril 1996] (p. 2692).- **Réforme du système d'appui au commerce extérieur** : aides de l'Etat [12 juin 1996] (p. 4173).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)**.

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale, enseignement supérieur et recherche. - Questions [9 novembre 1995] :

Recherche : Caen : candidature pour le projet SOLEIL (p. 3333).

Industrie et commerce extérieur. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur pour avis de la commission de la production pour le commerce extérieur [10 novembre 1995] :

Commerce extérieur :

- balance commerciale française (p. 3363) ;
- Organisation mondiale du commerce (p. 3363) ;
- services et organismes français de promotion (p. 3364).

Ministère : crédits du commerce extérieur (p. 3363, 3364).

Service national : service national en entreprise (p. 3364).

Questions :

Industrie : sidérurgie : société de reconversion d'Usinor-Sacilor (p. 3391).

Environnement. - Questions [10 novembre 1995] :

Cours d'eau, étangs et lacs : crue de l'Orne (p. 3416).

Energie : énergie nucléaire : centrales des pays de l'Est (p. 3417).

Ministère : Direction de l'architecture et de l'urbanisme (p. 3416).

- **Projet de loi relatif aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information (n° 2358)**.

Rapporteur de la commission de la production.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 janvier 1996] :

Audiovisuel :

- Canal plus (p. 406) ;
- télévision interactive (p. 406) ;
- télévision numérique (p. 406).

Communautés européennes et Union européenne : ouverture du marché au 1^{er} janvier 1998 (p. 406).

Consommation : téléachat (p. 406).

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 407).

Emploi : télétravail (p. 406).

Espace : satellites de communication (p. 405).

Informatique et information : inforoutes (p. 405, 406).

Télécommunications :

- réseau de fibres optiques (p. 405, 406) ;
- téléports et licences expérimentales (p. 406).

Discussion des articles [30 janvier 1996] :

Article 1^{er} (régime des licences expérimentales) :

- défavorable à l'amendement n° 18 de M. Laurent Dominati (suppression de l'avis ministériel) (p. 425) ;
- soutient l'amendement n° 1 de la commission (adaptation obligatoire du cahier des charges en cas de modification de la législation) (p. 425) ; adopté (p. 426).

Article 2 (les expérimentations dérogeant à la réglementation des télécommunications) :

- favorable (p. 426) ;
- défavorable à l'amendement n° 22 de M. Georges Hage (avis du Conseil supérieur de la télématique) (p. 426) ;
- favorable à l'amendement n° 12 rectifié de M. Christian Cabal (avis des communes concernées par l'autorisation) (p. 427) ;
- soutient l'amendement n° 2 de la commission (prise en compte des réseaux déjà exploités) : adopté (p. 427) ;
- défavorable à l'amendement n° 24 de M. Georges Hage (de suppression partielle) (p. 427) ;
- défavorable à l'amendement n° 23 de M. Georges Hage (coopération avec France Télécom) (p. 427) ;
- soutient l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 428).

Article 3 (les expérimentations dérogeant à la réglementation de la communication audiovisuelle par voie hertzienne) :

- défavorable à l'amendement n° 25 de M. Georges Hage (procédure d'appel à candidatures obligatoire) (p. 428) ;
- soutient l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 428) ;
- favorable à l'amendement n° 8 rectifié de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) (p. 429) ;
- favorable à l'amendement n° 9 de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) (p. 429).

Après l'article 3 :

- soutient l'amendement n° 5 rectifié de la commission (dérogations pour la reprise par multiplexage d'éléments de programmes audiovisuels diffusés par voie hertzienne terrestre) (p. 429) : adopté après modifications (p. 430) ;
- favorable au sous-amendement n° 28 rectifié de M. Laurent Dominati (cas de reprise par satellite) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission (p. 430) ;
- favorable au sous-amendement n° 10 de M. Christian Kert (bénéfice du régime de multiplex pour les chaînes rediffusant à partir du câble) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission (p. 430) ;
- favorable au sous-amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (définition du multiplex, à savoir mise à disposition du public par des technologies numériques) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission (p. 430) ;
- défavorable à l'amendement n° 26 de M. Georges Hage (accord des collectivités locales pour l'élaboration et la mise en œuvre des projets expérimentaux) (p. 430).

Article 4 (les expérimentations de services audiovisuels à la demande) :

- favorable à l'amendement n° 11 de M. Christian Kert (définition de la notion de service à la demande) (p. 431) ;
- soutient l'amendement n° 6 de la commission (respect du délai d'un an pour la diffusion d'une œuvre cinématographique après sa première exploitation en salle) : adopté (p. 431) ;
- soutient l'amendement n° 7 rectifié de la commission (contribution obligatoire au développement de la production cinématographique et audiovisuelle européenne) : adopté (p. 431).

Après l'article 5 :

- défavorable à l'amendement n° 27 de M. Georges Hage (rapport annuel au Parlement) (p. 432).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [26 mars 1996] (p. 2009) :

Audiovisuel :

- Conseil supérieur de l'audiovisuel ;
- services audiovisuels à la demande.

DOM-TOM.

Informatique : inforoutes.

Télécommunications : téléports et licences expérimentales.

Discussion des articles [26 mars 1996] :

Article 1^{er} (régime des licences expérimentales) :

- défavorable à l'amendement n° 1 de M. Christian Cabal (de précision) (p. 2013).
- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [15 février 1996] :

Article 26 (composition du conseil d'administration) :

- son sous-amendement n° 56 deuxième rectification (diminution du seuil de population requis par département en vue de garantir la représentation des communes ou de leurs groupements) à l'amendement n° 12 rectifié du Gouvernement (détermination du nombre de sièges au conseil d'administration en fonction des contributions financières) (p. 964) : rejeté (p. 966).

- Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).

Première lecture :

Discussion des articles [7 mars 1996] :

Article 50 (régime transitoire des ouvertures de surfaces commerciales) :

- son amendement n° 136 (autorisation des créations d'ensembles cinématographiques comportant plus de mille places) (p. 1400) : adopté (p. 1401).

- Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 mai 1996] (p. 3310) :

Aménagement du territoire : zones rurales et zones de montagne.
Arts et spectacles : cinémas de plus de 1 500 places ; cinémas itinérants.

Consommation :

Lois :

- « loi Royer » n° 73-1193 du 27 décembre 1973 ;
- loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;
- loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

Urbanisme commercial.

Villes : centres villes.

Discussion des articles [23 mai 1996] :

Article 5 (projets soumis à autorisation) :

- défavorable à l'amendement n° 256 rectifié du Gouvernement (autorisation pour la création d'ensembles de salles de spectacles cinématographiques de plus de deux mille places) (p. 3393) ;
- soutient l'amendement n° 50 de la commission (autorisation pour la création d'ensembles de salles de spectacles cinématographiques de plus de mille cinq cents places) (p. 3392) : adopté (p. 3396).

Article 10 (Commission nationale d'équipement commercial) :

- son amendement n° 96 (conditions de majorité et vote public de la Commission nationale d'équipement) (p. 3405) : adopté après modifications (p. 3407).

Article 11 (obligation de qualification professionnelle) :

- son amendement n° 97 (qualification professionnelle obligatoire élargie aux fabricants de glaces alimentaires) : retiré (p. 3422).

Vote pour du groupe UDF (p. 3465).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [26 juin 1996] (p. 4960) :

Aménagement du territoire.

Arts et spectacles : cinémas de plus de 1 500 places.

Prix et concurrence : grandes surfaces : création de petits magasins dans les zones de revitalisation rurale ou de redynamisation urbaine.

Villes : centres villes.

Vote pour du groupe UDF (p. 4960).

SAINT-SERNIN (Frédéric de)

Député de la Dordogne

(3^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 24 novembre 1995] (p. 17230).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Lutte contre le chômage** : mesures gouvernementales [7 juin 1995] (p. 453).

- **Taux de jachère** : taux unique : application [6 décembre 1995] (p. 4639, 4640).

orales sans débat :

- n° 660, posée le 20 juin 1995 : **scolarité dans le département de la Dordogne** (p. 564). Appelée le 29 juin 1995 : fonctionnement ; effectif de personnel ; soutien scolaire (p. 747, 748).

- n° 701, posée le 14 novembre 1995 : **installation des jeunes agriculteurs** (p. 3605, 3606). Appelée le 23 novembre 1995 : aides de l'Etat (p. 4038 à 4040).

- n° 782, posée le 17 janvier 1996 : **tribunal d'instance de Nontron** (p. 42). Appelée le 18 janvier 1996 : suppression (p. 141).

- n° 809, posée le 16 janvier 1996 : **contrats de qualification des salariés agricoles** (p. 47). Appelée le 25 janvier 1996 : financement (p. 329).

- n° 1057, posée le 7 mai 1996 : **conditions de concurrence dans les transports routiers** (p. 2907). Appelée le 14 mai 1996 : chauffeurs routiers : durée du travail ; Dordogne (p. 3065).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173)**.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juillet 1995] :

Chômage :

- contrat de retour à l'emploi (p. 1364) ;
- contrat emploi-solidarité : prolongation sous forme de contrat initiative-emploi (p. 1364) ;
- contrat initiative-emploi : coût : dispositif (p. 1365) ;
- de longue durée (p. 1364) ;
- statistiques (p. 1364).

Chômage : indemnisation :

- ASSEDIC (p. 1365) ;
- UNEDIC (p. 1365).

Entreprises :

- cotisations d'allocations familiales : exonération (p. 1365) ;
- coûts salariaux : abaissement (p. 1365) ;
- travail à temps partiel : allègement des cotisations sociales (p. 1365).

Formation professionnelle :

- formation en alternance (p. 1365) ;
- tutorat (p. 1364).

Jeunes : taux de chômage (p. 1365).

Lois : loi n° 95-116 du 4 février 1995, portant diverses dispositions d'ordre social : article 95 (p. 1365).

Politique de l'emploi : création d'emplois (p. 1364).

Politique économique : politique du donnant-donnant (p. 1365).

Président de la République (p. 1364).

Revenu minimum d'insertion (p. 1364).

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale (n° 2174)**.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173) [27 juillet 1995].

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)**.

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Questions [2 novembre 1995] :

BAPSA : retraites agricoles (p. 2938).

Tourisme. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [6 novembre 1995] :

Emploi : tourisme et création d'emplois (p. 3086).

Hôtellerie et restauration : hôtellerie indépendante (p. 3086).

Organismes et structures : Fonds d'assurance formation de l'industrie hôtelière (p. 3086).

Communication. - Questions [6 novembre 1995] :

Télévision : Télédiffusion de France (TDF) : Arte, La Cinq, M6 : couverture de la totalité du territoire : zones d'ombres (p. 3159).

- **Projet de loi relatif aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information (n° 2358)**.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 janvier 1996] (p. 416) :

Culture : production française et européenne ; propriété littéraire et artistique.

Entreprises : entreprises françaises.

Informatique et information :

- inforoutes ;
- Internet.

Télécommunications : France Télécom.

SALINIER (Jean-Marc)

Député de l'Essonne

(5^e circonscription)

non inscrit puis Socialiste

Elu député le 10 décembre 1995 [J.O. du 12 décembre 1995] (p. 18087).

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 19 décembre 1995] (p. 18401).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 17 janvier 1996] (p. 845).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Régimes de retraite du secteur public** : maintien [12 décembre 1995] (p. 5011).

orales sans débat :

- n° 892, posée le 5 mars 1996 : **autoroute Dourdan-Paris** (p. 1195). Appelée le 7 mars 1996 : tarifs du péage (p. 1311).
- n° 989, posée le 16 avril 1996 : **équipement du laboratoire d'Orsay pour l'utilisation du rayonnement électromagnétique** (p. 2273). Appelée le 25 avril 1996 : programme de recherche Soleil (p. 2595).

SALLES (Rudy)

Député des Alpes-Maritimes

(3^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur de la proposition de résolution sur le projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission 90/388/CEE concernant la suppression des restrictions à l'utilisation des réseaux câblés de télévision pour la fourniture de services de télécommunications (n° E-385) (n° 2013) [7 juin 1995].

Membre de la commission d'enquête sur les sectes [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 12 juillet 1995] (p. 10438).

Membre de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France [J.O. du 18 octobre 1995] (p. 15198).

Membre du conseil d'administration de la société nationale de programme Radio France [J.O. du 26 octobre 1995] (p. 15659).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information (n° 2358) [18 janvier 1996].

Membre du Conseil national de la montagne [J.O. du 20 janvier 1996] (p. 1009).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 2013) de M. Robert Pandraud, sur le projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission 90/388/CEE concernant la suppression des restrictions à l'utilisation des réseaux câblés de télévision pour la fourniture de services de télécommunications (n° E-385) (n° 2088) [21 juin 1995].

Proposition de loi tendant à assurer l'égalité entre les pères et mères de famille en matière de retraite (n° 2280) [13 octobre 1995].

Proposition de loi tendant à assurer la prise en compte des périodes de service national pour le calcul de la retraite (n° 2281) [13 octobre 1995].

Proposition de loi tendant au financement de la protection sociale par une contribution de solidarité sur les gains issus des jeux de hasard (n° 2428) [12 décembre 1995].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2358) relatif aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information (n° 2502) [24 janvier 1996].

Proposition de loi favorisant la reprise d'entreprise par des demandeurs d'emploi (n° 2744) [25 avril 1996].

QUESTIONS**au Gouvernement :**

- **Election présidentielle en Algérie** : organisation ; algériens vivant en France [14 novembre 1995] (p. 3641).
- **Immigration clandestine** : lutte et prévention [26 mars 1996] (p. 1982).

orales sans débat :

- n° 1080, posée le 21 mai 1996 : **service douanier dans les ports des Alpes-Maritimes** (p. 3283). Appelée le 28 mai 1996 : fonctionnement (p. 3479).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60 % à 20,60 % le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995 (n° 2148).**

*Première lecture :**Discussion de l'article unique [12 juillet 1995] :***Article unique :**

- *son* amendement n° 36 rectifié (maintien de l'application du taux de 18,60 % aux seules activités touristiques non assujetties au taux réduit de TVA) (p. 1013) : rejeté (p. 1014).

Après l'article unique :

- *son* amendement n° 32 (application du taux réduit aux supports phonogrammes) (p. 1040) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard : rejeté (p. 1041) ;
- *son* amendement n° 38 (application du taux réduit aux recettes provenant des repas fournis dans les restaurants) (p. 1041) : retiré (p. 1043).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).*Première lecture, deuxième partie :***Fonction publique. - Questions [26 octobre 1995] :**

Fonctionnaires et agents publics : indemnité de résidence : Nice (p. 2555).

Solidarité entre les générations. - Questions [27 octobre 1995] :

Handicapés : adultes polyhandicapés et handicapés mentaux : maisons d'accueil spécialisées (p. 2627, 2628).

Retraites-pensions et rentes payées en francs CFA : incidence de la dévaluation : allocation forfaitaire compensatrice (p. 2630, 2631).

Intérieur. - Questions [3 novembre 1995] :

Communes : Nice (p. 3066).

Sécurité civile : hélicoptères bombardiers d'eau (p. 3067).

- Déclaration du Gouvernement sur la politique méditerranéenne de la France et de l'Union européenne à la veille de la conférence de Barcelone et débat sur cette déclaration (n° 2375).*Principaux thèmes développés [21 novembre 1995] :*

Commerce extérieur : zone de libre échange euro-méditerranéenne (p. 3952).

Communautés européennes et Union européenne : première conférence ministérielle européenne de Barcelone : 27 et 28 novembre 1995 (p. 3951, 3952).

Démographie (p. 3952).

Etrangers : immigration en provenance des pays du Sud (p. 3952).

Tourisme : tourisme méditerranéen (p. 3952).

- Projet de loi relatif aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information (n° 2358).

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 407).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 janvier 1996] (p. 407, 408) :

Audiovisuel :

- Conseil supérieur de l'audiovisuel ;
- télévision numérique.

Télécommunications : téléports et licences expérimentales.

Discussion des articles [30 janvier 1996] :

Article 3 (*les expérimentations dérogeant à la réglementation de la communication audiovisuelle par voie hertzienne*) :

- soutient l'amendement n° 8 rectifié de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) : adopté (p. 429) ;
- soutient l'amendement n° 9 de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) : adopté (p. 429).

- **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les agissements liberticides de certaines associations dites sectes (n° 1768).**

Débat sur le rapport de la commission d'enquête [8 février 1996] :

Principaux thèmes développés (p. 770, 771) :

Associations : défense des familles et des victimes : utilité publique.

Constitution : Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen.

Gouvernement :

- pouvoirs publics : action répressive ;
- Premier ministre : Observatoire des sectes.

Justice : action publique.

Lois :

- dispositif applicable aux sectes ;
- loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat ;
- sectes : qualification juridique.

Magistrats : formation spécifique.

Ordre public :

- liberté d'expression : restrictions ;
- liberté d'association.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 mars 1996] :

Après l'article 52 :

- son amendement n° 338 : non soutenu (p. 1413).

- **Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 juin 1996] (p. 4572) :

Etrangers : immigration.

Police : effectifs.

Politique économique et sociale : zones franches.

Discussion des articles [20 juin 1996] :

Article 4 (*exonérations fiscales dans les zones franches urbaines*) :

- son amendement n° 132 (extension des exonérations aux activités situées à l'extérieur des zones franches urbaines) : retiré (p. 4628) ;
- son amendement n° 134 (extension du champ d'application des exonérations) (p. 4630) : retiré (p. 4631) ;
- son amendement n° 135 (extension du champ d'application des exonérations) : retiré (p. 4633).

Après l'article 36 :

- son amendement n° 137 rectifié (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 4675) : rejeté (p. 4676).

SANTINI (André)

Député des Hauts-de-Seine

(10^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

DEPOTS

Proposition de loi instaurant le transport du public par voie fluviale à Paris (n° 2625) [11 mars 1996].

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - *Vote des crédits* [26 octobre 1995] :

Article 61 (*modification des taux plafond du versement transport en Ile-de-France*) :

- son amendement n° 33 soutenu par M. Christian Dupuy (application du taux plafond à l'ensemble des départements de l'Ile-de-France) (p. 2534) : retiré (p. 2535).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Article 55 précédemment réservé (*imputation sur le revenu global des déficits relevant des BIC*) :

- son amendement n° 32 (date d'entrée en vigueur spécifique pour les opérations immobilières) : devenu sans objet (p. 3852).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales (n° 2560).**

Première lecture :

Discussion des articles [8 mars 1996] :

Article 5 (*art. L. 263-14 du code des communes : ressources du fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France*) :

- son amendement n° 86 (report de l'application des dispositions nouvelles à 1997 pour les communes nouvellement contributives) : retiré (p. 1484).

SARKOZY (Nicolas)

Ministre du budget, porte-parole du Gouvernement

puis député des Hauts-de-Seine

(6^e circonscription)

non inscrit puis RPR

Elu député le 24 septembre 1995 [J.O. du 26 septembre 1995] (p. 14063).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 3 octobre 1995] (p. 14445).

NOMINATIONS

Est nommé ministre du budget, demeure chargé d'exercer les fonctions de ministre de la communication. Décret du 19 janvier 1995 [J.O. du 20 janvier 1995] (p. 1039).

Fin de ses fonctions : démission du gouvernement de M. Edouard Balladur. Décret du 11 mai 1995 [J.O. du 12 mai 1995] (p. 7976).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 octobre 1995] (p. 14484).

Membre de la mission d'information commune sur la sécurité sociale [J.O. du 27 octobre 1995] (p. 15703).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [18 octobre 1995] :

Article 3 (*limitation du champ d'application de la réduction d'impôt accordée au titre des contrats d'assurance-vie*) :

- défavorable (p. 2003, 2004).

Épargne :

- épargne de précaution : épargne-retraite ;
- politique.

Épargne : politique.

Finances publiques : déficits publics et sociaux.

Impôt sur le revenu :

- assiette ;
- réforme.

Parlement : rôle : revalorisation.

Politique économique :

- croissance ;
- prélèvements obligatoires ;
- taux d'intérêt.

- soutient l'amendement n° 133 de la commission (de suppression) (p. 2010) : retiré (p. 2014).

Impôt sur le revenu : assiette (p. 2010, 2013).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration** (n° 2352).

Principaux thèmes développés [13 novembre 1995] :

Action sociale et solidarité nationale : revenu minimum d'insertion (p. 3583).

Famille : allocations familiales ; imposition : conditions de ressources ; cumul avec le RMI (p. 3584).

Handicapés : allocation adultes handicapés (p. 3583).

Hôpitaux et cliniques : excédent de lits : fermeture d'hôpitaux (p. 3583).

Parlement : rôle : détermination du budget social de la Nation (p. 3584).

Prestation autonomie (p. 3583).

Professions médicales et paramédicales : médecins libéraux : excédent : *numerus clausus* ; reconversion (p. 3583).

Retraites : généralités.

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation avec le régime général (p. 3584).

Santé publique :

- dépenses : maîtrise comptable : obligation de résultats (p. 3584) ;
- médecine préventive : médecine scolaire et médecine du travail : développement : reconversion d'une partie des médecins (p. 3583) ;
- réforme : concertation : forums et mission d'information ; partenariat ; législation par ordonnances (p. 3584).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances sur l'Union économique et monétaire et débat sur cette déclaration** (n° 2576).

Principaux thèmes développés [20 février 1996] :

Commerce extérieur : GATT : négociations et accords (p. 1016).

Communautés européennes et Union européenne :

- convergence économique et couple franco-allemand (p. 1016) ;
- monnaie unique, Union économique et monétaire (p. 1016) ;
- politique agricole commune (p. 1016).

Emploi (p. 1015, 1017).

Moyens de paiement : stabilité monétaire internationale ; marchés financiers internationaux (p. 1016).

Secteur public (p. 1016).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, sur le débat d'orientation budgétaire et débat sur cette déclaration** (n° 2768).

Principaux thèmes développés [14 mai 1996] :

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence : monnaie unique (p. 3132).

Consommation (p. 3134).

Défense : crédits : loi de programmation militaire (p. 3134).

Emploi :

- généralités (p. 3133) ;
- aides publiques (p. 3133).

Finances publiques :

- dépenses publiques (p. 3133) ;
- prélèvements obligatoires (p. 3133) ;
- recettes (p. 3133).

Fonctionnaires et agents publics (p. 3134).

Impôts et taxes :

- allègements fiscaux (p. 3134) ;
- réforme fiscale (p. 3134).

Logement et habitat : aides au logement (p. 3133).

Personnes âgées : prestation autonomie (p. 3134).

Politique économique :

- généralités (p. 3132) ;
- croissance (p. 3134).

SARLOT (Joël)

Député de la Vendée

(5^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

DEPOTS

Proposition de loi précisant le statut des foyers « à double tarification » pour l'hébergement d'adultes gravement handicapés (n° 2435) [12 décembre 1995].

Proposition de loi tendant à la création de chantiers d'insertion pour les chômeurs de longue durée (n° 2472) [11 janvier 1996].

Proposition de loi assurant la représentation des familles dans les conseils d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS) et des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) (n° 2785) [14 mai 1996].

Proposition de loi faisant bénéficier les chômeurs de moins de soixante ans qui totalisent les quarante années de cotisations à l'assurance vieillesse, de la retraite à taux plein (n° 2854) [6 juin 1996].

Proposition de loi donnant une base légale aux foyers à « double tarification » pour l'hébergement d'adultes gravement handicapés (n° 2920) [26 juin 1996].

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. – Questions [25 octobre 1995] :

Enseignement : écoles primaires en milieu rural (p. 2474).

Services publics : services publics en milieu rural (p. 2474).

Tourisme. – Questions [6 novembre 1995] :

Hôtellerie et restauration : hôtellerie indépendante (p. 3091).

SARRE (Georges)

Député de Paris

(6^e circonscription)

République et Liberté puis non inscrit puis République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

Cesse d'appartenir à ce groupe [J.O. du 13 octobre 1995] (p. 14960).

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 15 octobre 1995] (p. 15069).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 7 juillet 1995] (p. 10209).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 octobre 1995] (p. 15022).

Membre de la mission d'information commune sur la sécurité sociale [J.O. du 27 octobre 1995] (p. 15703).

Vice-président de cette mission [J.O. du 1^{er} novembre 1995] (p. 15995).

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer une redevance sur les locaux vides en Ile-de-France (n° 1938) [2 février 1995].

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur l'application de la loi n° 91-646 du 10 juillet 1991 relative au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications (n° 1945) [22 février 1995].

Proposition de loi favorisant le développement du petit commerce et de l'artisanat (n° 1958) [7 mars 1995].

Proposition de loi tendant à faciliter le relogement des gardiens d'immeuble demandant à bénéficier de leur droit à la retraite (n° 1978) [7 mars 1995].

Proposition de loi organique relative à l'élection du Président de la République (n° 2011) [6 avril 1995].

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 2 de la Constitution (n° 2213) [11 septembre 1995].

Proposition de loi relative au travail et à l'exploitation abusive des enfants (n° 2226) [20 septembre 1995].

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les causes de la situation actuelle de la société Eurotunnel (n° 2232) [20 septembre 1995].

Proposition de loi pour la défense du métier d'artisan boulanger-pâtissier (n° 2287) [13 octobre 1995].

Proposition de loi relative aux rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal (n° 2337) [6 novembre 1995].

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des appelés au service national actif (n° 2401) [28 novembre 1995].

Proposition de loi portant amélioration du régime de rémunération de l'artiste-interprète tel que fixé par la loi n° 85-660 du 3 juillet 1985 (n° 2478) [11 janvier 1996].

Proposition de loi développant l'emploi dans le secteur associatif par le recours au chèque-service (n° 2745) [25 avril 1996].

Proposition de loi sur la qualité de l'air, visant à réduire la pollution atmosphérique (n° 2746) [25 avril 1996].

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête visant à établir les responsabilités dans la propagation de l'encéphalopathie spongiforme bovine en France (n° 2896) [19 juin 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Avenir des services publics** : monopole : maintien [14 juin 1995] (p. 484).

– **Grand Stade** : conditions de signature du traité de concession [8 novembre 1995] (p. 3196).

– **Crise sociale et traité de Maastricht** : moyens d'action nationaux [12 décembre 1995] (p. 5006).

– **Renouvellement des cartes d'identité** : vérification de nationalité : circulaire du 27 mai 1991 [14 février 1996] (p. 869).

– **Crédits de la francophonie** : montant [27 mars 1996] (p. 2045).

– **Football** : joueurs étrangers : conséquences de l'arrêt Bosman [23 avril 1996] (p. 2440).

– **Investissements étrangers dans l'industrie française** : offensive commerciale américaine [12 juin 1996] (p. 4174).

orales sans débat :

– n° 676, posée le 3 octobre 1995 : **groupe Eurotunnel** (p. 1572). Appelée le 5 octobre 1995 : situation financière ; spéculation (p. 1683, 1684).

– n° 713, posée le 14 novembre 1995 : **police de proximité** (p. 3608). Appelée le 23 novembre 1995 : ilotage ; développement (p. 4051, 4052).

– n° 1006, posée le 23 avril 1996 : **Crédit foncier de France** (p. 2477). Appelée le 2 mai 1996 : avenir (p. 2571).

– n° 1084, posée le 21 mai 1996 : **cinémas de quartier et diffuseurs indépendants** (p. 3284). Appelée le 28 mai 1996 : aides de l'Etat ; situation de l'Est parisien (p. 3471).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi (n° 1828).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 janvier 1995] :

Autorisations de stationnement : cessibilité et transparence des transactions (p. 57, 58).

Formation professionnelle : certificat de capacité professionnelle (p. 57).

Ordre public : sécurité des chauffeurs de taxis (p. 58).

Paris (p. 58).

Villes : transports publics (p. 58).

Discussion des articles [11 janvier 1995] :

Après l'article 2 :

– son amendement n° 13 (agrément des organismes de formation professionnelle) (p. 67) : rejeté (p. 68).

Article 3 (généralisation du droit de présenter à titre onéreux un successeur à l'autorité administrative) :

– ses observations (p. 69) ;

– son amendement n° 14 (de suppression) (p. 70) : rejeté (p. 71).

– **Rappel au règlement :** souhaite que, même en période électorale, le Parlement continue à exercer un contrôle réel sur l'action gouvernementale ; considère comme urgent de discuter certains dossiers comme ceux du Crédit Lyonnais et de la livraison d'armes et de matériel nucléaire à l'Iran ; réclame une séance de questions [4 avril 1995] (p. 317, 318).

– **Déclaration du Gouvernement sur la situation en ex-Yougoslavie et débat sur cette déclaration présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères et M. Charles Millon, ministre de la défense (n° 2073).**

Principaux thèmes développés [6 juin 1995] :

France : hommage aux soldats français en ex-Yougoslavie (p. 427).

Groupe de contact : plan de paix pour l'ex-Yougoslavie (p. 427, 428).

Organisation des Nations Unies :

– Casques bleus pris en otage (p. 427) ;

– FORPRONU : missions ; contingent français ; force de réaction rapide (p. 427, 428).

Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord : frappes aériennes (p. 427, 428)

Ex-Yougoslavie : guerre civile (p. 427 à 429).

– **Proposition de résolution sur les propositions de directives concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final/n° E-211) (n° 2069).**

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [21 juin 1995] :

Communautés européennes et Union européenne :

– accès des tiers aux réseaux du gaz et de l'électricité (p. 592) ;

– Cour de justice : arrêt du 27 avril 1994 (p. 591) ;

– service public européen (p. 592).

Electricité : péréquation tarifaire (p. 592).

Energie : énergie nucléaire (p. 592).

France :

– contre-proposition de l'acheteur unique (p. 592) ;

– politique énergétique (p. 591, 592).

– **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juin 1995] :

Enseignement : élèves et étudiants (p. 643).

Police de la route et circulation routière :

– permis de conduire (p. 643) ;

– sécurité (p. 643).

Travail :

– employeurs (p. 643) ;

– hygiène et sécurité (p. 643).

Vie, médecine et biologie : entraves à l'interruption volontaire de grossesse (p. 643).

Discussion des articles [27 et 28 juin 1995] :

Article 1* (amnistie de droit des contraventions de police) :

– défavorable (p. 656) ;

– son amendement n° 96 (de suppression) (p. 656) : rejeté (p. 657).

Article 13 (amnistie individuelle par décret du Président de la République) :

– ses observations sur l'amendement n° 65 de M. Julien Dray (personnes souffrant d'une maladie incurable) (p. 671) ;

– soutient l'amendement n° 27 de M. Jean-Pierre Michel (malades du sida) (p. 670) : rejeté (p. 673).

Après l'article 14 :

– son amendement n° 97 rectifié (réintégration, sauf cas de force majeure, des salariés licenciés pour faute, autre qu'une faute lourde, commise à l'occasion de l'exercice des fonctions de représentant élu du personnel, de représentant syndical au comité d'entreprise ou de délégué syndical) (p. 675, 676) : rejeté (p. 678).

Article 15 (amnistie des faits retenus ou susceptibles d'être retenus comme motif de sanction par l'employeur) :

– favorable (p. 679).

Article 17 (effets généraux de l'amnistie) :

– ses observations (p. 706).

Article 26 (infractions exclues de l'amnistie) :

– son amendement n° 98 soutenu par M. Julien Dray (contraventions en matière de législation du travail punies d'une amende supérieure à 1 300 francs et délits ayant le même objet punis à titre principal d'une amende supérieure à 2 500 francs même en cas d'acquiescement de cette dernière et de condamnation devenue définitive depuis plus de trois ans) (p. 727) : devenu sans objet (p. 728).

– **Proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 juillet 1995] :

Cour des comptes (p. 1271).

Finances publiques (p. 1271).

Offices parlementaires d'évaluation : politiques publiques : compétences, composition et saisine (p. 1271, 1272).

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Pierre-André Périssol, ministre du logement sur la réforme de l'accession à la propriété et débat sur cette déclaration (n° 2264).**

Principaux thèmes développés [3 octobre 1995] (p. 1598, 1599) :

Aides : prêts d'accession à la propriété : prêt PAP, prêt à 0 %, prêt d'accession sociale.

- Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs (n° 2212).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 octobre 1995] :

Assemblée nationale : Crédit Lyonnais : création d'une nouvelle commission d'enquête (p. 1630).

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence (p. 1631).

Crédit Lyonnais :

- direction : responsabilités (p. 1631) ;
- Etablissement Public Banque Industrie (p. 1631) ;
- personnels (p. 1631) ;
- pertes : situation financière (p. 1630) ;
- plans de redressement (p. 1630).

Etat :

- dysfonctionnements (p. 1631) ;
- engagements financiers (p. 1631).

Finances publiques : déficits budgétaire et sociaux (p. 1631).

Parlement : saisine : contrôle : information (p. 1631).

Secteur public : entreprises publiques : dirigeants : responsabilité (p. 1631).

- Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/50/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services, la directive 93/36/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures et la directive 93/37/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux et la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (n° E-404) (n° 2059).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 octobre 1995] :

Affaires étrangères :

- Allemagne (p. 1699) ;
- Etats-Unis (p. 1699).

Commerce extérieur : OMC : accord sur les marchés publics (p. 1698, 1699).

Communautés européennes et Union européenne (p. 1698, 1699).

Services publics de réseaux (p. 1698).

Télécommunications (p. 1699).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [25 octobre 1995] :

Police de la route et circulation routière (p. 2462, 2463).

Régions : Ile-de-France : transports collectifs : organisation et financement (p. 2462).

Transports aériens : déréglementation (p. 2462).

Transports terrestres :

- crédits (p. 2462) ;
- SNCF : situation financière ; contrat de plan Etat-SNCF ; TGV : réseau et financement ; lignes classiques (p. 2462) ;
- transporteurs routiers : formation ; rythme de travail (p. 2462).

Santé publique et assurance maladie. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [26 octobre 1995] :

Hôpitaux et cliniques : excédents de lits : reconversion (p. 2568).

Santé publique :

- alcoolisme (p. 2568) ;
- amiante (p. 2568) ;
- hépatite C (p. 2568) ;
- sida (p. 2568) ;
- tabagisme (p. 2568) ;
- toxicomanie (p. 2568).

Anciens combattants et victimes de guerre. - Questions [12 novembre 1995] :

Anciens combattants d'Afrique du Nord : retraite anticipée : commission tripartite d'évaluation : date de convocation : débat au Parlement (p. 3506).

Mémoire et souvenir : information historique : paix en Algérie : commémoration du 19 mars 1962 (p. 3506).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).

Principaux thèmes développés [13 novembre 1995] :

Contribution sociale généralisée (p. 3572).

Démographie : espérance de vie : surmortalité masculine (p. 3572).

Emploi : chômage : situation (p. 3572).

Famille : allocations familiales : imposition : conditions de ressources ; cumul avec le RMI (p. 3572).

Hôpitaux et cliniques :

- secteur privé : cliniques : harmonisation et coopération avec le secteur public (p. 3572) ;
- secteur public : budget global et taux directeur : réforme : programmes de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) : contrats d'objectif (p. 3572).

Impôts et taxes : taxation des produits financiers (p. 3572).

Parlement : rôle : détermination du budget social de la Nation (p. 3572).

Pharmacie : industrie pharmaceutique : prix des médicaments : contrat avec les caisses ; médicaments génériques : brevets (p. 3572).

Politique économique : monnaie unique : critères de convergence : traité de Maastricht (p. 3571, 3572).

Santé publique :

- dépenses : maîtrise comptable : obligation de résultats (p. 3572) ;
- déficit et dette : gestion paritaire des caisses : élections ; contrat d'objectifs : subsidiarité : déconcentration et régionalisation (p. 3572).

- Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant modification de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (COM [95] 86 final/n° E-419) (n° 2189).

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 novembre 1995] :

Cinéma : délai entre la sortie d'un film en salle et sa diffusion télévisée : chronologie des médias (p. 3903).

Commerce international : GATT - OMC : accord général sur le commerce des services : renégociation (p. 3902).

Communautés européennes et Union européenne :

- production de biens et services audiovisuels : situation et protection du marché européen : divergences entre Etats (p. 3209) ;

- programmes communautaires : programmes Média I et II : création d'un fonds européen de garantie de l'audiovisuel (p. 3902).

Etats-Unis d'Amérique : productions culturelles : pressions commerciales : taux de pénétration sur le marché français (p. 3902).

Francophonie : Québec (p. 3902).

Politique culturelle : exception culturelle française : protection du marché français : limitation dans le temps : compromis de Luxembourg (p. 3902).

Télévision :

- chaînes thématiques : développement : quotas de production : définition des programmes (p. 3903) ;
- quotas et obligations de diffusion : obligations d'investissement : maintien du système actuel : dérogations : définitions (p. 3903) ;
- télévision numérique et transmissions par satellites, TVHD, câble : autoroutes de l'information (p. 3902).

- **Déclaration du Gouvernement sur la politique méditerranéenne de la France et de l'Union européenne à la veille de la conférence de Barcelone et débat sur cette déclaration (n° 2375).**

Principaux thèmes développés [21 novembre 1995] :

Algérie (p. 3945).

Commerce extérieur :

- Organisation mondiale du commerce (p. 3945) ;
- zone de libre échange euro-méditerranéenne (p. 3944, 3945).

Communautés européennes et Union européenne : première conférence ministérielle européenne de Barcelone : 27 et 28 novembre 1995 (p. 3944).

Droits de l'homme et Islam (p. 3944).

Moyen-Orient : processus de paix et établissement de relations normales entre les pays de la région (p. 3945).

- **Projet de loi relatif aux transports (n° 2301).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 novembre 1995] :

Police de la route et circulation routière :

- jeunes : brevet facultatif pour l'usage des cyclomoteurs (p. 4197) ;
- sécurité routière (p. 4198) ;
- taux d'alcoolémie (p. 4198).

Transports aériens :

- aéroports : sécurité (p. 4197) ;
- tarifs et déréglementation (p. 4197).

Transports ferroviaires : cheminots : statut (p. 4198).

Transports maritimes :

- pavillon français (p. 4196, 4197) ;
- pavillon Kerguelen (p. 4196, 4197).

- **Proposition de résolution sur des propositions de directives communautaires relatives aux services publics :**

- **propositions de directives du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final du 21 février 1992/n° E-211) ;**

- **proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications (COM [95] 379 final du 19 juillet 1995/n° E-467) ;**

- **proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité du service (n° E-474 et E-507) ;**

- **projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission 90/388/CEE et concernant l'ouverture complète du marché des télécommunications à la concurrence (n° E-508) ;**

- **communication de la Commission sur le développement des chemins de fer communautaires. - Application de la directive 91/440/CEE. - Nouvelles mesures pour le développement des chemins de fer et une proposition de directive du Conseil modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement des chemins de fer communautaires. - COM (95) 337 final (n° E-510), (n° 2261).**

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [30 novembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne :

- accès des tiers au réseau et acheteur unique (p. 4515, 4516) ;
- directives communautaires (p. 4515) ;
- institutions et conférence intergouvernementale de 1996 (p. 4516) ;
- service universel (p. 4515, 4516) ;
- traité de Maastricht : révision (p. 4516).

Services publics : missions, égalité d'accès, péréquation tarifaire (p. 4514 à 4516).

Transports : SNCF (p. 4515).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Article 3 (récupération des sommes versées par l'Etat à la caisse de garantie du logement social) :

- défavorable (p. 4628).

Article 7 et état A (équilibre général) :

- défavorable (p. 4652).

Article 16 (prorogation du délai de revente des immeubles acquis avant le 1^{er} janvier 1993 en vue de la revente) :

- défavorable (p. 4675).

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 décembre 1995] :

Impôts et taxes :

- réforme du quotient familial (p. 4820) ;
- remboursement de la dette sociale (RDS) : Caisse d'amortissement de la dette sociale (p. 4820).

Lois : projet de loi sur un régime universel d'assurance maladie (p. 4821).

Politique économique :

- relance de la consommation (p. 4820) ;
- traité de Maastricht : critères de convergences : monnaie unique (p. 4819).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : situation : livre blanc : commission Le Vert ; caisse des fonctionnaires : exclusion du champ des ordonnances (p. 4821).

Santé : médecine de ville : codage des actes et références médicales ; honoraires médicaux : maîtrise médicalisée des dépenses de santé (p. 4820).

- **Rappel au règlement :** demande que M. Martéoli, président du Conseil économique et social, nommé médiateur dans la concertation avec les syndicats de cheminots puisse venir s'exprimer devant l'Assemblée à l'occasion du débat sur le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [8 décembre 1995] (p. 4827).

- Projet de loi relatif au supplément de loyer de solidarité (n° 2319).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 décembre 1995] :

Aides :

- prêt à taux zéro (p. 5188) ;
- prêts d'accèsion à la propriété (p. 5189) ;
- prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif ou à occupation sociale (p. 5188, 5189).

Logement social :

- HLM : loyer et surloyer (p. 5188, 5189) ;
- logement intermédiaire (p. 5188, 5189).

Discussion des articles [14 et 20 décembre 1995] :

Article 1^{er} (conditions d'attribution des logements et plafonds de ressources. - *Supplément de loyer de solidarité*) :

Article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation :

- son amendement n° 54 (affectation du supplément de loyer de solidarité) : devenu sans objet (p. 5240).

Article 2 (plafonds de ressources applicables aux ILM 28) :

- son amendement n° 55 (de suppression) : rejeté (p. 5380).

Après l'article 2 :

- son amendement n° 56 (de suppression de l'article L. 472-1-2 du code de la construction et de l'habitation) : rejeté (p. 5382).

Article 5 (validation de certains barèmes de supplément de loyer) :

- son amendement n° 57 (de suppression) : rejeté (p. 5383).

- Projet de loi en faveur du développement des emplois de services aux particuliers (n° 2461).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 janvier 1996] (p. 161) :

Emploi :

- chômage ;
- coût du travail ;
- emplois de services ;
- précarité.

Politique économique.

Travail : aménagement : réduction du temps de travail.

Discussion des articles [18 janvier 1996] :

Article 1^{er} (institution d'un agrément pour les entreprises se consacrant exclusivement aux services aux personnes) :

- défavorable (p. 167).

Article 2 (codification de la législation concernant le chèque-service et l'aide versée par les comités d'entreprise) :

- défavorable (p. 170).

- Projet de loi constitutionnelle instituant la loi d'équilibre de la sécurité sociale (n° 2455).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [23 janvier 1996] (p. 243) :

Constitution : Comité consultatif constitutionnel.

Loi d'équilibre :

- nouvelle dénomination : lois de financement ;
- objectifs de dépense.

Politique économique et sociale : prélèvements obligatoires : assiette des cotisations sociales.

Santé publique : maîtrise des coûts.

Syndicats : paritarisme : étatisation.

- Projet de loi relatif aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information (n° 2358).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 janvier 1996] (p. 414, 415) :

Audiovisuel : Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Communautés européennes et Union européenne : ouverture du marché au 1^{er} janvier 1998.

Télécommunications :

- France Télécom ;
- téléports et licences expérimentales.

- Proposition de loi tendant à préciser la portée de l'interdiction faite à un candidat d'être membre de sa propre association de financement électorale (n° 2564).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 février 1996] (p. 1063) :

Lois : loi n° 95-65 du 19 janvier 1995 relative au financement de la vie politique.

Vie publique : mandataire financier : portée de l'incompatibilité.

- Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 mars 1996] (p. 1170) :

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique.

Consommation.

Emploi.

Entreprises : investissements.

Épargne : généralités.

Finances publiques :

- prélèvements obligatoires ;
- recettes : moins-values.

Gouvernement : politique : méthode de travail.

Politique économique :

- conjoncture ;
- croissance ;
- franc ;
- soutien de l'activité ;
- taux d'intérêt.

Prix et concurrence.

Salaires.

Discussion des articles [6 et 7 mars 1996] :

Article 5 (modernisation du régime des fonds communs de placement à risque) :

- ses observations (p. 1216).

Article 9 (garantie d'emprunts par les collectivités territoriales) :

- défavorable (p. 1251).

Article 13 (déblocage anticipé d'une partie des fonds déposés sur certains plans d'épargne-logement) :

- défavorable (p. 1261).

Article 16 (exonération des plus-values de cession de titres d'OPCVM monétaires de capitalisation en cas de réinvestissement dans l'immobilier d'habitation ou l'acquisition d'équipements ménagers) :

- son amendement n° 224 : non soutenu (p. 1266).

Article 23 (*opérations de cession de participations dans des entreprises publiques de faible taille*) :

- son amendement n° 225 (p. 1336) : non soutenu (p. 1337).

Article 27 (*inscription de la Société française de production sur les listes des entreprises dont la privatisation est autorisée par la loi*) :

- son amendement n° 226 (p. 1348) : non soutenu (p. 1348).

Article 28 (*dispositions relatives au statut de la Société française de production*) :

- son amendement n° 227 (p. 1355) : non soutenu (p. 1356).

Après l'article 50 :

- ses amendements n° 228 et 229 : non soutenus (p. 1401).

Article 51 (*dérogations aux dispositions restrictives transitoires*) :

- son amendement n° 230 : non soutenu (p. 1402).

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 mars 1996] (p. 1694) :

Emploi.

Politique économique et sociale.

Secteur public.

Vie, médecine et biologie : interruption volontaire de grossesse.

– **Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 88-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [20 mars 1996] (p. 1933) :

Commerce et artisanat :

- commerce de détail ;
- grandes surfaces : généralités ;
- revente à perte.

Commerce extérieur : contrôle ou liberté des prix : ordonnance du 1^{er} décembre 1986.

Discussion des articles [21 et 28 mars 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- ses observations sur l'amendement n° 178 précédemment réservé du Gouvernement (prohibition des offres de prix de vente abusivement bas et saisine de la commission permanente) (p. 1967) ;
- ses observations sur le sous-amendement n° 179 de M. Marc Le Fur (exclusion de la vente de carburants au détail) à l'amendement n° 178 précédemment réservé du Gouvernement (p. 1970).

Après l'article 5 :

- ses amendements n° 139, 111, 112, 113 : non soutenus (p. 2206) ;
- son amendement n° 109 : non soutenu (p. 2207) ;
- ses amendements n° 114 et 110 : non soutenus (p. 2208).

– **Rappel au règlement** : déplore les conditions sanitaires des africains en situation irrégulière, parents d'enfants français et faisant la grève de la faim à l'église Saint-Ambroise [21 mars 1996] (p. 1963).

– **Proposition de loi améliorant la protection des acquéreurs de logements anciens (n° 2432).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 avril 1996] (p. 2416) :

Logement et habitat : mention de la surface habitable.

Discussion des articles [18 avril 1996] :

Article 1^{er} (*mention obligatoire de la surface du logement en vente – action en nullité*) :

- son amendement n° 1 (extension des dispositions nouvelles aux maisons individuelles en construction) : rejeté (p. 2417).

– **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale (n° 2690).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 avril 1996] : (p. 2568).

Loi de financement de la sécurité sociale : délais d'examen et procédure.

Ordonnances : protection sociale.

Parlement : compétences nouvelles.

Sécurité sociale :

- étatisation ;
- paritarisme.

– **Projet de loi relatif à la Fondation du patrimoine (n° 2691).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 avril 1996] (p. 2701) :

Affaires étrangères : Royaume-Uni : National trust.

Fonctionnaires et agents publics : architectes en chef des monuments historiques.

Fondation du patrimoine :

- cession des biens acquis : contrôle du Conseil d'Etat ;
- rôle et moyens : partenariat : « effet de levier » ;
- statut juridique.

Patrimoine : conservation : rôle de l'Etat : Caisse nationale des monuments historiques et des sites.

– **Projet de loi de réglementation des télécommunications (n° 2698).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [7 mai 1996] :

Sa question préalable (p. 2885) : rejetée (p. 2893).

Principaux thèmes développés :

Commerce extérieur : Organisation mondiale du commerce (p. 2887).

Communautés européennes et Union européenne : résolution du Conseil du 22 juillet 1993 relative à l'ouverture du marché des télécommunications au 1^{er} janvier 1998 (p. 2886).

Energie : électricité : importation (p. 2886).

Informatique et information : inforoutes (p. 2887).

Organismes et structures : Autorité de régulation des télécommunications (p. 2886).

Parlement national (p. 2886).

Recherche (p. 2888).

Secteur public (p. 2885).

Télécommunications :

- France Télécom (p. 2888) ;
- service public : service universel et péréquation géographique (p. 2888).

Discussion des articles [9 mai 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- ses observations sur l'amendement n° 217 de Mme Ségolène Royal (neutralité du service public) (p. 2946) ;
- favorable à l'amendement n° 222 de Mme Ségolène Royal (accessibilité au service public) (p. 2949).

Article 2 (art. L. 32-1 du code des postes et télécommunications : cadre général) :

- ses observations sur l'amendement n° 346 de M. Emile Zucarelli (réaffirmation de l'autorité du ministre chargé des télécommunications) (p. 2957) ;
- ses observations sur les amendements nos 348 de M. Emile Zucarelli et 159 de M. Jacques Guyard (réaffirmation de la notion de service public) (p. 2958).

Article 5 (chapitre II du titre premier du livre II du code des P et T : régime juridique des télécommunications) :

- ses observations (p. 2970).

- Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 mai 1996] (p. 3346) :

Artisanat.

Consommation.

Emploi.

Lois : « loi Royer » n° 73-1193 du 27 décembre 1973.

Urbanisme commercial.

Discussion des articles [22 et 23 mai 1996] :

Article 4 (critères des décisions d'autorisation et présentation des projets) :

- son amendement n° 153 rectifié (réalisation des schémas d'équipement commercial à l'échelle départementale) (p. 3369) : rejeté (p. 3370) ;
- son amendement n° 154 rectifié (soumission à enquête publique pour les projets d'une surface de vente de 3 000 mètres carrés à Paris, Lyon et Marseille) (p. 3382) : rejeté (p. 3383).

Article 5 (projets soumis à autorisation) :

- son amendement n° 155 (autorisation lors de tout changement de destination d'un local commercial) : rejeté (p. 3385) ;
- son amendement n° 156 (avis du maire d'arrondissement à Paris, Lyon, Marseille) : rejeté (p. 3387).

Article 7 (composition des commissions départementales d'équipement commercial) :

- son amendement n° 157 (respect du pluralisme dans la composition de la commission départementale) (p. 3399) : rejeté (p. 3400).

Après l'article 10 :

- son amendement n° 164 (commerces de proximité dans les zones d'aménagement concerté et association des commissions départementales d'équipement commercial) : rejeté (p. 3408) ;
- son amendement n° 165 (opérations d'amélioration de l'habitat et commerces de proximité) (p. 3408) : rejeté (p. 3409).

Article 11 (obligation de qualification professionnelle) :

- son amendement n° 158 (qualification professionnelle élargie à la triperie, à la boucherie chevaline et à la charcuterie) : rejeté (p. 3423).

Article 12 (conditions d'exercice de la profession de coiffeur [art. 3, 3-2 et 5 de la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946]) :

- son amendement n° 159 : devenu sans objet (p. 3430) ;
- son amendement n° 160 (prise en compte d'une expérience de trois années) : rejeté (p. 3430).

Après l'article 12 :

- son amendement n° 161 (tarifs minimum dans chaque département) : rejeté (p. 3433).

Article 14 (protection de la qualité artisanale) :

- son amendement n° 162 : devenu sans objet (p. 3440) ;
- son amendement n° 163 (définition du produit artisanal vendu dans les boulangeries-pâtisseries) (p. 3441) : adopté (p. 3442).

Après l'article 17 :

- son amendement n° 166 : non soutenu (p. 3445).

- Proposition de loi visant à créer un plan d'épargne entreprise-retraite (n° 741).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [30 mai 1996] :

Sa question préalable (p. 3697) : rejetée (p. 3705).

Principaux thèmes développés :

Action sociale et solidarité nationale (p. 3699).

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : monnaie unique (p. 3701).

Démographie (p. 3697).

Entreprises : financement (p. 3702).

Épargne :

- généralités (p. 3700) ;
- fonds de pension (p. 3699).

Impôts et taxes :

- déductions fiscales (p. 3701) ;
- fiscalité de l'épargne : réforme fiscale (p. 3698) ;
- justice sociale (p. 3700).

Marchés financiers (p. 3699).

Politique économique (p. 3701).

Retraites : généralités :

- cotisations : prestations (p. 3697) ;
- système par capitalisation : épargne retraite (p. 3697) ;
- système par répartition (p. 3697).

- Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 juin 1996] (p. 3888, 3889) :

Affaires étrangères :

- contexte géopolitique ;
- Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord.

Armée de terre :

- armée de métier ;
- format.

Armements classiques :

- avion de transport futur ;
- avions Rafale ;
- chars Leclerc ;
- frégates Horizon, La Fayette ;
- hélicoptères de lutte anti-sous-marine NH 90 ;
- hélicoptères Tigre.

Armements nucléaires stratégiques : dissuasion nucléaire : doctrine et composantes.

Industries d'armement : généralités.

Service national.

- **Déclaration du Gouvernement sur la SNCF présentée par Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports et M. Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme (n° 2875).**

Principaux thèmes développés [11 juin 1996] (p. 4113, 4114) :

Communautés européennes et Union européenne.

Transports : transport combiné.

Transports ferroviaires :

- fret ;
- infrastructures : financement ;
- SNCF : avenir : situation financière ;
- SNCF : contrat de plan ;
- SNCF : personnel.

- **Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 juin 1996] :

Air :

- décret n° 91-1122 du 25 octobre 1991 relatif à la qualité de l'air et portant modification du décret n° 74-415 du 13 mai 1974 relatif au contrôle des émissions polluantes dans l'atmosphère et à certaines utilisations de l'énergie thermique (p. 4188) ;
- plans de protection de l'atmosphère (p. 4188) ;
- plans régionaux de la qualité de l'air (p. 4188) ;
- pollution atmosphérique (p. 4187) ;
- réseaux de surveillance (p. 4188).

Automobiles et cycles : véhicules propres (p. 4189).

Environnement :

- circulation automobile (p. 4188) ;
- principe du pollueur-payeur (p. 4189).

Impôts et taxes : incitations fiscales (p. 4188).

Santé publique (p. 4187).

Transports : transports collectifs (p. 4189).

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 4188).

Urbanisme (p. 4188).

Discussion des articles [12 et 14 juin 1996] :

Article 1^{er} (objectifs de la loi) :

- son amendement n° 252 (protection de la qualité de l'air en tant que patrimoine vital et définition de la pollution atmosphérique) (p. 4212) : rejeté (p. 4214).

Après l'article 2 :

- son amendement n° 256 corrigé : non soutenu (p. 4274).

Article 3 (organisation de la surveillance de la qualité de l'air) :

- son amendement n° 253 : non soutenu (p. 4279) ;
- son amendement n° 254 : non soutenu (p. 4290).

Article 4 (droit à l'information) :

- son amendement n° 255 : non soutenu (p. 4296).

Article 12 (mesures prises dans le cadre de la procédure d'alerte) :

- son amendement n° 258 : non soutenu (p. 4317).

Après l'article 12 :

- son amendement n° 414 : non soutenu (p. 4323).

Article 14 (modifications des dispositions relatives aux plans de déplacements urbains) :

Article 28 de la loi du 30 décembre 1982 :

- son amendement n° 260 : non soutenu (p. 4335).

Article 28-1 de la loi du 30 décembre 1982 :

- son amendement n° 264 : non soutenu (p. 4337).

Article 28-2 de la loi du 30 décembre 1982 :

- son amendement n° 265 : non soutenu (p. 4339).

Article 20 (prescriptions pouvant être imposées par les autorités administratives) :

- son amendement n° 261 rectifié : non soutenu (p. 4363).

- **Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de balance pour la ville (n° 2808).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 juin 1996] (p. 4562) :

Emploi.

Enseignement.

Logement : logement social.

Politique économique et sociale : zones franches.

Ville : banlieues.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise nationale France Télécom (n° 2884).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 juin 1996] :

Constitution (p. 4794).

Défense (p. 4792).

Emploi : chômage (p. 4793).

Recherche (p. 4792).

Secteur public (p. 4792).

Télécommunications : France Télécom : statut, personnel, retraites (p. 4792).

- **Motion de censure déposée par MIM. Laurent Fabius, Alain Bocquet et quatre-vingt-quatorze membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, le 27 juin 1996, sur le projet de loi n° 2884 relatif à l'entreprise nationale de France Télécom (première lecture).**

Principaux thèmes développés lors de la discussion [29 juin 1996] :

Emploi (p. 5013).

France Télécom : statut (p. 5014).

Secteur public (p. 5015).

SAUGEY (Bernard)

Député de l'Isère

(8^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 26 octobre 1995] (p. 15663).

Membre du conseil d'administration de la société nationale de programme France 3 [J.O. du 10 mai 1996] (p. 7053).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean-Pierre Pont tendant à constituer une commission d'enquête sur France 2 et France 3 (n° 2804) [26 juin 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Friches industrielles à Vienne** : contrats de villes : aides de l'Etat [14 juin 1995] (p. 490).
- **Implantation des grandes surfaces** : autorisations d'ouverture : seuil de superficie : abaissement ; commerce discount. [29 novembre 1995] (p. 4233).
- **Contrôle des services télématiques** : serveurs minitel : adresses des sectes [21 mai 1996] (p. 3241).

SAUMADE (Gérard)

Député de l'Hérault

(4^e circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).
- Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 12 mars 1996] (p. 3829).
- Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 12 mars 1996] (p. 3829).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **COGEMA** : mines d'uranium : emploi et activité : Lodève [21 juin 1995] (p. 580, 581).
- **Orientations de la politique économique** : politique budgétaire : perspectives [14 novembre 1995] (p. 3644).
- **Inondations dans l'Hérault** : aides de l'Etat [31 janvier 1996] (p. 473).
- **Zones aidées dans le cadre de l'aménagement du territoire** : simplification [23 avril 1996] (p. 2439).
- **Relance économique** : relance par l'investissement et la consommation [5 juin 1996] (p. 3849).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à créer un Office parlementaire d'évaluation de la législation (n° 2104).**

Première lecture :

Discussion de l'article unique [19 juillet 1995] :

- *favorable* à l'amendement n° 3 de Mme Véronique Neiertz (substitution d'une saisine par le Bureau de l'une ou l'autre assemblée à la saisine par son président et suppression de l'autosaisine) (p. 1303).
- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - Questions [25 octobre 1995] :

Régions : crédits aux pays (p. 2476).

Intégration et lutte contre l'exclusion. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [30 octobre 1995] :

Action sociale et solidarité nationale : revenu minimum d'insertion (p. 2757).

Départements : Hérault (p. 2757).

Etrangers : immigrés : intégration (p. 2758).

Politique de la ville :

- crédits : gestion : fonds interministériel d'intervention (p. 2758) ;
- évaluation : simplification : coordination des actions au niveau local (p. 2758).

Industrie et commerce extérieur. - Questions [10 novembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : programme PECHAR (p. 3385).

Industrie : délocalisations au profit des zones en difficultés (p. 3384).

Mines et carrières : mines d'uranium de Lodève dans l'Hérault (p. 3385).

Régions : Languedoc-Roussillon (p. 3385).

- **Déclaration du Gouvernement sur la politique méditerranéenne de la France et de l'Union européenne à la veille de la conférence de Barcelone et débat sur cette déclaration (n° 2375).**

Principaux thèmes développés [21 novembre 1995] :

Algérie (p. 3953, 3954).

Commerce extérieur : zone de libre échange euro-méditerranéenne (p. 3954).

Communautés européennes et Union européenne : première conférence ministérielle européenne de Barcelone : 27 et 28 novembre 1995 (p. 3953, 3954).

Démographie (p. 3953).

Droits de l'homme et Islam (p. 3953).

Environnement (p. 3954).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances sur l'Union économique et monétaire et débat sur cette déclaration (n° 2576).**

Principaux thèmes développés [20 février 1996] (p. 1001) :

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique, Union économique et monétaire.

Emploi.

Finances publiques.

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, sur la charte d'installation des jeunes agriculteurs et le statut des conjoints et débat sur cette déclaration (n° 2722).**

Principaux thèmes développés [23 avril 1996] :

Aménagement du territoire (p. 2452).

Banques et établissements financiers : Crédit agricole (p. 2453).

Bois et forêts (p. 2453).

Exploitants agricoles :

- dotation aux jeunes agriculteurs ; charte nationale pour l'installation des jeunes en agriculture (p. 2452, 2454) ;
- revenus et pluriactivité (p. 2452).

Exploitations agricoles : transmission (p. 2453).

Organismes et structures : fonds d'allégement des charges financières (p. 2453).

Viticulture (p. 2453).

- **Proposition de loi tendant à la mise en place d'une nouvelle politique d'investissement pour moderniser l'appareil productif et restaurer l'emploi (n° 2832).**

Débat sur la politique d'investissement telle qu'évoquée par la proposition de loi.

Principaux thèmes développés [19 juin 1996] :

- Collectivités locales (p. 4508).
- Communautés européennes et Union européenne (p. 4507).
- Démographie (p. 4506).
- Emploi : chômage (p. 4506).
- Entreprises :
 - généralités (p. 4507) ;
 - PME (p. 4507).
- Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 4506).
- Logement et habitat : logement social (p. 4507).
- Politique économique :
 - conjoncture (p. 4506) ;
 - croissance (p. 4506) ;
 - Fonds de développement économique et social : distribution de prêts (p. 4507) ;
 - investissement (p. 4507) ;
 - mondialisation de l'économie (p. 4506) ;
 - politique monétaire (p. 4506).
- Politique économique et sociale (p. 4508).
- Travail (p. 4506).

SAUVADET (François)*Député de la Côte-d'Or**(4^e circonscription)*

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

- Membre de l'office d'évaluation de la législation [J.O. du 22 juin 1996] (p. 9381).
- Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

DEPOTS

Rapport d'information fait au nom de la mission d'information commune sur les **problèmes généraux liés à l'application des lois (n° 2172)** [21 juillet 1995].

Proposition de loi relative à l'exonération, pendant un an, des charges sociales des entreprises, établies dans les zones de revitalisation rurale et dans les zones de redynamisation urbaine, pour toute création d'emploi, du deuxième au cinquantième salarié (n° 2626) [11 mars 1996].

Proposition de loi créant un pacte de stabilité entre l'Etat et les communes ou leurs structures intercommunales dans le cadre de la gestion de la carte scolaire (n° 2739) [25 avril 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Formalités administratives imposées aux PME** : simplification [27 mars 1996] (p. 2048).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

*Première lecture, première partie :**Discussion des articles* [19 octobre 1995] :

Article 4 (*champ d'application de l'abattement de 8 000 F/16 000 F applicable aux revenus de capitaux mobiliers*) :

- son amendement n° 83 : non soutenu (p. 2086).

- **Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).**

*Deuxième lecture :**Discussion des articles* [29 mai 1996] :

Article 1^{er} F (*art. 28 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : publicité, périodicité, durée des promotions concernant des produits alimentaires périssables*) :

- son amendement n° 45 : non soutenu (p. 3569).

Article 2 (*art. 32 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : revente à perte*) :

- son amendement n° 46 (suppression du droit d'alignement) : adopté (p. 3573).

SAUVAIGO (Suzanne)*Député des Alpes-Maritimes**(6^e circonscription)*

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jacques Guyard tendant à créer une commission d'enquête sur les agissements liberticides de certaines associations dites sectes (n° 1768) [4 avril 1995].

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean Tardito tendant à créer une commission d'enquête sur la situation politique et économique en Corse (n° 1917) [4 avril 1995].

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Guy Hermier tendant à créer une commission d'enquête sur l'action de la direction de la police judiciaire et du ministère de l'intérieur dans l'affaire dite « Schuller-Maréchal » (n° 1944) [4 avril 1995].

Rapporteur de la proposition de résolution de MM. Georges Sarre, Jean-Pierre Chevènement et Jean-Pierre Michel, tendant à la création d'une commission d'enquête « sur l'application de la loi n° 91-646 du 10 juillet 1991 relative au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications » (n° 1945) [4 avril 1995].

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Renaud Dutreil tendant à créer une commission d'enquête sur les sondages d'opinion pendant les campagnes électorales (n° 2020) [14 juin 1995].

Membre de la commission d'enquête sur les sectes [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Vice-président de cette commission [J.O. du 12 juillet 1995] (p. 10438).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [J.O. du 21 juillet 1995] (p. 10672).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Michel Péricard tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de procéder à un examen approfondi des procédures en vigueur en matière d'entrée des étrangers sur le territoire, de mesurer l'ampleur et l'origine des dysfonctionnements actuels et de proposer les instruments juridiques nécessaires à leur amélioration (n° 2163) [26 juillet 1995].

Membre de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France [J.O. du 18 octobre 1995] (p. 15198).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean-Louis Masson tendant à la création d'une commission d'enquête concernant les mesures nouvelles à prendre pour réprimer la délinquance de rue, notamment lorsqu'elle a pour corollaire les violences contre les personnes, le trafic de drogue ou la rébellion contre les forces de l'ordre (n° 2215) [18 octobre 1995].

Vice-président de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France [J.O. du 25 octobre 1995] (p. 15604).

Cesse d'être vice-président de cette commission [J.O. du 15 novembre 1995] (p. 16759).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 15 novembre 1995] (p. 16759).

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delalande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les activités en France du groupe antiterroriste de libération (GAL) (n° 2673) [17 avril 1996].

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean-Louis Masson et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête ayant pour but de recenser les incertitudes du régime juridique applicable aux journaux politiques à la lumière des décisions de la justice administrative concernant à la fois la légalité de certains comptes de campagne électorale et l'agrément de la commission mixte paritaire des publications et agences de presse (n° 2909) [17 septembre 1996].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de résolution :

1. (n° 1944) de M. Guy Hermier tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action de la Direction de la police judiciaire et du ministère de l'intérieur dans l'affaire dite « Schuller-Maréchal » ;

2. (n° 1945) de M. Georges Sarre tendant à créer une commission d'enquête sur l'application de la loi n° 91-646 du 10 juillet 1991 relative au **secret des correspondances émises par la voie des télécommunications**,

(n° 2090) [21 juin 1995].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 1768) de M. Jacques Guyard tendant à créer une commission d'enquête sur les agissements liberticides de certaines associations dites sectes (n° 2091) [21 juin 1995].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 1917) de M. Jean Tardito tendant à créer une commission d'enquête sur la situation politique et économique en Corse (n° 2181) [26 juillet 1995].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 2020) de M. Renaud Dutreil tendant à créer une commission d'enquête sur les sondages d'opinion pendant les campagnes électorales (n° 2182) [26 juillet 1995].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 2163) de

M. Michel Péricard tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de procéder à un examen approfondi des procédures en vigueur en matière d'entrée des étrangers sur le territoire, de mesurer l'ampleur et l'origine des dysfonctionnements actuels et de proposer les instruments juridiques nécessaires à leur amélioration (n° 2183) [26 juillet 1995].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 2215) de M. Jean-Louis Masson tendant à la création d'une commission d'enquête concernant les mesures nouvelles à prendre pour réprimer la délinquance de rue, notamment lorsqu'elle a pour corollaire les violences contre les personnes, le trafic de drogue ou la rébellion contre les forces de l'ordre (n° 2345) [8 novembre 1995].

Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France (n° 2699) [9 avril 1996].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 2673) de M. Georges Hage tendant à créer une commission d'enquête sur les activités en France du groupe antiterroriste de libération (GAL) (n° 2791) [15 mai 1996].

INTERVENTIONS

- Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les agissements liberticides de certaines associations dites sectes (n° 1768).

Rapporteur de la commission des lois.

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [29 juin 1995] :

Assemblée nationale : septième législature : parlementaire en mission : rapport Vivien (p. 780, 781).

Cultes (p. 779).

Délinquance et criminalité (p. 779, 781).

Elections et référendums (p. 779).

Enfants (p. 780, 781).

Famille (p. 780).

Français de l'étranger (p. 780).

Lois :

- loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (p. 779 à 781) ;

- loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 780) ;

- loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et les milices privées (p. 779).

Sectes (p. 778 à 781).

- Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).

Première lecture :

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Après l'article 6 :

- défavorable à l'amendement n° 12 de M. Jean-Pierre Michel (égal accès hommes et femmes aux mandats politiques) (p. 950) ;

- défavorable à l'amendement n° 46 corrigé de Mme Ségolène Royal (égal accès hommes et femmes dans les seuls scrutins de liste) (p. 950) ;

- défavorable à l'amendement n° 72 de M. Jean-Pierre Brard (égal accès hommes et femmes dans les seuls scrutins de liste) (p. 950).

- Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 2179).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 octobre 1995] :

Lois : loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 portant réforme de certaines professions juridiques et judiciaires (p. 1734).

Vote pour du groupe RPR (p. 1734).

- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de procéder à un examen approfondi des procédures en vigueur en matière d'entrée des étrangers sur le territoire, de mesurer l'ampleur et l'origine des dysfonctionnements actuels et de proposer les instruments juridiques nécessaires à leur amélioration (n° 2163).

Rapporteur de la commission des lois.

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [11 octobre 1995] :

Certificats d'hébergement (p. 1761).

Clandestins (p. 1761).

Convention de Schengen (p. 1761, 1762).

Etat :

- frontières : contrôle (p. 1762) ;

- préfetures (p. 1762).

Justice (p. 1762).

Lois : loi n° 93-1027 du 24 août 1993 relative à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France (p. 1761).

Reconduite à la frontière (p. 1761, 1762).

Regroupement familial (p. 1762).

Travail : travail clandestin (p. 1762).

Visas (p. 1762).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1995] :

Rapatriés : crédits (p. 2994).

SCHLERET (Jean-Marie)

Député de la Meurthe-et-Moselle

(1^{re} circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Se démet de son mandat de député [J.O. du 28 juin 1995] (p. 9678).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

SCHREINER (Bernard)

Député du Bas-Rhin

(9^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission d'étude sur la retraite anticipée pour les anciens combattants d'Afrique du Nord [J.O. du 15 septembre 1995] (p. 13631).

Membre titulaire de la commission d'étude de l'indexation des pensions militaires d'invalidité [J.O. du 24 décembre 1995] (p. 18663).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Anciens combattants et victimes de guerre) [11 juin 1996].

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Développement du tourisme : diversification ; incitations [18 juin 1996] (p. 4459).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et francophonie. - *Questions* [27 octobre 1995] :

Aménagement du territoire : rééquilibrage entre Paris et la province (p. 2679).

Agriculture, pêche et alimentation. - **BAPSA.** - *Questions* [2 novembre 1995] :

Exploitants agricoles : aides : crédits du chapitre 44-53 (p. 2966).

Intérieur. - *Questions* [3 novembre 1995] :

Collectivités locales : DGF : suppression de la franchise postale (p. 3058).

Communes : Strasbourg (p. 3067).

Logement. - *Questions* [6 novembre 1995] :

Aides : aide personnalisée au logement (p. 3122).

Anciens combattants et victimes de guerre. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [7 novembre 1995] :

Alsace-Moselle : internés des camps de Tambow (p. 3179).

Anciens combattants d'Afrique du Nord :

- fonds de solidarité : allocation différentielle et allocation de préparation à la retraite : abaissement de l'âge d'accès (p. 3178) ;

- retraite anticipée : commission tripartite d'évaluation (p. 3178).

Invalides : retraite anticipée : sourds de guerre : exonération de la redevance audiovisuelle (p. 3179).

Mémoire et souvenir : archives d'Arolsen (p. 3178).

Ministère des anciens combattants et victimes de guerre : maintien et crédits : report des crédits de 1995 (p. 3178).

Pensions militaires d'invalidité et de retraite :

- décrystallisation et levée de la forclusion : ressortissants des pays de l'ancienne Union française (p. 3179) ;

- déplafonnement et rattrapage (p. 3178) ;

- retraite mutualiste : revalorisation : indexation (p. 3178).

Questions :

Alsace-Moselle :

- auxiliaires paramilitaires de l'armée allemande (p. 3509) ;

- indemnité forfaitaire : réunion des parlementaires d'Alsace et de Moselle (p. 3509) ;

- patriotes résistant à l'annexion de fait (PRAF) (p. 3508).

Vote des crédits [12 novembre 1995] :

Après l'article 64 :

- favorable à l'amendement n° 332 de M. Georges Colombier (introduit dans le code de la mutualité le principe de l'indexation de la retraite mutualiste sur l'indice des prix à la consommation hors tabac) (p. 3515) ;
- favorable à l'amendement n° 251 du Gouvernement (instauration d'un plancher pour l'allocation de préparation à la retraite) (p. 3516).

Vote pour du groupe RPR (p. 3517).

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. - Questions [12 novembre 1995] :

Coopération et développement : centre Nord-Sud, CNUCED, programme TRANSMED (p. 3461).

- Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 mai 1996] (p. 3341) :

Artisanat.

Formation professionnelle : apprentissage et qualification professionnelle.

- Proposition de loi tendant à actualiser la loi locale de chasse régissant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 2639).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 juin 1996] (p. 4122) :

Administration : cahier des charges type arrêté par le préfet du département.

SCHWARTZENBERG (Roger-Gérard)

Député du Val-de-Marne

(3^e circonscription)

Apparenté Socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5405).

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Vice-président de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République kirghize, d'autre part (n° 2840) [27 juin 1996].

DEPOTS

Proposition de loi préservant les relations entre frères et sœurs en cas d'ouverture d'une procédure d'assistance éducative (n° 2922) [26 juin 1996].

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 816, posée le 24 janvier 1996 : **entreprise Alkan de Valenton** (p. 234). Appelée le 1^{er} février 1996 : maintien des effectifs (p. 528).

- n° 935, posée le 12 mars 1996 : **fermetures de classes à Boissy-Saint-Léger** (p. 1531). Appelée le 21 mars 1996 : groupe scolaire Jean Rostand de Boissy-Saint-Léger (p. 1904).

- n° 1032, posée le 30 avril 1996 : **tarifs des transports en commun en Ile-de-France** (p. 2731). Appelée le 7 mai 1996 : conséquences de l'augmentation (p. 2861).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [12 novembre 1995] :

Afrique (p. 3445).

Défense : essais nucléaires (p. 3445).

Ministère : crédits (p. 3445).

Organisation des Nations Unies : rôle et moyens (p. 3445).

Vote des crédits :

Etat C, titre VI :

- défavorable à l'amendement n° 257 rectifié de M. Michel Inchauspé (réduction des crédits) (p. 3476).

SEGUIN (Philippe)

Député des Vosges

(1^{re} circonscription)

RPR

Président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Président de cette commission [J.O. du 28 mars 1996] (p. 4775).

DEPOTS

Allocution prononcée le 25 juin 1996 en qualité de président de l'Assemblée nationale (n° 2914) [25 juin 1996].

INTERVENTIONS

En qualité de président :

- **Déclare** ouverte la deuxième session extraordinaire de 1994-1995 [9 janvier 1995] (p. 4).

- **Déclare** ouverte la seconde session ordinaire de 1994-1995 [3 avril 1995] (p. 293).

- **Répond aux rappels au règlement** de : *Malvy (Martin)* et *Bocquet (Alain)* : rappelle les précédents des campagnes électorales de 1969, 1974, 1981 et 1988 [3 avril 1995] (p. 298, 299).

- **Répond au rappel au règlement** de : *Chevènement (Jean-Pierre)* : précise les conditions de travail en commission des finances et les limites de compétences des commissions d'enquête [3 avril 1995] (p. 298, 299).

- **Répond au rappel au règlement** de : *Mathot (Philippe)* : considère qu'il convient de respecter scrupuleusement l'indépendance de la justice et la séparation des pouvoirs et précise que les sanctions disciplinaires demandées sont inapplicables en la circonstance [3 avril 1995] (p. 299).

- **Répond au rappel au règlement** de : *Labarrère (André)* : constate que le Gouvernement est représenté [3 avril 1995] (p. 299).

- **Répond aux rappels au règlement** de : Sarre (Georges), Jacquaint (Muguette), Malvy (Martin), Aubert (François d'), Brard (Jean-Pierre), Limouzy (Jacques) et Gremetz (Maxime) : rappelle les précédents de suspension des travaux parlementaires en période de campagne électorale [4 avril 1995] (p. 321, 322).
- **Donne lecture du message au Parlement de M. le Président de la République (n° 2064)** [19 mai 1995] (p. 327).
- **Prononce l'éloge funèbre de Robert-André Vivien** [23 mai 1995] (p. 333).
- **Explique les modalités particulières d'appel des questions au Gouvernement sur la situation en Bosnie** [31 mai 1995] (p. 379).
- **Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires namibiens** [31 mai 1995] (p. 379).
- **Hommage à Emmanuel Aubert**, député des Alpes-Maritimes décédé le 9 juin 1995. Observation d'une minute de silence [J.O. du 14 juin 1995] (p. 479).
- **Répond au rappel au règlement** de : Pandraud (Robert) : fait remarquer que la climatisation devrait normalement fonctionner le 1^{er} juillet 1995 [20 juin 1995] (p. 529).
- **Prononce l'éloge funèbre d'Emmanuel Aubert** [27 juin 1995] (p. 633).
- **Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires mexicains, à une délégation de parlementaires pakistanais et à une délégation de parlementaires cap-verdiens** [28 juin 1995] (p. 693).
- **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).**

Première lecture :

Discussion des articles [28 juin 1995] :

Article 17 (effets généraux de l'amnistie) :

- *ses observations* sur les amendements n° 83 et 84 de M. Gilles de Robien (suppression du rétablissement dans le bénéfice du sursis accordé lors d'une condamnation antérieure) (p. 707) ;
- *ses observations* sur les amendements n° 35 et 81 de M. Charles de Courson (abaissement du plafond des amendes dont le paiement conditionne l'amnistie à respectivement 1 000 francs et 3 000 francs) (p. 708).

Article 26 (infractions exclues de l'amnistie) :

- *ses observations* (p. 714).

- **Répond au rappel au règlement** de : Royal (Ségolène) demandant une suspension de séance afin de permettre au ministre de la défense de venir répondre aux questions de l'Assemblée sur la reprise des essais nucléaires : refuse de suspendre la séance, la demande ne visant pas à permettre la réunion d'un groupe [10 juillet 1995] (p. 842).

- **Répond au rappel au règlement** de : Péricard (Michel) condamnant l'attitude du Parlement européen à l'égard du Président de la République : répond que, pour sa part, l'Assemblée s'honore de toujours accueillir avec respect ses hôtes étrangers [11 juillet 1995] (p. 937).

- **Répond au rappel au règlement** de : Malvy (Martin) soulignant que la réforme constitutionnelle instituant une session unique sera de peu de portée si un sujet aussi important que la reprise des essais nucléaires ne peut donner lieu à débat à l'Assemblée nationale : répond que le Président de la République n'a pas accès à l'hémicycle, qu'il s'est exprimé à Strasbourg en qualité de président du Conseil européen sans que son intervention portât sur les essais nucléaires et qu'il n'en a fait état qu'en réponse à des questions et par déférence pour ses interlocuteurs ; rappelle qu'en l'absence du premier d'entre eux, tout ministre représente l'ensemble du Gouvernement [11 juillet 1995] (p. 937).

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).**

Première lecture :

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Article 2 (session ordinaire unique du Parlement : art. 28 de la Constitution) :

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 125 rectifié de M. Alain Marsaud (tenue de séances supplémentaires à la demande du Gouvernement ou de la majorité des membres de l'assemblée intéressée) à l'amendement n° 23 rectifié de la commission (abaissement à cent vingt du nombre de jours de séance ; réunion en séances supplémentaires par décret du Président de la République sur demande du Premier ministre ou de la majorité des membres de l'Assemblée nationale) (p. 932).

Après l'article 6 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 2 corrigé de M. Robert Pandraud (extension de l'article 88-4 aux actes de l'Union européenne comportant des dispositions de nature législative et à ceux des Communautés ou de l'Union européenne relatifs au fonctionnement de leurs institutions) (p. 990) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 40 précédemment réservé de la commission (insertion d'un chapitre V du projet de loi regroupant les dispositions diverses) (p. 992).

Titre :

- *ses observations* sur l'amendement n° 41 rectifié de la commission (mention de l'abrogation des dispositions relatives à la Communauté et des dispositions transitoires) (p. 993).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [27 juillet 1995] :

Article 3 bis (séance réservée à l'examen de l'ordre du jour fixé par chaque assemblée : art. 48 de la Constitution) :

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 20 du Gouvernement (de coordination) à l'amendement n° 13 de la commission (de coordination) (p. 1399).

- **Sa communication** sur les modifications du Règlement liées à la session unique [3 octobre 1995] (p. 1583, 1584).

- **Donne acte du dépôt du rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 1995** [3 octobre 1995] (p. 1584).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [17 octobre 1995] :

Répond au rappel au règlement de : Brard (Jean-Pierre) (p. 1886).

Première partie, discussion des articles [18 et 20 octobre 1995] :

Répond au rappel au règlement de : Migaud (Didier) : indique qu'il ne réunira pas le Bureau, les membres de toutes les commissions, par définition, présents dans l'hémicycle pouvant librement s'exprimer [18 octobre 1995] (p. 1995).

Article 3 (limitation du champ d'application de la réduction d'impôt accordée au titre des contrats d'assurance-vie) :

Répond au rappel au règlement de : Dray (Julien) (p. 2018).

Article 6 (réforme des transmissions d'entreprises) :

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 494 de M. Augustin Bonrepaux (réduction du taux de l'abattement à 5 %) à l'amendement n° 122 de la commission (abattement de 30 % sur les droits de mutation à titre gratuit, plafonné à 50 millions de francs par part, sous réserve que les biens transmis soient conservés à titre de biens professionnels par l'héritier ou le donataire pendant au moins cinq ans) (p. 2140).

Ses observations sur la demande de vérification du quorum de : *Fabius (Laurent)* [20 octobre 1995] (p. 2142).

Après l'article 6 :

– ses observations sur l'amendement n° 123 de la commission (déduction des droits de mutation à titre gratuit acquittés par les héritiers ou les donataires d'une entreprise individuelle ou d'une société non cotée des résultats de l'entreprise ou de la société) (p. 2159).

– **Répond au rappel au règlement** de : *Gantier (Gilbert)* : précise qu'en dépit des multiples modifications apportées au Règlement de l'Assemblée, celui-ci conserve un certain nombre de rigidités et que, sans ces opérations, M. Georges Sarre n'aurait pu devenir membre d'une commission permanente [17 octobre 1995] (p. 1881).

– **Répond au rappel au règlement** de : *Migaud (Didier)* [18 octobre 1995] (p. 1994).

– **Sa communication** : annonce à l'Assemblée nationale d'un attentat perpétré, ce jour, sur la ligne C du RER à Paris ; hommage aux victimes, aux forces de l'ordre et de secours ainsi qu'à l'esprit de responsabilité dont ont fait preuve les parlementaires dans leurs réactions aux attentats terroristes [18 octobre 1995] (p. 1873).

– **Sa communication** : report de la suite de la discussion de la première partie du projet de loi de finances à quatorze heures trente le 20 octobre 1995 [20 octobre 1995] (p. 2145).

– **Sa communication** sur les conséquences de la démission du Gouvernement en cours de discussion budgétaire [7 novembre 1995] (p. 3185).

– **Sa communication** : informe l'Assemblée de la modification de l'ordre du jour consécutive à la démission du Gouvernement. Rappel des séances budgétaires restant à débattre. Annonce de la tenue de la prochaine conférence des présidents le 8 novembre et d'un débat sur la protection sociale [7 novembre 1995] (p. 3185).

– **Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires andorrans** [8 novembre 1995] (p. 3197).

– **Souhaite** la bienvenue au Président de la République du Salvador [15 novembre 1995] (p. 3759).

– **Annonce** le décès de Frédéric Jalton, député de la Guadeloupe et son remplacement. Observation d'une minute de silence [21 novembre 1995] (p. 3923).

– **Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires nicaraguayens** [29 novembre 1995] (p. 4240).

– **Prononce** l'éloge funèbre de Frédéric Jalton [5 décembre 1995] (p. 4556).

– **Répond au rappel au règlement** de : *Brunhes (Jacques)* : indique que le nom du délégué du président du groupe communiste ne lui a pas notifié et refuse en conséquence la suspension de séance [7 décembre 1995] (p. 4745).

– **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [7, 8 et 9 décembre 1995] :

Répond aux rappels au règlement de : *Brunhes (Jacques)* ; *Bartolone (Claude)* ; *Brard (Jean-Pierre)* ; *Jacquaint (Muguette)* ; *Gérin (André)* [7 décembre 1995] (p. 4749, 4750, 4754, 4763).

Répond au rappel au règlement de : *Brunhes (Jacques)* : donne lecture des recommandations du groupe de travail chargé de la réforme du Règlement de l'Assemblée en matière de rappels au règlement et demande à l'orateur d'en tenir compte [7 décembre 1995] (p. 4764).

Son intervention sur la question préalable opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 4811).

Discussion des articles [8, 9 et 10 décembre 1995] :

Avant l'article 1^{er} :

Lève la séance à la suite de la demande de vérification de quorum de : *Fabius (Laurent)* (p. 4869).

Répond au rappel au règlement de : *Bartolone (Claude)* [9 décembre 1995] (p. 4890).

– ses observations sur le sous-amendement n° 5289 de M. Rémy Auchedé (ajoute les associations caritatives) à l'amendement n° 2087 de M. Claude Bartolone (concertation préalable avec les organisations humanitaires) (p. 4918).

Procédure d'examen du texte.

– ses observations sur le sous-amendement n° 5293 de M. Rémy Auchedé (ajout des agents de la fonction publique territoriale) à l'amendement n° 1822 de M. Claude Bartolone (garantie du statut des agents de la fonction publique de l'État) (p. 4934).

Répond aux rappels au règlement de : *Bocquet (Alain)* ; *Emmanuelli (Henri)* ; *Fabius (Laurent)* ; *Auchedé (Rémy)* ; *Dell'Agnola (Richard)* ; *Dray (Julien)* ; *Bocquet (Alain)* ; *Ollier (Patrick)* ; *Jacquat (Denis)* ; *Bartolone (Claude)* ; *Brunhes (Jacques)* [10 décembre 1995] (p. 4999).

Son intervention (p. 5000).

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 1995] :

Répond au rappel au règlement de : *Bartolone (Claude)* (p. 5248).

– **Répond au rappel au règlement** de : *Brunhes (Jacques)* souhaitant que le Premier ministre vienne rendre compte du résultat des entretiens entre le Président de la République et le Chancelier Kohl ; indique qu'il transmettra ce souhait à l'intéressé qui jugera de l'opportunité de s'exprimer de ce sujet devant l'Assemblée [8 décembre 1995] (p. 4828).

– **Répond au rappel au règlement** de : *Sarre (Georges)* : souligne qu'il appartient au président du Conseil économique et social, et à lui seul, d'apprécier l'opportunité d'une expression de son assemblée devant l'Assemblée nationale. [8 décembre 1995] (p. 4829).

– **Répond au rappel au règlement** de : *Royal (Ségolène)* : indique que, si le Gouvernement entend retirer l'ensemble du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale, il ne manquera pas de le faire savoir à la représentation nationale [8 décembre 1995] (p. 4829).

– **Répond aux rappels au règlement** de : *Emmanuelli (Henri)* ; *Bartolone (Claude)* [8 décembre 1995] (p. 4829).

– **Répond au rappel au règlement** de : *Brard (Jean-Pierre)* : indique qu'il n'a été informé par le Gouvernement d'aucune intention de sa part de faire usage de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution sur le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [8 décembre 1995] (p. 4829).

– **Répond au rappel au règlement** de : *Bartolone (Claude)* [8 décembre 1996] (p. 4877).

– **Répond aux rappels au règlement** de : *Bartolone (Claude)* ; *Auchedé (Rémy)* ; *Mazeaud (Pierre)* ; *Lefort (Jean-Claude)* [9 décembre 1995] (p. 4913).

– **Répond aux rappels au règlement** de : *Cathala (Laurent)* ; *Bartolone (Claude)* ; *Auchedé (Rémy)* [10 décembre 1995] (p. 4958, 4989).

- **Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires tchèques** [J.O. du 12 décembre 1995] (p. 5015).
- **Annonce le décès de Claude Vissac** [13 décembre 1995] (p. 5005).
- **Prononce l'éloge funèbre de Claude Vissac** [19 décembre 1995] (p. 5328).
- **Prononce l'éloge funèbre d'Hubert Bassot** [19 décembre 1995] (p. 5330).
- **Son hommage au Président François Mitterrand, décédé le 8 janvier 1996. Observation d'une minute de silence** [16 janvier 1996] (p. 3).
- **Proposition de loi relative à l'adoption (n° 2251).**
Première lecture :
Avant la discussion des articles [16 janvier 1996] :
Répond au rappel au règlement de : *Jacquaint (Mugette)* (p. 12).
Discussion des articles [17 janvier 1996] :
Article 15 (introduction d'une norme de conflit de lois en matière d'adoption) :
- *ses observations* sur l'amendement n° 27 deuxième rectification de Mme Véronique Neiertz (pris en compte du jugement d'adoption du pays d'origine) (p. 91, 92).
- **Projet de loi constitutionnelle instituant la loi d'équilibre de la sécurité sociale (n° 2455).**
Première lecture :
Avant la discussion des articles [23 janvier 1996] :
Répond au rappel au règlement de : *Floch (Jacques)* relatif à sa demande de prendre connaissance de l'avant-projet de loi organique distribué aux présidents de commission (p. 196).
Son intervention :
Lois organiques : complément de la révision constitutionnelle : avant-projet (p. 216).
Discussion des articles [24 janvier 1996] :
Article 3 (procédure de discussion de la loi d'équilibre de la sécurité sociale) :
- *ses observations* sur le sous-amendement n° 59 de M. Jean-Yves Chamard (modification des délais d'examen) à l'amendement 10 rectifié de la commission des affaires culturelles (délai d'examen des lois de financement) (p. 359).
- **Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires maliens** [7 février 1996] (p. 676).
- **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les agissements liberticides de certaines associations dites sectes (n° 1768).**
Débat sur le rapport de la commission d'enquête [8 février 1996] :
Son intervention avant le débat (p. 759).
Parlement : commissions d'enquête : nouveau Règlement.
- **Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires paraguayens** [20 février 1996] (p. 993).
- **Rend hommage aux victimes des attentats perpétrés en Israël** [5 mars 1996] (p. 1142).
- **Prononce l'éloge funèbre de Jeanine Bonvoisin** [12 mars 1996] (p. 1508).
- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes, sur la préparation et les perspectives de la conférence intergouvernementale et débat sur cette déclaration (n° 2634).**

Ses interventions [13 mars 1996] : non-intervention des orateurs inscrits et décision du Bureau (p. 1584, 1585).

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).**

Première lecture :

Discussion des articles [14 mars 1996] :

Article 1^{er} (coopération internationale en matière médicale) :

Prononce la réserve de la suite de la discussion de l'article 1^{er} et de la discussion des articles 2 à 7 *quater* jusqu'après l'examen des amendements portant articles additionnels après l'article 7 *quater* (p. 1700).

Article 1^{er} (suite) précédemment réservé (coopération internationale en matière médicale) :

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 102 du Gouvernement (exigence d'une expérience hospitalière et universitaire de trois ans) à l'amendement n° 4 rectifié de la commission (harmonisation rédactionnelle des dispositions de l'article 3 de la loi du 4 février 1995 ; distinction entre les médecins venant exercer des fonctions d'enseignement et de recherche et les jeunes diplômés venus compléter leur formation) (p. 1708).

Après l'article 1^{er} :

- *ses observations* sur l'amendement n° 5 précédemment réservé de la commission (remplacements temporaires des infirmières libérales) (p. 1710).

Amendements de la commission : retrait par le rapporteur.

Deuxième lecture :

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Prononce la réserve de la discussion des articles du projet de loi pour lesquels les deux assemblées n'ont pu parvenir à un texte identique jusqu'après l'examen de l'article 25 et des amendements portant articles additionnels après l'article 24 *ter* (p. 2802).

- **Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires belges** [23 avril 1996] (p. 2441).

- **Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires tunisiens** [25 avril 1996] (p. 2543).

- **Hommage à la mémoire des moines trappistes assassinés en Algérie** [28 mai 1996] (p. 3500).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par MM. Alain Juppé, Premier ministre, Jacques Toubon, garde des sceaux, ministre de la justice et Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, sur la situation en Corse et débat sur cette déclaration (n° 2815).**

Son intervention [28 mai 1996] (p. 3518).

- **Son allocution (n° 2914).**

Principaux thèmes développés [25 juin 1996] :

Assemblée nationale :

- assiduité (p. 4874, 4875) ;
- commissions (p. 4876) ;
- commissions d'enquête (p. 4874) ;
- communication (p. 4877) ;
- contrôle parlementaire (p. 4874) ;
- débat d'orientation budgétaire (p. 4875) ;
- horaire des séances (p. 4875) ;
- immunités (p. 4873) ;
- initiative parlementaire (p. 4875) ;
- Internet : ouverture d'un site (p. 4877) ;
- lois de financement de la sécurité sociale (p. 4875) ;
- missions d'information communes (p. 4874) ;

- offices parlementaires (p. 4874) ;
- ordre du jour (p. 4873, 4875, 4876) ;
- ouverture au public (p. 4876) ;
- publicité des débats (p. 4877) ;
- questions au Gouvernement (p. 4874) ;
- rythme de travail (p. 4875) ;
- session unique (p. 4874, 4875) ;
- télévision des débats (p. 4877).

Assemblée nationale : activités internationales :

- délégation pour l'Union européenne (p. 4875) ;
- visites et échanges (p. 4876).

Constitution : article 88-4 (p. 4874).

Gouvernement :

- dispositions réglementaires (p. 4876) ;
- programme législatif (p. 4875).

SEITLINGER (Jean)

Député de la Moselle

(5^e circonscription)

UDF.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Football** : situation des joueurs étrangers : conséquences de l'arrêt Bosman [15 mai 1996] (p. 3185).

SERROU (Bernard)

Député de l'Hérault

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville [J.O. du 21 février 1995] (p. 2777).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de la culture [J.O. du 26 mars 1996] (p. 4632).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la fabrication, à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion (n° 2040) [16 mai 1995].

Proposition de loi tendant à réduire le taux de TVA applicable au disque (n° 2392) [28 novembre 1995].

Proposition de loi réduisant le taux de TVA applicable aux produits préemballés de chocolaterie (n° 2527) [7 février 1996].

Proposition de loi créant un Institut national de la santé publique (n° 2773) [14 mai 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Réseaux transeuropéens de transport** : infrastructures : financement [29 juin 1995] (p. 704, 705).

- **Rythmes scolaires** : réforme, financement [10 octobre 1995] (p. 1726).

- **Inondations dans le Midi** : classement de communes en zone de catastrophe naturelle : aides de l'Etat [19 décembre 1995] (p. 5324).

- **Aérogare d'Orly** : aménagement : répartition des compagnies aériennes entre Orly-Ouest et Orly-Sud [21 février 1996] (p. 1036).

- **Directive européenne sur le chocolat** : composition du chocolat ; production du cacao [24 avril 1996] (p. 2538).

orales sans débat :

- **n° 720**, posée le 22 novembre 1995 : **lutte contre les nuisances sonores** (p. 3962). Appelée le 30 novembre 1995 : plan d'urgence ; organisation d'un débat parlementaire (p. 4294).

- **n° 784**, posée le 17 janvier 1996 : **plate-forme eurorégionale de Montpellier** (p. 42). Appelée le 18 janvier 1996 : construction (p. 134, 135).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Culture et francophonie. - *Questions* [27 octobre 1995] :

Musique : opéras : rééquilibrage Paris-Provence (p. 2682).

Education nationale, enseignement supérieur et recherche. - *Questions* [9 novembre 1995] :

Recherche médicale : Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) : alcoologie (p. 3334).

Universités : décentralisation : université de Montpellier (p. 3329).

Environnement. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [10 novembre 1995] :

Bruit (p. 3408, 3409).

Plan : XI^e Plan et contrats de plan Etat-régions (p. 3408).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).**

Principaux thèmes développés [14 novembre 1995] :

Emploi : chômage : situation (p. 3612).

Entreprises : charges sociales (p. 3612).

Hôpitaux et cliniques : centres hospitaliers régionaux universitaires (CHRU) (p. 3612).

Hôpitaux et cliniques : secteur public : budget global et taux directeur : réforme : programmes de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) : contrats d'objectif (p. 3612).

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 3612).

Parlement : rôle : détermination du budget social de la Nation (p. 3612) ;

Professions médicales et paramédicales : médecins généralistes : rôle : revalorisation ; réforme de l'internat ; formation continue (p. 3612).

Santé publique :

- alcoolisme et tabagie : toxicomanie (p. 3612) ;
- codage des actes et dossier médical : références médicales (p. 3612) ;
- dépenses : maîtrise comptable : obligation de résultats (p. 3612) ;
- médecine préventive : médecine scolaire et médecine du travail : développement : reconversion d'une partie des médecins (p. 3612) ;
- déficit et dette : gestion paritaire des caisses : élections ; contrat d'objectifs : subsidiarité : déconcentration et régionalisation (p. 3612) ;
- réforme : concertation : forums et mission d'information ; partenariat ; législation par ordonnances (p. 3612).

- **Déclaration du Gouvernement sur la politique méditerranéenne de la France et de l'Union européenne à la veille de la conférence de Barcelone et débat sur cette déclaration (n° 2375).**

Principaux thèmes développés [21 novembre 1995] :

Affaires étrangères : désarmement conventionnel et nucléaire de la Méditerranée (p. 3955).

Commerce extérieur : zone de libre échange euro-méditerranéenne (p. 3955).

Communautés européennes et Union européenne : première conférence ministérielle européenne de Barcelone : 27 et 28 novembre 1995 (p. 3955).

SEUX (Bernard)

Député du Pas-de-Calais

(9^e circonscription)

non inscrit puis Socialiste

Elu député le 19 mai 1996 [J.O. du 21 mai 1996] (p. 7615).

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 23 mai 1996] (p. 7720).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 juin 1996] (p. 8307).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Aides publiques à l'emploi** : coût et efficacité [29 mai 1996] (p. 3585).

SICRE (Henri)

Député des Pyrénées-Orientales

(4^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France [J.O. du 18 octobre 1995] (p. 15198).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Crédits de la culture** : montants pour 1995 et 1996 [21 novembre 1995] (p. 3928, 3929).

- **Liaison TGV France-Espagne** : coût ; calendrier [29 mai 1996] (p. 3585).

orales sans débat :

- n° 709, posée le 14 novembre 1995 : **agents des entreprises de transit et commissionnaires en douanes à la suite de l'ouverture des frontières** (p. 3607). Appelée le 23 novembre 1995 : reconversion (p. 4042, 4043).

- n° 953, posée le 19 mars 1996 : **société nationale des Nouvelles messageries de la presse parisienne** (p. 1796). Appelée le 28 mars 1996 : restructuration : exemple de Prats-de-Mollo-la-Preste (p. 2105).

- n° 977, posée le 16 avril 1996 : **retraités français ayant travaillé en Afrique francophone** (p. 2271). Appelée le 18 avril 1996 : dévaluation du franc CFA ; mission Leroy : rapport au Premier ministre et prise des décisions appropriées (p. 2371, 2372).

- n° 987, posée le 16 avril 1996 : **création d'entrepôts fiscaux** (p. 2274). Appelée le 25 avril 1996 : distriport du Boulou (p. 2589).

- n° 1045, posée le 7 mai 1996 : **Centre technique national d'études et de recherches sur les handicaps et les Inadaptations** (p. 2906). Appelée le 14 mai 1996 : avenir (p. 3075).

- n° 1132, posée le 3 juin 1996 : **enseignement du catalan dans les Pyrénées-orientales** (p. 3814). Appelée le 11 juin 1996 : modalités (p. 4064).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant transposition de la directive n° 93/7 du 15 mars 1993 du Conseil des Communautés européennes relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre (n° 2162).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [26 juillet 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : directive 93/7/CEE du 15 mars 1993 : date d'entrée en vigueur (p. 1342).

Organisations internationales : UNESCO : convention du 14 novembre 1970 sur la prévention des transferts illicites d'œuvres d'art : achèvement du processus de ratification (p. 1342).

Patrimoine : trésor national : remboursement des frais engagés par l'Etat (p. 1342).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité entre les générations. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour les personnes handicapées, suppléant : *David (Martine)* [27 octobre 1995] :

Handicapés :

- allocation pour adultes handicapés : allocation compensatrice (p. 2605) ;
- centres d'aide par le travail (CAT) (p. 2604, 2605) ;
- enfants : accueil : scolarité : participation à la vie collective (p. 2605) ;
- intégration : rôle des pouvoirs publics (p. 2604, 2605).

Lois : loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées (p. 2604, 2605).

*Vote des crédits :***Etat B, titre IV :**

- défavorable à l'amendement n° 123 de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de 1,6 million de francs) (p. 2632).

Culture et francophonie. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [27 octobre 1995] :

Architecture : rattachement au ministère de la culture : écoles d'architecture : crédits (p. 2669).

Audiovisuel : secteur public : Institut national de l'audiovisuel (INA) ; ARTE ; orchestres de Radio France : rattachement des orchestres de Radio France au ministère de la culture (p. 2669).

Bibliothèque nationale de France : mission, crédits et effectifs : date d'ouverture (p. 2669).

Communes : Orange (p. 2669).

Grands travaux : projets régionaux : crédits (p. 2670).

Ministère de la culture et de la francophonie : effectifs et crédits ; élargissement des compétences : transferts budgétaires (p. 2669).

Musées : le Grand Louvre (p. 2670).

*Vote des crédits :***Etat B, titre III :**

- défavorable à l'amendement n° 153 du Gouvernement (diminution de 20 millions de francs des crédits affectés aux établissements publics subventionnés et augmentation d'un même montant des crédits affectés au fonctionnement des écoles d'architecture) (p. 2684).

Services du Premier ministre. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [3 novembre 1995] :**Rapatriés :**

- crédits (p. 2992) ;
- Français musulmans rapatriés (p. 2993) ;
- rapatriés réinstallés (p. 2993).

- **Déclaration du Gouvernement sur la politique méditerranéenne de la France et de l'Union européenne à la veille de la conférence de Barcelone et débat sur cette déclaration (n° 2375).**

Principaux thèmes développés [21 novembre 1995] :

Commerce extérieur : zone de libre échange euro-méditerranéenne (p. 3957).

Communautés européennes et Union européenne : première conférence ministérielle européenne de Barcelone : 27 et 28 novembre 1995 (p. 3956).

- **Proposition de loi relative à la prorogation de la suspension des poursuites engagées à l'encontre des rapatriés réinstallés (n° 2508).**

*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [8 février 1996] (p. 751, 752) :*

Départements : commissions départementales d'aide aux rapatriés et commissions départementales du passif des rapatriés (CODAIR et CODEPRA).

Lois :

- loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer ;
- loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles ;
- loi n° 93-121 du 27 janvier 1993 portant diverses mesures d'ordre social.

Lois de finances : loi de finances pour 1996.

Rapatriés : associations.

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes et la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes. COM (95) 434 final/n° E-613 (n° 2700).**

Discussion de l'article unique [24 avril 1996] :

- ses observations (p. 2498).

- **Projet de loi relatif à la Fondation du patrimoine (n° 2691).**

*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 avril 1996] (p. 2698) :*

Affaires étrangères : Royaume-Uni : National trust.

Aménagement du territoire : aménagement touristique et culturel.

Associations : rôle.

Conseil d'Etat : arrêts d'octobre 1979 et novembre 1993 sur le conseil d'administration des fondations.

Fondation de France.

Fondation du patrimoine :

- rôle et moyens : partenariat : « effet de levier » ;
- statut juridique.

Institut de France.

Lois : loi de programme n° 93-1437 du 31 décembre 1993 relative au patrimoine monumental.

Patrimoine :

- conservation : rôle de l'Etat : Caisse nationale des monuments historiques et des sites ;
- définition : « patrimoine de proximité » : patrimoine rural ;
- patrimoine naturel : préservation des sites et des paysages.

*Discussion des articles [30 avril 1996] :***Article 1^{er} (nature juridique de la Fondation du patrimoine) :**

- ses observations (p. 2710).

Article 2 (objet de la Fondation du patrimoine) :

- ses observations (p. 2711) ;
- son sous-amendement n° 46 (prise en compte des éléments mobiliers) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (définition des missions et moyens de la Fondation du patrimoine) : rejeté (p. 2713).

Article 6 (conseil d'administration de la Fondation du patrimoine) :

- son amendement n° 37 (limitation à 15 % de la part des voix détenue par le représentant d'un fondateur) : rejeté (p. 2717).

Article 8 (recours à des prérogatives de puissance publique) :

- son amendement n° 28 (interdiction de la cession des biens à des personnes privées) (p. 2721) : rejeté (p. 2722).

Ses explications de vote (p. 2724).

Vote contre du groupe socialiste.

*Deuxième lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [20 juin 1996] (p. 4582) :*

Fondation du patrimoine :

- composition et missions ;
- fondateurs : qualité : nombre : missions : rôle du Conseil d'Etat.

Loi de finances : budget des ministères de la culture et de l'environnement : entretien du patrimoine.

Patrimoine : conservation : rôle de l'Etat : partenariat avec la Fondation du patrimoine.

Vote contre du groupe socialiste (p. 4582).

SOISSON (Jean-Pierre)

Député de l'Yonne

(1^{re} circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la mission d'information commune sur la sécurité sociale [J.O. du 27 octobre 1995] (p. 15703).

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Secrétaire de cette mission [J.O. du 8 mars 1996] (p. 3643).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delalande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la sauvegarde des documents d'Etat (n° 1928) [1^{er} février 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Apprentissage** : centres de formation d'apprentis : financement [6 décembre 1995] (p. 4645).

- **Notion de pays** : développement de la Puisaye [12 décembre 1995] (p. 5005).

- **Politique de l'emploi** : emplois de service : avenir ; organisation d'un débat parlementaire [17 janvier 1996] (p. 77, 78).

- **Subventions des communes aux clubs de football professionnels** : réglementation [20 février 1996] (p. 992).

- **Contrats emploi-solidarité** : fonds locaux emploi-solidarité : rôle [13 mars 1996] (p. 1581).

- **Autorisation administrative de licenciement** : éventualité du rétablissement de la procédure [11 juin 1996] (p. 4078).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).**

Première lecture :

Discussion des articles [10 décembre 1995] :

Article 1^{er} (*définition du domaine d'habilitation de la loi*) :

Septième alinéa de l'article 1^{er} (*organisation et fonctionnement des institutions, régimes et branche de sécurité sociale*) :

- *ses observations* sur les amendements identiques n°s 1813 de M. Maxime Gremetz et 1892 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 4971).

Huitième alinéa de l'article 1^{er} (*apurement de la dette*) :

- *ses observations* sur les amendements identiques n°s 1814 de M. Maxime Gremetz et 1893 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 4976, 4983).

- **Motion de censure déposée par MM. Laurent Fabius, Alain Bocquet, Jean-Pierre Chevènement et quatre-vingt-cinq membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, le 10 décembre 1995.**

Principaux thèmes développés lors de la discussion [12 décembre 1995] :

Assemblée nationale : dépôt d'amendements : rôle de l'opposition (p. 5020).

Contribution sociale généralisée (p. 5021).

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 5021).

Emploi : politique de l'emploi (p. 5021).

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5021).

Ordonnances (p. 5020).

Politique économique et sociale : dialogue social (p. 5021).

Salaires (p. 5021).

Sécurité sociale :

- comptes : déficit (p. 5020) ;

- remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 5020) ;

Travail : temps de travail (p. 5021).

- **Projet de loi en faveur du développement des emplois de services aux particuliers (n° 2461).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 janvier 1996] :

Associations (p. 153).

Emploi :

- chèque emploi-service (p. 152, 153, 165) ;

- chômage (p. 152) ;

- contrat initiative-emploi (p. 152) ;

- création d'emplois (p. 152, 153) ;

- emplois de services (p. 152, 153) ;

- services aux personnes : aides : rapport au Parlement (p. 153).

Formation professionnelle : apprentissage (p. 152).

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 153).

Jeunes : insertion professionnelle (p. 152, 153).

- **Projet de loi constitutionnelle instituant la loi d'équilibre de la sécurité sociale (n° 2455).**

Première lecture :

Discussion des articles [24 janvier 1996] :

Après l'article 3 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Chevènement (dispositions relatives aux services publics) (p. 370) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 40 de M. Jean-Pierre Chevènement (vote du Parlement français avant le passage à la troisième phase de l'Union économique et monétaire) (p. 372).

- **Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 février 1996] :

Article 2 (*prime à l'apprentissage*) :

- *défavorable* au sous-amendement n° 67 de M. Marc Le Fur (non-assujettissement de l'indemnité compensatrice à l'impôt sur les sociétés) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (institution d'une indemnité compensatrice après avis du Conseil national de l'apprentissage) (p. 678) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 68 rectifié de M. Jean Ueberschlag (même objet) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 678).

Après l'article 6 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 51 du Gouvernement (accès direct à un contrat emploi consolidé des jeunes de 18 à 25 ans ayant au plus achevé un second cycle de l'enseignement secondaire et résidant dans des grands ensembles ou dans des quartiers d'habitat dégradé) (p. 683) ;
- *ses observations* sur le sous-amendement n° 78 de M. Pierre Cardo (dispositif réservé aux non-diplômés ayant plus d'un an d'inactivité) à l'amendement n° 51 du Gouvernement (p. 689) ;
- *ses observations* sur le sous-amendement n° 77 de M. Jean Ueberschlag (dispositif réservé aux non-diplômés) à l'amendement n° 51 du Gouvernement (p. 689) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 28 rectifié de M. Jean-Yves Chamard (modification des dispositions relatives au capital de temps de formation) (p. 692) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 63 rectifié de M. Michel Berson (même objet) (p. 692) ;
- *favorable* à l'amendement n° 15 corrigé de M. Germain Gengevin (financement de l'apprentissage en Alsace-Moselle) (p. 695) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 49 de M. Jean Ueberschlag (taux de la taxe d'apprentissage applicable en Alsace-Moselle) (p. 695) ;
- *favorable* à l'amendement n° 9 de la commission (adhésion des employeurs d'apprentis du secteur public au régime d'assurance chômage) (p. 697) ;
- *favorable* à l'amendement n° 52 du Gouvernement (reconduction pour 1996 de la prime à l'embauche des jeunes en contrat de qualification) (p. 698).

Ses explications de vote (p. 699).

Vote pour du groupe République et liberté.

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 mars 1996] (p. 1751, 1752) :

Emploi : contrats d'initiative locale.

Etat : contribution.

Formation professionnelle et promotion sociale :

- apprentissage : généralités ;
- Conseil national de l'apprentissage : création ;
- prime à l'apprentissage.

Discussion des articles [19 mars 1996] :

Article 1^{er} A supprimé par le Sénat (*finalités de l'apprentissage*) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 4 de la commission (institution d'une filière de l'apprentissage) (p. 1760).

Article 1^{er} B (*augmentation du nombre des membres du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue*) :

- *défavorable* aux amendements identiques n°s 28 de M. Jean Ueberschlag et 39 de Mme Simone Rignault (création d'une section de l'apprentissage au sein du comité de coordination) (p. 1763).

Article 1^{er} (*réforme des conditions de libération du quota de la taxe d'apprentissage*) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 6 de la commission (suppression de l'obligation de versement d'un concours financier au centre de formation où est inscrit l'apprenti pour les entreprises qui affectent tout ou partie de leur taxe d'apprentissage à des écoles d'enseignement technologique ou professionnel) (p. 1765).

SOULAGE (Daniel)

Député du Lot-et-Garonne

(3^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610) [J.O. du 14 janvier 1995] (p. 737).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur des propositions de résolution de MM. Robert Pandraud et Paul Chollet (n° 2700), de M. Jean Tardito (n° 2703), de MM. Alain Le Vern et Laurent Fabius (n° 2707) sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes (COM [95] 434 final/n° E-613) [17 avril 1996].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la production et des échanges sur les propositions de résolution :

1° (n° 2700) de MM. Robert Pandraud et Paul Choller ;

2° (n° 2703) de M. Jean Tardito ;

3° (n° 2707) de MM. Alain Le Vern et Laurent Fabius,

sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant **organisation commune des marchés** dans le secteur des **fruits et légumes** et la proposition de règlement (CE) du Conseil portant **organisation commune des marchés** dans le secteur des **produits transformés à base de fruits et de légumes** (COM [95] 434 final/n° E-613),

(n° 2714) [18 avril 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Producteurs de fruits et légumes** : Union européenne : variations monétaires : conséquences [24 octobre 1995] (p. 2355).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).**

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [17 janvier 1995] (p. 176) :

BAPSA :

- cotisations sociales ;
- pensions de réversion ;
- retraites et préretraites.

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs, droits à produire.

Exploitations agricoles : statut.

Impôts locaux : impôt sur le foncier non bâti.

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. – BAPSA. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [2 novembre 1995] :

Agroalimentaire (p. 2902, 2903).

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (p. 2902);

BAPSA :

- dépenses et recettes (p. 2902);
- retraites et préretraites (p. 2902).

Commerce extérieur (p. 2903).

Communautés européennes et Union européenne :

- organisation commune des marchés des fruits et légumes (p. 2903);
- politique agricole commune (p. 2902).

Enseignement agricole (p. 2903).

Exploitants agricoles :

- bonifications d'intérêt (p. 2903);
- dotation aux jeunes agriculteurs (p. 2903).

Exploitations agricoles :

- bâtiments d'élevage (p. 2902);
- transmission (p. 2903).

Impôts et taxes : fiscalité agricole (p. 2903).

Ministère : crédits (p. 2902).

Logement. - *Questions* [6 novembre 1995] :

Aides : un pour cent logement (p. 3136).

Logement social : HLM (p. 3130).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Discussion des articles [7 mars 1996] :

Après l'article 52 :

- son amendement n° 232 soutenu par M. Marcel Roques (établissement d'un budget unique pour le service d'eau potable et d'assainissement en cas de regroupement de communes de moins de 3 000 habitants) : retiré (p. 1408).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, sur la charte d'installation des jeunes agriculteurs et le statut des conjoints et débat sur cette déclaration (n° 2722).**

Principaux thèmes développés [23 avril 1996] (p. 2465) :

Exploitants agricoles :

- conjoints et aides familiaux : statut;
- dotation aux jeunes agriculteurs; charte nationale pour l'installation des jeunes en agriculture;
- formation;
- retraites et préretraites.

Lois : loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture.

Organismes et structures : fonds pour l'installation et le développement des initiatives locales.

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes et la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes. COM (95) 434 final/n° E-613 (n° 2700).**

Rapporteur de la commission de la production.

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [24 avril 1996] :

Commerce extérieur :

- certificats d'importation (p. 2486);
- Organisation mondiale du commerce et accords de Marrakech (p. 2486).

Communautés européennes et Union européenne :

- budget agricole communautaire (p. 2485);
- Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (p. 2485);
- organisation commune des marchés des fruits et légumes (p. 2485);
- préférence communautaire (p. 2484);
- proposition de règlement du Conseil du 4 octobre 1995 (p. 2484).

Fruits et légumes : production française, revenus des producteurs (p. 2484).

Moyens de paiement : dévaluations compétitives (p. 2485).

Discussion de l'article unique [24 avril 1996] :

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Alain Le Vern (principes généraux de l'organisation commune des marchés) (p. 2502);
 - *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Alain Le Vern (importance du secteur des fruits et légumes pour l'aménagement du territoire) (p. 2502);
 - *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Alain Le Vern (rééquilibrage du budget communautaire au profit du secteur des fruits et légumes) (p. 2502);
 - *défavorable* à l'amendement n° 7 rectifié de M. Jean Tardito (règles des retraits du marché) (p. 2503);
 - *défavorable* à l'amendement n° 8 rectifié de M. Jean Tardito (regroupement des organisations de producteurs à partir des bassins traditionnels de production) (p. 2503);
 - *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Jean Tardito (clarification de la politique commerciale communautaire dans le domaine agricole) (p. 2504);
 - *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Alain Le Vern (diminution de la participation des organisations de producteurs au financement des fonds opérationnels) (p. 2504);
 - *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. Alain Le Vern (non-plafonnement des aides de la politique agricole commune) (p. 2505).
- **Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).**

Première lecture :

Discussion des articles [23 mai 1996] :

Article 7 (composition des commissions départementales d'équipement commercial) :

- son amendement n° 85 soutenu par M. Germain Gengenwin (représentation de la profession au sein de la commission départementale) : retiré (p. 3399);
- son amendement n° 86 corrigé (représentation des unions commerciales locales) : rejeté (p. 3399).

Article 9 (procédure devant les commissions départementales d'équipement commercial) :

- son amendement n° 88 : non soutenu (p. 3402).

Article 10 (Commission nationale d'équipement commercial) :

- son amendement n° 89 soutenu par M. Germain Gengenwin (composition de la Commission nationale d'équipement commercial) (p. 3404) : rejeté (p. 3405).

Article 14 (protection de la qualité artisanale) :

- son amendement n° 90 : devenu sans objet (p. 3440).

SUDRE (Margie)

Secrétaire d'Etat chargé de la francophonie

NOMINATIONS

Est nommée secrétaire d'Etat chargé de la francophonie. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

Fin de ses fonctions : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

Est nommée secrétaire d'Etat chargé de la francophonie. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16345).

REPONSES AUX QUESTIONS

orales sans débat de :

- **Lapp (Harry) (n° 838) : orphelinats chinois : droits de l'enfant ; attitude de la France** [8 février 1996] (p. 742).
- **Delmas (Jean-Jacques) (n° 836) : appellation d'origine féta** : attestation de spécificité : réglementation européenne (p. 743).
- **Danilet (Alain) (n° 845) : diffusion par des chaînes étrangères d'émissions de télé-achat** : concurrence avec les chaînes françaises [8 février 1996] (p. 744).
- **Lenoir (Jean-Claude) (n° 880) : conférence intergouvernementale de Turin** : services publics : inscription à l'ordre du jour des travaux [22 février 1996] (p. 1079).
- **Joly (Antoine) (n° 888) : prytanée militaire de La Flèche** : avenir [22 février 1996] (p. 1080).
- **Lestas (Roger) (n° 929) : modulation du travail dans la confection et la chaussure** : conclusion d'accords avec les organisations syndicales [21 mars 1996] (p. 1891).
- **Lapp (Harry) (n° 932) : siège du Parlement européen** : tenue des sessions à Strasbourg ; accords d'Edimbourg [21 mars 1996] (p. 1894).
- **André (René) (n° 944) : maison familiale et rurale de Mortain** : utilisation à fins d'enseignement [21 mars 1996] (p. 1893).
- **Jambu (Janine) (n° 1005) : privatisation du groupe Thomson** : processus et calendrier retenus [2 mai 1996] (p. 2741).
- **Guyard (Jacques) (n° 1007) : suppression de postes au parquet d'Evry** : tribunal de grande instance d'Evry : effectifs [2 mai 1996] (p. 2738).
- **Froment (Bernard de) (n° 1020) : rémunération des ouvriers du ministère de la défense** : disparités de traitement [2 mai 1996] (p. 2739).
- **Dominati (Laurent) (n° 1011) : respect du droit du travail** : travail clandestin : filière parisienne dans le textile et l'habillement [2 mai 1996] (p. 2740).
- **Biessy (Gilbert) (n° 1096) : site des ruines de Séchillienne** : prévention d'une catastrophe naturelle majeure [4 juin 1996] (p. 3737).
- **Royer (Jean) (n° 1104) : barrage du Veurdre et aménagement de la Loire** : construction ; échéancier [4 juin 1996] (p. 3734).
- **Gallard (Claude) (n° 1107) : alimentation en eau potable des populations du bassin minier lorrain** : financement ; aides de l'Etat [4 juin 1996] (p. 3735).
- **Roques (Marcel) (n° 1137) : directive européenne de conservation des habitats naturels** : mise en place du réseau Natura 2000 [26 juin 1996] (p. 4851).
- **Jeffray (Gérard) (n° 1140) : parc naturel des boucles de la Marne** : état d'avancement du projet [26 juin 1996] (p. 4852).
- **Filléol (Jean-Jacques) (n° 1144) : directeurs d'école** : situation [26 juin 1996] (p. 4853).
- **Urbanjak (Jean) (n° 1148) : restructuration de la gendarmerie nationale dans le Pas-de-Calais** : conséquences [26 juin 1996] (p. 4849).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. - Réponses aux questions [12 novembre 1995] :

Langue française : alliances françaises (M. Pierre Gasher) (p. 3464).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1993 sur le cacao (ensemble trois annexes) (n° 1890), projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur le café (n° 2308).**

Première lecture :

Discussion commune : avant la discussion de l'article unique [14 février 1996] :

Son intervention (p. 842) et *sa réponse* (p. 846).

Principaux thèmes développés (p. 842, 846) :

Commerce extérieur :

- balance commerciale des pays producteurs et des pays importateurs ; termes de l'échange : évolution ;
- produits de base : plan de gestion de la production.

Organismes et structures :

- Organisation africaine et malgache du café ;
- Organisation internationale du cacao ;
- Organisation internationale du café.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique du Pakistan en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) (n° 1895).**

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [14 février 1996] :

Son intervention (p. 847).

Son intervention sur la question préalable opposée par : Bocquet (Alain) (p. 849).

Principaux thèmes développés (p. 847, 849) :

Affaires étrangères : engagement du Pakistan dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Commerce extérieur : balance commerciale avec le Pakistan ; présence française au Pakistan.

Enfants : travail des enfants ; convention sur le droit des enfants.

Impôt sur les sociétés.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente et de coopération entre la République française et l'Ukraine (n° 2349).**

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [14 février 1996] :

Son intervention (p. 851) et *sa réponse* (p. 855).

Principaux thèmes développés (p. 851, 856) :

Conseil de l'Europe : adhésion de l'Ukraine le 9 novembre 1995.

Coopération et développement.

Energie : Tchernobyl.

Traité de non-prolifération nucléaire : adhésion de l'Ukraine le 5 décembre 1994.

Ukraine : indépendance, institutions, relations avec la Russie.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun relative à la circulation et au séjour des personnes (n° 1727).**

*Première lecture :**Avant la discussion de l'article unique* [14 février 1996] :*Son intervention* (p. 855) et *sa réponse* (p. 859).*Principaux thèmes développés* (p. 855, 856) :

Communautés européennes et Union européenne : accords de Schengen.

Etrangers : ressortissants du Cameroun : visas, regroupement familial, titre de séjour.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération et d'union douanière entre le Communauté économique européenne et la République de Saint-Marin** (n° 2522).

*Première lecture :**Avant la discussion de l'article unique* [14 février 1996] :*Son intervention* (p. 860).*Principaux thèmes développés :*

Communautés européennes et Union européenne : accord d'association avec Saint-Marin.

Saint-Marin : situation géographique, population, institutions.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège portant sur le transport par gazoduc de gaz du plateau continental norvégien et d'autres secteurs vers la France** (n° 2318) et **projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 19 décembre 1980 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole et un protocole additionnel), modifiée par l'avenant du 14 novembre 1984** (n° 2317).

*Première lecture :**Discussion commune : avant la discussion de l'article unique* [26 mars 1996] :*Son intervention* (p. 1993, 1994).*Principaux thèmes développés :*

Energie : gaz naturel norvégien : gisements et transport.

Impôt sur les sociétés.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État d'Israël en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune** (n° 2514).

*Première lecture :**Avant la discussion de l'article unique* [26 mars 1996] :*Son intervention* (p. 1999).*Principaux thèmes développés :*

Commerce extérieur : échanges entre la France et Israël.

Impôts sur le revenu et sur la fortune.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Albanie sur l'encouragement et la protection réciproques des Investissements** (n° 2497).

*Première lecture :**Avant la discussion de l'article unique* [26 mars 1996] :*Son intervention* (p. 2003).*Principaux thèmes développés :*

Albanie.

Entreprises : investissements réalisés par les entreprises françaises en Albanie : sécurité.

SUGUENOT (Alain)*Député de la Côte-d'Or**(5^e circonscription)**RPR*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Élevage bovin** : effets de la maladie dite de la vache folle [22 mai 1996] (p. 3329).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995** (n° 2357).

*Première lecture :**Discussion des articles* [6 décembre 1995] :**Article 14** (*relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition*) :

- *son amendement n° 71* : non soutenu (p. 4675).

T

TAITTINGER (Frantz)*Député des Hauts-de-Seine**(2^e circonscription)**RPR*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

DEPOTS**Proposition de loi** visant à créer une obligation pour le maire de se prononcer sur la permanence de la validité d'un permis de construire primitif lors de l'accord d'un deuxième permis de construire ou d'un permis de construire modificatif (n° 2338) [6 novembre 1995].**TAPIE (Bernard)***Député des Bouches-du-Rhône**(10^e circonscription)**République et Liberté*

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

Se démet de son mandat de député [J.O. du 4 septembre 1996] (p. 13182).

Déchu le 5 septembre 1996 [J.O. du 10 septembre 1996] (p. 13499).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

TARDITO (Jean)*Député des Bouches-du-Rhône**(9^e circonscription)**Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Taxes parafiscales) [5 juillet 1995].

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Taxes parafiscales) [7 mai 1996].

DEPOTS**Proposition de résolution** tendant à créer une commission d'enquête sur la situation politique et économique en Corse (n° 1917) [30 janvier 1995].**Rapport** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : annexe n° 45 : Taxes parafiscales (n° 2270) [12 octobre 1995].**Proposition de loi** tendant à interdire le licenciement des personnes malades (n° 2606) [11 mars 1996].**Proposition de résolution** sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant organisation commune des marchés des fruits et légumes et la proposition de règlement (CE)

du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes (COM [95] 434 final/n° E-613) (n° 2703) [12 avril 1996].

QUESTIONS**au Gouvernement :**- **Forfait hospitalier** : financement ; taux directeurs [18 octobre 1995] (p. 1964).- **Evènements de Corse** : création d'une commission d'enquête [17 janvier 1996] (p. 81, 82).- **Situation financière des collectivités locales** : relations avec l'Etat ; perspectives [21 mai 1996] (p. 3238).**INTERVENTIONS**- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).***Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion des articles* [16 janvier 1995] :

Départements : Bouches-du-Rhône (p. 87, 88).

Etat : préfet (p. 88).

Prévention (p. 86, 87).

Régions :

- Corse (p. 86) ;

- Languedoc-Roussillon (p. 86) ;

- Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 86).

Sapeurs-pompiers et sapeurs-pompiers volontaires (p. 86 à 88).

Secours (p. 87).

Services d'incendie et de secours (p. 87, 88).

Discussion des articles [16 et 17 janvier 1995] :**Article 2 (compétences et missions des services d'incendie et de secours) :**

- son amendement n° 62 (missions assurées avec les autres services publics) : rejeté (p. 105) ;

- son amendement n° 63 (mission de secours aux personnes victimes d'accidents de toute nature) (p. 106) : rejeté (p. 107).

Article 4 (règlement opérationnel pour l'emploi du service d'incendie et de secours par le maire ou le préfet) :

- son amendement n° 64 (élaboration en concertation avec les élus locaux, les syndicats et les associations d'usagers) : rejeté (p. 118).

Article 5 (composition des corps des sapeurs-pompiers) :

- son amendement n° 66 (rédactionnel) (p. 120, 122) : devenu sans objet (p. 123).

Article 7 (schéma départemental d'analyse et de couverture des risques) :

- son amendement n° 67 (élaboration en concertation avec les élus locaux, les associations d'usagers et les syndicats) : rejeté (p. 125).

Article 8 (gestion des sapeurs-pompiers professionnels) :

- défavorable (p. 126).

Article 9 (gestion des sapeurs-pompiers volontaires officiers) :

- ses observations (p. 126).

Article 12 (transfert des sapeurs-pompiers professionnels) :

- son amendement n° 69 (rédactionnel) : rejeté (p. 130).

Article 15 (mise à disposition du service départemental d'incendie et de secours de certains agents administratifs, techniques et spécialisés de la fonction publique territoriale n'ayant pas la qualité de sapeurs-pompiers professionnels) :

- son amendement n° 70 (réintégration dans l'emploi d'origine) : rejeté (p. 131).

Article 16 (transfert des biens) :

- défavorable (p. 132).

Article 22 (composition de la Commission nationale des transferts) :

- son amendement n° 71 (représentation des organisations syndicales) (p. 135) : rejeté (p. 136).

Article 26 (composition du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours) :

- son amendement n° 72 rectifié (représentation des organisations syndicales et des usagers ; participation avec voix délibérative des représentants des sapeurs-pompiers volontaires) (p. 137) : rejeté (p. 138).

Article 33 (institution d'une commission administrative et technique des services d'incendie et de secours) :

- son amendement n° 73 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (désignation des représentants des sapeurs-pompiers parmi leurs organisations syndicales) (p. 154) : rejeté (p. 155).

Article 35 (missions du directeur départemental sous l'autorité du préfet) :

- son amendement n° 74 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (rédactionnel) : rejeté (p. 156).

Article 42 (compétences des instances paritaires) :

- son amendement n° 75 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (garantie d'exercice des droits syndicaux) : rejeté (p. 161).

Article 43 (financement des interventions des services départementaux d'incendie et de secours ne se rattachant pas au service public) :

- son amendement n° 76 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (suppression de la participation financière des bénéficiaires) : rejeté (p. 161).

Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (COM [94] 117 final/n° E-401) (n° 2019).**Discussion de l'article unique [29 juin 1995] :**

- son amendement n° 13 (respect de la préférence communautaire) : rejeté (p. 773) ;
- son amendement n° 14 (transparence de l'expertise et accès à ses résultats) : rejeté (p. 773) ;
- son amendement n° 15 (autorisation de dépassement de 10 % du volume du marché national de référence) : rejeté (p. 774) ;
- son amendement n° 16 soutenu par M. Georges Hage (maintien du maximum d'exploitations) : adopté (p. 774) ;
- son amendement n° 17 soutenu par M. Georges Hage (maintien du maximum d'exploitations) : rejeté (p. 775) ;
- son amendement n° 18 deuxième correction (réorientation des sommes destinées à l'arrachage en faveur de l'installation des jeunes et pour une production de qualité) (p. 775) : rejeté (p. 776).

Proposition de loi tendant à relever de 18,60 % à 20,60 % le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995 (n° 2148).**Première lecture :****Discussion de l'article unique [12 juillet 1995] :****Article unique :**

- soutient l'amendement n° 12 de M. Jean-Pierre Brard (non-application du relèvement aux opérations effectuées par les collectivités territoriales et leurs établissements publics) (p. 1015) : rejeté (p. 1016) ;

- soutient l'amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Brard (non-application du relèvement aux opérations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics donnant lieu à compensation par le FCTVA) : rejeté (p. 1016) ;

- soutient l'amendement n° 11 de M. Jean-Pierre Brard (non-application du relèvement aux opérations résultant de la passation de marchés publics par les collectivités territoriales et leurs établissements publics) : rejeté (p. 1016).

Après l'article unique :

- son amendement n° 8 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (ouverture du droit à compensation par le FCTVA aux dépenses des collectivités locales inscrites à leurs sections de fonctionnement et imposables à la TVA) (p. 1043) : retiré (p. 1044) ;

- son amendement n° 6 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (ouverture du droit à compensation par le FCTVA aux dépenses des associations reconnues d'utilité publique) (p. 1044) : rejeté (p. 1045).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).**Première lecture :****Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 juillet 1995] :**

Action sociale et solidarité nationale : exclusion : fracture sociale (p. 1080, 1082).

Banques et établissements financiers : Crédit Lyonnais (p. 1081, 1082).

Bâtiment et travaux publics (p. 1082).

Collectivités locales :

- Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 1082) ;

- dotation globale de fonctionnement (p. 1082) ;

- FCTVA (p. 1082) ;

- relations financières avec l'Etat : ressources (p. 1082).

Contribution sociale généralisée (p. 1081).

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 1080).

Emploi :

- généralités (p. 1080 à 1083) ;

- charges sociales : allègement (p. 1081) ;

- chômage (p. 1080, 1081) ;

- chômage de longue durée : contrat initiative-emploi (p. 1081).

Entreprises :

- allègement des charges : aides (p. 1080, 1081) ;

- investissements (p. 1080, 1081) ;

- licenciements (p. 1081).

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux (p. 1081) ;

- dette publique (p. 1081) ;

- prélèvements obligatoires (p. 1080).

Gouvernement : déclaration de politique générale (p. 1080).

Impôt sur les sociétés (p. 1080).

Impôts et taxes :

- justice sociale (p. 1080, 1081) ;

- réforme fiscale (p. 1080).

Impôts sur la fortune et sur le patrimoine : impôt de solidarité sur la fortune (p. 1081).

Logement et habitat :

- accession à la propriété : réforme (p. 1082) ;

- investissement locatif (p. 1082) ;

- logement social (p. 1082).

Marchés financiers (p. 1080, 1082).

Politique économique :

- généralités (p. 1080, 1082) ;
- croissance (p. 1080, 1082) ;
- revenus du travail et du capital (p. 1080) ;
- taux d'intérêt (p. 1082).

Politique économique et sociale :

- généralités (p. 1082) ;
- réformes (p. 1080).

Salaires :

- généralités (p. 1080) ;
- SMIC (p. 1080).

Secteur public : privatisations (p. 1081).

Travail : réduction du temps de travail (p. 1081).

TVA :

- dégressivité : progressivité (p. 1080) ;
- taux normal : relèvement (p. 1080).

Discussion des articles [13, 17 juillet 1995] :

Article 2 (*contribution de 10 % assise sur l'impôt sur les sociétés*) :

- soutient l'amendement n° 119 de M. Jean-Pierre Brard (taux de la contribution porté à 20 % en cas de licenciements économiques) : rejeté (p. 1124).

Après l'article 2 :

- son amendement n° 107 corrigé soutenu par M. Maxime Gremetz et Mme Janine Jambu (relèvement de 19 à 25 % du taux des plus-values à long terme des entreprises) (p. 1127) : rejeté (p. 1128).

Après l'article 3 :

- son amendement n° 100 rectifié soutenu par M. Jean-Pierre Brard (abrogation de l'article 92 B bis du code général des impôts relatif au régime fiscal des stock options) (p. 1136) : rejeté (p. 1137).

Après l'article 8 :

- son amendement n° 114 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (assujettissement à la TVA des ressources tirées de la taxe parafiscale de la mécanique par les centres techniques industriels) (p. 1167) : rejeté (p. 1168) ;
- son amendement n° 106 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (taxe de 5 % sur les importations des produits en provenance des pays à faible niveau de protection sociale) (p. 1168) : rejeté (p. 1169) ;
- son amendement n° 110 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (taxe de 0,1 % sur les opérations d'achat et de vente de titres) (p. 1169) : rejeté (p. 1170).

Après l'article 21 :

- son amendement n° 117 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (incorporation des actifs financiers dans les bases d'imposition de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 1229) ;
- son amendement n° 99 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (remboursement aux collectivités locales dans un délai d'un an des créances sur le fonds de compensation de la TVA) : rejeté (p. 1235).
- **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs (n° 2212).**

Première lecture :

Discussion des articles [4 octobre 1995] :

Article 4 (*conseil d'administration de l'EPBI*) :

- son amendement n° 21 soutenu par M. Daniel Colliard (élargissement de la composition du conseil d'administration de l'établissement public) : rejeté (p. 1642).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [17 et 18 octobre 1995] :

Rappel au règlement : déplore que le Gouvernement fasse état de mesures qui ne sont pas encore entérinées à propos des forums sur l'avenir de la protection sociale et du pacte de stabilité financière entre l'Etat et les collectivités locales [18 octobre 1995] (p. 1985).

Principaux thèmes développés :

Bâtiment et travaux publics (p. 1916).

Collectivités locales : relations financières avec l'Etat : pacte de stabilité financière : ressources (p. 1915, 1916).

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence : monnaie unique (p. 1916).

Contribution sociale généralisée (p. 1916).

Emploi : politique de l'emploi (p. 1916).

Entreprises : allègement des charges : aides (p. 1915, 1916).

Epargne : fiscalité (p. 1916).

Fonctionnaires et agents publics : rémunérations (p. 1916).

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des contrats d'assurance-vie (p. 1916).

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1916).

Impôts et taxes :

- fraude fiscale (p. 1916) ;
- justice sociale (p. 1915, 1916) ;
- politique fiscale (p. 1916) ;
- réforme fiscale (p. 1916) ;
- revenus mobiliers : stock options (p. 1917) ;
- revenus mobiliers : taxation (p. 1916).

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 1917).

Logement et habitat :

- HLM : organismes : prélèvement (p. 1915) ;
- prêt à taux zéro (p. 1915).

Politique économique :

- investissement (p. 1916) ;
- taux d'intérêt (p. 1916).

TVA : relèvement du taux normal (p. 1915).

Première partie, discussion des articles [19, 20 et 21 octobre 1995] :

Après l'article 2 :

- soutient l'amendement n° 98 précédemment réservé de M. Daniel Colliard (attribution dès l'âge de 65 ans de la demi-part de quotient familial supplémentaire dont bénéficient les anciens combattants) : rejeté (p. 2041) ;
- soutient l'amendement n° 97 précédemment réservé de M. Daniel Colliard (maintien de la demi-part de quotient familial supplémentaire accordée aux anciens combattants en cas de décès du conjoint) : rejeté (p. 2041) ;
- soutient l'amendement n° 41 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (taux de la réduction accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile limité à 25 %) (p. 2047) : rejeté (p. 2048) ;
- soutient l'amendement n° 45 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (abaissement à 40 000 francs de la limite des dépenses prises en compte pour le calcul de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 2048) : rejeté au scrutin public (p. 2050) ;
- son amendement n° 99 précédemment réservé (déductibilité des frais de déplacement et d'hébergement engagés dans le cadre de la recherche d'un emploi) : rejeté (p. 2051) ;
- soutient l'amendement n° 100 précédemment réservé de M. Daniel Colliard (imposition de la dernière année d'activité normale des salariés ayant perdu leur emploi et des artisans et commerçants ayant dû cesser leurs activités sur la base de leurs nouveaux revenus) (p. 2051) : rejeté (p. 2052) ;

- *soutient* l'amendement n° 219 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (plafonnement des réductions d'impôt à 20 000 francs pour une personne seule et à 40 000 francs pour un couple, plus 1 000 francs par personne à charge) (p. 2052) : rejeté au scrutin public (p. 2056).

Après l'article 3 :

- *soutient* l'amendement n° 49 de M. Jean-Pierre Brard (suppression du prélèvement libératoire pour les personnes fiscalement domiciliées en France, relèvement des taux des prélèvements pour les personnes n'ayant pas leur domicile fiscal en France et interdiction des bons anonymes) (p. 2080) : rejeté au scrutin public (p. 2082).

Rappel au règlement : regrette l'absence des députés de la majorité et demande une suspension de séance [19 octobre 1995] (p. 2082).

Article 4 (*champ d'application de l'abattement de 8 000 F/16 000 F applicable aux revenus de capitaux mobiliers*) :

- favorable (p. 2086).

Article 5 (*actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune et limitation des effets du plafonnement en fonction du revenu*) :

- son amendement n° 109 soutenu par M. Daniel Colliard (nouveau barème avec une tranche marginale à 2 %) (p. 2092) : rejeté (p. 2094).

Après l'article 6 :

- son amendement n° 403 soutenu par M. Daniel Colliard (relèvement des abattements sur les droits de mutation à titre gratuit) (p. 2162) : rejeté (p. 2163) ;
- son amendement n° 139 soutenu par M. Daniel Colliard (taxe de 5 % sur les importations des produits en provenance des pays à faible niveau de protection sociale) (p. 2163) : rejeté (p. 2164).

Après l'article 15 :

- son amendement n° 442 soutenu par M. Daniel Colliard (abrogation de l'article 92 B bis du CGI relatif à l'imposition des stock options) (p. 2244) : rejeté (p. 2247) ;
- son amendement n° 88 soutenu par M. Daniel Colliard (assujettissement à la TVA des ressources tirées des taxes parafiscales par les organismes bénéficiaires) (p. 2251) : retiré (p. 2252) ;
- son amendement n° 105 soutenu par M. Daniel Colliard (création d'un impôt sur le capital non réinvesti des entreprises) (p. 2260) : rejeté (p. 2261) ;
- son amendement n° 112 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (création d'une taxe de 1 % sur les opérations d'achat et de vente d'obligations et d'actions émises dans les pays extérieurs à l'Union européenne) (p. 2261) : rejeté (p. 2262) ;
- son amendement n° 104 soutenu par M. Daniel Colliard (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile, les caisses des maisons de retraite publiques et les hôpitaux) : rejeté (p. 2264).

Première lecture, deuxième partie :

Tourisme. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [6 novembre 1995] :

Aménagement du territoire (p. 3082).

Ministère : crédits (p. 3082, 3083).

Tourisme : tourisme associatif (p. 3082, 3083).

Vote des crédits :

Etat B, titre IV :

- *défavorable* à l'amendement n° 228 de M. François Loos (réduction des crédits) (p. 3098).

Economie et finances : Charges communes. - Services financiers. - Monnaies et médailles (budget annexe). - Comptes spéciaux du Trésor. - Taxes parafiscales. - Exa-

men des fascicules, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur spécial de la commission des finances pour les taxes parafiscales [14 novembre 1995] :

Agriculture :

- Association nationale pour le développement agricole (ANDA) (p. 3675, 3676) ;
- horticulture : Comité national interprofessionnel (p. 3676).

Audiovisuel : redevance (p. 3675).

Environnement : taxes sur la pollution atmosphérique et sur les huiles de base (p. 3675).

Industrie : centres techniques industriels (p. 3676, 3677).

Pêche : organismes professionnels (p. 3676).

Taxes parafiscales (p. 3674 à 3677).

Vote des crédits :

Taxes parafiscales :

Article 48 et état E (*autorisation de perception des taxes parafiscales*) :

- *défavorable* à l'amendement n° 412 de M. Jean Bégault (suppression de la taxe parafiscale sur les produits horticoles) (p. 3715).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Article 53 (*aménagement du régime fiscal des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions*) :

- favorable à l'amendement n° 388 de M. Didier Migaud (abrogation de l'article 92 B bis du CGI relatif au régime fiscal des plans d'options sur actions) (p. 3730).

Après l'article 59 :

- *soutient* l'amendement n° 18 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (fixation par région du taux de la participation des employeurs à l'effort de construction en fonction du pourcentage de demandeurs de logements par rapport à la population de la région et selon un barème s'échelonnant de 0,45 à 0,65 %) (p. 3804) : rejeté (p. 3805) ;

- *soutient* l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Brard (relèvement du taux de la participation des employeurs à la formation professionnelle pour les entreprises de travail temporaire) (p. 3806) : rejeté (p. 3807).

- **Rappel au règlement :** déplore le manque de sérieux du débat budgétaire et demande une suspension de séance [15 novembre 1995] (p. 3721).

- **Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 novembre 1995] :

Allocation de vétérance (p. 3981).

Collectivités et finances locales (p. 3981).

Communes :

- Aubagne (p. 3979) ;
- La Mède (p. 3980) ;
- Lançon (p. 3979).

Entreprises (p. 3980, 3981).

Formation (p. 3980).

Incendies de forêt (p. 3979, 3980).

Lois : projet de loi n° 1888 rectifié relatif aux services d'incendie et de secours (p. 3979, 3980)

Prévention (p. 3979).

SAMU (p. 3980).

Sapeurs-pompiers volontaires (p. 3980).

Sécurité sociale : cotisations (p. 3980).

Transports : transports routiers (p. 3980).

Travail :

- autorisations d'absence et disponibilité (p. 3980) ;
- comités d'hygiène et de sécurité (p. 3980).

Discussion des articles [22 novembre 1995] :

Article 1^{er} (*missions de sécurité civile des sapeurs-pompiers volontaires*) :

- favorable aux amendements identiques n^{os} 49 de M. Marcel Roques et 83 de M. Christian Kert (reconnaissance de la qualité de collaborateurs occasionnels du service public aux sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4018) ;
- favorable à l'amendement n^o 2 de M. Charles de Courson (reconnaissance de la qualité de collaborateurs occasionnels du service public aux sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4018).

- **Proposition de loi améliorant le financement des associations concourant à l'action humanitaire en vue de leur permettre de participer plus efficacement à la lutte contre l'exclusion (n^o 2476).**

Première lecture :

Discussion des articles [24 janvier 1996] :

Après l'article 2 :

- défavorable à l'amendement n^o 5 de M. Daniel Garrigue (déductibilité des versements effectués par les entreprises au cours d'un exercice qui n'a pas dégagé de bénéfice imposable) (p. 289) ;
 - favorable à l'amendement n^o 12 corrigé de M. Charles Josselin (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations qui procèdent à la fourniture de repas à des personnes en difficulté ou qui contribuent à favoriser leur logement et pour les associations d'intérêt général qui concourent à l'action en faveur des personnes en difficulté) (p. 290) ;
 - ses observations sur l'amendement n^o 10 de M. Jean Proriol (relèvement de l'abattement dont bénéficient les associations en matière de taxe sur les salaires) (p. 290).
- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales (n^o 2560).**

Première lecture :

Discussion des articles [8 mars 1996] :

Article 3 (*art. L. 234-12 du code des communes : modalités de répartition de la dotation de solidarité urbaine*) :

- son amendement n^o 69 (suppression de la limitation du coefficient affectant l'indice synthétique) : rejeté (p. 1483).
- **Projet de loi de modernisation des activités financières (n^o 2650).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 avril 1996] :

Affaires étrangères : Grande-Bretagne (p. 2236).

Banques et établissements financiers : commission bancaire (p. 2236).

Communautés européennes et Union européenne : construction européenne : marché financier unique : monnaie unique (p. 2235).

Emploi (p. 2236).

Épargne : épargne retraite : fonds de pension (p. 2236).

Marchés financiers :

- instruments financiers : titres de créances négociables (p. 2237) ;

- organisation : rôle économique (p. 2235).

Politique économique (p. 2235).

Discussion des articles [16 et 17 avril 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- son amendement n^o 123 (institution d'une taxe de 0,5 % sur les mouvements boursiers) (p. 2243) : rejeté (p. 2244).

Article 3 (*définition des services connexes d'investissement*) :

- son amendement n^o 124 (introduction des activités de compensation) (p. 2245) : rejeté (p. 2246).

Article 9 (*agrément des entreprises d'investissement et des établissements de crédit exerçant des activités de services d'investissement*) :

- son amendement n^o 127 (compétence exclusive du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement) : rejeté (p. 2250).

Article 10 (*conditions posées à la délivrance et au retrait de l'agrément des prestataires de services d'investissement*) :

- son amendement n^o 125 (création d'une association représentant les prestataires de services d'investissement et le Conseil des marchés financiers) (p. 2252) : retiré (p. 2253).

Article 11 (*champ d'application de la loi*) :

- son amendement n^o 126 (dispense d'agrément pour la Caisse des dépôts et consignations) (p. 2258) : rejeté (p. 2259).

Article 12 (*composition du Conseil des marchés financiers*) :

- son amendement n^o 128 (représentation des salariés des entreprises d'investissement) : rejeté (p. 2262) ;
- son amendement n^o 131 précédemment réservé (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2262) ;
- défavorable à l'amendement n^o 21 précédemment réservé de la commission (composition du Conseil) (p. 2262).

Article 14 (*les formations spécialisées du Conseil des marchés financiers*) :

- son amendement n^o 119 (représentation des salariés des entreprises d'investissement) (p. 2281) : rejeté (p. 2282).

Article 15 (*les formations disciplinaires du Conseil des marchés financiers*) :

- son amendement n^o 120 (représentation des salariés au sein des formations disciplinaires) : rejeté (p. 2283).

Rappel au règlement : estime regrettable que, sur un texte qui selon certains conditionnerait l'avenir financier et économique du pays, le Gouvernement soit obligé de demander une suspension de séance en raison de l'absence des députés de la majorité [17 avril 1996] (p. 2283).

Article 40 (*contrôle du Conseil des marchés financiers sur les prestataires de services d'investissement*) :

- son amendement n^o 121 rectifié (contrôle du Comité de la réglementation bancaire) (p. 2307) : rejeté (p. 2308).

Article 43 (*sanctions applicables aux prestataires de services d'investissement et aux personnes placées sous leur autorité*) :

Rappel au règlement : proteste contre l'emploi du mot "punition" par le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement lors de son intervention sur l'amendement n^o 117 de M. Alain Rodet [17 avril 1996] (p. 2325).

Article 52 (*modification du statut de la Commission des opérations de bourse*) :

- défavorable à l'amendement n^o 91 de la commission (application du délit d'initié aux seuls émetteurs de titres de sociétés cotées) (p. 2336).

Après l'article 61 :

- son amendement n° 122 (préservation des droits des salariés des sociétés de bourse) (p. 2343) : rejeté (p. 2344).

Après l'article 66 :

- ses observations sur l'amendement n° 159 du Gouvernement (nantissement de titres, français ou étrangers, inscrits en comptes tenus par des établissements établis en France) (p. 2347).

Ses explications de vote (p. 2348).

Vote contre du groupe communiste.

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes et la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes. COM (95) 434 final/n° E-613 (n° 2700).**

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [24 avril 1996] :

Commerce extérieur : Organisation mondiale du commerce et accords de Marrakech (p. 2491).

Communautés européennes et Union européenne :

- Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (p. 2491) ;
- organisation commune des marchés des fruits et légumes (p. 2491) ;
- préférence communautaire (p. 2491, 2492) ;
- proposition de règlement du Conseil du 4 octobre 1995 (p. 2490).

Fruits et légumes : production française, revenus des producteurs (p. 2490).

Discussion de l'article unique [24 avril 1996] :

- ses observations sur l'amendement n° 2 de M. Alain Le Vern (importance du secteur des fruits et légumes pour l'aménagement du territoire) (p. 2502) ;
- son amendement n° 7 rectifié (règles des retraits du marché) : rejeté (p. 2503) ;
- son amendement n° 8 rectifié (regroupement des organisations de producteurs à partir des bassins traditionnels de production) (p. 2503) : adopté (p. 2504) ;
- son amendement n° 9 (clarification de la politique commerciale communautaire dans le domaine agricole) : adopté (p. 2504).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, sur le débat d'orientation budgétaire et débat sur cette déclaration (n° 2768).**

Rappel au règlement : proteste contre l'absence des députés de la majorité et demande une suspension de séance [14 mai 1996] (p. 3118).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 juin 1996] (p. 3932) :

Affaires étrangères :

- opérations extérieures ;
- Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord.

Armements classiques :

- avions Rafale ;
- chars Leclerc.

Industries d'armement :

- généralités ;
- Direction des constructions navales ;
- Groupement industriel des armements terrestres.

Recherche.

TAUBIRA-DELANNON (Christiane)

Député de la Guyane

(1^{re} circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 1910) [21 juin 1995].

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Premier ministre : action humanitaire d'urgence) [4 juillet 1995].

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : tome VII : Premier ministre : action humanitaire d'urgence (n° 2272) [12 octobre 1995].

Proposition de loi sur l'interdiction de la mise au point, la fabrication, l'acquisition et la vente des mines antipersonnel (n° 1967) [7 mars 1995].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1910) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 2156) [12 juillet 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Menaces sur l'environnement en Guyane** : mines ; réglementation [3 octobre 1995] (p. 1582).
- **Union européenne et régions ultrapériphériques** : aides européennes ; POSEIDOM [15 novembre 1995] (p. 3753, 3754).
- **Mines antipersonnel** : interdiction totale [13 février 1996] (p. 796).
- **Lancement d'Ariane V** : conséquences pour l'environnement [22 mai 1996] (p. 3327).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Outre-mer. – Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [28 octobre 1995] :

Agriculture (p. 2710).

Drogue (p. 2710).

Egalité sociale (p. 2711).

Emploi (p. 2710).

Enseignement (p. 2710).

Environnement (p. 2710).
 Guadeloupe (p. 2710).
 Guyane (p. 2710, 2711).
 Logement et habitat (p. 2710).
 Martinique (p. 2710).
 Mayotte (p. 2710).
 Mer et littoral : pêches maritimes (p. 2710).
 Nouvelle-Calédonie (p. 2710).
 Polynésie française (p. 2710).
 Santé publique (p. 2710).
 Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 2710).
 SMIC (p. 2710).
 Wallis-et-Futuna (p. 2710).

Services du Premier ministre. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour l'action humanitaire d'urgence [3 novembre 1995] :

Action humanitaire : crédits (p. 2991, 2992).

Intérieur. – *Questions* [3 novembre 1995] :

DOM-TOM : Guyane : commissariat de Cayenne (p. 3063).
 Drogue (p. 3062).

TEISSIER (Guy)

Député des Bouches-du-Rhône

(6 circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 26 mars 1996] (p. 4647).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante [J.O. du 24 mai 1996] (p. 7779).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} juin 1996] (p. 8134).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission de la défense sur le **recrutement et la formation des cadres militaires d'active (n° 2063)** [17 mai 1995].

Proposition de loi incitant au **débroussaillage des propriétés boisées (n° 2473)** [11 janvier 1996].

Proposition de loi insérant au sein du **statut général des militaires les articles 5 et 6 de la loi n° 75-1000 du 30 octobre 1975 et étendant leurs dispositions aux sous-officiers (n° 2601)** [11 mars 1996].

Proposition de loi permettant aux personnes retraitées de **déduire de leur revenu imposable les cotisations d'assurance maladie complémentaire (n° 2677)** [25 mars 1996].

Proposition de loi suspendant provisoirement ou définitivement la prise en compte de l'enfant mineur délinquant dans le calcul des prestations familiales (n° 2786) [14 mai 1996].

Proposition de loi permettant la prise en compte des **années d'études supérieures dans la durée de cotisation retenue pour le calcul du montant de la pension de retraite (n° 2963)** [10 juillet 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Ecole nationale de la marine marchande de Marseille :** situation [17 octobre 1995] (p. 1876).

– **Délocalisation de l'ORSTOM à Marseille :** modalités : calendrier [4 juin 1996] (p. 3753).

orales sans débat :

– **n° 807**, posée le 16 janvier 1996 : **formation des masseurs-kinésithérapeutes** (p. 47). Appelée le 25 janvier 1996 : mise en place d'une voie expérimentale (p. 335).

– Supplée M. Marc Laffineur pour sa question **n° 964**, posée le 19 mars 1996 : **enseignement maternel et primaire** (p. 1798). Appelée le 28 mars 1996 : école Henri-David de Montreuil-Juigné : suppression de postes (p. 2107).

– **n° 966**, posée le 19 mars 1996 : **accueil des élèves par les enseignants non grévistes** (p. 1799). Appelée le 28 mars 1996 : réglementation (p. 2107).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense. – *Questions* [8 novembre 1995] :

Armée de terre : retraites anticipées (p. 3252).

Jeunesse et sports. – *Questions* [13 novembre 1995] :

Enfants : aménagement des rythmes scolaires : coût pour les collectivités locales : sites pilotes (p. 3540).

– **Projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime (n° 2298), projet de loi relatif au trafic de stupéfiants en haute mer et portant adaptation de la législation française à l'article 17 de la convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988 (n° 2299) et projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg le 8 novembre 1990 (n° 2300).**

Première lecture :

Discussion commune : principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 février 1996] :

Code pénal :

- intentionnalité ;
- organisation criminelle internationale.

Justice : entraide judiciaire.

Lois : loi n° 90-614 du 12 juillet 1990 relative à la participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du trafic des stupéfiants.

Ordre public : lutte contre le trafic de stupéfiants.

Traités et conventions : convention des Nations Unies conclue à Vienne le 20 décembre 1988.

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Charles Millon, ministre de la défense, sur la politique de défense et débat sur cette déclaration (n° 2654).**

Principaux thèmes développés [20 mars 1996] (p. 1866) :

Armée de terre : professionnalisation.

Service national.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 juin 1996] (p. 3922) :

Armée de terre : professionnalisation.

Livre blanc sur la défense.

Réserves.

TENAILLON (Paul-Louis)

Député des Yvelines

(3^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 décembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant diverses dispositions relatives aux territoires d'outre-mer (n° 1683) [J.O. du 14 janvier 1995] (p. 737).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (n° 1682) [J.O. du 14 janvier 1995] (p. 738).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté : collectivités locales) [28 juin 1995].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [J.O. du 21 juillet 1995] (p. 10672).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française [J.O. du 7 mars 1996] (p. 3582).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le statut de la Polynésie française [J.O. du 7 mars 1996] (p. 3582).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales [J.O. du 12 mars 1996] (p. 3832).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [J.O. du 4 avril 1996] (p. 5236).

Membre titulaire du comité des finances locales [J.O. du 10 mai 1996] (p. 7053).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire [J.O. du 24 mai 1996] (p. 7779).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante [J.O. du 24 mai 1996] (p. 7779).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Intérieur : collectivités locales) [19 juin 1996].

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)** : tome VIII : **Réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté : collectivités locales (n° 2274)** [12 octobre 1995].

Proposition de loi modifiant les **dispositions applicables aux agglomérations nouvelles (n° 2602)** [11 mars 1996].

Proposition de loi relative au **vote par procuration (n° 2778)** [14 mai 1996].

Proposition de loi portant transposition de la **convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique** (révisée) signée à Malte le 16 janvier 1992 (**n° 2899**) [20 juin 1996].

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).**

Première lecture :

Discussion des articles [28 juin 1995] :

Article 26 (infractions exclues de l'amnistie) :

- son amendement n° 100 précédemment réservé (atteintes au patrimoine archéologique) : rejeté (p. 724) ;

- son amendement n° 101 précédemment réservé (provocation aux crimes et délits par voie de presse) : rejeté (p. 724).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - Questions [26 octobre 1995] :

Régions : crédits aux pays (p. 2524, 2525).

Intérieur. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur pour avis de la commission des lois pour l'administration générale et les collectivités locales [3 novembre 1995] :

Collectivités locales :

- budgets locaux (p. 3023) ;

- compétences (p. 3023, 3024) ;

- concours financiers de l'Etat : pacte de stabilité financière (p. 3022) ;

- dotation globale d'équipement (p. 3022, 3023) ;

- dotation globale de fonctionnement (p. 3022, 3023) ;

- dotation régionale d'équipement scolaire et dotation départementale d'équipement des collèges (p. 3023) ;

- fonds de compensation de la TVA (p. 3023) ;

- groupements de communes (p. 3023) ;

- pays (p. 3023).

Impôts locaux :

- allègements : compensation (p. 3022) ;

- Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (p. 3023).

Lois : loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993 portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts (p. 3023).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : CNRACL (p. 3023).

- **Projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire (n° 2302).**

Première lecture :

Discussion des articles [20 décembre 1995] :

Après l'article 6 :

- son amendement n° 45 soutenu par M. Yves Bonnet (prolongation de la garde à vue) : rejeté (p. 5431).

- **Projet de loi d'habilitation relatif au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte (n° 2294).**

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 janvier 1996] :

Administration : statut des fonctionnaires : harmonisation (p. 377).

TERROT (Michel)

Député du Rhône

(12^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

THIEN AH KOON (André)

Député de la Réunion

(3^e circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre titulaire du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon [J.O. du 9 décembre 1995] (p. 17978).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Egalité sociale dans les départements d'outre-mer :** alignement sur la métropole [29 juin 1995] (p. 694, 695).
- **Amélioration de l'habitat à la Réunion :** logement social : perspectives [25 octobre 1995] (p. 2449, 2450).
- **Conditions de la concurrence à la Réunion :** missions du Conseil de la concurrence [7 février 1996] (p. 673).

THOMAS (Jean-Claude)

Député de la Marne

(3^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

THOMAS (Jean-Pierre)

Député des Vosges

(4^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Affaires étrangères : affaires européennes) [5 juillet 1995].

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108) [J.O. du 5 juillet 1995] (p. 10102).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 [J.O. du 29 juillet 1995] (p. 11347).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 26 octobre 1995] (p. 15658).

Membre de la mission d'information commune sur la sécurité sociale [J.O. du 27 octobre 1995] (p. 15703).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1996 [J.O. du 13 décembre 1995] (p. 18147).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 [J.O. du 21 décembre 1995] (p. 18527).

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [J.O. du 27 mars 1996] (p. 4710).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delalande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Affaires étrangères : affaires européennes) [7 mai 1996].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : annexe n° 3 : Affaires étrangères : affaires européennes (n° 2270) [12 octobre 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Relance économique :** perspectives monétaires, monnaie unique [30 janvier 1996] (p. 400).

- **Fonds de pension** : développement de l'épargne retraite [6 mars 1996] (p. 1241).

oraux sans débat :

- n° 739, posée le 28 novembre 1995 : **plans de mise en conformité dans les PME** (p. 4182). Appelée le 7 décembre 1995 : équipements de travail : application de la directive européenne 89/655 (p. 4725).

- n° 1138, posée le 18 juin 1996 : **professions de brocanteur et d'antiquaire** (p. 4443). Appelée le 26 juin 1996 : réglementation ; concurrence déloyale ; pratique du vide-grenier [26 juin 1996] (p. 4854).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60 % à 20,60 % le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995 (n° 2148).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 juillet 1995] (p. 1006) :

Assemblée nationale : conditions d'examen de la proposition de loi.

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence.

Emploi :

- chômage ;
- plan : financement.

Entreprises : formalités administratives : simplification.

Finances publiques :

- déficit budgétaire ;
- dépenses publiques : maîtrise ;
- loi de finances rectificative pour 1995 ;
- recettes publiques.

Impôts et taxes : réforme fiscale.

TVA : taux normal : relèvement : date.

Discussion de l'article unique [12 juillet 1995] :

Article unique :

- son amendement n° 31 (relèvement temporaire jusqu'au 31 décembre 1996) (p. 1016) : retiré (p. 1017) ;

- son amendement n° 37 (relèvement temporaire jusqu'au 31 décembre 1997) (p. 1017) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard (p. 1019) : rejeté (p. 1021) ;

- ses observations sur le sous-amendement n° 47 de M. Charles de Courson (relèvement limité au plus tard au 31 décembre 1997) à son amendement n° 37 (p. 1019) ;

- son amendement n° 34 (suppression du paragraphe IV de l'article unique relatif à l'abaissement temporaire du taux du droit de consommation sur les cigarettes) : retiré (p. 1023) ;

- son amendement n° 33 rectifié (abaissement du taux du droit de consommation sur les cigarettes ramené au 31 décembre 1995) (p. 1023) : retiré (p. 1024) ;

- son amendement n° 42 soutenu par M. Germain Gengenwin (extension de l'abaissement du droit de consommation à l'ensemble des produits du tabac) : devenu sans objet (p. 1025).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 juillet 1995] :

Action sociale et solidarité nationale :

- exclusion : fracture sociale (p. 1088) ;
- revenu minimum d'insertion (p. 1088).

Assemblée nationale :

- amendements au projet de loi (p. 1087) ;
- proposition de loi tendant à relever le taux normal de la TVA (p. 1089).

Collectivités locales : relations financières avec l'Etat : ressources (p. 1089).

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence : monnaie unique (p. 1089).

Contribution sociale généralisée (p. 1089).

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 1088).

Emploi :

- généralités (p. 1088) ;
- charges sociales : allègement (p. 1088, 1089) ;
- chômage (p. 1088) ;
- chômage de longue durée : contrat initiative-emploi (p. 1088, 1089) ;
- contrats emploi-solidarité : contrats d'emplois consolidés (p. 1089) ;
- créations d'emplois (p. 1089) ;
- plan emploi : financement : coût (p. 1088).

Entreprises :

- chômeurs créateurs d'entreprise (p. 1089) ;
- financement (p. 1088) ;
- transmission d'entreprises (p. 1089).

Etat : réforme (p. 1089).

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux (p. 1088, 1089) ;
- dette publique (p. 1088) ;
- politique budgétaire : maîtrise des dépenses publiques (p. 1088, 1089) ;
- prélèvements obligatoires (p. 1088).

Impôt sur le revenu : réforme (p. 1088).

Impôt sur les sociétés (p. 1088).

Impôts et taxes :

- contribution sociale de solidarité des sociétés (CSSS) (p. 1089) ;
- droits d'enregistrement (p. 1089) ;
- justice sociale (p. 1088) ;
- réforme fiscale (p. 1089).

Lois de finances : projet de loi de finances pour 1996 (p. 1088).

Politique économique :

- généralités (p. 1088) ;
- croissance (p. 1088) ;
- taux d'intérêt (p. 1088).

Politique économique et sociale :

- généralités (p. 1087) ;
- réformes (p. 1089).

Retraites : généralités : épargne-retraite (p. 1089).

Salaires : SMIC (p. 1088).

Secteur public : privatisations (p. 1088).

Travail : temps partiel (p. 1088).

TVA : taux normal : relèvement (p. 1088).

Discussion des articles [17 juillet 1995] :

Après l'article 4 :

- son amendement n° 194 (déficit foncier imputable sur le revenu global porté à 100 000 francs) : retiré (p. 1139) ;

- son amendement n° 190 : réservé jusqu'après la discussion de l'article 18 ;

- son amendement n° 199 (abattement de 50 % des droits de mutation à titre gratuit en cas de conclusion d'un pacte d'entreprise) (p. 1140) : retiré (p. 1141) ;
- son amendement n° 200 (exonération, à concurrence de 35 %, des droits de mutation à titre gratuit sur les biens professionnels à condition que ces biens restent la propriété de l'héritier pendant cinq ans) (p. 1140) : retiré (p. 1141).

Article 6 (versement au budget général des crédits de la dotation de développement rural) :

- ses observations (p. 1145).

Article 18 (réduction des droits de mutation à titre onéreux pour les acquisitions de logements) :

- ses observations (p. 1206) ;
- son sous-amendement n° 249 (compensation calculée par référence aux bases taxées entre le 30 juin 1993 et le 30 juin 1995) (p. 1209) à l'amendement n° 77 de la commission de la production (compensation des pertes de recettes pour les collectivités locales égale à 35 % du montant des droits déterminés par référence aux bases taxées entre le 1^{er} janvier 1994 et le 30 juin 1995) : devenu sans objet (p. 1210).

Après l'article 18 :

- son amendement n° 190 rectifié (exonération des droits de mutation lors de la première transmission à titre gratuit des immeubles acquis neufs entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 1995) (p. 1212) ; deuxième rectification (application de la mesure aux acquisitions réalisées à compter du 1^{er} août 1995 et suppression du gage) : adopté (p. 1213).

Article 19 (relèvement de la déduction forfaitaire pour frais en matière de revenus fonciers) :

- son amendement n° 187 (relèvement à 15 % du taux de la déduction forfaitaire pour charges) : retiré (p. 1216).

Après l'article 20 :

- son amendement n° 201 (institution d'un plan d'épargne pour l'initiative et le développement économique) (p. 1219) : retiré (p. 1220).

Après l'article 21 :

- son amendement n° 185 (majoration d'un milliard de francs de la dotation globale de fonctionnement versée au titre de 1995) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard : rejeté (p. 1234).

Article 24 (reconfiguration de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise) :

- défavorable (p. 1236) ;
- son amendement n° 163 (de suppression) (p. 1236) : rejeté (p. 1231).

Article 25 (relèvement du taux et élargissement de l'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés) :

- ses observations (p. 1238) ;
- son amendement n° 162 (de suppression) : retiré (p. 1239) ;
- son amendement n° 184 (de conséquence) : adopté après rectification (p. 1241).

Ses explications de vote (p. 1252) :

Vote pour du groupe UDF.

Proposition de loi tendant à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (n° 2108).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 juillet 1995] (p. 1265) :

Commissions permanentes : commission des finances.

Lois : lois de finances.

Offices parlementaires d'évaluation : politiques publiques : compétences, composition et saisine.

Discussion des articles [18 juillet 1995] :

Article 3 (création de l'office) :

- favorable à l'amendement n° 15 de M. Hervé Novelli (appartenance de droit d'un vice-président de chaque commission permanente autre que les commissions des finances) (p. 1280, 1281) ;
- son amendement n° 20 (même objet pour un membre de chacune de ces autres commissions permanentes désigné par son bureau) (p. 1279) : adopté (p. 1281).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 octobre 1995] :

Assemblée nationale : commission des finances : travaux (p. 1976, 1977).

Banque de France (p. 1978).

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence : monnaie unique (p. 1976).

Finances publiques :

- crédits : réduction (p. 1976, 1977) ;
- déficits publics et sociaux (p. 1976) ;
- dette publique (p. 1976) ;
- politique budgétaire (p. 1977) ;
- prélèvements obligatoires (p. 1976, 1977) ;
- recettes : moins-values (p. 1976).

Fonctionnaires et agents publics :

- créations de postes (p. 1977) ;
- rémunérations (p. 1977).

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des contrats d'assurance-vie (p. 1977).

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 1977).

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 1978).

Parlement :

- Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (p. 1977) ;
- rôle (p. 1976).

Politique économique :

- conjoncture (p. 1976) ;
- taux d'intérêt (p. 1978).

Politique économique et sociale : réformes (p. 1976).

Retraites : généralités (p. 1977, 1978).

Sécurité sociale : comptes : déficit (p. 1977).

Première partie, discussion des articles [18, 19, 20 et 21 octobre 1995] :

Article 3 (limitation du champ d'application de la réduction d'impôt accordée au titre des contrats d'assurance-vie) :

- ses observations (p. 2004, 2005).

Epargne :

- épargne de précaution : épargne-retraite ;
- politique.

Impôt sur le revenu : assiette :

Politique économique :

- prélèvements obligatoires ;

Politique économique et sociale : réformes.

- ses observations sur les amendements identiques n° 133 de la commission, 202 de M. François Loos, 207 de M. Jean-Claude Bahu, 229 de M. Didier Migaud et 420 de M. Dominique Paillé (de suppression) (p. 2014) ;
- son amendement n° 280 (non-application de la réduction d'impôt aux primes payées au titre des contrats à primes périodiques et à primes uniques conclus ou prorogés à compter du 20 septembre 1995) : retiré (p. 2016).

Article 30 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) :

Son intervention en qualité de rapporteur spécial (p. 2066).

Actions extérieures (p. 2067).

Agriculture : politique agricole commune : dépenses agricoles (p. 2067, 2068).

Communautés européennes et Union européenne :

- construction européenne (p. 2066, 2067) ;
- présidence française (p. 2067) ;
- traité de Maastricht : monnaie unique (p. 2066 à 2068).

Communautés européennes et Union européenne : budget : discipline budgétaire (p. 2067).

Fonds structurels (p. 2067).

Politiques internes (p. 2067).

- favorable à l'amendement n° 155 de M. Robert Pandraud (réduction de la contribution d'un montant correspondant au douzième des dépenses du budget du Parlement européen supportées par la France) (p. 2078).

Après l'article 3 :

- son amendement n° 327 : non soutenu (p. 2085).

Article 4 (champ d'application de l'abattement de 8 000 F/16 000 F applicable aux revenus de capitaux mobiliers) :

- son amendement n° 285 (revalorisation des abattements applicables aux revenus d'actions) (p. 2089) : retiré (p. 2090).

Après l'article 5 :

- favorable aux amendements identiques n° 120 de la commission et 278 corrigé de M. Gilbert Gantier (prorogation de l'exonération des plus-values de cession des OPCVM de capitalisation réinvestis dans le logement) (p. 2106) ;
- ses observations sur l'amendement n° 121 de la commission (suppression du régime fiscal des SOFICA) (p. 2109) ;
- ses observations sur l'amendement n° 184 de M. Yves Rousset-Rouard (investissement des SOFICA dans des programmes interactifs) (p. 2109).

Article 6 (réforme des transmissions d'entreprises) :

- son amendement n° 273 : non soutenu (p. 2154) ;
- son amendement n° 274 : non soutenu (p. 2156) ;
- son amendement n° 275 (prorogation jusqu'au 31 décembre 1997 du régime dérogatoire applicable aux donateurs de plus de soixante-cinq ans) : retiré (p. 2157).

Après l'article 6 :

- son amendement n° 248 (abattement de 5 % par année de détention sur les plus-values à long terme réalisées lors de la vente d'un fonds de commerce) : retiré (p. 2160) ;
- son amendement n° 246 (abattement de 40 % sur les droits de mutation à titre gratuit en cas de conclusion d'un pacte d'entreprise) : retiré (p. 2162) ;
- son amendement n° 270 (exonération, à concurrence de 30 %, des droits de mutation à titre gratuit sur les biens professionnels à condition que ces biens restent la propriété de l'héritier pendant cinq ans) : retiré (p. 2162) ;
- son amendement n° 247 (non-versement d'intérêts en cas de paiement différé ou fractionné des droits de mutation à titre gratuit portant sur un bien professionnel) : retiré (p. 2162).

Article 7 (mesures liées à la réforme de l'accès à la propriété) :

- son amendement n° 283 soutenu par M. Michel Inchauspé (application du taux réduit de la TVA aux acquisitions de terrains réalisées par les bénéficiaires du prêt sans intérêt) : retiré (p. 2172).

Article 9 (institution d'une contribution sur les logements sociaux occupés par des locataires dépassant les plafonds de ressources et d'une contribution sur les produits financiers des organismes HLM) :

- son amendement n° 284 : non soutenu (p. 2181).

Article 13 (pérennisation de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux) :

- son amendement n° 290 soutenu par M. Adrien Zeller (de suppression) (p. 2224) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard (p. 2225) : rejeté (p. 2226).

Après l'article 15 :

- soutient l'amendement n° 168 de la commission et son amendement n° 267 (déductibilité de l'imposition forfaitaire annuelle) : retirés (p. 2251).

Article 31 et état A (équilibre général du budget) :

- soutient l'amendement n° 150 de la commission (réduction des dépenses à caractère définitif de 4 milliards de francs) (p. 2322) : retiré (p. 2327) ;
- son amendement n° 542 rectifié (réduction des dépenses à caractère définitif de 2 milliards de francs) : adopté (p. 2327).

Ses explications de vote [24 octobre 1995] (p. 2365, 2366) :

Vote pour du groupe UDF (p. 2366).

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - Vote des crédits [26 octobre 1995] :

Etat B, titre III :

- son amendement n° 104 (réduction des crédits au titre de l'urbanisme et des services communs) (p. 2529) : adopté (p. 2530) ;
- ses observations sur l'amendement n° 78 de la commission (réduction des crédits au titre de la mer) (p. 2530).

Etat B, titre IV :

- son amendement n° 103 (réduction des crédits au titre des transports terrestres) (p. 2530) : retiré (p. 2531).

Etat C, titre VI :

- son amendement n° 105 (réduction des crédits des transports terrestres) (p. 2531) : adopté (p. 2532) ;
- ses observations sur l'amendement n° 74 rectifié de la commission (réduction des crédits au titre des transports terrestres) (p. 2532) ;
- son amendement n° 106 (réduction des crédits au titre des transports aériens) (p. 2532) rejeté (p. 2533).

Santé publique et assurance maladie. - Vote des crédits [26 octobre 1995] :

Etat B, titre III :

- son amendement n° 110 rectifié (réduction des crédits de 12 millions de francs) (p. 2590) : adopté (p. 2593).

Etat B, titre IV :

- son amendement n° 111 rectifié (réduction des crédits de 40 millions de francs) (p. 2593) : retiré (p. 2594) ;
- favorable à l'amendement n° 122 de M. Bernard Accoyer (réduction des crédits de 34,2 millions de francs) (p. 2594).

Après l'article 68 :

- *défavorable* à l'amendement n° 109 de M. Augustin Bonrepaux (création d'une taxe spéciale pour la médecine préventive) (p. 2595).

Solidarité entre les générations. - Vote des crédits [27 octobre 1995] :**Etat B, titre IV :**

- son amendement n° 123 (réduction des crédits de 1,6 million de francs) (p. 2631) : adopté (p. 2632).

Etat C, titre VI :

- son amendement n° 124 (réduction des crédits de paiement et des autorisations de programme de 10 millions de francs) (p. 2632) : adopté (p. 2633).

Technologies de l'information et de la Poste. - Vote des crédits [27 octobre 1995] :**Etat B, titre III :**

- *soutient* l'amendement n° 96 de la commission (réduction des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils) : retiré (p. 2646).

Etat C, titre VI :

- *soutient* l'amendement n° 97 de la commission (réduction des subventions d'investissement) : retiré (p. 2646) ;
- son amendement n° 129 rectifié (réduction des crédits de paiement du CNES) (p. 2646) : rejeté (p. 2649) ;
- son amendement n° 131 (réduction des crédits) (p. 2649) : retiré (p. 2650).

Culture et francophonie. - Vote des crédits [27 octobre 1995] :**Etat B, titre III :**

- son amendement n° 147 (réduction des crédits de 11,67 millions de francs) : non soutenu ; repris par M. Dominique Perben : retiré (p. 2683).

Etat B, titre IV :

- son amendement n° 146 : non soutenu (p. 2684).

Intégration et lutte contre l'exclusion. - Vote des crédits [30 octobre 1995] :**Etat B, titre IV :**

- son amendement n° 156 (réduction des crédits de 15 millions de francs) (p. 2786) : adopté au scrutin public (p. 2787).

Travail, dialogue social et participation. - Vote des crédits [31 octobre 1995] :

- son amendement n° 164 (réduction des crédits de 3 millions de francs) (p. 2867) : adopté (p. 2868) ;
- son amendement n° 165 (réduction des crédits de 63,16 millions de francs) (p. 2869) ; vote réservé (p. 2870) : adopté après rectifications (p. 2884) (réductions des crédits de 33,16 millions de francs) ;
- ses observations sur l'amendement n° 137 de la commission des finances (réduction des crédits de 50 millions de francs) (p. 2873).

Industrie et commerce extérieur. - Vote des crédits [10 novembre 1995] :**Etat B, titre III :**

- *favorable* à l'amendement n° 292 de M. Bernard Carayon (réduction des crédits) (p. 3393).

Environnement. - Vote des crédits [10 novembre 1995] :**Etat B, titre III :**

- ses observations sur l'amendement n° 208 de M. Philippe Auberger (réduction des crédits) (p. 3418).

Etat C, titre VI :

- son amendement n° 335 rectifié (réduction des crédits) (p. 3418) : adopté au scrutin public (p. 3420).

Après l'article 68 :

- ses observations sur l'amendement n° 331 du Gouvernement (paramètres acoustiques de la taxe d'atténuation des nuisances sonores sur les grands aéroports) (p. 3421).

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur spécial de la commission des finances pour les affaires européennes [12 novembre 1995] :**Communautés européennes et Union européenne :**

- budget communautaire, participation française (p. 3437) ;
- monnaie unique (p. 3437, 3438) ;
- programmes PHARE et TACIS (p. 3436).

Ministère : crédits (p. 3436).**Vote des crédits :****Etat B, titre III :**

- *soutient* l'amendement n° 255 rectifié de M. Michel Inchauspé (réduction des crédits) : adopté (p. 3472).

Etat C, titre VI :

- *soutient* l'amendement n° 257 rectifié de M. Michel Inchauspé (réduction des crédits) (p. 3475) : adopté (p. 3476).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :**Après l'article 59 :**

- *soutient* l'amendement n° 365 de M. Aimé Kergueris (réduction de la valeur locative des logements adaptés à l'accès et au déplacement des personnes invalides) : retiré (p. 3824) ;
- son amendement n° 363 soutenu par M. Charles de Courson (non-assujettissement des coopératives à la contribution sociale de solidarité des sociétés) : retiré (p. 3843) ;
- son amendement n° 364 (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour les coopératives agricoles) : devenu sans objet (p. 3843) ;
- ses sous-amendements n° 359 et 360 (extension de l'exonération à l'activité d'approvisionnement des entreprises de négoce en gros des produits agricoles) à l'amendement n° 266 de la commission (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour l'activité d'approvisionnement des sociétés coopératives agricoles) : devenus sans objet (p. 3843).

Article 55 précédemment réservé (imputation sur le revenu global des déficits relevant des BIC) :

- son amendement n° 362 (report au 1^{er} janvier 1996 de la date d'entrée en vigueur de l'article) : devenu sans objet (p. 3852).

Seconde délibération des articles 33, 34, 36, 46, 55, 59 septies, 59 nonies, 59 decies, 59 duodecies de la deuxième partie et, pour coordination, de l'article 31 et de l'état A :

- *ses observations* sur les amendements du Gouvernement n° 1 à 31 (majoration des crédits), 32 à 53 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement), 54 à 69 (minoration des crédits), 70 à 80 (minoration des autorisations de programme et des crédits de paiement), 81 et 82 (de coordination à l'article 55), 83 (suppression de l'article 59 septies réduisant le taux de la taxe forestière pour les entreprises de sciage), 84 (suppression de l'article 59 nonies prévoyant une mise en application progressive de la révision des valeurs locatives en ce qui concerne la taxe foncière sur les propriétés non bâties), 85 (de suppression de l'article 59 decies instituant un prélèvement de 3 % sur les sommes mises aux jeux exploités par la Française des jeux), 86 (modification de l'article 59 duodecies afin de neutraliser, pour l'établissement de la contribution sociale de solidarité des sociétés, les transactions réalisées par les coopératives agricoles portant sur la vente des produits issus des exploitations de leurs membres) et 87 (déficit porté à 287,39 milliards de francs) (p. 3878).

Finances publiques : crédits : réduction (p. 3867).

Ses explications de vote [16 novembre 1995] (p. 3889) :

Vote pour du groupe UDF.

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Après l'article 23 :

- *son amendement* n° 81 (exonération de la TVA pour les soins dispensés par les maisons de retraite médicalisées) (p. 4686) : adopté après modifications (suppression du gage) (p. 4687).
- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 et 7 mars 1996] :

Article 1^{er} (réduction des droits de mutation à titre onéreux) :

- *son amendement* n° 142 : non soutenu (p. 1212).

Après l'article 4 :

- *son amendement* n° 144 (taux réduit d'imposition des bénéfices des petites et moyennes entreprises en cas de réinvestissement) (p. 1215) : retiré (p. 1216).

Après l'article 8 :

- *son amendement* n° 145 : non soutenu (p. 1227) ;
- *son amendement* n° 146 (réduction du taux d'intérêt prévu pour le paiement fractionné des droits de mutation à titre gratuit portant sur l'immobilier locatif) (p. 1234) : retiré (p. 1235) ;
- *son amendement* n° 147 (suppression pour les OPCA de l'artisanat de l'obligation de verser 35 % du montant de leurs contributions alternance aux organismes paritaires interprofessionnels) : retiré (p. 1235) ;
- *son amendement* n° 148 (suppression pour les OPCA de l'artisanat de l'obligation de verser 35 % du montant de leurs contributions alternance aux organismes paritaires interprofessionnels) : retiré (p. 1235).

Après l'article 16 :

- *son sous-amendement* n° 158 soutenu par M. Yves Fréville (plafonnement de la réduction d'impôt à 2 500 francs par an) à l'amendement n° 4 du Gouvernement (réduction d'impôt accordée au titre des intérêts des prêts à la consommation) (p. 1290) : retiré (p. 1292) ;
- *son amendement* n° 157 soutenu par M. Adrien Zeller (institution d'un crédit d'impôt pour l'investissement immobilier) : retiré (p. 1321) ;
- *ses amendements* n° 155 et 156 : non soutenus (p. 1324).

Article 18 (obligation d'information sur la constitution des prix des transactions avec les entreprises étrangères) :

- *son amendement* n° 163 corrigé : non soutenu (p. 1331).

Article 30 (dispositions relatives à la taxe sur les titulaires d'ouvrages de prise d'eau, rejet d'eau ou autres ouvrages hydrauliques) :

- *son sous-amendement* n° 347 soutenu par M. Gilbert Gantier (limitation à 2,5 % du chiffre d'affaires) à l'amendement n° 167 de M. Gilbert Gantier (modalités de calcul de la taxe pour les ouvrages hydro-électriques et limitation de son montant à 3,5 % du chiffre d'affaires) : rejeté (p. 1360).

Après l'article 40 :

- *son amendement* n° 233 : non soutenu (p. 1375).

- Proposition de loi améliorant le financement des associations concourant à l'action humanitaire en vue de leur permettre de participer plus efficacement à la lutte contre l'exclusion (n° 2476).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Après l'article 1^{er} :

- *son amendement* n° 6 soutenu par M. Jean-Marc Nesme (application de la réduction d'impôt dite Coluche aux dons faits par des particuliers à la Fondation du patrimoine) : retiré (p. 2766).

Après l'article 2 bis D :

- *son amendement* n° 7 soutenu par M. Jean-Marc Nesme (déductibilité des dons faits par les entreprises à la Fondation du patrimoine) : retiré (p. 2766).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, sur le débat d'orientation budgétaire et débat sur cette déclaration (n° 2768).

Principaux thèmes développés [15 mai 1996] :

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence : monnaie unique (p. 3189).

Emploi : aides publiques (p. 3189).

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux : dette publique (p. 3188) ;
- dépenses publiques (p. 3188) ;
- politique budgétaire (p. 3188) ;
- procédure budgétaire (p. 3188).

Fonctionnaires et agents publics (p. 3189).

Impôts et taxes :

- allègements fiscaux (p. 3190) ;
- réforme fiscale (p. 3188).

Logement et habitat : aides au logement (p. 3189).

Politique économique : croissance (p. 3188).

- Proposition de loi visant à créer un plan d'épargne entreprise-retraite (n° 741).

Rapporteur de la commission des finances.

Première lecture :

Avant la discussion des articles [30 mai 1996] :

Ses interventions (p. 3688, 3711).

Son intervention sur la question préalable opposée par : Sarre (Georges) (p. 3702).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : ordre du jour : suspension de la discussion (p. 3711).

Constitution : article 48, alinéa 3 (p. 3688, 3711).

Démographie (p. 3689).

Entreprises : financement (p. 3689, 3703).

Épargne :

- généralités (p. 3689, 3702) ;
- fonds de pension (p. 3689, 3703) ;
- plan d'épargne retraite (p. 3689).

Impôts et taxes :

- déductions fiscales (p. 3689) ;
- fiscalité de l'épargne : réforme fiscale (p. 3689).

Lois : projet de loi relatif à l'épargne retraite (p. 3712).

Retraites : généralités :

- cotisations : prestations (p. 3689) ;
- livre blanc (p. 3689) ;
- système par capitalisation : épargne retraite (p. 3689, 3702) ;
- système par répartition (p. 3689, 3702).

THOMAS-RICHARD (Franck)

Député du Cher

(2^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Intégration et lutte contre l'exclusion) [5 juillet 1995].

Membre de la mission d'information commune sur la sécurité sociale [J.O. du 27 octobre 1995] (p. 15703).

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 25 novembre 1995] (p. 17287).

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222) : tome VIII : Intégration et lutte contre l'exclusion (n° 2271) [12 octobre 1995].

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Intégration et lutte contre l'exclusion. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles [30 octobre 1995] :

Action sociale et solidarité nationale :

- centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) : SAMU social (p. 2745) ;
- revenu minimum d'insertion (p. 2746) ;
- travailleurs sociaux : formation (p. 2747).

Communes : Bourges (p. 2746).

Cour des comptes : rapport (p. 2746).

Délinquance et criminalité : réduction ; flottage ; rajeunissement de la délinquance (p. 2747).

Enseignement : illettrisme : rattrapage scolaire : zones d'éducation prioritaires (p. 2747).

Etrangers : immigrés : intégration (p. 2747).

Jeunes :

- = fonds d'aide à la jeunesse (FAJ) (p. 2746) ;
- situation : milieu éducatif : chômage (p. 2747).

Logement et habitat : logement social (p. 2746).

Ministère de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion : création : crédits (p. 2745).

Politique de la ville :

- crédits : gestion : fonds interministériel d'intervention (p. 2747) ;
- programmes Ville-vie-vacances et Ecoles ouvertes (p. 2747) ;
- projet de loi contre l'exclusion : Programme national d'intégration urbaine (PNIU) (p. 2746) ;
- quartiers en difficulté : contrats d'initiative locales (CIL) : emplois de proximité et d'utilité sociale (p. 2747).

Service national : objecteurs de conscience (p. 2746).

Défense. - *Questions* [8 novembre 1995] :

Industrie d'armement : Groupement industriel des armements terrestres (p. 3254).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).**

Principaux thèmes développés [14 novembre 1995] :

Démographie : natalité et fécondité (p. 3629).

Hôpitaux et cliniques : excédent de lits : fermeture d'hôpitaux (p. 3629).

Hôpitaux et cliniques : hôpitaux : long et moyen séjours : reconversion des lits de soins aigus (p. 3629).

Hôpitaux et cliniques : secteur public : budget global et taux directeur : réforme : programmes de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) : contrats d'objectif (p. 3629).

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 3659).

Prestation autonomie (p. 3629).

Professions médicales et paramédicales :

- médecins étrangers (p. 3630) ;
- médecins hospitaliers (p. 3630) ;
- médecins libéraux : excédent : *numerus clausus* : reconversion (p. 3630).

Retraites : généralités : capitalisation : fonds de pension : épargne retraite (p. 3659).

Retraites : généralités : système par répartition : démographie : cotisations : gestion : paritarisme (p. 3659).

Santé publique :

- codage des actes et dossier médical : références médicales (p. 3629) ;
- dépenses : maîtrise comptable : obligation de résultats (p. 3629) ;
- médecine de confort : prestations sans nécessité médicale : gaspillages : (p. 3629).

Santé publique : médecine de ville : coût : honoraires : informatisation des cabinets : maintien du système libéral (p. 3629).

Sécurité sociale :

- déficit et dette : gestion paritaire des caisses : élections ; contrat d'objectifs : subsidiarité : déconcentration et régionalisation (p. 3629) ;
- réforme : concertation : forums et mission d'information ; partenariat ; législation par ordonnances (p. 3659).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
[6 juin 1996] (p. 3960) :

Armée de terre : professionnalisation.

Armements classiques :

- canons 155 ;
- chars Leclerc ;
- hélicoptères Tigre.

Commerce extérieur.

Industries d'armement : Groupement industriel des armements terrestres.

TIBERI (Jean)

Député de Paris

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
[12 juin 1996] (p. 4185) :

Air :

- plans régionaux de la qualité de l'air ;
- pollution atmosphérique ;
- réseaux de surveillance.

Energie : économies d'énergie.

Environnement :

- circulation automobile ;
- principe du pollueur-payeur.

Santé publique.

Transports : transports collectifs.

Transports urbains : plans de déplacements urbains.

Urbanisme.

Discussion des articles [13 et 14 juin 1996] :

Article 4 (droit à l'information) :

- son amendement n° 230 soutenu par M. Patrick Trémège (évaluation des impacts éventuels en matière de santé publique) : retiré (p. 4293).

Article 14 (modifications des dispositions relatives aux plans de déplacements urbains) :

Article 28-3 de la loi du 30 décembre 1982 :

- défavorable à l'amendement n° 273 de M. Jean-Pierre Brard (modification de la procédure d'élaboration du plan dans la région Ile-de-France) (p. 4346) ;

- défavorable à l'amendement n° 353 de M. Christian Bataille (modification de la procédure d'élaboration du plan dans la région Ile-de-France) (p. 4346).

Article 25 supprimé par le Sénat (*faculté d'exonération de la « vignette » pour les véhicules électriques ou peu polluants*) :

- son amendement n° 229 corrigé soutenu par M. Patrick Trémège (rétablissement de l'article avec une extension de l'exonération aux véhicules fonctionnant au moyen d'une bicarburant) (p. 4390) : retiré (p. 4391).

Article 26 supprimé par le Sénat (*faculté d'exonération de la taxe sur les « cartes grises » pour les véhicules électriques ou peu polluants*) :

- son amendement n° 231 deuxième correction soutenu par M. Patrick Trémège (rétablissement de l'article avec une extension de l'exonération aux véhicules fonctionnant au moyen d'une bicarburant) (p. 4392) : retiré (p. 4393).

TIROLIEN (Patrice)

Député de la Guadeloupe

(1^{re} circonscription)

Non inscrit puis Socialiste

Devenu député le 20 novembre 1995 en remplacement de M. Frédéric Jalton, décédé [J.O. du 21 novembre 1995] (p. 17044).

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 5 décembre 1995] (p. 17726).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 décembre 1995] (p. 17626).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer (n° 2444).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles
[13 mars 1996] (p. 1597, 1598) :

Communes : missions d'aménagement.

Environnement : zones naturelles.

Politique économique et sociale.

Propriété : occupants des zones urbaines : accès à la propriété.

Santé publique.

TOUBON (Jacques)

Ministre de la culture et de la francophonie

puis garde des sceaux, ministre de la justice

puis député de Paris

(10^e circonscription)

Elu député le 17 septembre 1995 [J.O. du 20 septembre 1995] (p. 13806).

Cessation de son mandat de député [J.O. du 19 octobre 1995] (p. 15268).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions : démission du gouvernement de M. Edouard Balladur. Décret du 11 mai 1995 [J.O. du 12 mai 1995] (p. 7976).

Est nommé garde des sceaux, ministre de la justice. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

Fin de ses fonctions : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

Est nommé garde des sceaux, ministre de la justice. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16345).

DEPOTS

Projet de loi portant amnistie (n° 2083) [13 juin 1995].

Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120) [29 juin 1995].

Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant **réforme de certaines professions judiciaires et juridiques** (n° 2179) [26 juillet 1995].

Projet de loi d'habilitation relatif à l'**extension et à l'adaptation de la législation en matière pénale applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte** (n° 2235) [20 septembre 1995].

Projet de loi organique pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui instituent une **session parlementaire ordinaire unique** (n° 2238) [27 septembre 1995].

Projet de loi pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui instituent une **session parlementaire ordinaire unique** (n° 2239) [27 septembre 1995].

Projet de loi tendant à **renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire** (n° 2302) [25 octobre 1995].

Projet de loi constitutionnelle instituant la loi d'**équilibre de la sécurité sociale** (n° 2455) [20 décembre 1995].

Projet de loi modifiant le code civil pour l'adapter aux **stipulations de la Convention de La Haye sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux et organiser la publicité du changement de régime matrimonial obtenu par application d'une loi étrangère** (n° 2513) [31 janvier 1996].

Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à **l'enfance délinquante** (n° 2573) [14 février 1996].

Déclaration du Gouvernement sur la **situation en Corse** (n° 2815) [28 mai 1996].

Projet de loi portant **réforme de la procédure criminelle** (n° 2938) [26 juin 1996].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- **Bataille (Christian) : affaire Schuller** : décision du parquet ; suivi du dossier [29 juin 1995] (p. 700, 701).
- **Calvel (Jean-Pierre) : insécurité** : mineurs [10 octobre 1995] (p. 1727 et 1728).
- **Marsaudon (Jean) : sanctions contre les casseurs** : répression ; actes commis par des mineurs [8 novembre 1995] (p. 3190).
- **Muselier (Renaud) : élection présidentielle en Algérie** : organisation ; algériens vivant en France ; cas de la double nationalité [14 novembre 1995] (p. 3644, 3645).
- **Michel (Jean-Pierre) : concubinage et contrat d'union civile** : examen de la proposition de loi n° 880 sur l'union civile [29 novembre 1995] (p. 4234).
- **Guillaume (François) : responsabilité pénale des maires** : réglementation [29 novembre 1995] (p. 4236).
- **Cardo (Pierre) : mineurs délinquants** : pôles d'accueil ; possibilité de réinsertion [20 décembre 1995] (p. 5404, 5405).
- **Bernard (Pierre) : adaptation de la législation** : loi n° 90-615 du 13 juillet 1990, dite loi Gayssot ; remise en cause [6 février 1996] (p. 571).
- **Glavany (Jean) : événements de Corse** : état de droit [20 février 1996] (p. 988).
- **Chevènement (Jean-Pierre) : affaire Gigastorage** : incarcération d'un président de conseil général [19 mars 1996] (p. 1733).

- **Fabius (Laurent) : condamnation de M. Henri Emmanuelli** : indépendance de la justice [19 mars 1996] (p. 1737).

- **Fabius (Laurent) : condamnation de M. Henri Emmanuelli** : indépendance de la justice ; attitude du garde des sceaux [20 mars 1996] (p. 1840).

- **Malvy (Martin) : égalité devant la justice** : trésoreries des partis politiques ; égalité de traitement [20 mars 1996] (p. 1840).

- **Papon (Monique) : mineurs multirécidivistes** : mise en place d'une action pénale efficace [20 mars 1996] (p. 1843).

- **Bernard (Pierre) : enfance maltraitée** : droits de l'enfant ; protection [20 mars 1996] (p. 1843).

- **Salles (Rudy) : immigration clandestine** : lutte et prévention [26 mars 1996] (p. 1982).

- **Michel (Jean-Pierre) : affaire Gigastorage** : incarcération du président de conseil général du Territoire de Belfort [26 mars 1996] (p. 1984).

- **Bataille (Christian) : justice et financement des partis** : égalité des justiciables [26 mars 1996] (p. 1989).

- **David (Martine) : condamnation de M. Henri Emmanuelli** : indépendance de la justice [27 mars 1996] (p. 2042).

- **Derosier (Bernard) : financement des partis politiques** : application de la législation [16 avril 1996] (p. 2222).

- **Jambu (Janine) : génocide arménien** : reconnaissance du génocide de 1915 [23 avril 1996] (p. 2440).

- **Bonrepaux (Augustin) : affaires de justice** : égalité des justiciables [24 avril 1996] (p. 2541).

- **Filleul (Jean-Jacques) : affaires judiciaires** : égalité des justiciables [30 avril 1996] (p. 2684).

- **Braoeuzec (Patrick) : déclarations du Front national** : respect de la Constitution [30 avril 1996] (p. 2686).

- **Le Vern (Alain) : fausses factures de l'office HLM de la ville de Paris** : modalités d'instruction ; égalité des justiciables [7 mai 1996] (p. 2872).

- **Bredin (Frédérique) : office public d'HLM de la ville de Paris** : procédures d'instruction judiciaire [14 mai 1996] (p. 3094).

- **Jegou (Jean-Jacques) : situation en Corse** : maintien de l'état de droit [21 mai 1996] (p. 3233).

- **Josselin (Charles) : situation en Corse** : maintien de l'état de droit [21 mai 1996] (p. 3241).

- **Ferrand (Jean-Michel) : profanation du cimetière juif de Carpentras** : état de l'enquête [22 mai 1996] (p. 3328).

- **Fanton (André) : maladie du bétail** : effets de la maladie dite de la « vache folle » [18 juin 1996] (p. 4457).

- **Berson (Michel) : procédures judiciaires** : égalité des justiciables [19 juin 1996] (p. 4533).

- **Baumet (Gilbert) : juridictions administratives** : tribunaux administratifs ; statut des magistrats [25 juin 1996] (p. 4867).

orales sans débat de :

- **Dray (Julien) (n° 632) : maison d'arrêt de Fleury-Mérogis** : locaux ; revêtements ; utilisation de l'amiante ; conséquences [15 juin 1995] (p. 519, 520).

- **Demuyneck (Christian) (n° 658) : parquet de Bobigny** : fonctionnement ; effectifs de personnel [29 juin 1995] (p. 753, 754).

- **Quillet (Pierre) (n° 659) : maison d'arrêt de Meaux :** fonctionnement [29 juin 1995] (p. 754, 755).
- **Lapp (Harry) (n° 736) : situation des élus consulaires :** chambres de commerce et d'industrie : composition : chefs d'entreprise : délit d'ingérence [7 décembre 1995] (p. 4724).
- **Masdeu-Arus (Jacques) (n° 741) : délinquance des mineurs :** lutte et prévention ; répression [7 décembre 1995] (p. 4722).
- **Hage (Georges) (n° 1022) : cour d'appel de Douai :** fonctionnement ; effectifs de personnel [7 mai 1996] (p. 2839).
- **Baroty (Jean-Paul) (n° 1036) : maison d'arrêt de Nice :** construction [7 mai 1996] (p. 2857).
- **Delnatte (Patrick) (n° 1037) : cour d'appel de Douai :** fonctionnement ; effectifs de personnel [7 mai 1996] (p. 2858).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).***Première lecture :*

Avant la discussion des articles [27 juin 1995] :

Ses interventions (p. 636, 652).

Principaux thèmes développés :

Contraventions (p. 636, 637).

Délinquance et criminalité :

- amendes (p. 636, 638) ;
- corruption (p. 639) ;
- peines (p. 637, 638) ;
- violences (p. 639).

DOM-TOM : TOM (p. 638).

Drogue (p. 639).

Droits de l'homme et libertés publiques : discriminations et racisme (p. 639).

Elections et référendums :

- élections (p. 637) ;
- financement des partis politiques (p. 637).

Enseignement : élèves et étudiants (p. 638).

Environnement : pollution (p. 639).

Etrangers et immigration clandestine (p. 638, 639).

Impôts et taxes : fraude et évasion fiscales (p. 639).

Finances publiques (p. 636).

Fonctionnaires et agents publics : réintégration (p. 638).

Lois :

- lois n°s 75-17 du 17 janvier 1975 et 79-1204 du 31 décembre 1979 relatives à l'interruption volontaire de la grossesse (p. 652) ;
- loi n° 81-736 du 4 août 1981 portant amnistie (p. 652) ;
- loi n° 88-828 du 20 juillet 1988 portant amnistie (p. 638, 652).

Lois de finances : crédits budgétaires : justice (p. 639).

Ordre public : terrorisme (p. 639).

Police de la route et circulation routière :

- permis de conduire (p. 638, 639, 652) ;
- sécurité (p. 638, 639).

Président de la République : grâce (p. 637).

Propriété intellectuelle : contrefaçons et droit d'auteur (p. 639).

Service national (p. 637).

Système pénitentiaire : prisons (p. 637).

Travail :

- conflits du travail (p. 637) ;
- employeurs (p. 652) ;
- réintégration (p. 638) ;
- sanctions disciplinaires et professionnelles (p. 638, 652) ;
- travail clandestin (p. 639).

Vie, médecine et biologie : entraves à l'interruption volontaire de grossesse (p. 652).

Discussion des articles [27 et 28 juin 1995] :

Article 1^{er} (amnistie de droit des contraventions de police) :

- *défavorable* à l'amendement n° 96 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 657).

Article 2 (amnistie de certains délits) :

- *favorable* à l'amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) (p. 657) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 38 de M. Maxime Gremetz (extension aux activités non revendicatives) (p. 658) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 17 de la commission (extension aux délits commis hors des établissements d'enseignement à l'occasion des conflits relatifs aux problèmes de l'enseignement) (p. 658, 659) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 39 de M. Georges Hage (même objet) (p. 658, 659) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 41 de M. Jacques Brunhes (extension aux délits en relation avec des conflits liés à l'environnement) (p. 659) ;
- *défavorable* aux amendements identiques n°s 29 de M. Jean-Jacques Guillet et 95 de M. Alain Marsaud (exclusion des délits en relation avec les élections) (p. 660) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Jean Proriol (extension aux délits commis par les maires dans l'exercice de leurs fonctions sauf cas de faute personnelle) (p. 660, 661) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 42 de M. Daniel Colliard (extension aux délits commis en relation avec des procédures d'expulsion ou de saisie) (p. 661).

Article 3 (amnistie de certaines infractions à caractère militaire) :

- *défavorable* à l'amendement n° 109 de M. Charles Cova (de suppression) (p. 663) ;
- *favorable* à l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) (p. 664).

Article 7 (amnistie des infractions punies de peines d'amende ou de peine d'emprisonnement inférieures à un certain quantum) :

- *défavorable* à l'amendement n° 58 de M. André Gérin (extension aux peines d'emprisonnement ferme de quatre mois) (p. 665) ;
- *défavorable* aux amendements n°s 59 à 63 de M. André Gérin (extension aux peines de quatre à douze mois d'emprisonnement avec sursis) (p. 665, 666).

Article 8 (amnistie des infractions ayant donné lieu à l'application de peines de substitution à l'emprisonnement) :

- *favorable* à l'amendement n° 19 de la commission (de précision) (p. 667) ;
- *favorable* à l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) (p. 667).

Article 11 (conditions du bénéfice de l'amnistie. - Effets sur la condamnation) :

- *défavorable* à l'amendement n° 82 de M. Gilles de Robien (exclusion des récidivistes) (p. 668, 669) ;
- *ses observations* sur le sous-amendement oral de M. Jean-Jacques Hiest (suppression de la prise en compte des poursuites n'ayant pas abouti à une condamnation) à l'amendement n° 82 de M. Gilles de Robien (p. 669) ;

- favorable à l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) (p. 669).

Après l'article 11 :

- défavorable à l'amendement n° 107 de M. Aloyse Warhouver (amnistie des infractions à l'obligation de permis de construire pour les surfaces inférieures à 50 mètres carrés) (p. 669).

Article 13 (amnistie individuelle par décret du Président de la République) :

- défavorable à l'amendement n° 65 de M. Julien Dray (personnes souffrant d'une maladie incurable) (p. 671, 672) ;
- défavorable à l'amendement n° 27 de M. Jean-Pierre Michel (malades du sida) (p. 671) ;
- défavorable à l'amendement n° 66 de M. Julien Dray (étrangers interdits du territoire) (p. 673) ;
- défavorable à l'amendement n° 22 de la commission (présentation de la demande par l'intéressé) (p. 674).

Après l'article 14 :

- défavorable à l'amendement n° 44 de M. Maxime Gremetz (réintégration, sauf cas de force majeure, des salariés licenciés pour des faits en relation avec une fonction de représentant élu du personnel, de représentant syndical au comité d'entreprise ou de délégué syndical) (p. 677) ;
- défavorable à l'amendement n° 43 de M. André Gérin (réintégration des salariés licenciés après autorisation administrative pour faute autre qu'une faute lourde ; application aux titulaires d'un mandat de représentation d'origine conventionnelle de nature différente des mandats de représentation prévus par le code du travail) (p. 677) ;
- défavorable à l'amendement n° 97 rectifié de M. Georges Sarre (réintégration, sauf cas de force majeure, des salariés licenciés pour faute, autre qu'une faute lourde, commise à l'occasion de l'exercice des fonctions de représentant élu du personnel, de représentant syndical au comité d'entreprise ou de délégué syndical) (p. 677) ;
- défavorable à l'amendement n° 67 rectifié de M. Julien Dray (réintégration, sauf cas de force majeure, des salariés licenciés après autorisation administrative pour faute autre qu'une faute lourde ; application aux titulaires d'un mandat de représentation d'origine conventionnelle de nature différente des mandats de représentation prévus par le code du travail) (p. 677).

Article 15 (amnistie des faits retenus ou susceptibles d'être retenus comme motif de sanction par l'employeur) :

- défavorable à l'amendement n° 6 de la commission (de suppression) (p. 681).

Après l'article 15 :

- défavorable à l'amendement n° 45 de M. André Gérin (amnistie des faits commis par les étudiants ou les élèves ayant donné ou pouvant donner lieu à des sanctions disciplinaires ; réintégration dans l'établissement) (p. 682) ;
- défavorable à l'amendement n° 69 corrigé de M. Julien Dray (même objet) (p. 682) ;
- défavorable à l'amendement n° 102 de Mme Nicole Catala (non-recouvrement des majorités de retard et pénalités afférentes aux cotisations sociales impayées des régimes obligatoires de retraite des professions non salariées ; compensation des pertes de recettes par l'institution d'une taxe additionnelle aux droits de consommation sur les tabacs) (p. 682).

Article 16 (contestations relatives à l'amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles) :

- défavorable à l'amendement n° 47 corrigé de M. André Gérin (suppression de la possibilité pour le président du tribunal d'ordonner l'exécution provisoire d'une sanction) (p. 685).

Article 17 (effets généraux de l'amnistie) :

- défavorable aux amendements n°s 35 et 81 de M. Charles de Courson (abaissement du plafond des amendes dont le paiement conditionne l'amnistie à respectivement 1 000 francs et 3 000 francs) (p. 707, 708) ;
- défavorable à l'amendement n° 7 de la commission (restitution des points de permis de conduire) (p. 708, 709).

Article 18 (effets de l'amnistie sur les autorisations administratives et sur certaines peines complémentaires) :

- défavorable à l'amendement n° 71 corrigé de M. Julien Dray (remise de l'interdiction administrative du territoire) (p. 710) ;
- défavorable à l'amendement n° 72 de M. Julien Dray (remise de l'interdiction du territoire pour les étrangers de moins de vingt et un ans nés en France) (p. 710) ;
- défavorable à l'amendement n° 70 de M. Julien Dray (remise de l'interdiction du territoire résultant d'une infraction amnistiée) (p. 710) ;
- défavorable à l'amendement n° 49 de M. André Gérin (remise de l'interdiction du territoire résultant d'un délit amnistié) (p. 710) ;
- favorable à l'amendement n° 9 de la commission (de précision) (p. 710).

Article 20 (amnistie des faits d'évasion) :

- ses observations sur l'amendement n° 85 de M. Gilles de Robien (de suppression) (p. 711).

Article 21 (effets de l'amnistie en matière professionnelle et de décorations officielles) :

- défavorable à l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 711).

Article 26 (infractions exclues de l'amnistie) :

- favorable à l'amendement n° 13 de la commission (délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse) (p. 716) ;
- favorable à l'amendement n° 79 rectifié de Mme Véronique Neiertz (même objet) (p. 716) ;
- favorable à l'amendement n° 51 de Mme Muguette Jacquaint (actions tendant à empêcher l'application de la loi du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de grossesse) (p. 716) ;
- défavorable à l'amendement n° 36 précédemment réservé de M. François-Michel Gonnot (violences sur des personnes âgées) (p. 717) ;
- ses observations sur les amendements identiques précédemment réservés n°s 64 de M. Jacques Limouzy et 99 de M. Christian Vanneste (intimidation envers des personnes exerçant une fonction publique) (p. 717) ;
- défavorable à l'amendement n° 12 précédemment réservé de la commission (abandon de famille) (p. 718) ;
- défavorable à l'amendement n° 91 précédemment réservé de M. Léonce Deprez (subornation de témoin par le détenteur d'un mandat électif) (p. 718) ;
- défavorable aux amendements identiques précédemment réservés n°s 31 de M. Jean-Paul Fuchs et 32 de M. Jean-Jacques Weber et à l'amendement précédemment réservé n° 28 rectifié de M. François Roussel (mauvais traitements envers les animaux) (p. 719) ;
- ses observations sur l'amendement n° 23 précédemment réservé de la commission (extension de l'amnistie aux contraventions au code de la route passibles du retrait de trois points de permis de conduire) (p. 720) ;
- ses observations sur l'amendement n° 33 précédemment réservé de M. Jean-Paul Fuchs (excès de vitesse) (p. 720) ;
- favorable à l'amendement n° 24 précédemment réservé de la commission (de précision) (p. 720) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 73 précédemment réservé de M. Julien Dray (extension de l'amnistie au cas de l'aide gratuite à l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers un étranger) (p. 720) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 76 rectifié précédemment réservé de M. Julien Dray (marchandage) (p. 721) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 75 rectifié précédemment réservé de M. Julien Dray (entraves à la constitution et au fonctionnement des comités d'entreprises et des commissions d'hygiène et de sécurité, à l'exercice du droit syndical et de la mission des conseillers du salarié, des délégués du personnel et des inspecteurs du travail ; discrimination syndicale) (p. 722) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 77 précédemment réservé de M. Julien Dray (abus de faiblesse en matière d'hébergement ou de conditions de travail) (p. 723) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 78 précédemment réservé de Mme Véronique Neiertz (proxénétisme) (p. 723) ;
- *ses observations* sur les amendements n°s 25 de la commission et 103 de M. Alain Marsaud (violation de sépulture et dégradation de monuments commémoratifs) (p. 724) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 50 de M. André Gérin (même objet) (p. 724) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 80 rectifié de Mme Véronique Neiertz (violation de sépulture) (p. 724) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 100 précédemment réservé de M. Paul-Louis Tenaillon (atteintes au patrimoine archéologique) (p. 724) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 101 précédemment réservé de M. Paul-Louis Tenaillon (provocation aux crimes et délits par voie de presse) (p. 724) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 105 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Philibert (extension de l'amnistie au défaut de facturation des remises accordées par les producteurs) (p. 725) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 26 de la commission (infractions relatives au transport de matières dangereuses) (p. 725) ;
- *favorable* à l'amendement n° 86 de M. Gilles de Robien (violence aux dépositaires de l'autorité publique) (p. 726) ;
- *favorable* à l'amendement n° 87 de M. Gilles de Robien (outrage envers les personnes chargées d'une mission de service public) (p. 726) ;
- *favorable* à l'amendement n° 88 de M. Gilles de Robien (outrage à magistrat) (p. 726) ;
- *favorable* à l'amendement n° 89 de M. Gilles de Robien (discrédit jeté sur une décision de justice) (p. 726) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 90 de M. Gilles de Robien (peines d'emprisonnement inférieures ou égales à trois mois en cas d'évasion ou de tentative d'évasion au cours de leur exécution) (p. 726) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 93 de M. Alain Marsaud (délits en relation avec le financement des campagnes électorales et des partis politiques) (p. 726) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 52 de M. André Gérin (infraction à la législation du travail) (p. 728) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 106 de M. Aloyse Warhouver (délits ayant le même objet imputables aux employeurs) (p. 728) ;
- *favorable* à l'amendement n° 108 deuxième rectification de M. Jean-Jacques Hyst (atteintes à la vie ou à l'intégrité de la personne en raison de manquements à la législation du travail) (p. 728) ;
- *défavorable* aux amendements identiques n°s 98 de M. Georges Sarre et 74 rectifié de M. Julien Dray (contraventions en matière de législation du travail punies d'une amende supérieure à 1 300 francs et délits ayant le même objet punis à titre principal d'une amende supérieure à 2 500 francs même en cas d'acquiescement de cette dernière et de condamnation devenue définitive depuis plus de trois ans) (p. 728) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 53 de M. André Gérin (marchandage et pratique illégale du travail temporaire) (p. 728) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 54 de M. André Gérin (constitution de groupes de combat et reconstitution de mouvements dissous) (p. 728) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 55 de M. André Gérin (abus de biens sociaux) (p. 729) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 56 de M. André Gérin (débranchement du limiteur de vitesse des poids lourds et refus de communiquer les documents justifiant du prix d'une opération de transport) (p. 729) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 57 de M. André Gérin (infractions en matière de repos et de congés, d'hygiène, de sécurité et de médecine du travail) (p. 729).

Avant l'article 29 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 14 de la commission (insertion d'un chapitre VII intitulé disposition particulière) (p. 730).

Article 29 (application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte. - Date de son entrée en vigueur) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 15 de la commission (suppression de la mention de l'entrée en vigueur à la date de publication) (p. 730).

Seconde délibération de l'article 15 bis.

Article 15 bis (non-recouvrement des majorations de retard et pénalités afférentes aux cotisations sociales impayées des régimes obligatoires de retraite des professions non salariées) :

- *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 730) : adopté (p. 731).

Son intervention après les explications de vote (p. 732).

Lois : lois d'amnistie.

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [26 juillet 1995] :

Son intervention (p. 1327).

Principaux thèmes développés :

Vie, médecine et biologie : interruption volontaire de grossesse.

- Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'Inviolabilité parlementaire (n° 2120).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [10 juillet 1995] :

Son intervention (p. 843), son intervention sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Malvy (Martin)* (p. 854) et son intervention sur la question préalable opposée par : *Malvy (Martin)* (p. 860).

Ses interruptions (p. 877, 883).

Sa réponse (p. 891).

Son intervention sur la motion de renvoi en commission de : *Malvy (Martin)* (p. 899).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne (p. 893, 894).

Conseil constitutionnel (p. 844, 845, 877, 891, 892, 899).

Conseil d'Etat (p. 899).

Défense : armes nucléaires (p. 899, 900).

Droit pénal (p. 844).

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 844, 892, 899).

Elections et référendums :

- cumul des mandats (p. 891, 893) ;

- référendums (p. 843, 844, 854, 860 à 862, 891 à 893).

Gouvernement : ministres : élus locaux (p. 892).

Lois : inflation législative (p. 845, 891).

Lois de finances (p. 844).

Parlement :

- contrôle parlementaire (p. 845, 892, 893) ;
- inviolabilité (p. 846, 847, 891) ;
- motions de censure (p. 846) ;
- opposition (p. 854) ;
- séances publiques (p. 845, 846) ;
- sessions (p. 843, 845, 854, 862).

Politique économique et sociale (p. 844, 861).

Président de la République (p. 844, 845).

Révision (p. 844, 845).

Services publics (p. 844).

Discussion des articles [11 juillet 1995] :

Article 1^{er} (*extension du champ d'application du référendum : art. 11 de la Constitution*) :

- *défavorable* à l'amendement n° 50 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 909) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 68 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (substitution à l'initiative gouvernementale d'une initiative de l'Assemblée nationale, du Sénat ou de 5 % des électeurs ; contrôle préalable de constitutionnalité par une commission mixte paritaire du Parlement ; avis obligatoire du Parlement et suppression de la faculté de ne pas soumettre à référendum) (p. 911) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 112 de M. Jacques Brunhes (obligation de soumettre au référendum, sur l'initiative conjointe du Gouvernement et du Parlement approuvée par les deux-tiers des députés et des sénateurs, tout projet ou proposition de loi, y compris résultant de l'initiative de 5 % des électeurs, conforme aux principes constitutionnels, et relatif à l'organisation des pouvoirs publics, l'exercice des libertés publiques et des droits économiques et sociaux ainsi que de ratification des traités ayant des incidences sur le fonctionnement des institutions) (p. 911) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 66 de M. Pierre Albertini (compétence du Parlement pour soumettre un projet de loi au référendum) (p. 912) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 126 de M. Pascal Clément (extension du champ du référendum aux matières de l'article 34 hormis les lois de finances) (p. 913) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 74 de M. Bernard Derosier (exclusion de la politique économique et sociale et des services publics des révisions constitutionnelles ; extension aux garanties fondamentales des libertés publiques) (p. 913) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 92 de M. Gilles de Robien (exclusion de la politique économique et sociale ; extension aux garanties fondamentales des libertés publiques) (p. 915) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 7 corrigé de M. Jean-Pierre Michel (exclusion des services publics ; extension à la politique économique et sociale de l'Union européenne) (p. 915) ;
- *favorable* à l'amendement n° 117 corrigé de M. Gilles de Robien (rédactionnel) (p. 915) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 63 de M. Alain Marsaud (extension à l'approbation d'actes communautaires) (p. 916) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 75 de M. Bernard Derosier (avis conforme du Conseil constitutionnel sur le projet soumis à référendum) (p. 917) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 58 de M. Jean-Pierre Michel (avis public du Conseil constitutionnel sur la question soumise à référendum) (p. 917) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 87 rectifié de M. Pierre Albertini (avis public du Conseil constitutionnel sur le projet de loi soumis à référendum en matière d'organisation des pouvoirs publics, de politique économique et sociale et de services publics) (p. 917) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 108 de M. Bernard Derosier (exclusion des principes fondamentaux du droit du travail du champ du référendum) (p. 919) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 109 de M. Bernard Derosier (même exclusion pour le droit syndical) (p. 920) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 110 de M. Bernard Derosier (même exclusion pour le droit de la sécurité sociale) (p. 921) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 70 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (autorisation référendaire des essais d'armes chimiques, nucléaires ou bactériologiques) (p. 922) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 71 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (autorisation référendaire de ratifier les révisions des traités de l'Union européenne après avis du Parlement) (p. 923) ;

- *défavorable* aux amendements identiques nos 22 de M. Jean Proriot et 47 corrigé de M. Jean-Paul Fuchs (unité de contenu du projet de loi soumis à référendum ; publicité de l'avis du Conseil d'Etat) (p. 924) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 91 de M. Gilles de Robien (interdiction du référendum dans les six mois précédant ou suivant les élections présidentielles ou législatives) (p. 925, 926) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 69 de M. Jean-Pierre Brard (extension à tous les résidents du droit de vote aux référendums) (p. 927).

Article 2 (*session ordinaire unique du Parlement : art. 28 de la Constitution*) :

- *défavorable* à l'amendement n° 76 de M. Bernard Derosier (abaissement à cent vingt du nombre de jours de séance sans possibilité de tenue de séances supplémentaires) (p. 929) ;

- *défavorable* aux amendements identiques nos 23 rectifié de la commission et 94 de M. Gilles de Robien (abaissement à cent vingt du nombre de jours de séance ; réunion en séances supplémentaires par décret du Président de la République sur demande du Premier ministre ou de la majorité des membres de l'Assemblée nationale) (p. 929 à 932) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 99 du Gouvernement (relèvement à cent trente du nombre de jours de séance) à l'amendement n° 23 rectifié de la commission (p. 928 à 931) ; adopté (p. 932) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 100 du Gouvernement (tenue de séances supplémentaires à la demande du Gouvernement après avis du président de l'assemblée intéressée) à l'amendement n° 23 rectifié de la commission (p. 928, 929) ; retiré (p. 932) ;

- *favorable* au sous-amendement n° 125 rectifié de M. Alain Marsaud (tenue de séances supplémentaires à la demande du Gouvernement ou de la majorité des membres de l'assemblée intéressée) à l'amendement n° 23 rectifié de la commission (p. 929, 932).

Article 4 (*dépôt des motions de censure : art. 49 de la Constitution*) :

- *défavorable* à l'amendement n° 59 de M. Alain Marsaud (de suppression) (p. 933) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 60 corrigé de M. Alain Marsaud (suppression de la limitation du dépôt de motions de censure) (p. 933) ;

- *favorable* à l'amendement n° 24 de la commission (relèvement à trois, au cours de la session ordinaire, du nombre des motions de censure d'un même signataire non consécutives à l'engagement de responsabilité du Gouvernement et fixation à un au cours d'une session extraordinaire) (p. 934).

Article 5 (report de la clôture des sessions pour l'application de l'article 49 : art. 51 de la Constitution) :

- favorable à l'amendement n° 25 de la commission (possibilité de réunion de plein droit en séance supplémentaire de l'Assemblée nationale) (p. 934).

Article 6 (inviolabilité des membres du Parlement : art. 26 de la Constitution) :

- défavorable à l'amendement n° 6 de M. Charles de Courson (suppression de l'inviolabilité) (p. 938) ;
- défavorable à l'amendement n° 26 de la commission (limitation aux mesures restreignant la liberté d'aller et venir) (p. 939, 941) ;
- défavorable à l'amendement n° 42 de M. Louis de Broissia (suppression de la possibilité pour l'assemblée de demander la suspension des mesures restrictives de liberté ou des poursuites) (p. 942) ;
- ses observations sur l'amendement n° 27 de la commission (de conséquence) (p. 942) ;
- défavorable à l'amendement n° 129 rectifié de M. Pierre Mazeaud (suppression de la possibilité pour l'assemblée de demander la suspension des poursuites) (p. 943) ;
- ses observations sur l'amendement n° 28 de la commission (réunion de plein droit en séance supplémentaire pour l'application des dispositions en cause) (p. 943).

Après l'article 6 :

- ses observations sur l'amendement n° 39 de la commission (ajout d'un chapitre sur l'abrogation des dispositions transitoires et relatives à la Communauté) (p. 944) ;
- ses observations sur l'amendement n° 29 de la commission (substitution de l'article 2 à l'article premier abrogé relatif à la Communauté) (p. 943) ;
- ses observations sur l'amendement n° 30 de la commission (de coordination avec l'abrogation des dispositions relatives à la Communauté) (p. 944) ;
- ses observations sur l'amendement n° 34 de la commission (application rétroactive des dispositions relatives à la Cour de justice de la République) (p. 944) ;
- ses observations sur l'amendement n° 35 rectifié de la commission (de coordination avec l'abrogation des dispositions relatives à la Communauté) (p. 944) ;
- ses observations sur l'amendement n° 36 de la commission (abrogation de l'article 76 relatif aux anciens territoires de l'outre-mer) (p. 944) ;
- ses observations sur l'amendement n° 38 de la commission (de coordination avec l'abrogation des dispositions relatives à la Communauté) (p. 944) ;
- ses observations sur l'amendement n° 37 de la commission (abrogation des titres XIII relatif à la Communauté et XVII sur les dispositions transitoires et modification consécutive de la numérotation des titres) (p. 944) ;
- défavorable à l'amendement n° 104 de Mme Christine Boutin (protection de la vie des êtres humains) (p. 945) ;
- défavorable à l'amendement n° 103 de Mme Christine Boutin (proclamation de l'attachement du peuple français au droit à la vie) (p. 947) ;
- défavorable à l'amendement n° 97 deuxième correction de Mme Ségolène Royal (proclamation comme particulièrement nécessaire à notre temps du droit à un environnement équilibré et sain) (p. 948) ;
- défavorable à l'amendement n° 12 de M. Jean-Pierre Michel (égal accès hommes et femmes aux mandats politiques) (p. 949) ;
- défavorable à l'amendement n° 46 corrigé de Mme Ségolène Royal (même objet dans les seuls scrutins de liste) (p. 949) ;
- défavorable à l'amendement n° 72 de M. Jean-Pierre Brard (objet identique) (p. 949) ;

- défavorable à l'amendement n° 73 de M. Jean-Pierre Brard (pouvoirs des citoyens dans la détermination de la politique de la Nation et des collectivités locales ; liberté de constitution des partis, syndicats et associations ; financement public des partis et candidats aux élections) (p. 952) ;
- défavorable à l'amendement n° 8 rectifié de M. Jean-Pierre Michel (contrôle du Conseil constitutionnel sur les comptes des partis) (p. 952) ;
- défavorable à l'amendement n° 20 de M. Adrien Zeller (incompatibilité d'une fonction gouvernementale avec celles de maire d'une commune de 20 000 habitants ou plus, de président d'un conseil général ou régional ; reprise de plein droit du mandat local à l'expiration des fonctions gouvernementales) (p. 954) ;
- défavorable à l'amendement n° 79 de M. Bernard Derosier (même incompatibilité avec les fonctions de président d'un conseil régional ou général, de maire d'une commune de 100 000 habitants ou plus ou de président d'un groupement de communes de 100 000 habitants ou plus) (p. 954) ;
- défavorable à l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Michel (même incompatibilité avec les fonctions de maire d'une commune de 100 000 habitants ou plus, de président d'un conseil général ou régional ; reprise de plein droit du mandat local à l'expiration des fonctions gouvernementales) (p. 954) ;
- défavorable à l'amendement n° 111 de M. Bernard Derosier (incompatibilité du mandat parlementaire avec celui de député européen ou avec les fonctions de président d'un conseil régional ou général, de maire d'une commune de 100 000 habitants ou plus ou de président d'un groupement de communes de 100 000 habitants ou plus) (p. 958) ;
- défavorable à l'amendement n° 31 de la commission (incompatibilité du mandat parlementaire avec celui de député européen) (p. 958) ;
- défavorable au sous-amendement n° 107 de M. Bernard Derosier (extension aux fonctions de président d'un conseil régional ou général, de maire d'une commune de 100 000 habitants ou plus ou de président d'un groupement de communes de 100 000 habitants ou plus) à l'amendement n° 31 de la commission (p. 959) ;
- défavorable à l'amendement n° 67 de M. Marc Le Fur (incompatibilité du mandat parlementaire avec les fonctions de président d'un conseil régional ou général ou de maire d'une commune de plus de 30 000 habitants) (p. 958) ;
- défavorable à l'amendement n° 3 de M. Jean-Luc Prél (lois de finances sociales) (p. 960) ;
- défavorable à l'amendement n° 61 de M. Alain Marsaud (déclaration du Gouvernement et débat sur l'intervention extérieure des forces armées) (p. 960) ;
- défavorable à l'amendement n° 52 de M. Jacques Brunhes (communication aux commissions permanentes des projets de décrets d'application des lois ; compétence du Parlement pour édicter les mesures d'application non publiées dans les délais prévus ou au plus tard un an après la promulgation de la loi) (p. 961) ;
- défavorable à l'amendement n° 95 de M. Jean-Jacques Hiest (habilitation législative en vue de l'expérimentation des lois) (p. 967) ;
- défavorable à l'amendement n° 53 de M. Jean-Pierre Brard (initiative parlementaire aggravant une charge publique en cas de compensation de cette aggravation) (p. 968) ;
- défavorable à l'amendement n° 48 de M. Jean-Paul Fuchs (obligation de simuler les incidences des projets de loi sur les finances des collectivités locales) (p. 968) ;
- défavorable à l'amendement n° 80 de M. Bernard Derosier (fixation par une loi organique du nombre et des compétences des commissions permanentes) (p. 970) ;
- défavorable à l'amendement n° 21 corrigé de M. Adrien Zeller (augmentation à dix du nombre des commissions permanentes) (p. 970) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 96 de M. Jean-Jacques Hyst (plafonnement à dix du nombre précité) (p. 970) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 81 corrigé de M. Bernard Derosier (augmentation à huit du nombre précité) (p. 970) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 55 réctifié de M. Jacques Brunhes (commissions d'enquête) (p. 971) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 85 de M. Christian Bataille (commissions d'enquête) (p. 971) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 88 de M. Laurent Dominati (inscription à l'ordre du jour prioritaire des propositions de loi cosignées par la moitié des membres d'une assemblée) (p. 972) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 86 de M. Bernard Derosier (fixation par l'assemblée de l'ordre du jour prioritaire d'une séance hebdomadaire) (p. 972) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 54 corrigé de M. André Gérin (discussion hebdomadaire de propositions de loi ou de résolution choisies proportionnellement aux groupes) (p. 972) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 118 de M. Daniel Picotin (discussion prioritaire des propositions de lois quatre jours de séance par mois) (p. 972) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Michel (séance hebdomadaire de discussion prioritaire des propositions de loi) (p. 973) ;
- *favorable* à l'amendement n° 18 corrigé de M. Arnaud Cazin d'Honinchtun (séance mensuelle de discussion des propositions de loi acceptées par le Gouvernement) (p. 972) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 105 de M. Bernard Derosier (séance hebdomadaire) à l'amendement n° 18 corrigé de M. Arnaud Cazin d'Honinchtun (p. 975) ;
- *ses observations* sur le sous-amendement n° 115 de M. Pierre Mazeaud (rédactionnel) à l'amendement n° 18 corrigé de M. Arnaud Cazin d'Honinchtun (p. 975) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 121 de M. Pierre Mazeaud (suppression de la condition d'acceptation par le Gouvernement) à l'amendement n° 18 corrigé de M. Arnaud Cazin d'Honinchtun (p. 972, 975, 976, 978) ;
- *favorable* à l'amendement n° 113 de M. Pierre Mazeaud (début de trois séances hebdomadaires consacré à des questions au Gouvernement) (p. 979) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 56 de M. Jacques Brunhes (suppression de l'engagement de responsabilité sur le vote d'un texte) (p. 981) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 84 de M. Bernard Derosier (limitation de l'engagement précité aux textes nécessaires pour l'exécution du programme gouvernemental) (p. 981) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 33 rectifié de la commission (extension de l'autorisation de ratification aux réserves et déclarations annexées aux traités) (p. 982) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 101 de Mme Nicole Catala (renvoi préjudiciel au Conseil constitutionnel de la conformité à la Constitution d'actes pris par une organisation internationale ; contrôle du Conseil constitutionnel sur les traités ou accords au titre desquels les actes précités ont été pris) (p. 983, 984) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 17 de M. Jean-Pierre Michel (suppression de l'appartenance au Conseil constitutionnel des anciens Présidents de la République) (p. 985) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Michel (suppression de la saisine du Conseil constitutionnel à l'initiative de soixante députés ou sénateurs) (p. 985) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 65 de M. Didier Julia (impossibilité de déférer au Conseil constitutionnel les lois adoptées à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés) (p. 986) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 102 de Mme Nicole Catala (contrôle de constitutionnalité des actes communautaires faisant l'objet d'une transposition interne) (p. 986) ;

- *défavorable* aux amendements identiques n° 16 de M. Jean-Pierre Michel et 120 de M. Bernard Derosier (exception d'inconstitutionnalité) (p. 987) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 130 de M. Jean-Pierre Delalande (saisine du Conseil économique et social par les présidents des assemblées sur les propositions de loi) (p. 987) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Jean-Pierre Michel (référendum sur le passage à la troisième phase de la monnaie unique) (p. 988) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2 corrigé de M. Robert Pandraud (extension de l'article 88-4 aux actes de l'Union européenne comportant des dispositions de nature législative et à ceux des Communautés ou de l'Union européenne relatifs au fonctionnement de leurs institutions) (p. 989 à 991) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 62 de M. Jacques Myard (extension de l'article 88-4 aux projets d'accords entre les Etats membres de l'Union européenne et entre cette dernière et les Etats tiers) (p. 991) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 57 de M. Jacques Brunhes (respect lors des négociations et du vote français au Conseil européen des résolutions parlementaires adoptées en termes identiques) (p. 992) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 82 de M. Bernard Derosier (possibilité pour le Président de la République de soumettre au référendum, en cas de désaccord persistant après deux lectures, la révision constitutionnelle adoptée par les trois cinquièmes de l'une ou l'autre assemblée) (p. 992) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 40 précédemment réservé (insertion d'un chapitre V du projet de loi regroupant les dispositions diverses) (p. 992).

Titre :

- *favorable* à l'amendement n° 41 rectifié de la commission (mention de l'abrogation des dispositions relatives à la Communauté et des dispositions transitoires) (p. 993).

Seconde délibération des articles 14, 15 et 16 :

Après l'article 3 :

- *soutient* l'amendement n° 2 corrigé du Gouvernement (insertion dans chapitre II du projet de loi des dispositions relatives à la séance mensuelle d'examen des propositions de loi et aux trois séances hebdomadaires ouvertes par les questions au Gouvernement) : réservé jusqu'après l'article 15 (p. 993) : adopté (p. 994).

Article 14 (séance réservée à l'examen des propositions de lois) :

- *soutient* l'amendement n° 3 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 993).

Article 15 (ouverture de trois séances hebdomadaires par les questions au Gouvernement) :

- *soutient* l'amendement n° 4 du Gouvernement (de suppression) (p. 993) : adopté (p. 994).

Article 16 (extension de l'article 88-4 aux actes des deuxième et troisième piliers de l'Union européenne) :

- *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 994, 995) : adopté (p. 996).

Son intervention [12 juillet 1995] (p. 1032).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [27 juillet 1995] :

Son intervention (p. 1385) et sa réponse (p. 1395).

Principaux thèmes développés :

Conseil constitutionnel (p. 1385).

Elections et référendums : référendums (p. 1385, 1386).

Enseignement (p. 1386).

Parlement :

- inviolabilité (p. 1388, 1389) ;
- propositions de loi (p. 1387, 1388) ;
- questions orales (p. 1387) ;
- séances publiques (p. 1386, 1387) ;
- session unique (p. 1385, 1386).

Politique économique et sociale (p. 1386).

Président de la République (p. 1385).

Services publics (p. 1386).

Discussion des articles [27 juillet 1995] :**Article 1^{er}** (*extension du champ d'application du référendum*) :

- défavorable à l'amendement n° 7 de M. Bernard Derosier (de suppression) (p. 1396) ;
- favorable à l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 1396) ;
- favorable à l'amendement n° 9 de la commission (suppression de l'inclusion expresse de la politique éducative dans le champ du référendum) (p. 1396) ;
- défavorable à l'amendement n° 1 de M. Bernard Derosier (exclusion de la protection sociale, des retraites, du droit du travail, du droit syndical, du statut des étrangers) (p. 1397) ;
- défavorable à l'amendement n° 2 de M. Bernard Derosier (exclusion des droits et statuts des personnels des services publics et du caractère laïque du service public de l'éducation) (p. 1397) ;
- favorable à l'amendement n° 10 de la commission (limitation du débat préalable au cas du référendum d'initiative gouvernementale) (p. 1397).

Après l'article 1^{er} :

- défavorable à l'amendement n° 3 de M. Bernard Derosier (avis conforme du Conseil constitutionnel sur le projet de loi soumis à référendum) (p. 1388).

Article 2 (*session ordinaire unique du Parlement : art. 28 de la Constitution*) :

- favorable à l'amendement n° 11 de la commission (début et fin de session respectivement le premier jour ouvrable d'octobre et le dernier jour ouvrable de juin) (p. 1398) ;
- soutient l'amendement n° 19 rectifié du Gouvernement (abaissement à cent vingt du plafond de jours de séance ; fixation des semaines de séance par chaque assemblée ; suppression de la consultation du président de l'assemblée en cas de demande de séances supplémentaires par ses membres) (p. 1399).

Article 3 bis (*séance réservée à l'examen de l'ordre du jour fixé par chaque assemblée : art. 48 de la Constitution*) :

- favorable à l'amendement n° 13 de la commission (de coordination) (p. 1400) ;
- favorable à l'amendement n° 14 de la commission (caractère non limitatif de la séance hebdomadaire de questions au Gouvernement) (p. 1400).

Après l'article 5 :

- défavorable à l'amendement n° 4 de M. Bernard Derosier (fixation par une loi organique du nombre et des compétences des commissions permanentes) (p. 1401) ;
- défavorable à l'amendement n° 5 de M. Bernard Derosier (augmentation à huit du nombre des commissions permanentes) (p. 1401) ;
- défavorable à l'amendement n° 6 de M. Bernard Derosier (commissions d'enquête) (p. 1401).

Article 6 (*inviolabilité des membres du Parlement : art. 26 de la Constitution*) :

- soutient l'amendement n° 21 du Gouvernement (autorisation par le Bureau des arrestations ou mesures privatives ou restrictives de liberté en matière criminelle ou correctionnelle sauf flagrant délit ou condamnation définitive ; suspension pendant la durée de la session, à la demande de l'assemblée) (p. 1402).

Article 7 (*abrogation de l'article premier de la Constitution : art. premier à 3 de la Constitution*) :

- favorable à l'amendement n° 16 de la commission (substitution de l'article 2 de la Constitution à l'article premier abrogé) (p. 1403).

Article 13 (*dispositions relatives à la Communauté et dispositions transitoires. Francophonie : art. 77 à 87 et 90 à 93 de la Constitution*) :

- favorable à l'amendement n° 17 de la commission (suppression de l'article relatif à la construction d'un espace francophone de solidarité et de coopération) (p. 1403).

Son intervention (p. 1406).

Proposition de loi tendant à créer un Office parlementaire d'évaluation de la législation (n° 2104).*Première lecture :**Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique* [19 juillet 1995] :

Conseil d'Etat (p. 1294).

Contrôle parlementaire (p. 1293).

Lois (p. 1293, 1294).

Lois : codification (p. 1293, 1294).

Offices parlementaires d'évaluation :

- choix scientifiques et technologiques : (p. 1293).
- législation : compétences, composition et saisine (p. 1293, 1294).

Discussion de l'article unique [19 juillet 1995] :

- favorable à l'amendement n° 8 de M. Pierre Mazeaud (dénomination d'office parlementaire d'amélioration de la législation) (p. 1299) ;
- défavorable à l'amendement n° 2 rectifié de Mme Véronique Neiertz (fixation à trente deux du nombre des membres de l'office) (p. 1300) ;
- défavorable à l'amendement n° 4 rectifié de Mme Véronique Neiertz (désignation de suppléants) : rejeté (p. 1300) ;
- ses observations sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Jacques Hiest (désignation de suppléants) (p. 1300) ;
- défavorable à l'amendement n° 1 de M. Rémy Auedé (ouverture des réunions à un expert désigné par chaque groupe) (p. 1301) ;
- ses observations sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Jacques Hiest (substitution d'une saisine par le Bureau de l'une ou l'autre assemblée à la saisine par son président) (p. 1302) ;
- défavorable à l'amendement n° 3 de Mme Véronique Neiertz (même substitution et suppression de l'autosaisine) (p. 1302).

*Deuxième lecture :**Avant la discussion de l'article unique* [21 février 1996] :

Son intervention (p. 1037).

Principaux thèmes développés :

Lois :

- application (p. 1038) ;
- simplification et harmonisation (p. 1037).

Office d'évaluation de la législation :

- compétences (p. 1037) ;
- composition (p. 1037) ;
- dénomination (p. 1038) ;
- publicité des travaux (p. 1038) ;
- saisine (p. 1038) ;
- unicité (p. 1038).

Parlement :

- commissions permanentes : compétences (p. 1037) ;
- Sénat : opposition à la proposition de loi (p. 1037).

Discussion de l'article unique [21 février 1996] :

Article unique (*institution d'un Office parlementaire d'évaluation de la législation*) :

- ses observations sur l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement des missions de l'office : composition, saisine, fonctionnement) (p. 1044).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 2179).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 octobre 1995] :

Avocats :

- barreau de Paris (p. 1733) ;
- Conseil national des barreaux (p. 1733).

Constitution : articles 34 et 37 (p. 1733).

Consultation juridique : diplômes (p. 1733, 1734).

Lois :

- loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (p. 1733) ;
- loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 portant réforme de certaines professions juridiques et judiciaires (p. 1733, 1734).

Discussion des articles [10 octobre 1995] :

Article 1^{er} (*abrogations : art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971*) :

- ses observations sur l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 1736).

Article 2 (*composition et élection du Conseil national des barreaux : art. 21-2 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971*) :

- favorable à l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) (p. 1736) ;
- favorable à l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 1736).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [20 décembre 1995] :

Son intervention (p. 5405).

Principaux thèmes développés :

Avocats : Conseil national des barreaux.

Consultation juridique : diplômes.

Discussion des articles [20 décembre 1995] :

Article 3 (*date d'entrée en vigueur de la condition de diplôme pour la consultation juridique*) :

- défavorable à l'amendement n° 1 de M. Hervé Mariton (report de 4 ans de l'entrée en vigueur de la condition de diplôme) (p. 5408) ;
- favorable à l'amendement n° 2 de la commission (report d'un an de l'entrée en vigueur de la condition de diplôme) (p. 5408).

- **Projet de loi organique pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui institue une session parlementaire ordinaire unique (n° 2238).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [12 octobre 1995] :

Son intervention (p. 1855) et sa réponse (p. 1860).

Principaux thèmes développés :

Départements : conseillers généraux (p. 1860).

Elections et référendums :

- élections législatives (p. 1855) ;
- élections sénatoriales (p. 1856).

Groupes politiques (p. 1856).

Lois de finances (p. 1856).

Rapports au Parlement (p. 1856, 1861).

Régions : conseillers régionaux (p. 1856, 1860).

Session unique (p. 1855, 1856, 1857, 1860).

- **Projet de loi pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui institue une session parlementaire ordinaire unique (n° 2239).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles : voir projet de loi organique n° 2238 pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui institue une session parlementaire ordinaire unique [12 octobre 1995].

Discussion des articles [12 octobre 1995] :

Article 2 (*répartition de la seconde fraction de la dotation budgétaire aux partis politiques : art. 9 de la loi du 11 mars 1988*) :

- favorable à l'amendement n° 7 de la commission (période de référence pour le calcul de la dotation) (p. 1862).

Article 4 (*rapports sur l'évolution des régimes de sécurité sociale : art. L. 111-3 et L. 652-1 du code de la sécurité sociale*) :

- favorable à l'amendement n° 1 de la commission (suppression du rapport annuel au Parlement sur l'évolution financière de divers régimes de sécurité sociale) (p. 1862).

Article 5 (*dépôt de rapports en application de dispositions législatives*) :

- favorable à l'amendement n° 2 de la commission (suppression du rapport au Parlement sur le service militaire fractionné) (p. 1863) ;
- favorable à l'amendement n° 3 de la commission (suppression du rapport au Parlement sur l'exécution du plan dans les régions) (p. 1863) ;
- favorable à l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 1863) ;
- favorable à l'amendement n° 5 de la commission (suppression du rapport au Parlement sur les orientations et le développement des qualifications dans l'enseignement supérieur) (p. 1863) ;
- favorable à l'amendement n° 8 de la commission (suppression du rapport au Parlement sur la modernisation de la police nationale) (p. 1863) ;
- favorable à l'amendement n° 6 de la commission (suppression du rapport au Parlement sur la lutte contre le dopage sportif) (p. 1863).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [14 décembre 1995] :

Son intervention (p. 5170).

Principaux thèmes développés :

Justice : levée de l'immunité parlementaire.

Rapports au Parlement.

Discussion des articles [14 décembre 1995] :

Article 1^{er} bis (*modalités de présentation des demandes de levée de l'immunité parlementaire*) :

- défavorable à l'amendement n° 1 de la commission (compétence du procureur général) (p. 5174).
- défavorable au sous-amendement n° 2 rectifié de M. Daniel Picotin (compétence du premier président de la cour d'appel) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 5174).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Légion d'honneur et ordre de la Libération. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés* [24 octobre 1995] :

Ordre de la Libération (p. 2370).

Ordre national de la Légion d'honneur :

- anciens combattants : nominations : contingents (p. 2370) ;
- crédits (p. 2369) ;
- maisons d'éducation (p. 2369, 2370) ;
- patrimoine : Chapelle des Loges (p. 2369) ;
- traitement des titulaires de la Légion d'honneur et de la médaille militaire (p. 2369).

Vote des crédits :

Budget annexe de la Légion d'honneur :

- *soutient* l'amendement n° 69 du Gouvernement (augmentation des crédits de 1,3 million de francs en conséquence du rétablissement du traitement des titulaires de la Légion d'honneur et de la médaille militaire dans les conditions antérieures à 1991) : adopté (p. 2370).

Justice. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [24 octobre 1995] :

Aide juridictionnelle (p. 2390, 2391, 2393).

Assemblée nationale : commission des finances : amendements (p. 2386).

Cours d'assises (p. 2387, 2388).

Délinquance et criminalité : abus de biens sociaux (p. 2393).

Droits de l'homme et libertés publiques : présomption d'innocence et secret de l'instruction (p. 2390).

Greffes (p. 2388).

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 2386, 2389, 2391, 2392).

Juridictions administratives (p. 2389).

Lois :

- loi n° 93-1013 du 24 août 1993 modifiant la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale (p. 2392) ;
- loi de programme n° 95-9 du 6 janvier 1995 relative à la justice (p. 2386, 2393) ;
- loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (p. 2387).

Magistrature :

- carrière (p. 2390) ;
- effectifs (p. 2387) ;
- indépendance (p. 2393) ;
- juge d'instruction (p. 2392) ;
- revalorisation (p. 2388).

Ministère de la justice :

- administration centrale (p. 2382) ;
- crédits (p. 2386, 2387, 2393) ;
- inspection générale (p. 2387).

Procédure pénale : prescription (p. 2392, 2393).

Système pénitentiaire :

- administration pénitentiaire (p. 2386, 2388, 2389, 2391) ;
- détention provisoire et centres de semi-liberté (p. 2392) ;
- prisons (p. 2388, 2389) ;
- santé publique (p. 2389, 2391) ;
- transfèrement des détenus (p. 2391).

Tribunaux :

- Avignon (p. 2388) ;
- Caen (p. 2388) ;
- carte judiciaire (p. 2390) ;
- Grenoble (p. 2388) ;
- Montpellier (p. 2388) ;
- Nantes (p. 2388) ;

Ville : Vénissieux (p. 2391).

Réponses aux questions :

Départements : Charente : actions éducatives en milieu ouvert (M. Pierre-Rémy Roussin) (p. 2404).

Greffes : Bonneville (M. Michel Meylan) (p. 2405).

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (M. Paul Chollet) (p. 2402).

Magistrats :

- affectations : transparence (M. André Fanton) (p. 2400) ;
- logements de fonction (M. André Fanton) (p. 2400).

Professions juridiques et judiciaires : avocats : TVA (M. Daniel Picotin) (p. 2405).

Système pénitentiaire : détenus : participation aux frais d'entretien (M. Jean-Jacques Weber) (p. 2406).

Tribunaux :

- Avesnes-sur-Helpe (M. Alain Poyart) (p. 2399) ;
- Béziers (M. Raymond Couderc) (p. 2402) ;
- Cambrai : tribunal pour enfant (M. Claude Pringalle) (p. 2403) ;
- Chartres (M. Gérard Cornu) (p. 2399) ;
- Saint-Etienne (M. Jean-Pierre Philibert) (p. 2403).

Vote des crédits :

Etat B, titre III :

- *son intervention* (p. 2408).

Tribunaux : Bobigny.

- *ses observations* sur l'amendement n° 66 de M. Pascal Clément (suppression des crédits du service central de prévention de la corruption) (p. 2409) ;

- *soutient* l'amendement n° 68 du Gouvernement (augmentation de 1,3 million de francs pour coordination avec le rétablissement du traitement des titulaires de la Légion d'honneur et de la médaille militaire dans les conditions antérieures à 1991) (p. 2410) : adopté (p. 2411).

- **Projet de loi d'habilitation relatif à l'extension et à l'adaptation de la législation en matière pénale applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (n° 2235).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [28 novembre 1995] :

Son intervention (p. 4116).

Principaux thèmes développés :

Justice : aide judiciaire (p. 4119).

Magistrature : recrutement (p. 4119).

Ordonnances : précédent en matière pénale pour les TOM et Mayotte (p. 4116).

Procédure pénale :

- adaptation aux TOM et à Mayotte (p. 4117) ;
- harmonisation avec la métropole (p. 4116).

Discussion des articles [28 novembre 1995] :

Article 3 (*report de l'entrée en vigueur outre-mer du nouveau code pénal*) :

- *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (report de l'application des nouvelles règles de procédure pénale à Mayotte au 1^{er} mai 1997) : adopté (p. 4120).

- Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).

Première lecture :

Discussion des articles [10 décembre 1995] :

Ses observations sur les rappels au règlement de : *Bocquet (Alain) ; Emmanuelli (Henri) ; Fabius (Laurent) ; Auchedé (Rémy) ; Dell'Agnola (Richard)* (p. 4995).

- Projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire (n° 2302).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [20 décembre 1995] :

Son intervention (p. 5409) et *sa réponse* (p. 5424).

Principaux thèmes développés :

Etat : autorités publiques : protection des fonctionnaires de la gendarmerie et de la police nationale (p. 5409, 5410 et 5425).

Etrangers : délit d'aide à l'entrée et au séjour irrégulier (p. 5410).

Loi pénale :

- terrorisme : aggravation des peines (p. 5409) ;
- terrorisme : qualifications juridiques nouvelles (p. 5409, 5410).

Ordre public : répression du terrorisme (p. 5409, 5411).

Police :

- loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité : changements d'appellation (p. 5411) ;
- sécurité : plan Vigipirate (p. 5409).

Procédure pénale :

- loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (p. 5409) ;
- perquisitions de nuit (p. 5410).

Discussion des articles [20 décembre 1995] :

Article 1^{er} (création de nouvelles infractions terroristes) :

- favorable à l'amendement n° 4 de la commission (extension de la qualification d'infraction terroriste au recel de faux documents administratifs) (p. 5425) ;
- favorable à l'amendement n° 5 de la commission (extension de la qualification d'infraction terroriste au recel de personnes coupables d'actes de terrorisme) (p. 5425) ;
- favorable à l'amendement n° 6 de la commission (de coordination) (p. 5425) ;
- défavorable à l'amendement n° 19 de M. Julien Dray (suppression de la qualification d'infraction terroriste pour l'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irrégulier d'un étranger) (p. 5426) ;
- défavorable à l'amendement n° 20 de M. Julien Dray (de précision) (p. 5427).

Article 2 (incrimination spécifique du délit d'association de malfaiteurs terroristes) :

- défavorable à l'amendement n° 21 de M. Julien Dray (de précision) (p. 5428).

Article 4 (peines applicables à l'association de malfaiteurs terroristes) :

- défavorable à l'amendement n° 36 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 5428).

Après l'article 4 :

- défavorable à l'amendement n° 15 de M. Jean-Paul Virapoullé (visé à rendre incompressible et non fractionnable toute peine relative au terrorisme) (p. 5429) ;
- défavorable à l'amendement n° 16 de M. Bernard Murat (imprescriptibilité des crimes de terrorisme) (p. 5430).

Après l'article 6 :

- ses observations sur l'amendement n° 10 rectifié de la commission (application des règles de procédure dérogatoires aux infractions terroristes commises à l'étranger) (p. 5430) ;
- défavorable à l'amendement n° 45 de M. Paul-Louis Tenaillon (prolongation de la garde à vue) (p. 5431).

Article 7 (possibilité d'effectuer de nuit des visites, perquisitions et saisies) :

- défavorable à l'amendement n° 7 corrigé de la commission (extension du régime des saisies et perquisitions nocturnes aux enquêtes préliminaires en matière de terrorisme) (p. 5432) ;
- défavorable à l'amendement n° 24 de M. Julien Dray (intervention du président du tribunal correctionnel dans la procédure des perquisitions de nuit) (p. 5433) ;
- favorable à l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 5433) ;
- défavorable à l'amendement n° 25 rectifié de M. Julien Dray (maintien de la compétence des magistrats spécialisés en matière de lutte contre le terrorisme dans la procédure des perquisitions de nuit) (p. 5433) ;
- soutient l'amendement n° 43 du Gouvernement (motivation de l'autorisation de perquisition en dehors des heures légales) : adopté (p. 5433) ;
- défavorable à l'amendement n° 26 de M. Julien Dray (instauration d'un droit à réparation en cas de détournement de procédure) (p. 5433) ;
- favorable à l'amendement n° 9 de la commission (compétence nationale du président du tribunal de grande instance de Paris en matière de lutte contre le terrorisme) (p. 5434).

Après l'article 7 :

- favorable à l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 5434) ;
- soutient l'amendement n° 44 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 5434).

Article 8 (désignation expresse de certaines personnes dépositaires de l'autorité publique) :

- ses observations sur l'amendement n° 37 de M. Christian Vanneste (protection des membres de la famille des personnes dépositaires de l'autorité publique) (p. 5436).

Après l'article 19 :

- soutient l'amendement n° 47 du Gouvernement (répression de l'usage des animaux pour tuer, blesser ou menacer) : adopté (p. 5437).

Article 21 (agents de police judiciaire) :

- défavorable à l'amendement n° 12 deuxième rectification de la commission (situation des membres des forces de l'ordre n'ayant pas la qualité d'agent de police judiciaire) (p. 5438).

Après l'article 22 :

- favorable aux amendements n° 13 et 14 de la commission (de coordination) (p. 5439).

Article 24 (applicabilité de la loi outre-mer) :

- favorable à l'amendement n° 46 de la commission (applicabilité à Mayotte) (p. 5439).

*Deuxième lecture :**Avant la discussion des articles* [18 avril 1996] :*Son intervention* (p. 2382) et *sa réponse* (p. 2390).*Principaux thèmes développés :**Etrangers :*

- délit d'aide à l'entrée et au séjour irrégulier (p. 2382) ;
- immunités familiales (p. 2383).

Loi pénale :

- intentionnalité (p. 2383) ;
- terrorisme : association de malfaiteurs et complicité (p. 2383).

Lois : ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (p. 2382).*Ordre public :* Corse (p. 2385).*Discussion des articles* [18 avril 1996] :**Article 1^{er}** (*création de nouvelles infractions terroristes*) :

- défavorable à l'amendement n° 2 de la commission (suppression de la mention expresse du caractère intentionnel des infractions terroristes) (p. 2418) ;
- défavorable à l'amendement n° 14 de M. Julien Dray (déqualification de certaines infractions terroristes) (p. 2419).

Article 1^{er} bis (*terrorisme écologique*) :

- défavorable à l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) (p. 2420).

Article 4 (*peines applicables à l'association de malfaiteurs terroristes*) :

- défavorable à l'amendement n° 15 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 2420).

Article 6 bis (*règles applicables aux actes de terrorisme commis à l'étranger et dont la victime ou l'auteur est français*) :

- défavorable à l'amendement n° 16 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 2420) ;
- favorable à l'amendement n° 4 rectifié de la commission (réduction) (p. 2420).

Article 7 (*possibilité d'effectuer de nuit des visites, perquisitions et saisies*) :

- défavorable à l'amendement n° 17 de M. Julien Dray (limitation des perquisitions de nuit aux cas d'infractions flagrantes) (p. 2421) ;
- favorable à l'amendement n° 5 de la commission (autorisation écrite du juge) (p. 2421).

Article 7 bis (*coordination*) :

- favorable à l'amendement n° 6 de la commission (contenu de l'autorisation du juge en matière de perquisitions) (p. 2422).

Après l'article 7 ter :

- favorable à l'amendement n° 7 de la commission (déchéance de la nationalité française pour les personnes naturalisées condamnées pour un acte de terrorisme) (p. 2422).

Article 12 (*peines encourues en cas de violence n'ayant pas entraîné une incapacité de travail de plus de huit jours commise avec cumul de circonstances aggravantes*) :

- défavorable à l'amendement n° 19 de M. Julien Dray (suppression du renforcement des peines) (p. 2422).

Article 15 (*circonstances aggravantes du délit de destruction, dégradation ou détérioration d'un bien*) :

- favorable à l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement des dispositions supprimées) (p. 2423).

Article 16 (*infraction de menaces contre les biens*) :

- défavorable à l'amendement n° 21 de M. Julien Dray (suppression des peines prévues à l'encontre de certaines personnes dépositaires de l'autorité publique) (p. 2423) ;

- favorable à l'amendement n° 9 de la commission (de précision) (p. 2423).

Article 18 (*outrage à personne chargée d'une mission de service public ou dépositaire de l'autorité publique*) :

- favorable à l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement des dispositions supprimées) (p. 2423).

Article 19 (*exclusion de certaines infractions de la compétence du juge unique*) :

- favorable à l'amendement n° 11 de la commission (de coordination) (p. 2424).

Après l'article 19 bis :

- défavorable à l'amendement n° 24 de M. Alain Marsaud (mesures transitoires applicables aux fonctionnaires issus de l'ancien corps des enquêteurs de police) (p. 2424).

Avant l'article 23 :

- soutient l'amendement n° 23 du Gouvernement (même objet) (p. 2424) : rejeté (p. 2428).

*Commission mixte paritaire :**Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire* [18 juin 1996] :*Son intervention* (p. 4481).*Principaux thèmes développés :**Etrangers :*

- délit d'aide à l'entrée et au séjour irrégulier ;
- immunités familiales.

Loi pénale : intentionnalité.**- Proposition de loi relative à l'adoption (n° 2251).***Première lecture :**Avant la discussion des articles* [16 janvier 1996] :*Son intervention* (p. 20).*Principaux thèmes développés* (p. 20, 21) :*Adoption :*

- adoption complétive ;
- adoption internationale ;
- agrément des couples ;
- conditions d'âge et de mariage.

Etat civil : inscription : enfants étrangers.*Lois :* loi n° 66-500 du 11 juillet 1966 portant réforme de l'adoption.*Procédure civile :*

- code civil : état des personnes et filiation ;
- conflit de lois.

Traités et conventions : convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la coopération des Etats en matière d'adoption internationale.*Discussion des articles* [17 janvier 1996] :**Article 1^{er}** (*assouplissement des conditions exigées des époux adoptant conjointement*) :

- défavorable à l'amendement n° 37 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (cumul des conditions d'âge et de mariage) (p. 53) ;
- défavorable à l'amendement n° 22 de Mme Véronique Neiertz (abaissement à 25 ans de l'âge exigé des époux adoptants) (p. 53) ;
- défavorable à l'amendement n° 21 de Mme Véronique Neiertz (extension aux couples non mariés du droit d'adoption) (p. 54).

Article 3 (*écart d'âge maximum entre les adoptants et les adoptés*) :

- défavorable aux amendements identiques n° 24 de Mme Véronique Neiertz et 78 de M. Bruno Bourg-Broc (de suppression) (p. 56) ;
- favorable à l'amendement n° 62 de M. Jean-François Mattei (assouplissement de l'écart d'âge requis entre adopté et adoptants) (p. 57).

Article 4 (*allongement du délai d'adoption plénière d'un enfant âgé de plus de quinze ans*) :

- défavorable à l'amendement n° 25 de Mme Véronique Neiertz (suppression de la notion d'adoption complétive) (p. 58).

Article 5 (*atténuation des restrictions à l'adoption plénière de l'enfant du conjoint*) :

- soutient l'amendement n° 60 du Gouvernement (adoption plénière de l'enfant du conjoint survivant) (p. 58) : adopté (p. 59).

Article 6 (*possibilité de prononcer une adoption complétive en cas d'échec de l'adoption plénière*) :

- défavorable à l'amendement n° 9 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 59, 60) ;
- défavorable à l'amendement n° 10 de Mme Christine Boutin (substitution de la notion d'abandon à la notion d'échec avéré de l'adoption) (p. 60) ;
- défavorable à l'amendement n° 11 de M. Jean-Jacques Descamps (transformation de l'adoption complétive en adoption plénière) (p. 61).

Article 7 (*réduction du délai de rétractation du consentement à l'adoption plénière*) :

- défavorable à l'amendement n° 38 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (allongement à un mois du délai de rétractation) (p. 62).

Article 8 (*choix de l'adoptant par le tuteur*) :

- soutient l'amendement n° 61 rectifié du Gouvernement (choix de l'adoptant par les parents) : rejeté (p. 63).

Article 10 (*nouvelle dénomination des œuvres d'adoption*) :

- défavorable à l'amendement n° 4 corrigé de Mme Bernadette Isaac-Sibille (remplacement de la notion d'œuvre privée par la notion d'établissement) (p. 64) ;
- favorable à l'amendement n° 63 de M. Jean-François Mattei (remplacement de la notion d'œuvre privée par la notion d'établissement) (p. 64) ;
- défavorable aux amendements n° 20 de Mme Bernadette Isaac-Sibille et 2 de M. Charles de Courson (qualification de la situation de l'enfant adoptable) (p. 65).

Article 12 (*désignation d'un administrateur ad hoc*) :

- soutient l'amendement n° 53 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 65).

Article 14 (*prise en compte de l'agrément par le tribunal prononçant le jugement d'adoption*) :

- défavorable à l'amendement n° 39 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (renforcement de l'importance de l'agrément dans la procédure d'adoption) (p. 67).

Après l'article 14 :

- soutient l'amendement n° 55 du Gouvernement (lieu de transcription du jugement d'adoption pour les mineurs nés à l'étranger) : adopté (p. 68).

Article 15 (*introduction d'une norme de conflit de lois en matière d'adoption*) :

- soutient l'amendement n° 54 du Gouvernement (de suppression) (p. 68) : rejeté (p. 72) ;
- défavorable à l'amendement n° 27 deuxième rectification de Mme Véronique Neiertz (prise en compte du jugement d'adoption du pays d'origine) (p. 91, 92, 94) ;

- soutient l'amendement n° 95 du Gouvernement (suppression de la norme de conflit de lois en matière d'adoption) (p. 92).

Après l'article 15 :

- soutient l'amendement n° 59 rectifié du Gouvernement (application de la différence d'âge de quarante-cinq ans entre l'adopté et l'adoptant dans les cas d'adoption simple) : adopté (p. 95).

Article 16 (*coordination avec la nouvelle dénomination de l'adoption simple et adaptation de la liste des conditions communes aux deux formes d'adoption*) :

- soutient l'amendement n° 91 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 95).

Article 23 (*coordination avec la nouvelle dénomination de la déchéance*) :

- soutient l'amendement n° 56 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 96).

Après l'article 27 :

- soutient l'amendement n° 58 du Gouvernement (choix des prénoms de l'enfant par la mère en cas d'accouchement sous X) : adopté (p. 97) ;
- soutient l'amendement n° 57 du Gouvernement (contrôle du parquet sur les reconnaissances d'enfant abusives) : adopté (p. 97).

Article 28 (*organisation de la tutelle des pupilles de l'Etat*) :

- défavorable à l'amendement n° 30 de Mme Véronique Neiertz (pouvoirs du préfet en cas de situation de danger manifeste pour l'enfant) (p. 98).

Article 29 (*réduction du délai de rétractation - nouvelle dénomination de la déchéance de l'autorité parentale*) :

- défavorable à l'amendement n° 42 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (diminution du délai nécessaire à l'admission en qualité de pupille de l'Etat) (p. 99).

Article 30 (*secret des origines*) :

- défavorable à l'amendement n° 94 de Mme Christine Boutin (création d'un conseil pour la recherche des origines familiales) (p. 102) ;
- défavorable à l'amendement n° 31 de Mme Véronique Neiertz (avis conforme de la Commission nationale informatique et libertés) (p. 103).

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [27 juin 1996] :

Son intervention (p. 4982).

*Principaux thèmes développés :**Adoption :*

- adoption complétive ;
- compétence du juge.

- Projet de loi constitutionnelle instituant la loi d'équilibre de la sécurité sociale (n° 2455).*Première lecture :*

Avant la discussion des articles [23 janvier 1996] :

Son intervention (p. 192).

Son intervention sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Fabius (Laurent)* (p. 208).

Son intervention sur la question préalable opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 214).

Ses réponses (p. 244, 249).

Son intervention sur la motion de renvoi en commission de : *Fabius (Laurent)* (p. 260).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne : Cour de justice (p. 251).

Conseil constitutionnel : décision DC n° 87-234 du 7 janvier 1988 (loi organique relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale) (p. 193).

Constitution :

- article 34 (p. 192, 208) ;
- Comité consultatif constitutionnel (p. 193, 262) ;
- service public (p. 251).

Gouvernement : fixation des taux de cotisation sociale (p. 194).

Loi d'équilibre :

- lois d'équilibre rectificatives (p. 194) ;
- objectifs de dépense (p. 194, 251) ;
- procédure : délais et dates d'examen (p. 195, 252) ;
- recettes (p. 194).

Lois organiques : complément de la révision constitutionnelle : avant-projet (p. 193, 195, 250 et 261).

Parlement : pouvoir d'orientation : dépenses de protection sociale (p. 195).

Politique économique et sociale : prélèvements obligatoires : assiette des cotisations sociales (p. 244).

Santé publique :

- maîtrise des coûts (p. 192) ;
- politique sanitaire (p. 195, 214, 251).

Syndicats : paritarisme : étatisation (p. 193).

Discussion des articles [24 janvier 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Chevènement (définition de la monnaie de la République) (p. 292) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 41 de M. Maxime Gremetz (constitutionnalisation de l'élection des représentants des assurés sociaux dans les organismes de sécurité sociale) (p. 294) ;

Article 1^{er} (institution de la loi d'équilibre de la sécurité sociale) :

- *favorable* (p. 299) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 42 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 302) ;
- *favorable* à l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) (p. 302) ;
- *favorable* à l'amendement n° 13 rectifié de la commission (nouvelle dénomination des lois de financement, existence de lois rectificatives, vote sur les recettes de la sécurité sociale) (p. 304) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 57 de M. Charles de Courson (définition du champ d'application des lois de financement de la sécurité sociale) à l'amendement n° 13 rectifié de la commission (p. 304) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 46 de M. Jacques Brunhes (respect du paritarisme et des besoins sanitaires reconnus) à l'amendement n° 13 rectifié de la commission (p. 305) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 47 de M. Jacques Brunhes (substitution de la notion d'évolution financière à la notion d'équilibre financier) à l'amendement n° 13 rectifié de la commission (p. 305) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 52 de M. Bruno Bourg-Broc (dispositions législatives nécessaires à la réalisation de l'équilibre) à l'amendement n° 13 rectifié de la commission (p. 306) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 54 de M. Raoul Béteille (rédactionnel) à l'amendement n° 13 rectifié de la commission (p. 307) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 58 de M. Jean-Yves Charnard (détermination des conditions de l'équilibre financier) à l'amendement n° 13 rectifié de la commission (p. 307) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 55 de M. Jean-Yves Charnard (extension de l'application des lois de financement aux impositions de toute nature) à l'amendement n° 13 rectifié de la commission (p. 307) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 56 de M. Jean-Yves Charnard (suppression de la possibilité d'introduire des réserves dans la loi organique déterminant le régime des lois de financement de la sécurité sociale) à l'amendement n° 13 rectifié de la commission (p. 307) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 29 de M. Jacques Floch (définition des objectifs de protection sociale et de santé publique) (p. 304) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 45 de M. Jacques Brunhes (non-application des dispositions de l'article 40 et de l'article 49, alinéa 3, aux lois de financement de la sécurité sociale) (p. 310) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 20 troisième rectification de M. Bruno Bourg-Broc (conditions d'irrecevabilité des amendements aux lois de financement) (p. 310) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 44 de M. Jacques Brunhes (procédure de consultation des partenaires sociaux) (p. 311).

Après l'article 1^{er} :

- *défavorable* à l'amendement n° 35 de M. Charles de Courson (alignement du régime des cotisations sociales sur celui des impositions de toute nature) (p. 311) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Daniel Mandon (consultation du Conseil économique et social) (p. 312).

Article 2 (procédure de discussion de la loi d'équilibre de la sécurité sociale) :

- *défavorable* à l'amendement n° 48 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 312) ;
- *favorable* à l'amendement n° 14 de la commission des lois (de conséquence) (p. 312).

Après l'article 2 :

- *défavorable* à l'amendement n° 8 de la commission des affaires culturelles (compensation des charges) (p. 313) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 22 de M. Laurent Dominati (augmentation du nombre de commissions permanentes) (p. 313) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 38 de M. Daniel Mandon (modifications des règles applicables aux navettes parlementaires) (p. 314).

Article 3 (procédure de discussion de la loi d'équilibre de la sécurité sociale) :

- *ses observations* (p. 357) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 49 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 357) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 50 de M. Jacques Brunhes (débat d'orientation sur la protection sociale) (p. 359) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 10 rectifié de la commission des affaires culturelles (délai d'examen des lois de financement) (p. 359) ;
- *défavorable* au sous-amendement n° 59 de M. Jean-Yves Charnard (modification des délais d'examen) à l'amendement n° 10 rectifié de la commission des affaires culturelles (p. 359) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 31 de M. Jacques Floch (définition des objectifs de protection sociale) (p. 360) ;
- *favorable* à l'amendement n° 15 de la commission (de coordination) (p. 360) ;

- défavorable à l'amendement n° 32 de M. Jacques Floch (consultation des partenaires sociaux) (p. 360) ;
- défavorable à l'amendement n° 33 de M. Jacques Floch (suppression des délais d'examen des lois de financement) (p. 360) ;
- favorable à l'amendement n° 16 de la commission (de coordination) (p. 361) ;
- favorable à l'amendement n° 17 de la commission (suspension des délais d'examen hors session) (p. 361) ;
- favorable au sous-amendement n° 60 de M. Jean-Yves Charnard (contrôle de la mise en œuvre des lois de financement par la Cour des comptes) à l'amendement n° 18 de la commission (assistance de la Cour des comptes dans le contrôle de l'application de la loi de financement de la sécurité sociale) (p. 362).

Après l'article 3 :

- défavorable à l'amendement n° 34 de M. Charles de Courson (ratification ou approbation des conventions internationales engageant les finances de la sécurité sociale) (p. 364) ;
- défavorable à l'amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Chevènement (supériorité des normes internationales sur les lois antérieures) (p. 365) ;
- défavorable à l'amendement n° 40 de M. Jean-Pierre Chevènement (vote du Parlement français avant le passage à la troisième phase de l'Union économique et monétaire) (p. 372).

Titre :

- favorable à l'amendement n° 19 rectifié de la commission (de coordination) (p. 373).

- Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les agissements liberticides de certaines associations dites sectes (n° 1768).

Débat sur le rapport de la commission d'enquête [8 février 1996] :

Principaux thèmes développés :

Associations : défense des familles et des victimes : utilité publique (p. 765).

Constitution : Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen (p. 764).

Gouvernement : pouvoirs publics : action répressive (p. 763, 764).

Justice :

- action publique (p. 764) ;
- protection des mineurs (p. 765).

Lois :

- dispositif applicable aux sectes (p. 765) ;
- loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 764).

Magistrats : formation spécifique (p. 766).

Ordre public : liberté d'association (p. 763, 766).

- Projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime (n° 2298).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [13 février 1996] :

Son intervention (p. 803) et *sa réponse* (p. 824).

Principaux thèmes développés :

Banques et établissements financiers : signalement (p. 807).

Code pénal :

- confiscation des instruments et produits du trafic (p. 804, 808) ;
- délit de blanchiment : champ d'application (p. 804 à 808) ;

- intentionnalité (p. 806, 807) ;
- mineurs : proxénétisme de la drogue et provocation au trafic (p. 808) ;
- navires étrangers (p. 803) ;
- organisation criminelle internationale (p. 806).

Constitution : légalité des délits et des peines (p. 806).

Justice :

- entraide judiciaire (p. 804, 805) ;
- juridictions spécialisées en matière économique et financière (p. 808) ;
- parquets : répression du blanchiment (p. 806, 807) ;
- parties civiles : associations de lutte contre la toxicomanie (p. 808).

Lois :

- loi n° 94-589 du 15 juillet 1994 relative aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer (p. 803) ;
- loi n° 90-614 du 12 juillet 1990 relative à la participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du trafic des stupéfiants (p. 806, 808) ;
- loi n° 90-1010 du 14 novembre 1990 portant adaptation de la législation française aux dispositions de l'article 9 de la convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne le 20 décembre 1988 (p. 808).

Ordre public :

- coopération internationale : politique maritime (p. 803, 804) ;
- lutte contre le trafic de stupéfiants (p. 804).

Traités et conventions :

- convention des Nations Unies conclue à Vienne le 20 décembre 1988 (p. 803, 805, 808) ;
- convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment conclue à Strasbourg le 8 novembre 1990 (p. 805, 807).

Discussion des articles [14 février 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- favorable à l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 875).

Article 1^{er} (création du délit de blanchiment du produit des crimes et délits) :

- ses observations (p. 880).

Article 324-1 du code pénal :

- défavorable à l'amendement n° 33 de la commission (restriction du champ d'application du délit de blanchiment) (p. 883) ;
- défavorable à l'amendement n° 26 de M. Alain Marsaud (limitation du délit de blanchiment aux cas d'organisation criminelle) (p. 884) ;
- défavorable à l'amendement n° 27 de M. Alain Marsaud (limitation de la répression du délit de blanchiment aux cas de crimes et délits prévus par le code pénal) (p. 885).

Article 324-4 du code pénal :

- défavorable à l'amendement n° 8 de la commission (de suppression) (p. 885).

Article 324-7 du code pénal :

- défavorable à l'amendement n° 9 de la commission (interdiction d'émettre des chèques pour les auteurs du délit de blanchiment) (p. 886).

Article 4 (délict douanier de blanchiment) :

- favorable à l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 886).

Article 4 bis (possibilité pour TRACFIN de communiquer ses informations à des Etats étrangers) :

- favorable à l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) (p. 887).

Article 4 ter (renforcement des conditions d'exercice de la profession de changeur manuel) :

- favorable à l'amendement n° 13 corrigé de la commission (définition de l'opération de change manuel) (p. 887) ;
- favorable à l'amendement n° 14 de la commission (pouvoir disciplinaire de la commission bancaire) (p. 888) ;
- favorable à l'amendement n° 15 de la commission (grade des agents des douanes investis de mission de contrôle des changeurs manuels) (p. 888).

Article 4 quater (prérogatives des agents des douanes en matière de contrôle des changeurs manuels) :

- favorable à l'amendement n° 16 de la commission (de coordination) (p. 888) ;
- favorable à l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) (p. 888) ;
- ses observations sur l'amendement n° 18 de la commission (horaire légal des contrôles) (p. 889) ;
- favorable à l'amendement n° 20 rectifié de la commission (information du procureur de la République) (p. 889) ;
- favorable à l'amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) (p. 889) ;
- favorable à l'amendement n° 21 de la commission (détermination des peines encourues) (p. 889).

Article 5 (champ d'application des articles 6 à 12) :

- favorable à l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 889) ;
- favorable à l'amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) (p. 889).

Titre :

- favorable à l'amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) (p. 891).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [2 mai 1996] :

Son intervention (p. 2785).

Principaux thèmes développés :

Banques et établissements financiers : opérations de change manuel.

Lois : loi n° 90-614 du 12 juillet 1990 relative à la participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du trafic de stupéfiants.

- **Projet de loi relatif au trafic de stupéfiants en haute mer et portant adaptation de la législation française à l'article 17 de la convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988 (n° 2299).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles : voir projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime (n° 2298) [13 février 1996].

Discussion des articles [13 février 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- ses observations sur l'amendement n° 1 de la commission (intégration des dispositions nouvelles dans la loi du 19 juillet 1994 relative aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer) (p. 824) ;
- ses observations sur l'amendement n° 2 de la commission (de coordination) (p. 824).
- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg le 8 novembre 1990 (n° 2300).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles : voir projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime (n° 2298) [13 février 1996].

- **Proposition de loi tendant à préciser la portée de l'interdiction faite à un candidat d'être membre de sa propre association de financement électoral (n° 2564).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [21 février 1996] :

Son intervention (p. 1057) et sa réponse (p. 1063).

Principaux thèmes développés :**Lois :**

- loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques : candidat et mandataire financier (p. 1058) ;
- loi n° 95-65 du 19 janvier 1995 relative au financement de la vie politique (p. 1057) ;
- lois de validation : constitutionnalité (p. 1058) ;
- rétroactivité des dispositions nouvelles (p. 1058).

Vie publique :

- mandataire financier : portée de l'incompatibilité (p. 1058) ;
- remboursement des frais de campagne (p. 1063).

Discussion des articles [21 février 1996] :**Article 2** (art. L. 52-5 et L. 52-6 du code électoral - disposition permanente) :

- défavorable à l'amendement n° 1 de M. Philippe Bonnacarrère (p. 1065) ;
- défavorable à l'amendement n° 2 de M. Yves Rousset-Rouard (application de l'incompatibilité aux suppléants et aux colistiers) (p. 1066) ;
- défavorable à l'amendement n° 5 de M. Marc-Philippe Dubresse (limitation de l'incompatibilité au seul candidat tête de liste) (p. 1066).

Après l'article 2 :

- défavorable à l'amendement n° 3 de M. Alain Marsaud (art. L. 118-3 du code électoral - faculté donnée au juge de ne pas prononcer l'inéligibilité d'un candidat de bonne foi) (p. 1067).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [28 mars 1996] :

Son intervention (p. 2165).

Principaux thèmes développés :

Conseil constitutionnel : décision n° 89-271 DC du 11 janvier 1990 (loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques).

Elections : inéligibilité.

Juridictions administratives : automaticité de la sanction.

Discussion des articles [28 mars 1996] :

Article 2 bis (art. L. 118-3 du code électoral : pouvoir d'appréciation du juge de l'élection) :

- favorable à l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (de suppression) (p. 2170) ;
- favorable à l'amendement n° 4 de M. Jean-Louis Masson (suppression du II de l'article) (p. 2170) ;
- favorable à l'amendement n° 5 de M. Jean-Louis Masson (rétablissement de l'automaticité de l'inéligibilité) (p. 2170) ;
- défavorable à l'amendement n° 6 de M. Jean-Louis Masson (date d'entrée en vigueur des dispositions nouvelles) (p. 2170).

Après l'article 2 bis :

- défavorable à l'amendement n° 8 de M. Jean-Louis Masson (modulation du remboursement des frais de campagne selon la proportion de femmes sur les listes de candidats aux élections régionales) (p. 2171) ;
 - défavorable à l'amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson (art. L. 52-12 du code électoral : présomption d'accord tacite du candidat en cas d'engagement de dépenses de campagne) (p. 2171) ;
 - défavorable à l'amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (art. L. 52-12 du code électoral : prise en compte des seules recettes et dépenses des partis politiques pour les comptes de campagne) (p. 2171) ;
 - défavorable à l'amendement n° 7 de M. Jean-Louis Masson (automaticité de l'inéligibilité pour les infractions graves) (p. 2171).
- Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).**

*Première lecture :**Discussion des articles* [14 mars 1996] :**Après l'article 7 quater :**

- défavorable à l'amendement n° 82 de Mme Christine Boutin (droit d'ester en justice pour les associations de défense et de promotion du droit à la vie) (p. 1703).
- Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante (n° 2573).**

*Première lecture :**Avant la discussion des articles* [27 mars 1996] :*Son intervention* (p. 2051).*Son intervention* sur la question préalable opposée par : *Fabius (Laurent)* (p. 2061).*Sa réponse* (p. 2077).*Principaux thèmes développés :*

Départements : plans de prévention de la délinquance (p. 2052).

Enseignement :

- partenariat : police et justice (p. 2052) ;
- prévention (p. 2077).

Juridictions :

- assistance éducative (p. 2052, 2055, 2061) ;
- moyens (p. 2055, 2061, 2078) ;
- justice pénale des mineurs (p. 2051, 2054).

Lois :

- ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante (p. 2051, 2053 à 2055) ;
- loi n° 87-1062 du 30 décembre 1987 relative aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (p. 2054) ;
- loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (p. 2052 à 2054).

Procédure pénale :

- césure du jugement (p. 2053) ;
- comparution : délai (p. 2053, 2078) ;
- détention (p. 2054, 2079) ;
- procédure de citation directe (p. 2054).

Ville : politique de la ville (p. 2051, 2055).

Discussion des articles [27 mars 1996] :**Article 1^{er}** (*convocation par officier de police judiciaire*) :

- défavorable à l'amendement n° 1 rectifié de M. Christian Van-
neste (comparution immédiate des mineurs) (p. 2081) ;

- favorable à l'amendement n° 3 de la commission (de précision) (p. 2081) ;

- défavorable à l'amendement n° 17 de Mme Véronique Neiertz (définition du champ d'application de la procédure) (p. 2081) ;

- défavorable à l'amendement n° 4 de la commission (faculté pour le procureur de la République de recourir aux procédures de citation directe et de comparution immédiate pour les mineurs) (p. 2083).

Article 2 (*jugement du mineur dès la première comparution*) :

- favorable aux amendements n°s 6 corrigé, 7 et 8 de la commission (rédactionnels) (p. 2084) ;

- favorable à l'amendement n° 9 de la commission (allongement du délai de césure du jugement et mesures de réparation) (p. 2085).

Après l'article 2 :

- favorable à l'amendement n° 10 de la commission (convocation des parents ou des tuteurs par le juge) (p. 2085) ;

- défavorable à l'amendement n° 15 de M. Raoul Béteille (détention provisoire des mineurs de plus de treize ans) (p. 2086).

Article 3 (*consultation du service éducatif auprès du tribunal pour enfants*) :

- favorable à l'amendement n° 11 de la commission (substitution de la notion de protection judiciaire de la jeunesse à la notion d'éducation surveillée) (p. 2087).

Article 4 (*comparution du mineur à délai rapproché*) :

- soutient le sous-amendement n° 26 du Gouvernement (possibilité de jugement des mineurs en chambre du conseil) à l'amendement n° 23 de la commission (champ d'application et modalités de la procédure de comparution à délai rapproché) : adopté (p. 2088) ;

- défavorable à l'amendement n° 18 de Mme Véronique Neiertz (suppression de la procédure d'appel en cas de refus du juge des enfants de suivre les réquisitions du procureur de la République) (p. 2089) ;

- favorable à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (de précision) (p. 2090) ;

- favorable à l'amendement n° 13 de la commission (droits de la défense) (p. 2090).

Après l'article 5 :

- défavorable à l'amendement n° 16 de Mme Véronique Neiertz (formation des policiers) (p. 2091).

Son intervention (p. 2092).*Commission mixte paritaire :**Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire* [18 juin 1996] :*Son intervention* (p. 4478).*Principaux thèmes développés :*

Politique économique et sociale : politique de la ville.

- **Proposition de loi renforçant la protection des personnes surendettées en cas de saisie immobilière de leur résidence principale (n° 2680).**

*Première lecture :**Avant la discussion des articles* [18 avril 1996].*Son intervention* (p. 2396).*Principaux thèmes développés :*

Consommation :

- code de la consommation : commission de surendettement ;
- prix : garantie en cas de vente sur saisie.

Justice : aide juridictionnelle.

Procédure civile :

- réforme globale ;
- saisies immobilières.

Discussion des articles [18 avril 1996] :

Article 1^{er} (art. L. 673-2 du code de procédure civile : saisine de la commission de surendettement et aide juridique) :

- défavorable à l'amendement n° 4 de Mme Janine Jambu (saisine automatique de la commission de surendettement) (p. 2403) ;
- défavorable à l'amendement n° 2 de M. André Damien (indication de la mise à prix) (p. 2404).

Article 2 (art. L. 290-5 du code de procédure civile : montant de la mise à prix) :

- défavorable aux amendements n° 8 de M. Jacques Guyard et 7 de Mme Janine Jambu (plancher légal du montant de la mise à prix) (p. 2406).

Après l'article 2 :

- défavorable à l'amendement n° 9 de M. Jacques Guyard (décharge du débiteur en cas de mise à prix supérieure au montant de ses dettes) (p. 2407).

Après l'article 3 :

- défavorable à l'amendement n° 3 de M. André Damien (nouvelle mise à prix en cas d'absence d'enchères) (p. 2408) ;
- défavorable à l'amendement n° 1 de M. Léonce Deprez (même objet) (p. 2408).

Article 4 (art. L. 331-5 du code de la consommation : suspension des procédures d'exécution sur saisie immobilière) :

- défavorable aux amendements n° 10 et 11 de M. Jacques Guyard (suspension automatique des délais et procédures d'exécution) (p. 2410).

Son intervention après les explications de vote (p. 2411).

- **Proposition de loi relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudance ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions** (n° 2354).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [2 mai 1996] :

Son intervention (p. 2773) et *sa réponse* (p. 2779).

Principaux thèmes développés :

Fonctionnaires et agents publics : responsabilité pénale (p. 2773).

Justice : élus : poursuites et condamnations (p. 2773).

Loi pénale :

- délits matériels : suppression (p. 2774) ;
- droit du travail : responsabilité des employeurs (p. 2779) ;
- responsabilité : appréciation *in concreto* (p. 2773).

Discussion des articles [2 mai 1996] :

Article 1^{er} A (appréciation *in concreto* de la faute d'imprudance ou de négligence) :

- défavorable à l'amendement n° 1 de la commission (extension du champ de l'appréciation *in concreto* et suppression de l'irresponsabilité en cas d'accomplissement des diligences normales) (p. 2781).

Article 1^{er} (responsabilité des élus) :

- défavorable à l'amendement n° 2 de la commission (de suppression) (p. 2784).

Article 1^{er} bis (responsabilité pénale des fonctionnaires et agents publics) :

- défavorable à l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) (p. 2784)

- **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 955 du Conseil de sécurité des Nations Unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis en 1994 sur le territoire du Rwanda et s'agissant des citoyens rwandais, sur le territoire d'Etats voisins** (n° 2754).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [15 mai 1996] :

Son intervention (p. 3151).

Principaux thèmes développés :

Juridictions : compétence des juridictions françaises (p. 3152).

Loi pénale : double incrimination (p. 3152).

Lois : loi n° 95-1 du 2 janvier 1995 portant application de la législation française aux dispositions de la résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations Unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie (p. 3152).

Organisation des Nations Unies (p. 3151).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par MM. Alain Juppé, Premier ministre, Jacques Toubon, garde des sceaux, ministre de la justice et Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, sur la situation en Corse et débat sur cette déclaration** (n° 2815).

Son intervention [28 mai 1996] (p. 3511) et *sa réponse* (p. 3528).

Principaux thèmes développés :

Ordre public :

- crimes et délits ;
- poursuites judiciaires.

TRASSY-PAILLOGUES (Alfred)

Député de la Seine-et-Marne

(10^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le secrétaire d'Etat aux finances [J.O. du 31 août 1995] (p. 12918).

QUESTIONS

oraux sans débat :

- n° 943, posée le 12 mars 1996 : **dépenses des administrations** (p. 1532). Appelée le 21 mars 1996 : contrôle (p. 1913).

TREMEGE (Gérard)

Député des Hautes-Pyrénées

(1^{re} circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Se démet de son mandat de député [J.O. du 3 octobre 1995] (p. 14445).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).**

Première lecture :

Discussion des articles [13, 17 juillet 1995] :

Article 2 (*contribution de 10 % assise sur l'impôt sur les sociétés*) :

– ses amendements n° 191 et 192 : non soutenus (p. 1126).

Après l'article 2 :

– ses amendements n° 207, 215, 216, 213, 220 rectifié, 221 rectifié : non soutenus (p. 1126, 1127) ;

– son amendement n° 212 : non soutenu (p. 1128).

Après l'article 4 :

– ses amendements n° 208 et 210 : non soutenus (p. 1139) ;

– ses amendements n° 206 et 217 : non soutenus (p. 1140) ;

– son amendement n° 218 : non soutenu (p. 1140) ;

– son amendement n° 219 : non soutenu (p. 1141).

Article 8 (*suppression de la remise forfaitaire sur les cotisations d'assurance vieillesse à un régime obligatoire*) :

– son amendement n° 204 : non soutenu (p. 1162).

Après l'article 8 :

– son amendement n° 203 (extension de la réduction d'impôt prévue pour les souscriptions au capital ou aux augmentations de capital de certaines sociétés exerçant une activité industrielle, commerciale, artisanale ou agricole détenues pour plus de 50 % par des personnes physiques aux sociétés exerçant une activité professionnelle non commerciale) : adopté après modifications (p. 1163) ;

– son amendement n° 205 : non soutenu (p. 1163).

Après l'article 20 :

– son amendement n° 211 (amortissement exceptionnel des immobilisations réalisées entre le 1^{er} janvier 1996 et le 31 décembre 1998) : rejeté (p. 1219) ;

– son amendement n° 209 : non soutenu (p. 1219).

Après l'article 21 :

– son amendement n° 214 : non soutenu (p. 1222).

TREMEGE (Patrick)

Député de Paris

(9^e circonscription)

non inscrit puis UDF

Devenu député le 19 juin 1995 en remplacement de Mme Anne-Marie Couderc, nommée membre du Gouvernement [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9344).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 21 juin 1995] (p. 9410).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 23 juin 1995] (p. 9497).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 juin 1996] :

Air :

- information de la population (p. 4197) ;
- pollution atmosphérique (p. 4196) ;
- réseaux de surveillance (p. 4198).

Automobiles et cycles : véhicules propres (p. 4198).

Environnement :

- circulation automobile (p. 4197) ;
- principe du pollueur-payeur (p. 4198).

Lois : loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs (p. 4197).

Santé publique (p. 4197).

Transports : transports collectifs (p. 4198).

Urbanisme (p. 4197).

Discussion des articles [13 et 14 juin 1996] :

Après l'article 2 :

– ses observations sur l'amendement n° 189 de M. Jean-Jacques Weber (création d'un Conseil national pour la qualité de l'air) (p. 4276) ;

– ses observations sur l'amendement n° 328 de M. Christian Bataille (création d'un Conseil national pour la qualité de l'air) (p. 4276) ;

– ses observations sur l'amendement n° 219 corrigé de M. Pierre Albertini (création d'un Conseil national pour la qualité de l'air) (p. 4276).

Article 4 (*droit à l'information*) :

– soutient l'amendement n° 230 de M. Jean Tibéri (évaluation des impacts éventuels en matière de santé publique) : retiré (p. 4293) ;

– son amendement n° 247 soutenu par M. Didier Julia (création d'un organisme régional chargé de l'information en matière d'impact de la pollution de l'air sur la santé) (p. 4295) : rejeté (p. 4296).

Article 7 (*modalités d'élaboration et d'adoption du plan régional*) :

– ses observations sur l'amendement n° 81 corrigé de la commission (révision du plan) (p. 4308).

Après l'article 7 :

– favorable à l'amendement n° 269 de M. Jean-Pierre Brard (création d'agences régionales de l'intermodalité) (p. 4310).

Article 10 (*contenu du plan*) :

– soutient l'amendement n° 201 de M. Jean-Paul Fuchs (portée du plan) : devenu sans objet (p. 4315).

Avant l'article 14 :

– ses observations sur l'amendement n° 384 de Mme Ségolène Royal (partage à égalité de la voirie entre, d'une part, les transports en commun et les deux-roues et, d'autre part, les voitures) (p. 4333).

Article 14 (*modifications des dispositions relatives aux plans de déplacements urbains*) :

Article 28 de la loi du 30 décembre 1982 :

– soutient l'amendement n° 205 de M. Jean-Jacques Weber (contenu et élaboration du plan) (p. 4335) : rejeté (p. 4336).

Article 28-1 de la loi du 30 décembre 1982 :

– son amendement n° 319 (affectation de plus de la moitié de la voirie publique des nouvelles zones d'aménagement concerté aux transports collectifs et aux moyens de déplacement les moins polluants) : adopté (p. 4338) ;

- son amendement n° 419 (réalisation de parcs de stationnement pour les deux-roues) : devenu sans objet (p. 4339) ;
- son amendement n° 248 (encouragement à l'utilisation des transports en commun et au covoiturage) : adopté (p. 4339).

Article 28-3 de la loi du 30 décembre 1982 :

- défavorable à l'amendement n° 273 de M. Jean-Pierre Brard (modification de la procédure d'élaboration du plan dans la région Ile-de-France) (p. 4345) ;
- défavorable à l'amendement n° 353 de M. Christian Bataille (modification de la procédure d'élaboration du plan dans la région Ile-de-France) (p. 4345).

Article 17 (modifications du code de l'urbanisme) :

- défavorable à l'amendement n° 299 de M. Jacques Vernier (délivrance du permis de construire pour les grands équipements collectifs subordonnée à la réalisation d'une desserte par les transports en commun) (p. 4351).

Article 19 (mesures destinées à réduire la consommation d'énergie et à prévenir les émissions polluantes. — Incorporation d'un taux minimal d'oxygène dans les carburants et combustibles liquides. — Teneur maximale des carburants en divers produits polluants ou toxiques) :

- soutient l'amendement n° 112 de la commission (implication des producteurs de produits générant des effluents gazeux et des distributeurs de carburants et de combustibles fossiles dans la lutte contre la pollution de l'air) (p. 4356) : retiré (p. 4357) ;
- soutient l'amendement n° 429 de M. Olivier Darrason (incorporation de composants oxygénés dans les carburants avant le 1^{er} janvier 2000) (p. 4357) : retiré (p. 4358) ;
- défavorable au sous-amendement n° 445 du Gouvernement (suppression du taux spécifique d'oxygène plus élevé pour les carburants des flottes de plus de cinquante véhicules) à l'amendement n° 113 deuxième rectification de la commission (incorporation de composants oxygénés dans les carburants avant le 1^{er} janvier 2000) (p. 4358) ;
- favorable à l'amendement n° 43 corrigé de M. Philippe Legras (utilisation du bois comme matériau de construction) (p. 4359) ;
- favorable à l'amendement n° 115 de la commission (même objet) (p. 4359).

Article 20 (prescriptions pouvant être imposées par les autorités administratives) :

- son amendement n° 418 (équipement des immeubles en conduits de fumée et utilisation prioritaire des réseaux urbains ou industriels) (p. 4362) : adopté (p. 4363).

Article 21 (règles concernant les véhicules et leurs équipements) :

- son amendement n° 251 (insertion dans le code de la route d'un article 1^{er} A relatif à la protection de la qualité de l'air) : rejeté (p. 4364) ;
- défavorable à l'amendement n° 126 deuxième rectification de la commission (limitation de la pollution des eaux et de la production de déchets) (p. 4365) ;
- son amendement n° 250 soutenu par M. Christian Bataille (acquisition d'une formation en matière d'environnement dans le cadre de l'apprentissage du code de la route) (p. 4373) : rejeté (p. 4374).

Article 22 (objectifs de la fiscalité des énergies fossiles et financement de la surveillance de la qualité de l'air) :

- défavorable à l'amendement n° 392 de Mme Ségolène Royal (prix des carburants polluants) (p. 4378) ;
- soutient l'amendement n° 233 de M. Philippe Legras (compétence de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie en matière de financement de la surveillance de la qualité de l'air) : rejeté (p. 4379) ;

- soutient l'amendement n° 284 de M. Ladislas Poniatowski (rapport sur la fiscalité des énergies fossiles) : devenu sans objet (p. 4379).

Article 23 (remboursement partiel de la taxe intérieure sur les produits pétroliers en faveur des exploitants de transports publics de voyageurs utilisant des énergies peu polluantes) :

- soutient l'amendement n° 240 de M. Marc Laffineur (diminution progressive du taux de remboursement) : rejeté (p. 4384).

Article 24 (exonération de la taxe sur les véhicules de société pour les véhicules électriques ou peu polluants) :

- soutient l'amendement n° 216 de M. Charles de Courson (application de l'exonération aux véhicules fonctionnant exclusivement au moyen du gaz naturel, du gaz de pétrole liquéfié ou de l'énergie électrique) : devenu sans objet (p. 4388) ;
- soutient l'amendement n° 287 de M. Ladislas Poniatowski (application de l'exonération aux véhicules fonctionnant au moyen d'une bicarburant gaz de pétrole liquéfié/essence) : rejeté (p. 4388).

Article 25 supprimé par le Sénat (faculté d'exonération de la « vignette » pour les véhicules électriques ou peu polluants) :

- soutient l'amendement n° 229 corrigé de M. Jean Tibéri (rétablissement de l'article avec une extension de l'exonération aux véhicules fonctionnant au moyen d'une bicarburant) (p. 4390) : retiré (p. 4391).

Article 26 supprimé par le Sénat (faculté d'exonération de la taxe sur les « cartes grises » pour les véhicules électriques ou peu polluants) :

- soutient l'amendement n° 231 deuxième correction de M. Jean Tibéri (rétablissement de l'article avec une extension de l'exonération aux véhicules fonctionnant au moyen d'une bicarburant) (p. 4392) : retiré (p. 4393) ;
- soutient l'amendement n° 242 de M. Marc Laffineur (rétablissement de l'article) (p. 4393) : devenu sans objet (p. 4394).

Après l'article 27 :

- soutient l'amendement n° 290 rectifié de M. Ladislas Poniatowski (exonération de la TVA pour les véhicules fonctionnant au moyen de l'énergie électrique, du gaz naturel ou d'une bicarburant) : retiré (p. 4395).

Article 37 (coordination) :

- soutient l'amendement n° 147 de la commission (création d'un service spécialisé chargé du contrôle du stationnement à Paris) (p. 4400) : rejeté (p. 4402).

Article 38 (mesures d'application) :

- soutient l'amendement n° 190 de M. Jean-Jacques Weber (abrogation de la loi du 10 mars 1948 sur l'utilisation de l'énergie) : adopté (p. 4403).

Après l'article 38 :

- soutient l'amendement n° 184 de la commission des affaires culturelles (rapport au Parlement sur la gestion des risques pour la santé) : rejeté (p. 4406).

Ses explications de vote (p. 4408).

Vote pour du groupe UDF.

TRIGANO (André)

Député de l'Ariège

(2^e circonscription)

Apparenté UDF

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Crédit foncier de France** : contrôle de l'Etat [30 avril 1996] (p. 2691).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - *Questions* [25 octobre 1995] :

Services publics : services publics en milieu rural (p. 2502).

Tourisme. - *Questions* [6 novembre 1995] :

Tourisme :

- tourisme associatif (p. 3094) ;
- tourisme social (p. 3095, 3096).

TRON (Georges)

Député de l'Essonne

(9^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Solidarité entre les générations : famille) [5 juillet 1995].

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Alain Bocquet tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des sommes collectées par le Fonds de Solidarité au titre de l'augmentation de 1,3 % de la CSG décidée par la loi de finances rectificative du 22 juin 1993 (n° 93-859) (n° 2559) [21 février 1996].

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)** : tome XI : **Solidarité entre les générations : famille (n° 2271)** [12 octobre 1995].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 2559) de M. Alain Bocquet tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des **sommes collectées par le Fonds de Solidarité au titre de l'augmentation de 1,3 % de la CSG décidée par la loi de finances rectificative** du 22 juin 1993 (n° 93-859) (n° 2598) [6 mars 1996].

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité entre les générations. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour la famille [27 octobre 1995] :

Démographie :

- comportements matrimoniaux (p. 2600) ;

- espérance de vie : vieillissement de la population (p. 2601) ;
- natalité : taux de fécondité (p. 2601).

Famille :

- allocation de garde d'enfant et aide à l'emploi d'assistante maternelle agréée (p. 2601) ;
- allocation de rentrée scolaire (p. 2601) ;
- allocation parentale d'allocation (p. 2601, 2602) ;
- Caisse nationale d'allocations familiales : ressources : compensations (p. 2601) ;
- maintien des aides aux parents de jeunes adultes (p. 2601, 2602) ;
- prestations familiales : attribution sous conditions de ressources (p. 2602).

Femmes : activité et égalité professionnelle : Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes (p. 2601).

Lois :

- code de la famille : simplification (p. 2601) ;
- loi n° 94-629 du 25 juillet 1994 relative à la famille (p. 2601) ;
- loi n° 94-637 du 25 juillet 1994 relative à la sécurité sociale (p. 2601).

Sécurité sociale : protection sociale : coût : dette de l'Etat : dette patronales (p. 2601).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).**

Principaux thèmes développés [14 novembre 1995] :

Démographie : natalité et fécondité (p. 3626).

Famille :

- aide au premier enfant (p. 3626) ;
- allocations familiales : imposition : conditions de ressources ; cumul avec le RMI (p. 3626) ;
- Caisse nationale d'assurances familiales : cotisations patronales : compensations : charges indues : dette de l'Etat (p. 3626) ;
- report de la limite d'âge pour les enfants à charge (p. 3626).

TURINAY (Anicet)

Député de la Martinique

(1^{re} circonscription)

Apparenté RPR

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la commission d'enquête sur les aides à l'emploi [J.O. du 10 avril 1996] (p. 5544).

DEPOTS

Proposition de loi réduisant le taux de TVA applicable aux produits préemballés de chocolaterie (n° 2527) [7 février 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Importation de bananes** : contingent tarifaire annuel d'importation ; révision [14 juin 1995] (p. 486, 487).
- **Marché de la banane** : organisation commune de marché [14 novembre 1995] (p. 3645).
- **Service public de l'audiovisuel outre-mer** : RFO : réglementation [7 février 1996] (p. 669).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Santé publique et assurance maladie. - *Questions* [26 octobre 1995] :

DOM-TOM : Martinique : dette des hôpitaux (p. 2584).

Outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [28 octobre 1995] :

Agriculture (p. 2715).

Banques et établissements financiers (p. 2715).

Egalité sociale (p. 2715).

Emploi (p. 2714, 2715).

Enseignement (p. 2715).

Fonds pour l'emploi (FEDOM) (p. 2714, 2715).

Impôts et taxes : investissements : défiscalisation (p. 2715).

Logement et habitat (p. 2714, 2715).

Martinique (p. 2715).

Ministère de l'outre-mer : crédits (p. 2714).

Plan : contrats de plan (p. 2715).

Risques naturels : indemnisation (p. 2715).

RMI (p. 2715).

Sécurité civile : services d'incendie et de secours (p. 2715).

SMIC (p. 2714, 2715).

Questions :

Impôts et taxes : investissements : défiscalisation (p. 2735).

- **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer (n° 2444).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 mars 1996] (p. 1596) :

Communes : missions d'aménagement.

Lois : loi littoral n° 86-2 du 3 janvier 1986.

Mer et littoral : zone littorale : régime juridique.

Propriété : occupants des zones urbaines : accès à la propriété.

Discussion des articles [13 mars 1996] :

Article 1^{er} (*dispositions relatives aux dépendances du domaine public maritime situées dans la zone des cinquante pas géométriques dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique*) :

Article L. 89-1 du code du domaine de l'Etat : délimitation des espaces urbains et des secteurs occupés par une urbanisation diffuse :

- son amendement n° 21 : devenu sans objet (p. 1604).

Article 3 (*création des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques en Guadeloupe et en Martinique*) :

- son amendement n° 22 corrigé soutenu par M. André Lesueur (mise en valeur des espaces urbains de la zone par l'Agence d'urbanisme et d'aménagement) : retiré (p. 1617).

Article 5 (*organisation des agences*) :

- son amendement n° 23 soutenu par M. André Lesueur (de suppression) : retiré (p. 1619) ;

- son amendement n° 80 (représentation de l'Agence d'urbanisme et d'aménagement au sein du conseil d'administration de l'agence) : adopté (p. 1619).

Article 7 (*art. 1609-C du code général des impôts : création d'une taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'Agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques de la Guadeloupe*) :

- son amendement n° 24 (de suppression) : rejeté (p. 1621).

Article 8 (*art. 1609-D du code général des impôts : création d'une taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'Agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques de la Martinique*) :

- son amendement n° 25 (de suppression) : rejeté (p. 1622).

- **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 1684).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [24 avril 1996] :

Après l'article 46 :

- son amendement n° 26 : non soutenu (p. 2531).

U

UEBERSCHLAG (Jean)

Député du Haut-Rhin

(4^e circonscription)

RPR

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 juin 1995] (p. 8789).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports [J.O. du 1^{er} octobre 1995] (p. 14388).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 19 octobre 1995] (p. 15270).

Membre de la commission d'évaluation prévue par la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [J.O. du 18 novembre 1995] (p. 16855).

Rapporteur du projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470) [17 janvier 1996].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2470) portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2510) [30 janvier 1996].**Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2599), modifié par le Sénat, portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2643) [13 mars 1996].****Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 2712), portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2723) [23 avril 1996].**

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).

Rapporteur de la commission des affaires culturelles.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 février 1996] :

Assemblée nationale :

- commission d'enquête : utilisation des fonds affectés à la formation professionnelle (p. 585) ;
- conditions de travail (p. 586).

Collectivités locales : régions (p. 584).

Emploi :

- chômage des jeunes (p. 584) ;
- insertion professionnelle (p. 584, 585).

Entreprises (p. 585, 586).

Etat : contribution (p. 584, 585).

Formation professionnelle et promotion sociale :

- apprentissage : généralités (p. 584 à 586) ;

- centres de formation d'apprentis : ressources : péréquation (p. 584 à 586) ;
- formation en alternance (p. 584, 585) ;
- prime à l'apprentissage (p. 585, 586).

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage (p. 584 à 586).

Lois :

- loi n° 87-572 du 23 juillet 1987 modifiant le titre premier du livre premier du code du travail et relative à l'apprentissage (p. 584) ;
- loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 585).

Parlement : rôle (p. 585).

Discussion des articles [7 février 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- soutient l'amendement n° 1 de la commission (institution d'une filière de l'apprentissage) (p. 639) : adopté (p. 640) ;
- défavorable à l'amendement n° 31 de M. Maxime Gremetz (réforme des lois sur l'apprentissage et l'alternance) (p. 642) ;
- soutient l'amendement n° 2 de la commission (création d'un Conseil national de l'apprentissage) (p. 642) : retiré (p. 643) ;
- son amendement n° 44 rectifié (création d'un Conseil national de l'apprentissage au sein du Comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue) (p. 643) : adopté après deuxième rectification (p. 645) ;
- soutient l'amendement n° 3 de la commission (de coordination) : adopté (p. 645).

Article 1^{er} (modification des conditions de libération et de répartition de la taxe d'apprentissage) :

- favorable à l'amendement n° 35 de M. Hervé Novelli (exonération des dépenses exposées par les entreprises employant des apprentis dont la formation en centre de formation des apprentis est supérieure à 400 heures par an) (p. 647) ;
- ses observations sur les amendements identiques n° 14 de M. Germain Gengenwin et 27 de M. Jean-Luc Prél (paiement de la taxe d'apprentissage au niveau de chaque établissement d'une même entreprise) (p. 649) ;
- défavorable à l'amendement n° 33 de M. Hervé Novelli (liberté d'affectation des concours financiers des entreprises) (p. 650) ;
- son amendement n° 45 (suppression de l'obligation de versement d'un concours financier au centre de formation pour les entreprises qui affectent tout ou partie de leur taxe d'apprentissage à des écoles d'enseignement technologique et professionnel) (p. 650) : adopté (p. 651) ;
- défavorable à l'amendement n° 13 de M. Germain Gengenwin (obligation de versement du concours financier, pour les entreprises n'employant pas d'apprenti, à un centre de formation de leur région d'implantation) (p. 651) ;
- défavorable à l'amendement n° 18 de M. Serge Poignant (prise en compte de la totalité des ressources des centres de formation pour la péréquation de la taxe d'apprentissage) (p. 652) ;
- soutient l'amendement n° 4 de la commission (fixation du barème de coût par un accord collectif étendu) : retiré (p. 654) ;
- soutient l'amendement n° 5 de la commission (affectation d'une partie de la taxe d'apprentissage à un fonds de péréquation national selon des critères arrêtés sur proposition du Conseil national de l'apprentissage) (p. 654) : adopté après modifications (p. 656) ;
- défavorable au sous-amendement n° 73 de M. Germain Gengenwin (avis du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 656) ;

- favorable à titre personnel au sous-amendement n° 74 du Gouvernement (avis du Conseil national de l'apprentissage) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 655) ;
- défavorable à l'amendement n° 36 de M. Germain Gengenwin (affectation d'une partie de la taxe d'apprentissage à un fonds de péréquation national selon des critères arrêtés après avis du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue) (p. 655) ;
- défavorable à l'amendement n° 55 de M. Michel Berson (même objet) (p. 655) ;
- défavorable à l'amendement n° 12 de M. Germain Gengenwin (même objet) (p. 655) ;
- défavorable à l'amendement n° 34 de M. Hervé Novelli (affiliation des apprentis au régime de sécurité sociale des étudiants) (p. 656) ;
- défavorable à l'amendement n° 56 de M. Michel Berson (affectation d'une fraction de la taxe d'apprentissage au financement des formations assurées par les établissements d'enseignement professionnel et d'enseignement technologique) (p. 657).

Article 2 (prime à l'apprentissage) :

- soutient l'amendement n° 7 rectifié de la commission (institution d'une indemnité compensatrice après avis du Conseil national de l'apprentissage) (p. 658) : adopté après modifications (p. 679) ;
- défavorable au sous-amendement n° 69 de M. Michel Berson (attribution de l'indemnité compensatrice pour la formation des tuteurs dans l'entreprise) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 659) ;
- ses observations sur le sous-amendement n° 75 rectifié du Gouvernement (modulation de l'indemnité compensatrice en fonction de l'âge de l'apprenti et de la durée de la formation) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 660) ;
- défavorable au sous-amendement n° 70 de M. Michel Berson (modulation de l'indemnité compensatrice en fonction du suivi du jeune à l'issue de sa formation pour assurer son embauche) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 660) ;
- défavorable au sous-amendement n° 71 de M. Michel Berson (versement de l'indemnité compensatrice en cas de rupture du contrat de travail) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 661) ;
- défavorable au sous-amendement n° 72 de M. Michel Berson (interdiction de conclure un contrat d'apprentissage lorsque l'embauche d'un apprenti résulte du licenciement d'un salarié sous contrat à durée indéterminée) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 677) ;
- son sous-amendement n° 68 rectifié (non-assujettissement de l'indemnité compensatrice à l'impôt sur les sociétés) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 677) : retiré (p. 679) ;
- son amendement n° 46 (modulation de l'aide forfaitaire en fonction du nombre de salariés, de la durée, du type et du niveau de la formation) : devenu sans objet (p. 679) ;
- son amendement n° 47 (non-assujettissement de l'aide forfaitaire à l'impôt sur les sociétés) : devenu sans objet (p. 679).

Après l'article 2 :

- soutient l'amendement n° 8 de la commission (non-assujettissement de l'indemnité compensatrice à l'impôt sur le revenu) : retiré (p. 680).

Article 3 (contrôle financier des organismes collecteurs) :

- défavorable à titre personnel à l'amendement n° 62 de M. Michel Berson (collecte de la taxe d'apprentissage par les organismes collecteurs paritaires agréés) (p. 681).

Après l'article 6 :

- défavorable à l'amendement n° 11 de M. Germain Gengenwin (initiation à l'entreprise des jeunes de moins de seize ans) (p. 682) ;
- favorable à l'amendement n° 51 du Gouvernement (accès direct à un contrat emploi consolidé des jeunes de 18 à 25 ans ayant au plus achevé un second cycle de l'enseignement secondaire et résidant dans des grands ensembles ou dans des quartiers d'habitat dégradé) (p. 682) ;
- favorable à l'amendement n° 50 du Gouvernement (prorogation des programmes d'insertion pour les jeunes en grande difficulté sans qualification et résidant dans des grands ensembles ou dans des quartiers d'habitat dégradé) (p. 691) ;
- favorable à l'amendement n° 28 rectifié de M. Jean-Yves Charnard (modification des dispositions relatives au capital de temps de formation) (p. 692) ;
- défavorable à l'amendement n° 63 rectifié de M. Michel Berson (même objet) (p. 692) ;
- soutient l'amendement n° 10 de la commission (prise en charge du coût du tutorat par les organismes paritaires collecteurs agréés) (p. 693) : adopté après modifications (p. 694) ;
- défavorable à l'amendement n° 15 corrigé de M. Germain Gengenwin (financement de l'apprentissage en Alsace-Moselle) (p. 694) ;
- son amendement n° 49 (taux de la taxe d'apprentissage applicable en Alsace-Moselle) (p. 694) : rejeté (p. 696) ;
- son amendement n° 48 (suppression de l'obligation de reversement d'une partie des fonds de l'alternance aux organismes paritaires collecteurs) : retiré (p. 696) ;
- soutient l'amendement n° 9 de la commission (adhésion des employeurs d'apprentis du secteur public au régime d'assurance chômage) (p. 696) : adopté (p. 697) ;
- favorable à l'amendement n° 52 du Gouvernement (reconduction pour 1996 de la prime à l'embauche des jeunes en contrat de qualification) (p. 699).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 mars 1996] :

Collectivités locales : régions (p. 1751).

Constitution : article 40 (p. 1751).

Emploi : contrats d'initiative locale (p. 1751).

Etat : contribution (p. 1750).

Formation professionnelle et promotion sociale :

- apprentissage : généralités (p. 1751) ;
- centres de formation d'apprentis (p. 1750) ;
- Conseil national de l'apprentissage : création (p. 1750) ;
- formation en alternance (p. 1751) ;
- maîtres d'apprentissage (p. 1750) ;
- prime à l'apprentissage (p. 1750).

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage (p. 1750).

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 1751).

Discussion des articles [19 mars 1996] :

Avant l'article 1^{er} A :

- défavorable à l'amendement n° 11 de M. Michel Berson (séparation des fonctions de collecte et de formation) (p. 1759).

Article 1^{er} A supprimé par le Sénat (finalités de l'apprentissage) :

- soutient l'amendement n° 4 de la commission (institution d'une filière de l'apprentissage) (p. 1759) : rejeté (p. 1761).

Après l'article 1^{er} A :

- son amendement n° 27 (création d'un Conseil national de l'apprentissage) (p. 1761) : rejeté (p. 1762).

Article 1^{er} B (augmentation du nombre des membres du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue) :

- son amendement n° 28 (création d'une section de l'apprentissage au sein du comité de coordination) (p. 1762) : rejeté (p. 1763).

Article 1^{er} (réforme des conditions de libération du quota de la taxe d'apprentissage) :

- soutient l'amendement n° 5 de la commission (versement de la taxe d'apprentissage au niveau de chaque établissement d'une même entreprise) : adopté (p. 1764) ;
- son amendement n° 41 (modalités d'accomplissement des formalités administratives de versement de la taxe d'apprentissage) : adopté (p. 1764) ;
- son amendement n° 40 (de coordination) : adopté (p. 1765) ;
- soutient l'amendement n° 6 de la commission (suppression de l'obligation de versement d'un concours financier au centre de formation où est inscrit l'apprenti pour les entreprises qui affectent tout ou partie de leur taxe d'apprentissage à des écoles d'enseignement technologique ou professionnel) (p. 1765) : retiré (p. 1766) ;
- soutient l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1766) ;
- soutient l'amendement n° 8 de la commission (péréquation nationale entre les centres de formation d'apprentis) (p. 1766) : retiré (p. 1767) ;
- défavorable à l'amendement n° 20 de M. Michel Berson (affectation d'une partie de la taxe d'apprentissage au financement des formations assurées par les établissements d'enseignement professionnel ou technologique) (p. 1768).

Après l'article 1^{er} :

- défavorable à l'amendement n° 1 de M. Germain Gengenwin (financement de l'apprentissage en Alsace-Moselle) (p. 1768) ;
- défavorable à l'amendement n° 2 de M. Germain Gengenwin (taux du quota de la taxe d'apprentissage en Alsace-Moselle) (p. 1768).

Article 2 (prime à l'apprentissage) :

- défavorable à l'amendement n° 13 de M. Michel Berson (versement de l'aide à l'embauche d'apprentis subordonné à la conclusion d'un contrat de travail à durée indéterminée à l'issue de la formation) (p. 1770) ;
- défavorable à l'amendement n° 21 de M. Serge Poignant (majoration de l'indemnité de soutien et modulation en fonction de la qualification du maître d'apprentissage) (p. 1770) ;
- soutient l'amendement n° 9 de la commission (modulation de l'indemnité de soutien en fonction de la qualification du maître d'apprentissage) (p. 1770) : retiré (p. 1771) ;
- défavorable à l'amendement n° 14 de M. Michel Berson (modulation de l'indemnité de soutien en fonction du niveau de formation) (p. 1771) ;
- défavorable à l'amendement n° 15 de M. Michel Berson (versement de l'indemnité compensatrice en cas de rupture du contrat de travail) (p. 1772) ;
- défavorable à l'amendement n° 16 de M. Michel Berson (interdiction de conclure un contrat d'apprentissage lorsque l'embauche d'un apprenti résulte du licenciement d'un salarié sous contrat à durée indéterminée) (p. 1772).

Après l'article 3 :

- défavorable à l'amendement n° 18 de M. Michel Berson (collecte de la taxe d'apprentissage par les organismes collecteurs paritaires agréés) (p. 1773).

Article 7 (création du contrat d'initiative locale) :

- défavorable aux amendements identiques n°s 22 de M. Pierre Cardo et 17 de M. Michel Berson (accès aux contrats d'initiative locale réservé aux non-diplômés ayant plus d'un an d'inactivité) (p. 1774).

Article 9 (financement des charges de tutorat par les OPCA et les régions) :

- défavorable à l'amendement n° 19 de M. Michel Berson (prise en charge du coût du tutorat par les organismes paritaires collecteurs agréés) (p. 1776).
- soutient l'amendement n° 10 de la commission (même objet) (p. 1775) : adopté (p. 1776).

Titre :

- défavorable à l'amendement n° 37 de M. Michel Berson (projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage et diverses mesures relatives à l'insertion et à la formation professionnelle) (p. 1777).

Troisième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 avril 1996] (p. 2619) :

Formation professionnelle et promotion sociale :

- centres de formation d'apprentis : ressources : péréquation ;
- formation en alternance : tutorat.

Impôts et taxes :

- crédit d'impôt ;
- taxe d'apprentissage.

Discussion des articles [25 avril 1996] :

Article 1^{er} (modification des conditions de libération et de répartition de la taxe d'apprentissage) :

- défavorable à l'amendement n° 1 de M. Gérard Jeffray (déductibilité de la fraction de la taxe affectée aux fonds régionaux du concours financier versé par l'entreprise au centre de formation où est inscrit l'apprenti) (p. 2622).

URBANIAC (Jean) *

Député du Pas-de-Calais

(14^e circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

DEPOTS

Proposition de loi portant exonération de la taxe d'habitation pour les chômeurs de longue durée non imposables (n° 2291) [13 octobre 1995].

Proposition de loi étendant l'accès au Contrat Initiative Emploi à l'ensemble des personnes veuves en situation de précarité (n° 2532) [7 février 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Campagnes pour les élections municipales :** financement public ; communes de moins de 9 000 habitants [7 juin 1995] (p. 450).

– **Aménagement du temps scolaire :** activités sportives : développement [10 octobre 1995] (p. 1723 et 1724).

– **Effectifs de l'administration dans la région Nord-Pas-de-Calais :** insuffisance [11 octobre 1995] (p. 1782).

– **Jeux Olympiques de 2004 :** candidature de Lille [22 novembre 1995] (p. 3986).

– **Politique de la ville :** application à l'ancien bassin minier du Pas-de-Calais [23 janvier 1996] (p. 189).

- **Lutte contre le terrorisme** : sommet de Charm el Cheikh ; maintien de l'ordre en France [12 mars 1996] (p. 1502).
- **Secteur public de l'audiovisuel** : programmes [14 mai 1996] (p. 3089).

orales sans débat :

- n° 637, posée le 15 juin 1995 : **friches industrielles appartenant aux charbonnages de France** (p. 498). Appelée le 22 juin 1995 : dévolution (p. 611, 612).
- n° 687, posée le 3 octobre 1995 : **société Métaeurop Nord** (p. 1613). Appelée le 12 octobre 1995 : emploi et activité : concurrence étrangère [13 octobre 1995] (p. 1834, 1835).
- n° 728, posée le 22 novembre 1995 : **établissements culturels de Lens** (p. 3963, 3964). Appelée le 30 novembre 1995 : musée des arts forains et Palais de la fête : projet (p. 4293).
- n° 802, posée le 16 janvier 1996 : **durée et aménagement du temps de travail** (p. 46). Appelée le 25 janvier 1996 : dérogations (p. 336).
- n° 873, posée le 13 février 1996 : **quartiers en difficulté de Courcelles-lès-Lens** (p. 831). Appelée le 22 février 1996 : pacte de relance (p. 1084 à 1086).
- n° 927, posée le 12 mars 1996 : **formation continue** (p. 1530). Appelée le 21 mars 1996 : GRETA : financement (p. 1530).
- n° 990, posée le 16 avril 1996 : **risques naturels et technologiques majeurs dans le Pas-de-Calais** (p. 2273). Appelée le 25 avril 1996 : situation de l'environnement de Lens (p. 2598).
- n° 1029, posée le 30 avril 1996 : **patrimoine immobilier des houillères du bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais** (p. 2730). Appelée le 7 mai 1996 : gestion (p. 2850).
- n° 1103, posée le 28 mai 1996 : **lutte contre la toxicomanie dans le Pas-de-Calais** (p. 3493). Appelée le 4 juin 1996 : financement (p. 3725).
- n° 1148, posée le 18 juin 1996 : **restructuration de la gendarmerie nationale dans le Pas-de-Calais** (p. 4445). Appelée le 26 juin 1996 : conséquences (p. 4849).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 janvier 1995] :

Communes :

- Grand-Champ (p. 90) ;
- maires (p. 89).

Lois : loi n° 92-125 du 6 février 1992 d'orientation relative à l'administration territoriale de la République : article 89 (p. 88).

Prévention (p. 88).

Sapeurs-pompiers et sapeurs-pompiers volontaires (p. 89, 90).

Secours (p. 88, 89).

Services d'incendie et de secours (p. 88, 89).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - Questions [25 octobre 1995] :

Régions : crédits aux pays (p. 2489).

Transports aériens : aéroports de province (p. 2490).

Logement. - Questions [6 novembre 1995] :

Aides : prime à l'amélioration de l'habitat (p. 3127).

Education nationale, enseignement supérieur et recherche. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [9 novembre 1995] :

Enseignement secondaire : collèges : créations de postes : taux de réussite au baccalauréat (p. 3286).

Etablissements scolaires : chefs d'établissement (p. 3286).

Etudiants : effectifs : statut social : encadrement : participation (p. 3285).

Politique de l'éducation :

- contenu : évolution : nouveau contrat pour l'école : loi de programmation (p. 3285) ;

- lutte contre l'échec scolaire (p. 3286).

Zones d'éducation prioritaire (p. 3285)

Questions :

Langues vivantes : initiation dans le primaire (p. 3322).

- Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 novembre 1995] (p. 4000) :

Allocation de vétéranee.

Entreprises.

Formation.

Lois : projet de loi n° 1888 rectifié relatif aux services d'incendie et de secours.

Sapeurs-pompiers volontaires.

Services d'incendie et de secours.

Travail : autorisations d'absence et disponibilité.

V

VACHET (Léon)*Député des Bouches-du-Rhône**(15^e circonscription)*

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Heure d'été** : modification du système actuel [17 avril 1996] (p. 2322).

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes et la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes. COM (95) 434 final/n° E-613 (n° 2700).**

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [24 avril 1996] (p. 2493) :

Commerce extérieur :

- certificats d'importation ;
- Organisation mondiale du commerce et accords de Marrakech.

Commercialisation.

Communautés européennes et Union européenne :

- préférence communautaire ;
- proposition de règlement du Conseil du 4 octobre 1995.

Moyens de paiement : dévaluations compétitives.

VAILLANT (Daniel)*Député de Paris**(19^e circonscription)*

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre titulaire de la commission des immunités [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Essais nucléaires** : reprise : conséquences [24 octobre 1995] (p. 2361, 2362).
- **Redéploiement des forces de sécurité** : fermeture de commissariats ; redéploiement du personnel [13 février 1996] (p. 801).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

*Première lecture, deuxième partie :***Intérieur.** - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [3 novembre 1995] :*

Administration : ministère de l'intérieur :

- agents administratifs : recrutement (p. 3028) ;
- dettes à l'égard de la RATP et de France Télécom (p. 3029).

Communes :

- Lyon (p. 3030) ;
- Paris (p. 3029, 3031).

Lois : loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité (p. 3028).

Ordre public :

- délinquance (p. 3031) ;
- terrorisme et plan Vigipirate (p. 3031).

Police :

- crédits (p. 3028) ;
- informatique et transmissions (p. 3029) ;
- logement (p. 3029) ;
- moyens de fonctionnement et équipement (p. 3029) ;
- îlotage, brigades anti-criminalité, présence sur la voie publique et opérations de sécurisation (p. 3029 à 3031) ;
- primes et bonifications indiciaires (p. 3028).

Ville : politique de la ville (p. 3031, 3032).

Questions :

Administration : ministère de l'intérieur : agents administratifs : recrutement (p. 3059).

Ordre public : délinquance : casseurs (p. 3059)

*Vote des crédits :***Etat B, titre III :**

- *reprend* l'amendement n° 225 de M. Gérard Léonard (indemnités des commissaires de police) (p. 3071) : rejeté (p. 3072).

Vote contre contre du groupe socialiste (p. 3032).

Anciens combattants et victimes de guerre. - *Questions [12 novembre 1995] :*

Mémoire et souvenir : information historique : paix en Algérie : commémoration du 19 mars 1962 (p. 3511).

Pensions militaires d'invalidité et de retraite : revalorisation : rapport constant : indexation (p. 3505).

VALLEIX (Jean)*Député de la Gironde**(1^{re} circonscription)*

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

DEPOTS

Rapport d'information fait en application de l'article 29 du Règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du **Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa session ordinaire de 1995 (n° 2466)** [21 décembre 1995].**Rapport d'information** fait en application de l'article 29 du Règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'**Union de l'Europe occidentale sur l'acti-**

vité de cette Assemblée au cours de la troisième partie de sa 40^e session ordinaire et de la première partie de sa 41^e session ordinaire (1995) (n° 2467) [21 décembre 1995].

VAN HAECKE (Yves)

Député de l'Yonne

(2^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions de la Commission européenne concernant la fixation des prix agricoles pour 1995-1996 [30 mars 1995].

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 17 octobre 1995] (p. 15111).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 17 octobre 1995] (p. 15111).

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la fixation des prix agricoles pour la campagne 1996-1997 [28 mars 1996].

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Travail et affaires sociales : santé) [11 juin 1996].

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur :

- sa **proposition de résolution** (n° 1614) sur la proposition de directive du Conseil relative à la **prévention et à la réduction intégrées de la pollution**. COM (93) 423 final (n° E-141) ;

- sa **proposition de résolution** (n° 1615) sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. COM (93) 575 final (n° E-248),

(n° 1987) [4 avril 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions de la commission européenne concernant la **fixation des prix agricoles pour 1995-1996** (n° 2084) [15 juin 1995].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions de la Commission européenne concernant la **fixation des prix agricoles pour 1996-1997** (n° 2789) [14 mai 1996].

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 modifiée relative au **revenu minimum d'insertion** (n° 2927) [26 juin 1996].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les mesures proposées par la Commission européenne dans le contexte de la crise du marché de la viande bovine :

- propositions de règlements (CE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 805/68, **portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, et modifiant le règlement (CEE) n° 1765/92 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables** et abrogeant le règlement (CEE) n° 1872/94 (COM [96] 422 final) ;

- et proposition de règlement (CE) du Conseil prévoyant la **réduction du taux applicable aux importations réalisées en application du contingent tarifaire OMC pour certains animaux bovins vivants** (COM [96] 324 final/n° E-676),

(n° 2990) [11 septembre 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Réforme de l'Etat** : rapports avec les administrés [20 mars 1996] (p. 1838).

- **Assassinat des moines trappistes en Algérie** : réactions à l'assassinat de sept religieux français [28 mai 1996] (p. 3501).

orales sans débat :

- n° 700, posée le 14 novembre 1995 : **autorisations d'ouverture des grandes surfaces** (p. 3605). Appelée le 23 novembre 1995 : réglementation : zones rurales (p. 4035 à 4037).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale** (n° 2174).

Première lecture :

Discussion des articles [28 juillet 1995] :

Article 1^{er} (*réduction des cotisations sociales patronales sur les bas salaires*) :

- *ses observations* (p. 1506).

Entreprises : charges sociales : allègement sur les bas salaires.

Travail : base horaire de la rémunération.

- **Projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - *Questions* [25 octobre 1995] :

Aides : prime à l'aménagement du territoire (p. 2491).

Santé publique et assurance maladie. - *Questions* [26 octobre 1995] :

Hôpitaux et cliniques :

- hôpitaux de proximité (p. 2587) ;

- programme de médicalisation du système d'information : indice synthétique d'activité (p. 2587) ;

- schémas régionaux d'organisation sanitaire (p. 2587).

Intégration et lutte contre l'exclusion. - *Questions* [30 octobre 1995] :

Action sociale et solidarité nationale : revenu minimum d'insertion : insertion : réforme : décentralisation (p. 2773).

Environnement. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [10 novembre 1995] :

Air (p. 3402).

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 3403).

Cours d'eau, étangs et lacs : plan Loire (p. 3402).

Energie :

- énergie nucléaire (p. 3402) ;

- énergies nouvelles ou renouvelables (p. 3402).

Lois : lois sur l'environnement : application (p. 3402).

Ministère :

- crédits (p. 3401 à 3403) ;

- directions régionales de l'environnement (p. 3403).

Organismes et structures :

- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (p. 3401, 3403) ;
- Conservatoire du littoral et des rivages lacustres (p. 3402, 3403) ;
- Institut d'écologie et de gestion de la biodiversité (p. 3402) ;
- Institut français de l'environnement (p. 3401, 3402).

Parcs et réserves naturelles (p. 3402).

Plan : XI^e Plan et contrats de plan Etat-régions (p. 3402).

Risques naturels :

- inondations (p. 3402) ;
- plans de prévention des risques majeurs (p. 3402).

Vote des crédits :

Etat C, titre VI :

- favorable à l'amendement n° 335 rectifié de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits) (p. 3420).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, sur la charte d'installation des jeunes agriculteurs et le statut des conjoints et débat sur cette déclaration (n° 2722).**

Principaux thèmes développés [23 avril 1996] (p. 2464) :

Aménagement du territoire.

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs ; charte nationale pour l'installation des jeunes en agriculture.

Fermeage.

Lois : loi de modernisation de l'agriculture n° 95-95 du 1^{er} février 1995.

Organismes et structures : commissions départementales d'orientation de l'agriculture.

- **Projet de loi relatif à la « Fondation du patrimoine » (n° 2691).**

Première lecture :

Discussion des articles [30 avril 1996] :

Article 2 (objet de la Fondation du patrimoine) :

- son amendement n° 1 : non soutenu (p. 2714).

Article 6 (conseil d'administration de la Fondation du patrimoine) :

- son amendement n° 2 soutenu par Mme Marie-Josée Roig (création de comités consultatifs départementaux) : retiré (p. 2719).

Article 8 (recours à des prérogatives de puissance publique) :

- son amendement n° 3 soutenu par Mme Henriette Martinez (approbation du cahier des charges par l'autorité administrative) : rejeté (p. 2720).

Article 9 (fondations abritées au sein de la Fondation du patrimoine) :

- son amendement n° 4 : non soutenu.

- **Projet de loi (rectifié) relatif à l'information et à la consultation des salariés dans les entreprises et les groupes d'entreprises de dimension communautaire ainsi qu'au développement de la négociation collective (n° 2701).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 juin 1996] (p. 3791) :

Constitution.

Entreprises : PME-PMI : droits et représentation des salariés.

Travail :

- accord national interprofessionnel du 31 octobre 1995 ;
- conventions collectives : dérogations : accords de branche : droit d'opposition ;
- monopole syndical de négociation : dérogations.

Ses explications de vote (p. 3842).

Vote pour du groupe RPR.

- **Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 juin 1996] (p. 4201) :

Air :

- information de la population ;
- pollution atmosphérique ;
- réseaux de surveillance.

Energie : carburants.

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers.

Discussion des articles [14 juin 1996] :

Article 24 (exonération de la taxe sur les véhicules de société pour les véhicules électriques ou peu polluants) :

- son amendement n° 300 : non soutenu (p. 4388).

Après l'article 27 :

- son amendement n° 303 : non soutenu (p. 4395).

VANNESTE (Christian)

Député du Nord

(10^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [J.O. du 19 janvier 1995] (p. 1023).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission d'enquête sur les aides à l'emploi [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Membre du Conseil national des fondations [J.O. du 10 mai 1996] (p. 7053).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire [J.O. du 24 mai 1996] (p. 7779).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante [J.O. du 24 mai 1996] (p. 7779).

DEPOTS

Proposition de loi visant à créer des établissements publics territoriaux à vocation culturelle (n° 1918) [1^{er} février 1995].

Proposition de loi relative à la revitalisation des centres villes et à la mise en place de zones commerciales privilégiées (n° 2600) [11 mars 1996].

Proposition de loi créant des établissements publics territoriaux à vocation culturelle (n° 2770) [14 mai 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Situation en Bosnie-Herzégovine** : ex-Yougoslavie ; FORPRONU ; attitude de la France : réponse globale à l'ensemble des questions relatives à la Bosnie-Herzégovine posées ce jour [31 mai 1995] (p. 379 à 383).
- **Antennes paraboliques** : réglementation [3 octobre 1995] (p. 1577).
- **Contrats emploi-solidarité** : application dans la région Nord-Pas-de-Calais [22 novembre 1995] (p. 3993).
- **Industrie textile** : concurrence étrangère ; aides de l'Etat [12 mars 1996] (p. 1504).
- **Accords de Schengen et relations avec les Pays-Bas** : filière hollandaise du trafic de drogue [26 mars 1996] (p. 1986).

orales sans débat :

- n° 639, posée le 15 juin 1995 : **commerçants du Nord implantés en zone frontalière** (p. 498). Appelée le 22 juin 1995 : ouverture le dimanche ; concurrence (p. 625 à 627).
- n° 757, posée le 5 décembre 1995 : **crise de l'industrie textile** (p. 4596). Appelée le 15 décembre 1995 : concurrence étrangère ; aides de l'Etat (p. 5153 à 5155).
- n° 882, posée le 13 février 1996 : **agents des entreprises de transit et commissaires en douanes** (p. 833). Appelée le 22 février 1996 : reclassement (p. 1094).
- n° 975, posée le 16 avril 1996 : **assujettissement à la CSG des travailleurs frontaliers** (p. 2270). Appelée le 18 avril 1996 : réglementation (p. 2369).
- n° 1154, posée le 18 juin 1996 : **agents artistiques** (p. 4446). Appelée le 26 juin 1996 : exercice de la profession ; entrepreneurs de spectacles (p. 4839).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).**

Première lecture :

Discussion des articles [28 juin 1995] :

Article 26 (infractions exclues de l'amnistie) :

- son amendement n° 99 précédemment réservé soutenu par M. Christian Dupuy (intimidation envers des personnes exerçant une fonction publique) : adopté (p. 717).

- **Débat sur l'application des accords de Schengen.**

Principaux thèmes développés [11 octobre 1995] :

Drogue : Pays-Bas : législation (p. 1809, 1810).

Etrangers :

- contrôles frontaliers nationaux (p. 1809) ;
- immigration clandestine (p. 1809).

Police : police de l'air et des frontières ; coopération policière (p. 1809).

Traités et conventions : accords de Schengen du 14 juin 1985 et convention d'application du 19 juin 1990 : entrée en vigueur (p. 1809).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - Questions [26 octobre 1995] :

Collectivités locales : agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing (p. 2526).

Solidarité entre les générations. - Questions [27 octobre 1995] :

Handicapés : centre d'aide par le travail (CAT) : augmentation des capacités d'accueil : travail à temps partiel (p. 2623).

Région Nord-Pas-de-Calais : handicapés : augmentation du nombre dans les centres d'aide par le travail (CAT) (p. 2623).

Culture et francophonie. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [27 octobre 1995] :

Aménagement du territoire : « aménagement culturel » : redéploiement des crédits vers la province : grands projets régionaux (p. 2665).

Architecture : rattachement au ministère de la culture : écoles d'architecture : crédits (p. 2665).

Bibliothèque nationale de France : mission, crédits et effectifs : date d'ouverture (p. 2666).

Cinéma : aides de l'Etat (p. 2667).

Enseignement : enseignements artistiques : crédits : rééquilibrage entre les matières scientifiques et artistiques (p. 2666).

Grands travaux :

- Centre Georges Pompidou (p. 2666) ;
- projets régionaux : crédits (p. 2666).

Livre ; librairies ; droits d'auteur (p. 2666).

Ministère de la culture et de la francophonie : effectifs et crédits : évaluation : élargissement des compétences : transferts budgétaires (p. 2665).

Musées :

- Cité des sciences de la Villette : rattachement au ministère de la culture : coopération avec les institutions régionales (p. 2666) ;
- Grand et Petit Palais (p. 2666) ;
- Guimet (p. 2666).

Musique : Opéra de Paris : Palais Garnier et Opéra Bastille : crédits (p. 2666).

Politique culturelle : définition : rôle dans la réduction de la fracture sociale (p. 2665).

Politique de la ville : projets culturels de quartiers : équipements de proximité : cafés-musique : écoles de musique municipales (p. 2666).

Théâtre : Théâtre national de Strasbourg (p. 2666).

Intégration et lutte contre l'exclusion. - Questions [30 octobre 1995] :

Etrangers : immigrés : intégration : fraudes : mariages blancs, paternités blanches (p. 2778).

Politique de la ville : quartiers en difficultés : grands projets urbains : exonérations fiscales (p. 2774).

Intérieur. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [3 novembre 1995] :

Affaires étrangères : Pays-Bas (p. 3039).

Communes :

- Halluin (p. 3040) ;
- Neuville (p. 3040).

Drogue (p. 3039, 3040).

Etrangers (p. 3040).

Europe : convention de Schengen (p. 3040).

Lois :

- loi n° 93-1027 du 24 août 1993 relative à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France (p. 3040) ;
- loi n° 93-1417 du 30 décembre 1993 portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil (p. 3040) ;

- loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité (p. 3039).

Ordre public :

- délinquance (p. 3039, 3040) ;
- mineurs (p. 3040) ;
- terrorisme et plan Vigipirate (p. 3039).

Police : crédits (p. 3039).

- **Projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire (n° 2302).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [20 décembre 1995] :

Etat : autorités publiques : protection des fonctionnaires de la gendarmerie et de la police nationale (p. 5421).

Loi pénale :

- récidive (p. 5422) ;
- responsabilité des mineurs (p. 5421, 5422).

Discussion des articles [20 décembre 1995] :

Article 8 (désignation expresse de certaines personnes dépositaires de l'autorité publique) :

- son amendement n° 37 (protection des membres de la famille des personnes dépositaires de l'autorité publique) (p. 5434) : retiré (p. 5435) ;
- son amendement n° 38 (de coordination) (p. 5435) : retiré (p. 5435).

Article 13 (infractions de menaces contre les personnes) :

- son amendement n° 39 (protection des membres de la famille des personnels de l'administration pénitentiaire) : retiré (p. 5436).

Article 14 (infractions de menaces contre les personnes) :

- son amendement n° 40 (de coordination) : retiré (p. 5436).

Article 16 (infractions de menaces contre les biens) :

- son amendement n° 41 (de coordination) : retiré (p. 5436).

Article 17 (infractions de menaces contre les biens) (p. 5436) :

- son amendement n° 42 (de coordination) : retiré (p. 5437).

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [15 février 1996] :

Article 26 (composition du conseil d'administration) :

- soutient le sous-amendement n° 56 deuxième rectification de M. Francis Saint-Ellier (diminution du seuil de population requis par département en vue de garantir la représentation des communes ou de leurs groupements) à l'amendement n° 12 rectifié du Gouvernement (détermination du nombre de sièges au conseil d'administration en fonction des contributions financières) (p. 964) : rejeté (p. 966) ;
- son sous-amendement n° 71 (diminution du seuil de population requis par département en vue de garantir la représentation des communes ou de leurs groupements) à l'amendement n° 12 rectifié du Gouvernement (p. 964) : adopté (p. 966).

Article 51 (champ d'application territoriale de la loi) :

- son amendement n° 58 (exclusion des communautés urbaines du champ d'application de la loi) : rejeté (p. 979).
- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante (n° 2573).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 mars 1996] (p. 2075, 2076) :

Juridictions : moyens.

Procédure pénale : comparution : délai.

Discussion des articles [27 mars 1996] :

Article 1^{er} (convocation par officier de police judiciaire) :

- son amendement n° 1 rectifié (comparution immédiate des mineurs) (p. 2080) : rejeté (p. 2081).

- **Projet de loi relatif à la « Fondation du patrimoine » (n° 2691).**

Première lecture :

Discussion des articles [30 avril 1996] :

Article 2 (objet de la Fondation du patrimoine) :

- ses observations (p. 2711).

- **Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 mai 1996] (p. 3358) :

Aménagement du territoire : zones rurales et zones de montagne.

Arts et spectacles : cinémas de plus de 1 500 places ; cinémas itinérants.

Emploi.

Discussion des articles [22 mai 1996] :

Article 4 (critères des décisions d'autorisation et présentation des projets) :

- son amendement n° 115 (prise en compte dès leur publication des dispositions des schémas de développement commercial) (p. 3369) : vote réservé jusqu'après la discussion de l'amendement n° 44, deuxième rectification : devenu sans objet (p. 3374).

- **Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 juin 1996] (p. 4573) :

Emploi.

Politique économique et sociale : zones franches.

VANNSON (François)

Député des Vosges

(3^e circonscription)

Apparenté RPR

Secrétaire d'âge

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Secrétaire d'âge [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5405).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. André Gérin (n° 1955) tendant à créer une commission d'enquête sur les délocalisations à l'étranger et l'utilisation des fonds publics par les entreprises du secteur textile-habillement [5 avril 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Politique européenne** : monnaie unique : échéance du 1^{er} janvier 1999 ; service public de l'électricité [13 février 1996] (p. 796).
- **Transport sanitaire hélicoptère des SAMU** : réglementation [25 juin 1996] (p. 4869).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. - Questions [25 octobre 1995] :

Voirie : RN 66 (p. 2503).

Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).

Première lecture :

Discussion des articles [6 mars 1996] :

Article 13 (déblocage anticipé d'une partie des fonds déposés sur certains plans d'épargne-logement) :

- *ses observations* (p. 1262).

Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 mai 1996] (p. 3349) :

Artisanat.

Formation professionnelle : apprentissage et qualification professionnelle.

Villes : centres villes.

VASSEUR (Phillippe)

Député du Pas-de-Calais

(3^e circonscription)

UDF

puis ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Cessation de son mandat de député le 18 juin 1995 [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9343).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Est nommé ministre de l'agriculture et de l'alimentation. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8405).

Est nommé ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation. Décret du 20 mai 1995 [J.O. du 21 mai 1995] (p. 8485).

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 10 juin 1995] (p. 9014).

Fin de ses fonctions ministérielles : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

Est nommé ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16345).

DEPOTS

Déclaration du Gouvernement sur la charte d'installation des jeunes agriculteurs et le statut des conjoints (n° 2722) [23 avril 1996].

REponses AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- **Guilhem (Evelyne) : élevage bovin** : conséquences des variations monétaires européennes [31 mai 1995] (p. 384, 385).
- **Guellec (Ambroise) : conséquences des désordres monétaires sur l'agriculture et sur la pêche** : PAC ; SME ; variations monétaires : conséquences [7 juin 1995] (p. 448, 449).
- **Ferrand (Jean-Michel) : fruits et légumes** : soutien du marché ; concurrence étrangère [7 juin 1995] (p. 453, 454).
- **Auchédé (Rémy) : revalorisation des retraites agricoles** : montant des pensions ; exploitants agricoles et conjoints d'exploitants [14 juin 1995] (p. 483, 484).
- **Dutrell (Renaud) : centre technique de Belin à Château-Thierry** : fermeture : conséquences [14 juin 1995] (p. 489).
- **Harcourt (François d') : situation des marins-pêcheurs** : revendications ; concurrence étrangère [29 juin 1995] (p. 698).
- **Deniaud (Yves) : élevage bovin** : Union européenne : variations monétaires ; conséquences [29 juin 1995] (p. 703).
- **Durand (Georges) : importation de kiwis de Nouvelle-Zélande** : soutien du marché, concurrence étrangère [3 octobre 1995] (p. 1580 et 1581).
- **Petit (Pierre) : volet agricole du Poséïdom** : aides nationales et communautaires : renforcement ; avenir [4 octobre 1995] (p. 1655).
- **Moutoussamy (Ernest) : dégâts causés par des cyclones** : cyclones Luis et Marilyn : indemnisation des agriculteurs sinistrés à la Guadeloupe [11 octobre 1995] (p. 1775).
- **Josselin (Charles) : difficultés des producteurs de fruits et légumes** : soutien du marché : concurrence [25 octobre 1995] (p. 2448).
- **Boche (Gérard) : filière biocarburants** : avenir [25 octobre 1995] (p. 2453, 2454).
- **Turinay (Anicet) : marché de la banane** : organisation commune de marché [14 novembre 1995] (p. 3645).
- **Saint-Sernin (Frédéric de) : taux de jachère** : taux unique : application [6 décembre 1995] (p. 4639, 4640).
- **Le Nay (Jacques) : filière avicole** : restitutions à l'exportation pour les volailles [6 décembre 1995] (p. 4645, 4646).
- **Ferrari (Gratien) : produits du terroir** : appellation montagne : réglementation [13 décembre 1995] (p. 5096).
- **Hunault (Michel) : installation des jeunes agriculteurs** : aides de l'Etat [13 décembre 1995] (p. 5099).
- **Baumet (Gilbert) : agriculture française et échanges euro-méditerranéens** : zone de libre-échange entre pays méditerranéens [20 décembre 1995] (p. 5399, 5400).
- **Rignault (Simone) : marché de la viande bovine** : élevage : soutien du marché ; concurrence étrangère [17 janvier 1996] (p. 86).
- **Julia (Didier) : production et exportation céréalières** : taxe à l'exportation ; taux de jachère [24 janvier 1996] (p. 270).
- **Le Pensac (Louis) : pêche maritime** : plan d'orientation pluriannuel [7 février 1996] (p. 671).
- **Auclair (Jean) : élevage bovin** : soutien du marché [14 février 1996] (p. 870).
- **Manuel (Gérard) : intégration des composants oxygénés dans les carburants** : état de la question [14 février 1996] (p. 872).

- **Le Fur (Marc) : retraite des agriculteurs** : montant des pensions [21 février 1996] (p. 1035).
 - **Goasduff (Jean-Louis) : pêche à pied** : réglementation [6 mars 1996] (p. 1246).
 - **Accoyer (Bernard) : viande bovine** : maladies du bétail : affaire de la vache folle [26 mars 1996] (p. 1987).
 - **Couveinhes (René) : producteurs de pommes** : soutien du marché ; concurrence étrangère [26 mars 1996] (p. 1987).
 - **Roussel (François) : crise de la viande bovine** : effets de la maladie dite de la « vache folle » [16 avril 1996] (p. 2218).
 - **Duboc (Eric) : crise de la viande bovine** : effets de la maladie dite de la « vache folle » [16 avril 1996] (p. 2223).
 - **Auchedé (Rémy) : alimentation animale** : effets de la maladie dite de la « vache folle » [17 avril 1996] (p. 2316).
 - **Auclair (Jean) : crise de la viande bovine** : effets de la maladie dite de la « vache folle » [17 avril 1996] (p. 2320).
 - **Danllet (Alain) : production viticole** : plantation : réglementation [17 avril 1996] (p. 2321).
 - **Laffineur (Marc) : viande bovine** : maladie du bétail dite de la vache folle [23 avril 1996] (p. 2438).
 - **Desanlis (Jean) : concurrence américaine sur les marchés agricoles** : politique de jachères [24 avril 1996] (p. 2536).
 - **Coussain (Yves) : situation de l'élevage bovin** : soutien du marché [15 mai 1996] (p. 3185).
 - **Gascher (Pierre) : taux de jachère** : révision [22 mai 1996] (p. 3327).
 - **Dassault (Olivier) : production céréalière** : jachères : taux : révision [22 mai 1996] (p. 3328).
 - **Suguenot (Alain) : élevage bovin** : effets de la maladie dite de la vache folle [22 mai 1996] (p. 3329).
 - **Hoguet (Patrick) : élevage bovin** : effets de la maladie dite de la vache folle [22 mai 1996] (p. 3331).
 - **Petit (Pierre) : bananes des Antilles** : effets de l'organisation commune de marché [5 juin 1996] (p. 3850).
 - **Guilhem (Evelyne) : crise de la viande bovine** : effets de la maladie dite de la « vache folle » [5 juin 1996] (p. 3851).
 - **Lux (Arsène) : crise de la vache folle** : garantie de la qualité sanitaire des productions [11 juin 1996] (p. 4081).
 - **Malvy (Martin) : affaire de la vache folle** : effets [12 juin 1996] (p. 4169).
 - **Pont (Jean-Pierre) : flottes de pêche européennes** : avenir [12 juin 1996] (p. 4171).
 - **Martin (Christian) : indemnisation des éleveurs de bovins** : effets de la maladie dite de la « vache folle » [12 juin 1996] (p. 4173).
 - **Paillé (Dominique) : soutien et réorganisation de la filière bovine** : effets de la maladie dite de la « vache folle » [18 juin 1996] (p. 4454).
 - **Lepeltier (Serge) : réforme de la filière bovine** : effets de la maladie dite de la « vache folle » [19 juin 1996] (p. 4526).
- oraux sans débat de :**
- **Jambu (Janine) (n° 649) : fermeture hebdomadaire des entreprises commerciales** : réglementation : conséquences ; petit commerce, grandes surfaces [29 juin 1995] (p. 739, 740).
 - **André (René) (n° 662) : nouveau mode de calcul des cotisations sociales agricoles** : cotisations ; revenus agricoles [29 juin 1995] (p. 739, 740).
 - **Fromet (Michel) (n° 672) : viticulteurs du Loir-et-Cher** : gel : indemnisation des viticulteurs sinistrés [5 octobre 1995] (p. 1684, 1685).
 - **Pascallon (Pierre) (n° 688) : prime à la jument allaitante** : création ; élevage des chevaux lourds ; aides [13 octobre 1995] (p. 1841, 1842).
 - **Bussereau (Dominique) (n° 686) : producteurs de cognac** : aides de l'Etat [13 octobre 1995] (p. 1843, 1844).
 - **Andy (Léo) (n° 679) : dégâts causés par des cyclones** : indemnisation des planteurs de bananes sinistrés [13 octobre 1995] (p. 1844, 1845).
 - **Arnaud (Henri-Jean) (n° 699) : difficultés d'installation des producteurs laitiers en Ardèche** : quotas de production ; transports ; prélèvements [23 novembre 1995] (p. 4037, 4038).
 - **Saint-Sernin (Frédéric de) (n° 701) : installation des jeunes agriculteurs** : aides de l'Etat [23 novembre 1995] (p. 4038 à 4040).
 - **Manuel (Gérard) (n° 702) : distribution des produits agricoles en grande surface** : rapports entre producteurs et distributeurs [23 novembre 1995] (p. 4040, 4041).
 - **Bousquet (Dominique) (n° 745) : difficultés des producteurs de truffes** : organisation de la production ; concurrence étrangère [7 décembre 1995] (p. 4719).
 - **Pont (Jean-Pierre) (n° 763) : ateliers de mareyage et de transformation du poisson** : application des normes européennes [15 décembre 1995] (p. 5145).
 - **Royer (Jean) (n° 794) : production de carburants non polluants** : initiatives de l'Etat [18 janvier 1996] (p. 141, 142).
 - **Gascher (Pierre) (n° 796) : classement des cantons du nord de la Sarthe en zone aidée** : classement en territoire reconnu de développement prioritaire [18 janvier 1996] (p. 142 à 144).
 - **Saint-Sernin (Frédéric de) (n° 809) : contrats de qualification des salariés agricoles** : financement [25 janvier 1996] (p. 329).
 - **Cazin d'Honincthun (Arnaud) (n° 810) : producteurs français de légumes** : revenu : incidences des variations monétaires [25 janvier 1996] (p. 330).
 - **Cazin d'Honincthun (Arnaud) (n° 811) : conditionneurs de légumes** : protection sociale [25 janvier 1996] (p. 332).
 - **Depaix (Maurice) (n° 876) : caves coopératives du Beaujolais et du Lyonnais** : augmentation des charges [22 février 1996] (p. 1088).
 - **Rochebloine (François) (n° 878) : secteur arboricole** : aides de l'Etat [22 février 1996] (p. 1090).
 - **Auclair (Jean) (n° 908) : prime au bovin mâle** : conditions d'attribution [14 mars 1996] (p. 1633).
 - **Jacquemin (Michel) (n° 1048) : exploitations agricoles de montagne** : mise aux normes : financement [14 mai 1996] (p. 3070).
 - **Boulaud (Didier) (n° 1044) : Fonds national des abattoirs** : abattage : politique et réglementation : utilisation des réserves de crédit [14 mai 1996] (p. 3071).

INTERVENTIONS

En qualité de ministre :

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (COM [94] 117 final/n° E-401) (n° 2019).**

Son intervention (p. 762).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [29 juin 1995] :

Communautés européennes et Union européenne :

- interprofessions (p. 763) ;
- organisation commune du marché et vins de qualité pour les régions déterminées (p. 763).

Discussion de l'article unique [29 juin 1995] :

- défavorable à l'amendement n° 13 de M. Jean Tardito (respect de la préférence communautaire) (p. 773) ;
- défavorable à l'amendement n° 14 de M. Jean Tardito (transparence de l'expertise et accès à ses résultats) (p. 773) ;
- défavorable à l'amendement n° 8 de M. Germain Gengenwin (utilisation des fonds communautaires pour l'information et l'éducation du consommateur) (p. 773) ;
- défavorable à l'amendement n° 1 de M. Marcel Roques (de précision) (p. 774) ;
- défavorable aux amendements identiques n° 9 de M. Germain Gengenwin et 15 de M. Jean Tardito (autorisation de dépassement de 10 % du volume du marché national de référence) (p. 774) ;
- défavorable à l'amendement n° 2 de M. Marcel Roques (plafonnement des aides au stockage à court terme) (p. 774) ;
- favorable à l'amendement n° 16 de M. Jean Tardito (maintien du maximum d'exploitations) (p. 774) ;
- défavorable à l'amendement n° 10 de M. Germain Gengenwin (de suppression partielle) (p. 775) ;
- défavorable à l'amendement n° 17 de M. Jean Tardito (maintien du maximum d'exploitations) (p. 775) ;
- favorable à l'amendement n° 3 de M. Marcel Roques (création et modalités de financement d'un fonds régional d'aide à la viticulture) (p. 775) ;
- défavorable à l'amendement n° 18 deuxième correction de M. Jean Tardito (réorientation des sommes destinées à l'arrachage en faveur de l'installation des jeunes et pour une production de qualité) (p. 775) ;
- défavorable aux amendements n° 4 de M. Marcel Roques et 19 de M. Philippe Martin (financement des mesures de compensation des réductions de production par les régions viticoles) (p. 776) ;
- défavorable à l'amendement n° 11 de M. Germain Gengenwin (création de banques régionales pour la gestion des droits de plantation) (p. 776) ;
- favorable à l'amendement n° 5 de M. Marcel Roques (réglementation rigoureuse de la notion de récolte en vert) (p. 777) ;
- défavorable à l'amendement n° 6 de M. Marcel Roques (mise en place d'un casier viticole exhaustif) (p. 777) ;
- favorable à l'amendement n° 20 de M. Philippe Martin (de précision) (p. 777) ;
- défavorable à l'amendement n° 12 de M. Germain Gengenwin (de suppression partielle) (p. 778) ;
- favorable aux amendements n° 7 de M. Marcel Roques et 21 de M. Philippe Martin (redéfinition des conditions d'enrichissement ou de chaptalisation) (p. 778).
- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60 % à 20,60 % le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995 (n° 2148).**

Première lecture :

Seconde délibération de l'article unique [12 juillet 1995] :

- soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (suppression du paragraphe VI de l'article unique relatif à l'exemption, à titre temporaire, des ventes de bovins mâles) (p. 1046) : adopté (p. 1048).

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [2 novembre 1995] :

Agroalimentaire (p. 2922).

Aménagement du territoire :

- Fonds de gestion de l'espace rural (p. 2923) ;
- sociétés d'aménagement régional (p. 2921) ;
- zones de montagne (p. 2923).

BAPSA :

- cotisations sociales (p. 2924, 2925) ;
- dépenses et recettes (p. 2924) ;
- Mutualité sociale agricole (p. 2925) ;
- pensions de réversion (p. 2924, 2925) ;
- retraites et préretraites (p. 2924, 2925).

Bois et forêts (p. 2923).

Commerce extérieur (p. 2925).

Commercialisation (p. 2925).

Communautés européennes et Union européenne :

- organisation commune des marchés des fruits et légumes (p. 2926) ;
- organisation commune du marché du vin (p. 2926) ;
- politique agricole commune (p. 2920, 2925).

Élevage : prime à l'herbe et prime à la vache allaitante (p. 2923).

Enseignement agricole (p. 2919 à 2921).

Environnement : fertilisation et pollution (p. 2923).

Exploitants agricoles :

- dotation aux jeunes agriculteurs (p. 2921, 2926) ;
- droits à produire (p. 2921).

Exploitations agricoles :

- gel des terres (p. 2925) ;
- transmission (p. 2922).

Impôts et taxes : fiscalité agricole (p. 2923, 2926).

Ministère : crédits (p. 2919).

Organismes et structures :

- Centre national d'aménagement des structures agricoles (p. 2920) ;
- Fonds national des haras (p. 2919).

Pêche :

- flotte (p. 2922, 2923) ;
- fonds d'intervention et d'organisation des produits de la mer (p. 2922) ;
- ports maritimes (p. 2923) ;
- zones de pêche et ressources (p. 2923, 2924).

Réponses aux questions :

Agroalimentaire : technopole Alimentec de Bourg-en-Bresse (M. Jacques Boyon) (p. 2950).

Aménagement du territoire :

- Fonds de gestion de l'espace rural (MM. Jean-Jacques Delmas, Jean-Pierre Bastiani, Michel Vuibert, Jean-Bernard Raimond) (p. 2927, 2939, 2964, 2967) ;
- zones de montagne (MM. Jean Auclair, Michel Bouvard) (p. 2930, 2972, 2973).

Assurances : fonds commun des accidents du travail des exploitants agricoles (M. Renaud Dutreil) (p. 2947).

BAPSA :

- cotisations sociales : assiette : base du foncier non bâti (MM. Charles de Courson, Serge Poignant) (p. 2961, 2970) ;

- pensions de réversion (MM. André Angot, Roger Lestas) (p. 2941, 2959, 2960)
 - retraites agricoles (MM. Remy Auchédé, Frédéric de Saint-Sernin, Alain Madalle) (p. 2932, 2938, 2970, 2971).
- Bois et forêts (M. Gilbert Meyer) (p. 2937).
- Céréales : blé dur (M. Jean Desanlis) (p. 2950).
- Commerce extérieur : exportations et importations extracommunautaires (M. François Guillaume) (p. 2958).
- Commercialisation (MM. François d'Harcourt, Jacques Briat, Jean-Jacques Delvaux) (p. 2928, 2937, 2949).
- Communautés européennes et Union européenne :
- organisation commune des marchés des fruits et légumes (MM. Yves Rousset-Rouard, Aimé Kerguéris, Jean-Jacques Delvaux, Antoine Carré) (p. 2940, 2948, 2949, 2952) ;
 - organisation commune des marchés de la viande (M. Gérard Boche) (p. 2960) ;
 - politique agricole commune (MM. Bernard de Froment, Ambroise Guellec) (p. 2938, 2941) ;
 - préférence communautaire (M. François d'Harcourt) (p. 2927, 2928).
- Coopération et développement : partenariat avec les pays de la Méditerranée (M. Claude Barate) (p. 2946).
- Départements :
- Hautes-Alpes : arboriculture (Mme Henriette Martinez) (p. 2957) ;
 - Pyrénées-Atlantiques : deuxième chambre d'agriculture (M. Bernard de Froment) (p. 2942).
- Elevage :
- élevage bovin (M. Bernard de Froment) (p. 2938) ;
 - élevage ovin (M. Jean-Marie Morisset) (p. 2966) ;
 - prime à l'herbe et prime à la vache allaitante (MM. Gérard Boche, Jean-Marie Morisset) (p. 2960, 2966).
- Emploi : salariés agricoles : formation, rémunération et cotisations sociales (M. Gilbert Baumet) (p. 2929).
- Energie : biocarburants : (M. Philippe Auberger) (p. 2942).
- Enseignement agricole (M. Jean de Lipkowski) (p. 2971).
- Exploitants agricoles :
- aides : crédits du chapitre 44-53 (M. Bernard Schreiner) (p. 2967) ;
 - aides : plafonnement (M. Ambroise Guellec) (p. 2941) ;
 - bonifications d'intérêt (M. Pierre Laguillon) (p. 2959) ;
 - coopératives frontalières (M. Germain Gengenwin) (p. 2948) ;
 - dotation aux jeunes agriculteurs (MM. Marcel Roques, Jacques Briat, Philippe Auberger, Roger Lestas, Marc Le Fur, Mme Henriette Martinez) (p. 2927, 2939, 2945, 2946, 2951, 2969) ;
 - droits à produire (M. Louis Le Pensec) (p. 2934, 2935) ;
 - femmes d'agriculteurs : statut (Mme Thérèse Aillaud) (p. 2948, 2949) ;
 - producteurs de tabac : revenus et aides (M. Germain Gengenwin) (p. 2961).
- Exploitations :
- bâtiments d'élevage (MM. Germain Gengenwin, Pierre Laguillon, Marc Le Fur, Jean-Claude Lemoine) (p. 2948, 2959, 2962, 2963) ;
 - gel des terres (MM. Jean-Pierre Abelin, Xavier Deniau) (p. 2937, 2945).
- Impôts et taxes :
- CSG : assiette (MM. Aymeri de Montesquiou, Marc Le Fur) (p. 2943, 2963) ;
 - fiscalité agricole (M. Jean-Marie Morisset) (p. 2968) ;
 - impôt sur le foncier non bâti (M. Jean-Marie André) (p. 2969) ;
 - TVA applicable aux groupements d'employeurs (Mme Henriette Martinez) (p. 2957).
- Organismes et structures :
- Centres d'information et de vulgarisation pour l'agriculture et le milieu rural (M. Serge Monnier) (p. 2968) ;
 - Fonds national des haras (MM. Jacques Le Nay, Jean-Claude Lenoir, Jean-Claude Lemoine, François Loos) (p. 2928, 2935, 2964, 2965) ;
 - Fonds national pour le développement des adductions d'eau (M. Ambroise Guellec) (p. 2943).
- Pêche :
- Comité interministériel de restructuration de la pêche artisanale (M. Louis Le Pensec) (p. 2933) ;
 - flotte (M. Michel Godard) (p. 2944) ;
 - Fonds d'intervention et d'organisation des produits de la mer (M. Louis Le Pensec) (p. 2933) ;
 - importations (Mme Michèle Alliot-Marie, M. Rémy Auchédé) (p. 2930, 2933) ;
 - prix minima (Mme Michèle Alliot-Marie, MM. Rémy Auchédé, Louis Le Pensec) (p. 2930, 2933) ;
 - zones de pêche et zones frontalières (Mme Michèle Alliot-Marie) (p. 2931).
- Vote des crédits :*
- Etat C, titre VI :**
- *ses observations* sur l'amendement n° 187 de M. Hervé Mariton (réduction des crédits de paiement et des autorisations de programme) (p. 2974).
- Etat B, titre IV :**
- *favorable* à l'amendement n° 186 de M. Hervé Mariton (réduction des crédits) (p. 2975).
- Etat B, titre III :**
- *favorable* à l'amendement n° 185 de M. Hervé Mariton (réduction des crédits) (p. 2976).
- Budget annexe des prestations sociales agricoles :**
- Crédits inscrits au paragraphe II de l'article 39 :**
- *soutient* l'amendement n° 173 du Gouvernement (réduction des crédits des prestations sociales agricoles du fait de la prise en charge des bonifications de pensions par le fonds de solidarité vieillesse) : adopté (p. 2977).
 - **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, sur la charte d'installation des jeunes agriculteurs et le statut des conjoints et débat sur cette déclaration (n° 2722).**
- Son intervention et sa réponse* [23 avril 1996] (p. 2442, 2472).
- Principaux thèmes développés :*
- Aménagement du territoire (p. 2442, 2472, 2473).
- Assurances : assurance grêle (p. 2445).
- Commerce extérieur :
- viandes bovines britanniques (p. 2474) ;
 - viandes bovines aux hormones américaines (p. 2474).
- Communautés européennes et Union européenne : aides à l'exploitation (p. 2444).
- Exploitants agricoles :
- conjoints et aides familiaux : statut (p. 2442 à 2444, 2474) ;
 - dotation aux jeunes agriculteurs ; charte nationale pour l'installation des jeunes en agriculture (p. 2443, 2473) ;
 - droits à produire (p. 2474) ;
 - formation (p. 2474).

Exploitations agricoles :

- EARL (p. 2443) ;
- transmission (p. 2445, 2474).

Fermage (p. 2445).

Lois :

- loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture (p. 2442, 2444) ;
- loi d'orientation pour l'agriculture : projet de loi début 1997 (p. 2444, 2473).

Organismes et structures :

- commissions départementales d'orientation de l'agriculture (p. 2444, 2474) ;
- fonds d'allègement des charges financières (p. 2445) ;
- fonds pour l'installation et le développement des initiatives locales (p. 2445).

Viticulture (p. 2473).

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes et la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes. COM (95) 434 final/n° E-613 (n° 2700).**

Avant la discussion de l'article unique [24 avril 1996] :

Son intervention (p. 2487).

Principaux thèmes développés :

Commerce extérieur : certificats d'importation (p. 2487).

Commercialisation (p. 2487).

Communautés européennes et Union européenne :

- organisation commune des marchés des fruits et légumes (p. 2487) ;
- préférence communautaire (p. 2487) ;
- proposition de règlement du Conseil du 4 octobre 1995 (p. 2487).

Elevage : viande bovine (p. 2487).

Discussion de l'article unique [24 avril 1996] :

- *ses observations* (p. 2500) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Alain Le Vern (principes généraux de l'organisation commune des marchés) (p. 2502) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Alain Le Vern (importance du secteur des fruits et légumes pour l'aménagement du territoire) (p. 2502) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Alain Le Vern (rééquilibrage du budget communautaire au profit du secteur des fruits et légumes) (p. 2502) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 7 rectifié de M. Jean Tardito (règles des retraits du marché) (p. 2503) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 8 rectifié de M. Jean Tardito (regroupement des organisations de producteurs à partir des bassins traditionnels de production) (p. 2503) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Jean Tardito (clarification de la politique commerciale communautaire dans le domaine agricole) (p. 2504) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Alain Le Vern (diminution de la participation des organisations de producteurs au financement des fonds opérationnels) (p. 2504) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. Alain Le Vern (non-plafonnement des aides de la politique agricole commune) (p. 2505).

VEIL (Simone)

Ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions : démission du gouvernement de M. Edouard Balladur. Décret du 11 mai 1995 [J.O. du 12 mai 1995] (p. 7976).

VERGES (Paul)

Député de la Réunion

(2^e circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

Elu sénateur le 14 avril 1996 [J.O. du 17 avril 1996] (p. 5923).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Personnel communal de la Réunion** : titularisation : perspectives [31 octobre 1995] (p. 2858).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le contrat Initiative-emploi (n° 2173).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juillet 1995] (p. 1409) :

Départements : la Réunion.

DOM-TOM :

- chômage : situation ;
- contrat d'accès à l'emploi.

Lois : loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte.

Président de la République.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale (n° 2174).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173) [27 juillet 1995].

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [28 octobre 1995] :

Collectivités territoriales (p. 2700).

Egalité sociale (p. 2700, 2701).

Emploi (p. 2700).

Enseignement (p. 2700).

Famille : prestations familiales (p. 2701).

La Réunion (p. 2700 à 2702).

Logement et habitat (p. 2700).

Lois : loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (loi Perben) (p. 2700).

RMI (p. 2701, 2702).

SMIC (p. 2701).

Questions :

Fonctionnaires et agents publics (p. 2735).

VERNIER (Jacques)

Député du Nord

(17^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [J.O. du 19 janvier 1995] (p. 1023).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 19 janvier 1995] (p. 1023).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Franck Borotra (n° 2261) sur des propositions de directives communautaires relatives aux services publics :

- propositions de directives du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final du 21 février 1992/n° E-211) ;
- proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications (COM [95] 379 final du 19 juillet 1995/n° E-467) ;
- proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité des services (n° E-474),

[9 novembre 1995].

Rapporteur de la proposition de résolution de MM. Jacques Guyard et Laurent Fabius sur des propositions de directives communautaires relatives aux services publics (n° 2350) :

- proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final du 21 février 1992/n° E-211) ;
- proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications (COM [95] 379 final du 19 juillet 1995/n° E-467) ;
- proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité du service (n° E-474),

[14 novembre 1995].

Rapporteur de la proposition de résolution de MM. Jacques Guyard et Laurent Fabius (n° 2351) sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité du service (n° E-474) [14 novembre 1995].

Rapporteur du projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie [21 mai 1996].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Didier Julia sur l'air, pour en finir avec la pollution atmosphérique (n° 2147) [28 mai 1996].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Sarre sur la qualité de l'air, visant à réduire la pollution atmosphérique (n° 2746) [28 mai 1996].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, relatif au renforcement de la **protection de l'environnement (n° 1908)** [17 janvier 1995].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la **protection de l'environnement (n° 1911)** [19 janvier 1995].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur :

- la proposition de résolution (n° 2261) de M. Franck Borotra sur des propositions de directives communautaires relatives aux **services publics** ;
- la proposition de résolution (n° 2350 rectifiée) de MM. Charles Josselin et Laurent Fabius sur des propositions de directives communautaires relatives au service public :
 - propositions de directives du Conseil concernant des règles communes pour le **marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel** (COM [91] 548 final du 21 février 1992/n° E-211) ;
 - proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'**interconnexion dans le secteur des télécommunications** (COM [95] 379 final du 19 juillet 1995/n° E-467) ;
 - proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le **développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité des services** (n° E-474) ;
- la proposition de résolution (n° 2351) de MM. Jacques Guyard et Laurent Fabius sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des **services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité du service** (n° E-474),

(n° 2371) [16 novembre 1995].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges :

I. sur le projet de loi (n° 2817) adopté par le Sénat sur l'**air et l'utilisation rationnelle de l'énergie** ;

II. et sur les propositions de loi :

1° de M. Didier Julia (n° 2147) sur l'**air, pour en finir avec la pollution atmosphérique** ;

2° de M. Georges Sarre (n° 2746) sur la **qualité de l'air, visant à réduire la pollution atmosphérique**,

(n° 2835) [5 juin 1996].

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Industrie et commerce extérieur. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [10 novembre 1995] :

Energie : politique énergétique (p. 3370, 3371).

Questions :

Industrie : industrie ferroviaire (p. 3387).

Environnement. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [10 novembre 1995] :

Air (p. 3407, 3408).

Bruit (p. 3407).

Communautés européennes et Union européenne : directives et règlements : respect (p. 3407).

Déchets : trafics, sites pollués orphelins (p. 3408).

Lois : lois sur l'environnement : application (p. 3407).

Urbanisme :

- SNCF : gares désaffectées (p. 3407) ;

- stations-service abandonnées (p. 3407).

*Vote des crédits :***Après l'article 68 :**

- *ses observations* sur l'amendement n° 331 du Gouvernement (paramètres acoustiques de la taxe d'atténuation des nuisances sonores sur les grands aérodromes) (p. 3421, 3422).
- **Proposition de résolution sur des propositions de directives communautaires relatives aux services publics :**
- **propositions de directives du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (COM [91] 548 final du 21 février 1992/n° E-211) ;**
- **proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications (COM [95] 379 final du 19 juillet 1995/n° E-467) ;**
- **proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité du service (n° E-474 et E-507) ;**
- **projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission 90/388/CEE et concernant l'ouverture complète du marché des télécommunications à la concurrence (n° E-508) ;**
- **communication de la Commission sur le développement des chemins de fer communautaires. - Application de la directive 91/440/CEE. - Nouvelles mesures pour le développement des chemins de fer et une proposition de directive du Conseil modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement des chemins de fer communautaires. - COM (95) 337 final (n° E-510),**

(n° 2261).

Rapporteur de la commission de la production.

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [30 novembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : directives communautaires (p. 4510, 4511).

Electricité de France (p. 4511).

France Télécom (p. 4510).

Gaz de France (p. 4511).

La Poste :

- courrier en provenance de l'étranger (p. 4510) ;
- publipostage (p. 4510).

Services publics : missions, égalité d'accès, péréquation tarifaire (p. 4510).

Transports :

- SNCF (p. 4511) ;
- transport routier (p. 4511).

Discussion de l'article unique :

- *son amendement* n° 4 (de précision) : adopté (p. 4536) ;
- *son amendement* n° 5 (abrogation de l'article 90-3 du traité instituant les Communautés européennes) (p. 4536) : rejeté (p. 4537) ;
- *favorable* à l'amendement n° 10 de M. Patrick Hoguet (de suppression partielle) (p. 4537) ;
- *ses amendements* n° 6 et 7 (rédactionnels) : retirés (p. 4538) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Pierre Micaux (possibilité donnée aux régies électriques de distribuer du gaz) (p. 4539) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Pierre Micaux (suppression du monopole d'importation du gaz et de l'électricité) (p. 4539) ;
- *son amendement* n° 8 (de précision) : adopté (p. 4539) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Pierre Micaux (assouplissement de la notion d'acheteur unique) (p. 4540) ;

- *son amendement* n° 9 (explicite le mécanisme d'achat par l'acheteur unique) : adopté (p. 4541).

- Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).

Rapporteur de la commission de la production.

*Première lecture :**Avant la discussion des articles [12 juin 1996] :**Sa présentation du rapport* (p. 4144) et *son intervention* sur la question préalable opposée par : *Fabius (Laurent)* (p. 4182).*Principaux thèmes développés :*

Air :

- plans de protection de l'atmosphère (p. 4144, 4182) ;
- pollution atmosphérique (p. 4144, 4182) ;
- réseaux de surveillance (p. 4144, 4182).

Energie :

- généralités (p. 4182) ;
- carburants (p. 4144) ;
- économies d'énergie (p. 4145, 4182).

Environnement : circulation automobile (p. 4144).

Impôts et taxes : incitations fiscales (p. 4144).

Lois : loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs (p. 4144).

Santé publique (p. 4145).

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 4144, 4182).

*Discussion des articles [12, 13 et 14 juin 1996] :***Article 1^{er} (objectifs de la loi) :**

- *défavorable* à l'amendement n° 252 de M. Georges Sarre (protection de la qualité de l'air en tant que patrimoine vital et définition de la pollution atmosphérique) (p. 4213) ;
- *favorable* à titre personnel à l'amendement n° 291 rectifié de M. Pierre Mazeaud (participation des personnes publiques et des particuliers à une politique concertée dont le but est que tout individu puisse respirer un air qui ne nuise pas à sa santé) (p. 4213).

Après l'article 1^{er} :

- *défavorable* à l'amendement n° 159 de la commission des affaires culturelles (droit à l'information sur la qualité de l'air) (p. 4271).

Article 2 (définition de la pollution atmosphérique) :

- *soutient* l'amendement n° 62 de la commission (nouvelle rédaction reprenant les définitions de l'OCDE et de l'Union européenne et intégrant les espaces clos et les substances de nature à influencer sur les changements climatiques) (p. 4273) : adopté (p. 4274).

Après l'article 2 :

- *défavorable* à l'amendement n° 189 de M. Jean-Jacques Weber (création d'un Conseil national pour la qualité de l'air) (p. 4276) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 328 de M. Christian Bataille (même objet) (p. 4276) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 219 corrigé de M. Pierre Albertini (même objet) (p. 4275) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 369 de Mme Ségolène Royal (définition par décret des différentes catégories de zones sensibles) (p. 4278).

Article 3 (organisation de la surveillance de la qualité de l'air) :

- *défavorable* à l'amendement n° 331 de M. Michel Destot (responsabilité de l'Etat en matière de prévention de la pollution de l'air) (p. 4280) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 267 de M. Jean-Pierre Brard (même objet) (p. 4280) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 329 de Mme Ségolène Royal (même objet) (p. 4280) ;
 - *soutient* l'amendement n° 63 de la commission (surveillance des effets de la qualité de l'air sur la santé) : adopté (p. 4281) ;
 - *favorable* à l'amendement n° 228 de M. Pierre Albertini (concours des collectivités territoriales) (p. 4282) ;
 - *défavorable* aux amendements identiques n°s 24 corrigé de M. Denis Merville, 191 de M. Jean-Paul Fuchs et 332 corrigé de Mme Ségolène Royal (coopération des collectivités territoriales) (p. 4282) ;
 - *soutient* l'amendement n° 64 de la commission (compétence de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) : adopté après modifications (p. 4283) ;
 - *favorable* au sous-amendement n° 422 du Gouvernement (compétence limitée à la coordination technique de la surveillance de la qualité de l'air) à l'amendement n° 64 de la commission (p. 4283) ;
 - *défavorable* aux amendements identiques n°s 25 de M. Denis Merville, 192 de M. Jean-Paul Fuchs et 337 corrigé de M. Christian Bataille (avis du Conseil supérieur des installations classées) (p. 4284) ;
 - *soutient* l'amendement n° 65 de la commission (fixation des objectifs de qualité de l'air, des seuils d'alerte et des valeurs limites en conformité avec les normes définies par l'Union européenne ou à défaut par l'Organisation mondiale de la Santé) (p. 4284) : adopté (p. 4285) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 370 de Mme Ségolène Royal (renforcement des normes dans les zones sensibles) (p. 4285) ;
 - *soutient* l'amendement n° 339 de M. Christian Bataille (réévaluation des objectifs de qualité, des seuils d'alerte et des valeurs limites) (p. 4285) : rejeté (p. 4286) ;
 - *soutient* l'amendement n° 66 de la commission (même objet) : adopté (p. 4286) ;
 - *favorable* aux amendements identiques n°s 193 de M. Jean-Paul Fuchs et 333 de M. Christian Bataille (définition des objectifs de qualité, des seuils d'alerte et des valeurs limites) (p. 4287) ;
 - *favorable* au sous-amendement n° 424 du Gouvernement (nouvelle définition des objectifs de qualité) à l'amendement n° 193 de M. Jean-Paul Fuchs (p. 4287) ;
 - *défavorable* aux amendements identiques n°s 28 de M. Denis Merville, 194 de M. Jean-Paul Fuchs et 338 de M. Christian Bataille (définition des substances polluantes) (p. 4287) ;
 - *soutient* l'amendement n° 67 de la commission (surveillance des paramètres de santé publique susceptibles d'être affectés par l'évolution de la qualité de l'air) : adopté (p. 4287) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 335 de M. Jean-Yves Le Déaut (mise en place au 1^{er} janvier 1997 d'un dispositif de surveillance dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants) (p. 4288) ;
 - *ses observations* sur l'amendement n° 396 de M. Jean-François Mattei (prise en compte de l'impact sanitaire de la pollution atmosphérique) (p. 4289) ;
 - *soutient* l'amendement n° 68 de la commission (adaptation des modalités de surveillance aux besoins de chaque zone intéressée) : adopté (p. 4289) ;
 - *soutient* l'amendement n° 69 de la commission (fixation par décret des modalités d'application des trois premiers alinéas de l'article) : adopté (p. 4289) ;
 - *défavorable* au sous-amendement n° 423 du Gouvernement (décret en Conseil d'Etat) à l'amendement n° 69 de la commission (p. 4289) ;
 - *soutient* l'amendement n° 70 de la commission (représentation des associations au sein des organismes de surveillance) : adopté (p. 4290) ;
 - *soutient* l'amendement n° 71 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application du quatrième alinéa de l'article) : adopté (p. 4290) ;
 - *soutient* l'amendement n° 72 de la commission (méthodes de mesure et critères d'emplacement des matériels) : adopté (p. 4290) ;
 - *soutient* l'amendement n° 73 de la commission (retrait des agréments) : adopté (p. 4291) ;
 - *défavorable* aux amendements identiques n°s 196 de M. Jean-Paul Fuchs et 336 de Mme Ségolène Royal (validité des agréments au regard de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) (p. 4291).
- Article 4 (droit à l'information) :**
- *favorable* à l'amendement n° 340 de M. Christian Bataille (contenu du droit à l'information) (p. 4292) ;
 - *favorable* à titre personnel au sous-amendement n° 395 rectifié de Mme Ségolène Royal (prise en compte de l'impact sur la santé et l'environnement) à l'amendement n° 340 de M. Christian Bataille (p. 4293) ;
 - *défavorable* aux amendements identiques n°s 197 corrigé de M. Jean-Paul Fuchs et 374 corrigé de Mme Ségolène Royal (diffusion des informations et publication d'un rapport par l'Agence de l'environnement et la maîtrise de l'énergie) (p. 4294) ;
 - *soutient* l'amendement n° 74 de la commission (évaluation des impacts éventuels en matière de santé publique) : retiré (p. 4294) ;
 - *soutient* l'amendement n° 75 de la commission (publication des prévisions relatives à la surveillance de la qualité de l'air) : adopté (p. 4294) ;
 - *favorable* à l'amendement n° 425 du Gouvernement (suppression de l'obligation de publier les informations pour les organismes de surveillance) (p. 4294) ;
 - *soutient* l'amendement n° 76 rectifié de la commission (publication d'un inventaire annuel des émissions des substances polluantes, d'un inventaire des consommations d'énergie et d'un rapport sur la qualité de l'air) (p. 4294) : adopté après modifications (p. 4294) ;
 - *favorable* au sous-amendement n° 436 de M. Jean-François Mattei (avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France) à l'amendement n° 76 rectifié de la commission (p. 4294) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 165 de la commission des affaires culturelles (réalisation de l'étude d'impact de la qualité de l'air sur la santé par les directions régionales des affaires sanitaires et sociales) (p. 4295) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 247 de M. Patrick Trémège (création d'un organisme régional chargé de l'information en matière d'impact de la pollution de l'air sur la santé) (p. 4296) ;
 - *ses observations* sur les amendements identiques n°s 198 corrigé de M. Jean-Paul Fuchs et 412 de Mme Ségolène Royal (rôle de l'Etat en matière d'information) (p. 4296) ;
 - *défavorable* à l'amendement n° 166 de la commission des affaires culturelles (suppression de la possibilité pour l'autorité administrative de déléguer aux organismes de surveillance la mise en œuvre de l'information) (p. 4297) ;
 - *soutient* l'amendement n° 77 de la commission (de coordination) : adopté (p. 4298).
- Article 5 (conditions d'application du titre premier) :**
- *soutient* l'amendement n° 78 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4298).
- Article 6 (définition et contenu du plan régional) :**
- *défavorable* à l'amendement n° 237 de M. Didier Julia (élaboration par le conseil régional en association avec l'Etat du plan de la région Ile-de-France) (p. 4301) ;

- défavorable à l'amendement n° 376 de Mme Ségolène Royal (contenu des orientations du plan) (p. 4303) ;
- défavorable à l'amendement n° 375 de Mme Ségolène Royal (de précision) (p. 4303) ;
- ses observations sur l'amendement n° 377 de Mme Ségolène Royal (évaluation des études épidémiologiques et environnementales à caractère régional) (p. 4303) ;
- soutient l'amendement n° 79 de la commission (évaluation des effets de la qualité de l'air sur la santé publique) : adopté après rectification (p. 4304).

Article 7 (modalités d'élaboration et d'adoption du plan régional) :

- défavorable à l'amendement n° 306 de M. Georges Hage (participation des collectivités territoriales) (p. 4305) ;
- défavorable à l'amendement n° 308 de M. Georges Hage (suppression de l'avis des conseils municipaux des communes disposant d'un plan de déplacements urbains) (p. 4305) ;
- défavorable à l'amendement n° 301 de M. Georges Hage (même objet) (p. 4305) ;
- ses observations sur l'amendement n° 341 de M. Christian Bataille (consultation des autorités compétentes pour l'organisation des transports urbains) (p. 4306) ;
- soutient l'amendement n° 437 de la commission (même objet) : adopté (p. 4306) ;
- défavorable à l'amendement n° 170 de la commission des affaires culturelles (modalités de consultation du conseil régional) (p. 4306) ;
- soutient l'amendement n° 80 de la commission (prise en compte de l'organisation particulière de la collectivité territoriale de Corse) : adopté (p. 4306) ;
- soutient l'amendement n° 81 corrigé de la commission (révision du plan) (p. 4306) : adopté après deuxième correction (p. 4308) ;
- défavorable à l'amendement n° 307 de M. Georges Hage (compatibilité du plan avec le schéma directeur régional) (p. 4308) ;
- soutient l'amendement n° 82 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4309).

Après l'article 7 :

- défavorable à l'amendement n° 269 de M. Jean-Pierre Brard (création d'agences régionales de l'intermodalité) (p. 4309).

Article 9 (champ d'application et procédure d'élaboration du plan) :

- favorable à l'amendement n° 378 de Mme Ségolène Royal (élaboration du plan lorsque les valeurs limites risquent d'être dépassées) (p. 4313) ;
- soutient l'amendement n° 83 de la commission (consultation des conseils municipaux) (p. 4313) : adopté (p. 4314) ;
- soutient l'amendement n° 84 de la commission (révision du plan) : adopté (p. 4314).

Article 10 (contenu du plan) :

- soutient l'amendement n° 85 de la commission (fixation des moyens permettant d'atteindre les objectifs de qualité de l'air) : adopté après modifications (p. 4314) ;
- favorable au sous-amendement n° 426 du Gouvernement (définition des orientations) à l'amendement n° 85 de la commission (p. 4314) ;
- soutient l'amendement n° 86 de la commission (renforcement des mesures techniques prévues à l'article 21) (p. 4314) : rejeté (p. 4315) ;
- favorable à l'amendement n° 201 de M. Jean-Paul Fuchs (portée du plan) (p. 4315) ;
- favorable à l'amendement n° 379 de Mme Ségolène Royal (même objet) (p. 4315).
- soutient l'amendement n° 87 de la commission (de suppression du deuxième alinéa de l'article) : rejeté (p. 4316).

Article 11 (mesures destinées à réduire les sources de pollution atmosphérique) :

- soutient l'amendement n° 88 de la commission (limitation de la circulation des véhicules les plus polluants) (p. 4316) : rejeté (p. 4317).

Après l'article 11 :

- soutient l'amendement n° 89 de la commission (décret d'application) : adopté (p. 4317).

Avant l'article 12 :

- soutient l'amendement n° 90 de la commission (création d'un titre III bis intitulé « mesures d'urgence ») : adopté (p. 4317).

Article 12 (mesures prises dans le cadre de la procédure d'alerte) :

- soutient l'amendement n° 91 de la commission (information du public) (p. 4317) : adopté (p. 4318) ;
- soutient l'amendement n° 92 rectifié de la commission (information des maires intéressés) : adopté (p. 4318) ;
- ses observations sur l'amendement n° 381 de Mme Ségolène Royal (suppression de la consultation des maires en cas d'urgence) (p. 4318) ;
- défavorable à l'amendement n° 383 de Mme Ségolène Royal (renforcement des mesures de restriction ou de suspension des activités concourant aux pointes de pollution) (p. 4319) ;
- défavorable à l'amendement n° 382 de Mme Ségolène Royal (restriction à la circulation des véhicules diesel et des véhicules ne transportant qu'un seul passager) (p. 4321) ;
- ses observations sur l'amendement n° 342 de M. Christian Bataille (révision du plan) (p. 4323).

Après l'article 12 :

- défavorable à l'amendement n° 343 de M. Christian Bataille (adaptation du schéma directeur de la région Ile-de-France aux objectifs de qualité de l'air) (p. 4323).

Article 13 (modalités d'application du titre III) :

- soutient l'amendement n° 94 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4331).

Après l'article 13 :

- ses observations sur son amendement n° 442 soutenu par M. François-Michel Gonnot (gratuité d'accès aux transports collectifs en cas de dépassement des seuils de pollution et de déclenchement de la procédure d'alerte) (p. 4331) : adopté (p. 4332).

Avant l'article 14 :

- défavorable à l'amendement n° 384 de Mme Ségolène Royal (partage à égalité de la voirie entre, d'une part, les transports en commun et les deux-roues et, d'autre part, les voitures) (p. 4332).

Article 14 (modifications des dispositions relatives aux plans de déplacements urbains) :

Article 28 de la loi du 30 décembre 1982 :

- défavorable à l'amendement n° 205 de M. Jean-Jacques Weber (contenu et élaboration du plan) (p. 4336) ;
- défavorable à l'amendement n° 345 de M. Christian Bataille (contenu et élaboration du plan) (p. 4335) ;
- soutient l'amendement n° 413 de la commission (élaboration du plan de déplacements urbains en cas d'absence de plan régional de la qualité de l'air) : adopté (p. 4336) ;
- favorable à l'amendement n° 175 de la commission des affaires culturelles (prise en compte de la protection de la santé) (p. 4336) ;
- soutient l'amendement n° 95 de la commission (élaboration du plan dans un délai de deux ans à compter de la publication de la loi pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants) (p. 4336) : adopté après rectification (p. 4337).

Article 28-1 de la loi du 30 décembre 1982 :

- soutient l'amendement n° 96 de la commission (orientation prioritaire portant sur la diminution du trafic automobile) : adopté (p. 4338) ;
- défavorable à l'amendement n° 319 de M. Patrick Trémège (affectation de plus de la moitié de la voirie publique des nouvelles zones d'aménagement concerté aux transports collectifs et aux moyens de déplacement les moins polluants) (p. 4338) ;
- défavorable à l'amendement n° 311 de M. Georges Hage (interdiction de la création d'axes routiers majeurs à l'intérieur des zones d'aménagement concerté) (p. 4339) ;
- favorable à l'amendement n° 428 du Gouvernement (intégration du stationnement souterrain dans les orientations du plan) (p. 4339) ;
- son sous-amendement n° 439 (priorité aux véhicules peu polluants) à l'amendement n° 428 du Gouvernement : adopté (p. 4339) ;
- favorable à l'amendement n° 248 de M. Patrick Trémège (encouragement à l'utilisation des transports en commun et au covoiturage) (p. 4339).

Article 28-2 de la loi du 30 décembre 1982 :

- défavorable à l'amendement n° 274 de M. Jean-Pierre Brard (révision du plan lorsque les objectifs de qualité de l'air n'ont pas été respectés l'année précédente) (p. 4340) ;
- défavorable à l'amendement n° 176 de la commission des affaires culturelles (élaboration du plan en association avec la direction régionale des affaires sanitaires et sociales) : retiré (p. 4340) ;
- favorable à l'amendement n° 55 de M. Jacques Masdeu-Arus (consultation des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4340) ;
- défavorable à l'amendement n° 312 de M. Georges Hage (consultation des collectivités territoriales) (p. 4340) ;
- soutient l'amendement n° 98 deuxième correction de la commission (consultation obligatoire des représentants des usagers des transports et des associations agréées de protection de l'environnement) (p. 4340) : rejeté (p. 4341) ;
- défavorable à l'amendement n° 271 de M. Jean-Pierre Brard (consultation des collectivités locales sur le projet de plan) (p. 4341) ;
- défavorable à l'amendement n° 313 de M. Georges Hage (consultation des collectivités territoriales sur le projet de plan) (p. 4342) ;
- soutient l'amendement n° 99 de la commission (soumission du plan à enquête publique) : adopté (p. 4342) ;
- soutient l'amendement n° 100 de la commission (de coordination) : adopté (p. 4343) ;
- favorable à l'amendement n° 351 de M. Christian Bataille (mise en œuvre des orientations du plan par l'autorité compétente pour l'organisation des transports urbains) (p. 4343) ;
- son amendement n° 297 (compatibilité avec le plan des décisions ayant des effets sur les déplacements) : adopté (p. 4343) ;
- soutient l'amendement n° 101 de la commission (pouvoir de substitution du préfet en cas de non-approbation du plan dans un délai de trois ans à compter de la publication de la loi) : adopté (p. 4343) ;
- soutient l'amendement n° 102 de la commission (révision du plan lorsque les objectifs de qualité de l'air n'ont pas été atteints) : adopté (p. 4344).

Article 28-3 de la loi du 30 décembre 1982 :

- défavorable à l'amendement n° 15 de M. Didier Julia (modification de la procédure d'élaboration du plan dans la région Ile-de-France) (p. 4345) ;

- défavorable à l'amendement n° 273 de M. Jean-Pierre Brard (même objet) (p. 4345, 4346) ;
- défavorable à l'amendement n° 353 de M. Christian Bataille (même objet) (p. 4345) ;
- défavorable à l'amendement n° 314 de M. Georges Hage (révision du plan dans la région Ile-de-France et compatibilité du schéma directeur avec le plan régional de la qualité de l'air et le plan de déplacements urbains) (p. 4347) ;
- défavorable à l'amendement n° 272 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la compatibilité du plan avec les orientations du schéma directeur de la région Ile-de-France) (p. 4347) ;
- favorable à l'amendement n° 56 de M. Jacques Masdeu-Arus (de conséquence) (p. 4347) ;
- soutient l'amendement n° 103 de la commission (consultation des représentants des usagers et des professions des transports et des associations agréées de protection de l'environnement) : retiré (p. 4348) ;
- soutient l'amendement n° 104 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 4348).

Après l'article 15 :

- défavorable à l'amendement n° 388 de Mme Ségolène Royal (insertion d'un titre IV bis intitulé « Plans de rapprochement entre travail et domicile » et d'un article 15 bis) (p. 4349).

Article 16 (prise en compte de l'environnement dans les choix d'infrastructures de transport) :

- soutient l'amendement n° 178 de la commission des affaires culturelles (prise en compte de la protection de la santé dans les choix relatifs aux infrastructures) : rejeté (p. 4350) ;
- favorable à l'amendement n° 179 de la commission des affaires culturelles (prise en compte de la protection de la santé dans les schémas directeurs d'infrastructures) (p. 4350).

Article 17 (modifications du code de l'urbanisme) :

- soutient l'amendement n° 105 de la commission (prise en compte dans les documents d'urbanisme des pollutions et nuisances de toute nature) : adopté (p. 4350) ;
- soutient l'amendement n° 106 de la commission (prise en compte dans les schémas directeurs des pollutions et nuisances de toute nature) : adopté (p. 4350) ;
- soutient l'amendement n° 107 rectifié de la commission (prise en considération des orientations du plan de déplacements urbains dans le plan d'aménagement d'une zone d'aménagement concerté) (p. 4350) : adopté (p. 4351) ;
- favorable à l'amendement n° 427 du Gouvernement (possibilité d'affectation de la participation pour non-réalisation d'aires de stationnement à la réalisation des travaux nécessaires à la desserte des constructions par les transports collectifs urbains) (p. 4351) ;
- soutient l'amendement n° 108 de la commission (même objet) : retiré (p. 4351) ;
- son amendement n° 299 (délivrance du permis de construire pour les grands équipements collectifs subordonnée à la réalisation d'une desserte par les transports en commun) : rejeté (p. 4351).

Après l'article 17 :

- favorable à l'amendement n° 232 de la commission des affaires culturelles (mention de la préservation de la santé à l'article L. 200-1 du code rural) (p. 4352).

Article 18 (contenu des études d'impact) :

- soutient l'amendement n° 109 de la commission (analyse des coûts et des avantages induits pour la collectivité) : adopté (p. 4352) ;
- ses observations sur l'amendement n° 180 de la commission des affaires culturelles (saisine du ministre chargé de la santé) (p. 4352) ;

- favorable à l'amendement n° 152 rectifié de M. Jean-François Mattei (agrément des organismes effectuant des études d'impact) (p. 4352).

Avant l'article 19 :

- son amendement n° 443 (nouvel intitulé du titre VI : « Mesures techniques nationales de prévention de la pollution et d'utilisation rationnelle de l'énergie ») : adopté après rectification (p. 4353).

Article 19 (mesures destinées à réduire la consommation d'énergie et à prévenir les émissions polluantes. - Incorporation d'un taux minimal d'oxygène dans les carburants et combustibles liquides. - Teneur maximale des carburants en divers produits polluants ou toxiques) :

- défavorable aux amendements identiques n°s 206 de M. Jean-Jacques Weber et 354 de M. Christian Bataille (contenu des décrets en Conseil d'Etat) (p. 4355) ;
- son amendement n° 397 (même objet) : adopté après modifications (p. 4355) ;
- favorable au sous-amendement n° 444 du Gouvernement (exclusion des normes et des spécifications applicables aux véhicules) à son amendement n° 397 (p. 4355) ;
- soutient l'amendement n° 110 de la commission (contrôle des consommations d'énergie et des émissions de substances polluantes) (p. 4355) : adopté (p. 4356) ;
- soutient l'amendement n° 111 de la commission (contenu du décret relatif à la limitation de la publicité) : adopté (p. 4356) ;
- favorable aux amendements identiques n°s 207 de M. Jean-Jacques Weber et 356 de Mme Ségolène Royal (de suppression du dernier alinéa [3°] du II de l'article) (p. 4356) ;
- ses observations sur l'amendement n° 112 de la commission soutenu par M. Patrick Trémège (implication des producteurs de produits générant des effluents gazeux et des distributeurs de carburants et de combustibles fossiles dans la lutte contre la pollution de l'air) (p. 4356) ;
- défavorable à l'amendement n° 429 de M. Olivier Darrason (incorporation de composants oxygénés dans les carburants avant le 1^{er} janvier 2000) (p. 4358) ;
- soutient l'amendement n° 113 deuxième rectification de la commission (même objet) (p. 4357) : adopté après modifications (p. 4359) ;
- défavorable au sous-amendement n° 421 de M. Charles de Courson (application d'un taux spécifique d'oxygène pour les flottes publiques) à l'amendement n° 113 deuxième correction de la commission (p. 4358) ;
- défavorable au sous-amendement n° 420 de M. Charles de Courson (teneurs maximales de produits aromatiques, d'oléfine et de soufre dans les carburants) à l'amendement n° 113 deuxième correction de la commission (p. 4358) ;
- favorable au sous-amendement n° 445 du Gouvernement (suppression du taux spécifique d'oxygène plus élevé pour les carburants des flottes de plus de cinquante véhicules) à l'amendement n° 113 deuxième correction de la commission (p. 4358) ;
- défavorable à l'amendement n° 400 de Mme Ségolène Royal (prévention de la pollution des eaux susceptible d'être provoquée par la production de carburants d'origine végétale) (p. 4359) ;
- soutient l'amendement n° 114 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 4359) ;
- ses observations sur l'amendement n° 43 corrigé de M. Philippe Legras (utilisation du bois comme matériau de construction) (p. 4359) ;
- soutient l'amendement n° 115 de la commission (même objet) : devenu sans objet (p. 4360).

Article 19 bis (encouragement au développement des véhicules électriques ou peu polluants dans les flottes publiques) :

- soutient l'amendement n° 116 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4360).

Article 20 (prescriptions pouvant être imposées par les autorités administratives) :

- soutient l'amendement n° 117 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4361) ;
- soutient l'amendement n° 118 de la commission (retrait de l'agrément des experts et des organismes chargés des contrôles) : adopté (p. 4361) ;
- soutient l'amendement n° 119 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 4361) ;
- soutient l'amendement n° 120 de la commission (estimation des frais de climatisation) : adopté (p. 4361) ;
- soutient l'amendement n° 121 de la commission (estimation des frais de chauffage et d'eau chaude des immeubles à usage d'habitation ou à usage tertiaire proposés à la vente ou à la location) (p. 4361) : retiré (p. 4362) ;
- ses observations sur l'amendement n° 430 du Gouvernement (estimation des frais de chauffage et d'eau chaude des logements ou locaux proposés à la vente ou à la location) (p. 4362) ;
- ses observations sur l'amendement n° 418 de M. Patrick Trémège (équipement des immeubles en conduits de fumée et utilisation prioritaire des réseaux urbains ou industriels) (p. 4362) ;
- soutient l'amendement n° 122 de la commission (même objet) (p. 4362) : devenu sans objet (p. 4363) ;
- favorable à l'amendement n° 440 de M. Pierre Albertini (limitation de l'utilisation des substances chimiques à potentiels élevés de destruction de l'ozone dans la lutte contre les incendies) (p. 4363) ;
- soutient l'amendement n° 123 de la commission (limitation des émissions de composés organiques volatils liées au ravitaillement dans les stations-service) (p. 4363) : adopté (p. 4364).

Article 21 (règles concernant les véhicules et leurs équipements) :

- défavorable à l'amendement n° 251 de M. Patrick Trémège (insertion dans le code de la route d'un article 1^{er} A relatif à la protection de la qualité de l'air) (p. 4364) ;
- soutient l'amendement n° 124 de la commission (rédactionnel) (p. 4364) : adopté (p. 4365) ;
- défavorable à l'amendement n° 57 de M. Jacques Masdeu-Arus (suppression de la référence à la sécurité des usagers de la route) (p. 4365) ;
- soutient l'amendement n° 125 de la commission (suppression de la référence au dioxyde de carbone) : retiré (p. 4365) ;
- soutient l'amendement n° 126 deuxième rectification de la commission (limitation de la pollution des eaux et de la production de déchets) (p. 4365) : rejeté (p. 4366) ;
- soutient l'amendement n° 209 de M. Jean-Jacques Weber (affichage de la consommation énergétique des véhicules) : adopté (p. 4366) ;
- soutient l'amendement n° 127 de la commission (identification des véhicules fondée sur leur contribution à la limitation de la pollution atmosphérique et aux économies d'énergie) : adopté après modifications (p. 4366) ;
- favorable au sous-amendement n° 431 du Gouvernement (suppression de la référence aux économies d'énergie) à l'amendement n° 127 de la commission (p. 4366) ;
- soutient l'amendement n° 128 de la commission (conditions de circulation et de stationnement privilégiées pour les véhicules faisant l'objet d'une identification fondée sur leur contribution à la limitation de la pollution atmosphérique) : adopté (p. 4373) ;
- défavorable à l'amendement n° 250 de M. Patrick Trémège (acquisition d'une formation en matière d'environnement dans le cadre de l'apprentissage du code de la route) (p. 4374) ;

- *soutient* l'amendement n° 398 de la commission (équipement progressif des flottes de plus de cinquante véhicules en véhicules propres) : adopté (p. 4374).

Après l'article 21 :

- *soutient* le sous-amendement n° 438 de la commission (espace de la périodicité des rapports) à l'amendement n° 403 de M. Marc Laffineur (rapport au Parlement sur les émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques) : devenu sans objet (p. 4375) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 390 de Mme Ségolène Royal (rapport sur les conditions de transformation du projet de canal Rhin-Rhône en un projet de transport combiné rail-route) (p. 4375).

Article 22 (objectifs de la fiscalité des énergies fossiles et financement de la surveillance de la qualité de l'air) :

- *défavorable* à l'amendement n° 359 de M. Jean-Yves Le Déaut (nouvelle définition des objectifs supprimant les références à la compétitivité de l'économie et à la sécurité d'approvisionnement) (p. 4377) ;
- *soutient* l'amendement n° 129 de la commission (application de l'article aux énergies renouvelables) : adopté (p. 4377) ;
- *favorable* à l'amendement n° 59 de François-Michel Gonnot (prise en compte de la santé) (p. 4377) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 392 de Mme Ségolène Royal (prix des carburants polluants) (p. 4378) ;
- *soutient* l'amendement n° 130 de la commission (financement de la lutte contre la pollution atmosphérique et des actions de promotion des utilisations rationnelles des énergies fossiles) : rejeté (p. 4379) ;
- *soutient* l'amendement n° 131 rectifié de la commission (rapport sur la fiscalité des énergies fossiles) : adopté (p. 4379).

Après l'article 22 :

- *défavorable* à l'amendement n° 277 de M. Jean-Pierre Brard (alignement de la fiscalité applicable au gazole sur celle applicable au supercarburant plombé) (p. 4380).

Article 23 (remboursement partiel de la taxe intérieure sur les produits pétroliers en faveur des exploitants de transports publics de voyageurs utilisant des énergies peu polluantes) :

- *soutient* l'amendement n° 132 de la commission (relèvement des plafonds de remboursement) (p. 4382) : rejeté (p. 4383) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 296 de M. François-Michel Gonnot (relèvement du plafond de remboursement pour les exploitants de réseaux de transports publics en commun de voyageurs) (p. 4384) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 295 de M. François-Michel Gonnot (relèvement du plafond de remboursement pour les chauffeurs de taxis) (p. 4384) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 240 de M. Marc Laffineur (diminution progressive du taux de remboursement) (p. 4384) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 364 rectifié de M. Christian Bataille (bénéfice de la défiscalisation des carburants consommés par les taxis réservé progressivement aux carburants gazeux) (p. 4384).

Après l'article 23 :

- *défavorable* à l'amendement n° 279 de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA aux ventes de véhicules à faible consommation de carburant) (p. 4385) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 280 de M. Jean-Pierre Brard (création d'une taxe sur les emplacements de stationnement pour les véhicules particuliers sur le lieu de travail) (p. 4385).

Article 23 bis (aide aux exploitants de réseaux de transports en commun) :

- *favorable* à l'amendement n° 432 du Gouvernement (application du dispositif aux autobus) (p. 4386).

Article 24 (exonération de la taxe sur les véhicules de société pour les véhicules électriques ou peu polluants) :

- *soutient* l'amendement n° 133 de la commission (application de l'exonération aux véhicules fonctionnant en partie au moyen de l'énergie électrique) : retiré (p. 4387) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 37 de M. Denis Merville (application de l'exonération aux véhicules fonctionnant exclusivement ou non au moyen du gaz naturel, du gaz de pétrole liquéfié ou de l'énergie électrique) (p. 4387) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 287 de M. Ladislav Poniatowski (application de l'exonération aux véhicules fonctionnant au moyen d'une bicarburant gaz de pétrole liquéfié/essence) (p. 4388) ;
- *soutient* l'amendement n° 134 de la commission (exonération du quart de la taxe limitée aux véhicules fonctionnant conjointement au moyen de gaz de pétrole liquéfié ou de gaz naturel d'une part et de supercarburants d'autre part) : retiré (p. 4388).

Après l'article 24 :

- *défavorable* à l'amendement n° 362 de M. Jean-Yves Le Déaut (réduction de moitié de la vignette automobile portée progressivement de 5 à 10 ans pour les véhicules diesel et réforme du calcul de la puissance fiscale des véhicules) (p. 4389).

Article 25 supprimé par le Sénat (faculté d'exonération de la « vignette » pour les véhicules électriques ou peu polluants) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 229 corrigé de M. Jean Tibéri (rétablissement de l'article avec une extension de l'exonération aux véhicules fonctionnant au moyen d'une bicarburant) (p. 4391) ;
- *soutient* l'amendement n° 135 de la commission (rétablissement de l'article avec la faculté pour le conseil général de moduler l'avantage fiscal) (p. 4390) : adopté après modifications (p. 4392) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 446 du Gouvernement (exonération pour les véhicules fonctionnant exclusivement ou non au moyen de l'énergie électrique, du gaz naturel ou du gaz de pétrole liquéfié) à l'amendement n° 135 de la commission (p. 4392).

Article 26 supprimé par le Sénat (faculté d'exonération de la taxe sur les « cartes grises » pour les véhicules électriques ou peu polluants) :

- *soutient* l'amendement n° 136 de la commission (rétablissement de l'article avec la faculté pour le conseil régional de moduler l'avantage fiscal) (p. 4392) : adopté après modifications (p. 4394) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 447 du Gouvernement (exonération pour les véhicules fonctionnant exclusivement ou non au moyen de l'énergie électrique, du gaz naturel ou du gaz de pétrole liquéfié) à l'amendement n° 136 de la commission (p. 4393).

Article 27 (extension du dispositif de l'amortissement exceptionnel) :

- *soutient* l'amendement n° 137 de la commission (extension aux véhicules fonctionnant au moyen du gaz naturel ou d'une bicarburant essence/gaz de pétrole liquéfié) : rejeté (p. 4394) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 363 de M. Christian Bataille (extension aux véhicules fonctionnant au moyen d'une bicarburant) (p. 4395).

Après l'article 27 :

- *défavorable* à l'amendement n° 290 rectifié de M. Ladislav Poniatowski (exonération de la TVA pour les véhicules fonctionnant au moyen de l'énergie électrique, du gaz naturel ou d'une bicarburant) (p. 4395) ;

- soutient l'amendement n° 138 de la commission (exonération de la TVA pour les véhicules électriques) : retiré (p. 4395) ; repris par M. Jean-Pierre Brard : rejeté (p. 4396).

Article 28 A (clarification du champ de compétences du titre VIII) :

- soutient l'amendement n° 139 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4396) ;

Demande la réserve de l'article 28, jusqu'après la discussion de l'article 37 (p. 4397) :

- soutient les amendements n°s 141, 399, 142 et 143 de la commission (de conséquence) : adoptés (p. 4397).

Article 33 (sanctions administratives) :

- soutient l'amendement n° 144 rectifié de la commission (suppression de l'effet suspensif de l'opposition à un titre exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par le préfet) : adopté (p. 4398).

Article 34 (sanctions pénales) :

- soutient l'amendement n° 145 de la commission (doublement de la peine d'emprisonnement et du montant de l'amende) : adopté (p. 4398).

Article 37 (coordination) :

- soutient l'amendement n° 146 de la commission (composition et mode de nomination des membres des comités régionaux de l'environnement) : adopté (p. 4399) ;
- défavorable à l'amendement n° 434 du Gouvernement (suppression du conseil départemental de l'environnement) (p. 4399) ;
- ses observations sur l'amendement n° 147 de la commission soutenu par M. Patrick Trémège (création d'un service spécialisé chargé du contrôle du stationnement à Paris) (p. 4401).

Article 28 précédemment réservé (personnes habilitées à rechercher et à constater les infractions) :

- soutient l'amendement n° 140 de la commission (habilitation des agents du service spécialisé chargé du contrôle du stationnement à Paris) : retiré (p. 4402).

Article 38 (mesures d'application) :

- soutient l'amendement n° 148 de la commission (dispositions transitoires) (p. 4402) : adopté (p. 4403) ;
- soutient l'amendement n° 149 de la commission (extension de la responsabilité pénale des personnes morales aux infractions à la loi du 2 août 1961 relative aux pollutions causées par des substances radioactives) : adopté (p. 4403) ;
- soutient l'amendement n° 150 de la commission (abrogation de la loi du 10 mars 1948 sur l'utilisation de l'énergie) : adopté (p. 4403) ;
- ses observations sur l'amendement n° 366 de M. Christian Bataille (publication d'un recueil regroupant les règles applicables au nucléaire) (p. 4404).

Après l'article 38 :

- défavorable à l'amendement n° 184 de la commission des affaires culturelles (rapport au Parlement sur la gestion des risques pour la santé) (p. 4406) ;
- défavorable à l'amendement n° 365 de Mme Ségolène Royal (rapport sur les alternatives à l'usage de l'automobile) (p. 4406).

Seconde délibération de l'article 13 bis :

Article 13 bis (gratuité d'accès aux transports collectifs en cas de dépassement des seuils de pollution et de déclenchement de la procédure d'alerte) :

- favorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 4407).

VERWAERDE (Yves)

Député de Paris

(18^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

VEYRINAS (Françoise de)

Député de la Haute-Garonne

(6^e circonscription)

UDF

puis secrétaire d'Etat aux quartiers en difficulté

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Cessation de son mandat de député le 18 juin 1995 [J.O. du 20 juin 1995] (p. 9344).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Est nommée secrétaire d'Etat aux quartiers en difficulté. Décret du 18 mai 1995 [J.O. du 19 mai 1995] (p. 8406).

Fin de ses fonctions : démission du premier gouvernement de M. Alain Juppé. Décret du 7 novembre 1995 [J.O. du 8 novembre 1995] (p. 16344).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l'augmentation du nombre d'appelés du contingent affectés à la police nationale pour renforcer la sécurité dans les quartiers (n° 2042) [16 mai 1995].

INTERVENTIONS

En qualité de ministre :

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, deuxième partie :

Intégration et lutte contre l'exclusion. - Réponses aux questions [30 octobre 1995] :

Collectivités locales : dotation de solidarité urbaine : réforme : zone de redynamisation urbaine (ZRU) : critères de classement (M. Charles Gheerbrant, Mme Thérèse Aillaud) (p. 2781).

Délinquance et criminalité : prévention : conseils communaux de prévention de la délinquance : contrats d'action avec l'Etat (M. Michel Dessaint) (p. 2775).

Drogue : quartiers en difficulté : création de lieux d'accueil pour les jeunes (Mme Geneviève Colot) (p. 2782).

Jeunes : chômage et insertion professionnelle : création d'un dispositif spécifique d'une durée de dix-huit mois (Mme Thérèse Boisseau) (p. 2783).

Ordre public : sécurité : police et gendarmerie : révision du barème des sanctions pénales pour les mineurs de plus de quinze ans (MM. Jean-Pierre Calvel, Gilbert Barbier, Mme Thérèse Aillaud) (p. 2776, 2780, 2783).

Politique de la ville :

- départements : rôle des conseils généraux : transfert de compétences (Mme Thérèse Aillaud) (p. 2783) ;
- moyens et procédures : contrats d'initiatives locales : grands projets urbains (M. Jean-Pierre Calvel) (p. 2780) ;

- quartiers en difficultés : grands projets urbains : exonérations fiscales (M. Christian Vanneste) (p. 2774) ;
- quartiers en difficultés : soutien de l'activité économique : régies de quartiers et sociétés de développement solidaire (M. Michel Jacquemin) (p. 2785).

VIGNOBLE (Gérard)

Député du Nord

(8^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

VIRAPOULLE (Jean-Paul)

Député de la Réunion

(5^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Outre-mer : départements d'outre-mer) [28 juin 1995].

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 7 juillet 1995] (p. 10209).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 juillet 1995] (p. 10209).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 29 septembre 1995] (p. 14247).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 septembre 1995] (p. 14247).

Rapporteur du projet de loi d'habilitation relatif au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte (n° 2294) [24 octobre 1995].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française [J.O. du 7 mars 1996] (p. 3582).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le statut de la Polynésie française [J.O. du 7 mars 1996] (p. 3582).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante [J.O. du 24 mai 1996] (p. 7779).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Outre-mer : départements d'outre-mer) [19 juin 1996].

DEPOTS**Avis** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)** : tome VI : **Outre-mer : départements d'outre-mer (n° 2274)** [12 octobre 1995].**Rapport** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi d'habilitation (n° 2294) relatifau statut général des **fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte (n° 2361)** [15 novembre 1995].**Rapport** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi d'habilitation, modifié par le Sénat (n° 2463), relatif au statut général des **fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte (n° 2495)** [18 janvier 1996].**QUESTIONS****orales sans débat :**

- n° 1072, posée le 14 mai 1996 : **allocation logement dans les départements d'outre-mer** (p. 3145). Appelée le 21 mai 1996 : conditions d'attribution (p. 3226).

INTERVENTIONS**- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).***Première lecture, deuxième partie :***Outre-mer.** - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des lois pour les DOM et son intervention [28 octobre 1995] (p. 2591, 2715) :

Communautés européennes et Union européenne : situation des DOM (p. 2692).

Démographie (p. 2716).

Egalité sociale (p. 2691, 2692, 2716).

Emploi (p. 2716).

Enseignement (p. 2716).

Famille : prestations familiales (p. 2691, 2716).

Fonds pour l'emploi (FEDOM) (p. 2691).

Logement et habitat (p. 2691, 2716).

Mayotte (p. 2715).

Ministère de l'outre-mer : crédits (p. 2692, 2716).

RMI (p. 2691, 2692, 2716).

Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 2715).

Questions :

Logement et habitat : prêt à taux zéro (p. 2737).

Vote des crédits :**Etat B, titre IV :**

- *ses observations* sur l'amendement n° 100 de la commission (réduction des frais des crédits de l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer) (p. 2739).

Vote pour du groupe UDF (p. 2716).

Intégration et lutte contre l'exclusion. - *Questions* [30 octobre 1995] :

Action sociale et solidarité nationale : revenu minimum d'insertion : réforme : maintien partiel en cas de reprise d'activité : rôle des commissions locales (p. 2776).

Logement. - *Questions* [6 novembre 1995] :

Logement privé : rentabilité et fiscalité (p. 3125).

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. - *Questions* [12 novembre 1995] :

Inde (p. 3466).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Article 55 précédemment réservé (*imputation sur le revenu global des déficits relevant des BIC*) :

- son amendement n° 41 : non soutenu (p. 3852) ;
- son amendement n° 39 (report au 1^{er} janvier 1996 de la date d'entrée en vigueur de l'article) : devenu sans objet (p. 3852).

Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).

Principaux thèmes développés [14 novembre 1995] :

Action sociale et solidarité nationale : revenu minimum d'insertion (p. 3657).

Emploi : chômage : indemnisation : ASSEDIC (p. 3657).

Entreprises : charges sociales : assiette : exonérations et dettes patronales (p. 3657).

Politique économique : monnaie unique : critères de convergence : traité de Maastricht (p. 3657).

Projet de loi d'habilitation relatif au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte (n° 2294).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 novembre 1995] (p. 4122) :

Fonction publique territoriale :

- Centre de gestion des fonctionnaires : création du centre de gestion de Mayotte ;
- statuts particuliers : unification.

Lois :

- loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Mayotte :

- consultation du conseil général ;
- consultation des maires.

Discussion des articles [28 novembre 1995] :

Article 2 (*délai de ratification*) :

- soutient l'amendement n° 1 corrigé de la commission (de précision) : adopté (p. 4124).

Projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire (n° 2302).

Première lecture :

Discussion des articles [20 décembre 1995] :

Après l'article 4 :

- son amendement n° 15 soutenu par M. Yves Bonnet (visé à rendre incompressible et non fractionnable toute peine relative au terrorisme) : rejeté (p. 5429).

Projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française (n° 2456).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [31 janvier 1996] (p. 456) :

Communautés européennes et Union européenne : association des TOM.

Politique économique et sociale : lutte contre l'exclusion.

Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).

Première lecture :

Discussion des articles [6 mars 1996] :

Après l'article 16 :

- son amendement n° 208 (prorogation jusqu'en 2006 de la réduction d'impôt accordée au titre des investissements réalisés outre-mer et amélioration du régime applicable aux logements destinés à la location) (p. 1284) : retiré (p. 1285) ;

- son sous-amendement n° 315 (prorogation du dispositif jusqu'en 2001) à l'amendement n° 200 du Gouvernement (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des investissements réalisés outre-mer dans le secteur locatif intermédiaire) (p. 1284) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1285) ;

- défavorable à l'amendement n° 276 de M. Augustin Bonrepaux (bénéfice de la réduction d'impôt accordée au titre des investissements réalisés outre-mer réservé aux contribuables dont le revenu net imposable par part n'excède pas 229 260 francs) (p. 1286).

Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer (n° 2444).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 mars 1996] (p. 1593) :

Communes : missions d'aménagement.

Logement et habitat : construction de logements sociaux.

Mer et littoral : zone littorale : régime juridique.

Politique économique et sociale.

Propriété : occupants des zones urbaines : accès à la propriété.

Tourisme et loisirs.

Discussion des articles [13 mars 1996] :

Article 1^{er} (*dispositions relatives aux dépendances du domaine public maritime situées dans la zone des cinquante pas géométriques dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique*) :

Article L. 89-1 du code du domaine de l'Etat : *délimitation des espaces urbains et des secteurs occupés par une urbanisation diffuse* :

- ses observations sur l'amendement n° 47 rectifié de la commission (transfert aux communes des terrains situés dans les espaces urbains et les secteurs à occupation diffuse) (p. 1607).

Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante (n° 2573).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 mars 1996] (p. 2076) :

Enseignement : prévention.

Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 1684).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 avril 1996] (p. 2507, 2510) :

DOM : égalité sociale avec la métropole.

Parlement : navette : articles additionnels.

Polynésie française : Université du Pacifique.

Discussion des articles [24 avril 1996] :

Article 44 (*information des services du Trésor*) :

- ses observations sur l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 2528).

Article 45 (égalité sociale dans les DOM) :

– défavorable (p. 2529).

Article 46 (collecte des fonds de la formation en alternance) :

– défavorable à l'amendement n° 24 de la commission (de suppression) (p. 2531).

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur les Etats généraux de l'Université et débat sur cette déclaration (n° 2795).**

Principaux thèmes développés [21 mai 1996] (p. 3278) :

Enseignement primaire.

Enseignement secondaire : collèges.

Universités : échec universitaire.

VISSAC (Claude)

Député des Ardennes

(3^e circonscription)

Apparenté RPR

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Décédé le 11 décembre 1995 [J.O. du 13 décembre 1995] (p. 18140).

Son éloge funèbre est prononcé le 19 décembre 1995 (p. 5328).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Intégration et lutte contre l'exclusion : ville : quartiers en difficulté) [5 juillet 1995].

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)** : tome X : **Intégration et lutte contre l'exclusion : ville : quartiers en difficulté (n° 2275)** [12 octobre 1995].

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Intégration et lutte contre l'exclusion.

Rapporteur pour avis de la commission de la production suppléé par : *Mariani (Thierry)* [30 octobre 1995] (p. 2747).

VIVIEN (Robert-André)

Député du Val-de-Marne

(6^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

Décédé le 8 mai 1995 [J.O. du 11 mai 1995] (p. 7959).

Son éloge funèbre est prononcé le 23 mai 1995 (p. 333 à 335).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

VOISIN (Gérard)

Député de la Saône-et-Loire

(1^{re} circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales [J.O. du 18 juin 1996] (p. 9094).

QUESTIONS**orales sans débat :**

– n° 996, posée le 16 avril 1996 : **surcapacité hôtelière** (p. 2274). Appelée le 25 avril 1996 : conséquences ; contrôle (p. 2591).

INTERVENTIONS

– **Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (COM [94] 117 final/n° E-401) (n° 2019).**

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [29 juin 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : organisation commune du marché et « vins de qualité pour les régions déterminées » (p. 770).

Impôts et taxes : harmonisation fiscale (p. 770).

Viticulture française : excédents structurels, distillation et arrachage (p. 770).

Discussion de l'article unique [29 juin 1995] :

– *soutient* l'amendement n° 11 de M. Germain Gengenwin (création de banques régionales pour la gestion des droits de plantation) ; *rejeté* (p. 776).

– **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Travail, dialogue social et participation. – *Questions* [31 octobre 1995] :

Emploi : chômage : contrat emploi-solidarité (CES) : consolidation des contrats : contrats d'utilité sociale ou locale (p. 2861).

– **Projet de loi relatif à la partie législative du code général des collectivités territoriales (n° 2315).**

Première lecture :

Discussion des articles [30 novembre 1995] :

Article 1^{er} et annexe (codification des dispositions annexées à la loi) :

Après l'article L. 5212-16 :

– *son* amendement n° 46 : non soutenu (p. 4468).

– **Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 mai 1996] (p. 3349) :

Hôtellerie et restauration.

Urbanisme commercial.

Discussion des articles [23 mai 1996] :

Article 5 (*projets soumis à autorisation*) :

- son amendement n° 239 (cas des transferts autorisés avant la promulgation de la présente loi) : adopté (p. 3385) ;
- son amendement n° 17 (autorisation pour les constructions ou les transformations d'immeubles en vue de la création d'établissements hôteliers d'une capacité supérieure à vingt chambres) (p. 3387) : adopté après modifications (p. 3391) ;
- son amendement n° 238 (fixe la capacité à cinquante chambres) (p. 3387) : devenu sans objet (p. 3391).
- **Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (n° 2591).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [29 mai 1996] :

Article 1^{er} D (*art. 10-1 nouveau de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 : offre ou vente aux consommateurs à prix abusivement bas*) :

- ses observations sur l'amendement n° 79 du Gouvernement (cas de la vente des carburants au détail) (p. 3562).

VOISIN (Michel)

Député de l'Ain

(4^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 5 avril 1995] (p. 5471).

Membre titulaire de la commission des immunités [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1996 (Coopération) [28 juin 1995].

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1997 (Coopération) [18 juin 1996].

Rapporteur du projet de loi relatif aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées (n° 2979) [18 septembre 1996].

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1996** (n° 2222) : tome II : **Affaires étrangères : coopération** (n° 2273) [12 octobre 1995]

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 1014, posée le 23 avril 1996 : **raccordement autoroutier A 406 au sud-est de Mâcon** (p. 2478). Appelée le 2 mai 1996 : tracé ; construction (p. 2741).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Coopération. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur pour avis de la commission de la défense* [12 novembre 1995] :

Afrique : formation (p. 3481).

Coopération militaire (p. 3481, 3482).

Ministère : crédits (p. 3481).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (n° 2766).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 juin 1996] :

Affaires étrangères : opérations extérieures (p. 3958).

Armée de terre :

- format (p. 3958) ;

- professionnalisation (p. 3957).

Armements classiques :

- avion de transport futur (p. 3959) ;

- avions Rafale (p. 3958).

Livre blanc sur la défense (p. 3958).

Marine :

- format, missions (p. 3858) ;

- porte-avions à propulsion nucléaire ou classique (p. 3958).

Ministère : opérations extérieures : prise en charge (p. 3958).

Discussion des articles [7 juin 1996] :

Article 1^{er} précédemment réservé (*approbation du rapport annexé*) :

- favorable à l'amendement n° 109 de M. Charles Cova (spécificité de la pension des militaires retraités souhaitant aborder une seconde carrière professionnelle dans la vie civile) (p. 4028).

VUIBERT (Michel)

Député des Ardennes

(1^{re} circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DEPOTS

Proposition de loi accroissant les possibilités de saisine par les créanciers du tribunal chargé d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire aux fins d'extension de la procédure aux dirigeants sociaux (n° 1971) [7 mars 1995].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Fermeture de gares SNCF** : inquiétude des communes concernées [14 novembre 1995] (p. 3641, 3642).

orales sans débat :

- n° 866, posée le 6 février 1996 : **production de veaux de boucherie** (p. 626). Appelée le 15 février 1996 : normes européennes (p. 906).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports. -
Questions [25 octobre 1995] :

Impôts et taxes : fiscalité dérogatoire pour les zones fragiles ou prioritaires et relocalisation d'activités économiques (p. 2509).

Organismes et structures : Fonds national de développement des entreprises (p. 2509).

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Questions
[2 novembre 1995] :

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (p. 2964).

Education nationale, enseignement supérieur et recherche. -
Questions [9 novembre 1995] :

Fonctionnaires et agents publics : frais de déplacement (p. 3321).

VUILLAUME (Roland)

Député du Doubs

(5^e circonscription)

RPR

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.*
du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.*
du 4 avril 1995] (p. 5407).

W

WARHOUCER (Aloyse)

Député de la Moselle

(4^e circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Encadrement dans les centres de vacances** : directeurs ; animateurs : formation ; diplômes requis [21 juin 1995] (p. 581).
- **Contrats emploi-solidarité** : conditions d'attribution [17 octobre 1995] (p. 1875).
- **Industrie française de la chaussure** : aides de l'Etat [20 décembre 1995] (p. 5400).
- **Suppression du service national** : calendrier ; débat au Parlement [24 janvier 1996] (p. 270).
- **Fonds d'action sociale** : subventions aux associations : montant [24 avril 1996] (p. 2536).
- **Eurocorps** : rôle [19 juin 1996] (p. 4530).

orales sans débat :

- n° 606, posée le 1^{er} juin 1995 : **délit de prise illégale d'intérêts**. Appelée le 1^{er} juin 1995 : champ d'application ; maires agriculteurs : location d'une parcelle communale (p. 396).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).**

Première lecture :

Discussion des articles [27 et 28 juin 1995] :

Après l'article 11 :

- son amendement n° 107 soutenu par M. Jacques Floch (amnistie des infractions à l'obligation de permis de construire pour les surfaces inférieures à 50 mètres carrés) : rejeté (p. 669).

Article 26 (infractions exclues de l'amnistie) :

- son amendement n° 106 soutenu par M. Michel Berson (délits ayant le même objet imputables aux employeurs) (p. 726) : rejeté (p. 728).

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juillet 1995] (p. 1420) :

Administration : service public de l'emploi.

Agriculture : contrat initiative-emploi.

Chômage : contrat emploi-solidarité : revalorisation.

Collectivités locales :

- contrat initiative-emploi ;
- création d'emplois.

Finances publiques : dotation générale de fonctionnement : augmentation en fonction du nombre d'emplois créés.

Jeunes : emplois réservés.

Discussion des articles [27 juillet 1995] :

- Article 1^{er} (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi) :**

Article L. 322-4-2 du code du travail (publics visés et aides) :

- ses observations sur l'amendement n° 27 de la commission (possibilité d'enchaîner sur un contrat initiative-emploi conclu avec une entreprise d'insertion ou une entreprise d'intérim, à condition d'appartenir lors de la conclusion du premier contrat à l'une des catégories éligibles au contrat initiative-emploi) (p. 1445).

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale (n° 2174).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173) [27 juillet 1995].

- **Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation. - BAPSA. - Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [2 novembre 1995] :

Bois et forêts (p. 2904).

Élevage : élevage bovin (p. 2904).

Enseignement agricole (p. 2904).

Environnement : fertilisation et pollution (p. 2905).

Exploitants agricoles :

- dotation aux jeunes agriculteurs (p. 2904) ;
- pluriactivité et revenus (p. 2904).

Ministère : crédits (p. 2905).

- **Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 novembre 1995] (p. 3981) :

Allocation de vétérance.

Communautés européennes et Union européenne : résidents européens.

Départements :

- Bas-Rhin ;
- Haut-Rhin ;
- Moselle ;

Entreprises.

Formation.

SAMU.

Sapeurs-pompiers volontaires.

Services d'incendie et de secours.

Discussion des articles [22 et 29 novembre 1995] :

- Article 3 (missions opérationnelles et programmation des gardes) :**

- ses observations sur l'amendement n° 57 de M. Pierre-Rémy Houssin (autorisations d'absence pour formation ; convention entre l'employeur et le service départemental d'incendie et de secours fixant les plafonds d'autorisations d'absence de droit ; compensation financière pour l'entreprise des autorisations d'absence accordées au-delà de ces plafonds ; motivation des refus d'autorisations d'absence en l'absence de la convention précitée) (p. 4023).

Article 14 (*financement de l'allocation de vétérance*) :

– favorable aux amendements identiques n° 55 de M. Marcel Roques et 67 de Mme Ségolène Royal (prise en compte du nombre de bénéficiaires de l'allocation de vétérance dans le calcul du montant de la dotation forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement) (p. 4268).

– **Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage** (n° 2470).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 février 1996] (p. 607) :

Affaires étrangères : Allemagne.

Emploi : création d'emplois.

Formation professionnelle et promotion sociale :

- apprentissage : généralités ;
- apprentissage : Alsace-Moselle ;
- enseignement technique et professionnel ;
- prime à l'apprentissage.

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage.

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Charles Millon, ministre de la défense, sur la politique de défense et débat sur cette déclaration** (n° 2654).

Principaux thèmes développés [20 mars 1996] (p. 1817) :

Affaires étrangères : opérations de maintien de la paix : enseignements.

Armée de terre :

- format et organisation ;
- légion étrangère.

Europe : défense européenne, corps européen.

Gendarmerie : crédits, effectifs, missions.

Service national.

– **Déclaration du Gouvernement sur la SNCF présentée par Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports et M. Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme** (n° 2875).

Principaux thèmes développés [11 juin 1996] (p. 4110) :

Transports : modes de transports : concurrence.

Transports ferroviaires :

- service public ferroviaire ;
- SNCF : avenir : situation financière ;
- SNCF : personnel.

– **Proposition de loi tendant à actualiser la loi locale de chasse régissant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle** (n° 2639).

Première lecture :

Ses explications de vote [11 juin 1996] (p. 4127).

WARSMANN (Jean-Luc)

Député des Ardennes

(3^e circonscription)

non inscrit puis RPR

Devenu député le 12 décembre 1995 en remplacement de M. Claude Vissac, décédé [J.O. du 13 décembre 1995] (p. 18140).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 21 décembre 1995] (p. 18523).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 22 décembre 1995] (p. 18571)

Membre de la mission d'information commune sur le service national [J.O. du 22 mars 1996] (p. 4468).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gilles Carrez améliorant la protection des acquéreurs de logements anciens (n° 2432) [27 mars 1996]

Membre de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine [J.O. du 21 juin 1996] (p. 9330).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 2432) de M. Gilles Carrez améliorant la protection des acquéreurs de logements anciens (n° 2706) [16 avril 1996].

QUESTIONS**au Gouvernement :**

– **Air France et Air Inter Europe** : avenir [21 mai 1996] (p. 3237).

orales sans débat :

– n° 1041, posée le 30 avril 1996 : **sécurité des centrales nucléaires à l'étranger** (p. 2732). Appelée le 7 mai 1996 : risques dans les pays d'Europe centrale et orientale ; information et prévention de la population (p. 2847).

– n° 1102, posée le 28 mai 1996 : **financement des travaux d'équipement dans les Ardennes** (p. 3493). Appelée le 4 juin 1996 : RN 51 : aménagement (p. 3739).

– n° 1155, posée le 18 juin 1996 : **politique du logement** (p. 4447). Non appelée.

INTERVENTIONS– **Proposition de loi améliorant la protection des acquéreurs de logements anciens** (n° 2432).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 avril 1996] (p. 2412) :

Copropriété : application aux lots.

Gouvernement : décret d'application.

Justice : action en nullité.

Logement et habitat : mention de la surface habitable.

Lois : loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis.

Discussion des articles [18 avril 1996] :

Article 1^{er} (*mention obligatoire de la surface du logement en vente – action en nullité*) :

– défavorable à titre personnel à l'amendement n° 1 de M. Georges Sarre (extension des dispositions nouvelles aux maisons individuelles en construction) (p. 2417).

– **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002** (n° 2766).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 juin 1996] (p. 3954) :

Affaires étrangères : contexte géopolitique.

Armée de terre : format.

Finances publiques.

Gendarmerie : crédits.

Lois : loi de programmation militaire du 23 juin 1994 pour les années 1995 à 2000.

- Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [20 juin 1996] (p. 4601) :

Emploi.

Police : effectifs.

Politique économique et sociale : zones franches.

WEBER (Jean-Jacques)

Député du Haut-Rhin

(6^e circonscription)

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au supplément de la loyer de solidarité [J.O. du 22 février 1996] (p. 2895).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers [J.O. du 4 avril 1996] (p. 5236).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [J.O. du 4 avril 1996] (p. 5236).

DEPOTS

Proposition de loi visant à réformer la faillite civile en Alsace-Moselle (n° 2100) [23 juin 1995].

Proposition de loi relative à la responsabilité des districts vis-à-vis de leurs élus en cas d'accident dans l'exercice de leur mandat (n° 2324) [6 novembre 1995].

Proposition de loi tendant à permettre l'élection des conjoints collaborateurs d'artisans aux conseils de prud'hommes (n° 2396) [28 novembre 1995].

Proposition de loi relative à la réduction d'impôts, en faveur des contribuables âgés de plus de soixante-dix ans, pour frais d'hébergement (n° 2400) [28 novembre 1995].

Proposition de loi tendant à modifier l'article 8 de la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 en vue d'inciter les chômeurs à reprendre un travail (n° 2402) [28 novembre 1995].

Proposition de loi étendant les compétences des gardes-champêtres en matière de protection de la nature (n° 2529) [7 février 1996].

Proposition de loi relative à la transformation progressive des actuels centres d'information et d'orientation départementaux en services d'Etat (n° 2605) [11 mars 1996].

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (n° 1888).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 janvier 1995] :

Départements :

- Bas-Rhin (p. 97) ;
- Charente (p. 97) ;
- Gironde (p. 97) ;
- Haut-Rhin (p. 97) ;
- Lozère (p. 97) ;
- Seine-et-Marne (p. 97).

Lois : loi n° 92-125 du 6 février 1992 d'orientation relative à l'administration territoriale de la République : article 89 (p. 96).

Sapeurs-pompiers et sapeurs-pompiers volontaires (p. 97).

Secours (p. 96, 97).

Services d'incendie et de secours (p. 97).

Discussion des articles [16 janvier 1995] :

Article 3 (emploi des services d'incendie et de secours) :

- favorable à l'amendement n° 12 de la commission (fixation, par le conseil d'administration du service départemental, des conditions de mise à la disposition du maire ou du préfet des moyens du service) (p. 108).

Article 5 (composition des corps des sapeurs-pompiers) :

- favorable aux amendements identiques n°s 16 de la commission et 113 de M. Michel Berson (conditions de l'inclusion des sapeurs-pompiers volontaires dans le corps départemental) (p. 122).

Article 7 (schéma départemental d'analyse et de couverture des risques) :

- son amendement n° 59 (élaboration après avis du conseil général) : rejeté (p. 125).

Après l'article 10 :

- son amendement n° 58 (service chargé de la protection, du secours et de l'évacuation d'urgence des personnes au sein du service départemental) : retiré (p. 128).

Article 26 (composition du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours) :

- favorable à l'amendement n° 101 de M. Paul-Louis Tenailon (présidence par le président du conseil général) (p. 140).

Article 27 (prérogatives du préfet) :

- son amendement n° 60 soutenu par M. Germain Gengenwin (suppression de la faculté de demander une seconde délibération) (p. 142) : rejeté (p. 143).

Article 29 (élection du président et vice-président) :

- son amendement n° 61 (présidence de plein droit du président du conseil général) : devenu sans objet (p. 143) ;
- défavorable à l'amendement n° 93 de M. Marc Le Fur (élection du président après chaque renouvellement des conseils municipaux et des conseils généraux) (p. 144).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [15 février 1996] :

Article 2 bis (remboursement des frais d'intervention des services d'incendie et de secours) :

- défavorable aux amendements identiques n°s 62 du Gouvernement, 27 de la commission, 39 de M. Bernard Derosier et 7 de M. Michel Grandpierre (de suppression) (p. 954).

Article 5 (composition du corps départemental des sapeurs pompiers) :

- favorable à l'amendement n° 60 de M. Charles de Courson (suppression de l'intégration des chefs de centre de première intervention dans le corps départemental) (p. 957).

Article 7 (*schéma départemental d'analyse et de couverture des risques*) :

- soutient l'amendement n° 40 de M. Bernard Derosier (concertation avec le public et les professionnels concernés) : rejeté (p. 958).

Article 11 (*gestion des biens*) :

- son amendement n° 69 (suppression de la compétence exclusive du service départemental d'incendie et de secours en matière de biens d'équipement) (p. 959) : rejeté (p. 960).

Article 27 (*présence du préfet au conseil d'administration*) :

- défavorable à l'amendement n° 31 de la commission (présence de plein droit du préfet) (p. 967).

Article 29 (*présidence du conseil d'administration*) :

- ses observations sur les amendements identiques n°s 13 du Gouvernement et 45 de M. Bernard Derosier (élection du président du conseil d'administration) (p. 968).

Après l'article 38 :

- ses observations sur l'amendement n° 52 de la commission des finances (faculté de lever certaines impositions pour le conseil d'administration des SDIS) (p. 973) ;
- son sous-amendement n° 70 (obligation de lever l'impôt) à l'amendement n° 52 de la commission des finances (p. 971) : rejeté (p. 974).

– Projet de loi portant amnistie (n° 2083).

Première lecture :

Discussion des articles [28 juin 1995] :

Article 26 (*infractions exclues de l'amnistie*) :

- son amendement n° 32 soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (mauvais traitements envers les animaux) (p. 718) : rejeté (p. 719).

– Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [20 octobre 1995] :

Article 14 (*modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et aménagement de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures*) :

- son amendement n° 229 corrigé : non soutenu (p. 2228).

Deuxième partie :

Justice. – *Questions* [24 octobre 1995] :

Système pénitentiaire : détenus : participation aux frais d'entretien (p. 2406).

Solidarité entre les générations. – *Questions* [27 octobre 1995] :

Personnes âgées :

- établissements d'accueil : réforme du financement des investissements : (p. 2620) ;
- forfaits journaliers de soins et de long séjour : revalorisation : harmonisation des tarifications (p. 2619) ;
- prestation autonomie : mise en application en deux temps (p. 2619).

Logement. – *Questions* [6 novembre 1995] :

Aides :

- prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (p. 3131) ;
- prime à l'amélioration de l'habitat (p. 3136).

Logement social : HLM (p. 3130, 3131).

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. – *Questions* [12 novembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : fonds structurels et aide aux régions (p. 3470).

Industrie : industrie de la potasse (p. 3469, 3470).

Anciens combattants et victimes de guerre. – *Questions* [12 novembre 1995] :

Alsace-Moselle : première guerre mondiale : Légion d'honneur accordée aux survivants ayant servi dans l'armée allemande (p. 3512).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :**Après l'article 59 :**

– son sous-amendement n° 425 soutenu par M. Germain Gengenwin (réduction du taux de 1,3 à 0,9 %) à l'amendement n° 353 corrigé de M. Yves Deniaud (réduction de 1,30 à 1 % du taux de la taxe forestière pour les entreprises de sciage) : retiré (p. 3825) ;

– son amendement n° 289 (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour les sociétés coopératives de construction) : devenu sans objet (p. 3843) ;

– son amendement n° 288 (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour les coopératives viticoles) : devenu sans objet (p. 3843).

Article 55 précédemment réservé (*imputation sur le revenu global des déficits relevant des BIC*) :

– son amendement n° 358 soutenu par M. Germain Gengenwin (non-application du dispositif aux maisons de retraite médicalisées et aux résidences pour étudiants) : retiré (p. 3850).

Article 60 précédemment réservé (*modification de la contribution des collectivités locales aux frais d'entretien des forêts*) :

– son amendement n° 166 (p. 3853) : non soutenu (p. 3854).

– Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1952).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 novembre 1995] :

Administration : responsabilité : collaborateurs occasionnels du service public (p. 4013).

Allocation de vétérance (p. 4013, 4014).

Départements :

- Bas-Rhin (p. 4012) ;
- Haut-Rhin (p. 4012).

Entreprises (p. 4013).

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 4013).

Sapeurs-pompiers volontaires (p. 4013).

Discussion des articles [22 et 29 novembre 1995] :

Article 1^{er} (*missions de sécurité civile des sapeurs-pompiers volontaires*) :

– favorable aux amendements identiques n°s 49 de M. Marcel Roques et 83 de M. Christian Kert (reconnaissance de la qualité de collaborateurs occasionnels du service public aux sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4018) ;

– favorable à l'amendement n° 2 de M. Charles de Courson (même objet) (p. 4018).

Article 3 (*missions opérationnelles et programmation des gardes*) :

– défavorable à l'amendement n° 57 de M. Pierre-Rémy Houssin (autorisations d'absence pour formation ; convention entre l'employeur et le service départemental d'incendie et de secours fixant les plafonds d'autorisations d'absence de droit ; compensation financière pour l'entreprise des autorisations d'absence accordées au-delà de ces plafonds ; motivation des refus d'autorisations d'absence en l'absence de la convention précitée) (p. 4023).

Après l'article 14 :

- son sous-amendement n° 99 (versement de l'allocation de vérance des sapeurs-pompiers volontaires par la collectivité au sein de laquelle a été effectuée la plus longue durée de service) à l'amendement n° 42 de la commission (coordination entre les collectivités du versement de cette allocation pour les bénéficiaires ayant effectué vingt ans de services dans les différents corps) : devenu sans objet (p. 4269).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 février 1996] (p. 926) :

Collectivités locales : statut des sapeurs-pompiers volontaires.

Discussion des articles [15 février 1996] :

Article 12 (allocation de vérance) :

- son amendement n° 8 (modalités de versement de l'allocation de vérance) : adopté (p. 931) ;
- son amendement n° 6 (contribution de l'Etat) (p. 931) : retiré ; repris par M. Bernard Derosier : rejeté (p. 932).

– Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).*Première lecture :*

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Article 14 (relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition) :

- son amendement n° 73 (maintien de la compétence des centres de gestion agréés et habilités pour l'ensemble des entreprises relevant du régime simplifié d'imposition) (p. 4672) : rejeté (p. 4674).

Après l'article 23 :

- son amendement n° 74 soutenu par M. Germain Gengenwin (extension de la réduction d'impôt pour frais d'hospitalisation et de cure à l'hébergement dans une maison de retraite sanitaire) : rejeté (p. 4685).

– Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (n° 2470).*Première lecture :*

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 février 1996] (p. 616, 617) :

Collectivités locales : régions.

Emploi : insertion professionnelle.

Formation professionnelle et promotion sociale :

- apprentissage : Alsace-Moselle ;
- centres de formation d'apprentis : ressources : péréquation ;
- Conseil national de l'apprentissage : création ;
- prime à l'apprentissage.

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage.

Discussion des articles [7 février 1996] :

Article 1^{er} (modification des conditions de libération et de répartition de la taxe d'apprentissage) :

- ses observations sur l'amendement n° 5 de la commission (affectation d'une partie de la taxe d'apprentissage à un fonds de péréquation national selon des critères arrêtés sur proposition du Conseil national de l'apprentissage) (p. 655).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [19 mars 1996] :

Article 1^{er} A supprimé par le Sénat (finalités de l'apprentissage) :

- ses observations sur l'amendement n° 4 de la commission (institution d'une filière de l'apprentissage) (p. 1760).

– Projet de loi relatif au supplément de loyer de solidarité (n° 2319).*Deuxième lecture :*

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 février 1996] :

Logement social : HLM : loyer et surloyer (p. 706).

Lois : loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relative aux droits et obligations des locataires et des propriétaires (loi Quilliot) : article 27, alinéa 5 (p. 706).

Personnes âgées (p. 706).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).*Première lecture :*

Discussion des articles [7 mars 1996] :

Après l'article 52 :

- son amendement n° 94 : non soutenu (p. 1405).

– Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales (n° 2560).*Première lecture :*

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 mars 1996] (p. 1452) :

Finances publiques :

- dotation de solidarité rurale ;
- dotation de solidarité urbaine ;
- dotation globale de fonctionnement.

Discussion des articles [8 mars 1996] :

Article 1^{er} (art. L. 234-7 du code des communes : évolution de la dotation forfaitaire) :

- soutient l'amendement n° 2 de M. Charles de Courson (majoration de la dotation forfaitaire) : retiré (p. 1465).

Article 2 (art. L. 234-9 du code des communes : part de la dotation de solidarité urbaine au sein de la dotation d'aménagement) :

- soutient le sous-amendement n° 3 rectifié de M. Charles de Courson (répartition égale de l'augmentation annuelle de la dotation d'aménagement entre DSR et DSU) à l'amendement n° 14 rectifié de la commission (répartition de l'augmentation de la dotation d'aménagement par le comité des finances locales) : rejeté (p. 1471).

Article 3 (art. L. 234-12 du code des communes : modalités de répartition de la dotation de solidarité urbaine) :

- son amendement n° 43 (prise en compte des logements appartenant aux sociétés minières) : adopté (p. 1477) ;
- soutient l'amendement n° 73 de M. Marc-Philippe Daubresse (prise en compte des courées des régions minières) : rejeté (p. 1480).

– Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (n° 2575).*Première lecture :*

Discussion des articles [19 mars 1996] :

Article 23 (réforme de la tarification des établissements d'hébergement pour personnes âgées) :

- favorable (p. 1785).

– Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale (n° 2690).*Première lecture :*

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 avril 1996] (p. 2576).

Ordonnances : protection sociale.

Sécurité sociale :

- déficit ;
- étatisation.

- Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (n° 2749).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 mai 1996] (p. 3338) :

Artisanat.

Formation professionnelle : apprentissage et qualification professionnelle.

Discussion des articles [23 mai 1996] :

Article 9 (*procédure devant les commissions départementales d'équipement commercial*) :

- soutient l'amendement n° 2 de M. Germain Gengenwin (porte d'un à deux ans le délai pendant lequel un projet ne peut pas être présenté à nouveau) : rejeté (p. 3403).

Article 10 (*Commission nationale d'équipement commercial*) :

- son amendement n° 167 corrigé : non soutenu (p. 3404) ;
- son amendement n° 168 (majorité absolue pour les votes de la Commission nationale) : retiré (p. 3406).

Article 11 (*obligation de qualification professionnelle*) :

- soutient l'amendement n° 178 de M. Jean-Paul Fuchs (métiers du bâtiment considérés comme des métiers qualifiés) : adopté (p. 3419) ;
- soutient l'amendement n° 6 de M. Germain Gengenwin (insère les opérations sur les réseaux et les fluides parmi les professions soumises à l'obligation de qualification professionnelle) : retiré (p. 3421) ;
- son amendement n° 169 (qualification professionnelle obligatoire élargie aux fabricants de glaces alimentaires) : retiré (p. 3422).

Après l'article 11 :

- ses observations sur l'amendement n° 188 rectifié de M. Thierry Mariani (rapport au Parlement relatif à l'élaboration d'un « statut du restaurateur ») (p. 3427).

Article 13 (*immatriculation au répertoire des métiers. - Définition de l'artisanat*) :

- ses observations sur l'amendement n° 67 de la commission (stage de « préparation à l'installation ») (p. 3435).

Après l'article 13 :

- ses observations sur l'amendement n° 224 de M. Jean-Paul Charrié (création de la catégorie spécifique des artisans d'art au sein de chaque chambre de métiers) (p. 3438).

Article 16 (*sanctions pénales*) :

- soutient les amendements identiques n°s 14 de M. Germain Gengenwin et 172 de M. Jean-Paul Fuchs (référence aux registres des entreprises tenus par les chambres de métiers d'Alsace-Moselle) (p. 3443) : adoptés (p. 3444).

- Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 2817).

Première lecture :

Discussion des articles [13 et 14 juin 1996] :

Après l'article 2 :

- son amendement n° 189 soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (création d'un Conseil national pour la qualité de l'air) (p. 4274) : rejeté (p. 4277).

Article 12 (*mesures prises dans le cadre de la procédure d'alerte*) :

- son amendement n° 203 : non soutenu (p. 4323).

Article 13 (*modalités d'application du titre III*) :

- son amendement n° 204 (avis du Conseil supérieur des installations classées) : devenu sans objet (p. 4331).

Article 14 (*modifications des dispositions relatives aux plans de déplacements urbains*) :

Article 28 de la loi du 30 décembre 1982 :

- son amendement n° 205 soutenu par M. Patrick Trémège (contenu et élaboration du plan) (p. 4335) : rejeté (p. 4336).

Article 19 (*mesures destinées à réduire la consommation d'énergie et à prévenir les émissions polluantes. - Incorporation d'un taux minimal d'oxygène dans les carburants et combustibles liquides. - Teneur maximale des carburants en divers produits polluants ou toxiques*) :

- son amendement n° 206 soutenu par M. Pierre Albertini (contenu des décrets en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 4355) ;
- son amendement n° 207 soutenu par M. Pierre Albertini (de suppression du dernier alinéa [3°] du II de l'article) : adopté (p. 4356).

Article 21 (*règles concernant les véhicules et leurs équipements*) :

- son amendement n° 209 soutenu par M. Jacques Vernier (affichage de la consommation énergétique des véhicules) : adopté (p. 4366).

Après l'article 21 :

- son amendement n° 208 : non soutenu (p. 4374).

Article 22 (*objectifs de la fiscalité des énergies fossiles et financement de la surveillance de la qualité de l'air*) :

- son amendement n° 211 : non soutenu (p. 4379).

Article 38 (*mesures d'application*) :

- son amendement n° 190 soutenu par M. Patrick Trémège (abrogation de la loi du 10 mars 1948 sur l'utilisation de l'énergie) : adopté (p. 4403).

- Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville (n° 2808).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [18 juin 1996] :

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par : Bocquet (Alain) (p. 4491).

Principaux thèmes développés :

Collectivités locales : dotations.

Etrangers : immigration.

Police : effectifs.

Ville : banlieues.

Discussion des articles [20 juin 1996] :

Article 4 (*exonérations fiscales dans les zones franches urbaines*) :

- son amendement n° 153 : non soutenu (p. 4634) ;
- son amendement n° 131 : non soutenu (p. 4634).

WILTZER (Pierre-André)

Député de l'Essonne

(4^e circonscription)

UDF

Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5405).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5406).

Cesse d'être vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 1^{er} juin 1995] (p. 8748).

Z

ZELLER (Adrien)*Député du Bas-Rhin**(7^e circonscription)*

UDF

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [J.O. du 2 avril 1995] (p. 5320).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 1995] (p. 5407).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1996 (Solidarité entre les générations) [5 juillet 1995].

Membre de la mission d'information commune sur la sécurité sociale [J.O. du 27 octobre 1995] (p. 15703).

Vice-président de cette mission [J.O. du 1^{er} novembre 1995] (p. 15995).

Membre de la mission d'information commune sur les modalités de la mise en œuvre de la révision constitutionnelle [J.O. du 23 février 1996] (p. 2941).

Président de cette mission [J.O. du 8 mars 1996] (p. 3643).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 2690) et la proposition de loi organique (n° 2688) de M. Jean-Pierre Delalande relatifs aux lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 30 mars 1996] (p. 4934).

Président de cette commission [J.O. du 18 avril 1996] (p. 5997).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1997 (Travail et affaires sociales : affaires sociales) [7 mai 1996].

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à interdire l'exercice simultané de certains mandats locaux conjointement avec l'exercice de fonctions gouvernementales (n° 2089) [21 juin 1995].**Rapport** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222)** ; annexe n° 35 : **Solidarité entre les générations (n° 2270)** [12 octobre 1995].**Proposition de loi** régulant l'exercice du **droit de grève (n° 2433)** [12 décembre 1995].**Proposition de loi** tendant à **permettre la validation pour la retraite des années d'études par rachat des cotisations (n° 2743)** [25 avril 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Lutte contre le chômage** : mesures gouvernementales : basins d'emploi ; prise en compte [7 juin 1995] (p. 446).- **Dotation globale d'équipement des communes** : montant [3 octobre 1995] (p. 1579 et 1580).- **Réforme de la sécurité sociale** : protection sociale : réforme : information des citoyens [29 novembre 1995] (p. 4232, 4233).- **Associations humanitaires** : financement ; contrôle [16 janvier 1996] (p. 9).- **Livret A** : taux : effets de la baisse sur le logement et les équipements publics [13 février 1996] (p. 794).

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement sur la politique européenne et débat d'orientation sur cette déclaration par M. Hervé de Charrette, ministre des affaires étrangères (n° 2086).***Principaux thèmes développés [20 juin 1995] :*

Affaires étrangères :

- ex-Yougoslavie (p. 546) ;
- Russie (p. 546).

Communautés européennes et Union européenne :

- aide à l'Afrique ; Lomé IV (p. 544) ;
- couple franco-allemand (p. 545) ;
- défense européenne et Union de l'Europe occidentale (p. 547) ;
- déficit démocratique (p. 545, 546) ;
- élargissement ; partenariat avec les pays de l'Est (p. 545, 546) ;
- Europe sociale (p. 546) ;
- institutions (p. 544 à 546) ;
- politique de grands travaux : financement et mise en œuvre (p. 544) ;
- présidence française : bilan et sommet de Cannes (p. 546, 547) ;
- union monétaire (p. 544).

Finances publiques (p. 544).

Parlements nationaux (p. 545).

- **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).***Première lecture :**Discussion des articles [27 juin 1995] :***Article 1^{er} (amnistie de droit des contraventions de police) :**

- son amendement n° 2 : non soutenu (p. 657).
- **Proposition de résolution sur la recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France (n° E-436) (n° 2109).**

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [4 juillet 1995] :

Action sociale et solidarité nationale : revenu minimum d'insertion (p. 828).

Communautés européennes et Union européenne :

- instabilité monétaire (p. 828) ;
- monnaie unique (p. 828) ;
- traité de Maastricht (p. 828).

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux (p. 828) ;
- dette publique (p. 828) ;
- politique budgétaire (p. 828).

Lois : loi du 24 janvier 1994 d'orientation quinquennale relative à la maîtrise des finances publiques (p. 828).

Politique économique et sociale : réformes (p. 829).

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire (n° 2120).**

*Première lecture :**Discussion des articles [11 juillet 1995] :***Après l'article 6 :**

- son amendement n° 20 soutenu par M. Bernard Leroy (incompatibilité d'une fonction gouvernementale avec celles de maire d'une commune de 20 000 habitants ou plus, de président d'un conseil général ou régional ; reprise de plein droit du mandat local à l'expiration des fonctions gouvernementales) (p. 952) : rejeté (p. 956) ;
- son amendement n° 21 corrigé soutenu par M. Arnaud Cazin d'Honinchtun (augmentation à dix du nombre des commissions permanentes) (p. 969) : rejeté (p. 970).

- Proposition de loi tendant à relever de 18,60 % à 20,60 % le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995 (n° 2148).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 juillet 1995] (p. 1003) :

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence.

Contribution sociale généralisée.

Emploi :

- chômage ;
- plan : financement.

Energie : carburants : prix.

Entreprises : formalités administratives : simplification.

Finances publiques :

- déficit budgétaire ;
- dette publique ;
- recettes publiques.

Impôts et taxes : justice sociale.

Logement et habitat.

Politique économique :

- franc ;
- investissements ;
- prélèvements obligatoires ;
- taux d'intérêt.

Prix et concurrence :

- inflation ;
- pouvoir d'achat.

Sécurité sociale.

TVA :

- nouveau taux : choix ;
- taux normal : relèvement : date.

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2115).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juillet 1995] :

Article 8 (suppression de la remise forfaitaire sur les cotisations d'assurance vieillesse à un régime obligatoire) :

- son amendement n° 44 (de suppression) (p. 1161) : retiré (p. 1162).

Après l'article 8 :

- *défavorable* à l'amendement n° 125 de M. Jean-Pierre Brard (non-application de la réduction d'impôt accordée dans le cadre de l'investissement immobilier locatif lorsque la location est conclue avec un membre du foyer fiscal, un ascendant ou un descendant du contribuable) (p. 1166) ;
- *favorable* à l'amendement n° 114 de M. Jean Tardito (assujettissement à la TVA des ressources tirées de la taxe parafiscale de la mécanique par les centres techniques industriels) (p. 1167) ;
- *son* amendement n° 45 (relèvement du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au gazole) (p. 1171) : retiré (p. 1172).

Après l'article 18 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 4 de M. Germain Gengenwin (extension à l'ensemble des sociétés du droit d'enregistrement de 1 % applicable aux cessions de droits sociaux dans les limites de 20 000 francs par mutation) (p. 1211).

Article 20 (relèvement du plafond des versements ouvrant droit à la réduction d'impôt au titre des souscriptions en numéraire au capital des sociétés non cotées) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 84 de la commission de la production (relèvement du plafond des versements ouvrant droit à la réduction d'impôt applicable aux versements effectués jusqu'au 31 décembre 1998) (p. 1218).

Article 21 (fixation des coefficients de revalorisation des valeurs locatives servant de base aux impôts divers locaux en 1996) :

- *soutient* l'amendement n° 35 de la commission (application du coefficient de revalorisation de 1,01 aux propriétés non bâties et aux immeubles industriels ne relevant pas de l'article 1500 du CGI) : adopté (p. 1221).

Après l'article 21 :

- *soutient* l'amendement n° 223 de M. Jean Proriol (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les centres de formation d'apprentis) : rejeté (p. 1224) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 147 de M. Jean-Pierre Brard (augmentation de la fraction des salaires prise en compte dans l'établissement des bases de taxe professionnelle pour les salaires inférieurs à 1,2 fois le SMIC) (p. 1231).

Article 24 (reconfiguration de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise) :

- *ses observations* sur les amendements identiques n°s 37 de la commission, 15 de la commission des affaires culturelles, 81 de la commission de la production, 65 de M. Marc Le Fur, 97 de M. François Guillaume, 163 de M. Jean Pierre Thomas, 167 de M. Michel Hannoun et 168 de M. Jean-Pierre Balligand (de suppression) (p. 1237) ;
- *son* sous-amendement n° 254 (acquisition d'une formation à la gestion) à l'amendement n° 253 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article réintroduisant les reprises d'entreprises dans le champ de l'aide, élargissant l'accès à l'aide aux chômeurs de plus de six mois, introduisant une modulation du montant de l'aide et de sa forme et prévoyant un dispositif d'approbation tacite dans un délai de trois mois) : adopté (p. 1237).

Après l'article 25 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 76 de M. René Beaumont (prise en compte pour le calcul des aides personnelles au logement versées aux étudiants rattachés au foyer fiscal de leurs parents des revenus de ces derniers divisés par le nombre de parts fiscales) (p. 1244) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 108 de M. Louis Pierna (création d'une commission départementale d'examen des dettes fiscales des salariés, des titulaires de pensions et de retraites, des contribuables privés d'emploi) (p. 1247).

Seconde délibération des articles 21 et 9.

Article 21 (fixation des coefficients de revalorisation des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux en 1996) :

- *défavorable* à l'amendement n° 5 du Gouvernement (retour au texte initial du projet de loi) (p. 1248).

- Projet de loi de finances pour 1996 (n° 2222).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [18, 19, 20 et 21 octobre 1995] :

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu) :

- *ses observations* (p. 1996).

Après l'article 2 :

- *favorable* à l'amendement n° 197 rectifié précédemment réservé de M. Charles de Courson (suppression des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels) (p. 2033) ;
- *favorable* à l'amendement n° 8 précédemment réservé de M. Marc Le Fur (suppression des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels) (p. 2033) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 447 de M. Augustin Bonrepaux (maintien des déductions supplémentaires pour les contribuables dont le revenu net imposable par part est inférieur à 229 260 francs au titre de 1995) à l'amendement n° 8 de M. Marc Le Fur (p. 2033) ;
- *son* amendement n° 226 précédemment réservé (plafonnement, pour l'imposition des revenus de 1995, des réductions d'impôt à hauteur de 50 % de la cotisation d'impôt sur le revenu) (p. 2052) : retiré ; repris par M. Didier Migaud (p. 2054) : rejeté au scrutin public après rectification (application de la mesure pour l'imposition des revenus de 1996) (p. 2056).

Article 30 (*évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) :

- *favorable* à l'amendement n° 155 de M. Robert Pandraud (réduction de la contribution d'un montant correspondant au douzième des dépenses du budget du Parlement européen supportées par la France) (p. 2078).

Article 13 (*pérennisation de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux*) :

- *soutient* l'amendement n° 290 de M. Jean-Pierre Thomas (de suppression) (p. 2224) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard (p. 2225) : rejeté (p. 2226).

Après l'article 15 :

- *défavorable* à l'amendement n° 167 de la commission (extension du champ d'application de la réduction d'impôt au titre des dépenses d'isolation) (p. 2249) ;
- *soutient* l'amendement n° 444 de M. Yves Nicolin (institution d'une taxe de 1 % sur le produit brut des jeux dans les casinos) : retiré (p. 2262).

Article 19 (*suppression de la première part de la dotation globale d'équipement des communes*) :

- *ses observations* (p. 2284) ;
- *ses observations* sur les amendements identiques n° 148 de la commission et 340 de M. Didier Migaud (de suppression) (p. 2290) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 242 corrigé de M. Yves Fréville (répartition de la dotation globale d'équipement entre les communes dont la population n'excède pas 20 000 habitants et dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur à 1,5 fois le potentiel fiscal moyen par habitant pour l'ensemble des départements et entre les groupements de communes dont la population n'excède pas 35 000 habitants) (p. 2296).

Après l'article 29 :

- *soutient* l'amendement n° 268 de M. Pierre Micaux (relèvement du tarif des redevances perçues au profit du Fonds national des adductions d'eau) (p. 2307) : retiré (p. 2308).

Article 31 et état A (*équilibre général du budget*) :

- *favorable* à l'amendement n° 150 de la commission (réduction des dépenses à caractère définitif de 4 milliards de francs) (p. 2325).

Deuxième partie :

Solidarité entre les générations. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances [27 octobre 1995] :

Cour des comptes : rapport (p. 2600).

Famille : prestations familiales : attribution sous conditions de ressources (p. 2600).

Femmes : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 2599).

Hôpitaux et cliniques : lits de long séjour (p. 2599).

Parlement : compétence en matière de sécurité sociale (p. 2600).

Personnes âgées :

- prestation autonomie : gestion et financement (p. 2599) ;
- prestation autonomie : travaux préparatoires : calendrier d'application (p. 2599).

Sécurité sociale :

- protection sociale : coût : dette de l'Etat : dettes patronales (p. 2599) ;
- protection sociale : solidarité entre les régimes (p. 2600).

Vote des crédits :

Etat B, titre IV :

- *favorable* à l'amendement n° 123 de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de 1,6 million de francs) (p. 2631).

Etat C, titre VI :

- *favorable* à l'amendement n° 124 de M. Jean-Pierre Thomas (réduction des crédits de paiement et des autorisations de programme de 10 millions de francs) (p. 2632).

Affaires étrangères, affaires européennes et francophonie. - *Questions* [12 novembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : Strasbourg : siège du Parlement européen et transfert de l'Office franco-allemand de la jeunesse : (p. 3469).

Economie et finances : Charges communes. - Services financiers. - Monnaies et médailles (budget annexe). - Comptes spéciaux du Trésor. - Taxes parafiscales. - Vote des crédits [14 novembre 1995] :

Charges communes :

Etat C, titre VI :

- *ses observations* sur l'amendement n° 240 de la commission (réduction des autorisations de programme de 129,7 millions de francs et des crédits de paiement de 15 millions de francs) (p. 3690).

Après l'article 65 :

- *défavorable* à l'amendement n° 51 deuxième rectification de M. Charles de Courson (limitation des avances de trésorerie accordées par l'Etat à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale) (p. 3693).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [15 novembre 1995] :

Après l'article 59 :

- *soutient* l'amendement n° 259 de M. Jean-Paul Fuchs (majoration de la dotation globale de fonctionnement des communes subissant des servitudes d'urbanisme établies pour la protection des sites naturels ou pittoresques) (p. 3835) : retiré (p. 3836).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).

Principaux thèmes développés [13 novembre 1995] :

Démographie : natalité et fécondité (p. 3569).

Famille :

- allocations familiales : imposition : conditions de ressources ; cumul avec le RMI (p. 3570) ;
- politique familiale : budgétisation ; prestations : simplification (p. 3569) ;
- report de la limite d'âge pour les enfants à charge (p. 3570).

Hôpitaux et cliniques :

- forfait hospitalier (p. 3571) ;
- secteur public : budget global et taux directeur : réforme : programmes de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) : contrats d'objectif (p. 3571).

Impôts et taxes : quotient familial (p. 3570).

Parlement : rôle : détermination du budget social de la Nation (p. 3570).

Professions médicales et paramédicales :

- médecins libéraux : excédent : *numerus clausus* : reconversion (p. 3571) ;
- médecins-conseils (p. 3570).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation avec le régime général (p. 3569).

Santé publique :

- accès aux soins : qualité des soins (p. 3571) ;
- actes : instauration d'une franchise non remboursable : forfaits de responsabilité (p. 3571) ;
- codage des actes et dossier médical : références médicales (p. 3571) ;
- dépenses : maîtrise comptable : obligation de résultats (p. 3570) ;
- médecine préventive : médecine scolaire et médecine du travail : développement : reconversion d'une partie des médecins (p. 3570) ;
- déficit et dette : gestion paritaire des caisses : élections ; contrat d'objectifs : subsidiarité : déconcentration et régionalisation (p. 3569, 3570) ;
- historique : rôle et principes : comparaisons (p. 3569).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 (n° 2357).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1995] :

Article 9 et état C (dépenses en capital des services civils - ouvertures) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 94 du Gouvernement (majoration de 2 milliards de francs des autorisations de programme et de 500 millions de francs des crédits de paiement de l'enseignement supérieur correspondant à la mise en place du plan d'urgence dans les universités) (p. 4661).

Après l'article 12 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 35 de M. Patrick Devedjian (institution d'une taxe sur les antennes paraboliques) (p. 4663) ;
- *son sous-amendement* n° 99 (taxe communale facultative d'un montant annuel maximum de 150 francs) (p. 4665) à l'amendement n° 35 de M. Patrick Devedjian : devenu sans objet (p. 4666).

Après l'article 24 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 28 de la commission (plafonnement des avances à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale) (p. 4701) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 103 du Gouvernement (fixation en loi de finances du plafond de l'encours des avances à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale) (p. 4701).

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (n° 2405).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [8 décembre 1995] :

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 4813) et sur la motion de renvoi en commission de : *Fabius (Laurent)* (p. 4866).

Principaux thèmes développés :

Impôts et taxes : contribution sociale généralisée : élargissement de l'assiette (p. 4867).

Santé : médecine de ville : codage des actes et références médicales ; honoraires médicaux : maîtrise médicalisée des dépenses de santé (p. 4813).

Sécurité sociale :

- assurance maladie : remboursement des soins : tiers payant et 100 % (p. 4813) ;
- dette et réforme du financement (p. 4838, 4867) ;
- régime général : charges non compensées par le budget de l'Etat : charges indues : dette de l'Etat (p. 4866).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances sur l'Union économique et monétaire et débat sur cette déclaration (n° 2576).**

Principaux thèmes développés [20 février 1996] (p. 1014) :

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique, Union économique et monétaire.

Enseignement.

Finances publiques.

Moyens de paiement : stabilité monétaire internationale ; marchés financiers internationaux.

Secteur public.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2548).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 et 7 mars 1996] :

Article 16 (exonération des plus-values de cession de titres d'OPCVM monétaires de capitalisation en cas de réinvestissement dans l'immobilier d'habitation ou l'acquisition d'équipements ménagers) :

- *soutient* l'amendement n° 55 de la commission (application du dispositif aux acquisitions de meubles et d'équipements ménagers d'une valeur unitaire supérieure à 3 000 francs) : rejeté (p. 1268).

Après l'article 16 :

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 312 de M. Marc Le Fur (ouverture du livret « jeune » aux moins de douze ans) à l'amendement n° 5 corrigé du Gouvernement (création du livret « jeune ») (p. 1271) ;
- *reprënd* l'amendement n° 132 de M. Yves Deniaud (relèvement du taux de la déduction forfaitaire des revenus fonciers pour les locations de logements ayant fait l'objet d'une réhabilitation dans les territoires ruraux de développement prioritaire) : rejeté (p. 1278) ;
- *favorable* à l'amendement n° 60 de la commission (plafonnement des réductions d'impôt en fonction du revenu net imposable) (p. 1282) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 273 de M. Didier Migaud (abaissement à 26 000 francs de la limite des dépenses prises en compte pour le calcul de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 1287) ;
- *ses observations* sur le sous-amendement n° 349 de M. Yves Fréville (plafonnement de la réduction d'impôt à 2 500 francs par an pour un contribuable célibataire, veuf ou divorcé et à 5 000 francs par an pour un couple marié) à l'amendement n° 4 du Gouvernement (réduction d'impôt accordée au titre des intérêts des prêts à la consommation) (p. 1292) ;
- *soutient* l'amendement n° 157 de M. Jean-Pierre Thomas (institution d'un crédit d'impôt pour l'investissement immobilier) : retiré (p. 1321).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, sur le débat d'orientation budgétaire et débat sur cette déclaration (n° 2768).**

Principaux thèmes développés [14 mai 1996] (p. 3119) :

Collectivités locales.

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence : monnaie unique.

Etat : réforme.

Famille.

Finances publiques :

- déficits publics et sociaux : dette publique ;
- dépenses publiques.

Fonctionnaires et agents publics.
 Impôts et taxes : réforme fiscale.
 Logement et habitat : aides au logement.
 Politique économique :
 - généralités ;
 - croissance ;
 - taux d'intérêt.
 Transports : infrastructures.
 - **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale (n° 2690).**

Président de la commission spéciale.

Première lecture :

Avant la discussion des articles [24 avril 1996] :

Son intervention en qualité de président de la commission spéciale (p. 2552).

Son intervention sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Bocquet (Alain)* (p. 2556).

Son intervention sur la question préalable opposée par : *Fabius (Laurent)* (p. 2560).

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 avril 1996] (p. 2552) :

Constitution : révision constitutionnelle.

Loi de financement de la sécurité sociale :

- délais d'examen et procédure ;
- objectifs de dépense.

Sécurité sociale :

- assurance maladie ;
- étatisation ;
- paritarisme.

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [13 juin 1996] :

Son intervention en qualité de président de la commission spéciale sur la question préalable opposée par : *Fabius (Laurent)* (p. 4251).

Troisième lecture :

Avant la discussion des articles [27 juin 1996] :

Sa présentation du rapport (p. 4998).

Principaux thèmes développés :

Loi de financement de la sécurité sociale :

- amendements : cavaliers sociaux (p. 4998) ;
- contenu (p. 4998) ;
- délai d'examen et procédure (p. 4999).

Sécurité sociale : ressources non permanentes (p. 4999).

ZUCCARELLI (Emile)

Député de la Haute-Corse

(1^{re} circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [*J.O.* du 2 avril 1995] (p. 5321).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1995] (p. 5407).

DEPOTS

Proposition de loi précisant les règles applicables aux pensions de réversion en cas de mariage putatif (n° 2615) [11 mars 1996].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Service postal français** : avenir ; monopole : maintien [11 octobre 1995] (p. 1782, 1783).
- **Situation de la SNCF** : financement ; aides de l'Etat [6 mars 1996] (p. 1243).
- **Crédit foncier de France** : avenir [16 avril 1996] (p. 2225).
- **Marché européen de l'électricité** : maintien du monopole de l'EDF [11 juin 1996] (p. 4077).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie (n° 2083).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juin 1995] (p. 648, 649) :

Contraventions.

Finances publiques.

Police de la route et circulation routière : sécurité.

Travail : employeurs.

Urbanisme.

Vie, médecine et biologie : entraves à l'interruption volontaire de grossesse.

Discussion des articles [28 juin 1995] :

Article 17 (effets généraux de l'amnistie) :

- *défavorable* à l'amendement n° 7 de la commission (restitution des points de permis de conduire) (p. 709).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur l'évolution de la protection sociale et débat sur cette déclaration (n° 2352).**

Principaux thèmes développés [14 novembre 1995] :

Entreprises : charges sociales (p. 3622).

Hôpitaux et cliniques :

- forfait hospitalier (p. 3621) ;
- secteur public : budget global et taux directeur : réforme : programmes de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) : contrats d'objectif (p. 3622).

Parlement : rôle : détermination du budget social de la Nation (p. 3621).

Santé publique :

- actes : instauration d'une franchise non remboursable : forfaits de responsabilité (p. 3621) ;
- codage des actes et dossier médical : références médicales (p. 3622) ;
- médecine de confort : prestations sans nécessité médicale : gaspillages : (p. 3622) ;
- déficit et dette : gestion paritaire des caisses : élections ; contrat d'objectifs : subsidiarité : déconcentration et régionalisation (p. 3622) ;
- réforme : concertation : forums et mission d'information ; partenariat ; législation par ordonnances (p. 3621).

- **Motion de censure déposée par MM. Laurent Fabius, Alain Bocquet, Jean-Pierre Chevènement et quatre-vingt-cinq membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, le 10 décembre 1995.**

Principaux thèmes développés lors de la discussion [12 décembre 1995] :

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht (p. 5039).

Consommation (p. 5039).

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 5040).

Elections et référendums :

- élection présidentielle (p. 5039) ;
- élections législatives partielles (p. 5040).

Emploi :

- licenciements économiques (p. 5039) ;
- politique de l'emploi (p. 5039).

Entreprises :

- allègement des charges (p. 5039) ;
- PME : plan de soutien (p. 5039).

Gouvernement : méthode de travail (p. 5039).

Ordonnances (p. 5040).

Parlement : rôle : droits (p. 5040).

Politique économique et sociale : crise sociale : mouvements sociaux (p. 5038).

Prestations familiales : allocations familiales (p. 5039).

Retraites : régimes spéciaux (p. 5038).

Santé publique : maîtrise médicalisée des dépenses (p. 5040).

Secteur public :

- France Télécom (p. 5038) ;
- SNCF : contrat de plan (p. 5038).

Sécurité sociale :

- caisses de sécurité sociale : organisation (p. 5039) ;
- cotisations salariales et patronales (p. 5039) ;
- réforme (p. 5038, 5040) ;
- remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 5040).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Charles Millon, ministre de la défense, sur la politique de défense et débat sur cette déclaration (n° 2654).**

Principaux thèmes développés [20 mars 1996] (p. 1856) :

Affaires étrangères : contexte géopolitique.

Europe : défense européenne, corps européen.

Industries d'armement :

- généralités, coopération européenne, restructurations ;
- Groupement industriel des armements terrestres.

Service national.

- **Projet de loi de réglementation des télécommunications (n° 2698).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 mai 1996] :

Organismes et structures : Autorité de régulation des télécommunications (p. 2894).

Recherche (p. 2895).

Secteur public (p. 2894).

Télécommunications :

- France Télécom (p. 2895) ;
- service public : service universel et péréquation géographique (p. 2893).

Discussion des articles [9 et 10 mai 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- *ses observations* sur l'amendement n° 215 de Mme Ségolène Royal (continuité du service public) (p. 2945) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 220 de Mme Ségolène Royal (responsabilité dans la gestion du service public) (p. 2948) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 222 de Mme Ségolène Royal (accessibilité au service public) (p. 2949).

Article 1^{er} (*art. L. 32 du code des postes et télécommunications : définitions*) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 230 rectifié de Mme Ségolène Royal (définition des droits de l'utilisateur) (p. 2955).

Article 2 (*art. L. 32-1 du code des postes et télécommunications : cadre général*) :

- *son* amendement n° 346 (réaffirmation de l'autorité du ministre chargé des télécommunications) (p. 2956) : rejeté (p. 2958) ;
- *son* amendement n° 348 (réaffirmation de la notion de service public) (p. 2958) : rejeté (p. 2959) ;
- *son* amendement n° 349 rectifié (rappel de la conception globale du service public) : rejeté (p. 2959) ;
- *son* amendement n° 347 rectifié (suppression de l'Autorité de régulation des télécommunications) : rejeté (p. 2959) ;
- *son* amendement n° 380 (rôle de l'Autorité de régulation des télécommunications) : rejeté (p. 2960).

Article 3 (*commission supérieure du service public des postes et télécommunications*) :

- *son* amendement n° 350 (suppression de la référence à l'Autorité de régulation) : rejeté (p. 2964).

Article 4 (*recueil d'informations et enquêtes*) :

- *son* amendement n° 351 (de suppression) : rejeté (p. 2965).

Article 5 (*chapitre II du titre premier du livre II du code des P et T : régime juridique des télécommunications*) :

Article L. 33-1 : établissement et exploitation des réseaux ouverts au public :

- *favorable* à l'amendement n° 150 de M. Jacques Guyard (multiplication des possibilités de refuser les autorisations) (p. 2972) ;
- *son* amendement n° 352 : devenu sans objet (p. 2976, 2977).

Article L. 34-4 : services autres que téléphoniques fournis sur les réseaux câblés :

- *ses observations* sur l'amendement n° 174 corrigé de M. Jacques Guyard (association des collectivités territoriales à la décision d'extension des services) (p. 2985).

Article L. 34-5 : commissions consultatives spécialisées :

- *son* amendement n° 353 (suppression de la référence à l'Autorité de régulation des télécommunications) : rejeté (p. 2987).

Article L. 34-6 : cession, publication, suspension et retrait des licences :

- *son* amendement n° 354 (suppression de la référence à l'Autorité de régulation des télécommunications) (p. 2988) : rejeté (p. 2989).

Article L. 34-8 : interconnexion :

- *son* amendement n° 355 (interdiction d'une activité limitée à la revente de capacité) (p. 2990) : rejeté (p. 2991) ;
- *son* amendement n° 356 (suppression de la référence à l'Autorité de régulation) : retiré (p. 2991).

Article L. 34-10 : attribution et portabilité des numéros :

- *son* amendement n° 357 (de précision) : devenu sans objet (p. 2996).

Article 6 (*chapitres III et IV [nouveaux] du titre premier du livre II du code des P et T : service public et régulation des télécommunications*) :

- *défavorable* (p. 3003).

Article L. 35 : contenu du service public des télécommunications :

- *son* amendement n° 358 (définition et fonctions assurées par le service public des télécommunications) (p. 3003) : rejeté (p. 3006).

Article L. 35-1 : contenu du service universel :

- son amendement n° 359 : non soutenu (p. 3020).

Article L. 35-3 : financement du service universel :

- son amendement n° 360 (suppression de la référence à l'Autorité de régulation des télécommunications) : rejeté (p. 3020) ;
- son amendement n° 361 (référence à la structure des tarifs téléphoniques et suppression du qualificatif « actuel ») : rejeté (p. 3021) ;
- son amendement n° 362 (maintien d'un coût bas pour les abonnements) : rejeté (p. 3024).

Article L. 35-6 : les missions d'intérêt général :

- ses observations sur l'amendement n° 322 de M. Jacques Guyard (enseignement supérieur des télécommunications placé sous la tutelle du ministre chargé des télécommunications) (p. 3032) ;
- son amendement n° 363 (enseignement supérieur des télécommunications placé sous la tutelle du ministre chargé des télécommunications) : devenu sans objet (p. 3032).

Article 7 (chapitre III du titre premier du livre II du code des P et T : dispositions pénales) :

- son amendement n° 364 (suppression de la référence à l'Autorité de régulation des télécommunications) : retiré (p. 3043).

Article 10 (chapitre II du titre II du livre II du code des P et T : servitudes radioélectriques) :**Article L. 56-1 : servitudes radioélectriques dont bénéficient les opérateurs autorisés :**

- son amendement n° 365 (suppression de la référence à l'Autorité de régulation) : retiré (p. 3050) ;
- son amendement n° 366 : devenu sans objet (p. 3050).

Article 11 (Agence nationale des fréquences radioélectriques) :

- son amendement n° 367 (suppression de la référence à l'Autorité de régulation des télécommunications) (p. 3051) : retiré (p. 3052).

Article 16 (entrée en vigueur de la loi et coordination) :

- son amendement n° 368 (contrôle des autorisations d'établissement des réseaux de la fourniture des services) : retiré (p. 3056).

Ses explications de vote (p. 3060).

Vote contre du groupe République et Liberté (p. 3061).

- Projet de loi relatif à l'entreprise nationale France Télécom (n° 2884).**Première lecture :**

Avant la discussion des articles [24 juin 1996] :

Sa question préalable (p. 4781) : rejetée (p. 4786).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne : ouverture du marché au 1^{er} janvier 1998 (p. 4781).

Secteur public (p. 4783).

Télécommunications : France Télécom : statut, personnel, retraites (p. 4781).

Discussion des articles [24 et 25 juin 1996] :

Avant l'article 1^{er} :

- ses observations sur l'amendement n° 62 de Mme Ségolène Royal (démocratisation grâce aux services publics) (p. 4821) ;

- ses observations sur l'amendement n° 72 de Mme Ségolène Royal (droit des usagers) (p. 4822) ;

- ses observations sur l'amendement n° 24 de Mme Ségolène Royal (principe d'égalité du service public des télécommunications) (p. 4830) ;

- soutient l'amendement n° 57 de Mme Ségolène Royal (lieu de citoyenneté reconnu au service public des télécommunications) (p. 4886) : rejeté après rectification (p. 4887).



CONGRÈS DU PARLEMENT

CONGRES DU PARLEMENT DU 31 JUILLET 1995

ALLOUCHE (Guy)

Sénateur

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires.**

Principaux thèmes développés lors des explications de vote [31 juillet 1995] :

Conseil constitutionnel (p. 7, 8).

Elections et référendums : référendums (p. 7, 8).

Parlement :

- inviolabilité (p. 8) ;
- ordre du jour (p. 8) ;
- session unique (p. 8).

Politique économique et sociale (p. 7).

Président de la République (p. 7, 8).

Services publics (p. 7).

Vote contre du groupe socialiste (p. 8).

BLIN (Maurice)

Sénateur

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires.**

Principaux thèmes développés lors des explications de vote [31 juillet 1995] (p. 17) :

Elections et référendums : référendums :

Lois : inflation législative.

Parlement : session unique.

Vote pour du groupe de l'Union centriste (p. 17).

BOCQUET (Alain)

Député

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires.**

Principaux thèmes développés lors des explications de vote [31 juillet 1995] (p. 16) :

Communautés européennes et Union européenne.

Défense : armes nucléaires.

Elections et référendums : référendums.

Parlement :

- inviolabilité ;
- ordre du jour ;
- résolutions : article 88-4 de la Constitution ;
- séances publiques ;
- session unique.

Président de la République.

Vote contre du groupe communiste (p. 16).

BOURGOING (Philippe de)

Sénateur

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires.**

Principaux thèmes développés lors des explications de vote [31 juillet 1995] :

Elections et référendums : référendums (p. 8).

Lois : inflation législative (p. 9).

Parlement :

- contrôle parlementaire (p. 9) ;
- inviolabilité (p. 9) ;
- ordre du jour (p. 9) ;
- questions orales (p. 9) ;
- résolutions : article 88-4 de la Constitution (p. 9) ;
- séances publiques (p. 9) ;
- session unique (p. 8, 9).

Vote pour du groupe de l'Union des Républicains et des Indépendants (p. 9).

CABANEL (Guy)

Sénateur

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires.**

Principaux thèmes développés lors des explications de vote [31 juillet 1995] :

Elections et référendums :

- élections présidentielles (p. 13) ;
- référendums (p. 13).

Lois : inflation législative (p. 13).

Parlement :

- contrôle parlementaire (p. 13) ;
- inviolabilité (p. 14) ;
- session unique (p. 13).

Vote pour du groupe du Rassemblement démocratique et européen (p. 14).

DEROSIER (Bernard)

Député

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires.**

Principaux thèmes développés lors des explications de vote [31 juillet 1995] :

Communautés européennes et Union européenne (p. 11).

Conseil constitutionnel (p. 11).

Elections et référendums :

- cumul des mandats (p. 10) ;
- référendums (p. 10, 11).

Enseignement (p. 11).

Gouvernement : ministres : élus locaux (p. 10).

Parlement :

- commissions d'enquête (p. 10) ;
- commissions permanentes (p. 10) ;

- offices d'évaluation des politiques publiques et de la législation (p. 10) ;
- ordre du jour (p. 10) ;
- session unique (p. 9, 10).

Politique économique et sociale (p. 10).

Président de la République (p. 10).

Services publics (p. 10).

Vote contre du groupe socialiste (p. 11).

HYEST (Jean-Jacques)

Député

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires.**

Principaux thèmes développés lors des explications de vote [31 juillet 1995] :

Conseil constitutionnel (p. 7).

Elections et référendums :

- élections présidentielles (p. 6) ;
- référendums (p. 7).

Lois : inflation législative (p. 7).

Parlement :

- contrôle parlementaire (p. 7) ;
- inviolabilité (p. 7) ;
- ordre du jour (p. 6) ;
- séances publiques (p. 7) ;
- session unique (p. 6).

Président de la République (p. 6, 7).

Vote pour du groupe UDF (p. 7).

JUPPE (Alain)

Premier ministre

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires.**

Son intervention avant les explications de vote [31 juillet 1995] :

Principaux thèmes développés :

Conseil constitutionnel (p. 4).

Elections et référendums :

- élections présidentielles (p. 4) ;
- référendums (p. 5).

Justice : Cour de justice de la République (p. 4).

Magistrature : Conseil supérieur de la magistrature (p. 4).

Parlement :

- contrôle parlementaire (p. 5, 6) ;
- inviolabilité (p. 5, 6) ;
- motions de censure (p. 6) ;
- ordre du jour (p. 6) ;
- opposition (p. 6) ;
- questions orales (p. 6) ;
- session unique (p. 5).

Politique économique et sociale (p. 5).

Président de la République (p. 5).

MASSON (Paul)

Sénateur

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires.**

Principaux thèmes développés lors des explications de vote [31 juillet 1995] :

Conseil constitutionnel (p. 15).

Elections et référendums : référendums (p. 15)

Lois : inflation législative (p. 15).

Parlement : session unique (p. 15, 16).

Politique économique et sociale (p. 15).

Président de la République (p. 15, 16).

Vote pour du groupe RPR (p. 15).

PERICARD (Michel)

Député

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires.**

Principaux thèmes développés lors des explications de vote [31 juillet 1995] (p. 12) :

Elections et référendums : référendums.

Parlement :

- contrôle parlementaire ;
- inviolabilité ;
- offices d'évaluation des politiques publiques et de la législation ;
- session unique.

Politique économique et sociale.

Président de la République

Vote pour du groupe RPR (p. 12).

SEGUIN (Philippe)

Président de l'Assemblée nationale,

Président du Congrès.

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires.**

Donne lecture du décret de convocation du Congrès du Parlement [31 juillet 1995] (p. 3).

VIZET (Robert)

Sénateur

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires.**

Principaux thèmes développés lors des explications de vote [31 juillet 1995] :

Communautés européennes et Union européenne (p. 14).

Elections et référendums : référendums (p. 14).

Parlement :

- inviolabilité (p. 15) ;
- séances publiques (p. 14) ;
- session unique (p. 14).

Politique économique et sociale (p. 14).

Président de la République (p. 14).

Services publics (p. 14).

Vote contre du groupe communiste (p. 15).

CONGRES DU PARLEMENT DU 19 FEVRIER 1996

BOCQUET (Alain)

Député

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle instituant les lois de financement de la sécurité sociale.**

Principaux thèmes développés lors des explications de vote [19 février 1996] (p. 14, 15) :

Communautés européennes et Union européenne : critères de convergence.

Lois de financement de la sécurité sociale : protection sociale : orientations.

Révision constitutionnelle : généralités.

Sécurité sociale :

- étatisation ;
- partenaires sociaux.

Vote contre du groupe communiste (p. 14).

CABANEL (Guy)

Sénateur

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle instituant les lois de financement de la sécurité sociale.**

Principaux thèmes développés lors des explications de vote [19 février 1996] (p. 16, 17) :

Lois de financement de la sécurité sociale :

- délais d'examen et procédure ;
- équilibre financier.

Sécurité sociale :

- assurance maladie : régime universel ;
- compétence du Parlement ;
- étatisation ;
- partenaires sociaux.

Vote pour du groupe du Rassemblement démocratique et européen (p. 16).

FABIUS (Laurent)

Député

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle instituant les lois de financement de la sécurité sociale.**

Principaux thèmes développés lors des explications de vote [19 février 1996] (p. 10, 11) :

Lois de financement de la sécurité sociale :

- délais d'examen et procédure ;
- portée nominative.

Ordonnances : protection sociale : rétablissement de l'équilibre financier.

Révision constitutionnelle : pause institutionnelle.

Sécurité sociale : compétence du Parlement.

Vote contre du groupe socialiste (p. 10).

GELARD (Patrice)

Sénateur

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle instituant les lois de financement de la sécurité sociale.**

Principaux thèmes développés lors des explications de vote [19 février 1996] (p. 8, 9) :

Lois de financement de la sécurité sociale :

- délais d'examen et procédure ;
- lois de financement rectificatives ;
- portée nominative.

Révision constitutionnelle : généralités.

Sécurité sociale :

- étatisation ;
- partenaires sociaux.

Vote pour du groupe RPR (p. 9).

HURIET (Claude)

Sénateur

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle instituant les lois de financement de la sécurité sociale.**

Principaux thèmes développés lors des explications de vote [19 février 1996] (p. 15, 16) :

Lois de financement de la sécurité sociale : protection sociale : orientations.

Sécurité sociale :

- compétence du Parlement ;
- cotisations sociales.

Vote pour du groupe de l'Union centriste (p. 15).

JUPPE (Alain)

Premier ministre

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle instituant les lois de financement de la sécurité sociale.**

Son intervention avant les explications de vote [19 février 1996] :

Lois de financement de la sécurité sociale :

- délais d'examen et procédure (p. 5) ;
- équilibre financier (p. 5) ;
- portée nominative (p. 5) ;
- protection sociale : orientations (p. 5).

Ordonnances : protection sociale : rétablissement de l'équilibre financier (p. 4).

Révision constitutionnelle : généralités (p. 4).

Sécurité sociale :

- assurance maladie : régime universel (p. 6) ;
- compétence du Parlement (p. 4) ;
- cotisations sociales (p. 5) ;
- partenaires sociaux (p. 5).

MAZEAUD (Pierre)

Député

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle instituant les lois de financement de la sécurité sociale.**

Principaux thèmes développés lors des explications de vote [19 février 1996] (p. 6) :

Communautés européennes et Union européenne : souveraineté nationale.

Lois de financement de la sécurité sociale : lois de financement rectificatives.

Révision constitutionnelle : pause institutionnelle.

Sécurité sociale : compétence du Parlement.

Vote pour du groupe RPR (p. 6).

METZINGER (Charles)*Sénateur*

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle instituant les lois de financement de la sécurité sociale.**

Principaux thèmes développés lors des explications de vote
[19 février 1996] (p. 7, 8) :

Lois de financement de la sécurité sociale :

- délais d'examen et procédure ;
- équilibre financier ;
- protection sociale : orientations.

Révision constitutionnelle : pause institutionnelle.

Sécurité sociale :

- compétence du Parlement ;
- cotisations sociales ;
- étatisation.

Vote contre du groupe socialiste (p. 7).

PAGES (Robert)*Sénateur*

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle instituant les lois de financement de la sécurité sociale.**

Principaux thèmes développés lors des explications de vote
[19 février 1996] (p. 12) :

Communautés européennes et Union européenne : critères de convergence.

Lois de financement de la sécurité sociale : délais d'examen et procédure.

Sécurité sociale :

- compétence du Parlement ;
- partenaires sociaux.

Vote contre du groupe communiste (p. 11).

RAINCOURT (Henri de)*Sénateur*

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle instituant les lois de financement de la sécurité sociale.**

Principaux thèmes développés lors des explications de vote
[19 février 1996] (p. 13) :

Révision constitutionnelle : généralités.

Sécurité sociale : compétence du Parlement.

Vote pour du groupe de l'Union des Républicains et des Indépendants (p. 13).

ROSSI (José)*Député*

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle instituant les lois de financement de la sécurité sociale.**

Principaux thèmes développés lors des explications de vote
[19 février 1996] (p. 9, 10) :

Lois de financement de la sécurité sociale :

- délais d'examen et procédure ;
- équilibre financier ;
- protection sociale : orientations.

Révision constitutionnelle : généralités.

Vote pour du groupe UDF (p. 9).

SEGUIN (Phillippe)*Président de l'Assemblée nationale,**Président du Congrès*

- **Vote sur le projet de loi constitutionnelle instituant les lois de financement de la sécurité sociale.**

Donne lecture du décret de convocation du Congrès du Parlement [19 février 1996] (p. 3).

